



3 1761 11972029 0



Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761119720290>

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 49

Friday, December 3, 1982

Chairman: Mr. Marcel Roy, M.P.

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 49

Le vendredi 3 décembre 1982

Président: M. Marcel Roy, député

Government
Publications

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Health, Welfare and Social Affairs

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent de la*

Santé, du bien-être social et des affaires sociales

RESPECTING:

Supplementary Estimates (B) 1982-83: Votes 5b, 10b, 15b and 20b under NATIONAL HEALTH AND WELFARE

CONCERNANT:

Budget supplémentaire (B) 1982-1983: crédits 5b, 10b, 15b et 20b sous la rubrique SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL

APPEARING:

The Honourable Monique Bégin,
Minister of National Health
and Welfare

COMPARAÎT:

L'honorable Monique Bégin,
Ministre de la Santé nationale
et du Bien-être social

WITNESSES:

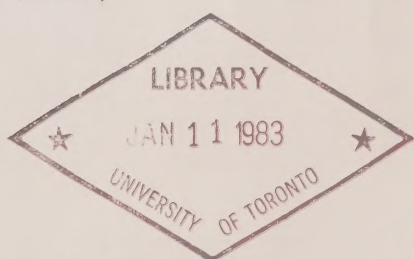
(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982



STANDING COMMITTEE ON HEALTH,
WELFARE AND SOCIAL AFFAIRS

Chairman: Mr. Marcel Roy

Vice-Chairman: Mr. Peter Lang

Berger
Blaikie
Bloomfield
Bossy
Burghardt

Gurbin
Hawkes
Hudecki
Killens (Mrs.)
MacDonald (Miss)
(Kingston and the Islands)

COMITÉ PERMANENT DE LA SANTÉ, DU
BIEN-ÊTRE SOCIAL ET DES AFFAIRES
SOCIALES

Président: M. Marcel Roy

Vice-président: M. Peter Lang

Messrs. — Messieurs

Marceau
Mayer
McGrath
Mitchell (M^{me})
Reid (St. Catharines)

Robinson (Etobicoke—
Lakeshore)
Schroder
Scott (Hamilton—
Wentworth)—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Judith LaRocque

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

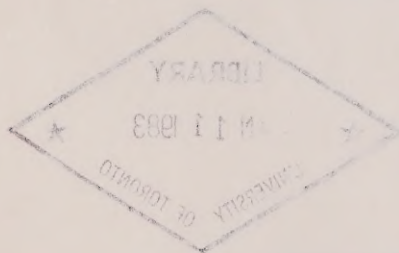
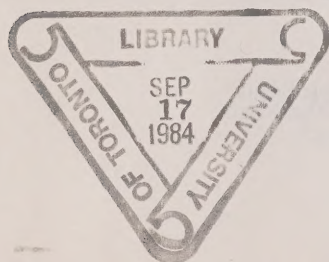
On Friday, December 3, 1982:

Mrs. Mitchell replaced Mr. Skelly;
Mr. Schroder replaced Mrs. Côté.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le vendredi 3 décembre 1982:

M^{me} Mitchell remplace M. Skelly;
M. Schroder remplace M^{me} Côté.



ORDER OF REFERENCE

Monday, November 8, 1982

ORDERED,—That Consumer and Corporate Affairs Votes 1b, 2b, 3b, and 4b; That National Health and Welfare Votes 5b, 10b, 15b, 20b and 40b; and That Social Development Vote 1b for the fiscal year ending March 31, 1983, be referred to the Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs.

*ATTEST:**Le Greffier de la Chambre des communes*

C.B. KOESTER

The Clerk of the House of Commons

ORDRE DE RENVOI

Le lundi 8 novembre 1982

IL EST ORDONNÉ,—Que les crédits 1b, 2b, 3b et 4b, Consommation et Corporations, les crédits 5b, 10b, 15b, 20b et 40b, Santé nationale et bien-être social, et le crédit 1b, Développement social, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1983, soient déferés au Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

ATTESTÉ:

MINUTES OF PROCEEDINGS

FRIDAY, DECEMBER 3, 1982

(77)

[Text]

The Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs met at 9:40 o'clock a.m. this day, the Chairman, Mr. Marcel Roy, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Blaikie, Gurbin, Hawkes, Hudecki, Miss MacDonald (*Kingston and the Islands*), Mr. Marceau, Mrs. Mitchell, Messrs. Roy and Schroder.

Appearing: The Honourable Monique Bégin, Minister of National Health and Welfare.

Witnesses: From the Department of National Health and Welfare: Mr. E.M. Murphy, Assistant Deputy Minister, Social Services Programs; Mr. J. Sinclair, Assistant Deputy Minister, Medical Services.

The Order of Reference dated Monday, November 8, 1982 relating to the Supplementary Estimates being read as follows:

ORDERED,—That Consumer and Corporate Affairs Votes 1b, 2b, 3b and 4b; That National Health and Welfare Votes 5b, 10b, 15b, 20b and 40b; and That Social Development Vote 1b for the fiscal year ending March 31, 1983, be referred to the Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs.

The Chairman called Votes 5b, 10b, 15b and 20b under NATIONAL HEALTH AND WELFARE.

The Minister made a statement, and, with the witnesses, answered questions.

At 11:02 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE VENDREDI 3 DÉCEMBRE 1982

(77)

[Traduction]

Le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales se réunit aujourd'hui à 9h40 sous la présidence de M. Marcel Roy (président).

Membres du Comité présents: MM. Blaikie, Gurbin, Hawkes, Hudecki, M^{lle} MacDonald (*Kingston et les Îles*), M. Marceau, M^{me} Mitchell, MM. Roy et Schroder.

Comparait: L'honorable Monique Bégin, ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Témoins: Du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social: M. E.M. Murphy, sous-ministre adjoint, Programmes des services sociaux; M. J. Sinclair, sous-ministre adjoint, Services médicaux.

Lecture est faite de l'ordre de renvoi suivant, du lundi 8 novembre 1982, portant sur le budget supplémentaire:

IL EST ORDONNÉ,—Que les crédits 1b, 2b, 3b et 4b, Consommation et Corporations, les crédits 5b, 10b, 15b, 20b et 40b, Santé nationale et Bien-être social; et le crédit 1b, Développement social, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1983, soient déferés au Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

Le président met en délibération les crédits 5b, 10b, 15b et 20b sous la rubrique SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL.

Le ministre fait une déclaration puis, avec les témoins, répond aux questions.

A 11h02, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Judith A. LaRocque

Clerk of the Committee

EVIDENCE

*(Recorded by Electronic Apparatus)**[Texte]*

Friday, December 3, 1982

• 0941

The Chairman: Order, please. I see the quorum in this room. In the National Health and Welfare votes, we will deal with vote 5b, 10b, 15b, 20b for the fiscal year ending March 31, 1983. Those votes have been referred to the Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs.

We have this morning the Minister for Health and Welfare, and I am going to yield her the floor for introducing her staff, her officials, and I think that she wants to make a statement on the opening.

Je voudrais m'excuser, madame le ministre, car certains sont absents de la réunion de ce matin. C'est que le Comité de la Santé nationale, du Bien-être social et des Affaires sociales est un peu fatigué. Nous avons siégé jusqu'à 00h45 ce matin; les sièges sont encore chauds. Cependant, je vois qu'on a du sang nouveau. Alors, c'est la raison pour laquelle l'assistance à la réunion de ce matin est plutôt limitée.

Je vous cède maintenant la parole.

The Hon. Monique Bégin (Minister of National Health and Welfare): Thanks, Mr. Chairman. I am accompanied by all the senior officials of the department, but let me single out in particular those under whom programs are affected by these supps. Of course everyone recognizes my deputy minister, Mr. Larry Fry, and three of the senior officials are the A.D.M., Dr. Murphy, Mr. Jack Sinclair, and Mr. Del Lyngseth, also A.D.M., under whom the programs we are discussing today fall, but other officials are also present.

Permettez-moi de parler d'abord en français, puis ensuite en anglais.

Je suis heureuse, bien sûr, de pouvoir vous expliquer aujourd'hui le budget supplémentaire (B) pour l'année financière se terminant le 31 mars. Permettez-moi de vous en montrer les points saillants.

Pour la présente année, mon budget s'élève à 19.3 milliards de dollars. Cela représente 26.5 p. 100 de toutes les dépenses du gouvernement. Actuellement, je propose une augmentation de 77.5 millions de dollars, qui sera votée par le Parlement, et je signale une diminution de 24 millions de dollars en paiements statutaires.

Permettez-moi d'abord d'expliquer les réductions qui sont généralement affectées aux paiements statutaires.

D'abord, les allocations familiales: Les allocations familiales seront de 32 millions de dollars de moins que les prévisions précédentes. Cela est dû à une baisse du taux d'inflation réel, existant, et aux effets du projet de loi C-132 qui réduira la prochaine indexation à 6 p. 100 à partir du 1^{er} janvier 1983. Ces deux baisses, l'une naturelle et l'autre législative, permettront une diminution de 36 millions de dollars. Par contre, nos

TÉMOIGNAGES

*(Enregistrement électronique)**[Traduction]*

Le vendredi 3 décembre 1982

Le président: À l'ordre, s'il vous plaît. Je vois que nous avons maintenant le quorum. Sous la rubrique santé et bien-être social, nous allons étudier les crédits 5b, 10b, 15b et 20b pour l'année financière se terminant le 31 mars 1983. Ces crédits ont été renvoyés au comité permanent de la Santé, du Bien-Être et des Affaires sociales.

Ce matin, comparaît le ministre de la Santé et du Bien-Être social et je vais lui céder la parole pour la présentation de son personnel, de ses fonctionnaires et pour faire une déclaration préliminaire.

Madam Minister, I would like to apologize for the absentees here this morning. The Health, Welfare and Social Affairs Committee is somewhat tired. We sat until 12.45 this morning. The seats are still warm. However, I see we do have new blood here nonetheless. That is the reason why attendance at this morning's meeting is somewhat limited.

You have the floor now, Madam Minister.

L'honorable Monique Bégin (ministre de la Santé et du Bien-Être social): Merci, monsieur le président. Ce matin, je suis accompagnée de tous les hauts fonctionnaires du ministère mais permettez-moi de vous signaler particulièrement ceux dont les programmes sont touchés par le budget supplémentaire. Tout le monde connaît, bien entendu, le sous-ministre, M. Larry Fry et les trois sous-ministres adjoints, le D^r Murphy, M. Jack Sinclair et M. Del Lyngseth dont les programmes sont à l'étude aujourd'hui. D'autres fonctionnaires sont aussi présents.

If I may, I will begin in French and then continue in English.

I am pleased, of course, to appear before you today in relation to the supplementary estimates (B) for the fiscal year ending March 31. Let me briefly outline the highlights to you.

Estimates approved for this year amount to \$19.3 billion. This is 26.5 per cent of the government's total budgetary estimates. At this time, I am proposing an increase of \$77.5 million to be voted by Parliament and am reporting a net decrease of \$24 million in statutory payments.

Let me explain the decrease in statutory payments first.

First, family allowance payments: family allowance payments will be \$32 million less than previously forecast. A decline in the inflation rate, together with the proposed legislation, Bill C-132, to index the rates at 6% effective January 1, 1983, are the reasons for this decrease. One of them is natural and the other is legislated, but both together will produce a decrease of \$36 million. But the decline in the

[Text]

prévisions du nombre d'enfants admissibles étaient erronées; il y aura plus d'enfants qu'anticipé, et cela veut dire un montant supplémentaire de 4 millions de dollars.

• 0945

Maintenant, les pensions: Les versements de base de pension de la vieillesse seront de 26 millions de dollars de moins que les prévisions précédentes. De cette somme, une diminution de 3.5 millions de dollars est attribuable au Bill C-131. C'est donc une baisse de 52 millions de dollars. Encore une fois, c'est principalement attribuable à une réduction naturelle du taux d'inflation que nous avions prévu trop élevé. En d'autres mots, nous travaillons toujours sur les prédictions des Finances. De plus, comme je l'ai dit, c'est aussi attribuable au projet de loi qui limite à 6 p. 100 l'indexation de la pension de base à partir de janvier.

Par ailleurs, il nous faudra, parce que nos prévisions n'étaient pas à point, un montant supplémentaire de 26 millions de dollars pour faire face à une augmentation du nombre des pensionnés de base; en effet, il y a 9,000 pensionnés de plus que nos prévisions ne l'avaient indiqué.

Le supplément maintenant: Les versements seront de 147 millions de dollars de moins que les prévisions précédentes, ce qui est entre autres et surtout attribuable au fait qu'il y a moins de pauvreté chez les retraités. Statistique Canada indique qu'environ 45,000 pensionnés de moins auront besoin du supplément, et cela produira une économie de 93 millions de dollars. Je pense que ce sont de bonnes nouvelles. Par ailleurs, le recul naturel de l'inflation, par rapport à nos prédictions, a permis de réaliser une autre économie de 54 millions de dollars, malgré l'augmentation complète du supplément qui entrera en vigueur en janvier prochain.

Allocations au conjoint: même explication. Elles seront de 17 millions de dollars de moins que les prévisions précédentes, aussi bien à cause de la baisse naturelle de l'inflation que parce que nous avions prévu trop de pauvreté comparativement à la réalité. Donc, ceci n'est pas causé du tout par le projet de loi qui réduit l'indexation à 6 p. 100.

Le total de ces diminutions s'élève à 222 millions de dollars. Cependant, dans le cadre de *CAP*, le Régime d'assistance publique du Canada, nous avons une augmentation nette de 198 millions de dollars, à cause de la récession, évidemment, et du plus grand nombre de gens demandant l'assistance sociale. Une partie de cette augmentation vient aussi du fait que beaucoup de provinces, en particulier l'Ontario, ont augmenté le taux de paiement de leurs prestations. Comme vous le savez, le Canada rembourse automatiquement 50 p. 100 du coût de ces paiements d'assistance sociale.

Now, the other part of these estimates proposes increases in some health, social, or medical services programs.

First, in health or social programs I am asking authority for an increase of \$22 million, as follows: \$5 million to expand the health promotion activity; \$17 million for the young offenders program to cover Canada's share of increased provincial

[Translation]

number of eligible children is less than originally projected and this will require an additional \$4 million.

Now, old age security: basic old age security payments will be \$26 million less than previously forecast. \$3.5 million of this decrease is a result of Bill C-131. The revisions will generate a saving of \$52 million. Once again, most of this is due to a substantially lower inflationary increase than originally projected. In other words, we are still working with projections from the Department of Finance. Also, as I have just indicated, the decrease can be attributed to the proposed legislation to limit old age security indexing to 6% as of January 1983.

On the other hand, because our forecasts were not exact, an additional \$26 million will be required to deal with an increase of approximately 9,000 pensioners.

The guaranteed income supplement: payments will be \$147 million less than previously forecast, a decrease due, among other things, to the fact that there is less poverty among pensioners. New projections from Statistics Canada indicate approximately 45,000 fewer pensioners will be eligible for G.I.S., thereby reducing expenditures by \$93 million. I think this is good news. A drop in the rate of inflation, below that which we had forecast, has produced a further reduction of \$54 million, despite the planned extra increase which will be effective January 1, 1983.

Spouses' allowance payments: The same explanation applies here. Payments will be \$17 million less than previously forecast, due both to lower inflation as well as to revisions in the estimated number of recipients. This decrease is not due to the proposed legislation which limits indexing to 6%.

In total, reductions add up to \$222 million. However, these reductions are offset by a net increase of \$198 million in Canada Assistance Plan payments due, of course, to the recession and to a sharp rise in the number of persons seeking social assistance. A portion of this increase is also attributable to the fact that many provinces, particularly Ontario, have increased social assistance benefit payments. As you know, Canada shares in 50% of the costs of these social assistance payments.

Passons maintenant à la partie du budget des dépenses où je propose des augmentations au fonds exigé pour le programme des services sanitaires et sociaux et le programme des services médicaux.

Premièrement, en ce qui concerne le programme des services sanitaires et sociaux, nous demandons d'autoriser une augmentation de 22 millions de dollars, soit: une augmentation de 5 millions de dollars pour étendre les activités de la promotion de

[Texte]

costs—and again, that is a 50:50 program. In addition, authority is being sought to convert grants to national voluntary organizations from specific listings in the blue book of estimates. We want to convert it into classes of recipients, which will provide more flexibility to respond to the needs of these organizations; no additional resources are required for that purpose.

Now, for the medical services program, authority is being sought to increase the spending by \$55.5 million, as follows: for non-insured health services to eligible Indians and Inuit, \$25 million; expansion of the national native alcohol abuse program, around \$17.5 million; new projects under the five-year capital plan, around \$7.9 million; adjustments to what are called isolated post allowances, approximately \$1.5 million; additional costs in delivering health services in the Yukon or Northwest Territories, \$915,000; and for increased costs related to the transfer of prosthetic services to Sunnybrook Hospital, \$913,000. And three more items: a contribution of \$849,000 to the Shamattawa Indian Band, for the purpose of constructing a nursing station; a contribution of \$537,000 to the Nimpkish Indian Band, for the purpose of constructing a health centre in B.C.; and finally, an increase of \$727,000 in the funds available to support the community health representatives program.

• 0950

This, Mr. Chairman, completes my overview of these supplementary estimates, and of course, I am at the disposal of the committee for answering questions they may have.

Thank you very much.

The Chairman: On behalf of the members, I wish to thank you very much for your statement, and now we are going to proceed on this . . .

Mr. Hawkes: On a point of order.

The Chairman: Yes. Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, is there any chance of having a xerox copy of that statement? There is a lot of complex information, the translation was behind, and it is difficult for the committee to deal with it.

Madam Bégin: Who is a member of this building? Who can do that?

The Chairman: We can have this photocopied, Madam Bégin.

Madam Bégin: Thank you. *Merci beaucoup, vous êtes très gentil.*

[Traduction]

la santé; une augmentation de 17 millions de dollars au chapitre du programme des services aux jeunes délinquants, afin de verser la contribution du Canada. Encore une fois, il s'agit d'un programme dont les dépenses sont partagées par les deux gouvernements. En plus, nous demandons l'autorisation de changer l'inscription individuelle des subventions aux organismes bénévoles nationaux au budget des dépenses en une inscription en catégorie de bénéficiaires. Cela permettra de répondre avec plus de souplesse aux besoins de ces organismes. Aucune ressource supplémentaire ne sera requise.

En ce qui concerne le programme des services médicaux, nous demandons l'autorisation d'augmenter les dépenses de 55,5 millions de dollars pour les postes suivants: -pour les services de santé non assurés aux Indiens et aux Inuit admissibles, 25 millions de dollars; pour l'élargissement du programme national de lutte contre l'abus de l'alcool chez les autochtones, environ 17,5 millions de dollars; pour de nouveaux projets approuvés dans le cadre d'un plan quinquennal d'immobilisation, environ 7,9 millions de dollars; pour des rajustements aux indemnités concernant les postes isolés, environ 1,5 million de dollars; pour des frais supplémentaires de prestations des services de santé au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest, n\$915,000; pour les frais majorés liés à la session des services de prothèse à l'hôpital de Sunnybrook, \$913,000. Enfin, trois derniers postes: une contribution de \$849,000 à la bande indienne de Shamattawa pour la construction d'un poste de soins infirmiers; une contribution de \$537,000 à la bande indienne de Nimpkish pour la construction d'un centre de santé, et enfin une augmentation de \$727,000 au chapitre des fonds disponibles pour financer le programme des représentants en hygiène communautaire.

Ainsi se termine, monsieur le président, mon exposé sur ce budget supplémentaire. Je serai maintenant heureuse de répondre aux questions que les membres du comité pourront me poser.

Merci beaucoup.

Le président: Au nom des membres du comité, je vous remercie de votre déclaration et nous allons maintenant passer . . .

M. Hawkes: J'invoque le règlement.

Le président: Oui, monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Monsieur le président, pourrions-nous avoir une photocopie de la déclaration du ministre? Elle a donné beaucoup de renseignements complexes, l'interprétation avait du retard et il est difficile d'en discuter.

Mme Bégin: Qui a son bureau dans cet immeuble? Qui pourrait faire faire les photocopies?

Le président: Nous pouvons le faire, madame Bégin.

Mme Bégin: *Merci. Thank you very much, you are very kind.*

[Text]

The Chairman: We will proceed in the usual form that we have done: 10 minutes for the lead-off on the opposition side, and we will allow 10 minutes for each party to address itself to the minister.

I will recognize Mr. Jim Hawkes.

Mr. Hawkes: Thank you, Mr. Chairman. I wish I had the statement in front of me, because there are things that were new information to me. I would have liked to have had the details to lead me in my questioning but, hopefully, there will be a second round.

On the Canada Assistance Plan, under that program, there is a rather large statutory increase. Can we take the need for that money to be confirmation of something that we have been talking about in the House of Commons from our side for some months now: that we tend to have tremendous social costs associated with increased unemployment; that the suicides go up, family violence goes up, there is a need for mental health services? Is this \$198 million a reflection of that kind of crisis situation which is in Canada today?

Madam Bégin: Is the figure correct?

An hon. Member: Yes. The figure is correct.

Madam Bégin: The answer in terms of the financial needs—because the other phenomena that the member are identifying may exist, but are not necessarily related—but the answer is that the increase in CAP is, of course, an immediate reflection of the need of that security net in times of crisis.

There is no doubt that after, for example, the number of months under which an unemployed person can receive the UI payments—the unemployment insurance is exhausted—that person falls under welfare, very often. So in every province, the welfare caseload is augmented, and we reimburse automatically 50% of that.

Mr. Hawkes: That is the welfare side of it. But there is also an organizational side to it, in that you share costs of different kinds of social service agencies under that program.

Madam Bégin: May I invite Dr. Murphy to come to the mike?

The Chairman: May it please be recorded that Dr. Murphy is the Assistant Deputy Minister for the Social Services Program.

Dr. Murphy: I am sorry, sir, I do not know exactly... it is certainly true that a proportion of these costs are due to increased costs of services, and these are shared also under the Canada Assistance Plan, but the largest proportion of these are frankly just... the projections that are in the Blue Book were made in September, 1981, and just by the necessity of the budgeting process, and these are adjustments of them. The largest part of them are due to rate increases for social assistance and increased caseloads for social assistance.

Mr. Hawkes: You seem to be having difficulty with the current...

[Translation]

Le président: Nous allons procéder de la façon habituelle: 10 minutes sont accordées au premier député de l'opposition et aux autres membres du comité.

Je donne la parole à M. Jim Hawkes.

M. Hawkes: Merci, monsieur le président. J'aurais bien voulu avoir une copie de la déclaration car elle contient des nouveautés. J'aurais aimé avoir toutes les particularités pour poser mes questions mais espérons que je pourrai revenir au deuxième tour.

A la rubrique du Régime d'assistance publique du Canada, on remarque une augmentation statutaire assez importante. Pouvons-nous conclure de cette demande que vous présentez qu'elle est une confirmation de ce que notre parti prétend en Chambre depuis quelques mois: à savoir que les coûts sociaux augmentent avec le taux de chômage; que le taux des suicides et de violence dans les familles augmentent et que les services de santé mentale sont plus nécessaires? Ces 198 millions de dollars que vous demandez sont-ils indicatifs de la crise qui assiege le Canada?

Mme Bégin: Les chiffres sont-ils exacts?

Une voix: Oui, les chiffres sont exacts.

Mme Bégin: Les explications que donne le député sont peut-être valables, mais elles ne sont pas nécessairement pertinentes. Pour répondre à sa question, le budget supplémentaire du Régime d'assistance publique du Canada reflète indubitablement l'importance de ce filet de sécurité en temps de crise.

Par exemple, il ne fait pas de doute qu'à la fin de la période d'admissibilité des prestations d'assurance-chômage, le chômeur doit recevoir des prestations de bien-être social. Donc dans toutes les provinces, le nombre de prestataires de bien-être social a augmenté et nous remboursons automatiquement 50 p. 100 des coûts.

M. Hawkes: Voilà pour la portion de bien-être social. Cependant, il ne faut pas oublier le côté organisationnel en ce sens que vous partagez les coûts des différents organismes de services sociaux en vertu de ce programme.

Mme Bégin: Pourrais-je donner la parole à M. Murphy?

Le président: Permettez-moi de dire que M. Murphy est sous-ministre adjoint responsable des programmes des services sociaux.

M. Murphy: Je m'excuse, monsieur, je ne sais pas exactement... il est vrai qu'une partie de ces coûts sont imputables à une augmentation des coûts des services qui sont également partagés en vertu du régime d'assistance publique du Canada, cependant la majeure partie de cette augmentation constitue un rajustement des prévisions que contient le livre bleu; ces prévisions étaient faites en septembre 1981 et il faut les rajuster. Une bonne partie de ces augmentations sont imputables au taux augmenté d'aide sociale et au plus grand nombre de prestataires.

M. Hawkes: Vous semblez avoir de la difficulté avec l'actuel...

[Texte]

Dr. Murphy: The original ones represented the situation in September of 1981, with roughly 8% unemployment, in the forecast at that time.

Mr. Hawkes: Do you have figures?

Madam Bégin: Yes.

Mr. Hawkes: What are the costs of services? Have they doubled today over what they were a year ago, 30% higher?

Dr. Murphy: We can get . . .

Madam Bégin: Just a moment, please, we can have a look at our records. Yes, but is that the supplementary?

We have the total, but not the portion of it that goes into the supps. Shall we provide the committee with this?

• 0955

Mr. Hawkes: I would like that provided. The basic theme is established that the cost of those services is going up because the need is going up.

Mr. Murphy: That is correct. But the largest part of these in fact come from our discussions with the provinces and are due to increases in the social assistance caseload.

Mr. Hawkes: If I could discuss with the . . .

Madam Bégin: Wait.

The Chairman: I have stopped the watch.

Madam Bégin: I am sorry, but it sounds like Chinese. Can you make it out in normal language, because I am getting nervous. If the total is less than the first item, I do not understand. There is something . . . for a total of 100 and whatever we are requesting.

Mr. Hawkes: Okay.

The Chairman: Perhaps we can have this information on the . . .

Mr. Hawkes: Let me repeat the rhythm of the questioning. I see in the capital estimates an increased amount. I acknowledge that a lot of that is directed to welfare costs and is very necessary in the country, but part of it is due to the increased cost of services. Let me repeat that on many occasions in the last year or year and a half in the House of Commons I have stood in the House and berated more than one Cabinet minister for a lack of comprehension of the increased costs of the social service system, which are a direct consequence of rapid increases in unemployment. We see for the first time in the estimates some reflection of that increased cost factor. We have a statutory program where those increased costs are cost-shared on a 50:50 basis with the provinces; we have that in the social services area. But the second part, Madam Minister, is that there are increased health-care costs that flow from rapid increases in unemployment. All of the stress-related illnesses, ranging from heart attacks to ulcers to mental hospital admissions, also go up with increased unemployment, and we do not have a statutory cost-sharing arrangement to relate to those costs.

[Traduction]

M. Murphy: Les premières prévisions ont été faites en septembre 1981 en se basant sur un taux approximatif de chômage de 8 p. 100.

M. Hawkes: Avez-vous des chiffres?

Mme Bégin: Oui.

M. Hawkes: Combien coûtent ces services? Coûtent-ils deux fois plus cher qu'il y a un an, 30 p. 100 plus cher?

M. Murphy: Nous pouvons . . .

Mme Bégin: Un instant s'il vous plaît, laissez-nous consulter nos dossiers. Est-ce le budget supplémentaire?

Nous avons les totaux mais non la partie qui est demandée dans le budget supplémentaire. Voulez-vous que nous vous fassions parvenir une réponse?

M. Hawkes: J'aimerais bien. On reconnaît que le coût des services augmente en fonction de l'augmentation de la demande.

M. Murphy: En effet. Mais la majeure partie découle des discussions que nous avons eues avec les provinces et de l'augmentation du nombre de prestataires d'aide sociale.

M. Hawkes: Si je peux en discuter avec . . .

Mme Bégin: Un instant.

Le président: J'arrête le chronomètre.

Mme Bégin: Je m'excuse mais tout cela, c'est du chinois. Pourriez-vous vous en tenir à des mots simples car je deviens nerveuse. Je ne comprends pas que le total soit inférieur à la première rubrique.

M. Hawkes: D'accord.

Le président: Ce renseignement pourrait peut-être . . .

M. Hawkes: Permettez-moi de reprendre ma question. Je note une augmentation à la rubrique capital du budget. Je sais qu'une bonne partie de cette augmentation passe au coût de bien-être social, un service très important au pays. Une partie de cette augmentation cependant est due à l'augmentation du coût des services. Je me répète: depuis un an ou un an et demi, j'ai souvent pris la parole en Chambre pour reprocher à plus d'un ministre son manque de compréhension de l'augmentation des coûts du système de service social, augmentation qui découle directement de la hausse vertigineuse du chômage. Nous reconnaissons cette augmentation de coûts pour la première fois dans le budget. En vertu d'un programme statutaire, les coûts sont partagés à part égale avec les provinces; nous avons un programme de partage des coûts des services sociaux. Or, madame le ministre, l'augmentation des coûts des services de santé découle de la hausse rapide du taux de chômage. Toutes les maladies dues au stress, que ce soient des infarctus, des ulcères ou des maladies mentales augmentent parallèlement au taux de chômage; cependant nous n'avons pas d'accord statutaire de partage de ces coûts.

[Text]

As each of us as members of Parliament returns to our communities in Canada, we find longer waiting lists for hospital admissions. We are beginning to get newspaper stories of people dying on waiting lists. I am wondering, Madam Minister, why we do not have supplementary estimates before us today that would acknowledge the fact that economic policy is creating health-care cost increases and that the provinces are not in a position to carry that burden alone. I am wondering why, in a policy sense, if we are acknowledging it on the social assistance side and the social services side, we are not, through the estimates, acknowledging the increased health care costs.

The Chairman: Madam Minister.

Madam Bégin: Contrary to what you seem to think, I have observed that in your line of questions in the House you are trying to make the point that... which is really not just, because I have not understood the policy side of it, but more a political attack on the government. This is fair for a deposition by which you want to link the unemployment situation to a general stress situation leading to all sorts of increases in costs, but everybody knows that. I do not understand your point in terms of anything constructive in order to make changes somewhere.

You are saying that social assistance increases because of unemployment; everybody knows that. You are saying that social services increase because of the unemployment situation; this is less clear, but suspected in all quarters. It is less clear because the provinces—who are the only ones who can take the initiative to enlarge, adapt, or create new services—do not always do it that fast. This may be because they are big institutions, or because they do not have the front-end money, and because stress is part of human life too. I do not want to start dramatizing what should not be dramatized; there are enough real dramas.

• 1000

Then you are making the point that health services have increased tremendously because of unemployment; that provinces cannot pay for that, and why do I not have estimates, and so on and so forth. That is far less proven or believed to be true. First, these are estimates discussions, yet you tell me of complaints which should go to the provinces. Services that should meet a crisis I cannot give. I provide money. Under CAP it is open-ended. Automatically, I reimburse 50%. The feds have no more money than the provinces have in a secret coffer somewhere. They do their best and we do our best as well. We reimburse automatically 50%.

Mr. Hawkes: Madam Minister, I would rather buy hospital beds than service stations.

Madam Bégin: May I finish my sentence, please? I am very sorry but I do not accept the thesis by which the waiting list in hospitals has anything to do with unemployment. That is not a serious allegation. The phenomenon of waiting lists is now six,

[Translation]

Lorsque les députés rentrent dans leurs circonscriptions, ils s'aperçoivent que les listes d'attente d'admission à l'hôpital sont longues. Nous commençons à lire dans les journaux que des Canadiens meurent pendant qu'ils attendent leur admission à l'hôpital. Pourquoi, madame le ministre, n'avons-nous pas un budget supplémentaire qui reconnaîtrait que la politique économique entraîne des augmentations de coûts des services de santé? Les provinces ne sont pas capables de payer la note. Nous reconnaissons ce fait dans les programmes d'aide et de services sociaux alors pourquoi ne faisons-nous pas de même pour les services de santé?

Le président: Madame le ministre.

Mme Bégin: Dans les questions que vous posez en Chambre, vous faites une attaque politique; vous dites à tort que je ne comprends pas l'orientation. Vous, vous liez le chômage à une augmentation générale du stress ce qui entraînerait toutes sortes d'augmentations de coûts; mais c'est une évidence. Je ne vois pas à quoi vous voulez en venir, vous ne proposez aucune solution positive.

Vous dites que les coûts d'aide sociale augmentent à cause du chômage; c'est bien évident. Vous dites que les coûts des services sociaux augmentent à cause du chômage; déjà c'est moins évident mais cela pourrait être une cause possible soupçonnée par chacun. C'est moins évident parce que les provinces, qui sont les seules capables d'étendre d'adapter ou de créer de nouveaux services, ne le font pas toujours assez rapidement. C'est peut-être que les administrations sont trop importantes, ou que les provinces n'ont pas l'argent nécessaire; le stress est essentiel à la vie humaine. Je ne veux pas commencer à dramatiser, nous en avons déjà suffisamment de vrai drames.

Vous dites ensuite que le chômage est responsable de l'augmentation marquée de la facture des services de santé; les provinces ne peuvent pas payer la note et vous me demandez ensuite pourquoi le budget n'en tient pas compte et ainsi de suite. Là vos affirmations soient de moins en moins évidentes. Tout d'abord, nous sommes ici pour étudier le budget et vous me faites part de plaintes qui devraient être adressées aux provinces. Vous me parlez de services pour répondre à une crise mais je n'offre pas ces services. Je donne de l'argent. Les subventions sont illimitées dans le régime d'assistance publique du Canada. Je dois automatiquement rembourser 50 p. 100 des coûts. Le gouvernement fédéral n'a pas plus de bas de laine que les provinces. Les provinces font de leur mieux et nous aussi. Nous remboursons automatiquement 50 p. 100 des coûts.

M. Hawkes: Madame le ministre, il vaudrait mieux acheter des lits d'hôpitaux que des stations d'essence.

Mme Bégin: Permettez-moi de terminer ma phrase. Je m'excuse, mais je ne vois tout simplement pas le lien entre les listes d'attente d'admission à l'hôpital et le chômage. Votre raisonnement ne tient pas. Les listes d'attente existent depuis

[Texte]

seven or more years old and will increase, no matter what the economic situation is. It is a new observation we make in health, because of the health system and the fact that Canadians have always abused a bit the hospital system in terms of length of stay, and so on. So I am very sorry, but I must say that this has no direct relationship. The economic crisis, per se, is huge; it is international, and we cope the best we can. We think the safety nets are all there to meet the needs of people. And that, I think, is the important point. Of course, under health, it is bloc funding and we cannot have such.

Mr. Hawkes: Madam Minister, the officials in your own department, officials in Labour, the officials in Employment and Immigration, the officials in the United States—the correlation between increased unemployment and the increase in stress diseases is firm; it goes over decades; it is predictable, and it is happening. All members of Parliament knows it is happening in their own ridings. People who have never been hospitalized in their lives are losing jobs and ending up in the hospital because of stress-related illness. The costs are going up. I have dealt with the absence of estimates to reflect the increased health-care costs.

There is another sector of society called the voluntary sector. There are more potential volunteers with skills in a time of unemployment. There are more people out there who are aroused in their communities and willing to help. And as we look at the main estimates, we have found, really, a holding of the line in terms of the small federal contribution to voluntary agencies of all kinds. I wonder, Madam Minister, why we cannot redirect perhaps some of the funds for which you are searching so desperately for employment creation, to provide a little bit of help—just a little bit of help . . . to the administrative costs of a variety of voluntary agencies in this country. Then men would be able to mobilize the manpower in their own communities, train that manpower, work with that manpower, to provide the kinds of services needed in this country at this time of crisis.

Why can we not see an estimate which really puts several million dollars into support of the voluntary sector? Why can we not see a minister of health who convinces Cabinet that the time has come for the give-and-take tax proposal, which would allow communities to support the agencies and services which are needed most in their communities without direction from the central government? Why can we not see those kinds of things reflected in these estimates?

Madam Bégin: Two questions—the first one being on the stresses. Yes, it is quite obvious. I said it in my first answer. The reason why there are no supplementary estimates is that under health, all provinces receive each year far more money than the year before. They know five years ahead of time their increases. And fortunately or unfortunately, it depends on the viewpoint, they do not report to us what they do with the money in health matters. They set up their priorities and they, like us, are well equipped—you have acknowledged it your-

[Traduction]

au moins six ou sept ans et le problème s'aggraverait, peu importe la situation économique. C'est un nouveau phénomène dans le domaine des services de santé; il est imputable au réseau des services de santé et au fait que les Canadiens ont toujours abusé légèrement des hôpitaux, pour ce qui est de la longueur du séjour notamment. Donc, je m'excuse mais il n'y a aucun lien direct. La crise économique comme telle est très grave; elle est d'envergure internationale et nous nous y attaquons du mieux que nous pouvons. Nous avons cependant des sauvegardes afin de répondre aux besoins de la population. C'est cela, je crois, qui est important. Pour la santé, nous avons des méthodes de financement globales.

M. Hawkes: Madame le ministre, les fonctionnaires de votre ministère, du ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, les fonctionnaires américains doivent être conscients du lien qui existe entre l'augmentation du chômage et l'augmentation des maladies dues au stress; c'est un facteur prévisible qui s'échelonne sur des décennies. Tous les députés en sont conscients dans leur circonscription. Des gens qui ne sont jamais allés à l'hôpital perdent leur emploi et se retrouvent à l'hôpital pour soigner une maladie due au stress. Les coûts augmentent. Voilà pour la non reconnaissance dans le budget de la cause de l'augmentation des coûts des soins de santé.

Passons maintenant à une autre partie de la population: les bénévoles. La réserve de bénévoles éventuelle augmente en temps de chômage. De plus en plus de Canadiens sont conscients des besoins de leur communauté et veulent faire quelque chose. En étudiant le budget principal, nous avons vu qu'en réalité le gouvernement ne change pas son orientation en ce sens qu'il continue à verser des petites subventions aux organismes bénévoles. Madame le ministre, pourquoi ne pouvons-nous orienter une partie des fonds que vous cherchez pour créer des emplois afin de contribuer un petit peu, un tout petit peu, aux coûts d'administration des différents organismes bénévoles du pays. Ainsi, on pourrait mobiliser la main-d'œuvre des différentes localités, la former, faire travailler cette main-d'œuvre pour assurer les services nécessaires au pays en temps de crise.

Pourquoi ne pouvons-nous pas être saisis de prévisions budgétaires octroyant plusieurs millions de dollars au secteur des bénévoles? Pourquoi le ministre de la Santé ne veut-elle pas convaincre le Cabinet qu'il est temps d'avoir un régime fiscal plus équitable qui permettrait aux communautés de mieux subventionner les organismes et services nécessaires, sans intervention du gouvernement central? Pourquoi n'avons-nous pas cela dans le budget?

Mme Bégin: Vous posez deux questions; la première porte sur le stress. En effet, et c'est bien évident comme je le disais dans ma première réponse. La raison pour laquelle il n'y a pas de rubrique services de santé dans le budget supplémentaire c'est que toutes les provinces reçoivent chaque année beaucoup plus d'argent que l'année précédente. Elles connaissent cinq ans à l'avance les augmentations. Heureusement ou malheureusement, c'est selon, les provinces ne nous présentent pas de compte sur l'utilisation de l'argent versé pour les services de santé. Elles fixent elles-mêmes leurs priorités et tout comme le

[Text]

self—with the suspicion of the stress effect on the health of people.

So because of the Constitution we have block funding, and because of block funding we cannot decide on the resource allocations of provinces. However, the point is that they do receive more money each year and can have that as their priority.

• 1005

As for the second question, as you say, there are more potential volunteers in times of crisis. It may be true, but you immediately acknowledged the need to train them. You spoke of training that manpower, utilizing that manpower and so forth; and then you want to know why I do not do it. Well, what appears under my estimates is only the government's grants or contributions to established voluntary associations. I have tried to get more money. I have not succeeded yet for obvious reasons. In other words, we are holding the line. It is pretty obvious that, in times of crisis, if you do not want to increase the deficit which is your party's position as well as the government's position, you cannot increase the voluntary associations first. It is impossible. So, we are holding the line.

But the estimates of my colleague, the Minister of Employment and Immigration, will show a tremendous increase of money under the community employment projects, the old LIP program—I have forgotten its name—and that is exactly one of the purposes for these hundreds of millions of dollars. It is to train that manpower and to utilize it locally in terms of what you call volunteers and what I call unemployed.

The Chairman: Your last question, Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Thank you, Mr. Chairman.

Is it your sense of priority that to spend \$550 million buying service stations is more important than to support voluntary agencies or to increase service stations?

Madam Bégin: What service stations? I do not understand.

Mr. Hawkes: That is your Cabinet's choice.

Madam Bégin: In what department is that? I do not understand what you are talking about.

Mr. Hawkes: The Department of Energy, Mines and Resources is spending \$550 million . . .

Madam Bégin: Yes.

Mr. Hawkes: —just on one set of service stations. There is \$500 million going into that.

Madam Bégin: Just a minute. Are you talking of a Crown corporation? I am sorry, I am not hearing your answer. Can you say it?

Mr. Hawkes: Yes.

Madam Bégin: Fine.

[Translation]

gouvernement fédéral, les provinces ont les compétences nécessaires, vous l'avez reconnu vous-même, pour faire les liens entre le stress et la santé.

La constitution nous impose le financement global; nous ne pouvons pas en conséquence décider de l'allocation des ressources des provinces. Cependant, il demeure qu'elles reçoivent plus d'argent chaque année et qu'elles fixent elles-mêmes leurs priorités.

Quant à la deuxième question, vous dites qu'en période de crise, le nombre possible de bénévoles augmente. Cela est peut-être vrai, mais vous avez admis par la suite qu'il fallait les former. Vous avez parlé de former la main-d'oeuvre éventuelle, de la mettre au service et vous me demandez pourquoi je ne l'utilise pas. Mon budget supplémentaire ne prévoit que les dons ou les contributions du gouvernement destinés à la création d'associations de bénévoles. J'ai essayé d'obtenir plus de fonds. Pour des raisons évidentes, je n'ai pas encore réussi. En d'autres termes, nous attendons. Il est assez clair qu'en période de crise, si son parti et son gouvernement ne veulent pas aggraver le déficit, il ne faut pas augmenter le nombre d'associations de bénévoles. C'est impossible. Donc, nous devons patienter.

Cependant, le budget de mon collègue, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration, reflètera une majoration énorme de fonds versés aux projets d'emploi communautaires, à l'ancien programme PIL, dont j'oublie le nom actuel. Justement, ces centaines de millions de dollars sont prévus à cette fin. C'est-à-dire, son budget est destiné à la formation d'une main-d'oeuvre et de son emploi sur place, une main-d'oeuvre qui est pour vous, bénévole et pour moi, au chômage.

Le président: Votre dernière question, monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Merci, monsieur le président.

Pour vous, il serait donc plus important de consacrer 550 millions de dollars à l'achat de stations-service que de financer des organismes bénévoles?

Mme Bégin: Quelles stations-service? Je ne comprends pas.

M. Hawkes: Je parle des priorités établies par le conseil des ministres.

Mme Bégin: Dans quel ministère? Je ne comprends pas de quoi vous voulez parler.

M. Hawkes: Le ministère de l'Énergie, des mines et des ressources dépense 550 millions de dollars . . .

Mme Bégin: Oui.

M. Hawkes: —sur un ensemble de stations-service. Il y consacre 500 millions de dollars.

Mme Bégin: Une minute. Parlez-vous d'une société de la Couronne? Je suis désolé, je ne vous entends pas. Pourriez-vous répondre?

M. Hawkes: Oui.

Mme Bégin: D'accord.

[Texte]

Mr. Hawkes: I am talking about one of the Crown corporations.

Madam Bégin: Which does not report to me.

Mr. Hawkes: That is correct. But you are a member of Cabinet. You give us as your excuse in here that there is no money, and I say there is lots of money. \$70 billion, \$80 billion is being spent. It is a question of priorities. I believe members of all sides of this committee would prefer to see money in the voluntary sector; prefer to see money in hospitals, rather than money into service stations . . .

Madam Bégin: No. I am sorry. I will stop you right here.

Mr. Hawkes:—and that I think is where the government is going wrong.

Madam Bégin: Job protection for me is key and comes first, and that is job protection.

Mr. Hawkes: Buying service stations is job protection?

Madam Bégin: Yes. I am very sorry, but making sure that a company continues happens to be called job protection.

Le président: Monsieur Marceau.

M. Marceau: Merci, monsieur le président.

Madame le ministre, j'aimerais tout d'abord vous poser une question d'intérêt général. À titre de ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, comment évaluez-vous la santé des Canadiens actuellement? Par rapport à d'autres pays ou en elle-même, estimez-vous que la santé des Canadiens a fait des progrès ou a-t-elle régressé, de façon générale?

Le président: Madame le ministre.

Mme Bégin: Il y a progrès et, toute proportion gardée, la santé des Canadiens est très bonne, sauf pour un groupe de Canadiens défavorisés: les communautés autochtones du pays. Dans ce domaine, il faudrait, tout le monde le sait, faire plus, mais que cela dépend nécessairement énormément de la condition socio-économique générale. La santé des Canadiens s'améliore constamment, mais il faudrait ajouter que nous pourrions faire mieux dans le domaine de la prévention et de la promotion de la santé. Le livre publié il y a quelques années par mon prédécesseur, M. Lalonde, sur les nouvelles perspectives de santé des Canadiens, n'a pas tellement été adopté par le système rigide des soins. On pourrait dans ce domaine faire encore mieux, plus vite, et économiser de l'argent. Il faut dire que les projets sont lents. Je pense que le Dr Hudecki, qui est à côté de vous, peut en témoigner; il connaît bien le monde de la santé.

• 1010

De ce côté, peu a été fait. C'est difficile de vouloir le faire aujourd'hui parce que cela requiert des épargnes à long terme; mais à court terme, il faut un peu plus d'argent pour mettre sur pied des services de prévention et de promotion.

[Traduction]

M. Hawkes: Je parle d'une de vos sociétés de la Couronne.

Mme Bégin: Qui ne relève pas de ma compétence.

M. Hawkes: C'est exact. Mais vous êtes membre du Cabinet. Comme prétexte, vous dites qu'il n'y a pas d'argent et je vous dis qu'il y en a plein. On débourse 70 milliards de dollars, 80 milliards de dollars. C'est une question de priorité. Les membres de tous les partis qui siègent au Comité préféreraient que cet argent soit consacré aux organismes bénévoles. Ils préféreraient que ces argents soient consacrés aux hôpitaux plutôt qu'à l'achat des stations-service.

Mme Bégin: Non. Je regrette. Je vous arrête immédiatement.

M. Hawkes: C'est à cet égard que le gouvernement se trompe.

Mme Bégin: Pour moi, c'est la protection des emplois qui est l'élément clé et qui est prioritaire.

M. Hawkes: L'achat de stations-service constitue, donc, de la protection de l'emploi?

Mme Bégin: Oui. Je regrette, mais le maintien en vie d'une société constitue de la protection d'emploi.

The Chairman: Mr. Marceau.

Mr. Marceau: Thank you, Mr. Chairman.

Madam Minister, I would first like to ask a question of a general nature. As Minister of National Health and Welfare, how do you evaluate the health of Canadians at the moment? In comparison with other countries or, in isolation, do you feel that the health of Canadians has improved or worsened, generally speaking?

The Chairman: Madam Minister.

Madam Bégin: Progress has been made and, relatively speaking, the health of Canadians is very good, except for those who are underprivileged: the native communities in Canada. More has to be done to help them, as everyone knows, but relief depends necessarily and to a large extent on the general socio-economic conditions. The health of Canadians is improving constantly but I should add that we could be doing better in health prevention and promotion. A book published a few years ago by my predecessor, Mr. Lalonde, on new health perspectives of Canadians was not really taken into account by the rigid health care system. More could be done in this area more rapidly, saving money all the while. Projects are slow. Dr. Hudecki beside you can bear this out. He is very familiar with health.

In this regard, little has been done. It is difficult to act immediately because long-term savings are required. In the short term, more money is needed to establish health prevention and promotion services.

[Text]

M. Marceau: Suite à cette évaluation du domaine de la santé, pourriez-vous nous renseigner sur ce qui arrive quant au bien-être? La situation dans ce domaine, peut-elle se comparer à celle de la santé? Est-elle meilleure ou moins bonne? Comment évaluez-vous le bien-être des Canadiens après la mise sur pied de vos programmes, après vos efforts considérables faits dans ce domaine? Est-ce que vous constatez des progrès, une régression? Quels sont, en général, les problèmes de bien-être des Canadiens?

Mme Bégin: Je ne pense pas que l'on puisse répondre en quelques minutes, monsieur le président, à une question de fond, puisque je n'ai pas avec moi les indicateurs de qualité de la vie. Mais, en gros, je n'hésite pas à dire que le bien-être général des Canadiens a augmenté pendant les 10 ou 15 dernières années environ. Cependant, l'actuelle situation de crise frappe bien des familles qui doivent recourir aux soupapes de sécurité de notre système, soit le bien-être social et l'assurance-chômage. Bien des familles n'auraient jamais pensé devoir y recourir mais elles doivent le faire. Du moins, les programmes existent! Les mêmes gens peuvent tomber sur des projets communautaires, pour 6 mois, ce qui va au moins les aider à se requalifier pour l'assurance-chômage, et pour tous les autres types de projets temporaires d'emploi. Il y a l'inquiétude causée par le manque d'emploi, mais le bien-être général est quand même nettement plus élevé. Le seul indicateur ferme que j'ai en tête, c'est la diminution du taux de la pauvreté. Celle-ci a quand même diminué de 20 à 12 p. 100 au cours des 15 dernières années, je crois.

M. Marceau: J'aimerais entendre vos commentaires concernant ce que vous appelez le *bloc funding*. Cette initiative de votre ministère a été prise depuis déjà un an ou deux. Comment évaluez-vous le succès de cette nouvelle formule? Est-ce que vous entendez l'établir, de façon générale, dans les autres domaines puisqu'elle existe seulement dans un aspect de vos programmes? Croyez-vous que cette formule pourra s'étendre à d'autres programmes de votre ministère? A-t-elle eu le succès auquel vous vous attendiez?

Mme Bégin: Monsieur Marceau, je dois d'abord apporter une précision. Le financement global existe depuis six ans. Il a été institué dans le domaine de la santé par mon prédécesseur, M. Lalonde. En soi, le financement global, n'est rien de plus qu'une technique de financement. Elle peut être bonne dans certains cas, et mauvaise dans d'autres. Dans le domaine des services sociaux, nous avons étudié l'idée pendant un bout de temps, je l'ai même négociée et je l'avais finalement obtenu, cet accord des provinces. Mais les circonstances économiques ont fait que le projet a été un peu retardé à ce moment-là, pour des raisons nouvelles portées à ma connaissance. C'est moi-même qui ai abandonné l'idée du financement global et je ne la proposerai jamais dans ce domaine-là. Il y a des pour et des contre, et ces derniers me semblent plus importants que les pour.

Dans le domaine de la santé, tout le monde sait que le financement global a apporté son train de problèmes; entre autres, la surfacturation, par les médecins, dans plusieurs provinces, etc. Il n'y a plus de contrôle quotidien ferme pour s'assurer que l'argent va à tel ou tel endroit, comme cela se fait

[Translation]

Mr. Marceau: In the light of that assessment of health in Canada, could you tell us about what is happening in welfare? Can the situation there be compared to that of health in Canada? Is it better or worse? How would you assess the wellbeing of Canadians after the creation of your program and your considerable efforts in this area? Have you observed an improvement or a decline? Generally speaking, what are the welfare problems of Canadians?

Madam Bégin: I do not think that question could be answered in a few minutes, Mr. Chairman. It is a fundamental question and I do not have the quality of life indicators with me today. However, generally speaking, I would not hesitate to say that the general wellbeing of Canadians has improved over the past 10 or 15 years. Nonetheless, the present crisis has struck many families who have had to resort to the safety valves in our system, either social welfare or unemployment insurance. Many families would never have dreamed of doing so, but they have been forced to. At least, the programs are there. These same people could be eligible for community projects of six months which will help them to requalify for unemployment insurance and for all other types of temporary employment projects. There is an anxiety caused by the lack of employment but the general wellbeing is nonetheless much higher. The only firm indicator that comes to mind is the decrease in the poverty level. In the past 15 years, I believe, the level has dropped from 20 to 12%.

Mr. Marceau: I would like to hear your comments on block funding. This initiative was taken by your department a year or two ago. How would you evaluate the success of the new formula? Do you intend to establish it across the board, throughout all your programs as opposed to just one facet? Do you feel this formula to be extended to other programs in your department? Was it as successful as you had hoped?

Madam Bégin: Mr. Marceau, I should specify one thing. Block funding has existed for six years. It was applied to health programs by my predecessor, Mr. Lalonde. As such, block funding is no more than a financing technique. It may be a good thing in some cases and a bad thing in others. We considered extending its application to social services at great lengths and I negotiated and finally obtained the agreement of the provinces. However, economic circumstances have meant that the project has been somewhat delayed for the moment for reasons of which I have just been appraised. I was responsible for abandoning the idea of block funding and I will never suggest it be applied in this area. There are pros and cons, and I feel the cons outnumber the pros.

In health, everyone knows that block funding has had its problems, notably overbilling by doctors in several provinces. There is no longer any daily check on the moneys to ensure they are going to the right place, as is the case in cost-shared programs, the other financing technique. This lack of controls

[Texte]

dans les programmes à frais partagés, qui est l'autre technique de financement. C'est un désavantage. Cependant, à cause de l'immensité du pays et de ses diversités régionales et du besoin de chaque coin de pays de s'adapter aux besoins de la santé., on trouve, par exemple, les petits hôpitaux, les *cottage hospitals* de certaines parties du Nouveau-Brunswick ou de la Nouvelle-Écosse par rapport aux *Community Clinics* d'autres endroits du pays, ou les très grands hôpitaux de nos grandes villes. Les gens qui oeuvrent dans le domaine de la santé jugent préférable d'avoir un financement global plutôt que la lourdeur administrative que nous imposons aux provinces, par les frais partagés.

• 1015

Mr. Marceau: Dans le domaine de la santé, la question des ressources monétaires joue un rôle, mais elle en joue un plus grand dans les problèmes de bien-être. Je m'explique. On sait que les coûts de la santé et du bien-être sont de plus en plus élevés. Je pense que du côté du bien-être, il y a des gens qui n'ont pas le minimum vital, et on peut pas, en les éduquant, leur donner nécessairement ce minimum vital. Par contre, il y a des gens dont la situation financière est assez bonne, mais qui, au point de vue santé, ne prennent pas les moyens nécessaires et coûtent énormément cher à l'État. Cette orientation-là que j'essaie de vous décrire, est-ce que vous l'avez dans votre ministère? Est-ce que vous encouragez des initiatives d'autosanté pour que les gens coûtent moins cher à l'État et se sentent mieux dans leur corps grâce à une discipline personnelle?

Mme Bégin: Monsieur Marceau, la réponse est oui. Votre analyse est tout à fait juste, et c'est ce que j'appellais tout à l'heure la prévention et la promotion de la santé. Malheureusement, cela est resté en arrière au Canada comparativement à ce qu'on pourrait réaliser. On a quand même été les premiers au monde à le dire publiquement et à attacher les priorités d'un gouvernement national à cela. Nous avons entre autres, dans le cadre des services de santé, un programme de promotion de la santé. Justement hier, j'ai signé plusieurs projets pour le Saguenay, mais je ne me souviens pas si c'est dans votre comté ou dans ceux de vos collègues. Alors, on a des ressources qui totalisent environ 15 millions de dollars par année. D'une part, nous faisons de l'information au moyen de publicité pour des émissions de télévision ou de tout autre programme d'information aux gens: prenez votre santé entre vos mains. Comme vous dites, on encourage l'autosanté; j'ai bien aimé cette expression-là. D'autre part, nous donnons des subventions à tout groupe, et il n'est pas nécessaire que ce soit un groupe de professionnels de la santé, qui présente un bon projet innovateur d'autosanté. Nous ne pouvons pas être en charge de la livraison directe des services, car je n'en ai pas le droit, de par la division des pouvoirs constitutionnels, mais par le truchement de projets expérimentaux de démonstration, des projets pilotes de trois ans d'habitude, nous faisons beaucoup dans tous les milieux. Comme je vous dis, je viens d'approuver plusieurs projets pour le Saguenay et le Lac Saint-Jean pas plus tard qu'hier, dans le cadre de la promotion de la santé. Par la suite, le milieu ambiant, provincial ou autre, décide de

[Traduction]

is a disadvantage. However, because of the size of the country and the regional diversity and the need for each region to adapt to its own health problems, you find in places like New Brunswick or Nova Scotia that there are cottage hospitals whereas in other areas of the country there may be community clinics and, in our larger centres, very big hospitals. People working in health feel that block funding is preferable to the administrative burden we impose on the provinces through cost sharing.

Mr. Marceau: I think monetary resources play a certain role in health, but they play an even larger role in welfare problems. Let me explain. Health and welfare costs are increasing continuously. I think there are people who are not at the minimum acceptable welfare level and that we cannot, even by educating them, necessarily give them this vital minimum. On the other hand, there are people in a good financial position who do not take the necessary steps to take care of their health and, therefore, cost the state dearly. Have you taken measures in this regard in your department? Do you encourage self-health so that people will not be such a burden on the state and so that they feel better physically through personal discipline?

Madam Bégin: Mr. Marceau, the answer is yes. Your analysis is entirely correct. It is what I referred to earlier as health prevention and promotion. Unfortunately, in Canada, we are behind in this area, given our potential. However, we were one of the first in the world to make health prevention and promotion an official national objective. Among other things, there is a health promotion program under health services. Only yesterday I signed several projects for the Saguenay but I do not remember whether it was in your riding or in that of one of your colleagues. The program's budget represents a total of \$15 million a year. We provide information through advertising on television or through other information programs encouraging people to take their health into their own hands. As you have said, we are encouraging self health. I like that expression. Also, we give subsidies to groups with innovative self-health projects and not necessarily to professional health groups. We cannot be directly responsible for delivering these services. The Division of Constitutional Powers do not allow it. Nonetheless, true experimental demonstration projects, usually three-year pilot projects, we do a lot of work in many areas. As I said, only yesterday I approved several health promotion projects for the Saguenay and Lac Saint-Jean. It is then up to the province or some other level of government to decide whether or not to continue the projects once they have been established. Other regions may also decide to steal the idea and to adapt it to their own needs.

[Text]

continuer ces projets-là une fois qu'ils ont été créés, puis d'autres régions décident de les voler et de les adapter.

M. Marceau: Je vous remercie, madame le ministre.

Le président: Une dernière question.

M. Marceau: Je sais que vous n'avez pas l'habitude de nous oublier. C'est une constatation qui me plaît, et je suis sûr que cela va être très bien utilisé.

Voici ma dernière question, madame le ministre. On voit que 26 p. 100 de la totalité des prévisions budgétaires va à votre ministère. Par rapport aux exemples que vous avez à travers le monde, est-ce qu'on peut dire que c'est une proportion qui ressemble à celle des principaux pays industrialisés? Est-ce qu'on se situe à l'avant-garde ou bien si on se situe dans la moyenne? Comment évaluez-vous le budget affecté à la santé et au bien-être au Canada par rapport aux autres, de façon générale?

Mme Bégin: C'est difficile de vous répondre en bloc pour santé et affaires sociales, parce que ce ne sont pas tous les pays qui mettent tout cela dans un même ministère. Disons que pour la santé, on a les indicateurs de l'O.C.D.E. selon lesquels le Canada, quant aux coûts de la santé, en termes de pourcentage de son produit national brut, s'inscrit exactement dans la moyenne de la liste de tous les pays faisant partie de l'O.C.D.E. Je ne sais pas si un haut fonctionnaire peut m'aider... Est-ce que c'est 7 p. 100? C'est 7.3 p. 100 ou 7.4 p. 100 de notre produit national brut qui va à la santé, et c'est exactement la moyenne de la moyenne des pays industrialisés faisant partie de l'O.C.D.E. Nous en sommes très fiers.

Par ailleurs, pour les affaires sociales, je ne peux pas, sans être préparée, vous donner de chiffre, mais je peux vous donner un point de repère. Les mêmes chiffres doivent exister, mais je ne les ai pas en mains.

• 1020

Comme point de repère, je veux vous dire qu'aussi bien pour le programme universel des allocations familiales que pour le programme universel des pensions de vieillesse, le Canada est un des seuls pays industrialisés au monde à avoir de tels programmes, avec la Suède. Alors déjà, je trouve cela pas mal bon, et cela me porte à croire que nous sommes en très bonne posture. Ce n'est jamais idéal. Je n'irai jamais faire croire que l'on est parfait, jamais, parce que l'on a quand même la pauvreté à combattre et cela ne bouge pas vite de ce côté-là.

Mais en gros, je vous donne ces balises-là.

M. Marceau: Merci, madame.

Le président: Merci, monsieur Marceau.

Monsieur Blaikie.

Mr. Blaikie: Mr. Chairman, I would like to follow along the line of questioning that Mr. Hawkes followed, to a certain extent, concerning funding... although I would like to preface my remarks by wondering, as I have before in conversation with Mr. Hawkes, why he did not zealously criticize the \$6.5 billion that was given to the oil companies in the private sector through the Petroleum Incentive Programs. That could have

[Translation]

Mr. Marceau: Thank you, Madam Minister.

The Chairman: One last question.

Mr. Marceau: I know that you do not usually forget us. I note this with great pleasure and I am sure that the program will be put to good use.

My last question, Madam Minister, deals with the fact that 26% of total government budgetary expenditures goes to your department. Does this percentage compare with that of principal industrialized countries? Is it higher than average or is it average? Where would you place Canada's health and welfare budget in relation to that of other countries?

Madam Bégin: It is difficult to reply with a single answer as not every country puts health and welfare in the same department. According to OECD figures, Canada's health costs as a percentage of gross national products are average in relation to all the other member countries of the Organization. Perhaps a senior official could help me here. Is it 7%? Seven point three or seven point four percent of our gross national product is spent on health and that is exactly the average of averages of industrialized countries belong to the OECD. We are quite proud of that.

Now, I cannot give you a figure for social affairs off the top of my head, but I can give you a reference point. Those figures are somewhere, but I do not have them with me.

I can also mention, as a reference, that Canada is one of the few industrialized countries, along with Sweden, to have universal programs for family allowances and old age security. So, I find this quite good and I think this puts us very high on the list. This situation is not perfect, it never is because we always have to fight poverty and we are not so successful on that front.

These are the main points.

Mr. Marceau: Thank you, Madam Minister.

The Chairman: Thank you, Mr. Marceau.

Mr. Blaikie.

M. Blaikie: Monsieur le président, dans une certaine mesure, j'aimerais poursuivre sur la lancée de M. Hawkes au sujet du financement; j'aimerais cependant commencer en demandant pourquoi M. Hawkes n'a pas critiqué le gouvernement pour les 6.5 milliards de dollars qui ont été donnés aux compagnies pétrolières du secteur privé, grâce au programme d'encouragement du secteur pétrolier. Cette somme aurait

[Texte]

bought a lot of hospital beds as well—not to mention the cutbacks in beds by various and sundry provincial Conservative governments.

But anyway, Mr. Chairman, my question for the health minister is, there has been a rumour or two going around about the application of 6 and 5 to the EPF transfer payments at some point, and I was wondering if the minister might like to take this opportunity to deny that, and to confirm that no such intention is in the mind of the government.

Madam Bégin: I can—comment dit-on en anglais?—with great emphasis confirm that there is no intent of capping at 6 and 5 the payments under EPF for health. What else can I say? It is crystal clear, I hope.

Mr. Blaikie: I just wanted you on the record, Madam Minister.

My next question has to do with the Canada Assistance Program. It has already been discussed, the increase in the estimates about which you are before the committee now, and I was wondering what kind of data base you have with regard to that increase in Canada Assistance payments. Do you have a breakdown provincially as to where the increases are? Can you tell us who is making up the increases in the social assistance cases? How many of these people are unemployment insurance exhaustees?

Could we get a more informative picture of just what is going on out there with regard to the money that you are spending through the Canada Assistance Program?

Madam Bégin: Yes, I can provide the committee members with that. Of course, this is a change in forecast, so it does not reflect the exact situation. We had forecast already an increase, and not enough. So now we are just changing the forecast. But it does not reflect the real situation you may be looking for. So what I have is, percentage-wise and money-wise, the change in forecast by province. And, roughly, it is the situation of Canada it depicts. So in some provinces the change in forecast is very low, in others the change in forecast is very high, because the basic estimates were not correct. But it does not reflect the real situation you are after, I do not think.

Then I also have it by component, such as general assistance—meaning social welfare for individuals—and all the institutional services. Could I have a photocopy made, maybe?

Mr. Blaikie: Sure, but what you have not said you have is a breakdown of how many of the people who are going on welfare are people who are running out of unemployment insurance.

Madam Bégin: Shall I ask the Assistant Deputy Minister, Dr. Murphy?

Dr. Murphy: I am sorry, we just cannot give you that right now. We have rough estimates. The data base from which this comes... it is true that these are projections, but the projec-

[Traduction]

permis d'acheter beaucoup de lits d'hôpitaux et je ne parle pas ici des coupures budgétaires parmi les services hospitaliers qu'ont effectuées les différents gouvernements provinciaux conservateurs.

Ceci étant dit, monsieur le président, voici ma question au ministre de la Santé: on a entendu dire que le programme des 6 et 5 p. 100 serait un jour appliqué au financement des programmes établis; j'aimerais maintenant donner au ministre la possibilité de confirmer ou d'infirmar cette rumeur, j'aimerais qu'elle nous dise que le gouvernement n'a aucune-ment cette intention.

Mme Bégin: J'insiste, nous n'avons pas l'intention d'appliquer le programme des 6 et 5 p. 100 au transfert de paiements pour la santé en vertu du financement des programmes établis. Que puis-je dire d'autre? C'est clair comme de l'eau de roche, il me semble.

M. Blaikie: Je voulais vous l'entendre dire, madame le ministre.

Ma deuxième question a trait au régime d'assistance publique du Canada. Nous avons déjà discuté de cette augmentation que vous demandez aujourd'hui, et j'aimerais savoir sur quelle base vous fondez pour demander cette augmentation des paiements aux provinces. Pouvez-vous nous donner une liste détaillée des provinces qui profiteront de cette augmentation? Pouvez-vous nous dire dans quelle province les prestataires d'aide sociale sont les plus nombreux? De ceux-ci, combien ont épuisé leurs prestations d'assurance-chômage?

Pouvez-vous nous renseigner un peu mieux sur cet argent que vous dépensez par le régime de l'assistance publique du Canada?

Mme Bégin: Oui, je peux renseigner les membres du Comité. Il s'agit d'un rajustement des prévisions qui ne dépeint pas la situation exacte. Nous avions déjà prévu une augmentation mais elle n'était pas suffisante. Donc, aujourd'hui, nous modifions nos prévisions. Mais cela ne décrit pas la situation réelle. Donc, je vous présente ici un rajustement des prévisions par province en pourcentage et en argent. En gros, cela montre la situation au Canada. Pour certaines provinces, le rajustement des prévisions est très mince, pour d'autres nous étions dans l'erreur, nos prévisions de base n'étaient pas exactes. Mais cela ne dépeint pas la situation réelle et je crois que c'est ce que vous voulez.

J'ai également ces renseignements par éléments, tels que l'aide générale ou le bien-être social pour les personnes et tous les services institutionnels. Pourrais-je faire faire une photocopie?

M. Blaikie: Bien sûr, mais vous n'avez pas dit avoir un état détaillé du nombre de personnes qui doivent recourir au bien-être social parce qu'elles n'ont plus droit à l'assurance-chômage.

Mme Bégin: Pourrais-je demander à M. Murphy, le sous-ministre adjoint, de répondre?

M. Murphy: Je m'excuse, nous ne pouvons tout simplement pas répondre à cette question maintenant. Nous avons des évaluations. Ce sont des prévisions qui reposent sur des

[Text]

tions are based on constant discussions with the provinces. One of the things both we and the Canada Employment and Immigration Commission are trying to do is to ask them to make better efforts to identify just how many of these people tend to be people who are coming off UI.

• 1025

They have not done that in the past, and it is difficult for them to do it. Under the current situation, when their staff is under tremendous pressure, you can appreciate it is difficult for them to change their procedures and the information they gather.

We are trying to work with them to make that easier to do; and as soon as we have that information, Minister, as soon as we have a better estimate of it, perhaps we could supply it. But as of now, we just do not.

Mr. Blaikie: One way in which I understand the Canada Assistance Program is that it is provided to people who are in need or likely to be in need. Is that . . .

Mr. Murphy: Yes, assistance and need, services to those who need it.

Mr. Blaikie: Yes. I was wondering whether or not you were considering any mechanism or change, amendment, whatever . . . I am thinking of the people who fall between the cracks, between UIC and welfare; whose UIC runs out but who cannot qualify for welfare, because they still have assets or whatever. They do not meet the provincial criterion for social assistance, so they almost have to become bankrupt before they can get on welfare.

Do you have any information as to how people are in that situation? Have you given any consideration to a means by which . . . ? It just seems terribly unjust to me that if someone runs out of UIC, even though they might get a job six months down the road, in the process of going on welfare . . . I may be wrong about this; but as I understand it, there are places where you cannot get on welfare until you have sold your car and your house and you have done everything you can to generate your own cash; then you can get on welfare. In the meantime, you have lost everything. The actual time of unemployment might only be six months; but those six months wreck your whole life, or you have to start all over again.

I was wondering what, if any, consideration has been given in the department to try to find a way . . . Obviously, the government has rejected extending UIC benefits. In my view, that would have been a way of overcoming that problem for many people. But if that is not the case, is there any way of changing the qualifications for welfare in such a way as to address that problem?

Madam Bégin: Before giving the floor to Dr. Murphy and asking him to review the various regulations, which I understand are provincial, as to assets—and it is very important to touch that, I think; very important—I would like to mention, according to our estimates done under the Department of

[Translation]

discussions permanentes que nous avons avec les provinces. À l'heure actuelle, tant notre ministère que la Commission d'emploi et d'immigration du Canada essaient d'amener les provinces à mieux repérer combien de ces prestataires de bien-être social ont épuisé leur assurance-chômage.

C'est un calcul très complexe qui ne se faisait pas auparavant. Dans la situation actuelle, où les employés sont surchargés de travail, vous comprendrez qu'il est difficile de modifier leur méthode de travail et de recueillir de nouveaux renseignements.

Nous essayons de collaborer à faciliter cette tâche. Dès que nous aurons ce renseignement, madame le ministre, dès que nous aurons une meilleure idée du nombre, nous pourrions peut-être vous le communiquer. Cependant à l'heure actuelle, nous ne pouvons pas.

M. Blaikie: Si je comprends bien l'objectif du régime d'assistance publique du Canada, il est à la disposition des nécessiteux ou de ceux qui le deviendront. N'est-ce pas . . .

M. Murphy: Oui, l'assistance et le besoin, les services aux nécessiteux.

M. Blaikie: Oui. J'aimerais savoir si vous envisagez des changements, des modifications . . . je pense ici aux personnes assises entre deux chaises, les prestataires qui ne peuvent pas toucher d'assurance-chômage mais qui ne peuvent recevoir le secours social parce qu'ils possèdent encore quelque chose. Ils ne satisfont pas aux conditions provinciales d'admissibilité à l'aide sociale si bien qu'ils doivent, à toute fin utile, faire faillite avant de pouvoir recevoir l'assistance sociale.

Savez-vous combien de personnes sont dans cette situation? Avez-vous songé à un moyen de régler ce problème? Cela me semble terriblement injuste lorsqu'une personne n'a plus droit à l'assurance-chômage et qu'elle pourrait se trouver un autre emploi six mois plus tard, qu'elle doive déclarer faillite avant d'avoir droit au bien-être social . . . j'ai peut-être tort, mais si je comprends bien, dans certaines provinces, on ne peut pas toucher l'assistance sociale avant d'avoir vendu sa voiture, sa maison, avant d'avoir épuisé tous les moyens de trouver de l'argent; à ce moment-là, on peut toucher des prestations de bien-être. Dans l'intervalle, cependant, la personne aura tout perdu. Tout cela peut ne durer que six mois mais pendant ces six mois, il faut détruire tout ce que vous avez construit pendant votre vie, il faut recommencer à neuf.

J'aimerais savoir si le ministère a songé à un moyen de régler ce problème. Nous savons que le gouvernement refuse de prolonger les prestations d'assurance-chôme. Je pense que cela aurait été un moyen de régler le problème pour de nombreuses personnes. Mais comme cette solution ne sera pas adoptée, est-il possible de modifier les critères d'admissibilité au bien-être social de façon à régler le problème?

Mme Bégin: Avant de donner la parole à M. Murphy pour qu'il explique les différents règlements concernant les avoirs, règlements qui sont de compétence provinciale et il est très important d'en parler, je tiens à souligner que selon nos évaluations faites en collaboration avec le ministère de

[Texte]

Employment and Immigration, 10% of exhaustees, or 55,000 people approximately, are those who would have, as you say, fallen between chairs, not being able to qualify. That is why the NEED program was created.

We did consider—it is a fact—the possibility of continuing for a longer period the unemployment insurance; but instead, we settled for the NEED program, by which people, by all sorts of jobs with municipalities, non-profit corporations, provincial programs, et cetera, could requalify for full UIC after six months or whatever are the minimum weeks needed.

But on the disposition of assets like your house, your car, what you have in the bank, et cetera, how does that work under CAP, please, Dr. Murphy?

Dr. Murphy: As you said, Minister, it does vary from province to province. I am sorry, I do not have the details with me; I can explain it in general. I could give details of the potential regulations later on, if that would be useful. You always have the wrong stuff with you.

But at any rate, in general, the situation you described, Mr. Blaikie, does not take place. These are provincial regulations, but—and estimating your needs under the needs test—Canada does have some control over it. The Canada Assistance Plan does require that there be a needs test, and the persons in need do receive assistance. Canada has to approve these needs tests.

In general, there are certain liquid assets that are counted as part of your available income, but your home, your car and certain others are not.

• 1030

The difficulty, which, as I said, varies strongly from province to province, is not that you are required to sell your house, but that they are starting to get people on these cases who have higher housing costs, which are part of their general and economic needs, than the limits can absorb or permit. Most provinces, though, do not have a limit on these kinds of costs. The difficulty comes the other way around. Perhaps they will have difficulty meeting the payments themselves.

In general, we think the answer is almost zero. We have been in very close contact with the provinces on this question. I can give you the details about how this varies from province to province. Certainly it is not true that you have to sell your house or your car before you are all through with social assistance.

Madam Bégin: May I add one piece of concrete information we have found?

[Traduction]

L'Emploi et de l'Immigration, 10 p. 100 des personnes n'ayant plus droit à l'assurance-chômage, environ 55,000 personnes, sont celles auxquelles vous avez fait référence, elles sont assises entre deux chaises et ne peuvent recevoir de prestations du bien-être social. C'est pourquoi nous avons créé le programme RELAI.

Nous avons étudié la possibilité de prolonger la période des prestations d'assurance-chômage; nous avons cependant choisi le programme RELAI en vertu duquel les chômeurs, grâce à des emplois obtenus auprès des municipalités, des organisations à but non lucratif, des programmes provinciaux etc., pourront à nouveau toucher des prestations d'assurance-chômage après six mois de travail ou après le nombre minimal de semaines nécessaires.

Quant à la vente d'avoirs, de la maison, de l'automobile, de l'utilisation de l'argent que vous avez en banque etc., j'aimerais que M. Murphy nous en explique les conditions.

M. Murphy: Comme vous le disiez, madame le ministre, les conditions varient d'une province à l'autre. Je m'excuse de ne pas avoir les conditions précises de chaque province mais je peux cependant vous les expliquer en général. Si vous le souhaitez, je pourrai vous donner les détails plus tard. On n'est jamais complètement préparé pour répondre à toutes les questions.

Quoi qu'il en soit, en règle générale, la situation que vous avez décrite, monsieur Blaikie, ne se produit pas. Les provinces ont adopté des règlements pour évaluer les besoins mais le Canada a quand même son mot à dire. Le régime d'assistance publique du Canada prévoit qu'il doit y avoir une évaluation des besoins et les personnes jugées admissibles reçoivent des prestations. Le Canada doit approuver ces méthodes d'évaluation des besoins.

En règle générale, certains avoirs liquides sont calculés dans le revenu disponible; cependant la maison, l'automobile et certains autres biens ne le sont pas.

Le problème, lequel comme je le disais varie d'une province à l'autre, ce n'est pas que le prestataire éventuel doit vendre sa maison, mais que les organismes commencent à recevoir des demandes de personnes ayant des coûts de logement plus élevés, dans leurs besoins généraux, des coûts plus élevés que les limites ne le permettent. Cependant, la majorité des provinces n'imposent pas un plafond sur ces coûts. Le problème vient d'ailleurs, les provinces auront peut-être de la difficulté à faire ces paiements.

Donc, en définitive, et pour répondre à votre question, il n'y en a presque pas. Nous suivons de près l'évolution de cette question avec les provinces. Je pourrais vous dire comment les conditions varient d'une province à l'autre. Cependant, il n'est pas vrai que le prestataire éventuel ait à vendre sa maison ou son automobile avant de pouvoir toucher les prestations de bien-être.

Mme Bégin: Pourrais-je ajouter un petit renseignement précis que nous venons de retrouver?

[Text]

The Chairman: Check; always.

Madam Bégin: All provinces and territories exclude the value of an applicant's home from the calculation of assets when determining eligibility for social assistance. Quebec, however, computes 1% of the market value of an applicant's home in excess of \$40,000 as income available to the applicant on a monthly basis. In other words, in Quebec only, if you have a house valued at \$80,000 you are considered by the social welfare system of Quebec as having a monthly income of \$400. That is for a house only.

Mr. Blaikie: To change the subject, I would like to ask just one question of the minister about the whole question of the Canada Health Act. Does she know when the next stage in the negotiations will begin? Does she plan to meet with the health ministers soon? If she does, she knows my colleagues and I in the NDP would like her to return to a stronger position vis-à-vis extra billing and the prohibition of it in the Canada Health Act. We hope that will emerge once again, having faded, in the next stage of the negotiations. I was wondering if she intends...

The Chairman: Mr. Blaikie, to what vote are you referring now?

Mr. Blaikie: Well, Mr. Chairman, you know, I am not referring to any vote.

The Chairman: Yes, but that is the reason why—we have so many questions now dealing with the specific vote that we did mention at the beginning of the meeting and that I would like to entertain the question on. If we still have time after the meeting, we will proceed with your question. I do prefer to deal with the vote we have to...

Mr. Blaikie: Well, Mr. Chairman, I can put it into...

The Chairman: Your time has already expired.

Mr. Blaikie: Mr. Chairman, I was in the middle of asking a question you had already allowed. If you do not like the way I am asking it, let me ask it in a different way.

The Chairman: I think you have already had 15 minutes, Mr. Blaikie. You have to respect the rule that other members respect.

I recognize Dr. Hudecki.

Mr. Blaikie: Mr. Chairman, on a point of order. Why did you let me to begin a question? Can you explain that?

The Chairman: I would like to know what the question was exactly. If I had interrupted you at the beginning, you would have made the same comments.

Mr. Blaikie: Then I will ask a more acceptable question. If I had time, then I had time.

The Chairman: Mr. Blaikie, the chairman's responsibility is to share the time when the minister is here to deal with the vote. We mentioned at the beginning of this meeting we were going to deal with the vote. If we have the time after each

[Translation]

Le président: Certainement.

Mme Bégin: Tous les organismes provinciaux et territoriaux excluent la valeur de la maison du demandeur du calcul des avoirs pour établir l'admissibilité à l'aide sociale. Cependant, le Québec compte 1 p. 100 de la fraction en excédent de \$40,000 de la valeur marchande de la maison à titre de revenu mensuel du demandeur. Autrement dit, et seulement au Québec, si votre maison vaut \$80,000, les organismes de bien-être social du Québec calculent que vous avez un revenu mensuel de \$400. Cela ne touche que les maisons.

M. Blaikie: Changeons de sujet. J'aimerais poser une question au ministre au sujet de la Loi sur les services de santé au Canada. Sait-elle à quel moment les négociations reprendront? A-t-elle l'intention de rencontrer bientôt les ministres de la Santé? Le cas échéant, elle sait que mes collègues et moi-même du Nouveau parti démocratique aimerions qu'elle reprenne sa position précédente au sujet de la surfacturation et qu'elle l'interdise dans la loi. Nous espérons que la ministre reprendra cette position lorsque les négociations reprendront. Je me demande si elle a l'intention...

Le président: Monsieur Blaikie, à quel crédit faites-vous référence?

M. Blaikie: Eh! bien, monsieur le président, vous savez je ne fais pas référence à un crédit.

Le président: En effet, nous avons tellement de questions portant sur des crédits auxquels nous avons parlé au début de la séance et j'aimerais d'abord qu'on pose ces questions. S'il reste du temps avant la fin de la séance, nous reviendrons à votre question. Je préfère cependant étudier les crédits...

M. Blaikie: Eh bien, monsieur le président, je peux reformuler...

Le président: Votre temps est déjà écoulé.

M. Blaikie: Monsieur le président, vous m'aviez déjà autorisé à poser une question. Si vous n'aimez pas la façon dont je la présente, je peux la reformuler.

Le président: Je pense que vous avez déjà eu 15 minutes, monsieur Blaikie. Il faut faire comme les autres membres du comité et respecter les règles.

Je donne la parole à M. Hudecki.

M. Blaikie: Monsieur le président, j'invoque le règlement. Pourquoi m'avez-vous laissé commencer ma question? Pouvez-vous m'expliquer?

Le président: Je voulais savoir sur quoi portait votre question. Si je vous avais interrompu au tout début, vous auriez formulé la même critique.

M. Blaikie: Dans ce cas, je vais poser une question qui sera plus acceptable. Vous m'avez laissé commencer la question, cela veut dire qu'il me resterait du temps pour la poser.

Le président: Monsieur Blaikie, le président doit partager le temps disponible entre les différents membres du comité lorsque le ministre est ici pour répondre aux questions. Nous avons dit au début de la séance que nous devons étudier les

[Texte]

member has directed questions to the minister, I will recognize you for another subject if you want.

Dr. Hudecki.

Mr. Hawkes: A point of order, Mr. Chairman. Is it not the Conservative turn?

The Chairman: Yes. I have the list here. Miss MacDonald yielded the floor to Dr. Gurbin, but I would like to recognize Dr. Gurbin afterwards.

Mr. Hawkes: Well, Mr. Chairman, I thought the normal pattern would be a fellow Conservative at this point.

The Chairman: Yes, but at that time Miss MacDonald asked to be recognized and then left, and Dr. Hudecki did mention it at the beginning, too. I will call Dr. Gurbin afterwards.

Mr. Blaikie: Mr. Chairman, on a point of order. I quite agree with my Conservative colleagues. The fact of the matter is, Mr. Chairman, this is one of the most poorly run committees of all the standing committees of the House of Commons. One of the reasons it is run so poorly is because you seem to take it upon yourself not to run it according to the rules of distribution among the parties that is taken for granted in every other committee.

• 1035

If you regard yourself as some kind of Liberal hack here as a chairman, instead as the chairman of the committee who wants to distribute questions fairly and time fairly among them, then why do you not just have the decency to resign, because I am telling you you are one of the poorest bloody chairmen around here. It is a circus. It must be a seniority appointment, because it has nothing to do with merit, I will tell you.

Le président: Cela ne m'impressionne absolument pas. A chaque réunion, vous êtes le même, vous faites la même intervention, et cela ne m'impressionne pas. Cela fait trois ans que je suis président de ce Comité et vous avez toujours eu la même attitude. Nous sommes ici pour étudier les crédits qui sont spécifiés à la convocation. J'ai donné la parole au docteur Hudecki et au docteur Gurbin, et il m'importe peu de donner la parole à l'un ou à l'autre. Mais j'avais sur ma liste le nom de M^{me} MacDonald et elle est partie. C'est la raison pour laquelle j'avais donné la parole au docteur Hudecki et au docteur Gurbin par la suite.

Mr. Hudecki: It is really a very short question, and that is a clarification of the \$913,000 to Sunnybrook for prosthetic services. The whole question of prosthetic services is a very important one in the country. It is divided amongst the universities and it is in private enterprise, and I am just wondering on what grounds the federal government is involved in it. Is it the research centre? Is it a training centre? Is it only for the veterans or for . . . ?

Madam Bégin: I will ask Mr. Jack Sinclair to answer, please.

[Traduction]

crédits. Si après que chaque député aura posé ses questions au ministre il reste encore du temps, je vous donnerai la parole.

M. Hudecki.

M. Hawkes: Monsieur le président, j'invoque le Règlement. Ne devriez-vous pas donner la parole à un député conservateur?

Le président: Oui. J'ai ma liste ici. M^{me} MacDonald a donné son tour à M. Gurbin mais je lui donnerai la parole après.

M. Hawkes: Bien, monsieur le président, je pensais qu'on était rendu à un conservateur maintenant.

Le président: Oui, mais M^{me} MacDonald a demandé à prendre la parole et elle a quitté la salle; M. Hudecki a également demandé à prendre la parole au début de la séance. Je donnerai la parole à M. Gurbin après.

M. Blaikie: Monsieur le président, j'invoque le Règlement. Je suis tout à fait d'accord avec mes collègues conservateurs. C'est un fait, monsieur le président, que ce comité est l'un des plus mal dirigés parmi tous les comités permanents de la Chambre des communes. Si cela fonctionne si mal, c'est notamment parce que vous semblez faire exprès de ne pas diriger le comité selon les règles de répartition entre les parties qu'on trouve tout à fait normales dans tous les autres comités.

Si vous vous conduisez en partisan libéral et non en président de comité qui veut répartir avec justice entre les membres du comité le temps alloué aux questions, pourquoi ne pas tout simplement avoir la décence de démissionner, car je vous l'affirme, vous êtes l'un des plus mauvais présidents qu'il y ait ici. C'est un cirque. La nomination a dû se faire à l'ancienneté, puisqu'elle n'a rien à voir avec le mérite, je peux vous l'affirmer.

The Chairman: Your remarks do not impress me at all. At every meeting, you are the same, you make the same intervention, and I am not at all impressed. I have been chairman of this committee for three years and your attitude has always been the same. We are here to consider the votes mentioned in the notice of meeting. I gave the floor to Dr. Hudecki and to Dr. Gurbin and it really does not matter to me if I give it to one or to the other. I had on my list Miss MacDonald's name, but she left. That is why I gave the floor to Dr. Hudecki and then to Dr. Gurbin.

M. Hudecki: Ma question est vraiment très brève, j'aimerais avoir des précisions sur les \$913,000 accordés à Sunnybrook pour les services de prothèses. Toute la question des services de prothèses revêt énormément d'importance. Normalement ces services se partagent entre les universités et l'entreprise privée, et je me demande simplement à quel titre le gouvernement fédéral y participe. S'agit-il d'un centre de recherche? D'un centre de formation? Est-ce uniquement à l'intention des anciens combattants ou pour . . . ?

Mme Bégin: Je vais demander à M. Jack Sinclair de vous répondre, s'il vous plaît.

[Text]

Mr. J. Sinclair (Assistant Deputy Minister, Medical Services, Department of National Health and Welfare): Mr. Chairman, regarding the prosthetic services, which have facilities in a number of cities across Canada, we have been in the process of negotiating the transfer of those facilities to provincial public institutions that are in the business of physical rehabilitation. The reason for this transfer is that over the years the proportion of the clientele who were veterans, which was the origin of the prosthetic service, has diminished very greatly and those facilities have been addressing the needs of the general disabled public vastly in excess of the veteran public. So the prosthetic service unit in Sunnybrook Hospital has been transferred, and the funds that have been requested here are part of the negotiations associated with that transfer to upgrade the plant and facility. Also, under the arrangements there are continuing agreements so that the Department of Veterans Affairs will fund at least one prosthetist on a renewable five-year basis. So the Department of Veterans Affairs budget is there by addressing a continuing need of the veterans element.

So in short, Mr. Chairman, this is a sum of money that is part of the negotiations that took place in the transfer of that facility. It is a factory and a service centre as well to the Sunnybrook institution.

Mr. Hudecki: I am surprised at the cost involved—\$913,000 for that. I would have thought that out of that you would have developed a training centre or some research facility, but it sounds as though it is a service centre which is transferred to the province, but also with a cost of almost \$1 million. I wonder how you account for that.

Mr. Sinclair: The bulk of the funds were related to the need to re-establish and re-equip a considerable amount of the hardware and equipment within that factory required to be updated. There were negotiations with respect to the modernization of the facility, and the amount of money is largely accounted for in that way.

Madam Bégin: But we will save in the long run because we no longer have the cost.

Mr. Hudecki: Is this going to be available, then, to workmen's compensation, to the crippled children's work, to the accident victims, or is this still under the jurisdiction of the University of Toronto and Sunnybrook Hospital?

Madam Bégin: It becomes a provincial hospital, and as such the vocation of it depends on the decision of the province.

• 1040

Mr. Hudecki: Is this really a part of an integrated program for prosthetic services? I know this is a great need across the country and I was wondering whether this is done within the context of overall planning for Canada, or is this an isolated move?

[Translation]

M. J. Sinclair (sous-ministre adjoint, Services médicaux, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le président, au sujet des services de prothèses, établis dans plusieurs villes à travers le Canada, nous sommes en train de négocier le transfert des installations aux organismes publics provinciaux qui s'occupent de réadaptation physique. Si nous songeons à remettre ces services aux autorités provinciales, c'est qu'au fil des ans, le nombre d'anciens combattants qui constituaient le gros de la clientèle à l'origine a diminué considérablement et que ces installations de services de prothèses répondent maintenant aux besoins du grand public qui dépassent de beaucoup ceux des anciens combattants. Ainsi, le service de prothèses à l'hôpital Sunnybrook a été transféré, et les crédits que nous demandons font partie des sommes convenues au cours des négociations sur ce transfert visant à améliorer les installations et le service. Dans le cadre des arrangements pris, il est prévu que le ministère des Affaires des anciens combattants financera au moins les services d'un prothésiste, selon un programme renouvelable tous les cinq ans. Ainsi, c'est le budget du ministère des Affaires des anciens combattants qui continuera à répondre de façon permanente aux besoins des anciens combattants.

En bref, monsieur le président, cette somme a été convenue au cours des négociations qui ont eu lieu sur le transfert de ces installations. Il s'agit en fait d'une usine de fabrication et d'un centre de service desservant Sunnybrook.

M. Hudecki: Je suis surpris du coût—\$913,000 pour cela. J'aurais pensé que pour une telle somme, vous auriez pu de créer un centre de formation ou des installations de recherche, mais on dirait qu'il s'agit plutôt d'un centre de service qu'on remet à la province à un coût approchant le million de dollars. Comment le justifiez-vous?

M. Sinclair: Le gros de cette somme servira à réinstaller et rééquiper l'usine de fabrication qui avait bien besoin d'être modernisée. Les négociations ont porté sur la nécessité de moderniser l'installation, et c'est ainsi que se justifie, en grande partie, cette somme.

Mme Bégin: À long terme, nous allons néanmoins économiser de l'argent, puisque nous n'aurons plus à supporter les coûts d'exploitation.

M. Hudecki: Ce service sera-t-il mis à la disposition des accidentés du travail, des enfants infirmes, des victimes d'accident, ou s'agit-il toujours d'une installation qui relève de l'Université de Toronto et de l'hôpital Sunnybrook?

Mme Bégin: Le tout devient un hôpital provincial et comme tel, sa vocation dépendra de la décision de la province.

M. Hudecki: Cette démarche constitue-t-elle vraiment un élément d'un programme intégré visant les services de prothèses? Je sais que nous en aurions grandement besoin à travers le pays et je me demandais si elle est faite dans le contexte d'une planification globale pour le Canada ou s'il s'agit d'une mesure isolée?

[Texte]

Mr. Sinclair: Yes, it is a cross-Canada facility. There are outlets in many of the capital cities across the country. One of the motivations behind the transfer—and many of them have not yet been completed; they have completed this transfer in three or four locations, but not by any means in all of them as yet. The principle that was to be met by the transfer was to put in the facilities, which have tended to be aloof from physical rehabilitation institutes, and to integrate them as an important, co-ordinated, integrated element of a total physical rehabilitation facility. That was a very important objective behind the transfer.

Mr. Hudecki: It is just not clear to me whether this is going to be under provincial jurisdiction or under federal jurisdiction. Is this open to the armed forces and to the native people, or is this really going to be under the provincial health services, once it is completely transferred and integrated?

Mr. Sinclair: It would be available, as my minister has indicated, to any clientele serviced by the Sunnybrook Hospital.

Madam Bégin: We are no longer in charge after the transfer, are we?

Mr. Sinclair: That is correct. It is no longer our responsibility.

Mr. Hudecki: So it would be under the provincial . . .

Madam Bégin: It is open, and it could be open to any of these groups, including native groups.

Mr. Hudecki: The cost of transfer to the other hospitals: is that included under the \$1 million, or is that going to be an extra expense as time goes on?

Mr. Sinclair: No, sir. This cost is related exclusively to the Sunnybrook. But I might add that it is the largest of the facilities we have in Canada.

Mr. Hudecki: Thanks.

The Chairman: Mr. Gurbin.

Mr. Gurbin: Thank you, Mr. Chairman. I first would like to make a brief comment on the sequence of events here.

I know the chairman was up until 12.30 last night finishing up the UFFI report. I would like to remind him gently that the co-operation he received from other members of the committee at that time, which included some extraordinary times and sittings to accomplish the task, requires co-operation from both sides, and I think it requires some reflection on the part of the Chair to consider the traditional sequence of events as far as members and the normal rotation of speaking are concerned, and I would ask him to consider that.

Mr. Chairman, the Canada Assistance Program is a federal-provincial cost-sharing program. In relation to that program, the minister has said in the House, with specific reference to planned parenthood, which I am sure one of our other colleagues will spend more time on, that, and I quote—she is asking the question really:

[Traduction]

M. Sinclair: Oui, c'est une installation desservant tout le Canada. On en trouve des succursales dans de nombreuses capitales provinciales. L'une des raisons de ces transferts, et nombre d'entre eux ne sont pas encore terminés; le transfert a déjà été effectué à trois ou quatre endroits, mais pas encore partout. Le transfert, vise à intégrer ces installations qui par le passé étaient isolées des établissements de réadaptation physique, et à en faire un élément important, coordonné et intégré dans un tout. C'est là l'objectif très important que vise le transfert.

M. Hudecki: Je n'arrive pas à comprendre clairement si ces installations vont relever de la compétence provinciale ou de la compétence fédérale. Ces installations sont-elles à la disposition des Forces armées et des autochtones ou vont-elles vraiment relever des services de santé provinciaux, une fois le transfert et l'intégration terminés?

M. Sinclair: Les installations seront à la disposition, comme le ministre l'a indiqué, de la clientèle desservie par l'hôpital Sunnybrook.

Mme Bégin: Nous ne sommes plus responsables après le transfert, n'est-ce pas?

M. Sinclair: En effet. Ce n'est plus notre responsabilité.

M. Hudecki: Donc cela relèverait de la province . . .

Mme Bégin: Le service est accessible, et pourrait être accessible à tous ces groupes, y compris les autochtones.

M. Hudecki: Le coût du transfert aux autres hôpitaux est-il inclus dans le million de dollars, ou y aura-t-il des frais supplémentaires chaque fois?

M. Sinclair: Non, monsieur. Cette somme vise exclusivement Sunnybrook. Toutefois, j'ajouterai qu'il s'agit d'installations les plus importantes que nous ayons au Canada.

M. Hudecki: Merci.

Le président: Monsieur Gurbin.

M. Gurbin: Merci, monsieur le président. J'aimerais tout d'abord faire un bref commentaire sur la suite des événements ici.

Je sais que le président était encore debout à minuit et demi hier soir pour finir le rapport sur la mousse d'urée. J'aimerais lui rappeler amicalement la coopération qu'il a reçue des autres membres du Comité, qui ont accepté des séances à des heures impossibles pour terminer le travail, et qu'il a obtenu la coopération des deux côtés de la table; j'estime donc que le président devrait faire attention à la suite traditionnelle des événements en ce qui concerne les membres du Comité et la rotation normale des intervenants, ce que je lui demande de faire.

Monsieur le président, le Régime d'assistance publique du Canada est un programme fédéral-provincial à frais partagés. En parlant de ce programme, le ministre a déclaré à la Chambre, à propos de la planification des familles, sujet auquel, j'en suis persuadé, un autre de nos collègues consacrerait plus de temps, que, et je cite, en réalité elle pose la question:

[Text]

I should do away with the Constitution and the existing division of powers.

That was from Hansard on November 30.

• 1045

I would like to spend my time really discussing that specific part as it relates to the Canada Assistance Program and all other health-related aspects in the division of powers between the province and the federal government, with particular reference to negotiations that are occurring or that may be occurring or that are disputably occurring between the provinces and the federal government right now. The Minister of Health of British Columbia, chairman of the provincial health ministers' council, says that no negotiations are currently taking place regarding the Canada health act. The minister from Alberta agrees that no negotiations have taken place since September, and he, to quote him, says:

If anything will destroy our excellent medicare system, it will be the moves proposed by Madam Bégin.

The Manitoba minister has confirmed that he has not been in contact with Madam Bégin since the end of September, and:

There definitely have been no negotiations with Ottawa since that time.

The minister for Ontario:

There have been no consistent negotiations on this matter for several months.

The minister for Quebec:

There have been no formal meetings with Ottawa on this subject for some time.

The minister for Nova Scotia:

I am the senior health minister in the country and if there were negotiations going on, I would know about them. There has been nothing for months at the ministerial or official level.

What I would like to ask the minister, in the context of the co-operative efforts that are necessary through the Canada Assistance Program, through any of the other aspects of the health-care system that require negotiations with the provinces, to make sure that the plans themselves can be effectively administered and that we can provide these . . .

Mr. Blaikie: Mr. Chairman, on a point of order . . .

The Chairman: Yes.

I am just asking myself what vote you are referring to in these . . .

Mr. Blaikie: About time, Mr. Chairman; about time. I thought you were about to confirm what I said about you earlier today.

The Chairman: Thank you very much for the support you gave to the chairman. Thanks very much.

Mr. Gurbini: Vote 5b.

[Translation]

M'invite à faire abstraction de la Constitution et de la question du partage des pouvoirs.

C'est tiré du Hansard du 30 novembre.

Je veux vraiment discuter de ce passage qui porte sur le Régime d'assistance publique du Canada et sur tous les autres aspects qui touchent la santé dans le partage des pouvoirs entre les provinces et le gouvernement fédéral, et en particulier des négociations qui ont lieu, pourraient avoir lieu ou pourraient avoir lieu de manière contestable entre les provinces et le gouvernement fédéral à l'heure actuelle. Le ministre de la Santé de la Colombie-Britannique, président du conseil des ministres provinciaux de la santé, a déclaré qu'il y avait aucune négociation en cours sur la Loi canadienne sur la santé. Le ministre de l'Alberta convient qu'aucune négociation n'a eu lieu depuis le mois de septembre, et il dit, pour le citer:

Ce qui détruira notre excellent régime de soins de santé, ce sera les mesures proposées par M^{me} Bégin.

Le ministre du Manitoba a confirmé qu'il n'avait pas communiqué avec M^{me} Bégin depuis la fin du mois de septembre et il a dit:

Depuis, nous n'avons certainement pas eu de négociations avec Ottawa.

Le ministre de l'Ontario a dit:

Il n'y a pas eu de négociations suivies sur cette question depuis plusieurs mois.

Le ministre du Québec:

Depuis quelque temps, on n'a pas tenu de discussions officielles avec Ottawa sur cette question.

Le ministre de la Nouvelle-Écosse:

Je suis le doyen des ministres de la santé du pays et si des négociations étaient en cours, je le saurais. Il n'y a pas eu de réunions officielles ou ministérielles depuis des mois.

Le régime d'assistance publique du Canada nécessite une coopération de part et d'autre; je demanderais au ministre de s'assurer que les régimes proprement dits peuvent être administrés de façon efficace par le biais des autres aspects du système qui nécessitent des négociations avec les provinces de sorte que nous puissions . . .

M. Blaikie: Monsieur le président, un rappel au Règlement . . .

Le président: Oui.

De quel crédit s'agit-il . . .

M. Blaikie: Il est à peu près temps, monsieur le président. Je pensais que vous alliez confirmer ce que j'avais dit à votre sujet un peu plus tôt.

Le président: Je vous remercie du soutien que vous apportez au président. Merci beaucoup.

M. Gurbini: Le crédit 5b.

[Texte]

Mr. Hawkes: Health and Social Services, operating expenditures. Certainly some operating expenditures must be involved in negotiation?

Madam Bégin: No.

Mr. Hawkes: There are none? Is that what we are saying: there are no expenses involved in negotiation, because there is no negotiation?

Madam Bégin: They were in the main estimates.

The Chairman: That was in the main estimates. We are dealing with the supplementary estimates.

Mr. Hawkes: There are no administrative costs in the supplementary estimates?

Madam Bégin: No more than forecast.

Mr. Gurbín: With all respect, Mr. Chairman, I have a certain . . .

Madam Bégin: Shall I answer the first part of the question?

The Chairman: Yes. On the first part, you are right on the vote, but the second part . . .

Mr. Gurbín: Well, I think the basic point is inseparable, and the minister did make a statement in the House on the division of powers. In response to that question, she talked about the division of powers, and I think the same point—and I am using the other aspect of the health-care system to demonstrate the point and to ask her, if she is consistent, where her consistency is, in dealing with the issues, particularly because these are comments the minister has stated. I can understand the minister wanting to avoid addressing the problem, because in fact she has misled the House and she has made statements that have been incorrect. I can well appreciate her avoiding the issue now.

But also, in the period of time I have—the minister comes before us very seldom. These are supplementary estimates. They do have very much to do with the proper administration, the proper consideration, of health care in Canada, and I think there is some responsibility on the part of the Chair and of the minister to address issues she has responded to which have left serious doubts in the minds of people and ministers of health across the country, and in the minds of most people who are interested in the health-care system in Canada. So I would ask that she respond.

The Chairman: I will ask the minister to answer the first part. I am sure that is on the vote. But I have some reservations about the last part of your question.

Mr. Blaikie: Mr. Chairman, on a point of order, I wonder if you could tell me what part of the question he asked is acceptable.

Madam Bégin: On the Planned Parenthood Federation of Canada.

Mr. Blaikie: All right—because if there is any talking about the Canada health act and about federal-provincial negotiations, you can expect to hear from me again, because that is

[Traduction]

M. Hawkes: Services sanitaires et sociaux, dépenses de fonctionnement. Les négociations doivent certainement porter sur certaines dépenses de fonctionnement, n'est-ce pas?

Mme Bégin: Non.

M. Hawkes: Aucune? Ai-je bien compris? On ne parle pas de dépenses dans les négociations parce qu'il n'y a pas de négociations?

Mme Bégin: Elles figuraient déjà au Budget principal.

Le président: Oui, mais il s'agissait du Budget principal. Nous discutons maintenant du budget supplémentaire.

M. Hawkes: Le budget supplémentaire ne fait pas état des coûts d'administration?

Mme Bégin: Juste les projections.

M. Gurbín: Sauf le respect que je lui dois, monsieur le président, j'ai un certain . . .

Mme Bégin: Puis-je répondre à la première partie de la question?

Le président: Oui. La première partie porte sur le crédit mais la deuxième partie . . .

M. Gurbín: Eh bien, je ne crois pas que l'on puisse séparer les deux parties de la question et le ministre a fait une déclaration à la Chambre au sujet de la répartition des pouvoirs. En réponse à une question, elle avait parlé de la répartition des pouvoirs et j'utilise l'autre aspect du système des soins de la santé pour le démontrer et lui demander si elle s'estime constante, étant donné ses déclarations. Je peux comprendre qu'elle refuse de répondre, car, en réalité, elle a trompé la Chambre, elle a fait des déclarations qui sont inexactes. Je comprends très bien pourquoi elle veut éviter la question maintenant.

Mais je ne dispose pas de beaucoup de temps et le ministre ne comparait pas souvent devant le Comité. Nous devons discuter du budget supplémentaire. Ce budget se rapporte à la bonne administration des services de santé au Canada; il me semble qu'il incombe au président et au ministre de répondre à certaines questions, pour lesquelles ses réponses ont laissé dans le doute le public, les ministres de la santé de tout le pays et la plupart des gens qui s'intéressent au système des soins de santé au Canada. Je lui demande donc de répondre.

Le président: Je vais demander au ministre de répondre à la première partie de la question. Je suis convaincu qu'elle porte sur le crédit. Mais quant à la deuxième partie de votre question, je ne suis pas si sûr.

M. Blaikie: Monsieur le président, rappel au Règlement; pouvez-vous me dire quelle partie de la question est acceptable?

Mme Bégin: La partie qui portait sur la Fédération pour le planning des naissances du Canada.

M. Blaikie: Très bien. Mais si l'on parle de la Loi sur la santé ou des négociations fédérales-provinciales, je vais placer

[Text]

exactly what I was trying to get into and I was prohibited from doing so by you, Mr. Chairman.

The Chairman: Madam Minister.

Madam Bégin: There is one thing, however, I want to say. To my knowledge, I never misled the House in my life. I just want to make that extremely clear.

On the planned parenthood question, there are two components to the problem. Following the June 1977—which was just before my time . . . conference of ministers of health, there was a consensus with the provinces that family planning was a provincial responsibility. To assist the provinces in meeting this need, my department funded through these years, the past five years, approximately, a number of projects on a demonstration basis within a phasing-out frame; projects which even later continued with provincial funds; and we recognize that it is up to the provinces to determine the course of action they wish to pursue. We have also provided sustaining grants to the Planned Parenthood Federation of Canada and to SERENA Canada in accordance with their objectives to provide family planning services to all Canadians requesting them.

• 1050

The policy of the department has always been to support a portion of central office expenditures of national voluntary organizations, while another portion must come from some other source. This, by the way, is constantly *remis en cause*; questioned through events. For example, the local branch xyz or the provincial branch xyz of a national organization could have excellent projects, but who do we fund? Everybody has limited funds, and we, as a policy, fund a portion of the central secretariat or activities of organizations. This year, because of the need to create a special fund, without increasing the deficit towards job creation, to which all departments subscribed—in other words, because of the economic restraints announced by the Minister of Finance—we had to restrain most activities in the department somewhat.

I have to apologize. Nobody likes to impose restraints. Family planning grants were thus reduced by \$1.4 million, over two years, which means \$700,000 this coming year. That is the situation.

Mr. Gurbín: I think what the minister has said, Mr. Chairman, is that when it suits her, she is prepared to off-load the financial burden on the provinces so that she can continue to act in a unilateral way to promote whatever projects she feels are important, with no respect for the provincial jurisdiction and with her ability to act in a unilateral fashion, and then impose, whatever conclusions she may reach, through the Canada Health Act or any other area of the health care system that suits her purpose.

Madam Bégin: No, this is not at all the way it takes place. It is exactly the other way around. All services in either social affairs or health must be delivered by the provinces. Through demonstration projects, pilot projects, as I said earlier, of a limited time—that must be limited in time; we cannot go on

[Translation]

mon mot, car c'est exactement ce dont je voulais parler et le président m'a empêché de le faire.

Le président: Madame le ministre.

Mme Bégin: Toutefois, je tiens à préciser une chose. À ma connaissance, je n'ai jamais trompé la Chambre, jamais de ma vie. Je veux que ce soit très clair.

Quant à la question sur le planning des naissances, la question comporte deux volets. À la suite de la conférence des ministres de la santé, tenue au mois de juin 1977, avant ma nomination, on est parvenu à un consensus avec les provinces, selon lequel le planning des naissances était de compétence provinciale. Pour aider les provinces à assumer cette responsabilité, au cours des cinq dernières années, mon ministère a financé un certain nombre de projets temporaires qui, par la suite, seraient financés par les provinces; nous reconnaissons que c'est aux provinces de décider quelle ligne de conduite elles veulent adopter. Nous avons également subventionné la Fédération pour le planning des naissances du Canada et SERENA Canada; cette dernière association a pour but d'assurer des services de planning à tous les Canadiens qui font la demande.

Le ministère a toujours eu pour politique d'assumer une certaine partie des frais des organisations bénévoles nationales, le restant devant être financé par d'autres sources. Cette politique est constamment remise en cause par certains événements. Par exemple, le bureau régional ou local d'une association nationale peut prévoir de bons projets, mais à qui donner l'aide financière? Tout le monde dispose de fonds limités et nous avons pour politique de financer une partie des dépenses de fonctionnement ou des activités des organisations. Cette année, étant donné le besoin de créer un fonds spécial, sans pour autant aggraver le déficit pour la création des emplois, principe auquel tous les ministères ont souscrit, autrement dit, en raison des restrictions budgétaires annoncées par le ministre des Finances, nous avons été obligés de limiter quelque peu notre participation dans ce domaine.

Je dois m'excuser. Personne n'aime imposer des restrictions. On a dû, sur deux ans, réduire les subventions affectées au planning familial de 1,400,000 de dollars, c'est-à-dire le 700,000 dollars pour cette année. Voilà la situation.

M. Gurbín: Monsieur le président, le ministre semble avoir dit que lorsque cela lui convient, elle est disposée à charger les provinces du fardeau financier, ce qui lui permet de continuer d'agir de façon unilatérale de promouvoir les projets qu'elle estime importants, sans tenir compte des responsabilités provinciales, et d'imposer les conclusions qu'elle-même peut tirer, en invoquant la Loi sur la santé ou en faisant appel à un autre secteur du système des soins de santé pour le faire.

Mme Bégin: Non, ce n'est pas du tout ce qui se passe. C'est tout à fait le contraire. Tous les services, qu'ils relèvent des affaires sociales ou de la santé, doivent être assurés par les provinces. Par le biais de projets-pilotes de durée limitée, puisqu'on ne peut pas les subventionner indéfiniment, nous

[Texte]

indefinitely... we add some top-ups to the bulk of services, which are not under us. The vast majority of services must come from the provinces and do. We offer... I call it "top-ups"—it is not the exact word but it is to transmit the idea that I use that word—the best we can. Of course this is with the knowledge of the provinces, because you do not want those temporary projects, usually three years long, to be dead after three years. You have started a service to people, so we are always talking with the provinces to determine who is going to pay the bill afterwards. We take the greatest risk in starting new projects and the provinces continue afterwards, generally.

Mr. Gurbin: Just on the very basic principle, the minister is well aware of the kind of control she exerts through measures that were taken at the very instance of the introduction of the federal government into the entire health care system, and she is able to...

Madam Bégin: I was not there, I am sorry.

Mr. Gurbin: Well...

Madam Bégin: It is a long time ago.

Mr. Gurbin: The minister who was there, Mr. Lalonde, who then went to...

Madam Bégin: No, no, no. It is 20 years ago, sorry. I do not get it. What are you talking about, exactly?

Mr. Gurbin: Are we allowed to continue on this...

The Chairman: You have only five minutes. I think your time has expired, but I am going to give you another question, and then Mrs. Mitchell.

• 1055

Mr. Gurbin: I will change the approach a little so as to be very specific. There is a number of ways that the federal government can influence, indirectly, the health care system. Whether or not it started out 20 years ago, the major move was indeed 10 years ago, or less than that, I guess, 7 years ago. When it suits the purpose of the federal government, they indeed do use tax credits or other means for manoeuvring the provinces into positions which suit the purposes of the federal government.

My last specific question is on a slightly different theme, but I think will pose a specific query to the comments made by the Minister on her paper. I believe it is only in the French translation, and I apologize if I get this a little confused, because I cannot find it in English—maybe it is there and I am missing it. It has to do with the number of people who are going to be qualifying for the guaranteed income supplement. The question is, how can the statement that has been made that there will be 45,000, I believe, fewer people qualifying for the guaranteed income supplement—when indeed, because of the changes in the funding, it would appear to be many more than that? And we have an aging population...

[Traduction]

assurons un complément à l'ensemble des services assurés par les provinces, services qui ne relèvent pas de nous. La plus grande partie de ces services sont assurés par les provinces. Nous offrons ce que j'appelle ces «compléments», si vous me permettez l'expression, dans la mesure du possible. Bien entendu, les provinces savent à quoi s'attendre, car vous ne voulez pas que ces projets temporaires d'une durée moyenne de trois ans, soient abandonnés au bout de ces trois ans. On a commencé à assurer un service auprès des citoyens et nous discutons toujours avec les provinces pour décider qui paiera la note au bout des trois ans. C'est nous qui courons les plus grands risques en mettant en branle de nouveaux projets et, habituellement, les provinces se chargent de ces projets par la suite.

M. Gurbin: Justement, le ministre sait très bien quel genre de contrôle elle exerce par le biais de mesures qui ont été prises au moment de l'intervention du gouvernement fédéral dans l'ensemble du système des soins de santé et elle peut...

Mme Bégin: Je n'étais pas là, je regrette.

M. Gurbin: Eh bien...

Mme Bégin: Cela s'est fait il y a très longtemps.

M. Gurbin: Le ministre de l'époque était M. Lalonde qui est devenu...

Mme Bégin: Non, non, non. Je regrette, mais cela remonte à vingt ans. Je ne sais pas très bien. De quoi parlez-vous exactement?

M. Gurbin: Nous permettez-vous de poursuivre cette discussion...

Le président: Vous n'avez que cinq minutes. Je crois que vous avez épuisé votre temps de parole, mais je vous permettrai une autre question avant de céder la parole à M^{me} Mitchell.

M. Gurbin: Je vais tenter de m'exprimer de façon plus précise. Le gouvernement fédéral peut avoir une influence indirecte sur le système des soins de santé de bon nombre de façons. Que cette façon de procéder remonte à 20 ans ou non, la principale intervention remonte à 10 ans ou même à 7 ans. Lorsque cela convient au gouvernement fédéral, il utilise les crédits d'impôt ou d'autres moyens pour inciter les provinces à prendre des décisions qui lui conviennent.

Ma dernière question spécifique porte sur un autre sujet, savoir les commentaires du ministre dans son rapport. Il me semble qu'on retrouve ce commentaire uniquement dans la traduction et veuillez m'excuser si je suis un peu confus; c'est que je ne retrouve pas le passage dans le texte anglais; il se peut qu'il y soit, mais je ne le trouve pas. Ma question porte sur le nombre de personnes qui seront admissibles au supplément du revenu garanti. Comment peut-on prétendre qu'il y aura une réduction de l'ordre de 45,000 personnes admissibles au supplément du revenu garanti lorsqu'il est manifeste que leur nombre serait plus important, étant donné les changements apportés au financement? Notre population vieillit...

[Text]

Madam Bégin: May I answer?

The Chairman: Yes.

Madam Bégin: I am sorry to say that you are totally mixed up. I am pleased to have a chance to clarify the situation, because I would not want misinformation to flow from the committee, and you would not want it either.

The estimates adjust the forecast on which the department has been operating since the beginning of the year. That is why supplementaries exist for a department like mine with a huge bill of statutory payments. It is on finance forecasting that we work usually, and Statistics Canada forecasts. We establish, when we do the main estimate, what we think will be the number of seniors qualifying for OAS, and the number of seniors out of them qualifying also for GIS. We have an estimate, X, Y, Z. We do it to the best of our knowledge. Then when I come for the supplementaries, I adjust that estimate. That is what I am doing right now.

We had overestimated by 45,000 pensioners the poverty of seniors in Canada. I repeat, that has absolutely nothing to do with Bill C-131, because Bill C-131 will increase slightly the number of pensioners eligible for GIS. I hope you realize that. It will increase them slightly. I cannot say this is simply a mistake, because it is not a mistake. It is the tool of work we have. We have only estimates and then towards the end of the year we adjust those estimates. That is why I said it is good news. It is good news, as I said in my opening statement, because it shows a little more income from private pension sources. That is what it means. And there are a little fewer pensioners qualifying for GIS.

The Chairman: It is 10.55 a.m. Have you a question, Mrs. Mitchell? I apologize, because I have the clock there, and I...

Mrs. Mitchell: I do have a question to ask, and you allowed the last speaker to go over time, Mr. Chairman. It just proves the point that my colleague made earlier.

The Chairman: On behalf of the members of the committee, I wish to thank the minister and her officials for attending this meeting and answering the questions of the members.

I intend to call a steering committee for the beginning of next week to schedule next week's meetings dealing with the bill to be referred to this committee probably today.

This meeting is now adjourned to the call of the Chair.

[Translation]

Mme Bégin: Puis-je y répondre?

Le président: Oui.

Mme Bégin: Je regrette, mais vous êtes tout à fait débousolé. Heureusement, je peux éclaircir la situation car je ne voudrais pas, et vous non plus, que l'on soit mal renseigné par le Comité.

Le budget supplémentaire rajuste les prévisions sur lesquelles le fonctionnement du ministère s'est fondé depuis le début de l'année. Voilà l'utilité du budget supplémentaire dans le cas d'un ministère comme le mien qui doit faire des paiements statutaires qui représentent des sommes énormes. Habituellement, mon ministère se fonde sur les prévisions des finances et celles de Statistique Canada. Lorsque nous dressons le budget principal, nous prévoyons quel sera le nombre de citoyens qui seront admissibles à la pension de sécurité de la vieillesse et, parmi eux, le nombre de ceux qui seront également admissibles au supplément du revenu garanti. Nous avons des résultats approximatifs, une estimation fondée sur les meilleurs renseignements dont nous puissions disposer. Au moment du budget supplémentaire, je rajuste cette estimation. Voilà ce que je fais maintenant.

On avait surestimé de 45,000 le nombre de pensionnés pauvres au Canada. Je le répète: cela n'avait rien à voir avec le bill C-131, car celui-ci n'augmentera que légèrement le nombre de pensionnés admissibles au supplément du revenu garanti. J'espère que vous vous en rendez compte. Leur nombre augmentera légèrement. Je ne peux pas dire qu'il s'agit tout simplement d'une erreur, car ce n'est pas une erreur. C'est l'outil de travail dont nous disposons. Nous ne disposons que de prévisions et vers la fin de l'année, nous les rajustons. Voilà pourquoi j'ai dit qu'il s'agissait de bonnes nouvelles. Il s'agit de bonnes nouvelles comme je l'ai dit dans ma déclaration car cela démontre que nous aurons un peu plus de revenu provenant de sources privées. Le nombre de pensionnés admissibles au supplément du revenu garanti diminue quelque peu.

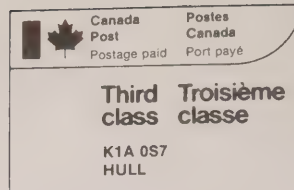
Le président: Il est 10h55, Madame Mitchell, avez-vous une question à poser; je regrette, mais il faut nous en tenir à l'horloge et je...

Mme Mitchell: J'ai une question à poser; vous avez permis au dernier intervenant de dépasser son temps de parole, monsieur le président. Cela confirme ce que disait mon collègue un peu plus tôt.

Le président: Au nom des membres du Comité, j'aimerais remercier le ministre et ses représentants d'avoir comparu et répondu aux questions des membres du Comité.

J'ai l'intention de convoquer une réunion du comité de direction au début de la semaine prochaine afin de discuter des réunions qui auront lieu la semaine prochaine où l'on discutera du projet de loi qui sera probablement soumis au Comité aujourd'hui.

La séance est levée jusqu'à nouvelle convocation du président.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Quebec, Canada, K1A 0S7*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45 boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7*

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of National Health and Welfare:

Mr. E.M. Murphy, Assistant Deputy Minister, Social
Services Programs;

Mr. J. Sinclair, Assistant Deputy Minister, Medical
Services.

Du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social:

M. E.M. Murphy, sous-ministre adjoint, Programmes des
services sociaux;

M. J. Sinclair, sous-ministre adjoint, Services médicaux.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 50

Tuesday, December 7, 1982

Chairman: Mr. Marcel Roy, M.P.

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 50

Le mardi 7 décembre 1982

Président: M. Marcel Roy, député

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Health, Welfare and Social Affairs

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent de la*

Santé, du bien-être social et des affaires sociales

RESPECTING:

Bill C-132, An Act to amend the Family Allowances Act, 1973

CONCERNANT:

Projet de Loi C-132, Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales

APPEARING:

The Honourable Monique Bégin,
Minister of National Health
and Welfare

COMPARAÎT:

L'honorable Monique Bégin,
Ministre de la Santé nationale
et du Bien-être social

WITNESS:

(See back cover)

TÉMOIN:

(Voir à l'endos)



First Session of the

Thirty-second Parliament, 1980-81-82

Première session de la

trente-deuxième législature, 1980-1981-1982

STANDING COMMITTEE ON HEALTH,
WELFARE AND SOCIAL AFFAIRS

Chairman: Mr. Marcel Roy

Vice-Chairman: Mr. Peter Lang

Berger	Halliday
Bossy	Heap
Burghardt	Mrs. Killens
Frith	Miss MacDonald
Gurbin	(<i>Kingston and the Islands</i>)
Hawkes	Marceau

COMITÉ PERMANENT DE LA SANTÉ, DU
BIEN-ÊTRE SOCIAL ET DES AFFAIRES
SOCIALES

Président: M. Marcel Roy

Vice-président: M. Peter Lang

Messrs. — Messieurs

Miss McDonald	Schroder
(<i>Broadview—Greenwood</i>)	Scott (<i>Hamilton—</i>
Mayer	<i>Wentworth</i>)
Reid (<i>St. Catharines</i>)	Weatherhead—(20)
Robinson (<i>Etobicoke—</i>	
<i>Lakeshore</i>)	

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Judith LaRocque

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Monday, December 6, 1982:

Mr. Frith replaced Mr. Bloomfield;
Mr. Weatherhead replaced Mr. Hudecki.

On Tuesday, December 7, 1982:

Mr. Heap replaced Mrs. Mitchell;
Miss McDonald (*Broadview—Greenwood*) replaced Mr.
Blaikie;
Mr. Halliday replaced Mr. McGrath.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le lundi 6 décembre 1982:

M. Frith remplace M. Bloomfield;
M. Weatherhead remplace M. Hudecki.

Le mardi 7 décembre 1982:

M. Heap remplace M^{me} Mitchell;
M^{lle} McDonald (*Broadview—Greenwood*) remplace M.
Blaikie;
M. Halliday remplace M. McGrath.

ORDER OF REFERENCE

Friday, December 3, 1982

ORDERED,—That Bill C-132, An Act to amend the Family Allowances Act, 1973, be referred to the Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs.

*ATTEST:**Le Greffier de la Chambre des communes*

C.B. KOESTER

The Clerk of the House of Commons

ORDRE DE RENVOI

Le vendredi 3 décembre 1982

IL EST ORDONNÉ,—Que le Bill C-132, Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales, soit déferé au Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

ATTESTÉ:

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, DECEMBER 7, 1982
(77)

[Text]

The Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs met at 8:06 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Marcel Roy, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Frith, Hawkes, Halliday, Heap, Mrs. Killens, Miss MacDonald (*Kingston and the Islands*), Mr. Marceau, Miss McDonald (*Broadview—Greenwood*), Messrs. Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*), Roy, Schroder and Weatherhead.

Appearing: The Honourable Monique Bégin, Minister of National Health and Welfare.

Witness: From the Department of National Health and Welfare: Mr. Del Lyngseth, Assistant Deputy Minister, Income Security.

The Order of Reference dated Friday, December 3, 1982 relating to Bill C-132 being read as follows:

ORDERED,—That Bill C-132, An Act to amend the Family Allowances Act, 1973, be referred to the Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs.

The Chairman presented the report of the Sub-committee on Agenda and Procedure which read as follows:

Your Sub-committee on Agenda and Procedure met on Monday, December 6, 1982, to consider matters relating to the Committee's Order of Reference concerning Bill C-132, An Act to amend the Family Allowances Act, 1973, and has agreed to recommend:

1. That the Minister be asked to appear on Tuesday, December 7, 1982 at 8:00 p.m. and Thursday, December 9, 1982 at 8:00 p.m.
2. That the Clerk of the Committee contact the following organizations to see if they are interested in appearing before the Committee on Bill C-132:
 - The Canadian Council on Social Development
 - National Council of Welfare
 - The Canadian Advisory Council on the Status of Women
 - The National Action Committee
3. That the Clerk report her findings to the Committee at a Sub-committee meeting at 7:45 p.m. on December 7, 1982.

On Clause 1

The Minister and the witness answered questions.

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 7 DÉCEMBRE 1982
(77)

[Traduction]

Le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales se réunit aujourd'hui à 20h06 sous la présidence de M. Marcel Roy (président).

Membres du Comité présents: MM. Frith, Hawkes, Halliday, Heap, M^{me} Killens, M^{le} MacDonald (*Kingston et les îles*), M. Marceau, M^{le} MacDonald (*Broadview—Greenwood*), MM. Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*), Roy, Schroder et Weatherhead.

Comparaît: L'honorable Monique Bégin, ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Témoin: Du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social: M. Del Lyngseth, sous-ministre adjoint, Sécurité du revenu.

Lecture est faite de l'ordre de renvoi suivant du vendredi 3 décembre 1982 portant sur le Bill C-132:

IL EST ORDONNÉ,—Que le Bill C-132, Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales, soit déferé au Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

Le président présente le rapport du Sous-comité du programme et de la procédure suivant:

Votre Sous-comité du programme et de la procédure s'est réuni le lundi 6 décembre 1982 pour étudier les questions pertinentes à l'Ordre de renvoi du Comité concernant le Bill C-132, Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales et a convenu de faire les recommandations suivantes:

1. Que l'on demande au ministre de comparaître le mardi 7 décembre 1982, à 20 heures, et le jeudi 9 décembre 1982, à 20 heures.
2. Que le greffier du Comité communique avec les organismes suivants afin de savoir s'ils sont intéressés à comparaître devant le Comité sur le Bill C-132:
 - Le Conseil canadien sur le développement social
 - Conseil national du Bien-être
 - Le Conseil consultatif canadien sur le statut de la femme
 - Le Comité sur l'action nationale
3. Que le greffier fasse rapport de ses constatations au Comité lors d'une séance du Sous-comité à 19h45 le 7 décembre 1982.

Quant à l'article 1;

Le ministre et le témoin répondent aux questions.

At 10:06 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

A 22h06, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Judith A. LaRocque

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Tuesday, December 7, 1982

• 2005

The Chairman: I see a quorum. This committee begins its consideration of its order of reference dated Friday, December 3, 1982, Bill C-132, an Act to amend the Family Allowances Act, 1973.

I am going to read the subcommittee report. (*See Minutes of Proceedings*)

Tonight we had a meeting with the Subcommittee on Agenda and Procedure and we have agreed that on Thursday, December 9, the National Action Committee on the Status of Women will appear at 4 p.m. and the minister on the same day, at the evening session, at 8 p.m. On Monday, the Canadian Council of Social Development will appear at 3.30 p.m.

We are going to start to deal with Bill C-132 on Monday night, clause by clause. It is only one clause. I presume we could report Bill C-132 on Monday night.

That is the subcommittee report. Any comments on that?

Mr. Hawkes: I move its adoption.

The Chairman: Thank you very much.

Je voudrais mentionner, pour le compte rendu, devant le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, que c'est la 77^e réunion que le Comité permanent de la Santé, du Bien-être social et des Affaires sociales convoque, et conformément à l'ordre de renvoi que nous avons reçu le 26 juillet concernant l'étude sur la mousse isolante d'urée-formol, le Comité s'est réuni à maintes occasions. Nous avons reçu des mémoires et j'aurai l'honneur de présenter le rapport demain à la Chambre. Je voudrais, pour le compte rendu, mentionner l'excellente collaboration que nous avons eue tout au cours de l'étude de ce dossier concernant la mousse isolante d'urée-formol.

Je voudrais féliciter tous les membres du Comité et remercier tous ceux qui ont pris part à la rédaction de ce rapport. Nous avons eu la collaboration de gens de la Bibliothèque du Parlement, et je voudrais mentionner le Dr Tom Curren, M. Guy Beaumier et Jacques Rousseau, qui nous ont assistés et qui ont fait un excellent travail. Je voudrais mentionner également M^{me} Francine Nantel et M^{me} Diane Burgess qui ont été les traductrices pour la rédaction du rapport.

• 2010

Si vous me permettez une comparaison, en Europe, particulièrement en France, on donne des étoiles pour l'hospitalité et la qualité des mets dans les grands hôtels de France. Je pense que le greffier, M^{me} Judith LaRocque mériterait cinq étoiles.

Elle a été d'une aide extraordinaire tout au long des séances du Comité. Elle a été responsable de la publication des

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le mardi 7 décembre 1982

Le président: Je vois que nous avons le quorum. Le comité commence son étude relative à l'ordre de renvoi du vendredi, 3 décembre 1982, portant sur le projet de loi C-132, Loi modifiant la loi de 1973 sur les allocations familiales.

Je vais maintenant lire le rapport du sous-comité. (*Voir le procès-verbal des délibérations*).

Ce soir votre sous-comité du programme et de la procédure s'est réuni et nous sommes convenus que le Conseil national d'action sur le statut de la femme soit invité à comparaître le jeudi 9 décembre à 16 heures ainsi que le ministre, le même jour, à la séance du soir à 20 heures. Le Conseil canadien de développement social comparaitra à 15h30 le lundi 13 décembre.

Nous commencerons notre étude article par article du projet de loi C-132 lundi soir. Il n'y a qu'un seul article. Je présume que nous pourrions faire rapport du projet de loi C-132 lundi soir.

Voici donc le rapport du sous-comité. Y a-t-il des commentaires?

M. Hawkes: Je propose l'adoption du rapport.

Le président: Merci beaucoup.

I would like to mention, for the record, while the Minister of National Health and Welfare is present, that this is the seventy-seventh meeting of the Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs, and in accordance with the order of reference we received on July 26, regarding a study of urea formaldehyde foam, the committee met on numerous occasions for this purpose. We received briefs and I will have the honour of tabling the report in the House tomorrow. For the record, I would like to mention the excellent co-operation we received throughout our study of urea formaldehyde foam insulation from all parties.

I would like to congratulate the members of the committee and thank all those who took part in drafting this report. We received the assistance of the Library of Parliament staff, and I would like to mention Dr. Tom Curren, Mr. Guy Beaumier and Mr. Jacques Rousseau, who were of tremendous help and did excellent work. I would also like to mention Mrs. Francine Nantel and Ms Diane Burgess who translated the report.

If you will allow me to make a comparison with Europe, and especially France, there stars are given for hospitality and the quality of the food served in the best hotels in France. I think the clerk of the committee, Mrs. Judith LaRocque, deserves five stars.

She was a tremendous help throughout the committee meetings. She was responsible for publishing requests for

[Texte]

convocations dans tous les journaux. Elle a été responsable pour céder tous les témoins qui ont comparu devant le Comité, et elle a été d'une aide extraordinaire au cours de la rédaction du rapport, car nous avons eu des complications avec le système électronique et l'ordinateur au stade de la rédaction du rapport. Je voudrais, au nom des membres du Comité, rendre un hommage tout à fait particulier à M^{me} LaRocque qui a agi comme greffier, et qui, à certains moments des discussions, m'a été d'une aide extraordinaire.

Je voudrais, en votre nom et en mon nom personnel, lui remettre un «cinq étoiles» pour sa collaboration à ce Comité durant la période où nous avons étudié le problème de la mousse isolante d'urée-formol.

Est-ce que vous êtes d'accord?

Mr. Hawkes: We can have a motion of accord with your statements and indicate that, on behalf of the committee, you might send a thank you letter to the people that you have named, expressing in a more formal way the appreciation of the committee for the very hard work that all of those people did in what was a very intensive period of work activity.

I would be prepared to move that motion if it is accepted.

The Chairman: Okay. Is there unanimous consent? Miss MacDonald, will you ...

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I will second it.

Motion agreed to.

Le président: Ce sera un devoir très agréable que d'accomplir cette noble tâche envers tous ceux et celles qui ont contribué à la préparation et à la rédaction du rapport.

Maintenant, nous continuons en présence du ministre pour étudier le projet de loi C-132, Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales.

Je ne sais pas si le ministre désire faire des commentaires d'ouverture et par la suite, peut-être, nous présenter les membres de son personnel?

L'honorable Monique Bégin (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Merci, monsieur le président. Je suis accompagnée de M. Del Lyngseth, le sous-ministre adjoint aux Programmes de la sécurité du Revenu et d'autres fonctionnaires sont également avec nous.

I think, Mr. Chairman, that I cannot add anything to the debate by speaking at this point, since we are just out of the House where I had enough time to make a rather long speech, and I would ... is that the word in English ... defer to questions from the committee members.

The Chairman: Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Thank you, Mr. Chairman.

Can the minister first make clear what the anticipated savings to government will be from the cutting of family allowance back, perhaps on an annual basis? How much in 1983 and how much in 1984?

[Traduction]

briefs in all the newspapers. She was also responsible for scheduling the witnesses who appeared before the committee, and she was of tremendous assistance throughout the drafting of the report, as we had complications with the electronic system and the computer while the report was being drafted. On behalf of all the members of the committee, I would like to pay a special tribute to Mrs. LaRocque, the clerk of our committee, who at certain points in our study was of tremendous help to me.

On your behalf and on my own personal behalf, I would like to give her "five stars" for her tremendous contribution to this committee during the period when we studied the problem of urea-formaldehyde foam insulation.

Do you agree to this?

M. Hawkes: On pourrait peut-être présenter une motion témoignant de notre accord avec ce que vous venez de dire et indiquer qu'il y aurait peut-être lieu d'envoyer, au nom de tous les membres du comité, une lettre de remerciement à tous ceux que vous avez nommés, afin d'exprimer de façon plus officielle la reconnaissance du comité pour tout le travail effectué par ces personnes au cours de cette période d'activités très intenses.

Je suis prêt à proposer la motion si elle est acceptée.

Le président: D'accord. Y a-t-il consentement unanime? Mademoiselle MacDonald, pourriez-vous ...

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je vais l'appuyer.

La motion est adoptée.

The Chairman: It will be my very pleasant duty to accomplish this noble task in order to thank all those who prepared and drafted the report.

Now, as the minister is present, we will go on to study Bill C-132, an Act to amend the Family Allowances Act, 1973.

I do not know whether the minister would like to make an opening statement first or not. Perhaps she could introduce the members of her staff?

Hon. Monique Bégin (Minister of National and Health and Welfare): Thank you, Mr. Chairman. I am accompanied by Mr. Del Lyngseth, the Assistant Deputy Minister for Income Security Programs as well as other officials of the department.

Monsieur le président, je ne crois pas pouvoir ajouter quoi que ce soit au débat comme nous venons de quitter la Chambre où j'ai eu l'occasion de faire un discours assez long, et je suis donc prête à répondre aux questions que voudront poser les membres du comité.

Le président: Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Merci, monsieur le président.

Le ministre pourrait-elle d'abord nous indiquer les sommes que le gouvernement espère économiser en réduisant les allocations familiales, et ce, sur une base annuelle? Il s'agira de quelle somme en 1983 et 1984?

[Text]

Madam Bégin: I gave the figures in the House a few days ago. They are the same. So in the House I gave the total savings for the two years which are approximately \$320 million over the two years; gross savings on family allowances minus a foregone revenue of \$250 million over the two years to the child tax credit because of its increase. This sum, distributed year by year, was also I think what you wanted to know.

• 2015

Mr. Hawkes: Yes, in 1983.

Madam Bégin: In 1983 an approximation of \$115 million reduction on family allowances, with the \$250 million forgone revenue on the child tax credit immediately all in one year. So that is not a savings; it is the opposite. It is an added expenditure for next year. And a gross saving reduction, in other words, of family allowances of some \$200 million in 1984.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): How much did you say in 1984?

Mr. Hawkes: \$200 million. What is the inflation factor?

Madam Bégin: If I take just the family allowances, \$115 million in 1983; \$200 million in 1984; but the child tax credit added expenditures by way of forgone revenues is \$250 million, all in 1983.

Mr. Hawkes: That will apply to income in . . .

Madam Bégin: There is \$5 million missing in the sense that the figures I used in the House say approximately a total of \$320 million, and this will add up to \$315 million.

Mr. Hawkes: What is the inflation factor that you are using in 1984 for those calculations?

Madam Bégin: It is 5%. What do you mean? I do not understand the meaning of the question.

Mr. Hawkes: Well, without this bill before us today, it would be at the rate of inflation for the country. The intention of this bill is to cap it at 5% in 1984. Therefore, if you are calculating a saving of \$200 million in 1984, you must in fact have a projected inflation factor for 1984: 7%, 10%, 11%.

Madam Bégin: My assistant deputy minister says it is a little more complicated than that. Can I ask him to answer, please.

Miss MacDonald: It sure is a little more than 5%.

Mr. Del Lyngseth (Assistant Deputy Minister, Income Security, Department of Health and Welfare): The . . .

Madam Bégin: I never like answers of officials when they start that way; you realize that.

[Translation]

Mme Bégin: J'ai donné les chiffres à la Chambre il y a quelques jours. Ce sont toujours les mêmes chiffres. J'ai donc cité à la Chambre le total des économies pour deux années, soit environ \$320 millions; ce sont les économies brutes sur les allocations familiales, moins une recette non perçue de \$250 millions pour deux ans au titre de l'augmentation du crédit d'impôt pour enfant. Je pense que c'est ce chiffre, réparti année par année, que vous vouliez connaître.

M. Hawkes: Oui, pour 1983.

Mme Bégin: En 1983 nous avons une réduction approximative de \$115 millions au titre des allocations familiales. Avec les \$250 millions de recettes non perçues pour le crédit d'impôt pour enfant, tout ça pour une année. Ce dernier chiffre ne représente pas une économie, c'est exactement le contraire. C'est une dépense supplémentaire pour l'année prochaine. Nous avons ensuite en 1984 une réduction brute de \$200 millions environ pour les allocations familiales.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Combien pour 1984?

M. Hawkes: \$200 millions. Quel est l'indice de l'inflation?

Mme Bégin: Si je parle simplement des allocations familiales, \$115 millions en 1983; \$200 millions en 1984; mais le crédit d'impôt pour enfant ajoutée, sous forme de recettes non perçues, une dépense de \$250 millions en 1983.

M. Hawkes: Cela concerne le revenu . . .

Mme Bégin: Il y a \$5 millions qui manquent, dans la mesure où les chiffres que j'ai utilisés à la Chambre parlent d'un total approximatif de \$320 millions, or nous en arrivons ici à \$315 millions.

M. Hawkes: Quel est le facteur inflation que vous utilisez pour votre calcul de l'année 1984?

Mme Bégin: 5 p. 100. Que voulez-vous dire? Je ne comprend pas votre question.

M. Hawkes: Sans ce projet de loi qui nous est présenté aujourd'hui, ces sommes devraient être calculées en tenant compte de l'inflation. Le projet de loi veut donc réduire ce pourcentage à 5 p. 100 pour 1984. Si vous calculez une économie de \$200 millions en 1984, vous devez avoir un facteur d'inflation pour 1984 de 7 p. 100, 10 p. 100, 11 p. 100.

Mme Bégin: Mon sous-ministre adjoint dit que c'est un peu plus compliqué que cela. Est-ce que je peux lui demander de vous répondre.

Mlle MacDonald: C'est certainement un peu plus que 5 p. 100.

M. Del Lyngseth (sous-ministre adjoint, programme de la sécurité du revenu, ministère de la Santé et du Bien-être): Le . . .

Mme Bégin: Je n'aime pas beaucoup les réponses des hauts fonctionnaires qui commencent comme cela; vous me comprenez.

[Texte]

Mr. Lyngseth: The inflation factor that would have applied for this coming year, 1983, was 11.2%. Now that is not quite the same as . . .

Madam Bégin: You have written 1982 here.

Mr. Lyngseth: Yes, because it is—84.

Mr. Hawkes: Excuse me. It is the 1982 inflation rate which determines the 1983; so it is the 1983 inflation rate that is to be allowed for.

Mr. Lyngseth: The formula is really the 12-month period, November to October inclusive, over the percenting . . .

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): No problem with that. It is the next year.

Mr. Lyngseth: And then the next year is an estimated 8.5%. The 11.2% is actual now, because we do have the figures in for the November period.

Mr. Hawkes: The rates are 3.5% saving in 1984 but, on a smaller base, because of the capping in 1983. So it is really more than that in 1984. It would be a saving of somewhere close to 5%. Okay.

We have today the Auditor General's report, and on page 385 and in other places, he deals with the family allowance program. He indicates that you have had no birth verification procedures in place up to this point. After all these years, that part of the process which would determine eligibility has not been in place, but that there is the intention to put it in place. The question which lies behind that statement in the Auditor General's report is: Do you have an estimate of the number of people currently receiving family allowance cheques, who are not entitled to them because the births have not been verified?

• 2020

Do you suspect that people are collecting family allowance payments when in fact they do not have a child? Do you have that suspicion, and if you do, do you have an estimate of the extent to which that is happening?

Madam Bégin: Mr. Lyngseth?

I never heard of that problem in my life, so I will ask the assistant deputy minister . . .

Mr. Hawkes: It is a significant part of the Auditor General's report.

Madam Bégin: I read the Auditor General's report.

Mr. Hawkes: I thought these kinds of things had been shared with departmental officials. In fact, in the report there is a response from the department, I think; there is an indication of that.

Madam Bégin: I repeat: that is why I am asking Mr. Lyngseth to answer.

Mr. Hawkes: Okay. Thank you.

[Traduction]

M. Lyngseth: L'inflation qui s'appliquerait pour l'année 1983 serait de 11,2 p. 100. Cela n'est pas exactement la même chose que . . .

Mme Bégin: Vous avez écrit ici 1982.

M. Lyngseth: Oui, parce que c'est . . . 84

M. Hawkes: Excusez-moi. C'est à partir du taux d'inflation de 1982 que l'on prévoit celui de 1983; c'est donc bien le taux de 1983 qui nous intéresse ici.

M. Lyngseth: La formule s'applique à une période de douze mois, de novembre à octobre inclus, pour le pourcentage . . .

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Ce n'est pas le problème. Nous parlons de l'année suivante.

M. Lyngseth: L'année prochaine nous avons 8,5 p. 100. Les 11,2 p. 100 sont applicables maintenant, pour la période commençant au mois de novembre.

M. Hawkes: Les taux sont de 3,5 p. 100 d'économie en 1984, mais, à partir d'une base plus petite, en raison de la réduction de 1983. C'est donc plus que ça pour 1984. Ce serait une économie approchant plus les 5 p. 100. Très bien.

Nous avons ici aujourd'hui le rapport du vérificateur général, et à la page 385 ainsi qu'à d'autres il est question du programme des allocations familiales. Ce rapport indique que vous ne disposez d'aucun mécanisme de vérification pour les naissances. Après toutes ces années d'administration, rien ne vous permet encore de vérifier si quelqu'un a véritablement droit aux allocations qu'il touche, mais vous auriez, d'après le rapport, l'intention de mettre en place ce mécanisme de vérification. La question qui se cache derrière cette constatation du vérificateur général est celle-ci: Disposez-vous d'un chiffre estimatif des personnes qui touchent les allocations familiales, alors qu'elles n'y auraient pas droit aucune vérification n'ayant eu lieu pour les naissances?

Est-ce que vous soupçonnez certaines personnes de toucher l'allocation familiale alors qu'il n'y a pas d'enfant? Dans ce cas, avez-vous un chiffre estimatif de l'ampleur du phénomène?

Mme Bégin: M. Lyngseth?

C'est bien la première fois que j'entends parler d'un tel problème, je demanderait donc au sous-ministre adjoint . . .

M. Hawkes: C'est pourtant un passage important du rapport du vérificateur général.

Mme Bégin: Je l'ai lu.

M. Hawkes: Je pensais que ce genre de constatation était le résultat de consultation avec les hauts fonctionnaires du ministère. En fait, il y a une réponse du ministère dans le rapport, si je ne me trompe, quelque chose s'y rapporte.

Mme Bégin: Je le répète: c'est la raison pour laquelle je demande à M. Lyngseth de répondre.

M. Hawkes: Très bien. Merci.

[Text]

Mr. Lyngseth: Yes. We have birth verification procedures that need to be improved. I think that is the burden of the observation in the report and also of our response. We have done a number of checks of one kind and another that leave us to think we would have very few cases of benefits to children who have not in fact been born. We do not have an estimate, but we feel quite confident it would be low. Nevertheless, we have to tighten up our control procedures; we considered that...

Mr. Hawkes: There is a conundrum in there. If there is no cheating occurring, you do not need the extra administrative expense, but if you are going to the extra administrative expense it must be because you think cheating has been occurring or will occur.

Mr. Lyngseth: It is a part of that, I think. If there is a possibility of some cheating, we want to rule it out as much as we can. We think we can do that without undue additional administrative expense. It is in part a correction of our procedures; it is in part utilizing better equipment when we can adapt to it, and that type of thing.

Mr. Hawkes: There is another implication of cheating in the Auditor General's report—or the possibility of cheating—that is related to those older children under the age of 18, probably between the ages of 15 and 18, because you lose your eligibility when in fact you have taxable income. There is an indication in the Auditor General's report that you have not had procedures in place over these many years to systematically inform recipients of the conditions of eligibility related to the presence of taxable income. Do you have an estimate of the savings inherent for the department if in fact this eligibility requirement were better known and enforced?

Mr. Lyngseth: Yes, we have had an estimate of that. I am trying to remember it. It was, I think, in the order of \$5 million—the estimate of the savings we would incur if we were able to stop paying the family allowance on behalf of all children who earn more than taxable income. I am aware of that observation in the Auditor General's report. We have made some effort to ensure people are aware of this provision. It is noted in our brochures, of course, but in addition we have made a note of this in one or two recent family allowance cheque inserts.

Mr. Hawkes: Can I go back to the minister? I think you are puzzled by my line of questioning. I think the primary...

Madam Bégin: No, I am not. It is just that I find it a bit unfair, because had we known I would have, first of all, brought these documents instead of Bill C-132, and I would have other officials with me as well. I apologize for not knowing you could even do that, because it is not directly the subject matter of the bill.

Mr. Hawkes: In the defence of the bill on behalf of the government, which I think you have made consistently in the House and certainly in committee and in supplementary estimates the other day, we hear repeatedly that the government has no money. On behalf of my party, I think we make

[Translation]

M. Lyngseth: Oui. Nos procédures de vérification des naissances demanderaient à être améliorées. C'est bien ce qui ressort du rapport et c'est également ce que nous avons répondu. Nous avons fait plusieurs contrôles, d'une sorte ou d'une autre, qui nous permettent de penser qu'il y aurait quelques rares cas de fraude. Nous n'avons pas de chiffres estimatifs, mais nous sommes à peu près certains qu'ils seraient très bas. Néanmoins, nous devons exercer des contrôles plus serrés; nous pensons que...

M. Hawkes: Je crois qu'il y a ici un petit mystère. S'il n'y a pas de fraude, vous n'avez pas besoin d'engager des dépenses au ministère, mais si vous engagez ces dépenses c'est bien parce que vous pensez qu'il y a des fraudes ou qu'il y en aura.

M. Lyngseth: Plus ou moins, je pense. Il y a possibilité de fraude, nous voulons l'exclure autant que possible. Nous pensons pouvoir le faire sans engager de dépenses supplémentaires trop importantes. Il s'agit en partie d'améliorer nos vérifications; en utilisant, lorsque nous pouvons l'adapter au problème, un matériel amélioré.

M. Hawkes: Il y a une autre conséquence à cette question de la fraude qui est mise en évidence par le rapport du vérificateur général—ou de la possibilité de la fraude—et qui concerne les enfants de moins de 18 ans, sans doute entre 15 et 18 ans, âge à partir duquel vous perdez le droit à l'allocation, puisqu'il y a là un revenu imposable. Il y a une indication dans ce rapport du vérificateur général selon laquelle vous n'avez rien fait depuis tant d'années, pour informer les ayants droit des conditions d'admissibilité à partir du moment où il y a un revenu imposable qui intervient. Avez-vous une estimation des économies que le ministère réaliserait si les conditions d'admissibilité étaient mieux connues et mieux appliquées?

M. Lyngseth: Oui, nous avons fait une estimation de ce chiffre. Je cherche à m'en souvenir. Je crois que c'était de l'ordre de 5 millions de dollars—cela correspond donc aux économies que nous pourrions faire si nous pouvions arrêter de verser l'allocation à des familles lorsque certains enfants gagnent plus que le minimum imposable. Je sais que le rapport du vérificateur général en parle. Nous avons fait des efforts pour que cette disposition soit bien connue de tous. Elle est inscrite dans nos dépliants, bien sûr, et à cela nous avons ajouté une note sur un ou deux des derniers chèques envoyés aux familles.

M. Hawkes: Est-ce que je peux revenir au ministre? Je crois que vous avez du mal à suivre mes questions. Le premier...

Mme Bégin: Non, pas du tout. Je trouve que le procédé est un peu injuste, et si nous avions su que nous devions répondre à ces questions, au lieu de discuter du projet de Loi C-132, j'aurais fait venir d'autres hauts fonctionnaires avec moi. Je m'excuse de ne pas savoir que vous pouviez poser ces questions, qui ne rentrent pas vraiment dans le cadre du projet de loi.

M. Hawkes: Pour défendre ce projet de loi au nom du gouvernement, ce dont vous vous êtes très bien acquittée à la Chambre et certainement aussi en comité au moment du budget supplémentaire l'autre jour, vous avez répété que le gouvernement était à court d'argent. Au nom de mon parti, je

[Texte]

the point consistently that there is a lot of waste in the system, that money could be found if in fact we had procedures in place to find it. I think my questions to this point this evening are two places right within family allowance, where the Auditor General makes it clear there are savings.

• 2025

On one of those two, we have had an estimate of \$5 million for a year. That would be \$10 million over two years. Your net saving over two years is only \$70 million, so one-seventh of it is in one of the things the Auditor General has identified for us.

The other day I asked you about the government's policy priority to purchase service stations instead of making family allowance payments or pension payments. I think those are legitimate issues of public debate, and I am clearly on the side of saying the social support system in the present crisis is more important than buying existing service stations.

But I direct your attention to another section of the Auditor General's report dealing with the Petroleum Compensation Fund. One year ago almost to the day, I began pushing in Public Accounts committee for a comprehensive audit of what is involved there, the expenditure of billions of dollars; and I laid out 12 ways in which I felt that fund was being ripped off.

In this report, they have begun that audit and reported on two of those. The very first one indicates a policy shift in 1977 cost the federal government in the order of \$80 million, which is a sum greater than the savings involved here in this family allowance bill.

I bring that to your attention out of some sense of frustration. I look at the social policy envelope of the Government of Canada; and I see it going down from 1980-1981, which was 42% of total expenditures. In 1981-1982, it was 42.2%; and in 1982-1983, it is at 39.3%.

The social policy envelope, relative to other expenditures of the government, is going down. It is the recipients of payment to families, the recipients of pensions, who are being asked to take a cut; and this committee is being asked to endorse the taking of that cut, when it is not very difficult to look around and find equivalent amounts of money being wasted by the government, to find equivalent amounts of money receiving priority by the government. Those are priorities with which I would think most members of this committee would have difficulty.

I am wondering what goes on in Cabinet sometimes that makes this piece of legislation priority for us and for our

[Traduction]

crois que nous avons très bien montré à quel point il y a du gaspillage dans le système, et que l'argent pourrait être là si certaines procédures et certains mécanismes étaient en place. Mes questions, ce soir, se rapportent donc à deux passages concernant les allocations familiales, là où le vérificateur général dit très clairement que l'on fait des économies.

Voici l'un des deux; comme nous avons prévu 5 millions pour une année, cela ferait 10 millions pour deux ans. Cela représenterait une économie nette de 70 millions de dollars seulement pour deux ans, c'est-à-dire qu'un septième est attribuable à une des circonstances que le Vérificateur général nous a signalées.

L'autre jour, je vous ai posé une question au sujet de cette politique que le gouvernement a d'acheter des stations services au lieu de verser des allocations familiales ou des pensions de vieillesse. Ce sont là des questions dont il est légitime de discuter, et pour ma part, je n'hésite pas à soutenir le système social qui me semble beaucoup plus important dans la période de crise que nous traversons que l'achat de stations services qui existent déjà.

Cela dit, j'attire votre attention sur un autre chapitre du Rapport du Vérificateur général qui traite du Fonds de compensation du pétrole. Il y a un an, presque à un jour près, j'ai commencé à essayer de convaincre le Comité des comptes publics d'entreprendre une vérification globale de toute cette situation, de ces dépenses qui s'élèvent à des milliards de dollars. J'ai même énuméré 12 façons de frauder le fonds qui, selon moi, sont utilisées.

Cette vérification a maintenant été entreprise et ce rapport contient des précisions sur deux de ces méthodes de fraude. Dans le premier cas, on voit qu'une modification de sa politique en 1977 avait coûté au gouvernement fédéral quelque chose de l'ordre de 80 millions de dollars, un total supérieur aux économies qui seront réalisées grâce à ce bill sur les allocations familiales.

Si j'attire votre attention sur ce point, c'est que j'éprouve une certaine frustration. Je regarde ce qu'il y a dans l'enveloppe de la politique sociale du gouvernement du Canada et je vois que cela diminue; en 1980-1981, c'était 42 p. 100 des dépenses totales; en 1981-1982, 42,2 p. 100 et, en 1982-1983, 39,3 p. 100.

Comparée aux autres dépenses du gouvernement, l'enveloppe de la politique sociale s'amincit. Ce sont les bénéficiaires des allocations familiales, des pensions, à qui on demande de faire le sacrifice, et l'on vient demander à ce Comité d'entériner cette situation quand il n'est pas très difficile de voir le gouvernement gaspiller des sommes d'argent équivalentes, les consacrer à d'autres choses à quoi on donne la priorité. Or, ce sont ces priorités que la plupart des membres de ce Comité ont du mal à accepter.

Je me demande parfois ce qui peut se produire au Cabinet pour qu'on finisse par donner à notre Comité ce projet de loi

[Text]

committee at this time, when we could look in other places for those savings rather than here.

I wonder if the minister would want to comment on my sense of priorities versus the government's sense of priorities.

Madam Bégin: Yes, with pleasure.

First, just for the record, I just want to clarify one example you used although I understand the line of reasoning you are following. There are wastes in the system; you say they should be corrected first, before anybody is forced to receive a smaller increase in family allowance.

On the case of the service stations being purchased by Petro-Canada, the answer I should have given you the other day was that whatever sum of money was put aside for that purchase, that did not come from the government budget. It is not a sum of money on which we had any discretion of votes. It was under Petro-Canada's budget.

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, may I make a comment on that?

Madam Bégin: Let me finish. I would like to finish; it is my time now, if you permit. It is elementary.

You list waste or possible errors in my system of control of the various huge statutory payments we have, as identified by the Auditor General. That is one thing. Of course, we will do our best to always improve the system.

• 2030

If you are fair you must also add that the Auditor General is pretty clear as to his global judgment and the administration of these huge statutory programs, in particular the cheques to individuals, and that in general terms it is very well administered. If savings are there by methods of control that may not even exist, because he does not give us the recipe—he points to things that may appear to an auditor as weaker—we are talking of a few million dollars.

The government's philosophy in the Cabinet discussion, which is what you want to understand, was made like this: In the June budget, we decided we had reached the time where the psychological dimensions of the too-high inflation we were witnessing in Canada had to be recognized and dealt with by another psychological weapon, which was a sword—and I know the words might make you smile—a sword of a national campaign of solidarity of all Canadians, mobilizing all Canadians toward cutting in half the forecasted rates of inflation of 12 and 10 to 6 and 5. It was an arbitrary—to my knowledge—choice of common purposes for Canadians to try to embark all partners into, as I said... to mobilize all partners.

[Translation]

en priorité alors qu'il y a tellement d'autres endroits où il serait préférable de réaliser des économies.

Que pense le ministre de mon sens des priorités comparé à celui du gouvernement?

Mme Bégin: Oui, avec plaisir.

Pour commencer, je tiens à mettre au point un exemple que vous avez donné mais en même temps, je comprends ce que vous voulez dire. Il y a du gaspillage dans le système; vous prétendez que c'est là qu'il faut commencer par agir, avant de forcer les gens à se contenter d'une plus faible augmentation des allocations familiales.

Quant aux stations services qui sont rachetées par Petro-Canada, j'aurais dû vous dire l'autre jour que les fonds qui ont été réservés à cette transaction ne sont pas sortis du budget du gouvernement. Il ne s'agissait pas de fonds dont nous pouvions disposer à notre discrétion, cela venait du budget de Petro-Canada.

M. Hawkes: Monsieur le président, vous permettez?

Mme Bégin: Permettez-moi de finir. Je voudrais finir, si vous le permettez, c'est mon tour de répondre. C'est élémentaire.

Vous faites la liste des secteurs de gaspillage ou des erreurs qui pourraient s'être introduites dans mon système de contrôle des énormes paiements statutaires que nous effectuons, tout cela selon les directives du Vérificateur général. Cela, c'est une chose. Evidemment, nous ferons tout notre possible pour améliorer le système.

En toute justice, vous devez reconnaître également que le vérificateur général fait des observations extrêmement claires sur l'administration globale de ces énormes programmes statutaires, en particulier les chèques émis à l'intention de particuliers; bref, il observe qu'en général c'est extrêmement bien administré. S'il est possible d'effectuer des économies grâce à des contrôles qui n'existent peut-être même pas, en tout cas, il ne nous donne pas la recette, il se contente de signaler certains points qui, à son oeil de vérificateur, semblent présenter des faiblesses; de toute façon, il s'agit de quelques millions de dollars.

Pendant la séance de Cabinet, la politique du gouvernement, et c'est ce que vous voulez comprendre, a été adoptée de la façon suivante: à l'occasion du budget de juin, nous nous sommes aperçus que les dimensions psychologiques de l'inflation excessive à laquelle nous assistions au Canada devaient être prises en considération et que pour s'y attaquer il fallait une autre arme psychologique, un véritable aiguillon—et je sais que le mot va vous faire sourire—l'aiguillon d'une campagne nationale de solidarité de tous les Canadiens, une mobilisation générale pour réduire de moitié les taux d'inflation prévus, les ramener de 12 à 6 p. 100 et de 10 à 5. Je pense que d'une certaine façon c'est peut-être choisir arbitrairement un objectif commun pour tous les Canadiens, l'objet d'une croisade généralisée.

[Texte]

Some measures were proposed for that. In other words, all measures that we think could fall directly under federal responsibility. The other partners are the provincial players, or the private sector, or the unions, being invited to join in. Among sacrifices we ask from taxpayers in general—family allowance recipients, pensioners—in these two groups we were, by the way, clear in making it a sacrifice for those over the need for an income supplement, be it the child tax credit or the GIS.

Members of Parliament and ministers, etc., asked them by law necessarily, but translated into this legislation, to accept that contribution toward fighting inflation. We also decided not to increase the deficit. We thirdly, and lastly, decided that if any "savings" could be found, either through these exercises and/or through—comment dit-on?—cutting some in our programs, and all departments to my knowledge did self-inflict cuts to themselves, we would put that money into job-creation and job-protection. It was not as much as we would have liked. I think the dream of many members was to reach the magic figure of \$2 billion; it was far less money. But that was the philosophy and that is the philosophy behind this.

Mr. Hawkes: Can I just make one comment? I know and I understand the difficulty in Cabinet of dealing with other ministers' portfolios, but we identified in the energy committee that there is a current subsidy of close to \$1 billion for Petro-Canada; there is a direct up-front subsidy of \$400 million. These are items over which you do have control. If they use the internal budget the federal government provides to them to then turn around and buy service stations, I do not think Cabinet can cut themselves adrift from that decision, because they are providing considerably more money than that purchase requires to that corporation on an annual basis. It is a clear-cut preference of the current government and the current Cabinet to spend money in that fashion, rather than this fashion. Just to obscure it with an intermediary does not change the basic rhythm; that, in fact, is what is happening. I suspect the Cabinet as a whole does not really realize the extent to which that is happening. I just make that comment.

The Chairman: Are you through?

Mr. Hawkes: My time is up, I presume. I will go back on for another round.

The Chairman: Does the minister want to make any comments on that?

Miss McDonald.

• 2035

Miss McDonald (Broadview—Greenwood): I would like to ask the minister to comment on the choices made in the decision to cut the indexing in family allowance. There are, of

[Traduction]

Pour y parvenir, certaines mesures furent proposées. Autrement dit, tout ce qui nous semblait relever des responsabilités fédérales. Les autres partenaires de cette entreprise étaient bien sûr les joueurs provinciaux, le secteur privé, les syndicats, tous invités à participer. En même temps, nous demandions à la masse des contribuables de faire certains sacrifices; les bénéficiaires d'allocations familiales, de pensions—pour ces deux groupes, nous faisons une distinction très claire avec le besoin d'un supplément de revenu, qu'il s'agisse du crédit d'impôt par enfant ou du supplément de revenu garanti.

Les membres du Parlement et les ministres demandèrent à la population d'accepter cette contribution dans le but de lutter contre l'inflation forcément grâce au processus législatif, c'est-à-dire ce projet de loi. Par la même occasion, nous décidions de ne pas augmenter le déficit. Enfin, en troisième lieu, si des «économies» pouvaient être réalisées, soit grâce à ces mesures, soit, comment dit-on, grâce à des coupures dans nos programmes—et, que je sache, tous les ministères ont effectué volontairement ces coupures—eh bien, ces économies seraient utilisées pour créer des emplois et protéger les emplois existants. Évidemment, ce n'était pas tout ce que nous aurions aimé faire. Beaucoup parmi nous avaient rêvé de parvenir au chiffre magique de deux milliards de dollars, mais bien sûr nous n'y sommes pas parvenus. Quoi qu'il en soit, voilà comment les choses se sont passées, voilà l'origine de ce projet de loi.

M. Hawkes: Vous permettez une observation? Je comprends bien que ce n'est pas toujours facile lorsque des ministres du Cabinet s'occupent des portefeuilles d'autres ministres, mais au Comité de l'énergie, nous nous sommes aperçus que Petro-Canada recevait actuellement des subsides de près de un milliard de dollars. D'autre part, il y a subventionnement direct de 400 millions de dollars. Voilà des postes sur lesquels vous exercez un contrôle certain. Si Petro-Canada puise à même le budget qui lui a été assuré par le gouvernement fédéral pour courir acheter des stations services, je ne vois pas comment le Cabinet peut se dissocier de cette décision ayant déjà autorisé à cette Société un financement annuel bien plus considérable. De toute évidence, le gouvernement actuel, le Cabinet actuel préfère dépenser l'argent de cette façon-là et non pas de celle-ci. Ce n'est pas parce qu'on brouille les cartes avec un intermédiaire que la situation change, et c'est précisément ce qui se produit. J'en viens à me demander si le cabinet se rend vraiment compte de ce qui se produit. C'est une simple observation.

Le président: Vous avez fini?

M. Hawkes: Je crois que mon temps est écoulé. Je reprendrai au second tour.

Le président: Est-ce que le ministre souhaite répondre?

Madame McDonald.

Mlle McDonald (Broadview—Greenwood): J'aimerais demander au ministre de nous parler des choix qui ont été faits dans la décision de couper l'indexation des allocations familia-

[Text]

course, three direct child support programs at the federal level. There is the family allowance; the child tax credit and, of course, the child tax exemption which has not really been very much discussed. My understanding is that for 1980 the amount of money lost through the child tax exemption is in the order of \$655 million, a fairly sizeable amount of money. Now the three programs have quite different implications as to whom they help and affect.

The child tax exemption, of course, is a very regressive tax. It aids the richest families the most, middle families middling, and poorer families which pay no income tax at all, of course, get no child tax exemption. It is also a program which gives the benefit largely to the person who is not the prime parent in the family. It goes largely to fathers in the family because they are the larger wage earners, especially if they are not the prime parent—they are in the paid labour force. They are making the money and they are the ones who claim the child tax deduction. So we have a program being continued unaffected which does not achieve some of the objectives that I would have thought might be very high priority and we have a program being cut which has the benefit of putting money into the hands of the prime parent of the child and which also does not have the regressive features that the child tax exemption has. I wonder, given these different criteria, if we could have some discussion as to why the particular choice was made that was made.

Madam Bégin: I think I want to make two observations on that point. First a correction. I think the value of the foregone revenues of the child tax exemption is, like I said in the House, \$800 million. In other words, it is bigger than what you suggest.

Miss McDonald (Broadview—Greenwood): For what year?

Madam Bégin: For 1982-1983, we think it will be . . .

Miss McDonald (Broadview—Greenwood): Oh, for 1982 . . . Okay.

Madam Bégin: —\$900 million gross. What does gross mean? I mean, it is a foregone revenue.

Mr. Lyngseth: That is right. There is the provinces that get a piece of that.

Madam Bégin: Oh, okay. The child tax exemption, and that is one of the reforms I will be very happy to see made one day by a Minister of Finance, if abolished and transferred into the child tax credit, for example, which is a progressive measure in terms of equity and redistribution, and by that I mean fighting poverty, here in the case of families with children, is not, on the other hand, a measure . . . because it is a tax measure and because it is an exemption—it is not a cheque people receive by mail—the proper tool if you want to engage in a campaign mobilizing public opinion in Canadians. That is what I was

[Translation]

les. Il existe trois programmes d'aide directe pour les enfants à l'échelle fédérale. Il s'agit des allocations familiales, du crédit d'impôt pour les enfants et de la déduction d'impôt pour les enfants dont on n'a pas beaucoup parlé. Je crois savoir que, en 1980, les pertes de revenu du gouvernement au chapitre de la déduction d'impôt pour les enfants s'élevaient à quelques 655 millions de dollars ce qui est un montant assez important. Ces trois programmes ont des répercussions très différentes sur les diverses couches de la société.

La déduction d'impôt pour les enfants est un impôt régressif. En effet, cette disposition profite le plus aux familles riches, tandis que les familles à revenu moyen et les familles pauvres qui ne payent pas d'impôt du tout ne jouissent pas de cette déduction d'impôt pour les enfants. C'est aussi un programme qui profite beaucoup à la personne qui n'est pas le parent principal dans la famille. C'est une disposition qui profite surtout au père de famille, parce que ce sont eux qui en général gagnent le plus, surtout dans les cas où le père n'est pas le parent principal. Ils font partie de la main-d'oeuvre rémunérée. Ils gagnent de l'argent et peuvent donc se prévaloir de la déduction d'impôt pour les enfants. Nous avons donc d'une part un programme qui continue de s'appliquer même s'il ne répond pas à certains des objectifs auxquels j'aurais espéré que nous aurions accordé une très haute priorité et, d'autre part, un programme qui fait l'objet de coupures et qui profitait aux parents principaux de l'enfant et qui ne compte pas d'élément régressif comme la déduction d'impôt. J'aimerais donc, compte tenu de ces divers critères, que le ministre nous explique pourquoi l'on a fait ce choix particulier.

Mme Bégin: J'ai deux choses à dire là-dessus. J'aimerais commencer par apporter une correction. Les pertes de revenu attribuables aux déductions d'impôt, s'élèvent, comme je l'ai dit à la Chambre, à 800 millions de dollars. En d'autres termes, elles sont beaucoup plus importantes que vous semblez le croire.

Mlle McDonald (Broadview—Greenwood): En quelle année?

Mme Bégin: En 1982-1983, nous estimons que ces pertes s'élèveront . . .

Mlle McDonald (Broadview—Greenwood): Oh, pour 1982 . . . très bien.

Mme Bégin: . . . à quelques 900 millions de dollars brut. Qu'est-ce que brut veut dire? Et bien, je parle d'une perte de revenu.

M. Lyngseth: C'est exact. Les provinces en touchent une partie.

Mme Bégin: Ah, très bien. Vous avez parlé de déductions d'impôt pour les enfants. Eh bien, c'est là l'une des réformes que j'aimerais voir le ministre des Finances effectuer un jour. En effet, si ces déductions étaient abolies et transférées au crédit d'impôt pour les enfants, par exemple, ce qui serait une mesure progressive sur le plan de la justice et de la redistribution des richesses, et j'entends par là la lutte contre la pauvreté, dans le cas des familles qui ont des enfants, et qui ne serait pas une mesure . . . parce que c'est une mesure fiscale et une déduction—ce n'est pas un chèque que l'on reçoit par la

[Texte]

trying to explain is our objective and a succeeding objective, we believe.

Secondly, the child tax exemption is one of the three elements of the child benefit systems and if looked at, should be looked at in the context of a complete package analysis and reform. We were not engaged in that exercise. It was not our objective. Our objective was to mobilize all Canadians or many Canadians towards fighting inflation and job protection and creation. The mechanism of the family allowance was it seemed to us the proper mechanism to do that rapidly, that was a key element in the program, and at the same time fairly, because we automatically could easily use the child tax credit to compensate all those of lower incomes. I am not saying that I negate the need. To the contrary, since I am in politics I think I am supporting the view expressed in several quarters that, the exemption is a regressive form in social policies.

• 2040

Miss McDonald (Broadview—Greenwood): For 1983, it seems the two measures together, the family allowance and then the offsetting child tax credit, are not even going to save money at all. So it is not clear how one can defend it on the grounds this is going to mobilize people, when it is not even going to be a saving at all.

Madam Bégin: The campaign is a two-year campaign; and in the two years, it is saving \$70 million. That is not negligible.

Miss McDonald (Broadview—Greenwood): I wonder if I could direct a question, then, to the matter of the base, when re-indexing comes back two years hence.

Of course, one of the criticisms we have given is that the whole base will then be reduced for the universal program, which is something to which we give a very high priority. I wonder what consideration has been given to boosting the base at that point so that this permanent loss . . .

We are very concerned about the principle of universality, and we do not want to see this base lost. If it is lost, then this is going to be a very significant cut for the long-term program.

My question is: When the indexing is reintroduced in two years, if it is indeed reintroduced, it will be according to the plans at the moment on the lower base. I wonder what consideration has been given to increasing that base so that we do not have the permanent loss in the universal aspect of the child support program.

Madam Bégin: First, can I add a piece of information on the previous answer, a dimension I had forgotten? My officials remind me we are also limiting to 6% and 5% the indexing of the exemption we were just discussing, previously.

[Traduction]

poste—c'est donc un bon outil de base pour conscientiser le public. J'essayais de vous expliquer que c'est notre objectif et que nous avons réussi.

Deuxièmement, la déduction d'impôt pour les enfants est l'un des trois éléments du régime d'avantages pour les enfants et il convient par conséquent de l'aborder dans le contexte d'une analyse et d'une réforme globale. Ce n'est pas ce que nous cherchons à faire. Ce n'est pas là notre objectif. Notre objectif est de conscientiser tous les Canadiens ou beaucoup d'entre eux pour lutter contre l'inflation, et protéger et créer des emplois. Les allocations familiales, à notre avis, constituaient le meilleur mécanisme pour réaliser cet objectif rapidement, ce qui est un des éléments importants du programme, et justement, parce que nous pouvons utiliser assez simplement et automatiquement le crédit d'impôt pour les enfants pour compenser les familles à faible revenu. Je ne nie pas le besoin. Au contraire, depuis que je fais de la politique, je n'arrête pas de dire que cette déduction constitue un élément régressif de nos politiques sociales.

Mlle McDonald (Broadview—Greenwood): Il semble que, en 1983, ces deux mesures, l'allocation familiale et le crédit d'impôt pour les enfants qui est une sorte de compensation, ne permettront pas de réaliser des économies. Comment alors pouvez-vous prétendre que cette mesure servira à conscientiser le public?

Mme Bégin: Il s'agit d'une campagne de deux ans et au bout de deux ans, nous aurons économisé 70 millions de dollars. C'est loin d'être négligeable.

Mlle McDonald (Broadview—Greenwood): J'aimerais alors poser une question au sujet de la base, lorsque l'indexation sera restaurée dans deux ans.

Nous avons beaucoup critiqué le fait que la base sera réduite en ce qui concerne le programme universel auquel nous accordons une très grande priorité. Avez-vous envisagé de remonter cette base à ce moment-là, de manière à ce que cette perte permanente . . .

Nous nous préoccupons beaucoup du principe de l'universalité et nous ne voulons pas voir cette base se perdre. En effet, si elle se perd, le programme à long terme subira une perte très importante.

Or voici ce que j'aimerais savoir: Lorsque le système de l'indexation sera réinstauré dans deux ans, si c'est le cas, il le sera, en autant que nous puissions le prévoir, sur une base inférieure. Avez-vous envisagé d'augmenter cette base de manière à compenser pour cette perte permanente au niveau du caractère universel du programme d'aide financière pour les enfants.

Mme Bégin: Me permettez-vous de commencer par ajouter un élément d'information à la question précédente, quelque chose que j'ai oublié? Mes adjoints me signalent que nous limitons également à 6 p. 100 et à 5 p. 100 l'indexation de la déduction dont nous avons parlé plus tôt.

[Text]

On the question of the possible erosion forever—by a few cents or dollars, mind you—of the base of family allowance, I think the answer is yes. But I will ask Mr. Lyngseth if there is anything else he can add.

Mr. Lyngseth: The bill before us now does not deal with any period after the two years in question, the next two years.

Madam Bégin: No, can you speak to the erosion of the base?

Mr. Lyngseth: In effect, then, the base would be lower by the loss in the indexing of the two years.

Miss McDonald (Broadview—Greenwood): This is precisely my question. Is consideration being given to boosting the base back to where it would otherwise have been so there will not be a permanent loss?

Madam Bégin: Surely not at this point. I am sorry, I am not an economist by training; but by the way you talk, I understand you to say we would have told Canadians we are fighting inflation. Inflation is how much we force the economic machine by—the word says it—inflating it to a high level. We want to reduce it to a lower level. Indexing is only the matching of the inflation in terms of saving the value of your dollar.

We could not say to Canadians: If you are nice, we will bring it back afterwards. You want the darn thing, which is a bad thing in the first place, to go down.

What we do afterwards, we surely are not going to say today. I hope we will not have to do it on the indexation, but on the amount itself of the family allowance or of any other program of child benefits. We are not considering any change today.

Miss McDonald (Broadview—Greenwood): So you are simply not thinking about what you will do two years hence.

Madam Bégin: No.

Miss McDonald (Broadview—Greenwood): Does that mean you are not considering having indexing at all two years hence?

Madam Bégin: No, you are playing with words in a dangerous manner in terms of misinforming the public, it seems to me.

Miss McDonald (Broadview—Greenwood): I am simply asking a question.

Madam Bégin: We said we are going back to whatever the full indexation to the full inflation will be after two years. You want me to tell you today we will also, at that time, make up part of the loss of today; and the answer is no.

Miss McDonald (Broadview—Greenwood): I think this does reflect on the question of universality, and you have made many statements to the effect that you do not want to see universal programs cut.

• 2045

You have said this is not a cut in universal programs, but only a temporary measure on account of high inflation. It is

[Translation]

Pour ce qui est de l'érosion permanente, de quelques cents ou de quelques dollars, de la base de l'allocation familiale, la réponse est affirmative. Mais je vais demander à M. Lyngseth s'il a quelque chose à ajouter à cela.

M. Lyngseth: Le projet de loi à l'étude ne porte que sur les deux prochaines années.

Mme Bégin: Non, je voulais vous demander de parler de l'érosion de la base.

M. Lyngseth: En définitive, la base serait inférieure en raison de la non indexation pour les deux prochaines années.

Mlle McDonald (Broadview—Greenwood): C'est justement ce que je veux savoir. Envisage-t-on de relever la base au niveau qu'elle aurait atteint pour empêcher toute perte permanente?

Mme Bégin: Nous n'envisageons pas de le faire à l'heure actuelle. Je m'excuse, je n'ai pas de formation en économie. Mais n'oubliez pas que nous disons aux Canadiens que nous luttons contre l'inflation. L'inflation décrit la mesure dans laquelle nous forçons l'économie—le mot le dit—en la gonflant. Nous voulons la dégonfler. L'indexation compense l'inflation en protégeant la valeur du dollar.

Nous ne pouvons pas dire aux Canadiens: Si vous êtes gentils, nous rétablirons la base après. Ce que nous voulons faire, c'est réduire l'inflation.

Nous ne pouvons pas encore dire ce que nous ferons plus tard. J'espère que nous ne changerons pas l'indexation, mais bien le montant même de l'allocation familiale ou des autres prestations accordées dans le cadre du programme d'avantages pour les enfants. Nous n'envisageons pas encore de changement.

Mlle McDonald (Broadview—Greenwood): Donc vous n'avez pas pensé à ce que vous ferez dans deux ans.

Mme Bégin: Non.

Mlle McDonald (Broadview—Greenwood): Est-ce que cela veut dire que vous n'envisagez même pas de réinstaurer l'indexation dans deux ans?

Mme Bégin: Non, vous jouez sur les mots de façon bien dangereuse: J'ai bien peur que vous n'informiez mal le public.

Mlle McDonald (Broadview—Greenwood): J'ai simplement posé une question.

Mme Bégin: Nous avons dit que nous allions réinstaurer l'indexation au taux d'inflation dans deux ans. Mais vous me demandez également de nous dire que nous compenserons les pertes encourues aujourd'hui et la réponse est négative.

Mlle McDonald (Broadview—Greenwood): Mais à mon avis, cela touche au caractère universel des programmes et vous avez dit à plusieurs reprises que vous n'étiez pas en faveur de coupures pour ces programmes.

Vous avez déclaré qu'il ne s'agissait pas de diminuer les programmes universels mais d'une mesure temporaire due à

[Texte]

logical to argue, from that position, that these are only temporary measures and when the crisis is over, the full universal program will be restored. If you are not prepared to say that, then what you are saying you really want to reduce the universal programs.

Madam Bégin: I must say I have never understood the members of the two opposition parties who, in the House, used Bill C-132, or Bill C-131 for that matter, to establish that universality had been "attacked", "modified" or "done away with". For me, universality is a program that goes to everybody. This is exactly what this program does and universality has not been touched at all. I do not understand reference to that concept.

Miss McDonald (Broadview—Greenwood): It has been touched. The amounts have been touched. If the universal program means only that the family allowance goes down to one dollar a year and you say, well, we still have a universal program because every family gets one dollar a year . . .

Madam Bégin: That is universality; I am very sorry and let us be precise on the words we use.

Miss McDonald (Broadview—Greenwood): Well you cannot say it has not been affected. It has not been eliminated, you might say, but clearly to be universal . . .

Madam Bégin: No, I am sorry. Universality, as a concept, is not in question in this bill. It is very clear to me. The amount has been reduced but the program is universal.

Miss McDonald (Broadview—Greenwood): The amounts in the universal program have been reduced. This is the crucial point for people who are, or who are not, getting their cheques.

Madam Bégin: That is another matter. When we call it by its name we say we are giving a smaller increase. We have told Canadians this in a very pragmatic and concrete way, given the amount this means.

The Chairman: Thank you, Miss McDonald. Mr. Robinson.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Thank you, Mr. Chairman. I wonder if the minister would let us know if she has any statistics indicating the number of children in homes below the poverty line which would be affected by the 6 and 5 program?

Madam Bégin: I can give the first part of the answer and I will ask the officials for the second part.

I know the answer is nobody will be affected who is under the poverty line. I just do not recall exactly what the poverty line is, but I will give you that in a minute. I will say why I can be so firm.

We used, as the measure of people not in need in terms of mothers with kids, the concept of all those in receipt of the

[Traduction]

l'inflation. On peut alors prétendre que ce ne sont que des mesures temporaires et que après la crise le programme universel sera rétabli dans sa totalité. Si vous n'êtes pas prêt à l'affirmer, cela revient à dire qu'en réalité, vous voulez diminuer les programmes universels.

Mme Bégin: Je veux dire que je n'ai jamais compris les députés des deux partis de l'opposition qui à la Chambre, à propos du projet de loi C-132, ou d'ailleurs du projet de loi C-131, ont déclaré que l'on attaquait le principe d'universalité, qu'on le modifiait ou qu'on l'éliminait. Lorsque je parle d'universalité, je pense à un programme qui s'applique à tout le monde. C'est exactement le cas de ce programme si bien que l'on n'a absolument pas touché au principe d'universalité. Je ne comprends absolument pas ce que vous voulez dire.

Mlle MacDonald (Broadview—Greenwood): Si, ce principe est remis en cause. Les montants ont été modifiés. Si par programme universel, vous voulez simplement dire que les allocations familiales s'adressent à toutes les familles et que vous réduisez néanmoins leur montant à un dollar par an, c'est autre chose . . .

Mme Bégin: Je suis désolée mais c'est bien cela l'universalité. Entendons-nous sur les termes.

Mlle MacDonald (Broadview—Greenwood): Vous ne pouvez pas dire en tout cas que l'on n'a pas touché au principe. Peut-être qu'il n'a pas été illimité, mais il est évident que pour être universel . . .

Mme Bégin: Non, je suis désolée. Le principe d'universalité n'est absolument pas remis en cause dans ce projet de loi. C'est tout à fait clair. La somme a été diminuée mais le programme reste universel.

Mlle MacDonald (Broadview—Greenwood): Les montants du programme universel ont été diminués. C'est le point essentiel pour les gens qui reçoivent ou non ces chèques.

Mme Bégin: C'est une autre question. Appelons les choses par leur nom et disons que nous avons comprimé un peu l'augmentation. Nous avons déclaré la chose très clairement et très concrètement aux Canadiens.

Le président: Merci, mademoiselle McDonald. Monsieur Robinson.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Merci monsieur le président. Le ministre voudrait-elle nous dire si elle a des statistiques qui indiquent le nombre d'enfants dans les familles dont le revenu se situe en-deça du seuil de pauvreté et qui seraient donc touchés par le programme des 6 et 5 p. 100?

Mme Bégin: Je puis répondre à la première partie de la question, et demanderais aux fonctionnaires de répondre à la deuxième.

Aucun de ceux qui se trouvent en-deça du seuil de pauvreté ne seront touchés. Je ne sais pas exactement où se situe actuellement le seuil de pauvreté, mais je vous le trouverai très rapidement. Je vais vous dire pourquoi je puis être aussi catégorique.

Pour déterminer les mères de familles qui ne sont pas dans le besoin, nous avons utilisé les listes de toutes celles qui reçoivent

[Text]

Child Tax Credit, receiving either partial or total payment. This covers two-thirds of all Canadian mothers. What would the level of poverty for a given family be? It is around \$12,000 for two or three; a mother and two children. This is approximate as I do not have it by memory. The Child Tax Credit cutoff point will be, for the next requisition made by mothers, \$26,000 and something. This is for the full Child Tax Credit, but mothers who also receive the partial Child Tax Credit will be completely compensated for the small reduction in Family Allowance indexation.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): The point I really wanted to make is that there are no families below the poverty line who are affected.

Madam Bégin: Absolutely not. Most younger couples, who, because they are young, may have less income than they will have later in life, will not be affected either.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Do you have any statistics as to the number of children in single-parent families who might be affected by this program even though they are not below the poverty line?

Madam Bégin: We have to find these statistics and provide them to the committee later.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Do we have any statistics indicating the number of people who are on Mothers Allowance who will be affected? Or, people who are on welfare who will be affected?

• 2050

Madam Bégin: No, no, nobody on welfare in Canada is affected by this. The answer is a categorical no.

Mr. Hawkes: On a point of order, Mr. Chairman. Is the minister just talking about 1983, or is she talking about the future?

Madam Bégin: I am talking, per se, of the program, because if the child tax credit is the object used . . . the criteria used to make sure someone does not lose a penny of the family allowance future reduced indexation, then everybody on welfare in Canada is, for sure, receiving—if they have children—the child tax credits. There is no doubt about that. The margin . . .

Mr. Hawkes: I thought the increase in child tax credit was a one-year program.

Madam Bégin: It makes up for the two years' reduction.

Mr. Hawkes: So in the future, beyond the terms of the child tax credit, then the poor families of the nation—all the ones that there are statistics on—will be affected . . .

Madam Bégin: No, it is not true, you are making a mistake.

Mr. Hawkes: I am making a mistake?

Madam Bégin: Unless you prove differently to me.

Mr. Hawkes: Well, you are cutting back on the basic allowance. You have put in place a one-year child tax credit that takes care of the poor families.

[Translation]

le crédit d'impôt pour enfants, partiel ou total. Cela couvre deux tiers des mères canadiennes. Quel serait le seuil de pauvreté pour une famille donnée? Il se situe aux alentours de \$12,000 pour deux ou trois personnes; une mère et deux enfants. Ce chiffre est approximatif car je ne l'ai pas en tête. On supprimera le crédit d'impôt pour enfants aux mères dont les revenus sont supérieurs à \$26,000. Ceci pour le crédit total mais les mères qui reçoivent également le crédit d'impôt partiel recevront une compensation totale pour la petite réduction dans l'indexation de leurs allocations familiales.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Je voulais simplement que vous nous confirmiez qu'aucune famille en-deça du seuil de pauvreté ne serait touchée.

Mme Bégin: Absolument. La plupart des jeunes couples qui, du fait de leur âge, ont peut-être un revenu inférieur à ce qu'ils auront plus tard, ne seront pas non plus touchés.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Savez-vous combien d'enfants des familles uniparentales pourraient être touchés par ce programme si elles ne sont pas en-deça du seuil de pauvreté?

Mme Bégin: Il nous faudra obtenir ces chiffres que nous pourrions communiquer ultérieurement au comité.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Savez-vous combien de personnes bénéficiant d'allocations aux mères seront touchées? Ou combien d'assistés sociaux seront touchés?

Mme Bégin: Non, aucun assisté social au Canada ne sera touché. Je ne puis être plus catégorique.

M. Hawkes: J'invoque le Règlement, monsieur le président. Le ministre parle-t-elle simplement de 1983 ou également de l'avenir?

Mme Bégin: Je parle du programme car si le crédit d'impôt pour enfant est le critère que l'on utilise pour s'assurer que personne ne perdra un sou d'allocation familiale, il est évident que tous les assistés sociaux en bénéficient s'ils ont des enfants. Cela ne fait absolument aucun doute. La marge . . .

M. Hawkes: Je pensais que l'augmentation du crédit d'impôt pour enfant était un programme d'un an.

Mme Bégin: C'est pour compenser la réduction de deux ans.

M. Hawkes: Donc, à l'avenir, après ce crédit d'impôt pour enfant, les familles pauvres, toutes celles sur lesquelles on a des statistiques, seront touchées . . .

Mme Bégin: Non, vous vous trompez.

M. Hawkes: Je me trompe?

Mme Bégin: À moins que vous ne puissiez me prouver le contraire?

M. Hawkes: Ma foi, vous diminuez l'allocation de base. Vous instaurez pour un an un crédit d'impôt pour enfant qui s'applique aux familles pauvres.

[Texte]

Madam Bégin: That covers the two years.

Mr. Hawkes: It covers two years.

Madam Bégin: That is it. So what is the problem?

Mr. Hawkes: But the base is changed for the next 40 years, for those poor families without the compensation factor of the child tax credit. Is not that the . . . that is why I asked whether you were just talking about the two-year period or whether you were talking about the continuous period.

Madam Bégin: No, I do not see what they will lose at all. I do not understand at all.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): You lose on the base.

The Chairman: Mr. Robinson.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): I wonder if the minister could tell us to what extent, if any, that welfare payments would have to be increased to anybody who is affected by six and five.

Madam Bégin: You are asking me a question?

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Yes. As a result of the six and five program, would welfare payments have to be increased?

Madam Bégin: Not to my knowledge.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): As a result of the six and five program, would family benefits have to be increased . . . provincial family benefits?

Madam Bégin: I just do not see why. I am sorry to be that blunt, but I do not see the slightest relationship.

Everybody below \$26,000, and all those on top of that if they have, say, several children, will not be affected at all by this.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): All right.

Are you considering the cessation of the universality of family allowances at all?

Madam Bégin: No, sir.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Are you considering the possibility of a means test?

Madam Bégin: No, sir.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Do you think that the six and five program will be continued in the following years to, say, five and four, and then three and two?

Madam Bégin: I have not a clue, sir. I hope not.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): If that is the overall program for the future, what is your backup position so that those that are above the poverty line will not slip to the poverty line or below it?

Madam Bégin: I thought you had been my parliamentary secretary for two years, you knew my programs well! Well I am sorry, but . . .

[Traduction]

Mme Bégin: Cela couvre les deux années.

M. Hawkes: Cela couvre deux ans.

Mme Bégin: C'est tout. Alors quel est le problème?

M. Hawkes: Mais la base est changée pour les prochaines 40 années, pour ces pauvres familles qui ne bénéficient pas de ce facteur compensatoire qu'est le crédit d'impôt pour enfant. C'est pourquoi je demandais si vous parliez simplement de cette période de deux ans ou si vous parliez au contraire du programme permanent.

Mme Bégin: Vraiment, je ne vois pas du tout ce qui sera perdu. Je ne comprends pas.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): On perd à la base.

Le président: Monsieur Robinson.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Je me demande si le ministre pourrait nous dire dans quelle mesure les prestations d'assistance sociale devraient être augmentées pour les gens qui sont touchés par le programme des 6 et 5 p. 100?

Mme Bégin: Vous me posez une question?

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Oui. Faudra-t-il augmenter les prestations d'assistance sociale à cause du programme des 6 et 5 p. 100?

Mme Bégin: Pas à ma connaissance.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Les prestations provinciales aux familles devront-elles être augmentées du fait du programme des 6 et 5 p. 100?

Mme Bégin: Je ne vois pas pourquoi. Je suis désolée d'être aussi directe mais je ne vois aucun lien.

Tous ceux dont les revenus sont inférieurs à \$26,000 et tous ceux qui ont plusieurs enfants ne seront pas du tout touchés.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Bien.

Envisagez-vous d'éliminer le caractère universel des allocations familiales?

Mme Bégin: Non, monsieur.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Songez-vous du tout à la possibilité d'examiner les moyens de chacun?

Mme Bégin: Non, monsieur.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Pensez-vous que le programme des 6 et 5 p. 100 sera poursuivi pour atteindre, par exemple, 5 et 4, puis 3 et 2?

Mme Bégin: Je n'en ai aucune idée, monsieur. J'espère que non.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Si c'est le programme général pour l'avenir, qu'avez-vous en réserve pour que ceux qui sont actuellement au-delà du seuil de pauvreté n'en arrivent pas à ce seuil ou même en-deçà?

Mme Bégin: Je croyais que vous aviez été mon secrétaire parlementaire pendant 2 ans, que vous connaissiez bien mes programmes? Je suis désolée, mais . . .

[Text]

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): We want to get it on the record.

Madam Bégin: —I do not understand the question. I am sorry to say that I just do not get the question, Ken. That is the bottom line; I do not get it!

My purpose in life is to make redistribution and get more money to get people out of poverty, once and for all. If I ever can succeed, that is my bottom line... or whatever strange words you use, a backup position, or fall-back, or something.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): What I am trying to suggest is that, if the six and five program in subsequent years goes to four and three, and then it would be five and four, and then three and two and then two and one and then one and...

Madam Bégin: Is it like in question period, and high political questions are out of order? No.

The Chairman: It depends on the inflation rate at that time to...

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): What I am trying to get from you, M^{me}. Minister, is whether you have a backup plan depending on the nature of this six and five program in the future, so that any families that are above the poverty line, but might slip below the poverty line because of the six and five, would in some way be compensated so that they would not fall into that position? *Comprenez-vous?*

Madam Bégin: The six and five campaign is, to my knowledge, not affecting the most vulnerable people in Canada. No way. This bill, in particular, will not affect at all anybody with children, in need, in Canada.

• 2055

An hon. Member: So it is really not going to...

Madam Bégin: Can I finish, if you do not mind, it is my turn?

When you speak of the future after the six and five campaign, I do not know that future. This is a two-year campaign, but the thing you need to know is that there is no secret plan of any sort. So when you speak of another problem that has nothing to do with the six and five, of people whose complete family income is changed because of a disruption in their economic situation—because that is how, I suppose, you speak of somebody who suddenly loses a job—that person in the existing system applies the year after for the child tax credit for example, or to the full child tax credit for example, and he is automatically picked up. So I can reassure you fully.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): So then this cutback to six and five in the family allowance program will really only affect people like me?

Madam Bégin: Yes; and I can name people here in this place who receive partial...

Mrs. Killens: Are you bragging?

[Translation]

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Nous voulons que ce soit bien clair pour tout le monde.

Mme Bégin: ... mais je ne comprends pas votre question. Excusez-moi, Ken, mais je ne comprends tout simplement pas.

J'ai toujours eu pour objectif dans ma vie de travailler à la redistribution, d'obtenir davantage de fonds pour sortir les gens de la pauvreté une fois pour toutes. Si j'y réussis jamais, c'est tout ce que je souhaite, c'est ma position, quel que soit le nom que vous vouliez lui donner.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): J'essaie simplement de dire que si le programme des 6 et 5 p. 100 devrait se transformer plus tard en programme des 4 et 3 p. 100 puis des 3 et 2 p. 100 et ensuite des 2 et 1 p. 100 et...

Mme Bégin: C'est comme la période des questions et les questions de politique générale sont irrecevables. Non.

Le président: Tout dépend du taux d'inflation à l'époque...

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Madame le ministre, ce que j'essaie de savoir c'est si vous avez un plan de repli en fonction de ce programme des 6 et 5 p. 100 de sorte que si des familles qui se trouvent actuellement au-delà du seuil de pauvreté risquaient d'atteindre ce seuil, du fait du programme des 6 et 5 p. 100, vous pourriez leur offrir une indemnisation leur permettant de ne pas tomber à ce niveau? *Do you understand?*

Mme Bégin: La campagne des 6 et 5 p. 100 n'atteint pas à ma connaissance les couches les plus vulnérables de la société. Absolument pas. Ce projet de loi, en particulier, ne touchera aucune famille avec des enfants qui est dans le besoin.

Une voix: Cela ne va donc pas...

Mme Bégin: Me permettez-vous de terminer, si vous n'y voyez pas d'inconvénient?

Lorsque vous parlez de l'après campagne des 6 et 5 p. 100, je ne sais pas ce que l'avenir nous réserve. Il s'agit d'une campagne de deux ans et ce qu'il faut savoir c'est qu'il n'existe pas de plan secret quel qu'il soit. Quand vous parlez d'un autre problème qui n'a rien à voir avec le programme des six et 5 p. 100, à savoir les gens dont le revenu total familial change du fait d'événements nouveaux dans la situation économique, c'est probablement ce que vous dites lorsque quelqu'un perd son emploi, cette personne, sous le régime actuel, fait une demande de crédit d'impôt pour enfant l'année suivante et se trouve donc immédiatement indemnise. Je puis donc entièrement vous rassurer.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Cette diminution à 6 et 5 p. 100 de l'indexation des allocations familiales ne touchera donc réellement que des gens comme moi?

Mme Bégin: Oui. Et je puis vous citer des gens qui ici reçoivent un crédit d'impôt partiel...

Mme Killens: Vous vous vantez?

[Texte]

Madam Bégin: —child tax credit.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Madam MacDonald.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Thank you, Mr. Chairman.

The figures that were given with regard to the basis for the second year of the program was that it was based on an index rate or a cost of living rate of 8.5% I think you said.

Madam Bégin: Mr. Lyngseth.

Mr. Lyngseth: Again, the estimate of what the formula would give—484. That is the November to November over the preceding November.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I understood that. The Minister of Finance said the other day that he anticipated that the inflation rate for 1983 would be 6%. Are you revising these figures in the light of what he has now stated?

Mr. Lyngseth: We have to revise our estimates whenever we get revisions from the Department of Finance. I cannot tell off the top of my head whether the figure that he used would necessarily conflict with the figure that was the product of the formula that I mentioned. For example, if he expected to hit an annual inflation rate of 6% by, say, the end of 1984 . . .

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): No, 1983.

Mr. Lyngseth: The end of 1983. —our formula is going from the period November to October inclusive . . . So the formula then for the 1983 figure that I gave you would be November—or the figure that would apply in 1984, I guess I should say, would be November 1982 to October 1983 over the preceding year. But I would have to work out the calculation before I could tell you whether there was a conflict in that or whether we would have to update the figure that we used for this estimate from any most recent data from Finance.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): How close is the consultation? How often are you in communication with Finance?

Madam Bégin: They never forget us.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Well, yes, but it might be the other way around. There is a figure in the estimates. How often do you go back and say: Is that figure correct? You know, the budget papers from last June only include a partial amount of the figures that were mentioned out of the \$315 million or \$320 million for this program. They only include three months for this year and then the 12-month . . . you know, the figures that show are \$25 million for 1982-1983 and \$130 million for 1983-1984. Now, I understand from the figures that I have looked at that of course you have to add on the additional month beyond that, but the impression would be left that the program overall from the budget papers is going to save much less for reallocation than the figure that the minister gave when she spoke in the House.

[Traduction]

Mme Bégin: . . . pour enfant.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Merci, monsieur le président.

Le président: Madame MacDonald.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Merci, monsieur le président.

Les chiffres de base donnés pour la deuxième année du programme sont calculés en fonction d'un taux d'indexation ou d'une augmentation du coût de la vie de 8,5 p. 100 avez-vous dit.

Mme Bégin: Monsieur Lyngseth.

M. Lyngseth: Je répète que l'on estime que la formule donnerait 484. C'est de novembre à novembre.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): J'ai bien compris cela. Le ministre des Finances a déclaré l'autre jour qu'il prévoyait que le taux d'inflation pour 1983 se situerait à 6 p. 100. Révisez-vous donc ces chiffres à la lumière de cette déclaration?

M. Lyngseth: Il nous faut réviser nos prévisions chaque fois que le ministre des Finances nous fournit des chiffres nouveaux. Je ne puis vous dire à brûle pourpoint si les chiffres qu'il a utilisés contrediraient nécessairement le chiffre issu de la formule dont je parlais. Par exemple, s'il pense que le taux d'inflation annuelle à la fin de 1984 sera de l'ordre de 6 p. 100 . . .

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Non, de 1983.

M. Lyngseth: À la fin de 1983. Notre formule considère la période de novembre à octobre compris si bien que pour le chiffre de 1983 ou plutôt le chiffre qui s'appliquerait à 1984 serait calculé sur la période de novembre 82 à octobre 1983. Il me faudrait toutefois refaire le calcul avant de vous dire si nos chiffres devraient être révisés suite aux récentes informations communiquées par les Finances.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Vous concertez-vous beaucoup? Communiquez-vous fréquemment avec les Finances?

Mme Bégin: Ils ne nous oublient jamais.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): D'accord mais cela pourrait se faire dans l'autre sens. Il y a un chiffre au budget. Combien de fois demandez-vous si ce chiffre est exact? Les documents budgétaires de juin dernier ne comprennent qu'une partie du montant prélevé sur les 315 ou 320 millions de dollars affectés à ce programme. Il ne s'agit que de trois mois cette année et de douze mois . . . vous savez, on indique 25 millions de dollars pour 1982-1983 et 130 millions de dollars pour 1983-1984. Je crois comprendre d'après les chiffres que j'ai examinés qu'il vous faut évidemment ajouter encore un mois mais il semble que l'ensemble du programme va économiser beaucoup moins que ce que disait le ministre lorsqu'elle a pris la parole à la Chambre.

[Text]

Madam Bégin: But the purpose of the program is not savings first. The purpose is a campaign to fight inflation and reduce it—cut it by half—and the more you talk, the more you are almost proving to us that it is succeeding.

• 2100

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I am trying to find out . . .

Madam Bégin: —and that the people will be, with a reduced rate of indexation, very close to the reality of inflation.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I am trying to find out what the actual figures will be, so somebody has some figures to work on, and that . . .

Madam Bégin: I gave the figures as of today, the most recent figure I can give you.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): The point I was making was that the Minister of Finance gave a different base for next year. I was just trying to find out how frequently the departments consult one another, so they know what figures overall are going to be either expended or saved. That is really the question I was putting.

Mr. Lyngseth: Just as often as we feel we need to.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I heard that!

Mr. Lyngseth: For the rest of the committee, I was just telling the minister we did not have a regular basis of consultation; maybe we should have. We do it as often as we feel the need to. I wish I had felt the need to before coming to this meeting, but . . .

Madam Bégin: Yes, but can I explain? The way you talk may be misinterpreted by some who are not familiar with the program. We may give an image that we do not give a damn.

This is a program with annual indexation. It is not a pension, which has indexation every three months.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I am very aware of that.

Madam Bégin: So he is answering you because of the meeting of tonight, not knowing you would ask that question, because it is not changing the reality of what we pay to people. I want to be fair and say that.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I am very aware of the fact that it is an annual indexing, and I am also aware of the way in which you take the numerator from one year as against the denominator from the previous year. So I do understand how it is done.

I just wanted to be clear as to the amount of consultation that went on between the Department of Finance and the departments on which it is calling to base its 6% and 5% program. I do not know that I have a very clear answer on it, so I will move on to . . .

Madam Bégin: I am sorry. That I want to correct, doubly. When that program was created, we created it together; all the

[Translation]

Mme Bégin: L'objet du programme n'est pas tout d'abord d'économiser. Il s'agit d'une campagne pour combattre l'inflation, pour la diminuer de moitié et plus vous en parlez, plus vous nous prouvez que cela marche.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): J'essaie de savoir . . .

Mme Bégin: . . . et qu'avec un taux d'indexation réduit, les gens rattrapent presque l'inflation.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): J'essaie de savoir ce que seront réellement les chiffres pour pouvoir calculer . . .

Mme Bégin: J'ai donné les chiffres que j'ai aujourd'hui, les plus récents qui soient à ma disposition.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Le ministre des Finances a pourtant donné une base différente pour l'année prochaine. J'essayais simplement de savoir si les ministères étaient fréquemment en communication et s'ils connaissaient ainsi les montants globaux qui seraient dépensés ou économisés. C'est en fait la question que je posais.

M. Lyngseth: Aussi souvent que nous le jugeons nécessaire.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): J'ai entendu.

M. Lyngseth: Pour le reste du comité, je disais simplement au ministre que nous ne consultations pas régulièrement nos collègues des finances mais que nous communiquions avec eux chaque fois que nous le jugions nécessaire. Je regrette de ne pas l'avoir jugé nécessaire avant de venir à cette réunion, mais . . .

Mme Bégin: D'accord, mais puis-je expliquer? Certains qui ne connaissent pas bien le programme risquent de mal interpréter vos propos. Il peut leur apparaître que nous nous en moquons pas mal.

Or, il s'agit d'un programme indexé annuellement. Ce n'est pas comme une pension qui est annexée tous les trois mois.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je le sais très bien.

Mme Bégin: S'il vous dit donc cela, c'est parce qu'il ne savait pas que vous poseriez une telle question car cela ne change absolument rien à ce que nous payons. Il faut être juste.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je sais très bien qu'il s'agit d'une indexation annuelle et je sais également comment on prend le numérateur d'une année et le dénominateur de l'année précédente. Je comprends donc bien comment cela marche.

Je demandais simplement des précisions sur le genre de consultation qu'il pouvait y avoir entre le ministère des Finances et les ministères sur lesquels il doit se baser pour établir son programme des 6 et 5 p. 100. Je ne crois pas avoir eu de réponse très claire à ce sujet, si bien que je passerai . . .

Mme Bégin: Je suis désolée. J'apporterai une double correction. Lorsque le programme a été créé, nous l'avons créé

[Texte]

players were there. Tonight, six months after the program was launched, you, Flora MacDonald, want a question on which we did not phone Department of Finance before coming in. That is a very different situation; I want to make that very clear.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): On a program like this, I should think you would be in frequent consultation with the Department of Finance. Perhaps tomorrow morning, after this questioning, you will go back and make the necessary calls and find out.

Madam Bégin: Can I ask why? Could you tell me what it gives me to do that?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I would think you would be able to then put forward the correct figures to people who ask for them. Tonight, you say it is going to total \$315 million or \$320 million, based on certain figures . . .

Madam Bégin: That is the correct figure given to me by Department of Finance to come to this committee, and I stick by that figure. I am sorry, but I want to insist on that.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I think your deputy minister understands that the figure changes according to the change in the inflation rate; and the Minister of Finance has announced another inflation projection for next year. So, therefore, the figure would be different. So I was just asking if there was an up-to-date one; that is all.

Madam Bégin: To come to this committee, I obtained these figures I quoted to you, which are the most recent available to me. I do not like it when you suggest we are misinformed in my department.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I am not saying you are misinformed.

Madam Bégin: I think it is all very clear.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): The figure you gave me tonight for the inflation basis for 1984 was 8.5%. The Minister of Finance has used another figure in the last few days, and I was wondering if you have made new estimates based on that. That is all I was asking, and I would anticipate . . .

Madam Bégin: But I have answered that more than once.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): —you will probably be revising them in the not very distant future.

Madam Bégin: If I have to appear to committee.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): With regard to a comment the Minister of Finance made in the House with regard to the question of universality, he said:

There is a greater readiness in the population to ensure that government expenditures are better targetted to those most in need.

He was speaking particularly about the family allowance payment when he said that.

[Traduction]

conjointement; tous les joueurs étaient présents. Aujourd'hui, six mois après le lancement du programme, vous, Flora MacDonald, nous posez une question à propos de laquelle nous n'avons pas téléphoné au ministère des Finances avant de venir ici. C'est une situation totalement différente; que l'on n'embrouille pas les choses.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Sur un tel programme, je penserais que vous consulteriez fréquemment le ministère des Finances. Peut-être que demain matin, après les questions de ce soir, vous donnerez les coups de téléphone nécessaires.

Mme Bégin: Puis-je vous demander pourquoi? Pourriez-vous me dire à quoi cela servirait?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Vous pourriez ainsi donner les chiffres exacts aux gens qui vous les demandent. Ce soir, vous dites que cela représentera au total 315 ou 320 millions de dollars, en vous fondant sur certains chiffres . . .

Mme Bégin: C'est le chiffre exact qui m'a été fourni par le ministère des Finances pour ma comparution ce soir. Je suis désolée, mais c'est la réalité.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je crois que votre sous-ministre comprend bien que le chiffre change en fonction du taux d'inflation, le ministre des Finances a annoncé un autre taux d'inflation pour l'année prochaine. Le chiffre devrait donc être différent. C'est pourquoi je demandais si vous aviez un chiffre plus récent, c'est tout.

Mme Bégin: En me préparant à comparaître devant le comité, j'ai demandé les chiffres que je vous ai cités et qui sont les plus récents à ma disposition. Je n'aime pas que vous alliez déclarer que mon ministère est mal informé.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Ce n'est pas ce que je dis.

Mme Bégin: Tout est très clair.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Les chiffres que vous m'avez donnés ce soir étaient calculés en fonction d'une inflation de 8,5 p. 100 pour 1984. Le ministre des Finances a utilisé ces derniers jours un autre chiffre et je me demandais si vous aviez réévalué les vôtres. C'est tout ce que je demandais et je suppose . . .

Mme Bégin: Mais je vous ai répondu plus d'une fois.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): . . . que vous les réviseriez d'ici peu.

Mme Bégin: Si je dois comparaître devant le comité.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Le ministre des Finances a déclaré à la Chambre à propos de l'universalité:

La population semble mieux disposée à accepter que les dépenses publiques soient davantage orientées vers ceux qui en ont le plus besoin.

Il parlait en particulier des allocations familiales.

[Text]

[Translation]

• 2105

Now, I wonder if you can explain, or can comment on, his comment that there would be a greater readiness to ensure that government expenditures are better targeted to those most in need. It is the phrase, "better targeted to those most in need" that I am interested in. What would be the method by which that is accomplished—that is, to see that the expenditures, the income security expenditures, are better targeted to those most in need in a program like this? Would it be a question over-all, in the long run, of not indexing family allowance payments, or would it be reducing the tax exemption? What methods would be followed to target the expenditures to those most in need?

Madam Bégin: I am sorry. I do not have a copy of what you are quoting from.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): From *Hansard*.

Madam Bégin: Could you tell me if the Minister of Finance was then speaking specifically of Bill C-132?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): No. He was being asked about the universality of family allowances.

Madam Bégin: Then I think you should ask him the question, because how can I answer?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I wonder then what steps are being taken. I have raised this on a number of occasions in debates and comments with you. What steps are being taken to ensure... he talks about programs being targeted to those most in need.

Madam Bégin: If the Minister of Finance or any other minister makes a comment, it is not very fair that you ask another minister to comment. I think you should ask him.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): No, but is there any kind of work being undertaken in the Department of Health and Welfare where these programs originate to ensure that the expenditures are better targeted to those most in need? Is anything under way?

Madam Bégin: No, not in my department. Now I am sorry to say, you make a mistake when you say that these programs originate in my department. Only one of the three child benefit elements falls under my responsibility, and that is family allowance. The two others are tax measures...

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Yes, I know, but I was talking about the income security.

Madam Bégin: —that, of course, I always consider if we talk of social policy development. But I have no, as you say, work under way.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): There is nothing under way at all at the present time to see that...

Madam Bégin: No. I have said it more than once.

Pourriez-vous nous expliquer maintenant ou nous faire quelques commentaires sur ces remarques voulant que l'on devrait être plus disposé à s'assurer que les dépenses gouvernementales sont plus axées sur ceux qui en ont le plus besoin. Il s'agit de la phrase «plus axées sur ceux qui en ont le plus besoin» qui m'intéresse. Comment s'y prendrait-on—c'est-à-dire, pour s'assurer que les dépenses, le budget de revenu garanti, soient plus axés sur ceux qui en ont le plus besoin? S'agirait-il d'une façon générale, à long terme, de ne pas indexer les allocations familiales ou s'agirait-il de réduire les déductions fiscales? Quelles méthodes pourrait-on adopter pour axer les dépenses sur ceux qui en ont le plus besoin?

Mme Bégin: Excusez-moi. Je n'ai pas le texte que vous citez.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): C'est tiré du *«Hansard»*.

Mme Bégin: Pourriez-vous me dire si le ministre des Finances parlait expressément du Bill C-132?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Non. On l'interrogeait sur l'universalité des allocations familiales.

Mme Bégin: Dans ce cas, c'est à lui que vous devriez poser la question, car comment puis-je répondre?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je me demande quelles mesures ont été prises. J'ai déjà soulevé cette question à plusieurs reprises avec vous lors de débats et de commentaires. Quelles mesures a-t-on prises... il parle de programmes axés sur ceux qui en ont le plus besoin.

Mme Bégin: Si le ministre des Finances ou tout autre ministre fait une remarque, ce n'est pas très juste de demander à un autre ministre de faire des commentaires à ce sujet. Je crois que c'est à lui qu'il faut le demander.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Non, quoiqu'il en soit, a-t-on fait quelque chose au ministère de la Santé nationale et du Bien-être social d'où émanent ces programmes pour s'assurer que les dépenses sont mieux axées sur ceux qui en ont le plus besoin? Est-ce que quelque chose est en cours?

Mme Bégin: Non, pas chez moi. Et excusez-moi d'ailleurs de le mentionner, mais vous faites erreur en disant que ces programmes émanent de mon ministère. Un seul des trois programmes de prestations familiales relève de ma responsabilité, et il s'agit des allocations familiales. Dans les deux autres cas, il s'agit de mesures fiscales...

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Oui, je sais, mais je parlais du revenu garanti.

Mme Bégin: —dont je tiens bien sûr toujours compte lorsque nous parlons d'élaborer des politiques sociales. Mais je n'ai, comme vous le dites, rien en cours.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Rien n'est en cours actuellement pour s'assurer que...

Mme Bégin: Non. Je l'ai déjà répété plusieurs fois.

[Texte]

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Well, perhaps the Minister of Finance will let you in on what he is thinking about that. He may have some plans for you.

Madam Bégin: I cannot talk for him. I mean, it is very unfair. I do not even have a copy of what you are quoting from. Why not ask him?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I am talking about the universality of family allowances, and I wonder . . .

Madam Bégin: They check on them . . .

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): —what is taking place in this regard. With regard to the way in which the two bills, C-131 and C-132, were drawn up, obviously they have different applications. In the case of the family allowance indexing, there was an off-setting measure provided for those under \$27,000 income, or \$26,330—whatever amount it is, but near \$27,000. There was an off-setting measure provided through the 1-year child tax credit. Why was consideration not given equally to an off-setting measure for those at the lower end of income—for those who are senior citizens?

Madam Bégin: For each of the two universal programs of cheques to people, we used different concepts . . .

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): That is right.

Madam Bégin: —different existing mechanisms—similar but different—to protect the lower end of the scale; those most in need. And in the case of the seniors, we used the mechanism in place which is strictly and perfectly, if I may say, a mechanism of income supplement related to the poverty line. We of course, exempted from any loss all those in receipt of that income supplement, the GIS.

For the child tax credit, one may say that the measure of supplementing income is too dangerous. I say that, for example, and I have even said it in the House. It may not be very popular for a politician, but I have suggested in the House that the cutoff line of around \$26,000 of family income is a lot of money, and describes Canadians who are not at all in a poverty situation. But that was the mechanism in place, and therefore the only one we could use.

• 2110

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): But the difference . . .

Madam Bégin: That is why you have such a wide difference between the two.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): The difference is that there are many people, families with children, whose income is \$27,000 or under who will be better off at the end of the first year; yet there is not a single old age pensioner, either those receiving the guaranteed income supplement or those above, who will be one cent better off under this program. There will be a lot who will be a lot worse off, and that is the difference between the two programs. The senior

[Traduction]

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Dans ce cas, peut-être le ministre des Finances vous confiera-t-il ce qu'il pense à ce sujet. Il a peut-être quelques plans pour vous.

Mme Bégin: Je ne peux parler en son nom. Après tout, c'est très injuste. Je n'ai même pas copie du texte que vous citez. Pourquoi ne pas le lui demander?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je parle de l'universalité des allocations familiales, et je me demande . . .

Mme Bégin: C'est eux qui les vérifient . . .

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): —ce qui se passe dans ce domaine. Quant au libellé des deux bills, C-131 et C-132, il est évident qu'ils diffèrent dans leurs applications. Dans le cas de l'indexation des allocations familiales, on a prévu une mesure compensatoire à l'intention de ceux dont le revenu est en-dessous de \$27,000, ou \$26,330—quel que soit le montant, dans les \$27,000. On a donc prévu une mesure compensatoire sous forme d'un crédit fiscal d'un an par enfant. Pourquoi n'a-t-on pas également songé à prévoir une mesure compensatoire à l'intention de ceux qui sont au bas de l'échelle de revenus—pour les citoyens du troisième âge?

Mme Bégin: Dans le cas de chacun des deux programmes de paiements par chèques universels, nous utilisons des concepts différents . . .

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): En effet.

Mme Bégin: —des mécanismes différents qui existent—semblables mais différents—afin de protéger ceux au bas de l'échelle; les plus nécessiteux. Dans le cas des citoyens du troisième âge, nous avons recours au mécanisme en place, que j'appellerais purement et simplement un mécanisme de supplément du revenu en fonction du seuil de la pauvreté. Évidemment, nous exemptons de toutes pertes ceux qui reçoivent le supplément au revenu, le SRG.

Dans le cas du crédit fiscal pour enfant, on pourrait dire qu'un supplément au revenu est trop dangereux. Je le cite en exemple, comme je l'ai déjà fait à la Chambre. Ce n'est peut-être pas la façon pour un politicien d'être populaire, mais j'ai proposé, à la Chambre, qu'on fixe la limite à environ \$26,000 de revenu familial, ce qui représente beaucoup d'argent et qui s'applique à des Canadiens qui ne sont pas du tout dans une situation de pauvreté. C'était là le mécanisme en place, et par conséquent, le seul que nous pouvions utiliser.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Mais la différence . . .

Mme Bégin: C'est pourquoi il existe une si grande différence entre les deux.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): La différence c'est qu'il y a de nombreuses personnes, des familles avec enfant, dont le revenu est de \$27,000 ou moins qui se retrouveront en meilleure posture à la fin de la première année; pourtant, il n'y a pas un seul retraité du troisième âge, qu'il s'agisse de ceux qui reçoivent le supplément de revenu garanti ou de ceux qui sont plus fortunés qui se retrouvera en avance d'un sou en vertu de ce programme. Beaucoup se retrouveront en bien pire

[Text]

citizens are much harder hit by this than families with children; there is no offsetting measure for them.

Madam Bégin: They are not hit the same way because the two concepts of supplements, the two tools we have to supplement incomes of the seniors or of the families, are quite different instruments. It is true that the child tax credit, which is a very recent creation, is a much finer tool; it permits, without any means test, to have a cutoff point, and then to graduate past that point to avoid the grey zone of the pensioners who are cutoff just below a very tough poverty line. Mind you, the GIS has also—*comment est-ce que l'on dit*—a phasing out, a graduation built in it, but its concept is poverty line...

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): It is for those just above...

Madam Bégin: So those just above the poverty line are not rich, but that is what you want to... that is another reform that should be done and...

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): But those just above get no graduation. There is no graduating in the people who are \$8,900 or over who are senior citizens. There is a graduation all the way through, from \$40,000 down, for incomes with regard to the child tax credit.

Madam Bégin: Yes, the tools are not made the same. It is true.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): That is right. Well, that is what I consider the total unfairness of these two bills.

Madam Bégin: I am sorry. It may be unfair by comparison to each other. You are angry that more mothers will not be affected by the 6 and 5 and seniors will be. I wish nobody was. I can say one thing which for me is key: Nobody in need is affected in Canada, be they seniors or mothers. That is the principle we wanted to respect, absolutely.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Take a look at single people who have a total income of \$8,900 a year and say they are not in need. That is just incredible.

Madam Bégin: You are addressing the problem of poverty; that is another problem on which we are trying our best over the years, I must say.

The Chairman: Mr. Weatherhead.

Mr. Weatherhead: Mr. Chairman, there has been some mention regarding universality in the meeting here tonight; that is a concern to many of us on, I guess, both sides of the table. I think it has been brought out in previous questions to the minister that there is nothing going on in your department at the present time, minister, to contemplate some changes in the universality principles of family allowances. Is that true?

[Translation]

posture, et c'est là la différence entre les deux programmes. Les citoyens du troisième âge sont beaucoup plus touchés par ces dispositions que les familles avec enfants; il n'y a aucune mesure compensatoire pour eux.

Mme Bégin: Ils ne sont pas touchés de la même façon, parce que les deux idées de supplément, les deux outils que nous utilisons pour suppléer au revenu des citoyens du troisième âge ou des familles sont des instruments très différents. Il est vrai que le crédit fiscal pour enfant, une création toute récente, est un instrument beaucoup plus subtil, il permet, sans faire la preuve des revenus, de fixer un point limite et ensuite d'adopter une échelle graduée à partir de ce point afin d'éviter la zone grise qui touche les retraités qui se trouvent exclus juste en dessous du très pénible seuil de la pauvreté. Il est à noter que le SRG aussi—*how does one say*—vient à échéance, mais sa gradation est fondée sur le seuil de pauvreté...

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): C'est pour ceux qui sont juste au-dessus...

Mme Bégin: Ceux qui se trouvent juste en dessus du seuil de pauvreté, mais c'est ce que vous voulez... c'est là une autre réforme qu'il faudrait apporter et...

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Ceux qui sont juste au-dessus ne bénéficient d'aucune gradation. Il n'y a aucune gradation pour ceux qui reçoivent \$8,900 ou plus et qui sont du troisième âge. Par contre, il y a gradation, de \$40,000 en descendant pour tous dans le cas du crédit fiscal pour enfant.

Mme Bégin: Oui, les outils ne sont pas les mêmes. C'est vrai.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): En effet. Voilà justement ce que j'estime être l'injustice totale de ces deux projets de loi.

Mme Bégin: Excusez-moi. C'est peut-être injuste, si l'on compare l'un à l'autre. Vous êtes fâchés qu'un plus grand nombre de mères ne soient pas touchées par les 6 et 5 alors que les citoyens du troisième âge le seront. J'aimerais que personne ne le soit. Je peux vous affirmer une chose qui, à mon avis, est capitale: aucune personne nécessaire au Canada n'est touchée, que ce soit des personnes âgées ou des mères. C'est là le principe que nous voulons respecter, absolument.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Regardez le cas des personnes célibataires dont le revenu total est de \$8,900 par année et dites-moi qu'elles ne sont pas nécessaireuses. C'est incroyable.

Mme Bégin: Vous parlez du problème de la pauvreté; c'est là un autre problème qu'avec les années nous faisons de notre mieux pour régler, je dois de le dire.

Le président: Monsieur Weatherhead.

Mr. Weatherhead: Monsieur le président, il a été question de l'universalité au cours de la réunion ici ce soir; c'est là une question qui intéresse je suppose, nombre d'entre nous des deux côtés de la table. Je crois qu'il est ressorti au cours des questions précédentes que rien ne se fait à votre ministère, à l'heure actuelle, madame le ministre, envisageant des changements aux principes d'universalité des allocations familiales. Est-ce juste?

[Texte]

Madam Bégin: There is nothing going on. It is worse than a trial. What else can I add?

Mr. Weatherhead: There has been a lot of discussion on the matter in the country by the Minister of Finance in recent months, and by yourself on occasion. Some of us have made some comments on it from time-to-time, defending the universality principle not just in this program, but in other programs too. This one may be the most vulnerable, it seems to me. When I go around my riding in Scarborough West and elsewhere in metropolitan Toronto, I find that a lot of people—a lot of mothers—say yes, it is nice to have the family allowance, but we do not really need it. They are not really wealthy people; there are very few wealthy people in Scarborough West. Nevertheless, there is this sort of concept in the air. I do not agree with it.

• 2115

Mr. Chairman, it seems to me that this is a dangerous thing; there are a number of mothers in the middle-income group who think that perhaps they do not have to have the family allowance. I do not agree with that. I wonder what your comments are on this sort of feeling in the air. For instance, almost everyone says old age security should be universal. Old age security, at the present time, with perhaps a few exceptions, is not under attack as far as universality is concerned. With respect to family allowance, however, the very people who are getting it, when they are questioned, say, yes, it is nice to have, but maybe we do not need to have it. I wonder how you respond to this. Do you agree? How did you, when you went across the country, respond to this sort of thing?

Madam Bégin: I often share the perception you describe. The difference is that I have held it since I became Minister of Health nearly five years ago. One week after I was appointed, two of my then colleagues in Cabinet, each in different cities, made grand speeches saying we should do away with the universality of family allowance, for example. It is a thing with which I have lived since I have been in the job.

The important thing for people to know, because this is the sense of your question, is that neither I nor officials in my department are working on any plan, documents, or research to modify either the seniors' benefits or the children's benefits. On medicare, there is really a problem in the case for universality, and on this, everybody knows how much we would like to strengthen it for years to come. However, because I do not want to mislead anyone, it is also well known that since I have been the Minister of Health and Welfare, and, in a way, since participating in this committee as a backbencher, I have always pushed for a complete revision or review of the whole package of child benefits, and do away with some inequity in it.

One can ask oneself if the time is right for this when people live in some instability because of the tough economic situation. Would it be a disruption or a help to question the

[Traduction]

Mme Bégin: Rien ne se passe. C'est pire qu'un procès. Que puis-je ajouter d'autre?

M. Weatherhead: Le ministre des Finances ces mois derniers et vous-même à l'occasion en avez beaucoup discuté au pays. Certains parmi nous avons fait quelques commentaires à ce sujet de temps à autre, défendant le principe de l'universalité, non seulement dans le cas de ce programme, mais dans celui des autres programmes aussi. C'est peut-être, à mon avis, le programme le plus vulnérable. Lorsque je fais le tour de ma circonscription de Scarborough-ouest, ou que je me rends ailleurs dans le Toronto métropolitain, je constate que beaucoup de personnes—beaucoup de mères—disent oui, c'est bien agréable à avoir, les allocations familiales, mais nous n'en avons pas vraiment besoin. Ces gens ne sont pas vraiment riches; il y en a très peu dans Scarborough Ouest. C'est cependant le genre d'idées qui flottent dans l'air et je n'en suis pas partisan.

Monsieur le président, cela me semble dangereux qu'un certain nombre de mères de la classe moyenne pensent qu'elles n'ont peut-être pas besoin des allocations familiales. Je ne suis pas d'accord. J'aimerais savoir ce que vous en pensez. Par exemple, presque tout le monde est d'accord sur le principe d'universalité de la sécurité de la vieillesse. Sauf de rares exceptions, on ne critique pas, à l'heure actuelle, l'universalité des versements de sécurité de la vieillesse. Or, pour ce qui est des allocations familiales, les femmes qui reçoivent ce chèque répondent lorsqu'on leur demande que c'est agréable de recevoir les chèques mais qu'il n'est peut-être pas nécessaire. J'aimerais savoir ce que vous en pensez. Êtes-vous d'accord? Vous avez parcouru le pays et qu'avez-vous répondu à cette déclaration?

Mme Bégin: Je suis souvent d'accord avec ce que vous venez de décrire. La différence, c'est que j'y pense depuis que je suis ministre de la Santé, et depuis près de cinq ans. Une semaine après ma nomination, deux de mes anciens collègues au Cabinet, dans deux villes différentes, ont fait des discours pompeux pour réclamer la fin de l'universalité des allocations familiales notamment. J'entends cet argument depuis que je suis ministre de la Santé.

Ce qu'il faut dire, car c'est là l'essence de votre question, c'est que ni moi, ni les fonctionnaires de mon ministère ne travaillent sur un projet une recherche afin de modifier les versements d'allocation familiale ou de sécurité de la vieillesse. Pour l'assurance santé, l'universalité pose vraiment un problème et tout le monde sait comment nous voudrions confirmer ce principe d'universalité pour l'avenir. Cependant, comme je ne veux tromper personne, on sait également que depuis que je suis ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, depuis que je participe de loin aux travaux de ce Comité, je réclame une révision complète du système d'allocations familiales afin d'en faire disparaître certaines injustices.

On peut se demander si le temps est venu de le faire, dans la situation économique difficile que nous connaissons. Serait-il profitable ou nuisible de mettre en cause ce régime? Il y a

[Text]

package? Not family allowance: there is a far bigger inequity in the fact that the child tax exemption for a mother who has below \$10,000 family income... She does not see the colour of it. I wish I could see the inequity in this corrected, and the money go to a bigger child tax credit. It is a complete reform which should be undertaken including costs, et cetera, but I am not embarking on it at this time. We know that if and when the time for reform comes and when it is agreed upon by the Minister of Finance, et cetera, then this would be a line I would push. It is the same for seniors as well. There is room for improvements to today's package of benefits in terms of equity, redistribution and incentives for seniors who do achieve some savings when they are in active life. But I am not contemplating this now at all.

Mr. Weatherhead: So if you had your way entirely you would make some great changes to the child tax exemption?

Madam Bégin: If I was the Minister of Finance, perhaps.

Mr. Weatherhead: Perhaps abolishing it entirely, I suppose. At the same time, however, you would not change the universal principles of the family allowance.

• 2120

Madam Bégin: I am not working on that, no.

Mr. Weatherhead: And you are not agreeable to that either?

Madam Bégin: Each time someone speaks only of universality of family allowance, he or she forgets that it is a package of three benefits closely knitted. What I would like to do is to have a chart here showing the total distribution of that, where it goes, and how it could be improved.

There are many questions which could be asked on that basis. What is a case for universality is more medicare. That is a clear-cut case of universality. The other is a case of a package of moneys which does not always go where it should. There is room to improve the situation but, then, all the situations should be looked into. Right now, I am not doing it.

Mr. Weatherhead: As far as the family allowance program, as covered by Bill C-132 is concerned, there is nothing in your department to change the universality principles of that at all?

Madam Bégin: No. The characteristic of universality that has always been the one in family allowances is not being researched, worked on, or studied in my department.

Mr. Weatherhead: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Weatherhead.

Dr. Halliday, followed by Mr. Heap.

Mr. Halliday: Thank you, Mr. Chairman.

Certainly the minister and others have been discussing this subject of universality and helping those who need it most and the tax exemption, but I am interested in learning more about the minister's philosophy on what she is doing here. Now we have heard about these three components to the family

[Translation]

beaucoup d'injustice dans les crédits d'impôt à l'enfant lorsque la mère a un revenu familial inférieur à \$10,000... elle n'en profite pas, du crédit d'impôt. Je voudrais que cette injustice soit corrigée et que le crédit d'impôt à l'enfance soit plus important. Nous devrions entreprendre une réforme complète de ce programme, étudier les coûts etc., mais je ne le fais pas pour le moment. Lorsque viendra l'heure de la réforme, lorsque la réforme sera acceptée par le ministre des Finances etc., je pousserai dans ce sens. Il en va de même pour les versements de sécurité de la vieillesse. Le régime actuel pourrait être amélioré pour ce qui est de la justice, de la redistribution du revenu et d'encouragement pour les personnes âgées qui ont réussi à économiser dans leur vie active. Mais je ne suis pas prête à me lancer dans cela pour le moment.

M. Weatherhead: Donc, s'il n'en tenait qu'à vous, vous voudriez refondre le système du crédit d'impôt à l'enfant?

Mme Bégin: Peut-être, si j'étais ministre des Finances.

M. Weatherhead: Vous voudriez peut-être même l'abolir complètement. Or, vous ne voulez pas changer le principe d'universalité des allocations familiales.

Mme Bégin: Je ne me suis pas lancée dans cela, non.

M. Weatherhead: Et cette réforme ne vous intéresse pas?

Mme Bégin: Dès que l'on ne parle que de l'universalité des allocations familiales, on oublie qu'elles font partie d'un ensemble serré de trois avantages. J'aimerais avoir un tableau pour vous montrer la ventilation totale des subventions, où elles sont versées et comment on pourrait améliorer le régime.

On pourrait poser bien des questions à cet égard. Là où l'universalité est plus importante, c'est dans le régime d'assurance-maladie. L'universalité est évidemment nécessaire. Par ailleurs, certaines subventions ne vont pas toujours nécessairement là où elles devraient aller. Il y a moyen d'améliorer tout cela, mais il faudrait faire une réforme globale. À l'heure actuelle, je ne suis pas prête à le faire.

M. Weatherhead: Pour ce qui est du programme d'allocations familiales et du projet de loi C-132, votre ministère n'a pas du tout l'intention de modifier le principe de l'universalité?

Mme Bégin: Non. À l'heure actuelle, nous n'étudions pas et ne remettons pas en question le principe de l'universalité des allocations familiales.

M. Weatherhead: Merci, monsieur le président,

Le président: Merci, monsieur Weatherhead.

Je donne maintenant la parole à M. Halliday, suivi de M. Heap.

M. Halliday: Merci, monsieur le président.

De toute évidence, le ministre et ses collègues ont étudié le principe de l'universalité, le crédit d'impôt et les moyens de venir en aide aux nécessiteux. J'aimerais que le ministre nous explique comment elle voit son travail. Nous avons longuement entendu parler des trois aspects du programme d'allocations

[Texte]

allowance program over-all. Obviously as our friend from the NDP said, the child tax exemption is a very regressive form, and I have to acknowledge that. The child tax credit is a progressive form of tax which one has to applaud, I think.

I would suggest to the minister that, whereas she is being challenged now as to whether she has research going on to do away with universality, she actually became embarked on it some while ago when she introduced the child tax credit. That was the beginning of the attack on universality. I am not condemning her for it either, Mr. Chairman, but what I want the minister to acknowledge is that regarding this present change in the act, of the three components, it is actually reducing, minimizing, the part that is universal. My colleague from the NDP suggested, and someone else mentioned it, that it be cut down to \$1. Well, suppose it was cut down just to 1¢; it is the next thing then to be completely eliminated as a universal program.

Mr. Chairman, I would like the minister to comment on the fact that we are gradually witnessing a gradual loss of the universality concept inasmuch as everyone gets exactly same amount of money. What we are doing is saying everybody is guaranteed, you know, \$26 per hour forever. It used to be more; we are cutting it down. The minister said that, if it were cut down to \$1 a month, that would still be a universal program. That is obvious, but it would be tantamount to not being a universal program. So I ask the minister to comment on that. I feel she is trying to ride two horses at the same time. She is trying to say that, yes, she favours universality; but, yes, at the same time, she favours helping those who need it most.

The minister also has almost contradicted herself here tonight, if I understand correctly. The minister said that a family receiving an annual income of \$26,000 or more really did not need to have a supplementary income given to them. I think probably the minister is right, I agree with her.

But then the minister also said, just a few minutes ago, that she would like to see the tax exemption removed and added to the child tax credit. That would only make it worse, if I understand it correctly.

Madam Bégin: The problem is that I do not ride horses. I am stuck, however, in answering your question. It is not mine. And I did not make a statement tonight. So it is surely not me who embarked on this line of questioning, which I must admit has nothing to do really directly with Bill C-132.

The Chairman: But the Chairman has to entertain all the questions, because it is why we are all here this evening.

Madam Bégin: Yes, I know, Mr. Chairman, but things must be put back into context. It is not very fair to ask my philosophy. Who gives a damn about my philosophy?

Mr. Halliday: Oh, I do!

• 2125

Madam Bégin: It is your money, and that is very important. We are not embarked on a reform, but what I think are questions that should be asked. I do not think this time of crisis

[Traduction]

familiales. Comme le disait notre collègue néo-démocrate, l'exemption d'impôt pour enfant est un moyen régressif, et je suis d'accord. Le crédit d'impôt à l'enfant est un impôt progressif qui doit être louangé.

J'aimerais dire au ministre que là où on lui demande si elle a l'intention de faire disparaître le principe de l'universalité, j'aimerais lui dire qu'elle a déjà entamé ce processus il y a quelques années, lorsqu'elle a introduit le crédit d'impôt à l'enfant. Cela a constitué la première attaque contre le principe de l'universalité. Je ne la blâme pas, monsieur le président; je voudrais cependant que le ministre reconnaisse que le projet de loi dont nous sommes saisis réduit en réalité et encore une fois le principe de l'universalité. Mon collègue néo-démocrate, et quelqu'un d'autre, a dit que cela devra être ramené à \$1. En supposant que tout soit ramené à 1c, il n'y aurait qu'un pas à faire pour tuer l'universalité.

Monsieur le président, j'aimerais connaître l'opinion du ministre sur l'érosion graduelle du principe de l'universalité selon lequel toute personne reçoit un montant égal d'argent. À l'heure actuelle, nous donnons des garanties, par exemple, \$26 l'heure à vie. Le montant était plus élevé, mais nous devons le réduire. Le ministre a dit que quand bien même ce serait ramené à \$1 par mois, le programme serait encore universel. C'est évident, mais le principe de l'universalité est sérieusement érodé. J'aimerais savoir ce qu'en pense le ministre. Elle essaie de ménager la chèvre et le chou. Elle se déclare partisane de l'universalité, mais parallèlement, elle veut aider ceux qui en ont le plus besoin.

Si j'ai bien suivi, le ministre s'est presque contredit ce soir. Le ministre a dit qu'une famille dont le revenu annuel est de \$26,000 et plus n'a pas vraiment besoin d'une source supplémentaire de revenu. Je pense que le ministre a raison, je suis d'accord avec elle.

Cependant, elle a également dit, il y a quelques instants, que le dégrèvement d'impôt devrait disparaître pour s'ajouter au crédit d'impôt à l'enfant. Si je comprends bien, cela compliquerait tout.

Mme Bégin: Le problème, c'est que je n'ai ni chèvre ni chou. Je dois cependant répondre à votre question. Je n'ai pas fait de déclaration ce soir, et ce n'est pas moi qui ai parlé de cela. J'avoue que cela n'a rien à voir avec le projet de loi C-132.

Le président: Le président doit permettre toutes les questions, ce soir, puisque nous sommes ici pour cela.

Mme Bégin: Oui, je le sais, monsieur le président. Remettons les choses dans leur contexte. Il ne sert à rien de me poser des questions de principe. Qui se fiche de mes principes?

M. Halliday: Moi!

Mme Bégin: C'est votre argent, et cela est très important. Nous ne sommes pas engagés dans un programme de réforme; il y a des questions qui, d'après moi, doivent être posées, mais je ne crois pas qu'il soit opportun de les poser en cette période

[Text]

is necessarily the best time to ask them, because you destabilize people even not wanting it.

First of all, yes, I think the regressive element should be done away with, that is one thing, and the value of that money used to increase the child tax credit. That is one operation on which I have expressed an opinion; I am repeating it because of the nature of the regressive child exemption and the progressive child credit. I think one day we will have to ask ourselves the question, because there will never again be big money for new programs or increased programs in the government; improvements will have to come from within, it seems to me, from existing programs. So we will have to ask ourselves, it seems to me, not should the child tax credit be bigger. I think it could be bigger, and should surely be bigger for those below \$10,000—there is no doubt in my mind on that—to make them at least equal with others.

Now, how far does the child tax credit go in terms of coverage? That is where I would ask a question. Am I clear? It is the cutoff point. In all honesty, I have not proposed the indexation of the cutoff point. The cutoff point when we created the child tax credit—because I could not have created it alone—was \$18,000 family income. That was roughly what, three or four years ago?

Mr. Lyngseth: Four at least.

Madam Bégin: Four years ago. I did not want to index it. We would have, by that over the years, always redistributed more to the poorest. But, politics being the art of the possible, it was decided after a while in the piloting of the dossier of that new bill to index that also—not just the amount of the child tax credit. Well, it means that today families up to more than \$26,000 get the full amount. Can we afford it? I am going to ask the question that way, because it is a question of can we afford it in terms of equity.

There are many other elements of the system I have not even touched upon. All families with young children have questions to raise on day care allowance. You know, there are many other features of the income tax that have to do with, shall I say, not family life but family support programs or services—or nonexistent services—that should be questioned.

Mr. Halliday: Mr. Chairman, I often wanted to take, or do take, exemption to the minister on all of her thoughts; I do not tonight on this. I want to ask her, though, as she is looking ahead—and she has been in this portfolio for a number of years and must have given thought further down the road than we are right now: Do you see the proportion of support—and you used that word a minute ago, family support—given by way of child tax credits in comparison to the total amount of help given families, including the exemptions and including the family allowance, do you see the amount of support given via the tax credit increasing? To put it another way, do you see the amount given . . .

[Translation]

de crise, parce que cela va déranger les gens, même si ce n'est pas le résultat que vous recherchez.

D'abord, oui, je pense qu'il faudrait écarter l'élément régressif, c'est une chose, et il y a la valeur de l'augmentation du crédit d'impôt pour enfant. J'ai déjà exprimé mon opinion là-dessus; je vais la répéter pour souligner la nature de l'exemption régressive pour enfant et du crédit progressif pour enfant. Je pense qu'un jour, on va devoir se poser la question, parce qu'il n'y aura plus jamais de gros crédits pour de nouveaux programmes ou pour l'expansion de programmes au gouvernement; à mon avis, il faudra améliorer les programmes existants. Alors, la question qu'on devra se poser ne sera pas: doit-on augmenter le crédit d'impôt pour enfant. Je pense qu'il pourrait être plus substantiel, et qu'il devrait l'être pour ceux qui gagnent moins de \$10,000—il n'y a pas de doute là-dessus dans mon esprit—pour que les bénéficiaires soient au moins au même niveau que les autres.

Maintenant, jusqu'à quel niveau le crédit d'impôt pour enfant doit-il s'appliquer? Et c'est là-dessus que je m'interrogerais. Est-ce que je me fais comprendre? C'est sur la limite d'admissibilité. En toute honnêteté, je n'ai pas proposé d'indexer la limite d'admissibilité au crédit. Quand le crédit d'impôt pour enfant a été créé, la limite a été fixée—et ce n'est pas moi qui l'ai fixée toute seule—à \$18,000 de revenu familial. Cela, c'était il y a environ trois ou quatre ans?

Mr. Lyngseth: Au moins quatre ans.

Mme Bégin: Il y a quatre ans. On aurait ainsi, au cours des ans, toujours redistribué davantage aux plus pauvres. Mais la politique étant l'art de faire ce qui est possible, il a été décidé, après avoir suivi le dossier de ce nouveau projet de loi, d'indexer cela aussi—et de ne pas simplement indexer le crédit d'impôt pour enfant. Eh bien, cela signifie qu'aujourd'hui, les familles dont le revenu atteint jusqu'à \$26,000 touchent le plein montant. Pouvons-nous nous le permettre? Je vais poser la question de cette façon-là, parce que c'est une question de savoir ce que nous pouvons nous permettre en termes d'équité.

Il y a beaucoup d'autres éléments du programme que je n'ai même pas abordés. Toutes les familles qui ont des jeunes enfants ont des questions à soulever au sujet de l'allocation pour les frais de garderie. Vous savez, il y a bien d'autres aspects du régime fiscal qui portent, disons, non pas sur la vie familiale, mais sur les programmes ou services d'appui aux familles—ou l'absence de services—qui devraient être remis en question.

Mr. Halliday: Monsieur le président, il arrive souvent que je ne sois pas d'accord avec les idées du ministre, mais ce soir, ce n'est pas le cas. Je voulais quand même lui demander si elle pensait—et elle s'occupe de ce portefeuille depuis un certain nombre d'années, elle doit sûrement penser à plus longue échéance que nous: pensez-vous que la part d'aide—et vous avez utilisé ce mot il y a quelques instants, d'aide familiale—attribuée par la voie des crédits d'impôt pour les enfants, par rapport au montant global d'aide accordé aux familles, y compris les exemptions et les allocations familiales, pensez-vous que le montant d'aide accordé sous forme de crédit d'impôt va augmenter? Je vais poser ma question autrement: pensez-vous que le montant accordé . . .

[Texte]

Madam Bégin: You mean, should it increase?

Mr. Halliday: I am asking for your thoughts, your philosophy. Yes, should it increase? That is another way to put it. Or to put it conversely, do you see the amount given by way of family allowances—the proportion, I say, not the absolute amount but the proportion—gradually decreasing, as it is now?

Madam Bégin: Not necessarily. My *vilaine* is the child tax exemption; that one is clearly regressive. The others depend so much on other measures you will want to adapt. Example: the deduction for child care. It is all together. Why are there benefits for children? Two reasons: one is the strict fight against poverty, redistribution, et cetera—social justice; the other is a recognition by the state of the cost of children to parents. It is not the place to embark on that debate—it is too long and complex—but in a nutshell those are the two dimensions. On the second dimension there are other elements that should be considered, and on which I must say I have not done work. I know the status of women people have done a lot of work on it but I am less familiar with them. If one day there is a reopening of the complete dossier, then surely we will discuss that as well.

• 2130

Mr. Halliday: Mr. Chairman, I just want to say that I think it is helpful. This is the only opportunity we as members have to discuss with the minister some of her philosophies or her thinking along any given line. We do not get a chance in the House unless some new rules come in that allow this kind of back and forth discussion. It is very important that we understand the direction you are heading for and I think you have given us some intimation tonight. Thank you very much.

Madam Bégin: Do you want copies of all my speeches? I will make sure you are on the mailing list.

The Chairman: I agree. That is why the chairman entertains questions dealing with all aspects... Even if the members want to make a philosophy on that bill, that is the right place for it. That is why I forget the clock and allow the members to express themselves.

Mr. Halliday: I appreciate your generosity, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you.

Mr. Heap:

Mr. Heap: Thank you, Mr. Chairman. The minister has approached the family allowance in this bill; at least, she has discussed it and approached the question of it in two ways. On the one hand she has defended the bill, which reduces all family allowances in terms of their real spending power, by pointing to the increase that some people will get in the child tax credit, so to say that the people most in need will not suffer. So at that point she brings the two together.

[Traduction]

Mme Bégin: Vous me demandez s'il devrait augmenter?

M. Halliday: Je vous demande vos idées, ce que vous en pensez. Oui, devrait-il augmenter? C'est une autre façon de poser la question. Ou vous pourriez la poser ainsi: pensez-vous que le montant des allocations familiales—la part, et non pas le montant absolu, mais la part des allocations familiales—va baisser graduellement, comme c'est le cas actuellement?

Mme Bégin: Pas nécessairement. Mon problème, c'est l'exemption pour les enfants à charge; cela est nettement régressif. Les autres dépendent tellement d'autres mesures auxquelles il faudra s'adapter. Par exemple: la déduction pour frais de garderie. Cela fait partie du tout. Pourquoi y a-t-il des prestations pour les enfants? Pour deux raisons: la première, c'est pour lutter contre la pauvreté, pour assurer la redistribution de la richesse, etc., la justice sociale; l'autre, c'est que l'État reconnaît le coût des enfants pour les parents. Ce n'est pas le moment d'amorcer ce débat—c'est trop long et trop compliqué—mais en gros, ce sont les deux dimensions du programme. A cette deuxième dimension s'ajoutent d'autres éléments sur lesquels je ne me suis pas encore penchée. Je sais que les responsables du statut de la femme ont travaillé énormément là-dessus, mais je suis moins au courant de ce groupe. Si jamais on rouvrirait le dossier au complet, alors, nous en discuterions certainement.

M. Halliday: Monsieur le président, je veux simplement dire que je pense que c'est utile. C'est la seule chance que nous avons, en tant que députés, de discuter avec le ministre de ses idées, ou de sa façon de penser sur un sujet donné. Nous n'avons pas l'occasion de le faire à la Chambre, à moins qu'un nouveau Règlement ne nous permette ce genre de discussion. Il est très important qu'on comprenne l'orientation que vous entendez prendre, et je pense que vous nous avez éclairés ce soir. Merci beaucoup.

Mme Bégin: Voulez-vous des copies de tous mes discours? Je vais m'assurer que vous êtes sur ma liste de distribution.

Le président: Je suis d'accord. C'est la raison pour laquelle le président permet des questions sur tous les aspects... Même si les députés veulent philosopher sur ce projet de loi, c'est l'occasion de le faire. C'est pourquoi j'oublie l'heure et permets aux députés de s'exprimer.

M. Halliday: Merci de votre générosité, monsieur le président.

Le président: Merci.

Monsieur Heap.

M. Heap: Merci, monsieur le président. Le ministre aborde la question des allocations familiales dans ce projet de loi; du moins, elle en a discuté et a abordé la question de deux façons. D'un côté, elle défend le projet de loi qui diminue toutes les allocations familiales, et de ce fait, le pouvoir d'achat réel des prestataires, en soulignant l'augmentation du crédit d'impôt pour enfant à laquelle certains auront droit, et ce, pour dire que les gens qui en ont le plus besoin ne souffriront pas. Alors, à ce point-là, elles rapprochent les deux éléments.

[Text]

However, when questions have been asked as to whether that does not affect the principle of universality, she then changes her approach and says in effect: Well, I do not have anything to do with the child tax credit, that is the income tax department. So we are only talking about family allowance.

The point I want to make is that there are about 3.5 million mothers, I believe, in the country who receive family allowance and they are a very important, specific class because what is common to them is that is the income that comes to them as mothers, not as husbands, or their children, or as anything else—nor as employees of somebody else or even as self-employed. It comes to them as mothers; it defines them very clearly.

This program, taken narrowly of course, treats all the mothers the same, all 3.5 million of them. However, the program of the budget, not just the program of one department within the budget, the program of the budget does not treat them all the same. About 2.5 million of these mothers will get a child tax credit which will more or less compensate them. We can argue whether it is more or less according to what assumptions we make about inflation in 1983 and 1984. Let us say it will more or less compensate them for their loss. But there will be about another million mothers who will not get that compensation.

The point I am making is that, although it is in a small way, what we have done is to emphasize a division among the 2.5 million mothers. We have emphasized two classes of mothers now. The immediate effect of that is very small, so small that it might be argued that it is not harmful. What I am concerned about is the pattern or the precedent being set there. It emphasizes a way of distinguishing. It is not exactly a means test but it is related to a means test. It emphasizes a way of distinguishing between 2.5 million mothers and another million mothers, and the principle introduced does erode the principle of universality.

I would ask the minister to comment on how she expects to prevent that emphasis from being developed further, given that she has indicated there is not going to be any big spending programs and that we are in for, if not hard times, at least times of very, very careful managing and so on.

• 2135

There will be constant pressure to cut where possible, or not to increase where it is possible not to increase. How does she expect to prevent the enlargement of this split being made between those mothers who are entitled, in effect, to the full amount or almost the full amount by the combination of family allowance and child tax credit... For many of them, that is the only income they can call their own. Whether they are on \$10,000 or \$40,000 per year as a family, for many of them, that is the only cheque they get that comes to themselves.

How does she expect to prevent the widening of the difference between those being maintained at a certain level and those no longer being maintained at a certain level in regard

[Translation]

Toutefois, quand on lui demande si cela n'affectera pas le principe de l'universalité, elle s'empresse de dire qu'elle n'a rien à voir avec le crédit d'impôt pour enfant, que cela est du ressort du ministère du Revenu. Alors, nous discutons uniquement des allocations familiales.

Là où je veux en venir, c'est qu'il y a environ 3,5 millions de mères, je pense, au pays, qui reçoivent des allocations familiales, et ces femmes constituent une classe très importante, parce qu'elles ont quelque chose en commun, en ce sens que le revenu qu'elles touchent leur revient en tant que mères, non pas au titre de leur époux, de leurs enfants ou à quelque autre titre—pas plus qu'au titre d'employée de quelqu'un ou de travailleuse autonome. Les prestations leur sont envoyées à titre de mères; cela les définit très clairement.

Le programme, si on le considère de façon très étroite, évidemment, traite toutes les mères de la même façon, les 3,5 millions d'entre elles. Cependant, le programme du budget, et non seulement le programme d'un ministère, mais bien le programme du budget ne les traite pas toutes de la même façon. Environ 2,5 millions de ces mères auront un crédit d'impôt pour enfant qui compensera plus ou moins la perte de revenus. On peut discuter de la compensation plus ou moins adéquate selon nos hypothèses au sujet de l'inflation en 1983 et 1984. Disons que ce crédit d'impôt va compenser plus ou moins les pertes qu'elles subiront. Mais il y a environ un million d'autres mères qui ne recevront pas cette compensation.

Ce que je dis, bien que ce ne soit pas très marqué, c'est que nous avons créé une différence entre les 2,5 millions de mères. Nous avons créé deux classes de mères. Dans l'immédiat, cela a très peu d'incidences, tellement peu que l'on pourrait dire que cela ne fait aucun mal. Ce qui m'inquiète, c'est la tendance qui se dessine, ou le précédent qu'on établit ici. Cela marque une façon de distinguer les gens. Ce n'est pas exactement un critère servant à déterminer les moyens des gens, mais c'est tout comme. Cela marque une façon de distinguer 2,5 millions de mères et un million d'autres, et le principe qui soutient cet exercice érode celui de l'universalité.

Je demanderais au ministre comment elle entend empêcher cette tendance de se développer, étant donné qu'elle nous a dit qu'il n'allait pas y avoir de gros programmes de dépenses et que nous devrions nous attendre sinon à des temps très durs, du moins à une période de contrôle de la gestion très suivi.

Il y aura constamment des pressions pour que l'on restreigne là où c'est possible, pour que l'on n'augmente pas quand ce sera possible de ne pas augmenter. Comment le ministre envisage-t-il de réduire l'accentuation de l'écart entre les mères qui touchent le plein montant, ou presque, étant donné la combinaison des allocations familiales et du crédit d'impôt pour enfant... Pour beaucoup d'entre elles, c'est le seul revenu qui leur est propre. Que le revenu familial soit de \$10,000 ou de \$40,000 par année, pour beaucoup d'entre elles, c'est le seul chèque qu'elles puissent toucher elles-mêmes.

Comment le ministre envisage-t-il d'empêcher l'accentuation de l'écart entre les mères qui peuvent continuer de toucher la même somme et celles qui ne le peuvent plus, étant donné les

[Texte]

to, let us say, the child support program, the two she and the budget have always talked about together when she is defending the law? That is to say she combines family allowance and child tax credit for the purpose of showing equity. But having combined them, how is she going to prevent that combination from being used to advance the principle that we have two, or perhaps more than two, classes of mothers instead of one class?

The Chairman: Madam Minister.

Madam Bégin: I did not know the new member for Spadina was a casuist, but he is also a perfect case of someone in the potatoes, as we say in French, which means all mixed up.

First, there is no division of class, so do not panic. Let me explain, if I may, that is why the word "universality", as the key concept for the *raison d'être* of family allowance, leads to a mistake in the analysis.

For example, you said I start dividing mothers; that is what you suggest. But you do not seem to know family allowances are taxable, and that if you want to call the amount "universality"—which is what I oppose, since we are talking of this bill, universality meaning it goes to everybody—then I could be a Jesuit, too, and pretend family allowances are not universal because they are taxable, and mothers are already "divided" in the sense they are not treated equally. Family allowances are taxable; therefore, mothers are "divided" as of \$10,000 or more. They start paying a little bit on it, and that increases with the family income or their income.

Then comes the child tax exemption. I have said it starts at \$10,000, because you have to be in the income system to see the colour of it. The wealthier you are, the more it is worth; that is wrong, as far as I am concerned.

Then comes the child tax credit. It has another dividing point. It is \$26,000, and then it is a graduated phasing out.

So in all you say, the only point—if I may say it—I abstract from your remarks is the protection in the future of the package of benefits going to children through their mothers.

To answer your question, which is how . . . I forgot the exact wording, but it means: Minister, how do you make sure it is not eroded in the future? I think that is really the sense of your question. I would answer you by having clear objectives, based on a proper identification of the needs of children and of corresponding programs. There is no other way; and since I am a minister, I am working on that—but I suppose everyone is working on that in one's own department—to make sure you have clear objectives to which the population can subscribe in the broadest possible sense.

• 2140

Mr. Heap: Mr. Chairman, I thank the minister. She has missed her mark entirely in accusing me of being a Jesuit. I happen to be an Anglican, not a Jesuit, but I understand the

[Traduction]

modifications apportées depuis l'avènement du programme de soutien pour les enfants? Le ministre n'a cessé d'associer les deux, et cela est repris dans le budget, depuis l'adoption de la loi. Pour prouver qu'il y a égalité, le ministre associe les allocations familiales et le crédit d'impôt pour enfant. Ce faisant, comment va-t-elle veiller à ce qu'il n'y ait pas enracinement du principe voulant que désormais, il y a deux ou peut-être plus de deux catégories de mères plutôt qu'une seule?

Le président: Madame le ministre.

Mme Bégin: Je ne savais pas que le nouveau député de Spadina était spécialiste de la casuistique, mais j'ajouterais qu'il est dans les patates, comme nous le disons en français, ce qui signifie qu'il est tout mêlé.

Tout d'abord, il n'y a pas de catégories, rassurez-vous. Voilà pourquoi il est dangereux de s'accrocher au mot «universalité» et d'en faire la raison d'être des allocations familiales. Cela aboutit à une erreur dans l'analyse.

Par exemple, vous avez dit que je divisais les mères en catégories. Saviez-vous que les allocations familiales sont impossibles et que parler d'«universalité» comme signifiant que tout le monde les touche, me semble ridicule. En effet, si j'étais Jésuite, je pourrais prétendre que les allocations familiales ne sont pas universelles, puisque, étant impossibles, elles donnent lieu à des catégories de mères selon leurs revenus. Les allocations familiales sont impossibles. Par conséquent, à partir d'un revenu de \$10,000, il y a des catégories de mères. L'impôt qu'elles versent sur les allocations familiales est directement proportionnel au revenu de la famille ou au leur.

Ensuite, il y a toute la question de la déduction d'impôt pour enfant. J'ai dit, tout à l'heure, qu'il fallait gagner au moins \$10,000, pour en profiter. De là à dire que plus vous êtes riche, plus cela rapporte, ce n'est pas vrai.

Ensuite, il y a la question du crédit d'impôt pour enfant. C'est une autre chose. Le niveau de démarcation est \$26,000, mais cela va en décroissant.

De tout ce que vous avez dit, je ne retiens qu'une seule chose, la protection, à l'avenir, des avantages que nous voulons donner aux enfants par l'intermédiaire de leurs mères.

En réponse à votre question, qui était . . . j'en oublie le libellé, mais en substance, vous me demandiez comment s'assurer que ces avantages ne seront pas rognés à l'avenir. Je pense que c'est là l'essence de votre question. C'est très simple : il suffit d'objectifs clairs, fondés sur une liste précise des besoins des enfants, avec, en regard, des programmes qui y répondent. Il n'y a pas d'autre façon. Depuis que je suis ministre, je m'emploie à cela, mais je suppose que je ne suis pas différente des autres ministres, car chacun doit veiller à établir des objectifs clairs que la population peut reconnaître comme tels de façon générale.

M. Heap: Monsieur le président, je remercie le ministre. Elle est complètement à côté de la plaque quand elle m'accuse d'être un Jésuite. Je suis Anglican, et non pas Jésuite, mais je

[Text]

minister is just looking for something to throw while she could think of something to answer with.

Madam Bégin: It was because I detest casuistic remarks.

Mr. Heap: Mr. Chairman, then the minister ought to look in the mirror if she wants to worry about casuistical remarks. I have not heard anything so casuistical as those speeches in the House when she says that the mothers will get more money next year. She knows perfectly well they will not; they will get less.

Madam Bégin: Was that wrong?

Mr. Heap: But, Mr. Chairman, my second question concerns the minister's sermonette on mobilization. She has answered several questions by saying: But you must understand that we are trying to mobilize people. The term "mobilize" became very popular a little more than a generation ago, in World War II, and the object was to get men to fight or to get men and women to produce guns for the defence of the country, and the means was to find a way to channel a certain potential or to release the motivation for certain action that was desired, and by and large it succeeded in that case.

I would like her to explain what she means by appealing to that nice emotional word "mobilization". It always sounds great to say let us mobilize, and she keeps repeating "mobilize". What she is doing by her program is cutting income; nothing more nor less than reducing actual real income by bringing down the indexation below the expected level of inflation. If she and her colleagues expected inflation would come down to 6%, of course there would not be any need for this bill at all, so she implicitly admits that they do not believe it will come down and she suggested that it may even be 8.5% next year. So what she is doing is cutting income, but she has not explained how that mobilizes people. How does that channel potential action of the people whose incomes are being cut? I understand how it might give \$70 million or something more to the government for it to carry on action, but she always insists so earnestly that it is not meant just to save money, it is meant to mobilize people.

Possibly—and she has never suggested this; she may wish to comment, yes or no—what she means is that she wants to mobilize mothers to cease having children, and then of course that would save us a great deal of money in family allowances. It would perhaps take a little while to work out, but it would certainly have that effect. But my question is: if she is trying to mobilize people to do something, and not just use the word "mobilize" as a fancy way of saying cut their income, what is it she wants these mobilized people to do?

Madam Bégin: I will remain as far as possible from ideology, because they always avoid the tests of facts and reality. I apologize to the member for not being able to answer him at the level on which he places himself.

For me the word "mobilize", which I use and which may not have been the best exact English concept, is the word I would have used in French for sure, and it means that in any matters

[Translation]

suppose qu'elle m'a affublé de cette étiquette pour se donner le temps de réfléchir à la réponse.

Mme Bégin: C'est parce que je déteste les remarques casuistiques.

M. Heap: Monsieur le président, le ministre devrait elle-même faire un examen de conscience avant de parler de casuistique. Les discours qu'elle fait à la Chambre sont de la casuistique pure quand elle prétend que les mères toucheront plus d'argent l'année prochaine. Elle sait parfaitement que non, car elles en toucheront moins.

Mme Bégin: Qu'est-ce qui ne va pas?

M. Heap: Monsieur le président, ma deuxième question a trait au petit sermon du ministre sur la mobilisation. Elle a répondu à plusieurs questions en disant qu'on doit comprendre qu'elle est en train de mobiliser les gens. Ce terme, «mobiliser», était très populaire il y a plus d'une génération, pendant la Seconde Guerre mondiale, et il s'agissait alors de convaincre les hommes d'aller au combat, les hommes et les femmes de produire plus d'armes pour la défense du pays, et il s'agissait de trouver le moyen de canaliser un certain potentiel ou de susciter la motivation souhaitée. Dans l'ensemble, on a réussi.

Je voudrais qu'elle m'explique ce qu'elle veut dire quand elle utilise ce mot tout à fait émotif de «mobilisation». Cela paraît toujours merveilleux de dire «mobilisons». Son programme, en fait, réduit le revenu, ni plus ni moins; il réduit le revenu réel en faisant intervenir une indexation un peu moindre que le taux anticipé d'inflation. Si elle-même et ses collègues s'attendaient à ce que l'inflation tombe à 6 p. 100, on n'aurait absolument pas besoin de ce projet de loi, qui est le témoin même qu'ils n'estiment pas que l'inflation sera réduite à ce taux-là. Elle a même laissé entendre que l'inflation pourrait être de 8.5 p. 100 l'année prochaine. Elle réduit donc le revenu, sans toutefois expliquer comment elle mobilisera les gens. Allez-vous prétendre que cela canalise l'activité potentielle des gens dont le revenu est réduit? Je comprends très bien que cela peut faire rentrer 70 millions ou plus dans les caisses du gouvernement, mais elle insiste si vigoureusement en même temps pour dire que cela ne signifie pas une économie, mais tout simplement un moyen de mobiliser les gens.

Il est possible que ce n'est pas ce qu'elle prétende. Elle me le dira. Il est possible qu'elle veuille mobiliser les mères et les inciter à avoir moins d'enfants, ce qui, bien entendu, permettrait d'économiser beaucoup d'argent en allocations familiales. Cela signifiera peut-être un peu plus de préparation mais l'objectif sera atteint. Ma question est la suivante: si le ministre essaie de mobiliser les gens, si elle n'emploie pas ce mot en vain, à quoi servira leur mobilisation?

Mme Bégin: Je vais m'abstenir, dans la mesure du possible, de discuter d'idéologie, car cela n'a aucune application concrète dans les faits et dans la réalité. Je demanderai au député de bien vouloir m'excuser, mais je ne puis lui répondre dans la sphère où il se place.

Quant à moi, le mot «mobiliser», qui ne correspond peut-être pas à un concept très précis en anglais, est un mot que j'aurais utilisé en français, assurément, pour des questions économi-

[Texte]

of the world of economics, of the economy, it is obvious to me and to the government that there is an ingredient essential to the success of any economic venture and of the economy as a whole, and that is the psychological element.

I am sorry to appear to be preaching, but I have to answer the question as it is. I am trying to say that the attitude, the will to fight inflation is or is not there.

• 2145

Mobilization, the way I use it, is one of the tools the government has identified as essential. It goes by your pocket; yes, sir, that is for sure, and that is exactly what we have told all Canadians. I do not apologize for that because that is the signal that we all understand, those who can get a direct signal, the signal of one's pocket, that there will be a little less than anticipated an increase because we want to fight inflation and cut it in half. That is the meaning of mobilization, and it is very easy to understand in normal language, the barn-door language that I use and know.

Inflation was at 12%; it is already lower. Nobody six months ago in Canada had ever heard the words "six and five". It was a concept, an abstract concept, relatively arbitrary. We took the rates of inflation, actual and anticipated, of 12% and 10% and decided that it was a calculated risk to—comment dit-on—aim for cutting them in half. We proposed that to Canadians and we spoke of it and we did it through different programs, and now I must say that most of the people in my riding, which is a very ordinary riding where I do not talk of that all the time, know that word now and are used to it and know what it means. It means, vaguely, fighting inflation and a better economic situation. That is what I am trying to express.

The Chairman: Your last question.

Mr. Heap: Mr. Chairman, the minister still has not said what she wants these people to do. When she says there has to be a psychological element, the will to fight inflation, how are these mothers or children to fight inflation other than by not spending the money that she does not give them? How are they actively to do something to fight inflation? How does this cut in their income release them or encourage them or give them this psychological element, this will to fight inflation?

Madam Bégin: It could be directly the way the member suggests by spending a tiny little less, if you talk strictly of the small reduction in the family allowance cheque, which will also fuel less inflation. But I suppose any message has a direct, concrete—I am not a linguist to explain that to the member—meaning and a broader, symbolic meaning. The broader, symbolic meaning is a message of being co-responsible for what goes on and for the recovery, sharing in the recovery. It means that each of us, each mother, translates it the way she wants. It can be in a given family that they will put their credit cards in order. In another family it is another not necessary item of which they will put back the purchase. It can be

[Traduction]

ques. Pour moi, comme pour le gouvernement, c'est un ingrédient essentiel pour assurer le succès de toute entreprise économique et pour la relance de l'ensemble de l'économie, car il atteint un point psychologique.

Je suis désolée que vous ayez l'impression que je prêche, mais il me faut répondre à la question telle qu'elle est posée. J'essaie de vous expliquer que l'attitude, la volonté de combattre l'inflation est capitale.

Pour moi, la mobilisation, c'est quelque chose d'essentiel. Elle a des incidences économiques pour tous les Canadiens, et c'est ce que nous leur disons. Je ne m'en excuse pas. C'est quelque chose que tout le monde comprend, c'est quelque chose qui touche tout le monde sur le plan économique. L'idée est que tout le monde aura un peu moins que ce à quoi il s'attend parce que nous avons décidé de combattre l'inflation et de la réduire de moitié. C'est ce que je veux dire quand je parle de mobilisation. C'est un concept facile à comprendre dans la langue simple que j'utilise.

Le taux d'inflation était à 12 p. 100, et il a diminué. Il y a six mois, au Canada, personne ne savait ce qu'étaient «les 6 et 5 p. 100». C'était un concept abstrait, quelque chose de relativement arbitraire. Nous sommes partis du taux d'inflation, réel et prévu, de 12 et 10 p. 100, et avons décidé... c'était un risque calculé, comme on dit—de le réduire de moitié. Nous avons proposé cette option aux Canadiens en leur expliquant la situation. Nous avons fait appel à divers programmes pour ce faire. Maintenant, la plupart des gens de ma circonscription, qui sont des gens ordinaires—soit dit en passant, je ne passe pas tout mon temps à parler de cette question—comprennent ce concept et y sont habitués. Il représente pour eux la lutte contre l'inflation et l'amélioration de la situation économique. C'est l'attitude que j'essaie de décrire.

Le président: Ce sera votre dernière question.

M. Heap: Le ministre n'a toujours pas dit ce à quoi il s'attend de la part des gens. Elle parle d'un élément psychologique, de la volonté de combattre l'inflation, mais comment toutes ces mères et tous ces enfants doivent-ils combattre l'inflation autrement qu'en ne dépensant pas l'argent qu'elle ne leur donne pas? Comment doivent-ils combattre l'inflation de façon active? Comment cette réduction de leur revenu les encourage-t-elle, sur le plan psychologique, à combattre l'inflation?

Mme Bégin: Directement, cette réduction minime de leur chèque d'allocations familiales les amène à dépenser un tout petit peu moins, alimente l'inflation un tout petit peu moins. Mais toute action directe, concrète—je ne suis pas linguiste, je ne peux pas tout expliquer au député—a un sens large, symbolique. Le sens symbolique, plus large, est qu'il faut que chacun accepte une part de responsabilité pour que la situation s'améliore. Il faut que chacun fasse sa part dans la reprise. Chacun d'entre nous, chaque mère répond à ce message à sa façon. Pour une famille, cela peut vouloir dire mettre de l'ordre dans ses cartes de crédit. Pour une autre, se priver de quelque chose qui n'est pas nécessaire, en reporter l'achat. Je

[Text]

anything. I do not know what mothers will decide, but it is all Canadians together who should participate—otherwise, it will not work—and that is what is happening and that is what is important.

The Chairman: This concludes the first round of the questioning, and now I recognize on the second round Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Thank you, Mr. Chairman. I have about nine questions; I doubt if I will get them all in on second round, but I will save some for when we get to the next time.

I guess, in a kind of summary sense, this whole discussion for the last couple of hours has got my mind working in a lot of directions. I stood in Question Period on Friday with, I guess, a half-formed set of ideas that are much more clear to me after this discussion. I look at the present Minister of Finance—and I saw him in energy as someone who cut a lot of jobs and hurt the economy a lot—but I sit here tonight and I hear the minister telling us that our power as a standing committee and her power as a minister to provide money to families are absolutely minimal compared to the decisions that lie in the hands of the Minister of Finance.

• 2150

When we talk about child exemption, when we talk about the child tax credit, we are really talking about the Minister of Finance in this country determining social policy relative to families. When I look back a little way at discussions over the last couple of years, we see the Minister of Finance in the federal-provincial fiscal arrangements field determining our social policy relative to health care and post-secondary education. We are slipping, in a governmental style, towards irrelevance in the social policy field compared with the Minister of Finance. I have particular fears about this particular Minister of Finance, based on the record, as I have seen it, in the last two and a half years.

I guess the most dangerous comment I hear you making tonight, and I see it in your speech, is that you are providing in your public utterances a platform for the Minister of Finance to eliminate the income tax exemption for children and it is not coupled with anything he then has to do. If he just simply eliminates it in the next budget, you have taken away an enormous amount of money from families in this country and there is no necessity for replacing it. I doubt if we will find the money saved showing up back in the social policy end of it. I sit here and I know that the Minister of Finance indicated some three days ago that his expectation for the next 12 months is a 6% inflation rate. That is the discussion we are having right now.

I do my numbers, as a statistician, and I go back to the opening question I asked the minister: If inflation is 6% in the year ahead and it conditions the payment in 1984, if it is 6% instead of 8.5% on which your projections are calculated, you do not save a dime, really—\$5 million or \$6 million, not \$70 million. We are sitting here discussing a piece of legislation, but if the Minister of Finance is correct in his inflation rate

[Translation]

ne sais pas ce que chaque mère, individuellement, décidera, mais tous les Canadiens devront participer au processus pour qu'il donne des résultats. Et c'est ce qui se passe actuellement, tous les Canadiens y participent.

Le président: Le premier tour de questions est maintenant terminé. C'est à M. Hawkes, au deuxième tour.

M. Hawkes: Merci, monsieur le président. Je voudrais encore poser à peu près neuf questions. Je doute de pouvoir toutes les poser au deuxième tour. Je vais essayer d'en garder pour une prochaine séance.

Notre débat de ce soir m'a amené à réfléchir à beaucoup de choses. Vendredi, lors de la période des questions, j'avais déjà quelques idées en tête. Aujourd'hui, elles sont beaucoup plus précises. Il y a le ministre actuel des Finances. Lorsqu'il était ministre de l'Énergie, il a fait perdre beaucoup d'emplois à beaucoup de monde. L'économie s'en ressent aujourd'hui. Cet autre ministre nous dit ce soir que notre pouvoir, en tant que comité permanent, et son pouvoir à elle, en tant que ministre, d'aider financièrement les familles ne sont rien comparativement aux pouvoirs que détient le ministre des Finances.

Avec l'exemption pour enfant, avec le crédit d'impôt pour enfant, c'est le ministre des Finances qui détermine les politiques sociales et familiales du pays. Si je me rapporte aux discussions des deux dernières années, relativement aux ententes fédérales-provinciales sur la fiscalité, je m'aperçois que c'est encore le ministre des Finances qui oriente notre politique sociale en matière de santé et d'éducation post-secondaire. Notre gouvernement accorde de moins en moins d'importance à notre politique sociale et de plus en plus d'importance à notre politique économique, telle qu'établie par le ministre des Finances. Il se trouve que j'ai un peu peur de notre ministre des Finances actuel, si je me fie à ses réalisations au cours des deux dernières années et demie.

Ce que j'ai vu de plus inquiétant chez vous, ce soir, c'est le fait que vous semblez offrir au ministre des Finances une plate-forme à partir de laquelle il puisse éliminer l'exemption pour enfant. Et vous ne semblez pas assortir cette concession de quelque condition que ce soit. Si, lors du prochain budget, il la fait tout simplement sauter, vous risquez de priver les familles de notre pays d'un montant d'argent important. Et il n'est pas remplacé par quoi que ce soit. Je doute que l'argent ainsi économisé revienne au secteur social. Je sais que le ministre des Finances a indiqué, il y a trois jours, qu'il s'attend à un taux d'inflation de 6 p. 100 au cours des 12 prochains mois. Justement, c'est ce dont nous parlons ici ce soir.

Je sais compter, moi aussi, et je reviens à la question que j'ai posée au ministre: si l'inflation est de 6 p. 100 au cours de l'année qui vient et que c'est ce pourcentage qui sert à rajuster les prestations en 1984, si c'est 6 p. 100 plutôt que 8.5 p. 100, comme vous l'avez calculé, vous, vous n'économiserez rien du tout, 5 millions, ou 6 millions, tout au plus, mais non pas 70 millions de dollars. Nous étudions ce projet de loi, mais si les

[Texte]

projection, it does not save the Government of Canada a dime. Yet we have a bill that is, to some extent, destabilizing, because of its public perception, for no economic benefit to the Government of Canada.

Madam Bégin: Wait a minute. The reduction of inflation to 6% that is going to happen, the way you describe it, is the greatest success story I will ever have seen in my whole life as a member of Parliament. I will be particularly pleased, as will every mother in the country, because then they get, through indexation, the full value of their dollar and they will have what they should have for their dollars. You are funny. That is great!

But that is not the purpose. Have I not been particularly clear on that and are you not particularly dishonest when you try to make this committee believe I have not coupled my remarks on child tax exemption with the comments that it should go to the child tax credit? Why are you making such innuendos? I do not get it. Who destabilizes whom? It is a . . .

Mr. Hawkes: The basic point is that both those decisions are outside your mandate as the Minister of Health and Welfare; they are in the hands of the Minister of Finance. Basic social policy is . . .

Madam Bégin: It is about time you discovered that the Minister of Finance has a role to play. Every program of the government is approved by the Minister of Finance as to its money side. I do not see why you seem morally shocked about a fact of life that is so elementary that a kid knows it. I am sorry.

Mr. Hawkes: Are you petitioning the Minister of Finance to get rid of the child tax exemption?

Madam Bégin: No, it is not the way you work in government. You work in a team and it is not . . .

The Chairman: The chairman has tried to be neutral on this discussion, but it seems to me that many times we did refer to the Minister of Finance. I think the members have some other places to delegate questions to the ministers involved in that statement that he made in other places. I would prefer that we stick to the minister's responsibilities dealing with the specific project, Bill C-132.

I will yield the floor and give you time to make your point on the Minister of Finance's statements on the other place. I am sure that you are very able to direct the question to the minister in the right places dealing with that matter.

• 2155

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Mr. Chairman, I am sure the minister welcomes every bit of pressure she gets from us so she can go and try to bring that pressure to bear on the Minister of Finance.

Madam Bégin: I do not have to.

The Chairman: As a former minister, I am sure you are quite familiar with the responsibilities of the minister, Miss MacDonald.

[Traduction]

prévisions du ministre des Finances touchant l'inflation sont exactes, le gouvernement du Canada risque de ne pas économiser un cent. Ce projet de loi, déstabilisant dans une certaine mesure, à cause de l'idée que s'en fait le public, risque de ne rien apporter financièrement au gouvernement du Canada.

Mme Bégin: Un instant, je vous prie. Si le taux d'inflation chute à 6 p. 100, comme vous en évoquez la possibilité, ce sera la plus belle réussite que j'aie vue au cours de ma carrière de député. J'en serais ravie, comme toute mère de famille au pays, d'ailleurs. Cela signifiera la pleine indexation pour tout le monde. Vraiment, je ne vous comprends pas. Ce sera merveilleux!

Mais là n'est pas la question. Même si je n'ai pas été très claire, vous ne jouez pas franc jeu lorsque vous essayez de faire croire au comité que ce que je proposais relativement à l'exemption pour enfant ne devait pas aller au crédit d'impôt pour enfant. Pourquoi faites-vous ces insinuations? Qui essaie d'inquiéter qui?

M. Hawkes: Le fait est que ces décisions ne relèvent pas de vous en tant que ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Elles relèvent du ministre des Finances. Et la politique sociale de base est aux mains . . .

Mme Bégin: Il est temps que vous vous aperceviez que le ministre des Finances a un rôle à jouer. Le montant des dépenses de chaque programme gouvernemental doit être approuvé par le ministre des Finances. Je ne comprends pas pourquoi vous êtes offusqué. N'importe qui sait cela.

M. Hawkes: Est-ce vous qui poussez le ministre des Finances à abolir l'exemption pour enfant?

Mme Bégin: Ce n'est pas la façon dont un gouvernement fonctionne. Il faut travailler en équipe . . .

Le président: En tant que président, j'essaie d'être neutre, mais il me semble que le ministre des Finances a été mentionné plusieurs fois. Je pense que les membres du comité ont l'occasion de poser les questions appropriées au ministre approprié. Je préférerais que nous nous en tenions aux responsabilités de ce ministre-ci et à l'étude de cette question, qui est le projet de loi C-132.

Je vais vous redonner la parole et vous laisser commenter les déclarations du ministre des Finances à l'autre endroit. Je suis sûr que vous pouvez poser vos questions le concernant aux endroits appropriés.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur le président, je suis sûre que le ministre est sensible à toutes les pressions que nous exerçons sur elle et qui devraient lui permettre d'insister auprès du ministre des Finances.

Mme Bégin: Ce n'est pas nécessaire.

Le président: Mademoiselle MacDonald, ayant été ministre vous-même, vous devez bien connaître les responsabilités du ministre.

[Text]

Madam Bégin: Do not make any projections.

Mr. Hawkes: I will take your sense of clarity, then. This bill alone is intended to save the government \$320 million in two years. This piece of legislation . . .

Madam Bégin: No, it is not the first objective.

Mr. Hawkes: Now it is a whole, but I cannot talk about the Minister of Finance. If it is not a whole and it is just this bill, then this bill will cut federal expenditures . . .

Madam Bégin: This bill talks about the child tax credit. Why do you not read it?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): No, it does not.

Mr. Hawkes: This bill just limits family allowance.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): It does not do anything.

Mr. Hawkes: In Bill C-132, we are being asked to vote for a cut of \$320 million in expenditures. That is really what we are being asked to do.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): The child tax credit is in the budget bill.

Mr. Hawkes: We are being asked to approve a measure which takes \$320 million out of the pockets of families. That is what this bill does, and that is what the minister would like us to do.

Madam Bégin: And that is what?

Mr. Hawkes: The minister would like us to vote to take \$320 million . . .

Madam Bégin: No, I am sorry, you are being dishonest; and I do not like that, because it does not help anyone.

Mr. Hawkes: This bill will save the Government of Canada \$320 million. We have no bill before us which guarantees the continuation of a child tax credit or exemptions or anything. The only bill this committee has been asked to deal with is this one, which takes \$320 million out of the pockets of families.

The Chairman: Are you through, Mr. Hawkes?

Mr. Hawkes: Am I correct?

Madam Bégin: In what?

Mr. Hawkes: In isolation from everything else, the committee is being asked to pass this bill back to Parliament for report stage at third reading; and this bill alone, as a piece of public policy, if the inflation rates are as projected, would save the taxpayers of this country \$320 million.

[Translation]

Mme Bégin: Ne faites aucune projection.

M. Hawkes: Ce projet de loi seul vise à épargner au gouvernement 320 millions de dollars en deux ans. Ce projet de loi . . .

Mme Bégin: Non, ce n'est pas l'objectif essentiel.

M. Hawkes: Vous parlez maintenant de l'ensemble, mais je ne peux pas parler du ministre des Finances. S'il ne s'agit pas d'un tout, mais seulement de ce projet de loi, on pourra réduire les dépenses fédérales . . .

Mme Bégin: Ce projet de loi parle du crédit d'impôt pour enfant. Pourquoi est-ce que vous ne le lisez pas?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Non, ce n'est pas vrai.

M. Hawkes: Ce projet de loi limite tout simplement le montant de l'allocation familiale.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Le projet de loi ne fait rien.

M. Hawkes: Dans le projet de loi C-132, on nous demande de voter pour une réduction de 320 millions de dollars dans les dépenses de l'État. A vrai dire, c'est ce qu'on nous demande de faire.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Le crédit d'impôt pour enfant se trouve dans le bill sur le budget.

M. Hawkes: On nous demande de donner notre accord à une mesure qui enlève 320 millions de dollars aux familles canadiennes. Voilà ce dont il est question dans ce projet de loi, et ce que le ministre voudrait que nous acceptions.

Mme Bégin: C'est-à-dire?

M. Hawkes: Le ministre voudrait que nous accordions au gouvernement la possibilité de retirer 320 millions de dollars . . .

Mme Bégin: Non, excusez-moi, vous êtes malhonnête, et je n'aime pas cela, étant donné que cela ne rend service à personne.

M. Hawkes: Ce bill permettra au gouvernement du Canada d'économiser 320 millions de dollars. Le projet de loi dont nous avons été saisis ne garantit pas que le crédit d'impôt pour enfant ou les exemptions vont être maintenus. Le seul bill dont ce comité ait été saisi est celui que nous avons sous les yeux, c'est-à-dire celui qui permettra au gouvernement d'enlever 320 millions de dollars aux familles canadiennes.

Le président: Vous avez fini, monsieur Hawkes?

M. Hawkes: Ai-je raison?

Mme Bégin: Sur quoi?

M. Hawkes: Compte non tenu des autres dispositions, on demande au comité de renvoyer le bill au Parlement pour l'étape du rapport en troisième lecture, et ce projet de loi, si l'inflation est conforme aux projections, permettra de faire économiser aux contribuables canadiens 320 millions de dollars.

[Texte]

Madam Bégin: Yes, but the bill does not speak of these expected inflation rates. To be more precise, taken in isolation—which, of course, it should not be—this bill limits the indexation to 6% and 5%.

Mr. Hawkes: If inflation in 1983 is 20%, it will save the government even more.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): But the minister gave those figures earlier.

Madam Bégin: This bill simply caps the indexation at 6% and 5%. The less it saves us, the better.

Mr. Frith: We hope it saves us even less.

Madam Bégin: The member realizes that now.

Mr. Hawkes: If inflation is down, it will save less?

An hon. Member: That is right.

Madam Bégin: Yes, and the better. That is exactly what we really hope, because that is the success of fighting inflation.

Mr. Hawkes: If inflation is down, it will save you less; but your compensatory mechanism of child tax credit will cost you more, because it is not tied to inflation. Is that not also correct?

Madam Bégin: You cannot have it both ways. Make up your mind. Are you in favour of more or less for mothers with children?

Mr. Hawkes: I am simply trying to understand the government's mentality. When you brought up the child tax credit, you also brought up in your speech the fact that you tried to peg it at \$18,000. You lost, and it went with an indexing factor.

You had said before this committee that families receiving \$40,000 annually in current terms will get some extra money from the government in the form of a child tax credit, but you have also said you do not approve of that.

Madam Bégin: No, you cannot be that dishonest, and you cannot accuse me of crimes I have not committed.

Mr. Hawkes: I thought you would rather take more of that money and give it to the poorer families.

Madam Bégin: If the committee wants to be simplistic, the committee then will question me only on what exists today. But the committee members from the three sides of the House did ask me questions on other programs specifically, and I resisted that; but I was told by the Chairman all questions here can be answered, questions on philosophy. Of course, I dislike talking about philosophy when it is of money we are talking, really.

[Traduction]

Mme Bégin: C'est exact, mais le bill ne fait pas mention du taux d'inflation projeté. Pour être plus exact, pris en soi—ce qu'il ne faudrait pas faire—le bill plafonne l'indexation à 6 et 5 p. 100.

M. Hawkes: Si, en 1983, l'inflation est de 20 p. 100, le gouvernement fera encore beaucoup plus d'économies.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Mais le ministre a donné ces chiffres avant.

Mme Bégin: Ce projet de loi plafonne tout simplement l'indexation à 6 et 5 p. 100. Moins nous épargnons, mieux c'est.

M. Frith: Nous espérons que ce projet de loi nous permettra d'économiser encore moins.

Mme Bégin: Le député se rend compte de cela maintenant.

M. Hawkes: Si l'inflation diminue, nous économiserons moins?

Une voix: C'est exact.

Mme Bégin: Oui, et tant mieux. C'est exactement, à vrai dire, ce que nous espérons, parce que cela voudra dire que nous obtenons des résultats dans notre lutte contre l'inflation.

M. Hawkes: Si l'inflation diminue, vous économiserez moins, mais le mécanisme compensatoire relatif au crédit d'impôt vous coûtera davantage, étant donné qu'il n'est pas relié à l'inflation. Est-ce exact?

Mme Bégin: On ne peut pas tout avoir. Décidez-vous. Est-ce que vous êtes pour une augmentation ou une diminution des allocations versés aux mères?

M. Hawkes: Tout ce que j'essaie de faire, c'est de comprendre la mentalité du gouvernement. Lorsque vous avez créé le crédit d'impôt pour enfant, vous avez également, dans votre discours, dit que vous essaieriez de le rattacher à une fourchette de revenu s'arrêtant à \$18,000. Vous n'y êtes pas parvenue, et le crédit d'impôt a été indexé.

Lorsque vous avez comparu devant le comité, vous avez dit que les familles qui disposaient de \$40,000 de revenu par année recevraient des montants supplémentaires du gouvernement sous forme de crédit d'impôt pour enfant, mais vous avez également dit que vous n'étiez pas d'accord avec cette mesure.

Mme Bégin: Non, je ne vous laisserai pas être aussi malhonnête, et en outre, vous ne pouvez pas m'accuser d'avoir dit des choses que je n'ai pas dites.

M. Hawkes: J'aurais pensé que vous auriez préféré donner cet argent aux familles les plus pauvres.

Mme Bégin: Si le comité veut adopter une vue simpliste des choses, il ne faudrait me poser des questions que sur la situation actuelle. Mais les membres du comité, de quelque appartenance politique que ce soit, m'ont posé des questions portant précisément sur d'autres programmes, et je n'ai pas accepté, mais par contre, le président m'a dit que je pouvais répondre à toutes les questions, même de principe. Bien entendu, je n'aime pas parler de principes lorsqu'on parle, à vrai dire, de gros sous.

[Text]

I did express possible objectives or improvements to the actual system. These are my views; I have held them for years.

• 2200

I answer anybody who asks me an honest question the same way, of course, and they know it is not because I think taking away what I give in the family allowance cheque which goes to mothers every month will be an improvement. Do not try to make mothers believe I do not have clear thinking. They do get a cheque. It is in the law.

If you want my personal philosophy for the future, there are possible improvements to be made. I have given them. Do not mix up the public. It is unfair. It is really very dishonest. I want to make that very clear, and I do not accept it.

Mr. Hawkes: The minister's opening speech on this bill in the House constitutes the Cabinet's perspective and the minister's perspective on the need for this bill and the reasons underlying it. A good chunk of the speech brings in the issue of the totality of benefits payable to families.

Madam Bégin: Yes, for the excellent and very practical reason of the importance of telling people the way things are because of all the rumours of possible changes which have circulated in the past two months. In this way, we have introduced an element of stability.

Mr. Hawkes: I will tell you what makes me nervous. We passed this bill through the House of Commons . . .

Madam Bégin: Everybody makes you nervous. Marc Lalonde makes you nervous. I make you nervous.

Mr. Hawkes: We have a statute which requires the payment of these cheques to families. But we have, as well, the compensatory mechanism in the hands of the Minister of Finance, regardless of who that individual is, who can stand up in the House on any budget night and change that compensatory mechanism instantly. The only power we have is to provide statutory authority to save the government \$320 million and we as committee members have no guarantee that the compensatory mechanism which underlies the defence of the program will, in fact, be delivered. Am I correct? Just in law?

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): You have to have faith.

Madam Bégin: I do not know, I am not a lawyer. We are in politics here.

The Chairman: Raise your question and I can put your name on the next meeting, Ms McDonald.

Ms McDonald (Broadview—Greenwood): It is not a question. It is a request. This is the committee on health and welfare and social affairs. And my health and welfare have been savagely hurt by the lack of oxygen in this room for the last two hours. I wonder if at the next meeting there could be no smoking. Surely a committee on health and welfare should not subject its members . . .

[Translation]

J'ai effectivement fait état d'objectifs et d'améliorations au système actuel. C'est mon point de vue, qui n'a d'ailleurs pas changé depuis des années.

Je donne la même réponse à ceux qui me posent des questions honnêtes, et on n'améliorera pas les choses, je pense, en coupant le chèque d'allocations familiales que reçoivent les mères de famille chaque mois. N'essayez donc pas de leur faire croire que je ne vois pas très bien les choses. Chaque mère de famille reçoit un chèque. C'est prévu par la loi.

Si vous voulez mon avis personnel, on pourra apporter certaines améliorations au système, à l'avenir. J'ai dit comment. N'indiguez pas, s'il vous plaît, le public en erreur. C'est injuste. C'est même très malhonnête. Je voulais être claire à ce sujet, et je n'accepte pas ce que vous dites.

M. Hawkes: Le discours d'ouverture qu'a fait le ministre à la Chambre sur ce projet de loi donne le point de vue du Cabinet, ainsi d'ailleurs que le point de vue du ministre, sur la nécessité du bill et les raisons sous-jacentes à son adoption. Une bonne partie du discours porte sur le caractère global des prestations aux familles.

Mme Bégin: Oui, pour une bonne raison très pratique, qui consiste à dire aux gens comment les choses sont, étant donné qu'on a parlé de modifications éventuelles au système au cours des deux derniers mois. De cette façon, nous avons stabilisé les choses.

M. Hawkes: Je vais vous lire ce qui me met sur mes gardes. Nous avons adopté ce bill à la Chambre des communes . . .

Mme Bégin: Tout le monde vous fait mettre sur vos gardes. Le ministre des Finances, moi-même.

M. Hawkes: Il y a une loi qui prévoit le versement d'allocations familiales aux familles. Mais il existe également un mécanisme compensatoire relevant du ministre des Finances, peu importe qui c'est, qui peut, à l'occasion d'un nouveau budget, le modifier sans préavis. Le seul pouvoir que nous ayons est d'accorder au gouvernement le pouvoir statutaire d'économiser 320 millions de dollars, mais les membres du comité n'ont aucune garantie que ce mécanisme qui protège le programme verra le jour. D'un point de vue juridique, ai-je raison?

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Il faut avoir la foi.

Mme Bégin: Je ne sais pas, je ne suis pas avocat. Nous parlons de politique, ici.

Le président: Madame McDonald, posez votre question, et je vous mettrai sur ma liste pour la prochaine séance.

Mme McDonald (Broadview—Greenwood): A vrai dire, ce n'est pas une question, c'est une demande. Nous sommes bien au comité de la santé nationale et du bien-être social. Je dois dire que le manque d'oxygène dans cette salle, depuis deux heures, a porté un grave préjudice à ma santé et à mon bien-être. Serait-il possible qu'à la prochaine séance, on demande de ne pas fumer. À n'en pas douter, le comité de la santé natio-

[Texte]

Madam Bégin: Have you ever been to a hospital with doctors around a table, all of whom are smoking?

The Chairman: We appreciate this, because I am a non-smoker, but it is not for the chairman to decide. It is up to the members to have a ruling on this matter.

Ms McDonald (Broadview—Greenwood): The members are here. I just find this extremely difficult and I think it is extremely unfair for people who smoke to make life difficult for people who do not. We could have a smoking break half way through. People could go outside. You know, there are other ways of handling this problem.

The Chairman: If you really want to deal with this specific subject, try to raise the question around the members and if you decide to . . .

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): It is up to the minister to provide some money to the non-smokers' rights group.

Madam Bégin: You do not need money to have a non-smoking place in the audience and a smoking place.

The Chairman: It may be indirectly relevant to the bill for health and welfare but it is not the chairman's responsibility.

Ms McDonald (Broadview—Greenwood): This is a committee meeting. Surely the members can decide on how they are going to conduct the committee meeting.

Mr. Weatherhead: We are open to the public. I am a non-smoker too; many of us are. This is open to the public and I think it would have to be a ruling of the committee system as a whole. It may be a very good ruling in the future to have non-smoking meetings and this sort of thing. But I do not think it is up to ourselves, unilaterally, to try to pass something in this particular committee.

The Chairman: I think it is a good point that you have raised, Mr. Weatherhead, because in the Canagrex committee ruling the majority of the members decided, but how about the public. It is a public meeting.

Ms McDonald (Broadview—Greenwood): It is a unilateral decision on the part of smokers to smoke.

The Chairman: It is a public room here.

Ms McDonald (Broadview—Greenwood): It has not been the public who has been smoking.

The Chairman: Yes, but if we establish a ruling through this committee then it will be for the next meeting as well, and I do not think it is the chairman's responsibility. If you wish to put a motion on it, it is up to you to decide. It is not my duty to make any ruling on that opinion.

[Traduction]

nale et du bien-être social ne devrait pas imposer à ses membres . . .

Mme Bégin: Êtes-vous déjà allée dans un hôpital, à une réunion de médecins qui fument? C'est comme ici.

Le président: Je comprends parce que moi-même, je ne fume pas, mais je ne peux pas prendre de décision. Tout dépend des membres du comité.

Mme McDonald (Broadview—Greenwood): Ils sont tous ici présents. Je trouve cela difficile à accepter, et je crois qu'il est extrêmement injuste que les fumeurs imposent leur volonté aux autres. Nous pourrions faire une petite pause vers le milieu de la séance, et ceux qui veulent fumer iraient dehors. On peut s'arranger de différentes façons.

Le président: Si vous voulez vraiment discuter de cela, essayez de poser la question aux membres du comité, et si vous décidez de . . .

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): C'est au ministre qu'il appartient de donner de l'argent à ceux qui défendent les droits des non-fumeurs.

Mme Bégin: Il n'est pas question d'argent; on pourrait tout simplement avoir un endroit pour fumeurs et un endroit pour non-fumeurs.

Le président: Indirectement, cette question cadre peut-être avec le bill dont nous parlons, mais le président ne peut prendre la responsabilité de trancher.

Mme McDonald (Broadview—Greenwood): C'est une séance de comité. Les membres du comité peuvent décider de la façon dont la séance va se dérouler.

M. Weatherhead: Les séances sont publiques. Je suis moi-même non-fumeur, comme beaucoup d'autres députés. Cette séance est publique, et il faudrait qu'une décision soit prise pour l'ensemble des comités. Il sera peut-être opportun, à l'avenir, d'avoir des séances pour les non-fumeurs et d'autres, pour les fumeurs. Mais je ne pense pas qu'il nous appartient d'en décider unilatéralement ici, aujourd'hui.

Le président: Monsieur Weatherhead, vous avez soulevé une question intéressante, parce que le Comité de l'agriculture, chargé d'étudier Canagrex, a décidé, à la majorité des membres, mais il reste la question du public. Il s'agit d'une séance publique.

Mme McDonald (Broadview—Greenwood): Pourtant, les fumeurs prennent unilatéralement la décision de fumer.

Le président: Nous sommes dans une salle publique.

Mme McDonald (Broadview—Greenwood): Ce n'est pas le public qui fume.

Le président: Oui, mais si nous prenons une décision ici, cette décision vaudra également pour la prochaine séance, et je ne pense pas que le président puisse le faire. Si vous voulez présenter une motion à ce sujet, libre à vous de le faire. Personnellement, je ne peux pas prendre la décision.

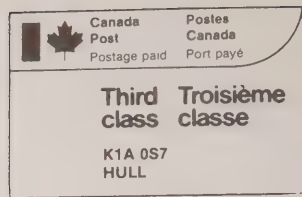
[Text]

• 2205

The meeting is adjourned until Thursday at 4.00 p.m. We will let you know the room, because we are sitting on the block system. The meeting is adjourned.

[Translation]

La séance est levée jusqu'à jeudi, à 16 heures. Nous consulterons la grille, et nous vous ferons savoir le numéro de la salle. La séance est levée.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Quebec, Canada, K1A 0S7*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7*

WITNESS—TÉMOIN

From the Department of National Health and Welfare:

Mr. Del Lyngseth, Assistant Deputy Minister, Income
Security.

Du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social:

M. Del Lyngseth, sous-ministre adjoint, Sécurité du revenu.

HOUSE OF COMMONS

CHAMBRE DES COMMUNES

Issue No. 51

Fascicule n° 51

Thursday, December 9, 1982

Le jeudi 9 décembre 1982

Chairman: Mr. Marcel Roy, M.P.

Président: M. Marcel Roy, député

Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on

Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent de la

Health, Welfare and Social Affairs

Santé, du bien-être social et des affaires sociales

RESPECTING:

CONCERNANT:

Bill C-132, An Act to amend the Family Allowances
Act, 1973

Projet de Loi C-132, Loi modifiant la Loi de 1973 sur
les allocations familiales

APPEARING:

COMPARAÎT:

The Honourable Monique Bégin,
Minister of National Health
and Welfare

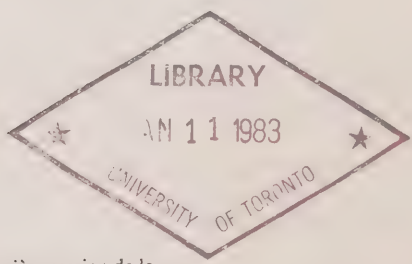
L'honorable Monique Bégin,
Ministre de la Santé nationale
et du Bien-être social

WITNESSES:

TÉMOINS:

(See back cover)

(Voir à l'endos)



First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982

STANDING COMMITTEE ON HEALTH,
WELFARE AND SOCIAL AFFAIRS

Chairman: Mr. Marcel Roy

Vice-Chairman: Mr. Peter Lang

Berger
Bossy
Burghardt
Frith
Gurbin
Halliday

Hawkes
Heap
Mrs. Killens
Miss MacDonald
(*Kingston and the Islands*)
Marceau

COMITÉ PERMANENT DE LA SANTÉ, DU
BIEN-ÊTRE SOCIAL ET DES AFFAIRES
SOCIALES

Président: M. Marcel Roy

Vice-président: M. Peter Lang

Messrs. — Messieurs

Mayer
Ms McDonald
(*Broadview—Greenwood*)
Reid (*St. Catharines*)
Robinson (*Etobicoke—
Lakeshore*)

Schroder
Scott (*Hamilton—
Wentworth*)
Weatherhead—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Judith LaRocque

Clerk of the Committee

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, DECEMBER 9, 1982
(79)

[Text]

The Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs met at 4:06 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Marcel Roy, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Frith, Halliday, Hawkes, Mrs. Killens, Miss MacDonald (*Kingston and the Islands*), Mr. Marceau, Ms McDonald (*Broadview—Greenwood*), Messrs. Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*), Roy and Schroder.

Other Member present: Mr. Peterson.

Witnesses: From the National Action Committee on the Status of Women: Ms Louise Dulude, Ms Michelle Swemarchuk.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Friday, December 3, 1982 regarding Bill C-132, An Act to amend the Family Allowances Act, 1973. (See *Minutes of Proceedings and Evidence dated Tuesday, December 7, 1982, Issue No. 50*)

On Clause 1

The Chairman presented the report of the Sub-committee on Agenda and Procedure which read as follows:

Your Sub-committee on Agenda and Procedure met on Tuesday, December 7, 1982 to consider matters relating to the Committee's Order of Reference concerning Bill C-132, An Act to amend the Family Allowances Act, 1973, and has agreed to recommend the following:

1. That the list of witnesses be, subject to their availability, as follows:

Thursday, December 9, 1982, 4:00 p.m.

National Action Committee on the Status of Women;

Thursday, December 9, 1982, 8:00 p.m.

The Honourable Monique Bégin, Minister of National Health and Welfare;

Monday, December 13, 1982, 3:30 p.m.

Canadian Council on Social Development.

2. That the Clerk of the Committee again contact the Canadian Advisory Council on the Status of Women to see if they can appear.

The witnesses made a statement and answered questions.

At 5:51 o'clock p.m., the Committee adjourned until 8:00 p.m.

EVENING SITTING
(80)

The Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs met at 8:10 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Marcel Roy, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Frith, Halliday, Hawkes, Mrs. Killens, Mr. Marceau, Ms McDonald

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 9 DÉCEMBRE 1982
(79)

[Traduction]

Le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales se réunit aujourd'hui à 16h06 sous la présidence de M. Marcel Roy (président).

Membres du Comité présents: MM. Frith, Halliday, Hawkes, M^{me} Killens, M^{lle} MacDonald (*Kingston et les Îles*), MM. Marceau, M^{me} McDonald (*Broadview—Greenwood*), MM. Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*), Roy et Schroder.

Autre député présent: M. Peterson.

Témoins: Du Comité national d'action sur le Statut de la femme: M^{me} Louise Dulude et M^{me} Michelle Swemarchuk.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du vendredi 3 décembre 1982 portant sur le Bill-C-132, Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales. (*Voir procès-verbal et témoignages du mardi 7 décembre 1982, fascicule n° 50*)

Article 1

Le président présente le rapport du Sous-comité du programme et de la procédure qui se lit comme suit:

Votre Sous-comité du programme et de la procédure s'est réuni le mardi 7 décembre 1982 pour étudier les questions pertinentes à l'ordre de renvoi du Comité concernant le Bill C-132, Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales, et a convenu de faire la recommandation suivante:

1. Que la liste des témoins soit, sous réserve de leur disponibilité, comme suit:

Le jeudi 9 décembre 1982, 16h00,

Comité national d'action sur le statut de la femme;

le jeudi 9 décembre 1982, 20h00,

l'honorable Monique Bégin, ministre de la Santé nationale et du Bien-être social;

le lundi 13 décembre 1982, 15h30,

Conseil canadien sur le développement social.

2. Que le greffier du Comité communique de nouveau avec le Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme pour savoir si leurs représentants peuvent comparaître.

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

A 17h51, le Comité suspend ses travaux jusqu'à 20h00.

SÉANCE DU SOIR
(80)

Le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales se réunit aujourd'hui à 20h10 sous la présidence de M. Marcel Roy (président).

Membres du Comité présents: MM. Frith, Halliday, Hawkes, M^{me} Killens, M. Marceau, M^{me} McDonald (*Broad-*

(Broadview—Greenwood), Messrs. Robinson (Etobicoke—Lakeshore), Roy, Schroder and Weatherhead.

Other Member present: Mr. Deans.

Appearing: The Honourable Monique Bégin, Minister of National Health and Welfare.

Witness: From the Department of National Health and Welfare: Mr. R.J. Allen, Director General, Planning, Evaluation and Liaison.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Friday, December 3, 1982, regarding Bill C-132, An Act to amend the Family Allowances Act, 1973. (See *Minutes of Proceedings and Evidence of Tuesday, December 7, 1982, Issue No. 50*)

On Clause 1

The Minister and the witness answered questions.

In accordance with a motion adopted by the Committee on Tuesday, June 30, 1980, the Chairman authorized the printing of the document entitled—Briefing Note on Inflation Rates—submitted by The Honourable Monique Bégin, Minister of National Health and Welfare, as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence. (See *Appendix "SNTE-26"*)

In accordance with a motion adopted by the Committee on Tuesday, June 30, 1980, the Chairman authorized the printing of the document entitled—The Child Benefit System, Who Benefits?—submitted by The Honourable Monique Bégin, Minister of National Health and Welfare, as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence. (See *Appendix "SNTE-27"*)

At 9:05 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

view—Greenwood), MM. Robinson (Etobicoke—Lakeshore), Roy, Schroder et Weatherhead.

Autre député présent: M. Deans.

Comparait: L'honorable Monique Bégin, ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Témoin: Du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social: M. R.J. Allen, directeur général, planification, évaluation et liaison.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du vendredi 3 décembre 1982 portant sur le Bill C-132, Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales. (Voir *procès-verbal et témoignages du mardi 7 décembre 1982, fascicule n° 50*)

Article 1

Le ministre et le témoin répondent aux questions.

Conformément à une motion adoptée par le Comité le mardi 30 juin 1980, le président autorise que le document intitulé—Note explicative sur les taux d'inflation—soumis par l'honorable Monique Bégin, ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, soit joint au procès-verbal et aux témoignages de ce jour. (Voir *appendice «SNTE-26»*)

Conformément à une motion adoptée par le Comité, le mardi 30 juin 1980, le président autorise que le document intitulé—Le système de prestations pour l'enfant, qui en bénéficie?—soumis par l'honorable Monique Bégin, ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, soit joint aux procès-verbal et témoignages de ce jour. (Voir *appendice «SNTE-27»*)

A 21h05, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Judith A. LaRocque

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Thursday, December 6, 1982

• 1606

Le président: À l'ordre, s'il vous plaît! Je pense que nous avons le quorum.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du vendredi 3 décembre 1982 portant sur le projet de loi C-132, Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales.

Nous avons cet après-midi des représentantes du Comité national d'action sur le statut de la femme; il s'agit de Me Louise Dulude, Me Michelle Swemarchuk et M^{me} Martha Elliott. Je vais laisser la parole à M^{me} Dulude qui...

Mr. Hawkes: A point of order, Mr. Chairman.

The Chairman: Surely, Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: We have a subcommittee report, and maybe we could do that bit of business before we begin with the witnesses.

The Chairman: Surely.

Mr. Hawkes: May I ask whether or not the Canadian Advisory Council on the Status of Women have in fact responded affirmatively and if we have anything from any other groups, or are we just the minister and NAC and CCSD? Do we have other groups? What was the answer, in the first place, from the Canadian Advisory Council on the Status of Women? That is part of our subcommittee report.

The Chairman: Yes. I will ask the clerk if she called the witnesses that were on our block at the last meeting.

The Clerk of the Committee: The Canadian Advisory Council have answered that they can come on Monday night at 8 p.m. There will be a Jennifer Stoddard, and Mrs. Lucie Pépin will try to attend as well; if not, it will be Mrs. Stoddard herself.

Mr. Hawkes: Okay. So Monday night at 8.00 p.m. ... Have any other groups asked on either Bill C-132 or Bill C-131?

The Clerk: Two other local groups have called me since we started committee work on Bill C-132. One is the Ottawa Women's Lobby Group, and the other one is the Ottawa Council for Low Income Support. They have asked.

Mr. Hawkes: The Ottawa Council for Low Income Support?

The Clerk: Yes. They are both municipal interest groups.

Mr. Hawkes: Is there a chance that we could work those three groups in on our Monday timetable and still have clause-by-clause? We have CCSD at what time—3.30 p.m.? Could

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le jeudi 6 décembre 1982

The Chairman: Order, please! I believe we have a quorum.

The Committee resumes its study of its order of reference dated Friday, December 3, 1982, with respect to Bill C-132, an Act to amend the Family Allowances Act, 1973.

This afternoon, we have before us representatives of the National Action Committee on the Status of Women; these are Louise Dulude and Michelle Swemarchuk, who are lawyers, and Mrs. Martha Elliott. I will give the floor to Mrs. Dulude who...

M. Hawkes: Un rappel au Règlement, monsieur le président.

Le président: Bien sûr, monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Nous avons devant nous un rapport du sous-comité, nous pourrions peut-être y prêter attention avant d'entendre les témoins.

Le président: Bien sûr.

M. Hawkes: La réponse du Conseil consultatif de la situation de la femme a-t-elle été affirmative et d'autres groupes se sont-ils manifestés? Ou cette question intéresse-t-elle uniquement le ministre, le CNA et le CCDS? Avons-nous eu une réaction d'autres groupes? Tout d'abord, quelle a été la réponse du Conseil consultatif de la situation de la femme? Le rapport de notre sous-comité en tient compte.

Le président: Oui. Je vais demander au greffier si elle a communiqué avec les témoins dont les noms figuraient sur notre liste lors de la dernière réunion.

Le greffier du Comité: Le Conseil consultatif de la situation de la femme a répondu qu'il enverrait des représentants pour la réunion de lundi, qui sera tenue à 20h00. Il s'agira de Jennifer Stoddard; M^{me} Luce Pépin y participera si elle le peut, sinon, nous n'aurons que M^{me} Stoddard.

M. Hawkes: Très bien. Alors, la réunion est prévue pour lundi à 20h00... D'autres groupes ont-ils demandé de comparaître pour discuter des projets de lois C-132 ou C-131?

Le greffier: Depuis que le Comité a commencé ses travaux sur le Bill C-132, deux autres groupes locaux ont communiqué avec moi. Il s'agit du *Ottawa Women's Lobby Group* et du Conseil des services d'appui aux familles à faible revenu d'Ottawa.

M. Hawkes: Le Conseil des services d'appui aux familles à faible revenu d'Ottawa?

Le greffier: Oui. Il s'agit de deux groupes d'intérêts municipaux.

M. Hawkes: Y aurait-il moyen d'entendre ces trois témoins lundi et de faire également notre étude article par article? À quelle heure le CCDS doit-il comparaître; à 15h30? Un des

[Text]

we hear one of those other two groups at 5.00 p.m. and hear the advisory council at 8.00 p.m. and the other group at 9.00 p.m.? Is that possible?

The Chairman: Could we have a meeting on the Monday afternoon with the two groups, and one group at the evening session at 8 o'clock?

Mr. Hawkes: What would your timetable be . . . 3.30 p.m. to 4.30 p.m. with CCSD and then three-quarters of an hour with each of the other two? Do you have any sense whether the brief is lengthy or short?

The Clerk: No. Actually, they said they might not even present a brief; they would just like to come and make a statement.

Mr. Hawkes: Make a statement.

The Chairman: Could we have an agreement that after hearing those witnesses we will deal with clause-by-clause on Monday night to refer the bill?

Mr. Schroder: That was the agreement.

Mr. Hawkes: That was our agreement, that we would start clause-by-clause as soon as we were through.

The Chairman: That is why we can prolong for receiving more witnesses.

• 1610

We will try to get the group on Monday afternoon.

Mr. Hawkes: Okay, so we will guarantee the CCSD at least an hour, and then the smaller groups about three-quarters of an hour.

Some hon. Members: Agreed.

Mr. Hawkes: Then at 8.00 p.m. we will hear the advisory council.

The Chairman: The Advisory Council on the Status of Women.

Mr. Hawkes: That is our agreement; then we will move to clause by clause.

The Chairman: Yes.

Mr. Hawkes: Thank you.

The Chairman: Any other comments? Okay.

Now we will yield the floor to Ms Dulude for her exposé.

Ms Louise Dulude (National Action Committee on the Status of Women): I will yield the floor at the start to Ms Swemarchuk.

Ms Michelle Swemarchuk (National Action Committee on the Status of Women): First, an introduction to the National Action Committee on the Status of Women. It is a federation of women's organizations. We now have 225 women's organizations from across the country, comprising, we think, about 3 million women. We work in various policy areas through committees: Martha Elliott, who is with us today, is the

[Translation]

deux autres groupes pourrait-il comparaître à 17h00? Le Comité national d'action à 20h00 et l'autre groupe à 21h00? Est-ce possible?

Le président: Nous pourrions rencontrer les deux groupes lundi après-midi et l'autre à la réunion de 20h00.

M. Hawkes: Alors, quel serait l'horaire: le CCSD de 15h30 à 16h30; on pourrait accorder 45 minutes à chacun des deux autres groupes? Savez-vous si les mémoires sont longs ou courts?

Le greffier: Non. À vrai dire, les groupes ont laissé entendre qu'ils ne présenteraient peut-être pas de mémoire; ils ne voudraient que comparaître et faire une déclaration.

M. Hawkes: Une déclaration?

Le président: Tout le monde est-il d'accord pour entendre ces témoins et passer ensuite à l'étude article par article du projet de loi lundi soir; ce qui nous permettrait de renvoyer le projet de loi?

M. Schroder: C'est l'entente que nous avons conclue.

M. Hawkes: Oui, que nous commencerions l'étude article par article après l'audition des témoins.

Le président: Voilà pourquoi nous pouvons prolonger les séances pour en accueillir un plus grand nombre.

Nous tenterons de faire comparaître le groupe lundi après-midi.

M. Hawkes: Très bien, ce qui donnera au moins une demi-heure au CCSD; les autres groupes disposeront d'environ trois quarts d'heure.

Des voix: D'accord.

M. Hawkes: Donc, à 20h00, nous accueillerons le Conseil consultatif.

Le président: Le Conseil consultatif de la situation de la femme.

M. Hawkes: C'est entendu, puis, nous ferons l'étude article par article.

Le président: Oui.

M. Hawkes: Merci.

Le président: D'autres commentaires? Bon.

Je cède maintenant la parole à M^{me} Dulude.

Mme Louise Dulude (Comité national d'action sur le statut de la femme): Je demanderai à M^{me} Swemarchuk de commen-

Mme Michelle Swemarchuk (Comité national d'action sur le statut de la femme): Je vais d'abord vous expliquer un peu ce qu'est le Comité national d'action sur le statut de la femme. Il s'agit d'une fédération d'organisations féminines. Nous en regroupons actuellement 225, de toutes les régions du pays et environ 3 millions de femmes en sont membres. Grâce à notre système de comités, nous nous intéressons à divers domaines de

[Texte]

treasurer of the National Action Committee on the Status of Women; I chair the committee on employment and microtechnology; and Louise Dulude, who will be presenting our position to this committee, chairs the subcommittee on pensions and family allowance.

I will turn it over to Louise.

Mme Dulude: Merci.

Je vous remercie de nous donner cette occasion de faire entendre les vœux du Comité national d'action sur le statut de la femme. Je vais continuer en anglais, parce que je pense que tout le monde ici comprend l'anglais, et peu le français.

Le président: Nous avons la traduction simultanée. Vous pouvez vous exprimer dans la langue de votre choix.

Mme Dulude: Je peux, mais je pense qu'il est plus facile de transmettre des idées clairement dans la même langue.

Le président: C'est vous qui en êtes le juge, madame.

Ms Dulude: We are here today from the National Action Committee on the Status of Women because we strongly disapprove of the changes in the indexation of family allowances that are being proposed in this bill.

We feel these changes will do three things—or would do three things; there is still hope. One, they would endanger the integrity of the family allowances program. Two, they are unfair toward parents in general and mothers in particular. And three, they represent a step backward in establishing a coherent family income policy in Canada.

On the question of endangering the integrity of the family allowance: If we look at the history of family allowances, we see that the two main techniques used throughout history to reduce family allowances benefits were reduction of the indexation, or invoking the greater needs of poor families. At the beginning, in 1955, when the allowances were introduced they ranged from \$5 to \$8, depending on the children's ages.

By the way, here the records of the time show there was not only one reason why the family allowance was introduced. It was not only to help parents with fulfilling the physical needs of their children; there were two other main reasons. One was to stimulate the economy, and the other was to give mothers some money of their own to console them for having kicked them out of the labour force after the war. So it is therefore incorrect to say that family allowances should strictly be related to needs because that was their original purpose.

From 1945 to 1974, the allowances remained essentially unchanged; by 1973 they amounted to \$7.50 on average. So it had come to the point where, through lack of indexation, their value had gotten to be practically nothing. In 1974 the Liberal government increased the family allowance to \$20.00 a month, which just about restored it to its original level. It also made it taxable in the hands of the higher income spouse.

Since then, however, in spite of having restored the family allowance to its original value, the Liberal government has

[Traduction]

politique: Martha Elliott, qui nous accompagne aujourd'hui, est trésorière du Comité national d'action sur le statut de la femme; moi-même suis présidente du comité de l'emploi et de la microtechnologie; Louise Dulude, qui exposera notre position, est présidente du sous-comité des pensions et des allocations familiales.

Je cède maintenant la parole à Louise.

Mrs. Dulude: Thank you.

I thank you for giving us this opportunity to express the views of the National Action Committee on the Status of Women. I will pursue in english because I think everyone here understands english and few people understand french.

The Chairman: We have simultaneous interpretation. You may express yourself in either language.

Mrs. Dulude: I can, but it may be easier for everyone if the ideas are expressed in the same language.

The Chairman: The decision is up to you, Mrs. Dulude.

Mme Dulude: Le Comité national d'action sur le statut de la femme comparait aujourd'hui, car il s'oppose vivement au projet de loi visant à modifier l'indexation des allocations familiales.

Selon nous, ces modifications auront (ou auraient, plutôt; il faut encore espérer) trois conséquences. Elles menaceraient l'intégrité du programme des allocations familiales. Elles seraient injustes envers les parents et particulièrement envers les mères. Elles constitueraient un pas en arrière dans l'établissement d'une politique de revenu familial cohérente au Canada.

J'ai dit qu'elles menaçaient l'intégrité des allocations familiales. Si nous étudions l'histoire des allocations familiales, nous constatons que les deux principales façons dont on a traditionnellement cherché à les réduire ont été la diminution de l'indexation ou le recours à l'argument des familles pauvres plus nécessiteuses. Au début, en 1955, lorsqu'elles ont été créées, elles variaient de \$5 à \$8, selon l'âge des enfants.

Soit dit en passant, d'après les dossiers, les allocations familiales n'ont pas été créées pour une seule raison. Il ne s'agissait pas seulement d'aider les parents à répondre aux besoins matériels de leurs enfants; il y avait également deux autres raisons: stimuler l'économie et donner aux mères une compensation, car on les empêchait de rester dans la population active après la guerre. Il est donc inexact de prétendre que les allocations familiales doivent être liées strictement aux besoins.

Entre 1945 et 1974, elles sont demeurées essentiellement les mêmes; en 1973, elles valaient, en moyenne, \$7.50. Faute d'indexation, elles avaient pratiquement perdu toute valeur. En 1974, le gouvernement libéral les a augmentées et les a fait passer à \$20 par mois, ce qui lui donnait environ la même valeur qu'à l'origine. Par contre, l'allocation devenait imposable pour celui du conjoint qui aurait le salaire le plus élevé.

Pourtant depuis cette époque et bien, qu'il ait redonné à l'allocation familiale sa valeur originale, le gouvernement libéral a réussi à réduire, à plusieurs reprises, sa valeur.

[Text]

made many successful attempts to bring the value of the family allowance back down.

• 1615

In 1976 it suspended the indexation of the family allowance for a year. In 1978 it reduced the allowance from \$28, which is what it would have been following the indexation, down to \$20 a month. The result is that the family allowance is now at \$27 a month, while if it had not been tampered with in all these ways since 1974, it would now be more than \$40 a month.

So contrary to what the government has argued in this case, the present bill is not an isolated gesture representing a once-in-a-lifetime sacrifice that Canadian women are asked to make to save the economy. On the contrary, this is the latest of a long series of guerrilla-type attacks on the family allowance. We are afraid that the eventual purpose of these attacks is the destruction of the universality of family allowances.

Here I will say that it is meaningless to say that even if you reduce the family allowance you have not affected its universality. With a reasoning like that, you could bring the family allowance down to 5¢ a month and you could still say that you have not touched its universality.

The second problem with the bill is that reductions in the indexation of family allowance will be harmful to parents in general and mothers in particular. We believe this because family allowances are the only fair recognition of the contribution of parents to our society. Why would you say that we need such a recognition of the contribution of all parents? This question is being asked a lot. The reason we need it is obvious. It is what everyone will recognize, which is that parents are less well off than people with the same income who do not have children. So in our tax and transfer system it is essential that we take into account the fact that parents have additional expenditures, that their ability to pay tax is affected, and that either through a tax reduction or through a direct benefit we must take this into account. This is why all countries in the world have some kind of recognition of the costs of parents in their system, either through tax benefits or through direct allowances.

In Canada, this role of the recognition of the expenses of children has been played, until recently, by two measures. One is the family allowance, which gives the same amount to mothers and taxes some of it back from the richer parents. The effect is a progressive, fair program. The other measure that has played this role is the tax exemptions for children. They are given only to people who owe any tax, so poor people get nothing from them, and their value, because they are an exemption, increases with the person's income. The total effect is that of a regressive, very bad program. From this it is clear that if any reduction in benefits for children is to take place, it should be strictly through diminishing the exemption for children in the tax system and not through a further tampering with the family allowance.

In addition to this unfairness towards parents, reducing family allowances is particularly harmful towards women, because in many cases it is the only money they can call their

[Translation]

En 1976, le gouvernement a suspendu pendant un an l'indexation des allocations familiales. En 1978, alors qu'elles auraient dû s'élever à \$28 à la suite de l'indexation, elles ont été maintenues à \$20 par mois. Il en résulte que maintenant elles s'élèvent à \$27 par mois; mais si toutes ces mesures ne les avaient pas touchées depuis 1974, elles vaudraient maintenant plus de \$40.

Contrairement à ce que le gouvernement a prétendu, ce projet de loi ne constitue pas une mesure ponctuelle, par laquelle on demande aux femmes canadiennes de faire un seul sacrifice pour aider l'économie. Au contraire, c'est la plus récente d'une longue série d'attaques de guérilla qu'on livre aux allocations familiales. Nous craignons qu'à la longue, ces attaques ne mènent à la destruction de leur caractère universel.

Il est inutile de prétendre qu'en réduisant l'allocation familiale, son universalité n'est pas atteinte. En poussant ce raisonnement, on pourrait même réduire l'allocation à 5c. par mois et prétendre avoir laissé intacte son universalité.

En outre, si le projet de loi est adopté, les réductions dans l'indexation de l'allocation familiale nuiront aux parents et plus particulièrement aux mères. Selon nous, l'allocation familiale est le seul programme équitable qui reconnaisse la contribution des parents à notre société. Pourquoi faudrait-il reconnaître la contribution de tous les parents? On pose souvent cette question. Tout le monde reconnaît que la situation financière des parents est moins bonne que celle des autres personnes qui, à revenu égal, n'ont pas d'enfants. Par conséquent, notre système fiscal, notre système de transfert doit tenir compte du fait que les parents ont des dépenses supplémentaires, qu'ils ont de plus grandes difficultés à payer l'impôt; il faut donc accorder un bénéfice fiscal ou direct aux parents. C'est d'ailleurs ce que font tous les pays du monde pour reconnaître leur fardeau accru.

Au Canada, jusqu'à récemment, on a tenu compte de ces dépenses supplémentaires de deux façons. D'une part, l'allocation familiale, soumise à l'impôt lorsque les parents sont dans une bonne situation financière. Ceci constitue un programme juste et progressiste. De l'autre, on a prévu l'exemption fiscale pour les enfants. Cette exemption n'est accordée qu'aux personnes qui doivent payer de l'impôt; ainsi, elle n'aide pas les pauvres et sa valeur augmente en fonction du revenu. Il s'agit donc d'une mesure mauvaise, régressive. Il est donc clair que, s'il faut réduire les avantages accordés pour les enfants, il faudrait diminuer seulement l'exemption pour enfants prévue par le système fiscal et ne pas toucher aux allocations familiales.

La réduction des allocations familiales n'est pas seulement injuste envers les parents, elle l'est particulièrement envers les femmes, car, dans bien des cas, cette somme est la seule sur

[Texte]

own. And here I will say that I was reading the debates you were having in Parliament this week about this, and one MP was sneering when Mrs. Mitchell mentioned this; that this was many women's only income. I do not know who this MP was who said that, but it must have been a he, and I would like to see him in the position of being a housewife who has to go begging to her husband for money and account for every penny. I wonder if he would find it so funny then.

The fact is that hundreds, if not thousands, of Canadian women are in that situation. Happily married people who share everything have trouble understanding this, but it may well be that in Canada it is the majority of the couples who do not share everything, and not the other way around. Certainly this was demonstrated by the Leatherdale decision we had in the Supreme Court this week, which said that when the wife is at home, we do not have a partnership, under the laws of Canada. A home-maker is taking her chances, they said. So I think this argument, that it is for many women the only money they have, must be taken seriously.

• 1620

If you want to know what ordinary women feel about this, you could have listened to the several call-in shows that took place about this last month. I was at three of them and dozens of wives were calling in to say how important this money was for them. In fact, on the CBC program *Cross Country Check-Up*, that I participated in, the producer said it was really difficult to filter the calls in such a way as to get a balanced opinion from both sides because the vast majority...

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Is that what they really do... ?

Ms Dulude: Yes, they said that, to have a balanced opinion. They said they were having great difficulty in this case because most of the people calling in were in favour of keeping family allowances intact.

Finally, reducing the indexing of family allowances is a step backward in making children's benefits more coherent. Instead of taking part or all of the exemption from well-off men and redistributing this money to needy families by increasing the refundable child tax credit, this takes money out of the children's sector entirely. While it is true that poor families are not going to receive less, or at least not in the short-run, because they will receive less two years or three years down the line, this is no consolation at all when we know that a coherent reform would have taken money from the exemption and could have been given to poor families. It may even have lifted many of those poor families out of poverty altogether.

Now at a time when Statistics Canada reports that there are 900,000 children living in poverty in this country, and at a time when there is a crying need for more funds to be devoted to child care services, the federal government has chosen to take money away from the child benefit sector entirely with very little chance of its ever returning to that sector in the

[Traduction]

laquelle elles peuvent réellement compter. Soit dit en passant, je lisais le compte rendu des délibérations de la Chambre de cette semaine, et un député a ricané lorsque M^{me} Mitchell a dit que l'allocation était souvent le seul revenu de certaines femmes. Je ne sais pas de quel député il s'agit, mais ce doit être un homme; j'aimerais bien le voir, lui, dans le rôle d'une femme qui doit quémander de l'argent à son mari et rendre compte de chaque sou qu'elle dépense. Se moquerait-il autant de leur situation?

Le fait est que des centaines, voire des milliers de Canadiennes se trouvent dans cette situation. Les gens mariés qui sont heureux et qui partagent tout ont de la difficulté à comprendre cela; mais il se peut fort bien qu'au Canada la majorité des couples ne partagent pas tout. On peut certainement le croire en lisant la décision prise par la Cour suprême dans le cas *Leatherdale* cette semaine; selon cette décision, lorsque la femme est à la maison, il ne s'agit pas d'une association, aux termes des lois du pays. C'est un risque qu'elle court, prétend-on. Je ne crois pas que l'argument selon lequel c'est le seul argent dont bon nombre de femmes disposent puisse être matière à plaisanterie.

Si vous voulez savoir ce qu'en pense la femme de la rue, vous auriez dû écouter plusieurs émissions de ligne ouverte au cours du dernier mois. J'ai participé à trois d'entre elles et des douzaines de femmes appelaient pour dire à quel point elles comptaient sur cet argent. En fait, le réalisateur du programme *Cross country check-up* du réseau anglais de Radio Canada, auquel j'ai participé, m'a dit qu'il était très difficile de contrôler les appels pour avoir une idée équilibrée des deux camps quand la plus grande majorité...

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Est-cela qu'on fait?

Mme Dulude: On m'a dit qu'on le faisait pour avoir une opinion équilibrée. Dans ce cas-ci on a eu beaucoup de difficultés, car la plupart des gens qui appelaient ne voulaient pas qu'on touche aux allocations familiales.

Enfin, la réduction de l'indexation des allocations familiales est une mesure régressive si l'on a l'intention de rendre les prestations plus cohérentes. Au lieu d'enlever une partie de l'exemption ou l'exemption toute entière à ceux qui ont de l'argent et de réaffecter les fonds aux familles nécessiteuses en augmentant le crédit d'impôts pour enfants remboursable, cette mesure supprime tout simplement les fonds destinés aux enfants. Il est vrai que les familles pauvres ne recevront pas moins, du moins à court terme, mais elles recevront moins dans deux ou trois ans; ce n'est pas guère une consolation, car une réforme cohérente aurait dû diminuer l'exemption et utiliser l'argent ainsi récupéré pour les familles nécessiteuses. Cet argent aurait peut-être réussi à les sortir de la pauvreté.

Or, même si Statistique Canada déclare que 900,000 enfants vivent dans la pauvreté au Canada et même s'il existe un besoin urgent d'affecter plus de fonds aux services d'aide à l'enfance, le gouvernement fédéral a choisi de retirer des fonds aux programmes destinés aux enfants sous aucune garantie que cet argent sera consacré de nouveau à ce secteur, du moins

[Text]

foreseeable future. Given all this, we at NAC find this a truly appalling bill and call upon all those who care about women and children to vote against it.

As a final word, we want to emphasize that the companion bill to this one, which would limit the indexing of the old age pension, makes even less sense to us. The main losers in capping the indexation will not be the wealthiest elderly, because they would have paid back a good part of their increase in taxes. As a result those who will be most affected are the near-poor elderly whose income is just a little too high to entitle them to a Guaranteed Income Supplement for the elderly poor.

Now if the government really was serious about getting back money from rich pensioners, instead of simply trying to take advantage of the vulnerability of women and old people, what it could have done very easily was to impose a surtax on the old age pension of anyone whose income surpassed \$20,000 or \$30,000, for example, the same way we do with unemployment insurance benefits. This would have taken back a large chunk of the pension from those who do not need it and it would not have worsened the already very precarious financial position of many elderly women.

We, therefore, call on all members of Parliament in the name of equity, as well as in the name of efficiency, to vote against both of these truly bad bills.

Thank you.

Le président: Merci, madame Dulude.

Nous allons procéder maintenant à la période de questions des députés, en commençant par l'honorable M^{lle} MacDonald.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Thank you, Mr. Chairman.

May I thank the members of NAC and the spokesperson who has put forward the statement on behalf of NAC this afternoon, for your courtesy in coming here and appearing as witnesses before this committee in the deliberation of Bill C-132.

May I also say that I am glad that you made mention of Bill C-131, which is even more reprehensible than the bill we are looking at this afternoon. They both have reasons to be opposed. I am glad you included the reference to the bill regarding the limiting of indexing on senior citizens.

The opposition to the bill before us, as we in the Progressive Conservative Party have expressed it, comes for a variety of reasons. One is the nature of this program itself, which as you say is the only money that goes directly to mothers. But the other reason for opposing it is the tremendously ad hoc nature of the bill. You mentioned that there were something in the order of 900,000 needy children in the country. That problem, it seems to me, cannot be addressed unless the issue of income security programs is addressed as a whole, and that means looking at the tax exemption for children; it means looking at the child tax credit. But nowhere in this bill has there been any mention made of a total approach to income security as it applies to families.

[Translation]

dans un avenir rapproché. Compte tenu de cela, le CNA estime qu'il s'agit d'un projet de loi épouvantable et demande à ceux qui se soucient des femmes et des enfants de voter contre son adoption.

En guise de conclusion, nous tenons à préciser que l'autre projet de loi qui voudrait limiter l'indexation des pensions de vieillesse nous paraît encore plus insensé. Si l'indexation est plafonnée, ceux qui risquent de perdre le plus ne sont pas les plus riches, car ils auraient remboursé une bonne partie de leur augmentation en impôts. Les plus touchés seront les personnes âgées se situant à la limite de la pauvreté celles dont le revenu est un peu trop élevé pour qu'elles soient admissibles au supplément de revenu garanti.

Or, si le gouvernement avait réellement l'intention d'enlever de l'argent aux retraités aisés, il n'aurait pas pris avantage des femmes et des vieillards vulnérables; il aurait plutôt imposé une surtaxe sur la pension de vieillesse de toute personne dont le revenu dépasse \$20,000 ou \$30,000 par exemple, comme on l'a fait dans le cas des prestations d'assurance-chômage. Ainsi, il aurait repris une bonne partie de la pension à ceux qui n'en avaient pas besoin et il n'aurait pas aggravé la situation financière déjà très précaire de bon nombre de femmes âgées.

Par conséquent, au nom de l'équité et de l'efficacité, nous demandons à tous les députés de voter contre l'adoption de ces projets de loi essentiellement mauvais.

Merci.

The Chairman: Thank you, Mrs. Dulude.

We will now proceed with the question period and we will start with the Honourable Miss MacDonald.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Merci, monsieur le président.

Je tiens à remercier les représentantes du CNA et la porte-parole qui vient de prononcer l'allocution; je vous remercie d'avoir accepté de comparaître devant le Comité pour discuter du Bill C-132.

Je suis contente que vous ayez également parlé du Bill C-131, qui est encore plus blâmable que celui que nous étudions cet après-midi. Il y a lieu de s'opposer à ces deux projets de loi. Je vous remercie d'avoir parlé du projet de loi visant à limiter l'indexation accordée aux personnes âgées.

Il y a plusieurs raisons pour lesquelles on s'oppose au projet de loi; le parti progressif conservateur l'a déjà dit. D'abord on s'y oppose à cause de la nature même du programme qui, comme vous le dites, est le seul à donner de l'argent directement aux mères. Ensuite ce projet de loi est très ponctuel. Vous avez dit que l'on comptait environ 900,000 enfants nécessiteux au Canada. À mon sens, on ne peut pas redresser ce problème à moins d'étudier toute la question des programmes de sécurité de revenu; par conséquent, il faut étudier l'exemption fiscale pour les enfants, le crédit d'impôt pour enfant. Mais ce projet de loi ne fait absolument aucune mention d'une vision globale de la sécurité de revenu des familles.

[Texte]

[Traduction]

• 1625

My question is this: In order to address what is a very basic problem in this country—whether it is with families, whether it is with senior citizens, whoever it applies to across the board of those who are living in need today, almost some four million Canadians—would you approach that from a point of view that we have to really do a comprehensive reform of our programs, including family allowance? Or would you keep that particular program apart because of its special direction to mothers?

The Chairman: Madam Dulude.

Ms Dulude: We have done this integrated study, and we have concluded that the family allowance component must remain, that the exemption must be entirely abolished, and the child tax credit increased. Yes, we definitely agree that other people would do the same analysis.

Personally, I would be interested to know whether the Progressive Conservatives have done this analysis. In particular, we are worried about Mr. Crombie's statement that in his view it would not be a bad idea if the indexation of family allowance was abolished so we could let it diminish year by year until very little of it would be left. I would like to know whether Mr. Crombie was reflecting the position of his party when he said that.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I can tell you that if you would like to know what we are doing, as I informed the minister the other day in the House, we are taking a comprehensive look at it—at the whole program, all of the factors at the present time. I have a number of people working with me on this in the overall social programs. What I was seeking was to find out whether or not you consider that family allowance should be withheld from that. We are in the middle of a review, so I am asking you for your advice in this regard.

Ms Dulude: I think it should be looked at all together, but I think if you do the same analysis we did of looking at it all together, you will come to a similar conclusion to ours—that the family allowance is the most rational element and therefore, even if it is a global program that you set up instead of having one with separate elements, that result of having one benefit that goes to all families, part of which is taxed back, should be retained.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Could you tell me if, in your analysis you have done as it applies to this particular bill or to the wider subject we are discussing, you have particularly looked at the increasing number of single parent families in this country, most of whom are headed by women, and whether it has more of a negative aspect on those particular families than on the two-unit family?

Ms Dulude: I am sorry. Whether the family allowance and the credit...

Voici ma question: pour étudier ce problème très fondamental des familles, des personnes âgées, de toutes les personnes qui éprouvent des difficultés financières aujourd'hui, soit quelque quatre millions de Canadiens, faudrait-il, selon vous, procéder à une réforme exhaustive de nos programmes, y compris celui de l'allocation familiale? Ou faudrait-il plutôt porter notre attention sur ce programme particulier, qui vise directement les mères?

Le président: Madame Dulude.

Mme Dulude: Nous avons fait une étude intégrée et nous en sommes arrivés à la conclusion qu'il faut maintenir l'allocation familiale, abolir l'exemption fiscale et augmenter le crédit d'impôt pour enfant. Oui, nous sommes d'accord: d'autres personnes en arriveraient aux mêmes conclusions.

Pour ma part, j'aimerais savoir si les progressistes conservateurs ont fait cette étude. Nous nous inquiétons particulièrement d'une déclaration de M. Crombie; selon lui ce serait une bonne solution de supprimer l'indexation de l'allocation familiale et de laisser réduire progressivement à néant l'allocation familiale. Est-ce que M. Crombie exprimait la politique de son parti en disant cela?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Si vous voulez savoir ce que nous faisons, je vous répéterai ce que j'ai dit au ministre l'autre jour à la Chambre: à l'heure actuelle, nous faisons une étude détaillée de tout le système et de toutes les composantes des programmes sociaux. Un certain nombre de gens y travaillent avec moi. Je voulais savoir si vous croyiez qu'il faudrait séparer le programme d'allocations familiale de tout cela. Nous sommes en train de faire une étude et j'aimerais savoir ce que vous en pensez.

Mme Dulude: Je crois qu'il faudrait étudier l'ensemble des programmes; mais si vous procédez à la même étude que nous, votre conclusion ressemblera à la nôtre: le programme des allocations familiales est celui qui est le plus sensé et, par conséquent, même si l'on établit un programme global au lieu d'un programme comportant certains éléments distincts, il faudrait maintenir la prestation accordée à toutes les familles, même si une partie doit être remboursée sous forme d'impôts.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Dans votre étude sur ce projet de loi ou sur la grande question dont nous discutons, avez-vous étudié la situation du nombre croissant de familles monoparentales du Canada dont le chef de famille est le plus souvent la femme? Ces mesures sont-elles plus difficiles à supporter par ces familles que par celles où l'on trouve deux parents?

Mlle Dulude: Je regrette, si l'allocation familiale et le crédit...

[Text]

• 1630

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Whether or not this particular bill would have more of a negative impact on single-parent families.

Ms Dulude: I would suspect not, because the vast majority of single-parent families would probably receive the credit. So in the short run, inasmuch as the reduction would be made up by increasing the credit, they would not be affected. But the increase in the credit is only \$50...

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Yes, I know. That does not...

Ms Dulude: —and this will barely cover the decrease in the two years. Then after that, the base from which the further increases will be made will be smaller.

So, yes, in the long run all families, including all poor families, will suffer from this bill.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): There are two things. The base will be eroded, giving it an ongoing negative impact on mothers. But the other aspect you did not touch on is, as a result of the 6% and 5% program, people will be paying a higher income tax. There is a limitation on tax exemptions overall. That, too, will be added, particularly to the burden of those people who are just at that level where they are paying income tax.

Now, it may add a number of others to the income tax rolls who are not there at the present time. But it will make the amount of income tax lower- and middle-income groups are paying more in the next two years, at the same time they are receiving less in the family allowance. So there is a sort of double whammy at them, in this regard.

Have you considered that aspect?

Ms Dulude: We have not really looked at this. On the one hand, these people's tax rate would be very low; but on the other hand, it is worth looking at to see if it is not like the case of the old age pension, where the borderline ones are suffering slowly in the reduction of exemptions.

In dollar terms, it is clear those with the higher incomes are the ones who will have the greatest reduction in their benefits.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Just let me ask you if you were satisfied in the comments made, particularly by the Minister of Health and Welfare, that in the future the universality of family allowances is not going to be tampered with. I say that because there have been a number of comments in the House of Commons and outside.

On November 4, the minister is reported as having told reporters, while she thought it would be a mistake to limit family allowances in the middle of economic recession, she said nothing is permanent in life. Then Mr. Lalonde, the Minister of Finance, mused publicly the same day that universal family

[Translation]

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Ce projet de loi toucherait-il plus durement les familles monoparentales?

Mme Dulude: Il me semble que non, car la vaste majorité des familles monoparentales seraient probablement admissibles au crédit. Donc, à court terme, dans la mesure où la réduction serait compensée par une augmentation du crédit, leur situation serait sensiblement la même. Mais le crédit n'est augmenté que de \$50...

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Oui, je sais. Cela ne...

Mme Dulude: ... et cela compensera à peine la diminution au cours des deux années. Par la suite, la base qui servira à calculer les augmentations futures sera réduite.

Par conséquent oui, à long terme, toutes les familles, y compris les pauvres, éprouveront des difficultés si ce projet de loi est adopté.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Il y a deux choses à considérer. La base sera réduite, ce qui rendra la vie de plus en plus difficile aux mères. Mais, par contre, vous n'avez pas parlé de ceci: en raison du programme des 6 et 5 p. 100, l'impôt sur le revenu sera plus élevé. Dans l'ensemble, les exemptions fiscales sont limitées. Ces mesures compliqueront la situation des gens que leur niveau de revenu oblige à payer de l'impôt sur le revenu.

Ce programme pourrait augmenter le nombre de ceux qui doivent payer de l'impôt. Mais il augmentera au cours des deux prochaines années, l'impôt que doivent payer ceux dont le revenu est moyen ou faible, tout en réduisant les allocations familiales. Ces gens sont donc frappés des deux côtés.

Avez-vous étudié cet aspect de la question?

Mme Dulude: Non, nous ne nous sommes pas vraiment penchés sur cette question. D'une part, le taux d'imposition de ces gens serait très faible. Mais de l'autre, il faudrait déterminer si la situation ne serait pas semblable à celle des personnes âgées pensionnées dont la situation est marginale et qui souffrent de la réduction des exemptions.

En terme de dollars, de toute évidence, ceux qui ont des revenus plus élevés sont ceux dont les prestations seront les plus réduites.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Que pensez-vous des commentaires du ministre de la Justice selon lequel à l'avenir, on ne touchera pas à l'universalité des allocations familiales? Je soulève cette question, car on en parle à la Chambre des communes et ailleurs.

Le 4 novembre, le ministre aurait dit aux journalistes que ce serait une erreur de limiter les allocations familiales durant une récession économique; par contre, elle aurait ajouté que rien n'est permanent dans cette vie. À son tour, M. Lalonde, le ministre des Finances, a affirmé que l'universalité des allocations familiales ne constituait pas un principe sacré et qu'on

[Texte]

allowances are not sacred principles and might be cut. There have been other statements like that, which I find confusing.

Do you think there has been any guarantee given, or do you have any feeling of certainty there will be no further tampering with the so-called universality aspect of family allowance?

Ms Dulude: No, we have no confidence whatsoever that, when this government says this is the last time, it will be the last time. As I mentioned in the statement, this is not the first time; it happened in 1976 and it happened in 1978. It is happening now, and they are trying to make us believe now it is the first time.

So we know the family allowance is extremely vulnerable because it is visible; and a favourite way to reduce it is to reduce its indexation, because it seems to not be reduced that way.

• 1635

People do not notice it when there is not an actual diminution of benefits. And I think we must fight at this level, because this is the level where the family allowance is the most vulnerable. But, no, there is no guarantee whatsoever that this government means anything at all when it says that it believes in the universality of family allowances and old age pensions.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Can I ask just a last question, Mr. Chairman? You see, to me it is—I just do not understand why the government, or anybody, singles out family allowance, or a direct payment such as that, rather than go after the tax system. Obviously, changing the tax system, the tax exemptions and so on, is a much more equitable way to try to straighten out the mean. And it is also one which would arouse a lot less reaction across the country. Again, that is the way it would seem to me. And I am just wondering, have you any feelings, analysis, thoughts as to why the tax system would not be proceeded with rather than something that is so obvious—the family allowance—which was bound to invite reaction?

Ms Dulude: I would like to hear members of the government, of course, comment on this, because this is their doing. But, at the risk of being called a paranoid feminist, I will point out that the exemptions are received by men, and the allowances by women. And that may be the cause of why one is more vulnerable than the other.

Ms Swemarchuk: If I could add a comment. I am agreeing basically with Louise, but why are they taking it from family allowance, or why that proposal, although it creates reactions in the country, and we are here before you? In fact, I would think that many of the people who receive family allowances—namely, women, homemakers, mothers—are not in a political position to do very much about it. Whereas, higher income earning individuals, most of whom are men, may in fact be in a position politically to exert more influence—are in a position to exert more influence.

[Traduction]

pourrait la supprimer. D'autres déclarations semblables ont été entendues, ce qui n'éclaircit pas les choses à mon avis.

A-t-on donné des garanties qui permettraient de croire qu'on ne touchera pas au caractère universel des allocations familiales? Croyez-vous fermement qu'on n'y touchera pas?

Mme Dulude: Non; même si ce gouvernement dit que ce sera la dernière fois, nous nous en méfions. Comme je l'ai dit un peu plus tôt dans ma déclaration, ce n'est pas la première fois; on peut citer en exemple 1976 et 1978. Le gouvernement veut encore adopter des mesures et il tente de nous faire croire que c'est la première fois.

Les allocations familiales sont très vulnérables parce qu'elles sont un programme visible; la meilleure façon de le réduire serait de réduire son indexation, car ainsi on a l'air de ne pas y toucher.

Les gens ne se rendent pas compte de ce qui arrive quand leurs prestations ne diminuent pas. Je pense que c'est à ce niveau qu'il faut lutter parce que c'est précisément là que les allocations familiales sont le plus vulnérables. Mais non, rien ne garantit que ce gouvernement est sérieux lorsqu'il dit qu'il croit à l'universalité des allocations familiales et des pensions de vieillesse.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur le président, je voudrais poser une dernière question. À mon sens, il s'agit—et je ne comprends pas pourquoi le gouvernement s'en prend aux allocations familiales ou à tout autre versement direct, au lieu de modifier le régime fiscal. Évidemment, changer le régime fiscal, les exemptions, etc., est une solution beaucoup plus équitable pour essayer de rétablir l'équilibre. En outre, cette solution susciterait beaucoup moins de réactions au pays. Avez-vous une petite idée de la raison pour laquelle on n'a pas décidé de procéder par la voie fiscale, mais on a préféré s'attaquer à quelque chose d'aussi évident—les allocations familiales—ce qui inmanquablement allait susciter de vives réactions?

Mme Dulude: Je voudrais que les membres du gouvernement s'expliquent à ce sujet parce qu'en fait cette décision est la leur. Mais au risque de passer pour une féministe paranoïaïque, je dirai que les exemptions s'appliquent généralement aux hommes et les allocations familiales sont versées aux femmes. C'est peut-être ce qui explique que les allocations familiales sont plus vulnérables que les exemptions.

Mme Swemarchuk: Dans l'ensemble, je suis d'accord avec Louise, mais pourquoi réduire les allocations familiales, quelle est la raison d'être de cette proposition qui a suscité bon nombre de réactions au pays, et qui font que nous sommes ici devant vous? En fait, je pense que beaucoup de gens qui touchent des allocations familiales—notamment les femmes, les mères au foyer—n'ont pour ainsi dire aucun pouvoir politique qui leur permettrait de faire quelque chose. Alors que les personnes qui ont des revenus plus élevés, la plupart d'entre eux étant des hommes, sont politiquement plus à même d'exercer certaines pressions politiques.

[Text]

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): You had better believe it.

The Chairman: Are you finished, Miss MacDonald?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Yes; I will come back on the second round.

The Chairman: Mr. Peterson.

Mr. Peterson: I would like to add that just because you are paranoid does not mean that they are not out to get you.

I would have to disagree with the comment that women are not in a position to exercise political influence. I think, through efforts such as groups, including yours and including many others, women have become very politically conscious, and I expect to see this continuing and growing; and I expect that the majority of the women are—will be exercised and demonstrated in many measures that are taken.

You asked for a brief explanation as to why this measure was taken in terms of indexing. I do not think it was aimed directly at women, even though you feel that is one of the consequences of it. It was part of an overall restraint program where almost everything under federal government control was brought within the six-five program in an attempt to get inflation down, recognizing that inflation affects, probably more adversely, the poor and those who have the least economic power in our society.

Now, I am not saying that there are not rough edges to it; that is just by way of general background. I do not think it was an attempt to deal specifically with the issue that you are addressing today; it was an attempt to deal with the much broader issue of how we can get our economy back to a level where we can start to regenerate economic growth. I think it would be unfair to interpret it as being anything else.

I would like to comment on a number of points that you have raised. I myself certainly feel that tax credits are a much fairer way of dealing with people who need income than are the tax deduction systems; you can give the money directly to the people who need it most. And the argument that the tax deduction or the taxing back of benefits given—arguing that that is fair—is fair to a certain extent. But you will remember in the last income tax revisions we put the marginal tax rate at 50%, so even if a person who is a millionaire gets the family allowance, only 50% of it comes back into the public purse. Maybe when the tax system had a marginal tax rate of 65% we had more money to play with.

So as a part of our restraint program where our resources are very limited and have shrunk and we are very concerned about attempting to help people at the lower end and creating a floor for those who need it most, I am not sure that a

[Translation]

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): C'est exactement cela.

Le président: Vous avez fini, mademoiselle MacDonald?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Oui, je poserai d'autres questions au deuxième tour.

Le président: Monsieur Peterson.

M. Peterson: Permettez-moi d'ajouter que ce n'est pas parce que vous êtes paranoïaque qu'on n'essaie pas de vous avoir.

Je ne suis pas d'accord lorsqu'on prétend que les femmes n'ont aucune influence politique. À mon avis, grâce aux efforts de groupes de défense des droits de la femme, notamment du vôtre et de beaucoup d'autres, les femmes sont devenues très conscientes politiquement parlant, et je m'attends à ce que cette tendance se maintienne, augmente et que les femmes, dans leur grande majorité, disent leur mot dans la plupart des mesures qui seront prises à l'avenir.

Vous avez demandé une brève explication quant aux mesures d'indexation qui ont été prises. Je ne pense pas qu'elles visaient directement les femmes, même si d'après vous, la diminution des allocations familiales en est une des conséquences. Cette mesure faisait partie d'un programme de restrictions globales dans le cadre duquel presque toutes les dépenses relevant du gouvernement fédéral ont été ramenées à 6 et 5 p. 100, cela pour essayer de diminuer l'inflation, étant donné que cette plaie touche probablement beaucoup plus les pauvres et ceux qui ont le moins de pouvoir économique dans notre société.

Je ne dis pas qu'il n'y a pas d'inconvénients, c'est une explication d'ensemble. Je ne pense pas que le gouvernement ait essayé d'étudier précisément la question que vous soulevez aujourd'hui, il faut plutôt considérer ce programme comme une tentative pour remettre l'économie en marche, pour relancer la croissance économique. Il serait injuste à mon avis d'en donner une autre interprétation.

Je voudrais répondre à plusieurs questions que vous avez soulevées. Je suis pour ma part convaincu que la solution qui consiste à procéder par crédits d'impôt est beaucoup plus équitable pour les gens qui ont besoin d'argent que le recours aux abattements fiscaux; vous pouvez donner de l'argent directement à ceux qui en ont le plus besoin. On dit que l'abattement fiscal ou l'imposition rétroactive de certaines prestations accordées est juste; elle l'est mais dans une certaine mesure seulement. Mais souvenez-vous que la dernière fois que nous avons révisé la Loi de l'impôt sur le revenu nous avons mis le taux d'imposition marginal à 50 p. 100; donc même si un millionnaire touche des allocations familiales, la moitié seulement revient dans les coffres de l'État. Lorsque le régime fiscal avait un taux d'imposition marginal de 65 p. 100, nous avions peut-être davantage d'argent à notre disposition.

Donc, dans le cadre de notre programme de restrictions—compte tenu du fait que nos ressources sont très limitées, qu'elles ont diminué et que nous tenons absolument à essayer d'aider les gens qui en ont le plus besoin en fixant un taux

[Texte]

deduction system or taxing back family allowances helps those who need it most. I suspect that a tax credit approach would be better. Would you care to comment on that?

Ms Dulude: Yes, very much. You are saying that we want to reduce inflation and this is the result of the 6 and 5 program; you do not say it, but what you mean is that it is quite a blunt instrument. If I may say so, you could have had the instrument you wanted. It is blunt because you chose it that way. It harms women in this particular case, and it harms women who work for the public service who have low income when it affects them all across the board, no matter the level of their earnings. So I do not think you can hide behind your own program as an excuse for the results it has.

On the question of the 50% maximum tax rate, that even the richest would keep a big part of the benefits they receive, what I was mentioning in the case of the old age pension is the possibility of having a surtax. This, in fact, already exists in the case of unemployment insurance benefits, and nothing prevents us from having it in the case of old age pensions, as well.

Mr. Peterson: To answer my question, would you be willing to extend that surtax principle to the family allowance, as well?

Ms Dulude: Possibly, as long as it were on an individual income basis. But we come back to this principle that we must have in our fiscal system a recognition of the additional expenses of parents. At some point, if you take too much back, they are not going to have anything left any more, and you will not have that recognition of the expenses of parents, and parents will feel, justifiably, that they are overtaxed.

Mr. Peterson: I certainly agree with you that we need special recognition for the fact that it costs more to bring up children. I am not sure that our deduction levels, as they are right now, are really adequate. I would like your comments on that.

Ms Dulude: Let me comment before on... You said a credit was fairer than a deduction...

Mr. Peterson: A refundable tax credit.

Ms Dulude: A refundable credit. A refundable credit that does not reduce is, in fact, more expensive than an allowance because it is an untaxed allowance. If you gave a refundable credit to everyone, it would be like an untaxed family allowance.

Mr. Peterson: It would not go to everyone. It would be based on income levels.

Ms Dulude: Yes. So it is not just a refundable credit; it is a diminishing one that you are talking about.

[Traduction]

plancher, je ne suis pas convaincu que procéder par voie d'abattement ou imposer rétroactivement les allocations familiales permettrait d'aider ceux qui en ont le plus besoin. Je crois plutôt que procéder par voie de crédit d'impôt serait préférable. Pouvez-vous nous dire quelque chose à ce sujet?

Mme Dulude: Très certainement. Vous dites que vous voulez réduire l'inflation par le programme des 6 et 5 p. 100; bien que vous ne le dites pas, vous laissez entendre qu'il s'agit d'un moyen tout à fait brutal. Si je peux me permettre de le dire, vous auriez pu disposer du moyen que vous vouliez. Celui-ci est brutal parce que vous avez voulu qu'il le soit. Il porte préjudice aux femmes dans ce cas bien précis, ainsi qu'aux femmes qui travaillent pour la Fonction publique et qui ne gagnent pas beaucoup; en fait il touche toutes les femmes, peu importe leur revenu. Je ne pense pas que vous puissiez vous cacher derrière votre programme et l'invoquer comme excuse pour les résultats qu'il donne.

Au sujet du taux d'imposition maximum de 50 p. 100, même ceux qui sont les plus riches conserveront une bonne partie de ce qu'ils touchent, ce que j'ai dit dans le cas de la pension de vieillesse, c'est qu'il serait possible d'imposer une surtaxe. En fait, cela existe déjà pour les prestations d'assurance-chômage et rien ne nous empêche d'avoir une surtaxe similaire pour les pensions de vieillesse.

M. Peterson: Pour répondre à ma question, seriez-vous disposé à imposer une surtaxe également sur les allocations familiales?

Mme Dulude: Peut-être, dans la mesure où cette surtaxe est perçue sur les revenus individuels. Mais nous en revenons au principe voulant que dans notre régime fiscal nous devons prendre en compte les dépenses supplémentaires des parents. A un certain moment, si on reprend trop, il ne leur restera plus rien et en conséquence ces dépenses ne seront plus prises en considération, les parents à juste titre pourront penser qu'ils sont trop taxés.

M. Peterson: Je suis d'accord avec vous, il faut reconnaître qu'élever des enfants coûte plus cher. Je ne suis pas sûr que, dans l'état actuel des choses, le montant de déduction soit suffisant. Pouvez-vous nous dire quelque chose à ce sujet?

Mme Dulude: Avant, je voudrais faire quelques commentaires sur... Vous avez dit qu'un crédit d'impôt était plus juste qu'un abattement...

M. Peterson: Un crédit d'impôt remboursable.

Mme Dulude: Un crédit d'impôt remboursable. Tout crédit d'impôt remboursable qui ne vient pas en déduction, revient en fait plus cher qu'une allocation parce qu'il s'agit d'une allocation non imposée. Si vous donniez à tout le monde un crédit d'impôt remboursable, ce serait comme une allocation familiale non imposée.

M. Peterson: Tout le monde n'en profiterait pas. Il serait basé sur la fourchette des revenus.

Mme Dulude: Oui. Ce n'est pas un simple crédit remboursable, vous parlez d'une somme qui diminuerait en fonction des revenus.

[Text]

Mr. Peterson: It would be diminishing and it would give the money to those people and those families or those mothers who are at the lowest end of the scale.

Ms Dulude: We at NAC are strong supporters of the refundable child tax credit, and we recommend that they be increased by abolishing the tax exemption for children. This is something else from the maintenance of family allowances, which serve a different purpose. They are there to recognize that all parents have these additional expenses and that if you have two family units with the same level of income the one with children is less well-off than the other. So in our tax and transfer system it should be given a special consideration, no matter what its level of income.

Mr. Peterson: In your press release you have indicated that you would abolish it but you would put it into either one of two programs—the tax of the family allowance system or the refundable tax credit program. I guess, from what you said to me, my preference as well would be not to put it into the family allowance system, which is universal and which taxes only about 50%, but put it into the refundable tax credit program, which could really direct the funds to those who need it most.

• 1645

Ms Dulude: This was reflecting a position that NAC took at its annual general meeting two and three years ago, I believe. So at that time, it was still politically possible to ask for increases in the family allowance. I am not sure if we had the same debate as we will at the next annual general meeting next February or March. The choice would not be at this point, when you recommend again to abolish the exemption, that the money go to the refundable child tax credit. I would think it most probable for that to be the vote this time, given the circumstances.

Mr. Peterson: That would be my impression based on what I know. It would probably be a more equitable way of getting funds to those who need them most.

Ms Dulude: Well, in those days it looked like we could get both.

Mr. Peterson: I am afraid I think those days are over, at least for a while. You have not mentioned day care. That to me is one of the situations where the country is woefully underfunded. How would your position with respect to day care impact with the recommendations you are making today with respect to the family allowance?

Ms Dulude: I did make one remark about day care. I said that, at a time when there are so many families with children still in poverty and, at a time when we need so many more additional resources to be put in the raising of children especially in the form of child care services, this government is actually reducing the total amount of money going to families with children. It is very related in that sense. Instead of reorganizing the money going to children in order to allocate it

[Translation]

M. Peterson: C'est exact et de cette façon nous aiderions les gens et les familles qui sont au bas de l'échelle des salaires et qui en ont le plus besoin.

Mme Dulude: Au Comité d'action nationale, nous sommes très en faveur d'un crédit d'impôt à l'enfant remboursable et nous recommandons que l'on en augmente le montant en abolissant l'exemption fiscale pour les enfants. C'est quelque chose de différent du maintien des allocations familiales, qui correspondent à un autre objectif. Par les allocations familiales, on reconnaît que tous les parents doivent faire des dépenses supplémentaires et que, de deux familles à revenu égal, celle où il y a des enfants vit moins bien que l'autre. Donc dans notre système d'imposition et de transfert, il faudrait y accorder une attention spéciale, quel que soit le niveau de revenu.

M. Peterson: Dans votre communiqué de presse vous avez dit que vous l'aboliriez, mais que vous le remettiez soit dans un des deux programmes suivants: la taxe sur les allocations familiales ou crédit d'impôt remboursable. D'après ce que vous m'avez dit, je préférerais également que vous ne le remettiez pas dans le régime d'allocations familiales qui est universel et dont le taux d'imposition n'est que d'approximativement 50 p. 100, mais dans le programme de crédit d'impôt remboursable, ce qui permettrait véritablement d'aider ceux qui en ont le plus besoin.

Mme Dulude: Ceci traduit la position adoptée par le Comité national d'action lors de son assemblée générale d'il y a deux ou trois ans, époque où il était encore politiquement acceptable d'exiger des augmentations d'allocations familiales. Je ne souviens plus si une discussion a eu lieu comme celle prévue pour notre prochaine assemblée générale qui aura lieu au mois de février ou mars prochain. Lorsqu'on recommande de supprimer cette exemption, cela ne signifie pas pour autant que ces fonds seraient versés au crédit d'impôt pour enfant remboursable. Je pense que, vu les circonstances actuelles, c'est cette option qui sera adoptée.

M. Peterson: C'est ce que je pense, moi aussi. Ce serait d'ailleurs une façon plus juste de donner de l'argent à ceux qui en ont réellement besoin.

Mme Dulude: À l'époque, nous pensions pouvoir obtenir les deux.

M. Peterson: Malheureusement, les temps ont changé. Vous n'avez pas parlé des garderies d'enfants, un des domaines pour lesquels nous manquons le plus cruellement de crédits. Quelles répercussions nos recommandations relatives aux allocations familiales auront-elles dans le domaine des garderies d'enfants?

Mme Dulude: J'ai fait allusion aux garderies lorsque j'ai expliqué qu'alors que de nombreuses familles élèvent leurs enfants dans la pauvreté, et qu'il est donc indispensable de réunir des crédits supplémentaires destinés aux enfants et plus particulièrement aux services qui leur sont destinés, le gouvernement au contraire est en train de réduire le montant global des fonds destinés aux familles ayant des enfants à élever. Plutôt que de répartir les fonds destinés aux enfants

[Texte]

in a more fair way, what this government is doing is taking a chunk out of it entirely. Heaven knows, if it will ever return. In that sense only is it relevant.

Mr. Peterson: Do you not feel that it is very important, however, that we do get adequate funding for day care, so that mothers who want to work can?

Ms Dulude: Yes.

Mr. Peterson: Do you have any estimate of how much it would cost—oh, I am sorry.

Ms Swemarchuk: I would just like to make a comment that we had an opportunity to discuss this with Mr. Lalonde in September. This is a rough paraphrase of what he said, but he gave us what I consider to be two reasons why we need not anticipate an increase in day care expenditures. The first point he made was that there is no money. The second thing he said was to the effect that, We do not want to encourage labour force participation. This we, at NAC, all find a very shocking position for the government to take. Not only do I take it the government will not be providing money for day care, but the government does not want women leaving the home and going out to work, and that sounded to us very much like 1945 all over again. So that is what we see as the policy of this government in the area of day care. It seems to be consistent with removing money through the family allowance changes from children.

Mr. Peterson: I have not heard those policies announced or articulated. I think it is fair to say that, with the high unemployment rates which we are experiencing today and which are very distressing to everyone, the likelihood of people being able to quickly find a job is not the same as it was a couple of years ago. These are tough realities we are facing. Also with our deficit at \$24 billion. Pardon?

Ms Swemarchuk: So you are agreeing with his position?

Mr. Peterson: Oh, no; I am not. Let us not be confrontational. Okay? Let us try to come to some . . . I need your help. I am not here to confront.

Ms Swemarchuk: In response to what you are saying, yes, certainly it is more difficult for women to find work right now, as it is for men as well. But in what Mr. Lalonde was conveying to us, what I see is his willingness to allow one of the major difficulties that women face in working, which is the need for child care, to continue. That is a separate question from the terrible economic situation and the high levels of unemployment.

• 1650

Mr. Peterson: Certainly many people feel that we need to put greater emphasis on daycare.

Ms Swemarchuk: One more comment in this area. We have just received the general overview of the NEED program, the employment expansion program, and part of the position that we will be making with Mr. Axworthy and Ms Erola is that this program, which seems to be designed largely for relatively short-term projects, 12 weeks to 12 months, probably mostly

[Traduction]

afin qu'ils soient attribués de manière plus équitable, le gouvernement a décidé d'en réduire le montant global. Or dieu sait si les prélèvements opérés actuellement seront jamais rétablis.

M. Peterson: Ne trouvez-vous pas néanmoins essentiel que nous disposions de crédits suffisants pour les garderies de façon que les mères qui souhaitent travailler puissent le faire.

Mme Dulude: Certainement.

M. Peterson: Avez-vous une idée du chiffre exigé?

Mme Swemarchuk: Je voudrais simplement ajouter que nous avons justement discuté de cette question avec M. Lalonde au mois de septembre. Il nous a notamment donné deux raisons pour lesquelles on ne pouvait pas s'attendre à ce que les crédits destinés aux garderies d'enfants soient majorés. Probablement, il n'y a pas d'argent disponible. D'autre part, il nous a expliqué qu'il ne tenait pas à encourager les femmes à entrer dans la main-d'œuvre active, position tout à fait scandaleuse de l'avis du Comité national d'action. Non content de refuser des crédits pour les garderies d'enfants, le gouvernement s'oppose à ce que les femmes quittent leur foyer pour travailler, ce qui nous rappelle fâcheusement l'époque de 1945. Telle est la position du gouvernement en ce qui concerne les garderies d'enfants, position d'ailleurs tout à fait conforme à la décision de réduire des allocations familiales.

M. Peterson: Ces orientations n'ont jamais été explicitées en tant que telles. Il ne faut quand même pas oublier que, vu le chômage très important qui sévit actuellement, les gens ont beaucoup plus de mal à trouver un emploi qu'il y a deux ans. Telle est malheureusement la dure réalité. De plus, nous avons un déficit de 24 milliards de dollars.

Mme Swemarchuk: Vous êtes donc d'accord avec lui?

M. Peterson: Non, pas du tout. Essayons d'éviter les confrontations. J'ai au contraire besoin de votre aide.

Mme Swemarchuk: Il est vrai que les femmes ont du mal à trouver du travail en ce moment, tout comme les hommes d'ailleurs. Mais d'après ce que M. Lalonde nous disait, il n'a nullement l'intention de remédier à la carence des garderies d'enfants, carence qui constitue un des principaux obstacles pour les femmes cherchant du travail. C'est une question qui n'a rien à voir avec la mauvaise conjoncture et le chômage.

M. Peterson: De nombreuses personnes sont d'avis que nous devons nous occuper davantage des garderies d'enfants.

Mme Swemarchuk: Nous venons de recevoir un rapport sur le programme RELAIS pour l'expansion de l'emploi. Or nous avons l'intention d'expliquer à M. Axworthy et à M^{me} Erola qu'une partie au moins des fonds destinés à ce programme fournissant essentiellement des emplois à court terme allant de 12 semaines à 12 mois à des personnes ayant épuisé leurs

[Text]

for "exhaustees", as the term is, of unemployment insurance—that some of that money be directed towards child care; child centres. It has obvious advantages. The money is going to be there anyway. Child care is a labour-intensive kind of operation, and if partly this program is directed towards lowering unemployment rates, daycare is a good investment.

Mr. Peterson: Yes, that is not bad. That would seem like a reasonable approach to me, and a very positive one.

You mentioned about family allowance that the majority of families do not share income, so the family allowance is the only source of income for, in fact, the mother. Have surveys been done on this, or do you have any type of figures that would indicate . . .

Ms Dulude: No, I did not say categorically, I hope, that most families do not share. I said that it is possible, because there are no data, there are no surveys that have been done in Canada. But what is known from other countries is that as the level of income rises, the less sharing there is: the less sharing of everything; the less pooling of resources; the more separate the spouses keep their money. But because we do not know how much of this sharing takes place, this is one of the reasons why we must not make a rash move that would take away money until we know. If we knew for sure that all families shared, then—and only then—would we be justified in using a family income test to take away from the wife the benefit she is getting on the assumption that her husband is giving her whatever he is making, or her fair share of it.

We know this is not done in some cases. All these women who called these programs to say that they were dependent on the family allowance were not necessarily saying that their husband did not give them any money. That might have been the case for some of them. But in the case of many others, it is a matter that the husband gave but he had to be asked, or he had to be accounted to. This still makes a big difference to women—as it would to a man in the same situation.

Mr. Peterson: I would just say one more thing. I hope that our 6 and 5 program succeeds in getting inflation down to 6% and 5%, so that people will not be prejudiced, particularly our senior citizens.

The Chairman: Thank you, Mr. Peterson.

Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Thank you, Mr. Chairman.

First of all, a comment. You have talked about political power in the hands of women—and that it was not adequate. I said to Flora that if the 10 female members of the Liberal Party of Canada were to vote with the opposition on a bill like this, we could stop it dead in its tracks. So there may be a hidden source of power there that has not yet been mobilized. The numbers are such in the present House of Commons that sometimes a relatively small number of people can cause a great deal of chaos by voting for a six-month hoist. They do not have to bring down a government. There are other procedural motions which would effectively stop a bill if that

[Translation]

prestations d'assurance chômage, devrait être affectée aux garderies d'enfants, ce qui aurait des avantages incontestables. Les crédits ont déjà été dégagés. Or, les garderies exigent beaucoup de main-d'oeuvre; s'il s'agit donc de résorber le chômage, la création de nouvelles garderies permettrait justement de le faire.

M. Peterson: Cela m'apparaît une excellente idée.

Parlant des allocations familiales, vous disiez que, dans la plupart des familles, les époux ne partagent pas leur revenu si bien que les allocations familiales sont l'unique revenu des mères. Avez-vous des chiffres pour corroborer cette affirmation?

Mme Dulude: Ce n'est pas ce que j'ai dit et j'espère au contraire que la plupart des époux partagent les revenus de la famille. Comme nous ne possédons pas au Canada de données officielles à ce sujet, j'ai dit simplement que cela pouvait arriver. Dans d'autres pays, par contre, il a été établi que plus les revenus des ménages est élevé, moins les époux les partagent. Or tant que nous ne saurons pas dans quelle mesure les époux partagent les revenus du ménage, il ne faut pas toucher aux allocations familiales, ce qui priverait les femmes de l'argent dont elles disposent jusqu'à présent. Ce n'est que si nous n'étions tout à fait sûr que tous les époux partagent leur revenu que l'on pourrait, en nous fondant sur les ressources des familles, supprimer les allocations familiales à certaines épouses, étant établi que mari et femme partagent équitablement les recettes du ménage.

Or nous savons que tous les ménages ne partagent pas les revenus. Les femmes qui affirment que les allocations familiales sont leurs seuls fonds n'ont pas nécessairement voulu dire par là que leur mari ne leur donne rien, même si c'est le cas pour certaines d'entre elles. Souvent les femmes doivent demander de l'argent à leur mari et ensuite rendre compte de leurs dépenses. C'est donc une question d'indépendance financière pour les femmes.

M. Peterson: Je voudrais encore ajouter une chose. J'espère que le fait de plafonner la hausse des salaires à 6 et 5 p. 100 parviendra à ramener le taux d'inflation à 6 et 5 p. 100 de façon que les gens ne souffrent pas, surtout les personnes du troisième âge.

Le président: Merci, monsieur Peterson.

Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Merci, monsieur le président.

Vous disiez que le pouvoir politique des femmes est insuffisant. Je faisais justement remarquer à Flora que si les 10 femmes députés du Parti libéral votaient avec l'opposition sur ce bill, il serait enterré d'office. Voilà une possibilité que nous n'avons pas encore suffisamment exploitée. Dans l'actuelle Chambre des communes, un nombre relativement restreint de députés pourrait faire pas mal de grabuge en votant un renvoi à six mois, sans pour autant faire tomber le gouvernement. Il existe encore d'autres motions de procédure qui pourraient en fait saboter un bill de ce genre s'il y avait moyen de mobiliser

[Texte]

power could be mobilized to act in that fashion. So I commend a tactic to you if you have the resources to mobilize the tactic.

As I read the press statement, my reading of it left me with a sense of clarity.

• 1655

If we could take the exemption money and the child tax-credit money and put it all into family allowances, raising the family allowance to \$100 or whatever that amount would be, in the view of your association that would, in fact, be the fairest and would deliver the money in the clearest possible way to the mothers in this world.

Then when I heard you responding to the member from Willowdale, I heard you saying you have as much faith in the tax credit as you do in the family allowance itself. It leaves me a little confused as to where NAC is standing on that.

Ms Dulude: As you will see on page 2 of the release, the position of NAC on the child tax credit is that we have commended—and we stand by our commendation—the federal government for having introduced it. We would like it to be increased.

NAC does not want the child tax credit to be abolished; we want it to be increased. We want the tax exemption for children to be abolished and the funds thereof to be redirected to the child tax credit or the family allowance.

As Mr. Peterson was pointing out, the position is not clear as to where we would redirect this money from the tax exemption for children. I was saying this position was taken a few years ago, at a time when it seemed possible to have both an increase in the refundable child tax credit and in the family allowance. If the choice had to be made between the two, if it were either/or instead of both, I am quite certain the membership of NAC would be in favour of taking the money from the children's exemption and putting it in the refundable child tax credit.

Mr. Hawkes: Do you see the tax credit program as a better program than the family allowance program? Is there a better delivery mechanism?

Ms Dulude: They serve different purposes. We would not put the money from the allowance into the refundable credit. We would keep the allowance as it is, and increase the refundable credit.

The allowance serves the purpose of recognizing all parents have additional expenses other people do not have. In fact, in the way it works, it is progressive. It gives less to parents with higher incomes.

The refundable child tax credit serves another purpose entirely, imperfectly because it actually goes too high up the income scale. But its purpose is to help low-income parents. It serves an essential purpose. It is imperfect because it is too low and does not give adequate benefits to families with children, and because its level is too high. You can have as much as

[Traduction]

les voix des femmes députés. C'est une tactique que vous devriez examiner.

Le communiqué de presse était tout à fait clair à mon sens.

Si nous pouvions prendre tout l'argent tiré des exemptions et des crédits d'impôt par enfant, et le verser dans le fonds des allocations familiales, pour les porter à \$100, par exemple, votre association serait satisfaite et convaincue que c'est le meilleur moyen de répartir l'argent le plus équitablement possible entre toutes les mères du pays.

Cela dit, je vous ai entendu dire au député de Willowdale que vous aviez autant de foi dans le crédit d'impôt que dans les allocations familiales proprement dites. Alors, je ne comprends plus très bien la position de votre association à ce sujet.

Mme Dulude: Comme vous le verrez à la page 2 de notre rapport, nous avons applaudi le gouvernement fédéral lorsqu'il a mis en place le crédit d'impôt par enfant et notre position n'a pas changé depuis lors. Au contraire, nous voudrions qu'il soit augmenté.

Le CNA ne veut pas voir le crédit d'impôt disparaître, nous voudrions qu'il augmente. Par contre, nous aimerions qu'on supprime l'exemption fiscale pour enfant et que les fonds ainsi libérés servent à augmenter le crédit d'impôt par enfant ou les allocations familiales.

Comme M. Peterson l'a observé, nous ne sommes pas entièrement certaines de ce qu'il faudrait faire avec l'argent libéré par une suppression de l'exemption fiscale pour enfant. Comme je l'ai dit, c'est une position qui remonte à plusieurs années, à une époque où il semblait possible d'augmenter à la fois le crédit d'impôt par enfant remboursable et les allocations familiales. Aujourd'hui, s'il faut choisir entre les deux, je suis certaine que les membres du CNA préféreront prendre l'argent consacré aux exemptions fiscales pour l'appliquer au crédit d'impôt par enfant.

M. Hawkes: Est-ce que vous pensez que le programme du crédit d'impôt marche mieux, qu'il est mieux administré que le programme d'allocations familiales?

Mme Dulude: Les objectifs de ces deux programmes sont différents. Nous ne voudrions pas qu'on supprime les allocations pour appliquer l'argent au crédit remboursable. Nous préférons conserver les allocations sous leur forme actuelle et augmenter le crédit remboursable.

Les allocations tiennent compte du fait que les parents ont des dépenses que les gens sans enfant n'ont pas. En fait, il s'agit d'un système progressif. Les parents qui ont des revenus plus élevés touchent des allocations plus faibles.

Le crédit d'impôt par enfant existe pour une tout autre raison, et ses imperfections viennent de ce qu'il va trop loin dans l'échelle des revenus. En réalité, il sert à aider les parents à faible revenu. C'est donc essentiel. Cela dit, c'est imparfait parce que l'aide n'est pas suffisante pour les familles qui ont des enfants et qui ont besoin de ces prestations, alors qu'à l'autre extrémité de l'échelle, elle va à des familles qui n'en ont

[Text]

\$40,000 of income now and still get part of the refundable credit.

A friend of mine did that last year. She made \$40,000; and she was still eligible for a portion of the credit, because the income on which the calculation is based is a gross income before items such as retirement savings plans and home ownership savings plans.

So you can have a very high income and still get the refundable credit, which means it is a bit of a farce to say it goes only to low-income families at the present time. It goes to practically everybody.

But purpose of the refundable child tax credit should be to give bigger amounts to low-income families, and it needs to be retargeted within itself.

Mr. Hawkes: I will tell you a dilemma I face as a parliamentarian. I raised it at the end of our meeting the other night with the minister, and I intend to pursue it more this evening.

On our parliamentary agenda is a bill called Bill C-139, and it is a revision to the Income Tax Act. It includes that extra \$50 on the child tax credit.

The members of this Committee on Health, Welfare and Social Affairs, who have as part of our mandate the concern for family policy, will not see that bill. It will not come here. It will go to a committee of Parliament, where the basic orientation of the members is economic rather than social; and that is where it will be examined. I do not know if NAC has considered that.

• 1700

Ms Swemarchuk: I guess we will have to go there too.

Mr. Hawkes: I put it to the minister in the context of the fact that on the issue we are dealing with today, the Minister of Finance—in a very direct way in terms of the sponsorship of legislation, in terms of his budgets—has considerably more to say about family economic policy than the Minister of Health and Welfare does. I guess that rhythm in my head lies behind trying to get clarity on whether or not, instead of three programs—which is really what we have with the exemption, the credit, and the family allowance—we have the administrative costs, direct and indirect, tripled, which takes money out of the system instead of putting it into the hands of families. It makes it more expensive.

We have this conundrum that the real economic clout lies with the economic minister and the economic committee rather than the social policy minister and social policy committee. I thought when I read your press statement that, yes, if we have to have two systems, you would prefer two systems rather than three, and when you get rid of the third one take the money and transfer it. I thought I saw in the brief that the most perfect world would be simply a much, much, larger family

[Translation]

pas besoin. À l'heure actuelle, vous pouvez avoir un revenu de \$40,000 et avoir droit à une partie du crédit remboursable.

Une de mes amies était dans ce cas l'année dernière; elle avait gagné \$40,000 et pourtant, elle avait toujours droit à une partie du crédit parce que la base du calcul est le revenu brut, avant les déductions pour les plans de retraite et les plans d'épargne pour l'achat de maisons.

Autrement dit, vous pouvez avoir un revenu extrêmement élevé et tout de même profiter du crédit remboursable, si bien qu'il n'est pas sérieux de prétendre que seules les familles à faible revenu en profitent à l'heure actuelle. Pratiquement tout le monde en profite.

Par contre, le crédit d'impôt par enfant devrait accorder plus aux familles à faible revenu; autrement dit, il faut le repenser.

M. Hawkes: Je vais vous expliquer le dilemme auquel je me heurte en tant que parlementaire. J'ai soulevé le problème à la fin de notre réunion l'autre soir avec le ministre et j'ai l'intention d'y revenir ce soir.

Dans notre calendrier parlementaire il y a un bill qui porte le numéro C-139 et qui prévoit une révision de la Loi sur l'impôt sur le revenu. Dans ce bill, le crédit d'impôt par enfant est augmenté de \$50.

Les membres du comité de la Santé, du bien-être et des affaires sociales, dont le rôle est justement d'étudier les politiques relatives à la famille, n'auront pas l'occasion d'étudier ce bill. Il ne nous sera pas envoyé. Il sera envoyé à un comité du Parlement dont les membres s'intéressent plus aux questions économiques qu'aux questions sociales; c'est eux qui seront chargés de l'étudier. Je ne sais pas si le CNA a pensé à cela.

Mme Swemarchuk: J'imagine que nous devons aller témoigner.

M. Hawkes: J'en ai parlé au ministre et je lui ai expliqué que le ministre des Finances, en termes de parrainage de la législation et grâce à l'influence de ses budgets, avait beaucoup plus son mot à dire en matière de politique économique relative à la famille que le ministre de la Santé et du Bien-être. J'ai dans l'esprit comme une sonnette d'alarme, je ne peux pas m'empêcher de penser qu'au lieu de ces trois programmes: l'exemption, le crédit et les allocations familiales, qui d'une certaine façon triplent les coûts administratifs, directs et indirects, il vaudrait beaucoup mieux avoir un programme unique qui serait moins coûteux et aurait cet énorme avantage que plus d'argent parviendrait aux familles.

Le problème, c'est que la véritable influence économique est exercée par le ministre et par le comité chargés de l'économie, non par le ministre et par le comité chargés des politiques sociales. Après avoir lu votre communiqué de presse, j'ai cru comprendre que s'il devait y avoir deux systèmes, eh bien, vous préféreriez deux systèmes plutôt que trois, ce qui permettrait de supprimer le troisième et de transférer les fonds ainsi libérés. De plus, j'ai cru comprendre que pour vous, le système

[Texte]

allowance, because the tax system would take part of it away from those who did not need it, and poor people would get it and be able to keep all of it if they did not start to push over the taxable limit.

Ms Dulude: I have two comments. One is that an incident of last year gave me the impression that the Conservatives liked their bills to be broken up in many parts rather than lumped together as a whole. The thing with consolidating all of the programs is that if it can be done, that would be ideal. In fact, it is not at all inconceivable that the family allowance and the child tax credit could be consolidated under one program that would be under the Department of Health and Welfare. I think this should be looked at, because the Department of National Revenue is not always the best vehicle for giving money to families. I am thinking of the particular problem of the credit being given only once a year; one of the reasons for it being given only once a year is that the Department of National Revenue will not hear of doing things otherwise. If it were consolidated with the family allowance, that problem would disappear. So I would be in favour of such a consolidation myself, but the consolidation does not mean abolishing either of the elements; they are different considerations.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I think the additional point that was being made is that a program that is a part of social policy should really be under social policy ministers and not under the Department of Finance. This is the conflict now—to try to find a mechanism to get it into the social policy field. This battle is always going to go on between the social policy ministers and the Department of Finance, who have obviously a different objective.

Ms Dulude: It is not unique to this set; you are talking about problems that occur throughout government. For example, all these industrial incentives we have in the tax system are under the Income Tax Act and not in the Industry, Trade and Commerce Department. It is something that has to be debated at many levels. In the case of social policy, I agree that it would be certainly simpler and more efficient to have them all together.

• 1705

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): The Department of Finance would be much more sympathetic to industrial incentives in trade and commerce than they would to social policy incentives.

Ms Dulude: Yes, I agree.

The Chairman: Are you through, Mr. Hawkes?

Mr. Hawkes: I have one short one.

We are capping family allowances in this bill and we are doing something else with the child tax credit; but, on the child exemption, it seems to me that even with a 6% cap you are going to deliver more money per family to the richest segment of society than you are cutting. If they have two kids, they will get more out of that capping than they will out of the capping

[Traduction]

le plus parfait possible serait des allocations familiales beaucoup plus importantes parce que, le système fiscal servant à en retirer la plus grande part à ceux qui n'en ont pas besoin, les gens pauvres en conserveraient la totalité tant qu'ils ne sont pas au seuil d'imposition.

Mme Dulude: J'ai deux observations. D'une part, l'année dernière il y a eu un incident, qui m'a donné l'impression que les conservateurs préféraient de petits bills divisés à un seul gros bill global. Effectivement, si l'on pouvait regrouper tous ces programmes, ce serait idéal. En fait, c'est loin d'être inconcevable, on pourrait regrouper les allocations familiales et le crédit d'impôt par enfant en un seul programme qui relèverait du ministère de la Santé et du Bien-être social. Je pense que cela mérite d'être étudié parce que le ministère du Revenu national n'est pas toujours le meilleur moyen de distribuer de l'argent aux familles. Il présente un problème, entre autres, le fait que le crédit n'est accordé qu'une fois par an, et cela, parce que le ministère du Revenu national ne veut pas entendre parler d'une autre solution. Or, si cela était regroupé avec les allocations familiales, le problème disparaîtrait. Je suis donc en faveur de ce regroupement, mais cela ne signifie pas forcément qu'il faudrait abolir l'un ou l'autre élément; ce sont deux choses différentes.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): On a observé également qu'il serait beaucoup plus normal qu'un programme de politique sociale relève des ministres responsables de la politique sociale que du ministère des Finances. C'est une partie du problème, il faudrait remettre cela dans le contexte de la politique sociale. C'est une bataille qui est loin d'être terminée entre les ministres responsables de la politique sociale et le ministère des Finances, dont les objectifs respectifs sont évidemment différents.

Mme Dulude: Ce n'est d'ailleurs pas le seul endroit où le problème existe. On peut le constater dans toutes les sphères du gouvernement. Par exemple, toutes les mesures d'encouragement de l'industrie, qui sont inscrites dans le système fiscal relèvent de la loi de l'impôt sur le revenu et non du ministère de l'Industrie et du Commerce. Dans le cas de la politique sociale, je reconnais qu'il serait plus simple et plus efficace de les regrouper.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Le ministère des Finances risque de voir d'un oeil bien plus favorable les mesures d'encouragement industriel de l'industrie et du commerce que les mesures sociales.

Mme Dulude: Effectivement, je suis d'accord.

Le président: Vous avez terminé, monsieur Hawkes?

M. Hawkes: Une courte question.

Dans ce bill, nous prévoyons un plafond pour les allocations familiales et quelque chose d'autre pour le crédit d'impôt par enfant. Par contre, dans le cas de l'exemption, j'ai l'impression que même avec une limite de 6 p. 100, vous allez donner aux familles les plus riches plus d'argent que vous n'en supprimez. Si ces familles ont deux enfants, elles profiteront plus de cette

[Text]

of the family allowance. Have you done that kind of calculation?

Ms Dulude: No, I have not.

Mr. Hawkes: Okay.

The Chairman: Ms McDonald.

Ms McDonald (Broadview—Greenwood): Mr. Chairman, I would like to compliment the National Action Committee for a very fine presentation. It has been an extremely interesting and informative one on the history and the threat to the family allowance.

I would just like to pursue a couple of questions as to the relative weight you would recommend. You said that if you could not increase very much, you would put the money into child tax credit, you think, at this point, but when this policy was being worked out you wanted to increase both family allowance and child tax credit. Could you give some indication as to what you would consider ideal in terms of the amount of money to be spent? Would you put it half into one, half into the other? What would be an ideal balance between the family allowance and the child tax credit?

Ms Dulude: The ideal level of the child tax credit would be the level sufficient to bring all families with children above the poverty line. The level that would be the ideal one for the family allowance if the family allowance were the only recognition in our system of the additional cost of parents, which means if the tax exemption for children did not exist, has not been worked out by anyone to my knowledge.

Ms McDonald (Broadview—Greenwood): Could I just pursue a question about a related matter with the married exemption? There is even more money in the married exemption than there is in the child tax exemption, and this, of course, is an exemption that goes to the husband: he profits from the work that is being done largely in the home by the wife. Have you any recommendations to be made on that? Would it be better to put that money into the child tax credit or family allowance as a direct transfer that the wife would get for her child-care work?

Ms Dulude: I do not have the NAC position on this so I will not be speaking for NAC, but the Canadian Advisory Council on the Status of Women had a study done a few years ago on this and the conclusion of the study was that it was totally inappropriate to have an exemption for a dependent wife, or so-called dependent wife, because women at home were not dependent and in fact were generating more value in the service that they were giving to the family than they were costing. So the fact of treating them like dependents was an insult, as well as being inappropriate because if a man has a wife at home he is in fact better off than a single man who has to buy all the same services at cost on the market. So the idea that this married man is the one who gets the tax benefit does not really make sense, and that study concluded that we should indeed take that married exemption out of our system and direct the money to the real dependents in our society, who are

[Translation]

mesure qu'elles ne seront défavorisées par le plafond des allocations familiales. Est-ce que vous avez fait ce calcul?

Mme Dulude: Non.

M. Hawkes: Bon.

Le président: Madame MacDonald.

Mme McDonald (Broadview—Greenwood): Monsieur le président, je tiens à féliciter le Comité national d'action pour cet excellent exposé. J'ai trouvé cela très intéressant, en particulier les détails historiques et les menaces qui pèsent sur les allocations familiales.

J'ai une ou deux questions à vous poser à propos du niveau des prestations qui vous semblent le plus souhaitables. Vous avez dit que s'il était impossible d'augmenter sérieusement les prestations, vous préféreriez que l'argent disponible serve au crédit d'impôt par enfant alors qu'à l'époque où cette politique était en préparation, vous souhaitiez augmenter les allocations familiales et le crédit d'impôt par enfant. Pouvez-vous nous dire ce qui serait à votre avis la somme idéale? Est-ce que vous partageriez moitié moitié entre les deux? Pensez-vous que ce serait la proportion idéale entre les allocations familiales et le crédit d'impôt par enfant?

Mme Dulude: L'idéal, ce serait que le crédit d'impôt par enfant soit suffisant pour que toutes les familles qui ont des enfants arrivent au-dessus du seuil de la pauvreté. Par ailleurs, si les allocations familiales étaient la seule disposition de notre système qui reconnaisse que les parents ont des frais que les gens sans enfant n'ont pas, c'est-à-dire si les exemptions par enfant n'existaient pas, je ne crois pas que quelqu'un ait cherché à calculer ce chiffre jusqu'à présent.

Mme McDonald (Broadview—Greenwood): Je passe maintenant à un sujet voisin, celui de l'exemption pour les gens mariés. L'exemption pour les gens mariés est encore plus importante que l'exemption par enfant et, bien sûr, cette exemption est versée au mari: c'est lui qui profite du travail qui, dans une large mesure, est accompli à la maison par sa femme. Est-ce que vous avez des recommandations à ce sujet? Est-ce qu'il ne vaudrait pas mieux se servir de cet argent pour le crédit d'impôt par enfant ou pour les allocations familiales, ce qui reviendrait à un transfert direct à la femme, en reconnaissance des soins qu'elle donne à ses enfants?

Mme Dulude: Je ne connais pas la position du CNA à ce sujet, mais le Conseil consultatif canadien sur le statut de la femme a fait une étude il y a quelques années et dans la conclusion, on observait que l'exemption pour une femme à charge, ou soi-disant à charge, était totalement injustifiée parce que les femmes qui restent à la maison ne sont pas à charge, qu'en réalité elles assurent à la famille un service dont le coût est bien supérieur à celui de leur entretien. C'est donc les insulter que de les qualifier de personne à charge, et en même temps, c'est injustifié parce qu'un homme dont la femme reste à la maison s'en tire bien mieux qu'un homme qui doit payer pour obtenir le même genre de service. Autrement dit, il est totalement injustifié de donner à l'homme marié cet avantage fiscal, et l'étude concluait qu'il fallait supprimer cette exemption et utiliser l'argent ainsi gagné au bénéfice des véritables personnes à charge de notre société, les enfants. À

[Texte]

the children. I think the recommendation at the time was to put it in family allowances. But the refundable child tax credit did not even exist when that study was done so it was not one of the choices that existed at the time.

The Chairman: Okay. Mr. Robinson. Oh, I am sorry.

Ms McDonald (Broadview—Greenwood): Other people have asked my questions, Mr. Chairman, but I wonder, since I have the floor, if I could just make a point of personal privilege, which I have raised before, I am afraid. I find the ventilation in this room very, very poor, and I wonder if before our meeting at 8 o'clock tonight some instructions could go up from the Chair to open the windows or do something. I just find it extremely difficult and unpleasant here.

• 1710

The Chairman: I do not think that is the chairman's responsibility. Some other people are looking for the . . .

I know your point. It is not the first time you have raised this question. But it is not up to the chairman to . . .

Ms McDonald (Broadview—Greenwood): Could the Chair direct me to the person who should be responsible?

The Chairman: The Speaker. It is the responsibility of the Speaker. It is not the responsibility of the chairman to . . .

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Perhaps, Mr. Chairman, since we are through with most of the committees, there might be another room available tonight.

The Chairman: Yes. But we are going to have a vote tonight and it is going to be closer to have the meeting here for the vote tonight. That is the reason why.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): There were some members in Prince Edward Island last night who were not very close, and they managed to be brought back.

The Chairman: We will try to accommodate you, Ms McDonald, but . . .

Ms McDonald (Broadview—Greenwood): Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Robinson.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Thank you, Mr. Chairman.

I want to add my congratulations to this group from the National Action Committee on the Status of Women appearing before the committee today. They have indicated their interest in this legislation, and I can assure them that we are just as concerned and interested about the results of this legislation as they are.

But I think you will appreciate that we have a 6 and 5 program, we have a restraint program, which I hope you people support in principle even if not in all of the details. I know in any situation where there is a—it is not really a loss; rather than a loss, it is just not a gain. I think we should be

[Traduction]

l'époque, on avait recommandé de le faire grâce aux allocations familiales. Mais à l'époque de cette étude, le crédit d'impôt par enfant n'existait même pas et ne constituait donc pas une option.

Le président: D'accord. Monsieur Robinson. Oh, excusez-moi.

Mlle McDonald (Broadview—Greenwood): Monsieur le président, les questions que je voulais poser l'ont déjà été par d'autres, mais puisque j'ai la parole, je vais me permettre de soulever une question de privilège, malheureusement pas pour la première fois. Je trouve que la ventilation dans cette salle est tout à fait déplorable et je me demande si avant la séance de 20h00, le président ne pourrait pas donner l'ordre d'ouvrir les fenêtres, par exemple. C'est excessivement désagréable.

Le président: Je ne pense pas que cela soit du ressort du président. Il y a d'autres personnes qui s'occupent . . .

Je comprends votre point de vue. Ce n'est pas la première fois que vous signalez la chose. Toutefois, il n'incombe pas au président . . .

Mme McDonald (Broadview—Greenwood): Peut-être le président pourrait-il me dire à qui je devrais m'adresser.

Le président: À l'Orateur. C'est de son ressort. Il ne m'appartient pas de . . .

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Puisque la plupart des comités ont fini de siéger, monsieur le président, nous pourrions peut-être trouver une autre salle pour ce soir.

Le président: Oui. Toutefois, il y a un vote ce soir et cette salle-ci est plus proche de la Chambre. Voilà pourquoi nous l'avons choisie.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Pourtant, hier soir, certains députés étaient à l'Île-du-Prince-Édouard, ce qui n'est pas particulièrement proche de la Chambre, ce qui ne les a pas empêchés de voter.

Le président: Nous allons essayer de vous donner satisfaction, mademoiselle MacDonald, mais . . .

Mme McDonald (Broadview—Greenwood): Je vous en remercie, monsieur le président.

Le président: Monsieur Robinson.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Merci, monsieur le président.

Je tiens moi aussi à féliciter les représentantes du Comité national d'action sur le statut de la femme et les remercier d'être venues déposer devant nous. Elles nous ont ainsi signalé l'intérêt qu'elles portaient à cette mesure législative et je puis leur affirmer que les résultats que produira cette nouvelle loi nous tiennent autant à cœur.

Vous comprendrez toutefois que le programme des 6 et 5 p. 100 est une réalité et que nous avons un programme de restrictions que vous soutenez, j'espère, sinon dans tous les détails, du moins en principe. Je sais que chaque fois qu'il y a . . . Ce n'est pas vraiment une perte dans ce cas-ci, disons que

[Text]

careful in setting this out in its proper perspective. It is not as though there is nothing coming to families under the legislation. It is at 6 and 5. If of course the inflation rate reduces, it will probably be less of a burden than it otherwise would be. But at least 6 and 5 is something; and this is not the only group affected.

Coming to that, I say, what group are we really talking about? If I can believe the minister . . . and I have no reason to doubt her veracity . . . the other day she indicated that people who are below the poverty line would certainly not be affected in any way; they would still receive the same. People on mother's allowance and welfare recipients and so on would not receive anything less. So at least that is something. She is saying that people below the poverty line would not be in any way hindered by this legislation.

At the same time, what are we talking about? We are talking about, what, 4 1/2¢ a day per child . . . is that right?—for those who are actually affected. My understanding is there are about 3.5 million mothers in Canada who receive family allowances, and of that number, about 2.5 million receive the child tax credit. If I understand correctly, that would be supplemented by some \$50 per child per year over the next two years. So that group is certainly not going to be affected, as I understand it. So I am beginning to wonder, who are the one who are really going to be affected by this? It must be some higher income—certainly people above the poverty line. To what extent are they affected, and how many people are we really talking about?

Now, there are some statistics that may be—I certainly do not have them. Maybe you have additional statistics that you can tell us about. I know you consider that it is a regressive kind of legislation. Well, you know, any time you index, you take a lot of risks. Indexing is always a questionable thing in any event. It used to be that any time there were any increases, they were done on the basis of a political decision at an opportune time as to whether increases were given. With indexing, of course, it was just assumed that it is sacrosanct and would never be touched. I am not so sure we can accept that as a principle when indexing only applies to certain areas and not to all areas. It certainly does not apply to the private sector to any great extent.

But you may want to comment on some of the things I have said so far.

• 1715

Ms Dulude: The first thing is, you say that the capping of the indexation will not harm any poor people. That is only true in the short term. The people who are eligible for the refundable child tax credit will get an additional \$50, which will more or less compensate for their loss in the two years covered.

[Translation]

c'est simplement une absence de gain. Nous devons, je crois, faire bien attention à remettre les choses en perspective. Ce n'est pas comme si par cette mesure législative, nous empêchions les familles de toucher quoi que ce soit. Nous imposons simplement le programme des 6 et 5 p. 100. Evidemment, si l'inflation s'amenuise, cette mesure aura vraisemblablement une incidence moindre. Il n'empêche que si c'est 5 p. 100, c'est toujours mieux que rien; en plus, ce n'est pas le seul groupe à être touché.

Et puisque nous en parlons, de quel groupe au juste s'agit-il? Si j'en crois le ministre—et je n'ai d'ailleurs aucune raison de ne pas la croire—elle a signalé l'autre jour que tous ceux qui se situaient en deça du seuil de la pauvreté ne seraient aucunement touchés, que le montant qu'ils reçoivent resterait le même. Tous les prestataires de la sécurité sociale et toutes celles qui touchent des allocations familiales ne verront pas leurs prestations diminuer. Voilà du moins un élément positif. Elle ajoutait que tous ceux qui se situent en deça du seuil de la pauvreté ne seraient en aucun cas les victimes de cette mesure législative.

Mais de qui parlons-nous donc? Il s'agit en fait de 4 cents et demi par jour et par enfant, à moins que je ne me trompe, pour chacun de ceux qui seront touchés. Je calcule qu'il y a environ 3,500,000 mères de famille canadienne qui touchent des allocations familiales, et 2 millions et demie d'entre elles bénéficient d'un crédit d'impôt. Si j'ai bien compris les chiffres, ce soutien se trouvera complété par un versement de \$50.00 par enfant et par an au cours des deux prochaines années. Ces mères ne seront donc en aucun cas touchées, si j'ai bien compris. Je commence donc à me demander qui sera en fin de compte véritablement touché par cette mesure. Il doit s'agir des gens à revenus plus élevés, et donc à coup sûr de tous ceux qui sont loin du seuil de la pauvreté. Combien de gens seront dès lors touchés et dans quelle mesure le seront-ils?

Cela dit, il y a certains chiffres qui pourraient sans doute . . . mais je ne les ai pas. Vous en avez peut-être dans vos dossiers et vous pourriez nous les communiquer. Je sais que pour vous ce projet de loi est rétrograde. Vous devez toutefois comprendre que chaque fois qu'on procède à une indexation, on prend un gros risque. L'indexation est toujours une formule contestable. Jadis, les augmentations étaient le résultat de décisions d'ordre politique prises au moment opportun. Avec l'adoption de l'indexation, on est parti du principe que ces augmentations devenaient tabou et qu'il était exclu d'y toucher. Je ne suis pas vraiment convaincu que nous puissions accepter ce principe dans la mesure où l'indexation ne vaut que pour certains secteurs à l'exclusion d'autres. L'indexation est le plus souvent inconnue dans le secteur privé.

Mais vous voulez peut-être donner votre avis à ce sujet.

Mme Dulude: En premier lieu, vous dites que le plafonnement de l'indexation ne nuira pas aux pauvres. C'est vrai, mais à court terme seulement. Tous ceux qui sont admissibles au crédit d'impôt remboursable pour les enfants recevront un complément de \$50, ce qui compensera plus ou moins la perte

[Texte]

But the base on which their future benefits will be calculated after that, will be permanently reduced. So in the long term, poor families with children will suffer.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): No, that is not true.

Ms Dulude: They will be affected.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): They will just not get as much.

Ms Dulude: Yes. That is another thing I wanted to comment on.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): That is true, in the same way.

Ms Dulude: You say the reduction in indexation is not a reduction in benefit. Of course in dollars they will get more. This is why the reduction in indexation has been such an effective instrument in reducing the family allowance in the past. It is because you do not see it. There is never any moment when the amount on your cheque goes down, so people do not notice it. In fact, however, between 1945 and 1974, the allowance practically disappeared because it was not indexed to the cost of living. It was \$5 in 1945 and \$7 in 1974. But people did not notice it because, like you said, it was only a few cents or a few dollars a year. So this is what we want to alert women about. We want to tell women that this is being done to them. We say, You are being screwed slowly; take care of your interests; do not let it happen to you this way.

Another thing: You say it will not affect any people above the poverty line. One of the points we, at NAC, are trying to make is that you cannot assume that because a husband is well off, his wife is well off. If the husband makes \$40,000 a year, it could be that the wife is living in poverty; legally, she has no right to the money her husband is making at all, while they are married. This is the law of Canada. Every province in Canada says the husband has to support his wife at home, but he does not have to give her any cash—except in Manitoba where she can have pocket money.

Ms Swemarchuk: Only necessities, in law, are required.

Ms Dulude: Only necessities. So, when you say these wives who are going to be affected by this capping of the indexation are all upper income, that is not the case. You do not know the income of these women. You do not know how much access to their husband's income they really have.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): I do understand that, if there are people treated so shabbily by their hus-

[Traduction]

pour les deux années du programme. Toutefois, les prestations futures qu'ils toucheront seront fonction du niveau de ces années en question, ce qui fait qu'il y aura en réalité une diminution permanente. Ainsi, à long terme, les familles pauvres ayant des enfants en souffriront.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Non, c'est faux.

Mme Dulude: Si, c'est vrai.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Elles toucheront un peu moins.

Mme Dulude: C'est cela. Il y a autre chose que j'aimerais ajouter.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): C'est bien cela, c'est bien exact.

Mme Dulude: Vous dites que le ralentissement de l'indexation n'équivaut pas à une réduction des prestations. Bien sûr, ces familles toucheront davantage. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle cette diminution de l'indexation a été tellement utile jusqu'à présent lorsqu'on voulait réduire les allocations familiales. C'est une mesure invisible en quelque sorte. En effet, les chèques d'allocations ne diminuent jamais, ce qui fait que les gens ne se rendent compte de rien. En réalité, entre 1945 et 1974, les allocations familiales ont quasiment disparu en raison de leur non-indexation au coût de la vie. Il s'agissait de \$5 en 1945 et de \$7 en 1974. Mais les gens n'ont rien remarqué parce que, comme vous l'avez dit vous-même, il ne s'agissait que de quelques sous ou de quelques dollars par an. Voilà donc pourquoi nous voulons tirer la sonnette d'alarme et le signaler aux femmes. Nous voulons leur dire au juste ce qu'on fait sur leur dos. Nous voulons leur dire qu'elles se font baiser à petit feu, nous voulons leur dire qu'elles doivent défendre leurs intérêts et qu'elles ne doivent pas se laisser faire.

Autre chose encore: vous dites que cette mesure ne touchera pas les gens qui ne sont pas au seuil de la pauvreté. L'un des éléments que nous essayons de faire valoir au CNA, c'est qu'il ne faudrait pas partir du principe que, parce que le mari gagne bien sa vie, sa femme est tout aussi bien nantie que lui. Si le mari gagne \$40,000 par an, sa femme peut fort bien vivre en deça du seuil de la pauvreté car, aux yeux de la loi, elle n'a aucun droit sur cet argent que gagne son mari, même s'ils sont mariés. Dans toutes les provinces, la loi dit que le mari doit subvenir aux besoins de sa femme, mais cela ne veut pas dire qu'il doive lui donner de l'argent. Seul le Manitoba prévoit que le mari doit donner de l'argent de poche à sa femme.

Mme Swemarchuk: D'après la loi, il doit simplement subvenir à ses besoins vitaux.

Mme Dulude: C'est cela, les besoins vitaux. Lorsque vous nous dites donc que toutes ces épouses qui vont être touchées par ce plafonnement de l'indexation appartiennent aux catégories de revenus supérieurs, c'est faux. Vous ignorez le revenu de ces femmes. Vous ne savez pas dans quelle mesure les revenus de leur mari rejaillissent sur elles.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Je le comprends fort bien, mais si ces femmes sont à ce point maltraitées par leurs

[Text]

bands—we are talking about women who are treated that shabbily by their husbands; I will not put it the other way around—it would seem to me that they would probably separate, and could certainly get support if the husband is making any money. They do it all the time; there is nothing new about that. If they want to put up . . .

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Could I make a comment? If everybody did that, Ken, the divorce rate would jump considerably.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Many people do.

The Chairman: Order, please.

Ms Swemarchuk: As a lawyer who, like Louise, has had experience in dealing with family cases and separation, it is an acknowledged fact by most of the judges of this country, that separation of married couples usually means the standard of living of both will go down, because there are now two incomes to support.

However, also speaking as a family law lawyer, and I think Louise could confirm this, my experience of seeing families in conflicting relationships and in relation to children's services, leaves the impression over-all that . . . well, I will put it another way. I have yet to see a family in which the husband comes home with his pay-check and 50% of it is given to the woman to be hers to do with as she wishes, and 50% remains with him. That is not the way most families in this country deal with their money. So that brings us back to the point we were making before, which is that the family allowance cheque coming to the woman may, in fact, be the only money which is unquestionably hers.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): The money is not being given for the woman's benefit. It is supposed to be for the child's benefit.

• 1720

Ms Dulude: You were not here at the beginning, I think, when I reminded this committee of the three reasons that were given for introducing family allowances in 1945. Only one was to help parents support their children. The second one was to give women some money of their own because they were being taken out of the labour force after the war. And the third one was to stimulate the economy. These three factors were the reasons for introducing family allowances. Only one of those reasons was to give enough to needy parents. We must remember this element; that it always had this factor of giving women money of their own.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Maybe that rationale is not so true today as it once was.

[Translation]

époux, et je mets sciemment ma phrase au passif, il me semble qu'elles auraient intérêt à demander une séparation, ce qui leur assurerait un niveau de subsistance puisque leur mari gagne bien sa vie. Cela, on le constate tous les jours et ce n'est pas vraiment nouveau. Si elles veulent . . .

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Pourrais-je intervenir? Si cela se généralisait, Ken, le nombre de divorces grimperait en flèche.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Mais c'est effectivement ce qui se passe.

Le président: À l'ordre, je vous prie.

Mme Swemarchuk: En ma qualité d'avocate, j'ai comme Louise une certaine expérience du droit familial et des problèmes de séparation, et la plupart des juges du Canada reconnaissent pertinemment qu'en règle générale, lorsqu'il y a séparation d'un couple marié, cette séparation se traduit pour les deux membres du couple par une diminution du niveau de vie, en ce sens que les revenus doivent financer deux ménages au lieu d'un.

En revanche, et ici encore j'interviens en qualité de spécialiste du droit familial, et Louise corroborera sans doute mes dires, j'ai vu bien des familles qui avaient des problèmes et, pour ce qui est des services axés spécifiquement sur l'enfant, on ne peut s'empêcher d'avoir l'impression . . . Laissez-moi présenter les choses sous un autre angle. Je n'ai jamais vu de famille où le mari revenait à la maison le jour de la paye et remettait à sa femme la moitié de ses gains pour qu'elle l'utilise à sa guise. Ce n'est pas de cette façon que marchent les familles. Nous en revenons donc à ce que nous disions auparavant, c'est-à-dire que le chèque d'allocation familiale adressée à l'épouse représente bien souvent pour elle la seule source de revenu dont elle puisse disposer sans justification.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Mais cet argent n'est pas destiné à la mère, il est censé servir à l'enfant.

Mme Dulude: Vous n'étiez pas là au début de la séance, je crois, au moment où je rappelais au Comité les trois raisons invoquées à l'appui de l'implantation du Régime d'allocations familiales en 1945. Il s'agissait en premier lieu d'aider les parents à élever leurs enfants, en second lieu, de donner aux femmes un peu d'argent qui leur appartienne vraiment parce qu'après la guerre, elles ne faisaient plus partie de la population active et, en troisième lieu, il s'agissait de stimuler l'économie. Voilà donc les trois facteurs à l'appui de l'implantation du Régime d'allocations familiales. Une seule de ces trois raisons était l'aide apportée aux parents nécessiteux. Nous devons nous en souvenir: le régime a toujours eu en partie pour objet de donner un peu d'argent qui appartienne en propre aux femmes.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Cet argument est peut-être moins vrai aujourd'hui.

[Texte]

Ms Dulude: But the other point about the family allowance being the only fair recognition that all parents have additional expenses and therefore we must take that into account in our fiscal system, in all countries there is a recognition, either through a tax measure or through a direct benefit, and it is clear that the direct benefit approach is the more appropriate, the better one. We should abolish the tax exemption route which gives benefits mainly to rich parents and have the family allowance as the program in Canada that recognizes that all parents have family responsibilities that cost them something.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): I certainly support what you are saying. I probably only have a couple of minutes left and there are two other questions I would like to ask. One has to do with the comments you made with regard to the celebrated recent Supreme Court of Canada case. I would suggest to you, with respect, that you should read the facts of the case. I am surprised that your colleague did not mention it, since she is a family law lawyer.

Ms Swemarchuk: I think Louise has the decision.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): You have the decision?

Ms Dulude: Yes.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): It would seem to me that there are certain facts that have not been made public, or at least if they were made public they have not been written up in the newspapers. I have not read about it.

My understanding was, and you can correct me if I am wrong on this assumption because I really have not read the facts of it, that although you may say that the wife at home has no partnership under the laws of Canada, in this particular case I think it was decided on its own particular set of facts, where the wife had received a legacy and she did nothing with it and the husband who had received a legacy as well invested his. It is kind of like the parable in the Bible of the talents where the husband invested his and got five more or two more, as the case may be, and the wife buried hers in the sand. Then she comes along and says that she would like to have a part of her husband's, because he invested his. I think there was a saw-off where she got \$10,000 instead of \$20,000.

And then another thing I think that has to be considered in that case is that it was referred to the Supreme Court of Canada from the Court of Appeal, I guess, where a decision had been rendered before and they would be governed by the facts dealt with at that time. Anyway, I would suggest that when you have your general meeting in March 1983 this might be elaborated on to some extent.

Ms Dulude: I am not sure I understand what you think should be elaborated on. But you are wrong on the Leatherdale case; I suggest that you read the decision.

[Traduction]

Mme Dulude: Il n'empêche que le Régime d'allocations familiales est le seul élément grâce auquel nous reconnaissons que tous les parents doivent encourir des frais supplémentaires et nous devons, dès lors, en tenir compte dans notre régime fiscal, comme le font d'ailleurs tous les autres pays qui concrétisent cette réalité, soit par des mesures fiscales, soit par des prestations directes; il est évident que la formule des prestations directes est celle qui convient le mieux. Nous devrions supprimer les abattements fiscaux qui ne profitent guère qu'aux parents riches et faire du Régime d'allocations familiales le programme par lequel nous reconnaissons que tous les parents ont des responsabilités familiales qui leur coûtent de l'argent.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Je n'en disconviens nullement. Comme il ne me reste sans doute que quelques minutes, j'aimerais en profiter pour vous poser encore une ou deux questions. Il y a d'abord ce que vous avez dit à propos de la fameuse décision que vient de rendre la Cour suprême du Canada. Permettez-moi de vous dire que vous auriez intérêt à lire le dossier. Je suis étonné que votre collègue ne l'ait pas mentionné puisqu'elle est spécialiste du droit familial.

Mme Swemarchuk: Je pense que Louise a une copie du jugement.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Ah oui?

Mme Dulude: C'est exact.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): J'ai dans l'idée qu'il y a certains éléments du dossier qui n'ont pas été rendus publics ou qui, du moins, s'ils l'ont été, n'ont pas fait les manchettes dans les journaux. En effet, je n'ai rien lu à ce sujet.

J'ai cru comprendre, et reprenez-moi si je me trompe, parce que je n'ai pas vraiment pris connaissance de tout le dossier, que, même si on peut soutenir que l'épouse n'était pas associée aux yeux de la loi, dans le cas qui nous occupe, le jugement a été rendu d'après certains éléments du dossier, en l'occurrence, que l'épouse avait reçu un héritage, mais n'en avait rien fait, et que le mari qui avait également reçu un héritage l'avait investi. C'est un peu comme la parabole biblique des talents, le mari qui fait fructifier le sien alors que sa femme enterre sa part. Plus tard, la femme vient trouver son mari et lui dit qu'elle veut une partie du gain qu'il en a retiré. Je pense qu'en l'occurrence on a coupé la poire en deux et que l'épouse a obtenu 10,000 dollars au lieu des 20,000 qu'elle réclamait.

Il y a un autre élément qui, je crois, doit être pris en ligne de compte dans cette affaire, dans la mesure où la cause a été renvoyée devant la Cour suprême du Canada, après jugement rendu par la Cour d'appel, je crois, jugement qui avait été fondé sur les éléments que la Cour avait eu à entendre à l'époque. Quoi qu'il en soit, je vous suggérerais d'approfondir la question lorsque vous aurez votre assemblée générale en mars 1983.

Mme Dulude: Je ne suis pas certaine de vous suivre. Que devrions-nous approfondir? Quoi qu'il en soit, vous vous trompez à propos de l'affaire Leatherdale et je vous engage à lire le jugement.

[Text]

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Well, maybe I should. Do you have an extra copy right there?

Ms Dulude: Yes, I have, but you can get one at the Supreme Court across the street.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): I will get one.

The Chairman: ... too relevant to that bill. Could we ...

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): I was just going to ask her if she would elaborate on this business of people making over \$40,000 a year receiving this child tax credit and how much she is referring to?

Ms Dulude: I believe that \$26,000 is the amount—the cut-off point—at the present time. But this \$26,000 is not a net ... Let us see ...

Mr. Hawkes: It is taxable income rather than gross income.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): No. It is graduated between \$26,000 and \$40,000. It diminishes from \$26,000. Under \$26,000 you receive the full amount.

Ms Dulude: It is graduated over ...

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): It is \$26,330.

Ms Dulude: Between \$26,000 and ... ?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): \$40,000.

Ms Dulude: If you wish to pursue this, there is an expert on the subject in the room who could answer the question.

• 1725

A Witness: It is mainly from capital deductions, not ...

Ms Dulude: Yes, but I do not know what the cut-off number is.

A Witness: If you manage to take advantage of all the deductions, you can get up to an astronomical income and still have less than \$26,000.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): A millionaire would make \$1 million a year, but it is all write-off or something, I suppose.

I do not know. I would be interested in having more information on that very point. Maybe some of your researchers could come up with something. I would be glad to get it.

The Chairman: Okay, Mr. Robinson.

Madame Killens and Dr. Halliday.

Mme Killens: Ce ne sera pas long, monsieur le président. Pour commencer, je voudrais souhaiter la bienvenue à ces dames que je comprends très bien. Je sens une frustration parfois derrière leurs remarques et cela aussi je le comprends.

[Translation]

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Peut-être, oui. En auriez-vous une copie?

Mme Dulude: Oui, mais vous pouvez facilement en obtenir une à la Cour suprême, juste à côté.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): C'est ce que je vais faire.

Le président: ... à propos du projet de loi en question. Pourrions-nous ...

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): J'allais lui demander si elle ne pourrait pas nous parler davantage de ces gens qui gagnent plus de 40,000 dollars par an et qui bénéficient de ce crédit d'impôt. De combien s'agit-il?

Mme Dulude: Je pense qu'il s'agit, pour l'instant, de 26,000 dollars, c'est le seuil actuel. Mais il ne s'agit pas d'un chiffre net ...

M. Hawkes: Il s'agit du revenu imposable et non pas du revenu brut.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Non. Il y a une progression qui commence à 26,000 dollars et se termine à 40,000 dollars. À partir de 26,000 dollars, le montant diminue. Jusqu'à 26,000 dollars, on touche le maximum.

Mme Dulude: C'est en effet dégressif ...

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Le chiffre exact est de \$26,330.

Mme Dulude: De \$26,000 à ...

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): A 40,000 dollars.

Mme Dulude: Si vous voulez approfondir la question, nous avons ici un expert qui pourrait vous apporter une réponse précise.

Un témoin: Il s'agit principalement des déductions autorisées, et non pas ...

Mme Dulude: Oui, mais cela ne me dit toujours pas quel est le seuil.

Un témoin: Si on ajoute toutes les déductions possibles, on peut arriver à un revenu absolument astronomique sans dépasser un revenu imposable de \$26,000.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Un millionnaire peut bien gagner 1 million de dollars par an, mais j'imagine qu'il peut tout déduire.

J'ignore ce qu'il en est. J'aimerais en apprendre davantage à ce sujet. Vos experts pourraient peut-être nous renseigner. J'en serais heureux.

Le président: D'accord, monsieur Robinson.

Mrs. Killens, suivie de M. Halliday.

Mrs. Killens: It will not be too long, Mr. Chairman. I would first like to welcome these ladies whom I understand perfectly. I can feel their frustration behind their remarks and this, too, I understand.

[Texte]

Le président: Vous voyez que la majorité des personnes présentes ici cet après-midi, autour de la table, sont des dames. Les hommes sont en minorité.

Mme Killens: Oui. Je comprends quand même la frustration.

Je suis heureuse que vous ayez fait des remarques, que vous ayez donné votre point de vue concernant la pension de vieillesse. Ce n'est pas aujourd'hui qu'on en parle mais quand même on pourra y faire référence demain ou lundi prochain. Pour ma part, j'ai la conscience bien tranquille même si les femmes reçoivent de piètres montants. Cela ne m'inquiète pas du tout que la femme reçoive l'allocation familiale. Qu'on me dise que ce n'est pas l'enfant qui la reçoit, c'est le femme, eh bien, je trouve cela bien correct. Parce que je sais, par expérience, que pour beaucoup de femmes, pour un plus grand nombre qu'on ne pourrait se l'imaginer, c'est le seul montant par mois qu'elles peuvent toucher pour s'acheter une paire de bas et bien d'autres petites choses bien nécessaires.

J'ai bien compris, mais il y a une contradiction dans mon esprit et je voudrais que vous me donniez des éclaircissements. Monsieur Hawkes, tout à l'heure vous avez parlé de consolider les programmes. Mais si je lis bien votre mémoire, page 2, au sujet du crédit remboursable vous nous dites que vous êtes d'accord et vous recommandez, évidemment, qu'on l'augmente, mais que vous êtes d'accord avec le concept même du crédit remboursable. Alors, je ne comprends pas. Préférez-vous que l'on continue d'accorder seulement l'allocation familiale et qu'on laisse tomber le crédit, ou qu'on garde ou les deux?

Mme Dulude: Ce que je voulais dire c'est que, administrativement parlant, ce serait possible, faisable de consolider l'allocation familiale et le crédit remboursable et obtenir exactement le même résultat au total. C'est une question administrative, non pas une question de concept. Je disais que cela ne changeait pas. Si c'était possible de consolider les deux programmes et d'avoir exactement le même résultat, ce serait une bonne chose, cela épargnerait beaucoup de paperasse. L'avantage majeur serait qu'il y aurait moins de difficulté à verser le crédit remboursable tous les mois au lieu d'une fois par mois. C'est vrai qu'il serait plus approprié que le crédit remboursable pour les enfants, soit sous la juridiction du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social plutôt que sous celle du ministre des Finances. Donc, je disais que si c'était possible de procéder à cette consolidation sans affecter la nature des deux programmes, à ce moment-là, ce serait une bonne chose.

Mme Killens: Cela veut dire qu'il faudrait trouver un système pour que les plus démunis aient vraiment leur quote-part.

Mme Dulude: Oui, mais que tout le monde continue à avoir un certain montant.

Mme Killens: Je peux vous assurer qu'il n'est pas question que le gouvernement laisse tomber l'universalité du programme des allocations familiales. Je peux vous l'assurer. Quand je suis arrivée, tout à l'heure, je vous ai entendu faire un commentaire voulant que le gouvernement ne semble pas croire à l'universalité. Je peux vous dire qu'il n'y a pas de

[Traduction]

The Chairman: You will notice that most people gathered around our table today are ladies and that men are a minority.

Mrs. Killens: Indeed. But I still can feel their frustration.

I am glad that you have mentioned your own point of view about old-age pensions. This is nothing new, and we might refer to it tomorrow or Monday. As far as I am concerned, my own conscience is clear, even though women only receive a meagre pittance. I am not concerned about women getting family allowances. Even though the child does not get the money, but his mother, this is perfectly all right by me. I know from experience that, for many women, probably more than one usually imagines, this is the only monthly amount they can get to buy themselves a pair of nylons or any other little thing they need.

I fully appreciate your point, but there is still some confusion in my mind and I would like some clarification. A while ago, Mr. Hawkes has mentioned the possible consolidation of our programs. However, on page two of your brief, when you talk about the refundable tax credit, you tell us you agree and you recommend, of course, an increase. However, the very idea of a refundable tax credit has your concurrence. I fail to understand. Will you prefer us to keep on paying exclusively family allowances and dropping the tax credit, or would you rather have both?

Mrs. Dulude: What I meant was that, from an administrative point of view, a consolidation of both family allowance and refundable tax credit, would be feasible and that, by doing so, we would have exactly the same result. It is only an administrative matter as opposed to a difference of concept. Nothing would change. Should it be possible to consolidate both programs with the same result, this would be excellent in that we would cut a good deal of paper work. The main advantage would be that it would be far easier to pay the refundable credit on a monthly basis instead of doing so once a month. Of course, it would be more appropriate to make that refundable child tax credit a responsibility of the Minister of National Health and Welfare as opposed to the Finance minister. So, I was saying that, should this consolidation be possible without affecting the very nature of both programs, it would be a good thing to do.

Mrs. Killens: This would mean we would have to make sure that the less privileged effectively receive their share.

Mrs. Dulude: Indeed. However, everyone should receive something.

Mrs. Killens: I can assure you that it is certainly not in the government's intention to drop the universality of this family allowance program. This I can guarantee. When I arrived a while ago, I overheard you saying that the government did not seem to believe in universality. I can tell you that you have nothing to fear. What we could probably tamper with, and this

[Text]

danger. Ce qu'on peut peut-être toucher—et c'est ce que vous nous recommandez et c'est ce avec quoi je suis d'accord—c'est l'abolition de l'exemption fiscale pour la donner ailleurs. Alors, c'est vrai que le gouvernement va peut-être . . . Je crois que je serais d'accord avec vous à ce sujet.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): The tax credit is not universal. There are a number of things that are not universal . . . the guaranteed income supplement.

Mme Killens: C'est-à-dire que le crédit remboursable est universel par le fait que ce sont tous les gens qui en ont besoin, les moins bien nantis, qui le reçoivent. Ce n'est pas universel, mais justement le concept même qu'on veut préserver, de le donner à ceux qui en ont le plus besoin. C'est donc universel jusqu'à concurrence d'une certaine échelle, non? Bon, enfin vous jouez sur les mots!

• 1730

Mme Dulude: L'important, quand vous dites que vous seriez d'accord avec la proposition d'abolir l'exemption pour les enfants, c'est que nous ne proposons pas seulement d'abolir l'exemption, mais de réallouer les fonds pour qu'ils aillent toujours aux familles qui en ont besoin. Nous serions contre une proposition qui abolirait l'exemption pour réduire le déficit au cours de tel autre programme à court terme.

Mme Killens: Je suis tellement d'accord avec vous que j'ai une note qui me dit justement: Si j'avais l'assurance que cet argent retournerait à la mère et à l'enfant, je suis prête à l'exemption. Mais je ne suis pas prête à l'exemption si on ne me garantit pas que l'argent retourne à la mère et à l'enfant. Je pense bien que sur cela nous sommes d'accord.

Je vous remercie encore une fois d'être venue.

Le président: Merci, madame Killens.

Docteur Halliday.

Mr. Halliday: Thank you, Mr. Chairman. Just one question, which arose out of a comment that Ms Dulude made a few moments ago, which was certainly true and interesting. I think you referred to the three reasons for the family allowances being introduced originally. One, it was recognized that parents had added expenses because of the cost of children, and that certainly makes sense. I wonder if NAC has addressed the problem of the added expenses of parents, and particularly mothers, in families where there is a child that is disabled. They have added expenses such as medication, clothes that wear out because of the way the child walks or crawls, and other supplies that that disabled child needs. It is a real burden on some families. Has NAC addressed itself to that, and what has been your recommendation?

Ms Dulude: I am sorry that Ms McDonald has gone, because as a former president of NAC she could probably—the other Ms McDonald . . .

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): You have to identify . . .

[Translation]

is exactly what you recommend and I agree with you, is the tax exemption which we could redistribute. It is true then that the government is probably . . . I would tend to agree with you.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Le crédit d'impôt n'est pas universel. Il y a énormément de choses qui ne le sont pas, et par exemple le supplément de revenu garanti.

Mrs. Killens: In fact, the refundable tax credit is universal since the beneficiaries are precisely those who need it, the less privileged. It is not really universal, but the very concept we insist on preserving is the need to help those who need it most. Thus, this is a universal program up to a certain level, is it not? You are playing with words.

Mrs. Dulude: What is important is that you are saying that you would agree to the proposal of abolishing the child exemption but not only are we proposing that but also to reallocate the funds so that the families who are most in need of them get them. We would be against a proposal that would abolish child exemption in order to reduce in the short run a deficit experience in another program.

Mrs. Killens: I could not agree with you more and to prove it, I have a note here saying precisely that: if I was assured that money would return to the mother and child, I would support the proposal. But I would not support it if I was not guaranteed that the money would return to the mother and the child. I think we agree on that.

I thank you once again for coming.

The Chairman: Thank you, Mrs. Killens.

Doctor Halliday.

M. Halliday: Merci, monsieur le président. Je voudrais poser une question qui découle d'une remarque que M^{me} Dulude a faite il y a un instant et qui m'a intéressé vivement car elle est très juste. Vous avez cité les trois raisons qui ont motivé l'instauration des allocations familiales au départ. D'une part, on a alors reconnu que les parents faisaient face à des dépenses supplémentaires à cause de leurs enfants, ce qui se comprend. Je me demande si le CNA s'est penché sur le problème des frais supplémentaires qu'occasionne pour les parents, surtout pour les mères, la présence d'un enfant handicapé. Je songe ici aux médicaments, aux vêtements, qui s'usent particulièrement vite parce que souvent l'enfant marche ou se traîne d'une façon particulière, et aux autres fournitures qu'exige un enfant handicapé. Pour certaines familles, c'est un fardeau extrêmement lourd. Est-ce que le CNA s'est penché sur la question et le cas échéant, quelle recommandation a-t-il faite?

Mme Dulude: Je suis désolée que M^{lle} MacDonald soit partie parce qu'à titre d'ex-présidente du CNA, elle aurait pu probablement . . . Je parle de l'autre M^{lle} MacDonald . . .

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Il vous faut préciser . . .

[Texte]

An hon. Member: Which one?

Ms Dulude: Sorry.. It is complicated, yes?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): That is right. I am still here.

Ms Dulude: Miss Lynn McDonald. She could have told you if it happened in her time. This would come under the category of resolutions dealing with provincial income security programs, which give benefits to disabled families. I do not think any one of the three of us is a specialist in that area.

Ms Swemarchuk: If I could just comment possibly that NAC has always advocated greater expenditures in child care, both day care and services to children. This is another area where that problem might be addressed in the idea of particular amounts of money for families who have additional expenses because of a disabled child. So in that sense, it would certainly be congruent with NAC policy.

Mr. Halliday: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Hawkes: Could I, just on a point of order, Dr. Halliday.

The Chairman: Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: I think the tax system federally provides an extra deduction for visually handicapped but, for instance, for other sensory handicaps such as hearing, it does not. So there is a federal jurisdictional possibility through the tax system that might not solely belong in provincial policy. I am just saying this to NAC. The federal government is already in it.

Ms Swemarchuk: Also to the extent that social funds are federally and provincially shared.

Ms Dulude: I would just like to add, on the question of the deduction for a disabled family member, that same report on taxation I was referring to earlier, which was done for the Advisory Council on the Status of Women years ago, condemned this measure, this deduction, because the result of it is to give, again, benefits that rise with the level of income of the person who is claiming the deduction. And they give nothing at all to, let us say, a poor man who is supporting his disabled wife, or a poor wife who is supporting her disabled husband. So as long as measures like this, which are in fact social measures, are given through the form of deductions like the age exemption for the elderly, this is throwing money down the drain because it is giving it to the ones who need it least. This government keeps saying how, and all parties say how money is tight these days. This is the first place where I would go to find money.

• 1735

Mr. Halliday: Mr. Chairman, would it be fair for me, then, to say to Ms Dulude she is really advocating a social policy

[Traduction]

Une voix: Précisez.

Mme Dulude: Excusez-moi... C'est très compliqué, n'est-ce pas?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Vous avez raison. Je suis encore ici.

Mme Dulude: Je parlais de M^{lle} Lynn MacDonald. Elle aurait pu vous dire ce qui s'est passé pendant son règne. Cela faisait partie de la catégorie de résolutions qui traitaient des programmes provinciaux de revenu garanti qui offraient des prestations aux familles comportant des handicapés. Aucune de nous trois n'est spécialiste en la matière.

Mme Swemarchuk: Je voudrais tout simplement signaler que le CNA a toujours revendiqué qu'on dépense davantage pour le soin des enfants, les soins de jour comme les services qui leur sont adressés. Voilà donc un autre secteur où le problème prend une facette différente étant donné qu'il faut des sommes supplémentaires pour les familles faisant face aux dépenses de l'entretien d'un enfant handicapé. Ainsi, l'idée que vous soulevez serait certainement acceptable du point de vue de la politique du CNA.

M. Halliday: Merci, monsieur le président.

M. Hawkes: J'invoque le Règlement.

Le président: Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Je pense que le régime fiscal fédéral prévoit une déduction supplémentaire pour les handicapés de la vue mais, cependant, pour les autres handicaps sensoriels comme la surdité, par exemple, rien n'est prévu. Il y a donc possibilité de faire quelque chose grâce au régime fiscal fédéral et il n'est pas besoin de compter uniquement sur une politique provinciale à cet égard. Je tenais à signaler cela aux représentantes du CNA. Le gouvernement fédéral fait déjà quelque chose.

Mme Swemarchuk: En effet, les fonds pour les services sociaux sont partagés entre le fédéral et le provincial.

Mme Dulude: Pour ce qui est de la déduction d'impôt pour un membre de la famille handicapé, ce rapport sur la fiscalité dont je parlais tout à l'heure, qui a été préparé par le Conseil consultatif sur le statut de la femme il y a plusieurs années, condamne cette déduction car l'avantage qu'elle procure augmente de façon directement proportionnelle le niveau d'impôt de la personne qui réclame la déduction. Par exemple, rien n'est versé à un homme qui est au-dessous du seuil de la pauvreté et qui subvient aux besoins de sa femme qui est handicapée ou encore à une femme qui est dans la même situation et qui subvient aux besoins de son mari handicapé. Ainsi donc, tant que les mesures sociales de ce genre seront prises sous forme de déductions d'impôt, comme par exemple la déduction pour l'âge dans le cas des vieillards, il y aura gaspillage car ce sont ceux qui en ont le moins besoin qui en tirent le plus. Le gouvernement ne cesse de dire combien, de nos jours, l'argent est rare. Tous les partis sont d'accord. Voilà donc une façon de récupérer certaines sommes d'argent.

M. Halliday: Monsieur le président, je me permets de dire à M^{me} Dulude qu'elle préconise un genre de politique sociale qui

[Text]

type of reimbursement of a sort that would be income-related and not the traditional universality concept? I would like to get that very clear, because we hear a lot of loose talk about the word "universality". I think you are really arguing very strongly in favour of an income-tested—now, I did not say "means-tested"; I said "income-tested"—plan for social welfare payments of various sorts.

I am not arguing with you; I am asking you if you agree with that.

Ms Dulude: No.

Mr. Halliday: You are not arguing for that. You do not agree with that.

Ms Dulude: We argue some benefits have to go to everyone, that there are very good reasons for giving a family allowance to all mothers. There are very good reasons for giving an old age pension to every senior citizen. But that does not mean we should not have good selective programs on top of that which will give adequate benefits to all the needy.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): But that is exactly what we have.

The Chairman: Yes, Mr. Marceau.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): It could always be better, you know. How much money do you want?

Le président: Monsieur Marceau.

M. Marceau: Merci, monsieur le président.

Je m'excuse, car mes autres occupations m'ont empêché d'écouter tout ce que les témoins ont pu dire de très intéressant.

Il y a une question qui me préoccupe. Même si le gouvernement, au moment où il a voté cet argent-là, parlait d'aide aux parents, moi, j'ai toujours pensé que c'était de l'argent qui allait à l'enfant. Vous semblez être d'avis que cette allocation familiale-là pourrait compenser pour le fait que le mari ne prend pas sa responsabilité et ne s'occupe pas de sa femme.

Est-ce que vous ne trouvez pas qu'il serait un peu surprenant qu'on se serve d'un programme excellent pour essayer de modifier une situation qui est tout à fait différente? Je trouve cela un peu surprenant que vous acceptiez ce principe-là. Parce que le mari ne prend pas ses responsabilités vis-à-vis de sa femme, parce qu'il ne lui donne pas ce qu'il devrait lui donner, vous dites: eh bien, on va résoudre le problème; on va prendre une allocation familiale qui normalement doit aller à l'enfant et on va la laisser à la mère.

J'aimerais avoir vos commentaires là-dessus parce que cela me semble un peu surprenant, même si je considère qu'il y a des problèmes. J'essaie de comprendre un peu la philosophie...

Mme Dulude: Il y a une distinction importante à faire entre un programme déjà existant, comme les allocations familiales qui existent depuis 1945, et un nouveau programme. Nous ne

[Translation]

serait l'équivalent d'un remboursement aligné sur le revenu, niant ainsi la notion traditionnelle d'universalité. Je voudrais que ce soit bien clair car on entend parler à tort et à travers d'«universalité». Je pense que vous préconisez très fermement un régime fondé sur le revenu, et je n'ai pas parlé d'un régime fondé sur les moyens, entendez-moi bien, pour le versement de diverses prestations de bien-être social.

Ce n'est pas un argument que je vous présente, mais je vous demande tout simplement si vous êtes d'accord avec moi là-dessus.

Mme Dulude: Non.

M. Halliday: Ce n'est donc pas ce que vous préconisez, n'est-ce pas? Vous n'êtes pas d'accord avec ce que je viens de dire, n'est-ce pas?

Mme Dulude: Nous pensons que chacun doit recevoir certaines prestations et qu'il y a de bons motifs pour verser des allocations familiales à toutes les mères. Il y a de bons motifs pour verser une pension de vieillesse à tous les vieillards. Cela ne signifie cependant pas que l'on doit exclure des programmes qui s'adressent à des besoins plus particuliers, en sus, et qui permettent de donner à ceux qui sont dans le besoin.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Mais c'est exactement ce qui se passe actuellement.

Le président: Monsieur Marceau.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): On pourrait toujours mieux faire, c'est sûr. Combien vous faut-il d'argent?

The Chairman: Mr. Marceau.

Mr. Marceau: Thank you, Mr. Chairman.

I am sorry that other commitments have prevented me from hearing the very interesting comments our witnesses made.

There is one point that concerns me. Even if the government, at the time it voted that money, was thinking in terms of aid to the parents, I for one always thought that that money was going to the child. You seem to be implying that family allowances could compensate for a husband who does not take his responsibilities and does not look after his wife.

Will you not find it rather strange that an excellent program would be used to change a situation that is radically different? I find it a bit surprising that you would support that principle. It is not because a husband does not take his responsibilities towards his wife, not giving her what he should be giving her, that you can say: let us solve the problem and give to the mother family allowances that normally would go to the child.

I would like your comments on that because to me it is a bit surprising even though I recognize that problems do exist. I am trying to understand the philosophy...

Mrs. Dulude: There is an important distinction to be made between a program that already exists, such as family allowances since 1945, and the new program. We do not

[Texte]

recommandons pas de donner de nouvelles allocations aux femmes au foyer parce que leurs maris ne les aident pas. Je pense qu'il n'est pas question que notre organisme fasse une telle recommandation. Mais il y a ce programme, cette allocation, qui existe depuis 1945, et même à ses débuts en 1945, l'un de ses buts était de fournir ce minimum d'argent à la femme au foyer. Et cela n'a pas changé. Comme Mme Killens l'a dit, cela joue encore ce rôle-là dans beaucoup de cas. Donc, on ne parle pas de donner de nouvelles allocations aux femmes qui sont dans ces situations-là. Vous, vous parlez de leur enlever de l'argent. C'est vous qui voulez changer la situation; c'est donc à vous de justifier le changement.

Mr. Marceau: On fait face actuellement à une situation grave. Évidemment la femme qui a besoin d'argent, pour elle-même ou pour ses enfants, a un problème, mais que diriez-vous si vous aviez à faire un choix entre un chômeur qui, lui, n'a pas d'argent du tout et cette femme? Est-ce que vous avez pensé que nous, on ne veut pas nécessairement enlever de l'argent aux femmes et aux enfants? C'est qu'on a un budget limité, et il faut essayer de le répartir entre les chômeurs, les jeunes, les femmes, les vieillards. Quand je lis votre texte, je trouve votre philosophie un peu agressive. Vous semblez nous considérer comme des bêtes sauvages qui veulent vous enlever de l'argent. Moi, comme parlementaire, je n'enlève de l'argent à personne. J'essaie de répartir entre des gens qui ont des problèmes l'argent qu'on perçoit des contribuables.

• 1740

Est-ce que je vois bien, en disant que vous nous blâmez, puis vous nous jugez comme des gens qui vous enlèvent de l'argent et qui font des *parties* avec celui-ci., ou je ne sais pas... Réalisez-vous le dilemme difficile que nous avons?

Mme Dulude: Voyez-vous, ce qu'on fait c'est vous juger d'après ce que vous faites.

Mr. Marceau: C'est cela.

Mme Dulude: On vous juge d'après les résultats qu'on voit. On a devant nous trois programmes pour les enfants. Il y en a deux qui vont aux femmes, vous voulez diminuer un de ceux-là. Il y en un qui va aux hommes et qui n'a aucune raison d'être. Ce dernier donne des prestations qui augmentent avec le revenu, qui est reconnu comme étant injuste par les trois partis politiques. Pourquoi avez-vous touché à l'allocation familiale, qui est considérée comme étant juste par la plupart des gens, quand vous avez cette exemption qui va aux hommes et que tout le monde considère injuste?

Nous vous jugeons d'après les résultats. On dit: Cela est irrationnel. Donc la seule raison possible qui peut avoir fait cette chose-là, c'est que les femmes ne sont pas considérées comme étant une force politique qui vaille la peine. Aux femmes, on peut leur enlever leur argent n'importe quand, alors que si on touche à l'exemption de façon moindrement substantielle, les hommes vont crier, et eux, ils ont plus de pouvoirs politiques.

On dirait que c'est cela le résultat. Vous ne pouvez pas nous dire, à moins de nous donner une bonne raison pour ce que

[Traduction]

recommend to give new allowances to women at home for the mere reason that their husbands do not support them. Such a recommendation by our committee is out of the question. But there is one program already existing since 1945, that of family allowances, one objective of which, even at the outset, was to give a minimum amount to the woman at home. That has never changed. As Mrs. Killens said, that program fulfill a need in many cases. We are therefore not talking about new allowances to women who are in such circumstances. As for you, you are talking about taking money away from them. It is you who want to change the situation. That is why we are asking you to justify your move.

Mr. Marceau: At this point in time, we are facing a serious situation. I recognize that a woman who needs money, for herself and her children, has a problem but what would you say if you had to choose between an unemployed who does not have money at all and that woman? Have you ever thought that as far as we are concerned, we do not necessarily want to take money away from women and children? Budgets are limited and we have to try to divide between unemployed, youth, women, senior citizens. When I read your presentation, I find your philosophy a little bit aggressive. You seem to treat us as fierce beasts who would want to take away money from you. As a parliamentarian, I do not take money away from anybody. I am trying to divide taxpayers' money between people who are facing problems.

Do I say it clearly when I say that you blame us and you judge us as being people who are taking money away from you and who are having "parties" with it..., or whatever else... do you realize the difficult dilemma we find ourselves in?

Mrs. Dulude: You see, what we are doing is to judge you by your acts.

Mr. Marceau: Yes.

Mrs. Dulude: We judge you on the results we see. We have before us three programs for children. There are two going to women and you want to decrease one of those. There is one that goes to the men and has no rationale behind it. This latter program gives amounts that increase with revenue and that is recognized as being unfair by the three political parties. Why are you playing around with the family allowance which is considered as being something fair by most people when you have this exemption that is given to men and that everyone considers to be unfair?

We are judging you on results. We are saying: that is irrational. The only possible reason that can motivate that kind of thing is that women are not considered as being a political force that is worth thinking about. You can take money away from women whenever you want while if you try even to touch the exemption in any kind of substantial way, the men are going to be screaming and they have far more political clout.

That looks like what the result is, anyway. You cannot tell us, unless you are going to give us a good reason for what you

[Text]

vous faites, nous, tout ce que nous pouvons faire c'est d'essayer d'interpréter le manque de logique de vos actes.

M. Marceau: Est-ce que vous ne pensez pas que ce qu'on a essayé de faire, dans le domaine de notre juridiction, c'est d'enlever, de limiter les augmentations à tout le monde? Peut-être entrez-vous dans un cas qui n'a pas été examiné. Vous avez peut-être raison là-dessus. On ne peut pas, évidemment, voir tous les aspects. Personnellement, je peux vous dire une chose: C'est que cela ne m'a jamais été prémédité. Je trouve que 52 p. 100 de l'électorat, si ce n'est pas une force politique, qu'est-ce que cela peut être! Je me demande au contraire, si on l'avait envisagé sur ce point-là, si on ne l'aurait pas fait. C'est exactement le contraire! Si on l'avait jugé sur le point de vue politique, comme vous nous le dites, on ne l'aurait pas fait parce que vous représentez 52 p. 100 de l'électorat. Justement, c'est le meilleur argument que vous nous donnez, puis on n'a pas pensé à cela, parce qu'on n'a pas toutes les qualités, mais on n'a pas tous les défauts non plus.

Je voudrais simplement vous demander ceci: Si vous aviez une modification à apporter à la Loi de manière à aider davantage les épouses et les enfants, que feriez-vous prioritairement? On parle de cette diminution-là... Mais compte tenu de cela, en dehors de ce contexte, quelle serait la suggestion que vous pourriez nous faire, la plus immédiate, la plus urgente, celle qui répondrait davantage à vos besoins dans la situation actuelle, en voulant vous aider, outre ce projet de loi?

Mme Dulude: C'est écrit dans le communiqué que vous avez qu'il faut abolir l'exemption pour les enfants...

M. Marceau: C'est cela.

Mme Dulude: ... qui est versée aux hommes à revenus élevés et de se servir de cet argent pour en donner assez aux familles pauvres. Ce ne sont pas de nouvelles recommandations. Je pense qu'il y a eu des douzaines de documents qui sont allés au cabinet à ce sujet-là. Ce que nous disons maintenant, il n'y a rien de nouveau dans cela, cela a toujours été, c'est-à-dire c'est au moins depuis 10 ans sur la table, c'est impardonnable. Je pense que les gens qui sont prêts à voter sur ce Bill ne sont pas au courant de ces alternatives. C'est déplorable.

M. Marceau: C'est sûr. Évidemment, vous nous faites beaucoup de suggestions. On essaie de savoir celles qui sont plus prioritaires que d'autres parce que vous intervenez fort à propos dans bien des sujets, mais on essaie, évidemment, de déterminer ce qui nous apparaît prioritaire chez vous. On essaie d'échanger... Je sais que vous ne comprenez pas toujours ce qu'on essaie de faire, mais je peux vous dire qu'on est préoccupé par vos problèmes, mais malheureusement, on ne peut pas toujours y répondre aussi rapidement, puis avec autant de facilité qu'on voudrait le faire, parce qu'on est quand même placés, nous aussi, dans des situations difficiles. On est harcelés par les problèmes. Je voudrais vous dire que je suis très intéressé. Je prends connaissance de ces arguments. Je les trouve très valables puis on va certainement les regarder mais je voudrais que vous vous enleviez de l'idée qu'on veut vous martyriser, puis qu'on est des gros méchants qui essaient de vous enlever... Je peux vous dire que ma préoccupation, au contraire, est de vous aider. On ne le fait pas toujours comme

[Translation]

are doing... all we can do is to try to interpret the lack of logic we see in your acts.

Mr. Marceau: Do you not think that what we are trying to do, within our jurisdiction, is to try to limit increases for everyone? Perhaps you are getting into a case which was not examined. Perhaps you are right on that. Of course, you cannot see all aspects of a case at once. Personally, I can tell you one thing: it was not premeditated. I find that 52 per cent of the electorate, if that is not what you call political clout, what is it? I wonder if, on the contrary, we had considered that point if we would have perhaps not acted quite differently. It is exactly the contrary, you see! If we had judged this from the political point of view, as you are saying we did, we would not have done it because you represent 52 per cent of the total electorate. That is, after all, the best argument you can give for this and we did not think about that because we do not have all the qualities in the world, but neither do we have all the faults.

I would simply like to put this to you: if you had to bring a change to the act so as to give more help to wives and children, what would your priority be? We are talking about this decrease... but taking that into account, outside of that context, what suggestion could you make to us, the most immediate one, the most urgent one, the one which would be the best answer to your needs in the present situation, keeping in mind that we want to help you, besides this legislation?

Mrs. Dulude: It is written up in the document that you have; the exemption for children...

Mr. Marceau: Yes.

Mrs. Dulude: ... that is granted to men who have high earnings should be abolished and the money should be used to give enough to poor families. These are not new recommendations. I think dozens of documents have already reached Cabinet on that. What we are now saying is that there is nothing new in that, that has always existed, it has been on the table for at least 10 years and that is unforgivable. I think that those people who are ready to vote on this bill do not know about those alternatives. It is deplorable.

Mr. Marceau: Yes, of course. Of course, you are making a lot of suggestions here. We are trying to get to those which are your top priorities because you do have very important things to say about many points but, of course, we are trying to determine what, in our view, seems to be your top priority. We are trying to exchange... I know that you do not always understand exactly what we are trying to do but I can tell you that we are quite concerned with your problems but that, unfortunately, we cannot always answer the needs as rapidly or as easily as we would like to because we also find ourselves in very difficult situations. We are harassed by all kinds of problems. I would like you to know that I am very interested in this. I am noting all your arguments. I find them all very valid and we will certainly look at them all very closely but I would like to emphasize that we are not trying to make martyrs out of you and that we are not bad guys who are trying to take away from you... I can certainly tell you that my concern, on the contrary, is to help you. We do not always do it as we

[Texte]

on devrait le faire, mais je pense qu'on est préoccupés de vous aider. Je veux que vous le sachiez, en ce qui me concerne, et je suis sûr que c'est également l'avis de mes collègues.

• 1745

Merci, madame.

Le président: Merci, monsieur Marceau. Est-ce que cela complète le tour. Il est déjà 17h45. Mademoiselle MacDonald, avez-vous des questions?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I just have a couple of questions I would like to ask. We have today from time to time been referring to the two bills that are affected by the 6 and 5 proposal; that is, Bill C-131, which is directed against senior citizens, and Bill C-132, which is directed against homemakers, mothers. In both bills there is a major flaw, which is the erosion of the base, and that carries on into the future. That is the major impediment in the bill relating to family allowance because it has an offsetting measure under the Income Tax Act, which is the child credit. There is no such offsetting measure in Bill C-131, and that, really, is what gravely concerns me. Have you done any kind of work as to the people who are going to be most adversely affected by this? If you have not, I wonder if perhaps you could because what I am looking at in the age brackets of Bill C-131—and you may not be back here to speak to this—is that the people who are going to be most adversely affected by it, those, say, in the income range from \$8,900 to \$10,000 or \$11,000, I would imagine, are going to be primarily women. It is an even more negative step against women than the one that we are discussing today.

Ms Swemarchuk: I wanted to make a couple of comments in reply to the member who spoke earlier. I am not sure that this is directly replying to you, Miss MacDonald, and I do not think we have those figures, frankly. I think that is a very interesting idea to research...

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): If you can do any research, I would say that it is something very much worth pursuing. I am trying to, given my limited resources.

The Chairman: If we can have those figures, if you would send it to the clerk, we will...

Ms Swemarchuk: I would just like to recall to the attention of all of us the fact that poverty in Canada is largely a woman's problem. Women workers make 58%, on the average, of what men make for the same jobs. Approximately two-thirds of the people who live in this country in poverty live in single-parent families of which a woman is the head. We have an increase in part-time work in this country at a time of increasing unemployment, and the Statistics Canada figures show that—this is from about August of this year—267,000 people last year who worked part time would have preferred to work full time. Many, about 70% of those, would be women,

[Traduction]

would like to, but I think that we are concerned with helping you. I would like you to know that; it is true as far as I am concerned and I am also sure that it is true for the rest of my colleagues.

Thank you, madam.

The Chairman: Thank you, Mr. Marceau. I believe that is the end of that round. It is already 5:45 p.m. Miss MacDonald, do you have any questions?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Tout simplement quelques questions que je voudrais poser. Aujourd'hui, de temps à autre, nous avons parlé des deux projets de loi touchés par la proposition de 6 et 5 p. 100; c'est-à-dire le bill C-131 qui attaque les citoyens de l'âge d'or et le bill C-132 qui attaque directement les mères de famille. Dans les deux bills, il y a un défaut majeur, c'est-à-dire l'érosion de la base de calcul et cela se répercutera loin dans l'avenir. Voilà le gros problème dans le projet de loi concernant les allocations familiales parce qu'il y a une mesure de contrepartie en vertu de la Loi sur l'impôt, c'est-à-dire le crédit d'impôt pour enfant. Il n'existe pas une telle mesure de contrepartie pour le bill C-131 et voilà ce qui m'inquiète sérieusement. Avez-vous fait des études pour savoir qui sera le plus sérieusement touché par tout cela? Dans la négative, je me demande si vous pourriez le faire car je m'intéresse aux mesures touchant les divers âges, pour ce qui est du bill C-131—peut-être ne reviendrez-vous pas ici pour nous en reparler—et il me semble que ceux qui vont être le plus défavorisés par ces mesures sont ceux qui se trouvent dans la fourchette de revenu se situant entre \$8,900 ou \$10,000 ou \$11,000 et j'imagine qu'il s'agira surtout de femmes. C'est donc une mesure encore plus négative contre les femmes que ce dont il est question aujourd'hui.

Mme Swemarchuk: Je voulais faire certaines observations pour répondre au député qui a parlé un peu plus tôt. Je ne suis pas sûre que cela réponde directement à votre question, mademoiselle MacDonald, et je ne crois pas que nous ayons ces chiffres, très franchement. Je crois que cela ferait un bon sujet de recherche...

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je crois qu'il vaut la peine de donner suite à cette question si vous pouvez faire des recherches à ce sujet. J'essaie d'en faire aussi, compte tenu des ressources limitées que j'ai à ma disposition.

Le président: Si nous pouvions obtenir ces chiffres et si vous pouviez les envoyer au greffier, nous...

Mme Swemarchuk: J'aimerais tout simplement rappeler pour la gouverne de tous ici présents que la pauvreté, au Canada, est un problème qui touche surtout les femmes. Les femmes qui travaillent, en moyenne, ne gagnent que 58 p. 100 du salaire que gagnerait un homme faisant le même travail. Approximativement deux tiers de nos citoyens qui vivent dans un état de pauvreté dans notre pays font partie de familles monoparentales dont la femme est chef de famille. Il y a augmentation de travail à temps partiel à l'heure où le chômage ne fait que s'accroître et d'après les chiffres de Statistique Canada, ceux du mois d'août de cette année, me

[Text]

and that also contributes to low income. Women have always had a higher rate of unemployment than men until very recently, until this current recession.

The government's 6% and 5% wage restraint program, being across the board, affects women more severely than men because, of course, it affects the low income people, who are largely women, more than it affects higher earners. We also have the tax on family allowance and on pensions.

I believe you initially said: Well, we have lots of other problems; we have unemployment and all these other people to take care of. Yes, that is true; we concede that. But the problem of poverty in Canada is largely a woman's problem, and I think that has to be recalled, and the programs that are devised by the government, I think, are hitting women harder in all of those sectors.

Le président: Au nom des membres du Comité, je désire remercier M^{me} Louise Dulude, du Comité national d'action sur le statut de la femme, M^{me} Michelle Swemarchuk et M^{me} Martha Elliott.

• 1750

Je pense que vous nous avez apporté des informations qui seront très pertinentes à l'étude du bill que nous avons actuellement. Vous avez démontré un peu de réserve et d'inquiétude, et vous avez mentionné que vous jugiez des résultats. Mais il faut se souvenir que le passé est garant du futur et que beaucoup de lois sociales ont été présentées depuis 1940. Je pense bien que c'est dans l'optique de tous les députés d'améliorer les conditions autant de la famille, des femmes que des enfants. Mais dans le contexte actuel... C'est pourquoi nous recevons des témoins. Vous avez des informations très pertinentes à l'étude du dossier. Mais je vous laisse sur note optimiste: le passé est garant de l'avenir.

I will adjourn this meeting now, and recall members for 8.00 p.m. tonight in this same room with the minister, the Hon. Monique Bégin. The meeting is adjourned. Thank you.

EVENING SITTING

Le président: À l'ordre!

Je vois que nous avons le quorum. Bonsoir, madame le ministre.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du vendredi 3 décembre 1982 portant sur le projet de loi C-132, Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales.

[Translation]

semble-t-il, 267,000 personnes qui travaillaient à temps partiel l'an dernier auraient préféré travailler à plein temps. Beaucoup de ces personnes, environ 70 p. 100 d'entre elles, seraient des femmes et cela aussi ne fait rien pour améliorer le sort des petits salariés. Il y a toujours eu un taux de chômage plus élevé chez les femmes que chez les hommes jusqu'à tout dernièrement, et jusqu'à l'actuelle récession.

Le programme de restrictions salariales de 6 p. 100 et 5 p. 100 mis de l'avant par le gouvernement, étant un programme universel, touche les femmes beaucoup plus gravement que les hommes parce que, évidemment, ce programme touche les gens à faible revenu, population composée surtout de femmes, beaucoup plus que cela ne touche ceux qui gagnent plus cher. Il y a aussi l'impôt sur les allocations familiales et sur les pensions.

Il me semble que vous avez dit tout d'abord: Bon, écoutez, nous avons bien d'autres problèmes; il y a le chômage et toutes ces autres personnes dont il faut s'occuper. Oui, c'est vrai; nous vous le concédons. Cependant, le problème de la pauvreté au Canada est surtout un problème de femmes et je crois qu'il ne faut surtout pas l'oublier tout comme il ne faut pas oublier que les programmes proposés par le gouvernement, me semble-t-il, touchent beaucoup plus durement les femmes que les hommes dans tous ces secteurs.

The Chairman: On behalf of the members of the committee, I would like to thank Mrs. Louise Dulude from the National Action Committee on the Status of Women, Mrs. Michelle Swemarchuk and Miss Martha Elliott.

I think you brought relevant information for the study of this Bill. You were a bit reserved and preoccupied, and you have said that you would judge on the results. You have to remember that the past is a guarantee for the future and that many social legislations have been tabled since 1940. All the members have for objective to improve the conditions for the family, as well as for women and children. But, in the present context... that is a reason why we invite witnesses. Your information was very relevant for the study of this matter. I would like to leave you on an optimistic note: the past is a guarantee for the future.

La séance est levée; les membres du Comité sont convoqués pour 20 heures ce soir, dans la même pièce, et le ministre, l'honorable Monique Bégin, sera présente. La séance est levée. Merci.

SÉANCE DU SOIR

• 2009

The Chairman: Order!

I see that we have a quorum. Good evening Mrs. Minister.

The committee resumes the study of its order of reference dated Friday, December 3, 1982, concerning Bill C-132, An Act to Amend the Family Allowances Act, 1973.

[Texte]

À la demande des membres du Comité, le ministre est ici une deuxième fois pour l'étude de ce projet de loi. Je demanderais au ministre de faire son exposé, si elle en a un, et également de nous présenter les officiels de son ministère.

Madame le ministre.

Mme Monique Bégin (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Merci, monsieur le président.

I would like to take just a few minutes to add information to that which stems from the previous meeting. And with me tonight I have—although my Assistant Deputy Minister is sick, but not from having appeared at the committee the other night—Mr. R. J. “Bob” Allen, Director General of the same branch of Income Security; Mr. R. Hagglund, Assistant Director and Chief, Planning and Legislation; Mr. J. Wilkes, Chief, Legislation and Liaison, of Planning, Evaluation and Liaison; and Mr. P. Fortier, Assistant Director General, also of Planning, Evaluation and Liaison.

• 2010

Further to certain comments made the other evening, I am in a position to clarify a few points—for example, on Mr. Hawkes' remarks, there is no bill that guarantees the continuation of the child tax credit. On the same day I think—is it the same day, of that meeting the other day, and I should have known—the Minister of Finance tabled Bill C-139 which does propose amendments to the Income Tax Act, including an increase to the child tax credit by \$50, raising it to \$343 full amount a year per child, non-taxable, to be applied on the 1982 tax year. The credit will continue to be fully indexed to keep up with the cost of living for low and middle-income families.

Now the other point of information is also contained in that same Bill C-139 and it limits the indexation for personal income tax exemptions which does include a capping at 6% of the child tax exemption, not the child tax credit—it increases—but the child tax exemption, the one that several of us here agreed was a regressive measure.

Mr. Hawkes: Which year, Madam Minister, will it cap?

Madam Bégin: It will cap the child tax exemption for 6% in 1983, and 5% in 1984, according to the information that is given to me. Oh, *oui, c'est ça* so it applies on the taxation years 1982 and 1983.

Of course the Minister of Finance has asked for speedy passage of the legislation. I know it is not a pleasant legislation because there are some cappings in it. But there are also good parts to the legislation and we hope that, if I can be political in my turn a bit, your party, Mr. Hawkes, would give speedy passage in order that mothers get their refunds fast—it is more money for them because of the bigger child tax credit.

[Traduction]

At the request of the members of the committee, the Minister is coming for the second time for the study of this bill. I will ask the Minister to make a statement, if she has one, and also to introduce the officials of her department.

Madam Minister.

Madam Monique Bégin (Minister of National Health and Welfare Department): Thank you, Mr. Chairman.

Permettez-moi de prendre quelques minutes pour vous donner quelques renseignements qui font suite à notre dernière réunion. Je suis accompagnée ce soir—mon sous-ministre adjoint est malade, et ce n'est pas parce qu'il a comparu au comité l'autre soir—par M. R.J. «Bob» Allen, directeur général, également au Programme de la sécurité du revenu, M. R. Hagglund, directeur adjoint et chef de la Planification et législation, M. J. Wilkes, chef de la Législation et liaison à la planification, Evaluation et liaison, de même que M. P. Fortier, directeur général adjoint, également de la Planification, évaluation et liaison.

Pour faire suite à certaines remarques exprimées l'autre soir, je veux maintenant apporter des précisions... par exemple, pour répondre à M. Hawkes, aucun projet de loi ne garantit la continuation du crédit d'impôt pour enfant. Le même jour, je crois, le jour de la réunion et j'aurais dû m'en douter, le ministre des Finances a déposé le projet de loi C-39 qui propose des amendements à la Loi de l'impôt sur le revenu y compris une augmentation de \$50 pour le crédit d'impôt pour enfants, ce qui porte à \$343.00 le plein montant de crédit non imposable d'impôt pour enfant, pour l'année d'imposition 1982. Le crédit continuera d'être indexé pour ce maintenir au niveau du coût de la vie pour les familles à faible et moyen revenu.

L'autre renseignement que je voulais vous donner est contenu également dans ce même projet de loi C-139, et il limite l'indexation des exemptions d'impôt personnelles, y compris plafonnement de 6 p. 100 de l'exemption d'impôt pour enfants, non pas le crédit d'impôt pour enfant, car celui-ci augmente, mais l'exemption d'impôt pour enfants, cette mesure que plusieurs d'entre nous trouvons régressive.

M. Hawkes: En quelle année aura lieu ce plafonnement, madame le ministre?

Mme Bégin: Le plafonnement de l'exemption d'impôt pour enfants de 6 p. 100 se fera en 1983, et celui de 5 p. 100 en 1984, selon les renseignements dont je dispose. *Yes that is so.* Par conséquent ce plafonnement s'applique aux années d'imposition 1982-1983.

Le ministre des Finances a évidemment demandé qu'on adopte rapidement cette loi. Je sais qu'elle n'est pas agréable, puisqu'elle contient des plafonnements. Cependant, elle contient de bonnes dispositions, et nous espérons, si je peux me permettre quelques remarques politiques, que votre parti, M. Hawkes, l'adoptera rapidement afin que les mères puissent obtenir des remboursements rapidement—cela représentera plus d'argent pour elles à cause d'un crédit d'impôt pour enfants plus important.

[Text]

Now, have you received, Mr. Chairman, the one-page briefing note on inflation rates? Has everyone received them? Could we distribute them . . . We gave them to the clerk of the committee.

Two more pages, one is a briefing note showing the various inflation rates used for different reasons in the government, all of them accurate. You will note there is a great deal of difference between the annual inflation rate, the annual average inflation rate and the family allowance indexing rate. You have them probably by now in front of you, and my apologies if the translation into French is not yet completed, that will be later.

So the legislation instructs us as to how we will index family allowances. We do not have discretion on that. As you can see, our figures presented to you at the last meeting here were accurate.

I might also add that tomorrow the Department of Finance will be given a new consumer price index by Statistics Canada. So they will put this index into their models and, who knows, maybe for December the annual inflation rate will be even lower than 6%, which would be a proof of the success of our six-and-five program.

The last page that I have just provided you with is a graphic showing how the benefits are distributed today in the child benefit system of Canada. As we can plainly see, it is the low-income and middle-income families in Canada that benefit most. There is an injustice, however, that the lowest of all . . . but they still get more than the family with good income. So that illustrates the discussion we had at the last meeting.

• 2015

Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Is it the wish of the members that we attach, as an appendix, those two charts?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Just on the graph, before we attach it—I am not sure it is labelled adequately to be easily readable.

Madam Bégin: What do you mean?

Mr. Hawkes: What, for instance, is the top solid line? I do not know whether it was Xeroxed with the key missing or what.

Madam Bégin: No, no. Look in the layer instead of on the line, because it is not the line; it is a layer, it is a whole . . .

Comment dire . . . comment on appelle cela en anglais?

Mr. J. Allen (Director General, Planning, Evaluation & Liaison, Health and Welfare Canada): A whole layering of benefits.

Madam Bégin: The bottom layer is entitled "Net Family Allowance". The middle layer is entitled "Child Tax Exemp-

[Translation]

Monsieur le président, avez-vous reçu la note d'instruction d'une page sur les taux d'inflation? Quelqu'un l'a-t-il reçue? Pourrions-nous la faire distribuer . . . nous l'avons remise au greffier du Comité.

Il y a deux pages, la première est une note d'instruction montrant les divers taux d'inflation utilisés pour différentes raisons par le gouvernement; tous sont justes. Vous remarquerez qu'il y a beaucoup d'écart entre le taux d'inflation annuel, le taux d'inflation moyen annuel et le taux d'indexation des allocations familiales. Ces faits sont probablement devant vous maintenant, je m'excuse de ne pouvoir vous donner une traduction française, elle viendra plus tard.

La loi nous montre donc comment nous allons indexer les allocations familiales. Nous n'avons pas le choix. Comme vous pouvez le constater, les chiffres que nous vous avons présentés à la dernière réunion sont justes.

J'ajouterai également que le ministère des Finances recevra demain un nouvel indice des prix à la consommation de Statistique Canada. Par conséquent, il ajoutera cet indice au modèle qu'il utilise et, qui sait, peut-être qu'en décembre le taux d'inflation annuel sera inférieur à 6 p. 100, ce qui prouvera en quelque sorte le succès de votre programme 6 et 5.

La dernière page que nous vous avons remise est un graphique montrant comment les prestations sont réparties aujourd'hui dans le cadre du système des prestations pour les enfants au Canada. Comme on peut très bien le voir, les familles à faible et moyen revenu au Canada en profitent le plus. Il y a une injustice cependant, pour les familles à très faible revenu . . . mais elles reçoivent davantage que les familles ayant un bon revenu. Ce graphique illustre bien les discussions que nous avons eues à la dernière réunion.

Merci, monsieur le président.

Le président: Si les membres du Comité le désirent nous pouvons joindre en annexe ces deux tableaux.

Des voix: Approuvé.

Le président: Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Au sujet de ce graphique, avant que nous ne l'annexions . . . Je ne suis pas sûr qu'il soit rédigé comme il faut pour être lisible facilement.

Mme Bégin: Qu'en voulez-vous dire?

M. Hawkes: Qu'en est-il par exemple de cette ligne continue en haut? Je ne sais pas si cela a été photocopié avec un élément manquant ou quoi.

Mme Bégin: Non, non. Regardez plutôt toute la zone au lieu de regarder la ligne, c'est une couche entière . . .

How do you say that in English?

M. J. Allan (directeur général, Planification, Evaluation et Liaison, Santé et Bien-être Canada): Toute une couche de prestations.

Mme Bégin: La couche du bas s'appelle «Allocations familiales nettes». Celle du milieu est «Exemption d'impôt pour

[Texte]

tion", and the top layer is entitled "Child Tax Credit". It may not be artistic, but it is understandable. The final curve cannot have a name. Its name is "total benefits" or "net benefit". I am sorry we did it fast; it was less than 48 hours, really, between the meetings.

You see, it is the whole layer that is worth so much for family allowance. I think it is still a basic tool for the work of the committee. I think it is a key one, and I appreciate that we have the possibility of discussing it.

The Chairman: A picture is worth a thousand words.

Madam Bégin: Then is the meeting adjourned?

Mr. Halliday: Mr. Chairman, the minister has said that the lowest people are certainly not the best off. Is it a problem to correct that? It is so graphic here; it is so obvious that people under \$10,000 are really disadvantaged compared with the ones at \$20,000 or \$30,000.

Madam Bégin: What I say may look obvious to you in the committee—we have never discussed that in the committee. Last evening was literally the first time it was discussed, to my knowledge, ever. And to my knowledge the vast majority of Canadians, including members of Parliament, and ministers, maybe, have not a clue about this distribution, because it has never been the object of a discussion.

I guess it is fair to say the concept of forgone revenues, or the indirect budget represented by the income tax system, is now more and more key, as much as the blue book of estimates, in any development of policies. The social policies are affected directly, for people, indirectly for my department, by a tax measure, for example. So is it feasible? Yes, it is feasible. It means, however, a budget decision; that is what it means.

I think it is important that we have occasions to discuss the whole package, because we may be unfair without even knowing it when everybody speaks suddenly of one element only, such as, say, family allowances. There are other elements in the system.

The Chairman: Mr. Weatherhead.

Mr. Weatherhead: Mr. Chairman, on this same point of the graph, the "Net Family Allowance": is it the amount after income tax that we are talking about?

Madam Bégin: Yes it is.

Mr. Weatherhead: And following on Dr. Halliday's question, what would be the best way to get the distribution up for the lowest income group?

Madam Bégin: You mean by number of families or something like that?

[Traduction]

enfant à charge», et la zone du haut est indiquée «Crédit d'impôt pour enfants». Cela n'est pas peut-être très esthétique mais c'est compréhensible. La dernière courbe n'a pas de nom. Elle correspond au «total des prestations», ou aux «prestations nettes». Excusez-moi, nous l'avons dessinée rapidement, nous avons eu moins de 48 heures entre les deux réunions.

Vous voyez donc que c'est toute une zone qui correspond à l'allocation familiale. Je pense que c'est un outil fondamental pour les travaux du Comité. C'est un outil clé, et je suis heureuse que nous puissions en discuter.

Le président: Une représentation visuelle remplace souvent des dizaines de discours.

Mme Bégin: La réunion est-elle alors terminée?

M. Halliday: Monsieur le président, le ministre a dit que ceux qui se retrouvent dans les tranches de revenu inférieur ne sont certainement pas les plus avantagés. Serait-il difficile d'y remédier? C'est tellement visible ici; il est évident que les personnes qui ont un revenu inférieur à \$10,000 sont véritablement défavorisées par rapport à celles qui disposent de \$20 à \$30,000.

Mme Bégin: Il est possible que mes commentaires vous semblent évidents, ici au Comité—pourtant nous n'en avons jamais discuté. C'est hier soir que nous en avons discuté pour la première fois, véritablement, que je sache. Et à ma connaissance, l'immense majorité des Canadiens, y compris les députés, et les ministres peut-être, n'ont pas la moindre idée de cette répartition, étant donné qu'il n'en a jamais été discuté.

Je crois qu'il est juste de dire que cette idée de recettes non perçues, ou de budget de dépenses indirectes dans notre système d'impôt sur le revenu, est de plus en plus un élément-clé, aussi important que le Livre bleu du budget, pour n'importe quelle politique mise en place. Toute mesure fiscale a des répercussions dans le domaine de la politique sociale... —directement pour la population, et indirectement pour mon ministère. La chose est-elle possible? Oui, elle l'est. Cependant, cela demande une décision budgétaire, voilà ce que je veux dire.

Je crois qu'il est important que nous puissions, de temps en temps, discuter un ensemble de mesures au complet, sinon nous risquons de passer à côté de la question, sans même le savoir, lorsque tout le monde se mettra subitement à parler d'un seul aspect de la question, comme par exemple les allocations familiales. Il y a d'autres éléments qui entrent en jeu.

Le président: Monsieur Weatherhead.

M. Weatherhead: Monsieur le président, pour revenir à ce graphique, est-ce que «l'allocation familiale nette» est nette d'impôt sur le revenu?

Mme Bégin: Oui.

M. Weatherhead: Et pour revenir à la question de M. Halliday, comment pourrait-on relever le niveau de la tranche inférieure de revenu?

Mme Bégin: Voulez-vous parler du nombre des familles?

[Text]

Mr. Weatherhead: No, just by total amount. Would it be increasing the child tax credit to the lowest group?

Madam Bégin: Oh, to make up for what is missing right here?

Mr. Weatherhead: Yes. What would be the different options there?

Madam Bégin: For me—but it is easy for me to say that, because I am not the Minister of Finance . . . it would be . . .

Mr. Weatherhead: We understand that.

Madam Bégin: —to take money from the child tax exemption and fill the top gap at the left of the page, which represents all mothers whose families are below, say, \$10,000—raise these people through a bigger child tax credit, for example. That is one way, which is an easy way, it seems to me—still all in the income tax system.

• 2020

The Chairman: Are you through, Dr. Halliday?

Mr. Halliday: Yes. Thank you very much.

The Chairman: Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Pardon?

Mme Bégin: Oui, mais il y a M^{lle} McDonald.

The Chairman: We are still discussing the charts. That is why I have chaired this meeting that way.

Madam McDonald, is it on the chart?

Ms. McDonald (Broadview—Greenwood): It is my impression that it is not on the chart.

The Chairman: I beg your pardon? It is not on the chart?

Ms. McDonald (Broadview—Greenwood): It is not on the chart.

The Chairman: That is why I try to recognize all the members—if they read the question on the chart.

Mme Bégin: Et après on suit l'ordre normal. Toutes mes excuses!

The Chairman: Exactly. It is accepted.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): I have a misfired one.

The Chairman: On the chart, Mr. Robinson?

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Yes. Did I understand from the minister's earlier remarks concerning the chart that a more refined chart would be provided later when there was more time to prepare it?

Madam Bégin: No, I never made that offer.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): You did not?

[Translation]

M. Weatherhead: Non, de la somme totale. Pourrait-on accroître, par exemple, le crédit d'impôt pour enfant dont bénéficie le groupe le plus défavorisé?

Mme Bégin: Pour rattraper ce qui manque?

M. Weatherhead: Oui. Que pourrait-on faire?

Mme Bégin: En ce qui me concerne, on pourrait—mais je ne suis pas ministre des Finances, c'est donc facile . . .

M. Weatherhead: Nous comprenons très bien.

Mme Bégin: . . . On pourrait enlever quelque chose à l'exemption d'impôt pour enfant à charge et remplir cet écart à gauche de la page, qui représente les mères des familles dont les revenus sont inférieurs à—disons—\$10,000, et leur accorder un crédit d'impôt pour enfant plus élevé. Ce serait une façon simple, je pense . . . cela revient quand même toujours à l'impôt sur le revenu.

Le président: Avez-vous fini, monsieur Halliday?

M. Halliday: Oui, merci beaucoup.

Le président: Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Pardon?

Madam Bégin: Yes, but there is Miss MacDonald.

Le président: Nous discutons encore des tableaux. Voilà pourquoi je m'y suis pris de cette façon.

Madame MacDonald, est-ce que cela concerne le tableau?

Mme McDonald (Broadview—Greenwood): J'ai l'impression que ce n'est pas sur le tableau.

Le président: Ce n'est pas sur le tableau.

Mme McDonald (Broadview—Greenwood): Non.

Le président: Je veux d'abord donner la parole aux députés qui posent une question sur le tableau.

Madam Bégin: And then we will proceed as usual. I do apologize.

Le président: Exactement. Nous sommes d'accord.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): J'ai des difficultés d'allumage, ici.

Le président: Cela concerne le tableau, monsieur Robinson?

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Oui. Le ministre nous a-t-elle bien dit tout à l'heure que nous aurions un tableau plus détaillé ultérieurement, lorsqu'elle en aura eu le temps?

Mme Bégin: Non, je n'ai jamais proposé cela.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Vous n'avez rien proposé de ce genre?

[Texte]

Madam Bégin: Because I do not know when we will have more time, and I think it is readable now.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Well it certainly is readable, but I sort of got the impression it was somewhat distorted.

Madam Bégin: Oh no, no, no.

Ms. McDonald (Broadview—Greenwood): It is the system that is distorted, not the chart.

Madam Bégin: That is a good one. No, no. The only thing, Ken, if I can be visual, is the names should be a little more in the middle of the layer. It is the only apology I can make. But it is absolutely not distorted.

The Chairman: Okay. On the chart, Mr. Hawkes?

Mr. Hawkes: Yes. I have done some rough measurements with this piece of cardboard.

Madam Bégin: Oh, la, la.

Mr. Halliday: With his matches, too.

Madam Bégin: Yes, doctor.

Mr. Hawkes: The only pure system of delivering money to the poor of the three systems you have before you—and to have it graded the way I think most of the conversation in this committee has gone—is through the family allowance.

Madam Bégin: Oh.

Mr. Hawkes: If you look at the child tax credit, there is something in that system—if the graph is accurate—which delivers a slightly higher proportion of the money to people in the middle income brackets, more than the poor. But if you were to take all of the money—the forgone revenue as well as the family allowance—and deliver it all in the form of family allowance, then when you tax it back you would have the perfect line, which you find in your bottom broken line. That was part of our conversation this afternoon with the National Action Committee on the Status of Women, who in fact suggested that if all the money were to be delivered through the family allowance system, in fact it would have the best impact on the lowest income people in society. It would have the added clear-cut benefit of delivering it to women, and it would have the added benefit of keeping it as a subject for this committee rather than the finance committee of Parliament; it is a different group of parliamentarians who serve on this kind of committee than generally serve on the finance committee.

Madam Bégin: Jim, to your latter point, I am not sure because I am not an absolute authority on procedures of Parliament, but I think that particular aspect could be arranged, could be looked after—that it should not be split necessarily between two committees.

Now, as to the tool which is the best to serve the objective, I do not know, because I have never studied that in detail. At first glance, of course, the tool of family allowance goes to

[Traduction]

Mme Bégin: Étant donné que je ne sais pas quand nous aurons le temps, et je crois que ce graphique est utilisable tel quel.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Il est lisible, très certainement, mais j'ai l'impression qu'il est un peu faussé.

Mme Bégin: Non, non, non, pas du tout.

Mme McDonald (Broadview—Greenwood): C'est tout le système qui est faussé, et non pas le graphique.

Mme Bégin: Voilà une bonne plaisanterie. Non, non. La seule chose, Ken, pour parler de l'effet visuel, c'est que ce qui est écrit pourrait être situé un peu plus au milieu des zones indiquées. C'est le seul regret que j'ai. Mais le graphique n'est pas faussé.

Le président: Très bien. Monsieur Hawkes, toujours sur le tableau?

M. Hawkes: Oui. J'ai fait quelques mesures approximatives avec ce morceau de carton.

Mme Bégin: Oh! Je vois!

M. Halliday: Et aussi avec ses allumettes.

Mme Bégin: Très bien, docteur.

M. Hawkes: Le seul système correct permettant de donner de l'argent aux pauvres, à l'intérieur des trois systèmes décrits ici... et la seule façon que cela puisse correspondre à ce qui a été dit ici ce soir... c'est le système de l'allocation familiale.

Mme Bégin: Ah!

M. Hawkes: Si vous vous reportez au crédit d'impôt pour enfants, il y a quelque chose... si le graphique est juste... qui fait que les couches de revenu moyen en bénéficient plus, plus que les plus défavorisées. Mais, si vous considérez l'ensemble... la recette non perçue aussi bien que l'allocation familiale... et répartissez cela sous forme d'allocation familiale, qui sera ensuite soumise à l'impôt, vous auriez, à ce moment-là, la solution parfaite qui correspondrait à la ligne brisée en-bas du tableau. Cela a déjà été discuté cet après-midi avec le Comité national d'actions sur le statut de la femme, qui nous a dit qu'en répartissant ces sommes par le biais des allocations familiales vous auriez les meilleurs résultats possibles en ce qui concerne les tranches de revenu les plus basses. Cela aurait, par ailleurs, l'avantage très net d'en faire bénéficier les femmes, et, ensuite, de maintenir ces questions à l'ordre du jour de votre Comité plutôt que celui des Finances; ce ne sont pas les mêmes députés qui siègent aux deux comités.

Mme Bégin: Jim, pour répondre ce dernier point, sans pouvoir vous donner une réponse absolument certaine, car je ne suis pas une autorité en matière de procédure parlementaire, cela pourrait être certainement arrangé: on pourrait effectivement éviter de diviser la discussion entre ces deux comités.

En ce qui concerne l'outil qui servirait le mieux nos objectifs, je ne peux répondre... je n'ai pas étudié la question dans le détail. À première vue, bien sûr, l'allocation familiale profite

[Text]

everybody, while the child tax credit targets; if you talk of targeting to those most in need, that is the best tool. The family allowance has one most unpleasant characteristic: you give it to people and you take it back for some, once a year, through the other member of the couple. It is a bit complicated, when today we can have in governments the modern, more adapted, child tax credit that hits where you want it to hit; it does not go to the people with money. It disappears to zero right here, eh?

Mr. Hawkes: Yes. Well what you have, up to about \$26,000 . . .

• 2025

Madam Bégin: Yes.

Mr. Hawkes: —and the graph is somewhat distorted, I suspect, because you really have a lump sum family allowance payment through the tax system to a named individual that is flat rate for each kid up to the \$26,000, and then it starts to reduce from that point on. Okay?

Madam Bégin: Yes.

Mr. Hawkes: Whereas your family allowance starts to reduce right at the point of taxable income. It goes down in a very regular way, because we have a graded tax system that is based on taxable income, and you start to take part of it back from people at a much lower level than the \$26,000.

Madam Bégin: Yes, I know; that is what bothers me.

Mr. Hawkes: Okay. Well, it would not bother you if you could give for each child \$150 a month. If that was the size of your family allowance payment, it would not bother you so much to take some of it back.

Madam Bégin: I see your point. Anyway, I am not equipped to answer you; we were speculating. But it is interesting and it shows that there are many dimensions to that question. It is not a simple one that can be brushed aside quickly. It may well be . . .

Mr. Hawkes: I think it is an important . . .

Madam Bégin: —the first time that comes to my knowledge and literally never . . . a point made by specialists. It is not the view usually, so it would be worth comparing . . .

Mr. Hawkes: I think this makes it clear.

Madam Bégin: —the pros and cons of the various tools at our disposal.

Mr. Hawkes: Of the three systems, the family allowance delivers the highest proportion to those who need it most and the smallest proportion to those who need it least. Like, that is the system. If you were to have a single system, your lines show that it is the bottom one.

[Translation]

à tout le monde, alors que le crédit d'impôt pour enfants vise des cibles précises; si vous voulez donc en faire bénéficier les plus défavorisés, c'est le meilleur outil. Par ailleurs, l'allocation familiale présente un inconvénient grave: vous donnez d'une main et vous reprenez de l'autre . . . une fois par an . . . en imposant l'autre partenaire du couple. C'est donc mal fait, alors que nous pouvons avoir aujourd'hui . . . étant donné nos méthodes de gouvernement . . . un crédit d'impôt pour enfants, adapté à la situation, qui profite davantage aux groupes-cibles plutôt qu'aux gens qui ont de l'argent. À partir de ce point-ci, il est nul, n'est-ce pas?

M. Hawkes: Oui. Mais ce qui se passe, jusqu'à environ 26,000 dollars . . .

Mme Bégin: Oui.

M. Hawkes: . . . et le graphique est quelque peu déformé, je suppose; en effet, il s'agit de versements globaux forfaitaires par enfant et imposables. La courbe monte jusqu'à \$26,000 puis redescend n'est-ce pas?

Mme Bégin: Oui.

M. Hawkes: Dans le cas de l'allocation familiale, la courbe commence à descendre immédiatement au fur et à mesure que s'accroît le revenu imposable. Le gouvernement donc récupère cet argent à partir d'une somme beaucoup moins élevée que \$26,000.

Mme Bégin: Oui, et c'est ce qui me préoccupe.

M. Hawkes: Si le montant de l'allocation familiale par enfant était de \$150, vous vous sentiriez plus à l'aise de reprendre par la suite une partie de cet argent.

Mme Bégin: Je vois ce que vous dites. De toute façon, je ne pourrais vous répondre, car tout cela est de la simple spéculation. Mais votre argument est intéressant et montre qu'il y a beaucoup de facettes à cette question et que l'on ne peut les rejeter si facilement. C'est peut-être . . .

M. Hawkes: Je crois que c'est important.

Mme Bégin: . . . la première fois que cette question est portée à mon attention et il est certain que les spécialistes ne m'en parlent jamais. Ce n'est pas de cette optique qu'on envisage les choses et par conséquent il vaudrait la peine de comparer . . .

M. Hawkes: Je crois que cela clarifie les choses.

Mme Bégin: . . . le pour et le contre des différents mécanismes à notre disposition.

M. Hawkes: Des trois systèmes, le système d'allocations familiales offre le plus à ceux qui en ont besoin et le moins à ceux qui en ont le moins besoin. C'est comme cela que le système fonctionne. Dans un système unique, ce serait la courbe la plus basse.

[Texte]

Madam Bégin: I have just said that I personally did not agree at first appearance with it. I prefer the child tax credit, but it remains to be explored.

The Chairman: Are there any other questions on those two charts? Okay, Madam MacDonald.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): If I could begin just by continuing a point that was just made. I certainly would recommend that the minister have a look at the submission by the National Action Committee. They are my old friends; but nonetheless, I recommend it. And if I could just add to the point made, they did say quite explicitly that they hoped to see that the child tax exemption would go completely and the money be put into—and they were not entirely specific as to what it should be—family allowance, which they like, or child tax credit because of immediate difficulties, but that also one could deal with the progressive nature problem by having a surtax, as with unemployment insurance, so that one could really stop it going to high income families, or at least reduce it substantially; in other words, the fall-off would be even much greater, which is the merit of the child tax credit. The slope does go down with the child tax credit and the net family allowance could go down by having a more progressive taxing system. I would hope that that really would be considered more.

But I wanted to pursue a question that we discussed the last time, and that is just how much these savings are going to be through the partial de-indexing of the family allowance. The minister did not talk about lost tax revenues, because of course if you put money into the non-taxable component and you take it out of taxable component, you also lose money in tax revenues.

Madam Bégin: I gave it.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): You have given it? Whereabouts?

Madam Bégin: Yes. I said that we are "saving from family allowances over the two years". I said that on the savings side it was \$320 million over the two years for family allowances, and on the added foregone revenues—no, it is not a foregone revenue, it is an added expenditure via the tax system, which is \$250 million for the child tax credit increase.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Right.

Madam Bégin: Is that what you mean?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): No, no. It seems to me that then there is another. You have subtracted from that the addition to the child tax credit quite correctly. . .

Madam Bégin: Yes.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): —but it would seem to me that you would also have to subtract from that the foregone tax revenues. . .

Madam Bégin: Of the family allowance.

[Traduction]

Mme Bégin: J'ai déjà dit que je n'étais pas d'accord avec cela à première vue. Je préfère le crédit d'impôt pour enfants, mais il faut encore explorer davantage.

Le président: Y a-t-il d'autres questions concernant ces deux tableaux? Je donne la parole à madame MacDonald.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je pourrais peut-être poursuivre la discussion. Je recommande que le ministre étudie la soumission du comité d'action nationale, même si ses membres sont d'anciens amis à moi. Ce groupe espère que le dégrèvement d'impôt pour enfants sera complètement abandonné et que cet argent sera consacré aux allocations familiales ou au crédit d'impôt pour enfants, étant donné les difficultés immédiates. On pourrait également régler la question de la charge progressive en imposant une surtaxe comme dans le cas de l'assurance-chômage, ce qui permettrait d'empêcher que ces fonds ne soient versés à des familles à revenu élevé ou en tout cas qu'ils soient réduits de façon importante pour ce groupe. En d'autres termes, le nombre de personnes qui n'en bénéficieraient pas serait encore plus important, ce qui est l'avantage d'un système de crédit d'impôt pour enfants. La courbe descend dans le cas du crédit d'impôt pour enfants et le montant net de l'allocation familiale pourrait également diminuer si l'on avait un système d'imposition plus progressif. J'espère que l'on étudiera davantage notre système.

J'aimerais revenir sur une question qui a été discutée la fois dernière, celle de savoir quelles économies seront réalisées par le truchement de la désindexation partielle de l'allocation familiale. Le ministre n'a pas parlé de recettes d'imposition perdues car en fait, si l'on injecte de l'argent dans le secteur non imposable et qu'on le retire du secteur imposable, cela signifie qu'on perd de l'argent sous forme de recettes d'imposition.

Mme Bégin: J'en ai donné.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Vraiment? Où?

Mme Bégin: Oui. J'ai dit que l'on économiserait sur les allocations familiales au cours des deux années. Ainsi, il s'agit de 320 millions de dollars sur la période de deux ans pour les allocations familiales; en ce qui concerne les recettes supplémentaires non obtenues—je ne devrais pas dire cela, car il s'agit d'une dépense ajoutée par le truchement du système d'imposition, il y a une augmentation de 250 millions pour le crédit d'impôt pour enfants.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Bien.

Mme Bégin: C'est ce que vous voulez dire?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Non, non! Il me semble qu'il y a autre chose. Vous avez soustrait de ce chiffre les sommes supplémentaires octroyées sous forme de crédit d'impôt pour enfants, et avec raison.

Mme Bégin: Oui.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Mais il me semble que vous devriez également soustraire de ce chiffre les recettes d'imposition non réalisées.

Mme Bégin: Des allocations familiales.

[Text]

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): —of the family allowance, because of course some of that is taxed back.

Madam Bégin: Yes.

• 2030

Ms McDonald (Broadview—Greenwood): —and my understanding is the estimates for the federal level are taxed back 18 to 20%, which of that \$320 million, would be in the area of \$58 million to \$64 million; and we will round it to \$60 million. So when you talk about a net saving of \$70 million and then you lose \$60 million in foregone tax revenues, the net saving goes down to only \$10 million, which really makes it a very negligible sum.

One would then want to go on to some other questions from that, but could I just see if we are in agreement about the quantities?

Madam Bégin: Can I ask Mr. Bob Allen to give the detailed answer, please?

Mr. Allen: Yes, if we look at the calendar year 1983, gross savings as a result of the family allowance program, CAP, will be approximately \$115 million. At the same time, we will lose some \$20,000 in lost tax revenue as a result of the smaller family allowance being paid. That really gives a net saving of \$95 million.

For the calendar year 1984, we estimate gross savings as a result of the 6% and 5% program would be approximately \$205 million, with the resultant revenue loss of some \$35 million, making a net savings in the calendar year—and I want to stress it is calendar year—1984 of \$170 million.

Now, the child tax credit expenditures in 1983, of course, increased by some \$250 million as a result of the \$50 increase.

Ms McDonald (Broadview—Greenwood): There is a total difference in \$5 million between your estimates and my estimates. I had \$60 million, and you have \$55 million for the two years.

Mr. Allen: Our numbers again, if I could just explain . . .

Madam Bégin: I had spoken on the difference at the last meeting. I told you they were estimates and . . .

Ms McDonald (Broadview—Greenwood): No, but that is for a different figure, I believe.

Madam Bégin: It will always appear.

Mr. Allen: Yes, you have to remember again, now, the minister's \$320 million was quite correct, because in that, she was talking about total program savings.

[Translation]

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Des allocations familiales, car vous en recouvrez une partie par le truchement de l'impôt sur le revenu.

Mme Bégin: Oui.

Mlle McDonald (Broadview—Greenwood): Et si je comprends bien, on récupère de 18 à 20 p. 100 en impôt des sommes prévues au budget, ce qui, sur 320 millions de dollars, représenterait de \$58 millions à \$64 millions, disons \$60 millions. Quand vous parlez donc d'une économie nette de \$70 millions, et que vous perdez \$60 millions en recettes d'imposition non obtenues, l'économie nette n'est plus que de 10 millions de dollars, somme très négligeable.

On pourrait ensuite passer à d'autres questions, mais j'aimerais savoir si nous sommes d'accord au sujet des quantités?

Mme Bégin: Pourrais-je demander à M. Bob Allen de donner une réponse détaillée à cette question?

M. Allen: Oui, si nous étudions l'année civile 1983, les économies brutes réalisées sur le programme d'allocations familiales, du Régime d'assistance publique du Canada, sera d'environ 115 millions de dollars. En même temps, nous perdrons quelque \$20,000 sous forme de recettes d'imposition non obtenues étant donné que nous allons verser des allocations familiales pour une somme moins importante. L'économie nette est donc de \$95 millions.

Pour l'année civile 1984, nous prévoyons des économies brutes suite à l'application du programme de 6 et 5 p. 100, économies brutes qui seraient d'environ 205 millions de dollars; si l'on tient compte de la perte de recettes qui en résulte, perte de quelque 35 millions de dollars, cela représente des économies nettes pour l'année civile—j'insiste civile—de 1984 de 170 millions de dollars.

Les dépenses au poste du crédit d'impôt pour enfants pour 1983 a augmenté de quelques 250 millions de dollars suite à cette augmentation de \$50.

Mlle McDonald (Broadview—Greenwood): Il y a une différence de 5 millions de dollars entre vos prévisions et les miennes. J'avais le chiffre de \$60 millions et vous avez \$55 millions pour les deux années.

M. Allen: Je devrais expliquer, une fois de plus . . .

Mme Bégin: J'ai parlé de la différence au cours de la dernière réunion. Je vous ai bien expliqué qu'il s'agissait d'une évaluation et . . .

Mlle McDonald (Broadview—Greenwood): Non, il s'agit-là d'un autre chiffre, je crois.

Mme Bégin: Cela apparaîtra toujours.

M. Allen: Oui, vous devez vous rappeler que ce chiffre de 320 millions de dollars mentionné par le ministre est tout à fait exact, étant donné qu'elle parle d'économies totales des programmes.

[Texte]

Ms McDonald (Broadview—Greenwood): So \$320 million is their gross.

Mr. Allen: Total program savings.

Ms McDonald (Broadview—Greenwood): But you then have to deduct from that not only the additions to the child tax credit, but also the foregone tax revenues . . .

Mr. Allen: Revenue losses, foregone revenues.

Ms McDonald (Broadview—Greenwood): That means, instead of being a net savings of \$70 million, it is a net savings of \$15 million. Is that correct?

Mr. Weatherhead: Does the witness agree with that? Do you agree with that, Mr. Allen?

Mr. Allen: I am not exactly sure where you are getting your numbers.

Mr. Weatherhead: If you just carry on . . .

Madam Bégin: All of this, minus that cost.

Mr. Hawkes: The \$20 million and the \$35 million, added together, make \$55 million.

Madam Bégin: The net savings minus the new cost . . . Miss McDonald is right, of course, but I will let you finish before I answer you.

Ms McDonald (Broadview—Greenwood): Yes. What I am trying to get back to is that . . .

Madam Bégin: Oh, it is obvious.

Ms McDonald (Broadview—Greenwood): —the savings from the program are really very negligible—\$15 million in two years—and yet, it seems to me the cost in terms of what the programs does in reducing the universal aspect of the program is a very significant one. I just think a proper explanation of the cost has to include the foregone tax revenues; and it really shows the savings are very, very modest, indeed.

Madam Bégin: If you recall your colleague, Mr. Heap, laughing at me, he kept asking what the word “mobilizing” means. He even used a Marxist analysis to prove I was creating a division of class between women, and there were other incredible stories like that.

I have kept saying this was not to save money. I have said it. I say it does save some; and the fact is you are bringing a new point tonight of which I, myself, had not thought.

But the purpose is not to save on mothers to do something else. The purpose is that this bill we study tonight is only one of several cappings we have done.

Some members opposite—and it is fair game, maybe, but I am sure they have not seen how many taxpayers are going to

[Traduction]

Mlle McDonald (Broadview—Greenwood): Ainsi donc 320 millions de dollars est le chiffre total.

M. Allen: Pour les économies de tous les programmes.

Mlle McDonald (Broadview—Greenwood): Mais il faut en déduire non seulement les sommes supplémentaires octroyées aux termes du crédit d'impôt pour enfants, mais également les pertes de recettes d'impôt.

M. Allen: Pertes de recettes.

Mlle McDonald (Broadview—Greenwood): Donc au lieu d'avoir une économie nette de 70 millions de dollars il s'agit d'économies nettes de 15 millions de dollars, n'est-ce pas?

M. Weatherhead: Le témoin est-il d'accord avec cela? Êtes-vous d'accord avec cela, monsieur Allen?

M. Allen: Je ne comprends pas très bien d'où vous tirez vos chiffres.

M. Weatherhead: Si vous poursuiviez.

Mme Bégin: Tout ceci, moins ces coûts.

M. Hawkes: \$20 millions et \$35 millions cela fait \$55 millions.

Mme Bégin: Les économies nettes moins les nouveaux coûts . . . M^{lle} McDonald a raison évidemment, mais je vais laisserai terminer avant de répondre.

Mlle McDonald (Broadview—Greenwood): Oui. J'aimerais revenir sur . . .

Mme Bégin: C'est évident.

Mlle McDonald (Broadview—Greenwood): . . . j'aimerais revenir sur la question des économies réalisées sur ce programme, économies qui sont très négligibles, car il s'agit de 15 millions de dollars sur deux ans. Il me semble que le coût du programme est très important puisqu'il porte atteinte à l'aspect universel du programme. Je crois que lorsque l'on veut expliquer les coûts, il faut tenir compte également des pertes de recettes d'imposition. De cette façon, on voit clairement que les économies sont extrêmement modestes.

Mme Bégin: Vous vous souviendrez sans doute que votre collègue M. Heap a ri de moi. Il n'a cessé de me demander ce que signifiait le mot «mobilisé». Il a même utilisé une analyse marxiste pour me prouver que je créais une division de classe entre les femmes, et m'a raconté toutes sortes d'histoires aussi incroyables.

Je n'ai cessé de dire que nous avons procédé de cette façon non pas pour économiser de l'argent. Je l'ai bien dit. Nous en économisons un peu. En fait, vous introduisez un nouvel argument ce soir auquel je n'avais pas pensé moi-même.

Cependant le but n'est pas de réaliser des économies au détriment de certaines mères pour utiliser cet argent à autre chose. Le but du bill que nous étudions ce soir est d'établir un plafond parmi bien d'autres.

Peut-être jouent-ils franc jeu, je n'en sais rien, mais certains membres de l'autre côté de la table ne se sont pas encore

[Text]

be hit by immobilization. It is every personal exemption in the system that is capped. It is the wages of Members of Parliament and the ministers. It is the pensions of public servants. Some may be escaping me. We have conceived of the program as a campaign, and I insisted the other day the psychological element pushed on every Canadian—and pushed may not be the perfect English word, but—*oui, je ne sais pas quel autre mot je peux prendre...*

An hon. Member: Motivated?

Madam Bégin: Motivated—by law. It is pushed in the sense that we wanted every one of us to wake up and participate in the reduction of inflation. So lots of elements in the system which could take a cap but at the same time have a mechanism to protect the smaller people were used; and that is one of them. So this one is not a big saving.

Ms McDonald (Broadview—Greenwood): May I ask one further question? Bill C-132, which takes money out of family allowance, of course, is very short, but the bill that puts money back into the child tax credit is part of a very long and complex bill. What happens if this Bill C-139 does not go through in the next couple of weeks; in other words, not before the Christmas break, and not before January?

Madam Bégin: I am sorry, but I do not have a legal opinion on that bill, which is not under my responsibility. May I suggest that it may be asked of the Minister of Finance. I will ask him myself, but the tradition—and as I said, the legal opinion here with me tonight is that you cannot presume the will of Parliament. When it is a tax bill, however, which was part of a budget—that is where I am at a loss to give you myself a legal opinion tonight. I would like to have a formal one first.

May I add one thing which I forgot? This bill, which does not have a big saving, together with the tax bill increasing the child tax credit, I repeat, for me does not attack the universality of family allowances, because each mother still gets it. I am sorry to insist on that. And each mother gets the same, by the way.

Ms McDonald (Broadview—Greenwood): Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: I would like to follow up on Miss McDonald, because I concluded the other evening and did not get to it. The government's current intentions will increase the deficit. That is what is going to happen.

There are two other things. Miss McDonald identified for you the tax loss. Let me bring two other elements to your attention. If in fact the inflation rate is not 8.5%—that is in 1984—your saving of \$205 million is predicated on an inflation rate of 8.5%. If the inflation rate is as the Minister of Finance is indicating, and as the charts you gave us this evening are indicating, somewhat less than 6%, then \$60 million of that \$205 million saving disappears in 1984.

[Translation]

rendus compte combien de contribuables seront frappés par cette immobilisation. On a établi un plafond sur toutes les exemptions personnelles. Les salaires des députés et des ministres, les pensions des fonctionnaires et bien d'autres choses. Ce programme est une campagne et j'ai insisté l'autre jour sur l'élément psychologique imposé à chaque Canadien—le mot imposer n'est peut-être pas le bon—si, *I dont know what other word to use...*

Une voix: Voulez-vous utiliser le mot motivé?

Mme Bégin: Motivé par la loi. On peut parler d'imposer parce que nous voulons que tout le monde se réveille et participe à la réduction de l'inflation. Ainsi donc, le système implique l'établissement d'un plafond tout en n'étant muni d'un mécanisme destiné à protéger les personnes les moins favorisées. Donc nous ne réalisons pas de cette façon de grandes économies.

Mme McDonald (Broadview—Greenwood): Pourrais-je poser une autre question? Le Bill C-132, qui enlève certains montants de l'allocation familiale est très court. Cependant le projet de loi qui injecte des fonds dans le crédit d'impôt pour enfants, fait partie d'un projet de loi très long et très complexe. Que se passera-t-il si le Bill C-139 n'est pas adopté au cours des deux prochaines semaines, avant Noël ou avant janvier?

Mme Bégin: Je regrette, mais je n'ai pas d'avis juridique au sujet de ce bill qui ne relève pas de ma compétence. Je pourrais vous suggérer de poser vos questions au ministre des Finances. Je lui poserais moi-même la question, mais selon la tradition... Comme je l'ai dit, d'après l'avis juridique dont je dispose ce soir, il ne faut pas préjuger de la volonté du Parlement. Quand il s'agit d'un projet de loi sur l'impôt, qui fait partie d'un budget, je ne peux donner un avis juridique. J'aimerais en obtenir un moi-même auparavant.

J'aimerais ajouter quelque chose que j'ai oublié de dire. Ce projet de loi, qui ne représente pas de grandes économies, en même temps que le projet de loi sur l'impôt qui augmente le crédit d'impôt pour enfants, n'attaque pas le principe de l'universalité des allocations familiales. En effet toutes les mères canadiennes continueront à obtenir des prestations d'allocations. Je regrette de devoir insister là-dessus. De plus, le montant est le même pour toutes les mères.

Mlle McDonald (Broadview—Greenwood): Merci monsieur le président.

Le président: Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: J'aimerais poursuivre sur la trace de M^{lle} McDonald. Les initiatives du gouvernement auront pour effet d'augmenter le déficit. C'est ce qui va se passer.

Il y a deux autres choses aussi. M^{lle} McDonald a bien mis l'accent sur la perte de recettes d'imposition. J'aimerais attirer votre attention sur deux autres éléments. Si en fait le taux d'inflation n'est pas de 8.5 p. 100 en 1984, il pourrait y avoir des problèmes car le calcul de cette économie de \$205 millions est basé sur un taux d'inflation de 8.5 p. 100. Si le taux d'inflation, comme le ministre des Finances l'indique et comme vous l'indiquez également dans les tableaux que vous nous avez

[Texte]

Now you have increased the deficit of the country by \$45 million, which may be for a good social purpose.

Mr. Weatherhead: It is.

Mr. Hawkes: But I will give you another one. Tell me how many families in Canada this year, 1982, compared to the previous year, 1981, are likely to have family incomes of \$26,000 or below? How many more families? What percentage more? Unemployment has gone up about 60%, and when unemployment goes up, family income goes down. If you are using the previous year's experience to project what that extra \$50 is going to cost you, you are way out of line, because in the 1982 tax year family incomes are going to have a different curve, and your layout of the total tax credit is going to be higher than predicted and the cost of your \$50 is going to be higher than predicted.

• 2040

It is not much of a stretch for me to think you are increasing the federal deficit somewhere between \$100 million and \$200 million, as an absolute minimum, with the package of the \$50 based on the 1982 tax return and the capping related to family allowance. In fact, what was started here two nights ago as a \$70 million saving, when you put it all together, is now going to cost a lot of money.

The Chairman: I will ask the minister to . . .

Madam Bégin: I, of course, receive pure hell because I cut some money and then I get pure hell because I increase the same matter. I feel like asking you, what do you want? I see your reasoning, but it is purely hypothetical. I would still call it a success story. You are isolating when you suppose that, should the rate of inflation in the second year of our special two year program be less than 5%, it will cost the state a little bit through the protection we have just added to the child tax credit. First, you cannot isolate this from the total picture of all the other cappings. The only program which is generous, as I myself suggested as a matter of common sense, is the child tax credit because it protects families fully up to \$26,000 through the tool, the mechanism, which exists. This is the only one which exists in all our programs. Miss MacDonald has a point and so have we when we say the cutoff point for the GIS for pensioners, for example, is much, much lower. So, this is the only program which may—but it is a pure hypothesis—add to the deficit, as you say. I cannot accept it as a problem. First, although nobody knows for sure, we think it will be remarkable if we make it to 6 and 5. We all wish it to be even lower, but we cannot start dreaming as much as that. If it is lower than inflation, then it will be extraordinary. This program might cost the treasury some money, in this case, and therefore increase the deficit a little. This is a pure hypothesis. All the other cappings are saving the government money.

[Traduction]

donnés ce soir si le taux d'inflation est d'un peu moins de 6 p. 100, cela représentera une perte de \$60 millions sur ces \$205 millions en 1984.

Vous avez augmenté le déficit du pays de \$45 millions, peut-être dans un but social louable.

M. Weatherhead: Certainement.

M. Hawkes: Laissez-moi vous poser la question suivante: Combien de familles canadiennes disposent en 1982 par rapport à 1981 de revenus familiaux de \$26,000 ou moins? Combien y a-t-il de familles en plus qui disposent de revenus de ce genre? Quel en est le pourcentage? Le chômage a augmenté de 60 p. 100 et quand le chômage augmente le revenu familial diminue. Si l'on se base sur l'expérience des années précédentes pour prévoir ce que coûtera ces \$50 supplémentaires, on se trompe complètement étant donné que pour l'année d'imposition 1982 les revenus familiaux adopteront une courbe tout à fait différente parce que les dégrèvements d'impôt totaux seront plus importants que prévus; de cette façon, le coût représenté par ces \$50 seront beaucoup plus importants que prévus.

Il n'est pas difficile d'imaginer que le déficit fédéral sera porté à 100 ou 200 millions de dollars, ce qui est un minimum absolu, étant donné que cette augmentation de \$50 est basée sur les déclarations d'impôt de 1982 et étant donné également qu'il y a plafonnement des allocations familiales. En fait, ces économies dont on disait il y a deux jours qu'elle s'élevaient à 70 millions de dollars représenteront un coût beaucoup plus imposant pour le Canada.

Le président: Je vais demander au ministre . . .

Mme Bégin: Evidemment, on me met au pilori quand j'impose des restrictions et on me met au pilori également quand j'augmente les fonds. Je voudrais vous demander ce que vous attendez de moi? Je vois votre raisonnement, mais il est purement hypothétique. Personnellement, je trouve qu'il s'agit quand même d'une réussite. Vous prenez les choses de façon isolée lorsque vous envisagez que si le taux d'inflation au cours de la deuxième année de notre programme de deux ans était de moins de 5 p. 100, cela en coûterait à l'État à cause de la protection que nous avons ajoutée à ce crédit d'impôt pour enfants. D'abord, on ne peut isoler ceci sans envisager tous les autres plafonnements. Le seul programme qui est généreux, comme je l'ai dit déjà, est le crédit d'impôt pour enfants, qui protège les familles entièrement jusqu'à \$26,000. Ce mécanisme existe. C'est le seul mécanisme qui existe parmi tous nos programmes. M^{lle} MacDonald a raison et nous aussi lorsque nous disons que la limite pour le supplément de revenu garanti des pensionnés est beaucoup moins élevée. Donc il s'agit du seul programme qui pourrait, dans un cas purement hypothétique, faire accroître le déficit. Je ne considère pas cela comme un problème. Tout d'abord, malgré l'incertitude qui entoure cette question, nous croyons qu'il sera remarquable de pouvoir en arriver à 6 et 5 p. 100 d'augmentation. Nous aimerions tous que celle-ci soit encore moins élevée, mais nous ne pouvons rêver en couleurs. Si on en arrive à une situation où c'est inférieur à l'inflation, ce sera extraordinaire. Il est possible que

[Text]

Mr. Hawkes: Again, can I ask if your \$250 million anticipated extra expenditure for child tax credit assumes the relationship of the previous year, where the same proportion of Canadian families will have approximately the same income level? Or, have you used a forecast for 1982 which suggests a higher proportion of families with lower incomes? What lies behind your estimate of \$250 million?

Madam Bégin: This is properly the responsibility of the Minister of Finance, but it seems my officials also have the answer. I will ask Mr. Allen.

Mr. Allen: Because we are still operating in 1982, we are actually able to go back and look at data and project for the last two months. We will have, by the way, as the minister pointed out, the new consumer price index which will be announced by Statistics Canada tomorrow morning. We have the actual data, therefore, to look at, and we are . . .

Mr. Hawkes: But you do not have data . . . ?

Madam Bégin: No, because the taxation year on which this applies is just finishing.

Mr. Hawkes: Right.

Madam Bégin: The rate of unemployment is known month by month, as well as the various indicators you used.

Mr. Allen: We aim to make a pretty good approximation of what has been happening. The finance model that is used, which has a fancy name RDX-2, if you are at all familiar with it, really is prime with the number of numbers as to what is happening at the present time; what has happened in past years. As you know, on all these models, all that one tries to do is get a handle on what might be happening tomorrow by looking at what is happening today and what has happened in the past. So based on that, yes, we made an estimate that the child tax credit expenditures for 1983 will increase by \$250 million as a result of the \$50 increase.

• 2045

Madam Bégin: Does it include a bigger base; a bigger utilization—that is his question—because of the high unemployment?

Mr. Hawkes: A number of families with children, who earn \$26,000 a year less in 1982—will that be 5% or 10% or 15% higher?

Mr. Allen: In the model itself there were some rather high unemployment assumptions used, based on what the unemployment rate was through varying months in 1982; what both the Department of Labour and StatsCan are predicting will be continuing for the rest of 1982, and we take our approximations from that. Now having said all that, I guess I should also say that econometrics cannot predict the future. All we can do,

[Translation]

ce programme coûte de l'argent au Trésor et que par conséquent cela augmente le déficit de l'État. C'est de la pure hypothèse. Tous les autres plafonnements font économiser de l'argent à ce dernier.

Mr. Hawkes: J'aimerais vous demander à nouveau si les dépenses supplémentaires prévues de 250 millions pour les crédits d'impôt pour enfants se basent sur les chiffres de l'année passée au sujet du niveau de revenu des familles? Ou plutôt vous êtes-vous servi des prévisions pour 1982 selon lesquelles une plus grande proportion de familles aurait des revenus moins importants? Comment avez-vous établi vos prévisions de 250 millions?

Mme Bégin: Cela relève en vérité de la compétence du ministre des Finances, mais il semble que mes fonctionnaires aient également la réponse à cette question. Je vais demander à M. Allen.

M. Allen: Nous fonctionnons toujours en 1982 et nous nous reportons aux données concernant les deux derniers mois. Nous disposerons également, comme le ministre l'a dit, du nouvel indice des prix à la consommation qui sera annoncé par Statistique Canada demain matin. Nous avons donc les données réelles sur lesquelles nous nous basons et . . .

M. Hawkes: Vous n'avez pas les données?

Mme Bégin: L'année d'imposition qui sert de base est en train de se terminer.

M. Hawkes: Oui.

Mme Bégin: On connaît le taux de chômage de mois en mois de même que les différents indicateurs dont vous vous êtes servi.

M. Allen: Nous essayons d'en arriver à un chiffre qui se rapproche beaucoup de la situation réelle. Le modèle économique utilisé porte le nom prétentieux de RDX-2. Il fait le point de la situation actuelle. Comme vous le savez sans doute, dans ce genre d'opérations, il s'agit d'établir des projections pour l'avenir à partir des chiffres présents et passés. Donc, sur cette base, oui, nous avons prévu qu'une augmentation de \$50 du crédit d'impôt pour enfants augmentera les dépenses à ce titre de 250 millions de dollars en 1983.

Mme Bégin: Est-ce qu'on tient compte du fait que la base sera plus étendue à cause du fort taux de chômage?

M. Hawkes: Pour les familles qui ont des enfants dont le revenu ne dépasse pas \$26,000 par année en 1982, l'augmentation sera-t-elle de 5, 10 ou 15 p. 100?

M. Allen: Le modèle lui-même tient compte d'un fort taux de chômage, compte tenu des chiffres de 1982 sur le chômage; le ministre de la Main-d'oeuvre et Statistique Canada disent tous deux qu'il n'y aura pas de changement d'ici la fin de l'année. Donc, nous sommes partis de ces chiffres. Ceci dit, cependant, nous tenons à préciser que l'économétrie n'a pas pour objet de prédire l'avenir. Tout ce que nous pouvons dire, à

[*Texte*]

with all our data available, is attempt to say, all the assumptions we put in being equal, that is what we forecast will be the cost of the \$15 increase in the child tax credit.

Mr. Hawkes: Historically, in your 1981 annual report, you indicate that two-thirds of the families that receive family allowance also receive child tax credit. You cannot tell me tonight whether you believe in 1982 it will be three-quarters of the families instead of two-thirds or 80% instead of two-thirds.

Mr. Allen: No, I cannot.

Mr. Hawkes: But in that econometric model they could tell you if you went back to that . . .

Mr. Allen: If we went back to the model, we could take the assumptions that were made out of the model, but remember they are assumptions, because until everybody files their income tax return and applies for the child tax credit, we really will not know exactly. What you are able to get from our family allowance report, I am afraid, is actual historical data that took place some time ago. Until we get all the applications, we really will not know for sure.

Madam Bégin: But we feel on the safe side as to the forecast of the cost. We had it as \$250 million. That includes high unemployment.

Mr. Hawkes: Could we have those figures by Monday night at 8.00 p.m. which is our last witness session?

Madam Bégin: I do not think they are figures that are usually released.

Mr. Hawkes: So we cannot have them. All right.

Madam Bégin: They are assumptions and I do not think they would necessarily help the debate to be used in public and mislead people, all of us.

Mr. Hawkes: Let me move on to some other questions, if I can. I guess one of the things that comes out of the other night is the need for a definition of a means test. We were discussing what in fact—I think the discussion began on the definition of universality, but the flip side of that is a means test. What is the minister's definition of a means test?

Madam Bégin: Which means test? I do not get it.

Mr. Hawkes: Would you consider the child tax credit a federal government program that was based on a means test?

Madam Bégin: No.

Mr. Hawkes: What would you call it then? What is it based on?

Madam Bégin: It is a tax credit. Its name says it.

Mr. Hawkes: But it varies. Everybody does not get the same amount. Some people get more than others.

Madam Bégin: It is an income . . .

Mr. Hawkes: How does an income test . . .

[*Traduction*]

partir des données que nous avons en main, c'est quel sera le coût de l'augmentation de \$15 du crédit d'impôt pour enfants.

M. Hawkes: Dans votre rapport annuel de 1981, vous indiquez que les deux tiers des familles qui touchent des allocations familiales ont droit également au crédit d'impôt pour enfants. Vous n'êtes pas en mesure de me dire ce soir si en 1982 ce seront les trois quarts des familles qui y auront droit, 80 p. 100, plutôt que les deux tiers.

M. Allen: Non.

M. Hawkes: Avec votre modèle d'économétrie, vous pourriez . . .

M. Allen: Nous pourrions évidemment utiliser les mêmes hypothèses que pour le modèle, mais il nous faudrait nous rappeler que ce sont des hypothèses. Ce n'est que lorsque les gens font leur déclaration d'impôt et demandent le crédit d'impôt pour enfants que nous pouvons être sûrs. Le rapport sur les allocations familiales ne fait qu'analyser la situation au cours des années précédentes. D'ici à ce que nous ayons reçu toutes les demandes, nous ne pouvons pas être sûrs.

Mme Bégin: Mais nous sommes raisonnablement sûrs du coût de l'augmentation. Nous savons que ce sera 250 millions de dollars. Ce chiffre tient compte de la situation du chômage.

M. Hawkes: Pourrions-nous avoir ces chiffres pour notre réunion de lundi à 20h00? Ce sera la dernière réunion où nous pourrions entendre des témoins.

Mme Bégin: Ces chiffres ne sont pas habituellement publiés.

M. Hawkes: Nous ne pouvons donc pas les obtenir.

Mme Bégin: Il ne s'agit que d'hypothèse de toute façon. Elle ne ferait pas avancer le débat et risquerait d'induire les gens en erreur.

M. Hawkes: Je passe à d'autres questions, dans ce cas. Ce qui ressort de la discussion de l'autre soir, c'est la nécessité de définir ce que doit être la justification des ressources. De fait, nous avons essayé de définir ce qu'est le principe de l'universalité, mais l'alternative est le recours à la justification des ressources. Quelle définition utilise le ministre?

Mme Bégin: Pour ce qui est de la justification des ressources? Je ne comprends pas.

M. Hawkes: Pour vous, le crédit d'impôt pour enfants du gouvernement fédéral doit-il partir d'une justification des ressources?

Mme Bégin: Non.

M. Hawkes: Il doit partir de quel critère, dans ce cas?

Mme Bégin: C'est un crédit d'impôt. Le nom le dit.

M. Hawkes: Mais il peut varier. Tout le monde ne reçoit pas le même montant. Il y en a qui obtiennent plus que d'autres.

Mme Bégin: Il tient compte du revenu . . .

M. Hawkes: De quelle façon . . .

[Text]

Madam Bégin: Are you not a social worker by training?

Mr. Hawkes: No.

Madam Bégin: I thought you were. They know about these things more than we.

The Chairman: He is a politician by choice.

Madam Bégin: Or by nature!

Mr. Hawkes: How does an income test differ from a means test?

Madam Bégin: I do not know if I have the official who can answer that tonight. Mr. Allen. Can I immediately say that if you, by way of association of ideas, suggest we are working on that, we are not. It is something that seems to interest you personally.

Mr. Hawkes: No.

Madam Bégin: It is not part of the bill nor is it part of any work I am doing. Mr. Allen.

• 2050

Mr. Allen: There are really very basically three types of program testing. I have to add a third; I am sorry, Minister.

Madam Bégin: It will be interesting.

Mr. Allen: There is the means test, which is really quite degrading because it is based on all assets. If, for example, you are applying for provincial welfare, the officer interviewing you will ask you to empty your purse and empty your pockets, ask you how much money you have in the cookie jar. In other words, they want to know all of your assets. How much is your house worth . . .

Madam Bégin: Your car.

Mr. Allen: —your car; do you have a cottage; do you have any family jewels or do you have a painting, and if you do would you sell them . . .

Madam Bégin: How much in the bank.

Mr. Allen: —how much in the bank—would you sell them, please, and then we will know that you . . . From that you determine, in other words, whether or not the individual has the means to look after himself or herself. In other words, very simply . . .

Madam Bégin: And this is done usually through a declaration you must do with an officer.

Mr. Allen: That is correct, Minister. In fact, the provinces will even send an inspector out to the house. They want to have a look at the value of the furniture, and they will have a look around the house, right down to clothing. It is all added up. What are the individual's assets? That is what a means test is.

Then there is the income test, and that really is determining how much income an individual has. You base your program on an income test.

[Translation]

Mme Bégin: N'avez-vous pas eu une formation de travailleur social?

M. Hawkes: Non.

Mme Bégin: Je pensais que vous l'aviez été. Les travailleurs sociaux s'y entendent mieux que nous.

Le président: Il est politicien par choix.

Mme Bégin: Ou de nature!

M. Hawkes: De quelle façon une justification des revenus est-elle différente d'une justification des ressources?

Mme Bégin: Je ne sais pas si quelqu'un ici peut répondre à cette question. Monsieur Allen. Soit dit en passant, nous ne faisons rien dans ce sens. C'est quelque chose qui semble vous intéresser, vous.

M. Hawkes: Non.

Mme Bégin: Cela n'a rien à voir avec le projet de loi ou avec ce que nous essayons de faire maintenant. Monsieur Allen.

M. Allen: Il y a en réalité trois principaux genres d'examen des programmes. Je dois en ajouter un troisième, je m'en excuse, madame le ministre.

Mme Bégin: Cela serait intéressant.

M. Allen: Il y a l'examen des ressources, qui est tout à fait dégradant car il se fonde sur tous les actifs. Si, par exemple, vous demandez des prestations d'aide sociale à une province, l'agent qui vous fait passer une entrevue vous demandera de vider votre sac à main, de vider vos poches, vous demandera combien d'argent vous avez dans le pot à biscuits. Autrement dit, ils veulent tout connaître de vos actifs. Combien vaut votre maison . . .

Mme Bégin: Votre voiture.

M. Allen: . . . votre voiture, avez-vous un chalet, avez des bijoux de famille, des peintures, si vous en avez, les vendriez-vous . . .

Mme Bégin: Combien avez-vous en banque?

M. Allen: . . . combien avez-vous en banque . . . voulez-vous vendre s'il vous plaît ensuite nous saurons ce que . . . autrement dit, on détermine à partir de cet examen si oui ou non le particulier peut prendre soin de lui-même. C'est-à-dire très simplement . . .

Mme Bégin: Ceci se fait habituellement par le biais d'une déclaration que vous devez faire à l'agent.

M. Allen: C'est exact, madame le ministre. Les provinces vont envoyer même un inspecteur chez vous. Ils veulent se rendre compte de la valeur de vos meubles, ils se promènent dans la maison, regardent même les vêtements. Tout cela est additionné. Quels sont les actifs de la personne? Voilà ce que signifie l'examen des ressources.

Il y a ensuite l'examen du revenu, qui permet en réalité de déterminer combien de revenu touche une personne. Le programme est fondé sur l'examen du revenu.

[Texte]

Madam Bégin: And it is usually through the tax system.

Mr. Allen: It is usually through the tax system.

Madam Bégin: Is it the GIS?

Mr. Allen: Well, the GIS—we ask you to declare your income and we verify it with the tax system. We do quiet verifications or double checking, as we always do on audits for benefit control. You then go back to the tax system and ask if that is what the individual is really getting. We ask for declarations of income; we ask for statements from the bank on interest—these types of things.

Madam Bégin: But it is by mail or through the income tax system and not with an officer to whom you have to declare that.

Mr. Allen: It is by mail. It is very private. There is nothing degrading about it.

Madam Bégin: There is more risk . . .

Mr. Allen: In fact, it is the best way.

A third way is often suggested or often used, and that is a needs test. It becomes more difficult here because if you are needs testing a program, in other words what you are trying to determine are needs.

So there is the basic difference, really, between . . .

Madam Bégin: Is it used in any federal or provincial program to your knowledge?

Mr. Allen: Needs testing? No, not that I know of. Yes?

A witness: Welfare is such a program.

Mr. Allen: My associate had indicated yes, but it is a provincial program. There are no federal programs that are needs tested. The federal programs are income tested, again, because a great deal of effort was made by Parliament to ensure that there were no degrading tests imposed upon Canadian citizens when applying for benefits.

An hon. Member: Hear, hear!

Mr. Hawkes: Okay.

The definition of universality: Would you call the child tax credit a universal program?

Madam Bégin: No.

Mr. Hawkes: It is a needs tested program or an income tested . . .

Mr. Allen: It is an income tested program.

Madam Bégin: Income tested.

Mr. Hawkes: An income tested program. Okay.

[Traduction]

Mme Bégin: Ceci se fait habituellement par le biais du régime fiscal.

M. Allen: Oui, par le biais du régime fiscal.

Mme Bégin: S'agit-il du FRG?

M. Allen: Eh bien, pour le supplément du revenu garanti—on vous demande de déclarer votre revenu et nous le vérifions auprès du régime fiscal. Nous effectuons des vérifications discrètes une double vérification, comme nous le faisons toujours pour les vérifications du contrôle des prestations. On revient au régime fiscal pour savoir si vraiment c'est bien ce que reçoit un particulier. Nous exigeons des déclarations d'impôt, des bilans de la banque au sujet des intérêts—ce genre de choses.

Mme Bégin: Est-ce que cela se fait par le courrier ou par le biais du régime fiscal et non pas par la visite d'un agent à qui on doit tout déclarer.

M. Allen: Par le courrier, de façon très confidentielle, il n'y a rien de dégradant dans cette formule.

Mme Bégin: Il y a davantage de risques . . .

M. Allen: En réalité, c'est la meilleure façon.

Un troisième moyen est souvent suggéré ou très souvent utilisé, il s'agit de l'examen des besoins. Le plus difficile dans ce cas-ci car si vous examinez les besoins au sein d'un programme, autrement dit, vous essayez de déterminer quels sont les besoins.

Il y a donc une différence fondamentale entre . . .

Mme Bégin: À votre connaissance, cet examen sert-il pour un programme fédéral ou provincial quelconque?

M. Allen: L'examen des besoins? Non, pas que je sache. Oui?

Un témoin: Le Bien-être social représente un tel programme.

M. Allen: Mon associé me dit que oui, mais il s'agit d'un programme provincial. Il n'y a pas de programmes fédéraux qui exigent cet examen des besoins. Les programmes fédéraux font l'objet d'examen du revenu, mais là encore, le Parlement fait des efforts énormes pour s'assurer qu'il n'y ait pas d'examen dégradant d'imposé aux Canadiens qui demandent des prestations.

Une voix: Bravo, bravo!

M. Hawkes: Bien.

Au sujet de la définition de l'universalité: diriez-vous que les crédits d'impôt pour enfants est un programme universel?

Mme Bégin: Non.

M. Hawkes: C'est un programme qui fait l'objet d'un examen des besoins ou d'un examen du revenu . . .

M. Allen: C'est un programme qui fait l'objet d'un examen de revenu.

Mme Bégin: Oui.

M. Hawkes: Bien.

[Text]

You mention in your speech that you have guarantees from the Provinces of Quebec and Alberta related to the capping. Can you tell me the nature of those guarantees?

Madam Bégin: Mr. Allen.

Mr. Allen: Thank you, Minister. Yes, the Province of Quebec has assured us that they are prepared to make the necessary adjustments in their regulations as soon as we have received royal assent for the bill here. The officials of the Province of Alberta have also informed us... and I do speak in some confidence now—the province has informed us that, yes, they are prepared to support the program as well. We do know that they have even prepared the order in council and are waiting until royal assent comes here, and the order in council will be put through.

Mr. Hawkes: So there is a different system. They do not need legislation to do it.

Madam Bégin: No. Quebec needs a regulation, and Alberta needs an order in council.

Mr. Hawkes: Do you have those guarantees in writing or are those verbal or...?

Mr. Allen: We have telexes to that effect.

The Chairman: Okay?

Mr. Hawkes: I have some others, but you might want to move on and come back.

The Chairman: You can go on. I have only your name on the list.

Mr. Hawkes: There is only my name on the list?

Madam Bégin: Oh! la, la. What have we done to God. He is not on my side tonight.

Mr. Halliday: Just a question of clarification on Jim's questions. Did the minister say that she deems a program that is income tested to be a universal program?

Madam Bégin: No, these are two separate dimensions.

Mr. Halliday: You did not say that?

• 2055

Madam Bégin: No. On income-tested, what you can oppose to that is needs-tested or means-tested. Now universal, or selective, is another dimension altogether, and can apply to either. Am I clear, Dr. Halliday, or not?

Mr. Halliday: Well I will accept that.

Madam Bégin: Income-tested or needs-tested or means-tested is only a way of determining at what point does it stop. I suppose because of that, it should be automatically logic that all these programs are necessarily selective, because somebody does not get them. Now I am clear.

[Translation]

Vous avez dit dans votre discours avoir obtenu des provinces du Québec et de l'Alberta des garanties concernant le plafonnement. Pouvez-vous me dire quelle est la nature de ces garanties?

Mme Bégin: Monsieur Allen.

M. Allen: merci, madame le ministre. Oui, la province de Québec nous a assurés qu'elle était disposée à faire les rajustements nécessaires dans le règlement dès que nous aurons reçu la sanction royale pour ce projet de loi. Les hauts fonctionnaires de la province de l'Alberta nous ont également informés—il s'agit d'une question confidentielle—qu'elle était disposée à appuyer le programme également. Nous savons que cette province a déjà préparé son décret du conseil et n'attend que la sanction royale pour le présenter.

M. Hawkes: Leur système est donc différent. Cette province n'a pas besoin d'une loi pour le faire.

Mme Bégin: Non. Le Québec a besoin d'un règlement, et l'Alberta d'un décret du conseil.

M. Hawkes: Avez-vous reçu ces garanties par écrit ou s'agit-il de garanties verbales ou...?

M. Allen: Nous avons reçu des télex.

Le président: Cela va?

M. Hawkes: J'ai encore d'autres questions à poser, mais vous voulez peut-être donner la parole à d'autres pour revenir à moi ensuite.

Le président: Vous pouvez continuer. Je n'ai que votre nom sur ma liste.

M. Hawkes: Il n'y a que le mien?

Mme Bégin: Oh, la, la! Qu'avons-nous fait au bon Dieu, il n'est pas de mon côté ce soir.

M. Halliday: Je voudrais apporter des précisions au sujet de la question de Jim. Le ministre laisse-t-il entendre qu'un programme qui fait l'objet d'un examen du revenu est un programme universel?

Mme Bégin: Non, ce sont là deux dimensions distinctes.

M. Halliday: Vous n'avez pas dit cela?

Mme Bégin: Non. Ce qu'on peut opposer aux programmes qui font l'objet d'examen du revenu ce sont ceux qui font l'objet d'examen des besoins ou d'examen des moyens. Pour ce qui est du programme universel, ou sélectif, il offre une toute autre dimension, et peut s'appliquer à l'un ou à l'autre. Est-ce que c'est clair, monsieur Halliday ou non?

M. Halliday: J'accepte cette réponse.

Mme Bégin: L'examen du revenu, examen des besoins ou l'examen des moyens n'est qu'une façon de déterminer à quel moment ce programme ne s'applique pas. À cause de cela, j'imagine que ce serait logique que tous les programmes soient nécessairement sélectifs, étant donné que quelqu'un ne les reçoit pas. C'est clair maintenant?

[Texte]

Mr. Halliday: Right.

Madam Bégin: And universal programs, by their nature, are not supposed to be either income- or means-tested, because they go to everybody. But having said that, family allowances are taxable. That is why I told you at the meeting earlier this week that I think it is a mistake to attach everything to being in favour of, or against, universality for this, because the real case of universality for me is medicare. There, that is what is at stake. But here, it is more subtle. It is not that exactly.

Mr. Weatherhead: Mr. Chairman, on a point of order, I find the general philosophy and the chance to discuss matters with the mMinister on these various matters very interesting and informative, and we have all done that to a certain extent the last two nights. But I just think with respect, perhaps at this stage after our preliminary discussions about various aspects, we should relate our remarks from here on in more to Bill C-132. If there is anything more on that particular issue, perhaps Mr. Hawkes or anyone else could go on. But just kind of to fill in for perhaps three quarters of an hour before the bells ring, on some general philosophy that may or may not have anything to do with the bill at all seems to me... of course it is up to you for ruling, sir, but I just wonder if, with respect, you could watch a bit more closely to see whether things are relevant or not from here in.

The Chairman: I fully agree with what you mention, but the bill has only one clause. It is very open to all members to express their views, philosophies and comments.

Madam Bégin: Are you passing the clause tonight?

The Chairman: No; we will pass the clause on Monday night. As we agreed in the steering committee meeting today, we will refer the bill on Monday night. We will have other witnesses on Monday afternoon.

Mr. Weatherhead: When it was discussed though, Mr. Chairman, I think perhaps it was referring to family allowances and things relating thereto. That is what the bill is about; it is not even about the child tax credit, though it is fairly closely related. But when we get wandering about needs-tests in the provinces and things like that, with respect, Mr. Chairman, perhaps we are wandering a little. I guess I have made my point.

The Chairman: You are quite right, Mr. Weatherhead, and I think all members heard you. Many questions have been raised during our discussions on Bill C-132. There may be the same questions when we receive the other bill, Bill C-131, which reflects the same many policies. Would you like to be recognized, Mr. Hawkes?

Mr. Hawkes: Would the minister, would the government I guess, consider some amendments to the two pieces of legislation, Bill C-132 and Bill C-139? The thrust would be to lower the trigger point for the entire child tax credit to something like, maybe, \$20,000, and the ceiling down to,

[Traduction]

M. Halliday: Bien.

Mme Bégin: Les programmes universels, de par leur nature, ne sont pas censés faire l'objet d'examen du revenu ou d'examen des moyens, étant donné qu'ils s'adressent à tous. Cela dit, les allocations familiales sont imposables. C'est la raison pour laquelle je vous ai dit à une réunion précédente cette semaine qu'à mon avis c'est une erreur d'être en faveur ou contre l'universalité dans ce cas-ci, étant donné que le seul vrai cas où il y a une universalité c'est dans celui de l'assurance maladie. C'est ce qui est en jeu dans ce cas-là. Ici, c'est un peu plus subtil. Ce n'est pas tout à fait cela.

M. Weatherhead: Monsieur le président, j'invoque le Règlement. Je trouve que c'est très intéressant et très instructif d'avoir l'occasion de discuter avec le ministre de philosophie en général et de ces autres questions, c'est ce que nous avons fait jusqu'à un certain point durant les deux dernières soirées. À ce moment-ci, après nos discussions préliminaires sur divers aspects de la question, nous devrions davantage relier nos remarques au projet de loi C-132. S'il y a quelque chose d'autre à dire à ce sujet, peut-être M. Hawkes ou quelqu'un d'autre peut poursuivre. Toutefois, essayer simplement de faire passer le temps pendant trois quart d'heure avant que la cloche ne sonne, pour discuter de philosophie, de ce qui peut avoir trait au projet de loi ou non, cela me semble... Évidemment c'est à vous d'en décider, monsieur, mais je me demande si vous ne pourriez pas surveiller d'un peu plus près pour décider si les questions sont pertinentes ou non.

Le président: Je suis tout à fait d'accord, mais le projet de loi ne contient qu'un article. Tous les membres peuvent exprimer leurs opinions, leurs théories et leurs remarques.

Mme Bégin: Allez-vous adopter l'article ce soir?

Le président: Non, nous allons l'adopter lundi soir. Nous avons convenu au comité directeur aujourd'hui de renvoyer le projet de loi lundi soir. Nous devons entendre d'autres témoins lundi après-midi.

M. Weatherhead: Lorsqu'on en a discuté, cependant, monsieur le président, je crois qu'on faisait allusion aux allocations familiales et à d'autres questions pertinentes. C'est de cela dont il s'agit dans le projet de loi, il n'est même pas question du crédit d'impôt pour enfant, même s'il s'apparente à l'autre. Lorsque nous nous éloignons pour parler d'examen des besoins dans les provinces ou autres choses du genre, sauf votre respect monsieur le président, je pense que nous nous écartons un peu du sujet. Enfin, j'ai dit ce que je pensais.

Le président: Vous avez tout à fait raison, monsieur Weatherhead, et tous les députés vous ont entendu. On a soulevé beaucoup de questions au cours des discussions concernant le projet de loi C-132. On entendra peut-être les mêmes questions au sujet de l'autre projet de loi, C-131, qui reflète les mêmes nombreuses politiques. Voulez-vous avoir la parole, monsieur Hawkes?

M. Hawkes: Est-ce que le ministre, ou le gouvernement, tiendrait compte de modifications apportées aux deux projets de loi, le projet de loi C-132 et le projet de loi C-139? Il s'agirait surtout d'abaisser le point de départ pour l'ensemble du crédit d'impôt pour enfant, à \$20,000 peut-être, et de

[Text]

maybe \$35,000 or \$34,000, and take that money and increase family allowance? Like, we have a legislative opportunity here to follow the direction which I think the minister on more than one occasion has indicated to us. She would like to see a higher portion of the child tax credit money go to lower income families. If we have two pieces of legislation before the House, even though they are in their present form, it would be possible to amend those two pieces of legislation to accomplish the goal that the minister has told us she would like. Is there a possibility for the government and the Cabinet to come to some quiet behind-the-scenes consensus on that kind of a move at this point?

• 2100

Madam Bégin: No, Mr. Hawkes, it is not our intent at all. The matter has not even been studied.

That is the danger of meetings like this. We are not even supposed to discuss in general terms things for which we do not even have the proper officials, which touch upon several other elements in Canada of the situation of family budgets; for example, welfare payments.

For example, there is a closely knit relationship in the Province of Quebec, an extremely closely knit relationship of all the welfare payments to these child benefits. In other provinces, it is related in different manners. None of that has been explored. It should really be taken into account, because everything we want to touch in five minutes like that disrupts the balance of something which is key to people: the family budget.

So I do not think this would be the way or the time to do it.

Mr. Hawkes: The delivery of the family allowance cheque in eight provinces is directly out of Department of National Health and Welfare; it has that on the cheque. What happens in Quebec and Alberta? Do they get a cheque from the provincial government?

Madam Bégin: Yes.

Mr. Hawkes: That is the level.

Madam Bégin: As a Quebecker, I should know; but I do not have children.

Madame Killens, est-ce que ce sont deux chèques?

Mme Killens: Deux chèques, un du fédéral et un du Québec.

Mme Bégin: C'est cela, *two cheques*.

Le président: Une fleur de lys et une feuille d'érable.

Mr. Hawkes: With whose letterhead does the child tax credit cheque come?

Madam Bégin: Canada's.

Mr. Hawkes: Even in Quebec and Alberta.

Madam Bégin: Yes, sir.

[Translation]

ramener le plafond à \$35,000 ou \$34,000, et on pourrait prendre cet argent pour augmenter les allocations familiales? Nous avons là une occasion, sur le plan législatif de nous orienter dans ce sens, ce qu'a semblé laisser entendre le ministre à plus d'une reprise. Elle voudrait qu'une partie plus importante du crédit d'impôt pour enfant soit adressée aux familles à faible revenu. Nous avons présentement deux textes de loi à la Chambre, et même dans leur forme présente, il serait possible de les modifier pour réaliser cet objectif qui plaît au ministre. Est-il possible que le gouvernement et le Cabinet se rencontrent et en arrivent secrètement à un consensus pour prendre une mesure semblable à ce moment-ci?

Mme Bégin: Non, monsieur Hawkes, ce n'est pas du tout notre intention. La question n'a même pas été examinée.

Voilà le danger de réunions comme celle-ci. Nous ne sommes même pas censés discuter de façon générale de choses pour lesquelles nous n'avons pas convoqué les hauts fonctionnaires intéressés, des choses qui touchent à plusieurs autres aspects des budgets familiaux des Canadiens, par exemple, les prestations du bien-être social.

Il y a, par exemple, des rapports très étroits dans la province de Québec entre toutes ces prestations de bien-être social et les allocations pour les enfants. Dans d'autres provinces, elles sont reliées de diverses manières. Le sujet n'a pas été exploré. Il faudra en tenir compte, car tout ce que nous voulons discuter en cinq minutes déséquilibre ce qui est essentiel pour les gens: le budget familial.

Je ne pense pas que ce soit la façon ni le moment de le faire.

M. Hawkes: L'émission du chèque d'allocations familiales dans huit provinces se fait directement par l'intermédiaire du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, c'est la mention que porte le chèque. Qu'est-ce qui se fait au Québec et en Alberta? Y reçoit-on un chèque du gouvernement provincial?

Mme Bégin: Oui.

M. Hawkes: C'est comme cela que ça se fait.

Mme Bégin: En tant que Québécoise, je devrais savoir, mais je n'ai pas d'enfant.

Mrs. Killens, do they get two separate cheques?

Mrs. Killens: Yes, two cheques, one from the Federal Government and one from the Quebec Government.

Madam Bégin: That is right, two cheques.

The Chairman: A fleur de lys and a maple leaf.

M. Hawkes: Quelle entête porte le chèque de crédit d'impôt pour enfant?

Mme Bégin: Celle du Canada.

M. Hawkes: Même au Québec et en Alberta?

Mme Bégin: Oui, monsieur.

[Texte]

The Chairman: I think we can have a private meeting together. I will explain to you those payments and what is going on in *la belle province*.

Madam Bégin: Yes, with great pleasure. My officials will be especially pleased to assist one of my critics. It is an offer one cannot refuse.

Mr. Hawkes: An offer. Let me ask one other major question.

Madam Bégin: By the way, this is valid for anybody interested in social policies.

Mr. Hawkes: Let me ask you one other major question. Part of what bothered me about the new Constitution and the new Bill of Rights is that . . .

Madam Bégin: *Ah, mon Dieu!* I need a constitutional analyst now!

Mr. Hawkes: There is an anti-discrimination based on age. In your opinion, does that put the whole family allowance system at any kind of risk?

Madam Bégin: No, it does not put it at risk at all. First, I recall very clearly numerous meetings with specialists, who at one point or another, briefed us on the constitutional process and insisted the charter of rights and the grounds of non-discrimination will always have to be interpreted with commonsense. For example, as a little word in the charter, age could mean abolishing the age of majority, the age to have a licence to drive, and this and that.

I recall very distinctly all these explanations were quite clear in that their application respects common sense and different traditions, and that there is no problem whatsoever for any of my social programs.

The Chairman: I will give you a rest for a while, Jim.

Madam McDonald.

Ms McDonald (Broadview—Greenwood): I am finished, thank you.

The Chairman: May I adjourn this meeting and thank the minister and her officials for answering all the questions asked? I would like to congratulate you.

I call this meeting adjourned; but we will meet again on Monday at 3.30 p.m. in Room 308, with the Canadian Council on Social Development. That is on Monday at 3.30 p.m., Room 308.

The meeting is adjourned.

[Traduction]

Le président: Je pense que nous pouvons avoir une réunion privée et je vous expliquerai comment se font les paiements dans la Belle Province.

Mme Bégin: Oui, avec grand plaisir. Mes hauts fonctionnaires seront très heureux d'aider un de mes critiques. C'est une offre qui ne se refuse pas.

M. Hawkes: Une offre. Permettez-moi de vous poser une autre question importante.

Mme Bégin: Au fait, l'offre est valable pour tous ceux qui s'intéressent aux politiques sociales.

M. Hawkes: Permettez-moi de vous poser une autre question importante. Ce qui m'inquiétait en partie dans la nouvelle Constitution et la nouvelle Charte des droits, c'est que . . .

Mme Bégin: Oh! Mon Dieu! Il me faut maintenant un expert en constitution.

Mme Hawkes: C'est cette interdiction de la discrimination fondée sur l'âge. À votre avis, est-ce que votre régime d'allocations familiales court un risque?

Mme Bégin: Non, pas du tout. Premièrement, je me souviens très bien des nombreuses réunions que nous avons eues avec des spécialistes, qui, à un moment ou l'autre, nous ont instruit du processus constitutionnel et ont insisté pour nous dire que la Charte des droits et les motifs de non-discrimination sont toujours interprétés avec bon sens. Ainsi, par exemple, en tant que petit mot dans la Charte, le mot «âge» pourrait signifier l'abolition de l'âge de la majorité ou de l'âge où on obtient un permis de conduire, entre autres.

Je me souviens très bien des explications, elles étaient très claires, dans ce sens que leur application respecte le bon sens et les différentes traditions. Cela ne pose aucun problème pour un ou l'autre de mes programmes sociaux.

Le président: Je vais vous laisser reposer un instant, Jim.

Madame McDonald.

Mme McDonald (Broadview—Greenwood): J'ai terminé et je vous remercie.

Le président: Puis-je lever la séance et remercier le ministre et les hauts fonctionnaires qui ont répondu à toutes vos questions? Je voudrais vous féliciter.

La séance est levée, mais nous allons de nouveau nous réunir lundi à 15h30, à la pièce 308, et nous accueillerons le Conseil canadien du développement social. Il s'agit bien de lundi à 15h30, à la pièce 308.

La séance est levée.

APPENDIX ' 'SNTE-26' '

BRIEFING NOTE
ON
INFLATION RATES1. ANNUAL INFLATION RATE

THE ANNUAL INFLATION RATE IS THE PERCENTAGE INCREASE IN THE PAST 12 MONTHS. THE RATE CHANGES EVERY MONTH.

EXAMPLES:

JUNE 1982 (ACTUAL)	:	11.2%
OCTOBER 1982 (ACTUAL)	:	10.0%
DECEMBER 1983 (PROJECTED)	:	6.0%
DECEMBER 1984 (PROJECTED)	:	5.8%

2. ANNUAL AVERAGE (YEAR-OVER-YEAR) INFLATION RATE

THE ANNUAL AVERAGE (YEAR-OVER-YEAR) RATE IS THE PERCENTAGE RISE IN THE AVERAGE CONSUMER PRICE INDEX FROM ONE YEAR TO THE NEXT.

EXAMPLES:

1980-1981 (ACTUAL)	:	12.5%
1981-1982 (PROJECTED)	:	11.0%
1982-1983 (PROJECTED)	:	7.5%
1983-1984 (PROJECTED)	:	5.8%

3. FAMILY ALLOWANCES INDEXING RATE

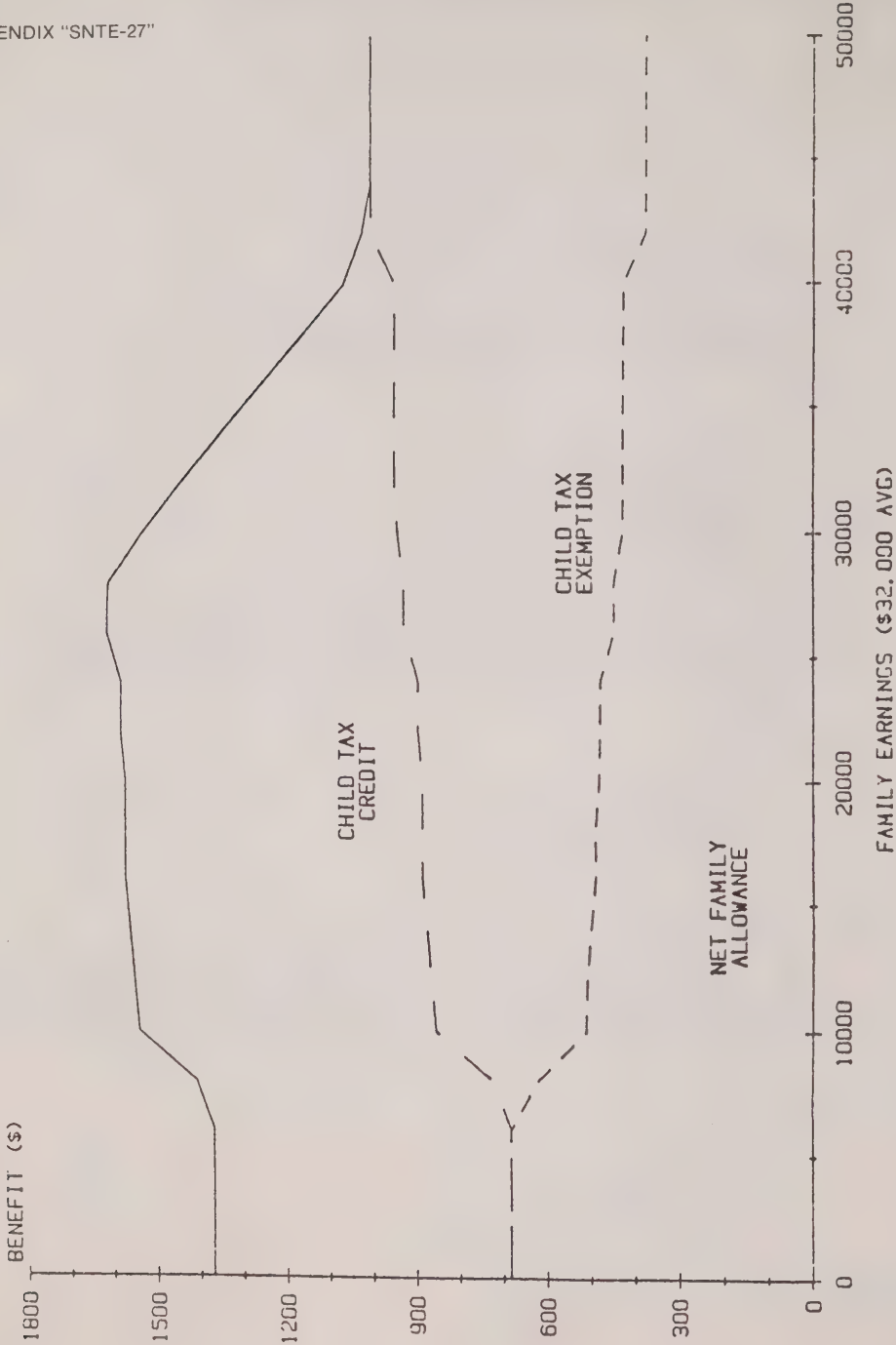
THE INDEXATION ON JANUARY 1 OF A YEAR IS THE PERCENTAGE RISE IN THE AVERAGE CONSUMER PRICE INDEX FOR THE 12 MONTHS ENDING IN OCTOBER OF THE PREVIOUS YEAR, COMPARED TO THE AVERAGE FOR THE PRECEDING 12 MONTHS.

EXAMPLES:

1981 (ACTUAL)	:	9.9%
1982 (ACTUAL)	:	12.3%
1983 (ACTUAL UNCAPPED)	:	11.2%
1984 (PROJECTED UNCAPPED)	:	8.5%

APPENDIX "SNT-27"

THE CHILD BENEFIT SYSTEM: WHO BENEFITS?
(1 EARNER, 2 CHILD FAMILY, ONTARIO)



APPENDICE ' 'SNTÉ-26' '

NOTE D'INFORMATION
SUR LES
TAUX D'INFLATION1. TAUX D'INFLATION ANNUEL

LE TAUX D'INFLATION ANNUEL REPRÉSENTE L'AUGMENTATION, EN POURCENTAGE, DES 12 DERNIERS MOIS. LE TAUX VARIE TOUS LES MOIS.

EXEMPLES :

JUIN 1982 (CHIFFRES RÉELS)	: 11.2%
OCTOBRE 1982 (CHIFFRES RÉELS)	: 10.0%
DECEMBRE 1983 (CHIFFRES PROJETÉS)	: 6.0%
DECEMBRE 1984 (CHIFFRES PROJETÉS)	: 5.8%

2. TAUX D'INFLATION ANNUEL MOYEN (SUR DOUZE MOIS)

LE TAUX ANNUEL MOYEN (SUR 12 MOIS) EST L'AUGMENTATION PROCENTUELLE DE L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION MOYEN D'UNE ANNÉE A L'AUTRE.

EXEMPLES :

1980-1981 (CHIFFRES RÉELS)	: 12.5%
1981-1982 (CHIFFRES PROJETÉS)	: 11.0%
1982-1983 (CHIFFRES PROJETÉS)	: 7.5%
1983-1984 (CHIFFRES PROJETÉS)	: 5.8%

3. TAUX D'INDEXATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES

L'INDEXATION EFFECTUÉE LE 1 JANVIER DE CHAQUE ANNÉE REPRÉSENTE L'AUGMENTATION EN POURCENTAGE DE L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION MOYEN PENDANT LA PÉRIODE DE DOUZE MOIS TERMINÉE EN OCTOBRE DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE PAR RAPPORT A LA MOYENNE POUR LES DOUZE MOIS PRÉCÉDENTS.

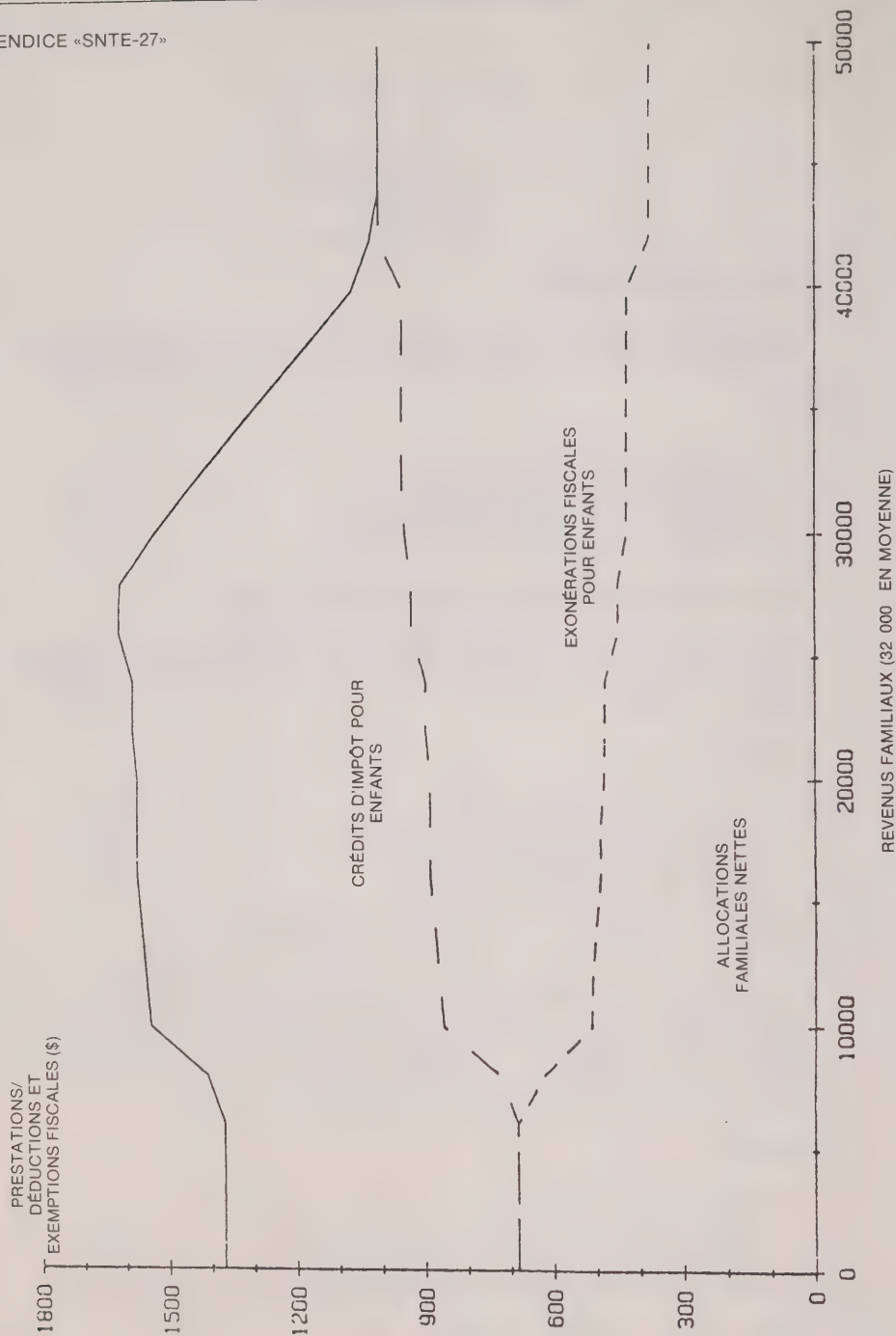
EXEMPLES :

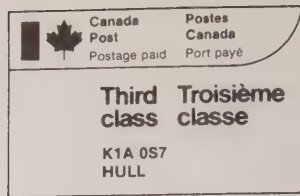
1981 (CHIFFRES RÉELS)	: 9.9%
1982 (CHIFFRES RÉELS)	: 12.3%
1983 (CHIFFRES RÉELS NON PLAFONNÉS)	: 11.2%
1984 (CHIFFRES RÉELS NON PLAFONNÉS)	: 8.5%

APPENDICE «SNTÉ-27»

LES PRESTATIONS POUR ENFANT: QUI EN PROFITE?

(1 SOUTIEN DE FAMILLE, DEUX ENFANTS, ONTARIO)





If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

WITNESSES—TÉMOINS

From the National Action Committee on the Status of Women: *Du Comité national d'action sur le statut de la femme:*

Ms Louise Dulude;
Ms Michelle Swemarchuk.

Me Louise Dulude;
Me Michelle Swemarchuk.

From the Department of National Health and Welfare:
Mr. R.J. Allen, Director General.

Du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social:
M. R.J. Allen, directeur général.

HOUSE OF COMMONS

CHAMBRE DES COMMUNES

Issue No. 52

Fascicule n° 52

Monday, December 13, 1982

Le lundi 13 décembre 1982

Chairman: Mr. Marcel Roy, M.P.

Président: M. Marcel Roy, député

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent de la*

**Health,
Welfare and
Social Affairs**

**Santé,
du bien-être social et
des affaires sociales**

RESPECTING:

CONCERNANT:

Bill C-132, An Act to amend the Family Allowances Act, 1973

Projet de Loi C-132, Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales

INCLUDING:

Y COMPRIS:

Sixth Report to the House

Le sixième rapport à la Chambre

WITNESSES:

TÉMOINS:

(See back cover)

(Voir à l'endos)



First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982

STANDING COMMITTEE ON HEALTH,
WELFARE AND SOCIAL AFFAIRS

Chairman: Mr. Marcel Roy

Vice-Chairman: Mr. Peter Lang

Bossy	Hawkes
Burghardt	Killens (Mrs.)
Cossitt (Mrs.)	MacDonald (Miss)
Dubois	(<i>Kingston and the Islands</i>)
Gurbin	Malépart
Halliday	Marceau

COMITÉ PERMANENT DE LA SANTÉ, DU
BIEN-ÊTRE SOCIAL ET DES AFFAIRES
SOCIALES

Président: M. Marcel Roy

Vice-président: M. Peter Lang

Messrs. — Messieurs

McDermid	Schroder
McDonald (M ^{me})	Scott (<i>Hamilton—</i>
(<i>Broadview—Greenwood</i>)	<i>Wentworth</i>)
Mitchell (M ^{me})	Weatherhead—(20)
Robinson (<i>Etobicoke—</i>	
<i>Lakeshore</i>)	

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Judith LaRocque

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Monday, December 13, 1982:

Mrs. Mitchell replaced Mr. Heap;
Mrs. Cossitt replaced Mr. Mayer;
Mr. McDermid replaced Mr. Reid (*St. Catharines*);
Mr. Malépart replaced Mr. Berger;
Mr. Dubois replaced Mr. Frith.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le lundi 13 décembre 1982:

M^{me} Mitchell remplace M. Heap;
M^{me} Cossitt remplace M. Mayer;
M. McDermid remplace M. Reid (*St. Catharines*);
M. Malépart remplace M. Berger;
M. Dubois remplace M. Frith.



REPORT TO THE HOUSE

Tuesday, December 14, 1982

The Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs has the honour to present its

SIXTH REPORT

In accordance with its Order of Reference of Friday, December 3, 1982, your Committee has considered Bill C-132, An Act to amend the Family Allowances Act, 1973, and has agreed to report it without amendment.

A copy of the relevant Minutes of Proceedings and Evidence relating to this Bill (*Issues Nos. 50, 51 and 52 which includes the present report*) is tabled.

Respectfully submitted,

RAPPORT À LA CHAMBRE

Le mardi 14 décembre 1982

Le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales a l'honneur de présenter son

SIXIÈME RAPPORT

Conformément à son ordre de renvoi du vendredi 3 décembre 1982, votre Comité a étudié le bill C-132, Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales, et a convenu d'en faire rapport sans modification.

Un exemplaire des procès-verbaux et des témoignages relatifs à ce bill (*fascicules nos 50, 51 et 52 qui comprend le présent rapport*) est déposé.

Respectueusement soumis,

Le président

MARCEL ROY

Chairman

MINUTES OF PROCEEDINGS

MONDAY, DECEMBER 13, 1982

(81)

[Text]

The Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs met at 3:50 o'clock p.m., this day, the Chairman, Mr. Marcel Roy, presiding.

Members of the Committee present: Mrs. Cossitt, Messrs. Frith, Hawkes, Mrs. Killens, Miss MacDonald (*Kingston and the Islands*), Mrs. Mitchell, Messrs. Roy and Schroder.

Witnesses: From the Canadian Council on Social Development: Mr. Terrance Hunsley, Executive Director. *From the Ottawa Women's Lobby and the University Women's Club of Ottawa:* Ms. Linda Elliott Doshen and Ms. Jane Côté. *From the Ottawa Council for Low Income Support:* Ms. Carol Richardson, Director; Ms. Nancy Beauchamp, President and Mr. Jim Goss, Board Member.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Friday, December 3, 1982, concerning Bill C-132, An Act to amend the Family Allowances Act, 1973 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Tuesday, December 7, 1982, Issue No. 50*).

On Clause 1

The witness made statements and answered questions.

In accordance with a motion adopted by the Committee on Tuesday, June 30, 1980, the Chairman authorized the printing of the article entitled—Family allowances: How to save and pay to all—submitted by Jim Hawkes, M.P., as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence. (*See Appendix "SNTE-28"*)

At 5:40 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

EVENING SITTING

(82)

The Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs met at 8:18 o'clock p.m., this day, the Chairman, Mr. Marcel Roy, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Bossy, Burghardt, Mrs. Cossitt, Messrs. Dubois, Gurbin, Halliday, Hawkes, Mrs. Killens, Mr. Malépart, Miss MacDonald (*Kingston and the Islands*), Messrs. Marceau, McDermid, Mrs. Mitchell, Messrs. Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*), Roy, Schroder and Weatherhead.

Witnesses: From the Canadian Advisory Council on the Status of Women: Mrs. Lucie Pépin, President; Ms. Jennifer Stoddard, Director, Research Division. *From the Department of National Health and Welfare:* Mr. R.J. Allen, Director General, Planning, Evaluation and Liaison, Income Security Program.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Friday, December 3, 1982 concerning Bill C-132, An Act to amend the Family Allowances Act, 1973 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Tuesday, December 7, 1982, Issue No. 50*).

On Clause 1

PROCÈS-VERBAL

LE LUNDI 13 DÉCEMBRE 1982

(81)

[Traduction]

Le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales se réunit aujourd'hui à 15h50 sous la présidence de M. Marcel Roy (président).

Membres du Comité présents: M^{me} Cossitt, MM. Frith, Hawkes, M^{me} Killens, M^{le} MacDonald (*Kingston et les Îles*), M^{me} Mitchell, MM. Roy et Schroder.

Témoins: Du Conseil canadien sur le développement social: M. Terrance Hunsley, directeur exécutif. *Du «Ottawa Women's Lobby» et du Club des femmes universitaires d'Ottawa:* M^{me} Linda Elliott Doshen et M^{me} Jane Côté. *Du «Ottawa Council for Low Income Support»:* M^{me} Carol Richardson, directrice; M^{me} Nancy Beauchamp, présidente et M. Jim Goss, membre du conseil d'administration.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du vendredi 3 décembre 1982 concernant le Bill C-132, Loi modifiant la Loi de 1973 sous les allocations familiales (*Voir procès-verbal et témoignages du mardi 7 décembre 1982, fascicule n° 50*).

Quant à l'article 1

Le témoin fait des déclarations et répond aux questions.

Conformément à une motion adoptée par le Comité le mardi 30 juin 1980, le président autorise que l'article intitulé—Allocations familiales: comment épargner et subvenir à tous—soumis par Jim Hawkes, député, soit joint au procès-verbal et témoignages de ce jour. (*Voir appendice «SNTE-28»*).

A 17h40, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

SÉANCE DU SOIR

(82)

Le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales se réunit aujourd'hui à 20h18 sous la présidence de M. Marcel Roy (président).

Membres du Comité présents: MM. Bossy, Burghardt, M^{me} Cossitt, MM. Dubois, Gurbin, Halliday, Hawkes, M^{me} Killens, M. Malépart, M^{le} MacDonald (*Kingston et les Îles*), MM. Marceau, McDermid, M^{me} Mitchell, MM. Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*), Roy, Schroder et Weatherhead.

Témoins: Du Conseil consultatif canadien de la situation de la femme: M^{me} Lucie Pépin, présidente; M^{me} Jennifer Stoddard, directeur, Division des recherches. *Du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social:* M. R.J. Allen, directeur général, Planification, évaluation et liaison, Programme de sécurité du revenu.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du vendredi 3 décembre 1982 concernant le Bill C-132, Loi modifiant la Loi de 1973 sous les allocations familiales (*Voir procès-verbal et témoignages du mardi 7 décembre 1982, fascicule n° 50*).

Quant à l'article 1

Mrs. Pépin made a statement and, with Mrs. Stoddard, answered questions.

Mr. Hawkes moved,—That the Committee continue to hear the witnesses for 15 minutes longer.

After debate, the motion was, by unanimous consent, withdrawn.

Questioning of the witnesses resumed.

At 10:03 o'clock p.m. the sitting was suspended.

At 10:04 o'clock p.m. the sitting resumed.

Mr. Allen answered questions.

Miss MacDonald (*Kingston and the Islands*) moved,—That Bill C-132 be amended by deleting lines 9 to 17 and substituting the following:

“(a) the amount of family allowances to be paid for each month in 1983 shall be that amount paid in December 1982 plus an amount which reflects the increase in the consumer price index for 1982; and

(b) the amount of family allowances to be paid for each month in 1984 shall be that amount paid in December 1983 plus an amount which reflects the increase in the consumer price index for 1983.”

The Chairman ruled this motion out of order, quoting Beauchesne's Fifth Edition, Citation 773, Section 5, dealing with an amendment which is equivalent to a negative of a bill.

Mr. Hawkes moved,—That Bill C-132 be amended by deleting lines 9 to 17.

The Chairman ruled this motion out of order, quoting Beauchesne's Fifth Edition, Citation 773, Secitons 4(b) and 5, dealing with an amendment which renders the clause unintelligible or ungrammatical and one which is equivalent to a negative of the bill.

Clause 1 carried on the following division:

YEAS

Messrs.

Bossy	Marceau
Burghardt	Robinson
Dubois	Schroder
Killens (Mrs.)	Weatherhead—9
Malépart	

NAYS

Messrs.

Cossitt (Mrs.)	MacDonald (Miss)
Gurbin	(<i>Kingston and the Islands</i>)
Halliday	McDermid
Hawkes	Mitchell (Mrs.)—7

The Title carried.

Bill C-132 carried.

The question being put: Shall I report Bill C-132 to the House, it was agreed to on division.

M^{me} Pépin fait une déclaration, puis, avec M^{me} Stoddard, répond aux questions.

M. Hawkes propose,—Que le Comité prolonge de 15 minutes l'audition des témoins.

Après débat, du consentement unanime, la motion est retirée.

L'interrogation des témoins se poursuit.

A 22h03, le Comité suspend ses travaux.

A 22h04, le Comité reprend ses travaux.

M. Allen répond aux questions.

M^{lle} MacDonald (*Kingston et les Îles*) propose,—Que l'on modifie le Bill C-132 en remplaçant les lignes 9 à 18 par ce qui suit:

«a) le montant de l'allocation familiale à payer pour chaque mois de 1983 correspondra au montant versé en décembre 1982, plus un montant correspondant à l'augmentation de l'indice des prix à la consommation pour 1982 et,

b) le montant des allocations familiales à payer pour chaque mois de 1984 correspondra au montant versé en décembre 1983, plus un montant correspondant à l'augmentation de l'indice des prix à la consommation pour 1983».

Le président déclare cette motion irrecevable en se basant sur l'article 5 de la recommandation 773 de la cinquième édition de *Beauchesne*, traitant d'un amendement qui équivaut à une simple négation du projet de loi.

M. Hawkes propose,—Que l'on modifie le Bill C-132 en supprimant les lignes 9 à 18.

Le président déclare cette motion irrecevable en se basant sur les articles 4b) et 5 de la recommandation 773 de la cinquième édition de *Beauchesne*, traitant d'un amendement qui rend l'article inintelligible ou contraire aux règles de la grammaire ou un autre article qui équivaut à une simple négation du projet de loi.

L'article 1 est adopté de la façon suivante:

POUR

Messieurs

Bossy	Marceau
Burghardt	Robinson
Dubois	Schroder
Killens (M ^{me})	Weatherhead—9
Malépart	

CONTRE

Messieurs

Cossitt (M ^{me})	MacDonald (M ^{lle})
Gurbin	(<i>Kingston et les Îles</i>)
Halliday	McDermid
Hawkes	Mitchell (M ^{me})—7

Le Titre est adopté.

Le Bill C-132 est adopté.

La question de savoir si l'on doit faire rapport du Bill C-132 à la Chambre, est mise aux voix et est adoptée sur division.

It was agreed,— that reasonable travel and living expenses be paid to witnesses appearing before the Committee on Bill C-132.

At 10:26 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Il est convenu,— que de frais raisonnables de déplacement et de séjour soient accordés aux témoins qui comparaissent devant le Comité sur le Bill C-132.

A 22h26, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Judith A. LaRocque

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Monday, December 13, 1982

• 1548

The Chairman: I see we have a quorum. The committee resumes consideration of its order of reference dated Friday, December 3, 1982, respecting Bill C-132, An Act to amend the Family Allowances Act, 1973. The bill was introduced in the House on October 28.

This afternoon we will receive from the Canadian Council on Social Development, Mr. Terrence Hunsley, the Executive Director. Also, at 4.30 p.m. this afternoon we have appearing before the committee the Ottawa Women's Lobby, represented by Ms Lee Farnworth, and the Ottawa Council for Low Income Support, represented by Mrs. Carol Richardson. They will be appearing at 4.30 p.m. We will entertain questions after 4.30 p.m. with these two witnesses. Tonight at 8 p.m. we will be receiving the Canadian Advisory Council on the Status of Women, represented by Ms Jennifer Stoddard, Director, Research Division.

We had a steering committee meeting this afternoon and we have agreed to have another steering committee tomorrow at 9.30 a.m. The minister will appear at 10 a.m. tomorrow morning, dealing with Bill C-133 which was introduced in the House on October 28.

• 1550

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): And only passed on Friday.

The Chairman: It was introduced on October 28 and passed in the House on Friday afternoon. It has to be referred as soon as possible for all the people who will receive this . . .

Are there any comments on the first steering committee's report, dealing with today's agenda and tomorrow's agenda?

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, maybe I just missed hearing it, but I thought we also agreed we would ask the CLC to come tomorrow at 8.00 p.m.

The Chairman: Yes.

Mr. Hawkes: If that was not said, it . . .

The Chairman: The 3.30 p.m. time is still open, depending on the number of witnesses we will receive. We will decide tomorrow.

Mr. Hawkes: We will decide that in the morning; yes, between 9.30 a.m. and 10.00 a.m. There are the two . . .

The Chairman: Depending the number of witnesses, Jim, there is a possibility of having a meeting at 7.00 p.m., too. too.

Mr. Hawkes: Yes, any other decisions . . . But the two firm ones are the minister at 10.00 a.m. and the CLC at 8.00 p.m., with a steering committee meeting at 9.30 a.m.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le lundi 13 décembre 1982

Le président: Je vois que nous avons le quorum. Le Comité reprend l'examen des questions se rapportant à son ordre de renvoi du vendredi 3 décembre 1982 portant sur le Bill C-132, Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales. Le bill a été présenté à la Chambre le 28 octobre.

Cet après-midi, nos témoins seront M. Terrence Hunsley, directeur exécutif du Conseil canadien de développement social. À 16h30 comparaitront le *Ottawa Women's Lobby*, représenté par M^{me} Lee Farnworth, et le *Ottawa Council for Low Income Support*, dont la porte-parole est M^{me} Carol Richardson. Ces deux témoins répondront à nos questions après 16h30. Ce soir, à 20 heures, les représentants du Conseil consultatif canadien de la situation de la femme témoigneront, et leur porte-parole sera M^{me} Jennifer Stoddard, directeur de la recherche.

Nous avons eu une réunion du comité de direction cet après-midi et nous sommes d'accord pour en avoir une demain, à 9h30. Le ministre comparaitra demain à 10 heures au sujet du Bill C-133 qui a été présenté à la Chambre le 28 octobre.

Mlle MacDonald (Kingston et les îles): Qui a été adopté seulement vendredi.

Le président: Le bill a été présenté le 28 octobre et adopté à la Chambre le vendredi après-midi. Il doit être renvoyé le plus rapidement possible, pour que tout le monde . . .

Y a-t-il des commentaires sur le premier rapport du comité de direction qui porte sur l'ordre du jour d'aujourd'hui et de demain?

M. Hawkes: Monsieur le président, j'ai peut-être été distrait, mais je croyais que nous nous étions mis d'accord pour demander au CTC de comparaître demain, à 20 heures.

Le président: Oui.

M. Hawkes: Si on ne l'a pas encore dit . . .

Le président: Il y a encore une ouverture à 15h30, selon le nombre de témoins que nous entendrons. Nous déciderons demain.

M. Hawkes: Nous déciderons cela le matin entre 9h30 et 10 heures. Il y a les deux . . .

Le président: Selon le nombre de témoins, Jim, on pourrait toujours avoir une réunion à 19 heures également.

M. Hawkes: Oui, toute autre décision . . . Ce qui a donc été confirmé, c'est la réunion du comité de direction, à 9h30, la visite du ministre à 10 heures et le témoignage du CTC à 20 heures.

[Text]

The Chairman: Yes, and depending on the number of witnesses, we will open at 3.30 p.m. and at 7.00 p.m. to accommodate the witnesses who wish to appear before the committee dealing with Bill C-131.

I will now yield the floor to our witness, Mr. Terrence Hunsley. I think you have the written brief; it is already distributed.

You have the floor.

Mr. Terrence Hunsley (Executive Director, Canadian Council on Social Development): Thank you, Mr. Chairperson. This statement takes 10 or 15 minutes to read; I propose to read it, as you will not have had a chance to look at it in advance.

I am pleased to respond on behalf of the Canadian Council on Social Development to the invitation to appear and address this bill. Many of you are aware of the history and the mandate of our organization; but for those who may not be, I would just mention our council was founded in 1919 as the Canadian National Council on Child and Family Welfare. Although our name has changed a couple of times since then, reflecting the growth in social programs in Canada, policies that affect children and families have remained a central focus of much of our work.

We are a research and policy development organization, dedicated to the improvement of social conditions and social justice in Canada. We are assisted in our work by grants from eight provinces and the federal government, which in total, represent about 45% of our budget. The rest comes from our membership of social agencies, institutions, unions, corporations and individuals, from charitable donations and fees for service. At the federal level, we are indebted to the National Welfare Grants Program.

We have agreed to speak to this bill for two main reasons: one, because we think the bill itself can be improved; and secondly, because being one of the number of initiatives aimed at reductions in social spending, we feel it is appropriate in that context to raise a few general comments for the consideration of the committee.

Family allowances are, of course, one of the basic components of an integrated set of social initiatives described or implied in the Marsh and Rowell-Sirois reports of the 1940s. It is interesting to note the program, which was essentially born of the depression and developed during the baby boom, is now being cut back during recession and in a period when our population is hardly reproducing itself.

Essentially, it has come under fire because it is called a universal program, and universality is a concept which has been often questioned in the past few years. Oddly enough, universal programs in the Keynesian analysis are one of the

[Translation]

Le président: Oui, et selon le nombre de témoins, nous commencerons à 15h30 et à 19 heures, au besoin, pour permettre aux témoins qui le désirent de comparaître devant le Comité au sujet du Bill C-131.

Je donne maintenant la parole à notre témoin, monsieur Terrence Hunsley. Je crois que vous avez un mémoire écrit qui a été distribué.

Vous avez la parole.

M. Terrence Hunsley (directeur exécutif, Conseil canadien de développement social): Merci, monsieur le président. Ma déclaration va prendre 10 ou 15 minutes. Je propose de la lire, étant donné que vous n'avez pas eu la possibilité d'en prendre connaissance au préalable.

Je suis heureux de répondre, au nom du Conseil canadien de développement social, à l'invitation de comparaître au sujet de ce projet de loi. Vous connaissez sans doute l'histoire et le mandat de notre organisation. Pour ceux d'entre vous qui ne sont pas au courant, je mentionnerai simplement que notre conseil a été fondé en 1919. Il portait à l'époque le nom de Conseil national canadien du bien-être des enfants et de la famille. Notre nom a changé deux fois depuis cette époque, pour tenir compte de l'évolution des programmes sociaux canadiens dans le domaine des politiques qui affectent les enfants et les familles. Cette question est au cœur de nos préoccupations.

Notre organisation s'occupe de recherche et d'élaboration de politiques et se consacre à l'amélioration des conditions sociales et de la justice sociale au Canada. Nous recevons des subventions de huit provinces, ainsi que du gouvernement fédéral, ce qui représente au total environ 45 p. 100 de notre budget. Le reste provient de fonds qui nous sont donnés par des agences et institutions sociales, des syndicats, des sociétés, des particuliers; nous recevons également des dons de charité et des honoraires pour services rendus. Au niveau fédéral, nos fonds proviennent du programme de subventions nationales de bien-être.

Nous voulons vous entretenir du projet de loi pour deux raisons: tout d'abord, nous estimons que le projet de loi peut être amélioré; deuxièmement, puisque le projet de loi est une des initiatives ayant pour but de réduire les dépenses dans le domaine social, nous estimons qu'il est approprié, dans ce contexte, de faire quelques commentaires d'ordre général et de soumettre ceux-ci à l'étude du Comité.

Les allocations familiales, sont, évidemment, une des composantes fondamentales de tout un ensemble intégré d'initiatives sociales décrites ou suggérées dans les rapports Marsh et Rowell-Sirois des années 40. Il est intéressant de noter que le programme, qui a été mis sur pied pendant la dépression et qui a connu de l'expansion au cours de l'explosion démographique, fait actuellement l'objet de restrictions pendant cette période de récession, alors que notre population se reproduit à peine.

Ce programme a été attaqué principalement à cause de son aspect universel. Cette universalité a été souvent remise en question au cours des quelques dernières années. Il est intéressant de noter que d'après l'analyse keynésienne, les

[Texte]

methods of stabilizing consumer spending and thus moderating economic cycles.

Of course, the family allowance is both universal and selective in that access is not limited by needs tests, but benefits are graduated by progressive taxation rates. Universal programs are most often criticized for giving benefits to people who "do not need it" and for not redistributing income, at least from rich to poor.

• 1555

Defenders of universal programs most often reply that they do indeed redistribute income from rich to poor and that they also achieve another kind of redistribution that is often referred to as horizontal redistribution or group to group redistribution; in this case, from people who do not carry the responsibility and expense of raising children to those who do. In times of increasing female participation in the labour force and when child care by a parent, or in an alternate setting, is a major financial burden, this redistribution is often considered worthy in itself.

Of course universal programs are also defended on the basis of their efficiency in the absence of stigma. For those of you who feel this latter item, the stigma, is now passé, I refer you to the current debate over the Alberta Work for Welfare Program.

If there is one constant in the design and delivery of Canadian social programs, it is the fact that we have an almost infinite ability to make them complicated. We have a large number of programs and taxation measures pursuing objectives which are often complementary but sometimes contradictory, and while Canadian social programs generally compare well on an international level, we do carry a burden of inefficiency in the myriad of activities which we have, and there are times when one activity does neutralize the impact of another.

The Minister of Health and Welfare referred in her introduction of Bill C-132 to a set of children's benefits, and served notice that she would be proposing other changes to follow upon this initiative. I would like to comment on a few of the points raised.

First, I think it is appropriate that this broader set of programs come under analysis. I believe she referred to the family allowances, to the child tax credit, and to the exemption for dependent children. I would suggest that the exemption for child care and direct service support programs for children also be added, and that the analysis begin with a definition of the needs of children and families in Canada.

[Traduction]

programmes universels représentent une des méthodes de stabilisation des dépenses des consommateurs, et donc, un élément modérateur de l'économie.

Évidemment, l'allocation familiale est à la fois universelle et sélective, étant donné qu'elle n'est pas basée sur une évaluation des besoins, mais que les prestations sont soumises à des taux d'imposition progressifs. Les programmes universels sont souvent critiqués parce qu'ils offrent des prestations à des personnes qui n'en ont pas besoin et parce qu'ils ne permettent pas une nouvelle redistribution des revenus des riches aux pauvres.

Les défenseurs des programmes universels répondent très souvent qu'il existe bien une redistribution des revenus des riches aux pauvres, mais en plus, une autre sorte de redistribution, qualifiée souvent de redistribution horizontale ou de redistribution de groupe. Dans ce cas, il s'agit de redistribuer les revenus des personnes qui n'ont pas la responsabilité ni les frais d'élever des enfants aux personnes qui ont ces responsabilités. À l'heure actuelle, où les femmes participent beaucoup plus qu'auparavant à la population active et où la garde des enfants, soit par un parent, soit autrement, représente un fardeau financier important, cette redistribution est souvent considérée comme valable en soi.

Évidemment, les programmes universels se défendent également, parce qu'ils sont efficaces et que les bénéficiaires ne se sentent pas abaissés ni montrés du doigt. Et si vous croyez que les bénéficiaires de prestations ne se font plus montrer du doigt à l'heure actuelle, j'aimerais vous demander de vous reporter au débat actuel qui fait rage au sujet de programme albertain appelé *Work for Welfare*.

La constante dans la conception et la prestation de services sociaux au Canada est leur complexité. Nous avons beaucoup de programmes et de mesures fiscales dont le but est souvent complémentaire, mais parfois contradictoire. Si les programmes sociaux canadiens se comparent de façon flatteuse à ceux d'autres pays, nous pouvons quand même être accusés de manque d'efficacité, étant donné les très nombreuses activités que nous poursuivons. De plus, une initiative en neutralise parfois une autre.

Le ministre de la Santé et du Bien-être a parlé, en présentant le Bill C-132, de différentes prestations visant les enfants, et elle nous a prévenus qu'elle proposerait d'autres modifications. J'aimerais faire certains commentaires sur un certain nombre d'arguments qui ont été soulevés.

Tout d'abord, il convient que tout cet ensemble de programmes fasse l'objet d'une analyse. Je crois que le ministre a parlé des allocations familiales, du crédit d'impôt pour enfant et de l'exemption pour enfants à charge. Je propose d'ajouter également l'exemption pour la garde des enfants et les programmes de soutien direct. À mon avis, toute analyse doit commencer par la définition des besoins des enfants et des familles.

[Text]

I might just point out that it is this definition of need, or in some cases definition of objectives of programs, which we have seen most often missing in many of the recent adjustments to social programs in Canada.

If we are able to begin with some clear objectives then we will perhaps avoid some of the anomalies of our current programs. One of these anomalies was referred to by the minister. We have two programs of approximately the same dimension: the child tax credit and the tax exemption. Both achieve the major function indicated by the minister, which is redistribution. The first redistributes from rich to poor, and the second from poor to rich. In total impact they tend to neutralize each other. We are pleased that the minister indicates the possible conversion of the exemption to a tax credit.

I might just point out that if the average value of the present exemption were added to the family allowance and taxed back at present rates, the government would achieve both savings and income redistribution.

We have mentioned a similar neutralizing impact which can be seen in the deduction for child care and direct subsidies to day-care through the Canada Assistance Plan. One serves the poor; the other favours the rich.

Another comment to which I would like to respond is the minister's indication that she would have liked to maintain an income ceiling of \$18,000 per year for eligibility for the child tax credit. Although indexation is alternately construed as fueling inflation or protecting people from it, a kind of chicken and egg question, I would point out that the family with \$26,000 this year is the same one with \$18,000 in 1978 and it is no better off. I might also mention that while individual incomes have tended to increase faster than inflation in the last couple of years, family incomes have not. I believe in the last fiscal year the individual incomes increased by something in the area of 14%, if I am not mistaken, and family incomes increased at the rate of about 8.5%.

The strength of the child tax credit is in its ability to assist on a diminishing basis families with below-average per capita incomes.

The minister expressed concern that two-thirds of Canadian families were receiving the credit. I would be more concerned that these two-thirds of Canadian families are placed on the lower end of our income scales.

Why is it that most of our families have below average incomes? There are two figures that are often used for average incomes in Canada. Last year the one reported for average family income was a figure, I believe, of around \$32,000. At the same time, though, the income of the typical family, to translate what is in fact the modal figure, the figure at which the greatest number of families live, the income of the typical

[Translation]

C'est cette définition des besoins et, dans certains cas, des objectifs des programmes qui représente la plus grosse lacune de toutes ces récentes initiatives dans le domaine des programmes sociaux.

Si nous pouvons établir des objectifs clairement, cela nous permettra peut-être d'éviter certaines des anomalies de nos programmes actuels. Le ministre elle-même a parlé d'une de ces anomalies. Nous avons deux programmes qui sont plus ou moins de la même envergure: le crédit d'impôt pour enfant et l'exemption fiscale. Les deux ont pour but la redistribution des revenus, comme l'a dit le ministre. Le premier programme procède à une redistribution des riches aux pauvres, le deuxième, des pauvres aux riches. Ainsi, ces deux programmes se neutralisent. Nous sommes heureux de voir que le ministre a indiqué que cette exemption serait probablement transformée en dégrèvement fiscal.

J'ajoute cependant que si la valeur moyenne de l'exemption actuelle s'ajoutait aux allocations familiales et faisait l'objet d'imposition au taux actuel, le gouvernement réaliserait à la fois des économies et une véritable redistribution des revenus.

Nous avons mentionné l'effet neutralisateur de deux programmes, la déduction pour la garde des enfants et les subventions directes aux garderies, par le truchement du Régime d'assistance publique du Canada. L'un de ces programmes est à l'avantage des pauvres, l'autre, des riches.

Le ministre aimerait maintenir un plafond de revenu de \$18,000 par année pour l'admissibilité au crédit d'impôt pour enfant. Certaines personnes estiment que l'indexation ne fait que raviver l'inflation, d'autres, que cette indexation les protège de cette même inflation. J'aimerais dire cependant qu'une famille qui dispose de \$26,000 cette année ne vit pas mieux qu'une famille qui disposait de \$18,000 en 1978. De plus, si les revenus des particuliers ont eu tendance à augmenter plus rapidement que l'inflation au cours des deux dernières années, les revenus des familles n'ont pas suivi cette même courbe. Au cours de la dernière année fiscale, les revenus des particuliers ont augmenté d'environ 14 p. 100, si je ne me trompe pas, alors que les revenus familiaux ont augmenté de 8.5 p. 100 environ.

La force du crédit d'impôt pour enfant réside dans ce qu'il peut aider les familles qui disposent de revenus per capita au-dessous de la moyenne.

Le ministre a exprimé sa préoccupation devant le fait que les deux tiers des familles canadiennes recevaient ce crédit. Personnellement, ce qui me préoccupe bien davantage, c'est que ces deux tiers des familles canadiennes se situent au pôle inférieur de notre échelle des revenus.

Pourquoi la plupart de nos familles ont-elles des revenus au-dessous de la moyenne? Lorsque l'on parle des revenus moyens au Canada, on se sert souvent de deux chiffres. L'année passée, le chiffre mentionné comme étant celui du revenu d'une famille moyenne était de \$32,000, si je ne me trompe. On utilise un autre chiffre, qui indique le niveau auquel vivent la plupart des familles canadiennes; ce chiffre était de \$23,000. Il

[Texte]

family in Canada is \$23,000, a major difference in the distribution of family income.

Why does not our income distribution more closely represent a normal curve? I would like to mention two basic findings of our 1980 fact book on income distribution. The first is that despite our progressive income tax, Canadians pay between 34% and 39% of their income, on average, in taxes regardless of their income level. I might say that the 34% to 39% is based on ten-year old data, but the indications would be that the only change that would be made in that is that it might now be something like 36% to 41%, but the effective range would remain the same.

The impact of progressive income taxes is neutralized by regressive taxes, such as energy taxes, sales taxes and medical premiums. The second finding is consistent with this in that income distribution in Canada has been basically stable over the past few decades with a net loss in the share of total income by the bottom 40% of income earners; in fact, the loss is from 15.6% of total income in 1951 to 14.3% in 1978. It is probable that this trend has accelerated in the past two or three years because of the various taxation measures introduced.

We agree with the minister that redistribution must be an important consideration in any review of social programs, and that is why we question Bill C-132. For, as we understand it, this initiative will serve to redistribute income from the poor to the rich. After 1983, in which low income families will receive a one-time bonus payment of \$50 per child, they will begin losing over \$30 per child on a permanent basis and this loss is, in fact, indexed. In 1985 it will be about \$36 per child, depending on what assumptions are used about inflation.

Since the rich would have returned some of that money in tax, the net loss to the poor is progressively greater the lower their income. The net loss to the rich is less.

We might also respond to an assumption that this bill will help fight inflation. This would be difficult to imagine, at least in the short term, since the total cost over 1983-84 and 1984-85 of the \$50 special bonus will be more than the net savings achieved in reducing the family allowance once the taxation factor and projected inflation rates are considered. After 1985 there will be a small saving achieved, but at the expense of low and moderate income families—and on a declining basis, since the number of children in Canada has been dropping dramatically by almost 100,000 per year.

It is indicative that the total value of family allowances, which we understand to be \$2.02 billion, is roughly the same as 1976 and in constant dollars about half of what it was. It may be that capping the family allowance provides psychological

[Traduction]

y a donc une différence importante dans la répartition des revenus familiaux.

Pourquoi la répartition des revenus n'est-elle pas plus semblable à une courbe normale? J'aimerais mentionner deux points qui figurent dans notre livre de renseignements de 1980 sur la répartition des revenus. Tout d'abord, il faut dire qu'en dépit de notre système d'imposition progressive des revenus, les Canadiens paient entre 34 et 39 pour cent de leur revenu, en moyenne, en impôts, indépendamment de leur niveau de revenu. Ces chiffres sont basés sur des données vieilles de dix ans, et si on les adaptait à l'époque actuelle, il s'agirait de 36 à 41 pour cent peut-être, bien que l'écart soit le même.

L'avantage d'un impôt sur le revenu progressif est neutralisé par des taxes régressives, comme les taxes en matière d'énergie, les taxes de vente et les primes d'assurance médicale. Deuxièmement, la répartition des revenus, au Canada, est demeurée stable au cours des quelques dernières décennies, mais les 40 pour cent de personnes gagnant les revenus les moins importants ont enregistré une perte nette. En fait, cette perte est passée de 15.6 pour cent des revenus totaux en 1951 à 14.3 pour cent en 1978. Il est possible que cette tendance se soit accélérée au cours des deux ou trois dernières années, étant donné les différentes mesures fiscales qui ont été adoptées.

Nous sommes d'accord avec le ministre: la répartition des revenus doit être un point important à étudier lors de toute révision des programmes sociaux, et c'est la raison pour laquelle nous nous posons des questions au sujet du Bill C-132. À notre avis, cette initiative aura pour effet de redistribuer les revenus des pauvres aux riches. Après 1983, année au cours de laquelle des familles à faible revenu recevront une prime spéciale de \$50 par enfant, ces mêmes familles commenceront à perdre plus de \$30 par enfant de façon permanente, et cette perte sera même indexée. En 1985, il s'agira d'environ \$36 par enfant, selon les hypothèses sur lesquelles on se base pour calculer le taux futur d'inflation.

Étant donné que les riches auront dû rembourser une partie de cet argent sous forme d'impôt, la perte nette pour les pauvres sera progressivement d'autant plus importante que leur revenu est plus bas. La perte nette pour les riches sera moins importante.

Nous aimerions également attaquer une hypothèse selon laquelle ce projet de loi aidera à combattre l'inflation. Une telle possibilité serait difficile à imaginer, du moins à court terme, étant donné que le coût total, pour 1983-1984 et 1984-1985, de cette prime spéciale de \$50 représentera une somme plus importante que l'économie nette réalisée par la réduction des allocations familiales, du moins si l'on tient compte de l'impôt et des taux prévus d'inflation. Après 1985, on réalisera de petites économies; cependant, cela se fera aux dépens des familles à faible et moyen revenu, et ce, de façon décroissante, étant donné que le nombre d'enfants a diminué considérablement, de 100,000 enfants par année.

Il est intéressant de noter que la valeur totale des allocations familiales qui, si nous comprenons bien, est de 2.02 milliards de dollars, est restée sensiblement la même qu'en 1976 et, en dollars constants, a diminué de moitié. Il est possible que le

[Text]

reinforcement of the government's six and five program but we would recommend that the \$50 adjustment in the child tax credit, or a smaller figure if need be, be added permanently to the base of the child tax credit and indexed accordingly. This would serve to offset at least the projected redistribution away from lower income families.

If you will permit me just a few more minutes, I would like to make a more general comment about income redistribution, taxation and social policy.

First, it is important to recognize that this government has shown remarkable strength of purpose in maintaining a large deficit in the face of substantive pressure to reduce social spending.

• 1605

Although our council has not hesitated to criticize individual initiatives of the government, it is also true our social programs are presently proving their worth in softening the impact of the recession.

It is appropriate to make this point because many people are suggesting a fallacious relationship between the deficit and social spending. In fact, social programs have not become a great deal more expensive in recent years—with the exception of unemployment insurance, of course—and are not the cause of the deficit. As Finance Minister Lalonde pointed out in his recent financial statement, exclusive of interest charges, federal expenditures have dropped drastically in the last few years from 20.5% of GNP in 1975-1976 to just over 16% in 1981-1982.

The major cause of the federal deficit is, of course, a shortfall in revenues. There are many reasons for this, and the present business climate and recent interest rate policy are very evident among them.

But there are also two taxation measures, which in reality constitute a form of income security program for the rich, which play a major role. The smaller and more recent of these measures was introduced in the 1981 budget.

You will recall, when Mr. MacEachen proposed closing a number of tax loopholes favouring high-income people, he anticipated an increased revenue from taxpayers in the \$40,000-and-over category of about \$750 million. He then reduced taxes in those same high-income categories such that 98%, or \$735 million, was redistributed within the \$40,000-plus category. Later on, the government decided to reopen many loopholes; but it has left the tax cut in place, thus redistributing much of the \$750 million from the poor to the rich and winding up with fewer revenues. Now, I recognize there are many elements of the 1981 budget which have not yet passed through the House.

[Translation]

plafonnement des allocations familiales soit un facteur psychologique servant à renforcer le programme gouvernemental des 6 et 5 pour cent, mais nous recommandons cependant que ce rajustement de \$50 du crédit d'impôt pour enfant, ou un montant moins important, au besoin, soit ajouté de façon permanente à la base du crédit d'impôt pour enfant et qu'il soit indexé comme il se doit. Cela permettrait de contrebalancer cette tendance qui veut que la redistribution des revenus se fasse au détriment des familles à faible revenu.

Si vous me le permettez, j'aimerais, pendant quelques instants, aborder la question plus générale de la répartition des revenus, de l'imposition et de la politique sociale.

Tout d'abord, il est important de reconnaître que ce gouvernement s'est entêté à maintenir un grand déficit, malgré les pressions importantes qui ont été exercées visant à réduire les dépenses sociales.

Même si notre conseil n'a pas hésité à critiquer certaines initiatives du gouvernement, il reconnaît que les programmes sociaux sont valables, en ce sens qu'ils ont permis d'amortir le choc de la récession.

Il convient de faire cette précision, étant donné le rapport erroné qu'établissent certaines personnes entre le déficit et les dépenses sociales. En fait, les dépenses sociales n'ont pas beaucoup augmenté au cours des dernières années—à l'exception de l'assurance-chômage, évidemment—et ces dépenses ne sont pas la cause du déficit. Comme le ministre des Finances, M. Lalonde, l'a expliqué dans sa dernière mise au point financière, si l'on ne tient pas compte des frais d'intérêt, les dépenses fédérales ont diminué considérablement au cours des quelques dernières années et sont passées de 20.5 p. 100 du PNB en 1975-1976 à un peu plus de 16 p. 100 en 1981-1982.

La cause la plus importante du déficit fédéral est évidemment une insuffisance de recettes. De nombreuses raisons peuvent expliquer cette situation, et le climat actuel dans le milieu des affaires, ainsi que la politique récente concernant les taux d'intérêt sont parmi celles-ci.

Cependant, il y a deux mesures fiscales qui représentent en réalité un programme de sécurité du revenu pour les riches et qui jouent un rôle très important dans ce déficit. La mesure la plus récente et la moins importante a été présentée dans le budget de 1981.

Vous vous souviendrez sans doute que lorsque M. MacEachen a proposé de combler certaines lacunes fiscales favorisant les personnes à haut revenu, il a prévu une augmentation des recettes des contribuables gagnant \$40,000 et plus d'environ 750 millions de dollars. Il a ensuite réduit les impôts dans ces mêmes catégories; de cette façon, 98 p. 100, soit 735 millions de dollars, ont été redistribués à nouveau dans cette catégorie des \$40,000 et plus. Par la suite, le gouvernement a décidé d'ouvrir à nouveau la porte en ne supprimant pas les réductions fiscales et en redistribuant donc une grande partie de ces 750 millions de dollars des pauvres aux riches. Les recettes du gouvernement redevenaient peu importantes. Si je comprends bien, il y a évidemment beaucoup de recommandations faites

[Texte]

The other and larger income security measure for the well-off was introduced in 1974, when the government protected our incomes from inflation by indexing personal tax exemptions. This measure was worthless to the poor but very valuable to the rich.

The past president of the CCSD, Mr. Harvey Perry, who is also Past President of the Canadian Bankers Association, has recently completed a book, published by the Canadian Tax Foundation. In it, he points out the annual cost of this measure in 1982 is about \$12 billion; and at the point of publication, the annual value up to this year would have left the federal government in a surplus position every year.

Of course, there are many good reasons to have argued in favour of the action taken, but the reality is we have not done nearly as well in protecting the incomes of the poor.

In conclusion, I would like to speak very briefly about social policy for the present and the future. I make the distinction between present and future, because I am concerned about the overriding influence the recession might have on policy development.

We are witnessing that influence in Bill C-131, Bill C-132 and Bill C-133. To a certain extent, all these initiatives appear to be inspired by a perceived shift in political opinion rather than by rational policy development.

Of course, this is a very dangerous way to develop priorities, since perceptions can be illusory. During the late 1970s, the major concern of the populace was inflation; now it is unemployment. Canadians were not asked if they would retain inflation as a main priority if the policy measures which responded to that concern would bring about the present situation of unemployment. In the same way, many Canadians are not aware measures pursuing economic nationalism are very inflationary. Government social and economic policy are very much interdependent, and we can no longer afford to treat them discretely.

In the short term, we would recommend two types of social policy initiatives. The first is to review and adjust existing programs in order to seek maximum efficiency, and to eliminate areas of social injustice. The second is to undertake the preparation needed to guide social policy in what will be a very different kind of society at the end of this economic cycle.

By way of immediate measures, we recommend the child dependent exemption be converted to a tax credit and that it be refundable; second, the child care deduction be reviewed with a view to converting it to a credit; and third, in the review of measures affecting children and families, special attention be given to the impact of these measures on one-parent

[Traduction]

dans le budget de 1981 qui n'ont pas encore été adoptées par la Chambre.

Une autre mesure de sécurité du revenu très importante pour les nantis a été adoptée en 1974, alors que le gouvernement protégeait les revenus de l'inflation en indexant les exemptions personnelles. Cette mesure, très importante pour les riches, n'était d'aucune utilité pour les pauvres.

L'ancien président du Conseil canadien de développement social, M. Harvey Perry, qui est également ancien président de l'Association des banquiers canadiens, a récemment terminé la rédaction d'un livre publié par l'Association canadienne d'études fiscales. Dans ce livre, M. Perry note que le coût annuel d'une telle mesure s'élève à 12 milliards de dollars pour 1982. Au moment de la publication, si le gouvernement n'avait pas consenti de telles exemptions, il se trouverait chaque année dans une situation de budget excédentaire.

Il y a évidemment beaucoup de bonnes raisons qui ont milité en faveur de cette mesure prise par le gouvernement, mais le fait est que le gouvernement n'a pas pris de mesures qui auraient permis de protéger les revenus des pauvres.

En conclusion, j'aimerais parler très brièvement de la politique sociale actuelle et future. Je fais la distinction entre les deux, car je me rends compte de l'impact que pourrait avoir la récession sur l'élaboration de politiques.

Un tel impact est visible dans les Bills C-131, C-132 et C-133. Dans une certaine mesure, toutes ces initiatives semblent provenir du fait que le gouvernement perçoit un changement dans l'opinion politique; elles ne sont pas le résultat d'une étude rationnelle en matière d'élaboration de politiques.

Il est évidemment très dangereux d'adopter de tels critères pour élaborer des priorités, puisque les perceptions peuvent être illusoirs. Au cours de la fin des années 70, la préoccupation principale de la population était l'inflation. À l'heure actuelle, c'est le chômage. On n'a pas demandé aux Canadiens s'ils préféreraient l'inflation aux mesures adoptées qui ont causé le chômage actuel. De la même façon, beaucoup de Canadiens ne savent pas que des mesures visant au nationalisme économique augmentent l'inflation davantage. Les politiques sociales et économiques du gouvernement sont interdépendantes et nous ne pouvons pas les traiter autrement.

A court terme, nous recommandons deux types d'initiatives en matière de politique sociale. Tout d'abord, nous préconisons une révision et un rajustement des programmes existants, afin d'augmenter l'efficacité et d'éliminer les domaines d'injustice sociale. Deuxièmement, nous recommandons que l'on se prépare à orienter les politiques sociales pour tenir compte du climat très différent que l'on connaîtra à la fin de ce cycle économique.

Sous forme de mesures immédiates, nous recommandons que l'exemption pour enfants à charge soit convertie en dégrèvement fiscal remboursable. Deuxièmement, nous recommandons que la déduction pour la garde des enfants soit convertie en crédit. Troisièmement, en ce qui concerne la révision des mesures touchant les enfants et les familles, nous

[Text]

families. We know the total number of one-parent families is increasing dramatically in Canada.

• 1610

We also know that the incidence of poverty is extremely high among these families; whereas about 11.3% of families are currently one parent, compared to 9.8% in 1976, between 35% and 40% of welfare caseloads in 1981-1982 were made up of one-parent families. That is over three times the incidence of poverty among these groups.

Fiscal measures of the federal government, including Bill C-132, as well as other federal legislation, such as the Divorce Act, affect this situation and effective federal action is possible in this area.

In view of future social policy, it is important that the federal government recognize its responsibility to support the research and information necessary for policy development, even in instances where provincial jurisdiction is paramount. The federal government has a constitutional responsibility to provide information on social conditions in Canada, but it has not been fulfilling this responsibility, and because of this, it is very difficult to measure or predict the impact of many policy initiatives.

In coming years, it will be necessary to make some very basic choices; for example, the value of universal programs relative to basic guarantees of human and social rights of guaranteed incomes—and we are pleased to see that Madam Bégin retains her commitment to this concept—or of guaranteed access to work or training opportunities. We are facing major changes in occupational structures and we will need new approaches to integrating social and economic policies.

We need to consider once more a rationalizing or re-ordering of federal and provincial responsibilities in social policy. In 1969, federal constitutional papers differentiated between income security as an area of continuing federal responsibility, and social services as a great national project. That project has not yet taken place. However, I would suggest that a more appropriate national project involving federal and provincial governments, the voluntary sector and the public, would be the development of social policy objectives for the new society. Needless to say, our organization would be delighted to participate in that kind of exercise.

Thank you very much, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you.

Madam MacDonald.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): A point of order, Mr. Chairman. I wonder if you could tell me, because there are a number of us here interested in questioning, and we

[Translation]

recommandons que l'on attache une importance toute particulière à l'impact de ces mesures sur les familles monoparentales. Comme nous le savons, le nombre de ces familles augmente considérablement au Canada.

Nous savons également que la pauvreté est très répandue parmi ces familles. Alors que 11.3 p. 100 des familles canadiennes sont monoparentales, comparativement à 9.8 p. 100 en 1976, de 35 p. 100 à 40 p. 100 des cas relevant du bien-être, en 1981-1982, portaient sur des familles monoparentales. Le facteur de pauvreté est donc multiplié par plus de trois fois.

Les mesures fiscales du gouvernement fédéral, y compris le Bill C-132, ainsi que d'autres lois fédérales, comme la Loi sur le divorce, influent sur cette situation. Le gouvernement peut agir avec efficacité en ce domaine.

Il est important qu'en matière de politique sociale, le gouvernement fédéral reconnaisse à l'avenir sa responsabilité d'appuyer les travaux de recherche et d'information nécessaires à toute élaboration de politiques, même dans les cas où la compétence provinciale est suprême. Le gouvernement fédéral a la responsabilité, aux termes de la constitution, de fournir des renseignements en matière de conditions sociales au Canada, mais il n'a pas rempli cette responsabilité, et c'est pour cette raison qu'il est très difficile de mesurer ou de prédire quelle sera l'influence de nombreuses initiatives en matière de politique.

Au cours des prochaines années, on devra procéder à des choix fondamentaux; par exemple, on devra se demander quelle est la valeur des programmes universels en matière de garanties fondamentales des droits sociaux et humains concernant le revenu garanti—et nous sommes heureux de voir que M^{me} Bégin n'a pas oublié cet engagement à ce sujet—ou de garanties de travail ou des possibilités de formation. Nous sommes à la veille de changements importants dans le domaine professionnel et nous aurons besoin de faire preuve d'audace pour intégrer les politiques sociales et économiques.

Nous devons étudier une fois de plus une réorganisation des responsabilités fédérales et provinciales en matière de politique sociale. En 1969, les documents fédéraux portant sur la constitution établissaient une différence entre la sécurité du revenu, qui continuait à être une responsabilité fédérale, et les services sociaux, qui devaient faire l'objet d'un grand projet national. Ce projet n'a pas encore vu le jour. Cependant, j'estime que l'élaboration de nouveaux objectifs de politique sociale devrait faire l'objet d'une étude faite conjointement par les gouvernements fédéral, provinciaux, les organismes bénévoles et le public. Inutile de dire que notre organisation serait très heureuse de participer à ce genre d'entreprise.

Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Merci.

Mademoiselle MacDonald.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): J'invoque le Règlement, monsieur le président. Beaucoup d'entre nous voudraient poser des questions, et nous avons d'autres témoins

[Texte]

have other witnesses whom we also want to hear, and we have under 20 minutes, how do you propose to handle that 17 minutes or whatever it is?

The Chairman: That is why I mentioned at the beginning that we have a tight schedule on the agenda, but as the witnesses take time to read the brief, I am in your hands if you want to make some direction. But I have got a firm commitment at 6 p.m. and I cannot be here at 6 p.m.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I was not asking that. I was just talking about the time of Mr. Hunsley in particular.

The Chairman: The other witnesses have already arrived here; according to the schedule it is 4.30 p.m.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): But my question is: How are you going to divide the 17 minutes so that we all will . . . ?

The Chairman: I will recognize you and we will see if there are other questioners.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Instead of going the regular amount for the lead questioner, who would be Mr. Hawkes, perhaps we can agree to split that . . .

The Chairman: Sure.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): —and you would recognize that . . .

The Chairman: Do you want to lead off?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I was not trying to eliminate you, Mrs. Mitchell, but we have . . .

The Chairman: Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Yes, Mr. Chairman. We might go a little past 4.30 p.m. and stay a little later. I would not want you to be too rigid if we have some interesting questions.

First of all, can I compliment Mr. Hunsley for the thoroughness with which this paper has been put together. I presume it has been done in a hurry. So it speaks to the quality of you and your organization that you are able to retrieve this kind of information so quickly.

I am sitting here with a press clipping from the *Financial Post* and comment by J. R. Kesselman. The date on it for me is December 11, but it might have been printed a little earlier. But the title of it is "Family Allowances: How to Save and Pay To All."

• 1615

I do not know if you have seen that, but if you have not I commend it to your organization, because it is an economist from the University of British Columbia putting out in some sense of detail what I think it is that the questioning of the minister produced for all of us last Thursday—was it Thursday evening or Wednesday? I cannot remember the day; I think it

[Traduction]

que nous voulons écouter également. Nous ne disposons que de moins de 20 minutes. Comment le temps sera-t-il réparti?

Le président: C'est la raison pour laquelle j'ai mentionné au début que notre horaire est serré, mais que, puisque les témoins veulent lire leur mémoire, je m'en remets à vous sur la façon de procéder. Cependant, j'ai un engagement à 18 heures; je ne pourrai donc être ici.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Ce n'est pas ce que je voulais savoir. Je parlais du temps de M. Hunsley.

Le président: Les autres témoins sont déjà arrivés et d'après l'horaire, ils sont prévus pour 16h30.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Ma question est la suivante, cependant: comment allez-vous répartir les 17 minutes qui restent entre tous ceux qui veulent . . .

Le président: Je vous donnerai la parole, et je verrai ensuite s'il y a d'autres personnes qui désirent poser des questions.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Au lieu de donner la longueur normale de temps à la personne qui commence les questions—il s'agirait de M. Hawkes—nous pourrions peut-être nous entendre pour diviser . . .

Le président: Certainement.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Et vous pourriez reconnaître que . . .

Le président: Voulez-vous commencer?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je n'essaie pas de vous éliminer, madame Mitchell, mais nous avons . . .

Le président: Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Monsieur le président, nous pourrions sans doute dépasser 16h30 et rester un peu plus tard. Je ne voudrais pas que vous soyez trop rigide si nous avons de bonnes questions à poser.

Tout d'abord, j'aimerais féliciter M. Hunsley pour le soin avec lequel ce document a été préparé. Je suppose que cela a été préparé rapidement, ce qui témoigne de l'excellence de votre organisation, qui a pu faire, en si peu de temps, un travail excellent.

J'ai devant moi une coupure du *Financial Post* et un commentaire de J.R. Kesselman. J'ai inscrit la date du 11 décembre sur cet article, mais il est possible qu'il s'agisse d'un article qui a été imprimé avant cette date. Le titre est: «*Family Allowances: How to Save and Pay To All.*» (Comment économiser tout en versant des allocations familiales à toute la population.)

Au cas où vous n'auriez pas pris connaissance de cet article, je vous le recommande; il a été rédigé par un économiste de l'Université de la Colombie-Britannique, et celui-ci donne des explications détaillées sur tous les points soulevés lors des questions posées au ministre, jeudi dernier—était-ce bien jeudi soir ou mercredi? Je ne m'en souviens pas exactement; je pense

[Text]

was Thursday—but a sense that the family allowance is really the fairest form of income redistribution, fairest form of payment to families. The Kesselman article gets into some detail, and would have a special tax back provision which really produces quite a bit of the income back from those at the highest income levels and very little or none at the lower income levels.

On the first page of your brief, you indicate, in your second paragraph, "because the bill itself can be improved." We have got a two-paragraph bill; later tonight we are going to clause-by-clause. Can you tell us with clarity how you think this bill could be improved by us?

Mr. Hunsley: Very specifically, we think that the special addition to the child tax credit should be built into the base of the child tax credit.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): That is in the income tax bill.

Mr. Hawkes: That is in Bill C-139, the Miscellaneous Estimates committee, and you might want to alert your organization to the need to make an appearance before that body.

On this side, we have discussed the possibility of improving this bill, and we are limited as an opposition in the ways we could amend it, but by delaying its start-up for 12 months, that would accord with the Finance minister's projections over time, and in fact inflation rates might be down closer to six and five per cent. But because this is affecting families in the immediate future and because it takes more away from the poor than it does from the rich, if we, as a committee, could see our way clear later this evening to delaying the start-up for one year, we might minimize the impact on families, and I wondered if you could comment on that kind of logic, that kind of reasoning.

Mr. Hunsley: Most certainly, I think our point of view would be that our suggestion regarding the child tax credit is one we would make independently, of course, but it was made in the context of this being two elements of the same—not necessarily the same bill—initiative on the part of the government. In our view, it is not wise to cap the indexation of the family allowance, even if you only look at it in that context. Even out of the context of Bill C-139, it is still, to go ahead with this bill as it is, will be taking more from the poor than from the rich.

Mr. Hawkes: So, you are in accord with that.

One other thing which you bring to our attention for the first time is your suggestion that as we look at family support programs, we include child care and what you call direct service support programs. The child care . . . I think it is clear to me that you are recommending that it be turned into a tax credit.

Mr. Hunsley: Yes; the recommendation that it be turned into a tax credit is essential part of a general recommendation

[Translation]

que c'était jeudi—et il explique l'allocation familiale et la forme la plus juste de redistribution du revenu, la forme la plus juste de versement aux familles. L'article de M. Kesselman entre dans les détails, et il proposerait une disposition fiscale spéciale permettant au revenu des tranches les plus élevées d'être récupéré par l'impôt, sans que cela affecte les tranches les plus basses.

A la première page de votre mémoire, vous dites, au deuxième paragraphe, «parce que le projet de loi peut être lui-même amélioré». Nous avons ici un projet de loi qui fait deux paragraphes; ce soir, nous allons passer à l'étude article par article. Pouvez-vous nous dire avec clarté comment ce projet de loi pourrait être amélioré, d'après vous?

M. Hunsley: De façon plus particulière, nous pensons que le supplément spécial au crédit d'impôt pour enfant devrait être intégré à la base du même crédit d'impôt.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Cela concerne le projet visant l'impôt sur le revenu.

M. Hawkes: Il s'agit du projet de loi C-139, relevant du Comité des prévisions budgétaires en général, et vous pourriez peut-être avertir votre organisation de l'importance de pouvoir comparaître devant ce comité.

Notre parti a discuté de la possibilité d'améliorer ce projet de loi—en tant que parti de l'opposition, nous sommes limités en matière d'amendement—mais en reportant l'entrée en vigueur de 12 mois, cela rejoindrait les prévisions du ministère des Finances, et les taux d'inflation seraient peut-être effectivement plus près de 6 et 5 p. 100. Mais étant donné que ces dispositions ont des conséquences directes sur l'avenir immédiat des familles, et puisque le fardeau des nouvelles dispositions pèse plus sur les pauvres que sur les riches, si nous pouvons, en tant que comité, réfléchir plus clairement ce soir à la possibilité de reporter l'entrée en vigueur d'une année, nous pourrions en diminuer l'impact sur les familles. Pourriez-vous peut-être me dire ce que vous en pensez?

M. Hunsley: Très certainement; nous pensons que nos propositions concernant le crédit d'impôt pour enfant devraient être considérées séparément, tout en étant une réponse à cette initiative du gouvernement, qui comprend deux éléments—même si ce n'est pas le même projet de loi. Nous ne pensons pas qu'il soit indiqué de limiter l'indexation des allocations familiales, même si l'on limite cette question à son strict contexte. Mais même par rapport au projet de loi C-139, l'adoption de ce projet de loi-ci, tel quel, constituerait une pénalisation des pauvres par rapport aux riches.

M. Hawkes: Vous êtes donc d'accord avec nous.

Un autre élément que vous portez à notre attention, et c'est la première fois qu'il en est ainsi, c'est que nous devrions, dans notre approche des programmes de soutien à la famille, inclure tout ce qui concerne l'enfant, et ce que vous appelez les programmes de soutien direct sous forme de services. La prise en charge de l'enfant . . . Je pense que vous nous recommandez ici de convertir cela en crédit d'impôt.

M. Hunsley: Oui; cela est l'essentiel d'une recommandation plus générale, où nous expliquons que dans presque tous les cas

[Texte]

that we think in almost all cases personal tax deductions would be more just if they were tax credit. The reason that we inserted something of a possible qualifier in that is not that we do not think it should go to a tax credit, but we think the relationship between the child care deduction and the expenditures under the Canada Assistance Plan to support child care through direct programs has to be worked out so that one does not wind up working in counter-purpose with another. For example, if you made it a refundable tax credit, you might find that you were, in some cases, double-funding the same service, I suppose.

Mr. Hawkes: There is a complexity there that would have to be looked at and worked out with provinces.

The service support programs . . .

Mr. Hunsley: That was a reference to the support to day-care or other forms of child care through the Canada Assistance Plan.

Mr. Hawkes: I have other questions, but because of the time limits, I think I will pass to Miss MacDonald at this point.

The Chairman: Madam MacDonald.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I just have a couple of questions that I want to ask Mr. Hunsley.

• 1620

The Conservative Party has opposed this bill for several reasons: first, it zeroes in on the people whom we think can least afford it; second, it has long-term ramification which the minister has tried to hide when talking about this. But the erosion of the base will continue into the future.

To me the most important aspect about it is that it is such an ad hoc step at a time when we should be considering the whole aspect of income security programs. The fact that there are between three million and four million people in this country living below the poverty line, that is the issue which has to be tackled, rather than to tinker with one program a little here and another program a little there. As you say on the second page, the anomalies in the current programs are increased as a result of bills like this.

You make two statements. You use the phrase "... we carry a burden of inefficiency in our myriad programs." That is why I think it is necessary to have a comprehensive review of the security programs we have, to see if they are really meeting the basic needs that they were set out to meet. I wonder if that is what your sentence implies as well. Does it go a step further and say that it may well be that, out of that review, will come something which some of us dared to talk about 10 or 15 years ago—a guaranteed annual income?

Mr. Hunsley: Yes. I might just mention that I noticed that both your party and the NDP have made similar kinds of suggestions in recent months; that there needs to be a total review.

[Traduction]

de dégrèvements fiscaux individuels, il serait plus juste d'appliquer un crédit d'impôt. La raison pour laquelle nous parlons de conditions d'admissibilité n'est pas que nous nous opposons au crédit d'impôt, mais que l'on doit étudier ce rapport entre la déduction pour enfant à charge et les dépenses faites au titre du Régime d'assistance publique du Canada, qui prévoit des programmes d'aide directe, afin qu'il n'y ait pas contradiction entre les deux. Si par exemple vous prévoyez, dans certains cas, un crédit d'impôt remboursable, il pourrait se faire que vous financiez deux fois le même service.

M. Hawkes: Je vois là des difficultés qui devraient être étudiées et l'on devrait en discuter avec les provinces.

Les programmes de soutien sous forme de services . . .

M. Hunsley: Il s'agissait là du soutien aux garderies ou aux autres formes de prise en charge de l'enfant, dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada.

M. Hawkes: J'ai d'autres questions à poser, mais comme le temps est limité, je passerai la parole à M^{le} MacDonald.

Le président: Madame MacDonald.

Mlle MacDonald (Kingston et les îles): J'ai juste quelques questions à poser à M. Hunsley.

Le parti conservateur s'est opposé à ce projet de loi pour plusieurs raisons: tout d'abord parce que ce sont les plus défavorisés qui en font le plus les frais; deuxièmement, parce qu'il a des répercussions à long terme que le ministre a cherché à cacher lorsqu'elle en a parlé. Néanmoins, la base continuera à se rétrécir au fur et à mesure que le temps passera.

L'aspect le plus important, pour moi, est que cela représente un pas décisif dans un sens, à un moment où nous devrions précisément chercher à envisager dans son ensemble la question des programmes de maintien et de sécurité du revenu. Il y a, c'est un fait, trois à quatre millions de personnes qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté dans notre pays; voilà la question qui doit être abordée, au lieu d'apporter des modifications de détail ici et là. Comme vous le dites à la deuxième page, les anomalies des programmes actuels seront accrues si ce projet de loi est adopté.

Vous faites deux déclarations. D'une part, vous dites: «... nous assumons le fardeau d'une myriade de programmes inefficaces.» Voilà pourquoi il est nécessaire, à mon sens, de revoir dans son ensemble les programmes de sécurité sociale, afin de voir s'ils répondent véritablement aux besoins fondamentaux pour lesquels ils ont été conçus. Je me demande si c'est le contenu implicite de cette phrase. Mais je me demande si elle ne va pas plus loin et si vous ne dites pas ici qu'une telle analyse pourrait fort bien nous conduire à des décisions dont certains ont osé parler il y a 10 ou 15 ans... Je veux parler d'un revenu annuel garanti.

M. Hunsley: Effectivement. J'ajouterai avoir remarqué que votre parti et le NPD ont fait des propositions semblables ces derniers mois, à savoir qu'il faut revoir complètement cette question.

[Text]

You will recall, of course, that in the early 1970s—I think it was 1973—the federal government initiated a kind of total review, not only of the income security system but, also, of employment policy and of social services policy. That review never came to any conclusion. It simply petered out in the process, and there were never reports or recommendations of any real substance . . .

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Because its author . . .

Mr. Hunsley:—although it was recognized at the time, even 10 years ago, that it was time to review all these programs. We do agree that there now are so many programs in operation of one type or another, especially when you recognize the legitimacy of including tax expenditures among that package, that it literally becomes very very difficult to make any kind of adjustment and achieve what you set out to do, because of the anomalies which exist and the interdependencies in the system.

So we would agree that there should be a review. As too whether one limits oneself to income security programs, I think our position would be that now one's level of income, for example, is dependent not only on the amount of money one receives, but the other kinds of subsidized services which one receives in various categories—whether they be in housing, day care or social services, and so on. But if you look at that whole package, you find that we are very much in need of a total review. I do not quite know what the intent of the new MacDonald commission is. It is going to be difficult. We are going to have to say "Macdonald II", I guess.

An hon. Member: One, two, three.

Mr. Hunsley: Whatever that is. But I do notice that the taking into account of social trends and social programs is in the mandate. So we would be interested to know whether there is an indication of that sort of thing within the commission.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Seeing that he has included everything from, you know, reversing the order of the moon and the stars and the Senate and all the rest, I think he will be a long time. But I am glad to hear you say this because think it is important for all of us to recognize the long overdue necessity of getting on with this comprehensive review.

There is just one other point I want to ask you about and where perhaps you could be of some real benefit to our committee.

• 1625

On page 6 of your brief, you bring out a point—that is point 3—which has to do with single-parent families. I was asking the National Action Committee on the Status of Women, when they appeared before us the other day, if they had any data which showed the greater impact this would have on single-parent families as against two-spouse families.

[Translation]

Vous vous souviendrez, bien sûr, qu'au début des années 70, je pense que c'était en 1973, le gouvernement fédéral a décidé de revoir l'ensemble de cette question, non pas simplement la sécurité du revenu, mais, également, la politique de l'emploi et des services sociaux. Finalement, l'étude en question n'a abouti à aucune conclusion. La chose s'est perdue dans les sables, et il n'y a jamais eu ni rapport ni recommandation d'aucune véritable portée . . .

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Puisque son responsable . . .

M. Hunsley: . . . bien que l'on ait reconnu à l'époque, même il y a dix ans, qu'il était temps de réviser tous ces programmes. Nous sommes d'accord pour dire qu'il y a une telle multiplicité de programmes à l'heure actuelle, d'un type ou d'un autre, qu'il devient littéralement presque impossible de procéder à un rajustement et d'atteindre les objectifs fixés initialement, en raison des contradictions et des interdépendances qui existent, mais également parce qu'il est normal de concevoir l'ensemble de ces programmes par rapport aux questions de dépenses fiscales.

Je serais donc d'accord pour dire que l'ensemble de la question demande à être revue. Devons-nous nous limiter à la question des programmes de sécurité du revenu? Je pense que le revenu dépend non seulement de la somme d'argent que l'on reçoit, mais également de tous les services subventionnés dont on profite à titres divers, logement, garderies d'enfants ou services sociaux, etc. Mais si l'on considère l'ensemble de la question, vous verrez que nous avons véritablement besoin qu'elle soit réétudiée. Je ne sais pas exactement quelles sont les intentions de la nouvelle Commission MacDonald. La chose ne va pas être facile. Il faudra parler de «MacDonald II», je suppose.

Une voix: Un, puis deux, puis trois.

M. Hunsley: Peu importe. Je remarque, en tout cas, que son mandat prévoit qu'elle inclue dans ses considérations l'étude des tendances et des programmes sociaux. Nous serons donc très intéressés de voir si, oui ou non, elle inclut ce genre d'étude dans son programme.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Lorsque je vois tout ce qu'on a prévu dans son programme, et que l'on remonte, pour ainsi dire, au nez de Cléopâtre, au Sénat et tout le reste, je crois qu'il va falloir attendre. Je suis tout de même très heureuse que vous nous disiez cela, car il est très important, à mon avis, que nous reconnaissons tous qu'il est grand temps de faire faire cette étude globale.

J'aimerais vous poser une autre question; il se pourrait que, dans votre réponse, vous soyez d'une réelle utilité pour le Comité.

A la page 6 de votre mémoire, vous abordez un point—le troisième—concernant les familles monoparentales. J'ai demandé au Comité national d'action sur le statut de la femme, l'autre jour, à ce comité, s'ils avaient des chiffres concernant les répercussions de ces nouvelles dispositions sur

[Texte]

You have indicated you have made some preliminary analysis, and I think it would be of great service to the committee if any data you have in this regard were provided to us. There are now a million single-parent families in the country, and I do not think the general public has any recognition of the large number of those families who are in real economic distress. So when a bill such as this comes through, it has a greater impact on these people, who are probably in a group which is growing faster than any other single group in the country; that is, in the numbers, there are more single-parent families being created in percentage terms than there are two-spouse families.

Mr. Hunsley: Yes, I appreciate your mentioning that point. I really do think not only the increasing incidence of single-parent families but the lack of programs, the lack of protection, the lack of anything else dealing with that group, have to be one of the greatest, if not the greatest, social problem in Canada today.

We did a very rough rule-of-thumb projection, and the figures may be off a bit; but of current social assistance rates, I believe over \$1 billion a year now is going to single parents, just out of that program. You mentioned a figure of a million single-parent or one-parent families. About 10 years ago, I think the figure would have been slightly under 400,000.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): That is right.

Mr. Hunsley: So in that length of time, there is more than a doubling of the number of families.

We do have a figure, an estimate of the probability of poverty among single parents; and it is very, very high. It is something like 50% or 40%.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Thank you, Mr. Chairman. If Mr. Hunsley could provide us with any data he has on this, it would be helpful.

Mr. Hunsley: Yes, I will do that.

The Chairman: Thank you, Miss MacDonald.

Mrs. Mitchell.

Mrs. Mitchell: Thank you. I think our position on the bill itself is pretty well known. We feel it is an erosion of the concept of universal family allowance as well as being economically short-sighted.

I would like to concentrate my questions a little bit more on broader social policy from the point of view of CCSD. You reviewed historically what has happened in the development of family allowances and so on, but I would like to know the CCSD policy position as far as universal family allowances are concerned. Is this something you still feel is valid; and if so, do you feel perhaps it should even be increased, when it is economically possible to do that?

Mr. Hunsley: If you place universal programs on a scale or within the continuum of social policy initiatives of government, in respect to a number of criteria from redistribution one way

[Traduction]

les familles à un seul parent, par comparaison avec les familles à deux parents.

Vous avez indiqué avoir fait une première analyse de cette question, et je pense qu'il serait intéressant pour le comité que vous puissiez nous fournir des chiffres là-dessus. Il y a maintenant un million de familles monoparentales dans notre pays, et je ne crois pas que l'on ait conscience, de façon générale, de l'état de détresse économique réelle dans lequel se trouvent nombre de ces familles. Ce sont elles qui sont touchées le plus gravement par ce genre de loi, et leur nombre augmente par ailleurs de façon beaucoup plus rapide que n'importe quel autre groupe dans ce pays; c'est-à-dire qu'il y a, proportionnellement, beaucoup plus de nouvelles familles à un seul parent que de familles à deux parents.

M. Hunsley: Oui, je suis content que vous le fassiez remarquer. Je pense réellement que l'un des problèmes sociaux les plus graves—si ce n'est pas le plus grave—au Canada, est actuellement non seulement l'accroissement de ces familles monoparentales, mais également le manque de programmes, le manque de protection, le manque de prise en charge totale de ce groupe.

Nous avons fait une approximation, et les chiffres ne sont peut-être pas très exacts; la part des versements au titre de l'assistance sociale qui revient à ce groupe est à l'heure actuelle de 1 milliard de dollars par an. Vous avez parlé d'un million de familles monoparentales. Il y a 10 ans environ, je pense que ce chiffre était légèrement inférieur à 400,000.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): C'est exact.

M. Hunsley: On voit donc que leur nombre a plus que doublé dans l'intervalle.

Nous avons un chiffre, une estimation de la probabilité de l'état de pauvreté de ces familles monoparentales, et le chiffre est très, très élevé. C'est quelque chose comme 50 ou 40 p. 100.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Merci, monsieur le président. Il serait très utile que M. Hunsley puisse nous fournir ces chiffres, s'il les a.

M. Hunsley: Oui, je vous les fournirai.

Le président: Merci, mademoiselle MacDonald.

Madame Mitchell.

Mme Mitchell: Merci. Je pense que notre position à propos de ce projet de loi est maintenant bien connue. C'est une érosion de la notion d'allocation familiale universelle, tout en étant l'effet d'une véritable myopie économique.

J'aimerais concentrer mes questions sur les conceptions du CCDS, de façon plus large, en matière de politique sociale. Vous avez fait une étude historique de l'évolution des allocations familiales, etc., mais j'aimerais savoir quelle est la position du CCDS vis-à-vis des allocations familiales universelles. Pensez-vous que cette idée soit toujours défendable; et dans ce cas, pensez-vous qu'il faille les augmenter, lorsque nous en avons la possibilité économique?

M. Hunsley: Si vous cherchez à situer ces programmes universels sur une échelle d'appréciation des politiques sociales du gouvernement, par rapport à la notion de redistribution du

[Text]

to another, it comes out about in the middle. There are programs which redistribute away from, and there are programs which redistribute to the poor.

On a variety of indicators, our viewpoint is that universal programs are very effective. Generally speaking, they meet their objectives; and with some exceptions, the bulk of the benefits go to low-income people. For that reason alone, we feel they are very necessary programs. In the context of our social history, they are among the more effective programs we have ever developed. There may be improvements needed, and there may be need for change in the future.

• 1630

We would never say that there would not be, but we think that any change that would come in the future has to be done on the result of some clear analysis of the social needs and benefits that are needed in the country, rather than on kind of an economic criteria. So at this point in time we are certainly very favourable to social programs. Our guess would be that in any objective evaluation they would come out very well, but we are certainly prepared to look at other options in the future. It may be that in the future we will need to change from programs to other kinds of rights which may still be universal but may lead to a different kind of distribution of resources.

Mrs. Mitchell: So am I correct in saying that the CCSD is committed to universal family allowances?

Mr. Hunsley: Certainly at this point in time we are indeed. We think it is one of the better programs that we have, but we are prepared to look at changes in the future.

Mrs. Mitchell: We have been told by women, some women, as we have been on a task force across the country, that they would like to see the family allowance increase in recognition of parenting and the costs of raising a family, and also because the cheque goes directly to the woman, and that it should give a choice to some women to remain at home as opposed to having to go to work to help pay the rent. What would you view on that be?

Mr. Hunsley: One of the points we have made in our paper is that even if you look at the exemption for dependent children, if you convert that and add that to the family allowance, thus increasing it quite substantially, we would achieve many more of our social objectives than we are now, and I think that is really in support of what you are saying. We could take a lot of our social program benefits and put them on the same model as the family allowance, and do better by ourselves, do better by the people who receive the benefits, and probably be much more efficient in the process.

I have to add one point, if you do not mind. Last night I was discussing this with my 7 year-old son, and his recommenda-

[Translation]

revenu dans un sens ou dans l'autre, je pense qu'ils se situent dans la moyenne. Il y a des programmes qui enlèvent aux pauvres, il y en a d'autres qui redistribuent aux pauvres.

Si l'on considère plusieurs indicateurs, nous pensons que ces programmes universels sont très efficaces. De façon générale, ils atteignent leurs objectifs. À quelques exceptions près, l'essentiel des prestations profite aux couches les plus défavorisées de la population. Pour cette seule raison, nous pensons qu'ils sont très nécessaires. Dans le contexte de notre histoire sociale, ils sont parmi les plus efficaces que nous ayons jamais mis en place. Peut-être certaines améliorations seraient-elles nécessaires, peut-être faudrait-il envisager des modifications pour l'avenir.

Sans vouloir préjuger de l'avenir, nous pensons que toute modification future devra être adoptée sur la base d'une analyse claire des besoins sociaux et des programmes dont le pays ne peut se passer, plutôt qu'à partir de considérations économiques. Pour le moment, nous sommes certainement très favorable à l'idée de programme social. Notre impression est que tout examen objectif des programmes leur donnerait l'appréciation «très satisfaisant», mais nous sommes certainement prêts à envisager d'autres solutions pour l'avenir. Il se pourrait que nous ayons besoin de remplacer certains programmes par l'octroi de certains droits, qui seraient universels, mais qui aboutiraient à un nouveau type de répartition des ressources.

Mme Mitchell: J'ai donc raison de dire que le CCDS défend l'idée d'allocations familiales universelles?

M. Hunsley: En ce moment, certainement. Nous pensons que c'est l'un des meilleurs programmes dont nous disposons, mais nous sommes toujours prêts à envisager des modifications.

Mme Mitchell: M'étant déplacée avec un groupe de travail dans le pays, j'ai entendu certaines femmes nous dire qu'elles aimeraient que l'on augmente l'allocation familiale en reconnaissance du travail du parent concerné, ainsi que des frais engagés pour élever une famille, mais également parce que le chèque est perçu directement par la femme, ce qui donnerait à certaines d'entre elles le choix de rester à la maison au lieu de devoir travailler à l'extérieur pour aider à payer le loyer. Qu'en pensez-vous?

M. Hunsley: Nous avons expliqué—entre autres—dans notre mémoire, que l'exemption d'impôt pour enfants à charge, convertie et ajoutée à l'allocation familiale, permettrait d'accroître cette dernière de façon non négligeable, ce qui permettrait d'atteindre de façon plus satisfaisante nos objectifs sociaux, et je pense que cela va dans le sens de ce que vous nous dites. Une part importante des prestations au titre des programmes sociaux pourrait être versée sous une forme analogue aux allocations familiales, ce qui serait préférable pour nous et pour les gens qui en bénéficieraient, et de façon générale, nous serions plus efficaces.

Je voudrais tout de même ajouter quelque chose, si vous me le permettez. J'en parlais avec mon fils de dix-sept ans, hier

[Texte]

tion is that the payment go directly to the children, and you may want to consider that.

Mrs. Mitchell: Maybe that has a point.

I think I like very much your point on tax reforms, except I think there was one that was not mentioned, and that is that the wealthiest people in the land, of course, pay no taxes at all, so maybe we have to reform that a bit too.

Looking toward some of your long-range goals, I feel very strongly we must, all of us, begin to address ourselves to the whole question that we are in a completely new revolution, that the micro-tech revolution has changed and will be changing our whole work environment and our income needs. Is there now any group that is working on sort of a new thinking related to income-support systems and guaranteed income? I sometimes think we need to get a new name for it because we are in a whole new milieu. You also mentioned that guaranteed income and guaranteed access to work and training go hand in hand, which I would agree with. We may have a different concept of work, that it is much shorter in time span and perhaps in working years and so on, but I wondered if anything is happening on that already and what role CCSD is playing in this, and also what role this committee and members of Parliament could play, because I think it is very important we get on with some long-range policy development.

Mr. Hunsley: I agree with you. I can report that on the one hand that this area, technology and social policy, is one of the areas that in its meeting last month our board of governors identified as an area of priority. But to say that there is substantive work going on in relation to it, I think would be misleading. Most of the organizations with which we are familiar today are struggling to fight the battles from day to day, if you believe. But the reality is that there is not any substantive amount of work that is future oriented—and I do not mean futurology but looking at future developments in policy—going on in the country today.

Mrs. Mitchell: Just a final question. If we moved into a guaranteed income, do you think that would replace the need for a child tax credit, perhaps even a family allowance, or would you say that they are two different things?

Mr. Hunsley: Oh, I would think that a guaranteed income system—and most certainly if it included the opportunity to work or be educated for work, or to be trained within that same concept—would do away with the need for a lot of programs, not only at the federal level but possibly very much at other levels as well.

Mrs. Mitchell: Including unemployment insurance?

• 1635

Mr. Hunsley: I would think that would be a part of it. Yes, indeed. We might have an unemployment insurance which functioned for three months, or something like that, on insurance principles but, certainly, the portion of unemploy-

[Traduction]

soir, et il pensait que les enfants devraient toucher directement cet argent; peut-être pourriez-vous y penser.

Mme Mitchell: L'idée se défend peut-être.

Je préfère pourtant de loin ce que vous nous dites en matière de réforme fiscale, si ce n'est que vous n'avez pas mentionné que ce sont précisément les plus riches qui ne payent pas d'impôt—bien sûr—et cela demandera certainement que l'on adopte certaines réformes.

Considérant certains de vos objectifs à long terme, j'ai l'impression très nette que nous devons aborder toute cette question de la révolution profonde provoquée par l'utilisation des micro-techniques, qui ont complètement bouleversé—et la tendance se confirme—notre milieu de travail et nos besoins en matière de revenu. Y a-t-il des gens qui travaillent en ce moment à repenser les questions de programmes de soutien et de garantie du revenu? Parfois, je pense qu'il va falloir changer de dénomination, étant donné que nous nous situons dans un environnement complètement neuf. Vous avez également dit que le revenu garanti et la garantie de travail et de formation vont de pair, ce sur quoi je suis d'accord avec vous. Notre conception du travail a sans doute évolué, le temps qui lui est consacré est plus court et le nombre des années également, et cetera; je me demande si des études ont été faites là-dessus et quel rôle le CCDS joue dans tout cela, mais aussi quel rôle ce comité et les députés pourraient se voir attribué, étant donné l'importance qu'il y a à mettre en place des politiques à long terme.

M. Hunsley: Je suis d'accord avec vous. Je peux vous dire que ces questions concernant la technologie et la politique sociale ont été retenues, le mois dernier, à la réunion de notre conseil d'administration, comme prioritaires. Mais il serait faux de dire que l'on y consacre des études de fond. La plupart des organismes que nous connaissons bien se battent au jour le jour, croyez-moi. Mais le fait est qu'aucun travail fondamental n'est orienté vers le futur—je ne veux pas parler de futurologie, mais simplement de nouvelles politiques pour l'avenir.

Mme Mitchell: Une dernière question. Si nous parlons de revenu garanti, pensez-vous que cela viendrait remplacer le crédit d'impôt pour enfant, et peut-être même l'allocation familiale, ou diriez-vous que ce sont deux questions à considérer séparément?

M. Hunsley: Je pense que l'institution du revenu garanti—et très certainement si cela devait impliquer le droit au travail et à la formation en vue d'un emploi—permettrait d'abandonner de nombreux programmes sociaux, non seulement au niveau fédéral, mais très certainement à d'autres niveaux également.

Mme Mitchell: Y compris l'assurance-chômage?

M. Hunsley: Je pense que cela en ferait partie. Effectivement, oui. Nous pourrions avoir l'assurance-chômage pour trois mois, ou quelque chose comme ça, fondée sur des principes d'assurance, mais ce genre de discussion devrait

[Text]

ment insurance which is really a long-term or mid-term income maintenance program would have to be included in that kind of discussion; yes.

Le président: Merci, madame Mitchell.

Madame Killens.

Mme Killens: Merci, monsieur le président.

Mr. Hunsley, your brief is very refreshing.

Mr. Hunsley: Thank you.

Mrs. Killens: It has a futuristic approach to the whole thing. I am still shaking my head from it. On page 6, when you speak on social policy initiatives you speak of a review of the existing program. As a recommendation, you say:

1. That the Child Dependent Exemption be converted to a tax credit, . . .

Mr. Hunsley: Yes.

Mrs. Killens: Now, on the income tax report, when a spouse, whether man or woman, there is a line for that. There is also a line for the spouse which is usually the wife, because in the average Canadian family it is the man . . .

Mr. Hunsley: That is right.

Mrs. Killens: —who is the breadwinner. Especially in a poor family, the man benefits from that deduction for a spouse. In the future policy you speak of, if you say that we could take it off for the child exemption because it should be given as a credit . . . since it is mostly men in higher income brackets who benefit from that spouse deduction—do you see that being taken off from the income tax as well? Where would you see that money go in that futuristic new policy approach?

Mr. Hunsley: Converting any instrument from a deduction to a credit does not necessarily mean either an increase or a decrease in total spending by the government. So it is possible that a deduction for the first dependant, which is a term I think is now used because I believe there was an adjustment made to allow for single parents to claim the first child . . .

Mrs. Killens: Right.

Mr. Hunsley: —as the equivalent of a spouse. But by converting that first dependant deduction to a credit—something we would definitely be in agreement with—it does not necessarily mean that . . . that means there will be money to redirect to other places; that will, in effect, redirect, or could redirect, the same number of dollars in a different way. There certainly is no reason, in my mind, to assume that the first dependant of someone who earns \$50,000 a year is somehow worth twice as much as the first dependant of someone who earns \$25,000 a year. But the reality is the financial benefit is in that order.

Mrs. Killens: Right. Thank you, that is all, Mr. Chairman. I know we are rushed.

[Translation]

certes englober la partie d'assurance-chômage qui constitue vraiment un programme de maintien du revenu à long ou à moyen terme.

The Chairman: Thank you, Mrs. Mitchell.

Mrs. Killens.

Mrs. Killens: Thank you, Mr. Chairman.

Monsieur Hunsley, votre mémoire est très intéressant.

M. Hunsley: Merci.

Mme Killens: Vous abordez toute la question de façon futuriste. J'en suis encore très étonnée. À la page 6 de votre mémoire, quand vous parlez d'initiatives en matière d'orientation sociale, vous préconisez une révision du programme existant. Vous recommandez:

1. Que l'exemption pour enfants à charge soit convertie en un crédit d'impôt . . .

M. Hunsley: Oui.

Mme Killens: N'y a-t-il pas quelque chose de prévu à cet effet, dans la déclaration d'impôt, concernant le conjoint, homme ou femme. N'y a-t-il pas quelque chose, également, pour le conjoint, habituellement la femme, parce que dans la famille canadienne moyenne, c'est l'homme . . .

M. Hunsley: Vous avez raison.

Mme Killens: . . . qui est le gagne-pain. Spécialement dans une famille pauvre, l'homme a droit à des déductions pour son conjoint. Dans la politique future dont vous parlez, si vous dites qu'il faut remplacer l'exemption visant les enfants par un crédit d'impôt—étant donné que ce sont surtout les hommes dont le niveau de revenu est élevé qui bénéficient de cette déduction visant les conjoints—pensez-vous que cette mesure fiscale devrait être supprimée elle aussi? Où irait cet argent, dans votre nouvelle politique futuriste?

M. Hunsley: Le remplacement d'une déduction par un crédit ne se traduit pas nécessairement par une augmentation ou une diminution des dépenses globales du gouvernement. Alors, il est possible qu'une déduction pour la première personne à charge—je pense que c'est le terme qu'on utilise maintenant pour permettre aux chefs de famille monoparentale de réclamer des déductions pour le premier enfant . . .

Mme Killens: C'est exact.

M. Hunsley: . . . pour donner l'équivalent de la déduction pour un conjoint. Mais la conversion de cette déduction pour la première personne à charge en un crédit—ce à quoi nous souscrivons certainement—ne signifie pas nécessairement . . . cela signifie qu'il y aura de l'argent à redistribuer ailleurs; cela permettra ou permettrait en effet de redistribuer le même nombre de dollars d'une façon différente. À mon avis, il n'y a absolument aucune raison de prétendre que la première personne à charge d'un contribuable qui gagne \$50,000 par année vaut deux fois plus que la première personne à charge d'un contribuable qui gagne \$25,000 par année. Mais la réalité des avantages financiers est de cet ordre.

Mme Killens: Vous avez raison. Merci, c'est tout, monsieur le président. Je sais que le temps presse.

[Texte]

The Chairman: Thank you, Madam Killens. Are there other members who want to ask a question? Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Just a brief question. On page 6, you indicate:

... many Canadians are not aware that measures pursuing economic nationalism are very inflationary.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): That is an intriguing statement.

Mr. Hawkes: I have made that statement in speeches, with detail. I just wonder what you had in mind there.

Mr. Hunsley: I would just assure the committee that the quote does not come from your speeches, Mr. Hawkes. I should say that our council is in favour of many of the initiatives that seek economic nationalism, whether in the energy field or others, but ...

Mr. Hawkes: The goals or the initiative?

Mr. Hunsley: —we have goals that are very much acceptable and positive. But in seeking them, we create other processes which are not so positive. It becomes very inflationary in today's times and at today's interest rates, for example, to purchase new companies or what have you. That can lead to inflation, even though the goal itself may well be very positive.

Mr. Hawkes: Like buying service stations can hurt pensioners; that kind of thing.

The Chairman: Madam MacDonald.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Yes. I have one quick question to Mr. Hunsley. Have your grants been limited to the 6 and 5 program?

• 1640

Mr. Hunsley: No, our grants have been limited to the zero-and-zero program.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Is that true, there is no increase in your grant this year?

Mr. Hunsley: No. We understand that this year they were frozen. Last year they were frozen; as you recall, we laid off staff last spring.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Could you tell us something? Quite frankly, the work of your council is extremely important, certainly to members of Parliament but also to a much wider constituency. I would just like to know how difficult you find it trying to get along on a budget which does not grow. It is great for us to have you come before us today with this very well-developed paper, but are you facing any major difficulties in being able to carry on like this?

Mr. Hunsley: Well, yes, and I will try not to spend too long on it

Like other organizations in the social field, and particularly national organizations, we are very much under the gun as

[Traduction]

Le président: Merci, madame Killens. Y a-t-il d'autres membres qui voudraient poser des questions? Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Une seule petite question. A la page 6 de votre mémoire, vous dites:

... de nombreux Canadiens ne savent pas que des mesures prises par nationalisme économique sont très inflationnistes.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): C'est une affirmation intrigante.

M. Hawkes: J'ai déjà fait cette déclaration dans des discours. Je me demandais simplement ce que vous entendiez par là.

M. Hunsley: J'aimerais assurer au comité que cette citation n'a pas été prise dans vos discours, monsieur Hawkes. Je dirais que notre conseil appuie de nombreuses initiatives dites de nationalisme économique, que ce soit dans le domaine énergétique ou autres, mais ...

M. Hawkes: Les objectifs ou les initiatives?

M. Hunsley: ... nous avons des objectifs qui sont très acceptables et positifs. Mais en tentant de les atteindre, nous créons d'autres processus qui ne le sont pas autant. Par exemple, l'achat de nouvelles compagnies, ou de quelque autre entreprise, est un exercice très inflationniste aujourd'hui, compte tenu des taux d'intérêt. Cela peut contribuer à l'inflation, même si l'objectif, comme tel, peut être très positif.

M. Hawkes: Comme l'achat de stations-service peut nuire aux pensionnés; et ainsi de suite.

Le président: Madame MacDonald.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Oui. J'ai une petite question pour M. Hunsley. Vos subventions ont-elles été limitées à 6 et 5 p. 100?

M. Hunsley: Non, nos subventions ont été limitées au programme des zéro et zéro p. 100.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Est-ce vrai, vos subventions n'ont pas augmenté cette année?

M. Hunsley: Non. Elles ont été gelées cette année. L'an dernier aussi; si vous vous souvenez bien, nous avons congédié du personnel, le printemps dernier.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Pourriez-vous me dire quelque chose? Franchement, le travail de votre conseil est extrêmement important, certainement pour les députés, mais aussi pour la population en général. J'aimerais que vous nous disiez dans quelle mesure il est difficile de fonctionner avec un budget qui n'augmente pas. C'est très bien que vous nous présentiez aujourd'hui un mémoire vraiment bien préparé, mais la poursuite de vos activités pose-t-elle de graves problèmes?

M. Hunsley: Eh bien, oui, et je vais essayer de ne pas trop m'y attarder.

Comme d'autres organismes du domaine social, et particulièrement les organismes nationaux, nous avons énormément

[Text]

discretionary funds are limited, and of course governments have always to look for discretionary funds when they look for cuts, both federal and provincial levels. So organizations like ours find they in fact have to devote increasing amounts of time and resources to chasing the resources to keep the organization going, which is a very ineffective way to operate and it certainly does reduce not only the effectiveness of your organization but over time it threatens you to reduce your relevancy to what is happening in the government, and in fact, your ability to maintain a mandate in that area.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Just one final comment. The reason I raise this is because we all see the effects of—I will not use the word “recession” . . . I will say, depression, around us. We hear them described generally in economic terms, whether it is in dollars or income levels being reduced or jobs, but it is tremendously important to analyse and have brought home to us the social impact of that depression, and I am not sure it will always be done by government. If there is not some independent agency doing it, the real hardships so often are not going to be brought home to ordinary Canadians. So if you get into difficulty, please come and ask some of us to speak out on your behalf because we are certainly prepared to.

Mr. Hunsley: Thank you very much.

Le président: Au nom des membres du Comité, je désire vous remercier et vous féliciter, monsieur Hunsley, d'avoir bien voulu témoigner devant nous à l'occasion de l'étude de ce projet de loi. Je pense que votre mémoire est très pertinent et sera utile à l'étude de cette législation, le projet de loi C-132, Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales. M^{me} Killens l'a qualifiée également de très futuriste. Je pense que nous sommes à l'ère de l'évolution des politiques sociales et nous avons déjà connu de l'évolution. Vous avez même fait remarquer que votre fils de 17 ans voulait, éventuellement, recevoir les chèques d'allocation à son nom, mais je ne suis pas sûr que toutes les dames seraient d'accord pour une modification à la loi actuelle.

Merci beaucoup.

May I call the next witnesses. They are from the Ottawa Women's Lobby. Ms Lee Farnworth is here and she has two other ambassadors, Ms Linda Elliott-Doshen and Mrs. Jane Côté.

As we agreed, I will call the other association, the Ottawa Council for Low Income Support, Mrs. Carol Richardson. They appear together and the members will direct their questions to the witnesses.

• 1645

Okay, we will resume consideration of our order of reference dated Friday, December 3, 1982, respecting Bill C-132, An Act to amend the Family Allowances Act, 1973.

[Translation]

de difficultés, puisque les fonds discrétionnaires sont limités, et que les gouvernements sont toujours à la recherche de tels fonds lorsqu'ils envisagent des restrictions, tant au niveau fédéral que provincial. Alors, les organismes comme le nôtre doivent consacrer de plus en plus de temps et de ressources à chercher le financement qui leur permettra de poursuivre leurs activités; c'est une façon très inefficace de fonctionner et cela diminue non seulement l'efficacité de notre organisme, mais, avec le temps, cela risque de réduire notre efficacité par rapport aux programmes du gouvernement et, en fait, cela compromet notre capacité de remplir notre mandat dans ce domaine.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Une dernière observation. La raison pour laquelle j'ai soulevé cette question, c'est pour faire ressortir les effets de . . . je n'emploierai pas le mot «récession» . . . je dirai plutôt: de la dépression. Ces effets nous sont exposés généralement en termes économiques, qu'il s'agisse de diminution de revenus ou de baisse des niveaux de revenu ou d'emploi, mais il est extrêmement important d'analyser et de bien comprendre l'incidence sociale de cette dépression, et je ne suis pas sûre que c'est toujours le gouvernement qui va le faire. Si un organisme indépendant ne met pas en lumière les conséquences sociales de la dépression, souvent, le Canadien moyen ne comprendra pas les véritables difficultés que cela cause. Alors, si vous avez des problèmes, s'il vous plaît, revenez nous voir et demandez-nous d'intervenir en votre faveur, parce que nous sommes vraiment prêts à le faire.

M. Hunsley: Merci beaucoup.

The Chairman: On behalf of the members of the committee, I wish to thank you and to congratulate you, Mr. Hunsley, for your willingness to appear before us on the study of this bill. I think that your submission is very much to the point and will be helpful in the study of this legislation, Bill C-132, an Act to amend the Family Allowances Act, 1973. Mrs. Killens has also spoken of your very futuristic approach. I think we are at an age of social policy evolution and we have already made progress. You have even indicated that your 17-year-old son wanted eventually to receive the family allowances cheques in his name, but I am not sure that all the women would agree to an amendment to the present legislation.

Thank you very much.

J'aimerais inviter nos prochains témoins à s'avancer. Il s'agit de M^{me} Lee Farnworth et de deux autres représentantes du *Ottawa Women's Lobby*, M^{me} Linda Elliott-Doshen et M^{me} Jane Côté.

Tel que convenu, je vais inviter l'autre association, le *Ottawa Council for Low Income Support*, représenté par M^{me} Carol Richardson. Elles comparaissent ensemble, et les députés pourront poser leurs questions aux témoins.

Bien, nous allons reprendre l'étude de notre ordre de renvoi en date du vendredi 3 décembre 1982 concernant le Bill C-132, Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales.

[Texte]

May I ask you to lead up this meeting and introduce . . . ? I have been told you have some changes to the official name of the Ottawa Women's Lobby.

Ms Linda Elliott-Doshen (Ottawa Women's Lobby and the University Women's Club of Ottawa): I think you have a very brief summary in front of you, with that information on it. I am Linda Elliott-Doshen, and this is Jane Côté.

I think the witness preceding us gave an excellent overview of the dollars and cents involved, so I will not take your time in repeating those statistics. But I would like to begin by expressing our appreciation on behalf of the Ottawa Women's Lobby and the University Women's Club of Ottawa for being permitted to make an oral presentation today. We will be brief; but if you have questions, we would be happy to answer them.

As mothers and Canadian women, we feel a responsibility to report to you on behalf of the many women and mothers in Canada who are unable to speak individually here today, and to tell you how destructive Bill C-132, the amendment to the Family Allowance Act, 1973, will be, financially and emotionally, if implemented as part of the government's 6% and 5% program.

To decrease the deficit at the expense of the women and children who can least afford it is not in keeping with our Canadian tradition of supporting the weak. I think it is very important in this discussion of family allowances to consider it in concert with two other federal child benefit programs.

As you are no doubt aware, there are three main federal child benefit programs, the first of which is the tax exemption for dependent children, which is usually claimed yearly by the highest income-earning spouse. Since women, on the average, earn 62¢ for every dollar earned by men, this program is of most benefit to higher-wage earning males, and is of least or no benefit to lower- or no-wage earning females. It costs over \$1 billion yearly, and a reduction in it would have the least adverse effect on mothers with the lowest incomes and the largest families.

Second in this group is the refundable child tax credit, introduced in 1978. This year, it will pay slightly over \$340 per child to qualifying mothers, upon completion of their income tax returns. This program costs slightly less than \$1 billion annually and is of most benefit to those mothers with the largest families and the least income; so in that respect, it is a good program.

The difficulty with it is in the budgeting of yearly payments if it is your only source of income, as it may well be for many unpaid home-workers who depend on their husbands for irregular and infrequent financial handouts.

[Traduction]

Puis-je vous demander d'amorcer la réunion et de nous présenter . . . On m'a dit que le nom officiel du *Ottawa Women's Lobby* avait changé.

Mme Linda Elliott-Doshen (Ottawa Women's Lobby and the University Women's Club of Ottawa): Je pense que vous avez devant vous un très bref résumé qui renferme cette information. Je suis Linda Elliott-Doshen, et voici Jane Côté.

Je pense que le témoin qui nous a précédées vous a donné un excellent aperçu des conséquences financières du projet de loi; alors, je ne vais pas prendre votre temps pour répéter ces données. Mais j'aimerais commencer par vous dire, au nom du *Ottawa Women's Lobby* et de la *University Women's Club of Ottawa*, que nous sommes ravies de pouvoir comparaître devant votre Comité aujourd'hui. Nous serons brèves, mais si vous avez des questions à poser, nous nous ferons un plaisir d'y répondre.

En tant que mères et en tant que femmes canadiennes, nous estimons qu'il est de notre devoir de vous parler au nom des nombreuses femmes et mères canadiennes qui ne peuvent s'adresser à vous personnellement aujourd'hui, et de vous exposer les conséquences financières et sociales du Bill C-132, Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales, s'il est adopté dans le cadre du programme gouvernemental des 6 et 5 p. 100.

Cela n'est pas conforme à la tradition canadienne visant à appuyer les faibles que de diminuer le déficit aux dépens des femmes et des enfants, qui sont les moins bien placés pour en absorber le coût. Je pense qu'il est très important, dans ce débat sur les allocations familiales, de considérer deux autres programmes fédéraux d'aide pour les enfants.

Comme vous n'êtes pas sans le savoir, il existe trois principaux programmes fédéraux d'aide pour les enfants: le premier étant l'exemption fiscale pour les enfants à charge, exemption qui est habituellement réclamée annuellement par le conjoint qui gagne le plus. Étant donné que les femmes ne gagnent en moyenne que 62 p. 100 du salaire des hommes, ce programme est des plus avantageux pour les hommes qui gagnent plus, et comporte moins, ou pas d'avantages pour les femmes dont le salaire est inférieur ou inexistant. Le programme coûte au-delà de 1 milliard de dollars par année, et une réduction à ce chapitre aurait le moins de répercussions défavorables sur les mères dont le revenu est faible et sur les grosses familles.

Le deuxième programme est celui du crédit d'impôt remboursable visant les enfants, établi en 1978. Cette année, un peu plus de \$340 par enfant sera versé aux mères qui sont admissibles au programme, après qu'elles auront rempli leur déclaration d'impôt. Ce programme coûte un peu moins de 1 milliard de dollars par année et est des plus avantageux pour les mères de familles nombreuses et aux revenus inférieurs; et en ce sens, il s'agit d'un bon programme.

Le problème, c'est sur le plan de la budgétisation des versements annuels qu'il se trouve, si c'est votre seule source de revenu, comme c'est le cas pour de nombreuses ménagères qui ne sont pas payées et qui comptent sur les sommes que leur remettent irrégulièrement et rarement leurs époux.

[Text]

Third in this group is the family allowance child benefit program, which has been a tradition since 1945. It pays approximately \$27 monthly per child and costs approximately \$2 billion yearly, of which almost two-thirds of \$1 billion is reclaimed through taxes on those higher-wage earners who receive it. This maintains the universality of the program while reducing its cost by reclaiming through taxation from those who need it the least, a philosophically and financially sound practice.

Having considered these facts and considering the present state of the Canadian economy, we agree that times are difficult. Perhaps difficult restraint measures are essential for long-term improvement to occur in the economy, and our children will be the most hurt if these improvements are not forthcoming.

But we are not here to disagree with government restraint; in fact, we are not even here to argue with 6% and 5%. That is irrelevant to this issue; and yet, at the same time, it is what this is all about. We do not oppose 6% and 5% for Bill C-132, but we do oppose 6% and 5% for Bill C-132 and family allowances. Why?

• 1650

Because the question should not be 6% and 5% and the amendment to Bill C-132, but rather what is the least costly plan in terms of quality of life and equitable distribution of income and the most financial saving in government costs with least harm to essential government services. That is the question, and in our opinion tying the family allowance to 6% and 5% not only does not provide the best answer for 1983 but, if that program were continued, tying it to 5% in 1984 would dramatically increase the number of families living below the poverty line.

To further expand this point, there are several reasons why the family allowance child benefit program is financially and philosophically a sound investment in our society's well-being and should not be reduced but should be increased:

First, as already mentioned and most importantly, it pays the most to the lowest income mothers with the largest families;

Second, it is a reliable monthly source of income and for many women their only source of income;

Third, it is universal, so there is no embarrassment in cashing the cheque;

Fourth, it is taxable, so approximately two-thirds of \$1 billion is reclaimed from less needy families;

Finally, in Canadian society we give much lip service to the value of motherhood and little status, so the family allowance is some small recognition of the value of motherhood.

[Translation]

Le troisième programme est celui des allocations familiales, qui existe depuis 1945. Il prévoit le paiement d'environ \$27 mensuellement par enfant et coûte approximativement 2 milliards de dollars par année, mais presque les deux tiers de 1 milliard de dollars sont récupérés de nouveau par le biais de l'impôt sur le revenu des hauts salariés bénéficiaires du programme. Cela permet de maintenir le caractère universel du programme, tout en en réduisant le coût grâce à l'impôt perçu auprès de ceux qui en ont le moins besoin, ce qui est théoriquement et financièrement juste.

Compte tenu de ces faits et compte tenu de l'état actuel de l'économie canadienne, nous convenons que les temps sont durs. Des mesures de restriction rigoureuses sont peut-être indispensables si l'on veut améliorer l'économie à long terme, et ce sont nos enfants qui vont écopier le plus si ces améliorations ne viennent pas.

Mais nous ne sommes pas ici pour désapprouver les restrictions gouvernementales; en fait, nous ne sommes même pas là pour discuter de la politique des 6 et 5 p. 100. Cela n'a rien à voir avec la question; et pourtant, c'est en même temps de quoi cela retourne. Nous ne sommes pas opposées aux 6 et 5 p. 100 pour le Bill C-132, mais nous ne sommes pas d'accord avec les 6 et 5 p. 100 pour le Bill C-132 et les allocations familiales. Pourquoi?

Parce que la question ne devrait pas porter sur les 6 et 5 p. 100 et la modification du Bill C-132, mais plutôt sur la façon la plus économique d'assurer un certain niveau de vie et une distribution équitable des revenus, et sur la façon dont le gouvernement peut le mieux réaliser des économies sans trop porter atteinte à ses services essentiels. C'est ça la question, et nous pensons que l'application de la politique des 6 et 5 p. 100 aux allocations familiales n'est pas la meilleure solution pour 1983, et si le programme se poursuit jusqu'en 1984, le nombre de familles vivant sous le seuil de la pauvreté augmentera considérablement.

Pour poursuivre l'argumentation, disons que le programme d'allocations familiales est un placement financièrement et théoriquement sûr pour le bien-être de la société et qu'il ne devrait pas être réduit, mais plutôt accru, et ce, pour plusieurs raisons.

D'abord, comme on l'a déjà dit, et c'est le plus important, le programme est plus avantageux pour les mères de familles nombreuses au revenu inférieur.

Deuxièmement, c'est une source de revenu mensuel sûr et, pour bien des femmes, c'est la seule source de revenu.

Troisièmement, l'application du programme est universelle; alors, il n'y a pas de gêne à encaisser le chèque.

Quatrièmement, les prestations sont imposables; alors, environ les deux tiers de 1 milliard de dollars sont perçus en impôts auprès des familles qui en ont le moins besoin.

Finalement, dans la société canadienne, on vante beaucoup les mérites de la maternité, mais les mères ont très peu de

[Texte]

So, if these five points are obvious, as we think they are, what can be the government's purpose in tying family allowance to 6% and 5% for 1983-1984? Is it to save money? If so, it is not very effective. Indeed, more money could be saved by reducing the child tax exemption, which is most beneficial to high wage earners and so they would be least hurt by this.

Is its aim to push further into poverty the Canadian families with children who are currently living below the poverty line? If so, it will be effective and, in addition, will demonstrate a lack of social conscience on the part of our government. Do you really want that?

Is it, perhaps, a statement of principle? That is to say, is it an attempt by the federal government to demonstrate a serious commitment to a restraint philosophy by keeping the family allowance in line? If it is a statement of principle, we suggest that there is a far more important principle that should take precedence, and that is the Canadian principle of support for those who are the most needy in these most difficult of times.

Therefore, it appears obvious that the family allowance child benefit program, if considered seriously, should be substantially increased to reflect the increasing cost of child care and to demonstrate our country's acceptance of social responsibility for the well-being of present and future generations.

Would you like to add anything to that, Jane?

Ms Jane Côté (Ottawa Women's Lobby): No, I think we have covered all the points we wanted to make, but we would be glad to answer questions, if anyone has them.

The Chairman: All right, I will now call on Mrs. Richardson, representing the Ottawa Council for Low Income Support, to make their presentation.

Mrs. Carol Richardson (Ottawa Council for Low Income Support): I am the representative from the Ottawa Council for Low Income Support Services. Basically our organization represents the poor in the Ottawa-Carleton area. We have some concerns about Bill C-132 and two recommendations to make to the committee. I will outline the concerns that we have.

First of all, we are concerned about our lack of information about Bill C-132. The only information our organization has about Bill C-132 is what little we have been able to obtain from the public media. We believe pertinent information on Bill C-132 has been far too vague for us to prepare a comprehensive brief on this. We will comment on the importance of the family allowance cheques to the poor, however.

From the information we do have, we would like to make several points and recommendations to this committee.

[Traduction]

statut, alors, les allocations familiales sont peut-être une façon concrète, quoique insuffisante, de reconnaître ces mérites.

Alors, si ces cinq arguments sont évidents, comme nous pensons qu'ils le sont, pourquoi le gouvernement voudrait-il appliquer au programme des allocations familiales sa politique des 6 et 5 p. 100 pour 1983 et 1984? Est-ce pour réaliser des économies? Si c'est le cas, ce n'est pas très efficace. En fait, on pourrait épargner davantage en réduisant le montant de l'exemption pour enfants, qui favorise plus les hauts salariés, et les conséquences ne seraient pas aussi défavorables.

Est-ce qu'on cherche à appauvrir davantage les familles canadiennes qui ont des enfants et qui vivent présentement sous le seuil de la pauvreté? Si oui, c'est efficace et, de plus, cela montrera un manque de conscience sociale de la part du gouvernement. Est-ce vraiment ce que vous souhaitez?

Serait-ce une question de principe? Je veux dire: est-ce que le gouvernement fédéral essaierait de prouver le sérieux de son engagement en matière de restrictions en appliquant le programme aux allocations familiales? Si c'est une question de principe, je pense qu'il y a un principe beaucoup plus important qui devrait avoir préséance, et c'est le principe canadien selon lequel on doit aider ceux qui en ont le plus besoin en cette période des plus difficiles.

En conséquence, il semble évident que le programme des allocations familiales, si on y pense sérieusement, devrait être accru de façon substantielle, pour refléter l'augmentation du coût de la charge des enfants et pour démontrer la responsabilité sociale du pays à l'égard du bien-être des générations actuelles et futures.

Voudriez-vous ajouter quelque chose à cela, Jane?

Mme Jane Côté (Ottawa Women's Lobby): Non, je pense que nous avons abordé toutes les questions que nous entendions soulever, mais je me ferai un plaisir de répondre à vos questions, si vous en avez.

Le président: Très bien, je vais demander à Mme Richardson, représentante de l'Ottawa Council for Low Income Support, de présenter son mémoire.

Mme Carol Richardson (Ottawa Council for Low Income Support): Je représente l'Ottawa Council for Low Income Support Services. Notre organisme représente essentiellement les pauvres de la région d'Ottawa—Carleton. Le Bill C-132 suscite chez nous quelques préoccupations, et nous aurions deux recommandations à faire au comité. Je vais vous exposer nos préoccupations.

D'abord, nous nous inquiétons du manque d'information au sujet du Bill C-132. Tout ce que notre organisme a eu comme information au sujet du Bill C-132, c'est le peu qu'il a pu obtenir par la voie des médias. Nous estimons avoir reçu trop peu d'informations pertinentes au sujet du Bill C-132 pour pouvoir préparer un mémoire complet sur la question. Nous commenterons toutefois l'importance des chèques d'allocations familiales pour les pauvres.

À la lumière de l'information que nous avons, nous aimerions faire ressortir quelques points et faire quelques recommandations au comité.

[Text]

• 1655

We fully support the National Health and Welfare minister, Monique Bégin, in her recommendation that the maximum for child tax credits be increased from \$293 to \$343 per child. We believe that, because the child tax credit program is universal and already in place, it should be enhanced so it will help Canada's poor families.

This is a quote from the National Council of Welfare:

An astonishing 41.5 per cent of all female-led families are below the poverty line. The risk of poverty for families headed by women is six times that for men.

It is important to consider that this bill will be detrimental to female-led, single-parent families living in poverty. Single-parent mothers need sufficient incomes and other supports to allow for the nurturing, protection and development of their children. The monthly family allowance cheque is part of the financial support system for all families. However, for the sole-support mother supporting her family on social assistance, the family allowance cheque is not an extra, but a necessity to feed and clothe her children.

This is a quote from the Toronto Social Planning Council:

By the end of 1982, the cost of living will have increased about 90 per cent since 1975. Even though the cost of living increased so drastically, incomes of those families living on social assistance have only increased in the range of 57 to 75 per cent. In 1982, monthly benefit social assistance cheques dropped to as little as 65 per cent of total income. This means people on social assistance are now relying increasingly on the additional income sources such as the monthly family allowance cheque.

Families on social assistance are now living below the poverty line. If, in the future, family allowance cheques do not increase with the cost of living, the direct result will be less food on the tables of poor families. Those living on social assistance are the disabled, the elderly, the sick, sole-support parents. They account for 80 per cent of social assistance cases in Ontario. Bill C-132 can only adversely affect poor families. Poor families need their family allowance cheques. They need them monthly, and they should increase with the cost of living.

As an organization representing poor people, we make two recommendations.

The first recommendation is that Bill C-132 not be considered further until a poor people's committee for the review of Bill C-132 can be formed. This committee should consist of

[Translation]

Nous sommes à 100 p. 100 d'accord avec M^{me} Bégin, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, lorsqu'elle recommande de faire passer de \$293 à \$343 le plafond du crédit d'impôt par enfant. Nous estimons en effet que, puisque ce programme de crédit d'impôt pour enfant est universel et existe déjà, il mériterait d'être étoffé, pour aider ainsi les familles pauvres au Canada.

Voici un extrait d'une publication du Conseil national du bien-être social:

Aussi incroyable que cela paraisse, 41.5 p. 100 de toutes les familles dont le chef est une femme vivent en deçà du seuil de pauvreté. Les familles dont le chef est une femme risquent six fois plus souvent la pauvreté que celles dont le chef est un homme.

Il est particulièrement important de tenir compte du fait que ce projet de loi va nuire aux familles monoparentales dont le chef est une femme et qui vivent en deçà du seuil de pauvreté. Les mères célibataires doivent bénéficier d'un revenu suffisant, sans même parler d'autres modes de soutien, pour pouvoir nourrir, élever et protéger leurs enfants. Le chèque mensuel d'allocation familiale n'est qu'une composante du régime global de soutien financier destiné à toutes les familles. Il n'en reste pas moins que, dans le cas de la mère qui fait vivre seule sa famille grâce à l'aide sociale, le chèque d'allocation familiale n'est pas un complément, mais bien une nécessité qui lui permet de nourrir et de vêtir ses enfants.

Voici ce que dit à ce sujet le *Toronto Social Planning Council*:

D'ici à la fin de 1982, le coût de la vie aura connu une augmentation de près de 90 p. 100 par rapport à 1975. Malgré cette montée en flèche du coût de la vie, les revenus des familles vivant de l'aide sociale n'ont augmenté que dans la fourchette des 57 à 75 p. 100. En 1982, les prestations mensuelles dérivées des chèques d'aide sociale ont diminué jusqu'à ne plus représenter que 65 p. 100 du revenu total. Cela signifie que les assistés sociaux dépendent désormais de plus en plus d'autres sources de revenu, comme les allocations familiales.

Les familles qui vivent de l'aide sociale se trouvent actuellement en deçà du seuil de pauvreté. Si les chèques d'allocation familiale ne suivent plus l'augmentation du coût de la vie, cela signifiera que les familles démunies devront rogner sur la nourriture. Les assistés sociaux sont les handicapés, les personnes âgées, les malades et tous ceux qui élèvent seuls leurs enfants. Ces quatre catégories représentent 80 p. 100 des assistés sociaux en Ontario. Le projet de loi C-132 ne pourra avoir que des conséquences négatives pour les familles pauvres. Ces dernières ont absolument besoin des allocations familiales, elles en ont besoin chaque mois, et le montant des prestations devrait être aligné sur l'augmentation du coût de la vie.

En notre qualité de représentants des pauvres, nous formulons deux recommandations.

La première est qu'il soit sursis à l'étude du projet de loi C-132 jusqu'à la création d'un comité des pauvres qui aurait pour mandat l'étude de ce projet de loi. Ce comité devrait être

[Texte]

one elected representative from a poor people's organization in each province. Because the poor will be the group most seriously affected by Bill C-132, it should be the task of this committee to make final recommendations .

The second recommendation is that by February, 1983, a financial comparison table of the present family allowance system and the proposed legislative changes be made available to poor people's groups in Canada. These tables should clearly state what financial gain or loss would take place if Bill C-132 were to be passed. This information should include family size and income levels.

The Chairman: Thank you very much, Mrs. Carol Richardson. I think she is accompanied by Ms Nancy Beauchamps and Mr. Jim Goss.

Now we will proceed to the question period and we will entertain questions from the members. Just let me know to which people you wish to direct your questions.

Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Yes, it is Nancy, I think. Is it Nancy who just spoke?

The Chairman: Mrs. Carol Richardson.

Mrs. Richardson: This is Nancy, who is president of the board of office.

Mr. Hawkes: Okay.

One of the differences between the child tax credit and the family allowance is that the child tax credit is paid once a year—it is a lump sum—and the family allowance is paid monthly. I would like some comment on this. If we had an ideal world, would we take the child tax credit, the child exemption, and put it all into one monthly payment? Or is it better to get part of it in the form of a monthly payment and part of it in a lump sum once a year?

• 1700

Mrs. Richardson: Let me clarify it. You are asking whether or not it would be more beneficial for poor families or for families on social assistance to receive that lump-sum payment as the child tax credit or with . . .

I guess what I am saying basically is: People on social assistance and poor families need both. First of all, I believe the child tax credit should be increased for poor families. I am really concerned about Bill C-132 in that people who are living below the poverty line require that cheque once a month. To wait until the end of the year will mean less food on their table. It is very crucial they get those cheques.

Mr. Hawkes: If I can put it into context, I brought up an article earlier today. You could take the family allowance

[Traduction]

constitué d'un représentant élu par une organisation de pauvres dans chacune des provinces. Dans la mesure où ce sont les pauvres qui seront les plus touchés par le projet de loi C-132, le comité en question devrait avoir pour mandat de formuler les recommandations de dernier ressort.

La seconde recommandation est que, d'ici à février 1983, un tableau comparatif du régime actuel d'allocations familiales et du régime qui découlerait des modifications législatives soit distribué aux groupes de pauvres dans tout le Canada. Ce tableau préciserait les avantages ou les inconvénients financiers qui dériveraient de l'adoption du Bill C-132. Ce tableau devrait être détaillé selon la composition de la famille et les niveaux de revenu.

Le président: Merci beaucoup, madame Richardson. M^{me} Richardson est accompagnée, je crois, par M^{me} Nancy Beauchamp et M. Jim Goss.

Nous allons maintenant passer à la période des questions et donner la parole aux députés. Dites-moi simplement à qui vous voulez poser vos questions.

Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Oui, c'est Nancy, je crois. C'est Nancy qui vient de parler, n'est-ce pas?

Le président: Non, c'est M^{me} Carol Richardson.

Mme Richardson: Nancy, qui est à mes côtés, est la présidente du conseil.

M. Hawkes: Parfait.

L'une des différences entre le crédit d'impôt pour enfant et l'allocation familiale est que le premier est versé une fois par an, il s'agit d'un forfait, alors que les allocations familiales sont versées tous les mois. J'aimerais savoir ce que vous pensez de ceci: si nous étions dans un monde parfait, devrions-nous éliminer le crédit d'impôt et l'exemption pour enfant à charge, de manière à éteindre les versements mensuels, ou au contraire, devrions-nous garder un paiement forfaitaire en fin d'année, qui pourrait peut-être être réduit, et éteindre quand même les versements mensuels?

Mme Richardson: Vous me demandez en fait s'il serait ou non préférable que les familles pauvres, les familles qui vivent de l'aide sociale, reçoivent un versement global au titre du crédit d'impôt ou . . .

Ce que je veux dire, c'est ceci: les assistés sociaux et les familles pauvres ont besoin de l'un comme de l'autre. En premier lieu, je dirais que le crédit d'impôt à l'intention des familles pauvres devrait être relevé. Ce qui m'inquiète dans le cas du Bill C-132, c'est que les gens qui vivent déjà en-deça du seuil de la pauvreté ont absolument besoin de ce chèque une fois par mois. Si on les oblige à attendre jusqu'à la fin de l'année, cela signifiera qu'ils devront rogner sur leur budget alimentation. Il est absolument essentiel que ces gens reçoivent quelque chose tous les mois.

M. Hawkes: Pour mettre les choses en perspective, j'ai parlé d'un article au début de la séance. On pourrait prendre le

[Text]

cheque, which is around \$26.91 a month in Ontario; it will vary a bit. If you took the exemption, the child tax credit and family allowance and put them all into one allowance, you could pay \$65.93 per child per month. If you delivered it all through the family allowance system, you would raise it from \$26 to \$66, say; and it would not cost the government any more money.

What I am really saying is: Would it be a better system to give you \$66 a month per child; or would it be better to give \$50, but save \$16 and add it up over 12 months, giving part of it in a lump sum and part of it every month?

Mrs. Richardson: First, the best system is where people do not have to live below the poverty line. Second, the best system would be that people would receive a monthly benefit rather than getting . . . I am very concerned about the idea of giving people a lump sum at the end of the year.

Mr. Hawkes: Okay. Yes.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): That applies to the child tax credit at the present time.

Mrs. Richardson: I think both should be done. Basically, I think the family allowance cheque should increase with the cost of living; and basically, I think the child tax credit should be increased for poor families. I think it is crucial at this particular time.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): If I could just interject . . .

The Chairman: Miss MacDonald.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): —to clarify that, would you prefer to have the child tax credit spread out over the 12-month period in separate payments, as the family allowance cheque is, or do you prefer getting it once a year? There has been argument about this in the past as to whether it should be paid quarterly, monthly or annually. Which do you think would be more effective, of more help?

Mrs. Richardson: Personally, I think it would be more effective once a month. But one of our recommendations is that there be a poor people's group recognized and appointed from each province. I really think it is important you get that. I can speak for our organization, but I am really concerned about the other provinces.

Mr. Hawkes: The first brief mentioned this has financial implications, but the capping of family allowance also has emotional implications. Can any of the witnesses give us some flavour of what the fears are out there?

I think Mr. Lalonde stood up about two months ago and said there was a potential to get rid of family allowance altogether. Now we do not have that; but we do have the capping, which in effect, is a bit of a cutting. Are people really worried about what is happening here with family allowances?

[Translation]

chèque d'allocations familiales, qui est *grosso modo* de \$26.91 par mois en Ontario, même si ce montant est variable, et y ajouter le crédit d'impôt et l'exemption pour enfants à charge, ce qui nous donnerait un versement mensuel par enfant de \$65.93. Dès lors, en utilisant le régime d'allocations familiales, on pourrait augmenter le versement mensuel qui est de \$26 jusqu'à concurrence de \$66 par exemple, sans qu'il en coûte quoi que ce soit au gouvernement.

Voilà où je veux en venir: serait-il préférable de vous donner \$66 par mois et par enfant ou \$50 par mois et par enfant et de verser forfaitairement le solde mensuel de \$16 à la fin de l'année; en d'autres termes, de conserver un versement forfaitaire et des versements mensuels?

Mme Richardson: En premier lieu, je dirais que la meilleure solution serait de faire en sorte que personne ne doive vivre en-deça du seuil de la pauvreté. En second lieu, le meilleur système consisterait à faire en sorte que les gens puissent recevoir des prestations tous les mois au lieu de . . . L'idée d'un versement forfaitaire en fin d'année me gêne beaucoup.

M. Hawkes: D'accord.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Pour l'instant, cela vaut pour le crédit d'impôt pour enfants.

Mme Richardson: Il faudrait avoir les deux. Je dirais essentiellement que le chèque d'allocations familiales devrait augmenter parallèlement au coût de la vie et que le crédit d'impôt devrait être relevé pour les familles pauvres. Pour moi, dans la conjoncture actuelle, c'est essentiel.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Si vous me permettez . . .

Le président: Mademoiselle MacDonald.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): . . . j'aimerais une petite précision: préféreriez-vous un étalement sur douze mois du crédit d'impôt, sous forme de versements distincts un peu sur le modèle des allocations familiales, ou un versement forfaitaire une fois par an? On s'est déjà demandé plusieurs fois s'il devrait s'agir de versements mensuels, trimestriels ou annuels? Quelle formule serait la plus utile pour vous?

Mme Richardson: Personnellement, je pense que le versement mensuel serait le plus utile. Toutefois, nous avons recommandé la constitution d'un groupe de pauvres officiellement reconnus, composé de représentants de chaque province. C'est extrêmement important, j'en suis convaincue. Je puis fort bien me faire le porte-parole de notre organisation, mais pour ce qui est des autres provinces, je suis moins sûre.

M. Hawkes: Le premier mémoire évoquait les répercussions financières du projet de loi, mais il n'empêche que le plafonnement des allocations familiales a également des effets psychologiques. L'un de nos témoins pourrait-il nous dire un mot des inquiétudes qui se sont fait jour?

C'était, je crois, M. Lalonde qui, il y a un ou deux mois, avait déclaré qu'il serait ainsi possible d'éliminer totalement le régime d'allocations familiales. Ce n'est pas le cas ici, mais il n'empêche qu'il y a ce plafonnement qui équivaut plus ou moins à une réduction. Les gens sont-ils vraiment inquiets à ce sujet?

[Texte]

Ms Linda Elliott-Doshen (Ottawa Women's Lobby): Since the family allowance is the one steady, reliable form of benefit given to mothers in recognition of the fact they are mothers, and for many mothers, this is the only financial recognition they get, I think to cut it even by 2¢ . . .

We are not talking of the amount of the cut. It is the principle of the fact that what you are saying is: From whom can we save money? Let us take some from this group. It is one of our disadvantaged groups, and it seems to me it should be the last group money should be taken from. Even taking very little from them, you are still making a statement that they are not as important as perhaps some other group.

• 1705

Also, we recognize that normally mothers do not organize and lobby and say: Just a minute! You are taking \$1 from me this year, you are talking about taking \$3 from me next year; this may not sound like a lot of money, but it is in my budget. So, I think, besides the financial principle, there is also recognition of the value and importance of motherhood and of the value of children in our society.

Mrs. Richardson: I guess what I would like to add to that is the importance, particularly for poor families and for female-led, sole-support parent families, of the family allowance system in providing part of that financial support system for that family. It is very important. It is also very important that that be indexed to the cost of living because social assistance payments are not, at this point, in Ontario, and they have fallen far behind the cost of living. So it is crucial to that family.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I have a couple of supplementaries to Mr. Hawkes' question. The first one is directed to Linda. From time to time people will say to me—sometimes women, more often men: Look, we are in an income bracket where we can do without the family allowance, it is just not necessary. Why does the government send it out to us? We can send it back to them. How often do you hear comments like that?

Ms Elliott-Doshen: I think I generally hear those sorts of comments from people who do not realize that they do send it back every year when they do their income tax.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): In part.

Ms Elliott-Doshen: They also have not thought of the principle of universality, in that it is better for me to receive it and return it than for me not to receive it and for you then to

[Traduction]

Mme Linda Elliott-Doshen (Ottawa Women's Lobby): Dans la mesure où les allocations familiales sont la seule forme tangible et stable de prestations dont bénéficient les mères en reconnaissance du fait qu'elles sont effectivement des mères de famille, et pour bien des mères de famille, il s'agit du seul élément financier tangible qui leur appartienne, je dirais que même une réduction de 2 cents . . .

Nous ne parlons pas d'ordre de grandeur. C'est le principe qui compte: vous nous demandez en fait où vous pouvez rogner. Vous rognez un peu parmi les gens que nous représentons, un de nos groupes de défavorisés, et il me semble que ce serait justement le dernier groupe auquel il faille songer lorsqu'il s'agit de réduire les dépenses. Même si la diminution est finalement très minime, il n'empêche que vous semblez dire que ce groupe est peut-être moins important que d'autres.

En outre, nous savons qu'en temps normal les mères ne s'organisent pas pour faire pression et faire valoir leur argument, à savoir qu'on leur enlève \$1 cette année, on envisage de leur enlever \$3 l'année prochaine et que, même si cela peut sembler une broutille, il n'empêche que c'est de l'argent qui fait partie de leur budget. Je dirais dès lors qu'outre le principe financier, il y a également cette sorte de reconnaissance de l'importance et de la valeur que représente la maternité et de la valeur que représentent les enfants dans notre société.

Mme Richardson: J'aimerais ajouter, j'imagine, qu'il y a aussi l'importance, surtout pour les familles pauvres et pour les familles monoparentales dont le chef de famille est une femme, du régime d'allocations familiales qui représente l'une des composantes d'assistance financière de ces familles. C'est extrêmement important. Il est également tout à fait vital d'en garantir l'indexation au coût de la vie dans la mesure où les prestations d'aide sociale ne le sont pas pour l'instant en Ontario, au point qu'elles sont désormais loin en arrière par rapport à la progression du coût de la vie. Pour ces familles donc, ce serait absolument vital.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): J'aurais une couple de questions supplémentaires pour faire suite à la question de M. Hawkes. La première s'adresse à Linda. Il arrive que des gens, parfois des femmes mais plus souvent des hommes, viennent me dire que leur niveau de revenu est tel qu'ils pourraient facilement se passer des allocations familiales qui ne leur sont pas vraiment nécessaires. Ces gens me demandent pourquoi le gouvernement leur paie des allocations familiales car ils pourraient sans aucun problème se passer de ce chèque. Avez-vous souvent entendu des commentaires du même genre?

Mme Elliott-Doshen: Oui, mais en général de la part de gens qui ne se rendent pas compte que, finalement, ces allocations familiales, ils les rendent au gouvernement chaque année lorsqu'ils paient leurs impôts.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): En partie du moins.

Mme Elliott-Doshen: Ces gens ne pensent pas non plus au principe de l'universalité, c'est-à-dire qu'il est préférable de toucher ce chèque et de le restituer en partie que de ne pas le

[Text]

identify every recipient as someone who lives in a certain group in our society. I think that is really very important.

Also, it does not give recognition to the fact that in many two-parent families there may be a good income coming in . . .

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): That is the point I want to make.

Ms Elliott-Doshen: —but it may only go to the father and this may be the only source of steady, reliable income for the mother. So, although a family income may be adequate, it does not necessarily go to the mother and the children. This is the one payment of which the mother can say: I know every month I will get \$26-\$27 for my children; even if father contributes nothing, I can count on this. There are a number of families who are in that situation—that is the only income for the mother.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): That was what my further question was going to focus on. I sometimes think there is a false premise here. You hear people saying: We have an adequate income, we do not need it, even though part of it is taxed back—not all of it by any means, I would say to you, part of it is taxed back, but you get the idea—we can do without it. I do not know where there is any kind of documentation or study, or where there are figures, to show that in families where there is a better than average income the mother receives a monthly allotment that is adequate to the needs that she has. If you have any kind of information on that, or anything of that nature, I think it is important, particularly important, that women's groups everywhere make that known, because it is a fact so little understood. When people look at a couple that have a nice home, a car, a sort of facade of living well, they really have no idea what goes on inside that home. I think, therefore, it creates often a false premise about what the basic need or the basic direction of the family allowance cheque is all about.

• 1710

Ms Elliott-Doshen: Yes, I certainly agree with that. While it is not well documented, just listening to women, I think you will hear a number of women saying: Our income is adequate, but I do not see it.

We also need to keep in mind the number of families who are separated, although not officially on paper. Again, those mothers living on their own with their children may have no maintenance payments, and any money they get may be very sporadic. They are in great difficulty because they do not classify for any other social benefits. On paper, they are married, and thereby, should be receiving part of the father's income; and indeed, they may not be.

[Translation]

recevoir du tout, quitte à demander au gouvernement de mettre le doigt sur les bénéficiaires possibles, c'est-à-dire de circonscrire certains groupes de notre société. Voilà également un principe très important à mes yeux.

En outre, cette attitude ignore également le fait que chez de nombreuses familles biparentales jouissant d'un bon revenu . . .

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): C'est exactement ce que je voulais dire.

Mme Elliott-Doshen: . . . seul le père gagne de l'argent et les allocations familiales sont la seule source de revenu stable pour la mère. Ainsi, même si une famille jouit d'un niveau de revenu suffisant, ce revenu ne va pas nécessairement à la mère et aux enfants. Les allocations familiales représentent pour la mère le seul argent sur lequel elle peut tabler à coup sûr tous les mois et dont elle peut disposer pour ses enfants. Même si le père ne donne rien, la mère peut compter sur cet argent. On ne compte pas les familles qui sont dans ce cas et pour lesquelles les allocations familiales représentent pour la mère la seule source de revenu.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): C'était précisément ce que je voulais vous demander. J'ai parfois tendance à croire que nous partons ici d'une hypothèse fausse. Les gens viennent vous dire qu'ils ont un revenu suffisant, qu'ils n'ont pas besoin des allocations familiales, même si une partie de ces allocations revient au gouvernement sous forme d'impôt, une partie seulement, pas tout, mais que, quoi qu'il en soit, ils pourraient fort bien s'en passer. Je ne sais pas si des études ont été effectuées à ce sujet, s'il y a des statistiques montrant que, dans les familles jouissant d'un revenu supérieur à la moyenne, la mère reçoit tous les mois un montant suffisant pour qu'elle puisse subvenir à ses besoins. Si vous aviez des chiffres à ce sujet, je pense qu'il est particulièrement important que les groupes de femmes, quels qu'ils soient, les rendent publics, parce que c'est une composante du problème qui est peu connue. Lorsqu'on prend le cas d'un couple qui a une jolie maison, une voiture, tous ces signes extérieurs qui dénotent une vie aisée, il est quand même impossible d'en déduire ce qui se passe entre les 4 murs. Dès lors, je dirais que bien souvent tous ces éléments donnent une idée fausse des besoins fondamentaux ou du but fondamental auquel répond précisément le régime d'allocations familiales.

Mme Elliott-Doshen: Je suis entièrement d'accord avec vous. Même s'il n'existe que de rares statistiques à l'appui de cette thèse, il suffit d'écouter les femmes pour se convaincre de cette réalité: souvent elles vous diront que les revenus familiaux sont suffisants mais qu'elles n'en voient pas la couleur.

Nous devons également penser à toutes ces familles qui sont séparées quoique non officiellement tout sur blanc. Ici encore, ce sont des mères qui vivent de leur côté avec leurs enfants qui n'ont peut-être pas de pension alimentaire et dont les revenus sont parfois très sporadiques. Ces mères ont énormément de problèmes parce qu'elles n'ont pas droit à quelque autre forme que ce soit de prestation d'aide sociale. Sur le papier, elles sont toujours mariées et dès lors, elles devraient bénéficier d'une partie du revenu du père alors que ce n'est pas le cas en réalité.

[Texte]

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I have one final question to Carol.

Carol, either by way of illustration, case histories or figures, I wonder if you can give us the impact people living on low incomes or below the poverty line are feeling at the present time as a result of the economic downturn, where the family allowance cheque coming along has literally been a lifeline at the last moment, just to tide someone over for a day or two. Can you give us any figures or illustrations to show just how critical it can be at a time of real hardship?

Mrs. Richardson: Basically, what I could talk about is a case example based on a single, female, self-support parent with two children under the ages of 10, who lives basically on \$7,000 a year through the provincially and federally sponsored social assistance system called Family Benefits Allowance. Under that system, the woman receives a cheque once a month.

Now, that cheque, once a month . . . Basically, it is impossible at best to exist on \$7,000 within the Ottawa-Carleton area, with the current housing shortage, the price of food, etc. That family allowance cheque is not a frill; it is something that puts food on the table. Also, that family allowance cheque is not something that pays for Christmas presents or for extras; it is absolutely for food.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Let us just take an item where the cost has gone up much more than the monthly cost of living. One might say it was 12% a few months ago; it may be down near 10% or whatever. But the increase in the cost of home heating fuel would be much higher than that. In other words, far more of your \$600 a month is getting eaten up this winter by the cost of home heating fuel than was eaten up last winter.

Mrs. Richardson: I can speak in terms of subsidized housing. The number of subsidized housing units available for women on social assistance is about half of what is required in the Ottawa-Carleton area. So if that woman is renting within the private market and she has to pay her own rent, then basically, that rent is coming out of the grocery cheque. Then not only is the family allowance system going to pay for the groceries, but it is going to pay for part of the rent.

I know the family allowance cheque was not set up on that basis, but that is what is happening in Ontario. Certainly, with the current housing crisis, that is what is happening in the Ottawa-Carleton area. It is quite serious. So any changes to the family allowance system, where it would be slated to 5% and 6%, would be devastating to the sole-support family.

[Traduction]

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): J'aurais une dernière question à poser à Carol.

Carol, pourriez-vous nous donner sous forme d'exemples concrets ou de chiffres, les effets pour les gens à faibles revenus ou ceux qui vivent en deçà du seuil de la pauvreté, du ralentissement économique que nous connaissons actuellement, tous ces gens pour qui le chèque d'allocations familiales représente en quelque sorte une véritable bouée de sauvetage qui leur permet tout juste de boucler leurs fins de mois. Pourriez-vous me donner à ce sujet des chiffres ou des exemples qui nous montrent à quel point, dans ces moments vraiment difficiles, les allocations familiales sont vitales?

Mme Richardson: Je pourrais, j'imagine, vous donner le cas typique d'une femme vivant seule avec deux enfants de moins de dix ans et qui, dans le cadre des programmes d'aide sociale à vocation fédérale et provinciale qu'on appelle programme des prestations d'aide familiale, doit se débrouiller avec \$7,000 par an. Dans le cadre de ce système, cette femme touche un chèque une fois par mois.

Donc ce chèque qu'elle reçoit une fois par mois . . . disons qu'il est impossible de vivre dans la région d'Ottawa—Carleton avec \$7,000 par an compte tenu de la pénurie de logements, du coût des aliments et j'en passe. Le chèque d'allocations familiales n'est pas superflu, il permet à la mère de mettre du pain sur la table. En outre, ce chèque d'allocations familiales ne sert pas à acheter des cadeaux de Noël ou des petits luxes de pointe, il sert uniquement à acheter à manger.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Prenons quelque chose dont le prix a augmenté beaucoup plus rapidement que le coût de la vie. On pourrait dire que ce dernier, qui était de l'ordre de 12 p. 100 il y a quelques mois, est actuellement tombé aux alentours de 10 p. 100, mettons. Il n'empêche que l'augmentation du prix du mazout ménager a été de loin supérieure à ce chiffre. En d'autres termes, une tranche beaucoup plus importante de ces \$600 par mois va devoir être consacrée cet hiver, par opposition à l'hiver précédent, aux frais de chauffage.

Mme Richardson: Je pourrais vous parler des logements subventionnés. Le nombre de logements subventionnés réservés aux assistés sociaux correspond environ à la moitié des besoins dans la région d'Ottawa-Carleton. Ainsi, si une femme doit louer un logement sur le marché privé, si elle doit payer son propre loyer, c'est autant dont elle ne pourra pas disposer pour son budget d'alimentation. A ce moment-là, non seulement le chèque d'allocations familiales va-t-il l'aider à payer son épicier, mais également une partie de son loyer.

Je sais que le régime d'allocations familiales n'a pas été conçu pour cela, mais il n'empêche que, en Ontario, c'est précisément ce qui se produit. Il est évident qu'avec la crise du logement que nous connaissons actuellement, c'est un problème qui frappe tout particulièrement la région d'Ottawa-Carleton, et c'est un problème très grave. Dès lors, toute modification du régime d'allocations familiales, par exemple un plafonnement à 5 et 6 p. 100, aurait des effets absolument catastrophiques pour les familles monoparentales.

[Text]

The Chairman: Have you any comment, James?

Mr. Jim Goss (Ottawa Council for Low Income Support): The one thing I would want to comment on is that our organization has just started up a thing where we take people shopping at one of those best-bargain places. On what day do we do it? We do it right after everyone gets their cheques. If we did it before, we would not have the people to take; so we make sure we time it with this cheque.

We do not have statistics on it; but we know, if we went the day before, we would not have anyone. If we go the day after, we have lots of people who want to go shopping with us.

• 1715

Mrs. Richardson: They only have the money when they get the cheque, so obviously the cheque is really important.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Thank you very much.

The Chairman: Madam Mitchell, then Mr. Frith.

Mrs. Mitchell: My question to the Ottawa Council for Low Income Support was very similar. As you know, Bill C-132 will only give a 6% cost of living rise to family allowances in the new year, whereas I think you are saying that the cost of living certainly is much greater than 6%. Is that not true? I know even for average income or fairly good income families the family allowance does not really even stretch to buying a pair of jeans or a new pair of runners. For low income families I agree with you, knowing many of them in Vancouver, that it certainly is used for food and not enough for that at the end of the month.

The other thing I just wanted to mention is that since you said you did not really get information on this bill, and you seem to be approving the increase of the child tax credit, I wonder if you are aware that although it adds \$50 to the basic child tax credit rate, that is for one year only. In the long run it will decrease the base rate for the child tax credit.

Mrs. Richardson: That was one of our concerns, that we did not feel we had been given enough information.

Mrs. Mitchell: Yes, right.

Mrs. Richardson: We really feel the child tax credit system is a system that can certainly be utilized to help poor families.

Mrs. Mitchell: But it needs to be increased to . . .

Mrs. Richardson: Well, it needs to be increased; it does not need to go down in the future, it needs to go up.

Mrs. Mitchell: Right. The second point I wanted to just ask you is on your relationship to other low income groups and the

[Translation]

Le président: Auriez-vous quelque chose à ajouter, James?

M. Jim Goss (Ottawa Council for Low Income Support): Oui, je voudrais simplement dire que notre organisation vient de lancer un programme grâce auquel nous amenons les gens à faible revenu à faire leurs emplettes dans certains magasins à rabais. Quand le faisons-nous? Le lendemain de l'arrivée des chèques. Si nous le faisons la veille, nos autobus resteraient vides. Nous devons donc planifier ce programme en fonction de l'arrivée des chèques.

Nous n'avons aucun chiffre à l'appui de ce que nous avançons, mais nous savons pertinemment que si nous le faisons la veille, nous n'aurions personne. Si nous le faisons le lendemain, il y a énormément de gens qui sont prêts à en profiter.

Mme Richardson: Ces gens-là n'ont de l'argent que lorsqu'ils reçoivent leur chèque, ce qui prouve l'importance de celui-ci.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je vous remercie.

Le président: M^{me} Mitchell, suivie de M. Frith.

Mme Mitchell: J'avais une question très semblable à poser au représentant de l'*Ottawa Council for Low Income Support*. Comme vous le savez, le Bill C-132 a pour objet de limiter à 6 p. 100 l'indexation des allocations familiales l'an prochain, alors que vous venez de nous dire que le coût de la vie va à coup sûr dépasser les 6 p. 100. Me trompai-je? Je sais que même pour les familles à revenu moyen ou relativement élevé, le chèque d'allocations familiales ne suffit pas à acheter une paire de pantalons ou une paire de tennis. Dans le cas des familles à faible revenu, je suis d'accord avec vous, car j'en connais beaucoup à Vancouver, ce chèque sert, c'est évident, à acheter à manger et même il ne suffit pas à la fin du mois.

Je voulais également mentionner que, puisque selon vous, vous n'avez pas vraiment été bien tenu au courant du projet de loi, et vous semblez être d'accord avec l'augmentation du crédit d'impôt pour enfant, j'aimerais savoir si vous êtes conscient du fait que, même si cette augmentation du crédit d'impôt vient ajouter \$50 au taux de base, cette augmentation ne vaut que pour un an. À long terme, elle aura pour effet de réduire le taux de base du crédit d'impôt pour enfant.

Mme Richardson: En effet, le fait que nous n'ayons pas été suffisamment informés est l'un des éléments qui nous préoccupait.

Mme Mitchell: C'est cela.

M. Richardson: Nous sommes convaincus que le système du crédit d'impôt pour enfant peut effectivement être utilisé pour aider les familles pauvres.

Mme Mitchell: Mais il faudrait en relever le niveau . . .

Mme Richardson: Bien entendu, et il ne faudrait pas le réduire.

Mme Mitchell: Précisément. Je voulais également vous parler de vos rapports avec les autres groupes représentant les

[Texte]

welfare rights movement generally. Now, I know it has been difficult in recent years to get funding for low income groups and certainly to maintain a viable kind of national organization as well. I wondered, though, if you are affiliated with NAPO, and also what your relationship is, if any, to the National Council on Welfare, because they presented an excellent brief the other day, I understand.

Mrs. Richardson: Yes.

Mrs. Mitchell: I wonder whether your group has any tie-in there and if you feel there is any way that the national advocacy groups for poor people can be strengthened.

Mrs. Richardson: OCLISS itself is part of an Ontario self-support coalition. Certainly we have dialogue with Ken Battle at the National Council of Welfare, and also dialogue with NAPO. We recently received a brief from NAPO about their concerns about the upcoming changes in the family allowance system. We are very concerned and hope to work with those groups, and certainly with the Ontario Self-support Parents Coalition, which I do not know whether or not anyone here has heard of . . .

Mrs. Mitchell: Are you actually affiliated with or a member of NAPO?

Mrs. Richardson: No, we are not.

Mrs. Mitchell: I understand they are changing their structure somewhat, so I will be interested in how this . . . I think the fact, Mr. Chairman, that these groups are also from Ottawa and it is difficult to get information even when you are in Ottawa, makes it ten times worse when you are in outlying regions of Canada and outside the province of Ontario, where they do not even get the mail very often . . .

Mrs. Richardson: Yes, that is why our recommendation basically is that in order for this bill to be looked at in a serious way by other poor peoples organizations, there should be a member appointed from each province to look at the bill. We are really concerned. We would not like to see it go any further until other provinces and other poor peoples organizations have a chance to look at it.

Mrs. Mitchell: Yes. But do you not think you should have that structure as a permanent structure so it does not have to be set up just for one bill?

Mrs. Richardson: Certainly; I agree with that.

Mrs. Mitchell: That this should be built into your national party organization?

Mrs. Richardson: Yes; I would really like to see a strong national group, for sure.

Mrs. Mitchell: My next question is really to the Ottawa Women's Lobby, but perhaps the other groups would have comments, too. It has to do really with the significance of the family allowance to women, which I think you have already

[Traduction]

gens à faible revenu et avec les grands mouvements s'occupant des droits des assistés sociaux. Je sais pertinemment que depuis quelques années, il est extrêmement difficile d'obtenir un financement pour les groupes représentant les gens à faible revenu, tout comme il est difficile de faire vivre une organisation nationale. J'aimerais savoir si vous faites partie de l'ONAP et si vous entretenez des relations avec le Conseil national du bien-être social qui a présenté, je crois, un excellent mémoire il y a quelques jours.

Mme Richardson: Oui.

Mme Mitchell: Votre groupe a-t-il dès lors des liens étroits et estimez-vous qu'il serait possible d'étoffer d'une façon ou d'une autre les groupes nationaux de défense qui militent pour les pauvres.

Mme Richardson: Notre Conseil, l'OCLISS, fait partie de la coalition ontarienne pour l'autonomie. Nous dialoguons également avec Ken Battle du Conseil national du bien-être social, de même qu'avec l'ONAP. Nous venons de recevoir d'ailleurs un mémoire de l'Organisation nationale anti-pauvreté qui s'inquiétait des changements qu'on entendait apporter au régime d'allocations familiales. Nous espérons pouvoir travailler avec tous ces groupes, nous sommes résolus à le faire, et en particulier avec l'*Ontario Self-support Parents Coalition* dont je ne sais si quelqu'un a entendu parler . . .

Mme Mitchell: Vous faites officiellement partie de l'ONAP?

Mme Richardson: Non.

Mme Mitchell: Cette organisation est en passe de changer de structure, je crois, et j'aimerais vraiment savoir comment . . . Le fait est, monsieur le président, que ce sont également des groupes d'Ottawa et que, même si nous nous trouvons à Ottawa, il est souvent très difficile de se tenir au courant, à plus forte raison lorsqu'on habite hors de l'Ontario ou dans des régions éloignées, mal desservies par la poste . . .

Mme Richardson: Précisément, et c'est la raison première de notre recommandation: pour que ce projet de loi puisse être étudié sérieusement par les autres organisations représentant les pauvres, il faudrait un comité composé de représentants de chaque province. Nous sommes vraiment inquiets. Nous ne voudrions pas nous trouver devant un fait accompli sans que les autres provinces et les autres organisations intéressées aient eu la chance d'y jeter un coup d'oeil.

Mme Mitchell: D'accord, mais ne pensez-vous pas que cette structure dont vous parlez devrait être permanente et non pas avoir pour raison d'être ce seul projet de loi?

Mme Richardson: Sans aucun doute.

Mme Mitchell: Il devrait s'agir d'un élément permanent de votre organisation nationale.

Mme Richardson: En effet, je souhaiterais vivement que nous ayons un groupe national puissant.

Mme Mitchell: Cette question-ci s'adresse surtout aux représentantes de l'*Ottawa Women's Lobby*, mais les autres groupes voudront peut-être aussi y répondre. Il s'agit essentiellement de ce que signifient pour les femmes les allocations

[Text]

commented on. It seems to me this is very important and sort of somewhat symbolic, but important in dollars and cents terms, too. Regardless of the income of the family—and as I think you mentioned, even in high income families this may be the only cheque that goes to the woman in the home, and even then she does not have enough money to pay, in her own name, toward Canada Pension Plan. I wonder if you would agree that it is significant to middle and higher income groups as well as absolutely essential to lower income families?

Ms Elliott-Doshen: I think so. I think financially and emotionally it is essential to all income levels of mothers in Canada for those very reasons you have stated. We do not assume because a man earns \$20,000 or \$30,000 or \$40,000 that his wife has access to that money.

• 1720

We know that that is not true and for many women, regardless of the earnings of their husband or whether he is available at all or not, this may be her only source of income. And it is a small statement, that mothers and children are of value in our society.

Mrs. Mitchell: Would you think, if the father is the parenting person—we are hopefully getting into more shared parenting these days, and with the unemployment trends there are some families where the woman is going to be working in the job market and the father may be assuming more of a parenting role—should it be available, and would it have the same values to him?

Ms Elliott-Doshen: I would think so. I certainly think a family allowance is for the family. Therefore, the purpose of it is to help support the family, and in the case where the father is the family's caretaker, rather than the mother, then certainly this would go with that role.

Mrs. Mitchell: So in effect, it becomes then sort of a recognition of a parenting role, regardless of who performs it.

Ms Elliott-Doshen: Yes, I think that is probably much better expressed.

Mrs. Mitchell: Some people I have talked to in recent years, and I guess I am one of them, would like very much if we could somehow afford to have some recognition of . . . almost a pay for parenting, because this is an essential job to the family and also to society as a whole. And I am wondering . . . as I think I mentioned earlier, we have been hearing on a task force across the country from some women who feel that the family allowance should be increased to give women—or it might be the father, in some cases—a choice as to whether to remain at home for a certain period and perhaps pay into the Canada Pension Plan in their own name while they are there, rather than having always to go to work, particularly when the children are younger. And then on the reverse side of that, there also have been women—feminists—who feel that this could ghetto-ize women even more and keep them in the home,

[Translation]

familiales, et je pense que vous en avez touché un mot. Il me semble qu'il s'agit là d'une question très importante à la fois d'un point de vue symbolique mais également d'un point de vue financier. Indépendamment du revenu familial, et vous avez dit, je crois, que même dans le cas des familles jouissant d'un niveau de revenu élevé, c'est parfois le seul chèque dont profite la femme, et que même parfois cette dernière n'a pas suffisamment d'argent à elle pour cotiser au Régime de pensions du Canada. Seriez-vous d'accord pour dire que tout en étant essentielles pour les familles à faible revenu, les allocations familiales sont également importantes pour les familles à revenu moyen et élevé?

Mme Elliott-Doshen: Je le pense, oui. Je pense que financièrement et psychologiquement parlant, ce régime est absolument essentiel indépendamment du niveau de revenu des mères canadiennes, et ce pour les raisons que vous venez d'évoquer. Ce n'est pas parce que le mari gagne \$20,000, \$30,000 ou \$40,000 par an que sa femme peut profiter de cet argent.

Nous savons que ce n'est pas le cas et que pour de nombreuses femmes, indépendamment de ce que gagne leur mari, si mari il y a, c'est peut-être là la seule source de revenu. Sans même compter que c'est un euphémisme de dire que les mères et les enfants sont importants pour notre société.

Mme Mitchell: Diriez-vous que, lorsque c'est le père qui a la charge des enfants, ce qui est de plus en plus le cas de nos jours, et compte tenu du fait que, en raison du chômage, dans certaines familles, c'est la femme qui travaille et le père qui garde les enfants, diriez-vous donc que les allocations familiales devraient représenter la même chose pour lui?

Mme Elliott-Doshen: Je le pense, oui. Pour moi, les allocations familiales sont destinées à la famille. Dès lors, elles ont pour but d'aider cette dernière et, si c'est le père qui est chargé de famille en quelque sorte, au lieu de la mère, cela correspond parfaitement à ce rôle.

Mme Mitchell: Il s'agit dès lors d'une concrétisation du rôle de chargé de famille, quel que soit celui des deux qui l'assume.

Mme Elliott-Doshen: En effet, c'est probablement une bien meilleure façon de le dire.

Mme Mitchell: D'aucuns à qui j'ai parlé depuis quelques années, et je pense être dans ce cas, aimeraient beaucoup que nous ayons la possibilité d'une façon ou d'une autre de reconnaître ce rôle . . . disons de rémunérer en quelque sorte cette charge de famille dans la mesure où il s'agit d'un rôle essentiel non seulement pour la famille, mais également pour la société tout entière. Je suis portée à me demander . . . je l'ai déjà dit, je crois, à l'occasion des travaux d'un comité spécial qui a voyagé, nous avons entendu des femmes nous dire que les allocations familiales devraient être augmentées afin que la femme—ou même le père—dans certains cas, puisse délibérément rester au foyer pendant un certain temps, quitte à cotiser au Régime de pensions du Canada, au lieu de devoir aller travailler à l'extérieur, surtout lorsque les enfants sont jeunes. Inversement, certaines femmes—des féministes—ont exprimé

[Texte]

and that it would be a nice excuse for governments to say: well, we do not have enough jobs to go around, so the women can go back into the home. I wonder if you have comments on this kind of controversy. There is something to be said for both sides.

Ms Elliott-Doshen: I think it is partially an extension of what the gentleman to my left was saying: if you really had the ideal and if our society was really going to give recognition to parents and the cost of having children, and to the fact that having children in Canadian society is very important, how would you do it? One way you would do it would be by putting your money on the table and saying: if you are going to have children, we support that as Canadians and we think it is important for parents to spend time with their children and not starve, and this is the amount of money we would pay for child raising, whether it was to the mother or to the father. And that would be society's recognition of the value of parenting and of the value of children. And given that recognition of value, I do not think that goes to the next step and assumes that only women will stay home and take care of their children. I think it really makes the two-parent family more possible, when society gives that sort of recognition and value to parenthood. Of course, it might have the opposite effect, in that women could go into the labour force more comfortably because they would realize that they could share their parenting role with the father.

Mrs. Mitchell: Yes. The other side of that, of course, is that increasingly there are fewer and fewer two-parent families and more and more one-parent families, and this means that you certainly would have to have a guaranteed income supplement that is more generally available, so that those women—or, in some cases, men—would have a choice. I wonder if any of you would like to comment on the need for us to really be pressing for a guaranteed income—a guaranteed adequate income, I think we should always say—and whether you had any further suggestions on that whole support system which is so basic and related to this bill, I think, as well.

Mrs. Richardson: I think that, basically, through the child tax credit system there is an avenue for that.

Mrs. Mitchell: You think it should be related to having children?

Mrs. Richardson: Well, I think it could be tripled or quadrupled to provide more of a base for people economically.

Mrs. Mitchell: That would not be an alternative to welfare at that point though, would it?

[Traduction]

l'avis qu'une telle attitude pourrait avoir pour effet de confiner de plus en plus les femmes dans le ghetto de leur foyer, et que ce serait là pour le gouvernement une excellente excuse: il pourrait en effet dire que les emplois sont rares et que donc les femmes peuvent rester au foyer. Que pensez-vous de cette controverse? Je pense que les deux camps ont des arguments valables.

Mme Elliott-Doshen: Je pense que ce que vous venez de dire fait dans une certaine mesure suite à ce que disait ce monsieur à ma gauche, c'est-à-dire si nous poursuivons cet idéal et si notre société veut vraiment reconnaître l'importance de la famille et le fardeau financier que les enfants représentent, reconnaître également le fait que, pour notre société, les enfants sont extrêmement importants, comment pouvons-nous y parvenir? On pourrait par exemple mettre l'argent sur la table et dire: si vous voulez avoir des enfants, nous sommes derrière vous car nous pensons qu'il est important que les parents puissent consacrer un certain temps à leurs enfants sans pour autant mourir de faim, et voilà donc ce que nous allons vous payer pour élever des enfants, quel que soit celui des deux conjoints qui s'en charge. Dès lors, la société reconnaîtrait ainsi l'importance de la famille au sens étroit et l'importance des enfants. Cela étant acquis, je ne pense pas qu'il faille automatiquement en conclure que seules les femmes resteront au foyer pour élever les enfants. À mes yeux, une telle attitude, c'est-à-dire cette reconnaissance de fait de l'importance de la cellule familiale, des enfants, rendrait davantage possible le concept de la famille véritablement biparentale. Bien sûr, on pourrait avoir l'effet inverse, en ce sens que les femmes hésiteraient moins à faire partie de la population active, dans la mesure où elles sauraient qu'elles pourraient le faire tout en continuant à partager leur rôle de chargée de famille avec le père.

Mme Mitchell: Précisément. En revanche, la chose est évidente, il y a de moins en moins de familles véritablement biparentales et de plus en plus de familles monoparentales, ce qui signifie qu'il faudrait prévoir un supplément de revenu garanti plus universel qui permette à ces femmes ou, dans certains cas, à ces hommes, de faire un choix. Qu'en pensez-vous? Devrions-nous insister sur une formule de revenu garanti—de revenu garanti suffisant, cela va sans dire—et qu'auriez-vous à proposer pour améliorer toute cette infrastructure de soutien qui est à ce point fondamental et qui est également, dirais-je, directement reliée au projet de loi dont nous sommes saisis?

Mme Richardson: Je dirais essentiellement que la chose serait possible compte tenu de l'existence du régime de crédit d'impôt pour enfant.

Mme Mitchell: Vous pensez donc qu'il devrait y avoir un lien avec les enfants.

Mme Richardson: Je pense qu'on pourrait songer à le tripler ou à le quadrupler pour en faire une assiette économique plus suffisante pour les prestataires.

Mme Mitchell: Sans pour autant remplacer vraiment l'assistance sociale, n'est-ce pas?

[Text]

• 1725

Mrs. Richardson: Maybe as a guaranteed annual income. I know now it is called the child tax credit system, but that certainly is what our organization sees as the first step to a guaranteed annual income. It is not called that at this particular time, but it certainly could be used for that.

Mrs. Mitchell: Any comments from the women's lobby?

Ms Elliott-Doshen: I think that opens another whole issue. We really need to look at the financial aspect and the social implications. I certainly think it is interesting.

Mrs. Mitchell: Thank you.

The Chairman: Mr. Frith.

Mr. Frith: Thank you, Mr. Chairman. I want to focus primarily on one of the comments you made in response to a question by Mr. Hawkes, vis-à-vis the child tax credit. I tended to agree with your answer, in the sense that you said you would sooner see a child tax credit going out on a monthly basis to the lower income families, rather than on a one-lump-sum basis. Probably, I would imagine, from a budgetary standpoint, it is much easier for them to budget monthly than it is suddenly to get this lump sum at the end of the taxation year.

Given that, and I want to tie it into another remark that you made as well, I am not disagreeing that in terms of the universality of the program the same family allowance goes to a person who earns \$35,000 a year as it does to somebody who earns \$5,000. It seems to me that I know an awful lot of people, as well, who do not know how to budget, whether they are in the low income group or the middle income group. The only concern that I had with regard to one of the questions Mr. Hawkes based this on was this treatise, if you will, an economic treatise, by a professor from the University of British Columbia. I will come back to the question in one moment.

Just for purposes of discussion amongst the members of the committee, let us assume that your net income is \$25,000 to \$30,000 a year and we increase the family allowance to \$65 per month per child. At income tax time, if you are in that range between \$25,000 and \$30,000 and you have three or four children, you would owe the government, under that scheme, \$1,000. I would just hope that the families budget a lot better than I think they do, even in that \$25,000 to \$30,000 range. The average industrial wage in Ontario is in that group. To suddenly be told by the government that you owe \$1,000, if you have not budgeted properly in terms of the monthly income coming in . . . That, in reverse, is the same problem you have with the child tax credit, that is, it comes in a lump sum.

It seems to me that if it is designed—and, as far as I know, it is so designed—to go to the low income groups—I think we are all in agreement on that—would you be in favour of a means test by which, if you qualified for it, you could have a child tax credit given out on a monthly basis? We do that with our old age security system; we have the two levels and you go to the GIS, which is means tested, and it comes out monthly.

[Translation]

Mme Richardson: Peut-être comme revenu garanti annuel. Je sais que ce régime s'appelle maintenant le crédit d'impôt pour enfant, mais notre organisation pense qu'il constitue le premier pas vers un revenu annuel garanti. Il ne porte pas à l'heure actuelle ce nom-là, mais on pourrait s'en servir à ces fins.

Mme Mitchell: Est-ce que les représentants de l'*Ottawa Women's Lobby* ont des observations à faire à ce sujet?

Mme Elliott-Doshen: Je pense que cette question est d'un domaine tout à fait différent. Il faut étudier le côté financier et les répercussions sociales. Je pense qu'il s'agit d'une question intéressante.

Mme Mitchell: Merci.

Le président: Monsieur Frith.

M. Frith: Merci, monsieur le président. Je voudrais m'attarder surtout sur une observation que vous avez faite en réponse à une question de M. Hawkes concernant le crédit d'impôt pour enfant. J'étais d'accord avec votre réponse: vous avez dit qu'il vaut mieux donner mensuellement un crédit d'impôt pour enfant aux familles à faible revenu, au lieu de donner une somme forfaitaire. Je suppose qu'il leur est beaucoup plus facile de l'avoir dans leur budget mensuel que de recevoir cette somme forfaitaire à la fin de l'année d'imposition.

Cela dit, je voudrais maintenant me reporter à une autre observation que vous avez faite. Je comprends que vu le caractère universel du régime, le bénéficiaire reçoive la même allocation familiale, qu'il touche \$35,000 ou \$5,000 par an. Je pense connaître beaucoup de gens de la catégorie de personnes à revenu faible et à revenu moyen qui ne savent pas équilibrer leur budget. En ce qui concerne l'une des questions que M. Hawkes a posées, la seule chose qui m'inquiète est qu'elle est basée sur un traité économique écrit par un professeur de l'Université de la Colombie-Britannique. Je vais en revenir à la question dans un instant.

Pour les fins de la présente discussion, supposons que votre revenu net se situe entre \$25,000 et \$30,000 par an et qu'on augmente l'allocation familiale à \$65 par mois pour chaque enfant. Dans ce cas-là, si on a trois ou quatre enfants, on devrait au gouvernement \$1,000. J'espère que les familles qui font partie de cette catégorie s'en tirent beaucoup mieux avec leur budget que je ne le pense. Je pense que le traitement industriel moyen en Ontario est entre \$25,000 et \$30,000. Si on n'a pas bien préparé son budget mensuel et que le gouvernement vous dise tout d'un coup qu'on doit \$1,000 maintenant . . . Si on donne une somme forfaitaire pour le crédit d'impôt pour enfant, le même problème se pose, mais à l'envers.

Le régime est conçu pour aider les groupes à faible revenu, et je pense que nous sommes tous d'accord là-dessus, seriez-vous en faveur du critère fondé sur les ressources qui donnerait droit à un crédit d'impôt mensuel pour enfant? C'est de cette façon-là que notre régime de sécurité de la vieillesse s'applique: il y a deux niveaux, et on peut recevoir mensuellement le supplément de revenu garanti, qui est calculé à partir d'un

[Texte]

Would you be in favour of the child tax credit, whether or not we increased it, being given out on a monthly basis by a means test?

The Chairman: Mrs. Coté.

Ms Coté: Yes, I would think it could be done, perhaps, retroactively. In other words, now, if you have a monthly income, let us say, from investments, the government requires you to pay quarterly in advance, based on your previous year's tax. It could be the same: let us say a low-income family, it is obvious by their tax or the lack of a tax return that they do not have a high income, therefore they could receive the child tax credit monthly, on the basis—in other words, retroactively—of what their income was last year. In the same way, a family that is in an income bracket that would not give them a child tax credit would not receive it. I think it could be worked out quite well that way.

The Chairman: Mrs. Richardson, do you want to make a comment?

Mrs. Richardson: Yes. I guess, basically, I would first of all like to make a comment, as far as the child tax credit system is concerned, that I believe every family in Canada is entitled to that child tax credit. But I believe there should be some type of system that assures that poor families receive, I do not know, a higher ratio of that child tax credit system.

Also, I would like to get back to the comment about budgeting. One thing I feel really strongly about is that if you are making \$7,000 a year within the Ottawa-Carleton area and you are a single parent on social assistance, you do not have to worry about a budget, because when you get your cheque in you pay your rent and you buy your food and that is it.

Mr. Frith: I just want to clarify two things, for the purposes of the record. For instance, under the two existing bills that we have—Bill C-132, which is before us here today, and Bill C-139, through which the increase in child tax credit is going to take place—if the Government of Canada is successful and inflation is at 6 % in 1983 and 5 % in 1984, in effect—with those two assumptions—you will end up ahead of it, assuming that the child tax credit goes ahead on Bill C-139, that the poor will get somewhat more money if we are successful in the six and five.

• 1730

I just wanted to clarify that.

The only other comment I have—and I find it interesting—is often what I . . . I am not disagreeing there is an expense to child raising, regardless of what income we are discussing here. Often, though, I also hear from old-age people who say: I have already raised my children through the school system. Why should I not be exempt from paying school taxes?

If we started to create a system where we say there is a cost to child rearing, and therefore, give them some money to offset it—and that is giving in to a special interest group—then what do we do with the old-age people who say their children are all

[Traduction]

critère fondé sur les ressources. Est-ce que vous seriez d'accord avec un crédit d'impôt pour enfant, augmenté ou non, qui serait versé mensuellement selon le critère des ressources.

Le président: Madame Côté.

Mme Côté: Oui, je pense que peut-être on pourrait le faire de façon rétroactive. Autrement dit, si on reçoit un revenu mensuel de placements, il faut payer à l'avance tous les trois mois, selon l'impôt de l'année précédente. On pourrait utiliser le même système: si une famille à faible revenu ne présente pas de déclaration de revenu ou paie très peu d'impôt, il est évident qu'elle ne dispose pas d'un revenu important. Elle pourrait donc recevoir mensuellement le crédit d'impôt pour enfant, et il serait calculé rétroactivement à partir du revenu de la famille pendant l'année précédente. Et si, en raison de son revenu, une famille n'a pas droit au crédit d'impôt pour enfant, elle ne le recevra pas. Je pense qu'un système semblable fonctionnerait assez bien.

Le président: Madame Richardson, est-ce que vous avez des observations à faire?

Mme Richardson: Oui. Je voudrais tout d'abord faire une observation sur le crédit d'impôt pour enfant. Je pense que toutes les familles canadiennes ont le droit de recevoir ce crédit. Mais je pense qu'on pourrait modifier le régime pour permettre aux familles pauvres de recevoir une proportion plus élevée.

Je voudrais en revenir aussi à la question du budget familial. Je pense que ce point est très important: dans la région d'Ottawa-Carleton, une famille monoparentale qui reçoit des allocations familiales et dispose d'un revenu annuel de \$7,000, n'a même pas à établir un budget, car tout ce qu'elle doit faire avec le chèque qu'elle reçoit est de payer le loyer et d'acheter la nourriture.

M. Frith: Pour les fins du compte rendu, il y a deux points que je voudrais éclaircir. En vertu des deux projets de loi dont nous sommes saisis, C-132 et C-139, la valeur du crédit d'impôt pour enfant va augmenter si le gouvernement réussit à faire baisser le taux d'inflation à 6 p. 100 en 1983 et à 5 p. 100 en 1984. Si le gouvernement atteint ses objectifs, le projet de loi C-139 aura pour effet d'augmenter le revenu des gens pauvres.

Je voulais tout simplement éclaircir ce point.

La seule autre observation que je désire faire est la suivante: je suis d'accord que cela coûte cher d'élever des enfants, quel que soit le revenu de la famille. Mais, j'entends souvent des personnes âgées qui se demandent pourquoi ils doivent payer des taxes scolaires puisque leurs enfants ont terminé leurs études.

Si nous créons un régime en vertu duquel on attribue des fonds pour permettre aux parents d'élever leurs enfants, nous cédon à un groupe spécial. Que répondons-nous aux personnes âgées qui ne pensent pas devoir payer des taxes scolaires,

[Text]

through school, and therefore, they do not think they should be paying school taxes? If that were to occur, the burden placed on the parents who have children in the school system would be mind-boggling.

I would like to have a general comment on that philosophy.

Ms Elliott-Doshen: I think you would give them the same answer as you would give a 22-year old person who said: Why would I pay into a senior pension? I am not a senior. As a society, we have certain philosophies, certain values; and we support each other, whatever group we are in. A society that does not have that sort of social responsibility and sharing does not do very well as a society.

So if I have children, you help to support my children in school. I help to support you, because you are 65. That is just a sharing we do; and it is one of our basic values, I think.

Mrs. Richardson: I guess children are a societal responsibility for everyone. It is not just a matter of a particular group, the group with children.

Also, I would like to comment on... You were talking about Bill C-139, on the child tax credit, which would provide 6%. Was it 5%?

Mr. Frith: No, no, the increase is from \$293 to \$343.

Mrs. Richardson: Although I think that is admirable, certainly it could be more, particularly for poor families, given that the social assistance network is not providing... Within Ontario, it has fallen 25% behind the cost of living, at this particular time.

Mr. Frith: I do not disagree with that. I think one of the things the Minister of Health stated last week at the committee—and I think it was brought on by some of the questioning by Mr. Hawkes—was a total review of your child tax credit and your net in terms of the family allowance, trying to redistribute the wealth back down to the poorer end of the scale. Hopefully, at some point, we will have that review take place in the 1980s, so that redistribution is more effective than what it has been in the last 15 years.

Mrs. Richardson: We do not believe it is by Bill C-132, though. We have some concerns about that.

Mr. Frith: As I mentioned, if we are successful at 6% and 5% and the child tax credit, you would be ahead of where you are today.

The Chairman: Okay, this completes the list.

Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: I have a couple of brief comments. The Kesselman article has been referred to twice. I wonder if we might have unanimous agreement to append it, so that any reader of the transcript can refer to it.

[Translation]

puisque leurs enfants ont terminé leurs études? Dans ce cas-là, les parents dont les enfants sont à l'école seraient obligés d'assumer un fardeau énorme.

Je voudrais entendre vos observations générales sur ces idées.

Mme Elliott-Doshen: Je leur donnerai la même réponse qu'à quelqu'un de 22 ans qui se demande pourquoi il doit contribuer à une pension de vieillesse puisqu'il n'est pas retraité. Dans notre société, nous partageons certains principes et certaines valeurs, et nous nous appuyons mutuellement quel que soit le groupe particulier dont nous faisons partie. Une société qui ne partage pas ce sens de responsabilité sociale ne fonctionne pas très bien.

Si j'ai des enfants, vous contribuez à l'éducation de mes enfants. Je vous aide parce que vous avez 65 ans, je pense que cette idée de partager nos ressources est une de nos valeurs fondamentales.

Mme Richardson: Je pense que la société en générale est responsable des enfants. Cette responsabilité n'incombe pas uniquement aux gens qui ont des enfants.

Vous avez parlé du projet de loi C-139 sur le crédit d'impôt pour enfant qui prévoit 6 p. 100. Est-ce que le chiffre était 5 p. 100?

M. Frith: Non, il y a une augmentation de \$293 à \$343.

Mme Richardson: Bien que je pense qu'elle est admirable, cette augmentation pourrait être plus importante surtout pour les familles pauvres, puisqu'il y a des lacunes dans le système d'aide sociale. En Ontario, le coût de la vie la devance actuellement de 25 p. 100.

M. Frith: J'en conviens. En réponse à une question de M. Hawkes, je pense que le ministre de la Santé a dit la semaine dernière devant le Comité qu'on devrait réexaminer tout le système du crédit d'impôt pour enfant et le revenu net qu'on recevrait au titre des allocations familiales, afin de redistribuer les richesses aux gens les plus défavorisés. J'espère que cet examen aura lieu pendant les années 1980, afin de rendre la redistribution plus efficace qu'elle n'a été au cours des quinze dernières années.

Mme Richardson: Nous ne pensons pas qu'on puisse le faire par l'intermédiaire du projet de loi C-132. Nous avons des réserves à ce sujet.

M. Frith: Comme je l'ai déjà dit, avec le crédit d'impôt pour les enfants et un taux d'inflation de 6 et de 5 p. 100, vous seriez dans une position plus avantageuse à l'avenir.

Le président: Cela termine la liste.

Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: J'ai quelques observations que je voudrais faire brièvement. On a fait état à deux reprises de l'article de Kesselman. Avec le consentement unanime du Comité, pourrait-on annexer à la transcription pour permettre aux gens de le lire.

[Texte]

The Chairman: I will just read the article. It is a press clipping from *The Financial Post*, a comment by Jonathan R. Kesselman. He is a professor of economics at the University of British Columbia. That is the document to which you are referring.

Mr. Hawkes: Yes.

The Chairman: Thank you.

Mr. Hawkes: Okay. Thank you, Mr. Chairman.

I should point out part of the system—and you have not had as much time to read it—would require a change in a form—I am not sure what the form is, T4 or something or other, which you fill out at work—and not just your work income, but your family allowance income would be included there. Therefore, your monthly deductions would be conditioned by it, and you would not get into the \$1,000 end-of-year problem. If you follow the entire article . . .

I have just one question for Carol and her group. In your group, do you have senior citizens, for instance; or do you have basically a family-oriented membership? The next bill we are going to have to deal with is the capping of the old-age security payments at 6% and 5%, which affects pensioners; and I am just wondering if you have a pension element in your group or whether, as a group, you are . . .

Mrs. Richardson: Basically, our group represents all low-income people within the Ottawa-Carleton area; and certainly, that does include seniors, although primarily, we do advocacy work for families.

• 1735

I mean, I can give you an example of a potential senior, 58 years old, who has an RRSVP plan and is currently going on welfare. So certainly we do also represent that group, in terms of advocacy.

Mr. Hawkes: The importance of that is that tomorrow morning, at about 11.00 a.m., we are going to have a steering committee meeting to determine the witnesses to come before us in relation to the pension bill that was passed through the House at second reading stage on Friday. Our committee deals with it with witnesses and proposed amendments; then it goes back to the House of Commons for final determination. If you do have a pensioner who is concerned about the six and five, related to their pensions, we would have to know that by tomorrow morning.

Mrs. Richardson: To the federal employees' pension?

Mr. Hawkes: I beg your pardon?

Mrs. Richardson: Is that to the federal employees?

Mr. Hawkes: No, that is a different . . .

Mrs. Richardson: For the Canada Pension Plan?

[Traduction]

Le président: Je vais donner lecture de l'article. Il s'agit d'une coupure de presse du *Financial Post*. M. Jonathan R. Kesselman est professeur de science économique à l'Université de la Colombie-Britannique. Est-ce bien cet article-là dont vous parlez?

M. Hawkes: Oui.

Le président: Merci.

M. Hawkes: D'accord. Merci, monsieur le président.

Je n'ai pas eu le temps de le lire en détail, mais je dois signaler qu'en vertu de ce système il y aurait une formule différente. Je ne suis pas sûr de quelle formule il s'agit, peut-être le T4, qu'il faut remplir au travail. Ce document m'indique pas seulement le revenu qui découle du travail mais aussi celui résultant des allocations familiales. On s'en servirait donc pour calculer les déductions mensuelles, et on éviterait le problème des mille dollars qui se présente à la fin de l'année. Si vous lisez tout l'article, maintenant . . .

Je voudrais poser une seule question à Carol et à ses collègues. Dans votre groupe, avez-vous des gens de l'âge d'or, ou est-ce que vos membres sont surtout des gens avec des familles? Le prochain projet de loi que nous devons étudier porte sur l'imposition d'un plafond de 6 et de 5 p. 100 sur les paiements de sécurité de la vieillesse, qui touche les pensionnés. Je me demande si vous avez des pensionnés dans votre groupe ou si votre groupe est maintenant . . .

Mme Richardson: Essentiellement, notre groupe représente tous les gens à faible revenu qui vivent dans la région d'Ottawa-Carleton. Il est certain que cette catégorie comprend des retraités, mais nous travaillons surtout pour les familles.

Je peux vous donner l'exemple de quelqu'un qui va prendre sa retraite; il a 58 ans, un régime enregistré d'épargne-retraite et reçoit actuellement l'aide sociale. Il est donc certain que nous représentons ce groupe de gens.

M. Hawkes: Ce point est important puisque demain matin, le comité directeur va se réunir à 11 heures pour décider quels sont les témoins qu'il va convoquer lors de l'examen du projet de loi sur les pensions que la Chambre a adopté à en deuxième lecture vendredi dernier. Notre Comité étudie le projet de loi, convoque des témoins et propose des amendements. Le projet de loi est renvoyé par la suite à la Chambre pour le vote final. Si vous connaissez un pensionné qui s'inquiète du plafond de 6 et de 5 p. 100 qu'on a imposé sur sa pension, il faut nous en faire part demain matin au plus tard.

Mme Richardson: S'agit-il de la pension des employés fédéraux?

M. Hawkes: Pardon?

Mme Richardson: S'agit-il des employés fédéraux?

M. Hawkes: Non, c'est un autre . . .

Mme Richardson: Parlez-vous du Régime de pensions du Canada?

[Text]

Mr. Hawkes: No, this is the universal pension to everybody over 65. The old age security.

Mrs. Richardson: Yes, I spoke to a woman on the telephone who would probably be very interested in coming to talk to you.

Mr. Hawkes: But if they are, the clerk would have to know that by no later than 11.00 a.m. tomorrow, and hopefully first thing in the morning, so that we could consider the arrangement of witnesses in relation to that bill.

Mrs. Richardson: Yes.

The Chairman: But we are making an exception for this bill because the witnesses have been selected on the national labour association. If we have some room we will fully agree, but it depends upon the number of witnesses.

Mrs. Richardson: Yes.

The Chairman: We will be attended by the organization at the national level, but if we have room for a specific group I will take note of that, Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: I have one last comment, Mr. Chairman.

I think we have the authority to reimburse people for any expenses involved in appearing before us as witnesses, and I would hope that if the witnesses that we have talked to have indeed incurred expenses in attending upon us, either in the production of their paper or transportation expenses and so on, that we would make arrangements to see that they are adequately reimbursed for those. Generally, groups of that kind do not have large budgets.

Mrs. Richardson: Actually, I missed my Christmas staff party. I do not know what the reimbursement for that would be.

An hon. Member: That is very expensive.

Mrs. Richardson: Yes, it is!

Mr. Hawkes: That might be a bonus. You might feel a whole lot better tomorrow.

Mrs. Richardson: Well, tomorrow morning anyway, I am sure.

Mr. Hawkes: But I would like to thank the witnesses. It has been helpful to get that kind of testimony on the record, and in the future, as social policy issues of this kind arise, I hope we will keep them on our list to be contacted and alerted that we are looking at legislative changes that could affect their role. It is helpful to have people that will take the time and come here and share their experience with us. Thank you very much.

The Chairman: Thank you.

Mrs. Mitchell: I would like to concur with that, if I may, Mr. Chairman. I think it is particularly valuable to have opinions and briefs and this verbal feedback from people who

[Translation]

M. Hawkes: Non, c'est la pension universelle que tout le monde reçoit à l'âge de 65 ans. Il s'agit de la sécurité de vieillesse.

Mme Richardson: Oui, j'ai parlé au téléphone avec une dame qui aimerait probablement vous parler.

M. Hawkes: Mais il faut informer le greffier à 11 heures demain au plus tard, et de préférence très tôt le matin, afin de nous permettre de décider quels sont les témoins que nous allons convoquer lors de l'examen de ce projet de loi.

Mme Richardson: Oui.

Le président: Mais dans le cas de ce projet de loi, nous faisons une exception parce qu'on a choisi les témoins de l'Association nationale de la main-d'oeuvre. Si c'est possible, nous entendrons tout le monde. Cependant, tout dépend du nombre de témoins.

Mme Richardson: Oui.

Le président: L'organisation sera représentée à l'échelle nationale, mais je vais tenir compte de ce que vous dites, monsieur Hawkes, si nous avons assez de temps pour entendre un groupe particulier.

M. Hawkes: Je voudrais faire une dernière observation, monsieur le président.

Je pense que nous sommes habilités à rembourser les frais de déplacement et autres que les témoins ont subis pour comparaître devant nous et présenter des mémoires. Nous devons prendre les dispositions nécessaires pour les rembourser. Généralement, ces groupes ne disposent pas d'un budget important.

Mme Richardson: J'ai raté la fête de Noël du personnel. Je ne sais pas si on peut me rembourser.

Une voix: Cela coûte très cher.

Mme Richardson: Oui, c'est vrai!

M. Hawkes: À quelque chose malheur est bon. Vous vous sentiriez beaucoup mieux demain.

Mme Richardson: Demain matin de toute façon, j'en suis sûre.

M. Hawkes: Je voudrais remercier les témoins. Il a été très utile d'entendre officiellement votre témoignage. J'espère que nous garderons le nom des témoins sur notre liste et que le Comité les informera s'il est saisi de modifications législatives d'ordre social qui pourraient avoir des répercussions sur leur travail. Il est très utile d'avoir des gens qui prennent le temps de venir ici et de partager leur expérience avec nous. Merci beaucoup.

Le président: Merci.

Mrs. Mitchell: Je suis tout à fait d'accord avec vous, monsieur le président. Je pense qu'il est très utile d'entendre les mémoires, les opinions et les idées des gens qui travaillent

[Texte]

are close to the life situation of people, and that has been particularly valuable to us.

The Chairman: Then we all agree on both those statements.

On behalf of the members of this committee, I wish to express to you our congratulations. Thank you very much for your observations dealing with this important matter and your representation with respect to Bill C-132 and the proposed amendments to the Family Allowance Act, 1973.

Dealing with that subject that you raised, Mr. Hawkes, I will await an opportunity to see the column dealing with expenses.

This concludes our witnesses for this afternoon: Ms Carol Richardson, Director of the Ottawa Council for Low Income Support Services; Ms Nancy Beauchamp and Jim Goss; and, from the Ottawa Women's Lobby and the University Women's Club, Ms Linda Elliott-Doshen and Ms Jane Côté.

Thank you very much. We will send you the minutes of proceedings when they are printed.

This meeting is adjourned until 8.00 p.m. in the same room tonight, when we will hear the Canadian Advisory Council on the Status of Women.

SÉANCE DU SOIR

• 2017

Le président: À l'ordre! Je vois que nous avons le quorum!

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du vendredi 3 décembre 1982 concernant le projet de loi C-132, Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales.

Ce soir le Comité reçoit, du Conseil consultatif canadien de la situation de la femme, la présidente, M^{me} Lucie Pépin, et M^{me} Jennifer Stoddard, directrice de la Division de la recherche.

Je demanderais à la présidente de bien vouloir nous lire son exposé, et nous procéderons par la suite à la période habituelle des questions tout en vous rappelant que tel que convenu au Sous-comité du programme et de la procédure, nous devons procéder ce soir à l'étude article par article de ce projet de loi dont nous devons faire rapport à la Chambre dans les plus brefs délais.

Madame Lucie Pépin.

Mme Lucie Pépin (présidente, Conseil consultatif canadien de la situation de la femme): Monsieur le président, le Conseil consultatif canadien de la situation de la femme suit de très près les efforts gouvernementaux visant à restreindre les dépenses.

Bien que nous considérions que les préoccupations budgétaires gouvernementales sont valables dans le climat économique actuel, nous nous inquiétons du fait que plusieurs mesures proposées placent le fardeau des restrictions financières sur

[Traduction]

quotidiennement dans ce domaine, et que leur témoignage nous a beaucoup aidés.

Le président: Nous sommes tous d'accord sur ces deux observations.

Au nom des membres de ce comité, je voudrais vous féliciter. J'aimerais vous remercier pour vos observations relatives à cette question importante et pour votre mémoire sur le projet de loi C-132 et sur les amendements de la Loi sur les allocations familiales, 1973, qui ont été proposés.

En ce qui concerne le point que vous avez soulevé, monsieur Hawkes, je vais examiner les dispositions relatives aux frais.

Ceci termine la liste de témoins de cet après-midi: M^{me} Carol Richardson, directrice de l'*Ottawa Council for Low Income Support Services*; M^{me} Nancy Beauchamp et M. Jim Goss; et M^{me} Linda Elliott-Doshen et M^{me} Jane Côté, qui représentent l'*Ottawa Women's Lobby* et l'*University Women's Club*.

Nous vous remercions. Nous vous enverrons le compte rendu de la réunion quand il sera imprimé.

La séance est levée. Elle reprendra à 20 heures ce soir dans la même salle, et le Comité entendra le Comité consultatif canadien de la situation de la femme.

EVENING SITTING

The Chairman: Order, please! I see that we now have a quorum.

The committee resumes consideration of its order of reference dated Friday, December 3, 1982 regarding Bill C-132, an Act to amend the Family Allowances Act, 1973.

This evening, our witnesses are Mrs. Lucie Pépin, President, and Mrs. Jennifer Stoddard, Director of the Research Division, of the Canadian Advisory Council on the Status of Women.

I will now ask the President to read her statement, and following this, we will proceed with the usual question period; however, as agreed in the Sub-committee on Agenda and Procedure, we will begin clause by clause consideration of this Bill tonight, as we must report the Bill to the House as soon as possible.

Mrs. Lucie Pépin.

Mrs. Lucie Pépin (President, Canadian Advisory Council on the Status of Women): Mr. Chairman, the Canadian Advisory Council on the Status of Women has watched with great interest the recent federal proposals for restraint in government spending.

While we are very much in sympathy with the need for careful budgeting of public funds within the present economic climate, we are deeply concerned that many of the proposed measures unfairly place the burden of restraint on those most

[Text]

ceux et celles qui sont les moins fortunés: les femmes, les enfants et les pensionnés.

Notre point de vue, dont nous allons vous faire part ce soir, s'appuie sur les principes suivants:

1. un accroissement du crédit d'impôt pour enfants n'équivaut pas à une perte subie par la réduction des allocations familiales;
2. plusieurs Canadiennes âgées de plus de 65 ans vivent déjà en-dessous du seuil de la pauvreté; tout fardeau additionnel leur serait insupportable;
3. l'indexation des pensions et des allocations familiales implique une dépendance croissante des femmes sur l'unité familiale qui est la leur;
4. il faut se méfier des mesures qui seraient aptes à ébranler l'appui que les mieux nantis accordent aux programmes sociaux qui aident les moins nantis;
5. les programmes dits sélectifs ne sont pas les meilleurs moyens de combattre la pauvreté;
6. pourquoi se rabattre sur les programmes dont principalement les femmes bénéficient?

• 2020

Dans la vague des coupures de revenus des individus que le gouvernement a annoncées par sa politique du 6 et 5 p. 100, les femmes ne sont pas épargnées en dépit du fait qu'elles appartiennent au groupe socio-économique dont la situation économique est la plus précaire.

Par l'indexation des allocations familiales et des pensions de 6 p. 100, elles se voient imposer une coupure de 3 à 4 p. 100 de la valeur réelle des allocations familiales et des pensions dont elles sont les bénéficiaires. Les projections d'inflation pour l'année 1983, selon la Banque du Canada, indiquent des taux d'au moins 8.5 p. 100. Il faut aussi noter l'effet cumulatif de cette coupure, puisque, l'année suivante, l'indexation de 5 p. 100 s'appliquera sur des prestations plus faibles et ainsi de suite d'une année à l'autre.

En contre partie, on peut dire que plusieurs femmes ne subiront pas vraiment l'odieuse de telles coupures puisque, d'une part, le crédit d'impôt pour enfants sera augmenté de \$50. (ou 17 p. 100) et, d'autre part, on augmentera les suppléments de revenus garantis. D'ici la fin de 1984, le gouvernement aura récupéré \$260 millions dont \$250 millions seront réalloués au programme de crédit d'impôt pour enfants. On sait toutefois que ce crédit n'est versé entièrement qu'aux mères dont le revenu familial est inférieur à \$23,470.00 en 1982. Au delà de ce revenu familial, le crédit annuel de \$293.00 par enfant est réduit de \$5.00 pour chaque tranche additionnelle de revenu de \$100. En conséquence, un très grand nombre de femmes qui n'ont pas de revenu personnel ou qui ont de faibles revenus de travail, mais dont le conjoint peut avoir un revenu plus ou moins élevé, seront véritablement pénalisées par cette mesure.

As for older women, in spite of social security programs, 40% of them live below the poverty line. Moreover, the green paper on pensions states, on page 55, that:

[Translation]

unable to bear the load, namely women, children and old age pensioners.

This presentation is based on the following principles:

1. the increase in the child tax credit does not compensate for the reduction in the family allowance;
2. many Canadian women over 65 already live below the poverty line and will most likely be adversely affected;
3. indexing of pensions and family allowances means women will be increasingly dependent on the family unit;
4. such measures will increasingly undermine support by the "haves" for programs benefitting the "have nots";
5. selective programs are not the best way to combat poverty;
6. why reduce those very programs which benefit women the most?

Among the reductions in individual incomes which the government announced through its policy of "6 and 5 per cent", women in Canada, who without doubt are the social group whose economic situation is the most precarious, have not been spared.

Through the indexing of family allowances and old age pensions by 6 per cent, women are facing a reduction of some 3 to 5 per cent of the real value of the family allowances and the pensions from which they presently benefit. Estimates of inflation for the year 1983 indicate rates of at least 8.5 per cent according to the Bank of Canada. The cumulative effect of this reduction must also be noted since the following year, the indexing of 5 per cent will apply to reduced benefits and so on from one year to another.

From another point of view, one might say that some women will not really be affected by such cuts because the child tax credit will be increased by \$50.00 or some 17 per cent and the guaranteed income supplement for old age will be increased. Between now and the end of 1984, the government will have recouped some \$260 million of which \$250 million will be reallocated to the child tax credit program. However, the child tax credit is only paid in its entirety to mothers whose family income is below \$23,470. For families above this income level, the annual child tax credit of \$293.00 per child is reduced by \$5.00 for each additional block of income of \$100.00. Consequently, a great number of women who do not have any personal income or who have very small incomes from their work outside the home but whose spouse may have an income which may be fairly high will, in reality, be penalized by this measure.

Quant aux femmes âgées, en dépit des programmes de sécurité sociale, 40 p. 100 d'entre elles vivent en dessous du

[Texte]

... inadequate incomes are too common, particularly among single, elderly women ... Many ordinary Canadians, women in particular, will continue to face a significant decline in their standard of living when they retire.

It is difficult to understand how indexing pensions below the rates of inflation meets the objective announced in the green paper, including that which states:

... elderly Canadians should be guaranteed a reasonable minimum level of income.

Ironically, some may point out that reducing the real value of women's income is not such a serious step, since at any rate their incomes are generally low and they must depend, in order to survive, on income sources other than either their own family allowance or even old age pensions. According to this analysis, deepening the poverty or the economic dependence of those who already find themselves in this state will not present a very drastic change.

The retired population is still composed principally of women already poor or economically dependent. In order to try to alternate the effects of inflation, the guaranteed income supplement has been increased for those women who can prove their poverty or the poverty of their family. In both these cases, family allowance and old age pensions, the scenario is the same. On one hand, reductions are made in the real value of benefits of a universal nature, which have been advantageous mainly to women; and on the other hand, payments are made to those who belong to the low-income families. The CACSW fears, through such a measure, a gradual transformation of our income security system is sought in order to force adults to become increasingly dependent on each other within the family, and to become eligible for benefits from government income security programs only if they prove they belong to a low-income family.

• 2025

Par de telles mesures, on affaiblit un système bâti pas à pas depuis la dernière guerre mondiale sous la pression des besoins exprimés par la population canadienne. On vise à transformer notre système de sécurité du revenu dont la partie universelle est fondée sur la solidarité sociale en un système fondé essentiellement sur la philosophie de la charité. Un tel retour en arrière produit la division qu'on a déjà connue entre les citoyens contribuables, non seulement difficilement solidaires, mais nécessairement opposés par les intérêts qu'ils retirent des régimes publics; d'une part, la classe moyenne et la plus riche verseront des impôts pour ces programmes mais considéreront ne jamais devenir assez indigents pour recevoir de tels bénéfices et, d'autre part, ceux et surtout celles qui auront un absolu besoin de ces bénéfices se feront traiter de profiteurs ou de parasites par les autres payeurs d'impôt.

[Traduction]

seuil de la pauvreté. De plus, dans le Livre vert sur les pensions, on constate à la page 61 que:

« ... l'inégalité des revenus est un phénomène beaucoup trop commun surtout chez les femmes âgées vivant seules ... Beaucoup de Canadiens moyens, surtout des femmes, continueront à faire face à une baisse sensible de leur niveau de vie à la retraite. »

On comprend difficilement comment l'indexation des pensions en bas du taux de l'inflation rencontre les objectifs esquissés dans le Livre vert, dont celui

« ... d'assurer aux Canadiens âgés un revenu minimum raisonnable. »

Ironiquement, certains prétendront qu'il n'est pas si grave de couper la valeur réelle des revenus des femmes puisque, de toute façon, leurs revenus sont en général faibles et qu'elles doivent, pour survivre, compter sur d'autres sources de revenu que le leur ou sur les allocations familiales ou même sur les pensions de vieillesse. Accentuer la pauvreté ou la dépendance économique de celles qui le sont déjà n'apparaît pas très grave selon cette analyse.

On sait que les retraités sont surtout des femmes, déjà pauvres ou dépendantes économiquement. Pour tenter d'atténuer cette mesure, le supplément de revenu garanti a été augmenté pour les femmes qui font la démonstration de leur indigence et de celle de leur famille. Dans ces deux cas, allocations familiales et sécurité de vieillesse, le scénario est le même. D'un côté, on coupe la valeur réelle des prestations à caractère universel qui bénéficient surtout à des femmes et, de l'autre côté, on tend la main pour offrir des prestations à celles qui appartiendront à des familles à faible revenu. Le Conseil consultatif canadien de la situation de la femme craint que par de telles mesures, on vise à transformer graduellement le système de sécurité du revenu, de façon à forcer les adultes à être dépendants les uns envers les autres dans la famille et à ne recevoir des prestations de sécurité du revenu des gouvernements que s'ils font la preuve qu'ils appartiennent à des familles à faible revenu.

Through such policies, the system which has been built up step by step since the Second World War through the pressure of the needs of Canadians is being weakened. That part of our system of income security which is universal is based on solidarity within our society. It is being transformed into a system based essentially on a philosophy of charity. Such a step backwards produces divisions which we have already seen between taxpayers who thus can only achieve a consensus with great difficulty and who are necessarily in opposition to each other because of the different benefits which they may receive from public programs. On one hand, we have the middle and upper classes, whose taxes support these programs, but who feel that they will never be able to benefit from them. On the other hand, we have those men and, above all those women, who will continue to have a real need of social benefits but who will be sometimes accused of laziness or taking advantage of the system by the other taxpayers.

[Text]

Il nous semble que ceux qui favorisent la sélectivité sous prétexte qu'ils pourront mieux améliorer la situation des plus démunis dans la société se font des illusions. De plus en plus, les économistes et autres experts qui se sont penchés sur cette question en arrivent à la conclusion que les régimes universels peuvent, mieux que les régimes sélectifs, améliorer le sort des classes à revenus moins élevés, et c'est sûrement le sort des femmes. C'est la conclusion d'un récent rapport de l'O.C.D.E. publié en 1981. En effet, les tests de revenus familiaux qu'imposent les régimes sélectifs accentuent la dépendance économique des femmes.

Les coupures aux allocations familiales et aux pensions de vieillesse nous apparaissent donc une politique peu souhaitable. D'ailleurs, il faut se demander pourquoi il faut choisir les seules mesures qui touchent surtout les femmes. Si l'on cherche à réduire ces dépenses et à le faire au profit des plus démunis, pourquoi n'a-t-on pas choisi de transformer l'exemption fiscale pour personnes à charge (laquelle favorise particulièrement les hommes à revenu élevé) en un crédit d'impôt versé aux personnes à charge, mesure favorisant et les classes à faible revenu et les femmes qui ont, des deux sexes, la situation économique la plus précaire?

Finally, the recent report of the Auditor General suggests that there may be other means of reducing government spending than by modifying social security programs of which women, especially, are the chief beneficiaries. In concluding, it could be pointed out that these proposed measures are contrary to the philosophy of the CACSW as expressed in its recommendations, its briefs and its publications over the last 10 years.

If you have any questions, Jennifer Stoddard will be pleased to answer.

Merci.

Le président: Je voudrais vous remercier, madame Pépin, pour ce mémoire présenté dans les deux langues officielles. Comme vous l'avez suggéré, nous passerons maintenant à la période des questions.

Madame MacDonald.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Thank you, Mr. Chairman.

Madam Pépin, I wonder if you perhaps first of all could tell me a bit about the Canadian Advisory Council on the Status of Women. Would you tell us something about your research group now? Is it the research group that has got this proposal together, and how many are in it? I would like to be brought up to date on where you are at the present time.

Mrs. Pépin: I will be delighted to give you the information.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Thank you.

Mrs. Pépin: It was prepared by our staff, and we were told Wednesday night that we had to appear today.

[Translation]

It seems to us that those who favor selectivity on the pretext that they can thus improve the situation of the most disadvantaged in our society may be acting on an allusion. Increasingly, economists and other experts who have examined this question are coming to the conclusion that universal social security programs can improve the situation of the lowest income classes better than selective programs. This is even truer as far as the economic situation of women is concerned. Such is the conclusion of the report of the OECD published in 1981. In fact, tests for family income imposed by selective programs will only increase the economic dependence of women.

Reductions in family allowances and in old age pensions seem then to be an undesirable policy. Moreover, the question must be asked: why choose those very programs which chiefly affect the female population of Canada? If a reduction in spending is desired and such a reduction is intended to be to the greater benefit of our most disadvantaged citizens, why can we not choose to modify the tax exemption for dependants,—which is particularly advantageous to men with higher incomes—to a tax credit which is paid to those very dependants. Such a measure would be to the advantage both of lower income groups and of women who, of the two sexes, are definitely placed in the most precarious economic situation.

Enfin, le récent rapport du Vérificateur général suggère qu'il peut y avoir d'autres moyens de réduire les dépenses gouvernementales que de toucher aux programmes de sécurité sociale dont les femmes, justement, sont les plus grandes bénéficiaires. En conclusion, soulignons que ces mesures vont à l'encontre de la philosophie du Conseil consultatif canadien de la situation de la femme telle qu'exprimée dans ses recommandations, ses mémoires et ses publications depuis 10 ans.

Si vous avez des questions à poser, M^{me} Jennifer Stoddard se fera un plaisir de vous répondre.

Thank you.

The Chairman: I would like to thank you, Mrs. Pépin, for presenting your brief in both official languages. As you have suggested, we will now go to the question period.

Miss MacDonald.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Merci, monsieur le président.

Madame Pépin, j'aimerais, tout d'abord, que vous me donniez quelques renseignements sur le Conseil consultatif canadien de la situation de la femme. Pourriez-vous nous parler de votre groupe de recherche à l'heure actuelle? Est-ce le groupe de recherche qui est responsable de cette proposition, et combien de personnes comprend-il? Je voudrais que vous nous mettiez au courant de la situation actuelle.

Mme Pépin: Je me ferai un plaisir de vous fournir ces renseignements.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Merci.

Mme Pépin: Cette proposition a été préparée par notre personnel, comme on nous a prévenus mercredi soir que nous devrions comparaître ce soir.

[Texte]

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): No, I would just like to know, for my own purposes, if you can tell us where you . . .

Mrs. Pépin: We have a director of research, we have two assistants to the director of research who are working full time, and we have some consulting for special studies.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): People who do work on contract. So really in your group now, in the research division, there are three people who are working full time.

Ms Jennifer Stoddard (Director, Research Division, Canadian Advisory Council on the Status of Women): Yes, there is a senior researcher, Dr. Marylee Stephenson. There is another staff researcher, Fran Shaver. Then we have an assistant and two secretaries and we make extensive use of outside consultants, depending on the specialized nature of the questions.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Will you be doing—because you have mentioned it in here—an analysis of the green paper on pensions and . . . ?

• 2030

Ms Stoddard: We certainly will. It is one of our priorities.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I will spare you asking what your initial reaction to it is. I will wait until I see your report.

The Chairman: It is not directly relevant to that bill, Miss MacDonald.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): No, I realize that it is not, except that it has been mentioned in quotes here.

But I would like to know, when do you anticipate that that might be coming forward? Just give us a ball-park figure, if you will, as to when.

Ms Stoddard: That is a very special case, because we will be working very closely with an outside consultant, the one who prepared our original paper . . .

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I see.

Ms Stoddard:—who is, actually, indisposed at this time, so I would think it might be six weeks. About six weeks, yes. We certainly do want to consult Louise Dulude; she did prepare our other paper and has agreed to act as consultant for us. It will be into January.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): That was all by way of getting up-to-date information from the advisory council, preliminary to my asking questions about this. It was just that I have not had the chance to get in direct touch with them, and I did want to have that information.

In the comments that you made tonight—may I say that many of the comments you made tonight have been made by almost every other group that has come before us: the fact that

[Traduction]

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Non, je voudrais simplement savoir, pour ma propre gouverne, si vous pourriez me dire . . .

Mme Pépin: Nous avons une directrice de la Division de la recherche, deux adjointes de la directrice qui travaillent à plein temps, et nous avons un certain nombre de conseillers lorsque nous effectuons des études spéciales.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Ce sont des gens engagés à contrat. Donc, à l'heure actuelle dans la Division de la recherche, vous avez trois personnes qui travaillent à plein temps.

Mme Jennifer Stoddard (Directrice de la Division de la recherche, Conseil consultatif canadien de la situation de la femme): Oui, nous avons une recherchiste principale, le Dr. Marylee Stephenson, et une recherchiste, M^{me} Fran Shaver. Nous avons également une adjointe et deux secrétaires et nous avons souvent recours à des conseillers, selon la nature spécialisée des questions.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Avez-vous l'intention—puisque vous en avez fait mention dans votre mémoire—de faire une analyse du Livre vert sur les pensions et . . . ?

Mme Stoddard: Certainement, puisque c'est l'une de nos priorités.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je ne vous demanderai pas quelle a été votre réaction initiale; j'attendrai de voir votre rapport.

Le président: Cela n'a pas vraiment à voir avec ce projet de loi, mademoiselle MacDonald.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Non, je m'en rends compte, et je n'en parle que parce qu'il est cité dans cet exposé.

Mais j'aimerais avoir une indication approximative sur la date de publication de ce rapport.

Mme Stoddard: C'est un cas très spécial, car nous travaillons en étroite collaboration avec un expert-conseil de l'extérieur, celui qui a préparé notre premier document . . .

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je vois.

Mme Stoddard: . . . et cet expert est pour le moment malade; je pense donc qu'il faut compter environ six semaines. Oui, environ six semaines. Nous voulons également en parler avec Louise Dulude; c'est elle qui a préparé notre deuxième document et a accepté de nous servir d'expert en la matière. Disons vers le milieu du mois de janvier.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Voilà les renseignements les plus à jour que je voulais obtenir du Conseil consultatif avant de passer aux questions. Je n'avais tout simplement pas eu l'occasion de me mettre en rapport avec le conseil et je voulais avoir ces renseignements.

Puis-je vous dire que de nombreuses observations que vous avez faites ce soir ont été pratiquement faites par chaque groupe qui a comparu devant nous, à savoir que ces disposi-

[Text]

these provisions, this 6 and 5 limitation of indexing on family allowances and old age pensions, hits women far more than it hits men; that it hits those in the lower-income brackets far more than it hits people of middle- or upper-income brackets; and that it not only has an immediate impact, but because the ongoing base of the family allowance cheque or of the old age pension is diminished, so will the payments be, down through the years. You have made these points again, and certainly we in this party agree with them totally.

But I have a question with regard to your comments on page 2. You are talking, at the bottom of the page—in English; this is the English version, I may say—about family allowances and old age pensions, and you say the scenario is the same. Now, basically I agree with you that it is the same, but frankly, I think it is worse in degree in the case of the old age pensioners, because while there is the limitation on indexing in both the old age pension and in the family allowance, there is the off-setting arrangement of the one-time child tax credit for those families, particularly lower-income families, who will receive that additional \$50. So that makes it—I will not say better—it makes it slightly less worse than what happens to, say, a widow of 70 years who has a \$9,000 income, because she does not get any off-setting arrangement whatsoever, and her loss over the next two years will be quite considerable and she has no way to make that up. So I just wanted to point out that while the overall scenario may be the same, the degree is worse with older people in that age group and in that income range. And I find that that is even more reprehensible than the bill that we are presently looking at.

We talked this afternoon with two groups who appeared before us and, to an extent, they both dealt with a problem where I think that the capping of the family allowance is going to provide, particularly in the long run, some real difficulties. And that is to people who are heads of single-parent families, most of whom are women.

• 2035

I wonder if in your research you are doing anything of this nature, to indicate if in the present economic situation the income conditions of these families are worsening vis-à-vis the broader two-spouse family?

Ms Stoddard: We are presently working at the council on two ongoing projects. One is preparing a small, what you could call an easily consultable handbook, which describes the economic situation of women in Canada so that ordinary everyday people can read it. It is accessible and it sets forth the problem in very clear terms. In that, then, there will be special sections devoted to a rethinking of government policy towards women and towards families, because right now it seems to be a very complex, interlocking web of often conflicting policies, especially when you put the federal policies together with the provincial policies. So we will be looking at that, especially as

[Translation]

tions, cette limite à 6 et à 5 p. 100 de l'indexation des allocations familiales et des pensions de vieillesse frappent davantage les femmes que les hommes; en outre, que ces dispositions portent un coup plus dur à ceux dont les revenus sont faibles qu'aux gens ayant un revenu moyen ou élevé. Non seulement les répercussions en seront immédiates, mais en raison de la diminution même du taux de base des allocations familiales et des pensions de vieillesse, les versements effectués diminueront également année après année. Vous-même l'avez souligné et il ne fait aucun doute que les membres de mon parti y souscrivent intégralement.

Mais j'aurais une question à poser à propos des observations que vous faites à la page 2 de votre exposé. Au bas de la page, et je me reporte à la version anglaise, vous dites que le scénario est le même qu'il s'agisse des allocations familiales ou des pensions de vieillesse. Grosso modo, je suis d'accord avec vous, mais honnêtement, je pense que la situation est pire dans le cas des retraités car si une limite est imposée à l'indexation et des pensions de vieillesse et des allocations familiales, il ne reste pas moins que le crédit d'impôt pour enfant compense cette perte de revenu et en particulier chez les familles à faible revenu qui recevront \$50 de plus. Je ne veux pas dire que cela améliore la situation, mais leurs difficultés sont certainement moindres que chez une veuve de 70 ans dont le revenu s'élève à \$9,000 par an puisqu'elle ne peut bénéficier de cette compensation supplémentaire; par conséquent, sa perte de revenu au cours des deux prochaines années sera considérable et elle n'a aucun moyen de la compenser. Je voulais simplement vous faire remarquer que si le scénario global est le même, il ne reste pas moins que les retraités dans ce groupe d'âge et dans cette catégorie salariale souffriront davantage. Et, à mon avis, cela est encore plus répréhensible que le projet de loi qui est actuellement à l'étude.

Nous nous sommes entretenus avec deux groupes qui nous ont dit que le plafonnement des allocations familiales va entraîner, en particulier à long terme, de sérieuses difficultés. Et je veux parler en particulier des chefs de famille monoparentale, dont la plupart sont des femmes.

Je me demande si les études que vous menez actuellement indiquent si, compte tenu de la conjoncture actuelle, la situation de ces familles empire par rapport à celle où les deux conjoints sont présents?

Mme Stoddard: Le Conseil étudie actuellement deux projets. Tout d'abord, nous sommes en train de préparer une brochure sur la situation économique des femmes au Canada et qui pourrait être facilement consultée par le Canadien moyen. Les problèmes y sont exposés en termes très clairs. Cette brochure comportera des sections spéciales consacrées à la politique envers les femmes et les familles, suivie par le gouvernement, car pour l'heure, elle ressemble de très près à une toile d'araignée où s'enchevêtrent des mesures souvent contradictoires, surtout lorsqu'on examine côte à côte la politique fédérale et la politique provinciale. Nous sommes donc en train d'étudier cette question, en nous attardant plus

[Texte]

it impacts on the increasing number of women who are heads of families, over the next few months.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I would be glad to have any data you have on that from time to time, anything you are releasing—or even if you are not releasing it publicly, you do not feel it is of interest to the general public but have the information and it is not classified or confidential, I am sure people like Mrs. Mitchell and myself and others would be very interested in having it.

Ms Stoddard: Certainly, yes.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I have a real reaction to these bills, because I think they are such ad hoc bills at a time when we really need to take a comprehensive look at our income security and retirement income programs, and these are only making the situation worse, rather than better.

In such a comprehensive review, which would mean going back and peeling all the layers off the onion that had built up over the years, getting down to see what we have to deal with, including, and perhaps most fundamentally, the income tax system—if we were to go that route, would you see family allowance being a program which is somehow outside of any comprehensive review, something which is not touched, or do you see it—you see, I do see it as being part of a total review and not something that is set aside—it would have to be looked at along with all of the other things?

Ms Stoddard: No, very definitely, any kind of overview of the economic situation in Canada of women has to look not only, let us say, at their position within the family in the labour market and so on but under the fiscal system, because it is the fiscal system that tends to classify us as dependants of men who come in, deduct us, et cetera. So the tax system is a very integral part of that review, including the whole problem of the child tax credit, credits for daycare services, and so on. No, that is very definitely going to be looked at.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Again, could I ask, are you doing anything on this yourselves? I realize it has a very broad scope.

Ms Stoddard: Yes, it is, but it is our major research project for next year, because we think it is very important. Right now what we have is a whole series of varying sets of information, often hard for women to consult, never rolled into one comprehensive whole that adds up to a total picture. I do not think that has really been done since the Status of Women in Canada. The economic situation is bad, and we do not want people to use it to ensure that the situation of women is still worse.

We will be looking into ways and means of doing it starting about March. We will be starting the different chapters probably over the summer. We intend to call on various experts across Canada, and we intend to do different chapters

[Traduction]

particulièrement sur les répercussions de cette politique sur le nombre croissant de femmes chefs de famille.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): J'aimerais bien pouvoir obtenir toutes les statistiques que vous pourrez rassembler à cet égard, tout ce que vous publierez et même, même si vous ne publiez rien, car vous estimez que cela n'intéresse pas le public en général, je suis sûre, si ces renseignements ne sont pas confidentiels, que des personnes comme M^{me} Mitchell et moi-même ainsi que d'autres aimeraient les avoir.

Mme Stoddard: Certainement.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Ces projets de loi suscitent chez moi une réaction très vive, car je pense que ce sont des projets de loi tellement spéciaux, à une époque où il faudrait réellement procéder à un examen approfondi de nos programmes portant sur la sécurité du revenu et sur les pensions de vieillesse; or, ces projets de loi ne font qu'empirer la situation et non pas l'améliorer.

Pour procéder à cet examen général, il faudra tout d'abord se débarrasser de tous les emplâtres qu'on avait collés au fil des ans, pour voir où en est la situation et je pense en particulier à l'impôt sur le revenu. Si nous devons donc emprunter cette voie, le programme d'allocations familiales devrait-il, à votre avis, faire partie de cette étude générale ou non? Car voyez-vous, moi je pense qu'elle devrait en faire partie.

Mme Stoddard: Effectivement, nous pensons que toute étude de la situation économique des femmes au Canada doit non seulement s'attarder sur le rôle qu'elles jouent au sein de la population active, mais également tenir compte du système fiscal car c'est ce système qui tend à nous assimiler aux personnes à charge des hommes qui peuvent obtenir des exemptions d'impôt, etc. Le système fiscal devrait donc faire partie intégrante de cet examen, y compris les problèmes posés par le crédit d'impôt pour enfant, les crédits pour les crèches, etc. Non, il faut étudier cela aussi.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Puis-je vous demander une fois de plus si vous vous penchiez vous-même sur cette question? Je me rends compte qu'il s'agit là d'une étude très vaste.

Mme Stoddard: Oui, mais il s'agit de notre principal projet de recherche de l'année prochaine, car nous pensons que c'est très important. Pour l'heure, il existe des tas d'études partielles qui ont été effectuées dans ce domaine, que les femmes peuvent difficilement consulter, et qui n'ont jamais été regroupées pour donner un aperçu général de la situation. Je pense que cela n'a jamais été fait au Canada depuis la création du Conseil consultatif de la femme. La conjoncture est mauvaise et nous ne voulons pas que les gens s'en servent pour s'assurer que la situation de la femme empire.

Nous allons donc nous pencher sur cette question dès le mois de mars. Nous commencerons vraisemblablement à rédiger les différents chapitres cet été. Nous avons l'intention de demander l'aide de divers experts au Canada et de traiter d'aspects

[Text]

on different aspects. We intend to supervise and *encadrer* the whole process ourselves. But it takes quite a bit of time. It has to be integrated, so we put a two-year . . .

• 2040

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Oh, yes.

Ms Stoddard: —so we have put a two-year limit on the project. We think it is very important, because there are too many conflicting policies concerning women right now.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Well, I am delighted to hear it; I really am. I think we have talked here in the last week or so about the three dimensions of this program—that is, the child tax exemption, the child tax credit, and family allowance—but that is only one limited aspect of our income security problems. You know, you cannot do it without looking at deferred income for pensions or what is needed for child care provisions during the life of a working woman; all of these things have to be part and parcel of any review. I get a feeling sometimes when people talk about comprehensive reviews that they are not entirely comprehensive.

Ms Stoddard: Well, this will be as comprehensive as it can be. We must say, though, that we do not think we will be doing any original research. The council has never been able to afford really to do individual original research. So we will be drawing on the very many studies that already exist in doctoral theses and articles and so on, and simply trying to put it together so that an individual can sit down and try to make some sense of all these programs. I do not know about you, but we find very it very hard, if you do this—how it will impact on the others. It is a very, very complex situation. There is enough information out there. I just do not think there has been enough emphasis on integrating it and seeing what the total picture adds up to, and why.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Thank you very much, Mr. Chairman. I will be interested to see . . .

The Chairman: Thank you, Madam MacDonald.

Madam Mitchell.

Mrs. Mitchell: Thank you, Mr. Chairman.

I wondered if you had any figures on the actual cost of living increases for families. Do you have any figures that would document that, and is it safe to say that they are well above 6 and 5?

Ms Stoddard: Well, we quoted in this paper—we do not have any right here with us tonight, but we could perhaps find some for you and send them over. We took the most recent statement for a projection of the cost of inflation, overall inflation, of 8.5 made by the Bank of Canada last week. One might presume that the cost of living is rising roughly parallel to inflation per year, which I believe is running at least 10%. But then again, the problem is computing that for families in

[Translation]

différents. Nous avons l'intention de surveiller et de diriger nous-mêmes les travaux. Mais cela demande du temps. Cette étude doit être intégrée et par conséquent, nous pensons que d'ici deux ans . . .

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Oui.

Mme Stoddard: Nous nous sommes donc imposé une limite de deux ans. Nous pensons que ce projet est très important car il existe trop de mesures contradictoires qui touchent les femmes à l'heure actuelle.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je suis très contente de vous l'entendre dire. La semaine dernière, nous avons parlé des trois dimensions de ce programme, à savoir, l'exonération d'impôt pour enfant, le crédit d'impôt pour enfant et les allocations familiales. Cependant, il ne s'agit là que d'un aspect limité des problèmes que pose la sécurité du revenu. Vous savez, on ne peut pas se pencher sur ce problème sans étudier les revenus différés sous forme de pensions, ou sans se pencher sur les dispositions portant sur l'éducation des enfants dans le cas de la femme qui travaille. Tous ces éléments doivent faire partie de toute étude effectuée à ce sujet. Je crains que lorsque certains parlent d'étude générale, celle-ci ne soit pas vraiment générale.

Mme Stoddard: Bien, cette étude le sera dans toute la mesure du possible. Je dois dire cependant que nous ne ferons pas de recherches nouvelles. Le Conseil n'a jamais pu se permettre d'en faire. Nous tirerons donc nos renseignements des très nombreuses études qui ont été déjà effectuées dans ce domaine, qu'il s'agisse de thèses de doctorat, d'articles de journaux, etc, et nous essayerons de les regrouper pour que les intéressés puissent savoir ce que signifient tous ces programmes. Je ne sais pas ce que vous en pensez, mais il est très difficile de le faire et de savoir quelles en seront les répercussions sur les autres. La situation est très complexe. Nous ne manquons pas de renseignements mais je pense que personne n'a encore regroupé toutes ces études pour donner un aperçu général de la situation.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Merci infiniment, monsieur le président. Je voudrais voir . . .

Le président: Merci, madame MacDonald.

Madame Mitchell.

Mme Mitchell: Merci, monsieur le président.

Je me demande si vous avez des statistiques sur les augmentations réelles du coût de la vie des familles. Avez-vous des statistiques à ce sujet et pouvez-vous nous dire si ces augmentations sont nettement supérieures à 6 et à 5 p. 100?

Mme Stoddard: Nous n'avons pas ces chiffres avec nous ce soir, mais nous pouvons peut-être les rechercher et vous les faire parvenir. Dans cet exposé, nous avons tenu compte des prévisions publiées la semaine dernière par la Banque du Canada qui indiquent un taux d'inflation de 8.5 p. 100. On peut supposer que le coût de la vie augmente à peu près au même rythme que le taux de l'inflation qui est actuellement d'au moins 10 p. 100. Mais ce taux n'est pas le même dans

[Texte]

the various areas of Canada, because the poverty line in Canada has at least five or six different levels, depending on whether you live in a rural or an urban area, whether you live in an area where there are rent controls, what the provincial subsidies and so on are. It is very hard to give a ball-park figure.

Mrs. Mitchell: I was thinking more of the cost of raising a child, which is what the family allowance money goes for, generally.

Ms Stoddard: Yes, yes.

Mrs. Mitchell: But I assume that certainly the cost of clothing alone, not to mention food, is well over 6%.

Ms Stoddard: Yes.

Mrs. Mitchell: I wonder what the council's position really is as far as universal programs. I gather from what you said that you really support universal family allowances and old age pensions, too, as a priority which should be fully indexed. Am I correct? Is that the main conclusion of your paper?

Ms Stoddard: Yes. The council's position as of June 1980 has a formal resolution in favour of universal family allowances, indexed to the cost of living, and that no cuts should be made in government spending that goes to families. That is our position.

As for pensions, we have a whole paper out on pensions which suggests not only that pensions should be indexed to the cost of living, but in fact the programs should be redesigned so that they include more women at a higher rate of benefits payable than they do now.

Mrs. Mitchell: Would you feel it would be desirable—and we would have to find the money for it, of course—to increase family allowances; that they should actually be increased?

Ms Stoddard: We think they should certainly be kept level with the cost of living. As for increasing them, rather than going the route of another fiscal measure, could we wait and do a little more thinking on that question? We are responding to an immediate situation. That is a very difficult question and we are trying to think it through and . . .

Mrs. Mitchell: Yes. Well, I mentioned this this afternoon and it came out of some comments we have had in a couple of hearings of the task force on older women, which we have been very much involved with this fall across Canada. A woman, I think in Fredericton, proposed that she felt there should be—it would be desirable to increase the family allowance so that women, to some degree, might have a choice whether or not to remain at home with children.

• 2045

This is assuming it is a woman with another source of income. Maybe it would not pay for parenting, but it is a recognition of the important role of parenting without its being a full wage. It might be enough to allow payment into the Canada Pension Plan as well; and of course, for lower-income

[Traduction]

toutes les régions du Canada puisque le seuil de pauvreté peut être établi à 5 ou 6 différents niveaux au Canada; selon que vous vivez dans une région rurale ou urbaine, ou dans une région où une limite a été imposée au loyer, cela dépend des subventions provinciales et ainsi de suite. Il est très difficile de vous donner un chiffre approximatif.

Mme Mitchell: Je pensais davantage aux coûts qu'entraîne l'éducation d'un enfant qui est la raison première des allocations familiales.

Mme Stoddard: Oui, oui.

Mme Mitchell: Mais on peut supposer que le coût des vêtements, sans parler de la nourriture, a augmenté de plus de 6 p. 100.

Mme Stoddard: Oui.

Mme Mitchell: Je me demande ce que pense le Conseil des programmes universels. D'après ce que vous avez dit, vous êtes en faveur des programmes universels touchant les allocations familiales et les pensions de vieillesse et que celles-ci devraient être intégralement indexées. Ai-je raison? Est-ce là la principale conclusion de votre exposé?

Mme Stoddard: Oui. En juin 1980, le Conseil a adopté une résolution officielle selon laquelle il souscrit intégralement au programme universel d'allocations familiales indexé au coût de la vie; le Conseil estime également que les dépenses publiques touchant les familles ne devraient pas être réduites. Voilà notre position.

Quant aux pensions de vieillesse, nous avons publié un document qui indique que non seulement elles devraient être indexées au coût de la vie, mais que les programmes devraient être restructurés pour que plus de femmes touchent plus de prestations qu'elles ne le font actuellement.

Mme Mitchell: Pensez-vous qu'il faudrait, à condition de trouver des crédits supplémentaires évidemment, augmenter les allocations familiales?

Mme Stoddard: Nous pensons qu'elles devraient suivre de près l'augmentation du coût de la vie. Quant à l'augmentation que vous proposez, au lieu d'adopter une autre mesure fiscale, ne pourrions-nous pas attendre et y réfléchir davantage? Nous réagissons à une situation urgente. C'est une question très difficile, nous essayons d'y penser et . . .

Mme Mitchell: Oui. J'en ai parlé cet après-midi et c'est ce qui a été dit dans le cadre de deux séances du groupe de travail sur les femmes âgées, groupe de travail au sein duquel nous avons beaucoup travaillé cet automne au Canada. Je crois que c'est à Fredericton qu'une femme a proposé que les allocations familiales soient augmentées pour que les femmes puissent, dans une certaine mesure, décider si elles veulent ou non rester à la maison avec leurs enfants.

Cela suppose que cette femme ait une autre source de revenu. Cela ne couvrirait peut-être pas les frais d'éducation des enfants, mais permettrait de reconnaître que ce rôle est très important; cette somme n'équivaldrait pas cependant à un plein salaire. Elle permettrait peut-être de cotiser également

[Text]

women in single-parent families, in addition, you would need supplementary income. But maybe I could leave that with you.

Ms Stoddard: Yes. If she is talking about that kind of fringe benefit, she is almost talking about a wage for mothers or for housewives.

Mrs. Mitchell: That is right—or for fathers; whoever does the parenting.

Ms Stoddard: Yes, for parents; I am sorry; for parents in general. Right now we are talking about benefits at the level of \$27 or \$29 per month per child. There is already a huge difference, as Miss MacDonald pointed out, between that level and the level of the old-age security; and presumably something this person would be referred to would be again at the level of old-age security. We just have not thought that through; that is a drastic change.

Mrs. Mitchell: I think it would be very interesting to get the council's opinion on that, as a concept.

The other opposing view, as I mentioned this afternoon also, is that some feminists feel that this might lock women into the home to a greater degree. But the assumption is there would be a choice; and women should have options to go into the work force or to remain at home, or maybe remain at home and do some part-time work as well.

Anyway, I will leave that one with you.

We heard this afternoon also—and I think the brief from the CCSD was particularly good in this respect—about tax reforms that should be made . . . and certainly contradict the programs you have referred to also. But tax reforms should be made to help cover the costs of increasing family allowances; perhaps increasing the child tax credit, or better still, even replacing that with a guaranteed income.

One of the things that, of course, has been referred to pretty consistently is that we should abolish the exemption for dependent children; that unlike the child tax credit, this really benefits higher-income families and allows tax exemptions that should be going into helping to pay some of the costs of a more equitable system. I am wondering if you have any views on that.

Ms Stoddard: As you can see, we have used that as an example, simply an example of an alternate measure, abolishing that if the government was looking for alternate ways to save money, which we suggest it do. Yes, that certainly has been talked about. It is not one of our formal resolutions; but it is one we are studying, because as you point out, it benefits mainly those in the highest income tax brackets, who need this the least.

Mrs. Mitchell: I think it would be a very logical and immediate step we could do that would help to pay costs.

The other thing I am wondering is, if you are supporting universality, which you are—and again I am talking about family allowances—and we say to pay for some of these programs and perhaps eventually to increase the family

[Translation]

au Régime de pension du Canada. Evidemment, il faudrait un revenu supplémentaire pour les femmes à faible revenu qui sont également chefs de famille. Vous pouvez y penser.

Mme Stoddard: Oui. Si cette femme parle de ce genre d'avantages sociaux, elle parle presque d'un salaire accordé aux mères ou aux maîtresses de maison.

Mme Mitchell: C'est exact; ou pour les pères, si ce sont eux qui élèvent les enfants.

Ms Stoddard: Oui, pour les parents, excusez-moi. Pour les parents en général. Pour l'heure, ces prestations s'élèveraient à environ \$27 ou \$29 par mois par enfant. Il existe déjà une très grande différence, comme l'a souligné M^{lle} MacDonald, entre ce niveau et le niveau de la sécurité de la vieillesse et cette personne serait vraisemblablement de nouveau reportée à la sécurité de la vieillesse. Nous n'y avons pas pensé, mais il s'agit d'un changement radical.

Mme Mitchell: Je pense qu'il serait très intéressant d'obtenir l'opinion du Conseil à ce sujet, en tant que concept.

D'autre part, comme je l'ai également dit cet après-midi, certaines féministes pensent que les femmes seraient encore davantage confinées à la maison. Mais, en fait, les femmes auraient le choix; elles pourraient soit entrer dans la vie active soit rester à la maison ou peut-être rester à la maison et faire du travail à temps partiel.

De toute façon, je vais vous laisser y réfléchir.

Nous avons également entendu cet après-midi, et je pense que le mémoire présenté par le Conseil canadien sur le développement social était excellent à cet égard, des témoignages sur une éventuelle réforme fiscale et ce conseil s'attaque également aux programmes auxquels vous avez fait allusion. Mais les réformes fiscales devraient servir à couvrir l'augmentation des allocations familiales, peut-être même à augmenter le crédit d'impôt pour enfant ou encore mieux, à remplacer ce crédit par un revenu garanti.

A peu près tous les groupes qui ont comparu devant nous ont également dit qu'il fallait supprimer l'exonération pour enfant à charge car, contrairement au crédit d'impôt pour enfant, cette exonération profite en réalité aux familles à revenu élevé et autorise des exemptions fiscales qui devraient en fait permettre d'adopter un système plus équitable. Je me demande ce que vous en pensez.

Mme Stoddard: Comme vous pouvez le constater, nous avons cité cet exemple nous-mêmes, nous avons dit que si le gouvernement voulait trouver d'autres moyens d'économiser de l'argent, il pouvait supprimer cette mesure. Oui, effectivement on en a beaucoup parlé. Ce n'est pas une de nos résolutions officielles, mais nous sommes en train de l'étudier car, comme vous l'avez dit, cette exonération profite surtout à ceux qui ont des revenus élevés et qui en ont le moins besoin.

Mme Mitchell: Je pense que cette mesure pourrait contribuer presque immédiatement à couvrir les frais.

Si vous êtes en faveur de l'universalité des programmes et vous avez dit que vous l'étiez (je parle des allocations familiales), et nous avons dit qu'il fallait trouver des crédits supplémentaires pour financer certains de ces programmes et pour

[Texte]

allowance we are going to need to find money to pay for that, what would be the pros and cons of having a tax reform that would, in effect, tax back almost the whole family allowance from higher incomes? Of course, the 7% highest income, who have so many tax loopholes they pay no tax at all, get this for free on top of all their tax exemptions. Would you have any views on those kinds of tax reforms?

Ms Stoddard: Again, we have not really formally considered it; but I cannot see any objection, because I think the family allowance is designed to ensure those who really need the money have it. So I think simply taxing it back at the higher-income brackets is quite a logical step, because in fact they do not need it. At the same time, you are preserving the advantages of a universal social security system.

Mrs. Mitchell: It means the allowance also still goes to the woman. Even though it is at a higher income, she still gets a cheque in her own name, which for middle-and higher-income women is quite important, I think, too.

Finally, I wonder if the council has any policies or whether you will be looking at this and at future-oriented social policies and economic needs, in moving from the child tax credit and a lot of the piecemeal social allowances to an adequate family allowance system in Canada. This is particularly important for single-parent families and for the working poor as well as for women on welfare.

Ms Stoddard: Yes, in our study of the economic situation of women, we will be looking at that, because it is such an important question. It is very difficult for most of us to make some sense of it; I think that is my feeling. Yes, certainly, we will be looking at it in the coming year and trying to come up with one clear set of suggestions as to what would be best.

• 2050

Mrs. Mitchell: Thanks very much, Mr. Chairman.

Le président: Merci, madame Mitchell.

Monsieur Marceau.

M. Marceau: Merci, monsieur le président.

Il est certainement toujours plus facile d'aller dans le sens du courant, de plaire aux témoins et de leur dire qu'on accepte tout ce qu'ils nous disent, mais quand on fait partie d'un gouvernement on est obligé de faire des choix, et je vous avoue que ce n'est pas toujours facile.

Lorsque vous dites que vous êtes sensibles à notre attitude de restrictions budgétaires... cela vous le reconnaissiez, c'est la première phase; mais si je comprends bien, immédiatement après, vous en venez à dire que malgré la situation actuelle, si grave soit-elle, on ne devrait pas toucher au domaine des

[Traduction]

augmenter les allocations familiales, quels seraient à votre avis les avantages et les inconvénients d'une réforme fiscale qui aurait pour effet de déduire des revenus plus élevés la presque totalité des allocations familiales? Il est évident que les 7 p. 100 de Canadiens qui ont les revenus les plus élevés et qui bénéficient d'échappatoires si nombreuses qu'ils ne paient pas d'impôt du tout, obtiennent ceci gratuitement en plus de toutes leurs exonérations fiscales. Que pensez-vous de ces réformes fiscales?

Mme Stoddard: De nouveau, nous ne nous sommes pas réellement penchés sur la question, mais je n'y vois aucune objection car je pense que le versement des allocations familiales sert à donner de l'argent à ceux qui en ont le plus besoin. Il serait donc tout à fait logique que les gens ayant les revenus les plus élevés soient imposés car en fait ils n'ont pas besoin de cet argent. En même temps, on préserve les avantages d'un système universel de sécurité social.

Mme Mitchell: Cela veut dire l'allocation familiale ira toujours à la femme. Même si le revenu est plus élevé, elle obtient toujours un chèque libellé en son nom, ce qui est très important, je crois, même pour les femmes ayant un revenu moyen ou élevé.

Enfin, je me demande ce que le Conseil pense de la possibilité que le crédit d'impôt pour enfant ainsi que toutes les allocations sociales distribuées ici ou là soient regroupés en un système global d'allocations familiales au Canada; et si vous n'avez pas de position ferme à ce sujet, avez-vous l'intention de vous pencher sur la question ainsi que sur celle de la politique sociale et des besoins économiques à l'avenir? Ceci est particulièrement important pour les familles monoparentales, pour les employés à faible revenu ainsi que pour les femmes qui bénéficient de l'aide sociale.

Mme Stoddard: Effectivement, nous nous pencherons sur cette question, d'ailleurs fort importante, lors de notre étude sur la situation économique des femmes. La plupart d'entre nous avons des difficultés à y voir clair. Oui, il ne fait aucun doute que nous allons étudier cette question l'année prochaine et que nous allons essayer de proposer un ensemble de recommandations sur ce qu'il conviendrait de faire.

Mme Mitchell: Merci beaucoup, monsieur le président.

The Chairman: Thank you, Madam Mitchell.

Mr. Marceau.

Mr. Marceau: Thank you, Mr. Chairman.

It is certainly always easier to go in the direction of the current and to try to please the witnesses by telling them we agree with everything that they have said, but when one is a member of a government, one must make choices, and that is not always easy.

When you say that you are sensitive to our desire for restraint in government spending—you know what I am referring to; you say this in the first sentence of your brief; but if I understand correctly, immediately after this, you say that in spite of the current situation, however serious it may be, we

[Text]

pensions de vieillesse et des allocations familiales. Est-ce que c'est bien le sens de ce que vous voulez dire?

Mme Pépin: Certainement, nous disons que malgré la situation économique qui est très précaire actuellement, nous demandons au gouvernement de s'attarder sur les allocations familiales et les pensions. Dans ces deux groupes, ce sont les femmes qui sont majoritaires, et comme plusieurs études le démontrent, les gens les plus pauvres au Canada sont les femmes. Alors nécessairement, c'est cela. On demande au gouvernement d'être très prudent parce que l'on n'est pas d'accord. On trouve que ces deux programmes ne devraient pas entrer sous le 6 et 5 p.100.

M. Marceau: Autrement dit, même s'il y a des gens qui ont des revenus très élevés, ils devraient continuer à être aidés par l'État, simplement par le fait qu'on ne devrait pas toucher à ce programme. Si je prends votre argumentation, vous dites, «pour aucune considération», ce qui veut dire que quel que soit le revenu, vous n'estimez pas, que l'on doive, comme gouvernement, dans la situation actuelle, exercer une certaine limite dans la distribution des fonds publics.

Mme Pépin: Oui. Vous pouvez le faire certainement. Mais il y a plusieurs façons de le faire. Je vais demander à Jennifer de vous donner les détails.

Mme Stoddard: Nous suggérons qu'il est possible de pratiquer une certaine économie fiscale par d'autres mesures qu'une réduction globale dans toutes les allocations familiales et les pensions de vieillesse.

Bien sûr nous savons, comme tout le monde, que c'est la minorité des mères de famille qui n'en n'ont pas vraiment besoin. Il s'agit de quelques femmes très fortunées, par rapport à la moyenne des Canadiennes, et c'est la même chose pour les vieilles personnes. Nous essayons de démontrer ou d'esquisser ici, et la preuve a été faite ailleurs, d'essayer de toucher à ces programmes dits de portée universelle, est mauvais pour plusieurs raisons. Donc nous disons, si vous voulez épargner... bien sûr, que l'État n'a pas besoin de subventionner, par exemple, les mères de famille qui gagnent plus de \$40,000. Mais il y a une façon plus facile d'administrer cela, simplement en augmentant, en taxant les bénéfices donnés à ces personnes. Cela donne un programme qui est beaucoup plus facile à administrer et cela ne touche pas à la portée de tout le programme d'allocations familiales que nous avons depuis la Deuxième guerre. C'est certain qu'il y a des Canadiens qui n'en ont pas besoin, mais des économistes nous font la preuve que ce sont des programmes de portée universelle, d'abord payables aux gens, et dont l'excédent est repris par le fisc, qui est le moyen social le plus efficace de redistribution.

M. Marceau: Si je comprends bien..., l'argumentation est, et cela me surprend toujours... Je lis votre mémoire, j'écoute votre témoignage. On parle des femmes, et on ne parle pas des enfants. Rarement on les implique, mais cela me surprend toujours. Vous semblez considérer ce système d'allocations familiales comme étant un salaire pour les femmes et non pour les enfants.

Mme Pépin: En 1982, un petit enfant... Je suis essouffée de vous entendre dire une chose pareille.

[Translation]

should stay away from old age pensions and family allowances. Am I correct in interpreting what you have said in this way?

Mrs. Pépin: Certainly, we are saying that in spite of the economic situation, which is very uncertain at this time, we would like the government now to take any action in the area of family allowances and pensions. Not only do women make up the majority in these two groups, but, as several studies have shown, the poorest people in Canada are women. So obviously, that is what we are saying. We are asking the government to be cautious because we do not agree with the action they wish to take. We feel that these two programs should not come under the six and five programs.

Mr. Marceau: In other words, even though there are people who have very high incomes, they should continue to receive assistance from the state, simply because we should not go anywhere near this program. Your argument, then, seems to be that "under no circumstances", which seems to mean no matter what their income is, you do not feel that the government should limit the distribution of public funds in the current economic situation.

Mrs. Pépin: Yes. You certainly can do that. But there are several ways of doing so. I will now ask Jennifer to give you some details.

Ms Stoddard: We are suggesting that it is possible to achieve restraint through measures other than an overall reduction in family allowances and old age pensions.

Of course, we know, like everyone else does, that there is a minority of mothers who do not really need these family allowances. But we are talking about a few very fortunate women, as opposed to the average Canadian woman, and the same thing applies to the elderly. We are trying to show here and, indeed, it has been proven elsewhere, that targeting universal programs is a bad idea for several reasons. We are saying that if you wish to save money—of course, the state should not subsidize mothers who make more than \$40,000. But there are easier ways to attain that goal, simply by increasing, or, rather, by taxing the benefits given to these people. It would make for a much easier program to administer and would not affect the whole family allowances program which we have had since the second world war. There is no doubt that some Canadians do not need family allowances, but economists have proven that it is precisely the universal programs, which provide for direct payment to people, and the excess of which goes to the tax collector, which is the most effective social means of redistributing income.

Mr. Marceau: If I understand you correctly, your argument is—and I am still surprised by this... I have read your brief and listened to your testimony. You are talking about women here, but nowhere do you speak of children. Rarely are they involved in your discussion, and I am surprised by this. You seem to consider this family allowances system as a salary for women and not for children.

Mrs. Pépin: In 1982... I am absolutely astounded to hear you say such a thing.

[Texte]

M. Marceau: Non, non! Mais ce que je veux dire . . .

Mme Pépin: C'est payable aux mères de famille pour aller aux enfants. Écoutez!

M. Marceau: Oui, c'est cela.

Mme Stoddard: Actuellement, 90 p.100 des femmes sont des mères de famille au Canada, ou à un moment de leur vie.

M. Marceau: Ne considérez-vous pas de plus en plus que les hommes s'occupent également des enfants. C'est dans cette perspective que je le dis.

Mme Pépin: Je suis bien d'accord, qu'actuellement, les hommes de plus en plus vont s'occuper de leurs enfants. Actuellement, dans la majorité des cas, ce sont les femmes qui s'occupent de leurs enfants et l'allocation familiale est versée aux mères parce que ce sont elles qui la reçoivent.

• 2055

Quand beaucoup d'hommes s'occuperont de leurs enfants, probablement qu'on demandera à ce moment-là au gouvernement d'en donner aux pères qui s'occupent des enfants. Mais actuellement, ce sont les femmes qui s'occupent des petits, et c'est pour cela qu'on demande que les programmes d'allocations familiales soient protégés.

M. Marceau: Vous dites que les sommes vont aux enfants. Est-ce que le crédit d'impôt, qui est augmenté de façon substantielle, soit à 38 p. 100, n'est pas justement . . .

Mme Pépin: Dix-sept p. 100.

M. Marceau: Est-ce que c'est 17?

Mme Pépin: Oui, 17 p. 100.

M. Marceau: Excusez-moi, vous avez raison.

Mme Pépin: À part cela, quand on parle des mères, quand on connaît le pourcentage de mères célibataires et de femmes qui sont chefs de famille actuellement au Canada, on voit que ce sont elles qui sont prises avec les enfants, et c'est certainement à elles que doivent aller les allocations familiales pour les enfants. Alors, c'est simplement 17 p. 100.

M. Marceau: Oui, c'est 17 p. 100, je m'excuse. Non, il ne faut pas le prendre d'une façon agressive . . .

Mme Pépin: Non, mais je trouve amusant que vous me racontiez quelque chose en 1982 . . .

M. Marceau: Oui, mais comme législateur, j'essaie de déceler . . . Comme je vous dis, c'est toujours facile; vous êtes belle, vous êtes fine, vous avez raison. Je peux faire un peu comme tous ceux qui m'ont précédé, mais ce n'est pas mon travail; mon travail n'est pas de dire ce que je ne pense pas. J'essaie de chercher la vérité, et j'essaie de trouver un moyen d'aider ceux qui sont dans le besoin. C'est ma préoccupation.

D'autres associations sont venues et elles m'ont toujours dit: c'est pour protéger les femmes, c'est pour soulager la pauvreté des femmes. Je suis d'accord qu'elles sont plus pauvres, mais je me dis, que les allocations familiales sont là pour aider en premier lieu les enfants. C'est ainsi que je vois cela. Si vous me dites que ce n'est pas le cas, si je n'ai pas raison . . . C'est une

[Traduction]

Mr. Marceau: No, no! What I meant was . . .

Mrs. Pépin: It is pay to mothers to be given to the children, for heaven sake!

Mr. Marceau: Yes.

Ms Stoddard: At the present time, 90 per cent of women are mothers in Canada, or will be at one point in their life.

Mr. Marceau: Do you not feel that men are increasingly taking care of their children as well? It is in this perspective that I made that comment.

Mrs. Pépin: I do agree that at the present time, men are starting to take additional responsibility for child care. Right now, however, in the majority of cases, women are the ones who look after their children and the family allowances are paid to mothers because they are the ones that should receive it.

When a great many more men take care of their children, then we might ask the Federal Government to address the family allowances to the fathers who take care of their children. However, at this time, women are taking care of the children, and that is why we are asking that the family allowance programs be protected.

Mr. Marceau: You say that the monies go to the children. Is not the tax credit then which has been increased substantially, up to 38 per cent, indeed . . .

Mrs. Pépin: It is 17 per cent.

Mr. Marceau: Did you say it was 17 per cent?

Mrs. Pépin: Yes, 17 per cent.

Mr. Marceau: Excuse me, you are quite right.

Mrs. Pépin: Moreover, when we consider the percentage of single mothers, and women who are heads of family, in Canada at this time, we see that they are the ones who are stuck with the children, and that certainly the family allowances should go to them on behalf of the children. Yes, the rate is only 17 per cent.

Mr. Marceau: Yes, that is quite true, I apologize. Now you must not become aggressive . . .

Mrs. Pépin: No of course, but in 1982, I find what you are relating quite amusing.

Mr. Marceau: Yes, but as a legislator, I am trying to find . . . As you have said, it is always very easy; you are beautiful, you are considerate, and you are right. I could do like others who have preceded me, but that is not my job; my job is not to bring out what I will not believe. I am trying to find the truth, I am trying to find a way to help those in need. That is my concern.

Other organizations have been before us, and they have always said; it is to protect the women, it is to relieve poverty among women. I agree that women are poorer, but I also believe that the family allowances are there first and foremost to help children. That is how I see it. If you are saying that is not the case, that I am not right . . . that is what I thought, but

[Text]

chose que j'ai pensée, mais le langage utilisé ne m'apparaît pas nécessairement bien orienté. Si je fais erreur je veux vous donner l'occasion de me le dire.

Mme Pépin: Comme vous venez de le dire, les femmes sont pauvres . . .

M. Marceau: Certainement.

Mme Pépin: Donc, les femmes sont pauvres, elles sont chefs de famille, elles sont responsables des enfants et à ce moment-là, la famille est pauvre. La majorité des enfants restent avec les mères, actuellement. Vous connaissez quel est en 1982 le pourcentage de familles monoparentales, quel est le pourcentage d'hommes qui ne paient pas leurs pensions alimentaires. Je pense donc que c'est la mère . . . On parle du taux de pauvreté chez les femmes: les femmes commencent à être pauvres à 19 ans, à 24 ans, et elles sont à ce moment-là chefs de famille avec deux enfants. Donc, sans aucun doute, il faut que l'allocation familiale aille aux mères, parce qu'elles n'auront même pas de quoi nourrir leurs petits.

M. Marceau: Eh bien, c'est justement le sens de la question que je voulais vous poser: est-ce que cela ne devrait pas être orienté autrement? Pourquoi ne serait-ce pas ceux qui sont vraiment responsables des enfants qui subiraient le coût, plutôt que l'ensemble de la population? Que les enfants aient des droits, que les femmes aussi aient des droits, je suis pleinement d'accord, mais il me semble qu'en ce qui concerne les politiques, on prend la voie de la facilité. On dit: on va taxer tout le monde pour ceux qui ne prennent pas leurs responsabilités. Que les hommes ne prennent pas leurs responsabilités, je trouve cela absolument aberrant! Je le constate dans plusieurs cas. Et puis je me demande si en ce qui a trait aux politiques, on n'est pas trop faible vis-à-vis de ceux qui ne prennent pas leurs responsabilités. Est-ce qu'on ne s'en décharge pas en disant tout simplement: l'État va se charger des responsabilités que les autres devraient assumer? C'est un peu cela ma préoccupation.

Mme Pépin: Je veux bien que l'État demande aux hommes de prendre davantage leurs responsabilités. Je pense que l'État doit faire quelque chose pour faire comprendre aux hommes que bien souvent, ils ne prennent pas leurs responsabilités vis-à-vis des enfants, comme vous le dites si bien.

M. Marceau: C'est sûr.

Mme Pépin: Et vis-à-vis des femmes. Alors, c'est pour cela, entre autres, que quand on regarde le programme d'allocations familiales, on dit: c'est un programme qui pourrait aider l'État et les hommes à prendre leurs responsabilités; il ne faut pas toucher à ce programme-là.

M. Marceau: Justement, le problème qu'on pose dans tout cela, est-ce que ce n'est pas un problème familial? Est-ce qu'on ne dit pas que la famille s'est brisée parce que chacun ne prend pas ses responsabilités, surtout les hommes, parce que ce sont eux, je pense, qui sont pratiquement en défaut? Donc, est-ce que l'orientation est vraiment bonne? Disons que vous avez raison: il faut maintenir une somme d'argent. Moi, j'insiste surtout sur la provenance de cet argent. Au lieu de l'obtenir par des programmes gouvernementaux accrus, il me semble qu'on devrait, de préférence, s'orienter vers ceux qui sont les

[Translation]

the language used does not seem quite right. If I am wrong, I would want you to take the opportunity to tell me so.

Mrs. Pépin: As you have just said, women are poorer . . .

Mr. Marceau: Of course.

Mrs. Pépin: Well women are poorer, but they are also heads of family, they are also responsible for children, and then the whole family is poor. Indeed, the majority of women remain with their mothers. Do you realize in this year 1982 the percentage of single parent families, the percentage of men who do not pay their support allowances. So it is up to the mother . . . We talk about the rate of poverty among women: women begin to be poorer at age 19 at 24, and they are already heads of family with two children. So, there is no doubt that the family allowances must be addressed to the women, because they do not even have enough to feed their children.

Mr. Marceau: Well that was just the sort of question I wanted to ask: should not the system been given a new direction? Why should it not be those who are responsible for the children who should bear the cost, rather than the population as a whole? Certainly, children should have rights, as women must also have rights, but it seems to me, that our policies are based on the path of least resistance. We say simply that we will tax everyone for those who will not accept their responsibilities. I find it absolutely abhorrent that men should not assume their responsibilities! And I have seen this in many cases. But with respect to policies, I wonder if the government is not being rather weak, with respect to those who will not assume their responsibilities. Are we not using the easy way out, by saying that the state should carry the burden for those who will not accept their responsibilities? That is more or less my concern.

Mrs. Pépin: Of course I prefer that the state require that men look more at their responsibilities. I think that the state should do something to make men understand that very often, they are not being responsible towards their children, as you have so well said.

Mr. Marceau: That is quite true.

Mrs. Pépin: And of course towards the women. Among others, that is one of the reasons that we are considering the family allowance program: it is a program to help the state and men to accept their responsibilities; it is untouchable.

Mr. Marceau: Indeed, but is not the problem a family problem in fact? Are we not saying that the family was broken up because no one would accept his responsibilities, particularly the men, since in most cases, they are the ones at fault? Or is the direction of the program really sensible? Let us assume that you are right: that we must maintain some form of allowance. What I am thinking of is where that money should come from. Rather than finding it through increased governmental programs, it seems to me that it would be

[Texte]

véritables responsables et qui devraient les prendre leurs responsabilités, qui devraient payer en conséquence.

Mme Pépin: Je suis entièrement d'accord. Parce que si vous augmentez le fardeau de l'État, à ce moment-là...

• 2100

M. Marceau: C'est dans ce sens que... Si vous augmentez le fardeau de l'État, à ce moment-là, cela cause des problèmes. Il reste que ceux qui ont des responsabilités ne les prennent pas et c'est... Je crois que le problème fondamental en est un de responsabilités envers les enfants et les femmes, comme vous l'exposez.

Mme Pépin: Par contre, si les gens, comme vous le dites, ne prennent pas leurs responsabilités, c'est à l'État à prendre les responsabilités des gens qui ne les prennent pas. On ne peut pas laisser les enfants et les femmes dans une situation de pauvreté comme celle-là. Je ne le pense pas.

M. Marceau: Les études que vous avez faites et dont vous parlez sont assez intéressantes. Lorsque vous dites, tout comme l'étude de l'O.C.D.E.: que les programmes universels peuvent, mieux que les régimes sélectifs, améliorer le sort des classes à revenu moins élevé... J'essaie de comprendre. Vous voulez sûrement dire que plus vous aidez de personnes en bas âge, plus vous remontez le niveau de la pauvreté. J'essaie de saisir exactement.

Mme Stoddard: Très bien. Je pense que les économistes croient que, d'une part, cela semble facile, plus économique, plus efficace de dire qu'on ne va donner de l'argent qu'à ceux qui en ont besoin. Mais le problème est toujours le même: comment connaître le besoin de ceux et celles... C'est la grosse faille des systèmes, il y a toujours quelqu'un juste sur la marge, dans le besoin, mais qui ne se qualifie pas pour un tel programme ou, par contre, il y a des abus et de la corruption: certaines personnes remplissent de fausses déclarations, etc. Les programmes sélectifs sont coûteux à administrer parce qu'il faut une armée de fonctionnaires. Je vais vous donner des exemples. Le programme canadien d'allocations familiales, universel, dont bénéficient 86 p. 100 des mères de famille cela s'appelle une *take up rate* qui est très élevé, coûte .5 p. 100 de son coût total, soit 2.2 milliards de dollars, moins .6 milliard de dollars repris par l'État.

Par contre, les programmes d'assistance sociale au niveau municipal, qui prennent une armée de fonctionnaires municipaux, coûtent 14.5 p. 100 de tout l'argent payé aux bénéficiaires. Le test a été fait pour la province de l'Ontario. Cela vous donne une idée que plus on essaie de trouver exactement les gens qui en ont besoin, plus on gaspille de l'argent. On s'imagine que c'est beaucoup plus facile. On ne parle pas des problèmes d'abus et de corruption, non plus que d'une chose très importante, la dignité de la personne humaine. Qu'il s'agisse d'une mère de famille, d'un handicapé ou d'une personne âgée, c'est toujours un peu humiliant, étant donné la mentalité générale de notre société voulant que chacun doive être fier et subvenir à ses propres besoins, de dire: «Regardez, je n'ai plus un sous, voulez-vous bien me donner de l'argent.» On peut dire que c'est peut-être de leur faute, mais la plupart du temps, ce n'est pas de leur faute, surtout dans le cas des

[Traduction]

preferable to get it from those who are truly responsible, and who should assume their responsibilities.

Mrs. Pépin: I could not agree with you more. Because if you increase the burden on the state, then...

Mr. Marceau: Of course if you increase the burden on the state, then you are creating more problems. The fact remains that those responsible are not accepting their responsibilities, and... I think the basic problem is one of responsibility towards children and women, as you have so ably said.

Mrs. Pépin: On the other hand, if as you have said, people will not accept their responsibilities, then it behoves the state to take them up. We cannot leave women and children in poverty. I do not think so.

Mr. Marceau: Studies that you have carried out and of which you are speaking are most interesting. When you say, as was stated in the OECD study, that the universal programs are better than selective programs to improve the lot of the lower income groups... what are you talking about. Surely you mean that the more you help the people when they are very young, the higher you raise the threshold of poverty. I am trying to understand precisely what you mean.

Ms Stoddard: Very well. I think that the economists believe, on the one hand, that it is more economical, more efficient and easier to give money only to those in need. But the dilemma is always the same: how do you identify those who are in need... the basic weakness in these systems, is that there is always somebody who is marginal, in need, but which who will not qualify for such and such a program, while on the other hand of course there is all kinds of abuses and corruption; certain people filling false declarations, et cetera... selective programs are very costly to administer, because they require a virtual army of civil servants. Let me give you some examples. The Canadian family allowance program, which is universal, and whose take-up rate is very high, at 86 per cent, costs only .5 per cent overall to administer some \$2.2 billion, less the \$.6 billion which is returned to the state through taxation.

On the other hand, social welfare programs at the municipal level, require an army of municipal civil servants, which costs 14.5 per cent of all monies paid to the beneficiaries. This is according to a test carried out by the Province of Ontario. That gives you an idea that the more you try to find exactly who is in need, the more money you have to waste. It would seem a lot easier. But we are not talking about the problems of abuse and corruption, anymore and this is an important factor: human dignity. Whether it is a mother of a family, a handicapped person, or senior citizen, it is always a little humiliating, given the general attitude of our society that one should be proud and be able to provide for oneself, to have to beg: "please, I do not have a penny to my name, could you provide me with some money." Perhaps it is their fault, but most of the time it is not so, particularly in the case of women. Most have worked at home all their lives, and suddenly they are widows,

[Text]

femmes. Celles-ci ont travaillé à la maison toute leur vie, elles se retrouvent veuves, les voilà pauvres et ces tests-là sont souvent des tests assez humiliants pour les gens qui doivent les passer.

Alors, pour toutes ces raisons, mais surtout pour des raisons d'efficacité, nous croyons que de mettre sur pied des programmes universels et de dire ensuite: «Vous avez reçu des allocations familiales, donc vous allez payer de l'impôt sur celles-ci, car elles s'ajoutent à votre revenu»... c'est un moyen beaucoup plus efficace de remédier à ce problème.

M. Marceau: Vous dites que l'exemption fiscale pourrait être le moyen approprié pour résoudre, en partie, ce problème. Avez-vous évalué les conséquences, pour le mari, de l'enlèvement de l'exemption fiscale? Avez-vous fait des études pour connaître les conséquences de cette mesure sur le niveau du revenu du mari? Est-ce qu'il y aurait un contre-poids? Si je comprends bien, vous enlevez l'exemption fiscale d'un côté, vous prenez les montants d'argent que cela comporte, et vous les reportez intégralement du côté des allocations familiales ou des pensions de vieillesse.

Mme Stoddard: Ce n'est pas notre position ferme. Ce n'est qu'une suggestion. Il faut repenser ce problème, il y a d'autres façons de redistribuer l'argent dans l'État, que les allocations familiales et l'indexation. Nous suggérons d'enlever l'exemption pour les personnes à charge, les personnes considérées comme des dépendants et verser cet argent directement aux dépendants. Si je comprends bien, c'est ce que la province de Québec est en train de faire. Cela n'existe plus. On ne peut plus, depuis quelques années, déduire des dépendants; cependant, cet argent-là peut être redirigé vers les gens qui en ont besoin.

• 2105

Mais ce n'est pas une politique officielle, parce que, comme je l'expliquais aux autres membres du Comité, on est en train d'étudier la question, et c'est très complexe. Quel est l'effet de tout cela, si on enlève une chose ici, et si on en ajoute une autre là... C'est simplement une suggestion, c'est une alternative à la façon d'approcher le problème.

M. Marceau: Juste une dernière question, monsieur le président. Vous avez parlé d'une étude tout à l'heure...

Mme Stoddard: Qu'on fera!

Mme Pépin: Que l'on va faire.

M. Marceau: Ah, que vous allez faire! Est-ce que le gouvernement fédéral aide dans ce domaine-là?

Mme Stoddard: C'est-à-dire que le gouvernement du Canada octroie une certaine somme d'argent pour le budget du Conseil, comme pour le Conseil des arts ou d'autres organismes paragouvernementaux. Le gouvernement du Canada ne dit absolument rien, et n'a rien à dire quant aux recherches, puisque le Conseil est mis sur pied pour être un organisme de recherche et d'information indépendant.

Mme Pépin: C'est nous qui décidons du budget pour la recherche...

[Translation]

they are poorer, and these tests are most often most humiliating to those who are submitted to them.

So for all of these reasons, particularly for the stake of efficiency, we believe that it is easier to set up universal programs, and then to say: if you have received family allowances then you should be paying tax on this, since they are added to your income... and it seems to be a much more efficient way to solve the problem.

Mr. Marceau: You say that in part the tax exemption is the most appropriate way of solving the problem. Have you assessed the consequences, for the husband, of the removal of the tax exemption? Have you made any studies to determine the consequences of this particular initiative, on the husbands level of income? Is there not any kind of counterbalance? If I have understood correctly, you remove the tax exemption on one side, you are taking these monies and putting them back completely into family allowances and old age pensions.

Ms Stoddard: We have yet to set our position. It is only a suggestion. We have to rethink the whole problem area, to see if there are other ways of redistributing the money within the state, other than the family allowances and indexation. We are suggesting to lift the exemption for dependants, person considered dependants, and provide them directly with the money. If I have understood correctly, the Province of Quebec is now implementing such a program. Federally that no longer exists. Over the past few years, one has not been able to deduct dependants; however, the money received could be redirected to those people who are really in need.

But of course this is not an official position, since as I explained to the other members of the committee, we are now studying this matter, which is most complex. What will be the effect of taking out of one pocket in order to put into another... It is merely a suggestion, an alternative approach to the problem.

Mr. Marceau: One last question please, Mr. Chairman. You spoke earlier of a study...

Ms Stoddard: Which we will carry out!

Mrs. Pépin: Which we will begin.

Mr. Marceau: Oh, that you intend to put out! Will the Federal Government help in this area?

Ms Stoddard: Well the Federal Government provides a certain sum of money in the Council budget, as it does for the Arts Council and other paragovernmental agencies. However the Government of Canada will not propose, has nothing to say as to the research carried out by the Council, which is an independant research and information agency.

Mrs. Pépin: We decide how we will spend our research budget...

[Texte]

Mme Stoddard: C'est cela! On décide des priorités en matière de recherche, du contenu de la recherche, et on consulte qui on veut, etc.

M. Marceau: Je vous remercie, c'est très intéressant. Je ne veux pas que vous ayez l'impression... On essaie d'avoir la vérité...

Mme Stoddard: Oui... C'est très compliqué.

M. Marceau: ... C'est très compliqué.

Mme Stoddard: Oui.

M. Marceau: Mais vous faites un excellent travail.

Le président: Merci, monsieur Marceau.

Mr. Hawkes: Thank you, Mr. Chairman.

I would just say to Mr. Marceau that part of the testimony this afternoon was that over 40 per cent of female-led families live below the poverty line. That is partly why the testimony this afternoon was important. We had a group that was formed in the City of Ottawa to assist low-income people. One of the points they made this morning was that they have a transportation system to take low-income people shopping, and they would have nobody to go the day before the family allowance cheques came out.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): To food stores. Just to food stores.

Mr. Hawkes: Yes. And they have a big crowd that will go in their bus or their transportation system to shop in a low-cost food store the day after the family allowance cheques come out. It was at that level that this afternoon's testimony was really compelling about the difficulty this capping was going to create for those kinds of families and those kinds of people.

I have two or three areas of questioning. If my time is up, I would like to go back on the second round, if I do not get to all the areas. The first one that interests me is the whole—I guess I am disturbed that as members of Parliament, all of a sudden we find a piece of legislation that gets rushed through the House reasonably quickly, then in this case we have a whole week to deal with it. I am afraid the old age security, the capping on pensions, we may have in committee for a day or two, and then it is back in the House and then it is law.

In that context, we as taxpayers support your organization through a system of grants.

I guess my first question is related to your own mandate. Is it primarily to provide advice to a minister on behalf of women, or is it to government or to Parliament or to the public?

An hon. Member: It is certainly not to Parliament.

Mrs. Pépin: No. It is to advise the government...

Mr. Hawkes: To advise the government.

Mrs. Pépin:—and to do some research, and the second *volet* is to find out what are the problems of women, their difficul-

[Traduction]

Ms Stoddard: That is right! We decide our research priorities, their content, their consultants, et cetera.

Mr. Marceau: Thank you very much, that is most interesting. I do not want you to have the impression... We are trying to find the truth...

Ms Stoddard: I understand, it is very complicated.

Mr. Marceau: ... It is most complicated.

Ms Stoddard: Yes.

Mr. Marceau: You are doing an excellent job.

The Chairman: Thank you, Mr. Marceau.

M. Hawkes: Merci, monsieur le président.

Je signale à M. Marceau que dans les témoignages entendus cet après-midi, on disait que 40 p. 100 des familles dont les femmes sont les chefs, vivent en dessous du seuil de pauvreté. Voilà donc pourquoi ce témoignage est si important. Un groupe s'est formé dans la ville d'Ottawa pour aider les personnes à faible revenu. Ce matin, ces représentants disaient qu'ils ont un système de transport pour conduire les personnes à faible revenu aux magasins, et que le jour avant la livraison des chèques d'allocation familiale, personne ne se servait de ce transport.

Mlle MacDonald (Kingston et les îles): Il les conduit strictement aux épiceries.

Mr. Hawkes: Oui. Mais il disait que le jour suivant la livraison des chèques d'allocation familiale, un grand nombre de personnes se prévalaient du service d'autobus de transport pour se rendre aux épiceries à bas prix. Ce genre de témoignage indique combien difficile la situation de ces familles, et de ces personnes deviendra suite à ce plafonnement des allocations.

Je vais poser des questions dans deux ou trois domaines. Je veux être inscrit au second tour si mon temps est écoulé avant que je n'ai fini. Premièrement, cela m'inquiète un peu que l'on demande soudain aux députés d'adopter un projet de loi rapidement, quand, en fait, pour celui-ci nous avons toute une semaine pour en discuter. J'ai bien peur que le plafonnement de l'indexation des pensions, et de la pension de vieillesse ne sera délibéré en comité que quelques jours, et ensuite on en fera rapport à la Chambre pour l'adopter comme loi.

Dans ce contexte, les contribuables appuient votre organisation par des subventions.

Ma première question porte sur votre mandat. Est-ce essentiellement de conseiller le ministre au nom des femmes, ou de conseiller le gouvernement le Parlement ou le public?

Une voix: Ce n'est certainement pas le Parlement.

Mme Pépin: Non. On nous demande de conseiller le gouvernement...

M. Hawkes: De conseiller donc le gouvernement.

Mme Pépin: ... et aussi d'entreprendre des projets de recherche, et en second lieu, de découvrir quels sont les

[Text]

ties, and to try to help them and to inform the public about what is going on in our research and in women's issues.

Mr. Hawkes: On the advice to government part of your mandate, essentially, are you supposed to sit and wait for government to ask, or can you be proactive and intrude on the system?

Mrs. Pépin: We can ask for advice, but I think we can go and advise the government without being asked, either. When something is happening, and if we are not pleased or in complete agreement, we will call or we will write to see the ministers and let them know what we are thinking about it.

• 2110

Mr. Hawkes: All right. The first indication of this specific piece of legislation, of policy, was away back when the 6 and 5 program was first announced. Have ministers, one or more, such as the Minister of Finance or the Minister of National Health and Welfare or the minister responsible for the status of women, come to the council seeking advice on this legislation?

Mme Pépin: Je vais vous répondre en français, parce que c'est plus facile pour moi. Lorsque les programmes des 6 et 5 ont été établis, personne n'est venu demander l'avis du Conseil! Mais lorsque cela a touché les programmes d'allocations familiales, nous, à ce moment-là, nous avons décidé de faire une réunion pour décider quoi faire et nous avons discuté de cela avec nos membres, car le Conseil a pris position il y a deux ans sur ce sujet-là, sur l'universalité. La réunion s'est terminée mercredi dernier, et à ce moment-là, nous avons décidé de comparaître devant le Comité, aujourd'hui. Mais à chaque fois qu'il y a un projet de loi, le Conseil n'est pas nécessairement appelé à en discuter.

Mr. Hawkes: Okay. We have strayed, with the Minister of National Health and Welfare before us, from the straight family allowance into a discussion of the child tax credit and the place of the child tax exemption. These were parts of our discussion. We now have before us as a Parliament Bill C-139, which has the child tax credit provision in it, the one-year \$50 augmentation, but that bill will not go before committee. It will be before the committee of the whole House, and your organization will not be able to testify about the child tax credit. I wonder if you have plans to inform the government. Have you a perspective on that?

Mme Pépin: Ce que nous présentons aujourd'hui, c'est la position du Conseil au sujet des allocations et des pensions. Il est entendu que le Conseil, qui se réunit quatre fois par année, ne peut pas avoir une position sur tout ce qui se passe au Parlement. Et nous ne sommes pas non plus, également, des spécialistes pour tout. Alors, je pense que notre position en ce qui touche les allocations familiales et les régimes de pensions, c'est la position du Conseil; je ne peux pas me prononcer sur d'autres choses ou sur d'autres projets de loi au sujet desquels le Conseil ne s'est pas penché ou n'a pas discuté.

M. Hawkes: Très bien.

[Translation]

problèmes des femmes, les difficultés qu'elles rencontrent, et de tâcher de les aider et d'informer le public de nos recherches sur les questions touchant les femmes.

M. Hawkes: En ce qui concerne votre mandat de conseiller du Gouvernement, devez-vous en fait attendre que le Gouvernement vous demande des conseils, ou pouvez-vous lui présenter des conseils de votre propre chef?

Mme Pépin: Nous pouvons lui demander conseil, mais nous pouvons aussi conseiller le Gouvernement sans qu'il nous en fasse la demande. Si le Gouvernement prend une mesure qui ne nous plaît pas, ou avec laquelle nous ne sommes pas d'accord, nous pouvons nous adresser ou écrire aux ministres pour leur faire part de nos opinions.

M. Hawkes: La première indication de ce changement de politique remonte à l'annonce des restrictions salariales de 6 et 5 p. 100. Est-ce que des ministres comme celui des Finances, ou le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social ou le ministre responsable de la condition féminine ont consulté le conseil au sujet de ce projet de loi?

Mrs. Pépin: I will answer you in French since it is easier for me. When the 5 and 6 programs were established, no one came to ask the Council's advice. But when family allowances were we affected, we did decide to hold a meeting to consider what could be done, and we discussed the subject with our members since the Council took a stand two years ago on universality. The meeting concluded last Wednesday, and we then decided to appear before this committee today. But the Council is not necessarily asked for its opinion whenever a bill is put forward.

M. Hawkes: Très bien. Lors de la comparution du ministre de la Santé nationale, il a été question non seulement de l'allocation familiale mais du crédit fiscal accordé dans le cas des enfants et de l'utilité de l'exemption fiscale pour enfant. Cela faisait partie de notre discussion. On a maintenant déposé au Parlement le projet de loi C-139 qui prévoit une augmentation de \$50 du crédit fiscal pour enfant mais ce bill ne sera pas renvoyé en comité. Il sera étudié en comité plénier et votre association ne pourra pas témoigner sur le crédit fiscal pour enfant. Avez-vous l'intention de faire connaître votre point de vue au gouvernement? Avez-vous une position là-dessus?

Mrs. Pépin: Our presentation, today, sets forward the Council's position on allowances and pensions. It is understood that the Council, which meets four times a year cannot take a stand on every matter which comes before Parliament. We do not claim to be experts on everything. I think that our position on family allowances and pension schemes reflects the Council's stand; I cannot make any comments on other matters or other bills which the Council has not yet considered or discussed.

Mr. Hawkes: I see.

[Texte]

Mme Pépin: On n'est pas là, à se concerter immédiatement sur ce qui se passe; on fait notre travail, et s'il y a des choses... Justement, quand on a vu que cela ne faisait pas notre affaire, les 5 et 6 p. 100 pour les allocations familiales, on a décidé de venir comparaître. Nous ne sommes pas là pour attendre des coups de téléphone; nous faisons notre travail tout à fait indépendamment du gouvernement.

Mr. Hawkes: Okay. Is the basic philosophy in your brief before us tonight consistent with the longstanding philosophy of the council?

Mrs. Pépin: Oui

Mr. Hawkes: Then one of the elements of that would be that there would be more money directly delivered to women in society—that is consistent...

Mme Pépin: Les programmes qui touchent les femmes de très près devraient certainement être regardés très attentivement avant d'être imposés. Comme par exemple le programme comme des 5 et 6 p. 100... Certainement! Parce que les femmes sont celles qui sont les plus touchées par tous ces programmes de restriction-là. Alors, pour tout ce qui touche les femmes, le gouvernement devrait être très sérieux lorsqu'il veut imposer un programme ou bien le changer.

Mr. Hawkes: All right. The National Action Committee dealt with the child tax credit, as well as with the family allowance and the child tax exemption.

An hon. Member: That is too bad.

Mr. Hawkes: On Thursday night, the minister provided us with a graph which showed that the maximum benefits out of those three programs accrue to a family whose net income is in the \$26,000 range, net taxable income. The difference between a family like this and a family of about \$8,000, as the three programs add up, is close to \$250 a year if you have a two-child, one income-earner family. The poorer element gets \$250 a year less than the \$26,000 group.

• 2115

In this context, it is clear, when you look at the chart the minister gave us, the system which would produce the most money for women and also meet the requirement of providing the maximum amount to the poorest segment, gradually reducing as income went up, is the family allowance. The reason for this is it goes directly to women, it goes monthly, and if you took the three elements of the system and all the money involved in them and provided it, we—earlier today we had an article from the *Financial Post* which said it could be \$66 a month per child instead of \$26. It would come back out of the tax system as family incomes went up.

Would there be anything in that policy decision which would run counter to the philosophy of your organization? If you got rid of the exemption, the child tax credit, and put all the money into family allowances, would this meet the philosophy and the goals of the organization to the maximum?

[Traduction]

Mrs. Pépin: We do not hold immediate consultations on current legislative proposals; we attempt to do our work and if there are some things... when we realize that the 5% and 6% restrictions on family allowances were not to our liking, we decided to appear. We do not wait for someone to phone us; we carry out our work quite independently of the government.

M. Hawkes: Très bien. Les principes exprimés dans votre mémoire ce soir concordent-ils avec ceux que le Conseil défend depuis sa création?

Mme Pépin: Yes.

M. Hawkes: Un de ces principes veut notamment que la femme bénéficie plus directement de certains crédits accordés par le gouvernement...

Mrs. Pépin: Programs closely affecting women should certainly be very carefully scrutinized before they are imposed. As, for example, the 5 and 6 program... most certainly. Since women are the most directly affected by all these restriction programs. In all matters relating to women, the government should be very careful in setting up a program or changing one.

M. Hawkes: Très bien. Le *National Action Committee* a parlé du crédit fiscal pour enfant aussi bien que de l'allocation familiale et de l'exemption fiscale pour enfant.

Une voix: C'est bien dommage.

M. Hawkes: Mardi soir le ministre nous a distribué un graphique qui montre quels sont les bénéfices maximaux de ces trois programmes pour une famille dont le revenu net imposable se situe dans les \$26,000. La différence entre une famille comme celle-là et une famille qui touche environ \$8,000, si les trois programmes s'additionnent, est de près de \$250 par année pour une famille à salaire unique qui a deux enfants. La plus pauvre reçoit \$250 par année, de moins que le groupe qui touche \$26,000.

Il est évident, dans ce contexte, lorsqu'on examine le graphique que le ministre nous a remis, que le système qui donnerait le plus d'argent aux femmes, et respecterait ce critère, de donner la maximum au groupe le plus pauvre, qui diminue progressivement au fur et à mesure que le revenu augmente, c'est l'allocation familiale. La raison en est que l'allocation est envoyée directement aux femmes, tous les mois, et si vous prenez les trois éléments du système, et tout l'argent qu'il comprend, pour l'offrir, nous—plus tôt, aujourd'hui, nous avons lu l'article du *Financial Post* mentionnant qu'il s'agirait de \$66 par mois fourni par le système fiscal au fur et à mesure que le revenu familial augmenterait.

Y a-t-il quelque chose dans cette décision politique qui irait à l'encontre de la philosophie de votre organisation? Si on se débarrasse de l'exemption, le crédit d'impôt pour enfants, et si on place tout l'argent dans les allocations familiales, est-ce qu'on respecterait la philosophie et les objectifs de l'organisation au maximum?

[Text]

Ms Stoddard: Quite frankly, you are asking very difficult questions. *Prima facie*, no; all I can say is we are looking at it. We would have to sit down and calculate all the scenarios for different combinations of these programs, supposing the variables were to be changed, as you suggest. We are aware of the different impacts of these programs; however, in the past the council has advocated some of the programs for different reasons, depending on the situation in 1976, 1977, 1978. We are at the point now where we realize the combined impact of all these different programs is perhaps not exactly the way we thought it would be, and we are looking into re-evaluating it. It sounds like a good idea, but we would not want to say this is the route to go before we have done a lot of thinking about it, because it is a difficult question.

Mr. Hawkes: In your paper, I think you have the maximum income point for the child tax credit at something like \$23,000. The figures we have from the Department of Finance and the minister are something over \$26,000; about \$26,300 on a net basis. It is on taxable income rather than gross income. This would be taxable income after deductions are taken off . . .

Ms Stoddard: Yes.

Mr. Hawkes: —so you are really dealing with an income of \$35,000 to \$40,000. I am wondering whether the research behind your figure has some different assumptions in it, because we do not always . . . sometimes Finance is wrong.

Ms Stoddard: Yes. This is interesting. I am glad you noticed this discrepancy. The figure was supplied to us by an economist who has specialized in this, and given the time, we did not check all her figures. I would be glad to check it and try to explain to you why we used this figure and why the minister is using another.

Mr. Hawkes: This would be helpful.

Ms Stoddard: I would like to know why we have such a discrepancy.

Mr. Hawkes: One of the groups which was brought to our attention for the first time today in earlier testimony quoted a lot of women who were not legally separated and therefore not entitled to maintenance payments and other forms of systems support. I am wondering if your organization has any estimate of the frequency of this occurrence in our society. Do you have any source of data for this?

Mrs. Pépin: We do not have the exact statistics, but we know it is a reality.

• 2120

Ms Stoddard: I do not know if statistics have been compiled, because it is hard when people are simply living apart that are legally married; they seem to escape statistical compilation. It is especially a problem in the common law provinces of

[Translation]

Mme Stoddard: Je vous avouerai franchement que la question est difficile. Premièrement, non, tout ce que je peux vous répondre c'est que nous étudions la question. Il nous faudrait tenir compte des divers scénarios et calculer les diverses combinaisons de ces programmes, en supposant que les variables soient changées, comme vous le suggérez. Nous sommes conscients des diverses répercussions que pourraient avoir ces programmes; toutefois, par le passé, le Conseil a préconisé certains programmes et cela pour diverses raisons, selon la situation de 1976-1977-1978. Nous en sommes rendus au point maintenant où nous nous rendons compte que les effets combinés de ces divers programmes ne seront peut-être pas exactement ce que nous avions cru, et nous voulons réévaluer la situation. Cela semble être une bonne idée, mais nous ne voulons pas vous dire que c'est ce qu'il faut faire avant d'y avoir bien réfléchi, étant donné que la question est difficile.

M. Hawkes: Vous placez, je crois, dans votre exposé, le revenu maximum pour le crédit d'impôt pour enfants à \$23,000 environ. D'après les chiffres que nous avons reçus du ministère des Finances, et du ministre, ils seraient supérieurs à \$26,000, environ \$26,300 net. Il s'agit d'un revenu imposable et non d'un revenu brut. Ce revenu serait imposable après déductions . . .

Mme Stoddard: Oui.

M. Hawkes: . . . par conséquent, vous songez vraiment à un revenu de \$35,000 à \$40,000. Je me demande si votre recherche pour en arriver à ces chiffres repose sur des hypothèses différentes, car nous ne sommes pas toujours . . . parfois les finances se trompent.

Mme Stoddard: Oui. C'est intéressant. Je suis heureuse que vous ayez remarqué cet écart. Ce chiffre nous a été fourni par un économiste qui se spécialise dans la question, et à cause du peu de temps dont nous disposons, nous n'avons pas vérifié. Je serai heureuse de le faire et de vous expliquer pourquoi nous nous sommes servis de ce chiffre et pourquoi le ministre se sert d'un autre.

M. Hawkes: Ce serait utile.

Mme Stoddard: J'aimerais savoir pourquoi nous avons un tel écart.

M. Hawkes: Les groupes qu'on nous a mentionnés pour la première fois aujourd'hui, lors de témoignages ultérieurs, déclaraient qu'un grand nombre de femmes n'étaient pas légalement séparées et par conséquent, n'avaient pas droit à la pension alimentaire ni à d'autres formes d'aide. Je me demande si votre organisation a une idée de la fréquence de ces cas dans la société. Avez-vous une source de données à ce sujet?

Mme Pépin: Nous n'avons pas de statistiques exactes, mais nous savons que cela existe.

Mme Stoddard: Je ne sais pas si on a compilé des statistiques car cela s'avère difficile dans le cas de personnes mariées qui vivent séparément; leur cas entre difficilement dans les statistiques. C'est surtout une difficulté dans les provinces

[Texte]

Canada, where you have no stage of legal separation, per se. You can have a separation agreement drawn up, but you do not have to before proceeding to a divorce. In the province of Quebec you have always had a stage, which is legal separation; so it is easier to get a hold on that for that province, but for the others it is very difficult.

Mr. Hawkes: Miss MacDonald had a supplementary that one of my . . .

The Chairman: Yes, but we still have some other names on the first round. May I pass you on the first round and I will recognize you after? Or if you want only one question, I am going to recognize you now.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I have a couple of questions that were supplementary to something that Mr. Hawkes raised.

The Chairman: Okay.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): It was in connection, Mr. Chairman, with the responsibility of the committee as an advisory body to the minister responsible for the status of women. The Chairman, Madam Pépin, and I will know we have had arguments about this in the past, but what you said really amazed me. You said that the council had met on this issue just last week, that you meet only once every three months to consider issues.

Mrs. Pépin: Regarding family allowance?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Am I to understand that even though this matter was put forward at the time of the budget in June that it has been raised by individuals and by organizations protesting it ever since June?

The Chairman: Madam, I do not know if this is supplementary to Mr. Hawkes's question. Is it relevant to the bill that is now before this committee? I am just asking myself—I have some reserve—is it really supplementary to Mr. Hawkes's question?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Because he was asking . . .

The Chairman: If it is supplementary to Mr. Hawkes's question, I have some doubt that we will really deal with the bill that we are now studying . . .

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Well, I want to know whether or not . . .

The Chairman: —on the family allowances. If we want to deal with the mandate of the board, that is the . . .

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): It is with regard to this issue, and it was Madam Pépin who raised it. I would like to ask her if the first time they have communicated any objection to this measure to the minister was last week.

The Chairman: Yes, but it is not relevant to the bill at all, and I am just trying to find out exactly what . . .

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Well, of course it is relevant to it. I mean, that is the advisory body on the status of women.

[Traduction]

canadiennes soumises au droit coutumier où il n'existe pas une étape de séparation légale comme telle. Il est possible de faire dresser un accord de séparation mais ce n'est pas nécessaire pour demander le divorce. Au Québec cette étape de la séparation légale a toujours existé, ce qui facilite la tâche dans le cas de cette province, mais pour les autres c'est très difficile.

M. Hawkes: M^{lle} MacDonald avait une question supplémentaire . . .

Le président: Oui, mais il nous reste encore quelques noms pour le premier tour. Permettez-vous que j'attende la fin du premier tour avant de vous donner la parole? Ou si vous n'avez qu'une question, vous pouvez la poser maintenant.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): J'ai quelques questions à poser suite à une remarque de M. Hawkes.

Le président: Très bien.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Il s'agissait de la responsabilité du Comité comme organe consultatif auprès du ministre en ce qui touche à la condition féminine. M^{me} Pépin et moi avons déjà eu des discussions à ce sujet dans le passé, mais ce que vous venez de dire me renverse. Vous dites que le Conseil s'est réuni à ce sujet la semaine dernière seulement et que vous ne vous rencontrez qu'une fois tous les trois mois pour parler des diverses questions qui vous intéressent.

Mme Pépin: Concernant les allocations familiales?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): C'est une question qui remonte au budget de juin et qui a été soulevée par des particuliers et par des associations en protestation contre cette mesure depuis le mois de juillet, n'est-ce pas?

Le président: Madame, je ne sais pas si c'est une question supplémentaire à celle de M. Hawkes: Se rapporte-t-elle au projet de loi dont le Comité est saisi? C'est une question que je me pose . . . J'ai quelques réserves . . . Est-ce vraiment une question supplémentaire à celle de M. Hawkes?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Lui, il a demandé . . .

Le président: Si c'est une question supplémentaire à celle de M. Hawkes, je ne sais pas dans quelle mesure elle est reliée au projet de loi que nous étudions maintenant . . .

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je veux savoir si oui ou non . . .

Le président: . . . sur les allocations familiales. Si nous voulons parler du mandat du Conseil, il y a toujours . . .

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): C'est M^{me} Pépin qui a soulevé cette question la première. Je voudrais lui demander si c'était effectivement la semaine dernière la première fois que le Conseil a fait connaître au ministre son opposition à cette mesure.

Le président: Oui, mais cela ne se rapporte pas du tout au projet de loi, et j'essaie de déterminer au juste . . .

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Au contraire, elle est tout à fait pertinente. Je parle évidemment du Conseil consultatif sur la condition féminine.

[Text]

Mrs. Pépin: The council has had a position on family allowance since 1980.

Nous avons une position claire et déterminée, et nous avons eu à ce moment-là une recommandation... On l'a ici, là-dessus. Depuis le budget, certainement qu'au niveau de l'exécutif, nous en avons discuté également. Notre position n'a pas changé là-dessus. Nous n'avons eu aucune occasion pour dire que nous changions notre position quant à l'universalité des allocations familiales.

La semaine dernière nous avons eu un *panel*, pendant toute la matinée, au cours duquel nous avons discuté de toutes les possibilités, encore, au sujet des allocations familiales. Il n'y a pas eu de résolution, la résolution n'est pas changée; la recommandation au gouvernement, de 1980, n'a pas été changée encore.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): When this measure became known, and it is shown in the budget papers of June 1982, when that position of the government to limit the indexing of family allowance became known to the general public, did you protest it to the minister responsible for women at that time?

Mrs. Pépin: At that time, we did not.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): You did not? What were you there for?

Mrs. Pépin: We told her our commission, and we told her our recommendation, but we had to get all the council together, which we did.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): You can do that by phone.

Mrs. Pépin: I beg your pardon?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): You can do that by phone.

Mrs. Pépin: Oh, yes, but I think we have a way, you know, to have meetings and to discuss those things. We got a meeting on it last week, and had a full morning on this. I think we did our job.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): And you waited six months?

The Chairman: Madam Killens and Mr. Weatherhead on the first round.

We are still having only five minutes, as we agreed at the steering committee.

Madam Killens.

Mme Killens: Merci, monsieur le président.

Ma question s'adresse à Jennifer, évidemment. Nous avons reçu cet après-midi un témoignage du Conseil canadien sur le développement social.

[Translation]

Mme Pépin: Le Conseil a une position sur les allocations familiales depuis 1980.

We have a clear and straightforward position and we did make a recommendation... We have the recommendation with us, it deals with that point. Since the budget, there certainly were discussions on the subject at the executive level. Our position has not changed. We have had no opportunity to indicate that we were changing our position relating to the universality of family allowances.

Last week we had a panel meeting all morning during which we discussed various issues, including family allowances. There was no resolution, our stand remains the same; our recommendation to the government made in 1980 was not changed either.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Quand cette mesure a été rendue publique, et elle était dans les documents budgétaires de juin 1982 quand le gouvernement a fait connaître son intention de limiter l'indexation des allocations familiales, avez-vous protesté alors au ministre responsable de la Condition féminine?

Mme Pépin: Pas à ce moment-là.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Vous ne l'avez pas fait? À quoi serviez-vous donc?

Mme Pépin: Nous lui avons fait notre commission et notre recommandation mais il était nécessaire de réunir tous les membres du Conseil, ce qui fut fait.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Vous pouvez faire cela par téléphone.

Mme Pépin: Je vous demande pardon.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Vous pouvez faire cela par téléphone.

Mme Pépin: Oui, mais nous avons aussi des mécanismes qui nous permettent d'organiser des réunions pour discuter certaines questions. Nous avons tenu une réunion à ce sujet la semaine dernière et nous y avons consacré toute la matinée. Je crois que nous avons fait notre travail.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Et vous avez attendu six mois?

Le président: M^{me} Killens et M. Weatherhead, toujours pour le premier tour.

Le temps de parole est limité à cinq minutes, comme cela fut convenu au Comité directeur.

Madame Killens.

Mrs. Killens: Thank you, Mr. Chairman.

My question is addressed to Jennifer, of course. This afternoon we received testimony from the Canadian Council on Social Development.

Il nous a répété la même chose qui nous a été dite la semaine dernière par d'autres témoins. Je vais vous demander votre

They repeated to us the same things said last week by other witnesses. I am going to ask you your opinion since I am not

[Texte]

opinion parce que je ne suis pas certaine si, dans votre mémoire, vous êtes du même avis que celui que nous avons reçu aujourd'hui. Par exemple, on nous recommanderait d'éliminer la déduction d'impôt, de prendre ces économies et de les réinvestir en crédits d'impôt. Je me demande si vous avez étudié, dans la mesure fiscale, cette possibilité d'éliminer la déduction d'impôt sur le rapport de revenu pour le réinvestir en crédit d'impôt pour les enfants?

Mme Stoddard: D'abord il s'agit d'une suggestion contenue dans notre mémoire de ce soir, afin de trouver d'autres façons de répartir les revenus existants de l'État—on sait que c'est un problème—dans des programmes qui nous paraissent plus justes et plus efficaces pour les femmes. Alors, ce n'est pas une recommandation formelle. Nous ne venons pas ici vous commander de faire cela; nous vous suggérons simplement de considérer cette possibilité. Nous ne l'avons pas étudiée en détail, mais je pense que plusieurs organismes très fiables, qui font de très bonnes recherches, ont analysé l'impact. Comme je l'ai dit, je pense que c'est déjà en vigueur dans la province de Québec. On sait que cette mesure est crédible et peut marcher.

Mme Killens: Parfait. Maintenant, je vais pousser mon raisonnement plus loin. Je parle en tant que femme. Vous savez très bien que sur le rapport d'impôt sur le revenu, la majorité des chefs de famille sont des hommes. Ils peuvent déduire une exemption fiscale parce qu'ils subviennent aux besoins de leur conjointe. Je pousse ce raisonnement un peu plus loin. Si, par exemple, je vous suggérais d'enlever, à l'avenir, cette déduction sur l'impôt sur le revenu, verriez-vous d'un bon oeil qu'on prenne cette économie d'argent, par exemple au niveau du gouvernement fédéral, pour le réinvestir chez les femmes, ou chez les enfants? Parce que dans le moment, ce gros morceau du gâteau va évidemment aux hommes.

Mme Stoddard: Oui. Si vous me permettez de répondre juste avant M^{me} Pépin... On n'a jamais suggéré de déduire l'argent pour que le gouvernement le mette dans ses poches, au détriment des femmes. Nous suggérons que la déduction de \$1,800 par enfant soit versée, soit à l'épouse, soit à l'enfant. On pourrait suggérer, à sa mère, si c'est un enfant mineur, qui s'occupe de ses besoins quotidiens. Cela pourrait se faire de la même façon qu'on administre le crédit d'impôt pour enfants.

Mme Killens: Alors, si j'ai bien compris...

Mme Stoddard: Il s'agit d'un mécanisme de redistribution du revenu qui non seulement donnerait de l'argent directement aux femmes, mais les encouragerait aussi à rejoindre le marché du travail plutôt que de se faire dire par le conjoint: «Non, non, j'ai une déduction, restes à la maison!» À la longue, cela n'aide pas à leur autonomie financière.

Mme Killens: Dans ce contexte-là, si j'ai bien compris, vous n'auriez pas d'objections.

Mme Stoddard: Non.

Mme Killens: Merci, monsieur le président.

Le président: Monsieur Weatherhead.

Mr. Weatherhead: Thank you, Mr. Chairman.

[Traduction]

sure whether the position stated in your brief is the same that we heard today. For example, it was recommended that we eliminate the tax deduction and use the savings to reinvest them in tax credits. I wonder whether you have studied this possibility of doing away with a tax deduction and replacing it with a child tax credit.

Ms Stoddard: This is a suggestion made in our brief this evening as one possible way of re-distributing existing government revenue, we realize that this is a problem, in programs which we consider to be more equitable and more efficient for women. It is not a formal recommendation. We are not coming here to ask you to do this; we are simply suggesting that it be considered as a possibility. We have not given it any detailed study but I think that several very reliable organizations which do good research have analyzed the impact. As I said, I think it is already in effect in the province of Quebec. We know that this measure is credible and that it can work.

Mrs. Killens: Very good. Let us consider this a bit further. I am speaking here as a woman. You realize that most heads of household on income tax returns are men. They are entitled to a tax exemption because they provide for the needs of their spouse. Let me carry this reasoning a bit further. If, for example, I suggested that this income tax deduction be removed in the future, would you be favourable to having the money thus obtained by the federal government redirected toward women or children? Because at the present time, men are obviously getting a large piece of the cake.

Ms Stoddard: Yes. If I may answer before Mrs. Pépin... we never suggested we are moving a deduction so that the government could pocket the money to the detriment of women. We are suggesting that the deduction of \$1,800 per child be paid either to the spouse or to the child. We might suggest in the case of a minor, that it be the mother since she looks after the child's daily needs. This could be done in the same way as the tax credit for children is administered.

Mrs. Killens: If I understand you correctly then...

Ms Stoddard: Not only would such an income redistribution method provide money directly to women but it would also encourage them to return to work rather than be discouraged by their husbands who would rather have them at home and be able to claim their deduction. In the long run this does not help them achieve financial independence.

Mrs. Killens: In such a context then, if I have understood you correctly, you would have no objections.

Ms Stoddard: No.

Mrs. Killens: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Weatherhead.

Mr. Weatherhead: Merci, monsieur le président.

[Text]

I gather, Mr. Chairman, you made a ruling that at 9:30 p.m. we should take a vote based on the steering committee decision. Is that correct?

The Chairman: Yes.

Mr. Hawkes: I am sorry, Mr. Chairman. I thought the steering committee had agreed to finish clause by clause this evening but—and we had anticipated we would probably finish with the witness by 9:30 p.m.—I did not think it was a rigid rule. If we have significant questions and could go ten minutes overtime, if the witnesses are willing, we would be better served to get the information on the record.

The Chairman: Yes, but it is on the new run. According to the convocation, at eight o'clock we have representatives from the Canadian Advisory Council on the Status of Women and at 9:30 p.m., according to the steering committee and as they mentioned this afternoon, it is clause by clause consideration of Bill C-130. If you want to change this ruling, it is up to you to decide.

Mr. Hawkes: On a point of order, I would suggest we go a little bit past and see. The government members were not here at 8:00 p.m. and it was 8:15 p.m. before we had a quorum.

The Chairman: It is difficult for the chairman to change the rules established by the steering committee and accepted by the committee as a whole. I am in this cadre and if you want to change this agenda, it is up to you. I cannot decide by myself but I have to respect the agenda. It is 9:30 p.m. now; I have to put the question. Mr. Weatherhead, I am sorry, I cannot recognize you; but it is the ruling I have to apply. I am going to call the ...

• 2130

Mr. Hawkes: Mr. Chairman.

The Chairman: Yes.

Mr. Hawkes: Could I move that we continue to hear the witness for another 15 minutes?

Mr. Weatherhead: Mr. Chairman, do we have agreement on the part of the ... ? Perhaps I should defer to the parliamentary secretary; subject to what he has to say, do we have agreement from the Official Opposition and the NDP that they will agree to all the votes on the question at 9:45 p.m.?

Mr. Hawkes: We move to clause by clause at 9:45 p.m.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): We have not got into clause by clause yet.

Mr. Hawkes: It was the agreement of the steering committee that this evening we would complete the clause by clause.

Mr. Weatherhead: Mr. Chairman, if they do not want to agree with that sort of thing I think we should go along with what the steering committee agreed to and go into clause by clause at this particular time.

[Translation]

Je crois que vous avez décidé, monsieur le président, qu'à 21h30 nous allions voter, compte tenu de la décision du Comité directeur, n'est-ce pas?

Le président: Oui.

M. Hawkes: Excusez-moi, monsieur le président. Je croyais que le Comité directeur avait convenu de terminer l'examen article par article ce soir mais ... et nous avions prévu qu'il serait sans doute possible de terminer l'interrogation des témoins avant 21h30 ... Mais je ne pensais pas que c'était une règle rigide. Si nous avons des questions importantes et qu'il faut dépasser cette limite de 10 minutes, et si les témoins sont d'accord, il vaudrait mieux obtenir les précisions recherchées.

Le président: Oui, mais il faudrait changer les règles. D'après la convocation, nous allions entendre à 20 heures des représentants du Conseil consultatif canadien de la condition féminine et à 21h30, tel qu'il a été décidé en comité directeur, nous passions à l'étude article par article du bill C-130. Si vous voulez apporter un changement, c'est à vous de décider.

M. Hawkes: J'invoque le Règlement. Je propose que nous dépassions un peu cette limite quitte à prendre une décision plus tard. Les députés ministériels n'étaient pas présents à 20 heures, ce n'était qu'à 20h15 que nous avons atteint le quorum.

Le président: Il est très difficile pour le président de modifier des règles établies par le Comité directeur et acceptées par le Comité dans son ensemble. Je n'ai pas de liberté à cet égard mais si vous voulez changer l'ordre du jour, c'est à vous de décider. Je ne peux pas prendre cette décision de ma propre initiative, il faut que je respecte le programme convenu. Il est maintenant 21h30; il faut que je mette la question aux voix. Je regrette, monsieur Weatherhead, je ne peux pas vous donner la parole; il faut que j'applique la règle. Je vais donc mettre la question aux ...

M. Hawkes: Monsieur le président.

Le président: Oui.

M. Hawkes: Pourrais-je proposer que nous continuions d'entendre les témoins pendant encore 15 minutes?

M. Weatherhead: Monsieur le président, sommes-nous d'accord ... ? On devrait peut-être demander l'avis du secrétaire parlementaire; l'opposition officielle et le NPD acceptent-ils de commencer le vote à 21h45?

M. Hawkes: Nous allons passer à l'examen article par article à 21h45.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Nous n'avons pas encore commencé l'étude article par article.

M. Hawkes: Il a été convenu au comité directeur que nous allions terminer l'étude article par article ce soir.

M. Weatherhead: Monsieur le président, s'ils ne veulent pas accepter notre proposition, je crois qu'il faudrait s'en tenir à la règle établie par le comité directeur et commencer l'étude article par article à l'heure prévue.

[Texte]

Mr. Hawkes: A point of order, Mr. Chairman; I believe I have a motion on the floor.

The Chairman: Is it a motion?

Mr. Weatherhead: Perhaps if Mr. Hawkes has a motion we could vote on his motion—if the motion is in order, Mr. Chairman.

The Chairman: I received the motion from Mr. Hawkes to continue to hear the witness for another 15 minutes. That is the motion from Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, if I could speak to that motion...

M. Marceau: Tout d'abord, monsieur Hawkes, on pourrait peut-être demander avant aux témoins s'ils sont occupés et s'ils veulent rester. Ils ont peut-être déjà des engagements. Je ne sais pas s'ils veulent rester ou non. Il serait peut-être préférable de le leur demander.

Le président: Nous avons convenu, lorsque nous avons eu la réunion du Sous-comité de l'ordre du jour et de la procédure que le ministre soit disponible à deux reprises.

Le ministre est venu deux fois devant le Comité et lors de la deuxième reprise qui devait être de 90 minutes, après seulement 32 minutes, vous n'aviez plus de questions. C'est peut-être un peu plus que cela, mais il n'y avait plus de question de la part des députés et nous avons dû ajourner la réunion.

Depuis l'étude de cette législation, nous avons fait une liste des témoins, liste dont tous les partis ont été unanimes à accepter. Je mentionnerais que la semaine dernière nous avons reçu le Comité national d'action sur le statut de la femme et M^{me} Louise Dulude. Aujourd'hui, nous avons reçu trois témoins. Nous devions terminer ce soir tel que convenu lors de la réunion du Sous-comité de l'ordre du jour et de la procédure. Ces témoins ont été sélectionnés par tous les partis. Je mentionne actuellement que nous avons contacté nos témoins de ce soir soit, le Conseil consultatif canadien de la situation de la femme, en leur mentionnant qu'à 21h30, nous disposerions de ceux-ci et nous procéderions à l'étude de l'article 1 du projet de loi C-132. Cela a été la recommandation du Sous-comité de l'ordre du jour et de la procédure.

M. Dubois: Monsieur le président, j'invoque le Règlement. Est-ce que cela a été par la suite adopté par le comité plénier?

Le président: Exact! Cela a été adopté par le comité plénier. Ce soir, M. Hawkes nous demande de continuer les délibérations pour 15 autres minutes, et ce n'était pas convenu avec nos témoins. Ceux-ci avaient convenu de venir ici jusqu'à 21h30 et c'était accepté à l'unanimité par le Comité.

Mr. Dubois: Put the question, Mr. Chairman.

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, I believe it is a debatable motion.

The Chairman: Mr. Hawkes moved that we continue to hear the witness for another 15 minutes.

[Traduction]

M. Hawkes: J'invoque le Règlement, monsieur le président. Je crois avoir proposé une motion.

Le président: Est-ce une motion?

M. Weatherhead: Si M. Hawkes a proposé une motion, nous pourrions peut-être voter là-dessus... si la motion est recevable, monsieur le président.

Le président: J'ai reçu de M. Hawkes une motion voulant que nous continuions d'interroger les témoins pendant encore 15 minutes. Voilà la motion de M. Hawkes.

M. Hawkes: Monsieur le président, si vous permettez que je présente ma motion...

Mr. Marceau: First of all, Mr. Hawkes, we could ask the witnesses whether they are busy and whether they would like to stay. They may have commitments. I do not know whether they want to stay or not. It would be better to ask them.

The Chairman: At the meeting of the Subcommittee on Agenda and Procedure, it was agreed that the minister would be available on two occasions.

The minister twice came before the Committee and for her second appearance which was to be for 90 minutes, only 32 minutes had elapsed and you no longer had any questions. It may have been a bit longer, but there were no more questions from the members and we had to adjourn the meeting.

Since this legislation has been under study we have made up a list of witnesses, a list which was unanimously accepted by our parties. Last week, we heard from the National Action Committee on the Status of Women and Mrs. Louise Dulude. Today we have had three witnesses. We were to conclude this evening as agreed at the meeting of the Sub-committee on Agenda and Procedure. These witnesses were chosen by all parties. I should also mention that when we contacted this evening's witnesses, that is the Advisory Council on the Status of Women, we mentioned that we would finish our questioning by 9.30 p.m. and that we would then begin our study of Clause 1 of Bill C-132. This was the recommendation of the Subcommittee on Agenda and Procedure.

Mr. Dubois: On a point of order. Was this then adopted by the full committee.

The Chairman: Yes! It was adopted by the full Committee. This evening Mr. Hawkes is asking us to continue our proceedings for another 15 minutes, although this was not agreed upon with our witnesses. They had accepted to testify until 9.30 p.m. and this was unanimously accepted by the Committee.

M. Dubois: Que la question soit mise aux voix, monsieur le président.

M. Hawkes: Monsieur le président, je crois que c'est une motion qui peut faire l'objet d'un débat.

Le président: M. Hawkes a proposé que nous continuions d'entendre le témoin pendant encore 15 minutes.

[Text]

Mr. Hawkes: Is it a debatable motion? May I speak to it, Mr. Chairman?

The Chairman: Yes.

• 2135

I would like to point out to the members that are presently in the room, and many of them are here for the first time in our deliberations, that the meeting was scheduled to commence at 8.00 p.m. At 8.00 p.m. I was the only member of Parliament present in the room.

Mrs. Mitchell: I was here.

Mr. Hawkes: Mrs. Mitchell came very shortly thereafter; government members did not enable us to make a quorum until 8.15 p.m. which lost 15 minutes from the scheduled time for this evening. But I think even more importantly, Mr. Chairman, is the fact that all parties on this bill, even though both opposition parties are opposed and clearly so to the 6% and 5% capping, that the opposition has co-operated with the government in its committee examination of this bill and in steering committee. We have been flexible; we have adjusted our timetables; we did not keep the minister unduly at the second session. We have done so in the belief that the government is determined to push it through with some sense of speed and facility, but that it is important, I think, that as we move very, very infrequently into the area of social legislation, much of what we have to do in the Parliament of Canada is to deal with all kinds of fiscal and financial legislation affecting patent law, etc., etc., etc. But we very seldom have before us the health and welfare committee and in the year and two months that I have been the health and welfare critic for our party, this is the first piece of legislation on which the Minister of National Health and Welfare has come before us.

It has come before us, not in the normal pattern of a piece of legislation coming into the House, being around for quite some length of time and finally into committee, being in committee for several weeks and then back in the House. I think on average we take about a year to change the statutes of Canada. In this particular case we see a bill of real significance to millions of women in this country which comes before us and is debated very, very quickly in the House: We had less than two days to debate on it in the House, and all of a sudden we are in to steering committee and we have plenty of indication from the witnesses we have heard, that they really were not aware of the existence of the bill, because the normal timeframe was not followed. We have had difficulty alerting them; they have had difficulty in preparing briefs, and it seems to me that we did not even finish the first round of questioning with the one body funded completely out of the public purse to provide advice and information to the government and to the House of Commons. We did not even finish one round of questioning and the government members seem determined to push us past that point and into clause-by-clause study of the bill.

This is not an insignificant piece of legislation. Out of the brief, on the second page of the brief, there are six points put

[Translation]

M. Hawkes: Est-ce une motion pouvant faire l'objet d'un débat? Puis-je en parler, monsieur le président?

Le président: Oui.

Je voudrais souligner, pour les députés qui sont présents dans cette pièce, dont beaucoup participent pour la première fois à nos délibérations, que la réunion devait commencer à 20 heures. À 20 heures, j'étais le seul député présent dans cette pièce.

Mme Mitchell: J'étais ici.

M. Hawkes: M^{me} Mitchell est arrivée peu de temps après, les députés du gouvernement ne nous ont pas permis d'avoir le quorum avant 20h15, nous avons donc perdu 15 minutes du temps alloué pour cette séance. Cependant, ce qui est encore plus important, monsieur le président, c'est le fait que tous les partis, même si les deux partis de l'opposition se sont opposés nettement au plafonnement de 6 et 5 p. 100, ont vu que l'opposition avait coopéré avec le gouvernement pour l'étude en Comité du projet de loi de même qu'en Comité directeur. Nous avons été souples, nous avons modifié nos échéanciers, nous n'avons pas retenu le ministre indûment lors de la deuxième réunion. Nous l'avons fait croyant que le gouvernement est déterminé à faire adopter le projet de loi assez rapidement et facilement. C'est important, à mon avis, que nous abordions très peu souvent le domaine de la législation sociale, étant donné que nous traitons surtout au Parlement du Canada de toutes sortes de législations fiscales et financières au sujet de lois patentes, etc. Il est très rare que nous recevions le Comité de la santé nationale et du Bien-être social et depuis un an et deux mois que je suis critique de la Santé et du Bien-être pour une partie, c'est le premier texte de loi qui nous permet de rencontrer le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Ce projet de loi nous est venu, non pas de la façon habituelle, il était à la Chambre depuis un certain temps et finalement il a été transmis au Comité où il sera étudié pendant plusieurs semaines pour être ensuite retourné à la Chambre. En moyenne, il nous faut environ une année pour modifier le statut du Canada. Dans ce cas-ci, nous avons un projet de loi qui est vraiment important pour des millions de femmes au pays, il nous a été présenté et il a été discuté très très rapidement à la Chambre. Nous avons eu moins de deux jours pour en discuter à la Chambre, et soudain nous nous retrouvons au Comité directeur; de nombreux témoins nous disent n'avoir jamais entendu parler de ce projet de loi, étant donné que la procédure normale n'a pas été suivie. Nous avons eu de la difficulté à les sensibiliser, ils ont eu de la difficulté à préparer leur mémoire, et il me semble que nous n'avons pas encore terminé le premier tour de nos questions à l'organisme financé complètement à même les deniers publics pour conseiller et informer le gouvernement et la Chambre des communes. Nous n'avions même pas fini ce premier tour de questions et les députés semblent décider à nous faire passer rapidement à l'étude article par article du projet de loi.

Il ne s'agit pas d'un texte de loi insignifiant. A la deuxième page du mémoire, six questions sont mentionnées. La raison

[Texte]

down in point form. My reason for wanting to be on the second round of questioning is because I do not understand the following set of words: "such measures will increasingly undermine support by the haves for programs benefiting the have-nots." I am not sure what that means, and because of the importance of this brief and the thought that lies behind it, the support of the council that lies behind it, I would like to have on the public record, an explanation of what that sentence means. If you stick to that rigid time rule, if the members vote not to have 15 more minutes to have the opportunity to interact with our witnesses then we will not have it on the record. At what point will we get it on the record? A year from now; two years from now; three years from now.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): On a point of order, Mr. Chairman.

In view of the fact, Mr. Chairman . . .

The Chairman: Instead of voting on the motion of Mr. Hawkes, I will now recognize Mr. Robinson on a point of order.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): In view of the fact Mr. Hawkes has already used up 10 minutes of the 15 minutes, I would agree that he has five minutes to put on the record whatever he wants to put on the record with regard to page 2 of the brief.

Mrs. Mitchell: There is already a motion on the floor, Mr. Chairman.

The Chairman: We have to deal with the motion that Mr. Hawkes put forward.

Mr. Hawkes: In closing, I would just like to urge the members to just vote for the 15 minutes. We may not use it, but Mr. Weatherall has not got his questions on. I have a very specific question I want to ask.

An hon. Member: You do not even know him, do you?

• 2140

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): You do not even know him; that shows how little you know about it.

Mr. Hawkes: Then, we could go back to the spirit of co-operation which has marked our endeavours to this point, and move to clause by clause . . .

The Chairman: May I suggest a compromise if I may, Mr. Hawkes? As you mentioned, we still have some others from the first round who have not been recognized. We can deal with those members who have not been recognized in the first round, and, after 15 minutes, we will deal with clause by clause and refer the bill to the House tonight for tomorrow.

Is it a good compromise? We respect what you have mentioned. I will recognize the members I did not recognize on the list here, and we will deal, after 15 minutes, clause by clause. It is only one clause, and then we will refer the bill.

Is it agreed?

[Traduction]

pour laquelle je voulais parler au second tour c'est que je ne comprends pas ces mots: «il faut se méfier de mesures qui seraient aptes à ébranler l'appui que les mieux nantis accordent aux programmes sociaux qui aident les «moins nantis». Je ne sais pas exactement ce que cela veut dire, à cause de l'importance de ce mémoire et parce que le Conseil y a bien réfléchi et y apporte son appui, j'aimerais que l'on consigne au compte rendu la signification de cette phrase. Si vous êtes trop rigide dans l'allocation du temps, si les députés votent pour qu'on n'ait pas 15 minutes de plus afin de nous permettre d'interroger nos témoins, alors il ne sera pas possible de consigner cette information. À quel moment pourrions-nous l'obtenir? Dans un an, deux ans, trois ans?

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Étant donné, monsieur le président . . .

Le président: Au lieu de voter sur la motion de M. Hawkes, je donne maintenant la parole à M. Robinson qui invoque le Règlement.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Puisque M. Hawkes a déjà utilisé 10 minutes sur les 15 minutes, je suis d'accord pour qu'il ait 5 minutes afin que soit consigné au compte rendu ce qu'il veut bien entendre au sujet de la page 2 du mémoire.

Mme Mitchell: Une motion a déjà été présentée, monsieur le président.

Le président: Nous devons d'abord régler cette motion que M. Hawkes a présenté.

M. Hawkes: Pour terminer, j'exhorte les députés à voter simplement pendant ces 15 minutes. Nous ne les utiliserons peut-être pas, mais M. Weatherhead n'a pas posé ses questions. Je voulais poser une question très précise.

Une voix: Vous ne le connaissez même pas, n'est-ce pas?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Vous ne le connaissez même pas, ce qui prouve bien que vous en connaissez très peu sur le sujet.

M. Hawkes: Nous pourrions donc retrouver l'esprit de coopération qui régnait jusqu'à maintenant, et passer à l'étude article par article . . .

Le président: Puis-je proposer un compromis, monsieur Hawkes? Comme vous l'avez dit, nous n'avons pas encore donné la parole à ceux qui voulaient parler au premier tour. Nous pouvons le faire et, après 15 minutes, nous étudierons le projet de loi article par article pour présenter ensuite le projet de loi à la Chambre ce soir ou demain.

N'est-ce pas un bon compromis? Nous respectons ce que vous avez dit. Je vais donc donner la parole à ceux à qui je ne l'ai pas donnée et qui sont sur ma liste, et, après 15 minutes, nous étudierons le projet de loi article par article. Il ne contient qu'un article, et nous pourrions ensuite renvoyer le projet de loi.

Êtes-vous d'accord?

[Text]

Mr. Hawkes: Yes. I think we agreed, when we were through with the witness, we would stay here as long as it took to deal with clause by clause.

The Chairman: No; it is 15 minutes, as you mentioned. I have to respect your motion, but the goal of the motion is to hear members who have not been recognized, for 15 minutes, with the witnesses. I agreed. Because I have to chair the decision taken by the steering committee, and the committee as a whole, to deal with this bill clause by clause tonight, I agree to postpone for 15 minutes. We will recognize the members who have not been recognized, and, after 15 minutes, we will deal with the bill clause by clause.

Is it agreed?

Mr. Hawkes: Right.

The Chairman: Agreed? All agreed?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Okay. Mrs. Jennifer Cossitt.

Mrs. Cossitt: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: I am sorry; Mr. Weatherhead had the floor at the beginning.

Mr. Weatherhead: Mr. Chairman, I was going to yield my time to Mr. Hawkes, because you know Mr. Hawkes and his party have been very co-operative in the other hearings. This is perfectly true. In the spirit of co-operation, I would like to yield my time to Mr. Hawkes, if it is possible.

The Chairman: Okay. Mrs. Cossitt, and Mr. Robinson.

Mrs. Cossitt: Very briefly, for the record, the council advised us earlier they are funded by the Canadian Government. Earlier this afternoon, we learned the Canadian Council on Social Development's funds have not been increased at all. In fact, they have had to lay off a number of their researchers and so forth.

Have you received any increase in your funding at all, limited to 6%, from the Canadian Government?

The Chairman: It is not directly relevant to this bill, but . . .

Mrs. Cossitt: Well, as it was brought up earlier, it . . .

The Chairman: I think we can get this information if you want to call or write a letter to the board and Mrs. Pépin will be happy to answer.

Mrs. Cossitt: Well, they are right here I would assume . . . I think Madam Pépin . . .

The Chairman: If you have specific questions on this bill, it is . . . we stand at Clause 1. It is all done.

Mrs. Cossitt: I realize that, but I thought it might be relevant to the hearing in view of the fact that they do a tremendous amount of research, and I wanted to know if they had received any funding or increase in their funding.

[Translation]

M. Hawkes: Oui. Nous avions convenu, je crois, qu'après avoir entendu les témoins, nous pourrions rester ici aussi longtemps qu'il le faudrait pour étudier le projet de loi article par article.

Le président: Non, ce sera 15 minutes comme vous l'avez mentionné. Je dois respecter votre motion, mais l'objectif de cette motion est d'entendre les députés à qui on n'a pas donné la parole, pendant 15 minutes, les témoins étant présents. Je suis d'accord. Étant donné que je dois respecter la décision qu'a prise le Comité directeur, et le Comité plénier, d'étudier le projet de loi article par article ce soir, je suis d'accord pour qu'on retarde la chose de 15 minutes. Nous allons donner la parole aux députés qui ne l'ont pas encore eue et, après 15 minutes, nous allons étudier le projet de loi article par article.

Êtes-vous d'accord?

M. Hawkes: Bien.

Le président: D'accord? Vous êtes tous d'accord?

Des voix: D'accord.

Le président: Bien. Madame Jennifer Cossitt.

Mme Cossitt: Merci, monsieur le président.

Le président: Excusez-moi, monsieur Weatherhead doit prendre la parole en premier.

M. Weatherhead: Monsieur le président, j'allais donner mon temps à M. Hawkes, car vous savez que M. Hawkes et son parti nous ont accordé toute leur coopération lors d'autres réunions. C'est tout à fait vrai. Dans l'esprit de coopération, je voudrais donc céder mon temps à M. Hawkes, si c'est possible.

Le président: Bien. Madame Cossitt, et ensuite Madame Robinson.

Mme Cossitt: Très brièvement, aux fins du compte rendu, le Conseil nous a avisés plus tôt qu'il était financé par le gouvernement canadien. Plus tôt cet après-midi, nous avons entendu dire que les fonds du Conseil canadien pour le développement social n'avaient pas du tout augmenté. En réalité, il a même dû licencier un certain nombre de ses chercheurs par exemple.

Votre financement a-t-il été augmenté, a-t-il été plafonné à 6 p. 100, par le gouvernement canadien?

Le président: Ceci n'a pas vraiment trait au projet de loi, mais . . .

Mme Cossitt: Comme la question a été soulevée plus tôt, . . .

Le président: Nous pouvons obtenir ces renseignements si vous voulez bien appeler ou écrire au Conseil, M^{me} Pépin sera très heureuse de vous répondre.

Mme Cossitt: Eh bien, ces gens sont déjà ici, je suppose . . . Je crois que Madame Pépin . . .

Le président: Si vous avez des questions précises à poser concernant le projet de loi, il s'agit . . . Nous réservons l'article 1. C'est fait.

Mme Cossitt: Je sais, mais je pensais que nous pouvions le faire lors de cette séance étant donné que le Conseil a fait énormément de recherches, je voulais savoir s'il avait reçu du

[Texte]

The Chairman: It might be a long answer, because the question is rather broad.

Mrs. Cossitt: Well, it is either yes or no; have they received funding to 6%? Have you received the same amount of funding?

The Chairman: May I ask Mrs. Pépin, if she wants, to send us the status on all the information you asked for, because it is up to her to answer your question.

An hon. Member: It would take two seconds; yes or no.

Mme Pépin: Nous avons eu une augmentation de budget. Nous avons eu un budget supplémentaire que nous avions demandé l'année dernière, au mois de juin, mais il n'est pas énorme.

Mr. Hawkes: It is beyond the 6%.

Mme Pépin: Je n'ai pas calculé si c'était 6 p. 100. Il faudrait que je fasse des calculs, mais je pourrais sûrement vous envoyer une copie de ce que l'on nous a donné. Je voudrais bien qu'on discute du 5 et du 6 p. 100 des allocations familiales et qu'on ne fasse pas le procès du Conseil ce soir. Si vous voulez le faire, on pourra vous donner les renseignements dont vous avez besoin. Vous pouvez venir au Conseil; on pourra vous donner tout ce dont vous avez besoin, et il nous fera plaisir de vous recevoir. Mais je voudrais qu'on discute des allocations familiales maintenant.

Mrs. Cossitt: Apparently, the other councils did provide us with this information earlier. They have not received any increase in their funding at all, and their research staff had to be let go. Yours have been, again, retained.

• 2145

Mme Pépin: Oui, nous avons eu l'avantage de garder notre personnel. On a eu cet avantage-là, et on nous a donné des salaires que nous avons demandés pour le personnel de recherche. Oui, on a eu cela...

Mrs. Cossitt: Thank you.

The Chairman: Mr. Robinson.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Thank you, Mr. Chairman.

On page 2 of the report a statement is made in the first paragraph that the proposed measures unfairly place the burden of restraint on those most unable to bear the load; namely, women, children, and old-age pensioners. In view of that statement, I wonder if our witnesses before us could tell us who they think is supposed to bear this load, if anybody is to bear it.

It is not funny, Miss MacDonald. This is a very serious question, and I hope you consider it as seriously as I do.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I do.

[Traduction]

financement ou du moins une augmentation de son financement.

Le président: La réponse peut être longue, car la question est plutôt vaste.

Mme Cossitt: C'est peut-être un oui ou un non. A-t-il reçu une augmentation de 6 p. 100? Avez-vous reçu le même montant pour votre financement?

Le président: Puis-je demander à madame Pépin, si elle le veut bien, de nous envoyer les renseignements demandés, car c'est à elle de répondre à cette question.

Une voix: Cela ne prendra que deux secondes, oui ou non.

Mrs. Pépin: We have had an increase in our budget. We had a supplementary budget that we asked for last year, during the month of June, but it is not very much.

M. Hawkes: Est-ce plus de 6 p. 100?

Mrs. Pépin: I did not make the calculation to see if it was 6 per cent. I would have to make these calculations, but I could certainly send you a copy of what we have received. I would be willing then to discuss the 5 and 6 per cent of the family allowances and that the Council not be put on trial. If you wish, we could give you the information you need. You can come to the Council, everything you need will be given to you, we will be very happy to welcome you. However, I would like a discussion now on family allowances.

Mme Cossitt: Les autres conseils nous ont apparemment fourni ces renseignements plus tôt. Leur financement n'a pas été augmenté du tout, et leur personnel de recherche a fait l'objet de licenciements. Je crois que votre personnel à vous a été retenu.

Mrs. Pépin: Yes, we had the advantage of keeping our personnel. We had that advantage and we also received the salaries we had requested for the research personnel. Yes, we had that...

Mme Cossitt: Merci.

Le président: Monsieur Robinson.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Merci, monsieur le président.

A la première page du rapport, vous dites que plusieurs mesures proposées placent le fardeau des restrictions financières sur ceux et celles qui sont les moins fortunés, les femmes, les enfants, et les pensionnés. Je me demande si nos témoins pourraient nous dire qui est censé porter ce fardeau, si quelqu'un doit le faire.

Ce n'est pas drôle, mademoiselle MacDonald. C'est une question très sérieuse et j'espère que vous la prendrez au sérieux autant que je le fais.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je la prends au sérieux.

[Text]

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Who do you expect is supposed to bear the load . . .

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I do not expect old-age pensioners to do it.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): According to you, you do not expect anybody to bear the load.

Ms Stoddard: You will notice that the council has not ventured an opinion as to who is able or should. We are simply saying that of those unable, we can target, according to us, those who are the most unable.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): In other words, you do not really have any opinion on it. All you are doing is taking certain classes out of those who should bear the load. That is all you are saying.

Ms Stoddard: I think that in difficult economic times none of us want to be able to bear the load, but there are some who are perhaps more able than others and some who are more unable.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Okay. Who are these people who are more able than others?

Ms Stoddard: We suggest later on in our brief that there are higher-income earners who do not happen to be, if we look at the statistics . . .

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Who are you talking about?

Ms Stoddard: Those in the higher-income brackets.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Who?

Ms Stoddard: They are anonymous figures, sir. I am not talking about individuals. We are talking about anonymous statistics.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Who? Tell us who they are; I would like to know. Put it on the record: who you are talking about who should pay this money you are talking about?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Lawyers. Members of Parliament.

Ms Stoddard: We have not gone as far as to identify them. We are looking at a global problem and we are saying if there are very hard economic times, these times hit some of us disparately. If you are looking at reductions in income and you make a very, very low income and you have several dependants, then a decrease of even a small amount hits you harder than it does somebody who is at the top of the income level.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): The question I am asking you is who do you think should pay?

Ms Stoddard: Those who have more.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Who?

Ms Stoddard: I am sorry, I cannot identify them for you personally. We do not identify them.

[Translation]

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Qui selon vous doit assumer le fardeau?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je ne prévois pas que ce soit ceux qui touchent leur pension de vieillesse.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Selon vous, personne n'assumera le fardeau.

Mme Stoddard: Vous remarquerez que le Conseil n'a pas émis l'opinion sur qui peut le faire ou qui devrait le faire. Nous disons simplement que parmi ceux qui ne peuvent pas le faire, nous avons identifié ceux qui, selon nous, en seraient vraiment le plus incapables.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Autrement dit, vous n'avez pas vraiment d'opinion sur la question. Tout ce que vous faites c'est d'éliminer certaines catégories parmi celles qui devraient assumer ce fardeau. C'est tout ce que vous dites.

Mme Stoddard: Étant donné la situation économique difficile, personne d'entre nous ne veut l'assumer, mais il y en a certains qui sont plus en mesure de le faire que d'autres, et d'autres qui le sont moins.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Très bien. Quels sont ceux qui en sont le plus capables que d'autres?

Mme Stoddard: Un peu plus loin dans notre mémoire, nous suggérons les personnes ayant des revenus élevés qui n'ont pas, si nous regardons les statistiques . . .

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): De qui parlez-vous?

Mme Stoddard: De ceux qui ont des revenus élevés.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Qui?

Mme Stoddard: Monsieur, ce sont des chiffres anonymes. Je ne parle pas de personnes. Nous parlons de statistiques anonymes.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Qui? Dites-nous qui ils sont, nous aimerions le savoir. Dites-nous pour la bonne forme, qui, selon vous, devraient payer ces montants dont vous parlez?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Les avocats, les députés.

Mme Stoddard: Nous ne sommes pas allés jusqu'à les nommer. Nous étudions l'ensemble du problème et nous disons que lorsque les conditions économiques sont très difficiles, nous sommes affectés de façon différente. Si l'on prend les coupures de salaires, et si vous êtes un très petit salarié ayant de nombreuses personnes à charge, alors, même une très petite coupure de salaire vous touche plus durement que celui qui est au haut de l'échelle de salaire.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): La question que je vous pose, c'est: selon vous, qui doit payer?

Mme Stoddard: Ceux qui en ont plus.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Qui?

Mme Stoddard: Je m'excuse, je ne peux pas les identifier personnellement. Nous ne les identifions pas.

[Texte]

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): You cannot identify them. In other words, you do not know who should pay. All you are saying is somebody.

Ms Stoddard: Yes, we do; those who have more; those who have the wherewithal to pay.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Who? What amount? Over what amount should they be earning, in order to pay?

Ms Stoddard: We have not gone so far as to state that. We are simply saying . . .

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Why not?

Ms Stoddard: —there are those who cannot pay.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): And you do not want to say who should pay. All right.

Later on in the same page, page 2, you say many Canadian women over 65 already live below the poverty line. I am suggesting to you this is not true. The people below . . .

Why do you not listen, Miss MacDonald? You might learn something.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I am listening.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Well, you are not so smart that you know everything. Just listen to what somebody else is saying once in a while.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Well, I will take you on any day that you say there are women over 65 not living below the poverty line.

The Chairman: Order.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): You see, the trouble with you, Miss MacDonald, is you do not wait until people finish their statements. What I am saying to these witnesses is, who are the people over 65 who are going to have to pay into this program and who will suffer? I do not know of anybody. The minister appeared before this committee and said nobody over 65 who was below the poverty line would pay anything or would lose anything by the program. Now you tell us, who is going to lose by the program?

Mme Pépin: Des études ont été faites et ont prouvé que les femmes qui avaient 65 ans et plus, vivaient en-dessous du seuil de la pauvreté. Les statistiques de 1979 révèlent qu'elles vivaient avec moins de \$5,000 par année. Les femmes survivent aux hommes . . . pendant sept ans; elles sont veuves, ou elles sont divorcées, elles n'ont pas de pension alimentaire, et elles n'ont pas . . .

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): I know, but with respect, how are they going to be affected by this program?

The Chairman: Let the witness answer your question, Mr. Robinson.

[Traduction]

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Vous ne pouvez pas les identifier. Autrement dit, vous ne savez pas qui devrait payer. Vous dites simplement que quelqu'un devrait payer.

Mme Stoddard: En effet, ceux qui en ont plus, ceux qui sont en mesure de payer.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Qui? Quels montants? Combien doivent-ils gagner pour être en mesure de payer?

Mme Stoddard: Nous ne sommes pas allés jusque là. Nous disons simplement . . .

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Pourquoi pas?

Mme Stoddard: . . . qu'il y a ceux qui ne peuvent pas payer.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Et vous ne voulez pas dire qui devrait payer. Très bien.

Un peu plus loin à la même page, vous dites que plusieurs Canadiennes âgées de plus de 65 ans vivent déjà en-deça du seuil de la pauvreté. Je prétends que c'est faux. Les gens en-deça . . .

Pourquoi n'écoutez-vous pas, mademoiselle MacDonald? Vous pourriez apprendre quelque chose.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): J'écoute.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Ne pensez pas que vous êtes tellement intelligente que vous savez tout. De temps en temps écoutez simplement ce que les autres ont à dire.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Bien, contrairement à ce que vous dites, je suis prête à vous prouver n'importe quand qu'il y a des femmes de plus de 65 ans qui vivent en-deça du seuil de la pauvreté.

Le président: À l'ordre.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Voyez-vous, mademoiselle MacDonald, le problème c'est que vous n'attendez pas que les gens aient terminé leur déclaration. Ce que je dis aux témoins c'est: qui sont les gens de plus de 65 ans qui devront payer pour ce programme et qui en souffriront? Je n'en connais pas. Lorsqu'il a comparu devant ce Comité, le ministre a déclaré qu'aucune personne de 65 ans et plus vivant en-deça du seuil de la pauvreté devrait payer quoi que ce soit pour ce programme ou perdre quoi que ce soit à cause de ce programme. Maintenant, dites-nous, qui y perdra à cause de ce programme?

Mrs. Pépin: Studies made have proven that women above 65 years of age were living below the poverty line. 1979 statistics shows that they were living on less than \$5,000 per year. Women live longer than men . . . maybe seven years longer; they are widowed or divorced, they do not have any alimony, and they do not have . . .

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Je sais, mais de quelle façon ce programme les affectera-t-il?

Le président: Monsieur Robinson, laissez le témoin répondre à votre question.

[Text]

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): But she is not answering my question; she is answering some other question. I want to know how the people over 65 are going to be affected by this program, because the minister appeared before this committee and said that people over 65 who are below the poverty line were not affected by this program whatsoever.

• 2150

Mrs. Mitchell: A point of order, Mr. Chairman. Could we please reserve the discussion to family allowances—the bill that is before us?

The Chairman: You are quite right. I try to raise that point very often.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Mr. Chairman, if I may say so, on page 2 the people who are before us tonight as witnesses are referring not only to women over 65, they are also referring to indexing of pensions and family allowances. That is exactly what it says on page 2; so do not give me a lot of nonsense. I am asking a question and I have not received a reply.

The Chairman: Are you dealing with the GIS?

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): It is right on page 2 of their submission to us, Mr. Chairman.

Ms Stoddard: I am not quite sure exactly of the nature of your question, but I think it is quite clear from many, many studies, and it seems to the best of my memory that it is mentioned in the green paper, that with old age security and guaranteed income supplements there are still many Canadians, principally women, who live below the poverty line. We would be happy to send you a copy of our study on women and pensions.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): That is not my question.

Ms Stoddard: I am sorry, I did not understand your question, then.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): I said how many people below the poverty line are going to be adversely affected by the program?

Mrs. Mitchell: Which program?

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): You know the program; the one you are speaking to the committee on.

Mrs. Mitchell: Family allowances?

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Take your choice if you want; the 6 and 5 program.

Ms Stoddard: The answer to that is easy. Is it not all the people below the poverty line who are going to be adversely affected?

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): How?

[Translation]

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Mais elle ne répond pas à ma question, elle répond à une autre question. Je veux savoir comment les gens de 65 ans et plus seront affectés par ce programme, car lorsqu'il a comparu devant ce Comité, le ministre a déclaré que les gens de 65 ans et plus vivant en-deça du seuil de la pauvreté ne seraient pas affectés par ce programme de quelque façon que ce soit.

Mme Mitchell: Monsieur le président, j'invoque le Règlement. Pourrions-nous s'il vous plaît limiter la discussion aux allocations familiales... Le projet de loi dont nous sommes saisis?

Le président: Vous avez tout à fait raison. Très souvent j'ai essayé de le mentionner.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Monsieur le président, si vous me le permettez, à la première page, les personnes qui comparaissent devant nous ce soir comme témoins parlent non seulement des Canadiennes âgées de plus de 65 ans, mais aussi de l'indexation des pensions et des allocations familiales. C'est exactement ce qui est écrit à la page 1, alors ne nous donnez pas d'arguments insensés. J'ai posé une question et je n'ai pas encore reçu de réponse.

Le président: S'agit-il du SRG?

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): C'est à la première page de leur exposé, monsieur le président.

Mme Stoddard: Je ne suis pas sûr du sens exact de votre question, mais je pense qu'il est très clair d'après les nombreuses études, et il me semble, si je m'en souviens bien que c'est dans le livre vert, qu'en dépit de la sécurité de vieillesse et des suppléments de revenu garanti il y a quand même beaucoup de Canadiens, surtout des Canadiennes, qui vivent en-deça du seuil de la pauvreté. Nous nous ferons un plaisir de vous envoyer une copie de notre étude sur les femmes et les pensions.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Ce n'est pas là ma question.

Mme Stoddard: Alors je m'excuse, je n'ai pas compris votre question.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): J'ai dit combien de personnes en-deça du seuil de la pauvreté subiront des préjudices à cause de ce programme?

Mme Mitchell: Quel programme?

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Vous savez lequel: celui sur lequel porte votre présentation.

Mme Mitchell: Les allocations familiales?

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Prenez celui que vous voudrez. Le programme du 6 et du 5 p. 100.

Mme Stoddard: Pour celui-là la réponse est facile. C'est que tous les gens en-deça du seuil de la pauvreté ne subiront pas de préjudices?

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Comment?

[Texte]

Ms Stoddard: Because instead of their incomes being indexed to meet inflation, they will be in fact below, so they will be even farther below the poverty line than they were before.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): That is not so. They are not indexed.

Ms Stoddard: The old age security program is indexed, so for anybody who gets that, their revenues will decrease. And the smaller the amount of revenue you get, the more disproportionately you will be adversely affected by that.

M. Malépart: J'invoque le Règlement! Monsieur le président, je pense qu'au cours de la discussion, il y a eu un malentendu. En ce qui concerne les personnes de 65 ans et plus, qui reçoivent le supplément de revenu garanti... elles ne sont pas limitées au 6 et 5 p.100. Celles qui sont toujours en-dessous du seuil de la pauvreté... ce n'est pas à cause du programme des 6 et 5 p.100 comme mon collègue voulait le dire. Ces gens-là ne sont pas affectés par le programme des 6 et 5 p.100 parce qu'ils obtiennent, non seulement la pleine indexation au niveau du supplément, mais aussi la pleine indexation au niveau de la pension de base. Cela, en ce qui concerne le programme des 6 et 5 avec les pensions de sécurité de la vieillesse...

Le président: Sur la question du bill C-132, à propos des allocations familiales...

The Chairman: Dr. Halliday.

Mr. Halliday: Thank you, Mr. Chairman.

To the witnesses, on I guess it is page 2 of your brief, the one where you list the six principles, there are two I might just ask a question on. Number 5 says selective programs are not the best way to combat poverty. I think I have heard the minister who is responsible for this bill, and indeed the Prime Minister, say on many occasions in the last year or two that increasingly we have to look, in the way we handle social programs, at trying to help those who need it most. That sounds to me like a type of selective program, where you are going to help those who need it most. I suspect you are out of step with what the minister and the Prime Minister are saying.

Would you agree with what I am saying? Do you disagree with them?

Mrs. Pépin: I will ask Jennifer to tell you, but we explained that earlier when we presented our brief. I will ask Jennifer to repeat it.

Ms Stoddard: What we mean is we certainly agree with helping those who need it most, and those who do not need it should not be helped. We are simply saying that in terms of techniques of helping those it seems to have been shown that programs that we call universal programs, because they initially give benefits to the vast majority of people, are the most useful way of, in fact, combating those pockets of need or poverty. I gave quite a long explanation of why we felt that way to Mr. Marceau about half an hour ago. It is simply the technique, it is not who should get it, it is the way you do it, the kind of program that you choose to do it.

[Traduction]

Ms Stoddard: Parce qu'au lieu d'indexer leurs revenus selon l'inflation, ils le seront en-deça de l'inflation, donc ils seront plus bas sous le seuil de pauvreté qu'ils ne l'étaient auparavant.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Ce n'est pas le cas. Ils ne sont pas indexés.

Ms Stoddard: Le programme de sécurité de vieillesse l'est, donc quiconque bénéficie de ce programme verra une diminution de ses revenus. Et plus le revenu que vous recevez est petit, plus vous êtes affectés par cela.

Mr. Malépart: A point of order. Mr. Chairman, I think there was a misunderstanding during the discussion. Concerning people of 65 years of age and over, who are receiving guaranteed income supplement... they are not subject to the 6% and 5%. Those that are still under the poverty line... it is not because of the 6 and 5 program, as my colleague wanted to put it. These people are not suffering from the 6 and 5 program because they get, not only the full indexing for the supplement, but they also get full indexing for the basic pension. That, concerning the 6 and 5 program and old age pensions...

The Chairman: On the question of Bill C-132, concerning family allowances...

Le président: Docteur Halliday.

M. Halliday: Merci, monsieur le président.

A la première page de leur mémoire, les témoins citent six principes et il y en a deux sur lesquels j'aurais une question. Au numéro 5 vous dites que les programmes dits sélectifs ne sont pas les meilleurs moyens de combattre la pauvreté. À de nombreuses occasions au cours des deux dernières années j'ai entendu le ministre responsable de ce projet de loi et même le premier ministre dire que de plus en plus nous devrions, dans la façon dont nous administrons les programmes sociaux, essayer d'aider ceux qui en ont le plus besoin. Cela m'apparaît être un genre de programme sélectif, où vous allez aider ceux qui en ont le plus besoin. Je pense que cela ne cadre pas avec les propos du ministre et du premier ministre.

Êtes-vous d'accord sur ce que je dis? Êtes-vous en désaccord avec eux?

Mme Pépin: Je demanderais à Jennifer de vs répondre, mais nous l'avons expliqué tout à l'heure lorsque nous avons fait notre exposé. Je demanderais à Jennifer de répéter.

Mme Stoddard: Ce que nous voulons dire c'est ce que nous sommes certainement d'accord pour aider ceux qui en ont le plus besoin et ne pas aider ceux qui n'en n'ont pas besoin. Nous disons tout simplement que les programmes qualifiés d'universels sont des mesures plus sûres d'aider les gens dans le besoin, car, au départ, ils assurent une aide à la vaste majorité des gens et ils sont la façon la plus efficace de lutter contre les îlots de besoin ou de pauvreté. Il y a environ une demi-heure, je donnais à M. Marceau une longue explication de notre position. Il s'agit tout simplement d'une mesure, d'une façon d'agir; il ne s'agit pas de préciser qui doit être récipiendaire.

[Text]

• 2155

[Translation]

Mr. Halliday: Principle number 3, Mr. Chairman, reads:

Indexing of pensions and family allowances means women will be increasingly dependent on the family unit . . .

I am not sure how to interpret that. The implication here is that it is not wise to be dependent upon a family unit. I would think you probably do not mean that, but perhaps you could explain what you do mean.

Ms Stoddard: You are quite right. We do not mean to make any kind of judgment on the social or emotional interdependence of people and the need for family ties, and so on. We mean that it is a long—standing goal of the council that, in order to be brought out of poverty, women should be economically autonomous, as independent as possible, and not have to depend on someone else for their income, that they should be able to have a right to an income themselves. By this point we are simply pointing out that, with these measures, we are gradually shifting over from benefits payable per capita to everybody on the same basis, or on family allowances to all women, towards benefits payable on a measure of family income. For women that means you cannot qualify for the program if your father or your husband or your brother, whoever is in that family, earns an income that is over that level. That does not mean that you yourself have 2¢ to rub together. In that sense, it just goes back to the former problems of women, the present problems, it increases our dependence—our financial dependence, we mean. Does that make it clear?

Mr. Halliday: Yes, I think I see what you mean. Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Okay, the last . . . Mrs. Mitchell, very short, please.

Mrs. Mitchell: If the tax exemption for dependent children is done away with, which you and many groups have advocated, where would you prefer to put this extra money? Would you put it towards universal family allowances, to increase those? Or would you put it towards the child tax credit? And would you make that a monthly payment?

Ms Stoddard: In terms of payment, we definitely would make it monthly, I think. One of the problems, which I am sure the groups have pointed out to you, with the child tax credit now replacing the copping is that it is payable once a year. It is hard to pay your grocery bills once a year, and so on.

Whether it should be either one of those measures you have suggested, or simply be payable directly to that dependant—that is a third way of going—we will have to think about that more. We simply pointed it out as an alternative policy at this time, but we do not have a definite response for that answer for the moment.

Mrs. Mitchell: Very well, thank you.

Le président: Avant de remercier nos témoins, j'aimerais remercier tous les membres du Comité qui ont travaillé à

M. Halliday: Monsieur le président, voici le troisième principe.

L'indexation des pensions et des allocations familiales implique une dépendance croissante des femmes sur l'unité familiale qui est la leur . . .

Je ne sais pas au juste comment interpréter cela. On semble dire qu'il n'est pas prudent de dépendre d'une unité familiale. Ce n'est peut-être pas ce que vous voulez dire; mais pourriez-vous nous expliquer?

Mme Stoddard: Vous avez tout à fait raison. Nous ne voulons pas porter un jugement sur l'interdépendance sociale ou émotionnelle des gens et sur le besoin des liens familiaux. Nous voulons dire par là que le conseil croit depuis longtemps que les femmes doivent être aussi autonomes ou indépendantes sur le plan économique que possible, et ne pas dépendre de quelqu'un pour leur revenu; sinon, on ne peut pas les extirper de leur situation de pauvreté. Nous disons simplement que grâce à ces mesures, nous nous basons de moins en moins sur le principe des avantages versées par personne en choisissant de traiter tout le monde sur la même base; les allocations familiales seront accordées à toutes les femmes, en fonction du revenu familial. Autrement dit, une femme n'est pas admissible au programme si son père, son frère ou son mari (qui feraient partie de cette unité familiale) a un revenu qui dépasse ce niveau. Cela ne veut pas dire pour autant que les femmes disposent de quelque argent que ce soit. Cela nous rappelle les problèmes qu'ont eu ou qu'ont actuellement les femmes; cette mesure augmente notre dépendance financière. Est-ce clair?

M. Halliday: Oui, je crois comprendre ce que vous voulez dire. Merci, monsieur le président.

Le président: C'est bien, madame Mitchell, une petite question, s'il vous plaît.

Mme Mitchell: Si l'exemption fiscale pour les enfants à charge est supprimée, comme votre groupe et bon nombre d'autres l'ont proposé, que devrait-on faire de l'argent ainsi économisé? Selon vous, faudrait-il augmenter les allocations familiales universelles? Le crédit d'impôt pour les enfants? Préférez-vous que ce soit fait sous forme de versements mensuels?

Mme Stoddard: Je crois que les versements devraient être mensuels. Les groupes qui ont comparu vous ont sans doute fait comprendre que le crédit d'impôt pour enfants crée des problèmes du fait qu'il est versé une fois par an. Il est difficile de payer la facture d'épicerie une fois par année.

Il faudra étudier davantage la question à savoir s'il faut choisir une des mesures que vous avez proposée ou verser tout simplement les bénéfices à la personne à charge. Nous avons proposé cette autre solution mais nous ne pouvons pas vous répondre pour le moment.

Mme Mitchell: Très bien. Merci.

The Chairman: Before thanking our witnesses, I would like to thank all members of the committee who worked on the

[Texte]

l'élaboration du rapport qui a été déposé à la Chambre concernant la violence dans les familles. Une résolution a été amenée par M. Howie. Le Comité a reçu des mémoires, et le Conseil consultatif canadien de la situation de la femme est venu comparaître devant le Comité. À la lumière de tous les témoignages et du travail des membres, plusieurs des recommandations sont actuellement mises en oeuvre.

Si vous le permettez, le président fera d'ici peu une sorte de *progress report* pour illustrer à quel point le Comité permanent de la Santé, du Bien-être social et des Affaires sociales est conscient du problème de la violence dans les familles, particulièrement du problème des femmes battues.

J'ai l'intention de faire un rapport dans les plus brefs délais. Le Conseil consultatif canadien de la situation de la femme nous a aussi fait des recommandations et je suis heureux d'annoncer devant la présidente que plusieurs de ces recommandations sont actuellement mises en oeuvre.

Mr. Hawkes: On a point of order.

The Chairman: Yes, Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Just in that context, there was an editorial in *The Calgary Herald* last week; the city police department has agreed to lay charges in family violence cases in the City of Calgary. So there is a lot of progress and the committee's report got the credit for it in the editorial at least. There is progress in the Wild West!

• 2200

The Chairman: I realize I was the author but I just mentioned it because I intend to make the progress report. Miss MacDonald.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): It is fine to have you make a progress report, Mr. Chairman, but I wonder, as this report was tabled in Parliament, and recommendations were made to government, whether or not we could have the government make a response to the recommendations. Could you prevail upon your house leader to set aside a day in the new session for a debate in the House of Commons on the response?

The Chairman: I sent a letter to the Minister Responsible for the CMHC, the Solicitor General, the Minister of Justice, the Minister of Health and Welfare and Mrs. Judy Erola, Minister Responsible for the Status of Women and I did receive a reply from all of the letters. I am going to ask the clerk to organize a meeting and let you know the response to those letters. I think this is the way I intend to make the progress report with the power we have in this committee.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I think this is very commendable, Mr. Chairman, but it is important that as much public attention as possible is attracted to what is going on and this can be done best if there is a day's debate in the House of Commons. I can tell you, speaking for persons on my side, we would be more than anxious to persuade our house leader to engage in such a debate and I would prevail upon you

[Traduction]

drafting of the report concerning family violence which was submitted to the House. Mr. Howie made a resolution. The committee has received briefs, and the Canadian Advisory Council on the Status of Women appeared before the committee. Following all the recommendations made by witnesses and the work of the members, many recommendations have now been implemented.

If you will allow me, the Chairman will now give you a progress report to illustrate the concern of the standing committee on Health, Welfare and Social Affairs with respect to family violence and particularly to the problem of battered women.

I intend to make a report as soon as possible. The Canadian Advisory Council on the Status of Women have also made recommendations and I am happy to announce in the presence of its chairperson that many of those recommendations have already been implemented.

M. Hawkes: Rappel au Règlement!

Le président: Oui, monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Soi-dit en passant, monsieur le président, la semaine dernière, j'ai lu un éditorial dans le *Calgary Herald*; la police de Calgary a consenti à déposer des plaintes dans les cas de violence dans la famille à Calgary. On fait donc beaucoup de progrès et dans l'éditorial, on disait que le rapport du Comité avait incité la police à prendre cette décision. On fait des progrès dans le Farwest!

Le président: Je sais que j'en suis l'auteur, mais je l'ai signalé tout simplement car j'ai l'intention de faire un rapport sur l'évolution de la situation. Mademoiselle MacDonald:

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): C'est bon de faire un rapport sur l'évolution de la situation, monsieur le président; mais puisque ce rapport et les recommandations étaient déposés au Parlement et qu'ils visaient le gouvernement, ne serait-il pas bon d'obtenir la réaction du gouvernement sur ces recommandations? Pourriez-vous demander à votre leader en Chambre de réserver un jour au cours de la nouvelle session pour discuter de la réaction à la Chambre?

Le président: J'ai adressé une lettre au ministre responsable de la SCHL, au Solliciteur général, au ministre de la Justice, au ministre de la Santé et du Bien-être social et à M^{me} Judy Erola, ministre responsable de la condition féminine; j'ai reçu une réponse à toutes ces lettres. Je demanderai au greffier d'organiser une réunion et je vous tiendrai au courant des réponses. Voilà le genre de rapport sur l'évolution de la situation que j'ai l'intention de faire, compte tenu du mandat de ce Comité.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je crois que c'est fort louable, monsieur le président. Par ailleurs, il est important d'attirer autant que possible l'attention du public sur la situation; la meilleure façon de le faire serait d'y consacrer une journée de discussions à la Chambre des communes. Nous, de notre côté, ne demanderions pas mieux que de persuader notre leader à la Chambre de permettre cette discussion; alors je

[Text]

to ask the Government House Leader to make sure this is done.

The Chairman: According to the rules, I do not think we have to proceed as you suggest, but if it is possible, according to the deadline, we will proceed. Be sure your chairman takes the responsibility of asking the minister responsible for each department involved to make this kind of progress report.

Thank you very much to our witnesses and I now will ask you to deal clause by clause. I thank Mrs. Pepin and Madam Stoddard for their good answers to questions from the members and we will proceed on the study of the bill clause by clause now.

We have, as a witness, Mr. R.J. Allen, Director General, Planning Evaluation and Liaison, Income Security Programs. If you have a specific question to deal with the bill, I am ready to call Clause 1 of Bill C-132, An Act to Amend the Family Allowances Act, 1973.

Shall Clause 1 carry?

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, I would like to speak to it and I believe my colleague from Kingston and the Islands will have an amendment. However, because we have so many new members present this evening, it might be a good idea to try to summarize and review the evidence before we vote on these clauses. If I can repeat something I said a little earlier, there was a group this afternoon who, perhaps, exemplified best what the government is asking us to do and the reason why members of our party have fought this bill in the House, will attempt to get it amended tonight in committee and will attempt to fight it in the House when and if it returns.

• 2205

That was best exemplified by the testimony we had today from a group of Ottawa people, both men and women, who were before us as representatives of low-income earners in the City of Ottawa. They assured us that their situation was no different from that around the country. But regarding the family allowance, which is the only part of the social support system which provides a monthly cheque to women and, in particular, to low-income women, they told us today that they had spotted some "low price" grocery stores, and that they had a transportation network to take low-income earners to those grocery stores so that they could buy groceries for their families at the lowest possible price in the Ottawa area. They told us also, that there would be absolutely no point in having a transportation system of that kind a day before the family allowance cheques come out. Instead, their pattern was to put that transportation system into operation the day after the family allowance cheque came out because, then, they had a lot of people who would use that transportation system and go and buy their groceries. The testimony we heard this morning was that there was no point in people in that kind of income category having a budget, because every penny which came into their homes was used for rent and food, and there was no discretionary income.

[Translation]

vous demande donc de demander au leader du gouvernement à la Chambre de prévoir cela.

Le président: Selon le Règlement, je ne crois pas que nous puissions agir comme vous le voulez; mais si le temps nous le permet, nous le ferons. Assurez-vous que votre président demande au ministre responsable de chaque ministère visé de faire ce genre de rapport sur l'évolution de la situation.

Je remercie nos témoins et je vous demande maintenant de faire l'étude article par article. Je remercie mesdames Pépin et Stoddard d'avoir répondu aux questions posées par les députés; nous commençons maintenant l'étude article par article du projet de loi.

Nous accueillons M. R.J. Allen, directeur général, Planification, évaluation et liaison, Programmes de sécurité du revenu. Si vous avez des questions précises portant sur le projet de loi, je suis disposé à mettre aux voix l'article 1 du bill C-132, Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales.

L'article 1 est-il adopté?

M. Hawkes: Monsieur le président, j'aimerais en discuter et je crois que mon collègue de Kingston et les Îles veut proposer une modification. Toutefois, puisqu'il y a bon nombre de nouveaux députés qui assistent à cette réunion, il vaudrait peut-être mieux résumer la question et étudier les témoignages avant de mettre aux voix les articles. Je répéterai ce que j'ai dit un peu plus tôt: cet après-midi, nous avons accueilli un groupe qui a le mieux illustré ce que le gouvernement nous demande de faire et la raison pour laquelle les membres de notre parti se sont opposés à ce projet de loi à la Chambre, tentera de le faire modifier ce soir à cette réunion du Comité et tentera de s'y opposer à la Chambre s'il y est renvoyé de nouveau.

La meilleure illustration de l'effet de ces mesures nous a été donnée dans le témoignage que nous avons entendu aujourd'hui; il s'agit du témoignage des représentants d'une association de gagne-petit d'Ottawa. Ils nous ont dit que leur situation ne différait aucunement de celle constatée partout au pays. Ils nous ont parlé de l'allocation familiale qui n'est qu'un aspect du système d'aide financière sociale qui donne un chèque mensuel aux femmes et, notamment, aux femmes dont le revenu est faible; en outre, ils nous ont dit qu'ils avaient repéré certaines épiceries «où les prix étaient bas» et qu'ils avaient un réseau de transport pour conduire les gagne-petit à ces épiceries; ainsi, ces gens pouvaient s'approvisionner à des endroits où les prix étaient les plus bas possible dans la région d'Ottawa. D'autre part, ils nous ont dit que ce n'est absolument pas la peine d'exploiter un système de transport de ce genre la veille de la réception des chèques d'allocation familiale. Ces gens préféreraient exploiter ce système de transport le jour après la remise des chèques d'allocations familiale; à ce moment-là, bon nombre de gens emprunteraient ce système de transport pour faire l'épicerie. D'après ce que nous avons entendu ce matin, les gens qui se trouvaient dans cette catégorie de revenus n'avaient pas à planifier un budget; chaque sou qui entrait dans leur maison servait à payer le loyer et la nourriture; après ces dépenses, rien ne restait.

[Texte]

Mr. Chairman, if we approve this bill without amendment and send it forward through the House and into statute in this country, each of us should have those people in mind. The point has been well made by the minister herself in saying that, of the three major elements of the family support system in this country, which includes the child deduction, the child tax credit and the family allowance, the fairest system for delivering money to the poorest element of society and taking it away in a gradual fashion from those whose income increased, is through the family allowance system. Yet we are being asked by the Government of Canada in this time of economic downturn to cut the one element of the system, which is demonstrably the best element in terms of delivering on a monthly basis money into the hands of the poorest families in the country. The point has been made that the percentage of single parent families is increasing rapidly; that in those which are female dominated, 41.7% live below the poverty line already. Yet what the government is asking us to do is to cut an amount out of their monthly income at a time of really difficult economic circumstances. And I think it is topsy-turvy.

Then when Mr. Robinson asks where would you get the money from, the advisory council advised us to look in the Auditor General's report. We were told that this whole mix-and-match would save the government about \$70 million. We have testimony on the record that it will not do that. If you would just look at one element of the petroleum compensation charge in the Auditor General's report, there is a difference of federal income, of revenue, of \$80 million that I would call a rip-off, and which could be changed almost over night and would provide money to this system. There is a ton of those things.

I have made the point before and I made it with the minister that what you have today is a government which chooses to buy service stations as a priority expenditure, and then say that, because of the deficit, they do not have money to provide money to pensioners and to families. That is an abomination of the kinds of priorities which I think sent most of us to this chamber. The only place to hold the government accountable is in the House or in committee when members of all parties join together to defeat a piece of legislation, to just hold it, to send it back denuded. We can do that.

• 2210

As members of Parliament we have the power and I suggest the responsibility to deal with a piece of legislation that we consider to be bad, and in this particular case to change it in a way that will not hurt those families that are sitting out there. Again I repeat for Mr. Robinson that the amount of money that would be saved in this mix and match is really not there in the first place. By this piece of legislation we are taking it away from a monthly cheque that puts food on the table and we are not replacing it with any monthly amount for the poorest elements in society; that is what the government is asking us to do. I urge members to support the amendment that will be moved by the member from Kingston and the Islands.

[Traduction]

Monsieur le président, avant d'approuver sans le modifier ce projet de loi, avant de le renvoyer à la Chambre pour qu'il y devienne loi, il faudrait tenir compte de ces gens. Le ministre a dit elle-même que parmi les trois éléments du système national d'aide familiale, notamment les déductions d'impôt pour les enfants, le crédit d'impôt pour les enfants et l'allocation familiale, cette dernière était la façon la plus juste d'accorder une aide financière à l'élément le plus pauvre de la société et de l'enlever de façon progressive à ceux dont le revenu augmente. Et pourtant, nous sommes en période de fléchissement économique et le gouvernement nous demande de supprimer ce qui, de toute évidence, est le meilleur élément de ce système qui permet de remettre à chaque mois, des sommes d'argent aux familles les plus pauvres au pays. On a signalé que le pourcentage de familles monoparentales augmente rapidement; que parmi les familles dont le chef est une femme, 41,7 p. 100 vivent en deça du seuil de la pauvreté. Pourtant, le gouvernement nous demande de supprimer une partie de leur revenu mensuel malgré les circonstances économiques graves que nous connaissons à l'heure actuelle. C'est insensé.

Puis, M. Robinson demande où l'on obtiendrait cet argent; le conseil consultatif nous a dit de lire le rapport du Vérificateur général. On nous a dit que ce système d'appariement permettrait au gouvernement d'économiser environ 70 millions de dollars. D'après certains témoignages, c'est faux. Au chapitre des redevances d'indemnisation pétrolière dans le rapport du Vérificateur général, vous constaterez une différence de 80 millions qui pourraient être convertis pratiquement du jour au lendemain et qui pourraient servir à financer ce système. Il existe une foule d'exemples pareils.

Je l'ai déjà dit, je l'ai dit au ministre qu'aujourd'hui, le gouvernement préfère accorder la priorité à l'acquisition de stations de service en prétextant qu'en raison du déficit, il n'a pas les fonds nécessaires pour aider les retraités et les familles. C'est bafouer les priorités qui nous ont incités à devenir députés. Si l'on veut obliger le gouvernement à être responsable, il faut qu'à la Chambre ou en Comité, les députés de tous les partis se liguent pour faire échouer un projet de loi, le retarder, le dépouiller. Nous pouvons le faire.

Comme députés, nous avons le pouvoir et je dirais même la responsabilité de régler le cas d'un texte législatif que nous jugeons mauvais, et dans ce cas particulier, de le modifier de sorte qu'il ne cause aucun tort à ces familles qui sont assises là. Encore une fois, je le répète pour le bénéfice de M. Robinson, l'argent épargné grâce à ce système vraiment pas là en premier lieu. Par ce projet de loi, nous prenons cet argent à même un chèque mensuel qui place de la nourriture sur la table et nous ne le remplaçons pas par le moindre versement mensuel dans le cas des éléments les plus pauvres de la société; c'est là ce que le gouvernement nous demande de faire. Je supplie les membres du comité d'appuyer l'amendement présenté par le député de Kingston et les Îles.

[Text]

The Chairman: Just a moment, order.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): On a point of order, Mr. Chairman.

The Chairman: On a point of order, Mr. Robinson.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): If he is speaking to his motion, then on his motion.

Mr. Gurbini: No, he is speaking to a point of order.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Well, if he is speaking to the point of order or speaking on his motion, either one, I will speak to it. All right, we will speak to Clause 1.

The hon. member has suggested that members on this side really do not know what they are voting about. I would suggest to him that they all know what they are voting about, and if he does not know by this time, he should.

Secondly, he indicates that those below the poverty line would be affected. I have suggested to him earlier in statements that I made that the minister who appeared before the committee indicated that people below the poverty line would not be affected by this legislation whatsoever. When he says we are taking money away from people, from their monthly cheque, this is not so. At most he could say that they are not getting as much as they anticipated, but they are certainly getting more than they have been in the past.

The Chairman: Any other who wants to express ... Mrs. Mitchell?

Mrs. Mitchell: Yes, Mr. Chairman, I would just like to summarize our position also on speaking to Clause 1, which we oppose, of course, strongly because we oppose this bill in principle and in its practical aspects as well.

We oppose it because it penalizes women and children and families who very much need the family allowance indexed at the full cost of living, not at a reduced 6% and 5%. We also oppose it because it is not economically sound. I understand even the minister herself admitted that it would realize very little savings. Of course, the bill does not really go into tax reforms, which would be the real way of saving money if they really wanted to do this.

We believe very strongly that by reducing the indexing it erodes the whole principle of universality. Every witness here and even the conservatives to my right agree that the soundest way to provide family support programs is to have a universal program geared to all families and tax it back from the higher income families. So we certainly oppose Clause 1, as we oppose the total bill.

Le président: D'accord. Le président a entendu les témoignages des divers partis. Je pense que les opinions ont été clairement exprimées. Certaines ont déjà été exprimées devant le ministre lorsqu'elle a comparu avec ses officiels, et nous

[Translation]

Le président: Un instant, à l'ordre.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Le président: Un rappel au Règlement, monsieur Robinson.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Si c'est de sa motion qu'il parle, qu'il dise qu'il parle au sujet de sa motion.

M. Gurbini: Non, il invoque le Règlement.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Qu'il invoque le Règlement ou qu'il explique sa motion, quel que soit le cas, je vais dire ce que j'en pense. Très bien, nous allons débattre de l'article 1.

L'honorable député a laissé entendre que les députés de ce côté-ci ne comprennent pas vraiment sur quoi ils votent. Je lui répondrai qu'ils savent tous pourquoi ils votent, et s'il ne le sait pas maintenant, il le devrait.

Deuxièmement, il a déclaré que ceux en-dessous du seuil de la pauvreté seraient touchés. Je lui ai dit plus tôt dans mes déclarations, et le ministre lorsqu'elle a comparu devant le comité a déclaré aussi, que ceux en-dessous du seuil de la pauvreté ne seraient pas le moins touchés par ce projet de loi. Lorsqu'il prétend que nous enlevons de l'argent à ces gens, de leur chèque mensuel, ce n'est pas le cas. Au plus, il pourrait prétendre qu'ils ne recevront pas autant qu'ils l'avaient prévu, mais ils recevront certainement plus que par le passé.

Le président: Est-ce que quelqu'un d'autre veut exprimer ... Madame Mitchell?

Mme Mitchell: Oui, monsieur le président, j'aimerais simplement résumer notre position, toujours dans le cadre du débat sur l'article 1, auquel nous nous opposons fermement, évidemment, car nous nous opposons au présent projet de loi, en principe, ainsi qu'en pratique.

Nous nous y opposons, parce qu'il punit les femmes et les enfants, ainsi que les familles qui ont grand besoin que les allocations familiales soient indexés au plein coût de la vie, et non réduites à 6 et 5 p. 100. Nous nous y opposons également parce que, sur le plan économique, il est sans fondement, car à ma connaissance, le ministre elle-même reconnaît que les économies réalisées seront très minimes. Évidemment, le projet de loi n'effectue pas vraiment de réforme fiscale, seule façon réelle de réaliser des économies si c'est ce que nous voulons.

Nous croyons très fermement qu'en réduisant l'indexation, on érode tout le principe de l'universalité. Les témoins ici, et même les Conservateurs à ma droite, reconnaissent que la meilleure façon d'offrir aux familles des programmes d'aide, c'est d'offrir un programme universel visant toutes les familles pour récupérer le surplus des familles à revenu plus élevé en les taxant. Nous allons donc certainement nous opposer à l'article 1, comme nous nous opposons au projet de loi entier.

The Chairman: Fine. The Chairman has heard the opinions of the various parties. I think these opinions were clearly expressed. Some of these ideas were expressed before the Minister when she appeared with her officials, and we have all heard the testimony of the various associations.

[Texte]

sommes au courant des témoignages qui ont été déposés par les diverses associations.

Est-ce que l'on peut passer maintenant à l'article 1?

Des voix: D'accord.

Article 1—Maximum de l'indexation pour les allocations familiales pour 1983 et 1984

Le président: Miss MacDonald.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Thank you, Mr. Chairman. I have an amendment I would like to propose that would change the wording of proposed section 1.2 (a) and (b). The clause would read, and I will send you up a copy of this:

Norwithstanding subsection (a) the amount of family allowance to be paid for each month in 1983 shall be that amount paid in December 1982 plus an amount which reflects the increase in the consumer price index for 1982; and (b) the amount of family allowances to be paid for each month in 1984 shall be that amount paid in December 1983 plus an amount which reflects the increase in the consumer price index for 1983.

• 2215

Mr. Weatherhead: A point of order.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): The purpose of this amendment, Mr. Chairman, would be to ensure that the family allowance, as it stands now in December 1982, shall be increased to the full cost-of-living index that has taken place this year in each of the payments to be made during 1983. And that that similar principle would be carried forward into 1984.

In doing so, Mr. Chairman, not only would that ensure that persons receive the full amount to which they are entitled, but in addition, there would be no erosion of the base of the family allowance payment which—no matter what the members of the government party stand to say about no ongoing loss—if the government's proposal were to be put into effect, would be carried forward long into the future, long after the so-called six and five program has been completed.

Mr. Weatherhead: A point of order.

The Chairman: Mr. Weatherhead.

Mr. Weatherhead: Mr. Chairman, I think, as the clerk is perhaps checking at the present time—it has been a long time since I was a chairman of a committee, but I believe the amendment is not in order and I would like to get the clerk's ruling and your ruling on it, sir. I believe we cannot suggest an increase in the government expenditures in a motion such as this.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I am just saying that they should carry on as they are. I am not increasing it; I am just carrying it on.

[Traduction]

Can we now go to Clause 1?

Some hon. Members: Agreed.

Clause 1—Maximum indexation of family allowances in 1983 and 1984.

The Chairman: Miss MacDonald.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Merci, monsieur le président. J'ai ici un amendement à proposer visant à modifier le libellé de l'article proposé 1.2 a) et b). L'article se lirait comme suit et je vais vous envoyer copie du texte:

Nonobstant le paragraphe a), le montant de l'allocation familiale à payer pour chaque mois de l'année 1983 sera équivalant au montant versé en décembre 1982, additionné d'une somme tenant compte de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation pour 1982; et b) le montant de l'allocation familiale à payer pour chaque mois de 1984 sera équivalant au montant versé en décembre 1983, additionné d'un montant tenant compte de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation pour 1983.

M. Weatherhead: J'invoque le Règlement.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Cet amendement a pour but, monsieur le président, de garantir que les allocations familiales, telles qu'elles sont, maintenant, en décembre 1982, augmenteront d'un montant équivalant à la pleine augmentation de l'indice du coût de la vie cette année, ce qui sera reflété dans chacun des versements effectués au cours de 1983. Ce même principe serait également appliqué en 1984.

Ce faisant, monsieur le président, non seulement les prestataires recevraient-ils le plein montant auquel ils ont droit, mais en outre, il n'y aurait aucune érosion de la base des versements d'allocations familiales... quoi qu'en disent les membres du gouvernement, qui prétendent qu'il n'y aura aucune perte reportée—si la proposition du gouvernement entrait en vigueur, cette perte serait reportée loin dans l'avenir, longtemps après la fin du programme des six et cinq pour cent.

M. Weatherhead: J'invoque le règlement.

Le président: Monsieur Weatherhead.

M. Weatherhead: Monsieur le président, je crois, comme le vérifie peut-être actuellement le greffier—il y a longtemps depuis que j'ai été président d'un comité, mais je crois que cet amendement est irrecevable et j'aimerais que le greffier se prononce à ce sujet ou que vous statuiez sur cette question, monsieur. Je crois que nous ne pouvons proposer d'augmentation aux dépenses gouvernementales dans une motion telle que celle-ci.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je demande simplement que l'on continue comme par le passé. Il ne s'agit pas de l'augmenter; je veux simplement maintenir le statu quo.

[Text]

Mr. Weatherhead: We are increasing the bill, Mr. Chairman, and I understand, but I am certainly willing... Of course, it is up to you and the clerk to decide.

An hon. Member: What if the CPI is lower than 6%?

An hon. Member: No confidence in your program over there, eh?

Mr. Weatherhead: No comment.

An hon. Member: No confidence in your program over there. All right.

Le président: Je cite le Règlement dans Beausnesne, à la page 238,

Recevabilité des propositions d'amendement en comité.

773.5) S'il équivaut à une simple négation du projet de loi ou est contraire au principe de celui-ci, tel que consacré par la deuxième lecture,

Je déclare la motion irrecevable.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): That is a tragedy, Mr. Chairman.

Le président: À la page 238 de Beausnesne.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): It is a real tragedy, because we are not altering what is there. It is the government that is trying to alter it.

The Chairman: Does Clause 1 carry?

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, could I move another motion, please?

The Chairman: Another motion.

Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: I would like to move, seconded by the member from Kingston and the Islands, that lines 9 to 17 be deleted.

An hon. Member: Vote, Mr. Chairman.

Mr. Hawkes: If the motion is in order, I would like to speak to it.

M. Marceau: Monsieur le président.

Le président: Monsieur Marceau.

M. Marceau: Je considère que cette motion n'est pas conforme au Règlement, parce que mon collègue n'a qu'à voter contre le projet de Loi et ce n'est pas un amendement. C'est une motion simplement de rejet et il a le loisir de voter contre le projet, donc c'est la même chose, cet amendement n'est pas acceptable.

M. Dubois: Je pense que mon collègue de Jonquière a raison.

Le président: Selon Beausnesne, à la page 238 encore:

773.4) S'il se rapporte à des amendements ou à des annexes postérieurs ou serait incompréhensible sans cela ou, encore, serait incomplet pour d'autres motifs. S'il rend l'article qu'il entend modifier inintelligible ou contraire aux règles de la grammaire.

[Translation]

M. Weatherhead: Nous augmentons ce qui est prévu dans le bill monsieur le président, et que je sache, mais je suis certainement disposé... Évidemment, c'est à vous et au greffier d'en décider.

Une voix: Et si l'indice des prix à la consommation était en dessous des six pour cent?

Une voix: Vous n'avez pas confiance dans votre programme là-bas?

M. Weatherhead: Sans commentaire.

Une voix: Vous n'avez aucune confiance dans votre programme là-bas. Très bien.

The Chairman: I will quote from the Standing Orders as explained in Beausnesne page 233,

The admissibility of amendments in committee

773.5) An amendment which is equivalent to a negative of the bill, or which would reverse the principle of the bill as agreed to at the second reading stage, is not admissible.

I declare the motion out of order.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): C'est une tragédie, monsieur le président.

The Chairman: See page 233 in Beausnesne.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): C'est une vraie tragédie, car nous ne modifions en rien ce qui existe. C'est le gouvernement qui tente de modifier la situation.

Le président: L'article 1 est-il adopté?

M. Hawkes: Monsieur le président, puis-je proposer une autre motion, s'il vous plaît?

Le président: Une autre motion.

Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: J'aimerais proposer, appuyé par le député de Kingston et les Îles que soient rayées les lignes 9 à 18.

Une voix: Le vote, monsieur le président.

M. Hawkes: Si la motion est recevable, j'aimerais l'expliquer.

Mr. Marceau: Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Marceau.

Mr. Marceau: I feel this motion is out of order since my colleague need only vote against the bill and therefore it is not an amendment. It is simply a motion to reject and he is quite free to vote against the bill, therefore it is the same thing and the amendment is out of order.

Mr. Dubois: I think my colleague from Jonquière is right.

The Chairman: According to Beausnesne, still on page 233:

773.4) An amendment is inadmissible if it refers to, or is not intelligible without, subsequent amendments or schedules, or if it is otherwise incomplete. An amendment may not make the clause which it is proposed to amend unintelligible or ungrammatical.

[Texte]

Je pense que d'abolir à partir de la ligne 9, ce que mentionne l'honorable député, je suis dans l'obligation encore de déclarer la motion irrecevable.

Je déclare la motion irrecevable. Et cela équivaut encore au Règlement que j'ai mentionné quant à la motion de M^{me} MacDonald:

773.5 S'il équivaut à une simple négation du projet de loi ou est contraire au principe de celui-ci, tel que consacré pour la deuxième lecture.

Ceci c'est dans *Beauchesne*, à la page 238, à propos de la recevabilité des propositions d'amendement en comité, chapitre 17, Bills d'intérêt public.

• 2220

Donc je déclare la motion irrecevable.

Dr. Halliday.

Mr. Halliday: Mr. Chairman, I do not pretend to be a legal draftsman, but if you ruled Miss MacDonald's motion out of order, there was one thing in it that was good. It was just a small wording problem . . .

The Chairman: Mr. Halliday, we can refer to the motion as already receivable. If you want some other view . . .

Mr. Halliday: I do, yes. The thing I am concerned about is the wording in line 10 and line 12 and then again in paragraph (b). The words used are "paid for a month" and in the French version it is *pour un mois*. Miss MacDonald, as you may recall, used the words "each month". I think the intent of this is to pay it each month, not for one month. Or one might say "per month", but I think the way it is worded now it is open to some question.

What I am suggesting to you is that the intent is that it should be paid for each month, or per month, not for a month.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Or paid monthly.

Mr. Halliday: Or monthly, yes. That is another way of doing it. So there are three choices, Mr. Chairman, but what we have there now, in English, does not make much sense. It may make some sense in legal words, but it does not in the ordinary . . .

The Chairman: On a monthly basis.

Mr. Halliday: "On a monthly basis" is a fourth way, sure.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I am going to vote against it . . .

The Chairman: I am going to ask the officials of the department if the wording is . . .

M. Marceau: On va demander, peut-être, des explications . . .

Mr. R. J. Allen (Director General, Planning Evaluation and Liaison, Income Security Program, Department of National

[Traduction]

I think to delete from line 9 as suggested by the honourable member forces me to declare the motion out of order.

I declare the motion out of order. It is the equivalent of the Standing Order I mentioned with regard to Miss MacDonald's motion:

773.5 An amendment which is equivalent to a negative of the bill, or which would reverse the principle of the bill as agreed to at the second reading stage is not admissible.

It is from *Beauchesne*, page 233, the admissibility of amendments in committee, Chapter 17, Proceedings on Public Bills.

I therefore declare the motion inadmissible.

M. Halliday.

M. Halliday: Monsieur le président, je ne prétends pas être rédacteur juridique, mais si vous statuez que la motion de M^{lle} MacDonald est irrecevable, pourtant elle comportait un bon élément. Il s'agissait simplement d'un petit problème d'expression—

Le président: Monsieur Halliday, nous ne pouvons discuter d'une motion déjà prononcée irrecevable si vous voulez une autre opinion . . .

M. Halliday: Oui, justement. Ce qui me préoccupe, c'est le libellé aux lignes 10 et 12 et plus loin à l'alinéa b). On dit dans le projet de loi «paid for a month», dans la version anglaise, et dans la version française «pour un mois». Vous vous rappelez que M^{lle} MacDonald a utilisé l'expression «chaque mois». Je crois que ce que l'on veut ici, c'est payer chaque mois, et non pas uniquement pour un mois. On pourrait dire également «par mois» alors que tel que c'est rédigé actuellement, il peut y avoir des doutes.

Ce que j'essaie de vous dire, c'est que l'intention est de payer pour chaque mois, ou par mois, et non pour un mois.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Ou payé mensuellement.

M. Halliday: Ou mensuellement, oui. Ce serait une autre façon de le dire. Il y aurait donc trois choix, monsieur le président, mais tel que rédigé actuellement, cela n'a aucun sens. C'est peut-être compréhensible d'un point de vue juridique, mais certainement pas dans le contexte ordinaire . . .

Le président: D'une façon mensuelle.

M. Halliday: «D'une façon mensuelle» serait une quatrième façon, certainement.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je vais voter contre . . .

Le président: Je vais demander aux fonctionnaires du ministère si le libellé est . . .

Mr. Marceau: We could ask, maybe, for explanations . . .

M. R. J. Allen (directeur général, Planification, Evaluation et Liaison, Programme de la sécurité du revenu, ministère de

[Text]

Health and Welfare): Mr. Chairman, the Department of Justice says that as this is part of Section 13 of the act as it already exists, the wording is "for a month", because within that section within the act it is saying that the family allowance would be paid on a monthly basis. So the Department of Justice has advised us that all we needed to say was, "paid for a month in the year".

The Chairman: All right?

Mr. Halliday: Not really, because it makes it more complicated and difficult to understand.

Mr. Allen: As an addition, my colleagues have just pointed out as well that not only does the section here cover it, but Section 3 of the Family Allowances Act also states that "the family allowances payable will be payable each month".

Mr. Halliday: Why does it not say it here, then, Mr. Chairman? That is all I am asking for. Let us be consistent, then, and just say it the same way as the rest of the bill. Whatever you are quoting from, that is fine, I am all for that.

Mr. Allen: I am quoting from the act.

Mr. Halliday: That is what I am favouring, Mr. Chairman, exactly that wording, so let us do it the same.

Mr. Allen: But the act says, sir, that it will be paid each month. Section 13 of the act says that this is how you go about calculating the benefit, and you will do it by doing a certain amount for a month. Family allowance is supposed to be paid each month.

The Chairman: It is a good point that you raised, Dr. Halliday; we are just asking for legal advice on that matter on the drafting.

Shall Clause 1 carry on Bill C-132, An Act to amend the Family Allowances Act, 1973? All those in favour of the bill?

Clause 1 agreed to: yeas 9; nays 7.

The Chairman: The motion is carried. I apologize. I should have mentioned that in this bill only Clause 1 is carried, but there is only one clause in the bill and that is why I mention that the bill is carried.

Shall I report the bill to the House?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): On a point of order, Mr. Chairman.

The Chairman: Just a moment. On a point of order, Miss MacDonald.

• 2225

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): This will go down in history as the night that the Liberal members robbed the piggy-banks of the kids of Canada.

The Chairman: order I do not agree on that matter.

[Translation]

la Santé et du Bien-être social): Monsieur le président, le ministère de la Justice dit que cette expression fait partie de l'article 13 de la Loi tel que rédigé actuellement, on dit "pour un mois", puisque dans cet article de la Loi, il est précisé que l'allocation familiale sera payée d'une façon mensuelle. Le ministère de la Justice nous a donc informé qu'il suffisait de dire "payer pour un mois de l'année".

Le président: Très bien?

M. Halliday: Pas vraiment, car c'est ainsi plus compliqué et difficile à comprendre.

M. Allen: En outre, mes collègues viennent tout juste de me faire remarquer que non seulement est-ce prévu à l'article ici, mais l'article 3 de la Loi sur les allocations familiales précise également que "les allocations familiales payables le seront à chaque mois".

M. Halliday: Alors, pourquoi n'est pas dit, monsieur le président? C'est tout ce que je demande. Ayons un peu de suite dans les idées et disons la même chose que dans le reste du projet de loi. Quel que soit le texte que vous citez, c'est parfait, je suis tout à fait en faveur.

M. Allen: Je cite la Loi.

M. Halliday: C'est ce que je préconise, monsieur le président, exactement ce libellé, et donc faisons de même.

M. Allen: Mais la loi dit, monsieur, que l'allocation sera payée à chaque mois. L'article 13 de la Loi stipule que c'est ainsi que l'on doit calculer les prestations et que vous procéderez en versant une certaine somme pour un mois. Les allocations familiales sont censées être versées à chaque mois.

Le président: Vous soulevez là un bon point, monsieur Halliday; nous avons simplement demandé un avis juridique sur la rédaction.

L'article 1 du Bill C-132, Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales, est-il adopté? Ceux qui sont en faveur du projet de loi?

L'article 1 est adopté par 9 voix contre 7.

Le président: La motion est adoptée. Je m'excuse. J'aurais dû mentionner que, dans le présent projet de loi, il n'y a que l'article 1 à adopter, puisqu'il n'y a qu'un seul article dans le projet de loi et c'est pourquoi j'ajoute que le projet de loi est adopté.

Dois-je faire rapport du projet de loi à la Chambre?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Le président: Un instant. Un rappel au Règlement, mademoiselle MacDonald.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): On se rappellera, dans l'histoire, de cette nuit comme celle au cours de laquelle les députés libéraux ont volé les tirelires des enfants du Canada.

Le président: À l'ordre, je ne suis pas de cet avis.

[Texte]

An hon. Member: Miss MacDonald is out for lunch!

The Chairman: Shall the title carry?

Title agreed to.

The Chairman: Shall the bill carry?

Some hon. Members: Agreed.

An hon. Member: The Grinches who stole Christmas!

M. Malépart: Monsieur le président, j'invoque le Règlement avant de terminer. Ce soir, on a vu l'hypocrisie des conservateurs, leur vrai visage. Quand ils étaient au pouvoir ils avaient demandé qu'un comité étudie la possibilité d'abolir l'universalité des pensions, mais maintenant qu'ils sont dans l'opposition, on voit le vrai visage hypocrite des conservateurs.

The Chairman: Order, please!

Shall I report the bill to the House?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Okay?

An hon. Member: On division.

The Chairman: The bill is to be reported, on division. It is proposed by this committee that Bill C-132 be reported to the House. There is no amendment.

Before I adjourn this meeting, I will advise the minister will be available tomorrow at 9:30 a.m. We had preferred to have the steering committee meeting at that time but, since the minister will be available until 11 o'clock, we will have the steering committee meeting immediately after, at 11 o'clock. So we will deal with the minister tomorrow at 9:30 a.m. on Bill C-131.

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, before we adjourn and because we have a quorum, do you need the usual motion to pay the expenses of the witnesses who appeared on this bill?

The Chairman: Yes.

Mr. Hawkes: Then I move that all expenses incurred by witnesses appearing before this committee in connection with Bill C-132 be paid by this committee.

Motion agreed to.

The Chairman: The meeting is adjourned to the call of the chair.

[Traduction]

Une voix: M^{lle} MacDonald n'y est pas du tout.

Le président: Le titre est-il adopté?

Le titre est adopté.

Le président: Le projet de loi est-il adopté?

Des voix: D'accord.

Une voix: Les «méchants» ont volé Noël !

Mr. Malépart: Mr. Chairman, on a point of order, before we go. This evening, we witnessed the hypocrisy of the Conservatives, we saw their true face. When they were in power, they had asked that a committee study the possibility of doing away with the universality of pensions, but now that they are in the opposition, we see the true hypocritical face of the Conservatives.

Le président: À l'ordre, s'il vous plaît.

Dois-je faire rapport du projet de loi à la Chambre?

Des voix: D'accord.

Le président: Très bien?

Une voix: Sur division.

Le président: Il sera fait rapport du projet de loi sur division. Le présent comité propose de faire rapport à la Chambre du bill C-132. Il n'y a aucun amendement.

Avant de lever la séance, j'aimerais vous dire que le ministre sera disponible demain à 9h30. Nous aurions préféré tenir la réunion du comité directeur à cette heure-là, mais puisque le ministre sera disponible jusqu'à 11 heures, nous tiendrons la réunion du comité directeur immédiatement après, à 11 heures. Nous aurons donc le ministre demain à 9h30 pour l'étude du bill C-131.

M. Hawkes: Monsieur le président, avant que nous ne levions la séance, puisque nous avons le quorum, vous faut-il la motion habituelle pour rembourser leurs dépenses aux témoins qui ont comparu dans le cadre de l'étude du projet de loi?

Le président: Oui.

M. Hawkes : Dans ce cas, je propose que soient remboursées par le présent comité toutes les dépenses encourues par les témoins qui ont comparu devant nous dans le cadre de l'étude du bill C-132.

La motion est adoptée.

Le président: La séance est levée.

APPENDIX "SNTE-28"

Family allowances: How to save and pay to all

Comment by Jonathan R. Kesselman

In recent weeks the government has suggested the possible curtailment of Family Allowance (FA) payments to higher-income families. There is, however, much opposition to any changes in the universality of FA. Unfortunately, this debate has been confined to piecemeal modifications and has failed to consider more fundamental reforms in the tax-transfer treatment of dependent children.

As shown in the table, the net fiscal benefit for each child under the current system display a bizarre pattern in relation to family income. A child in a middle-income family generates greater total benefits than a child in a low-income family, and the net benefits rise again for movements from upper-middle to high-income families. This pattern results from the combined effects of taxable FA receipts of \$26.91 per month or \$323 per year; the child tax exemption (CTE) of \$670 per year; and the child tax credit (CTC) of \$293 per year minus 5% of parents' combined net income over \$26,330.

New scheme

A new scheme, proposed in this article, would begin by abolishing both the CTE and the CTC. It would raise FA payments by 145% — to a 1982 level of \$65.93 monthly or \$791 annually per child — and maintain their universal basis. The taxability of FA would be replaced by a tax-recovery device in the federal income tax to recover increasing portions of FA at higher family incomes.

As shown in the table, net benefits would decline smoothly with higher family incomes. The proposal would also reduce the administrative and compliance cost of the existing system.

In particular, the proposed scheme would remove various deficiencies which arise with the child tax credit in imposing an income test before disbursing net benefits. It would eliminate the need for 1.5 million nontaxable mothers to file tax returns each year to claim their CTC and the 350 person years of work needed annually to process them at the tax department.

Here's how it works

Net Income	Child Tax Exemption	Current System		Total Net Benefits	Family Allowance	Proposed Scheme		Net Benefits
		Child Tax Credit	Net Family Allowance			Tax-recovery Rate	Amount	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	%	\$	\$
0-8,500	0	293	323	616	791	0	0	791
15,000	188	293	232	713	791	5	40	751
20,000	198	293	227	718	791	10	79	712
25,000	228	293	213	734	791	20	158	633
30,000	248	110	203	561	791	35	277	514
40,000	297	0	180	477	791	50	395	396
50,000	297	0	180	477	791	65	514	277
61,000+	337	0	160	497	791	80	633	158

Note: Benefits for one child under the age of 18; two-parent, one-earner family. Ontario income tax rates assumed. The \$50 increase in child tax credit, a temporary measure for 1982 only, is ignored.

Because the expanded FA would be paid automatically and not require annual applications, it would avoid the nonparticipation of some eligible families at lower incomes and in remote areas which arises under the CTC. The monthly payment of FA also reduces recipients' budgeting problems from the once-annual payment of the CTC. Monthly FA payments are more likely to be used for the child's regular maintenance needs than a lump-sum payment.

The universal payment of FA and a tax-recovery system would make the *net* benefits to each family instantaneously responsive to changes in its income position. Payments of the CTC, in contrast, are slow to respond to changes in a family's income. For example, a higher-income family losing its employment earnings from January, 1982, onward will have to wait until about April, 1983, fully 15 months, to receive a CTC based on its reduced income.

Under the proposed scheme, the tax recovery of FA would be accomplished largely by withholding tax on earnings at source, with final reconciliations made in the annual filing of tax returns. Rates of tax recovery would be based on parents' combined net incomes (as currently done for the CTC). From the inception of FA through 1946, a tax recovery was used to prevent duplication with child tax benefits at higher incomes.

The proposed scheme would increase gross FA payments to \$5.4 billion from the current \$2.2 billion. In addition to this \$3.2 billion increase, the federal government would lose about \$400 million from the removal of ordinary tax ability on FA. Offsetting against these costs, there would be revenue gains of \$900 million from abolishing the CTE, \$1.2 billion from abolishing the CTC (ignoring the special supplement for 1982), and \$2 billion from the FA tax recovery (assuming an average 37% rate of tax recovery).

The net result is a saving of \$500 million. Larger budgetary savings, up to \$1 billion per year, could be achieved, if desired, by smaller FA increases and/or higher tax-recovery rates. The provinces would gain about \$180 million from the joint abolition of the CTE and FA taxability.

'Wasteful'

Critics of the proposed scheme might argue that it is somehow "wasteful" to pay out large amounts in FA, only to recover much of these payments. They would prefer to make FA payments selectively based on a prior test of family income, such as that in the CTC. Yet, as demonstrated here for the CTC, serious problems arise in imposing an income test in advance of each payment rather than a tax recovery after payment.

Abolishing the child tax exemptions and credits, expanding FA payments, and introducing a tax recovery could achieve all the objectives sought by proponents of selective FA. But it would leave FA as a universal program with all of the associated economic, administrative, compliance and social advantages. Instead of shaving \$500 million or more off annual FA outlays by abandoning universality, it would be far better to achieve savings by reforming the broader tax-transfer treatment of dependent children.

JONATHAN KESSELMAN *is professor of economics at the University of British Columbia.*

APPENDICE «SNTÉ-28»

Les allocations familiales

Commentaire de Jonathan R. Kesselman

Le gouvernement a proposé au cours des dernières semaines, de réduire le montant des allocations familiales versées aux familles dont le revenu est élevé. Toutefois, ce projet a soulevé une très vive controverse, de sorte que très peu de modifications ont été apportées au programme, alors qu'il aurait fallu introduire des réformes fondamentales au chapitre des transferts d'impôt par les enfants à charge.

Comme l'indique le tableau, les bénéfices nets réalisés, au titre de l'impôt, pour chaque enfant en vertu du régime actuel sont étrangement inégaux par rapport au revenu familial. Les familles à revenu moyen bénéficient d'une allocation plus élevée que les familles à faible revenu, et cette tendance se maintient dans le cas des familles à revenu élevé par opposition aux familles à revenu moyen. On aboutit à ce résultat en additionnant les allocations familiales imposables de 26,91 \$ par mois ou de 323 \$ par année, l'exemption pour enfant à charge de 670 \$ par année et le crédit d'impôt pour enfant de 293 \$ par année, moins 5% de la tranche du revenu net familial supérieure à 26 330 \$.

Nouveau régime

D'après le nouveau régime que nous propose cet article, il faudrait d'abord abolir l'exemption pour enfant à charge et le crédit d'impôt pour enfant. Cela aurait pour effet d'accroître le montant des allocations familiales de 145%, — les faisant passer, pour 1982, à 65,93 \$ par mois ou à 791 \$ par année, par enfant, et de préserver le caractère universel des allocations. L'imposition des allocations familiales serait remplacée par un régime fédéral de recouvrement d'impôt, qui permettrait de récupérer une partie accrue du montant des allocations versées aux familles à revenu élevé. Comme l'indique le tableau, les bénéfices nets réalisés diminueraient plus les revenus augmenteraient. Cette proposition aurait également pour résultat de réduire les coûts d'administration et d'application du programme actuel.

Voici comment fonctionne le régime

Revenu net	Exemption pour enfant à charge	Régime actuel			Allocation familiale	Régime proposé		Bénéfices nets
		Crédit d'impôt pour enfant	Allocation familiale nette	Total des bénéfices nets		Recouvrement d'impôt Pourcentage	Montant	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	%	\$	\$
0-8,500	0	293	323	616	791	0	0	791
15,000	188	293	232	713	791	5	40	751
20,000	198	293	227	718	791	10	79	712
25,000	228	293	213	734	791	20	158	633
30,000	248	110	203	561	791	35	277	514
40,000	297	0	180	477	791	50	395	396
50,000	297	0	180	477	791	65	514	277
61,000+	337	0	160	497	791	80	633	158

Nota: Les bénéfices s'appliquent à un enfant âgé de moins de 18 ans issu d'une famille biparentale dont un seul des conjoints est rémunéré. Les calculs sont effectués à partir des taux d'imposition en vigueur en Ontario. Il n'est pas tenu compte du crédit d'impôt supplémentaire de 50 \$ accordé provisoirement en 1982 seulement.

De façon plus précise, le régime proposé supprimerait diverses lacunes relevées au chapitre du crédit d'impôt pour enfant, dont les bénéfices nets versés sont fonction du revenu calculé. Il ne serait plus nécessaire pour les quelque 1,5 million de mères de remplir des déclarations d'impôt chaque année afin de réclamer l'exemption pour enfant à charge et le crédit d'impôt pour enfant, ce qui, du même coup, éliminerait 350 années-personnes actuellement nécessaires pour vérifier les déclarations au ministère du Revenu.

Puisque les nouvelles allocations familiales seraient versées automatiquement sans qu'il soit nécessaire d'en faire la demande chaque année, le nouveau régime s'appliquerait également à certaines familles admissibles, à faible revenu, qui vivent dans des régions éloignées et qui sont actuellement laissées pour compte aux termes du régime de crédit d'impôt pour enfant. Le fait de verser les allocations familiales tous les mois réduirait également les problèmes budgétaires du bénéficiaire du crédit d'impôt. On pourrait vraisemblablement mieux subvenir aux besoins courants de l'enfant au moyen de versements mensuels que d'un versement global annuel.

Grâce à l'universalité du programme des allocations familiales et au régime de recouvrement d'impôt, les bénéfices nets de chaque famille seront automatiquement fonction du revenu. Le crédit d'impôt pour enfant, par contraste, ne tient pas toujours compte des changements qui surviennent dans le revenu d'une famille. Par exemple, une famille à revenu élevé qui aurait perdu toute source de revenu en janvier 1982 devrait attendre jusqu'en avril 1983, soit 15 mois, pour toucher un crédit d'impôt calculé sur son revenu réduit.

Aux termes du régime proposé, le recouvrement d'impôt à l'égard des allocations familiales serait effectué essentiellement au moyen de retenues sur le salaire, et les ajustements définitifs seraient faits dans la déclaration annuelle d'impôt. Le montant à recouvrer serait calculé en fonction du revenu net des deux conjoints (comme c'est le cas présentement avec le crédit d'impôt pour enfant). On a utilisé, jusqu'en 1946, un régime de recouvrement d'impôt pour éviter que les crédits d'impôt pour enfant soient versés en double aux familles à revenu élevé.

Grâce au nouveau régime, le montant brut des allocations familiales passerait de 2,2 milliards à 5,4 milliards. Outre l'augmentation de 3,2 milliards, le gouvernement fédéral perdrait environ 400 millions de dollars en éliminant l'impôt ordinaire perçu sur les allocations familiales.

Le gouvernement enregistrerait néanmoins des gains de 900 millions de dollars en supprimant l'exemption d'impôt pour enfants, de 1,2 milliard de dollars en éliminant le crédit d'impôt pour enfant (compte non tenu du supplément spécial accordé en 1982), et de 2 milliards de dollars grâce au recouvrement d'impôt à l'égard des allocations familiales (en presumant que le taux moyen de recouvrement d'impôt serait de 37%).

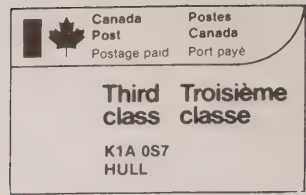
Cela représenterait des économies nette de 500 millions de dollars. On pourrait même économiser jusqu'à 1 milliard de dollars par année en accordant des augmentations plus petites au chapitre des allocations familiales ou en augmentant le taux de recouvrement d'impôt. Les provinces pourraient épargner environ 180 millions de dollars si l'impôt perçu sur l'exemption pour enfant à charge et les allocations familiales était supprimé.

«Inutilité»

Les opposants au régime proposé pourraient qualifier d'«inutilité» le fait de verser des montants considérables en allocations familiales, pour ensuite en récupérer une bonne partie. Ils préféreraient que les allocations familiales soient versées sur une base sélective, en calculant d'abord le revenu de la famille, comme c'est le cas pour le crédit d'impôt pour enfant. Toutefois, comme nous l'avons démontré, le fait de calculer le revenu avant de verser des allocations familiales au lieu d'instituer un régime de recouvrement d'impôts pose de sérieux problèmes.

L'abolition de l'exemption pour enfant à charge et du crédit d'impôt, l'augmentation des allocations familiales et l'introduction d'un régime de recouvrement d'impôt permettraient d'atteindre tous les objectifs visés par les partisans du régime sélectif. Cependant, le programme des allocations familiales demeurerait universel, et tous les avantages économiques, administratifs, sociaux et d'exécution en seraient maintenus. Au lieu de couper de 500 millions ou plus le montant versé annuellement en allocations familiales en abandonnant le principe de l'universalité, il serait beaucoup plus simple de réaliser des économies en procédant à une réforme du programme général de transfert d'impôt qui s'applique aux enfants à charge.





*If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Cœur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Cœur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7*

WITNESSES—TÉMOINS

From the Canadian Council on Social Development:

Mr. Terrance Hunsley, Executive Director.

Du Conseil canadien sur le développement social:

M. Terrance Hunsley, directeur exécutif.

From the Ottawa Women's Lobby and from the University Women's Club of Ottawa:

Ms. Linda Elliott Doshen;
Ms. Jane Côté.

Du «Ottawa Women's Lobby» et du Club des femmes universitaires d'Ottawa:

M^{me} Linda Elliott Doshen;
M^{me} Jane Côté.

From the Ottawa Council for Low Income Support:

Ms. Carol Richardson, Director;
Ms. Nancy Beauchamp, President;
Mr. Jim Goss, Board Member.

Du «Ottawa Council for Low Income Support»:

M^{me} Carol Richardson, directrice;
M^{me} Nancy Beauchamp, présidente;
M. Jim Goss, membre du conseil d'administration.

From the Canadian Advisory Council on the Status of Women:

Mrs. Lucie Pépin, President;
Ms. Jennifer Stoddard, Director, Research Division.

Du Conseil consultatif canadien de la situation de la femme:

M^{me} Lucie Pépin, présidente;
M^{me} Jennifer Stoddard, directeur, Division des recherches.

From the Department of National Health and Welfare:

Mr. R.J. Allen, Director General, Planning, Evaluation and Liaison, Income Security Program.

Du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social:

M. R.J. Allen, directeur général, Planification, évaluation et liaison, Programme de sécurité du revenu.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 53

Tuesday, December 14, 1982

Chairman: Mr. Marcel Roy, M.P.

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 53

Le mardi 14 décembre 1982

Président: M. Marcel Roy, député

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on**Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent de la*

Health, Welfare and Social Affairs

Santé, du bien-être social et des affaires sociales

RESPECTING:

Bill C-131, An Act to amend the Old Age Security Act
(No. 2)

CONCERNANT:

Projet de Loi C-131, Loi n° 2 modifiant la Loi sur la
sécurité de la vieillesse

APPEARING:

The Honourable Monique Bégin,
Minister of National Health and Welfare

COMPARAÎT:

L'honorable Monique Bégin,
Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social

WITNESS:

(See back cover)

TÉMOIN:

(Voir à l'endos)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982

STANDING COMMITTEE ON HEALTH,
WELFARE AND SOCIAL AFFAIRS

Chairman: Mr. Marcel Roy

Vice-Chairman: Mr. Peter Lang

Berger
Burghardt
Cossitt (Mrs.)
Crosby
Dubois

Frith
Gurbin
Halliday
Hawkes
Killens (Mrs.)

COMITÉ PERMANENT DE LA SANTÉ, DU
BIEN-ÊTRE SOCIAL ET DES AFFAIRES
SOCIALES

Président: M. Marcel Roy

Vice-président: M. Peter Lang

Messrs. — Messieurs

MacDonald (M^{lle})
(Kingston et les Îles)
Malépart
Marceau
Robinson (Etobicoke—
Lakeshore)

Schroder
Scott (Hamilton—
Wentworth)
Skelly
Young—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Judith LaRocque

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Tuesday, December 14, 1982:

Mr. Young replaced Ms McDonald (*Broadview—Greenwood*);

Mr. Skelly replaced Mrs. Mitchell;

Mr. Crosby (*Halifax West*) replaced Mr. McDermid;

Mr. Frith replaced Mr. Weatherhead;

Mrs. Mitchell replaced Mr. Skelly;

Mr. Robinson (*Burnaby*) replaced Mr. Young.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le mardi 14 décembre 1982:

M. Young remplace M^{me} McDonald (*Broadview—Greenwood*);

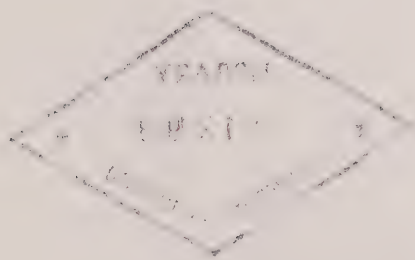
M. Skelly remplace M^{me} Mitchell;

M. Crosby (*Halifax-Ouest*) remplace M. McDermid;

M. Frith remplace M. Weatherhead;

M^{me} Mitchell remplace M. Skelly;

M. Robinson (*Burnaby*) remplace M. Young.



ORDER OF REFERENCE

Friday, December 10, 1982.

ORDERED,—That Bill C-131, An Act to amend the Old Age Security Act (No. 2), be referred to the Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs.

ATTEST:

ORDRE DE RENVOI

Le vendredi 10 décembre 1982

IL EST ORDONNÉ,—Que le Bill C-131, Loi n° 2 modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse, soit déféré au Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

ATTESTÉ:

Le Greffier de la Chambre des communes

C.B. KOESTER

The Clerk of the House of Commons

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, DECEMBER 14, 1982

(83)

[Text]

The Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs met at 9:49 o'clock a.m. this day, the Chairman, Mr. Marcel Roy, presiding.

Members of the Committee present: Mrs. Cossitt, Mr. Crosby, Messrs. Frith, Halliday, Hawkes, Mrs. Killens, Miss MacDonald (*Kingston and the Islands*), Messrs. Marceau, Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*), Roy, Schroder, Skelly and Young.

Appearing: The Honourable Monique Bégin, Minister of National Health and Welfare.

Witness: From the Department of National Health and Welfare: Mr. R.J. Allen, Director General, Planning, Evaluation and Liaison, Income Security Branch.

The Order of Reference dated Friday, December 10, 1982, being read as follows:

ORDERED,—That Bill C-131, An Act to amend the Old Age Security Act (No. 2), be referred to the Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs.

On Clause 1

The Minister and the witness answered questions.

At 11:13 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 14 DÉCEMBRE 1982

(83)

[Traduction]

Le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales se réunit aujourd'hui à 9h49 sous la présidence de M. Marcel Roy, (président).

Membres du Comité présents: M^{me} Cossitt, MM. Crosby, Frith, Halliday, Hawkes, M^{me} Killens, M^{lle} MacDonald (*Kingston et les Îles*), MM. Marceau, Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*), Roy, Schroder, Skelly et Young.

Comparait: L'honorable Monique Bégin, ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Témoin: Du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social: M. R.J. Allen, directeur général, Planification, Évaluation et Liaison, Direction de la sécurité du revenu.

Lecture est faite de l'ordre de renvoi suivant du vendredi 10 décembre 1982:

IL EST ORDONNÉ,—Que le Bill C-131, Loi n° 2 modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse, soit déféré au Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

Article 1

Le ministre et le témoin répondent aux questions.

A 11h13 le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Judith LaRocque

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Tuesday, December 14, 1982

• 0947

Le président: À l'ordre!

Je vois que nous avons le quorum. Le Comité commence ce matin l'étude de son ordre de renvoi du vendredi 10 décembre 1982 portant sur le Bill C-131, Loi n° 2 modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse.

Tel qu'il a été mentionné hier, il y aura, à la suite de la réunion de ce matin, une réunion du Sous-comité de l'ordre du jour et de la procédure pour déterminer l'ordre du jour. S'il n'y a pas de questions, je vais tout de suite céder la parole au ministre Monique Bégin.

Mme Monique Bégin (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Merci, monsieur le président.

With me is Mr. Bob Allen, Director General in Planning, Evaluation and Liaison.

I have no opening statement; I think it is better that way. I would like to apologize for being a few minutes late, and turn to questions from members.

The Chairman: Okay. I am ready to recognize any member who wants to direct a question to the minister. The hon. Flora MacDonald.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): On a point of order first, Mr. Chairman, does it mean, because we are starting at 9.50, the minister will be able to stay with us until 11.20?

• 0950

Madam Bégin: At every committee to which I had to attend in Health and Welfare, I had to wait for about half an hour for members to arrive . . .

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): The Liberal members.

Madam Bégin: —and today it is my turn to be a few minutes late because I have another meeting of cabinet at 11 a.m.

The Chairman: I do not think it is fair for the minister to have to make this kind of statement because the chairman is always on duty on time and I do not think we have started all the meetings 30 minutes late. I do not agree with this. But sometimes we have to wait for the quorum.

Madam Bégin: Can we start? I would have spoken for 20 minutes and I am not speaking, so why do you not start your questions?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Perhaps we can arrange to have the minister back, Mr. Chairman.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le mardi 14 décembre 1982

The Chairman: Order, please.

I see that we have a quorum. This morning the committee is beginning consideration of its Order of Reference dated Friday, December 10, 1982, dealing with Bill C-131, an Act to amend the Old Age Security Act (No. 2).

As was mentioned yesterday, following this morning's meeting, there will be a meeting of the Subcommittee on Agenda and Procedure to determine the agenda. If there are no questions, I shall immediately give the floor to the Minister, Madam Monique Bégin.

Madam Monique Bégin (Minister of National Health and Welfare): Thank you, Mr. Chairman.

Je suis accompagné de M. Bob Allen, directeur général responsable de la planification, de l'évaluation et de la liaison.

Je pense qu'il vaut mieux ne pas faire de déclaration préliminaire. Je m'excuse d'arriver quelques minutes en retard, mais je suis prête à répondre aux questions des membres du comité.

Le président: D'accord. Je suis prêt à donner la parole à un membre qui désire poser une question au ministre. L'honorable Flora MacDonald.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): J'invoque le règlement, monsieur le président. Puisque nous commençons à 09h50, est-ce que le ministre pourra rester avec nous jusqu'à 11h20?

Mme Bégin: Chaque fois que j'ai assisté à une réunion du Comité de la santé et du bien-être social, j'ai été obligée d'attendre environ une demi-heure l'arrivée des membres.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Les membres libéraux.

Mme Bégin: C'est mon tour d'arriver avec un retard de quelques minutes. J'ai une réunion du conseil des ministres à 11h00.

Le président: Je ne pense pas que ce genre d'observation du ministre soit juste, car le président arrive toujours à l'heure. Je ne pense pas que nous ayons commencé toutes les réunions avec un retard de 30 minutes. Je ne suis pas d'accord avec cette observation. Cependant, nous devons attendre parfois pour avoir le quorum.

Mme Bégin: Pouvons-nous commencer? J'aurais déjà parlé pendant 20 minutes, et je ne parle toujours pas. Pourquoi ne commencez-vous pas à poser vos questions?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Peut-être qu'on pourrait demander au ministre de revenir, monsieur le président.

[Text]

The Chairman: We will decide the agenda for that bill in the steering committee after the session this morning.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Mr. Chairman, there are a number of members who have come here with questions and I think it would only be fair to arrange another meeting with the minister.

The Chairman: We will decide the agenda with the steering committee.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Mr. Chairman, may I begin with saying to the minister that we on this side consider this bill to be even more reprehensible than Bill C-132 which limits the indexing of family allowances. This one moves against people who have no opportunity whatsoever to make up for the losses they will sustain, not only over the next two years but into the future because of the erosion of the base on which their monthly payments are calculated.

I would like to ask the minister what savings she calculates will be made during the first year this program will be in effect against old-age pensioners.

Mme Bégin: Monsieur le président, je voudrais répéter une fois de plus que je ne m'excuse pas de demander à la Chambre de passer ce projet de loi, car je ne le trouve pas répréhensible du tout.

La chose la plus importante, c'est que les personnes âgées qui ont un revenu fixe puissent en avoir pour leur argent. C'est ce que nous essayons de faire en combattant l'inflation qui commence déjà d'ailleurs à être réduite. Elle était de 12 p. 100 et on avait un projeté de 10; donc, on vise la moitié, c'est-à-dire 6, et un projeté de 5 pour l'année suivante. On pense qu'on va pouvoir y arriver, et c'est ce que je trouve le plus important.

Les épargnes nettes de ce projet de loi, qui va réduire l'augmentation tout en en gardant une pour ceux qui n'ont pas besoin de recevoir le supplément, sont relativement modestes. Je l'ai expliqué l'autre jour, ce n'est pas cela le but du programme. Le but du programme est de mobiliser tous les Canadiens en vue de venir à bout de l'inflation. Alors, les épargnes nettes pour 1983, et c'est la preuve que les gens ne souffriront pas parce qu'autrement on aurait des épargnes considérables, sont de 32 millions de dollars, et pour 1984 de 52 millions de dollars.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I am sorry, I did not get the figures. The figure for 1983?

Mme Bégin: Pour 1983, c'est 32 millions de dollars, et pour 1984, 52 millions de dollars.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Can the minister say how the figure of \$32 million in savings for 1983 is arrived at, and how the figure for 1984 of \$52 million is arrived at? It must be based on some kind of calculation.

Mme Bégin: Oui, avec plaisir.

Les calculs sont les suivants: réduction de l'augmentation prévue, épargne de 90 millions de dollars en 1983; moins l'augmentation du supplément afin de couvrir toutes les

[Translation]

Le président: En ce qui concerne le programme d'étude de ce projet de loi, le comité directeur prendra ses décisions après la séance de ce matin.

Mlle MacDonald (Kingston et les îles): Monsieur le président, il y a plusieurs membres qui voulaient poser des questions, et je pense qu'il serait juste d'organiser une autre réunion avec le ministre.

Le président: Nous déciderons du programme au sein du comité directeur.

Mlle MacDonald (Kingston et les îles): Monsieur le président, je voudrais dire tout d'abord que les membres de ce côté pensent que ce projet de loi est même plus répréhensible que le Bill C-132 qui limite l'indexation des allocations familiales. Le présent projet de loi nuit à des gens qui n'auront aucune occasion de rattraper les pertes qu'ils subiront au cours des deux années à venir et après, car il y aura une érosion de la base sur laquelle leurs prestations mensuelles sont calculées.

Je voudrais demander au ministre de préciser les épargnes qui seront réalisées pendant la première année de ce programme qui nuit en réalité aux pensionnés.

Madam Bégin: Mr. Chairman, I would like to repeat once again that I am not apologizing for asking the House to pass this bill, because I do not find it at all reprehensible.

The most important thing is that senior citizens on a fixed income should have value for money. That is what we are trying to do in fighting inflation, which is already starting to come down. It was 12%, and 10% had been projected. Therefore, we are aiming at half that figure, namely 6%, and a projected figure of 5% for the following year. We think that we will be able to reach that goal, and I think that is the most important point.

There are relatively modest net savings from this bill, which will reduce the increase while still providing one for those people who do not need to receive the supplement. As I explained the other day, that is not the purpose of the program. The purpose of the program is to mobilize all Canadians to beat inflation. The net savings for 1983 are \$32 million and for 1984 \$52 million, and this shows that people will not suffer because otherwise we would have had considerable savings.

Mlle MacDonald (Kingston et les îles): Excusez-moi, je n'ai pas entendu les chiffres. Quel était le chiffre pour 1983?

Madam Bégin: For 1983, it is \$32 million, and \$52 million for 1984.

Mlle MacDonald (Kingston et les îles): Est-ce que le ministre peut expliquer comment on a établi ces deux chiffres: 32 millions de dollars pour 1983 et 52 millions de dollars pour 1984. Ils sont sûrement établis à partir d'un calcul quelconque.

Madam Bégin: Yes, I shall be pleased to do so.

The calculations are as follows: reduction in the projected increase, savings of \$90 million in 1983; minus the increase in the supplement so as to cover everybody in need, \$47 million;

[Texte]

personnes dans le besoin, 47 millions de dollars; moins la perte en impôt due à une plus faible indexation, 11 millions de dollars. Cela fait donc un total de 32 millions de dollars nets.

• 0955

La colonne de 1984, pour les mêmes concepts, la réduction de l'indexation: 150 millions de dollars, moins l'augmentation du supplément pour protéger les personnes les plus faibles, 78 millions de dollars, moins la perte de revenu au Trésor à cause de la moins forte indexation: 20 millions de dollars. Total: 52 millions de dollars.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Well, the minister has not given the basic calculation on which this is being made. Obviously, the calculation must be based on some rate of inflation, some cost of living factor; that is what indexation is really all about. I am asking her: what is the calculation, the rate of inflation, on which she bases this figure?

Mme Bégin: Monsieur Allen, s'il vous plaît.

Mr. R. J. Allen (Director General, Planning, Evaluation and Liaison, Department of National Health and Welfare): Yes, we calculate that; in fact, we project inflation for January of 1983. The normal rate of increase in OAS at that time would have been 1.7%. The bill puts forward indexation at 1.5%. Based on our projections of what the inflation rate will be on quarterly adjustments throughout 1983 and 1984, that is how we determine the total gross savings.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): That is what I am trying to get at, Mr. Allen. Just as clearly and as plainly as that, what are the projections quarter by quarter for 1983 and 1984 that led you to these figures?

Mr. Allen: Fine. I will take you through 1983...

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Please do.

Mr. Allen:—each quarter. In January of 1983, without this bill, we projected inflation would normally have caused an increase of 1.7%. In April of 1983 we project an increase of 2.3%; in July of 1983, 1.6%; in October of 1983, 1.6%. For 1984 we have projected an inflation rate for January of 1.3%; for April of 1.3%; in July, 1.4%; October, 1.6%.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Could I ask you, Mr. Allen, were these worked out with the Department of Finance? Are they projections that you yourself made, or is...

Mr. Allen: These were worked out with the Department of Finance using their econometric models and then applied to our econometric models. The actual inflation rates we received from the Department of Finance.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): So what we are talking about for the overall 1983 figure is 7.2%.

Mr. Allen: No; unfortunately they are not additive.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Yes, I see. They are accumulative.

Mr. Allen: That is right.

[Traduction]

minus the tax loss due to lower indexation, \$11 million. That therefore gives a total of \$32 million net.

The corresponding figures for 1984 are: a reduction in indexation of \$150 million minus the increase in the supplement to protect the least well off, \$78 million, minus the loss in revenue to the treasury because of lower indexation, \$20 million. That makes a total of \$52 million.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Le ministre n'a pas donné la base à partir de laquelle on a fait ce calcul. Evidemment, la base doit être le taux d'inflation ou le coût de la vie, car ces facteurs sont la raison d'être de l'indexation. Je demande au ministre de préciser le calcul, le taux d'inflation, à partir duquel on a établi ce chiffre.

Madam Bégin: Mr. Allen, please.

M. R.J. Allen (directeur général, Planification, évaluation et liaison, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social): Oui, nous tenons compte de cela. Nous prévoyons le taux d'inflation pour janvier 1983. À cette date là, la sécurité de la vieillesse aurait normalement augmenté de 1.7 p. 100. Le projet de loi prévoit un taux d'indexation de 1.5 p. 100. Nous calculons les épargnes brutes à partir de nos prévisions du taux d'inflation trimestrielles pendant 1983 et 1984.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): C'est cela que j'essaie d'établir, monsieur Allen. C'est si simple que cela. Quelles sont les prévisions trimestrielles pour 1983 et 1984 que vous avez utilisées dans vos calculs?

M. Allen: Très bien. Je vais expliquer les chiffres de 1983.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je vous en prie.

M. Allen: Si l'on adopte pas ce projet de loi, nous prévoyons un taux d'inflation de 1.7 p. 100 en janvier 1983. En avril 1983, le taux prévu est de 2.3 p. 100. En juillet 1983, il serait 1.6 p. 100, et en octobre 1983 1.6 p. 100. Le taux d'inflation de 1984 est le suivant: janvier, 1.3 p. 100; avril, 1.3 p. 100; juillet, 1.4 p. 100; octobre, 1.6 p. 100.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur Allen, a-t-on établi ces chiffres en coopération avec le ministère des Finances? Avez-vous fait ces prévisions vous-même, ou...?

M. Allen: Pour calculer ces chiffres, on a utilisé les modèles économétriques du ministère des Finances, et on a appliqué par la suite nos modèles économétriques. C'est le ministère des Finances qui nous a donné les taux d'inflation.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Le chiffre global de 1983 est donc 7.2 p. 100.

M. Allen: Non. Malheureusement, on ne les additionne pas.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Oui, je comprends. Ils sont cumulatifs.

M. Allen: C'est exact.

[Text]

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Right. Okay.

Mr. Allen: What you do is look at the three-month average before compared to the previous three months, and that is the projection for the next three months.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I want to ask you further to that what you figure—you see, the minister has been saying that people lose in the first quarter only a few dollars and forgets the fact that loss is cumulative, too; I am sure you recognize that. Can you give me some idea of that cumulative loss according to your figuring? There are others who have different figures, and I must say I admire your courage or—I am not sure how else to describe it—your carefreeness in being able to predict with such precision the inflation rate in the final quarter of 1984. However, we will be glad to hold you to that.

• 1000

I wonder if you could also give us the equivalent cumulative losses that will occur to old-age pension cheques under your formula.

Mme Bégin: Monsieur le président, avant de passer la parole à M. Allen, je voudrais préciser qu'il n'est pas juste que le député de l'opposition de Kingston et les Îles demande une réponse, que je demande au fonctionnaire de donner avec le plus de précision possible, et qu'ensuite elle accuse le fonctionnaire d'être précis. C'est quand même pas juste!

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Since he was giving me the answers, I was ...

Mme Bégin: Alors, je voudrais bien expliquer que dans un ministère de milliards de dollars comme le mien, la Santé nationale et le Bien-être social, il n'est qu'élémentaire d'avoir des prévisions. Nous les recevons du ministère des Finances. Nous ne les inventons pas, mais nous les rajustons constamment, par exemple avec le nombre de personnes âgées plus ou moins grand, etc. Vous nous avez vus ici il y a quelques jours avec les prévisions budgétaires supplémentaires du Ministère pour faire ces rajustements. Alors, on ne peut tout de même pas accuser les fonctionnaires d'avoir des taux prédits deux ans à l'avance, puisque le projet de loi s'occupe des deux années qui viennent. C'est une question de bonne foi élémentaire.

Je vais demander à M. Allen de continuer de répondre en détail aux questions du député.

Le président: Votre remarque est très juste, madame le ministre, et elle est consignée au compte rendu.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Mr. Chairman, the reason I continued my questioning to Mr. Allen was that the minister asked him to respond. Since he had been asked to respond, I figured he was the one dealing with these figures.

Madam Bégin: Then why did you give him subjective remarks? He gave you accurate answers. I do not understand that, and I think it is unfair to a senior civil servant. I just mention that; that is all.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I understand the minister's lack of humour, but I think Mr. Allen took the

[Translation]

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Bon, d'accord.

M. Allen: Pour prévoir le taux des trois mois à venir, on compare le taux moyen de trois mois avec celui des trois mois précédents.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Le ministre a dit que les personnes âgées ne perdent que quelques dollars pendant le premier trimestre, mais elle oublie que la perte est cumulative. Je suis sûr que vous acceptez ce point. Selon vos calculs, quelle est la perte cumulative? D'autres gens ont proposé des chiffres différents, et je dois dire que j'admire votre courage, ou peut-être devrais-je dire votre insouciance, puisque vous prévoyez avec tant de précision le taux d'inflation du dernier trimestre de 1984. Toutefois, nous vous tiendrons à vos chiffres.

Pourriez-vous aussi nous donner les pertes cumulatives équivalentes qui apparaîtront sur les chèques de pension de vieillesse selon votre formule?

Madam Bégin: Mr. Chairman, before letting Mr. Allen speak, I want to point out that it is not fair that the member of the opposition for Kingston and the Islands should request an answer, that I request my official to answer as precisely as possible, and then that the member should accuse the official of being too precise. It just is not fair!

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Puisqu'il me donnait les réponses, je voulais ...

Madam Bégin: I must also point out that in a department like mine, National Health and Welfare, whose budget is in the billions of dollars, it is only elementary to prepare estimates. We receive the figures from the Department of Finance. We do not invent them, but we do adjust them constantly, according to the number of aged people which grows and decreases, et cetera, for instance. We were here only a few days ago to present supplementary estimates of the department in order to make these adjustments. So we cannot accuse the officials of using predicted figures for two years in advance, since the bill in fact covers the next two years. It is a mere matter of good faith.

I shall ask Mr. Allen to continue giving detailed answers to the questions of the member.

The Chairman: Your remark is quite just, Madam Minister, and it is now a matter of record.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur le président, si j'ai continué à poser mes questions à M. Allen, c'est que le ministre lui avait demandé de répondre. Ainsi, j'ai pensé que c'est lui qui devait présenter les chiffres.

Mme Bégin: Alors pourquoi faire des remarques subjectives? Il vous a donné des réponses précises. Je ne comprends pas, et je trouve ça injuste envers un haut fonctionnaire. Je veux simplement le souligner.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je comprends que le ministre n'ait pas le sens de l'humour, mais je pense bien que

[Texte]

comment I made in good faith and realized the sense in which it was given. But I wonder if . . .

Madam Bégin: What was the sense? I wish we understood. I am not sure what you do is that clear, but I have asked him to answer and give you other details.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Mr. Allen, I wonder if we could have the cumulative loss in dollar terms that would correspond with the percentages you have given.

Mr. Allen: Fine. Of course, if I may just add an explanation on econometric modelling, I used the word "projected". We are not predicting the inflation rate; but based on the best evidence available to us to date, what has happened in the past and what seems to be going on at the moment, we build certain assumptions into our models. As a result, we project what we think the CPI would be.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): You had better be careful. The minister said that is the Department of Finance.

Mr. Allen: We do that with the Department of Finance. We call the Department of Finance, so we cross-tab figures and we use the same models. However, I cannot foretell the future or predict the future. I can only say . . .

Madam Bégin: And be held responsible.

Mr. Allen:—based on the best information available to me at this moment.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): The government has given no projections in the last two years of how many were near the mark, so I understand if this one misses it too.

Mr. Allen: If I may add that qualifier, we would then project the loss in January 1983 would be some 50¢ to individuals. If you project that with the inflation rates I gave you earlier, we project the total decrease with this cap, over the calendar year 1983—and pensioners think in terms of calendar years, as we index in quarters over calendar years—is \$28.50. The estimated projection for the calendar year 1984, insofar as a reduction in benefit is concerned, is \$52.17.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): What I would like to point out, of course, is that if inflation continues at its present level, it is going to be much higher than that.

• 1005

Nevertheless, while you may make these predictions, the whole thrust of the bill is to be much more punitive than the figures which you could have used, I suppose; one could have taken an overall cost of living index of, say, 4% in 1984 and say there is almost no loss in this case. But we simply do not know that. Running at the present rate over the past year could be a very considerable hardship.

[Traduction]

M. Allen a accepté mon commentaire en bonne foi, et a compris son sens.

Mme Bégin: Quel sens? J'aimerais bien qu'on ait compris. Je ne crois pas que ce que vous faites est si clair, et je lui ai demandé de répondre et de vous donner d'autres détails.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur Allen, pourriez-vous nous donner les pertes cumulatives en termes de dollars, qui correspondront aux pourcentages que vous avez présentés?

M. Allen: Très bien. Si vous me permettez de faire quelques explications sur la préparation de modèles économétriques, j'ai utilisé vous avez remarqué le mot «projetés». Nous ne pouvons prédire le taux d'inflation; mais en se fondant sur les meilleurs renseignements disponibles à ce jour, c'est-à-dire l'expérience du passé, et la conjoncture actuelle, nous pouvons inscrire certaines hypothèses à nos modèles. Ainsi, nous projetons ce que nous croyons qui sera l'indice des prix à la consommation.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Soyez prudent, le ministre vient de nous dire que c'est le ministère des Finances qui doit le faire.

M. Allen: Nous travaillons en collaboration avec le ministère des Finances. Nous appelons le ministère des Finances, afin de croiser nos références, nous utilisons les mêmes modèles. Toutefois, on ne peut prédire l'avenir. Je vous dis simplement . . .

Mme Bégin: Et être tenu responsable.

M. Allen: . . . se fondant sur les meilleurs renseignements disponibles en ce moment.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Le gouvernement n'a fait aucune projection depuis deux ans quant à l'exactitude de ces prédictions, je comprendrai que si cette prédiction manque le but aussi.

M. Allen: Permettez-moi de qualifier ma réponse, nous projèterons les pertes en janvier 1983 à quelque 50c. par personne. À l'extrapolation aux termes des taux d'inflation que j'ai donnés plus tôt, nous projetons une diminution totale suite à ce plafonnement pour l'année civile 1983—puisque les retraités pensent en termes d'années civiles, donc nous indexons notre trimestre au cours de l'année civile—est de \$28.50. Pour l'année 1984, la projection prévue est d'une réduction de prestations de quelque \$52.17.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Toutefois, je ferai remarquer que si l'inflation continue au taux actuel, cette perte pourrait être beaucoup plus élevée.

Néanmoins, malgré toutes ces prévisions, les dispositions du projet de loi auront un effet beaucoup plus désastreux que ce que semblent indiquer les chiffres que vous avez présentés. On aurait très bien pu prétendre qu'en 1984, l'indice du coût de la vie augmentera de 4 p. 100 et affirmer ainsi qu'il n'y aurait à peu près pas de pertes dans ce cas-là. Cependant, nous n'en savons absolument rien et si le taux actuel se maintient, tel

[Text]

What I would like to know is—in the case of people at the lower end of the scale, those people who receive the basic old-age pension and the Guaranteed Income Supplement, there is no offsetting measure as there is in a way with family allowances, where a grant, a one-time child tax credit, has been made to people with children; families with children. For each child there will be an additional \$50 through 1983. Why was that not considered? Why were people in the lower end of the income scale, people who are senior citizens, not considered equally in this kind of a program?

Madam Bégin: The thesis of the member is not completely accurate. I have explained it. I tried to explain it in one of the last meetings of this committee, on the bill reducing the indexation of the family allowances. The tool, the mechanism, of compensation here is very different from the one used through the tax system for children. This one here is the Guaranteed Income Supplement, and it is not administered through the tax system. It is not the same mechanism. So we have used what was available. It is a mechanism related to poverty by which everyone under the poverty line gets a supplement. So we have made up for the reduced indexation in the basic pension fully through that supplement.

Because of the way the supplement is administered, some 35,000 seniors who only get the basic old-age pension right now will now start falling—excuse the expression—under the supplement as well. In other words, the supplement is doubly increased in 1983 and in 1984. The ceilings or the levels of income from other sources at which people can qualify or not for the supplement will therefore also be increased; and around 35,000 pensioners who do not qualify for the supplement now will start qualifying. Of course, they will qualify for small amounts of money every month, but that is the nature of the supplement.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): And there will be some who are just over that who will lose . . .

Madam Bégin: There are always some who are over the ceiling.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): —and those who are in receipt of pensions of \$50,000 or \$60,000 or \$70,000 do not have the same impact on their incomes whatsoever.

But is it not correct that in the first year of operation of these two programs there are a number of people who received the \$50 child tax credit and who will be ahead at the end of 1983; whereas there is not one single old-age pensioner who is any better off at the end of 1982? Many will be worse off, and what is more retrogressive is that after this so-called program

[Translation]

qu'il s'est maintenu l'an dernier, il y a beaucoup de gens qui souffriront énormément.

Voici ce que je voudrais savoir: dans le cas des gens qui se trouvent à l'extrémité inférieure de l'échelle des revenus, ceux qui reçoivent la pension de sécurité de la vieillesse et le supplément de revenu garanti, il n'y a pas de dédommagement comparable à ce que reçoivent les familles qui touchent les allocations familiales et, en plus, une subvention, c'est-à-dire un crédit d'impôt-enfant. En effet, dans le cas des familles avec enfants, il y a des compensations. En 1983, ces familles recevront \$50, supplémentaires pour chaque enfant. Pourquoi n'a-t-on pas envisagé une compensation semblable dans le cas des personnes âgées à faible revenu n'ont pas droit à un programme équivalent et je me demande pourquoi?

Mme Bégin: Les hypothèses sur lesquelles vous vous fondez ne sont pas tout à fait exactes. J'ai déjà expliqué la situation. J'ai essayé de le faire lors des dernières réunions du Comité consacrées à l'étude du projet de loi réduisant l'indexation des allocations familiales. Le moyen, le mécanisme de compensation ici est très différent de celui que l'on utilise dans le cas des familles avec enfants, car dans ce dernier cas, on se sert du régime fiscal. Dans ce cas-ci, on se sert du supplément de revenu garanti qui n'est pas administré par l'intermédiaire du régime fiscal. Il ne s'agit donc pas d'un mécanisme comparable. Nous devons donc recourir aux outils dont nous disposons, c'est-à-dire un mécanisme qui prévoit un seuil de pauvreté et l'on verse un supplément aux personnes qui se trouvent en-deçà de ce seuil. Nous avons donc compensé pour la réduction d'indexation de la pension de sécurité de la vieillesse en recourant à ce supplément.

Étant donné la façon dont le supplément est administré, 35,000 personnes âgées qui ne reçoivent que la pension de sécurité de la vieillesse actuellement, auront désormais droit au supplément également. En d'autres termes, en 1983 et 1984, le supplément sera doublé. Le seuil, c'est-à-dire le niveau de revenu provenant d'autres sources et ouvrant droit au supplément sera par conséquent aussi relevé. Ainsi, 35,000 pensionnés qui ne reçoivent pas actuellement le supplément y auront dès lors droit. Bien entendu, cela représentera une petite somme chaque mois, mais c'est exactement le but du supplément.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Et ceux qui se trouvent juste au-delà de ce seuil perdront . . .

Mme Bégin: Il y a toujours une limite.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): . . . et ceux qui reçoivent des pensions de \$50,000, \$60,000 ou \$70,000 n'accordent pas la même importance à ces pensions.

N'est-il pas vrai qu'à la fin de 1983, à la fin de la première année de la mise en vigueur de ces programmes, il y a des gens qui auront reçu \$50 en crédit d'impôt-enfant et qui se trouveront donc en meilleure posture? À la fin de 1983, pas un seul pensionné ne se trouvera en meilleure situation financière qu'à la fin de 1982, n'est-ce pas? Beaucoup se retrouveront dans

[Texte]

has been lifted, all senior citizens will be worse off on a continuing basis because their income has been lowered over that two-year period.

• 1010

Madam Bégin: No. That is a hypothetical question. The member keeps forgetting that inasmuch as inflation does decrease, we reach a point where seniors are not losing a penny. That is what I cannot put across, I suppose because of politics . . .

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): No, indeed you cannot.

Madam Bégin:—being in the way. Let me do it again, once more. If the rates of inflation were to continue to be high, but we did witness a decrease that we thought was a trend, not an accident of one month, a one-shot—it is more than that; it has already lasted a few months and we hope, all Canadians hope, that it is a trend—then, by the decrease in the inflation rate, the closer it gets to 6% next year and 5% the year after, the indexation, the better off the seniors will be, because they will not lose a penny. If inflation is now—or was when we did the budget in June—some 12% or 11% and we think next year it is going to be that bad and we cap at 6%, of course those not in need lose 5%. Everybody knows that, that is what we have said all the way through. Since, by the way, it does decrease, the more it decreases the less they use, and if we reach the 6% they will not lose a penny. That is the aim.

So it is not a punitive measure. It shows how distorted the vision is; the member belongs to a party that accepted the six and five but does not want to apply it everywhere.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): No; certainly not against senior citizens.

Madam Bégin: If you want it to work, it has to be applied everywhere, and all Canadians have to share in it. That is what I am trying to say all the time.

One thing is obvious—we have said it more than once—the mechanism at our disposal for making up for families is a mechanism in which the cut-off line is higher than this one, and that is what you call an added benefit to families. I will always be pleased when taxpayers get a little more money from the government, it is their money. The fact is that the mechanism is a more generous mechanism; but the purpose of this bill is not a reform in that, it is a mechanism to make sure that the economy is reformed enough that seniors have . . . that

[Traduction]

une situation bien pire à longue échéance car une fois que ce prétendu programme aura fait son temps, toutes les personnes âgées souffriront du fait que leur revenu aura été diminué au cours de cette période de deux ans.

Mme Bégin: Non. Vous supposez que ce sera ainsi. Le député s'entête à oublier que dans la mesure où le taux d'inflation diminue, il arrivera un moment où les personnes âgées ne perdront pas un centime. Je n'arrive pas à vous faire comprendre cela, je suppose que c'est à cause de questions politiques . . .

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Non, en effet il n'arrivait pas à faire comprendre cela.

Mme Bégin: . . . qui font obstacle. Je vais quand même essayer une fois de plus. Vous auriez raison, si le taux d'inflation continuait à se maintenir aussi élevé. Nous avons cependant constaté qu'il y a eu une diminution de ce taux, et c'est ce que nous avons interprété comme étant une tendance car il ne s'agit pas d'un accident survenu un mois seulement. En effet, cette diminution s'est maintenue pendant quelques mois et nous espérons, tous les Canadiens espèrent, que c'est une tendance à la baisse qui se maintiendra si bien que l'indexation à 6 p. 100 l'année prochaine et à 5 p. 100 l'année suivante, ne rognera pas un centime aux personnes âgées dans la mesure où l'inflation est réduite à ces mêmes taux de 6 et 5 p. 100. Par contre, si l'inflation que nous connaissions au moment du budget, en juin dernier, c'est-à-dire au taux de 12 p. 100 ou de 11 p. 100, se maintenait l'année prochaine, et si nous fixions un plafond de 6 p. 100, sur les indexations, bien entendu il y a tout un groupe qui perdrait 5 p. 100. Tout le monde est conscient de cela et c'est ce que nous avons prétendu tout du long. Or il se trouve que le taux d'inflation est en train de chuter et plus ce taux diminue, moins on risque de perdre, car si l'inflation atteint 6 p. 100, personne ne perdra un centime. Voilà donc l'objectif.

Il ne s'agit donc pas d'une mesure draconienne. Quand vous dites cela, vous trouvez que l'on a vraiment été aveuglé et je vous signale que vous appartenez à un parti qui a accepté les pourcentages de 6 et 5 p. 100 sauf que désormais, il refuse de les appliquer à tous les secteurs.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Certainement pas aux personnes âgées.

Mme Bégin: Si l'on veut que la mesure porte ses fruits, il faut qu'elle s'applique à tous les secteurs, que tous les Canadiens fassent leur part. C'est ce que j'essaie d'expliquer constamment.

Une chose est évidente et nous l'avons répétée plus d'une fois. Le mécanisme dont nous disposons dans le cas des familles est un mécanisme dont le seuil est plus élevé que dans le cas de ce groupe-ci et c'est pourquoi vous vous croyez permis de parler d'un avantage supplémentaire conféré aux familles. Chaque fois que les contribuables pourront tirer un peu plus d'argent de leur gouvernement, je serai ravie car il s'agit de leur argent. Le fait est cependant que le mécanisme que nous utilisons dans le cas de ce groupe-ci est plus généreux que dans

[Text]

they save the value of their dollar. That is what I am trying to say.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I can understand why the minister is having difficulty explaining her program . . .

Madam Bégin: It is because she does not master her English; that is all. Do not do the psychoanalysis this morning, it will not work.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): She can do it in either language but it still will not be explainable to people who are receiving an income of \$9,000 a year, who are 70 years of age, when she starts with senior citizens.

Madam Bégin: Just a minute. I am sorry; this is . . .

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): The final question that I want to ask, Mr. Chairman, is based on what the minister has said. I accept the fact, as I said to Mr. Allen, that these are predictions, these are predictions she is basing this on . . . She has no more idea than any other economist, sociologist, member of Parliament, or person in the street, as to where inflation is going to go in the next two years. There are all sorts of factors that could either drive it up or drive it down. What I want to know, since she says that there will be no long-term loss to old-age pensioners, is this: does she intend, at the end of this program, to reinstate to senior citizens the loss they will have sustained in the basic amount at the end of the two-year period if inflation is higher than the 6%?

• 1015

Mme Bégin: Monsieur le président, l'intention du gouvernement est de redonner après deux ans, c'est-à-dire en janvier 1985, la pleine indexation des pensions pour les personnes âgées. J'ai répondu au député que c'est la pleine indexation que nous voulons donner et il est entendu qu'il y aura eu une légère érosion de la base sur laquelle cette pleine indexation sera donnée. Mais j'essaie de redire au député qui ne veut pas le comprendre qu'en autant que l'inflation aura baissé à 6 et 5 p.100, il n'y aura eu aucune érosion de la base de la pension. Et c'est ce que nous espérons. Alors je ne vais pas commencer une bataille psychologique contre l'inflation en disant qu'elle est perdue, car elle semble gagner du terrain tous les mois un peu plus.

Puis je voudrais ajouter que, oui c'est vrai que le *cut-off line*, le maximum auquel les gens commencent à perdre le supplément est plus bas que le crédit d'impôt pour les enfants. Mais les familles n'ont pas de bénéfices supplémentaires indirects pour leur budget. Tandis que les personnes âgées, et je ne dis pas cela dans un esprit négatif, tout le monde sait le travail que nous faisons en faveur des personnes âgées et que nous ferons toujours en leur faveur, mais il faut reconnaître, les personnes âgées elle-mêmes m'ont écrit souvent, récemment, que les dépenses auxquelles elles font face sont moindres que celles de la famille avec enfants, parce qu'elles bénéficient d'aide que j'appelle indirecte, c'est-à-dire les réductions de

[Translation]

l'autre cas. L'objectif des dispositions du projet de loi n'est pas de réformer ce mécanisme mais bien de s'attaquer à l'économie, pour la réformer de telle sorte que les personnes âgées en aient pour leur argent. Voilà ce que j'essaie de vous expliquer.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je puis comprendre pourquoi le ministre a du mal à expliquer son programme . . .

Mme Bégin: C'est parce qu'elle ne possède pas à fond l'anglais. C'est tout. N'essayez pas de me psychanalyser ce matin, ça n'ira pas.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Que le ministre parle l'anglais ou le français, elle ne se fera pas mieux comprendre des gens qui touchent \$9,000 par année, qui ont 70 ans, bref qui sont des personnes âgées.

Mme Bégin: Excusez-moi. Un instant . . .

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): La dernière question que je voudrais poser, monsieur le président, est fondée sur ce que le ministre a dit. Comme je l'ai dit à M. Allen, j'accepte très bien que les chiffres que l'on m'a cités constituent des prévisions, uniquement cela. Le ministre ne sait pas plus qu'un autre économiste, sociologue, député ou simple citoyen, quel sera le taux d'inflation d'ici 2 ans. Toutes sortes de facteurs pourront contribuer à sa montée en flèche ou à sa chute. Puisque le ministre dit qu'il n'y aura pas de perte à longue échéance pour les pensionnés, je voudrais savoir si elle a l'intention, une fois que le programme aura fait son temps, dans deux ans donc, de remettre aux personnes âgées les sommes qu'elles auront perdues si l'inflation est plus élevée que 6 p. 100 au cours de cette période?

Madam Bégin: Mr. Chairman, after two years, that is in January 1985, the government has fully the intention of returning to full indexation of old age pensions. I told the member that was our intention, although of course we realize that the basis for full indexation will have been slightly eroded. However, I keep trying to tell the member who does not seem to understand, that if inflation has come down to 6 and 5%, there should be no erosion of the pension base. And that is what we hope for. So I am not going to start a psychological battle against inflation by saying that all is lost, since we seem to be gaining ground from month to month.

I want to add, too, that it is indeed true that the cut-off line, the maximum at which people begin to lose the guaranteed income supplement, is lower than the tax credit provided for children. However, families do not have any indirect supplementary benefits to cover their budgets, while a senior citizen—and I am not saying this pejoratively, since everyone knows the work we are doing for senior citizens and that we will continue to do—will admit themselves, since they have often written me in this regard recently, that their expenses are much less than those for families with children, since they benefit from what I would call indirect assistance, that is reduced transportation costs, reduced dues for the different

[Texte]

transport, les réductions dues aux différents programmes provinciaux ou par le truchement de la Société centrale d'hypothèques et de logement, grâce à laquelle il y a des logements subventionnés de toutes sortes de façons. Et le fait est, qu'en général, ceux qui sont propriétaires ont fini de payer leur maison. Il faut reconnaître ces faits-là de la vie. Tout le monde... C'est facile de pleurer sur le sort des personnes âgées et puis on le fait très souvent pour obtenir plus d'argent en leur faveur. Je le fais moi-même au cabinet. On le fait tous, on le sait bien, mais on connaît aussi la réalité des faits: Les médicaments gratuits, certains services ambulanciers gratuits, etc. Ce que donnent les provinces n'est pas disponible pour les enfants du Canada. Alors, il faut prendre ces choses en considération.

Le président: Merci, madame le ministre.

Je donne maintenant la parole à M. Young.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I want it noted, Mr. Chairman, that the minister did not respond to the question and that she is making the senior citizens of this country pay for the government's economic bungling for the rest of their lives.

The Chairman: Miss MacDonald, I have allowed you over 20 minutes now. I think you have had time to express yourself and make your comments.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): She did not answer my question.

The Chairman: It seems to me now that it is argumentative; even if we gave you another 15 minutes, you would not agree with the minister.

Mr. Young.

Mr. Young: Mr. Chairman, I think you understand that our party is totally opposed to the concept of this bill; never mind what it does to senior citizens. I particularly find the last statement of the minister to be somewhat contradictory; if senior citizens in Canada are so well off simply because their children have grown up and left the home, then I do not know why the minister would bother to introduce a green paper on pension reform, as she did the other day.

Surely the green paper is a recognition that is backed up by the statistics that senior citizens in the main in this country are living in dire poverty. It is not only Neil Young who has happened to say that. The social planning council in metropolitan Toronto just recently released a study which showed that in Ontario alone, older women who are widowed, divorced, or separated and living alone are the most disadvantaged group in society. The council estimates that there are some 36,000 of those older women in the metro area who are living below the federal government's poverty line, and 90% of them are widows.

They use the case of an individual who receives a federal pension of something like \$301.81 a month and an additional \$167 as a survivor's benefit under the Canada Pension Plan.

[Traduction]

provincial programs, or through Central Mortgage and Housing Corporation, which provides subsidized housing of all kinds. It must also be remembered that generally those who are home owners, have already paid for their houses. We must recognize the facts of life. It is easy to cry over the lot of senior citizens, and we do so very often in order to gain more money for them. I do so in Cabinet. We are all doing it, but we must all face the reality: the free medication, free ambulance services, etc. are all services provided by the provinces which are not available to Canadian children. These facts must therefore be taken into account.

The Chairman: Thank you, Madam Minister.

I will now give the floor to Mr. Young.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur le président, je veux qu'on note que le ministre n'a pas répondu à la question, et que pour le reste de leur vie, les personnes âgées de ce pays devront payer pour les erreurs économiques du gouvernement.

Le président: Mademoiselle MacDonald, je vous ai déjà accordé 20 minutes. Je pense que vous avez déjà eu suffisamment de temps pour exprimer vos sentiments.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Elle n'a pas répondu à ma question.

Le président: C'est un point à débattre; même si je vous donnais encore 15 minutes, vous seriez toujours pas d'accord avec le ministre.

Monsieur Young.

M. Young: Monsieur le président, vous avez sans doute compris que notre parti complètement contre le concept de ce bill sans même penser à son effet sur les personnes âgées. Je trouve que la dernière déclaration du ministre est contradictoire; si les personnes âgées du Canada sont à l'aise, simplement parce que leurs enfants ont grandi et quitté la maison, je ne vois vraiment pas pourquoi le ministre voudrait se donner la peine d'introduire un Livre vert sur la réforme des pensions comme le il le faisait l'autre jour.

A mon sens, le Livre vert est une admission, appuyé de statistiques, que les personnes âgées du pays en général vivent dans une pauvreté abjecte. Ce n'est pas juste moi Neil Young qui a dit ceci. Le conseil de planification sociale du Toronto Métropolitain publiait récemment une étude qui démontre qu'en Ontario les femmes âgées, veuves, divorcées ou séparées ou vivant seules sont le groupe le plus désavantagé de la société. Le conseil estime que quelque 36,000 femmes âgées, dont 90 p. 100 sont veuves, vivant dans la région métropolitaine, ont un revenu inférieur au seuil de la pauvreté établi par le gouvernement fédéral.

Ils fondent leurs statistiques sur le cas d'une femme qui recevrait une pension fédérale de \$301.81 par mois, et \$177 de plus comme prestation de veuve aux termes de Régime de pension du Canada.

[Text]

• 1020

The story of this particular woman is indicative, I think, of large numbers who live in Ontario, a fairly rich province, where the study showed the medium income of those women who live alone was \$5,645 in the 65 to 74 age group and only \$4,964 for those aged 75 and over. In comparison, the government's poverty line was \$6,549 for one-person households. How the minister can possibly arrive at the conclusion that all those people are living in the lap of luxury is quite beyond me.

In addition, the minister issued a press release on June 29 in which she said that in keeping with her liberal traditions in the area of social policy, the budget of June 28, 1982 fully protects the lowest-income Canadians and the working poor. However, the budget takes, as a given, that Canadians who are not in need are entirely prepared to share in the serious sacrifices which are required to bring our country out of the economic crisis.

Mr. Chairman, it completely escapes me how either the minister or her departmental officials could arrive at this conclusion. Even the National Council of Welfare, which took a close look at what the budget did to people who were on fixed income and over the age of 65, said:

... a closer look at this budget shows that in fact many elderly men and women who live at, or just above, the poverty line will be hurt by the budget. In its present form, the Guaranteed Income Supplement is directed to those who have very low incomes and is not available to many poor and near-poor senior citizens. When the limits on indexation come into effect next January, the single person's eligibility for the Guaranteed Income Supplement will end once his income from earnings-related pension plans, savings and investments reach \$6,123. This means that a single pensioner, with a total income, including OAS, of as low as \$9,200, more than \$500 below the poverty line for large cities, will pay the same \$55 sacrifice in old-age security payments as someone living on a moderate or affluent income. Over 100,000 poor and near-poor elderly Canadians will see their incomes reduced by this feature of the budget.

It is not only members of the House of Commons who are arguing that the minister and her department are all wet when it comes to the estimates on the kind of impact this will have on senior citizens who rely on pensions as their total means of income. The minister said, a few minutes ago, this budgetary measure, which is intended to save the government x amount of dollars, is not punitive and at the end of the two-year period—if inflation comes down to the 6% dream world—one will be worse off.

Well, I think the minister's officials have failed to recognize that they will be worse off because the base upon which the pensions are calculated will be eroded over the next two years. The money seniors lose over the next two-year period will be lost to them forever. They will never get it back. The minister is reducing pension incomes for people forever more. Not only

[Translation]

Le cas de cette femme est typique d'un grand nombre de personnes qui vivent en Ontario, province relativement riche, car l'étude démontre que le revenu moyen des femmes qui vivent seules est de \$5,645, quand elles sont âgées entre 65 et 74 ans et qu'il n'est que de \$4,964 pour celles qui ont plus que 75 ans. Par ailleurs, le seuil de pauvreté établi par le gouvernement est de \$6,549 pour les ménages d'une seule personne. Comment le ministre peut-il en conclure que ces gens vivent dans le luxe, je me le demande.

En outre, le ministre a publié un communiqué de presse en date du 29 juin dans lequel elle dit que, conformément aux principes libéraux qui sous-tendent sa politique sociale, le budget du 28 juin 1982 protège pleinement les Canadiens à faible revenu, les travailleurs moins nantis. Cependant, le budget tient pour acquis que les Canadiens qui ne sont pas dans le besoin sont tout à fait prêts à faire les très gros sacrifices nécessaires pour tirer notre pays de la crise économique.

Monsieur le président, je ne comprends absolument pas comment le ministre ou les fonctionnaires du ministère tirent leurs conclusions. Même le Conseil national du bien-être, qui a étudié de très près les conséquences des mesures budgétaires sur les personnes à revenu fixe, de plus de 65 ans, dit:

... en y regardant de plus près, le budget aura un effet désastreux sur les revenus des personnes âgées hommes et femmes, qui ne disposent que guère plus que l'équivalent du seuil de la pauvreté. Dans sa forme actuelle, le supplément de revenu garanti ne vise que ceux qui ont des revenus très faibles et il y a beaucoup de personnes âgées qui sont pauvres ou presque pauvres. Quand, en janvier prochain, l'indexation sera limitée, l'admissibilité d'une personne seule au supplément du revenu garanti sera caduque dès que les revenus de cette personne tirés d'autres sources, régime de pension, épargne et investissement, auront atteint \$6,123. Cela signifie qu'un pensionné seul, dont le revenu total, y compris la sécurité de la vieillesse, ne sera que de \$9,200, \$500 en deça du seuil de la pauvreté pour les grandes villes, fera le même sacrifice de \$55 qu'un autre pensionné qui a un autre revenu modéré ou même supérieur. Plus de 100,000 personnes âgées canadiennes, pauvres ou presque pauvres, verront leur revenu être rogné par cette mesure budgétaire.

Ce n'est pas seulement les députés qui prétendent que le ministre et son ministère n'ont pas bien évalué l'incidence de ces mesures budgétaires sur les personnes âgées qui doivent compter sur leur pension comme seule source de revenu. Il y a un instant le ministre a dit que cette mesure budgétaire, permettant au gouvernement d'épargner une somme X n'était pas draconienne et qu'après deux ans, si l'inflation était réduite à 6 p. 100, ce qui est tout à fait utopique, personne ne se trouverait en plus mauvaise situation financière.

Je pense que les fonctionnaires du ministère ont négligé de reconnaître que les personnes âgées auront vu, au cours de deux années, s'éroder la base de leur pension. L'argent que les personnes âgées perdront au cours des deux prochaines années sera perdue à jamais car jamais ils n'obtiendront de remboursement. Le ministre réduit les revenus tirés des pensions à tout

[Texte]

people who are presently on retirement, but also people who will be coming up to retirement. This money will be reduced forever unless the minister, as the hon. member for Kingston and the Islands suggests, at the end of the two-year period if inflation does not come down to where the government predicts, undertakes an obligation and a responsibility to say to those pensioners, look, we gave you the gears over the last two years and now we are going to make it up to you and add the money onto the base and calculate future increases in pensions on that real base and make it retroactive. If you were totally honest with senior citizens in this country, this is the least you would be expected to do. I would like to hear any comments the minister may have on the numbers calculated as being driven into poverty—which figures are vast variants from the figures the department is using.

• 1025

The Chairman: Madam Minister, please.

Madam Bégin: First I have to make four corrections because, surely, the member does not want to be dishonest.

Mr. Young: No, I am trying to straighten you guys out.

Madam Bégin: I spoke in French and I do not know how it was translated into English, but never did I say that seniors are so well off; never did I say they live in luxury; third, never did I say that this bill is intended to save money for the government; and fourth, never did I say that the base is eroded forever. I will explain.

The seniors have problems of income. Some seniors have; there is no doubt about it. I have spoken of that over the five years that I have been Minister of National Health and Welfare. We will always wake up Canadians to that fact until we have an improved income situation for seniors in the country. That includes an increase in the GIS for single pensioners, who are mostly women, and that includes a pension reform, a private pension reform. I am very pleased to have been able to launch the green paper to that effect last week.

However, when answering the member for Kingston and the Islands on the comparison of the cut-off point of the supplement for children and of the supplement for seniors, I recognized the higher cut-off point for the supplement for children. It is called the child tax credit. And I added, in all fairness, that for seniors there are other than income benefits—what I call indirect benefits for lack of a better word—which include all sorts of top-ups or reductions in cost for different things they have to pay for. Now that should answer and clarify, I hope, what I said on the situation of seniors in comparison with the one of families with children.

This bill is not intended to save money for the government, once more, and the savings are quite small. This bill is

[Traduction]

jamais. Ce n'est pas seulement ceux qui sont actuellement à leur retraite qui en souffriront mais également ceux qui prendront bientôt leur retraite car cet argent est perdu à tout jamais à moins que le ministre, comme l'a fait remarquer le député de Kingston et les Îles, ne s'engage après une période de deux ans, advenant que l'inflation ne soit pas réduite au taux prédit par le gouvernement, à rembourser les pensionnés. Il faudrait que le ministre s'engage à réparer les torts qui auraient été commis à l'endroit des pensionnés au cours des deux années, en relevant la base de calcul de leur pension et en leur versant également un rappel. En toute honnêteté, c'est le moins que l'on puisse faire à l'égard des personnes âgées canadiennes. Je voudrais savoir ce que le ministre pense des chiffres que je viens de lui citer sur le nombre de ceux qui devront vivre en deçà du seuil de la pauvreté car ces chiffres sont très différents de ceux dont se sert le ministère.

Le président: Madame le ministre, s'il vous plaît.

Mme Bégin: Je dois apporter quatre corrections ici car je suis sûre que le député ne veut pas être malhonnête.

M. Young: Non, en effet, j'essaye de vous secouer un peu vous, là-bas.

Mme Bégin: J'ai parlé en français, tout à l'heure, et je ne sais pas comment on a traduit mes propos en anglais, mais jamais je n'ai dit que les personnes âgées étaient des gens riches. Je n'ai jamais dit qu'elles vivaient dans le luxe et je n'ai jamais dit que ce projet de loi visait à permettre au gouvernement de faire des économies. Quatrièmement, je n'ai jamais dit que la base de calcul des pensions était érodée à tout jamais. Je m'explique.

Les personnes âgées ont un problème de revenus, certaines du moins, cela ne fait aucun doute. Depuis cinq ans que je suis ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, il m'est arrivé d'aborder cette question à plusieurs reprises et je ne cesserai pas de rappeler aux Canadiens qu'en fait nos personnes âgées jouissent au Canada d'un régime amélioré de revenus. En effet, il existe un supplément de revenu garanti pour les pensionnés qui vivent seuls, la plupart étant des femmes et il y a une réforme des pensions en cours, une réforme des pensions privées. J'ai eu l'honneur, la semaine dernière, de présenter un livre vert sur cette réforme.

Quoi qu'il en soit, en répondant à la question du député de Kingston et les Îles, tout à l'heure, qui comparait le seuil ouvrant droit au crédit d'impôt-enfant et le seuil ouvrant droit au supplément de revenu garanti pour les personnes âgées, je reconnais que dans le cas des familles avec enfants, le seuil est plus élevé. Il s'agit d'un crédit d'impôt-enfant. J'ai ajouté que les personnes âgées jouissent d'autres avantages de revenus, des avantages indirects, si vous le voulez, au nombre desquels on trouve toutes sortes de rabais, de réductions pour certaines choses nécessaires qu'elles doivent se procurer. J'espère que cela vous donne les précisions voulues quant à la comparaison entre les personnes âgées et les familles avec enfants.

Ce projet de loi ne vise pas à réaliser des épargnes pour le gouvernement, car les épargnes seront très faibles, finalement.

[Text]

intended to bring down inflation for all Canadians, including seniors. And if inflation is brought down, which we hope will happen, and that we will start witnessing it as a continuing—*comment dit-on?*—increasing trend, then we will have done with this bill and the other measures of the government. This is, after all, part of the campaign of mobilization of Canadians and is a tremendous service to seniors and to all of us.

In that sense it is impossible for the member to pretend that the base of pensions . . . we are not talking of the supplement, because it is totally false with a supplement and cannot even be true under any circumstances of inflation, but the base of the basic pension for those who do not need a supplement is not going to be eroded forever—not by a cent—if inflation is 6% and 5% or below, and this is possible.

The member is in the opposition party, so he may stress the fact that inflation may go up, but right now inflation is going down. How much exactly it will be by comparison to 6% and 5%, none of us knows today. If it is 6% and 5% or below, there is no erosion whatsoever for any senior, including the very wealthy seniors. No erosion whatsoever. If inflation is 7% instead of 6%, there will be a tiny erosion of the base of pension for those who do not need the supplement.

Mr. Young: Mr. Chairman, I hear what the minister is saying. I am not in agreement with it. If inflation is reduced to 6% as of the end of this month, then I think what the minister says is probably correct. If inflation is held to 6% in real terms and real figures over 1983, then what the minister says is absolutely correct.

• 1030

However, if inflation comes down gradually . . . We all hope it does. Inflation is not a thing anyone wants to see, whether in government or in the opposition. Inflation victimizes the victims who are on fixed incomes.

I do not agree with the minister, though. If inflation is 8% in January, February and March, then obviously, if people only receive a 6% increase in pensions, that has to reduce the base. It erodes the base, and it will cost people money over the two-year period unless inflation comes down to 6% on every three-month period over the next few years. I am not a mathematician, and I do not pretend to be one; but I do not think you have to be one in order to understand that.

The minister is not really responding to the question I asked her. It is not enough just to slap the opposition aside and try and put them down. That is not giving real answers to very real questions.

I would like to hear a more responsive answer to that particular question, that the base will be eroded unless

[Translation]

Il s'agit de juguler l'inflation et nous avons besoin de la participation de tous les Canadiens, y compris les personnes âgées. Si l'inflation est réduite, et nous espérons vivement qu'elle le sera, si la tendance actuelle se maintient, les dispositions de ce projet de loi et les autres mesures gouvernementales auront rempli leur rôle. Après tout, il faut se dire que cela fait partie de la campagne de mobilisation des Canadiens et qu'en jugulant l'inflation, on rend un fier service aux personnes âgées et aux autres.

En ce sens, il est impossible de prétendre que la base de calcul des pensions s'érode . . . il ne s'agit pas du supplément, car cela n'a rien à voir quel que soit le taux d'inflation, mais bien de la base de calcul des pensions de ceux qui n'ont pas besoin du supplément. Elle ne sera pas érodée à jamais si précisément l'inflation est réduite à 6 et 5 p. 100 ou à moins.

Le député fait partie d'un parti d'opposition et il voudra peut-être souligner le fait qu'il se peut que le taux d'inflation grimpe mais actuellement, il est en train de diminuer. Nous ne savons pas exactement jusqu'où cela diminuera, personne ne peut le prédire aujourd'hui. S'il se fixe à 6 et 5 p. 100 ou encore à un niveau inférieur, il n'y aura pas d'érosion du revenu des personnes âgées, même pas dans le cas de celles qui sont bien nanties. Il n'y aura absolument pas d'érosion. Si l'inflation est de 7 p. 100 au lieu de 6 p. 100, il y aura une petite érosion de la base de calcul des pensions dans le cas de ceux qui n'ont pas besoin du supplément.

M. Young: Monsieur le président, je comprends bien ce que le ministre est en train de dire. Je ne suis cependant pas d'accord. Si le taux d'inflation baissait à 6 p. 100 à la fin de ce mois-ci, alors le ministre a probablement raison. Si le taux d'inflation est tenu à 6 p. 100 en termes réels et en chiffres réels pour toute l'année 1983, alors le ministre a absolument raison.

Toutefois, si le taux d'inflation diminue graduellement . . . c'est ce que nous espérons tous. Personne ne veut voir un taux élevé d'inflation, ni au gouvernement, ni dans l'opposition. Ce sont les personnes à revenus fixes qui sont les victimes de l'inflation.

Toutefois je ne suis pas d'accord avec le ministre. Si l'inflation est de 8 p. 100 en janvier, février et mars, alors, bien sûr, si on accorde qu'une augmentation de 6 p. 100 sur les pensions, il y aura érosion à la base. Et cette érosion continuera et en coûtera quelque chose à tous sur la période de deux ans, à moins que l'inflation reste à 6 p. 100 pour chaque trimestre des prochaines années. Je ne suis pas un mathématicien, et je ne prétends pas l'être, mais ce n'est pas nécessaire de l'être pour bien comprendre cela.

Le ministre n'a pas vraiment répondu à la question que je lui ai posée. Ce n'est pas suffisant de dénigrer l'opposition. Ce n'est pas donner une bonne réponse précise à de très bonnes questions.

J'aimerais une meilleure réponse à cette question en particulier, qu'effectivement la base sera rongée à moins que

[Texte]

inflation consistently stands at 6% over 1983 and at 5% over 1984.

Mme Bégin: Monsieur le président, je trouve quelque peu difficile de comprendre exactement la position du N.P.D., concernant ce projet de loi. Le problème des Canadiens, y compris celui des personnes âgées et plus encore des personnes âgées parce qu'elles sont sur revenu fixe, en est un de très haute inflation. Si nous battons l'inflation et que nous la réduisons de moitié, ce qui est le but de ce projet de loi, en conjonction avec d'autres mesures budgétaires, nous aurons rendu, et c'est cela qui compte, un immense service à tous les Canadiens et aux personnes âgées.

Le moment exact de l'année prochaine où nous atteindrons le 6 p. 100 est impossible à prédire. Conséquemment, impossible de savoir si le prix à payer, pour les personnes âgées, dans cette lutte à l'inflation, au bout de deux ans, aura été une érosion de la base de \$1 pour toujours ou de \$4 pour toujours, ou d'un tout petit montant comme cela... pour toujours. Il est impossible de le savoir aujourd'hui. Mais moi, je prétends et le gouvernement également, que nous l'avons immédiatement très bien expliqué aux personnes âgées en donnant tous les chiffres dans un encart que j'ai envoyé immédiatement après l'annonce du Budget, tellement nous n'avions rien à cacher et tellement il était important que les personnes âgées, comme tous les autres Canadiens, acceptent la mobilisation en vue de baisser l'inflation... Et que le prix à payer pour les pensionnés qui n'ont pas besoin du supplément aurait été—je ne le répéterai jamais assez—et nous ne le savons pas encore—personne ne le sait—de, supposons, \$4 d'érosion permanente.

Eh bien moi, je dis que c'est un prix infime à payer pour avoir réussi à sauver la valeur de leur dollar, deux fois plus infime que son érosion actuelle. Tous les Canadiens comprennent cela; toutes les personnes âgées comprennent cela. C'est cela qui compte!

La deuxième chose fondamentale et que je trouve injuste, par voie d'association d'idées dans la présentation du député Young, c'est de décrire, d'une part, la pauvreté des personnes âgées de la ville de Toronto et, d'autre part, de juxtaposer cela à un projet de loi qui n'enlève pas un sou aux personnes âgées, mais qui demande aux pensionnés qui n'ont pas besoin du supplément d'accepter une augmentation en janvier, mais moindre qu'anticipée. Je ne trouve pas que c'est juste de faire cela parce que le but du projet de loi n'enlève pas un sou aux personnes âgées dans le besoin. Je trouve que c'est clair et les Canadiens le savent très bien.

The Chairman: Mr. Young.

• 1035

Mr. Young: The study I referred to was not just on metropolitan Toronto but on the Province of Ontario.

The last question I have, Mr. Chairman, still goes back to what the member for Kingston and the Islands said, and what I referred to, and that is, if as a result of this mobilization inflation is not brought down to 6% and 5%, would the government be prepared to reimburse those seniors who are

[Traduction]

l'inflation reste constamment à 6 p. 100 pour toute l'année 83, et à 5 p. 100 au cours de l'année 1984.

Madam Bégin: Mr. Chairman, I have difficulty understanding precisely the NDP's position with respect to this bill. The problem of Canadians, including senior citizens, particularly indeed senior citizens who have a fixed income, is too high a rate of inflation. If we can beat inflation, by reducing it by half, which is the aim of this bill, in conjunction with other budgetary measures, we will have rendered a great service to all Canadians and to senior citizens.

It is impossible to predict exactly when next year the rate of inflation will reach 6%. Therefore, it is impossible to determine if the price paid by the senior citizens in this fight against inflation over the next two years, will have been an erosion of their base pension by \$1 forever or \$4 forever, or a small similar amount. It is impossible to predict today. But myself, and the government feel that we have explained very clearly to old age pensioners, in an insert which we sent with the last cheques, all the figures resulting from the last budget, how we have nothing to hide, and how important it was for senior citizens, as for all other Canadians, to accept a cut in view of lowering inflation. We explained that the price to pay by pensioners who do not require the supplement, and I will never be able to repeat it often enough, is impossible to predict, but probably will amount to some \$4 in the permanent erosion of the pension base.

I feel that is an incredibly small price to pay in order to have protected the value of the dollar, twice as small as the actual erosion through high inflation. All Canadians understand this, all senior citizens understand that. That is what counts!

Secondly, I find it basically unjust, in the association of ideas by Mr. Young, to describe on one hand the poverty of senior citizens in the city of Toronto, and on the other hand to tie this in to a bill which does not take a single penny away from old age pensioners, but merely asks those pensioners who do not require the supplement, to accept a slightly smaller increase in January than was anticipated. I do not think it is fair, because the objective of this bill will not take away a single penny from those senior citizens who are in need. I think it is quite clear, and the Canadians know this.

Le président: Monsieur Young.

M. Young: L'étude dont je viens de parler ne portait pas seulement sur la région métropolitaine de Toronto, mais sur toute la province de l'Ontario.

Ma dernière question est la suivante, monsieur le président. Elle rejoint une préoccupation que j'ai déjà exprimée et qu'a déjà exprimée le député de Kingston et les Îles. Si l'inflation, par suite de cette mobilisation, n'est pas maintenue à 6 et 5 p. 100, le gouvernement s'engage-t-il au bout d'un an ou de deux

[Text]

being mobilized for any loss in pension income at the end of that one-year or two-year period?

Mme Bégin: J'ai déjà répondu plusieurs fois à cette question, monsieur le président, y compris il y a quelques minutes. Le gouvernement a l'intention de réinstaller au bout de deux ans la pleine indexation des pensions de vieillesse pour ceux qui ne reçoivent pas le supplément.

Mr. Young: Thank you.

The Chairman: Thank you. Mr. Frith.

Mr. Frith: Thank you, Mr. Chairman. Before I ask the minister a question, I would like to add some thoughts to the line of questioning made by Mr. Young and by the member for Kingston and the Islands, because we are talking here on assumptions, the assumption that we are going to get inflation down to 6% or 5%, or your assumption that we are not going to be successful in that fight. So let us accept one of the premises you are making in your line of questioning.

We recognize that roughly 53% of the people over the age of 65 qualify for GIS, and we have stated in this bill that they are going to be fully protected from inflation, regardless of whether it is 8%, 6%, 5%; whatever. So that leaves now the other question, that 47% of our seniors have old-age security cheques given to them; and let us make an assumption that inflation next year will be 7%. There will be therefore a loss in the base to those old-age security people on that one level. But those people who qualify only for OAS have income from other sources, whether it is from savings they have accumulated—they get interest on those savings...

An hon. Member: CPP.

Mr. Frith: They may have a private pension plan.

The question therefore becomes, if we are successful in trying to get inflation down, let us say even to 7%—where they lose on the base, they gain on the fact that they have more purchasing power from the income from other sources. So we can say that the seniors might lose \$28 next year on the base, and \$53, let us say, in 1984; but you are forgetting that they are also going to be gaining on the purchasing power of their other related income. That is where I think we forget that if we are successful, whether it is 6% and 5% or 7% and 8%, they are ahead of the game compared to where we were a year ago, when it was 11%.

The question I would like to ask the minister—and this comes back somewhat to some of the questions proposed by Neil—is on the need for pension reform. What percentage—I do not know if you have this—of our senior citizens have access to a private pension plan that has a COLA clause? Those are the only ones who gain by inflation. The majority... I just wonder what numbers, if there are any, Mr. Allen might have. What percentage have a private pension plan with a cost of living index in it?

Madam Bégin: I do not know if we have... yes, the CPP receivers, but... Please, Mr. Allen.

Mr. Allen: There are very few private pension plans with COLA clauses in them. The CPP, of course, which is a public plan, has it; the Public Service Superannuation Plan, many of

[Translation]

ans, à compenser les personnes âgées ainsi mobilisées pour toute perte de revenu qu'elles auront subie?

Madam Bégin: I have answered many times to that question, Mr. Chairman, even a few minutes ago. The government intends to reinstate after two years the full indexing of old age pensions for those who do not receive the supplement.

M. Young: Merci.

Le président: Merci. Monsieur Frith.

M. Frith: Avant de poser ma question, je voudrais revenir sur le point qu'ont abordé M. Young ainsi que le député de Kingston et les Îles. Nous partons toujours de l'hypothèse suivant laquelle l'inflation serait maintenue à 6 et 5 p. 100. Votre hypothèse à vous est que nous ne pourrions pas y arriver. Supposons un instant que ce soit le cas.

Nous savons qu'environ 53 p. 100 des gens qui ont plus de 65 ans reçoivent le supplément de revenu garanti. Or, il a été établi que ceux-là seront entièrement protégés contre l'inflation, qu'elle atteigne 8, 6 ou 5 p. 100. Il reste les 47 p. 100 de gens qui touchent les chèques de sécurité de la vieillesse. Si l'inflation se situe à 7 p. 100 l'an prochain, ils vont y perdre. Mais ces gens, qui ne sont admissibles qu'à la pension de la sécurité de la vieillesse, ont des revenus d'autres sources, sous forme d'épargne, par exemple. Ils touchent de l'intérêt sur ces épargnes...

Une voix: Le Régime de pensions du Canada.

M. Frith: Ils ont peut-être un régime de rentes privé.

En supposant qu'ils y perdent au niveau de la pension de sécurité de la vieillesse si l'inflation s'établit à 7 p. 100, ils y gagnent en revanche au niveau de leur revenu d'autres sources. La diminution de l'inflation augmente leur pouvoir d'achat. En admettant que ces gens perdent à la base \$28 l'an prochain et \$53 en 1984, vous ne devez pas perdre de vue le fait qu'ils y gagnent ailleurs, au niveau de leurs autres sources de revenu. Nous avons tendance à oublier que si l'inflation redescend à 6 et 5 p. 100, ou à 7 et 8 p. 100, ils sont quand même mieux qu'il y a un an lorsque l'inflation atteignait 11 p. 100.

La question que je vais poser au ministre... elle rejoint d'une certaine façon les questions posées par Neil... a trait à la réforme des pensions. Je ne sais pas si vous avez les chiffres en main, mais quel pourcentage de nos citoyens âgés adhèrent à un régime de rentes privé comportant une clause d'indexation au coût de la vie? Parce que ce sont les seuls qui gagnent avec l'inflation. M. Allen a peut-être ces chiffres.

Mme Bégin: Je ne sais pas... les bénéficiaires du Régime de pensions du Canada... je vous en prie, monsieur Allen.

M. Allen: Il y a très peu de régimes de rentes privés comportant des clauses d'indexation au coût de la vie. C'est évidemment le cas pour le Régime de pensions du Canada, qui

[Texte]

the... in fact, all the provincial government plans, some of the larger corporations—for example, the Mutual Life Assurance Company of Canada has a COLA clause; they use the excess interest approach for inflation protection. Actually, to say how many or what percentage of private pension plans have COLA clauses... I just cannot say off the top of my head.

Mr. Young: 1.6%.

Mr. Allen: Very few.

Mr. Frith: With a danger of leading the witness, therefore, if we are successful in bringing this down, whether it is to 6% and 5% or 7% and 8%, on the one hand you may lose on the base; would it not be true, therefore, that if you have a private pension plan without a COLA and we are successful in bringing down inflation, there would be a net gain in purchasing power by our senior citizens over the age of 65?

The Chairman: I used those figures that you have already quoted during this weekend, and with the old-age pension, and I think they agree with the statistics and they appreciate this information.

Mr. Crosby.

Mr. Crosby (Halifax West): Thank you, Mr. Chairman.

• 1040

Madam Minister, I do not want to deal in direct terms with the loss in benefits to senior citizens as a result of the provisions of Bill C-131, but I want to deal with the reason behind the bill. Let me start by a quote I have here, which appeared in a *Victoria Times* column. It says that you, Madam Minister, thought you were a better politician as a woman because you were more realistic. I do not know if you said that, but you are quoted as saying that. I assume that means you have gone across Canada and you have seen the situation in which many senior citizens find themselves; that is, at the poverty level. Even those who are not receiving the Guaranteed Income Supplement can find themselves in what amounts to a poverty situation, particularly if they live in the urban core areas of Canada. I assume that it is the kind of realism that you face as the Minister of Health and Welfare.

I know, from other public disclosures, that you support the principle of universality. In fact, when there was a suggestion that the principle would be altered or varied by government action, I believe you were one of the persons who objected most strenuously.

But let me ask you two questions about the provisions of the bill before us. First of all, is it not an attack on the principle of universality by simply transferring benefits that are universally conferred on all senior citizens to a portion of those senior citizens, based on their financial situation? Is that not an attack on universality?

[Traduction]

est un régime public; c'est le cas également du Régime de retraite de la Fonction publique, de tous les régimes provinciaux, des régimes des grandes sociétés, par exemple, la Société d'assurance-vie, la Mutuelle du Canada. L'intérêt excédentaire est utilisé pour protéger les bénéficiaires contre l'inflation. Pour ce qui est du pourcentage des régimes de rentes privés comportant des clauses d'indexation au coût de la vie, je crains de ne pouvoir vous le donner de mémoire.

M. Young: C'est 1.6 p. 100.

M. Allen: Très peu.

M. Frith: Je ne veux pas faire dire au témoin ce qu'il ne veut pas dire, mais si nous réussissons à ramener le taux d'inflation à 6 et 5 p. 100, ou à 7 et 8 p. 100, il se peut qu'il y en ait qui y perdent à la base. D'autre part, ceux qui ont un régime de rentes privé sans clause d'indexation au coût de la vie, y gagnent si l'inflation redescend à ce niveau. Leur pouvoir d'achat net est augmenté. Vous êtes bien d'accord là-dessus?

Le président: J'ai vérifié au cours du week-end les chiffres que vous avez cités ainsi que les chiffres qui avaient trait aux pensions de sécurité de la vieillesse. Ils correspondent. Les intéressés vous remercient de l'information.

Monsieur Crosby.

M. Crosby (Halifax-Ouest): Merci, monsieur le président.

Madame le ministre, je ne m'attarderai pas aux pertes de revenu subies par les personnes âgées à cause du projet de loi C-131. Je veux plutôt revoir avec vous les raisons qui vous ont poussée à présenter ce projet de loi. Je commence par vous citer un article du *Victoria Times*. Il vous fait dire, madame le ministre, que vous vous considérez meilleur politicien en tant que femme parce que plus réaliste. Je ne sais pas si vous l'avez déclaré ou non, mais c'est l'opinion que vous prête l'article en question. Je suppose que cela veut dire que, vous avez eu l'occasion de visiter le Canada et d'examiner la situation dans laquelle se trouvent les personnes âgées. Elles vivent dans la pauvreté. Même celles qui ne touchent pas le supplément de revenu garanti vivent dans la pauvreté à toutes fins utiles, surtout si elles se trouvent dans les grandes villes. Je suppose qu'en tant que personne réaliste et en tant que ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, vous savez que cette situation existe.

Par ailleurs, je sais, à en juger par vos déclarations publiques, que vous êtes d'accord avec le principe de l'universalité. Je pense que lorsqu'il a été question que le gouvernement modifie quelque peu ce principe, vous avez été l'une des personnes qui s'est élevée avec le plus de vigueur contre cette possibilité.

Mais je reviens au projet de loi qui nous occupe. D'abord, n'est-il pas une atteinte au principe de l'universalité du fait qu'il favorise certaines personnes âgées par rapport à d'autres, selon leur situation financière, dans la distribution d'avantages appartenant universellement à toutes les personnes âgées?

[Text]

Madam Bégin: No, Mr. Chairman, it is not at all. The use of the word "universality" the way the member suggests is, it seems to me, a wrong use. I have often said, and he will be pleased . . . he who defends certain players in medicare all the time, through any topic of conversation, will pleased to hear me say that where universality is really at stake is under medicare. That, for me, is a case where the thing at stake, the concept debated, is universality.

Universality means everyone has access. And here, everyone has access to the OAS. There is no doubt about that. Also, universality is not in cause. I would go further and suggest to the member not to use the word "universality" here, because we discussed that—he was not present—at previous committee meetings, and illustrated how inappropriate or difficult of application universality would be on programs such as the basic old-age pension. For example, basic old-age pension has always been taxable. Does the member think that is against universality? I am going to ask him. But everyone gets the basic pension just the same . . .

Mr. Crosby (Halifax West): You cannot answer the question so you are going to ask me one.

Madam Bégin: Could you please be polite and let me finish? I am very serious . . .

Mr. Crosby (Halifax West): Well, you just asked me a question. I am the soul of politeness.

Madam Bégin: Can I finish the question I am asking the member? I would like to point out to him . . . and I am insisting on that, I am very serious about it . . . he does not seem to understand the difference; universality is not the proper concept to use, but in the general acceptance of the word "universality" this reduced increase in pensions for those who do not need a supplement maintains completely the so-called universality of the program.

Mr. Crosby (Halifax West): Superficially, that may be correct. But in deep terms, and knowing the machinations of the federal government bureaucracy, it is nothing but an attack on universality. You are simply shuffling around the amount of money that is made available to senior citizens and depriving the broad base of classification of senior citizens of a sum of money.

But let me deal with another aspect of your "realistic approach to government and politics." You have just made the statement that you are engaged in a psychological battle on inflation. Surely nobody can seriously suggest senior citizens, particularly those with limited incomes and not in a wealthy category, are players in the inflationary spiral in which the Canadian economy finds itself.

In realistic terms, why would you recruit senior citizens to battle inflation? Why would you make a statement, as you did in your speech before the House, that you are asking old-age pensioners to help lead the way in the fight against inflation? Old-age pensioners are not in any way, shape or form the cause of the inflationary pressures. How do you explain that in realistic terms?

[Translation]

Mme Bégin: Pas du tout. Le député utilise le terme «universalité» à mauvais escient. Je l'ai souvent dit, il sera sûrement heureux de l'entendre de nouveau, lui qui se fait le défenseur de l'assurance-santé en tout temps et en tout lieu, là où le principe de l'universalité est le plus menacé, c'est au niveau de l'assurance-santé. C'est là vraiment que le fond du débat porte sur l'universalité.

L'universalité signifie l'accès pour tout le monde. Dans ce cas, tout le monde a accès à la pension de sécurité de la vieillesse. L'universalité du programme n'est pas du tout en cause. Dans ce contexte, le terme «universalité» ne convient pas du tout. Nous en avons discuté précédemment en comité. Le député était absent à ce moment-là. Nous avons montré à quel point il pouvait être difficile d'appliquer le principe à des programmes comme la pension de vieillesse. Par exemple, la pension de vieillesse a toujours été imposable. Est-ce que, de l'avis du député, c'est aller contre le principe de l'universalité? Il reste que tout le monde a droit à la pension de base . . .

M. Crosby (Halifax-Ouest): Vous ne pouvez pas répondre à la question. Donc, vous m'en posez une autre.

Mme Bégin: Vous voulez bien être poli et me laisser terminer, s'il vous plaît? Je suis très sérieuse . . .

M. Crosby (Halifax-Ouest): Vous m'avez posé une question. Vous devez savoir qu'il n'y a pas plus poli que moi.

Mme Bégin: Puis-je terminer? Je dois insister sur ce point. Le député ne semble pas comprendre la différence. Dans ce contexte-ci, le terme «universalité» ne convient pas. Il n'en demeure pas moins que cette augmentation moindre que prévu des pensions de ceux qui ne reçoivent pas le supplément ne peut pas être considérée comme une entorse au principe.

M. Crosby (Halifax-Ouest): Au premier abord, c'est peut-être l'impression que cette mesure donne. En y regardant de plus près, cependant, on s'aperçoit que c'est vraiment une entorse au principe de l'universalité, surtout quand on connaît les machinations de la bureaucratie du gouvernement fédéral. Vous remettez en cause la somme qui est destinée aux personnes âgées et diminuez les pensions d'un grand nombre.

J'aborde maintenant un autre aspect de votre «attitude réaliste vis-à-vis du gouvernement et de la politique». Vous venez de déclarer que vous menez une bataille psychologique contre l'inflation. Sûrement, personne ne peut oser suggérer que les personnes âgées, surtout celles à revenu limité, celles qui ne sont pas à l'aise, devraient jouer un rôle dans la spirale inflationniste qui touche l'économie canadienne.

En fait, pourquoi voulez-vous recruter les personnes âgées pour combattre l'inflation? Pourquoi avez-vous déclaré, dans votre discours à la Chambre, que vous demandez aux prestataires de la pension de vieillesse de montrer le chemin du combat contre l'inflation? Ces personnes ne sont aucunement la cause des pressions inflationnistes. Comment expliquez-vous cela en termes réels?

[Texte]

Mme Bégin: J'ai répondu à ces questions au Comité la semaine dernière, monsieur le président. Je peux peut-être le répéter, car le député était absent. Tous les Canadiens doivent accepter de se serrer les coudes; ils doivent accepter qu'ensemble nous visions à abaisser le taux d'inflation trop élevé. C'est là le but de l'ensemble des mesures que nous avons apportées; nous demandons à tous les contribuables, par l'impôt qui sera réduit à 6 et 5 p. 100 dans ces exemptions personnelles, à tous les députés ou ministres, aux mères de famille, aux pensionnés, etc. qui ne sont pas dans le besoin, et je le répète parce que le député l'oublie, qui ne sont pas dans le besoin, de participer à la campagne du 6 et du 5 p. 100. En ce moment, le parti de l'opposition, le parti du député conservateur, s'oppose à un bill qui vise à réduire l'inflation à 6 et 5 p. 100, mais il avait dit qu'en principe, il était entièrement d'accord quant à cette campagne de mobilisation. Alors, pourquoi maintenant jouer sur les deux tableaux? Ce n'est pas facile à comprendre, cela non plus. Pourquoi le député fait-il cela? Nous parlons ici d'augmenter tous les chèques des pensionnés à partir du mois prochain, mais de les augmenter un peu moins que prévu pour ceux qui ne sont pas dans le besoin. C'est de cela que nous parlons, et rien d'autre.

Mr. Crosby (Halifax West): Mr. Chairman, I suppose I do not expect much more from a minister who is going to improve medical care by destroying the medical profession. I am alluding to her reference to medicare.

But let me ask you this, Madam Minister. In your material in support of Bill C-131, you indicated the amounts of money involved. You indicated the net saving to the treasury for the two-year period of the program was in the area of \$115 million. I, for one, accepted that as a fair estimate of the amount of money that would be saved to the national treasury by this measure.

Now, today I understand from your earlier testimony that amount for the two-year period is in fact \$84 million. So there is a difference of \$31 million accounted for, as I understood you, by income tax losses and other losses to the national treasury that flow from this reduction in old-age assistance payments. When I think about it, there probably would be even greater loss to the governmental treasury through the fact that sales tax and excise tax are not collected because the persons are not purchasing to the extent of that \$31 million saving and so on.

When you spoke in the House, and under your own signature, published the memorandum to the members of the House of Commons and senators concerning Bill C-131, was it your intention we would be left with the impression that \$115 million would be saved to the treasury instead of \$84 million—a difference of \$31 million—and that the amount might even be less than \$31 million?

Madam Bégin: By that question, the member shows the thesis he is pushing may very well never take place or apply. The line of questioning is to try to prove we are saving a lot of money on the backs of seniors.

[Traduction]

Madam Bégin: I answered such questions last week before the committee, Mr. Chairman. Of course I could repeat them, since the member was absent. All Canadians must accept to tighten their belts; they must all work together in order to lower the rate of inflation which is too high. That is the aim of all the measures which we have brought forth; we have asked every taxpayer, through a reduction of the personal exemptions to 6% and 5%, to all members of Parliament and ministers, to all mothers, heads of families and to pensioners, et cetera, who are not in need, and I repeat since the member has forgotten that, for those who are not in need, to participate in this six and five campaign. Indeed, now, the opposition party, the Conservative Party is opposed to a bill whose objective is to lower the inflation rate to 6% and 5%; yet he had said that in principle, he agreed completely with this campaign to mobilize against inflation. So why is he playing both sides now? That too is not easy to understand. Why is the member doing so? There is no doubt there will be an increase to every cheque to pensioners next month. However, we will increase them slightly less than we had foreseen, at least for those who are not in need. That is what we are talking about, nothing else.

M. Crosby (Halifax-Ouest): Monsieur le président, bien sûr, je ne peux pas m'attendre à beaucoup d'un ministre qui essaie d'améliorer les soins médicaux en ruinant la profession médicale. Je fais allusion à sa remarque sur les programmes de soins médicaux.

Voici donc une autre question, madame le ministre. Dans la documentation à l'appui du Bill C-131, vous indiquez le montant d'argent en jeu. Vous indiquez que l'épargne nette, pour le Trésor, pour la durée du programme de deux ans, sera d'environ 115 millions de dollars. J'ai accepté ces chiffres comme une estimation assez juste des économies que cette mesure pouvait apporter au Trésor national.

Maintenant, voici qu'aujourd'hui plus tôt, ce montant est maintenant diminué à 84 millions de dollars, il y a donc une différence de 31 millions de dollars qui, selon ce que vous dites, est imputée aux pertes en revenus d'impôt et d'autres pertes au Trésor national suite à la réduction des prestations de pension de vieillesse. À bien y penser, il y aura probablement une plus grande perte même au Trésor du fait que certaines taxes de vente et d'accise ne seront pas collectées, puisque le pouvoir d'achat de certaines personnes est réduit par cette épargne de 31 millions de dollars.

Lorsque vous avez parlé en Chambre, et dans le mémoire que vous avez signé et envoyé aux députés de la Chambre des communes et aux sénateurs concernant le Bill C-131, était-ce votre intention de nous laisser l'impression qu'on épargnerait 115 millions de dollars, plutôt que 84 millions de dollars, une différence de 31 millions de dollars, et qu'effectivement ce montant pourrait être encore moins que 31 millions de dollars?

Mme Bégin: La question démontre que l'hypothèse formulée par le député ne sera jamais appliquée. Ses questions ne cherchent qu'à prouver que nous épargnons beaucoup d'argent sur le dos des personnes âgées.

[Text]

• 1050

The facts are that inflation is decreasing fast enough that we see already that the campaign of the six and five is valid. Instead of the first estimate of a \$115 million saving, we are now down at an estimate of \$84 million of so-called savings; that proves exactly the point that it is bringing down inflation. I wish the member understood statistics. I can ask Mr. Allen; can you add to the explanation of how we reached these figures?

Mr. Allen: When we produced the . . .

Mr. Crosby (Halifax West): That will not be necessary. I think the explanation has already been given and is on the record. I have it right here very clearly. I am satisfied with the explanation.

Madam Bégin: Fine.

The Chairman: I now pass to . . .

Mr. Crosby (Halifax West): I just want to add, Mr. Chairman, and to give the minister an opportunity to answer this, the last provocative question that the six and five is working. She has indicated that she supports the six and five, but what is her basis for saying that the six and five is working? My own observation—and whatever she is qualified as a humanitarian, she is certainly not qualified as an economist—is that the inflation rates are down because there is a lack of economic activity in the country; I think that has been confirmed by numerous economists. Are you actually suggesting here today, Madam Minister, that the inflation rate in Canada is down because of the six and five program, rather than because of the loss of jobs, the loss of employment, the loss of activity?

The Chairman: I do not think this question is relevant to the bill. If you have some other questions relevant directly to the bill . . .

Mr. Crosby (Halifax West): I am asking her to support her statement.

The Chairman: —I am ready to entertain your questions.

Mr. Crosby (Halifax West): I am asking her to support her statement.

The Chairman: Okay, Mr. Hawkes.

Mr. Crosby (Halifax West): She cannot, obviously.

Mr. Hawkes: Thank you, Mr. Chairman.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): You are absolutely right.

Mr. Hawkes: I have about an hour's worth of questions. The Conservative Party voted to cut salaries of the members of Parliament; the NDP did not. They were the only party that did not, and that is the construction on the six and five. I think we made it clear in our speeches that . . .

Mr. Young: On a point of order, Mr. Chairman.

[Translation]

Le fait que l'inflation diminue assez rapidement montre le bien-fondé de la campagne des 6 et 5 p. 100. Les 115 millions de dollars de prétendues économies que nous avions prévues ont été ramenés à 84 millions de dollars. C'est la preuve que l'inflation diminue. Comme j'aimerais que le député comprenne les chiffres! Je puis demander à M. Allen de donner des détails sur notre mode de calcul.

M. Allen: Lorsque nous avons établi ces chiffres . . .

M. Crosby (Halifax-Ouest): Ce n'est pas nécessaire. L'explication figure déjà au compte rendu. Je n'ai pas besoin d'autres détails.

Mme Bégin: Très bien.

Le président: Je dois maintenant céder la parole . . .

M. Crosby (Halifax-Ouest): Je voudrais donner au ministre une dernière occasion d'indiquer de quelle façon le programme des 6 et 5 p. 100 peut être considéré comme une réussite. Elle affirme qu'elle appuie le programme, mais sur quoi se fonde-t-elle pour dire que c'est une réussite? Elle peut peut-être être considérée comme une bienfaitrice de l'humanité, mais pas comme une économiste. Je pense personnellement que l'inflation diminue par suite du ralentissement de l'activité économique observée un peu partout au pays. De nombreux économistes le confirment. Prétendez-vous, madame le ministre, que c'est le programme des 6 et 5 p. 100 qui fait fléchir le taux d'inflation au Canada, et non pas la pénurie d'emplois, le ralentissement de l'activité économique?

Le président: Je ne pense pas que la question ait quelque chose à voir avec le projet de loi. Si vous avez d'autres points à soulever au sujet du projet de loi . . .

M. Crosby (Halifax-Ouest): Je demande seulement au ministre d'amener des preuves.

Le président: . . . je suis bien prêt à vous permettre de continuer.

M. Crosby (Halifax-Ouest): Je lui demande de justifier sa théorie.

Le président: Monsieur Hawkes.

M. Crosby (Halifax-Ouest): Il est évident qu'elle ne peut pas le faire.

M. Hawkes: Merci, monsieur le président.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Vous avez tout à fait raison.

M. Hawkes: J'en aurais pour une heure avec mes questions. Soit dit en passant, le parti conservateur a voté pour une réduction du traitement des députés au Parlement. Le NPD n'a pas voulu le faire. Il a été le seul parti dissident. Il faut en tenir compte dans le débat sur le programme des 6 et 5 p. 100. En ce qui nous concerne, dans nos déclarations . . .

M. Young: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

[Texte]

The Chairman: Mr. Young, on a point of order.

Mr. Young: I am sure Mr. Hawkes would not want to mislead this committee or the Canadian public. What the NDP voted against was the six and five restraint program as it applied to civil servants; it was an omnibus bill which included MPs' salaries.

Mr. Hawkes: Mr. Chairman . . .

Mr. Skelly: On another point of order. You mean Mr. Hawkes actually voted to cut civil servants' pay and pensions and things like that?

Mr. Hawkes: We voted to cut salaries of members of Parliament.

Mr. Skelly: I am astounded.

Mr. Hawkes: If I could come back to the minister, on this particular bill . . . The following occurs to me: that we are treating senior citizens in the following fashion. If in 1983 the average inflation rate for the year is 6%, but in the first quarter it is 1.3% and in the second quarter it is 1.7% and in the remaining two quarters it is 1.5%, we have asked senior citizens to take a cut of 0.4%; they will only get 5.6% when in fact the inflation rate for the year is 6%. We are treating them very, very differently than we are the recipients of family allowance, which is indexed once a year and based on a yearly average. We are treating them very differently from the salary situation, which is once a year. I am wondering why we cannot have something in the bill that if the inflation rate for 1983 is 6%, then seniors get the 6%.

Madam Bégin: Yes, the seniors are privileged in that the pensions are the only program that the government indexes every three months. As to the detailed statistical analysis, I will ask Mr. Bob Allen, please.

Mr. Allen: Pensioners are protected against that. If the inflation rate is at 6%—I am using the exact example that you used, sir—they will get 6%. What happens is . . . you have to look carefully at the bill; it is the way the bill is worded. You always go back to the December OAS rate and index on that rate. So that ensures that if you have a variance throughout the year that shows up at the end of the year as a 6% inflation rate, then that is what the pensioner will be at. For example, I believe you used an inflation rate of 1.3% a couple of times through and you will recall that the bill says "the lesser of". But it is applied back to another base rate and it is applied back to that base rate so that, when the whole year is finished, if inflation is running at 6%, regardless of variances throughout the year, that is what the pensioner will receive. Throughout the year he or she will have received a 6% increase in the overall benefit. It is the way the wording is in the bill.

• 1055

Mr. Hawkes: Let us do a transition, then, from December 1983. Let us say that in the last quarter of 1983 it is at 1.3%. What is going to happen to the base in 1984?

[Traduction]

Le président: Monsieur Young.

M. Young: Je suis sûr que M. Hawkes ne veut pas induire en erreur le Comité ou le public canadien. Ce contre quoi le NDP a voté, c'est le programme de restriction à 6 et 5 p. 100, tel qu'il s'applique aux fonctionnaires. Il se trouve que cette mesure était insérée dans un projet de loi omnibus qui portait également sur le traitement des députés.

M. Hawkes: Monsieur le président . . .

M. Skelly: J'invoque également le Règlement. Vous voulez dire que M. Hawkes a vraiment voté pour une réduction des salaires et des pensions des fonctionnaires?

M. Hawkes: Nous avons voté pour une réduction du traitement des députés.

M. Skelly: J'en suis estomaqué.

M. Hawkes: Je reviens au ministre et à ce projet de loi en particulier . . . Il me semble que nous traitons différemment les personnes âgées avec ce projet de loi. Si, en 1983, l'inflation est de 6 p. 100 pour toute l'année, 1.3 p. 100 au premier trimestre, 1.7 p. 100 au deuxième trimestre, 1.5 p. 100 au cours des deux autres trimestres, nous donnons 5.6 p. 100 aux personnes âgées, soit 0.4 p. 100 de moins que le taux d'inflation pour toute l'année qui est de 6 p. 100. Nous les traitons très différemment des bénéficiaires des allocations familiales, lesquelles sont indexées une fois l'an, selon le taux d'inflation annuel. Nous procédons au calcul une fois l'an dans leur cas. Pourquoi ne pouvons-nous pas prévoir dans ce projet de loi que si l'inflation se situe à 6 p. 100 en 1983, les personnes âgées auront droit à 6 p. 100?

Mme Bégin: De fait, les personnes âgées sont privilégiées puisque leurs pensions sont rajustées tous les trois mois. C'est le seul programme qui soit ainsi rajusté par le gouvernement. Pour ce qui est des chiffres, je demanderais à M. Bob Allen de vous les expliquer.

M. Allen: Les bénéficiaires sont protégés. Si l'inflation se situe à 6 p. 100, j'utilise le même exemple que vous, ils ont droit à 6 p. 100. Il faut voir la façon dont le projet de loi est rédigé. Il faut toujours revenir à la pension de sécurité de la vieillesse en décembre et à l'indexation de cette pension. S'il se produit un changement au cours de l'année et que ce changement résulte en un taux d'inflation de 6 p. 100, c'est ce à quoi auront droit les bénéficiaires. Je pense que vous avez utilisé à deux reprises comme exemple un taux d'inflation de 1.3 p. 100. Il vous faut vous rappeler que le projet de loi dit «le moindre de». Ce n'est pas le taux de base. Le taux de base est celui qui s'applique à la fin de l'année. A ce moment-là, si le taux d'inflation est de 6 p. 100, quelles que soient les variations qui se sont produites au cours de l'année, c'est ce à quoi auront droit les bénéficiaires. Tout au long de l'année, ils auront droit à une augmentation de leur pension de 6 p. 100. C'est ce qui est prévu dans le projet de loi.

M. Hawkes: Dans ce cas, allons plus loin que décembre 1983. Partons du principe que le taux d'inflation au cours du

[Text]

Mr. Allen: What you do is you have a rate; you then go back to the December rate again, you look at . . .

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Which December?

Mr. Allen: December 1982. You always go back to this rate. You look at the inflation rate; if the inflation rate is—1.3% . . .

Mr. Hawkes: The last quarter of 1983 is 1.8%.

Mr. Allen: Okay. Then you index on the basis of which is "the lesser of", the inflation rate or 1.5%, based on the previous months. But you go back and index a benefit that has already been brought up. So in actual fact, if you work it out, what happens is that the pensioner is protected.

Mr. Halliday: With compound interest.

Mr. Allen: That is right. We spent quite a bit of time making sure that there would not be any losers in that respect, because inflation rates do vary up and down and they may come out with an annual average inflation rate at the end of the year of 6% and that is where we want to be.

Mr. Hawkes: What you are saying to me is that even though in the last quarter of 1983 the inflation rate is 1.3%, if they have the 1.5% through the first three quarters, they are still going to get 1.5% in the fourth quarter.

Mr. Allen: They will come out to ensure that they are at the 6% if that is the overall inflation rate.

Madam Bégin: It is 5% because he is speaking of 1984.

Mr. Allen: That is correct. It is 1984.

Mr. Hawkes: The 1984 payments are based on the December 1983 payments.

Mr. Allen: The 1984 payments are based on December 1983; the 1983 payments are based on December 1982.

Mr. Hawkes: If we get a dramatic drop in inflation near the end of the year, that will not affect their cheques if in fact the year-long average has been 6%.

Mr. Allen: No, it will not. It will come out on.

Mr. Hawkes: When we get into clause-by-clause consideration I am going to look very, very carefully at that wording.

Madam minister, last evening the advisory council, indicated that . . .

Madam Bégin: Which one?

Mr. Hawkes: The Advisory Council on the Status of Women, which is funded out of public funds for the purpose of advising the government on women's issues. They indicated to us that both the family allowance and the old-age security was, in their view, a women's issue. But they also indicated that government had not approached them for any advice. I am

[Translation]

dernier trimestre de 1983 aura été de 1.3 p. 100. Comment sera calculée la base en 1984?

M. Allen: Il faut revenir à la base au mois de décembre . . .

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): De quelle année?

M. Allen: Décembre 1982. Il faut y revenir. Si le taux d'inflation a été de 1.3 p. 100 . . .

M. Hawkes: Disons qu'il a été de 1.8 p. 100 au cours du dernier trimestre de 1983.

M. Allen: À ce moment-là, vous indexez les pensions à partir de «la moindre des deux bases», le taux d'inflation ou 1.5 p. 100, selon ce qui s'est passé au cours des mois précédents. Mais vous revenez après coup et vous augmentez des pensions qui ont déjà été augmentées. Donc, les prestataires sont protégés.

M. Halliday: C'est comme pour l'intérêt composé.

M. Allen: Exactement. Nous avons passé beaucoup de temps à nous assurer qu'il n'y aurait personne qui perdrait de cette façon. Parce qu'effectivement le taux d'inflation peut varier au cours de l'année. Si, à la fin de l'année, il se situe en moyenne à 6 p. 100, c'est le taux que nous voulons utiliser.

M. Hawkes: Vous me dites que si au cours des trois premiers trimestres de 1983 le taux d'inflation était de 1.5 p. 100, même s'il est de 1.3 p. 100 au cours du dernier trimestre, les bénéficiaires ont droit à une augmentation de 1.5 p. 100 pour le dernier trimestre.

M. Allen: Ils sont sûrs d'avoir 6 p. 100, si c'est le taux d'inflation annuel.

Mme Bégin: C'est 5 p. 100 puisqu'il s'agit de 1984.

M. Allen: C'est exact.

M. Hawkes: Les versements effectués en 1984 se fondent sur les versements effectués en décembre 1983.

M. Allen: Les versements de 1984 se fondent effectivement sur les versements de décembre 1983, et les versements de 1983 sur ceux de décembre 1982.

M. Hawkes: Même s'il se produit une chute spectaculaire du taux d'inflation à la fin de l'année, si le taux de l'inflation pour toute l'année a été de 6 p. 100, l'augmentation ne change pas.

M. Allen: Non. Elle reste à ce niveau.

M. Hawkes: Lorsque nous ferons l'étude du projet de loi article par article, j'en examinerai de très près le libellé.

Madame le ministre, hier soir, le Conseil consultatif a indiqué . . .

Mme Bégin: Lequel?

M. Hawkes: Le Conseil consultatif de la situation de la femme, financé à même les deniers publics et chargé de conseiller le gouvernement sur toutes les questions intéressant les femmes. Il a indiqué que, selon lui, les allocations familiales et les pensions de sécurité de la vieillesse étaient des questions intéressant les femmes. Malgré tout, le gouvernement ne lui a

[Texte]

wondering if you can tell us what the thinking is there, that government has not approached that council, which we pay for advice, why we have not asked them for advice on this particular piece of legislation.

Madam Bégin: I am sorry, I do not see the relationship. I do not understand the question, I think. On what aspect does the member mean we should have asked for the advice of the Advisory Council on the Status of Women for the pension bill?

Mr. Hawkes: As taxpayers we fund totally the Advisory Council on the Status of Women. We do so as a Parliament and we have approved those estimates for that body in the belief that it was a group formed to represent the interests of women and to provide government with advice on legislation or policy that affects women. They came before the parliamentary committee last evening indicating that they felt the family allowance bill and the old-age security bill—both of those—were pieces of legislation that had a profound impact on women in the country. They also told us that the government had never, in the four or five months since we first dealt with six and five, sought any advice from them, as a council, as to the wisdom of this legislation or any advice as to how it might be modified so that it would not have such terrible effects on women.

• 1100

Madam Bégin: I am sorry, you said that the Advisory Council on the Status of Women appeared last night as witnesses on family allowances and that is the context in which they were speaking. They may have said—I do not know, I was not here—that they were not consulted on pensions. Well, it is understandable. I would like to just take a minute to say that government policies and orientations are made by the Cabinet after consultation, and in the case of broad economic orientations like this, based on the knowledge of the problem from hundreds of sources, the opinion, the stand of the Advisory Council on the Status of Women is well known to me and to their minister, Mrs. Erola, who is a member, like me, of the Cabinet.

On the part of the problem of pensions, which is women's pensions—namely, single pensioners receiving the GIS, of which 75% are women—I always feed the advisory council all the figures and facts and whatnot I can find on that topic because we help each other in trying to get more money for seniors, and in particular, in their case, senior women. The same for the green paper on pension reform—I myself made sure they were not only kept informed but brought in, and they are, ever since the dossier has existed, I think. So surely that is the way to do our work.

Mr. Hawkes: You might want your staff, Madam Minister, to get you a copy of the brief they presented last evening because it does deal with the pension bill, with Bill C-131. They indicated quite clearly in public testimony that the government had not consulted with them regarding this piece of legislation and they do raise a number of serious concerns.

[Traduction]

pas demandé son avis dans ce cas-ci. Vous pouvez nous dire pourquoi le gouvernement n'a pas jugé bon de solliciter l'opinion du Conseil, qu'il paie justement pour cela, relativement à ce projet de loi?

Mme Bégin: Je regrette, mais je ne vois pas le rapport. Je ne comprends pas la question. Qu'est-ce qui aurait pu nous amener, selon le député, à demander l'avis du Conseil consultatif sur la situation de la femme relativement à ce projet de loi sur les pensions?

M. Hawkes: En tant que contribuables, nous finançons à 100 p. 100 le Conseil consultatif de la situation de la femme. En tant que Parlement, nous avons adopté les crédits nécessaires à cet organisme croyant qu'il était chargé de défendre les intérêts des femmes et de conseiller le gouvernement sur toutes les questions intéressant les femmes. Lorsqu'il a comparu devant le Comité, hier, le Conseil a indiqué que selon lui les questions des allocations familiales et des pensions de sécurité de la vieillesse, les deux questions, avaient un impact considérable sur les femmes au pays. Il a révélé également qu'au cours des quatre ou cinq mois de vie du programme des 6 et 5 p. 100, le gouvernement ne l'avait jamais consulté afin de connaître son avis sur ce projet de loi ou sur toute modification destinée à ménager les femmes.

Mme Bégin: Excusez-moi, mais vous avez dit que le Conseil consultatif de la situation de la femme avait comparu devant le Comité hier soir pour parler des allocations familiales et c'est ce qu'il a fait. Le Conseil a peut-être dit, je ne sais pas étant donné que je n'étais pas là, qu'on ne lui a pas demandé son avis sur les pensions de retraite. Or, c'est tout à fait compréhensible. Je voudrais dire au passage que c'est le Cabinet qui, après consultation, décide de la politique de l'orientation gouvernementale; dans le cadre de l'orientation économique aussi vaste que celle-ci, fondée sur ce que peuvent en dire des centaines de sources, l'opinion du Conseil consultatif m'est familière ainsi qu'au ministre responsable, madame Erola, qui est membre, tout comme moi, du Cabinet.

Pour ce qui est des pensions de retraite, c'est-à-dire des retraités célibataires qui perçoivent le supplément de revenu garanti, dont 75 p. 100 sont des femmes, j'envoie toujours au Conseil consultatif toutes les statistiques et données que je peux trouver sur ce sujet car nous essayons l'un et l'autre d'obtenir des crédits supplémentaires pour les personnes âgées et en particulier pour les femmes. Cela vaut également pour le Livre vert sur la réforme des pensions de retraite... j'ai veillé moi-même à en informer le Conseil et également à le consulter et ce, depuis que le dossier existe. Donc, je ne vois pas ce que vous me reprochez.

M. Hawkes: Madame le ministre, votre personnel devrait peut-être vous remettre un exemplaire du mémoire que le Conseil a présenté hier soir, car il porte bien sur le projet de loi sur les pensions de retraite, le Bill C-131. Le Conseil a déclaré publiquement que le gouvernement ne l'avait pas consulté à ce sujet et cela le préoccupe.

[Text]

I note it is 11 a.m., but I think we must have the minister back, partly for the need to explore the concerns from that group. There were concerns brought to our attention by the Canadian Council on Social Development in relationship to this bill as well as family allowances in the form of a written brief. There are a number of avenues . . .

Madam Bégin: I would like to correct the member once more. A budgetary measure cannot be discussed formally beforehand with anybody. The member knows that very well. This campaign of the six and five is part of the budget of last June. Any witness can be called by the committee. That is why the process permits the appearances of witnesses here as the form of offering public opinion. Surely the Advisory Council on the Status of Women, which has based its work on fairness, will agree that women pensioners who do not need the supplement are treated fairly, because they are treated the same as men pensioners who do not get the supplement.

I am sorry, I do not see the relevance to this bill. This bill speaks of capping indexation to 6% of pensioners who do not need the supplement. Women and men are treated equally on that, and as soon as the proceedings of last night are published—they are not available yet—I will, of course, read them as usual.

The Chairman: As chairman, I do not think the statement made by Mr. Hawkes is . . .

Ce n'est pas exactement ce que M^{me} Pépin a mentionné hier à la réunion. Je ne pense pas que cela reflète, absolument pas, le contenu de son mémoire. M^{me} Pépin a mentionné que le comité se réunissait quatre fois par année, qu'elles étudiaient les législations, que la position du Conseil était clairement établie depuis 1980 et qu'elle n'avait pas changé sa position. C'est le Conseil lui-même qui a demandé de venir comparaître devant le Comité parce que sa position était déjà bien claire en 1980, et qu'elle n'avait pas changé; de plus le ministre était déjà informé de la position du Conseil du statut de la femme. Je pense que les observations du député ne reflètent pas le contenu du rapport du Conseil canadien du statut de la femme déposé hier au Comité.

• 1105

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): But they opposed this legislation.

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, we will have to look at the transcript, but I asked clearly whether or not the government had sought their opinion on this legislation, and the answer was they had not. I think the brief indicates clearly they think it is a bad piece of legislation. These two things are the essential elements of what I bring to the minister's attention.

Mme Bégin: Monsieur le président, je peux rester quelques minutes de plus, et revenir cet après-midi si le Comité le désire.

[Translation]

Je vois qu'il est 11 heures, mais je crois que le ministre comparaitra de nouveau devant ce Comité en partie pour étudier les préoccupations de ce groupe. Le Conseil canadien du développement social nous a également fait part de ses préoccupations à propos de ce projet de loi ainsi que des allocations familiales sous forme d'un mémoire écrit. Il existe de nombreuses voies . . .

Mme Bégin: Je voudrais de nouveau apporter de petites corrections. Une mesure budgétaire ne peut être discutée officiellement à l'avance avec quiconque. Le député en est parfaitement conscient. Ce programme des 6 et 5 p. 100 fait partie du budget présenté au mois de juin dernier. Le Comité peut convoquer n'importe quel témoin. C'est la raison pour laquelle ce système permet à des témoins de comparaître en vue de donner leur opinion à ce sujet. Le Conseil consultatif de la situation de la femme, qui a toujours travaillé dans la plus grande équité, conviendra, j'en suis sûre, que les retraitées qui n'ont pas besoin du supplément de revenu garanti sont traitées équitablement puisqu'elles perçoivent le même montant que les retraités qui n'obtiennent pas ce supplément.

Excusez-moi, mais cela n'a rien à voir avec ce projet de loi. Ce projet de loi dispose que l'indexation des pensions de retraite sera plafonnée à 6 p. 100 pour ceux qui n'ont pas besoin du supplément. Les hommes et les femmes sont traités également et dès que les procès-verbaux de la veille au soir seront publiés, je les lirai comme d'habitude.

Le président: En tant que président, je ne crois pas que ce qu'a dit M. Hawkes soit . . .

This is not exactly what Mrs. Pépin said last night. I do not think that it reflects the contents of the council's brief. Mrs. Pépin said that the council met four times per year, that they studied all legislation, that the position of the council has been clearly established since 1980 and that it did not change its position. The council itself asked to appear before the committee because she said that the council's position was clear in 1980, that it did not change and that the minister knew what the position of the Council on the Status of Women was. I think that the statement made by the honourable member does not reflect what was said in the brief tabled last night before the committee by the Canadian Advisory Council on the Status of Women.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Mais le Conseil s'oppose à cette loi.

M. Hawkes: Monsieur le président, il est clair que nous devons lire ce qui a été dit, mais j'ai demandé au Conseil si le gouvernement lui avait demandé son avis à propos de ce texte de loi et le Conseil nous a donné une réponse négative. Je crois que le mémoire déposé hier soir montre clairement que le Conseil s'oppose à cette loi. Et je voulais attirer l'attention du ministre sur ces deux éléments essentiels.

Madam Bégin: Mr. Chairman, I can stay a few more minutes and come back this afternoon if the committee wishes that I do so.

[Texte]

The Chairman: We really appreciate you being at our disposal for this afternoon's sitting, because we were planning the agenda for today and if you are available this afternoon we will call a meeting for 3.30 p.m. As you mentioned, Mr. Hawkes, you want the minister to appear at another meeting.

Mr. Hawkes: You will recall in the steering committee, Mr. Chairman, we indicated that the Conservative social policy caucus has a meeting this afternoon at 3.30 p.m. with out-of-town visitors which has been planned for a couple of weeks. The 3.30 p.m. time slot is outside the block system and not a normal time for this committee to meet and it gives us great difficulty in the choice we would have to make.

We would like to see the minister back, but we would prefer a time other than 3.30 p.m. this afternoon, if it is at all possible.

Le président: Je pense que nous avons tous des horaires très chargés. Nous avons actuellement une planification à respecter et si c'est l'avis des membres du Comité que le ministre revienne, je pense que l'occasion serait pour 15h 30. Si vous refusez l'offre du ministre, il ne faudrait pas vous plaindre par la suite que le ministre n'était pas libre. Le ministre mentionne qu'elle est libre cet après-midi. Il est évident que les députés ne peuvent pas assister à toutes les réunions. À titre de président, cela fait maintenant 87 réunions du Comité de la santé que j'ai présidée; je pense que j'ai également montré ma disponibilité.

Alors, il me semble tout à fait opportun, si le ministre est libre cet après-midi, et pour répondre aux questions soulevées par les députés concernant le bill C-131, que le président suggère au Comité du programme et de la procédure que le Comité se réunisse cet après-midi avec le ministre. Si les partis de l'opposition refusent la présence d'un ministre, nous devrions considérer à ce moment-là qu'il a été fait mention que le ministre était libre et nous devrions poursuivre les audiences du Comité.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): On a point of order, Mr. Chairman. I want to state to you that when you say the members of the opposition refuse, I think with all due courtesy to the members of this committee who have been coming here day and night on a variety of issues, and who have been playing their full part in committee hearings, you should at least be decent enough to indicate that yesterday we said to you that 3.30 p.m. was an impossible time for us to take part. It is not one of the scheduled meetings of the committee because it is not in the block system; we felt we would be able to schedule a meeting outside of this time; there was no indication at the time we scheduled our meeting there was going to be anything called at 3.30 this afternoon. It was a clear period and for you to indicate we are refusing to participate now, when we have been here but government members have not shown up, is just an insult to the members of the committee who have co-operated throughout the study of these bills.

[Traduction]

Le président: Nous vous sommes reconnaissants de bien vouloir revenir cet après-midi car nous étions en train de planifier l'ordre du jour et si vous pouvez venir cet après-midi, nous convoquerons une réunion pour 15h30. Comme vous l'avez dit, monsieur Hawkes, vous voulez que le ministre compareisse de nouveau.

M. Hawkes: Lors de la réunion du comité directeur, monsieur le président, vous vous souviendrez que nous vous avons dit que le caucus conservateur chargé de définir la politique sociale s'entretenait cet après-midi à 15h30 avec des visiteurs venus de l'extérieur; je dois vous dire que cette réunion était prévue depuis au moins deux semaines. Cet horaire de 15h30 ne fait pas partie du système de blocs, le Comité ne se réunissant pas habituellement à cette heure, et nous avons donc un choix difficile à faire.

Nous voudrions que le ministre compareisse de nouveau, mais nous préférierions que cela se fasse à une autre heure, dans la mesure du possible.

The Chairman: I think that all of us have heavy schedules. We have to confine ourselves to what had been planned and if the committee members think that the minister should come back, I think that it would have to be at 3:30 p.m. If you refuse the offer made by the minister, do not complain subsequently that the minister was not available, because she is this afternoon. Obviously, members cannot attend all meetings. As Chairman of this committee, I have chaired 87 meetings of this committee up to now and this reflects my availability.

Consequently, I think it is quite worthwhile, if the minister is available this afternoon so that she may answer the questions put by the members of Parliament on Bill C-131, for the Chairman to suggest to the Committee on agenda and procedure that the committee meet this afternoon with the minister. If the opposition refuse to come, we should then consider that it was said that the minister was available and we should go on with the hearings of this committee.

Mlle MacDonald (Kingston et les Iles) : Un rappel au Règlement, monsieur le président. Lorsque vous dites que les membres de l'opposition refusent de venir, je pense, avec tout le respect que vous devez aux membres de ce Comité qui ont assisté à ces réunions jour et nuit pour parler d'un ensemble de questions et qui ont pleinement joué leur rôle lors des audiences de ce Comité, que vous devriez au moins reconnaître que nous vous avons dit hier que nous ne pouvions pas venir à 15h30 aujourd'hui. Ce Comité n'avait pas prévu cette réunion étant donné qu'elle ne fait pas partie du système de bloc; nous pensons donc que nous pouvions organiser une réunion à cette heure-là car rien n'indiquait à l'époque où nous avons convoqué notre réunion, que ce Comité se réunirait cet après-midi à 15h30. Nous pouvions le faire; or maintenant, vous nous dites que nous refusons de venir alors que nous avons été ici quand des membres du gouvernement brillaient par leur absence; ce que vous dites est une insulte aux membres du Comité qui ont coopéré lors de l'étude de tous ces projets de loi.

[Text]

Le président: Je m'excuse, madame MacDonald, si vous mentionnez que vous n'avez pas refusé, c'est parce que vous acceptez de siéger cet après-midi.

Miss Bégin: Mr. Chairman, the other possible time I have this week is tonight. This is a budget bill which has precedence over the block system, and members of the committee can decide to come whenever they want.

I have a meeting finishing at 8:00 p.m., so I could come tonight as well. But it is for the committee to decide.

The Chairman: Yes, we have a meeting tonight. We have already scheduled a meeting tonight with the Canadian Labour Congress. It may be that it is always the same problem at 5:00 p.m. You may have the caucus of your party but we are ready to sit at 5:00 p.m. with the Canadian Labour Congress, and with the minister tonight at 8:00.

• 1110

I have been told that the Canadian Labour Congress representatives are available at an earlier time, so if we can have this meeting after your caucus but at 5:00 p.m. and with the minister at 8:00 tonight.

Madam Bégin: Anyway, if it can be arranged . . .

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, can the minister come tomorrow afternoon?

Madam Bégin: No, it is impossible. There is a meeting with the Cabinet on social development.

Mr. Hawkes: You have the same problem tomorrow that we have today. It is our social development shadow cabinet.

Madam Bégin: I speak of a Cabinet committee.

Mr. Hawkes: Ours is the shadow cabinet committee.

The Chairman: Order, please. Can we have this session with the CLC at 5:00 p.m. and the minister at 8:00 p.m.?

Mr. Hawkes: I think we have to move into a steering committee meeting because there are pieces of information to be brought to our attention that we do not have yet. We do not know what the clerk has surfaced. What about Thursday, Madam Minister? Are there times in your schedule on Thursday?

Madam Bégin: Of what time are you talking for Thursday?

Mr. Hawkes: Could you appear on Thursday, morning, afternoon or evening.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): At any time.

The Chairman: Mr. Frith.

Mr. Frith: We have already agreed on an 8:00 p.m. meeting with the CLC. Why not allot one hour for the CLC; receive the minister at 9:00 p.m.; and undertake clause-by-clause consideration thereafter?

[Translation]

The Chairman: I am sorry, Miss MacDonald, but if you say that you do not refuse to come, then you should be here this afternoon.

Mme Bégin: Monsieur le président, je peux également venir ce soir. Il s'agit d'un projet de loi budgétaire qui a préséance sur le système des blocs et les membres du Comité peuvent décider de venir quand ils le veulent.

J'ai une réunion qui devrait se terminer vers 20 heures et je pourrais donc venir ce soir également. Mais c'est au Comité qu'il appartient de décider.

Le président: Oui, mais nous avons une réunion ce soir également. Ce soir comparait le Congrès du travail du Canada. Peut-être que le même problème se pose à 17 heures. Le caucus de votre parti se réunit peut-être, nous sommes disposés à entendre à 17 heures les représentants du Congrès du travail du Canada et le ministre ce soir à 20 heures.

On m'a dit que les représentants du Congrès du travail du Canada pouvaient venir plus tôt et par conséquent, si ce Comité pouvait se réunir à 17 heures après la réunion de votre caucus, nous pourrions entendre le ministre à 20 heures ce soir.

Mme Bégin: De toute façon, si c'est possible . . .

M. Hawkes: Monsieur le président, le ministre peut-elle venir demain après-midi?

Mme Bégin: Non, c'est impossible; le conseil des ministres se réunit pour discuter du développement social.

M. Hawkes: Vous avez demain le problème que nous, nous avons aujourd'hui. C'est notre conseil sur le développement social qui se réunit.

Mme Bégin: Moi, c'est une réunion d'un comité du Cabinet.

M. Hawkes: Nous, il s'agit d'un comité du Cabinet fantôme.

Le président: À l'ordre, s'il vous plaît. Pourrions-nous entendre des représentants du Congrès du travail du Canada à 17 heures et le ministre à 20 heures ce soir?

M. Hawkes: Nous devrions peut-être nous réunir en comité directeur car il nous manque des éléments d'information. Nous ne savons pas ce que le greffier a pu obtenir. Et jeudi, madame le ministre? Êtes-vous libre à un moment donné jeudi?

Mme Bégin: À quelle heure, jeudi?

M. Hawkes: Jeudi matin, après-midi ou soir.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): N'importe quand.

Le président: Monsieur Frith.

M. Frith: Nous savons déjà que les représentants du Congrès du travail du Canada seront entendus à 20 heures. Pourquoi ne pas réserver une heure pour le C.T.C. et recevoir ensuite le ministre à 21 heures? Ensuite, nous pourrions passer à l'étude article par article du projet de loi.

[Texte]

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Oh, we have a number of witnesses.

Mr. Hawkes: Could I just have an answer to the question of whether or not there is a time slot on Thursday morning, afternoon or evening when the minister would be able to appear before the committee?

Madam Bégin: Not as of now, because my full day and evening are taken. I never heard of this meeting. Thursday morning is Cabinet until 2:00 p.m., and unfortunately, the rest of the day is reserved for my other Cabinet committees and other meetings.

Mr. Hawkes: What about Friday?

Madam Bégin: It is the same. I never heard of this proposed meeting. This afternoon I also have a meeting, but since it is duty in the House, I thought I could come here instead. That is why I am trying to accommodate you. I am giving you the available times I have. I am sorry, but . . .

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): That is right; we know now what they are. What we should do is to look at the other witnesses.

The Chairman: You are available for tonight at 8:00 p.m. if that is possible, Madam Minister.

Madam Bégin: Or this afternoon, yes.

The Chairman: Or this afternoon. Okay. This morning's session is now concluded, and we will let the minister know at what time we will be having another session today. I wish to thank the minister and her officials for attending at this meeting. I would ask the members of the steering committee to remain for discussions relative to the agenda. Thank you very much. This meeting is adjourned to the call of the Chair.

[Traduction]

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Oh, mais nous avons un certain nombre de témoins à entendre.

M. Hawkes: Pourrais-je savoir si le ministre pourrait comparaître devant le Comité jeudi matin, après-midi ou soir?

Mme Bégin: Je n'ai pas de temps libre jusqu'à présent, car ma journée et ma soirée sont prises. Je n'ai jamais entendu parler de cette réunion. Jeudi matin, nous nous réunissons en conseil des ministres jusqu'à 14 heures et, malheureusement, je dois assister à d'autres comités du Cabinet et à d'autres réunions le reste de la journée.

M. Hawkes: Et vendredi?

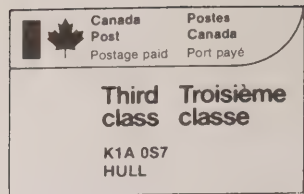
Mme Bégin: C'est la même chose. Je n'ai jamais entendu parler de cette réunion. J'ai également une réunion cet après-midi, mais puisque la Chambre siège, j'ai pensé que je pourrais plutôt venir ici. J'essaie de vous faire plaisir. Je vous ai donné les heures auxquelles je suis libre. Excusez-moi, mais . . .

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): En effet; nous les connaissons maintenant. Nous devons plutôt nous tourner vers les autres témoins.

Le président: Vous pouvez venir ce soir à 20 heures, madame le ministre, n'est-ce pas?

Mme Bégin: Oui, ou cet après-midi.

Le président: Ou cet après-midi. Bien. La séance de ce matin est maintenant terminée et nous ferons savoir au ministre à quelle heure sera notre prochaine séance aujourd'hui. Je voudrais remercier le ministre et ses collaborateurs d'avoir assisté à cette réunion. Je demanderais aux membres du comité directeur de bien vouloir rester pour que nous discutons de l'ordre du jour. Merci infiniment. La séance est levée.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

WITNESS—TÉMOIN

From the Department of National Health and Welfare:

Mr. R.J. Allen, Director General, Planning, Evaluation and
Liaison, Income Security Branch.

Du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social:

M. R.J. Allen, directeur général, Planification, Évaluation
et Liaison, Direction de la sécurité du revenu.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 54

Wednesday, December 15, 1982

Chairman: Mr. Marcel Roy, M.P.

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 54

Le mercredi 15 décembre 1982

Président: M. Marcel Roy, député

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on**Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent de la*

Health, Welfare and Social Affairs

Santé, du bien-être social et des affaires sociales

RESPECTING:

Bill C-131, An Act to amend the Old Age Security Act
(No. 2)

CONCERNANT:

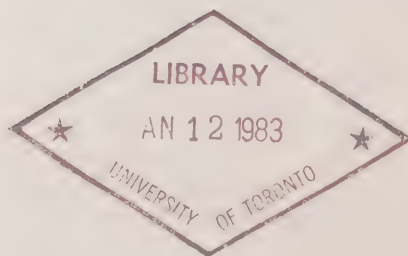
Projet de Loi C-131, Loi n° 2 modifiant la Loi sur la
sécurité de la vieillesse

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982

STANDING COMMITTEE ON HEALTH,
WELFARE AND SOCIAL AFFAIRS

Chairman: Mr. Marcel Roy

Vice-Chairman: Mr. Peter Lang

Bossy	Frith
Burghardt	Gurbin
Cossitt (Mrs.)	Halliday
Crosby (<i>Halifax West</i>)	Hawkes
Dubois	Killens (Mrs.)

COMITÉ PERMANENT DE LA SANTÉ, DU
BIEN-ÊTRE SOCIAL ET DES AFFAIRES
SOCIALES

Président: M. Marcel Roy

Vice-président: M. Peter Lang

Messrs. — Messieurs

MacDonald (M ^{lle})	Robinson (<i>Etobicoke—</i>
(<i>Kingston et les Îles</i>)	<i>Lakeshore</i>)
Malépart	Schroder
Marceau	Scott (<i>Hamilton—</i>
Mitchell (M ^m e)	<i>Wentworth</i>)
	Young—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Judith LaRocque

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Wednesday, December 15, 1982:

Mr. Young replaced Mr. Robinson (*Burnaby*).

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le mercredi 15 décembre 1982:

M. Young remplace M. Robinson (*Burnaby*).

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, DECEMBER 15, 1982

(84)

[Text]

The Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs met at 3:44 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Marcel Roy, presiding.

Members of the Committee present: Mrs. Cossitt, Messrs. Frith, Hawkes, Mrs. Killens, Mr. Marceau, Mrs. Mitchell, Messrs. Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*), Roy, Schroder and Young.

Witnesses: From the Professional Institute of the Public Service of Canada: Mr. Jack Donegani, President; Mrs. Carmel Kasper, Vice-President; Mr. Dan Butler, Chief Research Officer. *From the Canadian Council on Social Development:* Mr. Terrance Hunsley, Director.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Friday, December 10, 1982, concerning Bill C-131, An Act to amend the Old Age Security Act (No. 2). (See *Minutes of Proceedings and Evidence dated Tuesday, December 13, 1982, Issue No. 53*).

On Clause 1

The Chairman presented the report of the Sub-committee on Agenda and Procedure which read as follows:

1. That the schedule of witnesses for the Committee's study on Bill C-131 be, subject to their availability, as follows:

Tuesday, December 14, 1982:

9:30 a.m. The Honourable Monique Bégin, Minister of National Health and Welfare;

8:00 p.m. Representatives from the Canadian Labour Congress;

9:00 p.m. The Honourable Monique Bégin, Minister of National Health and Welfare.

Wednesday, December 15, 1982:

3:30 p.m. Representatives from the Professional Institute of the Public Service of Canada;

4:30 p.m. Representatives from the Canadian Council on Social Development.

Thursday, December 16, 1982:

9:30 a.m. Economists, Sociologists and Statisticians Association.

2. That Clause by Clause consideration of Bill C-131 would begin Thursday morning after the last witness.

The witnesses made statements and answered questions.

In accordance with a motion of the Committee at the meeting held on Tuesday, June 3, 1980, the Chairman authorized that the graphs entitled—Figure 9, Figure 10, Figure 11 and Figure 12—submitted by Mr. Terrance Hunsley be appended to this day's Minutes of Proceedings and Evidence. (See Appendix "SNTÉ-29").

PROCÈS-VERBAL

LE MERCREDI 15 DÉCEMBRE 1982

(84)

[Traduction]

Le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales se réunit aujourd'hui à 15h44 sous la présidence de M. Marcel Roy (président).

Membres du Comité présents: M^{me} Cossitt, MM. Frith, Hawkes, M^{me} Killens, M. Marceau, M^{me} Mitchell, MM. Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*), Roy, Schroder et Young.

Témoins: De l'Institut professionnel de la Fonction publique du Canada: M. Jack Donegani, président, M^{me} Carmel Kasper, vice-présidente; M. Dan Butler, chercheur en chef. *Du Conseil canadien du développement social:* M. Terrance Hunsley, directeur

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du vendredi 10 décembre 1982 au sujet du projet de loi C-131, Loi n° 2 modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse. (Voir *procès-verbal et délibérations du mardi 13 décembre 1982, fascicule n° 53*).

Article 1

Le président présente le rapport suivant du Sous-comité du programme et de la procédure:

1. Que pour l'étude du projet de loi C-133 la liste des témoins (s'ils peuvent venir) et l'horaire soient comme il suit:

Le mardi 14 décembre 1982:

9h30 L'honorable Monique Bégin, ministre de la Santé nationale et du Bien-être social

20h00 Des représentants du Congrès du travail du Canada

21h00 L'honorable Monique Bégin, ministre de la Santé nationale et du Bien-être social

Le mercredi 15 décembre 1982:

15h30 Des représentants de l'Institut professionnel de la Fonction publique du Canada

16h30 Des représentants du Conseil canadien de développement social

Le jeudi 16 décembre 1982:

9h30 L'Association des économistes, des sociologues et des statisticiens

2. Que l'étude article par article du projet de loi C-131 débute jeudi matin après l'audition du dernier témoin.

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

Conformément à une motion adoptée par le Comité le mardi 3 juin 1980, le président autorise la publication en annexe du procès-verbal et des délibérations d'aujourd'hui (« Voir Annexe «SNTÉ-29»), des graphiques présentés par M. Terrance Hunsley et intitulés Figure 9, Figure 10, Figure 11 et Figure 12.

At 5:58 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of
the Chair.

A 17h58 le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle
convocation du président.

Le greffier du Comité

Judith A. LaRocque

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Wednesday, December 15, 1982

Le président: À l'ordre!

Comme il y a quorum, j'ouvre la séance de cet après-midi. Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du vendredi 10 décembre 1982, il s'agit du projet de loi C-131, Loi n° 2 modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse.

L'article 1: *Limite d'indexation: 6 p. 100 pour 1983*

Le président: Conformément à la décision prise au Sous-comité du programme et de la procédure, nous recevons cet après-midi les représentants de l'Institut professionnel de la Fonction publique du Canada, et suivront à 16h30 les représentants du Conseil canadien sur le développement social.

I would like to introduce the Chairman of this association, Mr. Jack Donegani; Mrs. Carmel Kasper, Vice-Chairman; Mr. Dan Butler, Chief Research Officer; and Joan Van Den Bergh, Research Officer.

I am going to ask them to introduce their written bill. I would like to congratulate them on their brief in the two official languages. I would like to thank them for that, and I will now yield the floor to the Chairman, Mr. Jack Donegani.

Mr. Jack Donegani (Chairman, Professional Institute of the Public Service of Canada): Thank you, Mr. Chairman. I think many of the members here know that we have been rather active over the last few weeks in addressing ourselves to Bill C-133, and have attended the Miscellaneous Estimates committee on two occasions.

We were, yesterday morning, invited to appear before this committee, and I assume that this was as a result of the steering committee looking for witnesses who might have something to bring to the committee on C-131, and we are quite pleased and honoured to do so, since normally in our day-to-day functions as leading a union of federal public servants, we tend to focus on the needs of our constituents, but certainly C-131, which affects all Canadians, affects our members, but affects many more, and they think it is a bill that should suffer the same fate as C-133 should suffer in its form.

I am going to... on Bill C-133, it is a subject that is dear to my heart, and I have talked on many times. Bill C-131, as I pointed out, is an issue that we are focusing on at the invitation of this committee, and I would like to read into the record our speech rather than talk to it as I do usually with the Miscellaneous Estimates committee.

In both cases, we are going back to the budget that was tabled on June 28, 1982, when the federal government launched an unprecedented assault on the rights and financial security of various classes of Canadians. Over the following weeks, 500,000 public employees witnessed the suspension of their most fundamental collective bargaining rights with the passage of the Public Sector Compensation Restraint Act, known as Bill C-124, a measure which abrogates legal

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le mercredi 15 décembre 1982

• 1541

The Chairman: Order please!

Since we have a quorum I now open this meeting. The committee will resume consideration of its order of reference dated Friday, December 10, 1982, that is Bill C-131, an Act to amend the Old Age Security Act.

On Clause 1—*Indexation limit: 6% for 1983*

The Chairman: Pursuant to the decision made by our Subcommittee on Agenda and Procedure we will hear this afternoon representatives of the Professional Institute of the Public Service of Canada and, at 4.30 p.m., representatives of the Canadian Council on Social Development.

Je voudrais vous présenter le président de l'Association, M. Jack Donegani, M^{me} Carmel Kasper, vice-président, M. Dan Butler, premier chargé de recherche et Joan Van Den Bergh, agent de recherche.

Je vais leur demander de nous lire leur mémoire et je les félicite à cette occasion de l'avoir présenté dans les deux langues officielles. Je tiens donc à les en remercier et je cède maintenant la parole au président, M. Jack Donegani.

M. Jack Donegani (président, Institut professionnel de la Fonction publique du Canada): Merci, monsieur le président. Je crois que vous êtes nombreux à savoir que nous avons été très occupés ces dernières semaines à préparer notre position sur le Bill C-133 et que nous avons assisté à ce propos à deux séances du Comité des prévisions budgétaires.

Nous avons été invités hier matin à comparaître à ce comité et j'imagine qu'il s'agit là d'une décision du comité directeur qui recherchait des témoins susceptibles d'intervenir au sujet du Bill C-131, et c'est pour nous un grand plaisir et un grand honneur de le faire, d'autant plus que nous sommes un syndicat de fonctionnaires et qu'à ce titre, nous mettons plutôt l'accent sur la défense de nos affiliés; néanmoins, ce projet de loi, qui touche tous les Canadiens, touche également nos membres, et nous pensons qu'il devrait connaître le même sort que le Bill C-133.

Ce dernier soulève une question qui me tient très à coeur et j'en ai parlé à de nombreuses reprises. Par contre, c'est à l'invitation du comité que nous traitons du Bill C-131 et c'est pourquoi j'aimerais vous lire notre mémoire, plutôt que d'exposer librement notre position comme je le fais habituellement au Comité des prévisions budgétaires.

Dans les deux cas, il faut remonter au budget qui a été déposé le 28 juin 1982 dans lequel le gouvernement fédéral lance une attaque sans précédent contre les droits et la sécurité financière de nombreuses catégories de Canadiens. Au cours des semaines qui ont suivi, 500,000 fonctionnaires se sont vu retirer leurs droits les plus fondamentaux aux négociations collectives par la Loi sur les restrictions salariales du secteur public (Projet de loi C-124), mesure qui abroge les conventions

[Text]

contracts signed in good faith and arbitrarily imposes rates of pay on public employees for a period as long as three years. Only weeks later, 160,000 recipients of public service pensions learned that they too were to stand at the vanguard of the government's fight against inflation. Bill C-133, now before the Miscellaneous Estimates committee, appropriates an estimated \$165 million from a group of Canadians whose average income in 1982 was only \$6,900. This iniquitous measure, vigorously opposed by the Professional Institute and all other public service bargaining agents, flouts a long-standing commitment of the government not to change the superannuation plan unilaterally and denies public pensioners the indexation of their annuities to which they are entitled and for which they have fully paid.

• 1545

The Professional Institute, as representative of 18,000 scientific and professional employees in the federal public sector, condemns in the strongest possible terms the abuse of collective rights and entitlements by the Government of Canada under Bill C-124 and Bill C-133. The Professional Institute is acutely aware, however, that the scope of the government's current campaign extends well beyond public employees, past and present. In the form of Bill C-131, all Canadians who receive benefits under the Old Age Security Act are to see their financial well-being undermined and prior commitment of the government to preserve the value of OAS payments insensitively set aside.

The members of the Professional Institute cannot ignore this callous treatment of Canadian senior citizens. Many recipients of old age security benefits are among the least able in our society to bear the costs of the government's fight against inflation. In the same spirit that it objects to the theft perpetrated on public service superannuates by Bill C-133, the Professional Institute therefore wishes to express to your committee its fundamental opposition to Bill C-131 and its urgent recommendation that this legislation be immediately withdrawn.

Canadians have long accepted that a principal, indispensable function of government is to provide a guarantee that all citizens will enjoy a basic minimum standard of economic security. For those who have reached age 65, this guarantee has come to be expressed in the post-war era in the form of a system of crucial public sector income support plans: Old Age Security, the Canada-Quebec Pension Plan, the Guaranteed Income Supplement, plus supplementary benefit programs provided in six provinces. Together, these plans account for an estimated 61% of the income of Canada's elderly. For many individuals with no access to private pension income and little or no income from savings and investments, these plans represent the sole source of funds to purchase the most basic necessities of life.

[Translation]

légales signées de bonne foi et impose arbitrairement des taux de rémunération aux fonctionnaires et ce, jusqu'à trois ans. À peine quelques semaines plus tard, 160,000 pensionnés de la Fonction publique apprennent que leur tête est également mise à prix par le gouvernement qui veut combattre l'inflation. Le projet de loi C-133, actuellement devant le Comité des prévisions budgétaires, s'approprie quelque 165 millions de dollars qui appartiennent à un groupe de Canadiens dont le revenu moyen en 1982 était de seulement \$6,900. L'Institut professionnel et tous les autres agents négociateurs de la Fonction publique se sont vigoureusement opposés à cette mesure injuste qui fait fi de l'engagement de longue date du gouvernement qui ne devait pas modifier unilatéralement le régime de pensions et qui prive les pensionnés de la Fonction publique de l'indexation de leur pension à laquelle ils ont droit et pour laquelle ils ont pleinement contribué.

A titre de représentant de 18,000 fonctionnaires fédéraux des catégories scientifique et professionnelle, l'Institut condamne le plus vivement possible l'abus des droits collectifs de la part du gouvernement du Canada en vertu des projets de loi C-124 et C-133. L'Institut sait toutefois fort bien que la campagne actuelle du gouvernement vise beaucoup plus que les anciens fonctionnaires et les fonctionnaires actuels. À cause du projet de loi C-131, tous les Canadiens qui reçoivent une pension en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse verront leur situation financière être dangeureusement sapée et l'engagement antérieur du gouvernement visant à préserver la valeur des pensions dans le cadre de cette Loi, être relégué aux oubliettes.

Les membres de l'Institut professionnel ne peuvent accepter ce geste «sans cœur» envers les pensionnés canadiens. Un grand nombre d'entre eux sont parmi les plus démunis de notre société et les moins en mesure «d'aider» le gouvernement à combattre l'inflation. Un peu comme il s'est opposé au «vol», des pensions de la Fonction publique par le projet de loi C-133, l'Institut professionnel désire exprimer devant votre Comité son opposition fondamentale au projet de loi C-131 et recommander qu'il soit immédiatement retiré.

Depuis longtemps déjà, les Canadiens sont d'avis que le gouvernement se doit d'assurer à tous les citoyens un minimum de sécurité économique. Pour ceux qui ont atteint soixante-cinq ans, depuis la dernière guerre, cela signifie un système de soutien du revenu essentiel de la part du secteur public: sécurité de la vieillesse, Régime de pensions du Canada (RPC), Régime des rentes du Québec (RRQ), supplément de revenu garanti (SRG), en plus des programmes de prestations supplémentaires prévus dans six provinces (Alberta, Ontario, Colombie-Britannique, Saskatchewan, Manitoba et Nouvelle-Écosse). Tous ensemble, ces régimes de pensions représentent environ 61 p. 100 du revenu des Canadiens âgés. Pour un grand nombre de personnes qui n'ont accès à aucun revenu de pension privé et à pratiquement aucun revenu d'épargne et d'investissements, ce régime représente la seule source de fonds qui leur permette de se procurer les biens les plus indispensables de la vie.

[Texte]

Introduction of the Old Age Security Act in 1951 and the companion Old Age Assistance Act laid the foundations for contemporary public policy in the area of retirement income. This landmark measure implemented a system of nation-wide, universal subsistence pensions provided under a single unitary plan. While the benefit system for senior citizens has since been greatly elaborated on through the addition of the Canada-Quebec Pension Plan and GIS programs, the cornerstone of OAS payments remains. Today, every individual in Canada, aged 65 and over, is eligible to receive benefits subject only to a residency requirement. These benefits are adjusted quarterly in line with changes in the consumer price index, reflecting acceptance of the basic principle that real retirement income should not be eroded by the effects of inflation. As of the final quarter of 1982, basic OAS payments amounted to \$246.92 per person per month. For thousands of Canadians, this entitlement forms the central building-block of their economic security.

Bill C-133 amends the Old Age Security Act by discarding the established procedure for indexing benefits and replacing it with quarterly increments conforming to the government's six and five program. For 1983, OAS payment increases are to be limited to 1.5% of the December 1982 entitlement in each quarter of the coming year. For 1984, limitations are even stricter, with quarterly increments restricted to 1.25% of the pension payable in December 1983.

Estimates of the resulting monthly benefits suggest that OAS recipients may lose as much \$400 over the life of Bill C-131. The real value of payments will decrease by up to 8.1%, marking a substantial and unjustified erosion of the purchasing power of senior citizens. Lest any proponent of the legislation wish to minimize the impact of this loss, he should remember that \$400 will represent for many retired Canadians the equivalent of one month's rent or eight to twelve weeks of groceries, or perhaps an entire year's budget for clothing or medicine.

• 1550

Who will be hurt by Bill C-131? Every Canadian senior citizen who today is hard pressed to meet his accommodation expenses, pay his food bills and provide other basic necessities of life will be seriously and irrevocably harmed by this legislation.

Government spokesmen have insisted that lower income senior citizens will not be adversely affected by limitations on OAS transfer payments imposed by Bill C-131. In their view, OAS losses will be counterbalanced by increases in the guaranteed income supplement payments available to the most needy recipients. These increases, established by further amendments to the Old Age Security Act in Section 2 of the bill, ostensibly reclaim the amounts lost to the capping of indexing at 6% and 5%. The Professional Institute believes that

[Traduction]

L'introduction de la Loi sur la sécurité de la vieillesse en 1951, et en même temps de la Loi sur l'assistance-vieillesse, a servi de fondements à la politique publique contemporaine dans le domaine du revenu de retraite. Cela marquait le début d'un système universel et national de pensions de subsistance, en vertu d'un seul et même régime. Même si le système des prestations destiné aux personnes âgées s'est grandement développé suite aux programmes du RPC, du RRQ et du SRG, la base de la sécurité de la vieillesse demeure toujours la même. Aujourd'hui, chaque Canadien de soixante-cinq ans et plus a le droit de recevoir des prestations à la condition, bien entendu, qu'il soit résident. À chaque trimestre, ces prestations sont rajustées conformément aux changements de l'indice des prix à la consommation (IPC); cela signifie l'acceptation du principe fondamental que le revenu réel de retraite ne devrait pas subir les affres de l'inflation. Au dernier trimestre de 1982, les prestations de base de la sécurité de la vieillesse atteignaient \$246.92 par mois, par personne. Pour des milliers de Canadiens, ce montant représente tout simplement leur sécurité économique.

Le projet de loi C-131 amende la loi numéro 2 sur la sécurité de la vieillesse en rejetant la méthode actuellement utilisée pour l'indexation des prestations et en la remplaçant par des augmentations trimestrielles conformes au programme «du 6 et du 5» du gouvernement. En 1983, les augmentations des prestations de sécurité de la vieillesse se limiteront à 1.5 p. 100 des prestations de décembre 1982 et ce, pour chaque trimestre de la prochaine année. En 1984, ces limites sont encore plus extrêmes: les augmentations trimestrielles ne seront que de 1.25 p. 100 de la pension versée en décembre 1983.

On estime que les prestataires de la sécurité de la vieillesse pourraient perdre jusqu'à \$400 pendant la durée du projet de loi C-131. La valeur réelle des prestations diminuerait jusqu'à 8.1 p. 100 ce qui signifie une perte substantielle et injustifiée du pouvoir de minimiser les conséquences de ces pertes devrait se rappeler que \$400 représentent pour un grand nombre de Canadiens à la retraite l'équivalent d'un mois de loyer, ou de 8 à 12 semaines d'épicerie, ou peut-être même tout le montant qu'il consacre à des vêtements ou des médicaments pendant l'année.

Qui subira les conséquences du projet de loi C-131? Chaque Canadien âgé qui, aujourd'hui, peut à peine payer son loyer, acheter sa nourriture et se procurer les biens les plus essentiels de la vie; il sera gravement touché par ce projet de loi et ce, pour le reste de ses jours.

Les porte-parole du gouvernement ont soutenu que les personnes âgées à faible revenu n'auraient pas à subir les conséquences des limites imposées aux paiements de transfert d'impôts pour la sécurité de la vieillesse par le projet de loi C-131. D'après eux, les pertes de la sécurité de la vieillesse seront contrebalancées par des augmentations du supplément de revenu garanti que touchent les prestataires dans le besoin. Ces augmentations, prévues par d'autres amendements de la Loi sur la sécurité de la vieillesse à l'article 2 du projet de loi,

[Text]

few senior citizens will be comforted by this technical adjustment and shuffling of payments. Inasmuch as GIS benefits are income tested, i.e. payment amounts are reduced by \$1 for every \$2 of income above the basic OAS payment level, any reallocation of payments from the OAS program to the GIS program will necessarily reduce the income of many recipients. Only those individuals who have no income other than their basic OAS benefits will be unaffected by this sleight of hand. All others will lose something, and every OAS recipient ineligible for GIS payments will bear the full penalty of Bill C-131.

Members of the committee should be aware of a further loss in OAS income which will occur over the next two years. Old age security payments are taxable. The government's announced intention to limit indexation of marginal personal income tax rates will, therefore, effectively increase the real incidence of taxation on all subsequent OAS benefits. This hidden cost serves only to compound the impact of the government's six and five program on senior citizens. Once again, individuals who are often least able to bear the burden of restraint are being thrust into the front ranks of the government's anti-inflation campaign.

Critics of Bill C-131 might be somewhat less impassioned in their opposition to this measure if they were confident that the current level of benefits under the Old Age Security Act provided a comfortable standard of living for recipients. Nothing could be further from the truth. Even with the added income of a full GIS supplement, OAS recipients who have no outside source of funds find themselves at income levels far below reasonable estimates of the poverty line.

It is apparent that both single and married recipients without other sources of revenue fall substantially short of minimally acceptable income levels given current benefits under the OAS/GIS plans. The situation is particularly onerous for the single senior citizen and perhaps most difficult for single female recipients. Only 34% of female workers are today covered by employer-sponsored pension plans, leaving a disproportionate number of female senior citizens with no access to income outside OAS/GIS benefits. Instead of finding ways of limiting pension entitlements, the Professional Institute believes that the government should instead be taking every step to raise OAS and GIS payments to levels which would ensure that no pension recipient falls below the poverty line.

The impact of Bill C-131 will, of course, be felt first and foremost by the direct recipients of benefits under the act. In

[Translation]

permettraient de récupérer les montants perdus par le plafonnement de l'indexation à 6 p. 100 et 5 p. 100. L'institut croit que peu de personnes âgées pourraient profiter de ce rajustement technique et de ce «tripotage» de prestations. Dans la mesure où les prestations du SRG dépendent du revenu (i.e., le montant des prestations est diminué de \$1 pour chaque \$2 de revenu supérieur au niveau de base des prestations de la sécurité de la vieillesse), toute réaffectation des prestations du programme de la sécurité de la vieillesse au système SRG diminuera nécessairement le revenu d'un grand nombre de prestataires. Seules les personnes qui ne touchent aucun revenu autre que les prestations de base de la sécurité de la vieillesse ne seront pas appauvries par ce tour de passe-passe. Toutes les autres y perdront, et chaque prestataire de la sécurité de la vieillesse qui n'a pas droit au supplément de revenu garanti aura à subir toutes les conséquences du projet de loi C-131.

Les membres du Comité devraient réaliser qu'il existe une autre perte de revenu de la sécurité de la vieillesse pour les deux prochaines années: les prestations sont impossibles. L'intention avoué du gouvernement de limiter l'indexation des taux d'imposition du revenu personnel marginal augmentera davantage les conséquences réelles de l'imposition de toutes les autres prestations de la sécurité de la vieillesse. Ce «montant caché» vient tout simplement s'ajouter aux conséquences du programme «du 6 et du 5» du gouvernement pour les personnes âgées. Une fois de plus, les personnes qui sont souvent le moins en mesure de supporter le fardeau des restrictions sont les premières à faire l'objet de la campagne anti-inflationniste du gouvernement.

Les critiques du projet de loi C-131 seraient peut-être moins acerbes si l'on avait l'assurance que le niveau actuel des prestations versées en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse prévoyait un niveau de vie acceptable pour les prestataires. C'est toutefois loin d'être le cas! Même avec de pleines prestations de supplément de revenu garanti, les prestataires de la sécurité de la vieillesse qui n'ont aucune autre source de revenu se retrouvent à un niveau bien inférieur au «seuil de la pauvreté».

Comme on peut le constater, tant les prestataires seuls que les prestataires mariés sans une autre source de revenu se retrouvent bien en-deça des niveaux de revenu acceptables obtenus par les prestations actuelles en vertu des régimes de la sécurité de la vieillesse et du supplément de revenu garanti. La situation est particulièrement grave pour les personnes âgées seules et peut-être encore plus difficile pour les femmes seules car seulement 34 p. 100 des travailleuses peuvent profiter aujourd'hui d'un régime de pensions d'un employeur, ce qui laisse un nombre disproportionné de femmes âgées sans un revenu autre que les prestations de la sécurité de la vieillesse et du supplément de revenu garanti. Plutôt que de tenter de limiter les pensions, l'Institut croit que le gouvernement devrait tenter par tous les moyens d'augmenter les prestations de la sécurité de la vieillesse et du supplément de revenu garanti à des niveaux qui permettraient qu'aucun prestataire ne reçoive un revenu inférieur au seuil de la pauvreté.

Il est évident que ce sont les prestataires qui seront les premiers à souffrir davantage du projet de loi C-131. Toute-

[Texte]

an important sense, however, all Canadians lose when the government takes action of the type contemplated by Bill C-131. If the public needed yet further evidence that the government is willing to renege on vital social commitments virtually at will, Bill C-131 provides that proof. Prior assurances that the government is committed to full protection for senior citizens against the ravages of inflation must now be viewed as hollow and transitory. No Canadian should henceforth plan for his retirement on the assumption that established entitlements will be fully preserved, just as no Canadian should believe that his collective bargaining rights are safe, given Bill C-124, nor that deferred income in the form of his own pension contributions will eventually be realized in full, given Bill C-133. Canadians are learning that the policies of a government desperately casting about for solutions to economic problems of its making seldom respect rights, entitlements, and real social needs. Instead, Canadians are compelled to pay for the mismanagement of their elected leaders under the guise of making sacrifices for the good of all.

The Professional Institute strongly believes that the resources of the public sector represent a crucial instrument for building and sustaining economic recovery. Its own membership comprises an invaluable pool of scientific and professional expertise which can and should be brought to bear on pressing social and economic problems. Regrettably, however, the government shows little inclination to move in positive and innovative directions. Rather, Bills C-124, C-131, C-133 and other related actions signify a preoccupation with punitive and reactive measures which will yield no lasting benefits and which, in the Professional Institute's opinion, can serve only to alienate and abuse many classes of Canadians.

In the field of pensions, in particular, the government has abundant opportunities today to show leadership and a real concern for the standard of living of retired Canadians.

• 1555

Clearly, pension reform is an issue of vital concern to all segments of Canadian society, as amply demonstrated by the scope, insight and emotion of the many representations made over recent months to government for consideration in the development of the green paper. These representations identify numerous possibilities for creative change, for increasing the portability of pension benefits, for extending coverage to individuals currently outside the framework of contributory plans, for eliminating direct and indirect discrimination against women in the operation of pension programs, for significantly improving survivor benefits, for securing greater investment returns on pension funds to the benefit of contributors.

These and other associated initiatives should today provide the focus for debate over the shape of our pension system. By redirecting debate instead to narrow measures such as Bill

[Traduction]

fois, il importe de noter que tous les Canadiens y perdent lorsque le gouvernement adopte de telles mesures. Si le public ne croyait pas encore que le gouvernement est prêt à renoncer à des engagements sociaux vitaux presque sans aucun remords, le projet de loi C-131 ne peut être une meilleure preuve. Même si le gouvernement s'était déjà engagé à protéger entièrement les personnes âgées contre les « ravages » de l'inflation, cet engagement n'a plus maintenant aucun sens. Par conséquent, aucun Canadien ne devrait prévoir sa retraite en supposant que ses droits établis seront entièrement respectés, tout comme aucun Canadien ne devrait croire que ses droits aux négociations collectives sont assurés (tous connaissent le projet de loi C-124), ni qu'un revenu différé sous forme d'une cotisation à sa propre pension sera une réalité (à preuve, le projet de loi C-133). Les Canadiens se rendent compte que les politiques d'un gouvernement qui tente désespérément de trouver des solutions à ses propres problèmes économiques n'ont pas grand respect pour les droits, les engagements et les besoins sociaux véritables. Les Canadiens sont plutôt forcés de payer pour la mauvaise administration des chefs qu'ils ont élus et ce, au nom du bien-être de tous et chacun.

L'institut professionnel croit sincèrement que le secteur public possède toutes les ressources qui lui permettraient de rétablir de manière permanente son économie. On retrouve parmi ses membres de nombreux experts scientifiques et professionnels qui peuvent et même qui devraient s'attaquer aux problèmes sociaux et économiques. Malheureusement le gouvernement se montre toutefois peu intéressé à adopter une attitude positive et innovatrice. Au contraire, les projets de loi C-124, C-131, C-133 et d'autres mesures du genre démontrent que le gouvernement cherche plutôt des mesures répressives et réactives qui ne procureront aucun avantage permanent et qui, de l'avis de l'Institut, représente tout simplement une aliénation et un abus pour plusieurs classes de Canadiens.

Plus particulièrement dans le domaine des pensions, le gouvernement a maintenant la chance de se faire valoir et de prouver qu'il veut vraiment un niveau de vie acceptable pour tous les Canadiens à la retraite.

La réforme des pensions est sans contredit une question qui intéresse tous les secteurs de la société canadienne, comme le prouve bien la portée, la teneur et l'émotion des nombreuses représentations qui ont été faites au cours des derniers mois auprès du gouvernement lors de la préparation du Livre vert. Ces représentations permettent de constater qu'il existe de nombreux secteurs d'innovation qui permettraient d'accroître la « portabilité » des prestations, d'inclure les personnes qui ne font pas actuellement partie d'un régime de contributions, d'éliminer la discrimination directe et indirecte envers les femmes dans le fonctionnement des programmes de pensions, d'accroître grandement les prestations de survivant, d'assurer un meilleur rendement des montants investis dans des régimes de pensions pour le plus grand bien des cotisants, etc.

Ces initiatives et d'autres du genre devraient, dès aujourd'hui, faire l'objet de discussions sur la valeur de notre système de pensions. Parce qu'il a orienté le débat vers des

[Text]

C-131 and Bill C-133, which restrict the income security of pensioners, the government has prejudiced and delayed the possibility of meaningful pension reform.

The Professional Institute urges members of Parliament to keep faith with Canadian pensioners by rejecting both Bill C-133 and Bill C-131. If the government sincerely believes application of its 6 and 5 program in other areas is succeeding today and will reduce inflation to desired target levels in 1983 and 1984, then there is no need to degrade the indexation features of pension plans Bill C-131 and Bill C-133.

There is manifestly no need to erode the incomes of a large class of Canadians whose pensions provide only the most modest economic security, and in some cases, actually fail to achieve established poverty line levels. Bills C-131 and C-133 have no place on the agenda of a Parliament sincerely committed to the senior citizens of this country.

As well, one has to ask why in the June 28 budget no mention was made of the Canada Pension Plan. There could be two responses to that. One could be the logistical one, the government's saying we needed to have the consent of the provinces to move in that direction; but there is absolutely no evidence provincial consent was ever sought. Therefore, the second reason one must deduce is that the government realized the Canada Pension Plan was based on contributions made by people who are working; and therefore it should not be violated with regard to the payback, based on the premiums those contributions put forth.

It is the same with Bill C-133. The same principle applies; except in Bill C-133, the government is attempting to renege on an implicit agreement, because perhaps with the public sector, it is more politically opportune than with the public at large. But in Bill C-131, this is tampering with the basic social fabric.

If we may, Mr. Chairman, I think Mrs. Kasper, our vice-president, will comment for a few minutes on how this particularly impacts on a female at the age of 65.

The Chairman: Yes, we will focus on Bill C-131, because the other bill has been referred to another committee. If you want to make any representations on it, you will have to make them in the other committee. We will only entertain questions dealing with Bill C-131.

Would you make your...? We still have 30 minutes. We have another group, and I hope we will yield the floor to the members who want to direct questions to the witnesses.

Mrs. Kasper.

Mrs. Carmel Kasper (Vice-President, Professional Institute of the Public Service of Canada): Thank you. In addressing you today on the effects of the reduction in the indexing of the old age security payments, I would like to speak on behalf of

[Translation]

mesures restrictives tels que les projets de loi C-131 et C-133 qui diminuent la sécurité du revenu des prestataires, le gouvernement a nui et retardé une réforme valable des pensions.

L'Institut professionnel exhorte les députés à demeurer loyaux envers les pensionnés canadiens en rejetant et le projet de loi C-133 et le projet de loi C-131. Si le gouvernement croit sincèrement que l'application de son programme du 6 et du 5 obtient le succès escompté dans d'autres domaines et qu'il permettra d'atteindre les niveaux d'inflation souhaités en 1983 et en 1984, nul n'est besoin de s'attaquer à l'indexation des régimes de pensions par l'intermédiaire de ces projets de loi.

Il est évident qu'il ne convient pas de s'en prendre au revenu d'une grande partie des Canadiens dont la pension représente la sécurité économique la plus modeste et qui, dans certains cas, ne leur permet pas de franchir le seuil de la pauvreté. Les projets de loi C-133 et C-131 ne devraient pas être à l'ordre du jour d'un Parlement qui veut le bien-être des personnes âgées au Canada.

De même, on peut se demander pourquoi le budget du 28 juin n'a fait aucune mention du régime des pensions du Canada. On peut imaginer deux réponses. L'une, qui serait de nature logistique, serait que le gouvernement aurait besoin du consentement des provinces pour prendre des mesures à cet égard, or, rien n'indique qu'on le leur ait jamais demandé. Par conséquent, on est forcé de choisir la deuxième raison qui est que le gouvernement canadien a pris conscience que le régime des pensions fonctionne au moyen des cotisations des travailleurs, et que l'on ne peut donc pas toucher à des prestations que ceux-ci auront déjà payées.

Mais la même chose est vraie dans le cas du Bill C-133, le même principe s'applique, sauf quand dans ce cas le gouvernement essaie de revenir sur un contrat tacite car il pense probablement qu'il peut affronter plus facilement les conséquences politiques lorsqu'il s'agit de fonctionnaires que lorsque c'est le public dans son ensemble qui sont touchés. Par contre, dans le cas du Bill C-131, c'est la société toute entière qui est visée.

Si vous permettez, monsieur le président, M^{me} Kasper, notre vice-président, va nous parler pendant quelques minutes de l'impact particulier de cette mesure sur les femmes de plus de 65 ans.

Le président: Oui, il vaut mieux s'en tenir au Bill C-131, car l'autre projet de loi est débattu dans un autre comité. Si vous voulez en traiter, il faudra le faire dans cet autre comité, car ici nous ne pouvons que parler du Bill C-131.

Voulez-vous présenter votre...? Nous avons encore 30 minutes. Nous recevons ensuite un autre groupe et j'espère que vous laisserez du temps aux députés pour poser des questions.

Madame Kasper.

Mme Carmel Kasper (vice-président, Institut professionnel de la Fonction publique du Canada): Je vous remercie. Entre temps aujourd'hui, des effets du plafonnement de l'indexation de la pension de sécurité de la vieillesse, je veux me faire le

[Texte]

the 1.3 million women, especially—not that someone should not speak on behalf of the one million men—1.3 million women, from each of whom over the next two years the government proposes to take about \$400 under Bill C-131. The same government proposes to take, under the terms of Bill C-133, from a lot of these women, who may happen to be federal government superannuates.

To quote the green paper, "The average income of elderly Canadian women in 1979 was \$5,983". That was the average Canadian income. That means at least 50% of the population had incomes less than that.

In 1982, the National Council of Welfare poverty line was fixed at \$8,970 for a single individual. This meant the average, elderly Canadian woman was approximately \$3,000 below the poverty line; and you in the Government of Canada propose to reduce it further.

• 1600

I am talking of the same population to whom Shirley Carr referred in her paper "The Income Situation of Elderly Canadians—Present and Future", in a presentation which she made to the National Pensions Conference in Ottawa in March and April, 1981. In her opening statement, she said:

The income situation of elderly Canadians, present and future, is not a subject that should leave anyone feeling very comfortable. The high incidence of poverty among the current elderly has been a well-established fact for years. This fact is re-established time and time again with each new report that is issued on pensions in Canada.

The fact that large numbers of our current elderly live in an impoverished state should give us pause for concern about the justice with which the elderly have been treated. However, we should also be concerned because most of us will be part of the elderly population at some point in time and, unless the income situation of the elderly population changes, then the future we can look forward to is far from bright.

Remember, please, that the population to whom this old age supplement is being given at the moment are not a population of women who have been able to contribute for many years to pension plans. They are the grandparents, the mothers and fathers of Canadians today who look forward to these pensions. But neither your mother nor mine worked outside the home and there was no other money available.

These are the people we are talking about from whom the government callously proposes to take away \$400 over the next two years. I hope that figure does not come home to haunt you. Visit some of the old age homes here in Ottawa and see the fear that these people are expressing. If the cost of living goes up in those homes, they may have to leave because their old age pensions do not cover the cost of them any longer. These

[Traduction]

porte-parole tout particulièrement de ces 1.3 millions de femmes dont le gouvernement envisage d'emputer les revenus de \$400 dans le courant des deux prochaines années par le Bill C-131. Cela ne signifie pas qu'il faille négliger le million d'hommes qui se trouvent dans la même situation. Ce même gouvernement, par le projet de loi C-133, empute encore davantage les revenus des femmes âgées qui se trouvent être des fonctionnaires retraités.

Pour citer le Livre vert, «le revenu moyen des femmes canadiennes âgées se montait à \$5,983 en 1979». C'était la moyenne canadienne et ce chiffre signifie qu'au moins 50 p. 100 des femmes de cette catégorie disposaient d'un revenu inférieur à ce chiffre.

En 1982, le Conseil national du bien-être social a établi le seuil de pauvreté à \$8,970 pour une personne seule. Cela signifie qu'en moyenne les femmes canadiennes âgées disposaient de revenus inférieurs de \$3,000 au seuil de pauvreté. Et le gouvernement du Canada veut maintenant les réduire encore davantage!

Je parle des mêmes personnes auxquelles Shirley Carr a fait allusion dans son exposé intitulé «*The Income Situation of Elderly Canadians—Present and Future*». (La situation financière des personnes âgées au Canada—Le présent et l'avenir), qu'elle a présentée devant la Conférence nationale des pensions de retraite qui s'est déroulée à Ottawa en mars et en avril 1981. Voici ce qu'elle dit dans ses remarques d'ouverture:

La situation financière actuelle et future des personnes âgées au Canada ne prête guère au sourire. On sait depuis des années que de nombreuses personnes âgées au Canada souffrent de pauvreté. D'ailleurs, chaque nouveau rapport sur les pensions de retraite publié et au Canada ne cesse de le confirmer.

Le fait qu'une partie importante de la population âgée vit dans un état de pauvreté devrait nous faire réfléchir et nous serions en droit de nous poser des questions sur la justice avec laquelle les personnes âgées sont traitées. Cependant, cette situation devrait nous préoccuper car la plupart d'entre nous ferons partie un jour de cette population âgée et, à moins que la situation financière des personnes âgées ne change, l'avenir qui nous est réservée est loin d'être brillant.

Ceci dit, il faut garder à l'esprit que ceux à qui ce supplément de la vieillesse est accordé sont en général des femmes qui n'ont pas cotisé pendant de nombreuses années à une caisse de retraite. Ce sont les grands-parents, les mères et les pères des Canadiens d'aujourd'hui qui espèrent profiter de ces pensions de retraite. Mais ni votre mère ni la mienne n'ont travaillé à l'extérieur et il n'y avait pas d'argent ailleurs.

Ce sont à ces gens-là que le gouvernement entend enlever sans pitié aucune \$400 au cours des deux prochaines années. J'espère que cette somme d'argent ne vous hantera pas. Vous n'avez qu'à visiter certaines maisons de retraite ici à Ottawa et vous verrez la peur qui se lit dans les yeux de ceux qui y résident. Si les loyers augmentent, ces gens-là devront partir, car leur pension de retraite ne suffira plus. Voilà ce que je

[Text]

are the things I would like you to think about in terms of women in poverty.

In 1978, the last date for which we have the statistics, one-quarter of all family units with the chief income-earner over 65 were living on incomes that were below the poverty line. One-quarter of them. Approximately 60% of unattached individuals had incomes below the poverty line. Remember, approximately 57% of these people are women.

The principles outlined by the Government of Canada in Chapter 8 of what is now known as the green book, *Better Pensions for Canadians*, read:

In recognizing these problems, the Government of Canada has identified three principles as the basis for improvements to the retirement income system.

These are the Government of Canada's own principles:

1. Elderly Canadians should be guaranteed a reasonable minimum level of income.
2. The opportunities and arrangements available to Canadians to provide for their retirement should be fair.
3. Canadians should be able to avoid serious disruption of their pre-retirement living standards upon retirement.

I should think one of the principles should also be that there should be no serious disruption of their post-retirement living standards upon retirement as a result of any change in this pension plan.

• 1605

In the world-wide Christian tradition, in terms of the sinking ship, women, children and the elderly go first to ensure that they may escape any harm. In this sinking ship, women and the elderly are expected to plug up the holes and keep the ship afloat. In the international rules of war, women, children and the elderly are protected from the ravages of conflict. In the current government's war on the economic situation, Bill C-131 represents a rape of women and the elderly.

The Government of Canada invites provincial governments, business, labour, women's groups and other interested parties to work together "so Canadians may look to the future with increased confidence that they may find security, dignity and fulfilment in retirement"—a quote from your own book.

Thank you, Mr. Chairman.

Le président: Merci, madame Kasper.

Nous allons passer maintenant à la période de questions des députés.

Je donne la parole à M. Jim Hawkes.

Mr. Hawkes: Thank you, Mr. Chairman. I compliment the organization on their brief. I think it is going to be very helpful to us.

[Translation]

voulais vous dire à propos des femmes qui vivent dans la pauvreté.

En 1978, qui est la dernière année pour laquelle nous ayons des statistiques, un quart de tous les ménages dont le principal pourvoyeur avait plus de 65 ans, touchait des revenus inférieurs au seuil de la pauvreté. Je dis bien un quart d'entre eux. Environ 60 p. 100 des individus sans attaches familiales avaient des revenus inférieurs au seuil de la pauvreté. Et n'oubliez pas qu'environ 57 p. 100 de ces gens sont des femmes.

Voici les principes définis par le gouvernement du Canada au chapitre 8 du Livre vert intitulé «de meilleures pensions pour les Canadiens:

Conscient des problèmes, le gouvernement du Canada a défini trois objectifs essentiels qu'ils mettent à la base de l'amélioration du système.

Voici donc les objectifs mêmes du gouvernement du Canada:

1. Assurer aux Canadiens âgés un revenu minimum raisonnable.
2. Offrir aux Canadiens des possibilités et des modalités équitables pour préparer leur retraite.
3. Donner aux Canadiens une chance raisonnable d'éviter un bouleversement grave de leur niveau de vie à la retraite.

Un des objectifs devrait également être de ne pas bouleverser gravement le niveau de vie des Canadiens lors de leur départ à la retraite à la suite de toutes modifications apportées à ce régime de pensions.

Selon la tradition chrétienne, lorsqu'un bateau coule, les femmes, les enfants et les personnes âgées quittent le navire les premiers pour échapper au danger. Dans ce navire qui coule, on s'attend à ce que les femmes et les personnes âgées bouchent les trous pour que le bateau ne coule pas. Lors de guerres, les femmes, les enfants et les personnes âgées sont à l'abri des conflits. Dans la guerre que livre le gouvernement actuel contre la crise économique, le bill C-131 équivalait à un viol des femmes et des personnes âgées.

Le gouvernement du Canada invite les gouvernements provinciaux, les entreprises, les syndicats, les groupes féminins et tous les intéressés à collaborer «pour que les Canadiens puissent se tourner vers l'avenir en étant assurés qu'ils trouveront sécurité, dignité et épanouissement lorsqu'ils seront à la retraite» et je cite votre propre livret.

Merci, monsieur le président.

The Chairman: Thank you, Mrs. Kasper.

The members of the committee may now ask questions.

I give the floor to Mr. Jim Hawkes.

M. Hawkes: Merci, monsieur le président. Je voudrais féliciter l'organisation de son mémoire car je crois qu'il va nous être très utile.

[Texte]

My first series of questions, however, may not be quite so pleasant or not exactly on the bill. I have in front of me a press clipping from the *Toronto Star* this morning. Our primary witness is reported to have said that the Conservatives are a very undisciplined group of characters, and I wondered if that in fact is his view or whether he would like to refute that press quotation.

Mr. Donegani: Well, as a member who . . .

The Chairman: Just a moment. I am trying to keep this meeting in order. Is this referring to the bill, or what kind of pensioning?

Mr. Hawkes: It is in the context of pension reform, and I just want to take a minute or two to see if I have a hostile witness or a co-operative witness. The tone of the article is that the witness has hostility towards the Conservative Party and its voting record and our promises, and we are described as a very undisciplined group of characters. I just wondered if he has been misquoted or . . .

The Chairman: Maybe you should read all the article, then, to make the comments afterwards.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): It sounds like a fair comment.

Mr. Donegani: I am prepared to answer the question. We held a press conference . . .

The Chairman: He has not read the article. I do not think we should entertain in that direction because it was not directly referring to that bill. But if the witness wants to make . . .

Mr. Donegani: I have no objection.

The Chairman: But I do not think this question is receivable by this committee when it is specifically dealing with that bill, Bill C-131. It seems to me good music to my ears, but it is not fair, Jim. If you want to read all of the article, maybe you had better.

Mr. Hawkes: Well, it is in the context. You see, one of the increasing difficulties is the separation of the NDP from the labour union movement. Sometimes I think the labour union movement speaks as the party and sometimes it speaks on behalf of labour, and I am not sure which context we are into with this debate today. I think we all on this committee have a desire to serve the senior citizens of Canada well, but I would just like to know what I am dealing with as I come at the pensions issues that have been raised. Am I dealing with the NDP as a witness, or am I dealing with the public service union?

Mrs. Mitchell: Other people have sound judgment besides the NDP, you know.

Mr. Donegani: If I may, Mr. Chairman, first of all the Professional Institute is an apolitical union; we do not endorse or work for any political party. The context in which that question was asked was at a press conference yesterday that was held to announce a rally we are having on the Hill with regard to Bill C-133. One of the reporters said to me, were you

[Traduction]

Les questions que je voudrais poser ne sont cependant peut-être pas aussi agréables et ne portent peut-être pas sur le projet de loi. J'ai devant moi un article tiré du *Toronto Star* de ce matin. Notre principal témoin a dit, je crois, que les conservateurs étaient en réalité un groupe de gens indisciplinés et je me demande si tel est effectivement son opinion ou s'il voudrait confirmer ce que dit cet article.

M. Donegani: Bien, en tant que membre qui . . .

Le président: Un instant. Je voudrais que cette séance se déroule dans l'ordre. Cette question porte-t-elle sur le projet de loi, sur quel genre de retraites?

M. Hawkes: Ma question porte sur la réforme des pensions et je voudrais savoir si j'ai devant moi un témoin hostile ou le contraire. D'après l'article, le témoin éprouverait une certaine hostilité à l'égard du Parti conservateur, sa façon de voter, ses promesses et cet article nous décrit comme un groupe plutôt indiscipliné. Je me demandais si notre témoin avait été mal cité ou . . .

Le président: Vous devriez peut-être lire tout l'article pour que le témoin puisse y répondre.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Pourtant, cela me semble juste.

M. Donegani: Je suis disposé à répondre à cette question. Nous avons tenu une conférence de presse . . .

Le président: Il n'a pas lu l'article en question. Je ne pense pas que nous devrions poursuivre dans cette voie car la question ne portait pas directement sur le projet de loi. Mais si le témoin désire . . .

M. Donegani: Je n'y vois aucune objection.

Le président: Mais je ne pense pas que ce comité puisse entendre cette question puisqu'elle ne porte pas directement sur le projet de loi C-131 qui est à l'étude actuellement. Ces propos me réjouissent, mais ce n'est pas juste, Jim. Si vous voulez lire l'article dans son intégralité, vous feriez peut-être mieux de le faire.

M. Hawkes: Pourtant, cela porte sur le sujet qui est à l'étude actuellement. On a de plus en plus de difficultés à établir une claire distinction entre le NPD et le mouvement syndical. Je pense parfois que le mouvement syndical parle au nom du parti et parfois au nom de la main-d'œuvre et je ne sais pas en quel nom il parle aujourd'hui. Je pense que nous voulons tous, ici, protéger les droits des personnes âgées du Canada mais je voudrais simplement savoir avec qui je traite lorsque j'en viens à parler des pensions de retraite. S'agit-il du NPD qui comparait comme témoin ou du syndicat de la Fonction publique?

Mme Mitchell: Vous savez, il n'y a pas que le NPD qui sache raisonner.

M. Donegani: Si vous me le permettez, monsieur le président, je voudrais dire tout d'abord que l'Institut professionnel est un syndicat apolitique; Nous n'appuyons aucun parti politique et ne travaillons pour aucun d'eux. Cette question a été posée lors d'une conférence de presse qui a eu lieu hier dans le but d'annoncer la manifestation que nous organisons sur la

[Text]

disappointed on second reading debate with the absence of so many people from the Conservative Party? I said, well, the Conservative Party has shown with their attendance in the House that they are not as disciplined as the governing party, and I was disappointed that on second reading of Bill C-133 the opposition were not there in full number both to defeat Bill C-133 and to defeat the government on that issue. Does that answer your question?

• 1610

Mrs. Mitchell: Hear, hear!

Mr. Hawkes: Thank you. I would like to go to page 5 of your brief because . . .

The Chairman: I will not take off your time, Jim.

Mr. Hawkes: You are going to give me my time back?.

The Chairman: Yes, surely.

Mr. Hawkes: Okay, thank you.

I think one of the difficulties we have had both in the House and in this committee is the minister's constant assurances that senior citizens who need income will not be hurt by this package of measures. The minister ties two things together. She says, yes, we are cutting the OAS, but we are making up for it through the GIS. On page 5 of your brief, near the bottom, you bring to this committee's attention that there is a very, very tiny group of people whose income will not be affected, and that is those people who receive OAS and GIS only, and no other source of income. I think it is important to emphasize for the members of the government party that this small group of people is the only group, and I wonder if the Alliance has an estimate of how many people are in that category out of the total group.

Mr. Donegani: I have no idea of what estimates the Alliance have since they are not here as witnesses today. This is the Professional Institute of the Public Service of Canada, probably the oldest public service union in existence since 1920. The Alliance are, rather, neophytes, having come into existence in 1967.

I am not sure if our research officer can estimate the size of that group or not.

Mr. Dan Butler (Chief Research Officer, Professional Institute of the Public Service of Canada): Mrs. Kasper just pointed out to me that we do have a figure that would suggest that 53% of those who receive OAS benefits require GIS. Now, a large portion of that 53% will have had their GIS benefits reduced by \$1 for every \$2 of external income. It is only those people who are eligible for the full GIS entitlement who are covered by the counterbalancing that the government feels is built into Bill C-131, and that percentage would be a very small amount compared to the number of people who actually receive GIS in some part.

[Translation]

colline du Parlement à propos du bill C-133. Un des journalistes m'a demandé si j'étais déçu lors de la deuxième lecture de ce projet de loi alors que tant de membres du parti progressiste conservateur étaient absents. J'ai répondu que les membres du parti progressiste conservateur avaient montré, par leur absence même, qu'ils n'étaient pas aussi disciplinés que le parti au pouvoir et que j'étais déçu que lors de la deuxième lecture du bill C-133, l'opposition n'ait pas rassemblé ses troupes pour rejeter le bill C-133 et renverser le gouvernement. Cela répond-il à votre question?

Mme Mitchell: Bravo, bravo!

M. Hawkes: Merci. Je voudrais me reporter à la page 5 de votre mémoire car . . .

Le président: Je ne retirerai pas cela de votre temps de parole, Jim.

M. Hawkes: Je repars au point zéro, alors?

Le président: Oui, bien sûr.

M. Hawkes: Bien, merci.

Une des difficultés que nous avons eue à la Chambre et au sein de ce Comité est que le ministre ne cesse de nous assurer que les personnes âgées dans le besoin ne seront pas touchées par cet ensemble de mesures. Le ministre confond deux éléments, je crois. Elle dit que le gouvernement entend réduire la sécurité de la vieillesse mais que cette perte de revenus est compensée par le supplément de revenu garanti. À la page 5 de votre mémoire, près du bas, vous dites que ce groupe de gens qui ne subira pas de perte de revenu est infime et que ce sont ceux qui perçoivent la sécurité de la vieillesse et le supplément de revenu garanti et qui n'ont pas d'autres sources de revenus. Je pense qu'il est important de souligner à l'intention des membres du parti au pouvoir que seul ce petit groupe de gens ne subira pas de perte de revenu et je me demande si l'Alliance sait combien de personnes sont dans cette catégorie.

M. Donegani: Je n'ai aucune idée des statistiques que pourrait avoir l'Alliance étant donné qu'ils ne sont pas témoins aujourd'hui. Nous sommes l'Institut professionnel de la Fonction publique du Canada et vraisemblablement le syndicat de la Fonction publique le plus ancien qui existe puisqu'il a été créé en 1920. L'Alliance est plutôt un syndicat néophyte étant donné qu'il a été créé en 1967.

Je ne sais pas si notre agent de recherche sait combien de personnes tombent dans cette catégorie.

M. Dan Butler (Agent de recherche principal, Institut professionnel de la Fonction publique du Canada): M^{me} Kasper vient de me dire qu'environ 53 p. 100 de ceux qui perçoivent la sécurité de la vieillesse ont besoin du supplément de revenu garanti. Or, une part importante de ces 53 p. 100 subissent une retenue de \$1 de leur supplément de revenu garanti pour chaque tranche de \$2 provenant des revenus indépendants. Dans le bill C-131, le gouvernement n'a cru bon de compenser que ceux qui perçoivent l'intégralité du supplément de revenu garanti; d'ailleurs, ce pourcentage de personnes est infime par

[Texte]

Mr. Hawkes: So we can start with the knowledge that 47% are hurt directly because they do not even get the GIS. Then even if we just took half of the remaining 53%, 73% are already quite clearly hurt by this bill.

Then you go on to the next interesting point, which is not being made with any strength to this committee, and that is the fact that such income is taxable and that because of the capping of the deductions in taxation law the government is coming at our senior citizens in that category in another way to take more of their income. Do you have any estimate of the proportion of those who would be affected through the capping? Do you know what proportion of seniors pay tax?

Mr. Butler: I am sorry, Mr. Hawkes; I would not have that figure at hand. I think it is an important point. This is a point that we have stressed equally in connection with the impact of other pieces of legislation on public servants, of Bills C-124 and C-133, that any reductions in income are going to be compounded by the government's plans for changing the indexation of personal income tax brackets. To the extent that those changes put a limit on the increase in the marginal tax rates that is out of line with what is happening in the economy as a whole, people are going to pay more and lose more . . . our members, OAS recipients, everyone in society.

Mr. Hawkes: We have the OAS-GIS system; we have superannuation, which a number of people are eligible for; and we have Canada Pension Plan, which is again a publicly operated pension plan. The CPP is not capped at all; the superannuation now is going to be capped at 6.5% and 5.5%.

• 1615

An hon. Member: Maybe.

Mr. Hawkes: Maybe. Okay? And the OAS at six and five. Have you been able to detect through any of your system any sense of logic to the treatment of these three things in which the federal government is involved, treating them differently?

Mr. Donegani: Treating them differently?

Mr. Hawkes: Yes. Did you find in anything the government is doing any sense of logic for treating these three things?

Mr. Donegani: Well, I tried to find logic at the end of my remarks when I said, why was the CPP not included in this broad brush six and five approach. I said that there can only be two reasons, and one is the fact that the CPP would require the consent of the provinces, but then there is no evidence that the government asked for provincial consent. Clearly, if that were the only reason, then they would have indicated in the budget speech that they would seek the consent of the prov-

[Traduction]

rapport à ceux qui reçoivent une partie du supplément de revenu garanti.

M. Hawkes: On peut donc dire que 47 p. 100 des retraités sont directement touchés par cette mesure puisqu'ils n'obtiennent même pas de supplément de revenu garanti. Si nous prenions la moitié des 53 p. 100 qui restent, on peut dire que 73 p. 100 des personnes âgées sont touchées par ce projet de loi.

Vous passez ensuite à un autre point intéressant qui n'a été mentionné que du bout des lèvres par ce Comité, à savoir, que ce revenu est imposable et qu'en raison du plafonnement des déductions prévues par la loi fiscale, le gouvernement retire de cette façon un peu plus du revenu de nos personnes âgées. Savez-vous combien de personnes seront touchées par ce plafonnement? Savez-vous combien de personnes âgées sont imposées?

M. Butler: Excusez-moi, monsieur Hawkes, mais je n'ai pas ce chiffre avec moi. Je pense que vous soulevez là un point important. Nous en avons également parlé lors du dépôt des projets de loi C-124 et C-133 qui touchent tout autant les fonctionnaires; nous pensons en effet que toute réduction du revenu sera d'autant plus importante que le gouvernement a l'intention de modifier l'indexation des déductions individuelles. Dans la mesure où ces modifications limitent l'augmentation de l'assiette de l'impôt marginal, ce qui est injuste compte tenu de la conjoncture actuelle, nos membres, les bénéficiaires de la sécurité de la vieillesse, chacun devra payer davantage et subir des pertes supplémentaires.

M. Hawkes: La sécurité de la vieillesse et le supplément de revenu garanti existent, de même que les pensions de retraite supplémentaires auxquelles ont droit un certain nombre de personnes; de plus, nous avons aussi le Régime de pensions du Canada qui est un régime de pensions public. Le Régime de pensions du Canada n'est pas plafonné alors que la retraite supplémentaire l'est à 6,5 p. 100 et à 5,5 p. 100.

Une voix: Peut-être.

M. Hawkes: Oui, peut-être. Et la sécurité de la vieillesse sera plafonnée à 6 p. 100 et à 5 p. 100. Avez-vous pu déceler une certaine logique dans la façon dont ces trois éléments sont traités par le gouvernement fédéral?

M. Donegani: Vous voulez parler de la façon différente dont ces trois éléments sont traités?

M. Hawkes: Oui. Pouvez-vous y voir une certaine logique?

M. Donegani: Bien, j'ai essayé d'en trouver une lorsque j'ai dit à la fin de mes remarques que je ne comprenais pas pourquoi le Régime des pensions du Canada n'était pas plafonné également à 6 et à 5 p. 100. J'ai dit qu'il ne pouvait y avoir que deux raisons; premièrement, il faudrait le consentement des provinces et rien n'indique que le gouvernement le leur ait demandé. Si telle était son intention, le gouvernement aurait indiqué dans le discours sur le budget qu'il demanderait le consentement des provinces et que par la suite il ne pouvait

[Text]

inces and then say that we cannot do it because you do not have provincial consent. So that cannot be the reason.

The other reason must be that in the broad public sense the government realizes that a pension is something that is a sacred trust; it is inviolate and it should not be changed because the CPP is based on contributions. It is known in the public sector because it has always been politically convenient to experiment with the public sector as Bill C-124 did, as a selected measure, and Bill C-133 in removing rights that are paid for and bought through a pension trust.

Now, the government has the right of eminent domain—it can make laws and change laws—and the OAS is a tax-base type of scheme as is GIS which they left alone, family allowances. This the government can change from time to time, but we do not agree with this particular change. But I think that differentiates between the OAS, the GIS and the CPP. What it fails to do is differentiate between the public service superannuation accounts, so there is no logic. You could find logic if you had the CPP and you did not have Bill C-133. That would be logical within the government's announced six and five program which I maintain is not an economic program in any event; it is a political program. I have argued that many times before the Miscellaneous Estimates committee. I am sure the chairman would not want me to repeat that here.

The Chairman: I doubt . . .

Mr. Butler: Mr. Chairman, I would like to add one comment in response. Your observation that there appears not to be consistency, we feel strongly that there should be consistency and that consistency should involve our acceptance, our feeling that it is extremely important that there should be full indexation of any form of retirement income. We have been struck by the irony that perhaps one of the better statements of that principle is one that the Prime Minister himself has made, and I am sure members may have heard these words before but I think they are worth listening to once again. It is contained in a letter of October 12, 1977, and the Prime Minister writes that:

In our society pensions provide a means of sharing risk so that we can retire in reasonable security and dignity without fear of the future. Protecting pensions from inflation by indexing them to increases in the cost of living should be an integral part of our pension schemes. Indexing does not give pensioners an increasingly larger claim on our economy's production, that is, more money to buy things they could not earlier afford. Rather indexing merely enables pensioners to maintain roughly their same standard of living. Even a modest rate of inflation destroys at a devastating rate the buying power of people on fixed incomes. Pensioners are out of the workforce and cannot bargain or strike for larger incomes. They are not the cause of inflation. They are its victim. We have an obligation to help protect them.

[Translation]

pas le faire car les provinces avaient refusé. Logiquement donc, cette raison n'est pas la bonne.

Deuxièmement, le gouvernement doit se rendre compte que pour le public en général une pension de retraite est quelque chose de sacré; il ne faut pas y toucher et elle ne devrait pas être modifiée car le Régime des pensions du Canada est financé par les cotisations. On le sait dans la Fonction publique car il a toujours été très commode pour les gouvernements successifs de s'en prendre d'abord à la Fonction publique comme l'a fait le Bill C-124 et le Bill C-133 en supprimant des droits couverts par la caisse de retraite.

Mais le gouvernement peut virtuellement tout se permettre, il peut légiférer et modifier les lois, et la sécurité de la vieillesse est un régime de type fiscal tout comme le supplément de revenu garanti que le gouvernement a conservé et les allocations familiales. Le gouvernement peut les modifier de temps à autre bien que nous ne soyons pas d'accord. Mais je crois que c'est cela qui différencie la sécurité de la vieillesse, le supplément de revenu garanti du régime de pension du Canada. Mais il n'établit aucune différence entre les divers comptes de retraite supplémentaires de la Fonction publique et, pour ma part, je n'en vois pas la logique. On pourrait en trouver une s'il y avait le Régime de pension du Canada mais pas le Bill C-133. Cela cadrerait avec le programme de 6 et 5 p. 100 annoncé par le gouvernement, programme qui, je le maintiens, n'est pas un programme économique mais plutôt un programme politique. J'en ai souvent parlé devant le comité des prévisions budgétaires en général. Je suis sûr que le président ne désire pas que je répète ce que j'ai déjà dit.

Le président: Je doute . . .

M. Butler: Monsieur le président, j'aimerais faire une observation à propos de l'absence apparente de logique. Nous estimons qu'il devrait y avoir une certaine logique et qu'il est très important que toute forme de revenu à la retraite soit pleinement indexée. Il est ironique que ce principe ait été énoncé par le premier ministre lui-même et je suis sûr que les membres de ce comité ont déjà entendu ce qu'il a dit, mais je pense qu'il n'est pas inutile de répéter ses propos. Voici ce que dit le premier ministre dans une lettre du 12 octobre 1977:

Dans notre société, les pensions de retraite permettent de partager les risques pour que nous puissions prendre notre retraite dans la sécurité et la dignité sans crainte pour l'avenir. Nos régimes de retraite devraient protéger nos pensions contre l'inflation en les indexant à toute augmentation du coût de la vie. L'indexation ne constitue pas une ponction sur notre production et ne donne pas aux retraités davantage d'argent pour faire des achats qu'ils n'auraient pas pu faire auparavant. Au contraire, l'indexation permet simplement aux retraités de conserver, grosso modo, leur même niveau de vie. Même un taux d'inflation très peu élevé détruit à un rythme affolant le pouvoir d'achat de ceux qui n'ont que des revenus fixes. Les retraités ne font plus partie de la population active et ne peuvent donc plus négocier pour obtenir des revenus plus importants ni faire la grève. Ils ne sont pas la cause de

[Texte]

And we would endorse entirely that type of position.

The Chairman: Last question, Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: It is also the essential position of our party that they are the victims. Retired people in a very particular sense can easily be the victims of bad economic policy or inflationary economic policy and then, unless we have that principle fully attended to, we are really falling short. In many cases it should probably exceed the rate of inflation because so much of that income goes to the basic necessities which are always harder hit.

The Chairman: Thank you, Mr. Hawkes. Mrs. Mitchell, followed by Mr. Robinson.

Mrs. Mitchell: Thank you very much. I am very pleased to be able to be here when this brief is presented because I think it is extremely important that we hear from groups such as yours who are speaking not only for your own members, who are retired people and in receipt of old age pensions, but for the pensioners in Canada generally. Particularly I would like to thank Mrs. Kasper, for the remarks that have to do with older women.

• 1620

We have been holding an NDP task force on older women which has travelled from province to province in Canada, and I can assure you that at every hearing we have heard over and over and over again how desperate the situation is for older women and for women in their middle years who have raised children and also have not been in the workforce or perhaps been in it minimally. Of course, these are the people, particularly if they are living on their own, who have no other source of income and who are now going to be cut back, as you say, \$400, 6 and 5, on their cost of living indexing.

I wondered if you could tell me approximately how many pensioners you have who are members or ex-members of your union and who will be affected by this. Also, perhaps, your own group being more in the professional category, their pay rates may not have been as low, but in the public service I am sure there would be many who would be at very minimum wages and have only limited pensions. Also, if you combine Bill C-131 and Bill C-133, does this not mean a double capping—the fact that you are being hit doubly and really victimized by this so-called restraint program?

Mr. Donegani: Doubly is not far enough. It is more than double, because Bill C-124 comes into this to some degree. I will just give an example. We will use a low-income worker. We represent people who may be paid a bit more in the public service than in other unions, but let us take a clerk in the alliance.

They signed a two-year collective agreement which would have given them an increase this past October of somewhere

[Traduction]

l'inflation mais sa victime. Nous avons le devoir de les protéger.

Et nous sommes pleinement d'accord avec lui.

Le président: Dernière question, monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Notre parti pense également que ce sont eux les victimes. Les retraités peuvent très facilement devenir les victimes de politiques économiques incohérentes ou d'une politique économique inflationniste et ils ne pourront qu'en pâtir si nous ne faisons pas attention. Dans de nombreux cas, l'augmentation des pensions de retraite devrait vraisemblablement dépasser les taux de l'inflation car la majeure partie de ce revenu sert à acheter les produits de base qui sont toujours les premiers à augmenter.

Le président: Merci, monsieur Hawkes. M^{me} Mitchell, puis M. Robinson.

Mme Mitchell: Merci infiniment. Je suis très contente d'être ici alors que ce groupe comparait car je pense qu'il est très important d'entendre des groupes comme le vôtre qui parle non seulement au nom de ses propres membres, retraités percevant leur retraite, mais pour l'ensemble des retraités au Canada. Je voudrais en particulier remercier M^{me} Kasper des remarques fort pertinentes qu'elle a faites à propos des femmes âgées.

Le NPD a créé un groupe de travail sur les femmes âgées, qui a voyagé dans toutes les provinces du Canada, et je puis vous assurer qu'à toutes les audiences, on nous a dit et redit comment la situation des femmes âgées est désespérée, ainsi que celle des femmes d'âge moyen ayant élevé des enfants et qui n'ont pas travaillé ou l'on fait pendant peu de temps. Bien entendu, il s'agit ici de personnes n'ayant aucune autre source de revenu et elles se trouveront à perdre \$400 de leur indexation sur le coût de la vie, à cause du programme de 6 et 5 p. 100.

Pouvez-vous me dire combien de retraités faisant partie de votre syndicat ou en ayant fait partie seront touchés par ces mesures? Par ailleurs, étant donné que votre groupe fait partie de la catégorie professionnelle, la rémunération de ces membres n'était probablement pas aussi faible, mais je suis sûr que dans la Fonction publique, il y en a beaucoup qui auront été rénumérés, au taux minimum et auront donc accumulé des pensions très peu élevées. De plus, si on additionne les projets de loi C-131 et C-133, est-ce que cela ne représente pas un double plafonnement et ne signifie pas qu'on est frappé deux fois et donc doublement victime de ce programme de restriction?

M. Donegani: Il sont plus que doublement atteints, car le Bill C-124 a aussi certaines répercussions. Permettez-moi de vous donner un exemple. Nous représentons peut-être des fonctionnaires dont la rémunération est peut-être un peu plus élevée que celle d'autres syndiqués, mais prenons l'exemple d'un commis faisant partie de l'Alliance.

Son groupe d'employés a signé une convention collective de deux ans qui devait obtenir pour ses membres une augmenta-

[Text]

around 11%, 10.5%. Instead, they are going to get 6%, because of Bill C-124; they are going to get 6 and 5. So they have lost there. If the person is within two years of retirement, they lose because their retirement income is based on an average of their consecutive best six years. They then, with Bill C-133, if they are just about to retire, will lose 10% of their buying power for life... not a two-year sacrifice, but for life—because of the proposed capping in Bill C-133. Then, because their income is relatively low compared with other public service pensioners, they will depend on the OAS to supplement that to some degree; and they will lose there as well. So a public servant in a group such as that about to retire is getting it from many angles.

Mrs. Mitchell: I hope the government members heard that.

I would like to refer a little just in response to the comment that Mr. Hawkes made also—I cannot help but mention that not only was there weak opposition from his party on Bill C-133, but you will recall that they indeed supported Bill C-124, which added to the burden on workers that you have already referred to.

Mr. Donegani: Except for Crosby and Forrestall. Sometimes it is good not to have discipline.

Mr. Hawkes: I would like to point out that the NDP voted to keep their salary as members of Parliament. We voted to cut ours.

Mrs. Mitchell: I would like you to know that I did not keep my salary.

Anyway, I wonder if we could talk a little about the whole concept of universality. We in our party feel this is not only an attack on senior citizens, and in your case public servants as well, who find it very difficult to live on fixed incomes with the cost of living going up well over 6%—and as you mentioned, the \$400 will certainly not pay for the increased cost of fuel, rent, or taxes, if a person is lucky enough to be in a home, or food. We also feel very strongly that these restraint bills are an attack on workers generally, not only public service workers, and indeed on families and children. You have not mentioned the family allowance restraint bill, but that certainly affects almost every sector in society.

On the other hand, in practical terms it saves very little money for the government. If I recall correctly, it might save \$115 million over two years, which could have been retrieved very easily by the government if it was just dollars and cents they were worried about, by simply adjusting the tax system so that people in the highest incomes indeed pay a tax at all. Many of them have so many loopholes they pay no taxes. In

[Translation]

tion de 11 p. 100 ou de 10.5 p. 100 en octobre dernier. À la place, ils vont obtenir 6 p.100, à cause du projet de loi C-124; ils vont recevoir 6 et 5 p.100. Il y a donc déjà une perte à ce chapitre. En outre, si l'employé doit prendre sa retraite d'ici deux ans, il y perd parce ses prestations de retraite se fondent sur sa rémunération moyenne pendant ses six meilleures années. De par la disposition du projet de loi C-133, s'ils sont sur le point de prendre leur retraite, ils perdront en plus 10 p. 100 de leur pouvoir d'achat pour la vie, pas seulement pour deux ans mais bien pour la vie, à cause de la disposition du plafonnement contenu dans ce bill. Par ailleurs, étant donné que le revenu de ces employés est relativement faible par rapport à celui des autres retraités de la Fonction publique, ils dépendront davantage du revenu de la sécurité de vieillesse comme supplément. Or, ils perdent aussi à ce chapitre. En conséquence, un fonctionnaire faisant partie d'un groupe analogue et sur le point de prendre sa retraite, se fait coincer de toute part.

Mme Mitchell: J'espère que les députés du parti gouvernemental ont entendu cela.

Par ailleurs en réponse aux propos de M. Hawkes, j'aimerais préciser que son parti non seulement s'est faiblement opposé au Bill C-133, mais qu'il a également appuyé le projet de loi C-124, qui a imposé aux fonctionnaires le fardeau supplémentaire que vous venez de mentionner.

M. Donegani: Sauf MM Crosby et Forrestall. Il est parfois bon de manquer de discipline.

M. Hawkes: J'aimerais rappeler que les députés du NPD ont voté pour qu'on maintienne leur rémunération de députés au même niveau alors que nous avons voté en faveur d'une réduction à cet égard.

Mme Mitchell: J'aimerais que vous sachiez que je n'ai pas conservé mon salaire.

De toute manière, j'aimerais que nous discussions un peu de cette idée d'universalité. Notre parti estime que cette mesure ne s'attaque pas seulement aux fonctionnaires, ni aux personnes âgées qui ont beaucoup de difficultés à vivre de revenu fixe, étant donné que le coût de la vie grimpe de beaucoup plus que 6 p. 100 et que les \$400 ne couvriront certainement pas l'augmentation du prix de l'huile à chauffage, du loyer, ou des taxes, si quelqu'un a la chance de vivre dans une maison, ni encore celle des aliments. Nous sommes en effet fermement convaincus que ces projets de loi constituent une atteinte contre les travailleurs en général, et même les familles et les enfants, pas seulement contre les fonctionnaires. Par ailleurs vous n'avez pas mentionné le projet de loi limitant les allocations familiales, même s'il a certainement des répercussions dans presque toutes les couches de la société.

En contre partie, malheureusement, l'adoption de ces projets économise très peu d'argent pour le gouvernement. Si ma mémoire est fidèle, on réussira peut être à recueillir 115 millions de dollars sur deux ans, ce que le gouvernement aura très facilement pu obtenir autrement, tout simplement en ajustant le système fiscal de sorte que les contribuables aux revenus les plus élevés paient au moins un peu d'impôt car en

[Texte]

addition to that, there could also be reform of the taxing back so that perhaps there is a higher tax-back of pensions as well, to make universality work and to pay for increases that are needed. In fact, in the green paper they also have not dealt with public pensions and the need to consider ways of having an adequate pension above the poverty line and paying for it by reforming some of our tax systems. So I would be interested if you had any comment on that aspect of it, the taxation part of it.

• 1625

Mrs. Kasper: I feel that it is a situation in which a very few people, particularly with respect to Bill C-131, are being asked to contribute, as you have suggested, about \$115 million to the Government of Canada, whereas a large number of other organizations which could well afford, one cannot help but feel, this amount of money are allowed to go scot-free. One has not seen any indication that the federal government will apply their 6 and 5 principle to, for example, large corporations, oil companies, banks and so on. If they were to say that everything over 6 and 5 that you make in terms of profit this year you will hand over to the government, there would be no requirement to try to support this war on inflation on the backs of, as I have suggested, women, children and the elderly.

I think those of us who are fortunate enough to have salaries which would permit an increase in income tax would far more happily support something like that than try to support the government in its attempt to do this on the basis of the unfortunate members of society.

You mentioned that we had not actually touched on the bill with respect to the capping of indexing on family allowances. This is just part of this whole policy of bringing it to bear on groups who, in many cases, are unable to respond. There are very few old age pensioners who are in any position to come forward as witnesses. They do not have a union of all old age pensioners in Canada. They do not have a strong lobby to talk to you people. Neither do the women who are receiving family allowances, and they are going to lose it too. It is only in the case of the public servants who are being subjected to the same thing under Bill C-133 that there are unions who are able to support them in this way.

I fully believe that this whole process of pension reform should have been dealt with as was obviously intended in the original paper on pension reform. You cannot help but get the impression as you read through the green paper that every once in a while somebody has stuck in 6 and 5 and the current situation every time and got out of doing something by sticking that in here. It keeps coming up over and over again in the thing. It says that we must do something about this; however, under the current situation and the 6 and 5... That is not what is needed in terms of reform of pensions in Canada.

[Traduction]

effet, certains d'entre eux ont recours à tant d'échappatoires qu'ils ne paient pas d'impôt. De plus, on pourrait aussi modifier la fiscalité afin que les pensions soient davantage fiscalisées, c'est-à-dire assujetties à l'impôt, ce qui ferait fonctionner le système universel et absorberait les augmentations nécessaires. Dans le Livre vert, le gouvernement n'a pas tenu compte des pensions publiques, ni du besoin de faire en sorte que les prestations de retraite se maintiennent à un niveau supérieur au seuil de la pauvreté, ce qui pourrait être accompli en modifiant notre système fiscal. J'aimerais donc savoir si vous avez quelque chose à dire au sujet de l'aspect fiscal de la chose.

Mme Kasper: D'après moi, les dispositions du Bill C-131 demandent à quelques-uns de fournir environ \$115 millions au gouvernement du Canada alors qu'un grand nombre d'autres organisations pourraient se permettre de contribuer leurs ressources. Devant cela, on ne peut s'empêcher de songer qu'on permet à ces dernières de s'en sortir sans qu'elles soient du tout mises à contribution. Ainsi par exemple, rien ne porte à croire que le gouvernement fédéral assujettira des grandes sociétés, des entreprises pétrolières, des banques, etc. aux dispositions du programme de 6 et 5 p. 100. Or, si l'on disait à ces dernières que tout bénéfice supérieur à 6 et 5 p. 100 doit revenir au gouvernement, il ne serait pas nécessaire de faire cette lutte à l'inflation sur le dos des femmes, des enfants et des personnes âgées, comme je l'ai affirmé.

Je crois que ceux d'entre nous qui jouissent d'une rémunération assez élevée pour pouvoir supporter une augmentation d'impôt, accepteraient beaucoup plus facilement une telle mesure que celle que le gouvernement se propose de prendre et qui pénalise les défavorisés de notre société.

Vous avez mentionné le fait que nous n'avions pas vraiment abordé l'aspect plafonnement des indexations des allocations familiales tel que le prévoit le projet de loi. Cela fait tout simplement partie de cette politique globale imposant ce fardeau sur des groupes qui, dans bon nombre de cas, sont incapables de réagir. En effet, il y a très peu de retraités qui sont en mesure de venir témoigner. Ils ne font pas partie d'un syndicat, ni ne constituent un groupe de pressions fort auprès des députés. On peut dire la même chose des femmes recevant des allocations familiales et qui se ressentiront elles aussi de ce projet de loi. Il n'y a que les fonctionnaires assujettis aux mêmes dispositions du projet de loi C-133 qui peuvent se faire aider par leur syndicat.

Je crois qu'on aurait dû donner suite aux premières recommandations relatives aux pensions contenues dans le premier document qui s'est penché sur la question. Lorsqu'on lit le Livre vert, on ne peut s'empêcher de penser que, de temps à autres, quelqu'un a plaqué les exigences du programme de 6 et 5 p. 100 et la situation actuelle à tout coup pour éviter de faire quelque chose. On trouve cela à tout bout de champ. Il est dit qu'on doit faire quelque chose mais que, malheureusement, étant donné la situation actuelle et le programme de 6 et 5 p. 100, etc. En fait de réforme des pensions, ce n'est pas de cela qu'on a besoin.

[Text]

Mrs. Mitchell: I think you know that in the green paper when the government talks about private pensions one of the principles they enunciate is that they must be fully indexed as well.

Mrs. Kasper: That is correct.

Mrs. Mitchell: It is a little hypocritical, it seems to me.

Do I have time for a last question, Mr. Chairman?

The Chairman: Make it very short because it is 4.30 p.m.

Mrs. Mitchell: Thank you. I would just like to quickly ask this. I am impressed with the strength of your brief today and I think I will be impressed on Friday with the turnout you will get with pensioners who have been public servants. Yet we know that for Bill C-124 there was very little chance for people to come out and defend themselves, and this is of course because public servants have no rights. I wondered if you would like to comment on that quickly in the time left, just what you feel should be done so that public servants have a right to protest openly on injustices of these kinds.

• 1630

Mr. Donegani: I will be glad to . . . You might be aware that in June, prior to C-124 . . .

The Chairman: I am sorry, but I have some reservations, Mrs. Mitchell, on that question. It is not dealing with this bill.

Mrs. Mitchell: Well, it is dealing with the protest of this bill.

The Chairman: If you ask them to make a protest, it is not specifically on this bill. What clause of the bill re you using?

Mrs. Mitchell: It is dealing with the protest of this bill and others.

The Chairman: Yes, but a protest . . . I do not think this is the forum in which to have witnesses organize protests. I do not think this is the right place. I do not think I can entertain this line of questioning. Mr. Robinson.

Mrs. Mitchell: Another evidence of the lack of the ability to speak.

The Chairman: There are other places to make that, but not here.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Thank you, Mr. Chairman. I want to thank the representatives of Professional Institute of the Public Service of Canada for appearing. I have read their brief with interest and listened to it being read into the record. I must say that I do agree with most of one paragraph of the brief, and it is the second-last paragraph. But apart from that, I find a great deal of quite inflammatory. I am surprised at the language used against your employer, which happens to be the people of Canada. You talk about abrogation of legal contracts and the arbitrary imposition of rates of pay, the undermining of the prior commitments, insensitivity set aside, callous treatment of Canadians, theft

[Translation]

Mme Mitchell: Vous n'ignorez sans doute pas que dans le Livre vert, lorsqu'il est question des pensions du secteur privé, l'un des principes veut qu'elles soient indexées.

Mme Kasper: C'est exact.

Mme Mitchell: Cela me semble quelque peu hypocrite.

Est-ce qu'il me reste assez de temps pour poser une dernière question, monsieur le président?

Le président: Si elle est très brève, car il est 16h30.

Mme Mitchell: Merci. D'abord, j'aimerais dire que j'ai été impressionnée par la solidité de votre mémoire, et je crois que je serai aussi impressionnée vendredi par la participation d'un grand nombre de retraités de la Fonction publique. Nous savons tous que lorsque le bill C-124 a été présenté, très peu de gens ont pu venir se défendre parce que, bien entendu, les fonctionnaires n'ont pas de droits. Par conséquent, dans le temps qui reste, pouvez-vous me dire ce qu'on doit faire pour que les fonctionnaires aient le droit de protester ouvertement contre des injustices de cette nature.

M. Donegani: Volontiers . . . Vous n'ignorez probablement pas qu'en juin, avant l'adoption du projet de loi C-124 . . .

Le président: Je m'excuse mais j'hésite à vous laisser poser cette question, madame Mitchell, car elle s'éloigne du sujet dont nous sommes saisis, le projet de loi.

Mme Mitchell: Eh bien, elle porte sur la protestation contre ce projet de loi.

Le président: Le fait de demander aux fonctionnaires de protester ne figure pas dans le projet de loi. À quel article vous reportez-vous?

Mme Mitchell: Ma question a trait aux protestations qu'on peut émettre contre ce projet de loi et d'autres.

Le président: Oui, mais je ne crois pas que l'endroit soit bien choisi pour demander à des témoins d'organiser une contestation. Ce n'est pas ici qu'on doit faire cela. Je ne puis donc considérer votre question comme recevable.

Mme Mitchell: Voilà une autre illustration de notre impossibilité de s'exprimer.

Le président: Il y a d'autres endroits pour le faire, mais pas ici.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Merci monsieur le président. J'aimerais remercier les représentants de l'Institut professionnel de la Fonction publique du Canada d'être venus témoigner. J'ai lu leur mémoire avec intérêt et l'ai écouté pendant qu'on le lisait. Je dois dire que je suis d'accord avec presque tout le contenu d'un paragraphe, l'avant dernier. Toutefois, à part cela, je trouve que bon nombre de vos réflexions sont plutôt incendiaires. Ainsi, je suis étonné par le langage que vous utilisez contre votre employeur, qui se trouve être la population du Canada. Vous mentionnez l'abrogation de contrats juridiques et l'imposition arbitraire de niveaux de rémunération, de l'érosion d'engagements déjà pris, de la

[*Texte*]

perpetuated in the public service, opposition and so on. The whole thing is totally inflammatory. I think it is most unreasonable, and it is an unrealistic position to take.

How many people do you represent in your union?

Mr. Donegani: Today we are here as the Professional Institute and we are representing 18,000, but in our brief on Bill C-133 and Bill C-124, as the Inter-Union Committee, we are representing 209,000 Canadians and the families of those Canadians.

Although you may say that the language is inflammatory, we are not being inflammatory with the people we serve.

As a matter of fact, during Bill C-124 we maintained that since the Government of Canada had violated its word as an employer on collective agreements, and since it has violated its word as an employer holding in trust pension moneys, it would be wrong for us to attack the government which we believed was acting in a way that can only be legal because of parliamentary supremacy. In other words, it is a legalized criminality, but if we were to take the action we could take by virtue of being unions, we would be taking that action against the people we serve and the people for whom we work, the people of Canada against whom we feel that the Government of Canada, in its role as employer, violated the basic tenets of the democratic society—that is, that an agreement should be honoured—and we would not be honouring that trust we have with the people we serve.

We feel, however, that the central agency, the Treasury Board, and the Government of Canada, wearing its hat as an employer, has violated some very basic democratic rights here. That is one reason why, with regard to Bill C-124, we have appealed to the international labour organization. We will be heard there in March, and I am sure that you are going to find that the Government of Canada has violated its international agreements. Under Bill C-124 it has reneged on its collective agreements.

Under Bill C-133, where public servants have an implied contract on which they have based their retirement, a pension plan to which they contributed, the government is reallocating about \$165 million, which in that context is an euphemism for stealing. Our members are becoming upset and cynical, and what was once the best public service in the world has now become one that is becoming more and more demoralized.

Mrs. Mitchell talked about freedom of speech. We have a fellow in Halifax, O'Neal, Halifax, working for Immigration and Employment. He gets . . .

The Chairman: Hold it, please. This is not referring to the bill. The Chair mentioned at the beginning . . .

Mr. Donegani: I am trying to justify the language.

[*Traduction*]

durété à l'endroit des Canadiens, des vols dans la Fonction publique, de l'opposition, etc. Or, tout cela est incendiaire. C'est être tout à fait déraisonnable et prendre une position irréaliste.

Combien de membres votre syndicat représente-t-il?

M. Donegani: Aujourd'hui, nous représentons les 18,000 membres de l'Institut professionnel, mais notre mémoire portant sur le bill C-133 et le bill C-124 a été rédigé par un comité inter-syndical, qui se fait le porte-parole de 209,000 Canadiens et leurs familles.

D'après vous, nos propos sont incendiaires mais nous n'avons pas cette impression auprès des gens que nous représentons.

De fait, pendant qu'on présentait le projet de loi C-124, nous avons estimé qu'étant donné que le gouvernement du Canada n'avait pas respecté sa parole en tant qu'employeur, en matière de conventions collectives, et étant donné qu'il avait fait la même chose au sujet des fonds de pensions placés en fiducie, qu'il serait préférable de ne pas s'attaquer à lui étant donné que tout ce qu'il faisait sera reconnu comme légal, à cause de la suprématie du Parlement. Autrement dit, il s'agit de mesures criminelles légales, et si nous prenions les moyens qui s'offrent à nous en tant que syndicat, cela jouerait contre ceux mêmes que nous défendons et pour lesquels nous travaillons, les citoyens du Canada. Nous croyons en effet que le gouvernement du Canada, en tant qu'employeur, ne s'est pas conformé aux principes fondamentaux sous-tendant une société démocratique, c'est-à-dire le respect de la parole donnée, et en nous opposant au gouvernement, nous ne serions pas à la hauteur de la confiance qu'on met en nous.

Nous estimons quand même que le Conseil du Trésor et le gouvernement du Canada, toujours en tant qu'employeurs, ont foulé au pied des droits démocratiques très fondamentaux. C'est pour cette raison que pour ce qui est du projet de loi C-124, nous avons fait appel à l'Organisation internationale du travail. Nous témoignerons devant elle en mars prochain, et je suis certain qu'on conclura que le gouvernement du Canada a enfreint ses ententes internationales. Enfin, pour ce qui est du Bill C-124, il est revenu sur les engagements qu'il avait pris en matière de conventions collectives.

Par ailleurs, les fonctionnaires bénéficient des dispositions de contrats implicites leur accordant des prestations de retraite auxquelles ils ont cotisé, et par le truchement du projet de loi C-133, le gouvernement réaffecte environ \$165 millions, ce qui, compte tenu des circonstances, est du vol. Nos membres sont à la fois alarmés et désabusés, et notre fonction publique, qui naguère était la meilleure au monde est en train de devenir de plus en plus démoralisée.

M^{me} Mitchell a parlé de la liberté d'expression. Or, nous avons quelqu'un à Halifax, M. O'Neal, qui travaille au ministère de l'Emploi et de l'Immigration. Il . . .

Le président: Un moment s'il vous plaît. Votre intervention s'éloigne du projet de loi. Or, dès le début de la séance, le président a mentionné . . .

M. Donegani: J'essaie de justifier le ton que nous avons pris.

[Text]

The Chairman:—that we will try to focus on the bill.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): I object to the language you are using. You are talking about legalized criminality, stealing and so on, by the government. This is absolute nonsense and I object to it. I did not come here to listen to that kind of nonsense from you. We came here to listen to you present your case, not listen to all this kind of inflammatory language which does not do anybody any good.

Tell me this: How many retired people do you represent; that is, from this Professional Institute of the Public Service of Canada?

Mr. Donegani: The Professional Institute of the Public Service of Canada represents mostly people who are active public servants. However, we do have a class of member . . .

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Would you please just answer my question?

Mr. Donegani: We have approximately 2,000 emeritus members, but the federal Superannuates National Association represents people who come from the ranks of the public service unions into another organization that represents them.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): So you represent 2,000 retirees at the present time.

Mr. Donegani: Emeritus members of the Professional Institute.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): All right. How many of these are receiving pensions from the federal government? All of them?

Mr. Donegani: All retired public servants would be receiving a pension from the federal government.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Would it be fair to say that they are all receiving the OAS as well?

Mr. Donegani: Some people retire before they are 65.

• 1635

There are two things: they have to be 65 and they have to have the residency requirement, but you could have people opt before their time.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): At least they are getting the maximum they are entitled to under the law, as far as their OAS is concerned.

Mr. Donegani: At this point in time, before Bill C-131 and Bill C-133—if we assume that they will become law—become law, they are getting that to which they are entitled and which they believed would be their pension rights.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): And they are also receiving the Canada Pension Plan benefits as well?

Mr. Donegani: Not exactly. The public service pension plan is one into which the Canada Pension Plan is integrated, so

[Translation]

Le président: . . . que nous allons essayer de centrer nos propos sur le projet de loi.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Je réprovoie le langage que vous utilisez. Vous parlez de mesures criminelles légales, de vols, etc., commis par le gouvernement. Or, c'est tout à fait absurde et je m'y oppose. Je ne suis pas venu ici pour vous entendre dire ce genre d'absurdités. Nous sommes venus ici pour vous entendre défendre votre cause, et non pour entendre les propos débridés qui ne donnent absolument rien à personne.

Dites-moi, combien de retraités de l'Institut professionnel de la Fonction publique représentez-vous?

M. Donegani: L'Institut professionnel de la Fonction publique du Canada représente surtout des fonctionnaires encore dans la population active. Toutefois, nous comptons une catégorie de membres . . .

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Auriez-vous l'obligeance de répondre à ma question?

M. Donegani: Nous comptons environ 2,000 membres émérites, mais l'Association nationale des pensionnés de la Fonction publique représente des membres d'autres syndicats.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Par conséquent, vous représentez 2,000 retraités à l'heure actuelle.

M. Donegani: Il s'agit de membres émérites de l'Institut professionnel.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): C'est bien. Combien de ces derniers reçoivent des prestations de retraite du gouvernement fédéral? Tous?

M. Donegani: Tous les fonctionnaires à la retraite reçoivent une pension du gouvernement fédéral.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Est-il exact de dire qu'ils reçoivent aussi la pension pour la sécurité de la vieillesse?

M. Donegani: Certains prennent leur retraite avant d'avoir 65 ans.

Pour la recevoir, il faut réunir deux conditions: avoir atteint 65 ans et se conformer aux exigences de résidence, mais il y a des gens qui démissionnent avant le temps.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Du moins, ils reçoivent le maximum auquel ils ont droit en vertu de la loi, pour ce qui est de leur pension de sécurité de la vieillesse.

M. Donegani: À l'heure actuelle, et avant que les projets de loi C-131 et C-133 ne soient adoptés, ils reçoivent ce à quoi ils ont droit et qu'ils ont considéré comme des droits.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Et ils reçoivent aussi les prestations du régime des Pensions du Canada.

M. Donegani: Pas vraiment. Le régime des Pensions du Canada est intégré à celui de la Fonction publique, par

[Texte]

unlike private sector pension plans, they do not get their pension plan plus the CPP, what they get is a pension based on 2% per year of service, into which is integrated the Canada Pension Plan. So it is not the same as a private sector plan in that sense.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): I would assume that there are very few, if any, who are receiving the GIS. Is that a fair statement?

Mr. Donegani: I . . .

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Can you tell me how many of your 2,000 retirees are receiving the GIS?

Mr. Donegani: No, I cannot.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Can you hazard a guess?

Mr. Donegani: I would say that with our particular association, representing people in the professional and scientific categories, the percentage of our members getting GIS would be very small compared with, say, the Public Service Alliance, or the International Brotherhood of Electrical Workers, or . . .

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Now . . .

Mr. Donegani: But I cannot give you a number.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): You can appreciate that the GIS is for people who are really in need, and if your members are not receiving the GIS they are really not in need.

Mr. Donegani: I would submit to you that we were asked by this committee to appear before this committee. We did not submit a request to appear before this committee. We are . . .

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): You are not answering my question.

Mr. Donegani: I do not know how many of our members get the GIS, but I do know that of the members of the organization we call the Inter-Union Group, which represents unions in the federal public service, there are a significant number of people who rely on the GIS. I think our research officer is going to jump in on this one.

Mr. Butler: May I make one comment, Mr. Robinson? There is, I would take it, almost an implication from what you are saying that possession of a higher than normal income precludes one from having concern for those who do not. Of our members, yes, many of them do not receive . . . perhaps most of them do not receive—the GIS in their retirement years, perhaps most of them are materially better off than the people we are talking about who are being directly affected by Bill C-131. But to infer that they are not concerned about those people is absolutely wrong. Our members have a social concern. Our members share a concern on the question of destroying indexation as a feature of equity in our pension system.

[Traduction]

conséquent, à l'encontre de ce qui se passe dans le secteur privé, ils ne reçoivent pas leurs prestations de retraite plus celle du Régime des pensions du Canada, mais bien plutôt une pension établie en fonction de 2 p. 100 du salaire par année de service, auquel on intègre le Régime des pensions du Canada. Il ne s'agit donc pas de la même chose qu'un régime du secteur privé.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Je suppose qu'il y en a très peu d'entre eux qui reçoivent le supplément au revenu annuel garanti. Est-ce bien cela?

M. Donegani: Je . . .

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Pouvez-vous me dire combien de vos 2,000 retraités reçoivent ce supplément au revenu annuel garanti?

M. Donegani: Non, je ne le puis pas.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Pouvez-vous me donner un chiffre approximatif?

M. Donegani: Étant donné que notre organisme représente les professionnels et les scientifiques, le pourcentage de nos membres recevant le supplément au revenu annuel garanti sera probablement très minime, si on le compare à celui des membres de l'Alliance de la Fonction publique, ou encore de la Fraternité internationale des électriciens, ou . . .

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Eh bien . . .

M. Donegani: Toutefois, je serais incapable de vous donner un chiffre.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Vous devez savoir que le supplément au revenu annuel garanti est destiné à des gens qui sont vraiment dans le besoin, et si vos membres ne le reçoivent pas, c'est qu'ils ne sont pas vraiment dans le besoin.

M. Donegani: Je vous rappellerai qu'on nous a demandés de comparaître devant le comité. Ce n'est pas nous qui avons fait la demande de venir témoigner. Nous sommes . . .

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Vous ne répondez pas à ma question.

M. Donegani: J'ignore combien de nos membres reçoivent le supplément au revenu annuel garanti, mais je sais qu'il y a une proportion importante des adhérents du groupe intersyndical représentant les syndicats de la Fonction publique fédérale, qui le reçoivent, et comptent dessus. Je crois que notre recherchiste vous répondra là-dessus.

M. Butler: J'aimerais faire une observation, monsieur Robinson. À en juger d'après vos propos, vous semblez penser que le fait que quelqu'un reçoive une rémunération plus élevée que la moyenne l'empêche de se soucier de ceux qui sont moins bien rémunérés que lui. Il est vrai, oui, que la plupart de nos membres ne reçoivent pas de supplément au revenu annuel garanti pendant leur retraite, car ils sont mieux nantis que ceux dont il est question ici, et qui sont directement touchés par le projet de loi C-131. Cependant, il est tout à fait erroné de dire que nos membres ne se préoccupent pas du sort des autres, car ils ont des préoccupations sociales. En effet, ils sont eux aussi inquiets à la perspective qu'on élimine l'indexation comme facteur d'équité dans notre système de pension.

[Text]

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): I am just as concerned as you are, probably even more so. The impression you are trying to create before this committee is that you are representing some of your retirees, who are probably few in number, who are making less than the poverty line, and probably they are all making more than the poverty line—whatever that means, and we have not had a definition of that.

Let me ask you this question: On page one of your submission, it says that the average income of a group of Canadians in 1982 was only \$6,900. Do you have any retirees of your union who are making less than \$6,900?

Mr. Donegani: From the public service . . .

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): In a combination of their personal assets, their pension from the government, their OAS, their CPP and anything else they have. Is there one solitary person who is making less than \$6,900?

Mr. Donegani: The public service pension plan, as you know, is based upon years of service, so from the public service pension account itself, there would be people receiving a small pension. I would imagine in our computing systems group, for instance, our nursing group, our occupational and physical therapy groups, groups that have been traditionally low paid, our home economist group, I would imagine that there would be a significant number of people who would be hard pressed to meet that. I cannot, once again, give you a number on that, because it is not a thing on which we keep statistics. That is the individual's personal financial matter, it is not something that, as a union, we keep a data bank on.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Just one comment, Mr. Chairman, if I may. There are a lot of people in this country who are being governed, to some extent, by the six and five and there are a lot of people who are not getting six and five at all, and will not get any six and five because they do not have any jobs, and that does not include senior citizens. And there are a lot of people in this country who are not getting any increases at all, they are not even getting six and five. There are a lot of people in this country also who, because of the hard times and the difficult financial times we have today, are taking cut-backs as well.

Mrs. Mitchell: On a point of order, Mr. Chairman.

The Chairman: Yes. Mrs. Mitchell.

Mrs. Mitchell: I think we are speaking about pensioners, rather than the group the member is referring to. We are talking under Bill C-131 about pensioners.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): That is exactly what I am doing, Mrs. Mitchell. I am pointing out that at least senior citizens are getting . . .

• 1640

Mrs. Mitchell: Are they unemployed?

[Translation]

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Je suis aussi préoccupé que vous, peut-être même davantage. Or, vous semblez vouloir donner l'impression de représenter certains de vos retraités, probablement plus nombreux vivant sous le seuil de la pauvreté, encore qu'il faudra s'entendre sur ce qu'on entend par là, et vous ne nous avez pas fourni les définitions à cet égard. De plus, la plupart de vos membres reçoivent plus que ce qui correspond au seuil de la pauvreté.

A la première page de votre document, il est dit que le revenu moyen d'un groupe de Canadiens en 1982, n'était que \$6,900. J'aimerais savoir si certains des retraités de votre syndicat reçoivent effectivement moins que cette somme.

M. Donegani: Des retraités de la Fonction . . .

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Si l'on additionne leurs avoirs personnels, leur pension de fonctionnaire, leur sécurité de la vieillesse, le Régime de pension du Canada et tout le reste s'il y a lieu, y a-t-il une seule personne qui reçoit moins que \$6,900?

M. Donegani: Vous n'ignorez pas que le Régime de retraite de la Fonction publique se fonde sur les années de service, par conséquent certains fonctionnaires recevront une petite pension de ce régime. Je crois que, par exemple, dans les groupes de systèmes informatiques, les sciences infirmières, d'ergothérapie et de physiothérapie, d'économie domestique, groupes traditionnellement faiblement rémunérés, il y aura un nombre important qui atteindront difficilement ce niveau. Encore une fois cependant, je ne suis pas en mesure de vous fournir de chiffres, car nous ne conservons pas de statistiques là-dessus. C'est une question pécuniaire individuelle, en tant que syndicat, nous ne conservons pas de données là-dessus.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Si vous le permettez, monsieur le président, j'aimerais faire une observation. Il y a beaucoup de citoyens de notre pays qui sont assujettis aux dispositions du programme de 6 et 5 p. 100, et il y en a qui ne le sont pas du tout parce qu'ils n'ont pas d'emploi, et cela n'englobe pas les retraités. Il y a donc beaucoup de gens dans notre pays qui ne reçoivent aucune augmentation, même pas celle de 6 et 5 p. 100. Il y a aussi beaucoup de gens qui, en raison des difficultés économiques et financières que nous connaissons, acceptent des coupures.

Mme Mitchell: Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

Le président: Oui. Madame Mitchell.

Mme Mitchell: Je crois que nous sommes saisis ici de la situation des retraités plutôt que de celle du groupe que mon collègue mentionne. Nous discutons des retraités dans le cadre du projet de loi C-131.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): C'est précisément ce que je fais, madame Mitchell. Je précise qu'au moins les retraités reçoivent quelque chose.

Mme Mitchell: Sont-ils chômeurs?

[Texte]

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): —6 and 5, and there are a lot of other people in the country who are getting nothing, or less.

Mrs. Mitchell: Their pension is pretty low, is it not?

The Chairman: You referred to corporation profit. A lot of corporations are not making any money, actually. They are closing doors.

On behalf of the members of the committee, I would like to thank the witnesses: the President, Mr. Jack Donegani; Mrs. Carmel Kasper, the Vice-President; and the Research Officers, Mr. Dan Butler and Joan Van Den Bergh.

I see the next witness is in the room. May I call Mr. Terrence Hunsley, the representative from the Canadian Council of Social Development, to the table.

• 1642

The Chairman: Order.

Terrence Hunsley has a well known name. I do not know if Mr. Hunsley wants to read his written brief or . . .

Je donne la parole à M. Terrence Hunsley.

M. Terrence Hunsley (directeur, Conseil canadien du développement social): Merci, monsieur le président.

I will not be making a written brief or a formal presentation today. I am asking that a few documents be handed out, and we may take just a moment or two to look at them. But I would like, if you agree, to make a few very basic introductory comments about this bill, and perhaps then we could have some time to discuss it.

The first thing I should do, I suppose, is to direct you through these little hand-outs—and I apologize for the quality of the reproduction. They in fact are taken from some of the rough material of our new Canadian fact book on poverty, a book which will be released in January, and the better-quality printed material is at the printers. I have had to take this from a rough draft.

The Chairman: On very short notice, we appreciate your answering our request for it.

Mr. Hunsley: Thank you.

In any case, if there is printing here that you cannot read because it is too small, I suggest you not worry too much about it, because I really only want to make a couple of very basic comments about that.

If I could refer you first to the three-page document, figure 2, which is "Distribution of Income, Family Size Three, 1979", I really only want to suggest that you follow the shape of the curve. This is essentially the average or typical family in Canada, and it shows the distribution of income among what we would call "typical" families. You will see that it basically

[Traduction]

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Ils touchent 6 et 5, alors qu'il y a beaucoup de Canadiens qui ne touchent rien ou moins que cela.

Mme Mitchell: Leur pension est déjà très faible, n'est-ce pas?

Le président: Vous parlez des profits des entreprises. Beaucoup d'entreprises ne gagnent pas d'argent du tout et sont contraintes de fermer leurs portes.

Au nom des membres du comité je tiens à remercier les témoins: le président, M. Jack Donegani; M^{me} Carmel Kasper, le vice-président; et les agents de recherches, M. Dan Butler et Joan Van Den Bergh.

Je vois que nos témoins suivants sont déjà dans la salle. J'invite M. Terrence Hunsley, le représentant du Conseil canadien du développement social, à s'asseoir à la table.

• 1643

Le président: À l'ordre.

Terrence Hunsley est un nom bien connu. Je ne sais pas si M. Hunsley a l'intention de nous lire un mémoire ou bien . . .

I now give the floor to Mr. Terrence Hunsley.

Mr. Terrence Hunsley (Director, Canadian Council on Social Development): Thank you, Mr. Chairman.

Je ne vais pas présenter de mémoire écrit ni faire un exposé formel. J'ai demandé à ce que l'on distribue quelques documents et nous pourrions peut-être consacrer quelques instants à les examiner. Auparavant, si cela vous convient, j'aimerais faire en guise d'introduction quelques brèves remarques concernant ce projet de loi et ouvrir peut-être ensuite la discussion.

Je vais commencer par vous expliquer les graphiques que j'ai fait distribuer et je m'excuse d'ailleurs de la mauvaise qualité de leur reproduction. Ils sont extraits de notre dernier ouvrage sur la pauvreté au Canada, qui doit être publié en juin et toutes les reproductions de bonne qualité sont aux mains de l'imprimeur. Ces copies proviennent d'un brouillon.

Le président: Nous vous remercions d'avoir répondu à notre invitation à si bref délai.

M. Hunsley: Je vous remercie.

Si vous ne parvenez pas à lire les inscriptions en petits caractères, ne vous inquiétez pas car je ne compte faire que quelques remarques d'ordre très général.

Si vous prenez, dans le document de trois pages, le tableau 2 intitulé «Distribution du revenu, Dimension familiale trois, 1979» vous y trouvez une courbe. Il s'agit-là de la famille canadienne moyenne et la courbe représente la répartition du revenu entre ces familles que l'on peut qualifier de «typique». Fondamentalement vous verrez que cela suit le genre de

[Text]

follows a kind of a curve that you might very well expect to see, where the greatest number of families of three find themselves in the sort of middle-of-the-income range. You will notice that the top step on the curve is slightly below the average family income in the country, which just goes to demonstrate that there is some skewing of average incomes towards the upper end of the range so that the typical family in Canada makes actually slightly less than the average family income.

• 1645

I do that really to introduce the nature of what we would probably consider to be a normal distribution in the Canadian population, and then ask you to turn the page where you will see the figure that is called Figure 10, which is the distribution of the family of two in Canada—families with two people in them. For rough purposes, we could really say that families of two in Canada tend to be made up almost 50% of the elderly, people over 65. Here I want to only direct your attention to the bulge at the beginning of the curve. You see, that bulge at the beginning of the curve is basically what represents the poverty-line income in Canada and you will see that families of two in general tend to cluster around the poverty line. Now, that is made up very much of the young and the old, and you can think of lots of reasons for that.

And if I can ask you just to turn just once more to the next figure which is the distribution of unattached individuals in Canada, and again you will see something that is much more pronounced in the distribution of income, and that is that unattached individuals in Canada are basically poor. They tend to be, again, around the poverty line and you may ask whose poverty line or what poverty line? We happen to have plotted both the Statistics Canada and our own poverty line here. Again, this income group where the major group of people of unattached individuals are is made up of about 50% of people over the age of 65, and they tend to be grouped in that area, around the poverty line.

Now, if I can ask you just to look at the other fancy little chart that we had done up especially for you today, I want to really just illustrate one other thing. This does not reproduce well. You will see that there are five groups of bars here, and the five groups of bars represent what we call quintiles of income; that is, the group on your left is the lowest 20% of income earners in the country. The next group is the next 20%; the next group is the middle 20%; then the fourth quintile; and then the upper income earners on your far right.

The three sets of graphs, the three different types of bars, represent three different periods in history. The solid black bars represent 1957, and so if you look at the solid black bars and draw a little line of your own connecting the black bars together, you will see that the way the people over the age of 65 were distributed in the income distribution of Canada in 1957. We had a lot of very poor, and then we had basically a fairly normal kind of distribution in reverse, with quite a few in the upper income areas. That was 1957. See how the line goes.

[Translation]

courbe que l'on pouvait très bien s'attendre de voir, où le plus grand nombre de familles de trois personnes se trouve dans la catégorie des familles à revenu moyen. Vous remarquerez que l'échelon supérieur de la courbe est un peu en deçà du revenu familial moyen au pays, ce qui démontre qu'il y a un certain degré de distorsion du revenu moyen vers la partie supérieure de la catégorie de sorte qu'en fait le revenu de la famille typique canadienne est moindre que le revenu familial moyen.

Si je fais cela c'est pour vous illustrer ce que nous considérons probablement être la répartition normale dans la population canadienne, et ensuite je vous demanderai de passer à l'autre page au tableau 10 où l'on vous donne la répartition des familles canadiennes composées de deux personnes. *Grosso modo*, nous pourrions dire qu'au Canada les familles de deux personnes sont, dans plus de 50 p. 100 des cas composées de personnes âgées de 65 et plus. Je veux simplement attirer votre attention sur la prééminence au début de la courbe. Cette prééminence représente fondamentalement le revenu du seuil de la pauvreté au Canada et vous verrez qu'en général les familles de deux ont tendance à être groupées près du seuil de la pauvreté. Maintenant, ces familles sont surtout composées de jeunes et de vieux, et il y a beaucoup de raisons pour cela.

Maintenant si je peux vous demander de passer au tableau suivant où l'on vous donne la répartition pour le pays, des particuliers sans personne à charge, vous constaterez une tendance beaucoup plus marquée dans la distribution du revenu, c'est que ces personnes sont fondamentalement pauvres. Encore une fois on les retrouve près du seuil de la pauvreté et on peut se demander le seuil de quelle pauvreté ou de qui? Nous avons là le seuil de la pauvreté de Statistiques Canada et le nôtre. Encore une fois ce groupe de gens sans personne à charge est composé d'environ 50 p. 100 de personnes âgées de 65 ans et plus que l'on retrouve dans ce groupe de revenu près du seuil de la pauvreté.

Maintenant si je peux vous demander de passer à l'autre joli petit tableau que nous avons préparé spécialement pour vous aujourd'hui, je veux simplement illustrer une autre chose. La reproduction n'est pas très bonne. Vous verrez qu'il y a 5 groupes de colonnes représentant ce que nous appelons des revenus quintils, c'est-à-dire que celui à votre gauche représente 20 p. 100 des plus bas salariés au pays. Le groupe suivant représente l'autre 20 p. 100, le groupe d'après représente 20 p. 100 des salariés moyens; ensuite vous avez le quatrième quintil et tout à droite les plus hauts salariés.

Les trois ensembles des graphiques, c'est-à-dire les trois types de colonnes différentes, représentent trois périodes différentes dans l'histoire. Les colonnes tout en noir représentent la période de 1957. Si vous tracez une ligne pour relier ensemble les colonnes noires, vous verrez la distribution des personnes de 65 ans pour ce qui est de la répartition du revenu au pays en 1957. Nous avons beaucoup de personnes très pauvres, et contrairement nous avons fondamentalement le genre de distribution normale, avec beaucoup de personnes ayant un revenu élevé. C'était en 1957.

[Texte]

Then the next group is the bars that sort of have little cross-hatches in them, little lines across them, and that is the distribution of the same group in 1969. The reason that there are two in each of these sets, by the way, is that the one on the left represents unattached individuals; the one on the right represents families. But basically what you will see there is that between 1957 and 1969 a great number of older people moved from the lowest income category into the second income category and there was a very discernible movement into that area.

• 1650

Now just for a point of reference, the second income category puts you around the poverty line; and basically, that is the same area as the OAS/GIS total. By the same token, there was quite a drop in the number of more affluent older Canadians.

For the year 1977, you will see some small continuation of movement into the second quintile of income and a continuing decrease in relative affluence or relative representation in the upper-income areas.

Now, all of that is simply to say, basically over the past 20 to 25 years, we have achieved something in the country with people over the age of 65. Basically, we have moved them from a welfare level of income, which would be the first category, into a poverty-line level of income, which is the second part of it.

The other point I really wanted to make in relation to this is: The main reason that happened is, in most cases, federal policy, which has moved people from the lowest to the second-lowest category. The movement back from the upper-income categories into the lower-income categories is probably inflation as much as anything else.

The point coming out from that is: Really, to this point in time, the income of people over the age of 65 is almost totally dependent upon the actions of the federal government. The private pension system, investment income, retirement income and these things are all very important for the future; but for the present, the people who are 65 and over are really very, very much dependent upon the federal government.

Just in relation to that, then, I just want to make two or three very basic comments about Bill C-131. One is that the increased indexing—the double indexing, as we call it, although it is not really—of the GIS will generally serve to protect people in that second income column. They will generally serve to protect the ground gained over the past years by the federal government in that area.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Are you talking about the doubled GIS?

Mr. Hunsley: Yes. That is very important, and I think it has to be recognized.

However, having said that, I have to say, as an organization, we do not generally agree with the intent of Bill C-131, which is capping the indexation of the OAS, for the following reasons. One is that there is a question of equity. Capping the

[Traduction]

Le groupe suivant sont les colonnes où il y a de petites barres transversales. Il s'agit de la redistribution du même groupe en 1969. Soit dit en passant la colonne gauche représente les personnes seules et celle de droite les familles. Fondamentalement vous remarquerez qu'entre 1957 et 1969 bon nombre de personnes âgées sont passées de la catégorie à revenu inférieur à la deuxième catégorie et qu'il y avait une tendance très marquée dans ce domaine.

La deuxième catégorie de revenus est proche du seuil de la pauvreté et équivaut en principe au total du supplément de vieillesse et du supplément de revenu garanti. Le nombre de personnes âgées ayant des revenus importants est également en baisse sensible.

Vous remarquerez qu'au cours de l'année 1977, il y a une légère évolution dans la deuxième catégorie de revenus et une diminution relative de la catégorie des revenus élevés.

Ce qui revient à dire qu'au cours des 20 à 25 années écoulées, nous avons réussi à améliorer le niveau de vie des personnes âgées de plus de 65 ans. Celles-ci sont passées d'un revenu équivalent à l'assistance sociale, c'est-à-dire à la première catégorie, à un revenu équivalent au seuil de la pauvreté, soit la deuxième catégorie.

Cette évolution est due essentiellement à des mesures prises par le gouvernement fédéral. Par contre le mouvement inverse des personnes passant des catégories de revenus élevés aux catégories de revenus inférieurs est sans doute imputable à l'inflation.

Il découle de tout ceci que les revenus des personnes âgées de plus de 65 ans dépendent presque entièrement des mesures prises par le gouvernement fédéral. Les régimes de pensions privés, les revenus de placements et autres rentrées auront sans doute leur importance à l'avenir; mais à l'heure actuelle, le gros des personnes âgées de plus de 65 ans dépend du gouvernement fédéral.

Je voudrais encore dire deux ou trois choses essentielles concernant le bill C-131. Ce qu'il est convenu d'appeler la double indexation du supplément de revenu garanti servirait à protéger les personnes figurant dans la deuxième colonne. Et notamment à consolider les acquis du gouvernement dans ce domaine.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Vous parlez bien du double SRG?

Mr. Hunsley: C'est bien cela. C'est d'ailleurs une chose très importante.

Cela dit, nous ne saurions appuyer les dispositions du bill C-131 qui visent à faire plafonner l'indexation des prestations de sécurité de la vieillesse. Il y a une question d'équité qui entre en jeu. En limitant l'indexation et dès lors le pouvoir

[Text]

indexation or the buying power of one group in the population, while the other groups in the population are moving, really means a permanent redistribution of income away from the elderly. I am sure we will have some discussion about how much income is being redistributed.

Second, we have seen reference in Hansard and other documents about capping an increase. We are saying: In any case, next year people are getting an increase, and all we are doing is putting a cap on it. That really is misleading in a way, because capping an increase is giving a decrease. We should keep in mind we are talking about buying power, and that does mean a decrease.

The third point—I know this is not particularly surprising—is the assumption that the elderly who are not included in the OAS/GIS category do not need the money. We do know there is a pretty large concentration of people who are within a couple of thousand dollars of the OAS/GIS cutoff area. The estimate by the National Council on Welfare appears to be probably as accurate as anyone could make right now; that is, something over 100,000 people within, say, \$2,000 of the GIS cutoff as an income.

The fourth point is one we would make about OAS and we also made about the family allowance. The OAS, being taxable, is a redistributive program; and other measures could be used to save money, if money needs to be saved in this area, measures which are not redistributive.

• 1655

Tax exemptions or deductions could be converted to tax credits, for example, at the level of the average industrial wage. The value of the tax exemption at the average industrial wage could become the value of the tax credit. That would allow more appropriately the government to reduce inequitable tax benefits to those richer old people that I guess are there and we know that the numbers of them are diminishing. One of the anomalies about cutting across the board universal programs, of saying, well, there is 6% or whatever, is that any real reductions which result are in fact very inequitable. You can almost double, if you like, the inequity of them. They take not only a higher percentage of the income of the poor but they take a higher absolute dollar level of the income of the poor. So, if you take \$300 from a taxable benefit of a poor person and \$300 from a taxable benefit of a rich person, you are actually going to take the full \$300 from the poor person and maybe only \$150 from the rich person. So, that is the inequity aspect of it.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Are they in a tax bracket?

Mr. Hunsley: That is the point. If you are in the low end of the tax bracket, then, losing \$300 is a total loss. If you are in the upper end of the tax bracket, you are really not losing so much.

[Translation]

d'achat d'un groupe de la population alors que celui du reste de la population augmente, cela revient à effectuer une redistribution des revenus au détriment des personnes âgées. On pourra discuter du montant de revenus ainsi mis en cause.

Il a par ailleurs été question dans le Hansard et d'autres documents du plafonnement des augmentations. On a essayé de prétendre qu'il s'agit simplement de limiter les augmentations salariales, mais c'est une interprétation fallacieuse, car limiter une augmentation revient en réalité à une diminution. Il ne faut pas oublier en effet que du point de vue du pouvoir d'achat, cela se traduira bel et bien par une baisse.

Troisièmement, on part du principe que les personnes âgées qui ne touchent pas les prestations de sécurité de la vieillesse et de supplément de revenu garanti n'ont de toute façon pas besoin de cet argent. Or nous savons qu'il existe un nombre important de personnes âgées dont le revenu n'est supérieur que de \$2,000 environ au maximum prévu pour pouvoir toucher le supplément de revenu garanti et les prestations de sécurité de la vieillesse. D'après le Conseil national du bien-être, il y aurait environ 100,000 personnes dont le revenu est à peine supérieur de \$2,000 au maximum prévu pour pouvoir bénéficier du supplément de revenu garanti.

Quatrièmement, il ne faut pas oublier que les prestations de sécurité de la vieillesse étant impossibles, tout comme les allocations familiales d'ailleurs, servent à redistribuer le revenu. Si l'on tient à réaliser des économies, il faudrait s'en prendre à des prestations qui ne servent pas à redistribuer le revenu.

Pour les salaires industriels moyens, les exemptions et déductions fiscales pourraient être transformées en crédit d'impôt. L'exemption fiscale moyenne serait donc équivalente au crédit d'impôt. Cela permettrait notamment au gouvernement de supprimer les inégalités fiscales dont profitent actuellement certaines personnes âgées à revenu important mais dont le nombre va en diminuant. Une réduction généralisée de 6 p. 100 imposée à tous est très injuste. En effet une réduction générale de ce genre représente non seulement un pourcentage supérieur des revenus faibles mais prive en outre ces revenus faibles d'un montant supérieur en chiffres absolus. En enlevant \$300 des prestations impossibles d'une personne à revenu faible et les mêmes \$300 des prestations impossibles d'une personne à revenu élevé, cela revient à priver la première de \$300 et la deuxième de \$150 seulement, ce qui est hautement injuste.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Tout dépend de la tranche imposable.

M. Hunsley: Précisément. Pour ceux qui sont au bas de la tranche imposable, ils perdent la totalité des \$300, alors que ceux qui sont au maximum de la tranche imposable, perdent beaucoup moins.

[Texte]

Another point, and this is really probably the only major point that I would like to speak to, if I could, and that is that the information that has been made public on this measure varies tremendously. It really seems to be quite a bit more than could be explained by people making different policy judgments of a set of basic information requirements, or it is more than can be explained by the fact that people do have to, from time to time, make projections based on income figures that are two years old or three years old or that sort of thing.

It is a source of real concern because the variants could really disproportionately affect the interpretation. The government figures on the impact of this measure, the estimates that this is going to have on the impact of \$29 the first year, of \$52 the second year . . . The Conservative Party estimates that this would be \$70 the first year and \$220 the second year; and the NDP are in that same area, I guess.

These estimates appear to be using 10% inflation rate as an assumption—the second one. I should say that the CCSD estimates, if 10% were the inflation rate, would be in excess of that and we would say that the impact was going to be higher than that again; in fact, about \$119 the first year and \$255 the second year.

The point that is made though is that there does not seem in my mind to be any good reason for the debate to be taking place around numbers that are so far apart. The federal government is estimating that inflation in the next year is going to be minimally over 6% and that seems to be the basis of the projection on this. Well, if that is true, then the impact of this is really negligible, but if someone else's assumptions about inflation are true, then the impact is really a very major one. If we are talking of a difference of \$70 versus \$350, or something, over a two-year period, that is quite a major difference. I guess the point that I really want to make is: Do you think that is a way to be developing policy or should we not at least have some kind of authoritative, reasonable set of figures from which planning takes place because that is, in many cases . . . ? The difference in assumptions here is a political assumption much more than an economic one.

If the assumptions of 10% inflation were right, the reduction would not only have a major impact on the incomes of people, but would quite substantially increase the numbers of people who would require the Guaranteed Income Supplement in the future. Not only immediately because of the double indexing of the GIS, but each year hence, more people will come more quickly within the GIS range, because of their other income being affected by that.

• 1700

[Traduction]

Je tiens enfin à signaler que les renseignements dont nous disposons varient énormément. Il est donc très difficile de prendre des décisions valables, d'autant que les chiffres relatifs aux revenus sont souvent vieux de 2 ou 3 ans.

Cela est d'autant plus préoccupant que ces chiffres différents peuvent mener à des conclusions tout à fait opposées. Ainsi le gouvernement affirme que ces mesures se traduiraient par une différence de \$29 au cours de la première année et de \$52 au cours de la deuxième année. Les conservateurs pour leur part prévoient qu'il y aura une différence de \$70 pendant la première année et de \$220 la deuxième année et les NPD disent à peu près la même chose.

L'opposition base ses calculs sur un taux d'inflation de 10 p. 100. Nous estimons pour notre part qu'avec une inflation de 10 p. 100, la différence serait de \$119 au cours de la première année et de \$255 pour la deuxième année.

Il est inutile à mon sens de discuter de chiffres aussi différents les uns des autres. Le gouvernement fédéral a retenu un taux d'inflation de 6 p. 100 pour l'année à venir aux fins de ses prévisions. Si cela est avéré, les répercussions seront effectivement minimales. Par contre, si l'inflation est bien plus élevée, les répercussions seraient plus sensibles. Des prévisions variant de \$70 à \$350 sur une période de deux ans, c'est beaucoup. Est-ce à partir de chiffres aussi aléatoires qu'il convient d'élaborer les grandes orientations et ne pensez-vous pas qu'on devrait disposer de données plus fiables? En fait il s'agit d'une différence d'orientation politique plutôt qu'économique.

Si l'inflation se stabilise à 10 p. 100, non seulement les revenus des gens s'en trouveraient sensiblement diminués, mais en outre le nombre de personnes ayant besoin du supplément de revenu garanti serait en forte augmentation. Non pas immédiatement en raison de la double indexation du supplément de revenu garanti, mais chaque année, par après, de plus en plus de gens se rapprocheront rapidement du supplément de revenu garanti quand leurs autres sources de revenu seront touchées.

Le dernier point que je voudrais soulever est plus général. À notre avis, la sécurité de la vieillesse est la base même de la sécurité du revenu et c'est ce que pense également le gouvernement. Si nous décidions de mesures fondées sur des projections dont les variables sont si importantes, comment allons-nous pouvoir aborder de façon cohérente certaines des difficultés majeures que pose la réforme des pensions lorsque celle-ci sera

The last point is more general, I guess. In our view, OAS is the basis of the income security system, and in the government's view as well. If we are making policy decisions based on projections which vary so significantly, when we get into dealing with pension reform, how are we going to be able to deal consistently with some of the major questions of pension reform? There, actuarial calculations over several

[Text]

years become very, very important and have a major impact on the level of income security of individuals as time goes by. In our view, this kind of planning process does not really bode very well for pension reform.

It was nice to see another discussion paper on pension reform come out last week or the week before, but it does not really lead one to be very confident about the ability of the public system, which in itself has a fairly good record over the past 20 years or so, in terms of building a good base for a public pension system. But what confidence can it give you that there is going to be enough planning stability and enough determination on the part of the government really to do something in the private pension system?

Those are the concerns we have with the bill. I recognize that some of them may be marginally related to your considerations with it. If there are any questions or comments, I would be pleased to respond.

Le président: Monsieur Hunsley, lorsque vous êtes venu devant le Comité concernant les allocations familiales et le bill C-132, vous avez impressionné les membres de ce Comité. Je pense, qu'encore aujourd'hui, les membres du Comité ne peuvent que constater votre grande compétence.

Perhaps we can have these three charts appended to the *Minutes of Proceedings*.

Mr. Hawkes: I would certainly agree. I hope we may have cleaner copies to give to the printer—in particular the bar graph... so that they can come through more clearly in our proceedings. If you need a motion, I would be quite happy to make one.

The Chairman: That is agreed?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Thank you, Mr. Chairman. And thank you for the graphs.

The first thing I would point out is that a lot of seniors who are in those upper income levels according to the bar graph are dependent on investment income of one kind or another. This has not been a great year for investment income. Even some blue-chip stocks are not paying any dividends, which is a severe cut. So I think over time that might affect things.

I am sorry, but my memory of history is not great, and maybe yours is better. I am not sure, but the contribution of Canada Pension Plan to the incoming seniors started to come into the system about... when? Was it between 1969 and 1977?

Mr. Hunsley: The contributions started around 1967, but I do not think there would have been any impact of that at all until at least the mid-1970s. In the graphs I do not think you would be able to attribute anything at that point to CPP.

[Translation]

à l'étude? Les calculs actuariels établis sur un certain nombre d'années deviennent alors très importants et ont des répercussions majeures sur le niveau de la sécurité du revenu de particuliers au fil des ans. À notre avis, ce genre de planification n'augure pas bien pour la réforme des pensions.

Il est intéressant de noter qu'un autre document sur la réforme des pensions a été publié la semaine dernière ou la semaine d'avant, mais il ne raffermirait pas notre confiance dans le système public qui, malgré tout, au cours des vingt dernières années, a su donner au système de pensions public une bonne base. Mais comment peut-on s'assurer qu'il y aura suffisamment de planification et de stabilité et que le gouvernement sera suffisamment déterminé à agir dans le domaine des pensions privées?

Voilà ce que nous pensons du projet de loi. Je crains que certaines préoccupations que nous avons exprimées ne présentent qu'un lien ténu avec l'examen du projet de loi. C'est avec plaisir que je répondrai aux questions que vous voulez bien me poser ou aux observations que vous voulez faire.

The Chairman: Mr. Hunsley, when you appeared before the committee about family allowances and Bill C-132, the members of this committee were most interested. Again, I think that today the members can but recognize your great expertise.

Ces trois graphiques pourraient peut-être être annexés au procès-verbal.

M. Hawkes: Je suis tout à fait d'accord. J'espère que nous pourrions envoyer des copies un peu plus propres à l'imprimeur, en particulier pour ce qui est du graphique à colonnes, pour qu'elles puissent apparaître plus clairement dans nos procès-verbaux. Si une motion doit être déposée à cet effet, je suis tout à fait disposé à en présenter une.

Le président: Tout le monde est d'accord?

Des voix: D'accord.

Le président: Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Merci, monsieur le président. Et merci pour les graphiques.

Je voudrais tout d'abord dire qu'un nombre important de personnes âgées qui ont des revenus élevés selon le graphique où apparaissent les colonnes dépendent de revenus de placement. Cela n'a pas été une bonne année pour les placements. Même certaines valeurs vedettes ne produisent pas de dividendes, ce qui entraîne une perte grave de revenus. Par conséquent, au bout d'un certain temps, je crains que ces gens-là ne soit également touchés.

Excusez-moi, mais ma mémoire n'est pas extraordinaire et la vôtre est peut-être meilleure. Quand le régime des pensions du Canada a-t-il commencé à recevoir les cotisations des personnes âgées? Était-ce en 1969 et 1977?

M. Hunsley: Les cotisations ont commencé autour de 1967, mais je ne pense pas qu'il y ait eu la moindre répercussion avant le milieu des années 1970. Selon les graphiques, je ne pense pas que vous puissiez attribuer quoi que ce soit au

[Texte]

Maybe in the last few years we are starting to see a little more of an impact.

Mr. Hawkes: That would have shown up a bit in 1977.

Mr. Hunsley: Perhaps, but I think it would have been minimal.

Mr. Hawkes: In the next decade it might be seen as a bigger portion of income. Yesterday the Public Service of Canada worked from the budget paper of June 28, 1982 and assumed a 10% inflation rate and got us to a shortfall, if this bill goes into effect, of \$24.26 a month for seniors by the last quarter of 1984, and they come to a sum total near \$400. I just think that is in your ballpark.

• 1705

Mr. Hunsley: If we use the same assumptions as that—I think our figures were \$255 and \$119, so that makes it around \$375. So that is the ballpark; although I have to say, having spent some time with some friendly officials in Health and Welfare this morning and being educated to some extent on the calculations of the two different programs, there is indeed a different base to calculate rate of inflation, for example, in the adjustments of the family allowance from the one in the adjustment of the old age security—that being much more responsive to changes. The family allowance is based on calculations over the past two years, really. The old age security is based on changes in effect basically in the last six months.

So the reality is, I am told, that at this time the inflation adjustment for January is in fact known. It is not a matter of estimating any more. It is known because it is based on the August, September, October movement of the CPI, and the figure used by the minister for the actual rate is in fact an accurate indication. The real adjustment of the OAS, if this bill goes through, will be 1.5%. The real inflation rate that would have been in effect, or the adjustment that would have ordinarily come at that time, is 1.7%. And the difference at that rate is minimal.

If the figures the Finance Department uses in calculating this are accurate, the impact of this bill will be minimal. It really will. And it could be lower indeed than what the minister said in the House. It could turn out to be an absolute minimal difference. But if they are not accurate, people are going to get hit by \$300 to \$400. So it just seems perhaps not the best idea to be having people's income over a long period of time influenced so heavily by that kind of assumption.

Mr. Hawkes: One of our difficulties in calculating which disturbs me was exemplified by the minister the other night. I asked for Finance's assumptions about Canadian families in the tax year 1982 and what portion of them would fall below differential income levels. The minister said that was a secret, essentially, and would not share those with us. As a private-sector organization involved in this field, do you find access to those kinds of things from Finance, or do you try?

[Traduction]

Régime des pensions du Canada vers cette époque. L'impact a peut-être commencé à se faire sentir au cours des dernières années.

M. Hawkes: Disons en 1977.

M. Hunsley: Peut-être, mais il aura été minime.

M. Hawkes: Au cours des dix années à venir, cela représentera peut-être une part plus importante des revenus. Hier, l'Alliance de la Fonction publique du Canada a fait certains calculs à partir du discours sur le budget du 28 juin 1982 et à supposer que le taux de l'inflation s'élèverait à 10 p.100, les personnes âgées, si ce projet de loi était adopté, perdraient \$24.26 d'ici le dernier trimestre de 1984, ce qui fait un total de \$400 par an. Apparemment, vous pensez la même chose.

M. Hunsley: Si les projections sont les mêmes. Nous arrivons au chiffre de \$255 et de \$119, ce qui fait environ \$375. Nos calculs sont donc à peu près les mêmes; cependant je dois dire, ayant passé quelque temps ce matin à discuter avec certaines personnes très aimables au ministère de la Santé et du Bien-être social de la façon dont les deux programmes différents sont calculés, qu'il existe une façon différente de calculer le taux d'inflation en vue de rajuster les allocations familiales ou la sécurité de la vieillesse, ce dernier programme étant plus sensible à toute modification. Le montant des allocations familiales est calculé à partir de calculs effectués au cours des deux dernières années alors que celui de la sécurité de la vieillesse dépend de ce qui s'est passé lors des six derniers mois.

On me dit que le rajustement de l'inflation pour le mois de janvier est maintenant connu. Il ne s'agit donc plus de deviner. Il est connu car il est fondé sur la progression de l'indice des prix à la consommation des mois d'août, de septembre et d'octobre et le chiffre utilisé par le ministre nous donne en fait un aperçu exact de la situation. Si ce projet de loi est adopté, le rajustement de la sécurité de la vieillesse sera de 1,5 p. 100. Si l'on avait tenu compte du taux réel de l'inflation, le rajustement aurait été de 1,7 p. 100. Mais, avec ce pourcentage, la différence est minime.

Si les chiffres qu'utilise le ministère des Finances pour calculer ce rajustement sont exacts, l'impact de ce projet de loi sera minime. Vraiment. Et ce pourrait être encore moins élevé que ce qu'a dit le ministre à la Chambre. La différence pourrait être minime. Mais si ces chiffres sont inexacts, les gens vont perdre \$300 à \$400. Par conséquent, il ne semble pas que les revenus de particuliers à long terme dépendent si étroitement de ce genre de projections.

M. Hawkes: On peut voir toutes les difficultés que posent ces méthodes de calcul et qui me dérangent d'après l'exemple qu'en a donné le ministre l'autre soir. J'ai demandé au ministre des Finances de nous dire combien de familles canadiennes tomberaient au-dessous des niveaux de revenu différentiel pour l'exercice budgétaire 1982. Le ministre m'a affirmé qu'il s'agissait d'un secret et n'a rien voulu dire. En tant qu'organisme privé oeuvrant dans ce domaine, pouvez-vous obtenir ce

[Text]

Mr. Hunsley: We have the same problem, obviously, as you do. Sometimes we are able to get some figures or some estimates or some unofficial figures and that sort of thing, but it is always a matter of taking Statistics Canada figures which are two years old, or more, and trying to add 20% for inflation and that sort of thing. What often happens is you take a more recent set of information that you are maybe able to get because it is not based on taxation statistics or census data or something, and you are working backwards to marry two or three sets of figures. It is not a good way to do that, and I really question the need for secrecy, I guess, in making those kinds of projections. The planning that comes from the set of information used—there may well need, I suppose, to be some level of secrecy in the considerations that one has. But the basic set of assumptions about what is going to happen to the economy over time . . . I really do not see any good reason for that not to be shared so that a debate at least could be much more informed and centre around the same issues.

Mr. Hawkes: If we all started with knowledge of the assumptions, we could quarrel with either the assumptions or the mathematics; but when the assumptions are hidden, then we do not know whether our quarrel is over mathematics or over assumptions. There is a difficulty that I will bring back to the minister's attention.

• 1710

Mr. Hunsley: This bill is really the epitome of that kind of problem.

Mr. Hawkes: Yes.

In your paper the other day, there is almost a throwaway line on page 6. It is a short line, but it is one that I guess has bothered me. We are in the business of making public choices, and you deal on the top of page 6 with the following statement:

Government social and economic policies are very much inter-dependent and we can no longer afford to treat them discretely.

And you mentioned in your oral presentation today that the distribution of income for seniors is skewed more to the left.

Mr. Hunsley: Yes.

Mr. Hawkes: Certainly the upper incomes are down, and you say that is probably because of inflation.

In the preceding line, you say that many many Canadians are not aware that measures pursuing economic nationalism are very inflationary. I wonder if we could get on the record some background to the reason for that comment. It is a comment I personally share, it is a belief I personally adhere to, but I wondered if you could put on the record your . . .

Mr. Hunsley: Our point of view on that is relatively simplistic, because we do not claim expertise in energy policy or economic policy—fiscal policy generally. However, we deal

[Translation]

genre de renseignements du ministère des Finances ou du moins essayez-vous?

M. Hunsley: Nous avons évidemment les mêmes problèmes que vous. Nous pouvons parfois obtenir certaines statistiques, certaines prévisions ou certains chiffres officiels, mais en général nous nous servons des statistiques compilées par Statistique Canada qui datent de deux ans ou davantage et nous y ajoutons 20 p. 100 au titre de l'inflation par exemple. On obtient parfois des statistiques plus récentes et ce, parce qu'elles ne sont pas d'ordre fiscal ou alors des statistiques datant du recensement et dans ce cas, il faut faire les calculs à l'envers pour faire correspondre deux ou trois séries de statistiques. Ce n'est pas une bonne façon de procéder et je me demande en réalité où est le caractère secret de toutes ces prévisions. Ce qui est décidé après avoir obtenu ces renseignements devrait, je suppose, être secret. Mais pour ce qui est des prévisions économiques, et je ne vois vraiment pas pourquoi ces renseignements ne pourraient pas être partagés pour que nous puissions en discuter en connaissance de cause et que la discussion tourne autour des mêmes questions.

M. Hawkes: Si nous étions au courant de toutes les prévisions, nous pourrions contester soit les prévisions soit les calculs. Mais lorsqu'on n'est pas au courant des prévisions, on ne sait pas s'il faut contester les calculs ou les prévisions. J'en reparlerai au ministre.

M. Hunsley: Ce projet de loi est la quintessence même de ce genre de problèmes.

M. Hawkes: Précisément.

Dans votre document de l'autre jour, on trouve à la page 6 une phrase qui en est quasiment la réflexion. C'est une phrase très courte mais qui m'a porté à réfléchir. Nous sommes appelés à faire des choix et, au sommet de la page 6 de votre document, vous dites ceci:

Les politiques sociales et économiques du gouvernement sont très étroitement liées et nous ne pouvons plus nous permettre de les dissocier.

Vous avez également dit cet après-midi que, pour les personnes de l'âge d'or, le revenu a tendance à prendre la tangente vers la gauche.

M. Hunsley: En effet.

M. Hawkes: Il ne fait aucun doute que les gros revenus diminuent, et cela serait vraisemblablement attribuable à l'inflation.

Dans la phrase précédente, vous dites que nombreux sont les Canadiens qui ne savent pas que les mesures axées sur la nationalisme économique sont un gros facteur d'inflation. Vous pourriez peut-être nous dire ce qui vous pousse à dire cela. Je suis d'accord avec cette opinion qui est la vôtre, mais vous pourriez peut-être nous préciser la raison pour laquelle . . .

M. Hunsley: Notre point de vue à ce sujet est relativement simpliste car nous ne nous prétendons pas experts en politique économique ou en politique énergétique, mettons en politique

[Texte]

with it from the base that extensive expenditures by government, expenditures that are perhaps discretionary, tend generally to be inflationary, and certainly when government is financing its expenditures at the level of interest that it is at this point, the more it expends, the more it contributes to inflation. I do not think many people argue that point.

But the whole area of economic nationalism, which is something that our council does generally support, because we are not pleased from a social or any other point of view with being dependent on another nation, is a discretionary kind of policy, and one does have the ability to make timing in one's activities in the field of acquiring new companies or of providing new benefits in the energy field and that sort of thing. There is some discretion that can be used in that area, and when one decides to invest in that area, it may well be inflationary and that may well increase the pressure on the benefits of other groups in the society who do not have the economic strength or the political clout to be able to hold up their end of it. It is the reverse of the saying "when the going gets tough, the tough get going". Sometimes the tough run over the vulnerable in the process, and that is what we are pointing out can happen.

Mr. Hawkes: Last evening we were given a chartered accountant's analysis of one Crown corporation, Petro-Canada, in which they indicate the cost to the Canadian taxpayers, which does not appear as a direct subsidy in the national accounts of Canada in the past year, is in the order of \$517 million. There are direct subsidies as well. But to sit in a social policy committee and be facing two pieces of legislation in a row—one is supposed to be to save \$72 million and the other \$80 million or something—and to know that we have moved basically from the scrutiny of Parliament not only the direct subsidy but a hidden subsidy in the order of \$517 million—it really does not go to all kinds of principles that are involved in there and all other kinds of subsidies, but just simply in the monetary cost of borrowing the capital. That is basically where it is. And when we are asked to cut pensioners to feed something that gobbles up such a high proportion of the national income, I have been bothered in the House and I have been even more bothered in the committee, and I guess that is what took me to that line.

We really have not begun to lay out with any sense of clarity for members of Parliament the true costs of some of the policies that have been brought forward in the last couple of years.

• 1715

I would hope that over time we might face some of those other committees up to the reality that some of the spending decisions others make really affect the pensioners, really affect the families. When we hear the argument that there is no

[Traduction]

fiscale dans un ordre d'idées plus général. Toutefois, nous partons du principe que des dépenses publiques considérables, laissées peut-être à la discrétion du gouvernement, ont généralement tendance à attiser l'inflation, et il est certain que lorsque le gouvernement finance ses dépenses avec les taux d'intérêt que nous connaissons, plus il dépense, plus il attise l'inflation. Je ne pense pas que cet argument soit contestable.

Toutefois, pour en revenir à cette question du nationalisme économique, nationalisme que notre conseil accepte plus ou moins, dans la mesure où du point de vue social notamment, nous n'aimons guère devoir dépendre d'un autre pays, il s'agit d'une politique discrétionnaire qui permet au gouvernement de programmer ses activités lorsqu'il s'agit par exemple d'acquiescer de nouvelles entreprises ou de prévoir de nouveaux avantages dans tel ou tel secteur énergétique. Dans ce domaine, donc, certains pouvoirs discrétionnaires doivent être exercés et lorsque le gouvernement décide d'investir dans ce domaine, il peut fort bien attiser l'inflation et mettre davantage à contribution les bénéfices que retirent d'autres groupes sociaux qui n'ont ni les moyens économiques ni les moyens politiques nécessaires pour pouvoir conserver leur acquis. C'est exactement l'inverse que de dire que lorsque les temps sont difficiles, ce sont les plus costauds qui en profitent. Parfois, ces costauds écrasent au passage les plus vulnérables, et c'est précisément ce qui peut se produire.

M. Hawkes: Hier soir, un comptable agréé nous a fourni sa propre analyse des états d'une société de la Couronne, Petro-Canada, en nous montrant ce que cette société coûte aux contribuables, en l'occurrence environ \$517 millions en plus des subventions directes qui figuraient l'an dernier dans les comptes publics. En effet, il faut ajouter à cela les subventions directes. Quant à nous, nous faisons partie d'un comité chargé d'étudier les politiques sociales et nous sommes saisis en succession directe de deux mesures législatives, la première qui est censée nous faire économiser \$72 millions et l'autre, quelque \$80 millions, mais nous savons pertinemment que nous avons fait échapper à la loupe du Parlement non seulement ces subventions mais aussi ces subventions déguisées qui sont de l'ordre de \$517 millions. Sans même parler des principes, il suffit de se demander combien il en coûte d'emprunter des capitaux. Voilà ce dont il s'agit. Et lorsqu'on nous demande de serrer la vis aux retraités pour alimenter une entreprise qui absorbe une partie tellement importante du revenu national, vous comprendrez pourquoi je suis tellement agité à la Chambre et pourquoi je suis tellement agité en comité, et c'est, j'imagine, pour cette raison que j'en parle.

Nous ne sommes même pas encore parvenus à déterminer, ne serait-ce que dans les grandes lignes, à l'intention du Parlement ce que certaines des politiques qui ont été implantées depuis quelques années coûtent effectivement au Trésor.

J'espère qu'avec le temps, certains autres comités finiront par voir la réalité et par comprendre que, en certains cas, les dépenses décidées ailleurs ont une véritable incidence sur les retraités de même que sur les familles. Lorsqu'on nous dit que les caisses sont vides, ce n'est jamais vraiment le cas, c'est

[Text]

money, that is never really true; it is a question of choice. I thank you for that line in your brief.

Thank you.

The Chairman: Thank you.

Mr. Young and Mr. Robinson.

Mr. Young: I have several questions I want to ask. I also want to express our appreciation for the graphs you have provided us.

On the graph, in your explanation, you indicated that there has been a redistribution of wealth toward those who are at the low end of the income scale, or the poorer members in society. Yet I recall about a year ago or so seeing a paper—from your organization, I believe—showing quite clearly that the tax structure as a vehicle for redistribution of wealth in the country really has not worked to the benefit of the poorer segments in society. So when you are showing columns that say that since 1957 there has been a shift in the redistribution of wealth to the lower-income end, that really is not . . . You are not also arguing that as a result the poorer segments of society are in a much better position to deal with inflation and the real costs in society, are you, compared with those in the top end of the income bracket?

Mr. Hunsley: No. I think I may have misled you a little bit. I am not saying that there has been a redistribution of wealth from the upper-income people to lower-income people in society during this time period. What I am saying is that a certain group, which is the group of 65 and older, has made progress from what is basically the welfare line level, in rule-of-thumb terms, to basically the poverty line level, which tends in many cases to be twice the level of welfare, in that period of time. One group in society has made that progress.

But in many cases this progress has been offset by others. In fact, I think I can remember the figures in the time period. If we take these same quintiles but apply them to all people in the country, in this basically same time period, the people who are in the lower two ends of the distribution 25 years ago would have received about 15.6% of the total income of the country, but now they receive about 14.3%. I think the figures may have been in my other presentation. There has in fact been a total redistribution of wealth away from the lower-income categories in total, but one group has made progress.

The other thing that I wanted to point out is that as much as we have seen movement from one level of poverty, if you like, to another level of poverty, we have also seen very substantial movement at the other end of the categories. Elderly people who were in the middle- and upper-income categories in 1957 are not represented there nearly as much any more. That group has compressed itself; it has come up a bit from the bottom and it has also gone down from the top, and that has

[Translation]

simplement une question de choix. Je vous remercie d'avoir cité cette phrase dans votre mémoire.

Merci.

Le président: Je vous remercie.

Monsieur Young, puis M. Robinson.

M. Young: J'aurais plusieurs questions à poser, mais avant tout, je tiens à vous remercier de nous avoir fourni ces graphiques.

Vous nous avez dit dans votre exposé et sous forme de graphique qu'il y a eu une certaine redistribution de la richesse dont ont profité tous ceux qui étaient au bas de l'échelle des revenus, les membres les plus pauvres de la société en quelque sorte. Toutefois, si je me souviens bien, il y a environ un an, j'ai vu un document qui venait, je crois, de vos services, un document révélant très clairement que la structure fiscale dont le but est d'être un vecteur de distribution de la richesse à l'échelle nationale, n'avait pas vraiment profité aux éléments les plus pauvres de la société. Dès lors, lorsque dans les colonnes de votre tableau, vous nous dites que depuis 1957 la richesse aurait davantage eu tendance à être redistribuée dans les couches les moins nanties, ce n'est pas vraiment . . . Allez-vous également soutenir que par conséquent, ces éléments les plus pauvres de la société sont désormais beaucoup mieux en mesure de faire face à l'inflation et au coût de la vie, par rapport à ceux qui sont au sommet de l'échelle des revenus?

M. Hunsley: Non, et je crois que je vous ai légèrement induits en erreur à ce sujet. Je ne veux pas dire qu'il y a eu une redistribution de la richesse de haut en bas pendant la période en question, ce que je veux dire, c'est qu'un certain groupe, celui des plus de 65 ans, a progressé par rapport à ce qu'on considère généralement comme le seuil du bien-être social—et c'est une estimation approximative—pour aboutir mettons au seuil de la pauvreté, ce qui, le plus souvent, représente à peu près le double du point de vue des revenus. Voilà l'évolution que nous avons enregistrée pendant cette période. Il y a dans la société un groupe qui a progressé.

Toutefois, bien souvent ce progrès a été réduit à zéro par d'autres facteurs. Je pense pouvoir me rappeler les chiffres qui valent pour cette période. Si nous prenons les mêmes quintiles en les appliquant à l'ensemble de la population, pendant la même période, tous les gens qui, il y a 25 ans, se trouvaient aux deux échelons inférieurs de cette échelle de richesse auraient reçu environ 15,6 p.100 du total des revenus nationaux, contre environ 14,3 p.100 à l'heure actuelle. Je pense que ces chiffres figuraient peut-être dans mon autre document. En réalité, il y a eu une redistribution globale de la richesse au détriment des catégories à plus faible revenu, ce qui n'empêche qu'un groupe en particulier a réussi à progresser.

Ce que je voulais également signaler, c'est dans la mesure où il y a effectivement eu évolution entre deux niveaux de pauvreté, nous avons également constaté une évolution très considérable à l'autre extrémité de ces catégories. Les gens âgés qui en 1957 faisaient partie des catégories à revenu moyen ou élevé y sont actuellement beaucoup moins représentés. Ce groupe a fait en quelque sorte peau de chagrin : les deux extrêmes—inférieur et supérieur—se sont rapprochés, ce

[Texte]

tended to be a grouping of seniors right around the poverty level, which is the OAS and GIS area.

Mr. Young: I think you have helped to clarify that somewhat, because while you were explaining the graph your statement certainly led me to the conclusion that you were making the argument that people at the low end of the income scale were in a much better position today to deal with the economic realities of the world, when in fact they really are not, when you take a look at what has happened to the real growth in incomes.

The other thing I want to talk to you about is these various sets of figures everyone is bandying around, including ourselves.

• 1720

I think your statement is absolutely right. It depends on what inflation assumption one cares to make; and once you have made it, then you will arrive at any kind of figure you want, I would think. I think it is also true to say no one would be prepared to make the argument that inflation will be 6% at the end of January, 6% at the end of February, 6% at the end of March, et cetera.

Have you attempted to do any calculations at all about the effects of the erosion of the base on which pensions will be calculated, once and if full inflation protection is introduced again at the end of 1984 or the beginning of 1985? First of all, would you agree the base will be eroded at the end of that two-year period, when full indexation is restored?

Mr. Hunsley: You see, it is not clear. I suppose if we had to come to our conclusion, we would take what you and the Progressive Conservative Party used as 10% and what Department of Finance used as 6%, and we would split the difference, saying let us work on the basis that it is 8%; and if it is 8%, then this is the impact over time.

The impact over time grows every year. If 10% is right, and in the second year of this program the seniors lose \$255—which is our figure—then in fact by not being in the base, that loss is indexed at the rate of inflation; and that loss then grows year by year by year, over time. That is a very substantial loss, if your figures are right; but we just should not be...

To put it another way, is it the point of government here to reduce? If their assumptions are, basically, we are going to have 7% inflation over the next year—or 7.5% or something like that—is it their intent to reduce the income of seniors 1.5% below the level of inflation, or is it their intent to keep it at 6%?

Those two things are quite different. If they said they wanted to cap the indexing of this program at 1.5% or 1% below the level of inflation, that would allow you to project on a very clear basis what the impact would be over the years. Regardless of how inflation moved, you would know how much they were going to lose; and you could come to that kind of

[Traduction]

qui a eu pour effet de regrouper les personnes âgées aux alentours du seuil de la pauvreté, c'est-à-dire aux alentours de la SV et du SRG.

M. Young: Je pense que vous avez légèrement élucidé la situation dans la mesure où, lorsque vous expliquiez votre graphique, j'avais l'impression que vous nous disiez en somme que les gens se trouvant au plus bas de l'échelle étaient actuellement beaucoup mieux armés pour affronter les réalités économiques d'aujourd'hui alors qu'en fait, ce n'est pas le cas et qu'il suffit pour s'en convaincre de retracer l'évolution de la croissance réelle des revenus.

Je voulais également vous parler de toutes ces séries de chiffres que tout le monde, y compris nous, se jette à la tête.

Vous avez tout à fait raison. Cela dépend de l'hypothèse qu'on prend sur le taux d'inflation; une fois cette hypothèse établie, alors on peut tirer n'importe quel chiffre de nos calculs. C'est aussi vrai de dire que personne n'est prêt à croire que l'inflation restera à 6 p. 100 à la fin de janvier, à 6 p. 100 à la fin de février, à 6 p. 100 à la fin de mars, etc.

Avez-vous tenté certains calculs au sujet de l'effet de l'érosion de la base de calcul des pensions, au cas où la protection d'une pleine indexation contre l'inflation serait réintroduite à la fin de 1984 ou au début de 1985? D'abord, êtes-vous d'accord que cette base subira une érosion à la fin de la période prévu de deux ans, c'est-à-dire au moment où la pleine indexation sera rétablie?

M. Hunsley: Eh bien, ce n'est pas tout à fait clair. Si nous devons tirer nos conclusions, nous utiliserions le chiffre de 10 p. 100 du Parti progressiste conservateur, et les 6 p. 100 du ministère des Finances, pour essayer d'en trouver la moyenne à 8 p. 100; si c'était 8 p. 100, alors ce chiffre représenterait les répercussions à l'avenir.

Cette effet s'accroît chaque année. S'il s'agit bien de 10 p. 100., alors dans la seconde année de ce programme, les personnes âgées perdront \$255 selon nos calculs; cette perte, qui ne sera pas rajustée à la base, sera indexée au taux d'inflation; et elle augmentera au fil des ans. C'est une perte très importante, si vos chiffres sont exacts; toutefois nous ne devrions peut-être...

En d'autres termes, qu'est-ce que le gouvernement essaie de réduire? S'il part du postulat que nous aurons essentiellement un taux d'inflation de 7 p. 100 l'année prochaine—ou 7.5 p. 100—est-ce l'intention du gouvernement de ramener le revenu des personnes âgées à un taux de 1.5 p. 100 inférieur au niveau de l'inflation, ou est-ce son intention de maintenir le taux à 6 p. 100?

Ce sont deux choses tout à fait différentes. S'il s'agissait en fait de plafonner l'indexation du programme à 1.5 ou 1 p. 100 en-dessous du niveau de l'inflation, alors on pourrait prévoir très clairement l'incidence au fil des ans. Peu importe le taux d'inflation, on saurait exactement combien ces gens perdraient; on peut faire ce genre de projections. Toutefois, en ce moment,

[Text]

projection. But right now, the difference over time between 1% and 4% is very substantial, and your guess is as good as anyone else.

Mr. Young: The difficulty I have is in accepting the fact, as the government seems to have done, that if we limit the indexation on senior citizens, somehow that is going to bring down inflation for the whole country. I have real difficulty with that. In fact, in my own mind, I cannot possibly justify that kind of argument.

Has your organization been concerned about the increased emphasis the government seems to be making towards making increases in the GIS, perhaps, have more emphasis than increases in the OAS? Do you have any concerns at all about the possibility it poses a threat, perhaps, to the universality aspect of the old age security program?

Mr. Hunsley: Yes, your colleague raised that question the other day, and I thought I fudged the answer reasonably well; but since then I have had some second thoughts about it. Our position at this point is that our organization would clearly be in favour of universal programs, because we think they are among the best we have right now. There is no sense in doing something to erode them. What we should be doing is looking for ways to improve programs.

Now, in the future there may be better options, better programs than universal programs. There are options to consider. There are arguments to be made; for example, you could do better by having programs that related to a percentage of one and a half or two times the average industrial wage, and programs could be cut out.

• 1725

You can have programs that instead of a same-money value all the way through their lives, allow people access to opportunities, guaranteed access to opportunities and to services and to income and these kinds of things. There may be a total package that could be very much an improvement over universal programs. That package is not being presented these days. Universal programs are among the best that we have and now is not a time really to be cutting them back or trying to erode the base. Whether this particular action poses a threat to universalism or universal programs in the future is really an interpretation, I think, of political intent more than policy.

Mr. Young: I do not know what you mean by "political intent". The thing that bothers me...

Mr. Hunsley: We do not have universal programs now, really. The OAS and the family allowance are not really "universal" programs, in the original conception, because they are taxed now, and that is a combination of universality and selectivity. Obviously, when you make a switch of money out of the universal into the selective program, you are shifting the balance somewhat towards selectivity. The question is, what do you do in the long run? Are you going to hold to that policy, in the long run, or are you going to continue to switch from universal to selective programs? I think, if I am not mistaken, both Liberal and Conservative governments have indicated, at

[Translation]

la différence dans le temps entre 1 p. 100 et 4 p. 100 est très importante, et cela devient vraiment une devinette.

M. Young: Et moi, je conçois mal, à l'opposé du gouvernement, que si on limite l'indexation des pensions des personnes âgées, cela réduira l'inflation pour tout le pays. J'ai vraiment du mal à le croire. En fait, je ne vois pas comment justifier ce genre d'hypothèses.

Votre organisation s'inquiète-t-elle de ce que le gouvernement semble mettre l'accent sur les augmentations du supplément de revenu garanti, et non sur les augmentations des prestations de sécurité de la vieillesse? Pensez-vous que cela peut éventuellement menacer le caractère universel du programme des pensions de sécurité de la vieillesse?

M. Hunsley: Oui, justement, votre collègue a soulevé la même question l'autre jour, et j'ai pensé avoir donné une réponse assez bonne; mais depuis, j'ai certains doutes à ce sujet. Bien sûr, notre organisation préconise les programmes universels, qui, à notre avis, sont les meilleurs que nous ayons en ce moment. Il faut donc rien faire pour les éroder. En fait, on devrait étudier les moyens d'améliorer ces programmes.

Toutefois, à l'avenir, il y aura peut-être d'autres meilleures options, de meilleurs programmes que les programmes universels. Il faudra les étudier. Peut-être par exemple vaudrait-il mieux avoir des programmes équivalents à une fois et demie ou deux fois le salaire industriel moyen, ou même couper certains programmes.

Au lieu de programmes qui offrent aux gens une somme constante toute leur vie, on pourrait leur donner accès à certaines opportunités, un accès garanti aux opportunités, aux services et au revenu, etc. On pourrait établir un ensemble de mesures qui seraient une amélioration par rapport aux programmes universels. Mais ce n'est pas le cas de ce moment. Les programmes universels restent toujours la meilleure option, et ce n'est certainement pas le moment de les diminuer ou d'éroder leur base. Pour ce qui est de savoir si cette mesure constitue une menace pour le système universel à l'avenir, il s'agit là d'une interprétation de l'intention politique et non d'une politique établie.

M. Young: Je ne comprends pas ce que vous voulez dire par intention politique? Ca qui m'ennuie...

M. Hunsley: En ce moment, nous n'avons pas vraiment des programmes universels. Le régime de pensions de vieillesse, ou des allocations familiales ne sont pas vraiment universels, dans leur conception initiale, car maintenant ils sont impossibles; il s'agit donc d'une combinaison d'universalité et de sélectivité. Bien sûr, si vous enlevez de l'argent du côté universel pour le verser au côté sélectif, vous changez un peu l'équilibre en faveur de la sélectivité. Il faut déterminer ce qu'on veut faire à long terme? La politique sera-t-elle poursuivie à long terme, ou continuerons-nous de passer d'un système universel à un système sélectif? Si je ne me trompe, aussi bien les gouverne-

[Texte]

some point in time, that that would be consistent with their policy; that they would not necessarily decrease universal programs, but any increases in social programs would be on the selective side.

The Chairman: Mr. Robinson.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Thank you, Mr. Chairman.

I must say that I am a bit enthralled with these charts, and so on, that you have. I just wonder if, maybe, rather than a 90-degree angle curve, we had actually had a curve on the chart, they might be more meaningful to some of us. I would be much happier if they were labelled a little differently; they would be better understood. I do not know whether you would be able to do this and get them back to us, but I think they could be improved upon. I am sure you appreciate that—that they are not well done and the way you explain it . . .

Mr. Hunsley: No, I understand. As I pointed out, the charts were actually done for a different purpose. They do not serve the purpose here very well, except I hoped just to show the general distribution of income in those areas.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): You have mentioned the poverty line quite a few times throughout your dissertation. I wonder, can you tell us, so that we will have a better understanding of it, is there in fact a poverty line, or are there a number? For instance, you mentioned Statistics Canada; you mentioned the Canadian Council on Social Development; I could suggest to you the Social Planning Council of Metropolitan Toronto—and there are numerous others. Which one do we actually follow, or which one should we follow? Should it be tailored to a particular area, and so on? We keep talking about this magic poverty line, whatever it is, and say that people are either below it or they are on it or they are above it, and so on. I think it would help us a great deal if we had some way of knowing how you determine it. How do you people in the Canadian Council on Social Development determine it? And what does it contain?

What standard of living are we really talking about? When we say "the poverty line" . . . you mention the word "poverty" and you begin to think these poor people have no money in their pockets, they have no place to live, they have not enough to eat, and so on. That is not the case. I think if we had somebody, such as yourself, outline to us exactly what you mean by it, it would be very helpful.

Mr. Hunsley: Let me first draw one basic distinction: the Toronto Social Planning Council uses a line—I do not think they call it "poverty", but something very close—and their line is based on a calculation of what it costs to live in Toronto at what they call a subsistence level. It is how much it costs to buy your food and pay your rent and have whatever basic other kinds of services you have. That line is what we would call an absolute poverty line. In their interpretation that is literally what they feel it costs to live.

[Traduction]

ments libéraux que les conservateurs ont indiqué à un moment donné que ceci serait en accord avec leurs politiques; qu'ils ne diminueraient pas nécessairement les programmes universels, mais que toute augmentation dans les programmes sociaux serait en faveur d'une plus grande sélectivité.

Le président: Monsieur Robinson.

M. Robinson (Etobicoke-Lakeshore): Merci, monsieur le président.

Franchement, tous ces tableaux, etc., que vous présentez m'émerveillent. Je me demande si, au lieu d'une courbe à 90 degrés, il y avait une courbe plus souple sur les tableaux, ces derniers ne seraient-ils pas plus clairs pour certains d'entre nous. Je préférerais qu'ils soient annotés différemment; on pourrait mieux les comprendre. Peut-être pourriez-vous faire cela, et nous faire parvenir les tableaux modifiés, car je crois vraiment qu'on peut leur apporter certaines améliorations. Ce n'est pas qu'ils soient mal faits, ou que vos explications ne soient pas satisfaisantes . . .

M. Hunsley: Non, je vous comprends très bien. Comme je l'ai indiqué, les tableaux ont été préparés à d'autres fins. Ils ne sont pas très utiles dans ce cas, sauf pour montrer simplement la distribution générale des revenus dans ces domaines.

M. Robinson (Etobicoke-Lakeshore): Durant votre exposé, vous avez mentionné le seuil de la pauvreté à plusieurs reprises. En vue d'une meilleure compréhension, pouvez-vous nous dire s'il existe effectivement un seuil de la pauvreté, ou en existe-t-il plusieurs? Par exemple vous avez mentionné Statistique Canada; ensuite vous avez mentionné le Conseil canadien sur le développement social; moi je vous propose aussi le Conseil pour la planification sociale de la communauté urbaine de Toronto, il y en a plusieurs autres. Quels chiffres devrions-nous accepter? Faut-il tenir compte d'une région particulière, etc.? On nous parle toujours de ce seuil de la pauvreté magique, quel qu'il soit, pour dire que certaines personnes ont des revenus inférieurs, équivalents ou supérieurs à ce seuil. Cela pourrait nous aider beaucoup si nous savions comment on le détermine. Comment les gens du Conseil canadien du développement social l'ont-ils déterminé? Quels sont les facteurs qui entrent en jeu?

De quel niveau de vie s'agit-il? Lorsqu'on dit «seuil de la pauvreté»—on pense au terme «pauvreté», et on s'imagine que ces pauvres gens n'ont pas un sou, pas un logement, pas assez à manger, etc. Ce n'est pas ça. Il nous serait donc très utile si quelqu'un comme vous-même par exemple pouvait nous dire exactement ce que vous entendez par cette expression.

M. Hunsley: Je voudrais d'abord faire une distinction: le Conseil de planification sociale de Toronto utilise un seuil—je ne crois pas qu'il utilise le terme pauvreté, mais un terme semblable—fondé sur le calcul du coût de subsistance à Toronto. Y sont compris l'alimentation, le loyer, et divers services essentiels. C'est ce que nous-mêmes appellerons le seuil absolu de la pauvreté. C'est la conception de cet organisme du coût essentiel de la vie.

[Text]

The other poverty lines, the ones that are national—there are three, only two of which are on that little chart, three to which we may refer from time to time. There is a Statistics Canada poverty line, the CCSD poverty line, and also the Senate committee poverty line, which has been referred to at other times.

• 1730

Our poverty line would tend to find itself between the Statistics Canada poverty line and the Senate committee poverty line. The Senate one is not referred to very much any more. Ours is the simplest one, and that does not make it any more accurate than anyone else's, but it is based on the concept of relative poverty. Basically, we say that if your income is half or less than half of what the average income for someone in your situation is, then you are in poverty in the country. That is, you will see, more a measure of income distribution than it is saying that you cannot exist on the amount of money that you have. I will not go into a lot of the background on the merits of a relative poverty line, but it is pretty simple.

So we take the average industrial wage, divide it by two, and then we add a factor for every child that the person has, and that is how we plot our poverty line.

Statistics Canada plot their poverty line in a way that is rather more complicated but in the final analysis does not vary that greatly from ours. Theirs is based on a calculation of the cost of a basket of goods and then the level of income at which that basket of goods represents a certain portion—60% to 65%, say... of total income. That in fact changes because the portion varies according to the average level of income in the country. Now, that is a short way of saying something that is very complicated in doing, but it really means that both ours and the Statistics Canada poverty lines are relative measures of redistribution of income.

Poverty lines in that case do not let you know whether the person is starving or not. It may be—you are quite right—that a person who owns a house in an area where the cost of living is reasonable and has some other services provided to them and who has a poverty line income may be quite well off relative to their neighbours and in actual terms; in other cases, they may not be. But it is a measure of the redistribution of income in the country, and it over time lets you know how the society generally treats those who are less well off.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): You have indicated this in relation to the family, but I am suggesting that it might be more relevant to relate it to senior citizens per se; and, in doing that, do you take into account, say, subsidized housing that they may have, the extra benefits they get on transportation and so on? Are these things taken into account as well?

Mr. Hunsley: No, and that is one of the real lacks of poverty line. In fact—I get a chance to do a little commercial, if you do not mind—our organization has just set up a national task

[Translation]

Quant aux autres seuils de pauvreté, tous utilisés sur le plan national, ils sont au nombre de trois, dont deux paraissent sur le petit tableau, quoiqu'on en mentionne tous les trois de temps en temps. Il y a le seuil de la pauvreté établi par Statistique Canada, celui du Conseil canadien sur le développement social, et enfin, le seuil de la pauvreté établi par le comité du Sénat dont il a été question autre part.

Nous situons notre seuil de pauvreté quelque part entre celui de Statistique Canada et celui du comité sénatorial. Celui du comité sénatorial n'est pas mentionné très souvent. Le nôtre est plus simple. Il n'en est pas pour autant plus exact, mais au moins nous nous utilisons le concept de la pauvreté relative. Nous disons seulement que c'est le revenu de quelqu'un est la moitié ou moins que la moitié du revenu moyen au pays, il doit être considéré comme étant au dessous seuil de la pauvreté. C'est bien plus une mesure de la distribution des revenus qu'une façon d'établir le montant nécessaire à la subsistance. Je ne veux pas m'engager ici dans une discussion sur la valeur des divers seuils de la pauvreté. Tout ce que je dis, c'est qu'au moins le nôtre est simple.

Nous prenons le salaire industriel moyen, nous divisons par deux, en ajoutant quelque chose pour chaque enfant. C'est ainsi que nous obtenons notre seuil de la pauvreté.

Statistique Canada calcule son seuil de la pauvreté selon une formule très compliquée. Son résultat, cependant, ne diffère pas tellement du nôtre. Statistique Canada établit le coût du panier de provisions et la proportion du revenu qui doit y être consacrée, 60 ou 65 p. 100, par exemple. C'est quelque chose qui varie parce que le revenu moyen au pays varie. C'est une explication peut-être un peu trop simpliste d'un mécanisme très compliqué. Il reste que notre seuil de la pauvreté et celui de Statistique Canada sont des mesures relatives de la redistribution des revenus.

Dans un cas comme dans l'autre, il ne s'agit pas de savoir si une personne meurt de faim. Vous avez raison, il se peut très bien qu'une personne dont la maison est payée, qui vit dans une région où le coût de la vie est raisonnable et qui a droit à un certain nombre de services, vive assez bien, par rapport à ses voisins, et de fait, avec un revenu qui ne dépasse pas le seuil de la pauvreté. Dans d'autres cas, il se peut que ce soit le contraire. Cependant, le seuil de la pauvreté tel qu'il est établi doit servir à mesurer la redistribution des revenus au pays. Il est une indication de la façon dont la société traite les moins bien nantis.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Vous faites toujours intervenir les familles dans la discussion. J'estime que vous devriez parler davantage des personnes âgées comme telles. De cette façon, il vous faudrait tenir compte du logement subventionné qui leur est offert, des avantages supplémentaires auxquels elles ont droit, dans le transport en commun, par exemple. Tenez-vous compte de tous ces éléments?

M. Hunsley: Non, et c'est là une faiblesse des seuils de la pauvreté tels qu'ils sont établis. Je vais faire un peu de publicité, si vous le permettez. Votre organisme vient juste-

[Texte]

force, because it has been about 10 years since these poverty lines were devised, to review the whole concept of poverty lines because more and more in fact it is a very important concept, but we have to make sure it is relevant to today's world, and 1982 is not the same as 1971. Our task force is co-chaired by Allen Backley, who is the former Deputy Minister of Health of Ontario, and by Anne Usher, who is the President of *Alliance Québec*, and then we have a number of people from other organizations who will in fact take a look at these questions.

On the one hand, you are quite right: measures of poverty, when you consider only income, do not measure the types of services that people may receive—subsidized housing, subsidized medical care, social services, other kinds of services that may be available to them.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Entertainment, transportation and . . .

Mr. Hunsley: That is right. On the other hand, as long as there is a relative measure, you have to remember that people at the upper end of the income scale may also have those same services and may have other types of subsidized services, too. So if you are a businessman, the fact that someone maintains the roads and highways is a form of subsidized service to you as much as public housing may be to a senior citizen. So in reviewing that, we have to take into account the other kinds of subsidies that people may receive.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Would it be fair to say that when you are talking about welfare level to poverty level you are really talking about the needs level to the wants level?

• 1735

Mr. Hunsley: No, if I were going to put it into simpler terms, I would say, the starvation level to the social justice level or equity level. Our point of view is that Canada is rich enough to redistribute its income, at least to the point that everyone is making half of the average. That is not really all that progressive, and we really think the country has enough resources to do that.

So to fail to do that over the years, does represent some lack of will to actually improve, in relative terms, those who are at the lower end of the scale.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Are you equating the starvation level, as you call it, with the subsistence level?

Mr. Hunsley: Yes. In fact, in most of the provinces today, if you take a look at the welfare rates that are actually being paid, you will even find within that government—if you find someone who dares to talk about it—people who have done the calculation of the ability of those rates to buy a basket of goods in their area. They will admit that those rates are not enough to provide an adequate level of nutrition, for example, to raise a child. On welfare rates, Canada, with the rents the way they are and so on, you in fact cannot provide your children with the clothing and food and so on that you would need to do that. So those levels are below subsistence.

[Traduction]

ment de créer un groupe de travail national. Il y a dix ans que tous ces seuils de la pauvreté ont été établis. Le groupe de travail aura pour tâche de revoir toute la question. Elle prend de plus en plus d'importance. Nous devons nous assurer qu'elle tient compte des nouvelles conditions. Nous ne sommes plus en 1971, mais en 1982. Notre groupe de travail a pour coprésident M. Allen Backley, ancien sous-ministre de la santé de l'Ontario, et M^{me} Anne Usher, présidente de l'*Alliance Québec*. Il compte également des représentants d'autres organismes.

Vous avez raison de souligner le fait que les seuils de la pauvreté, qui s'attachent seulement au revenu, ne tiennent pas compte des autres services que peuvent recevoir les gens, le logement subventionné, les soins médicaux subventionnés, les services sociaux et autres.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Au niveau des loisirs, du transport en commun et . . .

M. Hunsley: Vous avez tout à fait raison. D'autre part, vous ne devez pas perdre de vue qu'il y a des gens qui ont des revenus considérables et qui ont droit aux mêmes services ou à d'autres services du même genre. La mesure est relative. Si vous êtes homme d'affaires, le fait que quelqu'un entretient pour vous les routes est autant une forme de subvention que le logement subventionné pour une personne âgée. Dans ce contexte, il faut tenir compte des autres formes de subventions.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Lorsque vous parlez du seuil de l'assistance sociale et du seuil de la pauvreté, faites-vous vraiment la distinction entre la misère et le besoin?

M. Hunsley: Non, pour exprimer la chose en termes plus simples, je dirais le niveau de crève-la-faim et le niveau de justice sociale ou niveau d'équité. À notre avis, le Canada est un pays assez riche pour redistribuer ses revenus, pour que chacun puisse toucher la moitié de la moyenne. Nous ne pensons pas que ce soit tellement progressiste et nous estimons que le pays a assez de ressources pour le faire.

Si on ne réussit pas à faire cela après tant d'années, cela veut dire qu'il nous manque la volonté d'améliorer, relativement, le sort de ceux qui sont au bas de l'échelle des revenus.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Pour vous, le niveau de crève-la-faim est-il l'équivalent du niveau de subsistance?

M. Hunsley: Oui. Dans la plupart des provinces canadiennes, quand on se penche sur le montant des prestations sociales qui sont versées, on constate que même les fonctionnaires, ceux qui osent en parler, ceux-là même qui ont fait des calculs pour vérifier si les prestations versées permettaient d'acheter la nourriture nécessaire, reconnaissent que ce n'est pas suffisant pour fournir les éléments nutritifs nécessaires à un enfant, par exemple. Nos taux de prestations sociales au Canada, étant donné les loyers que l'on doit payer ici, ne permettent pas de donner à des enfants la nourriture et les vêtements nécessaires. Il s'agit donc d'un niveau inférieur au niveau de subsistance.

[Text]

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): My time is about up, but I would like to have one more question, Mr. Chairman. You were talking about the intent of Bill C-131 and the capping of the indexation, and you have referred to it, I think, throughout by saying that it amounts to giving a decrease. I do not know how you could give anybody a decrease. If I understand the English language, you give increases and you take away—you give or take away, but you cannot give a decrease.

Mr. Hunsley: How do you give a decrease?

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): I do not know how you give a decrease; perhaps it is semantics. But it seems to me that what we are really saying is: Okay, you are getting an increase, but you are not getting as big an increase as you would have been getting under the previous legislation because it was geared to the inflation level. You talk about the base rate but the base rate could be anything. You could say, well, the base rate should be the inflation rate, which is the domestic inflation and the imported inflation, and it could be—add 2% to that just to increase it and give it a little bit higher standard every year. The base rate could be anything you want.

I would suggest to you this: We know we have two kinds of inflation; we have domestic inflation, we have imported inflation. I am being negative now, but supposing we said that the total next year will be about 11%, probably about 5% or 6% of that will be domestic and the other 5% or 6% will be imported. So, in theory, if we do not use imports, we do not have a problem. The 6% and 5% that is being given would equally deal with the situation the way it is presently, if you do not have any imported inflation. In other words, do not buy the items or use the items that have the imported inflation in them. You buy domestically, then you do not have that imported inflation. Do you have any comments on that?

Mr. Hunsley: I think I would like to submit that equation to our economist and let him . . . I do not think I could respond to that. Let me respond to the first part, though. I agree with you, there is a grammatical problem in giving a decrease, maybe you take a decrease. But what I would respond to, I guess . . . The assumption that you give—I really do not feel that adjustments in pensions, or that paying of pensions, is giving. I do not really feel that that is a gift; I think it is a payment and that these people have a right to it. I will deal with that part of the grammatical question, I guess.

The Chairman: Thank you. Does any other member want to? Mr. Hawkes or Mrs. Cossitt?

Mrs. Cossitt: Just one slight one, if I might. Referring to Mr. Robinson's equation on international inflation rates as compared to domestic inflation rates, that it would be down to maybe 6% or 5%, I think our seniors are being hit more on domestic, let us put it that way, but it certainly is not 6%. Look at the cost of food last year alone.

[Translation]

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Mon temps est écoulé mais je voudrais poser d'autres questions, monsieur le président. Il s'agit ici du bill C-131, du plafonnement de l'indexation et, tout au long, vous avez dit que cela représentait une diminution. Je ne sais pas comment on peut donner une diminution aux gens. En bon anglais, on peut donner une augmentation, on peut enlever quelque chose, mais on ne peut pas donner une diminution.

M. Hunsley: Comment donnez-vous une diminution?

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Je ne sais pas, peut-être que c'est une question de sémantique. À mon avis, cela se résume ainsi: Nous disons, d'accord pour une augmentation, mais elle ne sera pas aussi élevée que le prévoyaient les dispositions de l'ancienne loi car ces dernières étaient axées sur l'inflation. Vous parlez du taux de base mais le taux de base peut être à n'importe quel niveau. On peut dire que le taux de base est le taux d'inflation, qui représente l'inflation interne et l'inflation venue d'ailleurs, et on peut, arbitrairement, ajouter 2 p. 100 pour que le niveau de vie soit un peu plus élevé chaque année. Le taux de base est un taux fixé arbitrairement.

Voici ce que j'ai à vous dire: Nous savons qu'il y a deux sortes d'inflation, l'inflation interne et celle qui est importée. Je me ferai l'avocat du diable mais supposons un instant que l'année prochaine elle soit de 11 p. 100, dont 5 ou 6 p. 100 représenteraient l'inflation interne et le reste, l'inflation importée. En théorie, si nous n'achetons pas les biens importés, nous n'aurons pas de problèmes. Une augmentation de 6 et de 5 p. 100 permettrait donc de se maintenir à flot dans la situation actuelle, si on n'est pas touché à l'inflation importée. En d'autres termes, il suffirait de ne pas acheter ou utiliser les produits qui comportent un taux d'inflation importé. Il suffirait d'acheter les produits locaux, pour ne pas souffrir de l'inflation importée. Avez-vous quelque chose à répondre à cela?

M. Hunsley: Je crois que j'aimerais bien que notre économiste étudie cette équation. Je ne puis pas répondre à cela. Je répondrai cependant à la première question. Je conviens avec vous que du point de vue grammatical, on ne peut pas donner une diminution, on peut tout simplement l'appliquer. Je vous dirais . . . On présume que l'on donne . . . Je ne pense pas que le rajustement des pensions, le versement des pensions, constitue un don. Je ne pense pas que ce soit un cadeau car c'est le versement d'une somme à des gens qui y ont droit. Ainsi, cela résout notre problème grammatical.

Le président: Merci. Y a-t-il un autre député qui . . . ? Monsieur Hawkes ou Madame Cossitt?

Mme Cossitt: Une brève question. Je reviens à l'équation de M. Robinson sur l'inflation internationale comparée à l'inflation interne, dont le taux serait 6 p. 100 ou 5 p. 100. Je pense que les personnes âgées sont plus atteintes par l'inflation interne mais ce n'est certainement pas seulement 6 p. 100. Prenez le coût de la nourriture, l'année dernière seulement.

Pork prices were up 20%, fuel oil was up 20%, health care was up 12.2%, gasoline 16.4%, processed vegetables were up

Le prix du porc a augmenté de 20 p.100, le mazout de 20 p.100 également, les soins de santé de 12.2 p. 100, l'essence de

[Texte]

15%. So again, I think in that respect seniors, these people, are being hit in these areas much more than any inflation rate of 6% that has been brought down.

I think when the minister said the purchasing power of the dollar would be increased for these people if inflation came down to 6%, well, by bringing out these figures, their purchasing power has not increased. It is declining, and will decline.

Do you have any comments on that?

Mr. Hunsley: Just to agree that as long as we are talking about what people can buy at the store, we are telling them that they can buy less next year.

The only other point to make about the taxes—and I am glad that you mentioned them, I guess—is that really a lot of our planning and our policy, particularly our social policy, is based on the income tax system, whether it is a tax credit or a tax exemption or a program that somehow is basically paid out of the income tax system when we think about that. But the reality is that the greatest amount of taxes that are paid in the country really are not so much paid certainly out of the personal income tax system at all. The taxes that are being collected in the country more and more every year are from sales taxes, excise taxes, and these sorts of taxes; and they are the ones that really take the bite out of the living capacity, out of the buying power, of the vulnerable groups. If we were able to devise a system where we could provide tax credits for people to offset the impact of energy taxes, for example, we would help them probably much more than we would by increasing their OAS each year. Even if we increased their OAS and their GIS to the level of inflation, as long as these other taxes are taking the bite they are, their buying power would continually decrease because of that.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): There is one point, Mr. Chairman, just to conclude. The witness mentioned that there was a redirection of funds away from senior citizens, but he left the statement at that point and did not indicate what the funds were for. I might suggest to him that the redirection of funds, if any, as he is suggesting, may go towards people who are worse off than the senior citizens; namely the very poor, the unemployed, the underemployed, and so on.

Mr. Hunsley: May I respond to that? There again we have games of numbers—I should not say games of numbers, but we have differing numbers that people use. I have had the chance recently to go through the financial statement, I think it was called, that Mr. Lalonde issued a month ago, to look at the job-creation funds. There may be more up-to-date figures, I do not know, but within the figure of \$1.4 billion, what I found in there, just taking one component of it, which was direct job creation, was a figure, I think, of \$350 million; I am not sure. So I took that and went back about 11 years to 1971 and said, well, in 1971, what was the government investing in direct job creation?

This is the result. I did not pass this one around. But you will see the red arrow from 1971—and this is graphed out, it is not just a cartoon—the red arrow is the unemployment rate

[Traduction]

16.4 p. 100, les légumes en conserve de 15 p. 100. Donc, les personnes âgées sont frappées de beaucoup plus de 6 p.100.

Le ministre a dit que le pouvoir d'achat de ces personnes augmenterait si l'inflation était ramenée à 6 p. 100. Les chiffres ci-dessus démentent une telle affirmation. Leur pouvoir d'achat diminue et continuera à diminuer.

Avez-vous des commentaires à faire là-dessus?

M. Hunsley: Je suis d'accord avec vous et quand on parle de pouvoir d'achat, on dit vraiment à ces personnes qu'elles pourront acheter moins l'année prochaine.

Il y a autre chose à dire au sujet de l'impôt et je suis heureux que vous en ayez parlé. En fait, notre planification, nos politiques et particulièrement nos politiques sociales reposent sur le système fiscal, qu'il s'agisse de dégrèvement ou d'exemption fiscale, etc. Il s'agit de programmes pour lesquels les fonds proviennent de l'impôt sur le revenu. En réalité, le montant le plus important de taxes payées au pays ne provient pas de l'impôt sur le revenu des particuliers. De plus en plus, chaque année le plus gros montant des taxes provient de la taxe de vente, des taxes d'accise, etc. Ce sont toutes ces taxes que l'on doit payer qui érodent le pouvoir d'achat particulièrement des groupes les plus vulnérables. Si nous pouvions mettre au point un système de dégrèvement fiscal qui permette de compenser l'imposition de taxes en matière énergétique par exemple, le résultat serait bien meilleur qu'une augmentation des prestations de sécurité de la vieillesse. De plus, même si l'on augmente les prestations de sécurité de la vieillesse et le supplément de revenu garanti pour tenir compte du niveau de l'inflation, le pouvoir d'achat continuera à diminuer aussi longtemps que l'on n'aura pas réglé la question des autres taxes.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Une dernière chose pour conclure, monsieur le président. Selon le témoin, le gouvernement détourne les fonds des personnes âgées. Cependant, il n'a pas poursuivi son argument et n'a pas indiqué à quoi serviraient ces fonds. Puis-je lui suggérer que si tel est le cas, ces fonds iront sans doute aux personnes qui sont dans une situation encore plus difficile que les personnes âgées, je veux parler des personnes très pauvres, des chômeurs, des personnes sous-employées etc.

M. Hunsley: Pourrais-je répondre en disant que l'on peut manipuler les chiffres ou plutôt que l'on peut se servir de ceux-ci de façons fort différentes. J'ai eu la possibilité récemment de passer en revue l'état financier publié il y a un mois par M. Lalonde et qui porte sur les fonds destinés à la création d'emplois. Il est possible qu'il y ait des chiffres plus à jour que ceux-là, bref, dans ce chiffre de 1.4 milliard de dollars, on faisait entrer un chiffre de 350 millions de dollars. Je me suis alors reporté à 1971, onze ans en arrière, et je me suis demandé quelle était la part d'investissement du gouvernement dans les programmes de création directe d'emplois à l'époque.

Voici ce que j'ai remarqué: La flèche rouge indique le taux de chômage de 1971 à 1982; l'investissement dans les programmes de création directs d'emplois est représenté par la flèche

[Text]

from 1971 to 1982; and the investment in direct job creation is the blue arrow. In absolute terms and in jobs created through direct job creation, \$339 million was the direct job creation budget in 1971, \$350 million in 1982, basically the same amount; but in 1971 dollars, which are the basis of the CPI, that equals \$169 million.

So the investment is not going into direct job creation in this area. There may be other areas, but if we are talking about job creation for the unemployed, it is not going to affect them very much.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): You are not showing your projections for 1983, which are another half billion dollars.

Mr. Hunsley: No.

The Chairman: Mrs. Mitchell, one question.

Mrs. Mitchell: Thank you, Mr. Chairman.

• 1745

Mr. Hunsley, you probably do not have the actual figures, but I wonder if you have any estimates of the number of old age pensioners who fall within a sort of marginal income group. From the task force that we have been on, related to older women, in travelling across the country, we found that there are many many older women who may live in their own homes and perhaps have had a very comfortable life in their younger years because their husbands earned a fair bit, but now have nothing really except their houses and their old age pensions. Some of them, of course, are forced out of their homes, as well.

It would seem to me that, for some of those whose situation is very marginal, the 6% and 5% restraint would possibly force them into that group, although actually they are probably in the poverty group even though they are not yet receiving GIS. I think I would not be wrong to say also, from the attitudes that we have heard expressed, that there are women in Canada who are very proud and have certain attitudes about GIS in thinking that it bears the same stigma as welfare. Possibly they do not even apply for GIS to which they would be entitled. Do you know anything about those groups?

Mr. Hunsley: Our estimate I think is that there are 50,000 unattached individuals within \$2,000 of the GIS cutoff. Now because the majority of single, elderly people are women, the majority of that group would be women.

The point that you make about the GIS and people not applying, I guess that may well be a point. Some people do not apply for the GIS because it may be very little the first year; perhaps they only apply the second year or something. There is the chance that if inflation is at the level which Mr. Robinson mentioned—that is, if inflation actually is at 11%... then the double indexing, as it is called, of the GIS is going to mean that there is a greater first step. You know, the first time onto the GIS would mean a greater amount of money and that, in fact, could mean that there will be more than the usual

[Translation]

bleue. En termes absolus et pour les emplois créés par le truchement de programmes de création directe d'emplois, le budget prévu pour la création directe d'emplois s'élevait à 339 millions de dollars en 1971, 350 millions de dollars en 1982, en fait, sensiblement le même montant. Mais convertis en dollars de 1971, année qui a servi de base à l'IPC, cette dernière somme ne vaut que 169 millions de dollars.

Ainsi donc l'investissement ne va pas à la création directe d'emplois en ce domaine. Il y a peut-être d'autres domaines mais si l'on parle de création d'emplois pour les chômeurs, cela ne les touchera pas beaucoup.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Vous ne montrez pas vos prévisions pour 1983 qui représentent un autre demi milliard de dollars.

M. Hunsley: Non.

Le président: Madame Mitchell, une question.

Mme Mitchell: Merci, monsieur le président.

Monsieur Hunsley, vous n'avez peut-être pas les chiffres à ce sujet, mais pouvez-vous nous dire plus ou moins combien de retraités ont un revenu marginal? Lorsque nous avons voyagé dans le pays avec l'équipe spéciale, nous nous sommes rendu compte qu'il y a beaucoup de femmes âgées qui, tout en habitant dans leur propre maison et ayant eu sans doute une vie aisée du vivant de leur mari, ne disposent à l'heure actuelle d'aucun moyen, si ce n'est la pension de retraite et le fait qu'elles habitent dans leur propre maison. Evidemment, certaines d'entre elles sont parfois même forcées de quitter leur maison.

Pour certaines d'entre elles, dont la situation financière est précaire, l'indexation de la pension de retraite à 6 et 5 p. 100 les classerait immédiatement dans la catégorie des pauvres, même si elles ne reçoivent pas encore le supplément de revenu garanti. D'après ce que nous avons pu comprendre, on peut penser également que certaines de ces femmes âgées sont trop fières pour demander le supplément de revenu garanti parce qu'elles estiment que c'est avilissant et que cela ressemble beaucoup à l'assistance sociale. Êtes-vous au courant de cette situation?

M. Hunsley: D'après nos chiffres, il y a environ 50,000 personnes seules dont le revenu dépasse de \$2,000 la limite du supplément de revenu. Étant donné évidemment que la majorité des personnes seules âgées sont des femmes, la majorité de ce groupe serait composée de femmes également.

Quand vous dites que certaines personnes ne présentent pas de demande de supplément du revenu, vous avez peut-être raison. Il faut bien se souvenir que la première année, ce supplément n'est pas très important. Aussi certaines personnes ne présentaient-elles de demande que la deuxième année. Cependant, dans le cas où l'inflation est de 11 p. 100, comme l'a dit M. Robinson, il se produit alors un phénomène de double indexation, ce qui signifie que le montant du supplément de revenu garanti est plus important la première année et que beaucoup plus de personnes présenteraient des demandes

[Texte]

number of people who would apply for the GIS in that year. It may not be worth only \$8 a month; perhaps it is going to be worth \$20 a month, and then you would have to do it.

Mrs. Mitchell: Which in turn would cost the government that much more for the GIS in the extra benefits bracket there.

Mr. Hunsley: There is some off-setting in any case, yes, by double indexing the GIS. Also, the GIS is not taxable, so there is also a marginal loss of tax revenue from that as well.

Mrs. Mitchell: The other thing has to do with the actual cost-of-living increases for senior citizens. Would you have any idea of what those might be? I am thinking particularly of personal care—institutional care—as well, which I would imagine is, and will be, far above 6% in the coming year.

Mr. Hunsley: Yes, I think the figures given a minute ago on health care included institutional care. I cannot give anything more specific than that. However, there is a lot of concern around the capacity of the Consumer Price Index to actually measure the cost of living for a number of specific groups in society. Elderly people are among them and, particularly, elderly people who require health care. That usually means people over the age of 75. People between 65 and 75, on average, do not use any more health care generally than people in the 10 years prior. But after the age of 75, certainly the cost-of-living increases can be very much greater because of the increased dependency on health care.

The Chairman: Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Thank you, Mr. Chairman. I would like to make just two or three comments. On Mr. Hunsley's mention of direct tax credits for things like increased fuel taxes, I would remind members of the Liberal and NDP parties that that was an essential feature of the budget which was defeated in December, 1979 in the House, and which the National Council of Welfare has judged to be the fairest budget to poor people in the decade of the 1970s. As a social policy principle, what Mr. Hunsley has said is one which both parties voted against...

An hon. Member: That is the national stance...?

Mrs. Mitchell: To do away with Petro-Can, is it not? We might have supported you.

• 1750

Mr. Hawkes: I guess I would like to get a step farther. I am sorry Mr. Robinson left, but Mr. Hunsley has brought to our attention the issue of personal income tax, which is progressive, and direct taxes, which are regressive, and the two MacEachen budgets have changed the history of this nation in the proportion of taxes which are collected directly from persons. It is an enormous percentage increase in those two budgets, which is punitive to the people we have been talking about through both of these bills.

When Mrs. Cossitt puts out her list of commodities which have increased, if you really look at what lies behind those price increases, an enormous part of those price increases is

[Traduction]

au cours de cette année. Ainsi, au lieu d'un supplément de \$8 par mois, il peut s'agir de \$20.

Mme Mitchell: Ce qui représenterait alors des frais supplémentaires pour le gouvernement au poste du supplément de revenu garanti.

M. Hunsley: De plus, le supplément de revenu garanti étant non imposable, le gouvernement perd également un peu de recettes fiscales de cette façon.

Mme Mitchell: Au sujet des augmentations réelles du coût de la vie des personnes âgées, auriez-vous une idée des chiffres? Je pense particulièrement à la question des soins, soins en institution notamment, qui augmentent je le suppose de beaucoup plus de 6 p. 100 au cours de la prochaine année.

M. Hunsley: Quand on a donné les chiffres concernant les soins il y a une minute, je crois que cela comprenait également les soins en institution. Je ne pourrai rien vous donner de plus précis. Cependant, on se préoccupe beaucoup du fait que l'indice des prix à la consommation ne mesure peut-être pas vraiment le coût de la vie pour différents groupes de la société, y compris les personnes âgées et notamment les personnes âgées qui nécessitent des soins. Ce groupe comprend généralement les personnes de plus de 75 ans. En effet, entre 65 et 75 ans, les soins ne sont pas plus importants qu'entre 55 et 65. Cependant, après 75 ans, les augmentations dues au coût de la vie sont beaucoup plus importantes, principalement à cause du fardeau des soins.

Le président: Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Merci, monsieur le président. J'aimerais faire deux ou trois commentaires. M. Hunsley a parlé de dégrèvements fiscaux directs dans le cas de la taxe sur les hydrocarbures. J'aimerais rappeler aux députés libéraux et néodémocrates que c'était là un des points importants du budget défait à la Chambre en décembre 1979. Le Conseil national du bien-être estimait pour sa part qu'il s'agissait du budget le plus équitable envers les pauvres qui ait été présenté au cours des années 1970. La recommandation de M. Hunsley a donc été précédemment défaite par les deux partis...

Une voix: Quel est le point de vue national?

Mme Mitchell: Se débarrasser de Petro Canada, n'est-ce pas? Nous aurions pu vous appuyer.

M. Hawkes: J'aimerais aller un peu plus loin. Je regrette que M. Robinson soit parti. M. Hunsley a attiré notre attention sur la question de l'impôt sur le revenu des particuliers, impôt progressif par rapport à l'imposition directe qui est régressive. Les deux budgets MacEachen ont changé l'histoire de ce pays pour ce qui est du montant d'impôt perçu directement des particuliers. Ces deux budgets ont amené avec eux une augmentation très importante de l'impôt sur le revenu, aux dépens des personnes touchées par les projets de loi à l'étude.

Lorsque M^{me} Cossitt nous donne la liste des denrées qui ont augmenté de prix, si l'on étudie vraiment ces augmentations, on remarque qu'une partie importante de celles-ci est due aux

[Text]

due to the MacEachen budgets' direct taxation provisions. So when we were talking about subsistence levels—I guess that is what first twigged me—the rate of inflation for subsistence, because of the direct taxation change, is enormously higher than the CPI. It is enormously higher than the CPI, and I sit here wondering, as somebody concerned about social policy, whether or not we should have a subsistence inflation index. The terminology is probably bad, but as we try to deal, in a social policy sense, with the delivery of money to that segment of society which is least able to defend itself and needs it the most, when we use consumer price index and that particular shopping basket, we do not have a very good estimate of what a family needs in this country to provide nutrition to young people or what a senior citizen needs to avoid slow starvation.

Maybe, with the change in parliamentary reform rules and so on, as we get into our task and have our own power to set our own terms of reference beginning January 17, we have surfaced in committee today . . .

The Chairman: Yes, but do you have specific questions for the witness?—because it is on provisions that have been made, but the . . .

Mr. Hawkes: Well, he did mention that on welfare in most provinces people would have difficulty providing nutritious food to their young people and so on. My own sense is that the clear-cut exception to that would be the Province of Alberta, and I wondered if I am correct.

Mr. Hunsley: The welfare rates in the Province of Alberta are substantially above almost any other province, possibly with the exception of British Columbia; I am not quite sure. The difficulty in judging that in Alberta, of course, is the tremendous variance in cost of living from one part of the province to another.

Mr. Hawkes: But part of the mentality which gives you those higher rates is that there is more of a determination of unique needs involved in that system. Instead of saying, "There is a flat amount, and you find your own shelter out of it", they will pick up shelter costs first and then food basket costs and then medical costs, and their targets are unique. There is a fair amount of flexibility in that system to make sure that basic needs, at least, are met, and that is one reason the average gets up considerably beyond that average which is available in other provinces.

Mr. Hunsley: That is a method of welfare that used to be used in almost all of the provinces at one time. It was based, really, on needs analysis, and most of the provinces in the last 10 years have shifted from that to what they call a pre-added budget, which limits the amount.

Mr. Young: Could I have one brief last question, Mr. Chairman?

The Chairman: Yes.

Mr. Young: When you referred to the double indexing of the guaranteed income supplement, that really is not what is going to happen.

Mr. Hunsley: No.

[Translation]

dispositions d'imposition directe des budgets MacEachen. Ainsi donc, lorsque nous parlions de niveau de subsistance, c'est ce qui me met la puce à l'oreille. Le taux d'inflation dû à ces changements dans l'imposition directe dépasse de loin l'indice des prix à la consommation. Je suis en train de me demander s'il ne faudrait pas un indice d'inflation pour les personnes condamnées à la simple subsistance. Lorsque, pour le secteur de la société qui est le moins à même de se défendre et qui a besoin de tout ce qu'il peut avoir, quand pour ce secteur, nous nous servons de l'indice des prix à la consommation, nous faussons la réalité. En effet, cela ne nous donne pas une bonne idée de ce dont a besoin une famille pour nourrir ses jeunes et de ce dont ont besoin les personnes âgées pour éviter de déprimer progressivement.

Peut-être la réforme parlementaire qui nous donnera la possibilité à partir du 17 janvier d'établir notre propre mandat nous permettra-t-elle . . .

Le président: Avez-vous des questions précises à poser au témoin?

M. Hawkes: Le témoin a dit que dans la plupart des provinces, les prestations d'assistance sociale ne seraient pas suffisantes pour nourrir des jeunes. Je pense cependant qu'à cet égard, la province de l'Alberta est nettement différente, n'est-ce pas?

M. Hunsley: Les prestations sociales en Alberta sont nettement supérieures à ce qu'elles sont dans d'autres provinces, à l'exception peut-être de la Colombie-Britannique, mais je ne suis pas sûr. Il est évidemment difficile de se prononcer pour l'Alberta étant donné la grande disparité entre les régions de la province.

M. Hawkes: Oui, mais ce système tient compte des besoins individuels. Au lieu de donner des prestations uniformes, cette province assume les frais de logement, puis de nourriture, en troisième lieu les frais médicaux. Ce système est suffisamment souple pour veiller à ce que les besoins fondamentaux soient satisfaits. C'est une des raisons pour lesquelles la somme moyenne octroyée dans cette province est considérablement plus élevée que dans les autres.

M. Hunsley: Il s'agit-là d'une façon d'envisager l'assistance sociale, qui était commune à toutes les autres provinces à un moment donné. En fait, elle était basée sur une analyse des besoins. La plupart des provinces ont abandonné cette façon de procéder au cours des dix dernières années pour s'en tenir à un budget fixe en matière d'assistance sociale.

M. Young: Pourrais-je poser une question rapidement, monsieur le président?

Le président: Oui.

M. Young: Lorsque vous avez parlé de double indexation du supplément du revenu garanti, ce n'est pas vraiment ce qui va se passer.

M. Hunsley: Non.

[Texte]

Mr. Young: People who are on the GIS who receive the GIS over the next two years will not be any better off than they have been in the past. The amount of money they will receive is exactly what they would have received anyway, without the six and five program.

Mr. Hunsley: Yes, it is called double indexing; but the formula is actually, I think, indexing plus the difference between 6% and the actual inflation rate.

The Chairman: Thank you. On behalf of the members of this committee, I would like to thank you very much. I am sure that the Canadian Council on Social Development must be very proud to have this type of man.

Mr. Hunsley: Thank you very much.

The Chairman: You have presented a very good brief and answered the questions of the members very well, and I think it has been very useful for both bills, Bill C-131 and Bill C-132, to have your observations and your comments on them.

• 1755

Thank you very much. I will call this meeting adjourned until tomorrow morning at 9.30 a.m.

Mr. Young: Mr. Chairman, before we do that, at the steering committee yesterday we agreed to have the CLC appear before the committee. Unfortunately, I understand they did come to the meeting last night but because of the House standing ready for a vote they were not able to make a submission before the committee. Because that circumstance has changed, is there any way we could have the CLC appear before the committee tomorrow? Even though the steering committee did, under a different set of circumstances, agree to an agenda for tomorrow, I think this is an exceptional circumstance that perhaps the committee should give some consideration to.

Mr. Hawkes: On the same point of order, Mr. Chairman, we have not had the minister adequately, and there was one other potential witness group. I wonder if we might turn 9.30 into a steering committee meeting where we could discuss how best to deal with this bill from this point on.

Mr. Frith: On a point of order, if we are really interested in that—it was the tactic last night—we were consistent, in the sense that when the bells began in March we said if the bells are ringing, committees do not sit. So we are consistent in the sense that it is not a requirement, I do not believe, under the rules of the House, but to be consistent with what we were doing, we did not meet.

But if you want, why not 8.00 a.m.? Ask them to come here for 8.00 o'clock in the morning. I will be here and we will go at it.

The Chairman: I will ask the clerk, because the clerk made the contact with the CLC. I am going to ask her if they are available for tomorrow.

The Clerk of the Committee: The CLC has said they would have been available tonight at 6.00, or late tomorrow afternoon.

[Traduction]

M. Young: Les bénéficiaires du supplément de revenu garanti au cours des deux prochaines années ne seront pas dans une meilleure posture qu'auparavant. Le montant d'argent qu'ils recevront serait exactement le même que ce qu'ils auraient reçu si le programme d'indexation à 5 et 6 p. 100 n'avait pas été adopté.

M. Hunsley: Il s'agit d'un système de double indexation. En fait, il s'agit d'indexer et d'octroyer en sus la différence entre 6 p. 100 et le taux réel d'inflation.

Le président: Merci. Au nom des membres du Comité, je vous remercie. Je suis sûr que le Conseil canadien du développement social est très fier de vous avoir parmi eux.

M. Hunsley: Merci.

Le président: Vous nous avez présenté un très bon mémoire et vous avez très bien répondu aux questions des députés. Vos observations et vos commentaires nous ont aidés à l'égard à la fois du Bill C-131 et du Bill C-132.

Merci. La séance est levée jusqu'à demain à 9h 30.

M. Young: Monsieur le président, à la réunion d'hier du comité de direction, nous étions convenus de la comparution du CTC devant le comité. Si je comprends bien, le CTC est bien venu à la réunion hier soir, mais n'a pu nous entretenir à cause du vote prévu à la Chambre. Étant donné que la situation est différente, serait-il possible que le CTC compareisse devant le comité demain? Même si le comité de direction a déjà dans des circonstances différentes, prévu le programme de demain, je crois qu'il s'agit là de circonstances exceptionnelles, que le comité devrait par conséquent étudier.

M. Hawkes: J'invoque la même question de Règlement, monsieur le président. Nous n'avons pas pu questionner suffisamment le ministre et il y a un autre groupe qui pourrait peut-être témoigner. Le comité de direction pourrait-il se réunir à 9h 30 et discuter de la meilleure façon de procéder.

M. Frith: En mars, nous avons décidé que les comités ne siègeraient pas à l'appel de la cloche. Une telle attitude n'est pas prévue par le Règlement de la Chambre, mais c'est pourtant la tactique que nous avons adoptée hier soir. Nous nous en sommes donc tenus à ce qui avait été prévu. Nous n'avons donc pas eu de réunion.

Pourquoi ne demanderions-nous pas aux témoins de venir à 8 heures du matin? Je serai ici.

Le président: Je demanderai au greffier qui a établi le contact avec le CTC s'il est possible de les recevoir demain.

Le greffier du comité: Le CTC nous a informés qu'il aurait pu témoigner ce soir à 18 heures, ou tard demain après-midi.

[Text]

Mr. Hawkes: The whole parliamentary timetable is shoved. We might as well start with a steering committee meeting and get some sense of the minister's availability, which is important to us.

The Chairman: It is not the intention of the Chair to change the meeting—we have the suggestion made by the steering committee which I distributed at the beginning of this committee.

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, I believe it takes a quorum to approve a steering committee report, and we have not had occasion to have such a quorum to approve that particular report. I think that particular report was designed in the context of a retention of the planned parliamentary schedule, and that planned schedule has been aborted by the government.

The Chairman: That is exactly the reason, Mr. Hawkes, that I distributed the agenda. But if you want to put that question on tomorrow's meeting at 9.30, it is up to you to put it. But that is exactly the reason why I distributed the agenda.

Mr. Frith: We asked the minister what his schedule was. Thursday is a Cabinet day. There is no bloody way. That is why she said she would be coming tonight.

Mr. Hawkes: I do not think we can do this to the senior citizens of the country, with an hour and a half . . .

The Chairman: It is 6.00 o'clock and this meeting is adjourned until tomorrow morning at 9.30.

[Translation]

M. Hawkes: Tout l'horaire a été bouleversé. Nous pourrions peut-être d'abord avoir une réunion du comité de direction, pour voir quand le ministre serait disponible, ce qui est important.

Le président: Le président n'a pas l'intention de changer la réunion. Nous avons la suggestion qui a été faite par le comité de direction et que j'ai distribuée au début de la réunion du Comité.

M. Hawkes: Monsieur le président, je crois que l'on a besoin du quorum pour adopter un rapport du comité de direction et nous n'avons pas eu de quorum pour approuver le rapport. De plus, le rapport en question tenait compte de l'horaire parlementaire prévu or, cet horaire a été sabordé par le gouvernement.

Le président: C'est précisément la raison pour laquelle j'ai distribué l'horaire, monsieur Hawkes. Cependant, si vous voulez poser cette question à la réunion de demain, à 9h 30, c'est à vous de le faire. Cependant, c'est précisément là la raison pour laquelle j'ai distribué l'horaire.

M. Frith: Nous avons demandé au ministre quel était son horaire. Jeudi est réservé au Cabinet. Il n'y a donc pas d'autres possibilités. C'est la raison pour laquelle elle a dit qu'elle viendrait ce soir.

M. Hawkes: Je ne crois pas que nous puissions faire un tel coup aux personnes âgées de notre pays. Avec une heure et demie . . .

Le président: Il est six heures et la séance est levée jusqu'à demain à 9h 30.

APPENDIX "SNTE-29"

FIGURE 9: Distribution of Income, Unattached Individuals, 1979

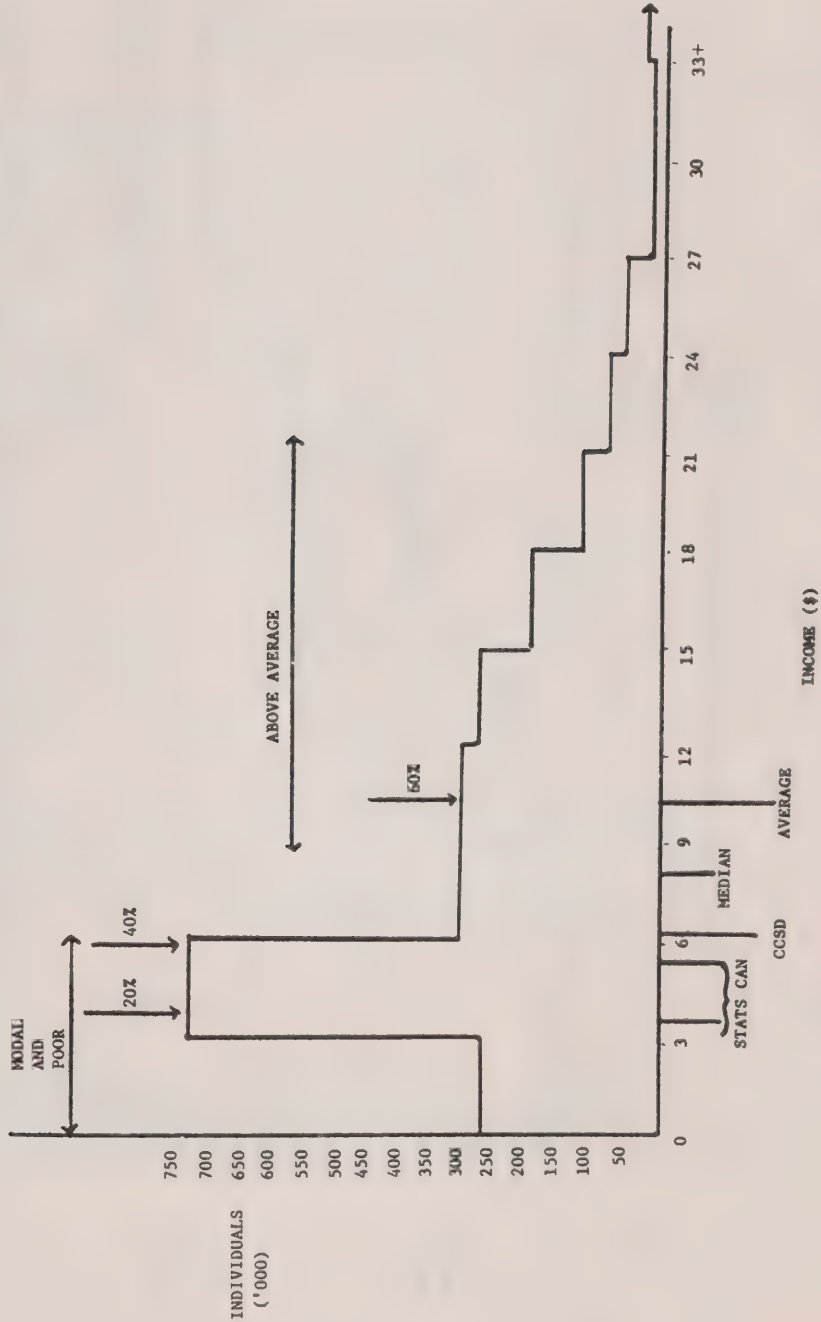


FIGURE 10: Distribution of Income, Family Size Two, 1979

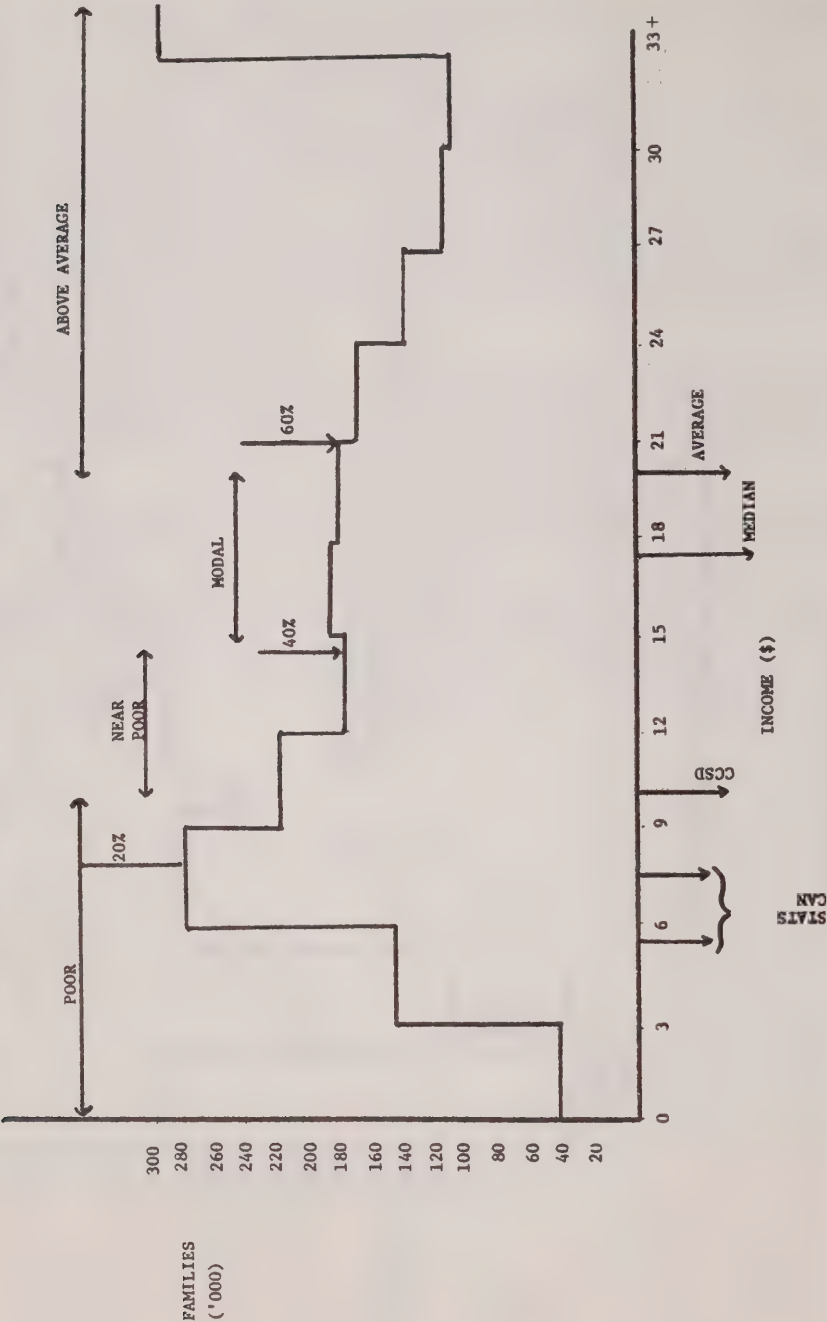


FIGURE 11: Distribution of Income, Family Size Three, 1979

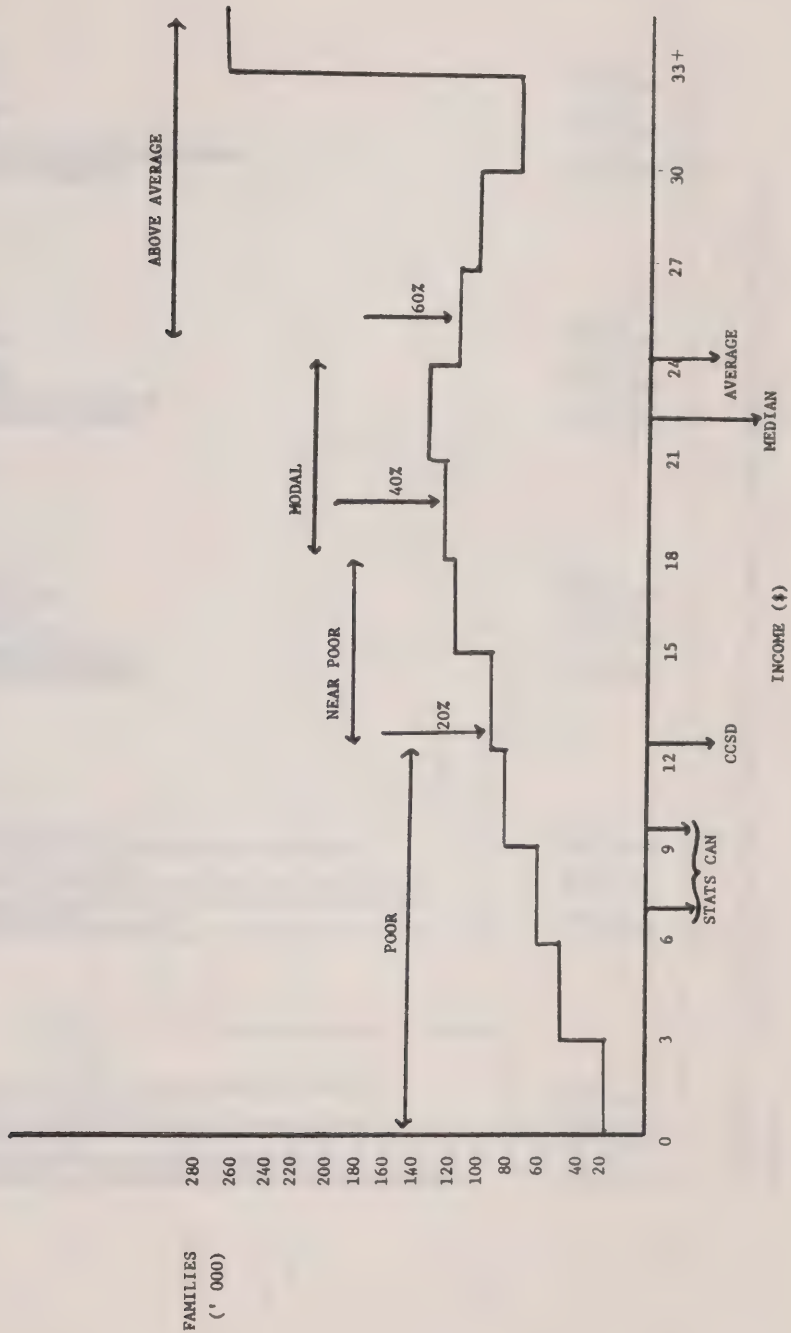
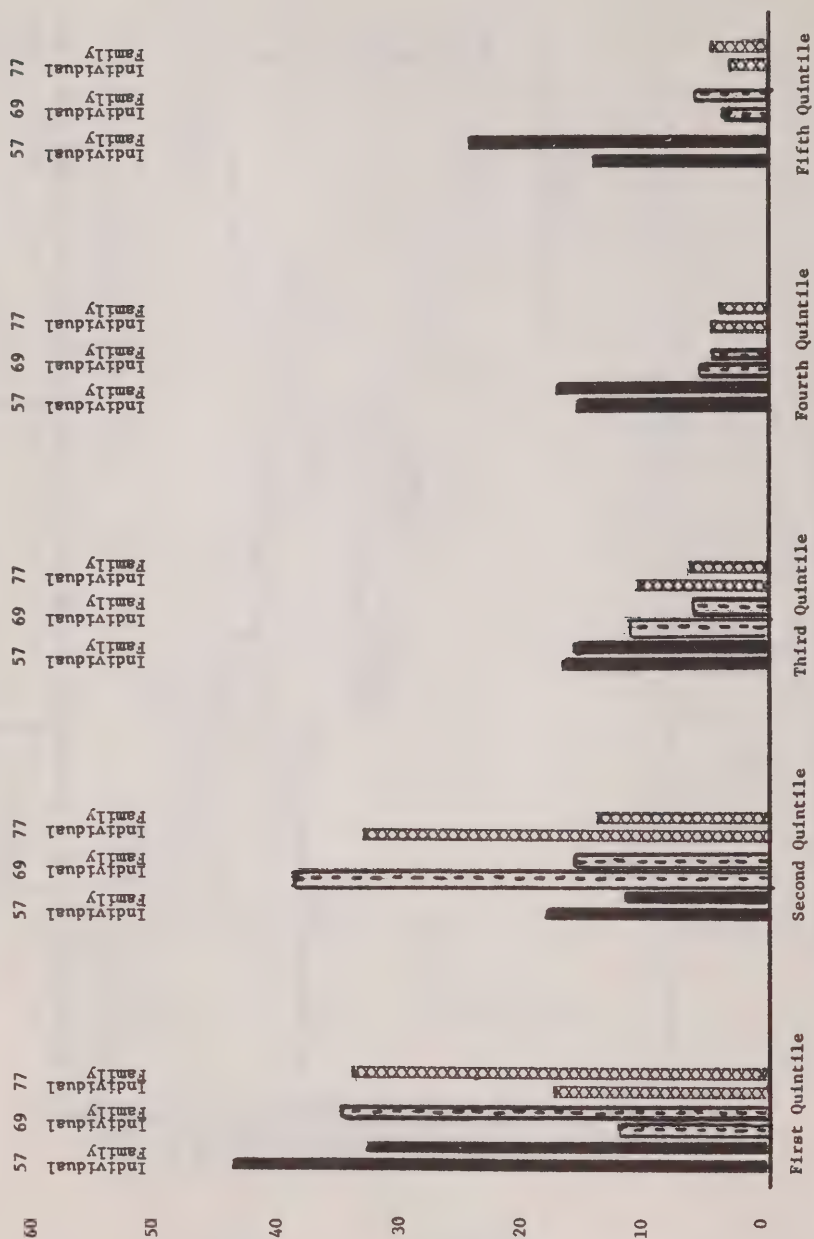


Figure 12
Representation of Individuals and Family Heads Age 65 and Older, By Income Quintile, 1957, 1969 & 1977



SOURCE: Canadian Fact Book on Income Distribution, CCSD, 1980.

APPENDICE « SNT-29 »

TABEAU 9: Répartition du revenu, personnes seules, 1979

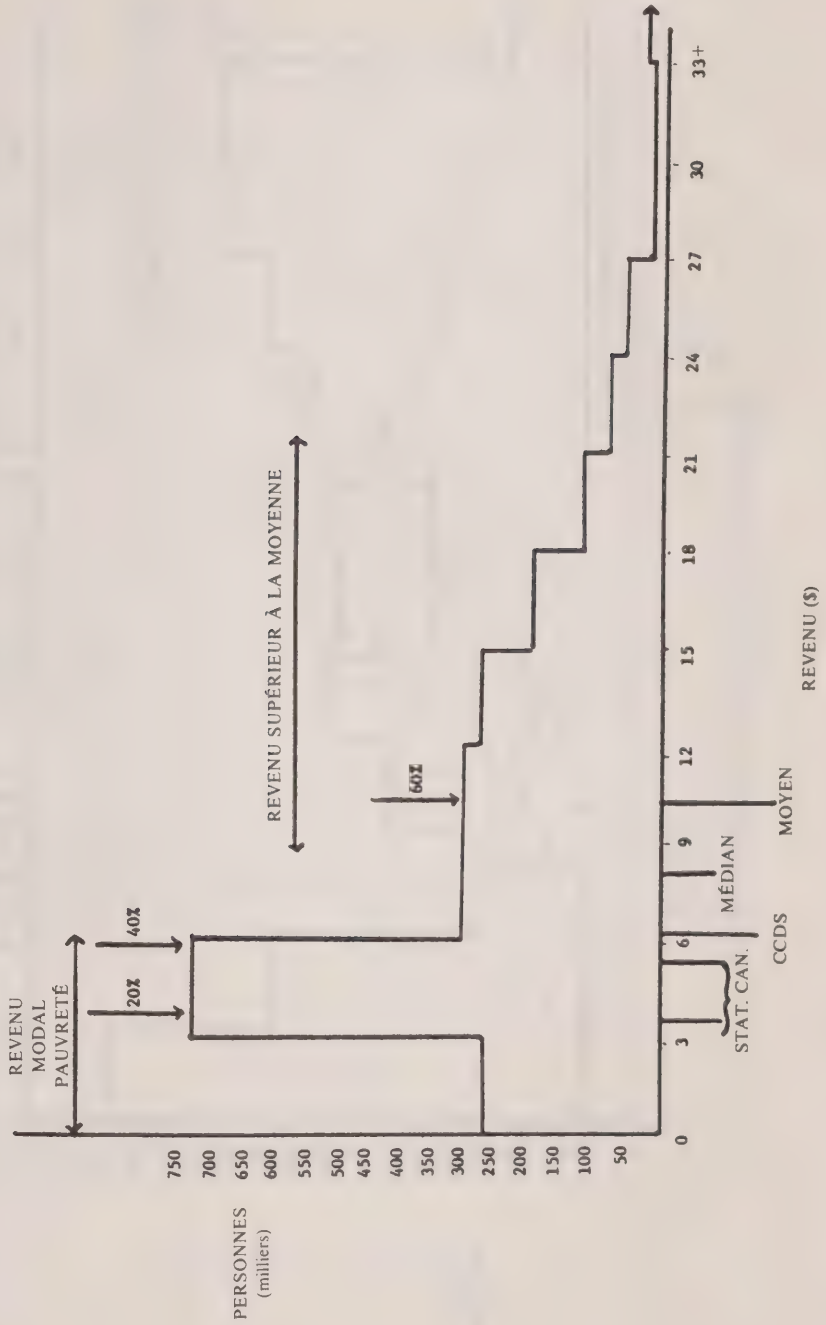


TABLEAU 10: Répartition du revenu, Famille de deux personnes, 1979

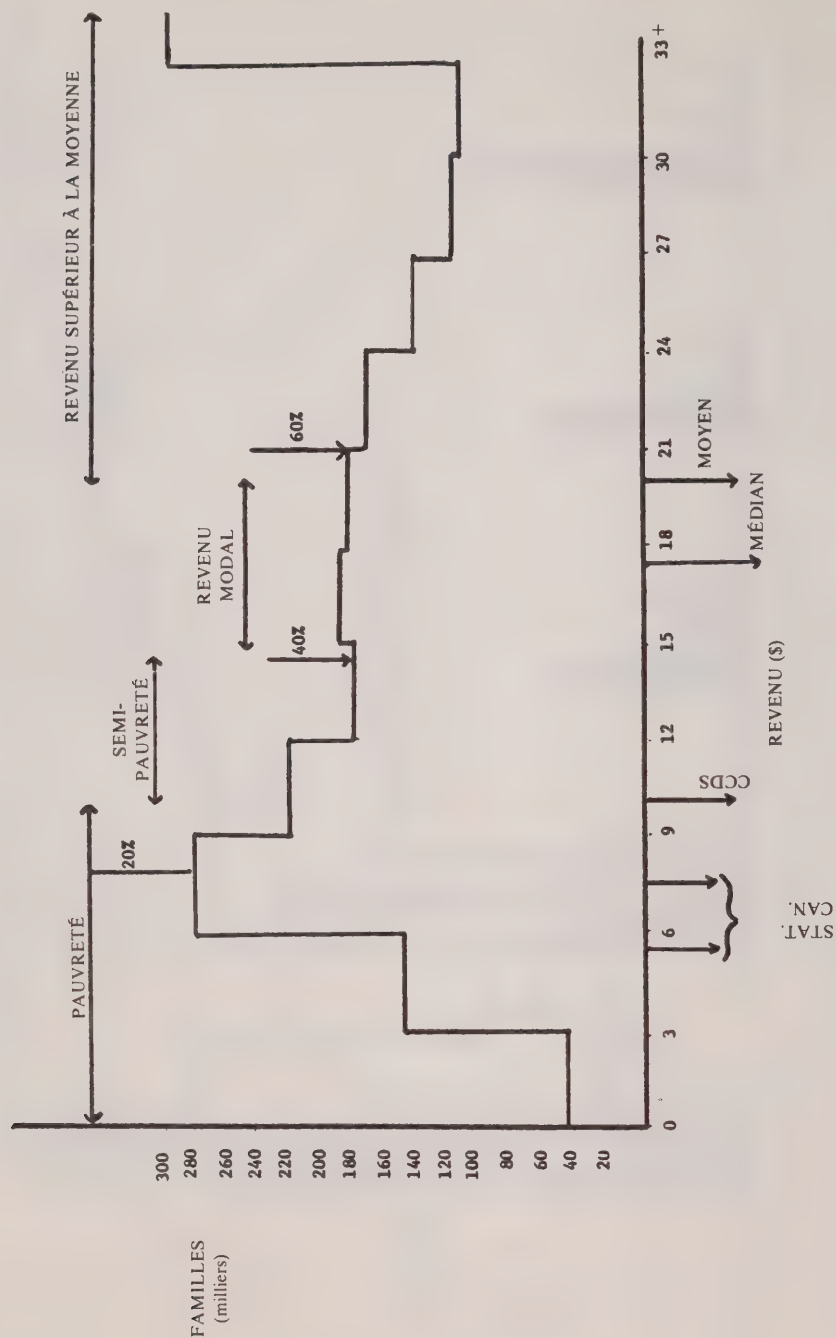


TABLEAU 11: Répartition du revenu, Famille de trois personnes, 1979

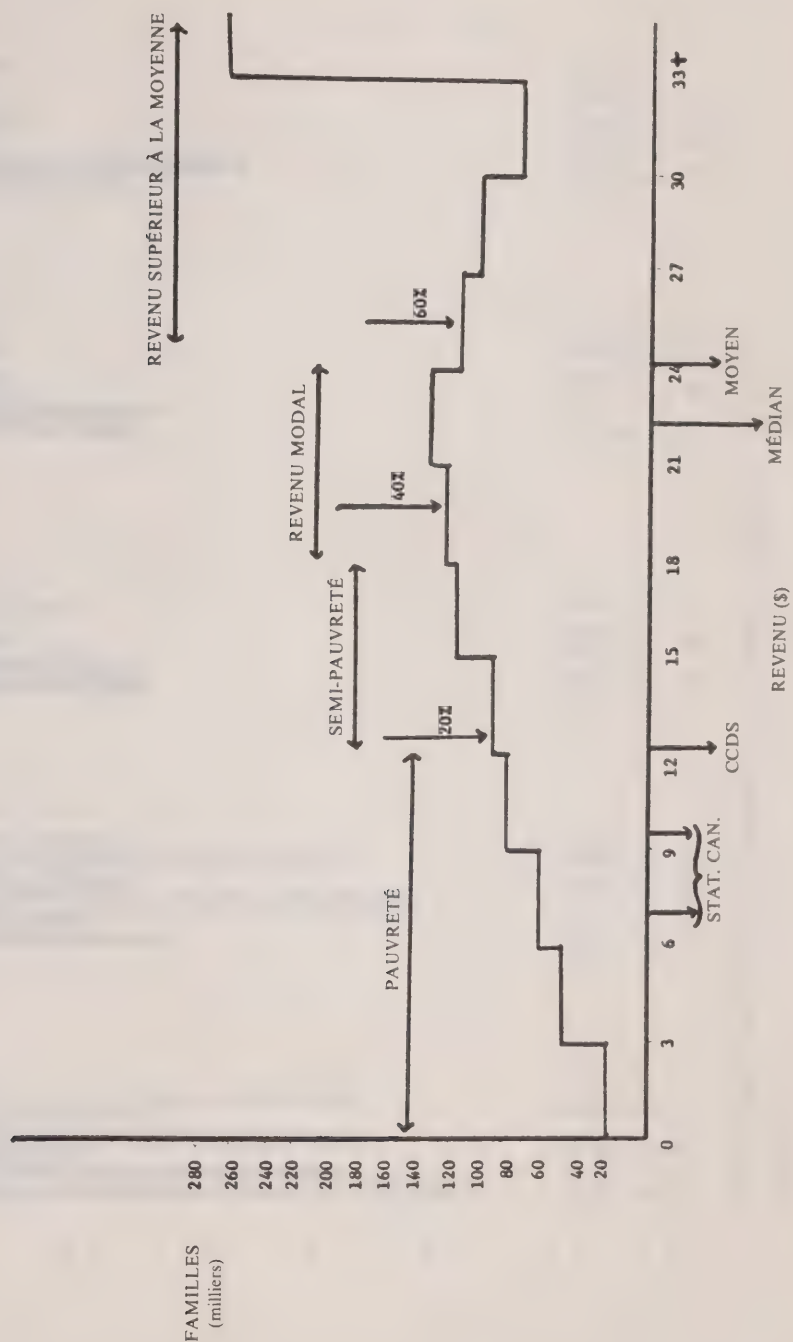
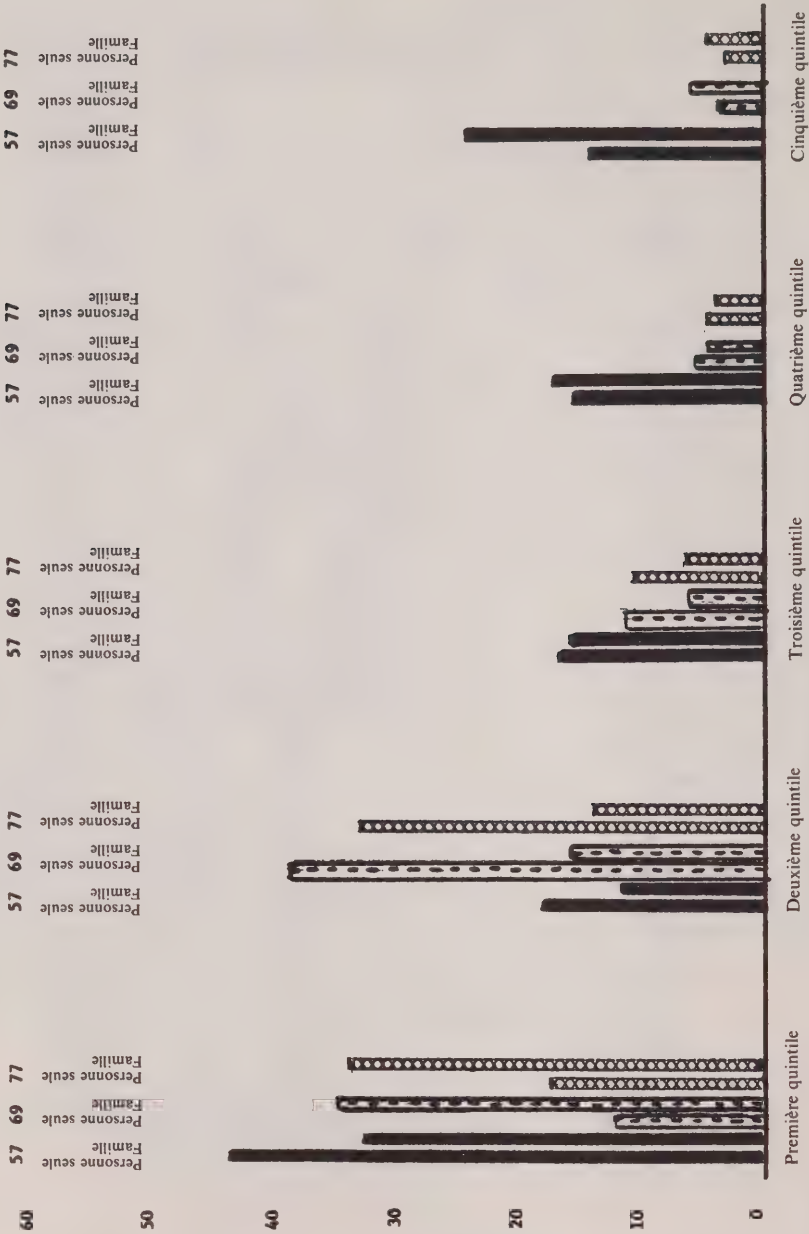
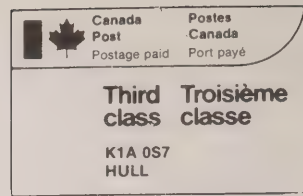


TABLEAU 12:
Personnes seules et chefs de famille, 65 ans et plus, par quintile de revenu, 1957, 1969 & 1977



SOURCE: Canadian Fact Book on Income Distribution, CCDS, 1980.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Imprimerie du gouvernement canadien
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7*

WITNESSES—TÉMOINS

From the Professional Institute of the Public Service of Canada: *De l'Institut professionnel de la Fonction publique du Canada:*

Mr. Jack Donegani, President;
Mrs. Carmel Kasper, Vice-President;
Mr. Dan Butler, Chief Research Officer.

M. Jack Donegani, président;
M^{me} Carmel Kasper, vice-présidente;
M. Dan Butler, recherchiste en chef.

From the Canadian Council on Social Development:

Mr. Terrance Hunsley, Director.

Du Conseil canadien du développement social:

M. Terrance Hunsley, directeur.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 55

Thursday, December 16, 1982

Chairman: Mr. Marcel Roy, M.P.

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

**Health,
Welfare and
Social Affairs**

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 55

Le jeudi 16 décembre 1982

Président: M. Marcel Roy, député

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent de la*

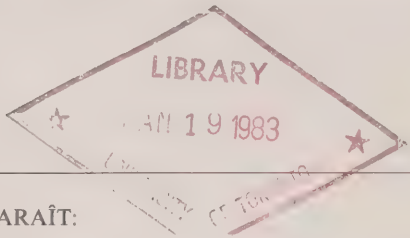
**Santé,
du bien-être social et
des affaires sociales**

RESPECTING:

Bill C-131, An Act to amend the Old Age Security Act
(No. 2)

CONCERNANT:

Projet de Loi C-131, Loi n° 2 modifiant la Loi sur la
sécurité de la vieillesse



APPEARING:

The Honourable Monique Bégin,
Minister of National Health
and Welfare

COMPARAÎT:

L'honorable Monique Bégin,
Ministre de la Santé nationale et des
affaires sociales.

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982

STANDING COMMITTEE ON HEALTH,
WELFARE AND SOCIAL AFFAIRS

Chairman: Mr. Marcel Roy

Vice-Chairman: Mr. Peter Lang

Cossitt (Mrs.)	Frith
Côté (Mrs.)	Halliday
Crosby (<i>Halifax West</i>)	Hawkes
Dantzer	Killens (Mrs.)
Daudlin	MacDonald (Miss)
	(<i>Kingston and the Islands</i>)

COMITÉ PERMANENT DE LA SANTÉ, DU
BIEN-ÊTRE SOCIAL ET DES AFFAIRES
SOCIALES

Président: M. Marcel Roy

Vice-président: M. Peter Lang

Messrs. — Messieurs

Marceau	Scott (<i>Hamilton—</i>
Mitchell	<i>Wentworth</i>)
Peterson	Tessier
Schroder	Weatherhead
	Young—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Judith LaRocque

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Thursday, December 16, 1982:

Mr. Tessier replaced Mr. Bossy;
Mr. MacLaren replaced Mr. Malépart;
Mr. Peterson replaced Mr. Burghardt;
Mr. Daudlin replaced Mr. Frith;
Mrs. Eva Côté replaced Mr. Dubois;
Mr. Dantzer replaced Mr. Gurbin;
Mr. McKenzie replaced Mr. Halliday;
Mr. Frith replaced Mr. Peterson;
Mr. Fretz replaced Miss MacDonald (*Kingston and the Islands*);
Mr. Towers replaced Mr. McKenzie;
Mr. Peterson replaced Mr. Robinson (*Etobicoke—Lake-shore*);
Miss MacDonald (*Kingston and the Islands*) replaced Mr. Dantzer;
Mr. Halliday replaced Mr. Fretz;
Mr. Robinson (*Burnaby*) replaced Mr. Young;
Mr. Dantzer replaced Mr. Towers;
Mr. Weatherhead replaced Mr. MacLaren;
Mr. Young replaced Mr. Robinson (*Burnaby*).

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le jeudi 16 décembre 1982:

M. Tessier remplace M. Bossy;
M. MacLaren remplace M. Malépart;
M. Peterson remplace M. Burghardt;
M. Daudlin remplace M. Frith;
M^{me} Eva Côté remplace M. Dubois;
M. Dantzer remplace M. Gurbin;
M. MacKenzie remplace M. Halliday;
M. Frith remplace M. Peterson;
M. Fretz remplace M^{lle} MacDonald (*Kingston et les Îles*);
M. Towers remplace M. McKenzie;
M. Peterson remplace M. Robinson (*Etobicoke—Lake-shore*);
M^{lle} MacDonald (*Kingston et les Îles*) remplace M. Dantzer;
M. Halliday remplace M. Fretz;
M. Robinson (*Burnaby*) remplace M. Young;
M. Dantzer remplace M. Towers;
M. Weatherhead remplace M. MacLaren;
M. Young remplace M. Robinson (*Burnaby*).

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, DECEMBER 16, 1982

(85)

[Text]

The Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs met at 9:55 o'clock a.m. this day, the Chairman, Mr. Marcel Roy, presiding.

Members of the Committee present: Mrs. Cossitt, Mrs. Côté, Messrs. Crosby (*Halifax West*), Daudlin, Frith, Hawkes, Mrs. Killens, Miss MacDonald (*Kingston and the Islands*), Messrs. MacLaren, Marceau, Mrs. Mitchell, Messrs. Peterson, Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*), Roy, Schroder, Scott (*Hamilton—Wentworth*), Tessier and Young.

Witness: From the Economists, Sociologists and Statisticians Association: Mr. Harley Potter, Chairman, Pensions Committee.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Friday, December 10, 1982, concerning Bill C-131. (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Tuesday, December 14, 1982, Issue No. 53*).

On Clause 1

Mr. Potter made a statement and answered questions.

Mr. Hawkes moved,—That the Steering Committee meet to consider the scheduling of the Canadian Labour Congress and the Minister of Health and Welfare to appear as witnesses on Bill C-131.

And debate arising thereon;

At 11:40 o'clock a.m., the sitting was suspended.

At 11:56 o'clock a.m., the sitting resumed.

The motion of Mr. Hawkes was agreed to.

The Chairman presented the following recommendations to the Committee:

1. That the Canadian Labour Congress appear this afternoon;
2. That the Minister of National Health and Welfare appear this afternoon;
3. That the Committee begin Clause by Clause consideration of Bill C-131, Friday, December 17, 1982, at 9:30 a.m.

By unanimous consent, these recommendations were adopted.

At 12:04 o'clock p.m., the Committee adjourned until 3:30 o'clock p.m.

AFTERNOON SITTING

(86)

The Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs met at 3:40 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Marcel Roy, presiding.

Members of the Committee present: Mrs. Cossitt, Messrs. Dantzer, Halliday, Hawkes, Mrs. Killens, Miss MacDonald (*Kingston and the Islands*), Mr. Marceau, Mrs. Mitchell,

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 16 DÉCEMBRE 1982

(85)

[Traduction]

Le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales se réunit aujourd'hui à 9h55 sous la présidence de M. Marcel Roy (président).

Membres du Comité présents: M^{me} Cossitt, M^{me} Côté, MM. Crosby (*Halifax-Ouest*), Daudlin, Frith, Hawkes, M^{me} Killens, M^{me} MacDonald (*Kingston et les Îles*), MM. MacLaren, Marceau, M^{me} Mitchell, MM. Peterson, Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*), Roy, Schroder, Scott (*Hamilton—Wentworth*), Tessier et Young.

Témoin: De l'Association des économistes, sociologues et statisticiens: M. Harley Potter, président, Comité des pensions.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du vendredi 10 décembre 1982 portant sur le projet de loi C-131. (*Voir procès-verbal et témoignages du mardi 14 décembre 1982, fascicule n° 53*).

Article 1

M. Potter fait une déclaration et répond aux questions.

M. Hawkes propose,—Que le Comité directeur se réunisse pour étudier l'établissement de l'horaire du Congrès du travail du Canada et du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social pour comparaître comme témoins sur le projet de loi C-131.

Le débat s'engage par la suite;

A 11h40, le Comité suspend ses travaux.

A 11h56, le Comité reprend ses travaux.

La motion de M. Hawkes est adoptée.

Le président fait les recommandations suivantes au Comité:

1. Que le Congrès du travail du Canada compareisse cet après-midi;
2. Que le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social compareisse cet après-midi;
3. Que le Comité entreprenne l'étude, article par article, du projet de loi C-131, le vendredi 17 décembre 1982, à 9h30.

Du consentement unanime, ces recommandations sont adoptées.

A 12h04, le Comité suspend ses travaux jusqu'à 15h30.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

(86)

Le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales se réunit aujourd'hui à 15h40 sous la présidence de M. Marcel Roy (président)

Membres du Comité présents: M^{me} Cossitt, MM. Dantzer, Halliday, Hawkes, M^{me} Killens, M^{me} MacDonald (*Kingston et les Îles*), M. Marceau, M^{me} Mitchell, MM. Peterson, Robinson (*Burnaby*), Roy, Schroder, Weatherhead et Young.

Messrs. Peterson, Robinson (*Burnaby*), Roy, Schroder, Weatherhead and Young.

Other Member present: Mr. Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*).

Appearing: The Honourable Monique Bégin, Minister of National Health and Welfare.

Witnesses: From the Canadian Labour Congress: Mrs. Shirley Carr, Executive Vice-President; Mr. Bob Baldwin, National Representative, Research and Legislation Department and Mr. Ron Lang, Director, Research and Legislation Department. *From the Department of National Health and Welfare:* Mr. R.J. Allen, Director General, Planning, Evaluation and Liaison, Income Security Programme.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Friday, December 10, 1982, regarding Bill C-131, An Act to amend the Old Age Security Act (No. 2). (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Tuesday, December 14, 1982, Issue No. 53*).

On Clause 1

The Minister and Mr. Allen answered questions.

Mrs. Carr made a statement and, with Messrs. Lang and Baldwin, answered questions.

At 6:01 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Autre député présent: M. Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*).

Compareait: L'honorable Monique Bégin, ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Témoins: Du Congrès du travail du Canada: Mme Shirley Carr, vice-président exécutif; M. Bob Baldwin, représentant national, Section de la recherche et de la législation et M. Ron Lang, directeur, Section de la recherche et de la législation. *Du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social:* M. R.J. Allen, directeur général, Planification, Évaluation et Liaison, Programme de sécurité du revenu.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du vendredi 10 décembre 1982 portant sur le projet de loi C-131, Loi n° 2 modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse. (*Voir procès-verbal et témoignages du mardi 14 décembre 1982, fascicule n° 53*).

Article 1;

Le ministre et M. Allen répondent aux questions.

Mme Carr fait une déclaration puis, avec MM. Lang et Baldwin, répond aux questions.

A 18h01, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Judith A. LaRocque

Clerk of the Committee

EVIDENCE

*(Recorded by Electronic Apparatus)**[Texte]*

Thursday, December 16, 1982

• 0948

The Chairman: I call this meeting to order.

The committee resumes consideration of its order of reference, dated Friday, December 10, 1982, on Bill C-131, an Act to amend the Old Age Security Act (No. 2).

First, I would like to thank the chairman of the other committee and the clerk who talked to the other committee—the Special Committee on Standing Orders and Procedure—for this room. We have moved from the other room to this room; and on the record, I would like to thank the chairman and the clerk, both of whom made this possible.

This morning at 9.30 we will have the Economists', Sociologists' and Statisticians' Association. They are represented by Mr. Harley Potter, Chairman of the Pensions Committee.

According to the notice of meeting, we will deal with these first witnesses at 9.30 a.m.; and then we will deal with the clause-by-clause discussion, as shown on the notice of meeting, around 10.30 or 11.00 a.m., depending on the questions we have to entertain in this session.

Mr. Hawkes: On a point of order, Mr. Chairman.**The Chairman:** Mr. Hawkes, on a point of order.

• 0950

Mr. Hawkes: I do not think the movement towards clause-by-clause consideration has been approved by a quorum of the committee or by the steering committee in light of the cancellation. I believe we should hear the witness, but I just want it on the record that we do not accept the fact that at 10.30 a.m., or after we are through with the witnesses...

The Chairman: We will discuss that after hearing the witnesses. May I yield the floor to the witnesses who, I believe, have a brief? Following that, we will proceed to questions.

Mr. Harley Potter (Chairman, Pensions Committee, Economists', Sociologists' and Statisticians' Association): Mr. Chairman, hon. members of the committee, hon. members of Parliament, I am here to represent the Economists', Sociologists' and Statisticians' Association. This is a union of some 2,000 public servants in the occupational groups which its name describes. We do not have a long statement to make, but I hope you will find its content of importance.

Our appearance here arises primarily from our perception of the government's thinking as associating indexing of our own public service pension plan with that of the old age security pension. We have made certain recommendations on that to the committee holding hearings on Bill C-133. Because of the government's linking of the indexing of both payments in its policy program, we feel we must address the issue of the

TÉMOIGNAGES

*(Enregistrement électronique)**[Traduction]*

Le jeudi 16 décembre 1982

Le président: À l'ordre, s'il vous plaît.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du vendredi 10 décembre 1982 portant sur le Projet de loi C-131, loi n° 2 modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse.

Je tiens d'abord à remercier le président du Comité spécial chargé d'examiner le règlement et la procédure ainsi que le greffier. Ils se sont entendus pour nous céder leur salle. Je leur en suis reconnaissant.

Ce matin donc, nous entendrons l'Association des économistes, sociologues et statisticiens, en la personne de M. Harley Potter qui est président du comité des pensions de cette association.

Selon l'avis de convocation, nous devons entendre ce témoin à 9h30 pour ensuite passer à l'étude article par article, du projet de loi. Selon la longueur des questions nous pourrions y arriver vers 10h30 ou 11 heures.

M. Hawkes: J'invoque le Règlement, monsieur le président.**Le président:** Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Je ne pense pas que l'idée de passer à l'étude article par article du projet de loi ait été officiellement approuvée par le Comité ou par le sous-comité de direction. En effet, une réunion a été annulée. J'estime que nous devrions quand même entendre ces témoins, soit, mais je veux qu'il soit bien indiqué au compte rendu que je n'accepte pas de passer à l'étude article par article à 10h30 ou après la déposition du témoin d'aujourd'hui.

Le président: Nous en reparlerons après avoir entendu le témoin. Je lui cède la parole. Vous avez un mémoire?

M. Harley Potter (président, Comité des pensions, Association des économistes, sociologues et statisticiens): Monsieur le président, membres du Comité, honorables députés, je suis ici pour représenter l'Association des économistes, sociologues et statisticiens, syndicat regroupant quelque 2,000 fonctionnaires de ces trois catégories professionnelles. Mon exposé ne sera pas très long, mais j'espère que vous la jugerez utile à vos travaux.

Nous sommes ici à cause de la décision du gouvernement d'associer l'indexation des pensions de retraite des fonctionnaires avec celles des pensions de sécurité de la vieillesse. Nous avons déjà fait certaines recommandations au comité saisi du projet de loi C-133. Comme dans l'esprit du gouvernement les deux sont associés, nous voulons également vous faire connaître notre opinion sur l'application du programme des 6 et 5 p.

[Text]

proposed application of 6 and 5 to the old age security pension. We were invited here, I assume, as a result of our position on OAS indexing taken in connection with Bill C-133.

We have two other interests in the matter, however. That is because reduced indexing of OAS payments during the 6 and 5 period will reduce OAS pension rates of all future years through erosion of the base upon which complete indexing would be resumed, our working members in the public service stand to get reduced income in their old age, unless some corrective action is taken.

Second; we identify with the interests of retired people including those, of course, from our own occupational groups. We stand to be adversely affected both by the application of reduced indexing during the 6 and 5 period and by the prospective much greater dollar loss following 6 and 5.

Since we formulated our position on this, it has been justified by public reaction. The writer of a letter to the *Toronto Star* complained of the great concern being expressed publicly by members of Parliament and of the public service, I believe, about reduced indexing of public service pensions. Why, he wondered, was there so little concern expressed about other pensioners? We are concerned about other pensioners and about OAS pensioners, and we trust that members of Parliament will be also.

That is why we ask you, Mr. Chairman and hon. members of the committee, to recognize the fundamental difference between pension payments and other forms of income, and to reject the application of 6 and 5 to indexing of the old age security pension. We shall develop the argument of this further.

It should be emphasized at the outset that we do not share the government's mental association of the OAS and public service pension indexing. We do not agree, even if it were judged necessary to limit indexing of non-contributory pensions—that is, the OAS... that it would be an argument for limiting indexing of the covenanted, contributory, indexing plan of the public service. We want to make that plain. But having said that, we recognize that in some people's minds the two are similar issues, and we want to argue strongly that pension payments, contributory or not, should not be subject to limitation of indexing under the 6 and 5 program. Therefore, of course, the OAS pension should not be subject to the limitation of indexing under 6 and 5.

• 0955

There is another danger of misunderstanding. We should not be interpreted as approving 6 and 5 in any of its aspects. Our union has a firm policy against this, along with the rest of the labour movement. But this committee is not addressing indexing of income tax exemptions or family allowances, which

[Translation]

100 aux pensions de sécurité de la vieillesse. L'invitation qui nous a été faite, du moins le supposons-nous, découle de notre prise de position à propos de l'indexation de la SV, thème du projet de loi C-133.

Il y a aussi le fait que nos membres sont directement concernés. La réduction de l'indexation des pensions de sécurité de la vieillesse, pendant toute la durée du programme des 6 et 5 p. 100, diminuera la base à partir de laquelle la pension de sécurité de la vieillesse sera calculée dans les années à venir, même après rétablissement de la pleine indexation, ce qui fait que nos membres verront leurs revenus diminuer d'autant lorsqu'ils seront retraités, à moins évidemment que des correctifs ne soient apportés.

Donc, nos intérêts sont les mêmes que ceux des retraités, dont ceux qui sont issus de nos groupes professionnels. Nous serons tous touchés par la réduction de l'indexation suite au programme des 6 et 5 p. 100, et même après celui-ci.

Depuis que nous avons fait connaître notre position à ce sujet, la voix du public s'est faite entendre. L'auteur d'une lettre au *Toronto Star* fait état de la vive inquiétude manifestée publiquement par des députés au Parlement et par les membres de la Fonction publique à propos du plafonnement de l'indexation des pensions de la Fonction publique. Il se demande cependant pourquoi le même degré de préoccupation n'a pas été exprimé pour le sort des autres pensionnés. En ce qui nous concerne, nous nous préoccupons de leur sort comme de celui des bénéficiaires de la sécurité de la vieillesse, et nous espérons qu'il en va de même pour les députés.

C'est pourquoi nous vous demandons, monsieur le président, membres du Comité, de reconnaître la différence fondamentale entre les pensions et les autres formes de revenus et de ne pas accepter l'application du programme des 6 et 5 p. 100 à l'indexation des pensions de la sécurité de la vieillesse. Nous allons vous exposer nos arguments.

Contrairement au gouvernement, nous ne voyons pas le lien entre l'indexation de la pension de sécurité de la vieillesse et celle de la pension de retraite de la Fonction publique. Et même s'il était jugé nécessaire de limiter l'indexation des pensions autres que les pensions à cotisation, comme les prestations de sécurité de la vieillesse, cela ne justifierait pas pour autant un plafonnement des pensions de retraite de la Fonction publique qui sont, elles, le fruit de cotisations dans le cadre d'une entente. Cela dit, nous savons que, dans l'esprit de bien des gens, les deux questions sont du même ordre. C'est pourquoi nous disons que l'indexation des pensions, qu'il s'agisse ou non de régimes à cotisations ou non, ne devrait pas être limitée en vertu du programme des 6 et 5 p. 100. Donc, l'indexation des pensions de sécurité de la vieillesse ne devrait pas être limitée à 6 et 5 p. 100.

Nous ne voulons absolument pas donner l'impression ici que nous sommes en faveur du programme des 6 et 5 p. 100. Notre syndicat y est fermement opposé, comme tous les autres d'ailleurs. Mais comme votre comité n'a rien à voir avec l'indexation des exemptions fiscales ou des allocations

[Texte]

you no doubt assume will be limited to 6 and 5. And we will be arguing that even given that application of 6 and 5, which we oppose, there is a sharp distinction to be made between income payments to retired people and groups who are for the most part in the current labour market, with its potential or actual upward flexibility of income rates through market forces.

Let us establish the differences between the two groupings of people. The population subject to the OAS pension has for the greatest part withdrawn from the labour market. Indeed, even if they chose to re-enter the labour market, most people over 65 could not secure jobs in the present economic climate. They would find it hard to do so in many or most cases even in more normal conditions. This must surely be taken into account. We hold that retired people should simply not be conscripted as soldiers in any war against inflation.

It is not only their noncombatant status, so to speak, in the labour market that should remove retired people from being called on to make sacrifices in any program to fight inflation, but the fact that many of them have very low incomes. You have heard from others the figures on the percentages of OAS recipients who must also get the guaranteed income supplement. Even those who do not receive the guaranteed income supplement are not, we feel sure, affluent in the great majority of cases.

By contrast, income tax payers are, as a broad class, active in the labour market and have ways of possibly redressing income losses after a period; that is, real income losses. More fundamentally, income tax exemptions and rates are of a budgetary character and receive an annual review from Parliament. They are in principle and practice subject to systematic review and revision. That is something like the situation where active workers are able to bargain and get higher wages later on and recoup their 6 and 5 losses.

Though we do not support the limiting of indexing in this income tax area, it must be recognized that in any succeeding year Parliament might in routine consideration of budgetary matters raise the indexing again. This is not so certain of pension payments not so subject to regular review, like the old age security pension. Unless a sunset or catch-up provision is built into any 6 and 5 law that might pass, there may be a more limited possibility of their future proposal and enactment. Now, it is submitted, is the time to limit reduction of QAS pensions to the 6 and 5 period, if the government insists on 6 and 5. Reinstating of automatic full indexing in 1985, of course, will not of itself do this. Pension payments would be lower in the post-6 and 5 period than they would otherwise have been.

Partially similar arguments apply to family allowances. Recipients are mostly in the current labour market. Like income-tax payers, most are not even subject to 6 and 5 in any formal way in their salaries and other income. I think we are

[Traduction]

familiales qui, pour vous, tombent sans doute aussi sous le coup du programme des 6 et 5 p. 100, ce que nous vous disons, c'est que, même avec ce programme des 6 et 5 p. 100, que nous rejetons d'ailleurs, il faut faire la distinction entre les pensions des personnes âgées et les revenus des autres groupes qui, pour la plupart, font encore partie de la population active et qui ont ainsi une plus grande marge de manoeuvre pour épouser d'éventuelles pertes en raison de la dynamique conjoncturelle.

Précisons, si vous le voulez bien, cette différence. Les gens qui touchent une pension de sécurité de la vieillesse en très grande majorité ne font déjà plus partie de la population active. Même s'ils décidaient de le réintégrer, comme ils ont presque tous 65 ans et plus, ils auraient bien du mal à trouver du travail vu la conjoncture actuelle. Ils auraient déjà du mal en temps normal. C'est un facteur qui a quand même son importance. C'est pourquoi nous disons que les pensionnés ne devraient pas être enrôlés de force pour lutter contre l'inflation.

Par ailleurs, il n'y a pas que leur statut de non-combattants, du fait qu'ils ne font plus partie de la population active, qui empêche les gens âgés d'être considérés comme aptes à faire des sacrifices pour lutter contre l'inflation; il y a également le fait qu'ils touchent pour la plupart des revenus très faibles. D'autres témoins vous ont cité le pourcentage des bénéficiaires de la sécurité de la vieillesse qui touchent également le supplément de revenu garanti. À notre avis, même ceux qui n'ont pas droit à ce supplément de revenu garanti ne sauraient pour la plupart être considérés comme gens de moyens.

En revanche, les contribuables qui font eux partie de la population active, ont la possibilité de rattraper le terrain perdu une fois la période de plafonnement terminée. Il y a aussi le fait que les exemptions fiscales et les taux d'imposition sont établis à chaque budget et peuvent ainsi être révisés régulièrement par le Parlement. A cela vient s'ajouter le fait que les travailleurs ont le loisir de négocier leur taux de rémunération après un certain temps et aussi de rattraper le terrain qu'ils auraient perdu avec le programme des 6 et 5 p. 100.

Donc, même si nous ne sommes pas d'accord avec la limitation de l'indexation des exemptions fiscales, nous savons que le Parlement pourra revoir la question à n'importe quel moment et relever au besoin le taux d'indexation. La situation est tout à fait différente dans le cas des pensions comme celle de la sécurité de la vieillesse. À défaut de disposition portant caducité ou de disposition de rattrapage dans le programme des 6 et 5 p. 100, il pourrait se révéler difficile de les introduire plus tard. Si le gouvernement tient absolument à limiter l'indexation des pensions de sécurité de la vieillesse à 6 et 5 p. 100, c'est maintenant qu'il faut prévoir des dispositions qui fassent en sorte que cette limitation vaille seulement pour la période visée. Le simple fait de rétablir la pleine indexation en 1985 ne corrigera pas la situation: les pensions restent à tout jamais moins élevées qu'elles ne l'auraient été autrement.

Le même argument vaut en partie dans le cas des allocations familiales. Comme la grande majorité des travailleurs, les prestataires ne sont même pas assujettis de façon officielle au programme des 6 et 5 p. 100. Nous n'allons à l'encontre

[Text]

not going contrary to any announced government policy in proposing some sort of catch-up or sunset provision in any 6 and 5 treatment of OAS that Parliament might insist on, which we maintain it should not. The government, I believe, has announced that it does not intend cutbacks of social programs for the time being. A cutback of indexing will, however, create a long-term reduction in overall pensions after the 6 and 5 period; and the spirit, if not the letter, of not reducing social programs would seem to call for not providing for a long-term cut in pensions to meet an alleged need during a short-term period.

• 1000

The committee is possibly obtaining figures on various aspects of the bill before it. It is suggested that the committee ask the government for figures on the long-term transfer of dollars from pensioners to the public treasury after 6 and 5 through the reduced long-term level of pensions. Actuaries could, no doubt, supply such figures based on various inflation assumptions. It is certain that the figure will be a multiple of the transfer to the public treasury from pensioners during the 6 and 5 period. For a dollar involved in the 6 and 5 period, the sum for the 10 years following would have to exceed \$5 given the compounding effect and an assumption about inflation. Why take \$5 to get \$1, or \$10 or \$15 to get one, which might well be the ratio over the longer term, if it is a short-term program in its objective?

The most desirable way to prevent this is also the simplest approach. It is just a sunset clause which provides with appropriate wording that after a certain date indexing of the OAS shall produce the incomes that would have prevailed if the act had not been in force. There is a precedent for this. During the Anti-Inflation Board period, as I understand it, legislation provided for limiting indexing of public service pensions so that the increase from indexing could not exceed \$2,400 a year. It also provided for indexing resuming after the period as if the time path of indexing had not been interrupted. ESSA does not agree that this limit of indexing was warranted; but, given the fact of limiting of indexing, such a restoration of a normal time path of real income after the limitation is, we would hold, definitely called for. It does not seem fair that Parliament should deny the same treatment to OAS pensioners as it gave to public service pensioners before. It should include such a sunset provision in any 6 and 5 measure if it insists on passing this undesirable bill.

We realize that it is not always possible to persuade legislative bodies to do what we think is reasonable. Therefore we note, as we have in connection with the public service indexing bill, Bill C-133, that more limited concessions are

[Translation]

d'aucune politique officielle du gouvernement en proposant une disposition de rattrapage ou une disposition portant caducité dans toute loi adoptée par le Parlement relativement à la limitation à 6 et 5 p. 100, de l'indexation de la pension de la sécurité de vieillesse, pour autant que ce plafonnement soit absolument indispensable, ce que nous contestons. Sauf erreur le gouvernement n'a pas indiqué son intention de réduire la portée des programmes sociaux pour l'instant. Une réduction de l'indexation par contre entraîne à long terme une réduction des pensions globales, longtemps après la période d'application du programme des 6 et 5 p. 100. Si le gouvernement n'a pas vraiment l'intention de réduire ses programmes sociaux, il ne devrait logiquement pas diminuer les pensions à long terme en réponse à un simple besoin à court terme, comme il le soutient.

Le comité a sans doute déjà obtenu des chiffres sur les divers aspects de ce projet de loi. Nous souhaiterions qu'il se renseigne aussi sur le financement à long terme du trésor public par les pensionnés, une fois terminée la période d'application du programme des 6 et 5 p. 100 tel qu'il s'applique aux retraités. Les actuaires sont sûrement en mesure de fournir au gouvernement ces chiffres selon divers scénarios d'inflation possibles. Il est certain que ce financement sera à long terme beaucoup plus considérable qu'au cours de la période des 6 et 5 p. 100. Pour chaque dollar ainsi «transféré» au cours de la période des 6 et 5 p. 100, il faut sûrement compter plus de \$5 au cours des dix années suivantes, compte tenu de l'effet multiplicateur qu'a l'inflation. Pourquoi enlever \$5 aux gens si on n'a besoin que de \$1; pourquoi leur enlever \$10 ou \$15, ce qui pourrait fort bien être le cas à long terme? Pourquoi le gouvernement procède-t-il de cette façon si, dans son esprit, le programme se veut à court terme?

La meilleure façon de régler ce problème est également la plus simple. Il s'agit de prévoir une clause portant caducité qui fasse en sorte qu'à partir d'une certaine date, l'indexation de la pension de la sécurité de la vieillesse donne à la longue le même montant que n'aurait été le cas sans le programme. Il existe d'ailleurs un précédent. Je pense bien qu'à l'époque de la Commission anti-inflation, la loi prévoyait que l'indexation des pensions de la retraite de la Fonction publique ne devait pas produire un montant supérieur à \$2,400 par an. Par ailleurs, elle établissait qu'après la période visée, l'indexation devait reprendre au même niveau qu'auparavant. Notre association n'accepte pas le principe d'une limitation de l'indexation dans ce cas-ci, mais elle estime que, s'il doit absolument y avoir un plafonnement, le revenu réel de ses membres doit être rétabli après la période visée, comme s'il n'y avait pas eu de plafonnement. Il semble injuste que le Parlement soumette les bénéficiaires de la sécurité de la vieillesse à un traitement différent de celui qu'il a déjà accordé aux pensionnés de la Fonction publique. Toute loi portant sur les 6 et 5 p. 100, si le gouvernement insiste pour l'adopter, devrait ainsi comporter une telle disposition portant caducité.

Par ailleurs, nous savons qu'il est parfois difficile de persuader les corps législatifs d'adopter des mesures que nous jugeons raisonnables. Aussi, nous disons, comme nous l'avons fait dans le cas du Projet de loi C-133, que des concessions plus

[Texte]

also perfectly feasible. Indeed, it is difficult to think of any valid, cogent objections to them. Our recommendation in our submission on Bill C-133 was as follows:

It is recommended that there be an amendment to Bill C-131 providing a legislative commitment that pensioners will not make a lifetime sacrifice in real income to match temporary sacrifices by active workers.

It was suggested that a very limited concession might provide for a catch-up in indexing, if the level of real wages in Canada after the 6 and 5 period indicates this is equitable. The formula might be self-actuating or actuated by the Governor in Council.

• 1005

It seems difficult, even for die-hard advocates of 6 and 5, to argue that when real wages in the economy have recovered pensioners should go on making a permanent, continuing, lifetime sacrifice because of the six and five—then in the historic past.

We would be interested to know any reasonable line of argument that can be advanced for such an inequity. We—all Canadians, and of course members of Parliament—hope that present unfavourable economic conditions will pass, and that real income per capita in the working population will resume its rise. If active workers in the labour force catch up their losses during the 6 and 5 period, why should not the pensioners, if Parliament is determined to make them share unfairly in the 6 and 5 period?

We ask, Mr. Chairman, and hon. members of the committee, that you reject this bill. But if you do recommend it and it is passed, please give the requested relief from lifetime sacrifice by pensioners.

Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Potter.

We will now proceed to questions from the members. You referred at some time to Bill C-133. You know that this bill is now starting in another committee.

Mr. Potter: Yes, we know that.

The Chairman: If you want to make some presentation there, you can . . .

Mr. Potter: We have done so.

The Chairman: You have done so.

I have just mentioned to the members that we are now dealing with Bill C-131, and I will ask that as much as possible members entertain questions dealing with the Bill C-131, on the act to amend the Old Age Security Act (No. 2). Because I think that you have already made your presentation on Bill C-133 in another committee, that is why we will deal with Bill C-131.

Mr. Hawkes.

[Traduction]

limitées seraient également possible. Il serait même difficile de leur apposer une réfutation valable. Dans le cadre du Projet de loi C-133, nous avons fait la recommandation suivante:

Nous recommandons que le Projet de loi C-131 soit modifié de façon à garantir aux pensionnés qu'ils ne seront pas appelés à faire des sacrifices toute leur vie durant, au niveau de leur revenu réel, en contrepartie de sacrifices temporaires seulement consentis par les membres de la population active.

Il a été dit qu'une concession très limitée permette le rattrapage de l'indexation si le niveau réel des salaires, une fois la période de 6 et 5 p. 100 terminée, le justifiait. Cette disposition pourrait être automatique ou entrer en vigueur par décret du conseil.

Même pour ceux qui sont fermement convaincus du bien-fondé du programme de 6 et 5 p. 100, il me semble difficile de pouvoir soutenir que, même lorsque les salaires réels auront repris leur niveau, les retraités devraient continuer à faire des sacrifices à tout jamais en raison d'un programme alors révolu.

Nous aimerions qu'on nous donne des arguments solides à l'appui d'une thèse aussi unique. Tous, les Canadiens et vous aussi, les députés élus, espèrent que la mauvaise passe actuelle de l'économie sera temporaire et que le revenu réel du travailleur va à nouveau reprendre son ascension. En effet, si les travailleurs peuvent rattraper les pertes qu'ils auront subies pendant la période d'application du programme de 6 et 5 p. 100, pourquoi les retraités ne devraient-ils pas eux aussi pouvoir le faire puisque le Parlement est décidé à leur imposer indûment leur part du programme des 6 et 5 p. 100?

Monsieur le président, distingués membres du Comité, nous vous demandons de rejeter ce projet de loi. Si vous deviez toutefois recommander qu'il soit adopté, nous vous prions de faire en sorte que les retraités n'aient pas à se sacrifier à tout jamais.

Merci, monsieur le président.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Potter.

Nous allons maintenant passer aux questions des députés. Je vous signale toutefois, puisque vous avez mentionné le projet de loi C-133, que c'est un autre comité qui en est saisi, vous le savez sans doute.

M. Potter: En effet.

Le président: Si vous désirez déposer devant lui vous pouvez . . .

M. Potter: Nous l'avons déjà fait.

Le président: Ah oui?

Je viens donc de rappeler, à l'intention de nos membres que nous sommes saisis du projet de loi C-131, et je leur demanderais donc de s'en tenir le plus possible à des questions relatives à ce bill modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse. Étant donné que vous vous êtes déjà exprimés au sujet du projet de loi C-133 devant un autre comité, nous nous en tiendrons au Bill C-131.

Monsieur Hawkes.

[Text]

Mr. Hawkes: Thank you, Mr. Chairman, and thank you, Mr. Potter. May I commend your organization for its representation here on behalf of pensioners generally, because the numbers of pensioners in this country are significant and large, but the formation of associations to represent their interests is lacking. We have had considerable difficulty, in the hurry-up atmosphere that the government has foisted on us, in finding groups that would come forward and witness on behalf of pensioners. If you could carry back to your membership some sense of our appreciation as a committee about the willingness of your groups to use your resources to petition on their behalf, I would appreciate it.

Yesterday afternoon the Professional Institute of the Public Service of Canada came forward and provided us with a written brief. But they used the assumption of a 10% inflation rate and the assumption of capping, as this bill proposes.

They indicated to us that given those assumptions, by the fourth quarter of 1984 the lost revenue to pensioners on OAS would be \$24.26 a month. In your testimony you indicated that \$1 today would be more than \$5 tomorrow, in the 10-year period, and I wonder what we are looking at here over a 10-year period of time. Will pensioners be short \$240 per month 10 years from now? Is this the kind of . . . ?

Mr. Potter: We have emphasized the cumulative effect, the total number of dollars transferred. You are correct in identifying a large compounding effect so that the actual rate would be large, down the road apiece. But what we are emphasizing is that the total dollars taken during the two years is small, compared to the total dollars taken over the next 10 or 15 years. There is another difference, actually, from public service pension indexing, in that this is not related to people's life expectancy. So this goes on perpetually. The effect of the contributory plan, of course, is that when the people affected die, the effect of 6 and 5 dies too. But here, this applies to people who have not even retired yet; they will get a lower pension away down the line.

• 1010

And the total dollars, we have suggested that you ask government actuaries for some figures on the total transfer of dollars: how many hundreds of millions of dollars, or billions, over a long period of years will the government get at the expense of pensioners through this after 6 and 5? We say that this is not part of the pursuit of a short-term objective, and the government has not announced any objective, that I am aware of, of reducing the real level of benefits in the long term. I do not think so. Even on technical grounds the bill is too crude an instrument.

Mr. Hawkes: If I could just explore that for just a second, I think what I heard you say is that somebody 20 years of age today will still be affected by this bill when they turn 65.

Mr. Potter: If it is not corrected, yes, because away down the line, if you take the Professional Institute's figure of 10%,

[Translation]

M. Hawkes: Merci, monsieur le président, et merci à vous aussi monsieur Potter. Permettez-moi de féliciter votre association d'être venue défendre ici les retraités car, même si ces derniers sont très nombreux dans notre pays, nous manquons d'associations parlant en leur nom. De plus, à cause de la hâte avec laquelle le gouvernement nous a imposé cette étude, nous avons eu beaucoup de difficulté à trouver des groupes prêts à venir se faire le porte-parole des retraités. Je vous serais donc reconnaissant de dire à ceux dont vous représentez les intérêts que nous vous savons gré de mettre ainsi vos moyens à leur disposition.

Par ailleurs, hier après-midi, l'Institut professionnel de la Fonction publique du Canada a comparu et nous a fourni un mémoire. Ce syndicat s'était fondé, pour ses calculs, sur l'hypothèse d'un taux d'inflation de 10 p. 100 et sur les taux de plafonnement prescrit par le projet de loi.

Ses représentants nous ont dit que, d'après cette hypothèse, d'ici le troisième trimestre de 1984, les retraités perdraient \$24.26 par mois au titre de la sécurité de la vieillesse. Or, vous nous dites qu'un dollar aujourd'hui correspondra à plus de \$5 après 10 ans, et je me demande donc ce qu'il pourra en être après cette période. Dans dix ans, les retraités auront-ils un manque à gagner de \$240 par mois? Est-ce cela que . . .

M. Potter: Nous avons insisté sur l'effet cumulatif, sur le total ainsi transféré. Vous avez donc raison de parler d'un important effet cumulatif à long terme d'un plafonnement même temporaire. Ce sur quoi nous insistons donc, c'est que le total dont les gens seront privés pendant deux ans est faible, comparé à ce qui leur manquera au total après dix ou quinze ans. Il y a toutefois une autre différence par rapport à l'indexation des pensions de la Fonction publique, en ce sens que cela n'a rien à voir avec l'expérience de vie. C'est donc un effet à perpétuité. Bien entendu, selon le régime, lorsqu'un prestataire meurt, les 6 et 5 p. 100 n'ont plus cours. Mais, en l'occurrence, ces dispositions s'appliquent à des gens qui ne sont pas encore à la retraite et qui à long terme recevront des prestations moindres.

Pour ce qui est des totaux, nous avons proposé que vous demandiez aux actuaires du gouvernement qu'ils vous indiquent le total des transferts, c'est-à-dire les centaines de millions de dollars ou les milliards que le gouvernement obtiendra au dépens des retraités pendant de longues années, bien après la fin du programme des 6 et 5 p. 100. Nous soutenons que ces mesures ne correspondent pas à l'objectif à court terme du gouvernement: ce dernier, que je sache, n'a jamais annoncé qu'à long terme il avait l'intention de réduire le niveau réel des prestations. Je ne le crois pas du moins. En conséquence, même sur le plan technique, le projet de loi me paraît être un moyen beaucoup trop fruste.

M. Hawkes: Si je vous ai bien compris, vous affirmez qu'un cotisant ayant 20 ans aujourd'hui sera encore touché par ce projet de loi lorsqu'il atteindra 65 ans.

M. Potter: Si les choses ne sont pas rectifiées, oui, c'est ce qui se passera, car d'après les chiffres de l'Institut profession-

[Texte]

whatever the pension would be when they do reach 65 it will be 10% lower. So why not correct that now? There is no need to leave the bill this way, and one cannot see any justification for doing so.

As I say, there is a precedent in the AIB period. In the case of a limitation of indexing by a dollar amount for public service pensions there was, as I understand it, a sunset provision that said that the indexing would resume in some fashion, just it would have been without the bill. A very simple phrasing could be built into the bill which would put things back. That is the best solution. There are more complicated solutions and less generous solutions.

Mr. Hawkes: Let me ask the first question. Have you looked at the GIS? Are you familiar with how that operates?

Mr. Potter: No, I quite honestly have not. This is admittedly on the periphery of our concerns, and we have not examined the GIS, no.

Mr. Hawkes: In the brief yesterday . . . The GIS operates as a supplement, to bring people up to somewhere near the poverty line.

Mr. Potter: Yes, I realize its purpose.

Mr. Hawkes: Okay. But one of its principles is that for every \$2 of income you lose \$1 of GIS income from other sources. The public service group, yesterday, pointed out to the committee that when the minister makes the statement that pensioners today will not be hurt because of the existence of the GIS, that that is not a very supportable statement . . .

Mr. Potter: Yes.

Mr. Hawkes: —because of the principle that for every \$2 you lose \$1 of GIS payments. So there is an enormous number of pensioners who will be hurt today.

In your bargaining as a union group with government, related to issues like pensions, have you done any work on the difference between the cost of living for pensioners and for non-pensioners? In other words, have you done any sort of estimate of the CPI that would be specific to seniors?

Mr. Potter: No, but I think there is a lot of fallacious thinking and argument on that. Of course, the dollar cost of living for a pensioner and an active worker are different. A person may save some money after retiring, that is true; but once they are retired it should not be assumed that means that the percentage increase from year to year in their cost of living is less. Let me put it this way. A large part of the downside element in the consumer price index comes from durable goods: cars, appliances, furniture, and things like that where productivity keeps rising and prices do not rise as fast as food prices, as rents and so forth.

[Traduction]

nel, à la longue, les pensions auront perdu 10 p. 100 de leur valeur, et ce, quel que soit leur niveau. Dans ce cas, pourquoi ne pas prévoir immédiatement un correctif? Il n'est pas du tout indispensable de laisser ce projet de loi intact, rien ne le justifie.

Je l'ai déjà dit, il y a eu un précédent à l'époque de la Commission anti-inflation. Dans le cas de l'indexation des prestations de retraite de la Fonction publique, une disposition de temporisation prévoyait que l'indexation serait rétablie, tout comme s'il n'y avait jamais eu de législation. On pourrait donc ajouter ici une clause identique garantissant que les pensions retrouveraient leur niveau. A mon avis, ce serait la meilleure solution, même s'il y en a de plus compliquées et de moins généreuses.

M. Hawkes: Avez-vous étudié le cas du supplément de revenu garanti? Savez-vous comment ce programme est administré?

M. Potter: Non, honnêtement, je n'en sais rien. Ce n'est pas une de nos préoccupations les plus immédiates et nous ne nous sommes pas penchés sur la question.

M. Hawkes: Dans le mémoire présenté hier . . . Le supplément de revenu garanti est une aide supplémentaire destinée à relever le niveau de vie des prestataires à peu près au niveau du seuil de la pauvreté.

M. Potter: Oui, je connais sa raison d'être.

M. Hawkes: Très bien. Toutefois, l'un de ces principes veut que, pour chaque tranche de deux dollars de revenu, le prestataire perd un dollar au titre du supplément de revenu garanti. À cet égard, hier, les représentants de l'IPFP ont affirmé que le ministre avait tout à fait tort de dire que les retraités ne s'en ressentiront pas de ces mesures, étant donné l'existence du supplément de revenu garanti, et que c'était là une affirmation gratuite . . .

M. Potter: Exactement.

M. Hawkes: . . . car, pour chaque tranche de deux dollars de revenu, le prestataire perd un dollar au titre du supplément de revenu garanti. Il y a donc un très grand nombre de retraités qui souffriront immédiatement du fait de ces mesures.

Lors des négociations syndicales patronales lorsque vous discutiez par exemple des pensions, avez-vous calculé la différence qu'il y a entre le coût de la vie pour un retraité et pour un travailleur? Autrement dit, avez-vous calculé quel genre d'indice des prix à la consommation pourrait correspondre plus exactement aux besoins des personnes âgées?

M. Potter: Non, mais je crois qu'on répand beaucoup d'idées fausses là-dessus. Il ne fait pas de doute que le coût de la vie n'est pas le même pour un retraité et pour une personne active. Bien sûr, il est toujours possible d'économiser avant la retraite, c'est vrai, mais cela n'empêche pas qu'une fois à la retraite, l'augmentation annuelle du coût de la vie se fasse moins sentir. Je vais m'expliquer autrement. Ce qui retient l'indice des prix à la consommation d'augmenter vient en grande partie des biens durables, c'est-à-dire les voitures, les appareils ménagers, les meubles et les autres articles de ce genre, produits pour lesquels la productivité augmente et dont

[Text]

Because these elements that do not rise as fast as the rest are a small part of a retired person's income, if anything, one would suppose a CPI for retired people should rise faster than for other people. In other words, their basket of goods and services excludes those items which tend to have low price increases; that is, the durable goods which come from industries where productivity increases are technically possible.

The kinds of services retired people buy are not susceptible to improvements of productivity to the same extent; and rents, of course, as we all know, except as affected by rent controls, tend to rise faster than the cost of living. So one would presume, as a matter of principle, that a CPI for retired people should rise faster than for those in the workforce.

Many people make the fallacious assumption, since there are a lot of things you do not buy after you have retired, therefore the CPI should go up less. That is a very primitive fallacy.

Mr. Hawkes: We were into that issue a bit yesterday; and in the context of the shift in the last two years to proportionately lower government revenue from personal income tax and a higher government revenue from direct taxation, someone...

The biggest part of that direct taxation is related to energy. In a two-year period of time, we have had almost a \$1 increase in direct taxation in terms of a gallon of gasoline. We have a budgetary provision to move sales tax from the manufacturers' level to the wholesale level. Mrs. Cossitt put on the record yesterday increases in the order of 20%, related to things like food, rent and all those things in the delivery of which energy plays a direct part.

Have you done any work on that issue of direct taxation and its impact on the cost of living of the sustenance items like shelter, food and clothing?

Mr. Potter: No, we have not, sir. You are quite right in identifying energy costs as something that is probably especially important in proportional terms for the expenditure basket of retired people. The retired person may well own a car; and on his reduced income, he does not have to pay for a new car because his car may last him the rest of his life. But what enters his CPI is the cost of gasoline; and therefore his transportation costs proportionately will have a rise greater than that of a person in the active workforce.

Mr. Hawkes: The transportation of food is similarly affected by those kinds of costs.

Mr. Potter: Yes.

[Translation]

les prix ne montent pas aussi vite que ceux par exemple des aliments, et du logement.

• 1015

Or, étant donné que ces éléments dont les prix sont plus stables ne constituent qu'une très petite fraction des achats de retraités, on peut supposer que, s'il existait un indice des prix à la consommation correspondant précisément au groupe des retraités, il augmenterait plus rapidement que celui des autres citoyens. En d'autres termes, leur « panier » de biens et services exclut les articles dont les prix augmentent lentement, c'est-à-dire les biens durables provenant des industries où les hausses de la productivité sont possibles pour des raisons techniques.

Les biens et services qu'achètent les retraités échappent à toute amélioration de la productivité, ou du moins en partie. De plus, nous savons tous que les loyers ont tendance à augmenter plus rapidement que le coût de la vie, sauf dans les cas où des contrôles sont imposés. On peut donc supposer que l'indice des prix à la consommation correspondant au groupe des retraités monterait plus vite que celui de la population active en général.

Bon nombre de gens supposent à tort qu'étant donné qu'il y a un bon nombre de choses que l'on ne s'achète plus une fois à la retraite, l'indice des prix à la consommation devrait augmenter moins rapidement. Or, c'est une erreur grossière.

M. Hawkes: Nous en avons parlé hier. De plus, si l'on tient compte de l'évolution de la politique fiscale ces deux dernières années, c'est-à-dire du fait que le gouvernement touche moins de l'impôt sur le revenu et davantage de la fiscalité indirecte, quelqu'un qui...

La part la plus importante de cette fiscalité indirecte a trait à l'énergie. En effet, en deux ans, nous avons assisté à une augmentation d'un dollar de la taxe sur le gallon d'essence. Le budget prévoit aussi imposer une taxe de vente au niveau non seulement du détaillant mais aussi du grossiste. Hier, M^{me} Cossitt a mentionné des hausses de l'ordre de 20 p. 100 sur des articles comme les aliments, le loyer bref, sur tout ce qui a une composante énergétique.

Avez-vous étudié cette question de la fiscalité indirecte et ses répercussions sur le coût de la vie, c'est-à-dire sur le coût des choses indispensables comme le logement, l'alimentation et les vêtements?

M. Potter: Non, nous ne l'avons pas fait. Vous avez cependant tout à fait raison de dire que les coûts « énergétiques » constituent probablement une proportion très importante des dépenses des retraités. En effet, même si un pensionné possède peut-être une voiture, compte tenu de ses revenus réduits, il n'est pas en mesure de s'en acheter une nouvelle. À part cela, un élément qui fait aussi partie de son indice des prix à la consommation, est le coût de l'essence. Par conséquent, ses frais de transport augmentent proportionnellement beaucoup plus que ceux de quelqu'un qui travaille.

M. Hawkes: Ces coûts se répercutent également sur le transport des aliments.

M. Potter: C'est exact.

[Texte]

Mr. Hawkes: Another principle you bring to our attention, which nobody previously has done . . . You draw a picture for us of the difference between the yearly reviews involved in workforce contracts. Whether or not there is a union involved, there is a tendency in the marketplace for employees to meet at least yearly with management and to determine whether or not there should be a raise, a promotion, a reduction or whatever; and you indicate that does not exist related to the OAS.

I wonder if you have a mechanism to propose for us, whether or not you would advise us to force a yearly review to try and get some kind of amendment to this legislation that would . . .

Mr. Potter: That would be one type of approach. I think there are countries where they do that. What we have suggested is, if it does impose 6% and 5%—which we think it should not on these pensions—the bill should simply provide for complete indexing. Then, if at some future time the government insists on limiting the indexing, let them consider it then.

• 1020

But it is true that not only working persons' wages are subject to upward revision on a current basis, but also the other elements in 6 and 5 are so affected. The income tax is subject to an annual review. The government's thinking, I believe, relates all four together. They will say, well, you are limiting indexing on one; you have to do it on the other. Well, if you do it on the other, they are not the same. There is an element of annual review, not only in wages but in income tax; there is a budget every year.

The people who receive the family allowance would include a very few senior citizens; it is quite obvious. Their incomes are subject to the same process you identify. Either through a union contract or through a response to the market by their employer, they can get a higher salary during or after 6 and 5. They are not the same as pensioners.

Mr. Hawkes: Would you think it is time also that Statistics Canada developed a senior citizens' CPI? Would there be wisdom in looking at the impact of price increases on the normal basket of rent and food and so on that are purchased by average senior citizens, as something separate and distinct from the country-wide CPI average, and a base on which pension decisions in the future should be made?

Mr. Potter: That might indeed have considerable merit. We have not done a study of that but that sounds like a very worthwhile idea. As I say, I would personally suspect it would show a CPI rising faster than the general CPI. I am not familiar with what research may have been done on this. I would imagine that at Statistics Canada they do know something about this in the prices division, but I cannot speak to that.

[Traduction]

M. Hawkes: Vous soulevez aussi autre chose d'inédit par rapport aux autres témoins, en ce sens que vous nous donnez une idée des réexamens annuels, des conventions collectives, et des différences dans chaque cas. En effet, qu'il y ait un syndicat ou non, en général, les parties patronales et ouvrières se rencontrent au moins une fois par an pour déterminer s'il doit y avoir une augmentation, une promotion, une réduction ou autre chose de ce genre. Or, vous précisez que cela n'existe pas dans le cas de la sécurité de la vieillesse.

Avez-vous un mécanisme à nous proposer? Croyez-vous que nous devrions exiger un réexamen annuel de la situation et donc de modifier la loi en conséquence?

M. Potter: Ce serait une solution. Je crois d'ailleurs que c'est ce qui se fait dans certains pays. D'après nous, les retraités devraient être exemptés des dispositions du programme de 6 et 5 p. 100, et s'ils ne le sont pas, nous sommes d'avis que le projet de loi devrait accorder la pleine indexation. Si à un moment donné, le gouvernement tenait absolument à plafonner cette indexation, qu'il attende ce moment-là.

Il est vrai aussi qu'il n'y a pas que les salaires qui soient constamment relevés, il y a également les autres éléments relevant du programme des 6 et 5 p. 100, par exemple l'impôt sur le revenu. Je crois que pour le gouvernement ces quatre éléments sont interdépendants. Il se dit que, puisqu'on limite l'indexation de l'un d'entre eux, il faut le faire pour les trois autres aussi. Eh bien, si c'est ainsi qu'on procède, ce n'est pas la même chose, car il y a un certain réexamen annuel non seulement des salaires mais aussi de l'impôt sur le revenu puisqu'il y a un budget tous les ans.

Bien sûr, parmi les prestataires des allocations familiales, les personnes âgées sont rarissimes. Les revenus de ces derniers sont assujettis aux mêmes contraintes. J'entends par là que soit grâce à une convention collective ou à des mesures prises par l'employeur en réaction à la conjoncture, ils peuvent obtenir un relèvement de leurs traitements, et ce même pendant ou après le programme des 6 et 5 p. 100. Ils ne se trouvent donc pas dans la même situation que les retraités.

M. Hawkes: Croyez-vous qu'il soit temps que Statistique Canada mette au point un indice des prix à la consommation correspondant à la situation des retraités? Compte tenu des hausses de prix et de leurs répercussions sur les dépenses normales, par exemple les loyers et les aliments, de la moyenne des personnes âgées, serait-il sage de créer un indice des prix à la consommation distinct de celui en usage et sur lequel on pourrait se fonder pour prendre des décisions en matière de pensions?

M. Potter: Cela pourrait en effet être très utile. Nous n'avons étudié la chose mais cela me semble une idée intéressante. Comme je l'ai dit, je pense que ce nouvel indice augmenterait plus rapidement que l'indice actuel. Je ne suis cependant pas au courant des recherches qui pourraient avoir été effectuées à ce sujet. Je suppose qu'à Statistique Canada la Division des prix est au courant, mais pas moi.

[Text]

Mr. Hawkes: The testimony we have had was really on the family allowance bill. We had one low-income group before us and I think they laid out for us in verbal terms, at least, the difficulty that is faced by people who are forced to operate on or near what society calls the poverty line.

Mr. Potter: There might be a need for several CPIs in respect to such programs, yes.

Mr. Hawkes: As a statistician, as a representative of a professional organization, I guess I am pleased to hear you put on the record that perhaps our system would be a little saner and would make a little more sense if we had a somewhat more particular data base.

Mr. Potter: I should say that there is not an official policy of our association on this, but I could hardly imagine that there would be much difference, that anyone would differ from our policy.

Mr. Hawkes: I will pass to some others. I may have a couple of supplementaries.

The Chairman: Thank you. Mr. Young.

Mr. Young: First of all, Mr. Chairman, I want to thank the association for appearing before us. The testimony you gave us is very helpful and I want to tell you that the things you have told us, and the views you have expressed, are very similar to the concerns that we have about this bill; not only the provisions of the bill but the very thrust of the bill, and what it will do to pensions and the erosion of pensions over the years. We are extremely concerned about that.

You suggested that the government should be pressed to provide us with some statistical data on what the effects of this 6 and 5 program will be on the future of pensions. I just want to tell you that we have been doing that during these committee hearings, because there is no doubt in our minds at all that the 6 and 5 program will severely erode the base on which future pensions will be calculated after 1984. The government seems to be intent on minimizing the impact of that.

We are concerned about that. We are also concerned about the provisions in the bill which do not make it clear at all what the government is going to do in 1985—whether they will return full indexation to the old age security. We are also concerned, and this concern has been shared by the Canadian Labour Congress, about what has been happening to the old age security pension system for the last number of years. In fact, the Canadian Labour Congress has pointed out quite correctly—and it certainly agrees with our own research—that over the period since 1964, the value of old age security benefits has declined from 20% of average wages and salaries to approximately 14% in 1982. By the end of 1984, the Canadian Labour Congress estimates, old age security will represent only 13% of average wages and salaries. To say that is clearly a departure, if not a violation, of the social contract

[Translation]

M. Hawkes: Les témoignages que nous avons entendus ont surtout porté sur le projet de loi relatif aux allocations familiales. L'un des groupes représentant les gens à revenus modeste nous a évoqué les difficultés auxquelles font face ceux et celles vivant au seuil de la pauvreté, selon l'exception que notre société donne à ce terme.

M. Potter: Il faudrait peut-être créer plusieurs indices des prix à la consommation dans le cadre d'un tel programme.

M. Hawkes: Je suis heureux d'entendre un statisticien doublé d'un représentant d'une association de professionnels dire que notre système serait peut-être un peu plus sain et sensé si nous disposions d'une base de données un peu plus spécifique.

M. Potter: Je précise toutefois que ce n'est pas la politique officielle de notre association, mais j'ai peine à croire que nous puissions ne pas être d'accord.

M. Hawkes: Je vais m'arrêter là, quitte à poser plus tard quelques questions supplémentaires.

Le président: Merci. Monsieur Young.

M. Young: Tout d'abord, monsieur le président, j'aimerais remercier l'association d'être venue témoigner devant nous. Les propos que vous nous avez fait entendre nous seront très utiles, et je tiens à vous préciser que vos idées et vos préoccupations au sujet de ce projet de loi sont très semblables aux nôtres. Nous ne sommes d'ailleurs pas préoccupés uniquement par les dispositions proprement dites du projet de loi, son objectif même ainsi que les répercussions qu'il aura sur les prestations de retraite et l'érosion des pensions nous inquiètent tout autant. Tout cela nous préoccupe beaucoup.

D'après vous, il faudrait exercer des pressions sur le gouvernement pour qu'il nous renseigne sur les effets futurs qu'aura ce programme des 6 et 5 p. 100 sur les pensions. Or, je tiens à vous rappeler que c'est précisément cela que nous avons fait pendant les séances du comité, car nous sommes persuadés que ce programme amenuisera considérablement la base sur laquelle les pensions seront calculées après 1984. Le gouvernement semble vouloir minimiser ces conséquences.

• 1025

Et cela nous inquiète, comme d'ailleurs les dispositions proprement dites du projet de loi qui sont tout à fait nébuleuses lorsqu'il s'agit de savoir ce que le gouvernement fera en 1985, c'est-à-dire s'il rétablira la pleine indexation de la sécurité de la vieillesse. Nous partageons aussi l'inquiétude du Congrès du travail du Canada, quant à l'évolution du régime de sécurité de la vieillesse depuis quelques années. Le Congrès a eu raison de soulever le fait que, depuis 1964, la valeur des prestations de sécurité de la vieillesse a diminué, passant de 20 p. 100 du total des salaires et traitements à 14 p. 100 en 1982, qui concorde d'ailleurs avec nos propres recherches. D'ici la fin de 1984, toujours d'après le Congrès, la sécurité de la vieillesse ne représentera que 13 p. 100 de la moyenne des salaires et traitements. Il faut je crois dire sans ambages que cela constitue nettement une réorientation, voire une violation du

[Texte]

between a civilized society and the older members in that society—that point has to be made, I think.

You also suggested—and other groups, particularly the National Council on Welfare, have expressed the same concern about the impact 6 and 5 will have on those seniors whose retirement income levels bring them close to or at the poverty level. The National Council on Welfare, for example, has estimated that at the end of the two-year period another 100,000 individuals will be below the poverty line as a result of the 6 and 5.

I do not particularly have too many questions, because I think you answered any of the concerns I would have had. But in terms of the consumer price index—whether the basket that is used to determine the CPI is in fact a realistic one as it applies to people at the lower end of the income scale, such as people at the poverty line or people who are on fixed incomes, whether they be retired or otherwise—the CPI at present does not take into account the different lifestyles that people have to follow when they are on a fixed income. For example, single pensioners, when they go into a supermarket, find very quickly that the food packaging is not designed for one person or, very often, for two people. You cannot go in there and buy one pork chop; you have to buy three or four because that is the way they are packaged for a family. Even transportation modes, as you have pointed out, are very often not designed for people on fixed incomes—such as whether there is adequate public transportation, etc.

Statistics Canada, as I understand it, about two years ago did, in fact, produce a CPI that was more realistic in terms of people on fixed income. In my view, even though there were some problems with it, it was a much more realistic way to look at how you measure how people are able to sustain themselves in a high inflationary period when on fixed incomes.

Have you any knowledge at all about whether Statistics Canada intends to repeat...?

Mr. Potter: No, sir, I am afraid I have not. I do not work in the area of price statistics. What you say there sounds familiar. I have the impression they have done that, but I just do not know.

Mr. Young: Perhaps you would like to comment on another assertion that the Canadian Labour Congress makes on the effects of Bill C-131. They say that this bill will impose an arbitrary reduction of approximately 8% in the standard of living of Canadians over 65 who will not be receiving a special guaranteed income supplement. The people who will have this reduction in living standards imposed on them are single people with current annual incomes as low as \$8,640 and couples with current annual incomes as low as \$11,760.

• 1030

Could you give me any indication about what the retired incomes would be for singles and for couples in your particular organization?

[Traduction]

contrat social entre une société civilisée et la composante du troisième âge de cette société.

Vous vous êtes également dits inquiets des effets qu'aura le programme des 6 et 5 p. 100 pour les personnes âgées dont le revenu à la retraite gravite autour du seuil de la pauvreté. D'autres groupes comme le Conseil national du bien-être social partagent également cette inquiétude. Ce dernier, par exemple, estimait qu'à la fin de la période de deux ans, 100,000 personnes de plus vivront en deçà du seuil de la pauvreté à cause de ce programme.

Je n'ai pas beaucoup de questions à poser, car je crois que vous avez répondu à la plupart de celles que j'aurais pu poser. Pour ce qui est cependant de l'indice des prix à la consommation, à l'heure actuelle, il ne tient pas compte du niveau de vie des gens à revenus fixes. On peut donc se demander s'il constitue un bon étalon lorsqu'on l'utilise pour évaluer les dépenses des gens vivant au seuil de la pauvreté, ou des gens à revenus fixes, qu'ils soient ou non à la retraite. Ainsi lorsqu'un retraité célibataire va au marché, il se rend vite compte que les produits alimentaires ne sont jamais conditionnés en rations individuelles. Impossible d'acheter une côtelette, il faut en acheter trois ou quatre parce qu'elles se vendent en emballage familial. Même les moyens de transport ne sont souvent pas conçus pour les gens à revenus fixes, c'est le cas par exemple des transports en commun.

Je crois savoir qu'il y a environ deux ans, Statistique Canada avait imaginé un indice des prix à la consommation plus réaliste pour tenir compte des conditions des citoyens à revenus fixes. À mon avis, même si cet indice était encore perfectible, il permettait néanmoins d'avoir une bien meilleure idée du sort des gens à revenus fixes en période d'inflation débridée.

Savez-vous si Statistique Canada a l'intention de reprendre...

Mr. Potter: Non, je ne suis malheureusement pas au courant. Je ne travaille pas dans le domaine des statistiques relatives aux prix. Ce que vous dites me rappelle quelque chose: j'ai l'impression qu'il y a en effet eu quelque chose de ce genre, mais je n'en sais pas davantage.

Mr. Young: Peut-être auriez-vous quelque chose à dire à propos des remarques du Congrès du travail du Canada au sujet des répercussions du Bill C-131. Le Congrès affirme en effet que ce projet de loi imposera arbitrairement une réduction d'environ 8 p. 100 du niveau de vie des Canadiens de plus de 65 ans qui ne toucheront aucun supplément revenu garanti spécial. Les victimes en seront les célibataires ayant un revenu annuel minimum de \$8,640 et les couples ne gagnant que \$11,760.

Pouvez-vous me donner une idée des prestations de retraite des célibataires et des ménages que vous représentez?

[Text]

Mr. Potter: No, I am afraid I could not. We have a rather small effort in this line and we have addressed only principles; we do not really have statistics of the sort you are asking for.

Mr. Young: Another major concern that we in the New Democratic Party have is that, in our view, if you take a look at what has happened to the value of the old age security benefit in relation to wages out there, it has been sharply eroded, and with the greater emphasis being placed by government on increases to the guaranteed income supplement, we are very concerned that it poses a threat to the universal nature of old age security. I do not know if you share that concern or not, or whether...

Mr. Potter: We have not studied that specifically, but I rather think we would concur with that. We have a mechanism for establishing policies. They go before an executive committee. What you are saying sounds in line with the spirit of our views, but we have not specifically considered that.

Mr. Young: Okay.

Again, I want to thank you for appearing before us. Unfortunately, because of the way this bill has been handled in the House, many seniors' organizations have not had the opportunity to appear before this committee. I think that is regrettable because I am quite sure that if they had had the opportunity they would have left no doubt in this government's mind that they deeply resent being made the victims, again, of inflation, and being asked, to use your terms, to be the front-line troops in a battle against inflation—which is not only regrettable, it is absolutely shameful, in our view, that any government could do that to people who have given their whole lives to the development of this country. Thank you.

The Chairman: Mr. Young, I do not think that is a fair statement because all the witnesses who wanted to appear before this committee we have called and we accepted them. I do not think it is a fair statement that the old people are not having an opportunity to appear before this committee.

Mr. Young: Just a minute, Mr. Chairman...

The Chairman: That is not a fair statement. The Chair wants to rectify the record.

Mr. Young: Mr. Chairman, you cannot just sit there and make that kind of bald statement and think you can get away with it. I think it is an actual fact that if seniors' organizations across the country had realized that this bill was going to be handled the way it was in the House before it came to committee, they themselves would have requested to appear before this committee. But because of the shortness of time, they did not have the opportunity to do so. I do not think there is anything wrong in making that statement; I think it is probably correct.

The Chairman: Mr. Young, you know that the bill was introduced in the House on October 28 and from that time the bill was discussed in the House on the second reading and referred to committee. All members or associations who wanted to be heard, to present briefs, we accommodated. That is for the record.

[Translation]

M. Potter: Non, je ne suis malheureusement pas en mesure de le faire. Nous n'avons pas fait d'études très poussées, nous étant plutôt concentrés sur les principes. Par conséquent, nous ne disposons pas de ce genre de statistiques.

M. Young: Le Nouveau parti démocratique se préoccupe aussi beaucoup du fait que la pension de sécurité de la vieillesse a beaucoup perdu de sa valeur par rapport aux salaires. Or, étant donné que le gouvernement insiste beaucoup sur la majoration du supplément de revenu garanti, nous craignons que cela puisse menacer l'universalité de la sécurité de la vieillesse. J'ignore si vous partagez cet air...

M. Potter: Nous n'avons pas vraiment étudié cette question, mais je crois que nous serions d'accord. Nos prises de position officielles passent devant un comité exécutif. Ce que vous affirmez semble concorder avec nos idées, mais nous n'avons pas vraiment étudié le sujet.

M. Young: Merci.

J'aimerais vous remercier encore une fois d'être venu témoigner. Il est malheureux qu'à cause de la façon dont ce projet de loi a été présenté, bon nombre d'organisations représentant les personnes âgées n'aient pas pu venir déposer. Je trouve cela regrettable parce que je suis certain que, si elles avaient pu le faire, elles auraient dit sans équivoque au gouvernement leur vif mécontentement d'avoir à être une fois encore les victimes de l'inflation, et de devoir être le bataillon de choc dans la lutte contre celle-ci. Il est non seulement regrettable mais tout à fait honteux qu'un gouvernement fasse cela à ceux qui ont consacré toute leur vie à la mise en valeur de notre pays. Merci.

Le président: Monsieur Young, je ne crois pas que votre affirmation soit fondée, car nous avons invité à comparaître et entendu tous ceux qui en avaient fait la demande. Je trouve donc injuste de dire que les personnes âgées n'ont pas pu déposer ici.

M. Young: Un instant, monsieur le président...

Le président: Cette affirmation n'est pas fondée et le président tient à ce que la vérité soit rétablie.

M. Young: Monsieur le président, vous ne pensez pas pouvoir vous en tirer si facilement, n'est-ce pas? Pour moi, il est incontestable que, si les organisations représentant les personnes âgées avaient su dans quelles conditions ce projet de loi serait étudié à la Chambre, avant d'être renvoyé en comité, elles auraient demandé à témoigner. Cependant, faute de temps, elles n'ont pas pu le faire. Je crois donc qu'il n'y a rien de répréhensible à le signaler puisque j'imagine que c'est probablement effectivement le cas.

Le président: Monsieur Young, vous n'ignorez pas que le projet de loi a été déposé à la Chambre le 28 octobre et que, depuis lors, il y a été débattu en deuxième lecture avant d'être renvoyé en comité. Nous avons donné satisfaction à tous les particuliers et associations qui voulaient témoigner et présenter des mémoires. Dont acte.

[Texte]

Mr. Young: Why not give us another week and we will do it.

Le président: Madame Killens.

Mme Killens: Merci monsieur le président.

Monsieur Harley Potter, nous aurions aimé avoir un mémoire écrit ce matin. C'était difficile pour moi de tout capter ce que vous avez dit et ça aurait été pas mal plus facile si nous avions eu un mémoire écrit..., surtout que vous l'avez fait en anglais. Vous savez, le service de la photocopie fonctionne très bien à la Chambre des communes et je crois que le greffier de notre Comité en aurait fait faire des copies si seulement vous lui aviez donné votre mémoire dix minutes avant la séance.

I will make my comments in English because I took notes on some of the things I want to quote from what you said.

You made it very clear that you do not support the cut-back in indexing. You used the word "assumption" many times in your exposé. In fact, when Mr. Hawkes referred to the brief presented yesterday by the public service group, he made the assumption that they said yesterday that we would be dealing with a 10% inflation rate in 1984—you agreed with him. I think this is a very fallacious assumption—to use your own word "fallacious" that you use many times. That is definitely on the record and it is false.

• 1035

I am sorry, I am not finished.

In case you do not remember what the government is trying to do, I will remind you what it is. We are fighting on three fronts. We are fighting inflation; we are fighting high interest rates; we are fighting unemployment.

The 6 and 5% is working. Inflation is now down to 8.2%. How in the world can you go on the assumption that it will be 10% in 1984 when it is already working—going down? Who is going to benefit? First and foremost it will be the people on fixed salary. The pensioners will be the first to benefit. When CRCT refused the 20% that cablevision wanted increased, who benefits the first? The elderly and the people on fixed incomes are the first to benefit by this program of 6 and 5. It has already proven successful and it is a shame that the records show we are saying some false things.

Now I do have a concrete question for you. If you want you can help us by giving us a positive answer to a concrete question. You said that we should have asked the government where the money is going and where the saving is going. You said to the opposition, get after your government and ask them where this money is going to go that they are going to save. All right, my question is this: as long as we are going to do it anyway, where would you like the money to go?

[Traduction]

M. Young: Pourquoi ne pas nous donner une semaine de plus pour le faire?

The Chairman: Mrs. Killens.

Mrs. Killens: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Potter, we would have liked to see a written brief this morning. It was difficult for me to absorb everything you said, and things would have been passably easier if we had had a written statement, especially in view of the fact that you made your presentation in English. You know, the House of Commons has a very good photocopying service, and I think that the clerk of our committee would have had those photocopies made, if only you had given him your brief 10 minutes before the hearing.

Je vais poursuivre en anglais car j'ai pris des notes, et j'aimerais vous citer.

Vous avez clairement laissé entendre que vous n'appuyez pas le plafonnement de l'indexation. Vous avez aussi utilisé le terme «hypothèse» plusieurs fois au cours de votre exposé. De fait, lorsque M. Hawkes a mentionné le mémoire présenté hier par le groupe représentant certains fonctionnaires fédéraux, il a parlé de l'hypothèse avancée par ce dernier, soit un taux d'inflation de 10 p. 100 en 1984, ce sur quoi vous étiez d'accord. A mon avis, c'est une supposition totalement fallacieuse, je reprends ce terme que vous semblez aimer beaucoup, fallacieux. On verra dans la transcription que vous l'avez utilisé, et c'est faux.

Je suis désolé, mais je n'ai pas terminé.

Au cas où vous auriez oublié ce que le gouvernement cherche à faire, je vais vous le rappeler. Nous luttons sur trois fronts. Nous combattons l'inflation; nous combattons les taux d'intérêt, nous combattons le chômage.

Les 6 et 5 p. 100, ça marche. L'inflation est maintenant redescendue à 8.2 p. 100. Comment diable pouvez-vous continuer à prétendre que l'inflation sera à 10 p. 100 en 1984, quand elle a déjà commencé à descendre? À qui cela servira-t-il? Pour commencer, et c'est le plus important, les gens qui ont un salaire fixe. Les retraités seront les premiers à en bénéficier. Lorsque le CRCT a refusé l'augmentation de 20 p.100 aux compagnies de câble qui le lui réclamaient, qui en a profité au premier chef? Les personnes âgées et les gens qui ont des revenus fixes sont les premiers à bénéficier de ce programme des 6 et 5 p. 100. Il s'est déjà avéré un succès, et c'est une honte de vous entendre dire des choses qui sont tout simplement fausses.

Maintenant, je vais vous poser une question concrète. Si vous voulez, vous pouvez nous aider en nous répondant d'une façon positive à cette question concrète. Vous dites que nous aurions dû demander au gouvernement où cet argent allait et à quoi servirait les économies. Vous avez déclaré à l'opposition: Allez voir votre gouvernement et demandez-lui à quoi cet argent va servir et à combien s'élèveront les économies. Parfait, voilà donc ma question: Puisque de toute façon nous

[Text]

Mr. Potter: I would like to make two things clear. There is a misunderstanding here on two points. I did use a figure of 10%, but I was not stating that the inflation rate in 1984 would be 10%. I was agreeing with and using the assumption that was quoted that over the two years of 6 and 5 the loss in real income from 6 and 5 would be 10%; that is, the difference between 6 and 5 and the actual inflation rate. Now I do not profess to know what it will actually be, but that is a figure that has been used and sounds plausible. The 10% is a cumulated difference between the actual inflation rate and six and five.

Il ne s'agit pas d'un taux d'inflation de 10 p. 100 pendant l'année finale de la période; il s'agit de l'écart cumulé entre le taux d'inflation et les numéros six et cinq.

Also, I did not ask that the committee determine where the money saved would go. I suggested actuaries should estimate the amount of money that would accrue to the government from pensioners after 6 and 5.

Il s'agit du montant total des profits du gouvernement, pour ainsi dire, aux dépens des pensionnés après la période de six et cinq. Il ne s'agit pas de savoir quels sont les buts que le gouvernement poursuit en allant chercher ces sommes d'argent.

I do not think our association has any interest in that. We have a rather narrow focus on the bill as a pension measure.

I am sorry if I was not clear.

Mme Killens: Merci, monsieur le président.

The Chairman: Mr. Crosby.

Mr. Crosby (Halifax West): Thank you, Mr. Chairman. Mr. Potter, I regret that I did not hear the first part of your presentation, but I am quite familiar with the work done by the Economists', Sociologists' and Statisticians' Association in the past with respect to pension matters.

• 1040

I note they have directed a lot of questions to the administration concerning all aspects of pension matters, and I think everyone interested in the subject of pensions, whether it is public service pensions or old age assistance, or other forms of pension benefits, profits from your efforts. Of course, ESSA has within its group the capacity and the capability to examine very carefully under these measures—and it has done so in many cases in the past, and I want to express my appreciation to you for the work of the association.

I think today, in your presentation, though, you have made the mistake everybody seems to be making about the government's 6 and 5 program, of which Bill 131 is merely a part; and that is that it is based on fact; that it is based on economics and governmental financing. I regret to say, Mr. Potter,

[Translation]

allons aller de l'avant, à quoi aimeriez-vous que cet argent serve?

M. Potter: Pour commencer je veux établir deux choses clairement. Le malentendu ici est double. J'ai effectivement parlé de 10 p. 100 je ne voulais pas dire que le taux d'inflation serait de 10 p. 100 en 1984. Je reconnaissais, comme cela a d'ailleurs été reconnu par d'autres, qu'au cours des deux années des 6 et 5 p.100, le manque à gagner serait de 10 p.100. Autrement dit, il s'agit de la différence entre 6 et 5 p.100 et le taux d'inflation véritable. Maintenant, je ne prétends pas savoir ce que ce taux sera en réalité, mais c'est un chiffre qui a été cité et qui semble plausible. Ces 10 p.100 représentent la différence accumulée entre le taux d'inflation véritable et les 6 et 5 p. 100.

We are not talking about a 10% inflation rate for the final year of the period; we are talking about the accumulated difference between the rate of inflation and the figures six and five.

Cela dit, je n'ai pas demandé au comité de déterminer à quoi serviraient les économies réalisées. J'ai dit que c'était aux actuaire de déterminer ce que le gouvernement pourrait tirer des retraités après l'application des 6 et 5 p.100.

This is the sum total of the profit the government is going to make on the back of pensioners after the six and five period. We are not trying to see what aims the government can possibly have in trying to get these funds.

Je ne pense pas que cela intéresse le moins notre association. L'intérêt que nous portons aux dispositions de ce bill relatif aux pensions est assez limité.

Je regrette de ne pas avoir été suffisamment clair.

Mrs. Killens: Thank you, mister Chairman.

Le président: Monsieur Crosby.

M. Crosby (Halifax-Ouest): Merci, monsieur le président. Monsieur Potter, je suis désolé de ne pas avoir entendu la première partie de votre exposé, mais je connais bien les travaux passés de l'Association des économistes, des sociologues et des statisticiens dans le domaine des pensions.

Je constate qu'ils ont posé à l'administration beaucoup de questions sur tous les aspects des dispositions relatives aux pensions, un sujet qui intéresse tout le monde, qu'il s'agisse des pensions de la Fonction publique, de la sécurité de la vieillesse ou de toute autre forme de prestations de pension, fruit des efforts fournis. Evidemment, votre association a, grâce à ses membres, la compétence nécessaire pour étudier très soigneusement ces mesures; ce n'est pas la première fois et je tiens à vous dire à quel point j'apprécie les travaux de votre association.

Cela dit, il me semble que vous avez fait aujourd'hui une erreur... très répandue d'ailleurs... à propos du programme gouvernemental des 6 et 5 p. 100 dont le Bill C-131 ne constitue qu'un élément. Il s'agit de faits; il s'agit de circonstances économiques et de financement gouvernemental. Je

[Texte]

that my careful examination of the program indicates to me that it is not based on fact at all, it is based entirely on perception. In fact, if you look carefully at some of the statements made by governmental officers, and particularly the Minister of National Health and Welfare, you will find that there really is an admission of that. In testimony before the committee yesterday, or the day before, the Minister of National Health and Welfare referred to the psychological battle on inflation. That is really what it is. The government is practising a big lie here, in the worst of the fascist tradition of the big lie. They are simply saying we have a program that is intended to fight inflation in Canada and reduce inflation in Canada, and that program is so severe, it is so critical, in our governmental conception, that we are even going to take money away from the children of Canada by reductions in the family allowance. We are even going to take money away from the senior citizens in Canada. That is how severe our program is.

But at the very same time, the government does nothing about its other aspects of expenditure. It will go ahead in a few months and order from Davie Shipbuilding Limited a ferry at a cost of \$120 million, which will wipe out the entire saving made from Bill C-131. In one fell swoop the saving will be wiped out, with about \$35 million to boot. The minister in the information provided to the members of Parliament in a memorandum...

M. Marceau: Monsieur le président, j'invoque le Règlement!

Le président: Monsieur Marceau.

M. Marceau: Je trouve les commentaires de mon collègue absolument discriminatoires; je crois que les travailleurs du Québec ont le droit de travailler, qu'ils sont capables de bien faire leur travail, et dire que les sommes d'argent vont être utilisées pour aider les travailleurs de la Davie... Mon collègue..., je le sais plus intelligent et plus collaborateur que cela habituellement, et je trouve que ses remarques sont totalement déplacées, puisque c'est une incidence qui touche d'une façon discriminatoire les Québécois. Je sais que ce n'est pas cela qu'il a voulu dire, mais je trouve qu'il s'engage sur un terrain..., ce que je n'accepte pas.

Le président: Vos remarques sont enregistrées, monsieur Crosby... Pardon?

M. Hawkes: Ce n'est pas un commentaire discriminatoire envers les citoyens du Québec, c'est sur le choix des politiques, le choix en ce qui concerne les dépenses générales. J'ai une autre page au sujet de Petro-Canada...

M. Marceau: Choose another exemple.

M. Hawkes: ... 500 milliards de dollars...

Le président: Votre remarque est enregistrée monsieur Marceau.

Mr. Crosby (Halifax West): Mr. Chairman, I will have to take one second to reply to my colleague and his interjection. I certainly appreciate the unemployment problem in Canada,

[Traduction]

regrette de devoir le dire, monsieur Potter, après avoir étudié très soigneusement ce programme, je constate qu'il n'est absolument pas fondé sur les faits, qu'au contraire il se fonde exclusivement sur des suppositions. En réalité, si vous étudiez de près certaines déclarations des représentants du gouvernement, et en particulier du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, vous constaterez que, même au sein du gouvernement, cela est reconnu. Lorsqu'elle témoignait devant le comité, hier ou avant-hier, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a parlé d'une lutte psychologique contre l'inflation. Voilà précisément ce dont il s'agit. Le gouvernement s'adonne à un énorme mensonge, dans la tradition fasciste la plus pure du mensonge. Il prétend que ce programme servira à lutter contre l'inflation au Canada, à réduire l'inflation, il prétend que ce programme est si sévère, si critique de nos perceptions gouvernementales que nous sommes prêts à aller jusqu'à enlever de l'argent aux enfants du Canada en réduisant les allocations familiales. Nous allons même enlever de l'argent aux citoyens âgés du Canada. Voilà à quel point ce programme est sévère.

Mais, en même temps, le gouvernement ne fait rien du tout pour alléger ses autres programmes de dépenses. Dans quelques mois, il donnera le feu vert à Davie Shipbuilding pour construire un traversier de 120 millions de dollars qui annulera la totalité des économies réalisées grâce au Bill C-131. D'un seul coup, ces économies seront annulées, ainsi que quelque 35 millions de dollars pour arrondir les choses. Le ministre de l'information a donné aux membres du Parlement un mémoire...

Mr. Marceau: Mr. Chairman, on a point of order!

The Chairman: Mr. Marceau.

Mr. Marceau: The remarks by my colleague are pure discrimination. The workers in Quebec are entitled to work, given a chance, they can do good work and when he says that money will be spent to help the workers of Davie Shipbuilding... my colleague is totally out of long and he is discriminating against Quebecers; I know that usually he shows more intelligence. I also know that it is not what he meant, but in the meantime he is stepping on very dangerous ground.

The Chairman: Mr. Crosby, your remarks have been recorded... pardon me?

Mr. Hawkes: There was no discrimination against the citizens of Quebec; it was merely a reflection on the policies, the choice of expenditures in general. I have another page concerning Petro-Canada...

Mr. Marceau: Choisissez un autre exemple.

Mr. Hawkes: ... 500 billion dollars...

The Chairman: Your remarks have been recorded, Mr. Marceau.

M. Crosby (Halifax-Ouest): Monsieur le président, il faut m'accorder une seconde pour répondre à mon collègue et à son intervention. Effectivement, je ne nie pas la gravité du

[Text]

and particularly in the Province of Quebec, particularly in that area of the St. Lawrence River, where it is quite extreme. I visit that area quite frequently and I am aware of their problems, and I for one am supportive of any action that can be taken to provide employment.

The Chairman: I would prefer that you address yourself through the chairman to the witnesses, rather than start to have discussions with any other members, Mr. Crosby.

Mr. Crosby (Halifax West): I am not discussing with other members, and I am addressing my remarks to you, Mr. Chairman.

• 1045

I think you will allow me the opportunity to respond to the remark made by my colleague from the Province of Quebec because it is typical of the remarks made that try to indicate for all my colleagues in the House of Commons from Quebec that we who are not from the Province of Quebec hold some grudge or ill will towards the people of the Province of Quebec. In my own case, nothing could be further from the truth. I think the complaint I have is much the same as the Quebec people have themselves: that they are sometimes abused by the Government of Canada. This is another illustration because we can confine it to the Province of Quebec because there are old age pensioners in the Province of Quebec who are going to suffer from Bill C-131 just as in the rest of Canada.

So I welcome any measures that help with the employment problem in the Province of Quebec. I merely want to point out that the government does two things: It takes in money, and it pays out money. The point I want to make is that the government is continuing to pay out more money than it is taking in, and pretending through a program called six and five to rectify the inflationary situation that exists in Canada today but continuing to spend more money than it is taking in while at the same time reallocating expenditures within the framework of government expenditures is not going to help or assist the situation at all.

What I wanted to address myself to you on, Mr. Potter, are the actual figures that are involved. I have already indicated that the minister in testimony before the committee told us that the actual saving to the national treasury over the two-year period that Bill C-131 would be in effect is a net amount of \$84 million, which I want to point out is different from the amount indicated in the questionnaire provided to members of Parliament, where one would get the impression that the saving to the national treasury was \$115 million dollars. So there is approximately \$31 million dollars of difference right there.

Another statistic which I would ask you to comment on is the fact that the minister has time and time again said that the persons most in need are not affected by Bill C-131. In that statistical analysis, it is pointed out that there are 2.3 million persons receiving old age assistance. Of that, 1.2 million

[Translation]

problème du chômage au Canada, et en particulier dans la province de Québec, et tout particulièrement dans cette région du Saint-Laurent où la situation est particulièrement grave. J'ai d'ailleurs souvent l'occasion d'y aller, je connais donc très bien les problèmes, et je suis le premier à applaudir tout ce qui se fait pour créer de l'emploi.

Le président: J'aimerais mieux que vous parliez aux témoins par l'entremise du président, vous éviteriez peut-être ainsi une discussion directe avec les autres députés, monsieur Crosby.

M. Crosby (Halifax-Ouest): Je ne discute pas avec les autres députés, c'est à vous que je m'adresse, monsieur le président.

Vous me permettrez de répondre aux observations de mon collègue de la province de Québec, car elles sont typiques et je veux absolument en profiter pour assurer à tous mes collègues de la Chambre des communes qui sont du Québec, que ceux d'entre nous qui ne sommes pas de la province de Québec n'avons aucune mauvaise volonté particulière envers la population de la province de Québec. Dans mon propre cas, rien n'est plus faux. Ce que je déplore personnellement ressemble énormément aux doléances des gens du Québec: le fait que le gouvernement du Canada a tendance à se servir d'eux. Si je dis cela, c'est uniquement à titre d'exemple, parce que s'il y a des bénéficiaires de la sécurité de la vieillesse dans la province de Québec qui vont souscrire à cause du Bill C-131, il y en a tout autant dans le reste du Canada.

J'applaudis donc à toutes les mesures qui peuvent constituer une solution aux problèmes du chômage dans la province de Québec. Je veux seulement signaler que le gouvernement fait deux choses: Il prend de l'argent, il verse de l'argent. Je suis en train d'expliquer que le gouvernement continue à verser plus d'argent qu'il n'en touche et à prétendre, grâce à un programme désigné sous le terme de Programme des 6 et 5 p. 100, que cela servira à freiner l'inflation qui existe au Canada à l'heure actuelle; il n'en reste pas moins qu'il continue à dépenser plus d'argent qu'il n'en touche et qu'on voit difficilement comment une nouvelle répartition des dépenses à l'intérieur du cadre des dépenses du gouvernement servira à quoi que ce soit.

M. Potter, je veux maintenant parler chiffres avec vous. J'ai déjà dit que le ministre, témoignant devant le comité, nous a dit que pendant les deux ans d'existence du Bill C-131, le Trésor national réaliserait des économies de 84 millions de dollars. Or, cette somme est différente de celle qui figure dans le questionnaire envoyé aux membres du Parlement; dans ce document, on avait l'impression que les économies réalisées par le Trésor national seraient de 115 millions de dollars. Cela fait une différence d'environ 31 millions de dollars, dès le départ.

Autre statistique au sujet de laquelle j'aimerais connaître votre opinion: Le ministre ne cesse de répéter que les gens les plus défavorisés ne sont pas touchés par le Bill C-131. Dans cette analyse statistique, on souligne qu'il y a 2.3 millions de personnes qui touchent la sécurité de la vieillesse. Parmi elles,

[Texte]

receive the guaranteed annual supplement, and the guaranteed annual supplement is fully indexed and cushioned against the decrease in the old age assistance. But only 15.57% of old age pensioners receive the full guaranteed income supplement so it is not true, in my opinion, that the recipients of the guaranteed annual supplement are protected.

Mr. Potter: No, they are not getting the protection that the statement seems to indicate. It is not an adequate situation, no.

Mr. Crosby (Halifax West): Can you give us any indication of to what extent they are not getting it? How does it work?—because . . .

Mr. Potter: No, I am afraid . . .

Mr. Crosby (Halifax West):—in order to fully compensate it should have to receive the full amount as GIS.

Mr. Potter: The only solution to it is not to pass the bill and continue to index fully the OAS. That is the solution to it. That is the solution to the problem; it is a very simple solution. There you go.

Mr. Crosby (Halifax West): Let me support, Mr. Potter, what I have just said so that you will carry this message back to your members and through your members to other persons interested in pensions.

In the House of Commons, the minister said: We are asking 1.1 million old age pensioners to help lead the way in the fight against inflation; I am very conscious of the sacrifice we are asking of them. Now, first of all, I understand you accused the minister and the government of carrying the inflation fight on the backs of old age pensioners.

Mr. Potter: Yes. We said that they should not be conscripted as soldiers in a war on inflation.

Mr. Crosby (Halifax West): Well, I want to make it clear and want the record to show that that is exactly what the minister is doing: She is enlisting old age pensioners in this fight. So there is a direct conflict between what you think ought to be the case and what the minister and the government think ought to be the case. There really is a conflict in this bill. It is not superficial; it is really there. The minister has said we want old age pensioners to sacrifice; you are saying, and many people in Canada are saying, old age pensioners should not be asked to sacrifice.

There is a second point that I want to underline in relation to your testimony, and that is that the minister is not properly presenting to the House of Commons and to the public the actual situation, because by referring to 1.1 million old age pensioners that she is enlisting in this war on inflation, she is implying and inferring that 1.2 million, that is the other half of the 2.3 million, are not affected by this reduction proposed by Bill C-131—and they are, they are reflected in that. So it is

[Traduction]

1.2 million de personnes reçoivent le supplément de revenu garanti qui est totalement indexé et protégé contre les effets d'une diminution de la sécurité de la vieillesse. Or, 15,57 p. 100 seulement des bénéficiaires de la sécurité de la vieillesse reçoivent la totalité du supplément de revenu garanti si bien qu'à mon avis, il n'est pas exact que les bénéficiaires du supplément de revenu garanti soient vraiment protégés.

M. Potter: Non, ils ne sont effectivement pas protégés comme cette déclaration semblerait l'indiquer. C'est loin d'être satisfaisant.

M. Crosby (Halifax-Ouest): Pouvez-vous nous dire dans quelle mesure cette protection est inefficace? Comment est-ce que cela fonctionne? En effet . . .

M. Potter: Non, je crains . . .

M. Crosby (Halifax-Ouest): . . . pour que la compensation s'effectue totalement, il faudrait que la totalité du supplément de revenu garanti soit versée.

M. Potter: La seule solution possible, c'est de ne pas adopter le bill, et de continuer à indexer pleinement la sécurité de la vieillesse. C'est la solution. C'est la solution du problème, cela ne saurait être plus simple. Voilà tout.

M. Crosby (Halifax-Ouest): Monsieur Potter, permettez-moi de confirmer encore ce que je viens de dire, et de vous demander de transmettre ce message à vos membres et, par leur entremise, à tous ceux qui s'intéressent aux pensions.

Le ministre a déclaré devant la Chambre des communes que nous demandions à 1.1 million de bénéficiaires de la sécurité de la vieillesse de montrer l'exemple dans la lutte contre l'inflation. Elle ajoutait qu'elle était parfaitement consciente du sacrifice qu'elle leur demandait. Bon; pour commencer, je crois que vous avez accusé le ministre et le gouvernement de livrer la bataille contre l'inflation sur le dos des bénéficiaires de la sécurité de la vieillesse.

M. Potter: Oui. Nous avons dit qu'il ne fallait pas les utiliser comme bataillon de choc dans la bataille contre l'inflation.

M. Crosby (Halifax-Ouest): Très bien; je le dis bien haut, et j'insiste, c'est précisément ce que le ministre fait: Elle mobilise les bénéficiaires de la sécurité de la vieillesse pour ce combat. Par conséquent, votre position et celle du ministre et du gouvernement sont donc diamétralement opposées. Personnellement, je vois un véritable conflit dans ce bill; quelque chose qui n'est pas superficiel, quelque chose de profond. Le ministre a dit que les retraités doivent consentir à un sacrifice, or les Canadiens sont nombreux à estimer que ce n'est pas des retraités qu'il faut exiger des sacrifices.

• 1050

Par ailleurs, je voudrais insister sur le fait que le ministre présente la situation sous un faux jour, car en affirmant qu'il y aura 1,100,000 retraités engagés dans la guerre contre l'inflation, elle laisse entendre que l'autre moitié, c'est-à-dire 1,200,000, ne se ressentiront pas des dispositions prévues au Bill C-131, ce qui est faux. Ce n'est donc pas 1,100,000 mais 2,000,000 de retraités dont on demande des sacrifices, car il n'y a que 345,000 retraités environ qui bénéficient de la

[Text]

not 1.1 million old age pensioners that are being enlisted in the war, it is closer to 2 million, because there are only about 345,000 old age pensioners who receive the full guaranteed income supplement. They are the only ones that, it can be said, are not affected by the change. Do you agree?

The Chairman: Mr. Potter, you heard that all the people who did receive the GIS are not included in that? You are aware of that?

Mr. Potter: Well, as I say, we do not profess to have the figures here. I am assuming that if Mr. Crosby gives us the figures they are correct. It is the principle we are addressing.

Mr. Crosby (Halifax West): The figures, Mr. Potter, are contained in a report . . .

The Chairman: The question is, Mr. Potter, are you aware that all those people who did receive the GIS are not affected by that legislation? Are you aware of that?

Mr. Potter: I see. Is that so? I was not aware of that, no.

The Chairman: You were not aware?

Mr. Potter: We were not addressing the guaranteed income supplement, we were addressing the OAS.

The Chairman: Fifty-two per cent of the people who are now receiving the GIS are not affected by that bill. Are you not aware of that?

Mr. Potter: Fifty-two per cent who are not affected? The others are, of course.

The Chairman: I think it is 53%. That is the figure that has been quoted on this committee.

Mr. Potter: Yes. I am sorry . . .

The Chairman: Okay, I have to make the record clear.

Mr. Crosby (Halifax West): You are making my point, Mr. Chairman.

The Chairman: Yes, sure, but I have to clarify the record.

Mr. Crosby (Halifax West): The minister claims that 52% . . .

The Chairman: 53%.

Mr. Crosby (Halifax West): —actually, 54.07% of old age pensioners are not affected by Bill C-131 because they are in receipt of the guaranteed income supplement. I am asking the witness this question: In fact, only 15.57 of old age pensioners receive the full guaranteed income supplement; and to the extent that they do not receive the full guaranteed income supplement, they are affected adversely by Bill C-131. I want to ask the witnesses whether they are aware of that.

Mr. Potter: I am not in a position to address the figures, only the principle here. We know there are large numbers of people adversely affected. I have to assume that the members of Parliament have more ready access to the figures than I have.

[Translation]

totalité du supplément de revenu garanti. Ce sont donc les seuls qui ne seront pas touchés par cette mesure, n'est-ce pas?

Le président: Toute personne touchant le supplément de revenu garanti ne sera pas affectée par cette mesure.

M. Potter: Nous n'avons pas de chiffres, mais je présume que les chiffres avancés par M. Crosby sont exacts. C'est plutôt le principe que nous mettons en cause.

M. Crosby (Halifax-Ouest): Les chiffres figurent dans un rapport . . .

Le président: Mais savez-vous, monsieur Potter, que toutes les personnes touchant le supplément de revenu garanti ne sont pas touchées par ce projet de loi?

M. Potter: Non, je l'ignorais.

Le président: Vous l'ignorez?

M. Potter: Je parlais non pas du supplément de revenu garanti mais de la sécurité de la vieillesse.

Le président: 52 p. 100 des personnes touchant le supplément de revenu garanti ne sont pas touchées par les dispositions du projet de loi, le saviez-vous?

M. Potter: Ce qui voudrait dire que les 48 p. 100 restant le sont.

Le président: Ce serait plutôt 53 p. 100, d'après les chiffres qui nous ont été communiqués.

M. Potter: Bon, je m'excuse . . .

Le président: Je tenais à apporter cette précision pour la bonne règle.

M. Crosby (Halifax-Ouest): Vous ne faites que renforcer ce que j'ai déjà dit.

Le président: Il s'agissait de mettre les choses au point.

M. Crosby (Halifax-Ouest): Le ministre prétend que 52 p. 100 . . .

Le président: 53 p. 100.

M. Crosby (Halifax-Ouest): En réalité, 54,07 p. 100 de tous les retraités ne sont pas touchés par le Bill C-131 parce qu'ils touchent le supplément de revenu garanti. Or, il n'y a que 15,57 p. 100 de tous les retraités qui touchent la totalité du supplément de revenu garanti, alors que les autres sont bel et bien touchés par les dispositions du bill. Le témoin est-il au courant de ces faits?

M. Potter: Je n'ai pas étudié la question en détail, seulement dans ses grandes lignes. Nous savons qu'un grand nombre de retraités seront touchés par ce projet de loi. Je présume qu'il est plus facile pour un député d'obtenir les chiffres que pour moi.

[Texte]

Mr. Crosby (Halifax West): Let me ask you to finish, because I thought you answered this question affirmatively before, Mr. Potter.

Mr. Potter: I assumed that your figures were correct. I do not wish to decide between two members of the committee as to the correctness of figures.

Mr. Crosby (Halifax West): No, no.

The Chairman: The chairman has to rectify the record. That is the reason why I mentioned on the record that this figure is not accurate.

Mme Killens: Monsieur le président, j'invoque le Règlement!

Mr. Crosby (Halifax West): Those figures are certainly accurate. Mr. Chairman . . . putting inaccurate figures on the record, they are right out of the old age security report. I will give it to you and I will table the report and then you answer for yours.

The Chairman: I mentioned, Mr. Crosby, that all the people who receive the GIS are not affected by this legislation, that is the point I mentioned.

Mr. Crosby (Halifax West): That is what you say, but I say they are affected.

The Chairman: Because it has been mentioned here by the witnesses. Just read yesterday's meeting—and we are going to read it.

Mme Killens: Monsieur le président, j'invoque le Règlement!

The Chairman: Madam Killens, on a point of order.

Mme Killens: Je viens de me renseigner auprès des hauts fonctionnaires, et je dois corriger . . . Vous ne m'écoutez pas, monsieur!

An hon. Member: I will read it after.

Mme Killens: Très bien.

Quand une personne reçoit le supplément, si minime soit-il, ce supplément est indexé. Je le répète: quand une personne reçoit le supplément, si minime soit-il, il est indexé.

• 1055

Le président: Ce qui veut dire qu'il y a 53 p. 100 des personnes âgées . . .

Mme Killens: . . . qui sont complètement indexées.

Le président: . . . qui ne seront pas touchées en aucune façon par ce projet de loi.

Mme Killens: Bon. C'est très clair.

Mr. Marceau: Il faudrait que le témoin en prenne note.

Le président: Monsieur Young.

The Chairman: Mr. Young.

Mr. Young: I can read, and I have read Bill C-131, and what Bill C-131 does is limit the indexation on old age security pensions. Everyone in receipt of a GIS receives OAS, and OAS

[Traduction]

M. Crosby (Halifax-Ouest): J'avais cru que vous aviez déjà répondu à cette question par l'affirmative, monsieur Potter.

M. Potter: Je présume que les chiffres que vous citez sont exacts. Je ne voudrais pas discuter de l'exactitude des chiffres avancée par les membres du Comité.

M. Crosby (Halifax-Ouest): Non, bien entendu.

Le président: J'ai fait cette mise au point pour la bonne règle, comme il se doit.

Mrs. Killens: Mr. Chairman, on a point of order.

M. Crosby (Halifax-Ouest): Ces chiffres sont tout à fait exacts. Les chiffres que j'ai avancés proviennent du rapport sur la sécurité de la vieillesse. Je vais déposer ce rapport et c'est à vous de justifier vos chiffres.

Le président: J'ai dit que toutes les personnes touchant le supplément de revenu garanti ne sont pas touchées par ce projet de loi.

M. Crosby (Halifax-Ouest): C'est ce que vous avez dit mais moi je prétends le contraire.

Le président: C'est ce que les témoins ont dit. Vous pourriez lire le compte rendu de la réunion d'hier.

Mrs. Killens: Mr. Chairman, on a point of order.

Le président: Allez-y, madame Killens.

Mrs. Killens: I have just asked the officials and I must rectify . . . you are not listening to me, sir!

Une voix: Je vais le lire plus tard.

Mrs. Killens: All right.

The guaranteed income supplement, however minimal, is always indexed, let me stress it.

The Chairman: Which means that 53 per cent of pensioners . . .

Mrs. Killens: . . . get fully indexed pensions.

The Chairman: . . . and are not affected by this Bill.

Mrs. Killens: So this is perfectly clear now.

Mr. Marceau: The witness ought to remember that.

The Chairman: Mr. Young.

Le président: Monsieur Young.

M. Young: Le Bill C-131 limite l'indexation des prestations de sécurité-vieillesse. Tous ceux qui touchent le supplément de revenu garanti touchent automatiquement les prestations de

[Text]

is indexed and will be affected by the reduction in the base after two years. And it is not correct at all to say that people on GIS will not be affected. Of course they will be affected, because they receive the OAS and indexation is limited. And they will receive, as a result of the reduced base after two years, a lesser pension than they would have otherwise received.

An hon. Member: Right.

Le président: Nous mentionnons que toutes les personnes de 65 ans et plus, dont 53 p. 100 de ces dernières, ne seront pas affectées par le projet de loi...

Mr. Young: If we are telling the truth, the thing should be...

Mr. Hawkes: Mr. Chairman. On a point of order.

The Chairman: Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: I think that the confusion which Mr. Crosby is trying to identify for people... the GIS operates on the basis that, for every \$2 of income, you lose \$1 of GIS. Therefore, you start with the 47% of the people who do not receive GIS... 53% do. But of that 53%, only 15% of them are on full GIS, and they are the only ones protected by this legislation. Ipso facto, 85% of senior citizens will lose money because of this legislation.

The Chairman: Maybe you can direct your question to the officials; then we will deal with it clause-by-clause.

Mr. Hawkes: If we get the minister, we will certainly direct that question to him.

The Chairman: The official will be here.

Madam Côté...

Mme Côté: Au sujet du même rappel au Règlement, monsieur le président. Le supplément de la pension, le supplément de revenu qui est accordé aux citoyens qui en ont besoin, est calculé selon les revenus des pensionnés. Donc, s'ils en perdent un peu sur l'indexation à 6 et 5 p. 100, ils le reprennent sur le supplément parce qu'il est payé en fonction des revenus des gens.

Le président: D'accord, madame Côté.

Mme Côté: Ils n'ont pas de perte. Il est faux de dire que les personnes âgées qui ont besoin d'un supplément sont pénalisées par ce projet de loi. C'est mentir effrontément.

Le président: D'accord. Merci.

Mme Côté: Merci, monsieur le président.

Le président: Ceci complète la liste des témoins que nous avons...

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, I thought I was on the list for a second round.

The Chairman: Yes, but it is 11.00 a.m. now, and it is up to you.

[Translation]

sécurité-vieillesse, lesquelles sont indexées et seront donc touchées par la réduction de la base de calcul au bout de deux ans. Il est donc faux de prétendre que les bénéficiaires du supplément de revenu garanti ne seront pas touchés. Ils le seront du fait que l'indexation des prestations de sécurité-vieillesse est limitée. En outre, la réduction de la base de calcul au bout de deux ans réduira le montant de leur pension par rapport à ce qu'ils auraient touché autrement.

Une voix: C'est tout à fait juste.

The Chairman: I have already said that 53 per cent of all people aged 65 and over will not be affected by this bill.

M. Young: Si ce que vous dites est vrai...

M. Hawkes: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Le président: Allez-y.

M. Hawkes: Pour \$2 de revenu, les retraités perdent \$1 de supplément de revenu garanti. Dans ces conditions, 47 p. 100 des retraités ne touchent pas le supplément de revenu garanti contre 53 p. 100 qui le touchent. Parmi ces derniers, 15 p. 100 seulement touchent la totalité du supplément de revenu garanti et ce sont les seuls sur lesquels la présente loi n'aura aucun effet. Donc, 85 p. 100 des retraités perdront plus ou moins d'argent à cause de ce projet de loi.

Le président: Je vous demanderai de poser vos questions aux fonctionnaires, après quoi nous passerons à l'étude du bill article par article.

M. Hawkes: Nous préférierions poser nos questions au ministre.

Le président: Les fonctionnaires sont ici.

Madame Côté.

Mrs. Côté: On the same point of order Mr. Chairman. The guaranteed income supplement is calculated according to the pensioners incomes. Therefore if they lose some income through the 6 and 5 indexation, they make it up through the GIS which is based on their incomes.

The Chairman: That is right.

Mrs. Côté: So they do not lose money. It is not true therefore that pensioners who need the GIS will be affected by this bill. It is an impudent lie.

The Chairman: Thank you.

Mrs. Côté: Thank you Mr. Chairman.

The Chairman: This completes our list of witnesses.

M. Hawkes: Monsieur le président, je pensais que vous aviez inscrit mon nom pour le deuxième tour.

Le président: Oui, mais il est déjà 11h00 et c'est à vous de décider.

[Texte]

We have a steering committee and we have made some recommendations to the committee. Those recommendations were distributed at the meeting yesterday, and following these recommendations and according to the notice of the meeting this morning, we were supposed to deal clause-by-clause, approximately at 10.30 a.m. It is 11.00 a.m. I think that we should go on studying the clause consideration.

I would like to thank you, Mr. Potter, for your presentation. On behalf of the members of the committee, thank you very much. I will send you the minutes of the proceedings when they have been printed. Thank you very much.

Mr. Hawkes: On a point of order, Mr. Chairman. I have a motion to make.

The Chairman: Mr. Jim Hawkes on a point of order.

Mr. Hawkes: I would like to move that the steering committee meet to consider the scheduling of the Canadian Labour Congress and the Minister of Health and Welfare to appear as witnesses on Bill C-131, and I am seconded by the member from Leeds-Grenville. I would like to speak to that motion.

Le président: Monsieur Marceau.

M. Marceau: Monsieur le président, au sujet de cette motion, je voterai contre mais je vais expliquer pourquoi.

Si nous n'avons pas entendu les représentants du Congrès du travail du Canada, qui étaient des témoins extrêmement importants, c'est parce que l'Opposition a fait tinter la cloche jusqu'à 22h00; si nous n'avons pas eu cette occasion, c'est parce que l'Opposition, par son obstruction, nous a empêchés de les entendre.

• 1100

Ce n'est pas que je considère que les témoins ne sont pas valables, loin de là. Ils sont très valables et je suis très déçu. Malheureusement nous avons un programme à suivre. Je le répète: si nous n'avons pas entendu ce témoin-là, c'est que la cloche, à cause de l'Opposition, a sonné jusqu'à 22h00 et que nous avons dû annuler la réunion. C'est la raison pour laquelle on n'a pas entendu ce témoin très important.

Le président: Merci.

Madame Côté.

Mme Côté: Il faut passer au vote, monsieur le président.

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, I would like to speak to the motion, and I think some others might as well. Mr. Marceau has entered into the debate with a line of fallacious reasoning. The difficulty which has been causing the House of Commons...

Mr. Marceau: This is the truth—*pas* fallacious; this is the truth. You know that.

Mr. Hawkes: The difficulty which has been caused in the House of Commons is a direct consequence of the Minister of Agriculture's decision to cut off debate on a bill which has a provision in it which would give appointed people, rather than parliamentarians, control of the food chain which would

[Traduction]

Le comité de direction a fait des recommandations qui ont été distribuées aux membres du Comité à notre réunion d'hier; d'après ces recommandations, nous étions censés entamer l'étude du bill article par article vers 10h30. Or, il est déjà 11h00.

Au nom des membres du Comité, je vous remercie monsieur Potter de votre exposé. Je vous ferai parvenir le compte rendu de la réunion dès qu'il sera imprimé. Merci beaucoup.

M. Hawkes: J'invoque le Règlement, monsieur le président. Je voudrais déposer une motion.

Le président: Allez-y monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Je propose que le comité de direction se réunisse pour voir quand nous pourrions convoquer le Congrès du travail du Canada et le ministre de la Santé devant le Comité en qualité de témoins concernant le Bill C-131; le député de Leeds—Grenville appuie ma motion. Je voudrais expliquer ma motion.

The Chairman: Mr. Marceau.

Mr. Marceau: Mr. Chairman, I will vote against the motion and here is why.

We have not been able to hear from the Canadian Labour Congress who are very important witnesses because the Opposition had the bell ringing until 10.00 p.m. It is therefore the Oppositions fault if we have not been able to hear the CLC.

I am not saying that these witnesses are not important just the contrary and I am very much disappointed. Unfortunately we have an agenda to follow. If we have not heard these witnesses, it is because the Opposition had the bells ringing until 10.00 p.m. and we had to cancel the meeting. That is why we were unable to hear this very important witness.

The Chairman: Thank you.

Mrs. Côté.

Mrs. Côté: You must put the question Mr. Chairman.

M. Hawkes: Je voudrais expliquer ma motion et d'autres voudront aussi en parler. Le raisonnement de M. Marceau est fallacieux. La difficulté qui empêche la Chambre des communes...

M. Marceau: C'est la vérité et vous le savez parfaitement.

M. Hawkes: Cet incident à la Chambre des communes a été provoqué par la décision du ministre de l'Agriculture de mettre un terme au débat relatif à un projet de loi qui aurait permis à des personnes nommées plutôt qu'à des députés de décider de la réussite ou de la faillite des exploitants agricoles. Apparem-

[Text]

determine which farmers in fact survived and prospered and which did not. That would be removed beyond the scrutiny of Parliament. It is part of what the Auditor General has spent some \$12 million researching and presenting to the Parliament of Canada: the difficulty that exists with Crown corporations. After 90 minutes of debate, the Minister of Agriculture decided to cut off debate through a closure motion, and the opposition, as is not only their right but their duty, have seen fit to oppose that measure with every tool at the disposal of an opposition—encouraged, I might say, by a number of backbenchers on the Liberal side who also fear that what will happen to the Canadian agricultural industry is what has happened to the oil and gas industry; and that has not been good for the economy. The fact that we have Bill C-131 before us today is in part, at least, a consequence of what has happened when we turn over control of industrial sectors to small groups of so-called experts. Remove them from the scrutiny of Parliament and the country is in difficulty.

Mr. Chairman, I would like to address myself more directly to the reason for the motion. You can treat my preliminary remarks simply as a response to what I took to be fallacious reasoning on the other side.

Mr. Chairman, we are dealing here with a piece of legislation that will take money, take budgetary monthly money, out of the pockets of 85% of the senior citizens of this country. We are doing so . . . the bill passed the House of Commons because the government imposed closure on it. That is the reason second reading was completed on Friday. The opposition would have much preferred to see the debate stay in the House of Commons for another day or two so that more people in this country could become aware of the government's intention. But the government used closure.

Now we are facing a situation in the committee where we have heard from the Professional Institute of the Public Service of Canada. We have heard from a group of sociologists. We have the minister before committee, and I did not even . . .

The Chairman: Mention all the groups. We received all the groups.

Mr. Hawkes: I believe, Mr. Chairman, on Bill C-131 we have heard from those three. If I am in error, I stand to be corrected. But those are the only three. We expressed concern in the steering committee . . .

The Chairman: I will make the correction after your speech.

Mr. Hawkes: Okay.

We expressed concern in the steering committee on Monday that we were rushing this bill; that there was not sufficient notice. For instance, we have not had time to do what is reasonably normal in standing committees of the House of Commons that are faced with legislation, and that is to mount a nation-wide advertising campaign to acquaint the people of Canada with the possibility that they can witness before this committee. We have not had the time to do that.

[Translation]

ment, nous n'avons plus rien à dire à ce sujet. Or, le vérificateur général vient de dépenser 12 millions pour étudier la situation des sociétés de la Couronne et pour expliquer au Parlement en quoi leur fonctionnement laisse à désirer. Après 90 minutes de débat, le ministre de l'Agriculture a décidé d'y mettre un terme par une motion de clôture. Or, l'Opposition a non seulement le droit mais le devoir de s'opposer à pareille mesure par tous les moyens à sa disposition, en quoi elle était d'ailleurs encouragée par un certain nombre de députés libéraux qui craignent que l'agriculture canadienne ne se retrouve dans une situation analogue à celle de nos industries du pétrole et du gaz, ce qui n'a certainement pas été bon pour notre économie. Le Bill C-131 doit d'ailleurs être imputé en partie au fait que la moitié de certains secteurs industriels a été confiée à un petit nombre de soi-disant experts. Quand le Parlement, n'a plus le droit de regard, les choses ne vont pas bien pour le pays.

Je voudrais maintenant défendre ma motion. Quelques mots pour commencer concernant le raisonnement fallacieux des députés de la majorité.

Le présent projet de loi aura pour effet de réduire les prestations mensuelles de 85% de nos retraités. C'est que parce que le gouvernement a imposé une motion de clôture que le bill est passé en deuxième lecture à la Chambre vendredi dernier. L'Opposition, elle, aurait préféré prolonger les débats pendant encore un jour ou deux à la Chambre des communes de façon à ce que le pays se rende compte des intentions du gouvernement. Mais le gouvernement a décidé d'imposer la clôture.

Nous avons entendus l'avis de l'Institut professionnel de la Fonction publique du Canada et celui d'un groupe de sociologues. Le ministre a comparu aussi mais . . .

Le président: Je vous demanderai de mentionner tous les groupes que nous avons entendus.

M. Hawkes: Sauf erreur, monsieur le président, nous n'avons entendu que ces trois groupes au sujet du Bill C-131. Nous l'avons fait remarquer au comité de direction.

Le président: Je ferai les mises au point qui s'imposent lorsque vous aurez terminé.

M. Hawkes: Parfait.

Nous avons fait savoir, lundi, à la réunion du comité de direction qu'on essayait d'aller trop vite. Ainsi, nous n'avons pas eu le temps de lancer une campagne de publicité nationale pour avertir la population que chacun avait le droit de comparaître devant le comité, ce qui eut été tout à fait normal.

[Texte]

Then we did schedule the Canadian Labour Congress, which represents a considerable body of expertise. They have a well-known research organization. I believe the data they would provide to us if we were to hear them would be of interest to all members of the committee; certainly of interest to the people of Canada.

• 1105

Then we were to move on Tuesday evening of this week to a full examination with the minister of the reasoning and facts which lay behind her decision to bring this bill before the Parliament of Canada.

Mr. Chairman, I just find it really really difficult to understand why the government is being so stubborn in relation to what I think is an absolutely reasonable request from the opposition. That is that we have the minister for a sufficient length of time to examine the reasoning that she cares to lay out before us for cutting the income of some 85% of the senior citizens in this country. I think it just boggles the mind that this committee is not willing to sit for an 1 1/2 hours with the Canadian Labour Congress. What on earth can the government members be thinking in trying to ram us forward into clause-by-clause consideration at this point?

We have a parliamentary agenda that is almost paralysed through the actions of the Minister of Agriculture. We have only four more sitting days after today before the Christmas break. There is Bill C-132, which this committee has already reported back to the House, and which will take at least two of those days. It is the Government House Leader's job to decide whether or not the agriculture bill will proceed. What on earth is the justification members have for denying Canadians the opportunity to be heard on a pension bill? I just fail to understand it.

If I can build the case perhaps, Mr. Chairman, a little bit for why we need the minister, I will say that while it is Cabinet which proposes to the House of Commons, it is the House of Commons and the backbenchers who bear the responsibility for disposal of Cabinet intentions. The Canadian Council of Social Development appeared before us yesterday, along with the Public Service Alliance of Canada, but the Canadian Council of Social Development brief was particularly interesting in providing us with some questions which I think the minister must answer for us. They are not the kinds of questions which civil servants can answer on behalf of the minister, because they are policy-related questions.

The Canadian Council of Social Development has told us that, in their view, government social and economic policies are very much interdependent in a modern world. The Canadian Council of Social Development suggested that we can no longer treat them discretely. The Canadian Council of Social Development has said in their brief that many Canadians are not aware that measures pursuing economic nationalism are very inflationary.

Mr. Chairman, we all know as members of this committee, that inflation is the culprit; inflation is the thing which happens in society that is most damaging—most damaging—to all those who are on, or near, the poverty line. But the

[Traduction]

Le Congrès du travail du Canada devrait comparaître en principe. Cette organisation possède d'excellents services de recherche. Il est certain que les données qu'elle aurait pu nous fournir auraient été du plus grand intérêt, aussi bien pour les membres du comité que pour la population dans son ensemble.

Mardi soir, nous étions censés examiner avec le ministre tous les faits qui ont motivé le dépôt de ce bill à la Chambre.

Je n'arrive pas à comprendre, monsieur le président, pourquoi le gouvernement s'oppose avec tant d'obstination à une requête parfaitement raisonnable de l'Opposition, à savoir que nous puissions discuter avec le ministre des raisons qui l'ont poussée à réduire les revenus de 85 p. 100 environ des retraités du pays. Je n'arrive pas à comprendre non plus comment le Comité peut refuser de consacrer une heure et demie au Congrès du travail du Canada. Je ne vois vraiment pas où les députés gouvernementaux ont la tête lorsqu'ils cherchent par tous les moyens à précipiter l'étude du Bill article par article.

Les travaux parlementaires ont été pratiquement paralysés à cause du ministre de l'Agriculture. Or, il ne reste plus que quatre jours ouvrables complets avant les vacances de Noël. Sur ces quatre jours, deux devront être consacrés au Bill C-132 que le Comité a déjà renvoyé à la Chambre. C'est le leader du gouvernement à la Chambre qui devra décider s'il convient de poursuivre le débat sur le bill relatif à Canagrex ou non. Je n'arrive pas à comprendre comment les députés libéraux peuvent justifier leur volonté d'empêcher les Canadiens de dire ce qu'ils pensent du projet de loi sur les pensions.

Bien que ce soit le Cabinet qui soumette des propositions à la Chambre des communes, c'est cette dernière ainsi que les députés qui disposent des intentions du Cabinet. Le Conseil canadien du développement social ainsi que l'Alliance de la Fonction publique du Canada ont comparu devant nous hier. Le mémoire du Conseil canadien du développement social a soulevé des questions dont il serait très important de discuter avec le ministre, et non pas avec les fonctionnaires car il s'agit d'orientations générales.

D'après le Conseil canadien du développement social, les orientations sociales et économiques du gouvernement sont étroitement liées et elles ne peuvent donc pas être examinées séparément. Le Conseil a également souligné le fait que de nombreux Canadiens ne savent pas que la poursuite d'un nationalisme économique est souvent très inflationniste.

Nous savons tous, monsieur le président, que pour ceux dont le revenu est proche du seuil de la pauvreté, l'inflation est l'ennemi n° 1. Or, le ministre a prétendu, dans sa déclaration préliminaire devant le Comité que l'inflation était provoquée

[Text]

government to this point in the minister's preliminary testimony before this committee, suggests that inflation is caused in part by senior citizens. It is caused in part by the indexing of the OAS, which is at a level already, as we heard earlier this day, of only 14% of the average industrial wage. The minister has suggested that it is the senior citizens of this country who will become the front-line troops who somehow, magically, are going to beat inflation. Well, Mr. Chairman, the Canadian Council of Social Development suggests to this committee...

Mr. Daudlin: On a point of order, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Daudlin on a point of order.

Mr. Daudlin: Mr. Chairman, I hesitate to interrupt my colleague. He is giving a very interesting speech and a very interesting discourse, but I would have thought that if we are going to have some meaningful debate here this morning, and particularly on the issue of the motion which he has put forward, you are going to have to be fairly restrictive in terms of relevancy. You are going to have to deal with the issue of whether or not the CLC should come.

• 1110

Quite frankly, I think my friend is getting a little far afield from that particular reasoning, although he is giving us an exposé of his particular feelings on the bill. I am sure we all want to hear that at an appropriate time and place.

I would urge we deal very, very restrictively and tightly with the reasons for whether or not the CLC should come, and we deal with that as a committee as rapidly as we can.

The Chairman: Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, I am sorry if the member opposite did not catch the full motion. The motion is that we hear the CLC, but also, that we hear the Minister of National Health and Welfare.

At this particular time, I am dealing with the reasoning that lies behind my motion, why I think testimony from the Minister of National Health and Welfare is an absolute prerequisite before we move to...

The Chairman: Mr. Hawkes, may I make some comments on your motion?

J'aimerais, pour la gouverne des membres du Comité, répondre aux affirmations de l'honorable député. Je pense que sa motion précise que deux témoins de plus comparaitront devant le Comité.

Je dirais d'abord que les deux projets de loi, C-131 et C-132, ont comme objectif de limiter l'indexation à 6 p. 100 pour 1983 et 5 p. 100 pour 1984. Depuis que nous avons commencé à entendre les témoins, le président a accepté que l'on discute de l'un ou de l'autre de ces deux projets de loi, parce que l'objet des deux projets de loi était la limite de l'indexation de l'allocation familiale à 6 p. 100 ou bien, en ce qui concerne le Bill C-131, la limite de l'indexation des pensions à un maximum de 6 p. 100 en 1983.

[Translation]

en partie par les personnes du troisième âge, et en particulier par l'indexation des prestations de sécurité-vieillesse, lesquelles, ainsi qu'on nous l'a expliqué aujourd'hui même, ne s'élèvent qu'à 14 p. 100 du salaire industriel moyen. Toujours d'après le ministre, ce sont les citoyens du troisième âge qui, par une formule magique, serviront de troupes de choc pour venir à bout de l'inflation. Or, d'après le Conseil canadien du développement social...

M. Daudlin: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Le président: Allez-y, monsieur Daudlin.

M. Daudlin: J'hésite à interrompre le discours intéressant de mon collègue. J'estime cependant que pour discuter valablement de sa motion, il faudrait s'en tenir strictement à la question de savoir si oui ou non vous allez convoquer le Congrès du travail du Canada.

Franchement, je crois que mon ami s'éloigne un peu du sujet, quoiqu'il nous donne un bel exposé de ses sentiments personnels à l'égard du projet de loi. Je suis sûr que nous serons tous ravis de l'entendre en temps et lieu opportuns.

Je propose que l'on discute strictement et exclusivement des raisons pour lesquelles le CTC devrait oui ou non comparaître, et que notre Comité tranche cette question, aussi rapidement que possible.

Le président: Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Monsieur le président, je suis désolé que le député de la majorité n'ait pas saisi l'essentiel de la motion. La motion portait que nous devrions entendre le CTC, mais que nous entendions aussi le ministre de la Santé et du bien-être social.

Je suis en train de vous expliquer les raisons pour lesquelles j'ai proposé ma motion et pourquoi je crois que le témoignage du ministre de la Santé et du Bien-être social est un prérequis avant que nous passions à...

Le président: Monsieur Hawkes, puis-je faire quelques commentaires à propos de votre motion?

For the information of the members of the Committee, I would like to answer the statements made by the honourable member. I think that his motion specifies that two more witnesses should appear before the Committee.

First of all, I would say that both bills, C-131 and C-132, have as their common objective to limit indexation to 6 per cent for 1983 and 5 per cent for 1984. Since we have begun hearing witnesses, the chairman has accepted discussion on one or the other of those two bills because the object of both bills was limiting the indexation of the family allowance to 6 per cent or, where C-131 is concerned, holding the indexation of pensions to a maximum of 6 per cent for 1983.

[Texte]

Le Sous-comité du programme et de la procédure s'est réuni trois fois, je crois. Nous avons accepté les témoins qui ont demandé à être entendus, et le greffier a communiqué avec diverses associations qui ont été mentionnées par les membres du Sous-comité du programme et de la procédure. Toutes ces prises de contact ont été faites. À la suite de ces réunions sur le Bill C-132, qui a été accepté, nous avons reçu le Comité national d'action sur la condition féminine, *the Ottawa Women's Lobby* et le Conseil consultatif canadien de la situation de la femme, avec Mme Pépin. Lorsque nous avons reçu le Conseil consultatif canadien de la situation de la femme, on a mentionné que la présentation était au sujet de l'impact sur les femmes des modifications de l'indexation des allocations familiales et des pensions de vieillesse. Le mémoire concernait donc les deux projets de loi.

Lorsqu'on a étudié le Bill C-132, je dis bien C-132, à la demande de M. Hawkes qui se plaignait de ce que le ministre n'était pas disponible, le ministre est venu à deux reprises devant le Comité. La deuxième fois, soit le 9 décembre, le Comité a commencé ses délibérations à 20h10, et à 21h05 il n'y avait aucune question pour le ministre. Le dernier intervenant était M. Hawkes et il a dit lui-même, à 21h05, qu'il n'avait aucune question à poser au ministre. J'ai été dans l'obligation d'ajourner la réunion, et le ministre a dû retourner à son bureau, même si elle était disponible pour répondre aux questions.

Les deux projets de loi sont très reliés l'un à l'autre, et le ministre a accepté de comparaître deux fois pour l'étude du Bill C-132. À la deuxième séance, qui a débuté à 20h10 le 9 décembre, pour se terminer à 21h05, aucune autre question n'a été posée au ministre, et M. Hawkes lui-même a mentionné qu'il n'avait plus de questions à lui poser.

• 1115

À la lumière de ces faits, je m'étonne que M. Hawkes demande encore une fois aujourd'hui que le ministre revienne devant le Comité pour les mêmes questions.

En ce qui concerne le Bill C-131, le ministre avait accepté de comparaître à deux reprises, et elle a mentionné qu'elle était disponible en tout temps. Les députés du parti conservateur ont mentionné qu'il leur était impossible de siéger le mardi après-midi. Afin de les accommoder, le Comité a décidé de ne pas siéger le mardi après-midi et de reporter cette séance à plus tard. Le mardi, nous devions recevoir les représentants du Congrès du travail à 20h00, et on avait convenu de recevoir à 21h00 le ministre comme témoin pour l'étude du Bill C-131.

J'étais en Chambre à 20h00, et je me suis renseigné pour savoir si nous devions siéger. Comme les comités sont une prolongation de la Chambre et que la cloche appelait tous les députés pour qu'ils se présentent en Chambre, nous avons été dans l'obligation d'annuler la réunion parce que la Chambre nous appelait pour voter. Les témoins, soit les représentants du Congrès du travail du Canada et le ministre, ont été obligés de partir, la réunion étant annulée par l'appel en Chambre. Un comité étant la prolongation de la Chambre, nous avons dû nous y rendre. Une réunion s'est tenue hier, mercredi. J'ai distribué le rapport du Sous-comité du programme et de la

[Traduction]

The Sub-Committee on Agenda and Procedure met three times, I think. We accepted as witnesses those who asked to be heard and the clerk has been in contact with the different organizations that were mentioned by the members of the Sub-Committee on Agenda and Procedure. All those contacts that had to be made, were. After those meetings on Bill C-132, which was accepted, we heard the National Action Committee on the status of women, *The Ottawa Women's Lobby* and the Advisory Council on the Status of Women with Mrs. Pépin. When we heard the Advisory Council on the Status of Women, it was mentioned that the presentation was to point out the impact on women that the changes to indexation of family allowances and old age pensions would have. Therefore, the brief bore on both bills.

When we examined Bill C-132, and I am saying C-132, at Mr. Hawkes' request because he was complaining that the minister was not available, the minister came twice before the Committee. The second time, 9 December, the Committee was called to order at 8:10 p.m. and at 9:05 p.m. there were no more questions for the minister. The last questioner was Mr. Hawkes and he said himself, at 9:05 that he had no further questions to put to the minister. I was therefore in the obligation to adjourn the meeting and the minister had to go back to her office even though she was available to answer questions.

Both bills are linked very closely together and the minister did accept to appear twice for Bill C-132. At the second meeting, which started at 8:10 p.m. on 9 December to end at 9:05 p.m., no other questions were put to the minister and Mr. Hawkes himself mentioned that he did not have any more questions for her.

In the light of all that, I am astonished that Mr. Hawkes, once more today, is asking for the minister to come back before the committee for the same questions.

As far as Bill C-131 is concerned, the minister had accepted to appear twice and she did mention she was available any time. The Progressive Conservative members did mention that it would be impossible for them to sit Tuesday afternoon. To accommodate them, the Committee decided not to sit Tuesday afternoon and to put the meeting back. On Tuesday, we were to hear representatives of the C.L.C. at 8:00 p.m. and it was agreed that we would hear the minister as witness at 9:00 p.m. on Bill C-131.

I was in the House at 8:00 p.m. and I asked if we should sit. As the committees are an extension of the House and that that bell was calling all members to go to the House, we had to cancel the meeting because the House was calling us to vote. The witnesses, that is the representatives from the C.L.C. and the minister, had to leave because the meeting was cancelled by the call to the House. As a committee is an extension of the House, we had to go to vote. There was a meeting yesterday, Wednesday. I circulated the report from the Subcommittee on Agenda and Procedure telling the members that today, after

[Text]

procédure en disant aux membres qu'aujourd'hui, après avoir entendu le dernier témoin de la liste qui avait été acceptée, nous passerions à l'étude article par article du projet de loi.

A la lumière de tous ces faits, il me semble que nous avons agi de façon très démocratique. Si l'honorable député est déçu que les deux témoins assignés à comparaître n'aient pu le faire en temps et lieu, il devrait peut-être réviser ses propres positions, parce que ce ne sont, ni les néo-démocrates, ni les libéraux qui ont demandé que la cloche convoque les députés à la Chambre; c'est son propre parti.

A titre de président de ce Comité, j'ai essayé d'accommoder tous les témoins, et il me semble que nous devrions procéder à l'étude article par article du projet de loi. Mais je dois d'abord lire la motion. C'est une motion déposée par M. Hawkes . . .

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, point of order. I believe you interrupted me in the middle of my time.

The Chairman: On a point of order, Mr. Young.

Mr. Young: Yes. I certainly have a contribution to make to this debate, Mr. Chairman, and I would appreciate having the opportunity to do so. My arguments, on why the Canadian Labour Congress in particular should be heard as witnesses before this committee, are several.

First of all, the congress did want to appear before this committee. They certainly have some valuable things to say about this particular bill and because the circumstances that occurred on Tuesday evening, the evening they were scheduled to appear, were not within their particular control . . . in fact, they appeared in the committee room prepared to give testimony before this committee and were unable to do so because of circumstances that were not within their own control. And I think we have to appreciate, Mr. Chairman, that the Canadian Labour Congress represents more than 30% of the working people in this country. They have valuable things to say on behalf of the people they represent. They also represent Canadians in all regions of the country, so it would not be simply an experience coming from the research department, based on what you could consider to be parochial views in terms of Bill C-131.

• 1120

A substantial portion, about 50% of that labour force, is made up of women. We all know, based on the statistics that we have heard from witnesses before the committee and during the debate in the House, that even in 1980 three out of every five women over the age of 65 had an annual income of less than \$5,000 a year. And that is something most members of Parliament are very concerned about. I know, based on conversations I have had between myself and the Canadian Labour Congress, that they also share that concern and they share it very deeply.

For all those reasons, Mr. Chairman, I think it is incumbent upon us to hear the Canadian Labour Congress and to hear what they have to say. So far, and Mr. Hawkes has already pointed this out, on Tuesday we heard the minister, and even she was in agreement that perhaps more time was needed to

[Translation]

having heard the last witness on the list that had been accepted, we would then go into clause by clause of the bill.

In the light of all that, it would seem to me that we did things very democratically. If the honourable member is disappointed that the two witnesses who were to appear before us could not do so, perhaps he should revise his own positions because it is neither the New Democrats nor the Liberals who caused the bell to ring and call members to the House; it is his own party.

As chairman of this committee, I have tried to accommodate all witnesses and it seems to me that we should proceed to the clause by clause of the bill. However, I must first read the motion. It is a motion tabled by Mr. Hawkes . . .

M. Hawkes: Monsieur le président, j'invoque le Règlement. Je crois que vous m'avez interrompu en plein milieu du temps qui m'était accordé.

Le président: Monsieur Young, vous invoquez le Règlement.

M. Young: Oui. J'ai certainement un mot à ajouter à ce débat, monsieur le président, et j'aimerais bien avoir l'occasion de le faire. J'ai plusieurs raisons qui m'autorisent à demander que le Congrès du travail du Canada, plus précisément, soit convoqué ici à titre de témoin.

Tout d'abord, le Congrès voulait comparaître devant le Comité. Cet organisme a certainement des choses très valables à dire à propos de ce projet de loi et à cause des circonstances de mardi soir, le soir où cet organisme devait comparaître, circonstances qui ne dépendaient absolument pas de cet organisme . . . En réalité, les représentants du Conseil se sont présentés dans la salle de comité, prêts à témoigner, mais n'ont pu le faire à cause d'un concours de circonstances. Il faut bien comprendre, monsieur le président, que le Congrès du travail du Canada représente plus de 30 p. 100 des travailleurs du Canada. Cet organisme a des choses importantes à dire au nom de ceux qu'il représente. Il a des membres dans toutes les régions du pays, alors il ne s'agirait pas tout simplement de quelque chose qui émane des services de recherche, fondé sur ce que l'on pourrait appeler un esprit de clocher pour ce qui est du Bill C-131.

Les femmes constituent une part importante, soit environ 50%, de la population active. Nous savons tous, étant donné les statistiques que certains témoins ont présentées au comité et dont il a été question lors du débat à la Chambre, que même en 1980, trois femmes sur cinq âgées de plus de 65 ans avaient un revenu annuel inférieur à \$5,000. C'est là quelque chose qui préoccupe énormément la plupart des députés. Et je sais, compte tenu des conversations que j'ai moi-même eues avec des représentants du Congrès du travail du Canada, que ces gens-là partagent aussi cette préoccupation.

Pour toutes ces raisons, monsieur le président, je pense qu'il nous incombe d'entendre le Congrès du travail du Canada. Mardi, et M. Hawkes l'a déjà signalé, nous avons entendu madame le ministre, et elle a même reconnu qu'il serait peut-être nécessaire de prévoir des réunions supplémentaires afin

[Texte]

hear what she had to say, to give members of this committee the opportunity to ask her some further questions of clarification; and there is no doubt at all, based on the testimony we have heard today, this morning, that many of those questions need to be answered. For example, what effect is this bill going to have at the end of 1984 as a result of the erosion of the base on which future pensions will be calculated? I would like to have an answer from the minister on that very important question.

The congress was scheduled to appear at 8.00 o'clock on Tuesday evening. As I have pointed out, they were unable to do so. The minister was to come back, but was unable to do so. On Wednesday we heard from representatives from the Professional Institute of the Public Service of Canada; also from representatives from the Canadian Council on Social Development. This morning we heard from the Economists', Sociologists' and Statisticians' Association. While the Professional Institute of the Public Service of Canada gave us some important testimony insofar as this legislation will affect its membership, that association is by no means representative of all the working people in this country. Only the Canadian Labour Congress can give expression to that voice of concern.

I think it is extremely crucial that in terms of the ongoing work of this committee, in terms of the attitude the public has towards all parliamentarians, regardless of where they sit in the House, we have a responsibility to be responsive to the voice of the people out there in the country. And one way to be responsive is to hear from the Canadian Labour Congress, which represents in excess of one-third of the workforce in this country. I really think that in terms of good relationships, regardless of anything else, this committee has a responsibility to sit down and hear what they have to say.

Before you start banging that little hammer, I am sure that other members of the committee are going to give voice to their concerns, Mr. Chairman. This is the major organization in Canada representing working people. How can this committee possibly adopt a position which says that because something happened which was outside their total control, we will not hear them? I think it is totally unfair; I think it is very insensitive; and quite frankly, I do not think it is very smart. If this debate continues on whether we should hear the CLC and whether the minister has a responsibility to come back to this committee, Mr. Chairman, we could have heard both of them. We could have heard both of them; and this committee could go on with the work it has to do before reporting to the House.

So even from a very practical point of view, Mr. Chairman, I really think this committee should immediately agree to hear both of them. We can arrange our schedules. I am prepared to sit here over lunch to hear the minister; and I am quite sure other members of the committee are willing to do that. I am quite sure the Canadian Labour Congress would be quite willing and anxious to appear before this committee on a phone call.

[Traduction]

que nous puissions entendre ce qu'elle avait à dire et afin que les membres du comité aient l'occasion de lui poser des questions et d'obtenir des éclaircissements. Il n'y a aucun doute, compte tenu des témoignages que nous avons entendus ce matin, que beaucoup de questions restent encore sans réponse. Par exemple, quelle incidence ce bill aura-t-il à la fin de l'année 1984, compte tenu de la réduction de la base de calcul des pensions? J'aimerais que le ministre me donne une réponse à cette question très importante.

Il avait été prévu que des représentants du Congrès du travail comparaitraient mardi à 20 heures. Comme je l'ai déjà signalé, ils n'ont malheureusement pas pu témoigner. Le ministre devait revenir, mais cela lui a été impossible. Mercredi, nous avons entendu les représentants de l'Institut professionnel de la Fonction publique du Canada et du Conseil canadien du développement social. Ce matin, nous avons entendu des représentants de l'Association d'économistes, de sociologues et de statisticiens. Bien que les représentants de l'Institut professionnel de la Fonction publique du Canada nous aient fait un exposé très intéressant de l'impact de cette loi sur leurs membres, cette association ne représente pas toute la population active du pays. Seul le Congrès canadien du travail peut prétendre faire cela.

Il me semble qu'il est absolument essentiel, dans l'intérêt du travail du comité et de l'image publique des parlementaires, quelle que soit leur affiliation politique, que nous écoutions le peuple canadien. Et une façon de l'écouter, c'est d'inviter des représentants du Congrès du travail du Canada à comparaître devant nous, étant donné cet organisme représente plus d'un tiers de la population active du pays. Il me semble que le comité se doit d'écouter ce qu'ils ont à dire, ne serait-ce que par souci de maintenir de bonnes relations avec eux.

Avant que vous ne brandissiez votre petit marteau, monsieur le président, je tiens à dire que je suis certain que d'autres membres du comité vont eux aussi faire connaître leur point de vue. Il s'agit du principal organisme canadien dont la vocation est de représenter les travailleurs. Comment le comité peut-il prétendre que, parce qu'il s'est passé quelque chose qui ne relevait pas de leur contrôle, nous refusons de les entendre? Il me semble que c'est là une attitude tout à fait injuste et indifférente et je dois dire que je ne trouve pas cela très intelligent. Si ce débat sur cette motion se poursuit pendant encore très longtemps, monsieur le président, on y aura consacré le temps qu'il nous aurait fallu pour entendre et le ministre et les représentants du Congrès. Nous n'avons qu'à les inviter tous, et le comité pourra ainsi poursuivre le travail qu'il doit faire avant de présenter son rapport à la Chambre.

Je pense, monsieur le président, que le comité devrait tout de suite convenir de les inviter tous les deux, ne serait-ce que pour des raisons pratiques. Nous pourrions réorganiser nos emplois du temps. Je suis moi-même prêt à rester ici pendant toute l'heure du déjeuner pour entendre le ministre, et je suis certain que d'autres députés seraient prêts à faire la même chose. Je suis d'autre part certain qu'il suffirait de passer un coup de fil au Congrès du travail pour que celui-ci accepte de venir comparaître devant nous, et je pense qu'il en serait ravi.

[Text]

• 1125

I am quite prepared to do that, Mr. Chairman—to sit on this committee until 2.00 p.m., when Question Period starts—in order to hear those witnesses. I would urge you to give them the opportunity to come before this committee so that we can hear what, I am quite sure, would be a valuable contribution to our deliberations.

The Chairman: Mr. Young, I think it is fair; we did make invitation to the CLC. You know that.

Mrs. Mitchell: But you did not uphold the invitation.

The Chairman: We did make the arrangements for the meeting on Tuesday with the CLC.

Mr. Young: Mr. Chairman, no, no . . .

The Chairman: You know that, Mr. Young. I do not want to mention that . . . I think it is fair, because we made the arrangements with the CLC to be here on this committee. We never refused the CLC. I do not want to give the impression to the public the committee refused the CLC.

An hon. Member: On a point of order, Mr. Chairman . . .

The Chairman: No, I am on the point of order, if I may. It is on the record that we did invite the CLC.

Mr. Young: Mr. Chairman, if I left that impression, I did not intend to. In fact, I read out the schedule, which shows quite clearly the Canadian Labour Congress was invited to appear at 8.00 p.m. on Tuesday; but because of circumstances totally outside their own control, they did not have an opportunity to make a presentation to this committee.

An hon. Member: That is right.

Mr. Young: Mr. Chairman, what I am saying is: Because of the circumstances involved—and I am not pointing fingers at anyone—because they are the voice of over 30% of the working people in this country, the Canadian Labour Congress should be invited to make the presentation. I am also saying, because the minister obviously seemed willing to come back before the committee, to make further representations to the committee, to answer further questions for clarification for the benefit of the committee, I think we should give her the opportunity to do so.

That is the only case I am making. I am not saying the chairman did anything wrong. I am not making that allegation at all. The chairman acted quite properly on Tuesday evening probably, as I understand the rules.

But what I am saying is: Because they have a valuable contribution to make to this committee, they should be invited back to give them the opportunity to do so. That is the only point I am making.

The Chairman: Mr. Crosby.

[Translation]

Monsieur le président, je suis tout à fait prêt à faire cela, c'est-à-dire à siéger jusqu'à 14 heures lorsque commencera la période des questions, afin que l'on puisse entendre ces témoins. Je vous exhorte à leur donner l'occasion de comparaître devant le Comité afin que nous puissions entendre ce qui, j'en suis certain, constituera une contribution très précieuse à nos travaux.

Le président: Monsieur Young, vous savez bien que nous avons envoyé une invitation au CTC.

Mme Mitchell: Mais vous n'avez pas maintenu l'invitation.

Le président: Nous avons fait tous les arrangements nécessaires pour rencontrer les représentants du CTC mardi.

M. Young: Monsieur le président, non, non . . .

Le président: Vous le savez très bien, monsieur Young: je ne voulais pas parler de . . . Je pense que nous nous sommes montrés équitables puisque nous avons pris les dispositions nécessaires pour que le CTC puisse comparaître. Nous n'avons jamais refusé de les entendre. Je ne voudrais pas donner l'impression au public que le Comité a refusé de rencontrer les représentants du CTC.

Une voix: J'invoque le Règlement, monsieur le président . . .

Le président: Non, permettez-moi de répondre à celui qui a déjà invoqué le Règlement. Il est tout à fait clair que nous avons invité les représentants du CTC. Il suffit de vérifier le procès-verbal.

M. Young: Monsieur le président, si c'est cette impression que j'ai donnée, ce n'était pas là mon intention. D'ailleurs, j'ai lu le calendrier, où il est écrit en toutes lettres que le Congrès du travail du Canada avait été invité à comparaître à 20 heures mardi. Or, à cause de circonstances sur lesquelles le CTC n'avaient aucun contrôle, il n'a pas pu témoigner à la date prévue.

Une voix: C'est exact.

M. Young: Monsieur le président, ce que j'essaie d'expliquer c'est que, à cause des circonstances dans lesquelles on se trouve, et je ne veux faire de reproches à personne, et étant donné que le CTC représente plus de 30 p. 100 de la population active canadienne, il me semble que l'on doit inviter cet organisme à venir témoigner. D'autre part, madame le ministre ayant dit qu'elle était prête à revenir devant le Comité pour nous fournir des éclaircissements supplémentaires, il me semble que nous devrions l'inviter à le faire.

C'est tout ce que j'ai voulu dire. Je ne faisais aucun reproche au président. Je n'ai pas du tout fait d'allégations de ce genre. D'après mon interprétation des règlements, le président a très bien agi mardi dernier.

Tout ce que je dis, c'est que nous devrions convoquer cet organisme, compte tenu de la contribution très précieuse qu'il pourrait faire. C'est tout ce que j'avais à dire.

Le président: Monsieur Crosby.

[Texte]

Mr. Crosby (Halifax West): Thank you, Mr. Chairman.

We have a motion before the committee to provide an opportunity for the CLC and the minister to appear. Quite frankly, Mr. Chairman, if I were to act in my own personal interest rather than the interest of the committee and the House of Commons, I would like to see the majority Liberal members in this committee turn down that request. Then we could go to the Canadian Labour Congress and say this committee has made a sham of the process, has refused to hear the most important representative of the labour movement in Canada and act on that. I personally do not want to see that happen for precisely the reasons Mr. Young has indicated.

We have heard before this committee this very morning a trade union, ESSA, which is well known and makes a great contribution. But it represents approximately 2,000 employees in the Public Service of Canada. Five or ten minutes later, to deny the organization that represents over three million working Canadians the opportunity to be present and be heard on this very vital measure would just make a sham of our whole process. It affects not only their own membership in the future, but all Canadians who have worked in the interest of the country.

But, Mr. Chairman, let me say this to you. If you and the members who may defeat this motion want to take that course of action, then let it be on your consciences, not on the consciences of those members who want not only to hear the minister and have a useful exchange on the provisions of the bill with the minister, but who demand the CLC be heard.

Again, I repeat: If the CLC are not going to be heard, it has to be on the conscience of the majority members of this committee who turned down that request. To suggest they have had the opportunity when they were, in fact, denied the opportunity by process of Parliament is no answer.

The Chairman: I will just mention, Mr. Crosby, if I may, that the members of the committee never refused to invite the CLC. They did not.

Mr. Crosby (Halifax West): Here.

• 1130

The Chairman: Here. We mentioned on the record that the committee never refused to invite the CLC. The CLC has been invited.

Miss MacDonald.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Mr. Chairman, I am sorry I had to be absent the last couple of meetings but, as you probably know, I have taken a very consistent interest in this bill and in hearing witnesses throughout both the debate and in committee work.

We have had a number of steering committee meetings at which we have agreed to the schedule of witnesses who would

[Traduction]

M. Crosby (Halifax-Ouest): Merci, monsieur le président.

Une motion visant à permettre au CTC et au ministre de comparaître devant le Comité a été proposée. Franchement, monsieur le président, si je devais agir dans mon propre intérêt plutôt que dans celui du Comité et de la Chambre des communes, je souhaiterais que la majorité des députés libéraux du Comité refusent cette demande. Nous pourrions alors rencontrer les représentants du Congrès du travail du Canada pour leur dire que le Comité a tourné en ridicule tout le processus et qu'il a refusé d'entendre le plus important représentant canadien du mouvement syndical. Personnellement, je ne voudrais pas que cela se passe, précisément pour les raisons exposées par M. Young.

Nous avons, ce matin même, entendu le témoignage d'un autre syndicat, qui est très bien connu et qui nous a beaucoup aidés, l'Association d'économistes, de sociologues et de statisticiens. Mais cette association ne représente qu'environ 2,000 employés de la Fonction publique. Si 5 ou 10 minutes plus tard on décide de refuser d'entendre un organisme qui représente plus de 3 millions de travailleurs canadiens, alors cela revient à tourner en ridicule tout le processus. Ce bill touchera non seulement les membres de cet organisme, lorsqu'ils prendront leur retraite, mais aussi tous les Canadiens qui ont travaillé dans l'intérêt du pays.

Permettez-moi de vous dire ceci, monsieur le président. Si vous et d'autres députés rejettent cette motion, alors j'espère que cela pèsera lourd sur votre conscience, mais ce ne sera pas le cas des autres députés qui veulent, non seulement entendre le ministre et avoir un échange intéressant avec elle au sujet des dispositions du bill, mais aussi convoquer les représentants du CTC.

Je le répète, si vous décidez de ne pas entendre le CTC, alors cela pèsera lourd sur la conscience des membres du Comité qui appartiennent à la majorité. Ce n'est pas une réponse que de dire qu'ils ont eu l'occasion de comparaître, lorsqu'en fait ils n'ont pas pu témoigner à cause d'un contretemps à la Chambre.

Le président: Je tiens tout simplement à signaler, monsieur Crosby, si vous me le permettez, que les membres du Comité n'ont jamais refusé d'inviter le CTC.

M. Crosby (Halifax-Ouest): Ici.

Le président: Ici. Il a été inscrit au procès-verbal que le Comité n'a jamais refusé d'inviter le CTC. Nous l'avons bel et bien invité.

Mademoiselle MacDonald.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur le président, je regrette d'avoir été absente aux dernières réunions mais, comme vous le savez sans doute, depuis le tout début, je m'intéresse beaucoup à ce bill, aux témoins que nous avons entendus en Comité et au débat que nous avons eu à la Chambre.

Le comité directeur a tenu plusieurs réunions au cours desquelles nous avons décidé de la liste de témoins qui devaient

[Text]

appear before us. One such was the CLC. There was no question but that the CLC was going to be heard. Now, on Tuesday evening I received a notice from the Clerk of the Committee saying that the meeting was cancelled. I have it right here. I did not come to that meeting because I was notified that there would be no meeting. So I do not want it left on the record that the meeting would have gone ahead somehow or other; I got a notice saying not to come, so I did not come. That also happened with other committee members.

The Chairman: May I answer that?

J'ai donné moi-même l'ordre au greffier. Étant donné que les députés étaient appelés à la Chambre et que les comités sont une prolongation de la Chambre, je ne voyais pas de quelle façon nous pouvions siéger ici alors que la cloche nous appelait pour aller siéger à un autre endroit. C'est la raison pour laquelle le président a décidé...

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I understand that.

Le président: C'est le président qui a dit au greffier d'envoyer des avis. C'est juste; vous avez raison.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I quite understand that, Mr. Chairman; I am not arguing with it. I just want to make it clear because I understand that later... I mean, I got this notice and I did not come. I understood later that you had come to the meeting. Am I correct in that; that you had showed up at 8:00 p.m.

Le président: Le président a communiqué... Comme le Comité est la prolongation de la Chambre, j'ai attendu jusqu'à 20h07 et la cloche sonnait encore. Si la cloche s'était arrêtée, il est évident que le Comité aurait siégé. On l'a dit que les représentants du Congrès du travail du Canada étaient ici, mais étant donné qu'on nous appelait à la Chambre, le président a décidé que la réunion devait être annulée.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I quite understand all that, Mr. Chairman, but I want you to know why we did not come.

You see, that is the normal way of operating, and that has happened and has been argued before on many occasions, whether a committee should meet when the House is not actually sitting, as it is not sitting when the bells are ringing. So I quite understand that.

But that had nothing to do with our desire to have the CLC come before us as witnesses. Had that evening been free, we would have heard them; we were prepared to do so. But it was not free because of events which took place in the House. Therefore, there has been no question... I realize I had to be away yesterday afternoon and for part of this morning, but I have just checked with my colleague, Mr. Hawkes, and there was no steering committee that I am aware of which said, no, we will not hear the CLC. As a steering committee we had already decided to hear the CLC. They had accepted our

[Translation]

comparaître. Figurait sur cette liste le CTC. Il n'a jamais été question que le CTC ne compareisse pas. Cependant, mardi soir, j'ai reçu un avis du greffier du Comité me faisant savoir que la réunion avait été annulée. Je l'ai ici devant moi. Je ne me suis pas rendue à cette réunion parce qu'on m'avait avertie qu'il n'y en aurait pas. Je ne voudrais donc pas que le procès-verbal donne l'impression que cette réunion aurait été tenue d'une façon ou d'une autre. Je ne suis pas venue parce que j'ai reçu un avis me disant qu'il n'y en aurait pas. Et il en est de même pour les autres membres du Comité.

Le président: Me permettez-vous de répondre?

I gave the order to the clerk myself. Given the fact the MP's had been called to the House and that the committees are an extension of the House, I did not see how we could sit here while the bell was calling us to sit in another place. That is the reason why the chair decided...

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je comprends bien.

The Chairman: It is the chair who told the clerk to send those notices out. That is what happened; you are right.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je comprends bien cela, monsieur le président, et je ne dis pas le contraire. Je veux simplement que les choses soient claires car, d'après ce que j'ai compris, plus tard... Enfin, c'est parce que j'ai reçu cet avis que je ne me suis pas rendue à la réunion. Mais j'ai appris par la suite que vous, vous y étiez allé. Est-ce exact? Vous vous êtes bien présenté à 20 heures?

The Chairman: The chair explained... since the committee is an extension of the House, I waited until 8.07 and the bell was still ringing. If the bell had stopped, it is clear that the committee would have sat. I was told that the representatives of the Labour Congress had arrived, but since we were being called to the House, the chair decided that the meeting should be cancelled.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je comprends très bien tout cela, monsieur le président, mais j'aimerais que vous sachiez pourquoi nous ne nous sommes pas présentés à la réunion.

Voyez-vous, c'est une façon tout à fait normale de procéder; cela s'est déjà produit et nous avons à maintes reprises discuté de la question de savoir si un comité doit se réunir pendant que la Chambre ne siège pas véritablement. Et la Chambre ne siège pas lorsque la cloche est en train de sonner. Je comprends tout cela.

Mais cela n'a rien à voir avec notre désir de faire comparaître le CTC devant le Comité. Si cette soirée-là avait été libre, nous aurions entendu les représentants de cet organisme; nous étions tout à fait prêts à le faire. Mais la soirée n'a pas été libre à cause d'événements qui se sont produits à la Chambre. Par conséquent, il n'a jamais été question... J'ai été absente hier après-midi et pendant une partie de la matinée d'aujourd'hui mais je viens de vérifier auprès de mon collègue, M. Hawkes, et il me dit que jamais le comité directeur n'a décidé de ne pas entendre le CTC. Au contraire, il avait déjà décidé de l'inviter,

[Texte]

invitation. They were to proceed. They had prepared their brief. It seemed to me that because of the operations in the House of Commons, which will always affect committees, that should not necessarily impede the hearing of witnesses whom the steering committee and the full committee have agreed to invite, and witnesses who have gone to the trouble of preparing a brief and wanted to appear before us.

I realize there will always be contingencies arise in a parliamentary system where you cannot guarantee from one meeting to the next that things are just going to automatically happen as you lay them out. We know that from past experience; we know it because of things which have happened. We had committees cancelled one day because of the death of one of our colleagues. These things will happen. But it should not then automatically say that the witnesses who were scheduled for that day will no longer be heard, because that would make a shambles of everything.

• 1135

And I think it is very important that we hear the CLC, the Canadian Labour Congress. I think it is important that they come before us on an issue of this nature, because they are one of the broadest-based groups in the country. They are people who, in their working days, are looking forward to retirement. They have contacted a great number of people who are already pensioners. And surely, the fact that the schedule of the House of Commons was disrupted for a while should be no reflection on either them or this committee, that we not hear them. And I urgently urge you, sir, and the Liberal members, to ensure that a commitment which we as a committee made earlier be honoured . . . that we should not back away from it.

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, on the point of order, you interrupted. I had the floor and you yourself interrupted, and this is how some of this began.

I want to put on the record that your interpretation of the events on the evening when the minister last appeared before us in relation to Bill C-132 . . . I think you implied in the record that we were free at that point to ask questions about Bill C-131. That, I believe, Mr. Chairman, is a misinterpretation of past events. In fact, there was considerable clarity in my mind that you, as chairman, were trying to keep our questioning relevant specifically to Bill C-132, and in giving up the floor . . .

The Chairman: I do not have good results . . .

Mr. Hawkes: —and in giving up the floor and not proceeding with further questions to the minister, I did so not only on that understanding but also because the minister, on that occasion, had made it crystal clear that much of the information which I wanted, the government was going to keep secret. And in particular, those assumptions which underly the utilization of RDX2, the econometric projection model—which was really, in my view, an essential piece of information

[Traduction]

et le CTC avait accepté l'invitation. Il allait nous envoyer des représentants, et un mémoire avait été préparé. Compte tenu des activités de la Chambre des communes, qui auront toujours une incidence au niveau des comités, il me semble que ce genre de choses ne devraient pas nous empêcher d'entendre des témoins que le comité directeur et le Comité plénier ont décidé d'inviter, surtout lorsqu'il s'agit de témoins qui se sont donné la peine de préparer un mémoire et qui veulent comparaître devant nous.

Je sais bien qu'il y a toujours des imprévus, dans tout système parlementaire, qui font qu'il n'est pas toujours possible que les choses se passent comme prévu d'une réunion à une autre. Nous savons tout cela, parce que ce genre de chose s'est déjà produit. Les réunions du Comité ont été annulées un jour à cause du décès de l'un de nos collègues. Cela arrive, mais il ne faudrait pas que l'on puisse automatiquement dire que les témoins qui devaient comparaître un certain jour n'auront plus l'occasion de venir, car cela tournerait tout en ridicule.

Je pense qu'il est très important que nous entendions le CTC, c'est-à-dire le Congrès du travail du Canada. Je pense qu'il est très important que cet organisme compareaisse devant nous dans le contexte du débat, parce que sa liste de membres est l'une des mieux réparties de tous les organismes du pays. En sont membres des personnes qui, bien qu'elles travaillent aujourd'hui, préparent déjà leur retraite. Ils ont contacté des tas de gens qui sont déjà à la retraite, et le fait que les travaux de la Chambre des communes aient été perturbés pendant un certain temps ne devrait avoir aucune incidence sur eux ou sur nos travaux, et ne devrait pas nous amener à refuser de les entendre. Je vous exhorte, vous et les députés libéraux, à vous assurer que soit respecté un engagement pris il y a quelque temps par le Comité . . . nous ne devrions pas le repousser.

M. Hawkes: Monsieur le président, j'avais invoqué le Règlement et vous m'avez interrompu. Je tiens pourtant à vous expliquer certaines choses.

Je tiens à faire inscrire au procès-verbal que votre interprétation des événements qui se sont produits le soir où le ministre a comparu devant nous pour la dernière fois pour discuter du Bill C-132 . . . il me semble que vous avez laissé entendre que nous avions la possibilité, ce soir-là, de poser des questions au sujet du Bill C-131. Il me semble que c'est là, monsieur le président, une mauvaise interprétation de ce qui s'est passé. D'ailleurs, j'ai la très nette impression que vous essayez, en tant que président, de limiter nos questions au Bill C-132 en particulier, et si j'ai cédé la parole . . .

Le président: Je n'ai guère de succès . . .

M. Hawkes: . . . et si j'ai cédé la parole et si je n'ai pas posé de questions au ministre, c'est non seulement à cause de cela, mais également parce que le ministre avait dit très clairement que le gouvernement comptait garder secrets bon nombre des renseignements que je voulais avoir. Je songe notamment aux hypothèses qui sous-tendent l'utilisation du RDX-2, le modèle de projection économétrique . . . il s'agit-là, selon moi, de données essentielles dont les membres du Comité devraient

[Text]

for members of this committee to have, for them to make an informed decision as to whether or not the financial reasons were accurate. Whether or not we, as an opposition or as members of Parliament representing the interests of Canadians on this committee, were in agreement with those assumptions is something that we would have liked to make clear on the record. But it became impossible for us because the minister said that the assumptions would remain secret and she would not share them with us. And that was also a secondary reason for my personal decision to not proceed with further questions at that time.

Mr. Frith: Mr. Chairman, just on a point of clarification.

The Chairman: Mr. Frith.

Mr. Frith: We have had some discussions . . . can I make a suggestion that we have an adjournment and have a meeting of the steering committee?

The Chairman: We have a motion before the committee. Does the hon. member want to drop his motion, and we will have a steering committee meeting for ten minutes, as Mr. Frith has suggested?

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, members on this side, and I would assume the NDP, are also willing to take a short adjournment, but I do not think we have to withdraw the motion at this point.

Mr. Frith: That is fine.

Mr. Hawkes: But I think there is a willingness to take a short adjournment for the purpose of caucusing and holding a steering committee meeting. We may be able to resolve this impasse through that technique, but I think we can just leave procedurally where we are at . . .

Mr. Frith: That is fine.

Some hon. Members: Agreed.

Mr. Hawkes: —and unanimously agree to . . .

The Chairman: Madam Mitchell.

Mrs. Mitchell: Yes. Mr. Speaker, I think if we are going to do this, that you should keep in mind that some of us have had our names down to speak to this motion.

The Chairman: Yes. We will still stay on the motion.

The meeting is adjourned for five to six minutes and we will . . .

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): You have not heard from the NDP.

Mr. Hawkes: Mr. Young wants to speak.

Mr. Young: I simply want to say that we would be in agreement with a short adjournment based on the suggestions also made by Mr. Hawkes, that we deal with the motion, if necessary, after the steering committee meeting.

The Chairman: Agreed. The meeting is suspended.

[Translation]

disposer afin de pouvoir déterminer si ces paramètres sont exacts ou non. En tant que députés de l'Opposition et en tant que représentants des Canadiens au sein de ce Comité, nous aimerions avoir la possibilité d'affirmer publiquement si nous acceptons ou non ces hypothèses. Or, le ministre nous a refusé cette possibilité en nous disant que ces hypothèses resteraient secrètes et qu'elle ne pourrait pas les partager avec nous. C'est la raison secondaire pour laquelle j'ai décidé, à ce moment-là, de ne pas poser d'autres questions.

M. Frith: Monsieur le président, j'aimerais avoir un éclaircissement.

Le président: Monsieur Frith.

M. Frith: On a pas mal discuté . . . me permettriez-vous de proposer que nous levions la séance et que le comité directeur se réunisse?

Le président: Une motion a déjà été proposée. Le député souhaite-t-il retirer sa motion, après quoi le comité directeur pourra se réunir pendant dix minutes, comme l'a proposé M. Frith?

M. Hawkes: Monsieur le président, les députés de notre parti, comme ceux du NPD, je pense, sont prêts à ajourner pendant quelques minutes, mais je ne pense pas qu'il faille retirer la motion.

M. Frith: Très bien.

M. Hawkes: Mais je pense que l'on est d'accord pour faire une brève pause afin de permettre au comité directeur de se réunir. Cette façon de procéder nous permettrait peut-être de sortir de cette impasse, mais pour ce qui est de la procédure, je pense que nous pourrions en rester là . . .

M. Frith: Très bien.

Des voix: D'accord.

M. Hawkes: . . . et nous pourrions convenir à l'unanimité de . . .

Le président: Madame Mitchell.

Mme Mitchell: Oui. Monsieur le président, si vous procédez ainsi, je tiens à vous rappeler que certains d'entre nous avons demandé à prendre la parole au sujet de cette motion.

Le président: Oui, nous reprendrons le débat sur la motion.

Nous allons nous arrêter pendant 5 ou 6 minutes et nous . . .

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Vous n'avez pas entendu ce qu'en pensent les Néo-démocrates.

M. Hawkes: M. Young souhaite prendre la parole.

M. Young: Je voulais tout simplement dire que nous sommes d'accord pour faire une petite pause, à condition que nous reprenions le débat sur la motion, s'il y a lieu, après la réunion du comité directeur, comme l'a proposé M. Hawkes.

Le président: D'accord. Nous allons donc nous arrêter là pour l'instant.

[Texte]

[Traduction]

• 1140

• 1156

The Chairman: I recall this meeting to order to resume consideration of the order of reference, dated Friday, December 10, 1982, Bill C-131, An Act to amend the Old Age Security Act (No. 2).

When we adjourned this morning's session, we had a motion and the motion was allowed to stand. Mr. Hawkes has his motion on the floor.

Mr. Hawkes: Essentially, Mr. Chairman, the quickest way to proceed in terms of our agreement might be to just vote for that motion, which essentially says we hear those two witnesses. If the committee confirms that, then we could put on the record our understanding, which I think is that we will hear those witnesses today and begin clause-by-clause at 9.30 tomorrow morning. As I understand it, that is the informal agreement and that might be the quickest way to dispose of it and get us out of here—to just support the motion and then move.

Le président: Monsieur Marceau.

M. Marceau: Monsieur le président, lorsque la motion a été présentée, évidemment, j'ai exprimé mon opinion, à savoir que je n'étais pas d'accord. Mais je suis heureux de dire que maintenant je vais voter en faveur de la motion. Je suis heureux que le ministre et le C.L.S.C., qui est un organisme très important, puissent venir. Je vais voter en faveur de la motion.

The Chairman: Is it unanimous consent, or do you ask for a vote?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): It is agreed. I do not think we need a vote.

Some hon. Members: Agreed.

M. Tessier: Monsieur le président.

Le président: Monsieur Tessier.

M. Tessier: Je vais voter pour la motion, mais je voudrais que l'on soustrait le flot d'intentions qu'on nous a prêtées pour voter contre cette dernière et dire à l'Opposition que c'est peut-être la bonne façon d'arriver à une entente et de chercher des compromis raisonnables. Je considère que ce compromis est maintenant raisonnable, mais à condition qu'on soustrait les intentions qu'on nous avait prêtées au cours du débat.

Motion agreed to.

Mr. Hawkes: Gladly, if that is to facilitate the...

The Chairman: Madam Mitchell.

Mrs. Mitchell: Yes, Mr. Chairman. I am very glad that we are going to go ahead and hear these witnesses, because I think it is very important. I would just like to say also, from the point of view of a westerner from British Columbia, that I hope members realize that most of this information never gets over the Rocky Mountains to B.C. The situation for senior citizens

Le président: À l'ordre, s'il vous plaît. Nous allons maintenant reprendre l'étude de notre ordre de renvoi daté du vendredi 10 décembre 1982, le projet de loi C-131, Loi numéro 2 modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse.

Lorsque nous nous sommes arrêtés tout à l'heure, nous avions réservé la motion déposée par M. Hawkes.

M. Hawkes: Monsieur le président, la solution la plus rapide, compte tenu de notre accord, serait peut-être d'adopter cette motion, qui demande que nous entendions ces deux témoins. Si le Comité adopte cette motion, nous pourrions alors consigner notre accord au procès-verbal, à savoir que nous entendions ces témoins aujourd'hui et que nous commençons notre étude du Bill, article par article, à 9h30 demain matin. D'après ce que j'ai compris, c'est ce que prévoit notre accord officieux, et ce serait peut-être là la façon la plus rapide d'en finir. Le mieux serait de tout simplement appuyer la motion.

The Chairman: Mr. Marceau.

Mr. Marceau: Mr. Chairman, when the motion was moved, I of course expressed my own opinion, and that was that I do not agree with it. But I am now happy to say that I will vote in favour of the motion. I am pleased that the minister and the C.L.C., which is a very important organization, will appear before us. I will vote in favour of the motion.

Le président: La motion est-elle adoptée à l'unanimité, ou préférerez-vous qu'on procède au vote?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Adopté. Je ne pense pas qu'il soit nécessaire de voter.

Des voix: D'accord.

Mr. Tessier: Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Tessier.

Mr. Tessier: I will vote in favour of the motion, but I would ask that the negative intentions that were attributed to us be taken back. I would also like to tell the Opposition that this is perhaps the best way in which to reach an agreement and a reasonable compromise. In my opinion, this compromise is now reasonable, but only if the intentions that were attributed to us during the debate are taken back.

La motion est adoptée.

M. Hawkes: Avec plaisir, si cela peut faciliter...

Le président: Madame Mitchell.

Mme Mitchell: Oui, monsieur le président. Je suis ravie d'apprendre que nous allons entendre ces témoins, parce que cela me semble très important. J'aimerais également dire, en tant qu'originnaire de l'Ouest, et plus particulièrement de la Colombie-Britannique, que j'espère que les députés se rendent compte que la plupart de ces renseignements ne franchissent

[Text]

is in some ways very, very desperate there, as it is in other parts of Canada, but our cost of living is extremely high, and to reduce the indexing by six and five is a real hardship. But it is, again, very, very difficult to hear from that part of Canada, and most of the members sitting here, you know, are really quite unaware of the situation.

The other thing I feel very badly about is that we heard from some women's groups as far as C-132 was concerned, but that is not C-131, and we were not speaking to this bill at that time; in fact, we were instructed by yourself not to. So I think there is still a very, very big gap in the adequacy of the witnesses to hear. But I am pleased, as I say, that at least we will have the minister here and the CLC which certainly represents a wide range of working people.

Le président: Si je puis ajouter, madame Mitchell... J'ai actuellement le mémoire du Conseil consultatif canadien de la situation de la femme, mémoire présenté au Comité permanent de la Santé, du Bien-être social et des Affaires sociales qui traite de l'impact pour les femmes des modifications de l'indexation des allocations familiales et des pensions de vieillesse.

• 1200

Mrs. Mitchell: On a point of order, Mr. Chairman.

Le président: C'est le mémoire qui a été présenté sur les deux projets de loi. C'est ce que j'ai ici, actuellement.

Mrs. Mitchell: On a point of order, Mr. Chairman, I am quite aware of that. I would like to point out that I do not consider that group represents all women adequately; nor does it represent the women of B.C. adequately. It certainly was presented to another bill, and you limited debate on the broadening of it. It was presented on family allowances. We did not debate the application of it to indexing on old age pensions.

The Chairman: Are there any others who would like to make comments? Is there unanimous consent on that motion? Would you repeat your motion, Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: I move that we hear the CLC and the minister. I think there is unanimous agreement to pass that motion. The further understanding is that we would begin clause-by-clause at 9.30 a.m. tomorrow. Lying behind that is an understanding that because of uncertainty the government will schedule those two witnesses as soon as they get the necessary information and then inform committee members as quickly as possible. We do not know what is going to happen in the House at 3.30 p.m. If, in fact, the debate commences on Bill C-132, it will commence at report stage on my amendment, I believe. I will have to be in the House but the minister will also, I think, for the beginning of that. Then we would hear the CLC first probably...

[Translation]

jamais les Rocheuses. La situation des personnes âgées est souvent désespérée là-bas; certes, c'est le cas dans d'autres régions du Canada, mais chez nous, le coût de la vie est extrêmement élevé, et le fait de limiter l'indexation des pensions va créer de très graves problèmes. Comme je l'ai déjà dit, cette partie du pays a du mal à se faire entendre et la plupart des députés ici présents ignorent complètement la situation.

Une autre chose qui m'ennuie, c'est que nous avons entendu des groupes de femmes dans le contexte du Bill C-132, mais pas dans celui du Bill C-131, car nous ne discutons pas de ce dernier à cette époque-là. D'ailleurs, c'est vous qui nous l'aviez demandé. C'est pourquoi il me semble qu'il y a encore beaucoup de lacunes à combler pour ce qui est de la liste des témoins. Quoi qu'il en soit, je suis ravie de savoir que nous allons pouvoir rencontrer le ministre et des représentants du CTC, lequel représente une masse importante de travailleurs.

The Chairman: If I might add, Mrs. Mitchell... I have here with me a copy of the brief which the Canadian Advisory Board on the status of women submitted to the Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs. It deals with the impact that the proposed changes to the indexing of family allowances and old age pensions will have on women.

Mme Mitchell: Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

The Chairman: It is the brief that was submitted concerning both bills. This is the document I have here in front of me.

Mme Mitchell: Monsieur le président, j'invoque le Règlement. Je suis tout à fait au courant de cela, mais je tiens à souligner que, selon moi, ce groupe ne représente pas de façon adéquate ni l'ensemble des femmes canadiennes ni les femmes de la Colombie-Britannique. Ce mémoire a été présenté dans le contexte d'un autre bill, et c'est vous-même qui aviez limité le débat. Ce mémoire a été présenté lorsqu'il était question des allocations familiales. Nous n'en avons pas discuté dans le cadre de l'indexation des pensions de vieillesse.

Le président: Y a-t-il d'autres députés qui souhaitent faire des commentaires? Y a-t-il le consentement unanime pour ce qui est de cette motion? Pourriez-vous répéter votre motion, monsieur Hawkes?

Mr. Hawkes: Je propose que nous entendions le CTC et le ministre. Il me semble qu'il y a consentement unanime. L'autre proposition, c'est que nous commençons demain matin à 9h30 l'étude article par article du bill. Cela suppose bien sûr que le gouvernement organise les réunions avec ces deux témoins le plus vite possible et en avertisse aussitôt tous les membres du comité. Nous ne savons pas ce qui va se produire à la Chambre à 15h30. Si le débat sur le Bill C-132 est lancé, il commencera, je pense, à l'étape du rapport avec mon amendement. Il faudra que je sois à la Chambre, mais il me semble que le ministre devra lui aussi y être au début. Nous pourrions donc d'abord entendre les représentants du CTC...

[Texte]

The Chairman: May I ask for the clarification of the Chair: If something happens in the House this afternoon, could we report this meeting tonight for the evening session? We do not know what will happen . . .

Mr. Hawkes: We left the government free to schedule the witnesses the best way we can today, so that we hear both sets today, and we would go along with that understanding. If, in fact, the House is adjourned, or terminated, or something unforeseen happens, then I think we will have to look at the situation again. But we are assuming that this is a normal day and that both sets of witnesses can be heard today. We then would begin clause-by-clause in the morning.

The Chairman: Because the Chair wants to accommodate all the witnesses and all people. If we could not sit this afternoon . . . Perhaps we should focus on the possibility of sitting . . . on the evening session, to accommodate the witnesses.

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, if we had to, we would, yes.

An hon. member: Yes.

The Chairman: Just as a possibility . . .

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I think there is a general understanding—Mr. Frith was here when we were discussing this—that we would not sit this evening if the witnesses could be heard this afternoon.

Mr. Hawkes: Yes, that is the preference.

Mr. Young: That is my understanding as well.

The Chairman: I was not at the discussion . . . Was it mentioned that tomorrow we will deal clause-by-clause and the chairman could report the bill after the session? Is it agreed?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Thanks very much.

The meeting is adjourned to the call of the Chair.

[Traduction]

Le président: J'aimerais avoir une petite précision. Si quelque chose se passe à la Chambre cet après-midi, pourrions-nous reporter cette réunion à ce soir? Nous ne savons pas ce qu'il va se produire . . .

M. Hawkes: Nous avons laissé au gouvernement le loisir de prévoir les réunions avec les témoins comme il l'entend, afin que nous puissions entendre les deux groupes de témoins aujourd'hui. Si la Chambre suspend ses travaux ou qu'un événement imprévu se produit, alors il nous faudra réexaminer la situation. Mais pour l'instant, il faut supposer qu'aujourd'hui est une journée normale et que nous serons donc en mesure d'entendre les deux témoins. Nous pourrions alors commencer demain matin notre étude du bill article par article.

Le président: J'aimerais pouvoir satisfaire tous les témoins et tout le monde ici. S'il nous était impossible de siéger cet après-midi . . . nous devrions peut-être envisager la possibilité de siéger . . . ce soir, si cela convient aux témoins.

M. Hawkes: Monsieur le président, on le fera, s'il le faut.

Une voix: Oui.

Le président: C'est une possibilité . . .

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Il me semble qu'on s'est entendu (M. Frith était ici lorsqu'on en a discuté) pour ne pas siéger ce soir s'il était possible d'entendre les témoins cet après-midi.

M. Hawkes: Oui, c'est la solution qu'on préfère.

M. Young: J'avais compris cela moi aussi.

Le président: Je n'étais pas là . . . A-t-on dit que l'on passerait à l'étude du bill article par article demain et que le président pourrait déposer son rapport au sujet du bill après cette séance? Tout le monde est-il d'accord?

Des voix: D'accord.

Le président: Merci beaucoup.

La séance est levée.

AFTERNOON SITTING

• 1539

The Chairman: I see a quorum. In accordance with the agreement we had at the morning session, we are going to deal this afternoon with the minister. The second witnesses are the representatives of the Canadian Labour Congress. We agreed to deal with the bill clause by clause at 9.30 a.m. tomorrow and refer the bill to the House tomorrow. That was agreed to by the committee as a whole at this morning's session.

All agreed?

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

Le président: Je vous que nous avons le quorum. Conformément à l'entente conclue à la réunion de ce matin, nous allons entendre le ministre cet après-midi. Nous accueillerons ensuite les représentants du Congrès du travail du Canada. Nous sommes convenus d'étudier le projet de loi, article par article, à 9h30, demain matin, et de renvoyer le projet de loi à la Chambre demain. C'est ce que le Comité plénier a convenu à la réunion de ce matin.

Est-ce convenu?

[Text]

• 1540

I yield the floor to the minister as the first witness on Bill C-131, An Act to amend The Old Age Security Act (No. 2).

Hon. Monique Bégin (Minister of National Health and Welfare): I have nothing to add, Mr. Chairman. It was you who called me. Why do I not yield to members who have questions, if they have any?

The Chairman: You were called by the chairman because of your being asked by the members to be here. That is the reason why.

Madam Bégin: It is, of course, an immense pleasure. I just screwed my whole day, but anyway . . . excuse . . . I am sure it is bad English.

The Chairman: Okay. We will give the floor to any member who wants to direct a question to the minister.

Madam Bégin: Do I conclude that there are no questions?

The Chairman: Mr. Dantzer.

Mr. Dantzer: Could I ask the minister . . . undoubtedly, the imposition of Bill C-131 will increase the number of persons receiving the GIS. Does she agree to that?

Madam Bégin: No. We are discussing Bill C-131. I have nothing to do with the other bill. I am sorry, this is not the subject matter of this meeting.

Mr. Dantzer: Bill C-131 is de-indexing . . .

Madam Bégin: Yes, I know very well.

Mr. Dantzer: —the old age pensions. Is it not my understanding that you intend to increase the GIS supplement to those people who then fall below the poverty line with that decreased purchasing power resulting from . . .

Madam Bégin: I am sorry, that is pure partisan politics and I will not play that game. I have explained, time and time again, that under the mechanism of the guaranteed income supplement, which is fully indexed next January, as usual, anybody in Canada whose income falls below a certain level of poverty is entitled to receive the GIS.

Mr. Dantzer: Then you are not prepared to give me an answer as to whether or not the imposition of Bill C-131 will increase the number of people receiving it?

Madam Bégin: No, sir.

Mr. Dantzer: Do you know the answer, or are you refusing to give it to me?

The Chairman: The answer was no.

Mr. Dantzer: No what?

Madam Bégin: My privilege is to reply the way I do, Mr. Chairman. I have exercised it, and that is it. Do you have another question?

Mr. Hawkes: On a point of order, Mr. Chairman, is the GIS not covered in Bill C-131?

[Translation]

Puisqu'elle est le premier témoin, je cède la parole au ministre sur le Bill C-131, Loi numéro 2 modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse.

L'honorable Monique Bégin (ministre de la santé nationale et du Bien-être social): Je n'ai rien à ajouter, monsieur le président. C'est vous qui m'avez convoquée. Permettez-moi de céder la parole aux membres du Comité qui ont des questions, s'il y en a?

Le président: Vous avez été convoquée par le président à la demande des membres du Comité. C'est là la raison.

Mme Bégin: C'est évidemment un grand plaisir pour moi. J'ai dû bousiller toute ma journée, mais de toute façon . . . Excusez-moi . . . C'est certainement du mauvais français.

Le président: Très bien. Nous allons céder la parole à tout député qui voudrait poser une question au ministre.

Mme Bégin: Puis-je conclure qu'il n'y a aucune question?

Le président: Monsieur Dantzer.

M. Dantzer: Puis-je demander au ministre . . . incontestablement, l'entrée en vigueur du Bill C-131 va augmenter le nombre de personnes qui reçoivent le supplément de revenu garanti. Le ministre en convient-elle?

Mme Bégin: Non. Nous discutons du Bill C-131. Je n'ai rien à faire avec l'autre projet de loi. Je m'excuse, mais là n'est pas le sujet de la présente réunion.

M. Dantzer: Le Bill C-131 vise à désindexer

Mme Bégin: Oui, je le sais fort bien.

M. Dantzer: . . . les pensions de vieillesse. N'avez-vous pas l'intention d'augmenter le supplément de revenu garanti pour ceux dont les revenus sont en-dessous du seuil de la pauvreté vu leur pouvoir d'achat diminué à la suite de . . .

Mme Bégin: Excusez-moi, c'est de la pure partisanerie politique et je ne vais pas jouer à ce jeu. J'ai expliqué, à maintes reprises, que grâce au mécanisme du supplément de revenu garanti qui prévoit l'indexation complète au mois de janvier prochain, quiconque au Canada voit son revenu tomber en-dessous d'un certain niveau de pauvreté aura droit au SRG.

M. Dantzer: Vous n'êtes donc pas disposée à me dire si, en imposant le Bill C-131, le nombre des personnes qui reçoivent le supplément augmentera ou non?

Mme Bégin: Non, monsieur.

M. Dantzer: Ne savez-vous pas la réponse ou refusez-vous de me la donner?

Le président: La réponse est non.

M. Dantzer: Non, quoi?

Mme Bégin: J'ai le privilège de répondre comme je le fais, monsieur le président. J'ai exercé ce privilège, un point c'est tout. Avez-vous une autre question?

M. Hawkes: J'invoque le Règlement, monsieur le président, n'est-il pas question du SRG dans le Bill C-131?

[Texte]

The Chairman: To whom do you direct the question?

Mr. Hawkes: To you, as the chairman. The subject matter of the bill, does it not include changes to . . .

The Chairman: When we received testimony, we entertained a question dealing with the GIS. We did mention it this morning.

Mr. Hawkes: But that is the bill itself, the content matter of the bill, does it not deal with the GIS?

The Chairman: I am not responsible for that bill, I am just answering the question directed to me.

Mr. Dantzer: Again, to the minister, through you, Mr. Chairman, with the imposition of Bill C-131, which is the de-indexing of the inflationary factor down to 6% and 5%, will not the burden of that de-indexing fall most heavily on women, since undoubtedly lower income groups would be affected and far more women are in the lower income group than are men?—that is my understanding.

Madam Bégin: I did not hear the end of your question. I am sorry.

Mr. Dantzer: The question was: Will not the imposition of Bill C-131, which results in a de-indexing, to a certain degree, of the inflationary factor, fall most heavily on the lower income groups, and are they not women?

Madam Bégin: The GIS single recipients, for example, are, in proportion, about 75% women. The group of Canadian pensioners just above the GIS, which are those we are concerned with . . . I am not sure that they are mainly women. Do we have any particular percentage and for what class of income?

• 1545

We have, then, an approximation. I have partial statistics only. Shall I give what I have? They are partial statistics because they cover only the single old age pensioners above the GIS. Out of a total of some 35,000 it would be just above. This means of the next \$1,000, 70% would be women.

Mr. Dantzer: I have heard calculations which suggest as many as 100,000 people will be adversely affected by this bill. In other words, they will lose purchasing power. Is this an accurate figure or have you an estimate of the number of persons who . . .

Madam Bégin: I do not understand. Does the member mean all of those who do not need old age pensions but still receive them? because we are not talking about those in need in this bill. Those in need, as defined by the GIS, are fully covered and a few more Canadians will be picked by the GIS because we increase it to make up for the partial loss of indexation of the OAS.

[Traduction]

Le président: À qui posez-vous la question?

M. Hawkes: À vous, en votre qualité de président. Le sujet du projet de loi n'inclut-il pas les modifications au . . .

Le président: Lorsque nous avons entendu les témoignages, nous avons accepté une question portant sur le SRG. Nous en avons encore parlé ce matin.

M. Hawkes: Mais le projet de loi même, le fond même du projet de loi ne portait-il pas sur le SRG?

Le président: Je ne suis pas responsable de ce projet de loi, je ne faisais que répondre à la question que vous m'avez posée.

M. Dantzer: Encore une fois, avec votre permission, monsieur le président, j'aimerais demander au ministre si, en imposant le Bill C-131, qui vise à limiter l'indexation à 6 et 5 p. 100, ce ne sont pas les femmes qui seront le plus durement touchées puisqu'il ne fait aucun doute que ce sont les groupes à faible revenu qui seront le plus touchés et qu'on trouve beaucoup plus de femmes que d'hommes dans ces groupes-là? Du moins c'est ce que j'ai compris.

Mme Bégin: Je n'ai pas entendu la fin de votre question. Excusez-moi.

M. Dantzer: Voici la question: l'imposition du Bill C-131 qui entraîne le fin de l'indexation, jusqu'à un certain point, ne va-t-elle pas frapper plus durement les groupes à faible revenu, donc surtout les femmes?

Mme Bégin: Les récipiendaires célibataires du SRG, par exemple, sont des femmes à 75 p. 100. Quant au groupe des retraités canadiens juste au-dessus du seuil du SRG, ceux qui nous intéressent, je ne suis pas persuadée qu'il soit composé en majorité de femmes. Avons-nous des pourcentages précis par catégorie de revenu?

Nous avons donc des chiffres approximatifs. Nous n'avons que quelques données. Vais-je vous donner ce que j'ai? Il s'agit de données partielles car elles ne tiennent compte que des retraités célibataires qui reçoivent la pension de vieillesse et au-dessus du SRG. Sur un total de quelque 35,000 personnes, ce serait juste au-dessus. Cela signifie que pour la tranche suivante de \$1,000, 70 p. 100 des prestataires sont des femmes.

M. Dantzer: J'ai entendu citer des chiffres qui suggèrent qu'il y aurait jusqu'à 100,000 personnes sur lesquelles le présent projet de loi aura un effet contraire. En d'autres termes, ces personnes perdront de leur pouvoir d'achat. Ce chiffre est-il juste ou avez-vous votre propre évaluation du nombre de personnes qui . . .

Mme Bégin: Je ne comprends pas. Le député veut-il parler de tous ceux qui n'ont pas besoin de la pension de sécurité vieillesse, mais qui la reçoivent quand même? Car dans le présent projet de loi, il n'est pas question de ceux qui sont dans le besoin. Ceux qui sont dans le besoin, selon la définition du SRG, sont pleinement protégés et quelques Canadiens de plus recevront le SRG puisque nous allons l'augmenter afin de compenser en partie la perte d'indexation de la sécurité vieillesse.

[Text]

Mr. Dantzer: I have also heard it said, and I do not know with what accuracy, the average reduction would be \$55 each year as a result of this imposition assuming the level of inflation remains as it is now, at 11.6%. Is this an accurate figure?

Madam Bégin: In 1983, it will be a \$28.50 loss.

Mr. Dantzer: When the inflationary rate is calculated, how do you arrive at this calculation?

Madam Bégin: We ran through this often in the previous meetings. Do I have to repeat it? It is in your proceedings.

Mr. Dantzer: If it has been done before, forget it. I have no further questions.

The Chairman: Thank you, Mr. Dantzer. I have not heard anyone from the NDP. Who is going to lead off? Mr. Robinson.

Mr. Robinson (Burnaby): Yes, Mr. Chairman.

Thank you, Mr. Chairman. I would like to ask the minister a number of questions about the bill before the committee, Bill C-131. First of all, could the minister indicate how many old age pensioners in British Columbia will be affected by Bill C-131? That is, how many people will have pensions which are not to be fully indexed as a result of the provisions of this bill? Of these, how many are women?

Madam Bégin: All the pensioners of British Columbia who do not receive, nor need, the GIS, will be affected. I am not sure. We have the breakdown by province, of course. I can give it to the member within the usual criterion.

Mr. Robinson (Burnaby): I know what the criteria are.

Madam Bégin: My memory of the total number of pensioners of B.C. who get the GIS tells me it is a little less than 50%. I have to ask you to convert this percentage yourself. I just have enough basic information. Your total number of OAS recipients in B.C. in March 1981, is 285,924 out of which you should subtract the GIS recipients who make up 48%.

Mr. Robinson (Burnaby): We are talking about approximately 150,000 old age pensioners, then?

Madam Bégin: There is roughly a little less than 150,000 of the B.C. pensioners. All those who do not need the supplement will receive an increase next year but it will be smaller than anticipated.

Mr. Robinson (Burnaby): What percentage of that number are women?

Madam Bégin: We do not have this. We will have to provide it later.

Mr. Robinson (Burnaby): I think, perhaps, a rough estimate is there.

[Translation]

M. Dantzer: J'ai également entendu dire, et je ne sais jusqu'à quel point c'est juste, que la réduction moyenne de la pension atteindra \$55 par année à cause du Bill C-131, si l'on suppose que l'inflation demeure au niveau actuel, c'est-à-dire à 11.6 p. 100. Ce chiffre est-il juste?

Mme Bégin: En 1983, la perte sera de \$28.50.

M. Dantzer: Lorsque vous faites le calcul du taux d'inflation, comment vous y prenez-vous?

Mme Bégin: Nous avons souvent expliqué ces calculs au cours des réunions précédentes. Dois-je le répéter? C'est dans vos procès-verbaux.

M. Dantzer: S'il en a déjà été question, laissez tomber. Je n'ai aucune autre question.

Le président: Merci, monsieur Dantzer. Je n'ai eu aucune instruction des néo-démocrates. Qui va commencer? Monsieur Robinson.

M. Robinson (Burnaby): Oui, monsieur le président.

Merci, monsieur le président. J'aimerais poser au ministre plusieurs questions sur le Bill C-131. Tout d'abord, le ministre pourrait-elle nous dire combien il y a de pensionnés du troisième âge en Colombie-Britannique qui seront touchés par le Bill C-131? C'est-à-dire combien y a-t-il de personnes dont les pensions ne seront plus totalement indexées à la suite de l'entrée en vigueur des dispositions de ce Bill? Et sur ce nombre, combien de femmes?

Mme Bégin: Tous les retraités de la Colombie-Britannique qui ne reçoivent pas et n'ont pas besoin du SRG seront touchés. Je ne suis pas certaine du nombre. Nous avons une ventilation par province, évidemment. Je peux donner au député les critères habituels.

M. Robinson (Burnaby): Je connais les critères.

Mme Bégin: D'après mes souvenirs, sur le nombre total de retraités en Colombie-Britannique, il y en a un peu moins de 50 p. 100 qui reçoivent le SRG. Je vous demanderai de faire vous-même la conversion de ce pourcentage. Je n'ai que les données de base. Le nombre total de bénéficiaires de la sécurité vieillesse en Colombie-Britannique, au mois de mars 1981, atteignait 285,924 dont il vous faudrait soustraire les bénéficiaires du SRG qui représentent 48 p. 100.

M. Robinson (Burnaby): Nous parlons donc alors d'environ 150,000 retraités de plus de 65 ans?

Mme Bégin: Il s'agit d'un peu moins de 150,000 retraités de la Colombie-Britannique. Tous ceux qui n'ont pas besoin du supplément recevront une augmentation l'an prochain, mais moindre que prévue.

M. Robinson (Burnaby): Quel pourcentage de ce nombre représentent les femmes?

Mme Bégin: Nous n'avons pas ce chiffre. Nous pouvons vous le fournir plus tard.

M. Robinson (Burnaby): Vous devez avoir un chiffre approximatif.

[Texte]

Madam Bégin: I am sorry; the minister just said to you—you may not have heard me—we do not have that with us, and we will provide it later.

Mr. Robinson (Burnaby): The minister is saying she has no idea what proportion of the people in British Columbia affected by this important legislation are women?

Madam Bégin: This is a question of great detail about which I would have appreciated receiving notice. I am not an ambulant statistical machine and the answer is that I do not have this particular statistic with me. I have lots of statistics but not this particular breakdown—for obvious reasons, I think.

Mr. Robinson (Burnaby): So the minister does not know how many ...

• 1550

Madam Bégin: The bill is addressed to people who do not need the supplement; and the bill treats men and women equally.

Mr. Robinson (Burnaby): Madam Chairman, as we know, Stanley Knowles has fought for years for adequate levels of pension in Canada, and in my view it is absolutely disgraceful ...

Madam Bégin: With several other people, that is a fact.

Mr. Robinson (Burnaby): It is absolutely disgraceful that the Liberal government is asking old age pensioners effectively to be the cannon fodder in this government's fight against inflation.

I want to ask the minister what evidence she has, if any, that cutting the living standard of over 150,000 old age pensioners in British Columbia is in any way going to contribute to reducing the level of inflation in Canada. What evidence does the minister have to support that proposition?

Madam Bégin: Mr. Robinson, you were never a member of this committee—it is the first time I see you here—and unfortunately you have missed lots of exchanges on that, so I apologize to your colleagues if I have to repeat myself.

This Bill C-131 is one of several measures, a package of measures, by which we have asked—after thorough discussion as a government, we have decided to fight inflation through a mobilization of Canadians, of all Canadians, and we have decided to exercise our own responsibility as a federal government through our own programs. So all Canadian taxpayers, pensioners, mothers of families—by the way, those two latter groups, if not in need, were asked to participate in the psychological fight against inflation by the six and five campaign, which is—we have signs—working now. All GIS recipients—and that is key and essential as the Liberal policy—will not be affected by that and are fully protected by that, and that is what counts and is key to this bill.

[Traduction]

Mme Bégin: Je regrette; le ministre vient de vous dire, vous ne l'avez peut-être pas entendue, que nous n'avons pas ces chiffres avec nous et que nous vous les fournirons plus tard.

M. Robinson (Burnaby): Le ministre veut dire qu'elle n'a aucune idée du pourcentage de femmes parmi les personnes en Colombie-Britannique qui seront touchées par cet important projet de loi?

Mme Bégin: Vous me posez là une question extrêmement détaillée dont je vous aurais été reconnaissante de me donner avis. Je ne suis pas une machine ambulante de statistiques et ma réponse c'est que je n'ai pas ces données particulières avec moi. J'ai beaucoup de statistiques, mais non pas cette ventilation particulière, pour des raisons évidentes, je crois.

M. Robinson (Burnaby): Donc le ministre ne sait pas combien de ...

Mme Bégin: Le projet de loi vise ceux qui n'ont pas besoin du supplément; et le projet de loi traite les hommes et les femmes de la même façon.

M. Robinson (Burnaby): Madame le président, comme nous le savons, Stanley Knowles a combattu pendant des années pour que nous ayons des niveaux adéquats de pension au Canada, et à mon avis, il est absolument honteux ...

Mme Bégin: Avec plusieurs autres personnes, c'est un fait.

M. Robinson (Burnaby): Il est absolument honteux que le gouvernement libéral demande aux retraités qui reçoivent la pension de vieillesse de devenir à toutes fins pratiques la chair à canon dans la lutte du gouvernement actuel contre l'inflation.

Je veux demander au ministre quelles preuves elle a, si elle en a, qu'en réduisant le niveau de vie de plus de 150,000 retraités en Colombie-Britannique cela contribuera le moins de réduire le niveau de l'inflation au Canada. Quelles preuves le ministre a-t-elle à l'appui d'une telle proposition?

Mme Bégin: Monsieur Robinson, vous n'avez jamais fait partie du présent Comité, c'est la première fois que je vous vois ici, et malheureusement, vous avez raté de nombreux échanges sur cette question et donc je m'excuse auprès de vos collègues si je dois me répéter.

Le Bill C-131 constitue une mesure parmi plusieurs autres, parmi un ensemble de mesures, par lesquelles nous avons demandé... après avoir discuté la question à fond comme gouvernement, nous avons décidé de combattre l'inflation en mobilisant les Canadiens, tous les Canadiens, et nous avons décidé d'exercer notre propre responsabilité, comme gouvernement fédéral, dans le cadre de nos propres programmes. Ainsi, tous les contribuables, retraités, mères de famille—entre parenthèses, ces deux derniers groupes, s'ils ne sont pas dans le besoin, nous leur demandons de participer au combat psychologique contre l'inflation dans le cadre de notre campagne de 6 et 5 p. 100 qui donne, nous en avons des signes, actuellement des résultats. Tous les récipiendaires du SRG, et cet aspect est absolument essentiel à la politique libérale, ne seront pas

[Text]

Mr. Robinson (Burnaby): The minister has said that old age pensioners are going to have to sacrifice in this fight against inflation when of course . . .

What I would like to ask the minister is, does she not recognize that in fact there is not equality of sacrifice here; that there are many sectors of the community, including for example some of the wealthiest sectors of the community, which are not in any way affected by the so-called six and five legislation? I want specifically to ask the minister, how can she possibly defend a policy which attacks the living standard of literally hundreds of thousands of old age pensioners in Canada at the same time as her government is doing absolutely nothing to close tax loopholes which permit a very large number of individuals in Canada who make over \$100,000 a year to pay absolutely no income tax whatsoever? Where is the equality of sacrifice in this government's fight against inflation, a fight in the six and five context, which, I might add, has been supported by the Conservative Party?

Madam Bégin: I will have to remind the member that—first, of course, I totally disagree with the thesis he is trying to put forward. On the closing of tax loopholes, I do not recall the NDP as supporting Mr. MacEachen in his budget of last November, when he did for one of the first times in Canadian tax history want to close all . . .

Mr. Robinson (Burnaby): He lowered the tax rate on upper-income earners.

Madam Bégin: —the tax loopholes and your party never supported that . . .

Mr. Robinson (Burnaby): Not for upper-income . . .

Madam Bégin: —and was up in arms, as an attack on I do not know what. That was the first major attempt to close tax loopholes.

Now, I will have to repeat to the members, to Mr. Robinson, that the pensioners not in need are here, we ask, to receive an increase in January, but smaller than anticipated. I do not see as contradictory to ask all Canadians, including pensioners who are not needed and who do not receive the GIS, to be parties to cutting inflation by half. The more we succeed in cutting inflation, the more they will be, as people on fixed incomes, the first beneficiaries of a better value for their dollar, because inflation is, after all, the erosion of their purchasing power. I think this is by far the most urgent priority, to enroll them by legislation with many other Canadians, in an attempt to come to grips with our inflation. I do not apologize for being party, as a member of the government, to a bill that will bring down inflation, the pensioners being the first beneficiaries of that.

[Translation]

touchés par ces dispositions, sont pleinement protégés, voilà l'importance et l'aspect essentiel du présent projet de loi.

M. Robinson (Burnaby): Le ministre a déclaré que les retraités vont devoir accepter des sacrifices dans cette lutte contre l'inflation alors qu'évidemment . . .

Ce que je veux demander au ministre, c'est: ne se rend-elle pas compte du fait qu'il n'y a pas égalité de sacrifice ici; qu'il y a de nombreux secteurs de la collectivité, y compris par exemple certains des secteurs les plus riches, qui ne sont pas du tout touchés par la loi des «6 et 5 p. 100»? Je veux demander expressément au ministre comment elle peut défendre une politique qui attaque le niveau de vie de centaines de mille de personnes âgées au Canada au même moment où son gouvernement ne fait absolument rien pour mettre fin aux échappatoires fiscales qui permettent à un très grand nombre d'individus au Canada qui gagnent plus de \$100,000 par année de ne verser absolument aucun impôt sur le revenu? Où est l'égalité de sacrifice dans le présent combat du gouvernement contre l'inflation, un combat dans le contexte des 6 et 5 p. 100 lequel a été appuyé, je me permets de le souligner, par le Parti conservateur?

Mme Bégin: Je vais devoir rappeler au député que . . . D'abord, évidemment, je rejette tout à fait la thèse qu'il tente de faire valoir. Pour ce qui est de mettre fin aux échappatoires fiscales, je ne me souviens pas que les néo-démocrates aient appuyé le budget de M. MacEachen au mois de novembre dernier, alors que celui-ci, pour l'une des premières fois dans l'histoire fiscale du Canada voulait mettre fin à toutes . . .

M. Robinson (Burnaby): Il a diminué le taux d'imposition fiscale pour ceux qui gagnent le plus.

Mme Bégin: . . . les échappatoires fiscales et votre parti n'a jamais appuyé . . .

M. Robinson (Burnaby): Pas pour ceux qui gagnent beaucoup . . .

Mme Bégin: . . . et a pris les armes pour s'attaquer à je ne sais trop quoi. Toutefois, c'était la première grande tentative pour mettre fin aux échappatoires fiscales.

Je vais devoir maintenant répéter aux députés, et à M. Robinson, que les retraités qui ne sont pas dans le besoin vont recevoir une augmentation au mois de janvier, mais moindre que prévue. Je ne vois aucune contradiction à demander à tous les Canadiens, y compris les retraités qui ne sont pas dans le besoin et qui ne reçoivent pas le SRG de participer à réduire l'inflation de moitié. Plus nous réussirons à réduire l'inflation, plus les personnes à revenus fixes bénéficieront-elles, les premières, d'une plus grande valeur pour leurs dollars, car après tout, l'inflation, c'est l'érosion de leur pouvoir d'achat. Je crois qu'il est de loin des plus urgents, de les contraindre législativement comme beaucoup d'autres Canadiens à participer à la lutte contre l'inflation. Je ne m'excuse pas, en tant que membre du gouvernement, de prendre part à un projet de loi qui permettra de réduire l'inflation et dont les retraités seront les premiers bénéficiaires.

[Texte]

[Traduction]

• 1555

Mr. Robinson (Burnaby): Well, Mr. Chairman, it is all well and good for a Cabinet minister, who makes some \$90,000 a year, to ask old age pensioners to sacrifice and to take a real cut in their standard of living.

I want to ask the minister...

The Chairman: Mr. Robinson, if you do have some other question...

Madam Bégin: My salary was reduced like all your salaries.

Mr. Robinson (Burnaby): I want to ask the minister what answer she would give to a constituent of mine in Burnaby who asked me how it can possibly be argued by this government that by cutting her real standard of living, a woman 67 years old, by eroding her ability to buy food and to pay for the increasing costs of energy and to pay increased rents, how that is in any way going to contribute to lowering inflation in Canada? Some of the wealthiest citizens in Canada, in fact, are completely untouched by this government's so-called 6 and 5 attack on inflation. Where is the equity or the fairness in that, Madam Minister?

Madam Bégin: First, I would suggest that you reply—If you want to give me the name and address, I would do it with pleasure—to that person that it is all taxpayers who are subjected to the 6 and 5. I do not know if you are aware that every personal tax exemption is capped 6 and 5 in the coming income tax. So there is nothing unfair in this bill. Secondly...

Mr. Robinson (Burnaby): Exemptions mean more to the wealthier...

Madam Bégin: Can I be permitted to finish my answer?

How can you seriously entertain or feed fears in people like that when you know that the reduction on the cheque of that person will be 50¢?

Mr. Robinson (Burnaby): Mr. Chairman, the minister knows very well that the cumulative effect of this is well beyond 50¢. We are talking about literally...

Madam Bégin: No, I am sorry. That is not the case inasmuch as inflation decreases, and inflation is decreasing.

Mr. Robinson (Burnaby): Mr. Chairman, there is no evidence whatsoever that during the course of the next year inflation will be reduced to 6% and the following year 5%. In fact, if that is not the case, what we will see is a real erosion in the standard of living of old age pensioners.

Now I want to ask the minister specifically whether the amounts which are accumulated over the next two years, as a result of this attack on the living standard of old age pensioners, are permanently going to be rolled into the GIS. Is there going to be a new base established for the GIS at the end of two years?

Madam Bégin: I do not understand the question. Can you be more specific?

M. Robinson (Burnaby): Monsieur le président, un ministre du cabinet qui gagne presque 90,000 dollars par année a beau de demander à des gens qui touchent une pension de vieillesse de faire des sacrifices et de devoir restreindre leur train de vie.

Je voulais demander au ministre...

Le président: Monsieur Robinson, si vous voulez poser une autre question...

Mme Bégin: Mon salaire a été réduit comme les vôtres.

M. Robinson (Burnaby): Je voudrais demander au ministre ce qu'elle répondrait à l'un de mes électeurs de Burnaby qui m'a demandé comment le gouvernement pouvait dire qu'en lui demandant de restreindre son train de vie, une femme de 67 ans, en lui donnant moins de moyens pour se nourrir et pour faire face aux coûts énergétiques sans cesse croissants, au loyer qui n'arrête pas d'augmenter, comment cela va contribuer à réduire l'inflation au Canada? En fait, les plus riches au Canada ont échappé complètement au programme des 6 et 5 p. 100 destiné à lutter contre l'inflation. Où est la justice dans ce programme, madame le ministre?

Mme Bégin: En premier lieu, je crois que vous devriez répondre à cette femme... si vous voulez me donner son nom et son adresse, je le ferai moi-même avec plaisir... vous devriez répondre, disais-je, à cette personne que tous les contribuables sont frappés par le programme des 6 et 5 p. 100. Peut-être ne savez-vous pas que les exemptions fiscales individuelles sont plafonnées à 6 et 5 p. 100 dans la prochaine déclaration d'impôt, donc, on ne peut pas dire que ce bill soit injuste. Deuxièmement...

M. Robinson (Burnaby): Quand vous parlez d'exemptions, cela veut dire donner davantage aux plus riches...

Mme Bégin: Est-ce que je peux finir de répondre?

Comment pouvez-vous faire peur à des gens comme cela en sachant que son chèque habituel ne sera réduit que de 50c.?

M. Robinson (Burnaby): Monsieur le président, le ministre sait bien qu'il y a un effet cumulatif qui dépasse de loin 50c. Nous parlons littéralement de...

Mme Bégin: Non, ce n'est pas vrai. Ce n'est pas le cas dans la mesure où l'inflation diminue et c'est ce qui se passe.

M. Robinson (Burnaby): Monsieur le président, rien ne prouve que l'année prochaine l'inflation ne sera plus que de 6 p. 100 et de 5 p. 100 l'année suivante. En fait, si ce n'est pas le cas, on verra que le niveau de vie des retraités diminuera beaucoup.

Je voudrais maintenant demander au ministre si les économies qu'on va faire au cours des deux prochaines années sur le dos de ceux qui touchent une pension de vieillesse, seront versées à la caisse des suppléments de revenu garanti. À la fin des deux années, va-t-on établir une nouvelle assiette?

Mme Bégin: Je ne comprends pas la question. Vous pouvez être un peu plus précis?

[Text]

Mr. Robinson (Burnaby): At the end of the two-year period of the 6 and 5 program, certain amounts are going to have been accumulated, are going to have been saved. I believe it is \$188 million dollars . . .

Madam Bégin: No, no, no. It is far less than that. We gave all the numbers at previous meetings.

The Chairman: All the information has been put during the previous meetings.

Madam Bégin: It is \$84 million dollars, the two years together.

Mr. Robinson (Burnaby): Now, Mr. Chairman, is the minister prepared to seriously consider using that money, the amount of money that has been saved, to increase the base level of pensions? Perhaps the minister understands the question at this point.

Madam Bégin: Just as if you speak now of the pension, you mean OAS, and previously of the GIS . . . that is why I was at a loss.

Mr. Robinson (Burnaby): The GIS.

Madam Bégin: The GIS base is, of course, always the same plus the full indexation of the previous year, and it continues to be that way.

Mr. Robinson (Burnaby): That may be the case, but I am asking the minister whether she is prepared to increase the level of the GIS at the end of the two years, at the very latest, by using the amount that has been saved, that is, the \$84 million that the minister has quoted, to increase the level of payments to the neediest pensioners in Canada?

Madam Bégin: My hope at the end of these two years is to get not only \$82 million but \$250 million to increase the GIS single pensioners. That is a commitment of the government.

Mr. Robinson (Burnaby): Well, Mr. Chairman, my final question is, with respect, again to the priorities of this government, which is basically, as I say, suggesting that inflation should be fought on the backs of hundreds of thousands of old age pensioners. How can the minister defend the policy of this government, which suggests that we should cut the standard of living of old age pensioners at the same time this government is increasing dramatically in real terms defence expenditures by some 19%? We are increasing these expenditures; that represents a real increase.

• 1600

Once again I ask the minister: Where are this government's priorities when they spent \$5 billion on fighter aircraft, and yet they tell old age pensioners they have to have a cut in their real standard of living? How can the minister defend that set of priorities, as defended also, I might add, by the Progressive Conservative Party?

Madam Bégin: Notwithstanding the ideological twist of the question of the member, I would like to explain to him that I can defend that. I do defend it easily in the following manner: I do not have the figures of exactly what has been the percent-

[Translation]

M. Robinson (Burnaby): À la fin des deux ans du programme des 6 et 5 p. 100, le gouvernement aura fait, je crois, 118 millions de dollars d'économies . . .

Mme Bégin: Non, non, c'est beaucoup moins que cela. Nous avons donné tous les chiffres lors des séances antérieures.

Le président: C'est exact.

Mme Bégin: Quatre-vingt-quatre millions de dollars sur les deux ans.

M. Robinson (Burnaby): Monsieur le président, le ministre envisage-t-elle sérieusement d'utiliser cet argent, c'est-à-dire les économies en question, pour augmenter l'assiette des pensions? Le ministre comprend peut-être ce que je veux dire maintenant.

Mme Bégin: La raison pour laquelle je n'ai pas compris c'est que je ne savais pas si vous parliez de la sécurité de vieillesse ou du supplément de revenu garanti.

M. Robinson (Burnaby): Du supplément de revenu garanti.

Mme Bégin: L'assiette du supplément de revenu garanti reste la même, mais elle est pleinement indexée par rapport à l'année antérieure, et cela continuera.

M. Robinson (Burnaby): C'est possible, mais je demande si le ministre envisage d'augmenter l'assiette du supplément de revenu garanti à la fin du programme, à la fin des deux ans au plus tard, en versant les 84 millions d'économies que le gouvernement aura fait à la caisse ce qui permettra d'augmenter les versements aux retraités qui en ont le plus besoin?

Mme Bégin: J'espère qu'à la fin des deux ans nous aurons non seulement économisé 82 millions, mais 250 millions pour augmenter le supplément de revenu garanti de chaque retraité. Le gouvernement s'est engagé à le faire.

M. Robinson (Burnaby): Monsieur le président, j'en arrive à ma dernière question qui a trait, une fois de plus, aux priorités du gouvernement qui, comme je l'ai dit, consistent à lutter contre l'inflation en pénalisant des centaines de milliers de retraités. Comment le ministre peut-elle défendre une telle politique qui s'assortit de restrictions pour ceux qui touchent une pension de vieillesse d'une part, alors que, d'autre part, le gouvernement a augmenté de façon spectaculaire, de quelques 19 p. 100, ses dépenses de défense? Le budget de la défense a été réellement augmenté.

Je repose donc ma question au ministre: Où sont les priorités du gouvernement quand d'un côté il consacre 5 milliards à l'achat d'un avion de chasse, et que de l'autre il dit aux retraités de se serrer la ceinture? Comment le ministre peut-elle défendre ces priorités, qui sont également celles, me permettrais-je d'ajouter, du parti conservateur?

Mme Bégin: Je passerai sur la connotation idéologique de la question et j'aimerais démontrer au député que je peux défendre ces priorités. Je peux le faire facilement et de la façon suivante: je ne peux pas vous donner le pourcentage exact

[Texte]

age of increase on that particular military gadget the member named, but I know the general rate of increase . . .

Mr. Robinson (Burnaby): A \$5 billion gadget.

Madam Bégin: —of the defense budget is well in line with the modest . . . it is not at all the figure the member gave, but of course much smaller than that. It is definitely, if analyzed through a grid of questions concerning job creation, defensible on job creation. I know very well that every senior in Canada has someone in his or her family who has just lost a job and needs one and wants the government to put its priority toward job creation or job protection or retraining for new jobs according to new technology. That is on the one hand; on the other hand, having continuously travelled in Canada and met seniors, I know just too well the damages of inflation, and I want to see inflation brought down under control.

Mr. Robinson (Burnaby): On the backs of old age pensioners.

Madam Bégin: No, not of those in need. I want to repeat that—of all Canadians, including the pensioners who do not need the supplement.

The Chairman: Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Thank you, Mr. Chairman. I wonder if the clerk could distribute this for me?

Mr. Robinson comes in near the end of our hearings. Certainly he is welcome, but I think he over-asserts the case to imply that the Conservative Party totally went along with the six and five. We certainly did vote to cut MPs' salaries, and his party did not. I think we made it clear in our speeches that there were good parts to six and five and bad parts to the six and five. I think we also made it clear that we would continue to fight the bad parts.

All I am trying to say is that the position that we are totally in favour of is one which should be . . .

Mrs. Mitchell: A point of order, Mr. Chairman. I think it should be quite clear that we voted against six-five restraints on workers generally across this country, and the Conservatives voted in favour of six-five restraints generally on workers.

Mr. Robinson (Burnaby): Including old age pensioners.

The Chairman: The Chairman tries to balance the . . . You asked the minister to be here. Please direct the questions dealing with the bill to the minister. I do not want any questions outside the bill that we have—Bill C-131, An Act to Amend the Old Age Security Act. I think we should focus on this bill.

Mr. Hawkes: Thank you, Mr. Chairman. I have asked the clerk to distribute a piece of paper that came into my possession on Monday night. It does not deal with the whole world, but it is an example, I think, of part of the theme of Mr. Robinson's questioning, which is essentially related to the fact that expenditures are a matter of public choice. We do not

[Traduction]

d'augmentation qui a permis d'acheter ce gadget militaire, mais je sais que le taux général d'augmentation . . .

M. Robinson (Burnaby): Un gadget qui a coûté 5 milliards de dollars.

Mme Bégin: . . . du budget de la défense a été modeste . . . ce n'est pas du tout le chiffre que M. Robinson vient de donner, c'est beaucoup moins que cela. Beaucoup moins, compte tenu par exemple, des retombées sur le plan de l'emploi. Je sais que presque toutes les personnes âgées au Canada ont quelqu'un dans leur famille qui a perdu leur emploi et veulent que le gouvernement donne la priorité à la création d'emplois, à la protection de l'emploi, au recyclage dans les nouvelles technologies. D'autre part, pour avoir voyagé dans tout le Canada et avoir rencontré des personnes âgées, je ne connais que trop les ravages que peut causer l'inflation, et je souhaite que cette inflation soit contrôlée.

M. Robinson (Burnaby): Sur le dos des retraités.

Mme Bégin: Non, pas sur le dos de ceux qui sont dans le besoin. Je répète . . . tous les Canadiens, y compris les retraités qui n'ont pas besoin d'un supplément de revenu garanti.

Le président: Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Merci, monsieur le président. Le greffier pourrait-il distribuer cela pour moi?

M. Robinson arrive presque à la fin de nos séances. Il est le bienvenu, mais, à mon sens, il exagère les choses quand il dit que le parti conservateur n'a rien trouvé à redire au programme de 6 et 5 p. 100. Nous avons de fait voté pour couper le salaire des députés, alors que son parti ne l'a pas fait. Dans les discours que nous avons prononcés, nous avons dit bien clairement qu'il y avait du bon dans le programme des 6 et 5 p. 100 et également du mauvais. Nous avons également été clairs en disant que nous continuerions de lutter contre le moins bon.

Tout ce que j'essaie de dire, c'est que nous serions complètement en faveur de . . .

Mme Mitchell: Rappel au Règlement, monsieur le président. Il faudrait, à mon sens, bien préciser que nous avons voté contre les restrictions imposées par le programme des 6 et 5 p. 100 à l'ensemble des travailleurs canadiens, alors que le parti conservateur a voté pour.

M. Robinson (Burnaby): Y compris les retraités.

Le président: J'essaie d'être juste . . . Vous avez demandé au ministre de comparaître. Veuillez, s'il vous plaît, lui poser des questions qui portent sur le bill. Je voudrais que vous vous en teniez à des questions portant sur le Bill C-131, Loi modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse. Nous ne devrions pas nous écarter du projet de loi.

M. Hawkes: Merci, monsieur le président. J'ai demandé au greffier de distribuer cette feuille que j'ai reçue lundi soir. On n'y règle pas le sort du monde, mais c'est un exemple, à mon avis, du genre de questions qu'a posées M. Robinson qui dit, en gros, que les dépenses sont des questions de choix public. Nous n'avons pas de pouvoir de dépenses illimité, et notre parti comme le sien d'ailleurs s'inquiète des choix du gouvernement.

[Text]

have unlimited power to spend, and our party is as bothered as his party about the choices being made by government.

In the brief by the Canadian Council on Social Development the other day, Madam Minister—I do not know if you have had a chance to read it, but on page six of that brief there is a statement that:

... many Canadians are not aware that measures pursuing economic nationalism are very inflationary.

We have heard from you today that the savings for government on the capping of the pensions would probably be in the order of \$84 million. There can be quarrel about that. I hand out this sheet of paper and I hope we can append it, because it identifies the fact that there is a hidden subsidy to Petro-Canada in the present expenditure system that does not appear in the main estimates. That subsidy is in the order of \$517 million.

• 1605

And that is on top of those amounts which come out of the taxpayers' pockets in a direct way and appear in the main estimates, and it is well over \$400 million.

We are dealing with that one Crown corporation... The Auditor General has brought the whole issue of Crown corporations to our attention, but in this one Crown corporation called Petro-Canada there is a deliberate parliamentary decision to spend \$1,000 million on that purpose and we find ourselves several weeks or months later in a committee like this engaged in testimony and concern and filibusters and everything because those people who are at the low end of the income scale in this country are being asked to make an \$84 million sacrifice. That is what the bottom line of an \$84 million saving represents; that we are taking \$84 million primarily out of the pockets of those that are at the low end of the scale.

I would bring to the minister's attention, and she brought up the issue of the MacEachen budget—indicated that the NDP would not support it. We did not support that budget, and I brought this up before in committee but the minister was not here—the two MacEachen budgets in their basic rhythms are a major, an absolutely major, reformation of the taxation system in Canada. And that major reformation is that in those two budgets we have reduced significantly the proportion of federal revenue which comes out of the personal income tax system, which is a progressive tax system—the more you make the more you contribute. We replace that source of income with direct taxes. The proportion of money that now comes to the federal treasury from direct taxes is being increased enormously, almost doubled in two years by that Minister of Finance, and those direct taxes are the taxes that really clobber the poor, that clobber the people on marginal incomes.

It does not matter whether you are rich or poor; if you are paying \$1 tax on a gallon of gasoline, you pay the same dollar, rich or poor. It is the same for heating fuel. It is the same for vegetables which are transported by the vehicles that pay those taxes. And when Mrs. Cossitt put on the record for our

[Translation]

Dans le mémoire du Conseil canadien de développement social, madame le ministre... peut-être avez-vous eu l'occasion d'y jeter un coup d'oeil, à la page 6 de ce mémoire, on peut lire:

... beaucoup de Canadiens ne savent pas que les mesures visant à renforcer le nationalisme économique sont très inflationnistes.

Vous nous avez dit aujourd'hui qu'en plafonnant les pensions le gouvernement pourrait probablement économiser quelques \$84 millions. On pourrait en discuter. Je remets ce document et j'espère qu'on l'annexera aux délibérations du Comité parce qu'on peut y voir que Petro-Canada reçoit des subventions cachées qui n'apparaissent pas dans le budget principal. Ces subventions sont de l'ordre de 517 millions de dollars.

Et c'est en plus des sommes qui proviennent directement des poches des contribuables et apparaissent dans le budget principal, et cela se chiffre à plus de 400 millions de dollars.

Nous examinons cette société de la Couronne... Le Vérificateur général a attiré notre attention sur toute la question des sociétés de la Couronne, mais pour cette société de la Couronne, Petro Canada, il y a une décision délibérée du Parlement de dépenser 1,000 millions de dollars. De nombreuses semaines ou de nombreux mois plus tard, nous voilà en comité comme ici, à entendre des témoignages et des préoccupations, et des obstructionnistes et tout le reste car on demande aux gens qui sont au bas de l'échelle des salaires de faire un sacrifice de 84 millions de dollars. Voilà en fait ce que représente cette économie de 84 millions de dollars; nous prenons 84 millions de dollars dans la poche de ceux qui sont au bas de l'échelle.

Le ministre a évoqué le budget MacEachen et a rappelé que le NPD ne l'avait pas appuyé. Nous n'avons pas appuyé ce budget et j'en ai parlé devant ce Comité, mais le ministre n'y était pas—dans leur démarche fondamentale, les deux budgets MacEachen constituent une réforme absolue du système fiscal canadien. Dans ces deux budgets nous avons sensiblement réduit la proportion de revenu fédéral provenant de l'impôt sur le revenu personnel, qui est un système d'imposition progressif—plus vous gagnez, plus vous contribuez. Nous avons remplacé cette source de revenus par des impôts directs. On a augmenté énormément, ce ministre des Finances l'a presque doublée en deux ans, la proportion des fonds du trésor fédéral provenant d'impôts directs et ces impôts directs sont ceux qui font vraiment mal aux pauvres, à ceux qui ont des revenus marginaux.

Peu importe, riche ou pauvre, si la taxe sur le gallon d'essence est de \$1, riche ou pauvre, vous payez ce même dollar. C'est pareil pour le mazout. C'est pareil pour les légumes qui sont transportés par des véhicules payant ces taxes. Et hier, lorsque M^{me} Cossitt nous a donné, pour la bonne

[Texte]

edification yesterday the inflationary figures related to shelter and to fresh vegetables and so on, those are in the order of 20%.

The group that was before us this morning had no data in a hard sense to present to us, but left us with clear testimony that in their view those who live on marginal incomes have faced inflation rates considerably higher than the CPI. The cost of basic commodities in this country has gone up closer to 20% than to 11%, and when we talk about the inflation rate getting down to 8.6%, then we are really talking about basic commodities getting down to 14% and 15%, and yet we are taking those senior citizens who live on marginal income and we are saying that we are going to cut back to six. We are increasing their costs and we are decreasing their incomes. That is what the government is asking us to do.

There is some confusion, I think, related to the minister's statement that the GIS takes care of things; that it replaces income for those who need it. Can I run by the minister some of the figures which she has given us? I think the figure is correct; that 47% of seniors who receive the OAS do not receive GIS. That is the first figure. The second figure—the converse of that is that 53% receive GIS.

The Chairman: They are not affected by that bill.

Mr. Hawkes: Okay. Well, that is where the confusion comes, Mr. Chairman, because the GIS has a mechanism in it that for every \$2 of extra income that somebody has they lose \$1 off their GIS. That is a principle of GIS. Okay?

Now, those who get the maximum GIS have so little extra income that they still get the maximum. Okay? But as I understand it, that is 15% of the 53%, and all the remainder are going to have a reduced income because of the two-for-one principle.

• 1610

Madam Bégin: That is not the case.

Mr. Hawkes: Madam Minister, have you heard me clearly? Does the principle exist that you get your GIS reduced by \$1 for every \$2 of income above the ceiling?

Madam Bégin: Conversely, for an additional \$1 in the GIS amount, people can get it at higher incomes. I think that is what you have forgotten.

So I repeat what I have often said to the committee. With this bill, we are fully indexing the GIS, on the one hand; but we are also using the GIS as a mechanism to make up for the x per cent taken away on the OAS indexation. The GIS today is this: It will be raised first by the full indexation to the GIS, and it will be raised on top of that by the sum needed to make up for the full indexation to the OAS for those recipients.

Consequently, I think the figure is that some 35,000 pensioners not in receipt of the GIS now will start qualifying

[Traduction]

forme et pour notre édification, les chiffres de l'inflation en matière de logement, de légumes frais, etc... cela se situe dans les 20 p. 100.

Le groupe que nous avons entendu ce matin n'avait pas réellement de faits nouveaux à nous présenter, mais il nous a dit clairement que ceux qui vivent de revenus marginaux ont dû faire face à des taux d'inflation considérablement plus élevés que celui de l'IPC. Au pays, le coût de denrées de base a augmenté d'environ 20 p. 100 plutôt que 11 p. 100, et lorsqu'on dit que le taux d'inflation est retombé à 8,6 p. 100, en réalité le taux pour les denrées de base n'est retombé qu'à 14 p. 100 et 15 p. 100. Pourtant, nous prenons ces personnes âgées qui vivent d'un revenu marginal et nous leur disons que nous allons limiter l'augmentation de ce revenu à 6 p. 100. Nous augmentons leurs coûts et nous diminuons leurs revenus. C'est ce que ce gouvernement nous demande de faire.

Je pense qu'il y a une certaine confusion provoquée par le ministre lorsqu'elle dit que le SRG règle le problème; qu'il remplace le revenu pour ceux qui en ont besoin. Puis-je rappeler au ministre certains chiffres qu'elle nous a donnés? Je pense que ces chiffres sont exacts: que 47 p. 100 des personnes âgées recevant la pension de sécurité vieillesse ne touchent pas le SRG. Voilà le premier chiffre. Le deuxième—à l'inverse, 53 p. 100 reçoivent le SRG.

Le président: Ce projet de loi ne les touche pas.

M. Hawkes: D'accord. Voilà d'où vient la confusion, monsieur le président, car le SRG comporte un mécanisme qui fait que chaque personne perd \$1 de son SRG pour chaque \$2 de revenu supplémentaire. C'est un principe du SRG. D'accord?

Maintenant, ceux qui reçoivent le SRG maximum ont si peu de revenus supplémentaires qu'ils touchent toujours le maximum. D'accord? Toutefois, si j'ai bien compris, il s'agit de 15 p. 100 de ces 53 p. 100 et tout les autres recevront des prestations réduites à cause du principe de deux pour un.

Mme Bégin: Ce n'est pas le cas.

M. Hawkes: Madame le ministre, m'avez-vous bien compris? Ce principe qui veut que votre SRG soit réduit de \$1 pour chaque \$2 de revenu en deçà du seuil fixé, existe-t-il?

Mme Bégin: À l'inverse, les gens peuvent, avec un revenu plus élevé, recevoir un dollar additionnel de SRG. Je pense que vous l'avez oublié.

Je répète ce que j'ai souvent dit au Comité. Par ce projet de loi, nous indexons totalement le SRG, d'une part, mais d'autre part nous utilisons également le SRG comme mécanisme compensatoire pour le pourcentage « x » enlevé de l'indexation de la sécurité vieillesse. Voici ce qu'est le SRG aujourd'hui: On l'augmentera d'abord de l'indexation totale applicable au SRG et en plus de cela on l'augmentera par la somme nécessaire pour compenser l'indexation totale de la sécurité vieillesse pour ces prestataires.

Conséquemment, je pense qu'il y a quelque 35,000 pensionnés qui, ne percevant pas présentement le SRG, deviendront

[Text]

and get some GIS. That is good; it is important to note, it seems to me.

Mr. Hawkes: I think the minister is speaking with conviction, okay? But through testimony in this committee, I think we discovered something all of us had overlooked.

I will put it to you this way. Let us assume the OAS was going to \$102, but the capping keeps it at \$100. So we now have seniors who are \$2 short; the 47% of seniors who get no GIS will be \$2 short. That is first; we are agreed on that.

Madam Bégin: They will be 50¢ short per month.

Mr. Hawkes: Okay, but they will be short. But you take that extra \$2, and you have added it to the GIS. That is what you are saying. If they are a GIS recipient, you have added it there.

Madam Bégin: The 50¢ per month in the first month will be added to the GIS; that is right.

Mr. Hawkes: Okay, but if they have an extra source of income but are still a GIS recipient, anywhere in that range between zero and maximum, they are going to lose 50% of what you just transferred as an extra to the GIS.

Madam Bégin: No, the member is wrong. Let me repeat the way it works.

All seniors have access to these booklets with the tables, where you have on the one side, depending on your status, the amount of "income permitted" and the partial GIS corresponding. The partial GIS is higher now.

Just a minute, if I had the table... We do not have a booklet. I will send you one, but you must have seen them in your riding offices.

It is the opposite of what you say. Because the GIS is increased, the maximum permitted—little other income possible—is higher; and more people will get the GIS. That is good, by the way.

Mr. Hawkes: But a higher proportion of their income is now in the GIS instead of the OAS.

Madam Bégin: Yes, that is it.

Mr. Hawkes: Okay. What you have done with the GIS increase is to take people at the top of the GIS, where they would have been under the old system; OAS plus GIS, that is your new ceiling.

Madam Bégin: Go on. I am listening to you.

Mr. Hawkes: That is your new ceiling, except that a bigger proportion of that ceiling now is in GIS and a smaller proportion in OAS. But the GIS has that 50¢-dollar principle in it.

Madam Bégin: You are so much in the potatoes it is not even funny. I wish I knew how to convince you of an elementary fact.

[Translation]

admissibles et toucheront certaines prestations du SRG. Voilà qui est bon, et c'est important de le noter, il me semble.

M. Hawkes: Bon, je pense que le ministre s'exprime avec conviction. Toutefois, par le témoignage entendu à ce Comité, je pense que nous avons découvert quelque chose que personne d'entre nous n'avait vu.

Je vais vous l'expliquer comme ceci. Supposons que la sécurité vieillesse doive passer à \$102, mais que le plafonnement la maintienne à \$100. Nous avons donc des personnes âgées à qui il manque \$2; 47 p. 100 des personnes âgées qui ne reçoivent pas de SRG auront \$2 en moins. C'est la première chose, nous sommes d'accord là-dessus.

Mme Bégin: Il leur manquera 50c. par mois.

M. Hawkes: Très bien, mais ils auront un manque à gagner. Mais vous prenez ce \$2 additionnel et vous l'ajoutez au SRG. C'est ce que vous dites. S'ils reçoivent des prestations du SRG, vous l'ajoutez là.

Mme Bégin: En effet, au cours du premier mois, le 50c. par mois sera ajouté au SRG.

M. Hawkes: Très bien, mais s'ils ont une source de revenus supplémentaires tout en étant des prestataires de SRG, n'importe où entre la marge de zéro et du maximum, ils perdront 50 p. 100 de la somme additionnelle que vous avez transférée au SRG.

Mme Bégin: Non, le député se trompe. Je vous explique à nouveau comment cela fonctionne.

Toutes les personnes âgées peuvent obtenir ces dépliants avec tableaux où on vous donne d'un côté, selon votre état civil, le montant du «revenu permis» et le SRG partiel correspondant. Présentement le SRG partiel est plus élevé.

Juste un instant, si j'avais le tableau... Nous n'avons pas de dépliant. Je vous en enverrai un, mais vous avez dû les voir dans vos bureaux de circonscription.

C'est le contraire de ce que vous dites. A cause de l'augmentation du SRG, le maximum autorisé—tout autre petit revenu possible—est plus élevé; et plus de personnes recevront le SRG. Ce qui est bon, soit dit en passant.

M. Hawkes: Toutefois, une plus grande proportion de leurs revenus provient maintenant du SRG plutôt que de la sécurité vieillesse.

Mme Bégin: Oui, en effet.

M. Hawkes: Très bien. Ce que vous avez fait pour l'augmentation du SRG, c'est de placer les gens au haut de l'échelle SRG où ils auraient été en vertu de l'ancien système; et votre nouveau plafond c'est la sécurité vieillesse plus le SRG.

Mme Bégin: Allez-y, je vous écoute.

M. Hawkes: Voilà votre nouveau plafond, sauf qu'une plus grande proportion de ce plafond provient du SRG et une plus petite proportion de la sécurité vieillesse. Toutefois, le SRG comporte ce principe de 50c.par dollar.

Mme Bégin: Vous êtes tellement dans les patates que ce n'en est même pas drôle. Je souhaiterais savoir comment vous convaincre d'un fait élémentaire.

[Texte]

We call it the break-even levels, in the jargon. The maximum at which you stop getting the GIS... For example, singles, who have \$9,080...

• 1615

Mr. Hawkes: That is with the old system of OAS plus GIS.

Madam Bégin: That is it, including the OAS.

It will be \$9,620. So more people with a little more income—we are talking of a few dollars all the time, mind you—will start getting the GIS. It is the other way than what you think.

Mr. Hawkes: Give me the bottom level at which you trigger GIS. Under the old system...

Madam Bégin: It is zero income. What do you mean?

Mr. Hawkes: You cannot get zero, because you get the OAS.

Mr. Allen: It does not count for income. OAS does not count for income.

Madam Bégin: Do you not have a booklet? A booklet is coming.

Mr. Hawkes: You say the OAS is not counting the income, in this \$9,000 figure?

Madam Bégin: Mr. Allen, please.

Mr. Allen: The OAS does not count for income for GIS purposes, so that for somebody receiving GIS, we begin looking at the first dollar of defined income over and above OAS. The reduction rate as you say, sir, is quite correct. For every \$2 of income, there is a \$1 reduction rate applied to GIS, until you eventually get down to not being eligible for any GIS. But we do not count OAS income when looking at income for determining GIS levels.

Madam Bégin: What you say is correct, but you should also reverse it because that, too, is correct. If I increase the GIS, I increase automatically the permitted levels of income at which people can qualify for a little GIS, at least, and that bill does that.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): The bill caused them to be in that situation.

Madam Bégin: No. No, Flora. It picks a few more people who would not have qualified under normal rules.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): If this had not happened.

Madam Bégin: But that is good. You cannot oppose that. It means a few more Canadians... some 35,000, we think.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): What you said is that because you took away what was coming to them,

[Traduction]

Dans le jargon on parle du seuil. Le maximum où vous cessez d'obtenir le SRG... Par exemple, les personnes seules, ayant \$9,080...

M. Hawkes: C'est avec l'ancien système de la SV, plus le SRG.

Mme Bégin: Oui, y compris la SV.

Ce sera donc de 9,620 dollars. Donc, un nombre croissant de personnes toucheront le SRG, et non pas comme vous pensez.

M. Hawkes: À partir de quel seuil donnez-vous le SRG? En vertu de l'ancien système...

Mme Bégin: Lorsque le revenu est nul. Que voulez-vous dire?

M. Hawkes: Le revenu n'est pas nul, puisque vous touchez la SV.

M. Allen: La SV n'entre pas en ligne de compte dans le calcul du revenu.

Mme Bégin: Vous n'avez pas reçu la brochure? Cela ne saurait tarder.

M. Hawkes: Vous dites que la SV n'entre pas en ligne de compte dans le calcul du revenu, dans le calcul de ce chiffre de 9,000 dollars?

Mme Bégin: Monsieur Allen, vous avez la parole.

M. Allen: La SV n'entre pas en ligne de compte pour le calcul du revenu en ce qui concerne le SRG; donc, lorsqu'on envisage de donner le SRG à quelqu'un, on calcule ce qu'il touche en plus de la SV. Le taux de réduction est celui que vous avez indiqué. En effet, pour deux dollars de revenu, un taux de réduction de un dollar est appliqué au SRG jusqu'à ce que vous ne soyez plus admissible au SRG. Toutefois, la SV n'entre pas en ligne de compte lors du calcul du revenu pour la détermination du niveau de SRG.

Mme Bégin: Ce que vous dites est exact, mais l'inverse aussi. En effet, si j'augmente le SRG, j'augmente automatiquement les niveaux de revenu permis auxquels les gens peuvent être admissibles à un SRG, et c'est ce que prévoit ce bill.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): C'est le bill qui les a mis dans cette situation.

Mme Bégin: Non, Flora. Il permet à un plus grand nombre de gens d'être admissibles.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Si cela ne s'était pas produit.

Mme Bégin: Mais c'est bien. Vous ne pouvez pas vous y opposer. Cela signifie qu'un plus grand nombre de Canadiens, environ 35,000 de plus, seront admissibles.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): D'après ce que vous avez, étant donné que vous leur avez repris ce que vous deviez

[Text]

you have now transferred them to GIS, where they were not before. That is what you say.

Madam Bégin: You could put it that way, I suppose.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Yes, exactly.

Madam Bégin: But it is not a question of being against the seniors. It is a question of fighting inflation and being fair and helping those most in need, and we think we have done it very well by the mechanism of the GIS.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): There are a number of people who really would like to be independent. That may be hard for you to understand.

The Chairman: Are you through, Mr. Hawkes?

Mr. Hawkes: No. I have some more questions.

Another brief that we had, brought to our attention that some 8 or 9 million out of the 10 or 11 million in the workforce do not fall under legislated six and five. Therefore, they are free to do catch-up. Whatever happens in a period of economic downturn, they are free bargainers in the future, and they can rebuild whatever erosion there was to the initial base that comes about because of the play of market forces.

But seniors are not represented in any annual review or any bargaining session or any anything. When we, as parliamentarians, pass this particular piece of legislation, we will have eroded the income base forever in the future. Even though at the end of two years we go back to indexation for seniors, in that two-year period of time... one of the comments we heard this morning was that the proportion of average industrial wage, which comes out of OAS, will have fallen from 14% to 13%. We now have a 13% base for the future, when indexing comes back into the system.

We wondered whether or not the government would consider amending this legislation to give seniors back the base that is eroded in this two-year period of time. Or some principle to have Parliament review it and put back the base. But somehow... the point was made this morning that anybody who is 20 years of age in the country today, once this piece of legislation passes—until it gets corrected, if it ever gets corrected—their pension at 65 will be lower than it would have been, and with compounding it will be considerably lower than it would have been. It should be of concern to 20-year-olds, not just to 65-year-olds, because what we are really doing is withdrawing a commitment to that retirement income.

• 1620

I am wondering whether the minister has considered amending it in that fashion. I would think that is the kind of amendment certainly that our party could support, and I would imagine the NDP could as well.

Madam Bégin: No, we are not considering that amendment, and I will explain why.

By the way, I understand that the member, as a politician, wants to appear in favour of seniors. It is fair game. We all want to be fair to seniors. Under my responsibility, for

[Translation]

leur donner, vous les rendez maintenant admissibles au SRG, alors qu'ils n'y étaient pas avant.

Mme Bégin: On peut l'interpréter de cette façon.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Exactement.

Mme Bégin: Mais ce n'est pas une raison pour dire que nous nous attaquons aux personnes âgées. Nous nous attaquons plutôt à l'inflation et nous essayons d'être justes et d'aider ceux qui en ont le plus besoin; je pense que le mécanisme du SRG est très efficace sur ce plan-là.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Il y en a beaucoup qui voudraient bien être indépendants. Peut-être que vous avez du mal à le comprendre.

Le président: Avez-vous terminé, monsieur Hawkes?

M. Hawkes: Non, j'ai plusieurs autres questions à poser.

Un autre mémoire nous indiquait qu'environ 8 ou 9 millions de travailleurs, parmi les 10 ou 11 millions qui appartiennent à la population active, n'étaient pas assujettis au programme des 6 et 5 p. 100. En conséquence, ils peuvent rattraper ce qu'ils ont perdu. Quelle que soit la conjoncture économique, ils pourront négocier librement comme ils veulent et récupérer ce qu'ils ont perdu à cause des forces du marché.

Malheureusement, les personnes âgées ne sont défendues dans aucune assemblée annuelle ni dans aucune session de négociations. En adoptant ce projet de loi, nous, parlementaires, nous aurons sapé une fois de plus leur base de revenu. Même si à la fin des deux ans nous réindexons les revenus des personnes âgées, entretemps... Ce matin, on nous a dit que la proportion du salaire industriel moyen, qui sert de base aux calculs de la SV, va tomber de 14 à 13 p. 100. Notre base sera donc de 13 p. 100 au moment où nous pourrions envisager d'indexer à nouveau le revenu des personnes âgées.

Le gouvernement serait-il prêt à envisager de modifier ce projet de loi afin de rendre aux personnes âgées la base de revenu initiale à cette période de deux ans? Pourrait-il s'engager, en principe, à demander au Parlement de réinstaurer cette base? Ce matin, quelqu'un a dit que celui qui a 20 ans aujourd'hui touchera, à 65 ans, une pension bien inférieure à ce qu'elle aurait dû être. Cela devrait donc inquiéter ceux qui ont 20 ans aujourd'hui, et non seulement ceux qui en ont 65, parce qu'en fait, ce que nous faisons revient à annuler un engagement que nous avions pris à l'égard de leur revenu de retraite.

Je me demande si le ministre a examiné la question sous cet angle. En tout cas, notre parti serait prêt à appuyer ce genre d'amendement, et le NPD aussi sans doute.

Mme Bégin: Non, nous n'avons pas envisagé cet amendement et je vais vous expliquer pourquoi.

Soit dit en passant, j'ai bien l'impression que le député cherche à se faire bien voir des personnes âgées; il en a le droit, il est politicien. Nous voulons tous être justes à l'égard des

[Texte]

example, as in a way the special voice of seniors in Cabinet, I have to make sure that they are best served, and by what policies. I think, and know, for having observed it so often, that inflation at the rate it was more damaging than anything else for seniors.

How do you bring down inflation? If the judgment, the collective judgment, is that the psychological dimension of inflation in Canada is a key element in bringing it down... and I subscribe to that—then the question remains, how do you do that with justice and with protecting those most in need? That is the reasoning we followed, and I followed, and we came to the conclusion that capping to six and five all taxpayers—because it is a bit wrong when you pretend that some workers can get away with it and obtain catch-up and this and that—all taxpayers are capped to six and five through the income tax personal exemptions, and many other Canadians who fall directly under federal jurisdiction.

Now, you know, it is not for pleasure that a thing like that is undertaken, but it is because the ultimate goal is of greater common interest than the immediate displeasure, as politicians, to appear to be against seniors. We are not against seniors. It is more important to bring down inflation for seniors in particular, because they are on fixed incomes, than for any other group of Canadians. I am very conscious of that. What decision do I make? I make the best decision for seniors. We have protected fully all those in need and we have asked from the others a reduction of 50 cents a month at the beginning, which may become bigger after, or smaller, depending on the rate of inflation.

Since the beginning of this program, which is about six months old, inflation has been, at long last, brought down. I am wishing that it will continue to go down, and then the seniors will not have lost anything. But that is the future, and we do not know the future. But that is the calculated risk we have taken because it is the best tool we have for the longer-term interest of all the seniors.

Mr. Hawkes: Six and five is not happening yet in very many places. It happened to parliamentarians' salaries. It has happened to a portion of the civil service. It is coming; and yet inflation is coming down. Most theoreticians tell us that inflation is caused by things other than the kind of legislation we are dealing with today. It relates more to the federal deficit and the federal government's participation in the auction market to borrow money than it does to this.

Mr. Robinson (Burnaby): Why did you support six and five, then, Jim?

Mr. Hawkes: To cut MPs' salaries. I have made that point clear.

Mr. Robinson (Burnaby): You have cut more than that.

[Traduction]

personnes âgées. Personnellement, en tant que ministre responsable et en tant que porte-parole des personnes âgées au Cabinet, je dois m'assurer que les politiques établies répondent au mieux à leurs besoins. Je sais bien, pour l'avoir constaté très souvent, que le taux d'inflation que nous avons connu était particulièrement catastrophique pour les personnes âgées.

Comment enrayer l'inflation? Si la collectivité estime que le facteur indispensable au ralentissement de l'inflation c'est la création d'un climat psychologique propice, et je souscris à cette opinion, alors la question est de savoir comment y parvenir avec le maximum d'équité et tout en protégeant ceux qui en ont le plus besoin? C'est en suivant ce raisonnement que nous en sommes arrivés à la conclusion qu'il fallait plafonner toutes les augmentations des salaires à 6 et 5 p. 100, et vous n'avez pas tout à fait raison de prétendre que certains travailleurs pourront y échapper et rattraper ce qu'ils ont perdu. Tous les contribuables sont donc assujettis à cette limite de 6 et 5 p. 100 en raison des exemptions personnelles de l'impôt sur le revenu, ainsi que beaucoup d'autres Canadiens qui tombent directement sous la juridiction fédérale.

Bien sûr, ce n'est pas par plaisir que nous entreprenons ce genre de programme, mais c'est bien plutôt parce que notre objectif ultime doit être la défense de notre intérêt commun, même si nous constatons, nous les politiciens, que ce programme ne nous rend pas très populaires auprès des personnes âgées. Nous ne sommes pas contre les personnes âgées. Il est plus important de freiner l'inflation pour les personnes âgées en particulier, puisqu'elles touchent des revenus fixes, que pour tout autre groupe de Canadiens. J'en suis parfaitement consciente. Quelle décision dois-je prendre? Je pense avoir pris la meilleure décision possible pour les personnes âgées. Nous protégeons pleinement tous ceux qui sont dans le besoin et nous avons demandé aux autres une réduction de 50c. par mois au début, somme qui pourra augmenter ou diminuer par la suite, selon le taux d'inflation.

Depuis six mois que ce programme existe, le taux d'inflation a diminué, enfin. J'espère que cela va durer et que les personnes âgées ne perdront rien. Mais personne ne peut en être sûr car nous ne pouvons pas anticiper sur l'avenir. Toutefois, nous avons pris un risque calculé parce que c'est le meilleur instrument que nous ayons pour servir l'intérêt à long terme de toutes les personnes âgées.

M. Hawkes: Le programme 6 et 5 ne s'applique pas partout. Il a été appliqué aux salaires des parlementaires, à certains fonctionnaires, et cetera. Il est à peine instauré que le taux d'inflation diminue déjà. La plupart des économistes diront que l'inflation n'est pas causée par ce que ce projet de loi veut régir. En effet, elle est davantage causée par le déficit fédéral et par les emprunts du gouvernement fédéral que par les programmes visés par ce projet de loi.

M. Robinson (Burnaby): Pourquoi alors avez-vous appuyé le programme 6 et 5, Jim?

M. Hawkes: Pour diminuer les salaires des députés. Je le dis clairement.

M. Robinson (Burnaby): Il n'y avait pas que cela?

[Text]

Mr. Hawkes: But I think the part that we are missing out of what I said at the beginning—and I guess I would like you to answer the following question.

• 1625

It seems to me that society would be well served if we had a consumer price index for people at the poverty line because I am persuaded and I am convinced that the kinds of policies we have had in this country over the last couple of years have produced an enormously higher inflation rate for people at or near the poverty line than for society generally. I am wondering if the minister would essentially deal with that issue and whether she would deal with the issue of whether or not she, as a Cabinet minister, supports the kind of subsidies that go to Crown corporations, like the one that I have identified with the sheet I passed out, versus providing money to families and seniors. Is the representation that the minister is making to Cabinet that we continue those subsidies to Crown corporations and cut the rate of payments to the seniors and the families in the country?

An hon. Member: Why do you not mention private corporations as well?

An hon. Member: Like Dome Petroleum, Jim.

Madam Bégin: On the question of a special inflationary index for seniors—you said for people under ...

Mr. Hawkes: Under the poverty line.

Madam Bégin: —the poverty line—that is a question with which I am not familiar and I have no figures right now; but what has been often discussed is a particular basket of goods for seniors, the hypothesis being that it is a different basket of goods with a different inflationary element. We had studies made on that, and here is the result, because I explored that hypothesis: the increase is practically constant—increase in cost; inflationary increase, in other words—since 1974. Twice since ...

Mr. Hawkes: Do the right years.

Madam Bégin: —1974 the consumer price index for seniors went slightly faster than the general consumer price index, but three times it was the other way around and two of the times it was equal. So we have no significant trend. If I make an annual average of different increases for seniors and for other Canadians for their consumer price index, it means that on the average the special seniors price index would be higher for seniors by 0.1%.

Mr. Hawkes: What is your cut-off year? Is it in advance of what I mentioned earlier, the massive transfer from personal income tax to direct taxation which the MacEachan budgets represented?

Madam Bégin: I am sorry; I did not get the meaning of the question.

[Translation]

M. Hawkes: Vous oubliez ce que j'ai dit au début. J'aimerais bien toutefois que Vous répondiez à la question suivante.

Il me semble que la société serait bien servie si nous avions un indice des prix à la consommation pour les gens qui se situent au seuil de la pauvreté, car je suis convaincu que les politiques que nous avons adoptées au Canada ces dernières années ont amené un taux d'inflation beaucoup plus élevé pour les gens qui se situent au seuil de pauvreté ou près de celui-ci, que pour la société dans son ensemble. Madame le ministre pourrait-elle me dire ce qu'elle pense de cela et me faire savoir si elle est d'accord, en tant que Ministre du Cabinet pour appuyer les subventions accordées aux sociétés de la Couronne, comme celle dans le document que j'ai fait circuler, plutôt que l'octroi de fonds à des familles et à des personnes âgées. Madame la ministre compte-t-elle proposer au cabinet que l'on continue à subventionner les sociétés de la Couronne et qu'on réduise les montants d'argent versés aux personnes âgées et aux familles canadiennes?

Une voix: Pourquoi ne parlez-vous pas également des sociétés privées?

Une voix: Comme Dome Petroleum, Jim.

Mme Bégin: Pour ce qui est de la question d'un index spécial de l'inflation pour les personnes âgées ... vous avez dit pour les personnes en-dessous ...

M. Hawkes: Du seuil de pauvreté.

Mme Bégin: ... du seuil de pauvreté ... c'est une question que je ne connais pas très bien et pour laquelle je ne dispose pas de chiffres. Mais on a souvent discuté d'un panier de provisions donné; on parle d'un panier de provisions différent pour les personnes âgées, avec un élément inflationniste différent. Nous avons fait des études à ce sujet et je puis vous en informer des résultats, car j'ai justement examiné cette hypothèse: l'augmentation est pratiquement constante, l'augmentation des coûts; l'augmentation inflationniste, autrement dit ... depuis 1974. Deux fois depuis ...

M. Hawkes: Choisissez les bonnes années.

Mme Bégin: ... 1974 l'indice des prix à la consommation pour les personnes âgées a augmenté de façon plus rapide que l'indice général des prix à la consommation; mais trois fois, c'était le contraire, et deux autres fois, les deux indices étaient égaux. Alors il n'y a pas de véritable tendance. Mais si l'on calculait l'augmentation moyenne des indices des prix à la consommation pour les personnes âgées et pour les autres Canadiens, on découvrirait qu'en moyenne l'indice du prix à la consommation des personnes âgées est supérieur de 0.1 p. 100.

M. Hawkes: À quelle année vous arrêtez-vous? Avant ce dont j'ai parlé tout à l'heure, c'est-à-dire le transfert massif d'impôt direct sur le revenu à la taxation directe, annoncée dans le budget de MacEachan?

Mme Bégin: Excusez-moi, mais je ne comprends pas votre question.

[Texte]

Mr. Hawkes: Direct taxes are regressive. We have had, in policy terms, through the two MacEachan budgets, a massive transfer from the progressive tax system to the regressive tax system.

Madam Bégin: Like what? Can you be specific?—because I do not think I agree with your assumption.

Mr. Hawkes: Yes. Oil taxes: you can see it in the public accounts of Canada quite easily.

Madam Bégin: Okay, so name which tax you mean in order that ... If you ...

An hon. Member: The excise tax.

Madam Bégin:—mean the general, basic income tax, that is not the case.

Mr. Hawkes: No, no.

Madam Bégin: Okay, so let us be more specific; then I will know what you are talking about.

Mrs. Mitchell: A point of order, please.

The Chairman: Madam Mitchell, on a point of order.

Mrs. Mitchell: I wonder if you could clarify the amount of time that each speaker is supposed to have. The last speaker, I think, has gone well over 20 minutes.

The Chairman: We will share the time with the opposition, who asked the minister to appear. I am trying to balance the timing. Now I have two other names on the list, Miss MacDonald and Mrs. Mitchell.

Madam Bégin: I am sorry; I was called for one hour, which is what I ... I am sorry; can I tell you, Mr. Chairman ...

The Chairman: Just a moment. Just a moment.

Madam Bégin:—that I was told ...

The Chairman: You are the witness; I am the Chairman. I am just ...

Madam Bégin: I know, but I am a minister who has other responsibilities.

The Chairman: Order, please! I will answer the question that Mrs. Mitchell raised, and after, if you want the floor, I am going to yield the floor; but the chairman has the responsibility to try to balance the time.

I think you are quite right, Mrs. Mitchell. I think you should yield the floor to Mrs. Mitchell.

Mr. Hawkes: Was the last year of those two things 1981 or 1980?

Madam Bégin: I am sorry, Mr. Chairman, but it is a bit difficult to understand how one is supposed to work. It was clearly understood that I changed completely the other people waiting for me to give the committee the hour that was cancelled—I do not know why—the other night. That hour is over, and what am I supposed to do?

[Traduction]

M. Hawkes: Les taxes directes sont régressives. Et avec les deux budgets MacEachan, il y a eu, sur le plan de la politique, un important transfert d'un système fiscal progressif à un système régressif.

Mme Bégin: Comme quoi? Pourriez-vous êtres plus précis?—parce que je ne pense pas être d'accord avec votre hypothèse.

M. Hawkes: Oui. Les taxes sur le pétrole. Vous pourrez le vérifier très facilement dans les comptes publics du Canada.

Mme Bégin: D'accord, alors dites-moi de quelle taxe vous voulez parler afin que ... si vous ...

Une voix: La taxe d'accise.

Mme Bégin: ... vous voulez parler de l'impôt de base sur le revenu, ce n'est pas le cas.

M. Hawkes: Non.

Mme Bégin: Alors soyons plus précis. J'aimerais savoir de quoi vous parlez.

Mme Mitchell: J'invoque le Règlement.

Le président: Allez-y, madame Mitchell.

Mme Mitchell: Pourrait-on nous dire de combien de temps disposera chaque intervenant. Il me semble que le dernier intervenant a disposé de plus de 20 minutes.

Le président: Nous partagerons le temps avec l'opposition, qui a demandé au ministre de comparaître. J'essaie d'équilibrer cela. Il y a deux autres noms sur la liste. Ceux de M^{lle} MacDonald et de M^{me} Mitchell.

Mme Bégin: Excusez-moi. On m'avait demandé de venir pour une heure, et c'est ce que j'ai ... pardonnez-moi ... permettez-moi de vous dire, monsieur le président ...

Le président: Un instant. Un instant.

Mme Bégin: ... qu'on m'a dit ...

Le président: ... c'est vous le témoin; moi je suis le président. Je ne fais que ...

Mme Bégin: Je sais, mais je suis ministre, et j'ai d'autres responsabilités.

Le président: À l'ordre s'il vous plaît! Je vais répondre à la question qu'a soulevée M^{me} Mitchell, après quoi, je vous céderai la parole si vous voulez. Mais en tant que président, je dois essayer d'équilibrer le temps dont on dispose.

Je pense que vous avez tout à fait raison, madame Mitchell. Je pense que vous devriez céder la parole à M^{me} Mitchell.

M. Hawkes: Pour ces deux choses, la dernière année était-elle 1981 ou 1980?

Mme Bégin: Excusez-moi, monsieur le président, mais il est difficile de comprendre selon quelle formule nous allons travailler. J'ai clairement expliqué que j'ai pris d'autres dispositions avec les gens qui m'attendent, afin d'accorder au Comité l'heure qui avait été annulée, je ne sais trop pourquoi, l'autre soir. Cette heure est maintenant terminée, et je ne sais que faire.

[Text]

Mrs. Mitchell: Mr. Chairman, may I proceed with a question? I will try to be very quick. I think, in fairness, you would want . . .

• 1630

Madam Bégin: But unfortunately, I have not been able to give an answer.

Mrs. Mitchell: I think the minister would be interested that every spare minute, every spare weekend . . .

Mr. Hawkes: Mrs. Mitchell . . .

The Chairman: Just a moment. Jim.

Mr. Hawkes: If you could just give me . . . when is the last year of the statistics you just quoted?

Mrs. Mitchell: Why could that not be tabled in . . .

Madam Bégin: It is an average since 1974.

Mr. Hawkes: When did you stop? The last year is 1980, or 1981?

Madam Bégin: It is 1980, I am sorry.

Mr. Hawkes: Before the MacEachen budget.

The Chairman: Mrs. Mitchell.

Mrs. Mitchell: Yes, we were talking about inflation. The minister herself has said, in the green paper, that full indexing must be the standard for private pensions and yet, of course, that is apparently not the standard . . . well, definitely not the standard that she is upholding for public pensions.

In the Task Force on Older Women which we have been on, touring across the country every spare weekend for the last six months, we have been told over and over again by old age pensioners who are women that inflation in fact has gone up, that their old age pension does not pay for increased rents, particularly for increased taxes—and incidentally, rents of people in subsidized housing are always based on the cost of living, so when their cost of living indexing goes . . . when they have less, they will be paying a higher percentage of their income on rents in senior citizen housing. Costs of medicines have gone up—and I really would like some evidence to refute this—fuel costs have gone up, costs of transportation have gone up, nursing care costs have gone up phenomenally. So as far as stretching the old age pension is concerned . . . and I am not talking about just GIS, I am talking about the old age security portion—it is very difficult, impossible for women, particularly, who are living on their own, to stretch this. They do not eat meat. They do not buy fresh fruit. And I know the minister cares about this, but she really is just relying on figures and ignoring the real situation.

[Translation]

Mme Mitchell: Monsieur le président, puis-je poser une question? Je tâcherai d'être brève. Il me semble que vous voudriez . . .

Mme Bégin: Mais je n'ai malheureusement pas pu vous donner une réponse.

Mme Mitchell: Le ministre voudrait peut-être savoir que chaque fois que j'ai une minute ou une fin de semaine de libre . . .

M. Hawkes: Madame Mitchell . . .

Le président: Un instant. Jim.

M. Hawkes: Si vous pouviez me donner . . . quelle est la dernière année pour les statistiques que vous avez données?

Mme Mitchell: Pourquoi cela ne pourrait-il pas être déposé dans . . .

Mme Bégin: C'est une moyenne depuis 1974.

M. Hawkes: Quelle est la dernière année: 1980 ou 1981?

Mme Bégin: Excusez-moi, c'est 1980.

M. Hawkes: Donc avant le budget MacEachen.

Le président: Madame Mitchell.

Mme Mitchell: Oui, nous parlions de l'inflation. Madame le ministre a elle-même dit dans le livre vert, que la pleine indexation devrait être la norme pour les pensions privées. Or, il apparaîtrait que ce ne soit pas la norme . . . En tous cas, ce n'est pas une norme qu'elle veut voir maintenue pour les pensions publiques.

Je fais partie du groupe de travail sur les femmes âgées et nous parcourons le pays chaque fois que nous avons une fin de semaine de libre depuis 6 mois. Des femmes retraitées nous ont dit maintes et maintes fois que l'inflation a augmenté, que leurs pensions de vieillesse ne suffisent pas pour payer les loyers, qui ont eux aussi augmenté, et notamment pour les taxes . . . et je tiens à souligner, entre parenthèses, que les loyers payés par les gens qui vivent dans des logements subventionnés sont calculés en fonction du coût de la vie; par conséquent, lorsque l'indexation du coût de la vie va . . . lorsqu'ils ont moins, ils doivent consacrer une part plus importante de leur revenu à payer des loyers dans des logements pour personnes âgées. Le coût des médicaments a augmenté, et il faudrait me donner des preuves si vous voulez réfuter cela; et il en est de même des coûts du combustible, du transport, des soins à domicile, qui ont augmenté de façon phénoménale, etc. Pour ce qui est d'essayer d'étirer les pensions de vieillesse . . . et je ne veux pas uniquement parler ici du supplément du revenu garanti; je parle de l'ensemble de la sécurité-vieillesse . . . il est très difficile, voire impossible, pour les femmes en particulier, qui vivent seules, d'étirer cela. Elles ne mangent pas de viande. Elles n'achètent pas de fruits frais. Je sais que le ministre est préoccupée par cela; mais elle se fie à des chiffres et elle ignore la situation réelle.

[Texte]

We have also heard over and over again, Mr. Chairman... you have heard this from witnesses... every witness that I have heard on this committee has said that this is an erosion of universality. The minister, I know, denies this, but at the same time it is cutting back on the basic old age pension in favour of just maintaining the GIS. And we heard from Mr. Potter, a witness this morning, that even the proposed changes require a sunset clause if it is not going to mean a lower base rate even for GIS people after the two-year period.

So I would like to ask the minister if she can tell us—or if she cannot tell us now, if she will get these figures for us—what percentage of the old age security is taxed back through the income tax system by each person who pays the tax? I would like to know, also, whether she feels this should be increased to help pay for the costs of increasing elderly... and in this case, for the costs of pensions generally? And if she—going back to my colleague's point, also—if she herself, as minister who is concerned about old age pensions and about the costs of this, that are going to be increasing as our population becomes more elderly—if she feels that there should be a tax-back of the total old age pension, at least for people with over \$100,000 earnings, who pay absolutely no income tax now?

Madam Bégin: First, the member is misleading the committee, in that the green paper and every one of my speeches since I am piloting that dossier—since we are back in the government, really—on the reform of private pensions, it has always spoken of a mechanism for some indexing. I have always explained that we were not requesting the economy to give full automatic indexation. And the green paper, on page 56, is extremely specific. It is the number one objective of the government, requiring a minimum degree of inflation protection so that pension benefits, etc. We are talking of course of something which will be mandatory, one way or another, as to that answer.

As to the other question, of taxation of the OAS, the answer is, no. I do not have any particular plan. OAS, the basic old age pension, is taxable for everybody who pays taxes. Roughly what does that mean, people over \$10,000 of income? I would need a statistical table, depending on family circumstances. I do not have the...

• 1635

Mrs. Mitchell: Only a certain proportion of that goes, though. It is declared as taxable income, right?

Madam Bégin: I am sorry, OAS is...

Mrs. Mitchell: Only a certain percentage of it goes back into the kitty.

Madam Bégin: Shall I repeat? Can I give my answer, please?

Mrs. Mitchell: Sure.

[Traduction]

Monsieur le président, nous avons entendu maintes et maintes fois... des témoins l'ont dit... chaque témoin que j'ai entendu ici au Comité a dit qu'il s'agit-là d'une érosion du principe de l'universalité. Je sais que le ministre nie cela, mais on maintient le supplément de revenu garanti aux dépens de la pension de vieillesse de base. M. Potter, qui a comparu ce matin, a dit que même les changements proposés exigeraient une clause de caducité, si l'on veut éviter que la base diminue encore après la période de deux ans pour les personnes qui comptent sur le supplément de revenu garanti.

Le ministre pourrait-elle nous dire, ou alors si elle n'est pas en mesure de le faire, pourrait-elle nous obtenir des chiffres... quel pourcentage de la sécurité-vieillesse est imposable? J'aimerais également savoir si elle pense que cela devrait être augmenté pour aider à payer les coûts d'une augmentation des... et dans ce cas, pour les coûts des pensions en général? Enfin, pour en revenir à ce que disait mon collègue, en tant que ministre, préoccupé par les pensions de vieillesse et par ce que cela coûte, et ces coûts vont augmenter au fur et à mesure que vieillera la population... pense-t-elle que les personnes qui ont des revenus de plus de \$100,000 et qui ne paient pas du tout d'impôt sur le revenu devraient rendre, sous forme d'impôt, la totalité de leur pension de vieillesse?

Mme Bégin: Tout d'abord, vous induisez le Comité en erreur: dans le livre vert et dans tous les discours que j'ai prononcés depuis que je m'occupe de ce dossier, c'est-à-dire en fait, depuis que nous sommes retournés au pouvoir, et portant sur la réforme des pensions privées, j'ai toujours parlé d'un mécanisme d'indexation. J'ai toujours expliqué que nous n'allions pas demandé à l'économie de donner une pleine indexation automatique. Et le livre vert est très précis là-dessus, à la page 56. C'est l'objectif n° 1 du gouvernement: nous voulons un minimum de protection contre l'inflation afin que les prestations de régimes de retraite, etc. ... on parle de toute façon de quelque chose qui sera obligatoire, d'une façon ou d'une autre.

Pour ce qui est de votre autre question, relative à l'imposition de la sécurité de la vieillesse, la réponse est non. Je n'ai rien prévu de ce genre. La SV, la pension de vieillesse, est imposable pour quiconque paie des impôts. *Grosso modo*, qu'est-ce que cela signifie: les gens gagnant plus de \$10,000? J'aurais besoin d'un tableau statistique car tout dépend du contexte familial. Je n'ai pas...

Mme Mitchell: Mais cela ne vaut que pour un certain pourcentage. Il s'agit du revenu imposable déclaré, n'est-ce pas?

Mme Bégin: Excusez-moi, la SV est...

Mme Mitchell: Un certain pourcentage seulement retourne au trésor.

Mme Bégin: Dois-je répéter? Puis-je répondre?

Mme Mitchell: Mais bien sûr.

[Text]

Madam Bégin: I have not finished, and I have been interrupted once more.

The member has asked about the portion of OAS going back into taxes. I do not have the global figure with me. The OAS bill is \$6.3 billion. What I could find and provide later is the total sum of taxes coming back from that.

Mrs. Mitchell: Could you do that?

Madam Bégin: Okay. But I do not have it with me.

Mrs. Mitchell: Could you also tell us the number of people who do not pay any income tax . . .

Madam Bégin: Just seniors, over 65.

Mrs. Mitchell: Yes, receiving the OAS.

Madam Bégin: We have the proportion with us here today, not the figure. We have the percentage, which is roughly 5%.

Mrs. Mitchell: What is that?

Madam Bégin: Roughly 5% of all your senior population would not be paying . . .

Mrs. Mitchell: That is people earning over \$100,000.

Madam Bégin: No, just a second. I will ask Mr. Bob Allen to reply directly.

Mr. R. Allen (Director General, Planning, Evaluation and Liaison, Income Security Program): Approximately 5% of the total OAS expenditure will be returned to the government as taxes.

Mrs. Mitchell: Oh, that is not what I was asking. I was asking how many people in the upper-income range do not pay back any portion of their old age pension.

Mr. Allen: We cannot really answer that because . . .

Madam Bégin: No, that we do not have.

Mr. Allen: —if one has a high enough income, one could be paying a very high tax rate.

Mrs. Mitchell: Do you not think they should, Madam Minister?

Madam Bégin: Yes, and I think they do.

Mrs. Mitchell: They have so many tax loopholes, they do not pay any taxes. How could they pay it back?

The Chairman: Okay, Mrs. Mitchell.

You have one question, Miss MacDonald.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Yes, I want to get some figures from the minister or Mr. Allen. If the minister wants to leave, I am quite prepared to ask Mr. Allen.

Madam Bégin: Would you excuse me?

[Translation]

Mme Bégin: Je n'avais pas terminé et ce n'est pas la première fois qu'on m'interrompt.

Le député m'a demandé quel était le pourcentage de la SV que le gouvernement récupérait sous forme d'impôt. Je n'ai pas le chiffre global ici. La SV coûte au total 6.3 milliards de dollars. Je pourrais vous donner ultérieurement le montant total recouvré par le gouvernement sous forme d'impôt.

Mme Mitchell: Pourriez-vous le faire?

Mme Bégin: D'accord. Je n'ai toutefois pas ce chiffre sous les yeux.

Mme Mitchell: Pourriez-vous également me dire combien de gens ne paient pas d'impôt sur le revenu . . .

Mme Bégin: Uniquement les personnes âgées de plus de 65 ans?

Mme Mitchell: Oui, avant qu'elles ne touchent leur SV.

Mme Bégin: Nous avons un pourcentage mais pas le chiffre exact. Le pourcentage approximatif est de 5 p. 100.

Mme Mitchell: De quoi s'agit-il?

Mme Bégin: Environ 5 p. 100 des personnes âgées ne paient pas . . .

Mme Mitchell: Ce sont les gens qui gagnent plus de \$100,000.

Mme Bégin: Attendez un instant. Je vais demander à M. Allen de vous répondre.

M. R. Allen (directeur général, Planification, Évaluation et Liaison, Programme de sécurité du revenu): Environ 5 p. 100 du total des dépenses au titre de la SV reviennent au gouvernement sous forme d'impôts.

Mme Mitchell: Mais ce n'est pas cela que je vous demande. Je voulais savoir combien de gens, dans la fourchette supérieure de revenu, n'ont pas ainsi à restituer une partie de leur pension de vieillesse.

M. Allen: Nous ne pouvons pas vraiment répondre à cette question parce que . . .

Mme Bégin: Nous ne pouvons pas vous le dire.

M. Allen: . . . si quelqu'un a un revenu suffisamment élevé, son taux d'imposition est également très élevé.

Mme Mitchell: Vous n'êtes pas d'accord, madame le ministre?

Mme Bégin: Mais si.

Mme Mitchell: De toute façon, ils peuvent profiter de tant d'échappatoires qu'en fin de compte ils ne paient pas d'impôt. Comment voulez-vous qu'ils restituent quoi que ce soit?

Le président: D'accord, madame Mitchell.

Mademoiselle MacDonald, posez une question.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): J'aimerais que le ministre ou M. Allen me fournisse quelques chiffres. Si le ministre veut nous quitter, je suis tout à fait disposée à poser la question à M. Allen.

Mme Bégin: Vous voudrez bien m'excuser?

[Texte]

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I will, indeed.

Mr. Allen, what I am interested in is the statement made earlier and some figures we got the other day with regard to the people who are now going to be placed on GIS as a result of this particular bill, who were not in that category before.

The minister said there would be an additional 35,000 people. I am interested in how that figure is arrived at, looking at the fact that this program she proposes is going to be in effect for two years. During this time, as I mentioned the other night, it is almost impossible to predict what will happen with inflation.

I want to know on what criteria the base was moved from \$9,080—which was mentioned today—to \$9,620? What sort of figuring are you using to take that ballpark figure of \$35,000 and shift the bases?

Mr. Allen: What we tried to do—in fact, what we did do, if you recall—is to project what we thought the inflation rate . . .

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Yes, I know, I have your projections.

Mr. Allen: —would be over the next two years. With that inflation rate, we then said: If that would be the case under the six and five program, this then would be the adjustment made each quarter to OAS; and the bill outlines what that would be.

For example, in the first quarter, it would be 1.5%; in the second quarter, it would be 3% of the December rate, or the lesser of, to make sure people move correctly all the way through. Then with that, we took the projections as what we thought it would be.

Then—and this is how the legislation was worded—rather than just say it would be a set amount, we said the GIS would increase by that amount in excess of the 1.5% for the first quarter. In other words, rather than say an actual increase, the legislation states we will look at the CPI, and you will increase GIS by the regular Consumer Price Indexes at that time. That way, we did not have to say what it would be for GIS.

Then we went on to say, in addition to increasing in accordance with the increases in the Consumer Price Index, we would increase by any difference between what the CPI was and the rate as stated in the legislation. Whatever it is, then, the adjustment will be continued and the GIS will stay current.

• 1640

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): You are really telling me although you made these projections, which the Minister of Finance will not make in the House, nevertheless I know you must have got these projections from the Department of Finance.

Mr. Allen: That is correct.

[Traduction]

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Mais certainement.

Monsieur Allen, j'aimerais en revenir à la déclaration de l'autre jour et à certains chiffres que nous avons reçus à propos des gens qui ne vont pas pouvoir toucher le SRG à cause de ce projet de loi, et il s'agit de gens qui auparavant ne relevaient pas de cette catégorie.

Le ministre a dit qu'il s'agirait de 35,000 personnes de plus. Comment en êtes-vous arrivés à ce chiffre compte tenu du fait que ce programme va rester en vigueur pendant deux ans? Pendant cette période, et je le disais d'ailleurs l'autre soir, il est impossible de prévoir avec certitude comment va évoluer l'inflation.

J'aimerais savoir en fonction de quels critères la base de \$9,080 a été relevée comme on nous l'a dit aujourd'hui à \$9,620. Comment avez-vous calculé pour arriver à ce chiffre de \$35,000 et pour relever ainsi la base d'imposition?

M. Allen: Ce que nous avons essayé de faire ou plutôt ce que nous avons fait, vous vous en souviendrez, a été de calculer une projection du taux d'inflation . . .

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Oui, j'ai cette projection sous les yeux.

M. Allen: . . . pour les deux prochaines années. A partir de ce taux d'inflation, nous avons tenu le raisonnement suivant: si c'est effectivement le cas dans le cadre du programme des 6 et 5 p. 100, voici le rajustement qu'il faudrait apporter trimestriellement à la SV, ce dont d'ailleurs fait état le projet de loi.

Ainsi, pour le premier trimestre, nous aurions 1.5 p. 100, pour le deuxième trimestre, nous aurions 3 p. 100 du taux de décembre, ou du moins le moindre des deux, de manière à ce que l'échelle puisse suivre pour tout le monde. À ce moment-là, nous avons intégré les projections que nous avons faites.

Ensuite, et c'est à partir de là que le texte du projet de loi a été rédigé, au lieu de préciser un montant fixe, nous avons dit que le SRG augmenterait à raison du montant excédent ce pour cent et demi pour le premier trimestre. En d'autres termes, au lieu de préciser une augmentation réelle, le projet de loi dit que nous allons tenir compte de l'IPC et que nous allons relever le SRG parallèlement au relèvement des indices de prix à la consommation à ce moment-là. Ainsi, nous ne devons pas préciser davantage ce qu'il en serait pour le SRG.

Ensuite, nous poursuivons en disant qu'outre l'augmentation parallèle au relèvement de l'indice des prix à la consommation, nous allons également relever les taux à raison de la différence éventuelle entre le niveau de l'IPC et le taux prescrit par la loi. Quoi qu'il arrive, le rajustement se poursuivra et le SRG suivra.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Ce que vous me dites en fait, c'est que même si vous avez fait des projections, que le ministre des Finances ne divulguera pas à la Chambre, je sais certainement bien que vous devez les avoir obtenus du ministère des Finances.

M. Allen: C'est bien cela.

[Text]

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): The Department of Finance gives them to you; the Minister of Finance will not make them public, but nevertheless, the question is that these are predictions—this is all they can be.

Mr. Allen: This is all they can do; that is perfectly correct.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I emphasized this to you the other night. You have talked about 35,000 people. It could be much more than 35,000 people.

Mr. Allen: I have to say yes, it could be, depending on whether the rate of inflation increases very dramatically. In this case, the GIS will keep increasing and, to use the minister's description, there is OAS, and there is GIS, which we will increase by the increase in the consumer price index. She will increase it again by the decrease in OAS; depending on what happens, it can pick up more and more at the borderline.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I can see the way you are going. The point I am trying to get to eventually, Mr. Allen, is that there is a possibility ahead of us... economists everywhere are talking about the difficulties in the next couple of years. Nobody is blind to this fact any more, not even the government. There is a question of additional deficits; there is a question of additional huge interest payments; there is a question of triggering inflation again. Is anybody doing any kind of projection to show that what you will eventually pay out in the way of increased payments through the GIS is really going to be comparable to what you thought you were saving in the first place? Apart from this program being so reprehensible—I disagree with it entirely... you are going to find, at the end of it, you have not made any savings, you have not done anything to influence the inflation rate and the whole thing will have been an exercise in futility. You might come out with a \$10 or \$20 million saving but you will have put people through—and I should really say this to the minister—you will have put senior citizens in this country through an awful lot of hardship unnecessarily. However, you might have figures on other projections you want to submit to the committee from time to time.

Mr. Allen: As the minister said, we are available to brief members at any time should they wish. I will repeat what I said the other day: I really cannot predict what will happen at the end of 1984. With the best information available to us to date, with what we know from yesterday, we are projecting an inflation rate of approximately 5.8% for December of 1984. Whether or not this will happen, I do not know.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I still have no answer to my question which has been ongoing for several sessions, as to what happens to people if inflation is 8% or 9%, and whether or not the basic erosion of payments to all old age pensioners, whether or not they happen to receive the guaranteed income supplement, will be reinstated at the end of that time? This, again, is a policy decision which you cannot answer.

[Translation]

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Le ministère des Finances vous les a communiquées mais le ministre des Finances ne veut pas les rendre publiques, mais il n'en reste pas moins qu'il s'agit de prévisions et rien de plus.

M. Allen: En effet, ce sont simplement des prévisions.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je vous en avais déjà parlé l'autre soir. Vous avez cité le chiffre de 35,000 personnes. Mais il pourrait y en avoir bien plus.

M. Allen: Je dois vous le concéder, c'est possible, à condition que le taux d'inflation augmente de façon radicale. À ce moment-là, le SRG va augmenter et, pour reprendre la description faite par le ministre, il y a là SV, il y a le SRG et nous allons tous les deux les relever parallèlement à l'augmentation de l'indice des prix à la consommation. Le ministre relèvera encore les taux parallèlement à la diminution de la SV. Selon l'évolution des choses, les cas limites pourraient augmenter.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je vois où vous voulez en venir. Ce que j'essaie de vous faire dire, monsieur Allen, c'est qu'il est toujours possible que nous... Partout, les économistes sont pessimistes pour ce qui est des deux prochaines années. C'est une vérité qui n'échappe plus à personne, pas même au gouvernement. Il y a l'accumulation des déficits, il y a l'accroissement du service déjà énorme de la dette, il y a la possibilité d'une nouvelle flambée d'inflation. J'aimerais savoir si vous vous êtes demandé dans quelle mesure ce relèvement des versements que vous allez finir par appliquer au SRG va vraiment pouvoir se comparer à ce que vous espériez économiser à l'origine. Outre le fait que ce programme est parfaitement répréhensible, je le condamne sans réserve, vous allez finir par vous rendre compte que vous n'avez rien économisé, que vous n'avez rien fait pour freiner le taux d'inflation et que, finalement, tout cela n'aura été qu'un petit jeu inutile. Bien sûr, vous pourriez arriver à économiser 10 ou 20 millions de dollars mais au détriment d'un nombre considérable de citoyens canadiens du troisième âge, c'est plutôt au ministre que je devrais dire cela, auquel vous aurez imposé d'inutiles contraintes. Quoi qu'il en soit, vous aurez peut-être des chiffres, d'autres projections, que vous aimeriez à l'occasion nous soumettre.

M. Allen: Comme l'a dit le ministre, nous sommes à l'entière disposition des membres du Comité. Permettez-moi de répéter ce que j'avais dit l'autre jour: il m'est impossible de prévoir ce qu'il en sera exactement à la fin de 1984. Avec les meilleures données dont nous puissions disposer pour l'instant, avec tout ce que nous avons appris, nous prévoyons un taux d'inflation de l'ordre de 5.8 p. 100 pour décembre 1984. De là à savoir si ce sera effectivement le cas, c'est toute autre chose.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Il vous reste à répondre à une de mes questions qui est restée sans réponse depuis plusieurs séances, c'est-à-dire qu'est-ce qui se passera si l'inflation est de 8 ou de 9 p. 100, est-ce que ce grignotage des versements destinés à tous les pensionnés, bénéficiaires ou non du supplément de revenu garanti, sera compensé à la fin de la période? Une fois encore, je le sais, il s'agit d'une décision à caractère politique qui vous échappe.

[Texte]

Mr. Allen: That is right, I cannot answer that.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Any time you can try to persuade the minister this would be both the decent and the honourable thing to do, then your time will be well spent.

• 1645

The Chairman: This concludes the list of the members who wished to direct questions to the witnesses. I would like to thank Mr. Allen and the minister for having answered the questions.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Thank you.

The Chairman: We will now deal with the second witnesses for the afternoon session, with the representative from the Canadian Labour Congress, Mrs. Shirley Carr.

Mr. Young: On a point of order.

The Chairman: Yes, Mr. Young.

Mr. Young: Before we hear representatives of the Canadian Labour Congress, I believe you have a letter of today's date from the Public Service Alliance of Canada, which was one of the groups that was on the New Democratic Party list of suggested witnesses before the committee. What the letter from the Public Service Alliance of Canada says is that apparently they were under the impression that they had, in fact, agreed to appear before the committee.

I wonder if I could have, perhaps, an explanation of what happened in the communications between our committee and the Public Service Alliance. Obviously, something seems to have happened. The Public Service Alliance are clearly of the view that they had agreed and had expected to appear before the committee. We were advised, quite to the contrary, that they . . .

Le président: Monsieur Young, je ne sais pas de quoi vous parlez. On m'a apporté une lettre, elle est ici, mais elle n'est pas encore ouverte. C'est peut-être à cela que vous vous référez. On m'a apporté cette lettre-là vers 16h00, je crois. Je peux l'ouvrir, si vous le voulez. C'est la première fois qu'on m'en parle.

Mr. Young: That is fair enough. Perhaps you might want to read the letter, and we can discuss it after we have heard the representatives from the Canadian Labour Congress.

The Chairman: This letter was put here this afternoon, and is still . . .

Mr. Young: Okay. We can discuss it after we hear the delegates from the Canadian Labour Congress.

Le président: Vous voyez que la lettre est là.

Mr. Young: I got the letter at the same time you did, and I have read mine.

Le président: C'est parce que vous avez des mains! C'est la raison pour laquelle je n'ai pas pu la lire à ce moment-là. C'est une lettre de l'Alliance de la Fonction publique du Canada;

[Traduction]

M. Allen: C'est exact, il ne m'appartient pas de répondre.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Si vous parvenez à persuader le ministre qu'il s'agirait d'une initiative à la fois équitable et honnête, vous n'aurez pas perdu votre temps.

Le président: Cela termine la liste des membres du Comité qui souhaitent poser des questions aux témoins. Je voudrais remercier M. Allen ainsi que le ministre d'avoir répondu aux questions.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Merci.

Le président: Nous allons maintenant entendre les deuxième témoins de la séance de l'après-midi, avec le représentant du Congrès du travail du Canada, M^{me} Shirley Carr.

M. Young: J'invoque le Règlement.

Le président: Oui, monsieur Young.

M. Young: Avant d'entendre les représentants du Congrès du travail du Canada, je crois que vous avez une lettre datée d'aujourd'hui, et émanant de l'Alliance de la Fonction publique du Canada, qui était l'un des groupes figurant dans la liste de témoins dont le Nouveau parti démocratique proposait la comparution devant le Comité. D'après cette lettre, l'Alliance indique qu'elle estime avoir en fait convenu de comparaître.

Je me demande si je pourrais peut-être avoir une explication quant aux communications entre notre Comité et l'Alliance de la Fonction publique. De toute évidence, quelque chose semble s'être passée. L'Alliance a très clairement l'impression d'avoir convenu de venir, et elle pensait comparaître devant le Comité. On nous a dit tout à fait le contraire, qu'elle . . .

The Chairman: Mr. Young, I do not know what you are talking about. A letter has been brought to me. It is here. But it has not yet been opened. This is what you may be referring to. It was brought to me around 4 p.m. I guess. I can open it if you wish. It is the first time that I hear about it.

M. Young: Très bien. Vous souhaitez peut-être lire la lettre, et nous pouvons en discuter après avoir entendu les représentants du Congrès du travail du Canada.

Le président: Cette lettre a été mise ici cet après-midi, et elle est encore . . .

M. Young: Très bien. Nous pourrions en discuter après avoir entendu les délégués du Congrès du travail du Canada.

The Chairman: You see quite well that the letter is here.

M. Young: J'ai reçu cette lettre en même temps que vous, et je l'ai lue.

The Chairman: It is because you do not seem to be as busy as I am! This is why I have not been able to read it yet. It is a letter from the Public Service Alliance of Canada, dated December 16th. It is the letter you referred to.

[Text]

elle est datée le 16 décembre. C'est la lettre à laquelle vous vous êtes référé.

Mr. Young: I believe it probably is.

Le président: Nous recevons maintenant les représentants du Congrès du travail du Canada. À titre de président du Comité et au nom des membres du Comité, je désire offrir des excuses aux représentants du Congrès du Travail du Canada qui se sont présentés ici mardi soir, tel que convenu. Je n'ai pas à élaborer sur les raisons pour lesquelles nous n'avons pas pu siéger. Nous avons dû annuler la réunion du Comité parce qu'un comité est la prolongation de la Chambre et que les députés étaient appelés à la Chambre. Alors, au nom de tous les membres du Comité, je désire présenter des excuses aux représentants du Congrès du travail du Canada qui ont dû revenir pour présenter leur mémoire.

Sans plus tarder, je vous cède la parole.

Mrs. Shirley G.E. Carr (Executive Vice-President, Canadian Labour Congress): Thank you very much, Mr. Chairman. I accept your apologies, but I accept them with a great deal of reservation, I might say. It has caused considerable embarrassment to us, because many of us had cancelled out other functions that were necessary for us to be at in order to be here to accommodate the committee, to go from Tuesday afternoon to Tuesday night. However I am not going to waste time on that.

I would like to officially lodge a complaint on behalf of the Public Service Alliance, who are not going to be allowed to appear before this committee. They, too, certainly were prepared to make representations to the committee that is so important for us today.

I would like to introduce, first of all, two of my staff people who are here, and also—perhaps he has left now—a brother from the Public Service Alliance.

• 1650

I apologize to the committee for the smallness of the numbers from the Canadian Labour Congress, but you can appreciate that at such short notice it is difficult to get everybody to come in, particularly from across country, to appear before you a second time.

First is Bob Baldwin who is our expert on pensions within the Canadian labour movement. And I might also say, Mr. Chairman, that he is the chairman of the Canada Pension Plan Advisory Committee. And also Mr. Ron Lang who is the director of the economic legislative research department within the Canadian Labour Congress.

I would like to be able to be very happy to come here today on behalf of our people to talk about this particular subject-matter, and I thought perhaps it would be a happy occasion, because I thought perhaps we would be talking about the green paper. Bearing in mind that we had, what I thought, a very successful pension conference in March 1981, at which time

[Translation]

M. Young: Probablement.

The Chairman: We will deal now with the representatives from the Canadian Labour Congress. As Chairman of the committee and on behalf of the members of the committee, I wish to offer our apologies to the representatives of the Canadian Labour Congress who came here Tuesday night, as agreed. I do not have to develop the reasons why we could not sit. We had to cancel our meeting because a committee is an extension of the House and because the members were called to the House. So, once again, on behalf of all the members I wish to offer our apologies to the representatives of the Canadian Labour Congress who had to come back to submit their brief.

Without any more delay I give you the floor.

Mme Shirley G.E. Carr (vice-président exécutif, Congrès du travail du Canada): Merci beaucoup, monsieur le président. J'accepte vos excuses, mais avec beaucoup de réserve, dois-je dire. Cela nous a beaucoup gêné, car beaucoup d'entre nous avaient annulé d'autres engagements très importants, afin d'être ici pour répondre au souhait du Comité, de mardi après-midi à mardi soir. Cependant, je ne vais pas perdre de temps à ce sujet.

Je voudrais officiellement porter plainte au nom de l'Alliance de la Fonction publique, qui n'est pas autorisée à comparaître devant ce Comité. Elle aussi était disposée à comparaître ici, pour faire des représentations qui revêtent pour nous aujourd'hui une très grande importance.

Tout d'abord, je voudrais présenter deux des membres de mon personnel qui sont ici, et aussi, peut-être est-il parti maintenant, un camarade de l'Alliance de la Fonction publique.

Je voudrais m'excuser auprès du Comité, en raison du petit nombre de représentants du Congrès du travail du Canada, mais vous savez bien que dans d'aussi brefs délais il est difficile de faire venir tout le monde, en particulier s'il y a de longs voyages à faire, pour comparaître devant vous une seconde fois.

Tout d'abord, voici Bob Baldwin, spécialiste des pensions dans le mouvement syndical canadien. Et je me permettrais d'ajouter aussi, monsieur le président, qu'il est président du comité consultatif étudiant le régime de pension du Canada. J'ai aussi M. Ron Lang, directeur du service de recherche des questions économiques et législatives, au sein du Congrès du travail du Canada.

J'aimerais pouvoir être très heureuse de venir ici aujourd'hui au nom de nos membres, pour parler de cette question, et j'avais pensé que ce serait peut-être une heureuse occasion, car nous aurions pu parler du Livre vert. Étant donné qu'en mars 1981 la Conférence sur les pensions à laquelle nous avions pleinement participé avait connu un très grand succès, nous

[Texte]

we had participated fully in that pension conference, we were hoping that perhaps the outcome of that would not be the reason why we are sitting around here today.

In addition to that, Mr. Chairman, I find it a little bit ridiculous to have to come in here on this subject when a green paper is out right at the moment on pension reform. Everybody in the government knew this paper was coming out on pension reform and they could have at least had the common decency and common courtesy to have allowed the green paper on pension reform to have been debated and discussed across this country, as planned, before you come down with a hammer on top of the elderly.

I was interested, Mr. Chairman, in a comment that was made about inflation and where it is going to go over the next year or so, and if anybody is dreaming that it is going to come down to 5.-whatever-it-may-be, or the six and five over the next year, I think elephants do not fly, and I am sure that is not going to happen either. And I base a lot of this on our knowledge as a labour movement on what we see happening across this country and the fact that we do deal with the elderly, and the fact also that the assumptions that were used in the budget paper were based on 11.2% inflation for these documents.

We have before you, Mr. Chairman, a short brief this time. It is short because of the time that we had to prepare it, number 1. It is not short because we are not concerned—we are. But it is a short one, and I beg indulgence that you allow me to read it.

I would say, on behalf of the Canadian Labour Congress, we certainly thank the standing committee for allowing us or affording us the opportunity to appear before you. As I said before, it is really a situation where I would rather have a happier occasion to meet, or to come together.

We are sure also that you have received from the Canadian Labour Congress our expressed views, which you found in a recent letter to all members of the House of Commons, and I might add also that we have received over 100 replies from the members of the House of Commons... some of them very interesting and some of them in a positive fashion, and some of them totally ridiculous. It surprises me when I read some of the responses from the members of Parliament that they should go into such ridiculous detail on such a very sensitive matter.

However, in our document here, Mr. Chairman, we are going to review the main points raised in the letter that you have all received, and we want to begin by offering some general remarks.

Bill C-131 gives legal effect to the proposal to cap the indexation of benefits under the Old Age Security Act. This proposal was first put forward in the budget speech of June 28, 1982. In the budget speech this proposal was justified in purely fiscal terms. It was justified on the grounds that it would help to achieve a desired budgetary balance by trimming the Government of Canada's expenditures under the Old Age Security Program. It was not justified in terms of its impact on

[Traduction]

avons espéré que le résultat de cette manifestation ne serait pas la raison pour laquelle nous sommes assis aujourd'hui.

En outre, monsieur le président, il me paraît un peu ridicule de devoir venir ici, pour examiner cette question, alors qu'un Livre vert étudiant la réforme des pensions vient d'être publié. Tout le monde au gouvernement savait que ce document allait être publié, et on aurait pu avoir au moins la décence et la courtoisie d'autoriser un débat ou des discussions, à l'échelle nationale, comme prévu, sur ce Livre vert, avant de s'en prendre, et avec quelle violence, aux personnes âgées.

Monsieur le président, je me suis intéressée à une remarque faite au sujet de l'inflation, de son évolution l'an prochain, et quant à espérer qu'elle soit réduite à 5, par exemple, ou 6 et 5 p. 100 l'an prochain, il ne faut pas prendre ses rêves pour des réalités, et je suis sûre que cela ne se fera pas. Je peux le dire car nos syndicats voient bien ce qui se passe dans le pays, et parce qu'il s'agit des personnes âgées, et aussi parce que les hypothèses utilisées dans l'exposé budgétaire étaient fondées sur une inflation de 11.2 p. 100 pour ces documents.

Monsieur le président, le mémoire que nous vous présentons est assez bref, tout d'abord parce que nous n'avons pas eu suffisamment de temps pour le préparer, mais cela n'indique pas du tout que cette question ne nous préoccupe pas, loin de là. Encore une fois, il est assez bref, et je vous remercie de me donner l'occasion de vous le lire.

Au nom du Congrès du travail du Canada, je voudrais dire que nous tenons à remercier le Comité permanent de nous autoriser à comparaître devant lui, ou plutôt de nous offrir cette possibilité. Encore une fois, j'aurais bien voulu que nous réunissions dans des circonstances plus heureuses.

Nous sommes sûrs aussi que vous avez bien reçu l'opinion exprimée par le Congrès du travail du Canada, qui figurait dans une lettre récemment envoyée à tous membres de la Chambre des communes, et je voudrais ajouter aussi que nous avons reçu plus de 100 réponses de ces derniers, dont certaines sont très intéressées, certaines très positives, et d'autres entièrement ridicules. En lisant certaines des réponses des députés, je suis extrêmement surprise qu'ils puissent entrer dans des détails aussi frivoles à propos d'une question aussi grave.

Cependant, dans notre mémoire, monsieur le président, nous examinons les principales questions soulevées dans la lettre que vous avez tout reçue, et pour commencer, nous voudrions faire quelques remarques générales.

Le Bill C-131 donne une portée légale à la proposition visant à limiter l'indexation des prestations stipulées dans la Loi sur la sécurité de la vieillesse. Cette proposition avait été présentée pour la première fois dans le discours de présentation du budget, le 28 juin 1982. Dans ce discours cette proposition était justifiée pour des raisons de politiques budgétaires. En effet, elle devait contribuer à atteindre un équilibre budgétaire souhaitable en diminuant les dépenses du gouvernement du

[Text]

the structure of the Canadian pension system. Thus, while the subject-matter of the bill in front of you relates to a key element in Canada's pension system, the motivations underlying the bill are purely fiscal.

Given the fiscal motivations that underline the bill, three comments of a purely fiscal nature are warranted. First, the most important: the bill strikes us as the logical equivalent of a tax bill that is extremely unjust.

• 1655

It is the logical equivalent of a tax bill in the sense that its purpose is to raise the revenues required to finance job creation programs. It is extremely unjust because it is a tax that falls solely on people over 65 years of age. An overt and explicit tax of this sort could never be justified, and we do not believe the measure contained in Bill C-131 is any more justifiable.

Second, the decision to impose this quasi-tax on the recipients of OAS who do not receive GIS benefits is being justified on the grounds that it will fall on the portion of the population, over 65, who are not most in need. However, the tax will actually fall on people of modest means—single people with 1982 annual incomes as low as \$8,600, and couples with 1982 annual incomes as low as \$14,500. These are not wealthy people. It is incredibly ironic that people over 65, at these modest income levels, are being hit with a new tax on the grounds that they do not need the full OAS benefits, while nothing is being said about the tax exemptions for the elderly which actually provide benefits that increase with taxable income. This observation is not a plea for the termination of these exemptions. Rather, it is a plea that we keep all forms of assistance for the elderly in perspective before we get carried away by the claim that the universal flat-rate OAS provides benefits where they are not needed.

Third, and finally, we view the attempt to save on OAS expenditures as part of an inappropriate fiscal policy, as well as being bad pension policy. The 1.5 million Canadians who are unemployed, and the 30% of our industrial capacity that lies idle, will remain in that deplorable state as long as the Government of Canada insists on curbing people's ability to buy goods and services. The whole 6 and 5 campaign and Bill C-131 are part of a perverse fiscal policy that is lengthening and deepening the current recession, as indeed is Bill C-133.

These fiscal matters aside, capping the indexing of OAS benefits during 1983 and 1984 is bad pension policy as well, and we want to explain the reasons why we believe this is the case.

Public pension programs have developed throughout the industrialized world, during the course of the 20th century, and they have been successful in allowing people to have a period at the end of their lives when they no longer have to rely on income from employment in order to support themselves.

[Translation]

Canada afférentes au programme de sécurité de la vieillesse. Mais elle n'était pas justifiée quant à ses répercussions sur la structure du régime des pensions au Canada. Par conséquent, bien que le projet de loi dont vous êtes saisis concerne un élément fondamental du système des pensions du Canada, les motivations qui y sont sous-jacentes sont d'ordre purement budgétaire.

Compte tenu de ces motivations, trois commentaires purement budgétaires s'imposent. Le plus important d'abord: Ce projet de loi constitue selon nous l'équivalent logique d'une mesure fiscale extrêmement injuste.

C'est l'équivalent logique d'un projet de loi fiscal dans la mesure où il vise à dégager des revenus en vue du financement de programmes de création d'emplois. C'est très injuste car c'est une taxe qui frappe exclusivement les personnes âgées de plus de 65 ans. Personne n'accepterait jamais une taxe avouée de cette sorte et nous ne pensons pas que la mesure contenue dans le Bill C-131 soit davantage justifiable.

Ensuite, on justifie la décision d'imposer cette taxe aux bénéficiaires de la pension de sécurité de la vieillesse qui ne touchent pas le supplément de revenu garanti, par le fait qu'une telle décision ne touche que les catégories les plus aisées. Cependant, cette taxe frappe des personnes qui ne disposent que de ressources modestes, les personnes seules ayant eu un revenu annuel de \$8,600 en 1982 et les couples ayant un revenu annuel de \$14,500. On ne peut pas dire que ce soit des riches. Il est tout à fait incroyable que l'on impose ainsi une nouvelle taxe à des personnes âgées en avançant qu'elles n'ont pas besoin de la totalité de cette pension, alors que l'on ne parle jamais des exemptions fiscales accordées aux personnes âgées et qui augmentent avec le revenu imposable. Je ne demande pas que l'on mette fin à ces exemptions fiscales, je demande simplement que l'on replace dans leurs perspectives toutes les formes d'aide aux personnes âgées avant de proclamer que la pension forfaitaire de sécurité de la vieillesse bénéficie à des gens qui n'en ont pas besoin.

Enfin, nous considérons le souci de vouloir économiser sur la PSV comme une mauvaise politique fiscale de même qu'une mauvaise politique de pension. Les 1.5 millions de Canadiens qui sont au chômage et les 30 p. 100 de notre capacité industrielle qui restent inutilisés resteront dans cette situation déplorable aussi longtemps que le gouvernement fera tout pour réduire le pouvoir d'achat à ces gens. Toute la campagne des 6 et 5 p. 100, avec le Bill C-131, font partie d'une politique fiscale perverse qui ne fait qu'approfondir et prolonger la récession actuelle et il en est de même du Bill C-133.

Indépendamment de ces aspects, plafonner les prestations de sécurité de la vieillesse en 1983 et 1984 est une politique mauvaise en soi et nous voulons vous en expliquer la raison.

Les régimes publics de retraite ont fait leur apparition partout dans le monde industrialisé dans le courant du XXe siècle et ont permis aux personnes âgées, au soir de leur vie, de ne plus avoir à travailler pour survivre. En dépit des écarts très grands dans le montant de ces retraites, elles reposent sur un

[Texte]

Despite the wide variations in generosity and specific details, they rest on a common foundation that amounts to a compact among generations. Benefits are promised to the older generation, which has a right to expect that these promises will be kept. And the working age population contributes on the understanding that the arrangements that have been put in place will be maintained, and provide them with a comparable degree of income protection in the future.

The capping of OAS indexing under Bill C-131 is in fundamental conflict with the foundation on which public pension plans operate. It clearly breaks a promise to Canada's current elderly, namely, the promise that the OAS program will provide benefits of a given real value. But not only does Bill C-131 break a promise to the current elderly, it raises doubts as to whether the arrangements that are now in place will be maintained for future generations of elderly Canadians. The fact that the Government of Canada feels free to reduce OAS benefits for reasons of short-term fiscal expediency has the potential to breed a great deal of cynicism about the security of all future public pension benefits. In our view, this is a very serious matter and constitutes sufficient grounds for rejecting Bill C-131.

There are, of course, other reasons why we oppose Bill C-131. With regard to these other reasons, we would remind you that during the past summer the Canadian Labour Congress provided all members of the House of Commons with a summary statement of our views on pension reform. In that document we expressed the view that all Canadians over 65 should be provided with indexed incomes above the poverty line and that arrangements should be put in place that would allow all middle- and low-income households to maintain their standard of living when income earners move from work to retirement. Moreover, we argued that these objectives should be met, as far as possible, without forcing people to rely on the income tested Guaranteed Income Supplement program.

• 1700

Our desire to minimize the role of income-tested family benefits systems stems, first and foremost, from our view that retirement incomes should not be treated as the products of charity. They should be treated as incomes to which people have earned rights based on the type of compact among generations mentioned above. In addition, we are concerned that income-tested benefits reduce the value of Canada Pension Plan benefits and private retirement incomes by 50¢ on the dollar. As a practical consequence, the value of participating in the CPP and/or saving for retirement is only half as great for low-income earners as it is for higher income earners.

In relation to our objectives for pension reform, the provisions of Bill C-131 are a step backward. The proposal to combine the cap on OAS indexing with a compensating increase in the level of the maximum GIS benefits stemmed no

[Traduction]

fondement commun qui constitue un contrat entre les générations. On a promis à l'ancienne génération un certain revenu et elle est aujourd'hui en droit d'exiger que cette promesse soit tenue. La population active cotise à ces régimes en tenant pour acquis que les modalités prévues seront maintenues et qu'elle disposera ainsi d'une certaine garantie de revenu pour l'avenir. Le plafonnement de l'indexation de la PSV est en contradiction totale avec le fondement sur lequel reposent les régimes de retraite publics. Il s'agit d'une rupture flagrante de la promesse qui avait été faite à la population âgée du Canada, à savoir que ce programme lui assurerait des revenus d'une valeur stable.

Non seulement le Bill C-131 rompt-il cette promesse, il remet également en question le maintien du régime actuel à l'intention des générations futures de retraités canadiens. Le fait que le gouvernement réduise les prestations PSV par simple commodité fiscale immédiate ne peut manquer d'engendrer une méfiance considérable à l'égard de tous les régimes de retraite publics. À nos yeux, cela est très grave et suffirait à motiver le rejet du Bill C-131.

Il existe évidemment d'autres raisons qui motivent notre opposition et je vous rappelle à ce sujet que le Congrès du travail a remis durant l'été à tous les députés un résumé de notre position concernant la réforme des pensions. Nous y disions que tous les Canadiens âgés de plus de 65 ans devraient être assurés d'un revenu indexé supérieur au seuil de la pauvreté et qu'un système devrait être mis en place qui garantirait à tous les ménages à faibles et moyens revenus le maintien de leur niveau de vie au moment de la retraite. De plus, nous disions que ces objectifs devraient être réalisés sans que les retraités aient à recourir au Programme de supplément de revenu garanti, dont le montant des prestations est fonction du revenu.

En effet, nous ne voulons pas que les retraites soient considérées comme une forme de charité. Elles doivent être considérées comme un revenu auquel les retraités ont acquis un droit aux termes du contrat entre générations dont nous parlions tout à l'heure. En outre, les prestations qui sont fonction du revenu réduisent la valeur des prestations du régime de pension du Canada et des retraites privées de 50 p. 100. Par voie de conséquence, l'intérêt à participer au RPC ou à économiser pour la retraite, dans le cas des faibles revenus, n'est que la moitié de ce qu'il est pour les hauts revenus.

Par rapport à nos objectifs sur le plan de la réforme des pensions, des dispositions du bill C-31 constituent un recul. Le fait de combiner le plafonnement de la PSV avec un relèvement compensatoire du niveau de la prestation SRG maximale

[Text]

doubt from a positive desire to protect the lowest income earners among the elderly from the effects of the cap on OAS indexing. Unfortunately, Mr. Chairman, this proposal also raises the income level up to which some GIS will be payable and thereby spreads the net of income-tested benefits even further among the elderly.

For the reasons stated above, this would be unfortunate under any circumstances. In the context of the Canadian pension system it is especially unfortunate. More than half of the recipients of old age security benefits are already receiving full or partial GIS benefits. Indeed, Canada's public pensions are so heavily weighted toward income-tested benefits that recipients of the maximum CPP retirement benefit are still entitled to \$90 a month in GIS benefits unless they have additional sources of private income. This excessive reliance on income-tested benefits will be accentuated even further by Bill C-131.

We are also concerned that the cap on OAS indexing will contribute to the continuing erosion of the value of OAS benefits compared to average wages and salaries. Since 1964, OAS benefits have declined from approximately 20% of average wages and salaries to approximately 14%. The capping of OAS indexing will contribute to an even further decline in the relative value of the benefits under the program and thus make it even more difficult for working Canadians to maintain their standard of living as they move from work to retirement.

Finally, we are concerned that Bill C-131 does not indicate what will happen to the OAS and GIS programs after 1984. The former minister of finance indicated in the budget speech of June 28 that full indexing would be restored in January, 1985; but it is not clear what level of OAS benefits will be indexed. In this regard there are three options available: the first one, the special 1983-1984 supplements to GIS could be included in OAS and be indexed; or, second, the special supplement to GIS could be included in GIS on a permanent basis and old age security would be indexed from its December 1984 level; or, the third alternative, the special supplement to GIS could lapse and old age security would be indexed from its December 1984 level.

The third option would permanently reduce the minimum income guaranteed to the elderly poor. The second option would permanently increase the role of the income-tested portion of the pension system. In view of the implications of options two and three, we clearly prefer option one. In any case, the issue of how OAS and GIS will operate after 1984 is so important that Bill C-131 should not be allowed to proceed until this issue is resolved.

No matter how the special GIS supplements are dealt with after 1984, the provisions of Bill C-131 will remain bad fiscal policy and bad pension policy. It seems to us that anyone who wants to support this bill must be able to give positive answers to two questions: What is the justification for imposing what amounts to a tax that only applies to people over 65? And how can the provisions of Bill C-131 be reconciled with a humane and rational pension policy? In our view, there are no positive answers to these questions and the bill should be withdrawn.

[Translation]

est dû sans aucun doute au désir louable de protéger les plus faibles revenus contre les effets de ce plafonnement mais, malheureusement, il a également pour effet de hausser le niveau maximal de revenu ouvrant droit au SRG et donc de multiplier le nombre de personnes âgées devant déclarer leur revenu.

C'est une chose regrettable en toutes circonstances, pour les raisons énoncées ci-dessus. C'est particulièrement regrettable dans le contexte du système de retraite canadien. Plus de la moitié des bénéficiaires du supplément de revenu garanti touchent déjà en totalité ou en partie les prestations SRG. De fait, les pensions publiques canadiennes font tellement de place aux prestations facultatives que mêmes les bénéficiaires de la retraite maximale du régime des pensions du Canada ont encore droit à \$90 par mois sous forme de prestations SRG à moins qu'ils ne disposent de sources de revenus privés. Le bill C-131 va encore accentuer davantage cette tendance.

Le plafonnement de l'indexation de la sécurité de la vieillesse va contribuer à l'érosion continue de la valeur de cette prestation comparé au salaire moyen. Depuis 1964, les prestations PSV ont passé d'environ 20 p. 100 du salaire moyen à près de 14 p. 100. Le plafonnement de leur indexation va faire diminuer encore davantage leur valeur relative et rendra encore plus difficile le maintien du niveau de vie des Canadiens au moment de la retraite.

Enfin, nous nous inquiétons de ce que le Bill C-131 ne donne aucune indication sur le sort qui sera réservé au programme SRG et PSV après 1984. L'ancien ministre des Finances a déclaré dans son discours du budget du 28 juin que la pleine indexation serait restaurée en janvier 1985, mais il n'a pas dit clairement quel niveau de prestation serait indexé. Il existe à ce sujet trois options: la première, les suppléments spéciaux de 1983-1984 au SRG pourraient être inclus dans la PSV et être indexés; deuxièmement, le supplément spécial pourrait être incorporé au SRG de façon permanente et la sécurité de vieillesse serait alors indexée sur la base de son niveau de décembre 1984; ou encore, troisièmement, le supplément spécial pourrait être déclaré non avenu et la pension de sécurité de vieillesse indexée à son niveau de décembre 1984.

La troisième option diminuerait de façon permanente le revenu minimal garanti aux personnes âgées pauvres. La deuxième option augmenterait de façon permanente le caractère d'assistance du système de pension. Vu les conséquences des options 2 et 3, nous préférons évidemment l'option 1. Quoiqu'il en soit, cette incertitude est si importante que le bill C-131 ne devrait en aucun cas être adopté sans qu'elle soit levée.

Quel que soit le sort réservé aux suppléments spéciaux du SRG après 1984, les dispositions du bill C-131 constitueront une mauvaise politique fiscale et une mauvaise politique des pensions. Il nous semble que quiconque se prononce en faveur de ce projet de loi devrait pouvoir répondre de façon positive à deux questions: quelle justification y a-t-il à imposer une taxe qui ne s'applique qu'aux Canadiens de plus de 65 p. 100? Comment peut-on concilier le bill C-131 avec les impératifs de l'humanité et de la raison en matière de pensions? A notre avis

[Texte]

Mr. Chairman, there is also a table on the back, which indicates the impact of the bill in 1983 and 1984 relative to indexing and capping relative to old age security and the guaranteed income supplement and relative to single people and couples.

• 1705

On that basis, Mr. Chairman, I would make one other comment. Doing what is intended by this government to the elderly of this country is like going into the church and stealing from the poor-box. Thank you.

Le président: Madame Carr, merci pour votre mémoire. Comme je l'ai dit au début, le président était lui aussi très déçu de ne pas pouvoir entendre votre mémoire mardi, mais nous devons suivre le Règlement de la Chambre des communes. Le Comité est une prolongation de la Chambre des communes, et c'est la raison pour laquelle nous n'avons pu vous entendre. Nous vous remercions d'être revenus témoigner pour l'étude du Bill C-131, Loi n° 2 modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse.

M. Marceau: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Le président: Monsieur Marceau.

M. Marceau: M^{me} Carr a parlé de courtoisie de la part du gouvernement. En parlant de courtoisie, j'aurais bien aimé avoir une copie du mémoire en français. Cet organisme très important et très valable crée, je pense, un précédent très malheureux. Je pense qu'il aurait été important de nous donner une copie française du mémoire.

Le président: Madame Carr.

Mrs. Carr: Normally, Mr. Chairman, we do have all our submissions in both languages. We are a bilingual congress. But because of the short notice, and the fact that the House of Translation is so overburdened with translation services, it has been impossible. Our document is in the House of Translation being translated into French, and we will make sure that you have a copy of it. But because of the short notice of this hearing, it was impossible to get it that quickly. I apologize to you on that.

The Chairman: Thanks very much. Mr. Dantzer.

Mr. Dantzer: Thank you. Through you, Mr. Chairman, to Shirley Carr, I was very interested in your comments on universality in your brief. I have maintained ever since seeing this bill that it is the first step to the beginning of the end of universality in the old age pension schemes.

The minister has attacked that proposition with great ferocity. She claims it is not so. But she did admit today that the number of GIS recipients would increase greatly. Certainly your paper indicates clearly that more and more emphasis is being placed in the basic pension on GIS than on OAS and, if that is true, since GIS is income-tested, the whole idea of universality is threatened and eroded at least. I would like

[Traduction]

il n'existe pas de réponse positive à ces questions et le projet de loi devrait être retiré.

Monsieur le président, nous avons également inclus un tableau qui indique l'impact de cette mesure sur la pension de sécurité de la vieillesse et le supplément de revenu garanti que touchent les personnes seules et les couples en 1983 et 1984.

Je terminerai avec cette observation, monsieur le président. Faire ce que veut faire le gouvernement aux personnes âgées de ce pays revient à voler le tronc des pauvres à l'église. Merci.

The Chairman: Thank you for your brief, Mrs. Carr. As already stated, the chair was also very disappointed not to have been able to receive your brief Tuesday. However, we have to go by the rules of the House of Commons. This Committee is but an extension of the House. This is why we could not hear you then. We thank you for coming back and giving us your thoughts on Bill C-131, an act to amend the Old Age Security Act (2).

Mr. Marceau: On a point of order, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Marceau.

Mr. Marceau: Mrs. Carr talked about courtesy on the part of the government. On the same subject, I would have appreciated having a copy of the brief in French. I think this very important and very useful organization is creating a very unfortunate precedent here. It should have provided a French copy of its brief.

The Chairman: Mrs. Carr.

Mme Carr: Normalement, nos mémoires sont présentés dans les deux langues, monsieur le président. Le Congrès utilise les deux langues. Cependant, dans ce cas-ci, à cause du très court préavis, et du fait que la maison *House of Translation* était débordée de travail, nous avons été dans l'impossibilité de le faire. Notre mémoire est en voie d'être traduit à la maison *House of Translation*. Nous vous en ferons parvenir un exemplaire en français. Nous nous excusons pour cette fois-ci, parce que nous n'avons eu droit qu'à un très court préavis.

Le président: Merci. Monsieur Dantzer.

M. Dantzer: J'ai été très intéressé par ce que vous avez dit au sujet de l'universalité dans votre mémoire, madame Carr. Je maintiens, depuis que j'ai pris connaissance de ce projet de loi, que c'est la première étape de l'abolition du principe de l'universalité tel qu'il s'applique aux pensions de sécurité de la vieillesse.

Le ministre s'est empressé de le nier. Cependant, elle a dû admettre aujourd'hui que le nombre de bénéficiaires du supplément de revenu s'en trouvera grandement accru. Votre mémoire indique clairement que l'accent est mis de plus en plus sur le supplément de revenu garanti par rapport à la pension de sécurité de la vieillesse. Comme le supplément de revenu garanti implique une justification du revenu, le principe de l'universalité est assailli. J'aimerais savoir ce que vous et vos

[Text]

perhaps your comments and those of some of your experts as to whether or not they agree with that.

The Chairman: Mr. Baldwin.

Mr. Robert Baldwin (National Representative, Research and Legislation Department, Canadian Labour Congress): Mr. Chairman, the member is quite correct. Bill C-131 will increase the number of people receiving guaranteed income supplement benefits. It would do that by raising the income threshold up to where some guaranteed income supplements would be payable.

For those people who currently receive guaranteed income supplement payments, there will also be a slight shifting in the balance between the portion of the income they get from GIS and the portion they get from OAS—that is, specifically the portion coming from GIS will increase and the portion coming from OAS will decrease.

Mr. Dantzer: I was also interested in your comments with respect to the tax. It is a very regressive tax because now the minister says it is going to cut \$5 a month off. Whether that figure is right or not I do not know, but, say, \$60 a year. For a person at a high level of income, it would mean only \$30 to him, because he would be taxed on the amount anyway. He would only get 50% of that \$60, presuming that there had not been any 6 and 5 indexing. If he had the full indexing, he would get only \$30. But the person on low income who would have got \$60, now would lose the full \$60. So it is very very regressive. It affects fully the person on low income, but only affects a person on high income who is paying taxes. The loss he suffers is only really half of the \$60, because \$30 of that would have been taxed away anyway. Do you follow me?

Mr. Baldwin: I do understand the point you are making.

Mr. Dantzer: I am wonder if you would care to comment. Some people have said a better approach would be to do this by way of surtax as we do unemployment insurance.

• 1710

You know, rather than de-index everybody, would it not be more equitable to put a surtax on, say, everybody over a certain amount, and that way get back to the government the amount of OAS that was paid to them that they did not need, in terms of the inflationary effect?

The Chairman: Mr. Baldwin.

Mr. Baldwin: I think that I am really loathe to see the introduction of special surtaxes that are related specifically to the old age security program. It strikes me as a form of income-testing for old age benefits through the back door. I think that if you feel that high income people among the elderly are not being taxed fairly, that is an issue that has to be dealt with through the tax system in general, rather than devising special taxes that only relate to old age security recipients.

I would suggest, too, that when you think in terms of surtaxes—if they are imposed on taxable income, you still do not address the problem that we have some hundreds of people

[Translation]

collègues pouvez ajouter à ce sujet. Il faudrait savoir si vous êtes d'accord avec cette évaluation.

Le président: Monsieur Baldwin.

M. Robert Baldwin (représentant national, service de la recherche et de la législation, Congrès du travail du Canada): Le député a tout à fait raison, monsieur le président. Le projet de loi C-131 augmentera le nombre des bénéficiaires du supplément de revenu garanti. En effet, il hausse le seuil d'admissibilité.

Pour les personnes qui touchent déjà le supplément de revenu garanti, il y aura un léger transfert de la part qui est représentée par la pension de sécurité de la vieillesse à celle qui est représentée par le supplément de revenu garanti, c'est-à-dire que la part du supplément de revenu garanti augmentera par rapport à la part de la pension de sécurité de la vieillesse.

M. Dantzer: J'ai également été intéressé par ce que vous avez dit au sujet de l'impôt. C'est un impôt très régressif parce que selon le ministre il représentera \$5 par mois en moins. Je ne sais pas si ce chiffre est exact, mais supposons qu'il le soit. C'est \$60 par année. Celui qui a un haut niveau de revenus serait imposé de toute façon. Ce qui fait qu'avec l'indexation à 6 et 5 p. 100 il recevrait la moitié de ces \$60, soit \$30. Ce serait également \$30 avec la pleine indexation. Celui qui a un faible niveau de revenus, lui, perdrait les \$60. Cet impôt, donc, touche beaucoup plus les personnes qui ont de faibles revenus que les personnes qui ont des revenus considérables. Les personnes qui ont des revenus considérables auraient été imposées pour \$30 de toute façon. Je ne sais pas si vous comprenez mon raisonnement.

M. Baldwin: Oui, je comprends.

M. Dantzer: J'aimerais savoir ce que vous en pensez. D'aucuns estiment que la meilleure façon de procéder serait d'imposer une surtaxe comme dans le cas de l'assurance-chômage.

Plutôt que de réduire le montant de l'indexation pour tout le monde, ne serait-il pas plus juste d'imposer une surtaxe à compter d'un niveau donné? Ce serait une bien meilleure façon pour le gouvernement de récupérer la part de la pension de sécurité de vieillesse qui a été versée aux gens qui n'en ont pas besoin.

Le président: Monsieur Baldwin.

M. Baldwin: Je me méfie beaucoup de surtaxes spéciales touchant le programme de sécurité de la vieillesse. J'estime que ce serait là une façon détournée de procéder à une évaluation des revenus des personnes âgées qui touchent la sécurité de la vieillesse. Si l'on estime que les personnes âgées ayant des revenus considérables ne sont pas imposées de façon équitable, on peut agir directement sur le régime fiscal sans créer de surtaxes spéciales qui pénalisent spécifiquement les bénéficiaires de la sécurité de la vieillesse.

Il ne faut pas oublier, non plus, en ce qui concerne ces surtaxes, qui touchent le revenu imposable, qu'il y a des centaines de personnes au pays qui ont des revenus de plus de

[Texte]

in this country, at what age we do not know, who pay no personal income tax at all on incomes in excess of \$100,000 a year. So problems of that sort are not dealt with through surtaxes on taxable income. They have to be dealt with through a re-definition of what constitutes taxable income versus non-taxable income.

Mr. Dantzer: Mr. Chairman, I am prepared to move an amendment to the act. Would you accept one at this stage of the game?

Mr. Hawkes: No, at the clause-by-clause stage.

Mr. Dantzer: Oh, I see.

The Chairman: Are you through?

Mr. Dantzer: Yes. Thank you very much.

The Chairman: Mrs. Mitchell.

Mrs. Mitchell: Thank you, Mr. Chairman.

I would like to apologize also for the really very unfortunate delay and trouble that we caused all of you the other day. It was really very unfortunate.

I wanted to just repeat two or three of the questions that I was raising to the minister. One is, I wondered if you had any figures on the actual rise of inflation, and particularly the impact on seniors in some of the areas that I mentioned, such as medications; food . . . people say it is going down a little bit, but I suspect many of the seniors are still not eating adequately; fuel . . . I think most of us would say it was up; transportation . . . especially for single women, where there is no family car any more and so on, it is a pretty high item; and many, many people are complaining about taxes. Do you have any figures? I think you gave us an overall figure, but I wondered if you had it a little bit more related to seniors?

Mrs. Carr: We have not the figures per se but I do know . . . being the officer that travels the country the most and dealing with the grass roots of Canadians, as one would say, I spend a lot of time with the senior citizens and I spend a lot of time visiting the welfare offices. I know from there that there is absolute devastation amongst the senior citizens, and that there are applications for assistance more and more in the welfare department. Not only from those that are unemployed, but those that are requiring assistance to maintain the homes that they live in, or assistance to pay for fuel bills. In many situations, perhaps drugs are taken care of, but not all drugs. They cannot, they cannot afford to even lose 50 cents, because 50 cents might buy half a pound of butter.

I can assure you that, even if the old age recipients, the senior citizens, owned their own . . .

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Where can you get half a pound of butter for 50 cents?

Mrs. Carr: Every once in a while there is a sale on.

But even if the old age recipients own their own home, you just have to look at the interest in their municipal tax bill. And

[Traduction]

\$100,000 par an et qui ne paient pas d'impôt. La solution à ce genre de problème n'est donc pas une surtaxe sur le revenu imposable. Il faut qu'il y ait une redéfinition de ce qui constitue le revenu imposable par rapport au revenu non imposable.

M. Dantzer: Je suis prêt à proposer un amendement à la loi, monsieur le président. Vous êtes prêt à l'accepter maintenant?

M. Hawkes: Vous devez procéder seulement à l'étude article par article.

M. Dantzer: Je vois.

Le président: Vous avez terminé?

M. Dantzer: Oui. Merci beaucoup.

Le président: Madame Mitchell.

Mme Mitchell: Merci, monsieur le président.

Je tiens également à m'excuser pour le malheureux contretemps de l'autre jour et pour les ennuis que nous avons pu vous causer. Je le regrette beaucoup.

Je voudrais vous poser deux ou trois questions que j'ai déjà eu l'occasion de poser au ministre. D'abord, je voudrais savoir si vous aviez des chiffres portant sur l'inflation et son effet sur les personnes âgées pour ce qui est des médicaments, par exemple. Il y a également les aliments. Même si la situation s'est améliorée selon certains, je soupçonne qu'il y a encore beaucoup de personnes âgées qui ne s'alimentent pas de façon adéquate. Il y a le prix du combustible qui a augmenté. Il y a le coût des transports. Pour les femmes seules, qui n'ont plus de Voiture, c'est un article du budget qui peut être assez important. Beaucoup se plaignent du niveau des impôts et des taxes. Vous avez des chiffres, en particulier pour les personnes âgées?

Mme Carr: Je n'ai pas de chiffres comme tels, mais je suis au courant de la situation. Je suis celle qui voyage le plus au pays dans mon groupe. Je rencontre beaucoup de Canadiens de la base, beaucoup de personnes âgées; je passe beaucoup de temps dans les bureaux du bien-être social. Je sais que les effets de l'inflation sont absolument néfastes chez les personnes âgées et que les demandes d'aide se font de plus en plus nombreuses auprès du ministère du Bien-Être social. Et il n'y a pas que les chômeurs qui sont en difficulté. Il y en a qui ont besoin d'aide pour garder leurs maisons ou pour payer leurs factures de combustible. Dans bien des cas, les médicaments sont payés, mais pas tous. Il y a bien des gens qui n'ont pas 50c. de trop à dépenser. 50c. peut servir à l'achat d'une demi-livre de beurre.

Je puis vous assurer que même les personnes âgées qui ont leur propre maison . . .

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Où pouvez-vous trouver une demi-livre de beurre pour 50c.?

Mme Carr: Il y a parfois des ventes réclames.

Il faut voir l'intérêt qui court sur les comptes de taxes municipales. C'est suffisant pour prendre aux personnes âgées

[Text]

that is wiping out everything that they were going to get, even if the cost of living went up in its normal fashion. They have lost all of that.

What you are going to see in 1983 is, you are going to see more suicides because they cannot... they are buying dog food in some communities. It is as serious as that. As I have said, I have spent a lot of time with some of these people, and I know what is going on. They go into their refrigerators and they have almost nothing in those refrigerators, and this happens time and again. They look forward to the \$2 increase they might get every—whenever it is.

• 1715

Mrs. Mitchell: For sure.

Mrs. Carr: If I may be personal; I have a mother who is 82 years old. My mother owns her own home, by the grace of God. I will tell you one thing: her municipal tax bill is very large. She heats by gas; it has gone up. Her water bill has gone up. She must have a telephone because she lives in the country, and all of those things. If it was not for the family, she would not be able to survive. Are we supposed to continue with this kind of situation? People say, ah, but you can sell your home. This is not so. You cannot do this to people because they either get shifted off into a home for the aged and die, or they are no longer a person. I see evidence of this every day, too. Our people in the labour movement work with the elderly. Our people in the social welfare departments work with the elderly. Our pensioners, people whom we represent, are now the elderly. The people they have, their families, are the elderly. They are not going to survive. Fifty cents is like \$100 to these people, and by taking this six and five nonsense and messing it up and sending it on down to the elderly is bloody ridiculous. It is just as serious as that. I do not understand how anybody in the House of Commons, whether or not they are in the government, can decide to impose the six and five policy on the elderly and children. I think it is bloody ridiculous. It is a sin in this country to do have this happen. An absolute sin.

Mrs. Mitchell: I could not agree with you more.

I think the other thing we have found on this task force is that not only are our present indexed pensions inadequate, but also that services for seniors are being cut back right across the country. In the province of Alberta, for example, support services—transportation, home care, meals on wheels and so on—these kind of services, or homemaking, are available only on doctors' orders. We had one woman call us in Fredericton on the telephone—she was not quite 65 yet—she was living on one-half a disability pension and her medication was \$200 a month. I agree with you completely, then. It is very cruel.

I wonder also if...

Mrs. Carr: Excuse me, one minute. With regard to your comment about medication being paid, there is some medication paid but when it reaches a certain level, it is no longer paid. There is some day care or home care or hospital care

[Translation]

tout ce qu'elles pourraient obtenir avec la pleine indexation. Maintenant, ce sera encore pire.

Vous allez voir que le nombre de suicides va augmenter en 1983. Il y a bien des personnes âgées qui ne pourront pas... il y en a qui achètent de la nourriture pour chien dans certaines localités. Je le répète, j'ai passé beaucoup de temps avec ces personnes. Je suis au courant de leur situation. Trop souvent le réfrigérateur de ces personnes est presque vide. Ils ont besoin de cette augmentation régulière de \$2

Mme Mitchell: Bien sûr.

Mme Carr: Permettez-moi de vous donner un exemple personnel. Ma mère a 82 ans. Grâce à Dieu sa maison lui appartient. Ses taxes municipales sont cependant très élevées. Elle se chauffe au gaz, le coût a augmenté, là-aussi, tout comme celui de la taxe d'eau. Elle doit avoir un téléphone, car elle vit en campagne et elle a toutes ces dépenses. Si ce n'était de la famille, elle n'aurait pas assez d'argent. Devons-nous continuer à vivre dans ce genre de situation? Certains diront qu'elle pourrait vendre sa maison. Je ne le pense pas, si les personnes âgées doivent vendre leur maison, elles se retrouvent dans un foyer pour vieillards en attendant de mourir. Nous le voyons tous les jours. Les membres de nos syndicats travaillent avec les vieillards. Nos syndiqués des Affaires sociales travaillent avec les vieillards. Nos retraités, les gens que nous représentons, sont maintenant des vieillards. Ils comptent des personnes âgées dans leur famille. Ils ne peuvent pas joindre les deux bouts. Pour ces personnes âgées, 50c. est aussi important que \$100 pour nous; il est tout simplement ridicule d'imposer ce programme des 6 et 5 p. 100 aux vieillards. Il n'y a pas d'autres mots. Je ne comprends pas comment un député, qu'il soit du parti gouvernemental ou non, peut décider d'imposer le programme des 6 et 5 p. 100 aux vieillards et aux enfants. C'est totalement inadmissible. Nous devons avoir honte de laisser de telles choses se produire au Canada.

Mme Mitchell: Je suis parfaitement d'accord avec vous.

Une autre conclusion à laquelle nous sommes arrivés au groupe de travail c'est que non seulement les pensions indexées sont insuffisantes, mais également que les services destinés aux personnes du troisième âge font l'objet de restrictions budgétaires partout dans le pays. Par exemple, en Alberta, il faut une ordonnance du médecin pour avoir accès aux services de soutien au foyer, que ce soit le transport, l'entretien ménager ou la popotte volante. Une dame de Frédéricton nous a téléphoné pour nous expliquer son cas. Elle n'a pas encore 65 ans mais elle ne reçoit qu'une demi-pension d'invalidité, alors que ses médicaments coûtent tous les mois \$200. La situation est très cruelle, je suis parfaitement d'accord avec vous.

J'aimerais aussi savoir si...

Mme Carr: Permettez-moi de vous interrompre. Au sujet de ce que vous avez dit sur la gratuité des médicaments, les médicaments sont gratuits jusqu'à un maximum donné; lorsque ce maximum est atteint, il faut payer les médicaments.

[Texte]

which is paid, but I know people who are paying \$400 a month extra to keep a husband in a hospital where he is required to stay. This is not the only example; there are many. Where can they go?

Take public transportation. How much is it to get on the subway these days? How much is it to get on a bus? These people do not have cars.

Mrs. Mitchell: Many of them do not have transportation and have to take taxis.

I wondered if perhaps Bob Baldwin or any of you would comment again on the tax system? Mr. Baldwin said he was not in favour of any particular surtax on the elderly, with which we would certainly agree. I wondered if you feel there is any way to make the universal tax system... the cost of universal programs... to be able to expand those as much as possible, or, at least, increase the basic old age security pension, keeping in mind the increasing numbers of elderly we are going to have. Do you feel people in the higher income brackets should actually pay almost the total cost of the pensions? It should be on their income tax and taxed back fully. Do you understand what I am trying to say?

Mr. Baldwin: I think the problem you have raised is a problem with the tax system in general.

Mrs. Mitchell: Yes.

Mr. Baldwin: It is not a problem which specifically relates to people over 65. This is why I am concerned with the proposal to attach a tax to raise revenues to pay for OAS, specifically from people over 65. This program operates on the basis that all members of society, including all members of the working age population, are going to contribute on the understanding that when they get to 65, they too will be eligible for benefits at a certain real level. But if that understanding is being undermined by bills like this, which start playing a bit free and easy with a commitment that was given to people over 65... As I said before, I think the problem you raise is more one of the tax system in general than it is of how we tax people over 65.

• 1720

I think the only footnote that needs to be added to that is one that is mentioned in the submission here, which is that we do have a somewhat unusual situation in this country where there are people criticizing universal flat-rate benefits like OAS, but looking beyond the fact that some of the tax assistance we offer the elderly clearly provides benefits that are greater to higher income earners among the elderly than they are to average and lower income earners among the elderly.

Mrs. Mitchell: I am afraid so.

Finally, I wonder if you feel this bill will have a greater impact on female pensioners—who are living on their own very often, more often than not, and of course who live longer and

[Traduction]

Certains soins au foyer ou à l'hôpital sont payés, mais je connais des gens qui doivent verser \$400 par mois en frais d'hôpital parce que l'époux est trop malade pour vivre au foyer. Je ne vous donne pas un exemple unique, il se répète partout. Où ces personnes peuvent-elles aller?

Parlons du transport public. Combien coûte un billet de métro aujourd'hui? Un billet d'autobus? Ces personnes n'ont pas d'automobile.

Mme Mitchell: Beaucoup n'ont pas d'automobile, et ils doivent prendre des taxis.

J'aimerais que Bob Baldwin ou un autre témoin parle encore du régime fiscal. M. Baldwin a dit s'opposer à toute surtaxe à la vieillesse, nous sommes d'accord bien sûr. Quel changement apporteriez-vous au régime d'imposition afin de pouvoir à tout le moins augmenter la pension de base de la sécurité de la vieillesse et aussi les programmes universels, compte tenu du vieillissement de la population? Pensez-vous que les personnes touchant des revenus élevés devraient payer la presque totalité des pensions? Ces pensions devraient être ajoutées à leur revenu et imposées pleinement. Voyez-vous à quoi je veux en venir?

M. Baldwin: Le problème auquel vous faites allusion nécessiterait une réforme complète du régime fiscal.

Mme Mitchell: Oui.

M. Baldwin: Ce problème ne touche pas expressément les gens de plus de 65 ans. C'est pourquoi je me rebiffe lorsque le gouvernement propose d'imposer une taxe afin de recueillir des fonds pour le programme de la sécurité de la vieillesse, surtout lorsqu'on vise les gens de plus de 65 ans. Le principe de base de ce programme, c'est que tous les membres de la société, y compris toute la population active, devra cotiser parce que lorsqu'ils auront 65 ans, ils pourront eux aussi recevoir des prestations réelles. Or, si le gouvernement commence à s'attaquer à ce principe en présentant des projets de loi de ce genre, si on veut revenir sur un engagement pris envers les retraités... Comme je le disais précédemment, le problème auquel vous faites allusion affecte l'ensemble du régime fiscal et non pas seulement les retraités.

Il suffit d'ajouter ce dont nous parlons déjà dans notre mémoire. Au Canada, la situation est assez particulière en ce sens qu'on critique les programmes universels comme la sécurité du revenu; on ne dit pas cependant que les dégrèvements fiscaux mis à la disposition des gens du troisième âge profitent beaucoup plus aux personnes âgées bien nanties qu'aux personnes ayant un revenu moyen ou faible.

Mme Mitchell: J'en ai bien peur.

Enfin, selon vous, ce projet de loi aura-t-il des répercussions plus grandes sur la femme à la retraite qui plus souvent qu'autrement vit seule, qui vit plus longtemps et qui en souffrira en conséquence plus longtemps; les coûts de ce

[Text]

therefore will suffer longer also by this kind of cutback—and that the costs are proportionally higher for them.

I might just mention also that some of the women we have talked to, who have struggled all their lives and wanted to be very independent, feel there is a certain stigma in applying for GIS. I think there are many people across Canada, and I would hazard to guess that most of them are women, who are eligible for GIS and just simply do not ask for it. They kind of stay on a very marginal income and hide away in their rooms and are very isolated and are suffering real poverty. I think that group will increase as a result of this bill—for the marginal people. Would you have anything to say about that?

Mrs. Carr: I do not think anyone can dispute what you are saying. First of all, because of the low income of women across Canada in general, they are therefore not provided with sufficient when they do retire to not have to apply for anything. The stigma attached to having to comply with a means test—it does not matter whether it is public welfare assistance or whether it is old age pension or GIS—the stigma is always there to have to walk over the threshold or to answer a letter sort of pouring out your soul in order to get whatever is there. It will continue on for a long period of time, because the wages of women still are not sufficient or equal to the wages of men in order to create an area where they will never have to do that.

The majority are women; the majority of the pensioners who are asking for and receiving GIS are women. I am always surprised, and I might say, as one who frequently watches—not only in the House, but on television—the debate in the House, that we have a long way to go, not only here in the pension, but also in the attitude of some of the male members in the House of Commons. Just as recently as a week or so ago, there were some funny things said. Certainly it will be the women, because they live longer according to the statistics, they are greater in numbers, and because of their low incomes all during their working lives up until the present day.

Mrs. Mitchell: Thank you, Mr. Chairman.

Le président: J'aimerais, madame Carr, mentionner une chose que je ne peux pas laisser passer. Le Comité permanent de la Santé, du Bien-être social et des Affaires sociales s'est réuni à maintes reprises pour étudier une motion que nous avions reçue de M. Howie concernant la violence dans les familles et particulièrement la situation des femmes battues. Je pense que les membres de ce Comité ont fait leur devoir, et je ne voudrais pas qu'on porte un jugement aussi sévère sur les députés à la Chambre des communes. Lorsqu'on a été saisis de la motion de M. Howie, tous les membres du Comité ont travaillé pendant de longues heures pour rédiger un rapport, et je pense que nous faisons actuellement du progrès. Je ne vous dis pas que nous sommes rendus au ciel en ce qui concerne la situation des femmes au Canada, mais je pense que nous nous en inquiétons tous. Nous voulons améliorer la situation.

Je pense que nous sommes tous d'accord là-dessus. Je sais qu'on a fait certaines réflexions en Chambre, mais il ne faudrait pas juger de l'attitude de tous les députés à la Chambre, quel que soit leur parti.

[Translation]

programme sont proportionnellement plus élevés pour les femmes à la retraite.

J'aimerais également dire que certaines femmes à qui nous avons parlé, des femmes qui ont travaillé dur toute leur vie et qui voulaient être indépendantes, ont honte, d'une certaine façon, de demander le supplément du revenu garanti. Beaucoup de personnes, et pour la majorité des femmes, sont admissibles aux paiements du revenu garanti mais ne présentent pas de demande. Ces femmes n'ont qu'un très faible revenu et se cachent dans leur chambre; elles sont très seules et très pauvres. Selon moi, ce projet de loi augmentera le nombre de personnes très pauvres. Qu'en pensez-vous?

Mme Carr: On ne peut certainement pas réfuter ce que vous dites. Tout d'abord, comme les Canadiennes ont un revenu moins élevé, leur fonds de pension ne leur permet pas de vivre indépendamment. On a honte de devoir se soumettre à un examen des ressources peu importe qu'on demande du bien-être social, une pension de vieillesse ou un supplément de revenu garanti. On a honte d'aller exposer ses misères pour obtenir de l'argent. Ce problème et cette honte dureront encore longtemps car les salaires des femmes ne sont pas encore égaux à ceux des hommes, ce qui donnerait lieu à la disparition de cette honte.

La majorité des retraités qui touchent des paiements au titre du supplément de revenu garanti sont des femmes. J'écoute fréquemment les débats de la Chambre des communes à la télévision ou en direct; les Canadiennes ne sont pas sorties de l'auberge, non seulement au sujet des pensions, mais également pour ce qui est de l'attitude de certains députés masculins en Chambre. Tout récemment, la semaine dernière, d'étranges déclarations ont été faites. Il ne fait pas de doute que les femmes en souffriront plus car elles vivent plus longtemps, selon les statistiques, elles sont plus nombreuses et pendant leur vie active, leurs salaires sont moins élevés.

Mme Mitchell: Merci, monsieur le président.

The Chairman: Mrs. Carr, I would like to say something now. The Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs has met on many occasions to study a motion tabled by Mr. Howie dealing with violence in the family, especially battered wives. In my opinion, members of this committee have done their homework and I resent such a severe judgment on Members of Parliament. After we received our order of reference, the Members of the Committee have worked for long hours to present a report and I believe we are making progress. I am not saying that the situation of women in Canada is ideal but we are all concerned by this. We want to have a better society.

We all agree on that. I know that some statements are still made in the House but you must not base your judgment on all Members of Parliament, regardless of their political affiliation, on those statements.

[Texte]

Cela n'est pas directement relié à l'étude de ce projet de loi, mais...

Mrs. Carr: Mr. Chairman, I just wish to make a comment. I appreciate what you are saying; certainly I, who have been in the labour movement for the last 20 years, understand exactly what you are saying, that there are those who understand and have compassion—such as this committee—and there are those who do not have any compassion. I only made that as an example statement, certainly not to criticize this committee, who would not be sitting through these long hours unless they had a feeling for people.

• 1725

The Chairman: And I mentioned that we will make some progress. I know we intend to make a progress report very soon on that matter.

Mrs. Carr: I hope so.

The Chairman: Mr. Robinson.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Thank you, Mr. Chairman. Mrs. Carr, from time to time while we have been having these hearings, the minister has told us repeatedly that people below the so-called poverty line, whatever that really is, which is a kind of a fiction or a figment of somebody's imagination... There are a lot of different reasons I say that: because StatsCan has one poverty line and the Social Planning Council has another and the Council of Social Development has another and the Senate committee on poverty has another and you can go on and on and on...

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): But they all have the same... It is not just a figment of somebody's imagination.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): How they come up with it seems to be. But, taking that, the minister has repeatedly told us that people below the poverty line are not affected by the program at all. Would you agree with that?

Mrs. Carr: No, I would not agree with that. As you say, it depends on who decides on what the poverty line is. The total political question—because it is not just this bill that affects the senior citizens; it is the downstream effects of the total economic framework that the present government is working under the six and five because the six and five is dealing with wages but the six and five does not deal with other things. It does not deal with the economic expenditures that one would have in a household. As I said in the very first comment I made to you, to try to use the six and five on the elderly is a comprehension that—I just cannot comprehend it. And so do my people find it intolerable because the senior citizens do not have an income like the rest of the country does, except the unemployed, who are so badly hurt. But when you start paying all these other bills... You get on a bus; you get your hydro bill in Ontario, for instance; you get your rents that go up; you get your food that goes up, and food is going up sky high all the time. Sure, it is nice in the summer months when you can go to the store or go to the garden, but the elderly are going to

[Traduction]

This does not pertain directly to our consideration of the bill, but...

Mme Carr: Monsieur le président, j'aimerais répondre à cela. Je comprends ce que vous dites; j'oeuvre au sein du mouvement syndical depuis 20 ans et je comprends très bien ce que vous dites: certains, comme les membres de ce comité, comprennent et d'autres ne veulent pas comprendre. Je ne présentais là qu'un exemple et il ne s'agissait bien sûr pas de critiquer le Comité qui ne siègerait pas de si longues heures s'il ne s'intéressait pas au sort des citoyens.

Le président: Et j'ai signalé que nous avancerions. Nous avons l'intention de proposer un rapport provisoire d'ici peu.

Mme Carr: Je l'espère.

Le président: Monsieur Robinson.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Merci, monsieur le président. Madame Carr, au cours de ces audiences, le ministre nous a plusieurs fois répété que les gens qui se trouvent en-deçà du seuil de la pauvreté que celui-ci soit, purement fictif ou le résultat de l'imagination de quelqu'un... et si je m'exprime ainsi c'est parce que l'on sait que Statistique Canada a un seuil de pauvreté alors que le Conseil de la planification social en a un autre et que le Conseil de développement social en a encore un autre comme le Comité du Sénat sur la pauvreté, d'ailleurs et cetera, et cetera.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Mais ils ont tous le même... Il ne s'agit pas simplement du travail de l'imagination de quelqu'un.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): On se demande comment il le trouve. Toutefois, cela dit, le ministre nous a, à plusieurs reprises répété, que les gens en-deçà du seuil de pauvreté ne seraient pas touchés par ce programme. Êtes-vous d'accord?

Mme Carr: Non, je ne suis pas d'accord. Comme vous le dites, tout dépend de la façon dont on calcule ce seuil de pauvreté. Toute la question politique, car il ne s'agit pas simplement de ce projet de loi, ce sont toutes les répercussions du cadre économique général que s'est fixé le gouvernement actuel dans son programme des 6 et 5 p. 100, car il s'agit des traitements mais non pas du reste. Il ne s'agit pas des dépenses que les gens ont à faire. Comme je le disais en tout premier lieu, vouloir appliquer le programme des 6 et 5 p. cent aux personnes âgées dépasse tout entendement. Nous jugeons cela absolument intolérable parce que les personnes âgées n'ont pas le même revenu que le reste du pays, sauf les chômeurs, qui sont déjà tellement touchés. Quand il faut payer toutes ces autres factures... les déplacements en autobus; la facture d'électricité; le loyer, l'alimentation, et le prix des aliments montent à toute allure. C'est évidemment différent pendant l'été quand on peut aller au magasin ou au jardin; mais les personnes âgées vont souffrir tout du long. Quand je dis que 50c. représentent beaucoup, c'est très vrai pour les personnes âgées.

[Text]

be suffering all the way through this by that. When I said that 50¢ means a lot, 50¢ means a lot to the elderly.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Let us face it, the CLC does not support the six and five program at all anyway.

Mrs. Carr: It would not matter. When we see the old age benefits, the old age security recipients being hammered, that would not matter. If you are going to take the old age security pensioners on or those who are receiving the guaranteed income on or children on—mothers with children or fathers with children—then we are going to complain.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): But is it not a fair statement to make that the Canadian Labour Congress does not support the government's efforts on six and five?

Mrs. Carr: You are absolutely correct.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Right. Now we understand each other.

Mrs. Carr: No, not quite.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Would it be fair to say that there are many people in this country who are going to suffer a great deal more than many senior citizens who are suffering right now? They are not going to get six and five. Some of them are not going to get any increase whatsoever. Some are losing their jobs and will not even be able to get unemployment insurance. Some people may even be taking a decrease.

The senior citizens at least are getting six and five. They are getting some increase. They are not being held down to a basic level. Those who have needs are going to have their needs met with the doubling of the GIS. They are the ones we are really primarily concerned about, the really poor senior citizens, and they are going to be looked after.

Mrs. Carr: Mr. Chairman, in trying to respond to that, I find that a very interesting question coming to the Canadian labour movement from a member of the government that has created the problems we have in this country.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): That is what you are saying, that we created the problems. I do not think that is a fair statement to make.

Mrs. Carr: That is debatable, and I am sure that I could win that round; but I am not going to waste the time of this committee to answer that.

Certainly, I am concerned about the unemployed. Do you think we like to see 1.5 million people out there without work?

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Do you think the government likes to see 1.5 million people out of work?

Mrs. Carr: Well, you should have thought about that a little while ago. You should have thought about that.

[Translation]

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): De toute façon, le Congrès canadien du travail n'appuie pas le programme des 6 et 5 p. 100.

Mme Carr: Ce n'est pas la question. Lorsque nous constatons que les prestataires de sécurité de la vieillesse sont touchés, peu importe que l'on soit favorable ou non au programme. Si vous vous attaquez aux prestataires de sécurités de la vieillesse ou à ceux qui reçoivent un revenu garanti ou aux enfants, aux mères avec des enfants ou aux pères avec des enfants, nous nous plaindrons.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Mais n'est-il pas vrai que le Congrès canadien du travail n'appuie pas les efforts du gouvernement dans le cadre du programme des 6 et 5 p. 100?

Mme Carr: Vous avez tout à fait raison.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): D'accord. Maintenant, nous nous comprenons.

Mme Carr: Non, pas tout à fait.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Peut-on dire que beaucoup de gens aujourd'hui vont souffrir beaucoup plus que ne souffrent actuellement beaucoup de citoyens âgés? Ils ne toucheront pas des augmentations de 6 et 5 p. 100. Certains n'auront absolument aucune augmentation. Certains perdent leur emploi et ne pourront même pas toucher d'assurance-chômage. Certains devront même accepter une diminution de traitement.

Les personnes âgées au moins recevront une augmentation de 6 et 5 p. 100. C'est quelque chose. Ce n'est pas les limiter au niveau de base. Ceux qui ont des besoins verront leur supplément de revenu garanti doubler. Ce sont ceux qui nous préoccupent tout d'abord, ce sont les véritables pauvres et nous nous en occuperons.

Mme Carr: Monsieur le président, pour essayer de répondre à cela, je dirais que cette question me semble très intéressante étant donné qu'elle vient d'un député dont le parti est au pouvoir et est responsable des problèmes que nous connaissons au pays.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): C'est vous qui dites que nous avons provoqué ce problème. Je ne pense pas que ce soit exact.

Mme Carr: On peut en débattre et je suis sûre que je gagnerais mais je n'ai pas l'intention de perdre le temps de votre Comité à répondre à cela.

Il est évident que je m'inquiète des chômeurs. Pensez-vous que nous soyons satisfaits qu'un million cinq cents mille personnes soient sans emploi?

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Pensez-vous que cela satisfasse le gouvernement?

Mme Carr: Ma foi, vous auriez dû y penser un peu plus tôt. Vous auriez dû y réfléchir.

[Texte]

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): We all have a magic wand to do something.

• 1730

Mrs. Carr: But we do not like the senior citizens' being caught under this situation. The senior citizens are not part of the federal government's employment. They are not under the federal government as an employee; and as a government, you have no business attacking the senior citizens of this country with the measly, little bit we give our senior citizens, towards which our people contribute.

We faught like heck to try and convince our people to contribute wholly and fully in every kind of pension plan there is to give some kind of substance to these people. But you do not have the right to sit there and say to me you are always holy and pure and clean, because you are not, as a government, when you attack the senior citizens of this country.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): I did not say that. You said it.

Mrs. Carr: You certainly said it. You led up to it.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): No, I did not say it. You said it, like a lot of other irresponsible things you people come out with.

On page 2 of your report here, you refer to those of modest means. You say:

... single people with 1982 annual incomes as low as \$8,600 and couples with 1982 annual incomes as low as \$14,500.

Now, sure, they are not wealthy people; but that is not a bad income to be receiving when you compare it with the incomes of many people in this country who are getting a great deal less. Is that not a fair statement to make? No answer.

Mrs. Carr: Now, just a minute; there is an answer to that. Bob, you can answer it, and I might follow up after you.

Mr. Baldwin: If we take that logic and pursue it very far, I think what we are going to end up doing is advocating an equality of poverty for everyone in our society. I think the point we are making here is: No matter where you see those figures in relating to poverty lines, which you may or may not like, the fact of the matter is that the people who are going to have their real standard of living reduced are people of very modest means.

For example, even the couples' figure there is only about 70% of average wages and salaries; and the singles' figure is less than half of average wages and salaries in this country. So in fact, you are going after people of what I described as very modest means.

With regard to people who are out of work, certainly one of the problems they face is that people in this country simply cannot afford to buy the goods and services they would be producing if they were at work. One of the reasons they cannot

[Traduction]

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Nous avons tous une baguette magique.

Mme Carr: Mais nous n'apprécions pas que les citoyens âgés soient victimes de cette situation. Ils ne relèvent pas du gouvernement fédéral, ils ne sont pas ses employés; le gouvernement ne doit pas attaquer les citoyens âgés en leur retirant le peu que nous leur donnons par nos contributions.

Nous nous sommes battus comme des fous pour essayer de convaincre nos membres de contribuer pleinement à toute forme de régime de pensions afin de donner un petit quelque chose à ces gens-là. Mais vous n'avez pas le droit de rester ainsi à me dire que vous êtes toujours purs et sans tâche, car ce n'est pas vrai, lorsque le gouvernement attaque les citoyens âgés.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Ce n'est ce que j'ai dit. C'est vous.

Mme Carr: Vous l'avez certainement dit. Vous y avez fait allusion.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Non, ce n'est pas moi. C'est vous qui l'avez dit comme des tas d'autres choses irresponsables que vous et les vôtres sortez.

A la page 2 de votre rapport, vous parlez de ces modestes moyens en ces termes:

... des personnes seules dont le revenu annuel en 1982 n'atteint pas 8,600 dollars et des couples dont le revenu annuel en 1982 n'atteint pas 14,500 dollars.

Ils ne sont évidemment pas riches; mais ce n'est pas tellement mal lorsqu'on compare cela avec le revenu de beaucoup de gens au pays qui reçoivent beaucoup moins. N'est-ce pas Vrai? Pas de réponse.

Mme Carr: Une minute, s'il vous plaît; il y a une réponse. Bob, vous pouvez répondre et je compléterai.

M. Baldwin: Si l'on suit très loin cette logique, on va finalement préconiser l'égalité dans la pauvreté pour toute la société. Ce que nous disons, c'est que, quels que soient les chiffres de seuil de pauvreté, qu'ils vous plaisent ou non, ceux qui voient réduire leur niveau de vie sont ceux dont les moyens sont très modestes.

Par exemple, même le chiffre donné pour les couples ne représente qu'environ 70 p. 100 des traitements et salaires moyens; et le chiffre pour les personnes seules représente moins de la moitié des traitements et salaires moyens au pays. Donc, en fait, vous vous attaquez à des gens dont les moyens sont très modestes.

Pour les gens qui ne travaillent pas, il est certain qu'un des problèmes est qu'ils ne peuvent tout simplement pas se permettre d'acheter les marchandises et services qu'ils produiraient s'ils travaillaient. Une des raisons pour lesquelles

[Text]

afford to buy the goods and services is because they are facing a six and five program under Bill C-131 and under other bills as well.

So it is not like what you are doing is creating equality of an established level of economic misery. What you are doing is increasing the amount of misery you are trying to share around through these bills.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): But what you are trying to tell us is that giving certain senior citizens only a 6% and 5% increase when they are not below the poverty line is taking a hammer to them, to use the words of Mrs. Carr; and I think that is nonsense. They are getting something, and we would like to give them more. Who would not? Everybody wants all they can get.

But I think it is fair. They are citizens in the country like everybody else. We are all in very difficult times as far as our fiscal situation is concerned, and we want to do something about it. But you people from the CLC do not seem to want to do anything.

Mrs. Carr: That is not a very fair statement, and you know it.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): On page 3 of your statement, you say:

The whole six and five campaign and Bill C-131 are part of a perverse fiscal policy . . .

I wonder if you would care to explain how this is a perverse fiscal policy.

Mrs. Carr: That is exactly what it is. We told you that when we appeared before the committee on six and five. It is a straight political decision you made to try to salvage a political party. If you want me to go into that, I will; but I do not think this is the place and time.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): So what you are saying is that the political decision is perverse.

Mrs. Carr: Exactly.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): I see. The two terms are synonymous.

Mrs. Carr: You are right.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Is my time up?

The Chairman: This is your last question, because I still have two other names.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): You have made the statement more than once; and it is mentioned here on page 5, where you say:

In addition, we are concerned that income-tested benefits reduce the value of Canada Pension Plan benefits and private retirement incomes by 50¢ on the dollar.

I wonder if you or Mr. Baldwin can explain what you mean by this.

[Translation]

ils ne peuvent se le permettre est qu'ils se heurtent au programme des 6 et 5 p. 100, notamment au projet de loi C-131 et à d'autres.

Donc, ce que vous faites revient à créer l'égalité d'un niveau établi de misère économique. Vous augmentez la misère en essayant de la partager par ces projets de loi.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Mais vous essayez de nous dire que de donner à certains citoyens âgés des augmentations de 6 et 5 p. 100 seulement alors qu'ils ne sont pas tombés au seuil de pauvreté revient à les assommer, comme le disait M^{me} Carr, et j'estime que c'est ridicule. Ils obtiennent quelque chose et nous aimerions bien pouvoir leur donner plus. Qui ne le voudrait pas? Tout le monde veut le maximum.

Je pense, toutefois, que c'est juste. Ce sont des citoyens comme tout le monde. Nous traversons tous une période extrêmement difficile, du point de vue financier, et nous voulons essayer de nous en sortir. Mais vous, au CTC, ne semblez rien vouloir faire.

Mme Carr: Vous n'êtes pas juste et vous le savez.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): À la page 3 de votre déclaration, vous dites:

Toute la campagne des 6 et 5 p. 100 et le projet de loi C-131 font partie d'une politique financière perverse.

Je me demande si vous pourriez expliquer comment cette politique fiscale est perverse.

Mme Carr: C'est exactement cela. C'est ce que nous avons dit lorsque nous avons comparu devant le comité qui étudiait le programme des 6 et 5 p. 100. Il s'agit d'une décision politique pure et simple prise pour essayer de sauver un parti politique. Si vous voulez que je poursuive là-dessus, je le ferai mais je ne pense pas que ce soit ni l'endroit ni le moment.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Vous déclarez alors que la décision politique est perverse.

Mme Carr: Exactement.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Je vois. Les deux termes sont synonymes.

Mme Carr: Exactement.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Ai-je épuisé mon temps?

Le président: C'est votre dernière question car j'ai encore deux noms.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Vous avez dit à plusieurs reprises, et je le retrouve ici à la page 5:

En outre, nous nous inquiétons que les prestations calculées en fonction des revenus diminuent la valeur des prestations du Régime de pensions du Canada et les revenus privés de retraite de moitié.

M. Baldwin ou vous-même pourriez-vous nous expliquer ce que vous voulez dire par là?

[Texte]

[Traduction]

• 1735

Mr. Baldwin: Yes, the point is that anybody who is eligible for both the Canada Pension Plan and Guaranteed Income Supplement benefits, faces a situation in which the GIS benefit he might receive is being reduced by 50¢ of every dollar of CPP income that he gets. So if you are in a situation where the only non-GIS income you have is Old Age Security plus CPP, you, on the one hand, are receiving \$308 a month under the Canada Pension Plan, but you are having \$154 deducted from the GIS payment to which you would otherwise be entitled. Clearly, for someone in that situation, the net advantage of that CPP benefit is quite different than it is for someone whose total income puts him beyond the threshold where any GIS is payable. Once you are beyond that GIS threshold level, your \$308 a month from the CPP is all a net addition to your income. But that ceases to be the case once you have backed down into the income range where GIS benefits are being deducted at the rate of 50¢ on the dollar.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Correct me if I am wrong, but I thought you could collect OAS and your CPP and GIS.

Mr. Baldwin: You can collect them all. Now, OAS and CPP are treated differently in relation to the Guaranteed Income Supplement in the sense that your OAS income is not deducted from GIS for purposes of calculating your entitlement under the program. Under the Canada Pension Plan, however, your CPP benefits are in effect divided by two and subtracted from the maximum GIS that might otherwise be payable to you; and that is the sense in which the value of the CPP benefits is being reduced by 50¢ on the dollar if you are in receipt of both CPP and GIS.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Well, what is the total that you can obtain under these programs without finding that there is a deduction?

Mr. Baldwin: Well, the income level up to which some GIS is payable is the amount of an OAS benefit plus two times the amount of the GIS benefit. Because if you have income more than two times the amount of GIS benefits, then you are beyond the threshold where any GIS will be payable. Now, as it turns out of course, the CPP benefits are less than double the maximum GIS. As a result, people who have only OAS and CPP find that they are also eligible for another \$90 a month under the Guaranteed Income Supplement.

M. Baldwin: Oui, toute personne qui est admissible à la fois aux prestations du régime de pension du Canada et du supplément du revenu garanti se trouve dans une situation où la prestation du supplément du revenu garanti qu'il pourrait recevoir est réduite de 50c. pour chaque dollar du revenu du Régime de pension du Canada qu'il reçoit. Ainsi si le seul revenu qui n'est pas un supplément de revenu garanti que vous recevez est la sécurité de vieillesse en plus du régime de pension du Canada, vous recevez, d'une part, \$308 par mois du Régime de pension du Canada, mais on vous enlève \$154 de supplément de revenu garanti, auquel autrement vous auriez droit. Il est évident, pour quelqu'un qui se trouve dans cette situation, que l'avantage net de cette prestation du Régime de pension du Canada est tout à fait différent qu'il ne l'est pour quelqu'un dont le revenu total le place au-delà du seuil où les suppléments de revenu garanti sont donnés. Une fois que vous êtes au-delà de ce seuil, vos \$308 par mois de prestations du Régime de pension du Canada sont un ajout net à votre revenu. Toutefois cela cesse d'être le cas une fois que vous êtes descendu dans l'échelle du revenu et que vos prestations de supplément de revenu garanti sont déduites à un taux de .50c par dollar.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Vous me corrigerez si je me trompe, mais je pense que l'on pouvait percevoir la sécurité de vieillesse et le régime des pensions du Canada et aussi le supplément de revenu garanti.

M. Baldwin: Vous pouvez les avoir tous. La sécurité de vieillesse et le régime de pension du Canada sont traités différemment du supplément du revenu garanti; le revenu de la sécurité de vieillesse n'est pas déduit du supplément du revenu garanti pour le calcul de votre admissibilité au programme. Dans le cas du Régime de pension du Canada, cependant, vos prestations sont divisées par deux et soustraites du maximum du supplément du revenu garanti qui, autrement, vous serait payé; et c'est de cette façon que la valeur des prestations du Régime de pension du Canada est réduit de 50c. par dollar si vous recevez à la fois le Régime de pension du Canada et le supplément de revenu garanti.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Bien, quel est le total qu'on peut recevoir en vertu de ces programmes sans qu'il y ait déduction?

M. Baldwin: Le niveau de revenu nous permettant de recevoir le supplément de revenu garanti c'est le montant de la prestation de sécurité de vieillesse plus deux fois le montant de la prestation du supplément du revenu garanti. Car, si votre revenu est plus de deux fois le montant des prestations du supplément de revenu garanti, vous avez dépassé le seuil où vous seriez admissible au supplément du revenu garanti. Il se trouve évidemment que les prestations du Régime de pension du Canada sont moins du double du maximum du supplément du revenu garanti. En conséquence, les gens qui n'ont que la sécurité de vieillesse et le régime de pension du Canada se rendent compte qu'ils sont également admissibles à \$90 par mois dans le cadre du supplément de revenu garanti.

[Text]

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): So that if you were getting the OAS and the CPP, you could still get \$90 more from the GIS.

Mr. Baldwin: That is correct.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Hawkes . . . Oh, okay, Miss MacDonald.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Well, suppose we share the time. If that is all right, then I will . . . There are a few things that I want to . . .

The Chairman: Sure.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): One is this question that was raised earlier by Mr. Robinson, and I want to come back to it. The minister has said that anyone living below the poverty line will not be hurt by this legislation. Let us take the person who is 70 years of age, single, and has only as his or her income the OAS . . . the old age pension and the Guaranteed Income Supplement. What he has is something slightly less than \$6,000 a year. Now that is below the poverty line, and that person is going to be hurt because the basic value of the old age pension is eroded over the next two years, and down the line there is no guarantee that that is going to be replaced. So, obviously, there is going to be some kind of continuing negative impact on this person. He may have it made up in real dollar terms for a two-year period, but there is no guarantee beyond that, that the person living under the poverty line is going to have that loss redressed. I wonder if you would comment on that.

Mr. Baldwin: I will, but I may have to do a *mea culpa* in the course of it.

• 1740

First of all, you are right in suggesting that the minimum income guaranteed to the elderly through OAS and GIS is currently below most recognized poverty lines for single people. And indeed, the government itself has acknowledge that in the recent green paper, among other places. Certainly for the next two years . . . The minister, though, is also right in suggesting that the total income from OAS and GIS going to those people will not be reduced by Bill C-131, although what will happen is that the portion of it coming from GIS will increase somewhat and the portion of it coming from OAS will decrease somewhat.

Now, in our submission we have suggested, and this is where the *mea culpa* comes, that it is unclear what happens after 1984. My impression on re-reading and re-reading the bill is that indeed it is clear what happens after 1984—in the sense that these special additions to GIS that will be made in 1983 and 1984 will be permanently rolled into the guaranteed income supplement program. So once again the minimum income guarantee to the elderly poor will not have changed.

[Translation]

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Ainsi, si on reçoit une sécurité de vieillesse et le Régime de pension du Canada, on peut toujours obtenir \$90 de plus du supplément du revenu garanti.

M. Baldwin: C'est exact.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Merci, monsieur le président.

Le président: Monsieur Hawkes . . . oh, très bien, mademoiselle MacDonald.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Nous pouvons toujours partager le temps. Si vous êtes d'accord, je vais donc . . . il y a quelques questions que je voudrais . . .

Le président: Certainement.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je voudrais revenir à une question qui a été soulevée plus tôt par M. Robinson. Le ministre a déclaré que cette loi ne nuira pas à quiconque vit en dessous du seuil de la pauvreté. Prenons le cas d'une personne qui a 70 ans, qui est seule, et qui n'a que son revenu de sécurité de vieillesse . . . La pension de vieillesse et le supplément du revenu garanti. Elle reçoit un peu moins de \$6,000 par année. Cette somme la place en-dessous du seuil de la pauvreté, et la loi va donc lui nuire parce que la valeur de base de la pension de vieillesse sera érodée au cours des deux prochaines années, et il n'y a pas de garantie que par la suite ce sera récupéré. Ainsi, il est évident que la loi aura un effet négatif permanent pour cette personne. Cela peut s'arranger peut-être en dollars réels pour une période de deux ans, mais il n'y pas de garantie au-delà que cette personne sous le seuil de la pauvreté pourra récupérer cette perte. Je me demande si vous voulez faire une remarque à ce sujet.

M. Baldwin: Je vais le faire, mais j'aurai peut-être à faire mon «*mea culpa*» en vous répondant.

Premièrement, vous avez peut-être raison de prétendre que le revenu minimum garanti pour les gens âgés provenant de la sécurité de vieillesse et du supplément de revenu garanti se situe présentement sur les seuils de la pauvreté reconnus pour ceux qui vivent seuls. Le gouvernement même l'a reconnu dans son récent livre vert, entre autre. Il est certain que pour les deux prochaines années . . . le ministre, cependant, a également raison de dire que le projet de loi C-131 ne réduira pas le revenu total que ces personnes reçoivent de la sécurité de vieillesse et du supplément du revenu garanti, même si ce qui va se produire c'est que la partie provenant du supplément de revenu garanti augmentera un peu et celle provenant de la sécurité de vieillesse diminuera légèrement.

Vous avez dit dans votre mémoire, et c'est là que je fais mon «*mea culpa*», que ce qui se passera après 1984 n'est pas clair. Après avoir lu et relu le projet de loi, j'ai l'impression que ce qui va se passer après 1984 est clair—dans ce sens que les additions spéciales au supplément de revenu garanti qui seront faites en 1983-1984 seront inclus de façon permanente dans le programme de supplément de revenu garanti. Par conséquent, là encore, la garantie du revenu minimum pour les gens âgés

[Texte]

But again we have tilted the balance of our programs, though, on a permanent basis more towards income-tested programs and away from universal flat-rate programs. That is my understanding of the bill and its implications.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): In the questioning that has been done in the last couple of days on this, and with the minister, there has been no firm guarantee of that. And that is the question we have been coming back to time and again.

Mr. Baldwin: Right. Clearly that was of great concern to us. But as I say, my current impression is that those "special supplements" that will be added to GIS for the next two years will be part of the income base in January 1984 for GIS that will subsequently be indexed to the cost of living. But it is obviously terribly important to clarify whether that is the case.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): One other area I just want to mention to you. This is trying to get details, trying to get predictions with regard to the next two years. My concern about this bill is that it is a very ad hoc measure at a time when we should be going into major pension reform, and what it does is to make the reform that much more difficult; it sets another obstacle in the way.

We were talking earlier today about predictions of inflation. I would just like to read out the quarterly predictions of inflation that were given to us the other night by government officials for the next two years and to ask you if you or your economists have done any forecasting yourselves, because I am finding a wide variation of what economists think is going to happen in the next two years. The government is basing its figures of savings on its quarterly predictions. For the first quarter of 1983 they predict a 1.7% increase. For the second quarter, 2.3%; for the third quarter, 1.6%; and the fourth quarter, 1.6%. And in 1984 the first quarter is 1.3%; the second quarter is 1.3%; the third quarter is 1.4%; and the fourth quarter is 1.6%. In other words, they really are getting down to six, five, even less than 5%.

They predict out of that that there is going to be an \$84 million savings on this program. I find it difficult to accept those figures.

• 1745

Other economists had given other figures. I wonder if you have anything in the work you are doing that shows what you are predicting is going to happen over the next two years, or any analysis you have made of the situation, because from my point of view it is changing very rapidly, and the government is six months, or nine months, late in the way it is approaching the major problems in the economy.

[Traduction]

n'aura pas changé. Mais, de nouveau, nous avons fait pencher la balance de nos programmes, et cela de façon permanente vers des programmes qui font l'objet d'examen des revenus pour nous éloigner des programmes universels à taux uniforme. Voilà comment je comprends le projet de loi et ses effets.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Il n'y a pas de garantie ferme à ce sujet d'après les questions qui ont été posées au ministre depuis deux jours. Pourtant nous sommes revenus à cette question déjà à plusieurs reprises.

M. Baldwin: C'est exact. Il est évident que ce sujet nous préoccupait beaucoup. Je le répète j'ai l'impression présentement que ces «suppléments spéciaux» qui seront ajoutés au supplément du revenu garanti au cours des deux prochaines années feront partie de la base du revenu en janvier 1984 pour le supplément du revenu garanti qui sera par la suite indexé au coût de la vie. C'est évidemment extrêmement important de nous assurer que ce sera bien le cas.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je voulais également vous parler d'autre chose. J'aimerais bien avoir des détails, des prévisions concernant les deux prochaines années. Ce qui m'inquiète dans ce projet de loi c'est cette mesure très spéciale qui est prévue à un moment où nous devrions changer à une réforme importante des pensions, à l'effet qu'elle pourra remplacer cette réforme beaucoup plus difficile; c'est un autre obstacle dans son chemin.

Nous avons parlé plus tôt aujourd'hui de prévisions au sujet de l'inflation. Je voudrais vous lire les prévisions trimestrielles concernant l'inflation que nous ont donné l'autre soir les hauts fonctionnaires du gouvernement, pour les deux prochaines années, et vous demandez si vous-même ou vos économistes avez fait également des prévisions, car j'ai l'impression que les économistes ont des opinions très diverses sur ce qui va se produire au cours des prochaines années. Le gouvernement fonde les chiffres des économies sur des prévisions trimestrielles. Pour le premier trimestre de 1983, il prédit une augmentation de 1.7 p. 100, pour le second trimestre, une augmentation de 2.3 p. 100, pour le troisième trimestre, 1.6 p. 100, et pour le quatrième trimestre, 1.6 p. 100. Les prévisions pour 1984 sont: pour le premier trimestre, 1.3 p. 100, le second trimestre, 1.3 p. 100, le troisième trimestre, 1.4 p. 100, et le quatrième trimestre, 1.6 p. 100. Autrement dit, ils descendent à 6.5 et même moins de 5 p. 100.

Ils prédisent qu'il y aura une économie de 84 millions de dollars pour ce programme. Il m'est difficile d'accepter ces chiffres.

D'autres économistes ont avancé des chiffres différents. Je me demande si Vous pouvez, d'après Vos travaux, prévoir ce qui va arriver d'ici deux ans ou, si en général, vous avez une analyse de la situation, car alors que la situation évolue très rapidement, le gouvernement accuse toujours un retard de six à neuf mois lorsqu'il s'agit de trouver des solutions aux principaux problèmes qui confrontent notre économie.

[Text]

Mr. Baldwin: I will acknowledge first of all that we are not internally in a position to generate estimates of the rate of inflation on our own. In calculating these figures at the back of the submission on the basis of 10% and 8% inflation in 1983-84, we drew on the available published predictions of inflation for the years 1983 and 1984 which we had at our disposal. The ones for 1983—there are a number of them in the public domain; they generally vary between 8% and 10%. The only one we could find for 1984 from a reputable source, and I do not remember which one it was at this stage, was approximately 8%, which is what we used for the purpose of these calculations.

In this connection, I do want to add one further thing, which is that this proposal, you will recall, was first made in the June 28 budget speech, which also included the proposal to cap the tax brackets and exemptions under the personal income tax. In the budget papers that were tabled with the budget there was an estimate of the revenue effect of that capital. The revenue effect for 1983 was based on the assumption of a rate of inflation of 11.2%, which gives us some sense of what the government's actual estimate of the rate of inflation will be for 1983, at least as of June 28.

The other thing that leads us to believe that is their actual estimate of the rate of inflation in 1983, and probably beyond it, is that they issued bonds late this past summer for periods of three years to maturity. The bonds carried a coupon rate of 14.25%—no, it is 14.5% for the three-year period. Those bonds are usually sold with rates of interest about 2% to 2.5% above the expected rate of inflation. So our guess is that the actual estimate of the rate of inflation within the Department of Finance is in the neighborhood of 11%, 11.5%.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Thank you, Mr. Chairman. I pass to Mr. Hawkes.

The Chairman: Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: I have a series of hopefully short questions. Would the bond rates that you just mentioned have more impact on inflation than the six and five?

Mr. Baldwin: I do not know that they will have a significant impact on the rate of inflation. It is theoretically a messy area. They certainly will have an impact on the allocation of government expenditures over the next few years; a much more significant impact than imposing six and five on the old age security program.

Mr. Hawkes: Yes. I was going to ask Mr. Lang if he wanted to make a comment on the perversity of the fiscal policy, as somebody identified it in your economic research shop.

Mr. Ron Lang (Director, Research and Legislation Department, Canadian Labour Congress): I would only go so far as to say that in our view, if in meetings with the Prime Minister last summer he says to us that perhaps if we drive the unemployment rate higher, then organized labour will be more willing to co-operate, to us that is a perverse policy statement from the leader of this country. And if we use "perverse", we are being very kind about it.

[Translation]

M. Baldwin: Il nous est impossible de prévoir les taux d'inflation. Les chiffres qui figurent au bout de notre exposé sont basés sur des prévisions d'inflation de 10 et 8 p. 100 pour les années 1983 et 1984. Pour 1983, ces prévisions varient de 8 à 10 p. 100. Pour 1984, on prévoit une inflation d'environ 8 p. 100, chiffre sur lequel sont basés nos calculs.

Je voudrais vous signaler par ailleurs que cette proposition fut lancée pour la première fois dans le discours du budget du 28 juin où il était également question de plafonner les tranches imposables ainsi que les exemptions pour l'impôt sur le revenu des particuliers. Les documents déposés en même temps que le budget faisait état des répercussions de ce plafonnement sur les revenus. En 1983, ces effets étaient calculés en fonction d'un taux d'inflation de 1,2 p. 100, ce qui était sans doute les prévisions du gouvernement, du moins au 28 juin dernier.

Par ailleurs, le gouvernement a émis à la fin de l'été dernier, des obligations venant à échéance dans trois ans, portant un intérêt de 14,25 p. 100 ou plutôt 14,5 p. 100 pour les trois ans. Or, les taux d'intérêt des obligations sont généralement de 2 à 2,5 p. 100 supérieurs au taux d'inflation prévu. Donc d'après les prévisions du ministère des Finances, l'inflation devrait se situer entre 11 et 11,5 p. 100.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Merci, monsieur le président. Je cède la parole à M. Hawkes.

Le président: Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Je voudrais poser quelques brèves questions à nos témoins. Les taux d'intérêt de ces obligations auront-ils plus d'effet sur l'inflation que la politique de plafonnement à 5 et 6 p. 100?

M. Baldwin: Je ne sais pas quelle sera leur répercussion sur le taux d'inflation. C'est une question délicate. Ce qui est certain, c'est que ces obligations se répercuteront sur l'attribution des dépenses du gouvernement au cours des années à venir, bien plus que le plafonnement à 6 et 5 p. 100 du supplément de revenu garanti.

M. Hawkes: J'allais demander à M. Lang s'il aurait quelque chose à nous dire concernant les effets pervers de la politique fiscale.

M. Ron Lang (directeur, Département juridique et de la recherche, Congrès canadien du travail): Tout ce que je puis vous dire, c'est que l'été dernier, le premier ministre nous a dit que si le chômage s'aggravait encore, les syndicats se montreraient peut-être plus coopératifs, ce qui est une déclaration scandaleuse de la part du chef du gouvernement, si je puis dire.

[Texte]

Mr. Baldwin: It is also a technical term, which means the policy will have the opposite of the desired effect.

Mr. Hawkes: This is what I thought you were saying earlier; that it is perverse in the flip-flop sense. The problem today is under-utilization of capacity as much as anything else, and without buyers, there cannot be sellers.

I am wondering if... I guess it comes out of my background. I am not an economist. I am a psychologist by discipline. I am wondering if the problem today is not so much the fiscal policy as it is a psychological problem, with confidence. People are so spooked by the fact that the government may be out of step with reality that their fiscal policy may be perverse—and we have a nation that is hunkering down and reducing debts and taking every spare penny... That head-set is driving us more than fiscal policy.

I wanted a comment on that.

• 1750

Mrs. Carr: I can give you an example. You talk about Canadians being spooked. It is even deeper than that. It is almost to the point where they are terrorized to do anything, those who are working, in case they do not have a job tomorrow. We had an executive council meeting just this past week, of 32 leaders across this country, including all of the 10—we call the territories 12... so we have 12 provincial federations of labour in this country, and they are the people in touch with everybody out there, including the unemployed. And the stories—not the stories, the facts—that they put before us as a Canadian labour movement on what is happening to the people of our country are devastating.

They talked about how in the Northwest Territories and the Yukon, total communities are closing down and, of course, there is nothing there. Their unemployment insurance is running out. They have nothing. They do not know what is going to happen. And I say this literally: They do not know what is going to happen in January, February, March, with our people—the masses of those people coming off unemployment insurance. Now unemployment has a terrible effect, too, but unless our people have funds to spend... and it is all well and good for the meetings we have had with the Cabinet ministers and the Prime Minister himself to say that we are putting it all away in the bank. Not the people we represent. They do not have bank accounts. And they are not investing their money in the United States. Certainly not the majority of the senior citizens whom we are talking about around this table. They do not have those kinds of bank accounts either.

You have to face up to the fact that the age of the people who are retired now worked in the 1950s, 1960s and 1970s; the majority of them. They do not have big bank accounts. Are they spooked? Yes, they are spooked. Yes, they are terrorized. And there is a psychological mood out there now of absolute total distrust of everybody—of everybody; of every political party; of everything that is going on in this country... and that reflects on this, and this does not help it.

[Traduction]

M. Baldwin: Dans le jargon technique, cela veut dire qu'une mesure entraîne les effets contraires à ceux que l'on escomptait.

M. Hawkes: C'est bien ce que j'avais cru comprendre. L'industrie ne marche pas à pleine capacité. Or, quand il n'y a pas d'acheteur, il n'y a pas moyen de vendre.

Étant psychologue et non économiste, je me demande si nous ne nous sommes pas confrontés à un problème de manque de confiance, c'est-à-dire un problème psychologique. Craignant que le gouvernement ait perdu le contact avec la réalité, la population au lieu de dépenser économise tant qu'elle peut.

Qu'en pensez-vous?

Mme Carr: Je vais vous donner un exemple. On nous avait dit que les Canadiens ont peur, mais c'est encore plus grave. Même ceux qui travaillent ont peur de dépenser au cas où ils perdraient leur emploi. Nous avons eu une réunion du conseil exécutif cette semaine, réunissant 32 dirigeants de tout le pays, y compris ceux de nos 12 fédérations provinciales; ces personnes sont en contact avec la base, y compris les chômeurs. D'après les faits qu'ils nous ont cités, la situation du pays serait vraiment dramatique.

Ainsi dans les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon, des collectivités entières n'ont plus de travail et les gens ont pratiquement épuisé leur assurance chômage. Ils ne savent littéralement pas à quel saint ils vont se vouer pendant les mois de janvier, février et mars. Le chômage a des effets terribles. Les ministres et le premier ministre eux-mêmes ont beau jeu de prétendre que nous mettons l'argent de côté à la banque. Mais ceux que nous représentons n'ont certainement pas de compte en banque. Pas plus qu'ils ne placent leur argent aux États-Unis. La majorité des retraités dont il a été question aujourd'hui n'ont pas de compte en banque eux non plus.

La majorité de ceux qui sont maintenant à la retraite travaillaient au cours des années 50, 60 et 70 et ne possèdent pas de gros comptes en banque. Ils ont donc terriblement peur. Ils se méfient de tout et de tous et des mesures comme celle-ci ne font rien pour changer cet état de chose.

[Text]

Mr. Hawkes: I made a couple of phone calls back to my constituency today, and it is the same rhythm, just from people. I have two or three other points—hopefully quick. You have given us the fact that OAS today is 14% of average industrial wage, which is down from 20% in 1964. Do you have figures on what proportion GIS is? What is the rhythm from 1964?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): GIS was not there.

Mr. Hawkes: It was not there in 1964, but how did it begin? Was it 1%, 2% or 3% of industrial wage? What is it now?

Mr. Baldwin: I cannot give you an answer cast in exactly those terms. What we do know is that, over the last several years, there has been a much greater willingness on the part of the 81 government to increase GIS benefits than there has been to increase Old Age Security benefits. So going back some years, while they were only some fraction—I presume a majority fraction—all the way along of OAS, they are now for single people slightly larger than the OAS benefits. So in effect what we have seen is a greater willingness to finance the income-tested portion of the system than for the universal portion.

Mr. Hawkes: That is the general tone of your brief; that is the direction we are moving in.

Mr. Baldwin: Yes.

Mr. Hawkes: I have one last question, and then I will proceed with a comment. Quite often in this committee, I bring up the energy industry. In May we were 400,000 barrels of crude oil a day shut-in in western Canada, and we were still importing. Today there are 100,000 barrels a day. That exports \$4 million a day out of the country. It is not here for jobs; it is not here for whatever. If we were using the domestic production which is already available, it would only cost consumers \$2.5 million. So you would save \$1.5 million a day out of consumer pockets, and you are keeping \$2.5 million directly into the system for the creation of jobs and so on.

I raise those issues and I put on a Petro-Canada statement today, because I think they are not well understood by parliamentarians. I am not sure that the labour movement has really dug into the impact of the national energy policy.

My question is: The Canadian Council of Social Development said that:

Many Canadians are not aware that measures pursuing economic nationalism are very inflationary.

That is a bold statement from the Canadian Council of Social Development.

• 1755

I am wondering if your group here today... if you have a comment on whether or not you agree with the Canadian Council on Social Development.

[Translation]

M. Hawkes: J'ai parlé au téléphone aujourd'hui avec des gens dans ma circonscription et c'est toujours la même histoire que j'entends. Vous venez de nous dire que les prestations de sécurité de la vieillesse ne représentent que 14 p. 100 du revenu industriel moyen lequel a baissé de 20 p. 100 par rapport à 1964. Pourriez-vous nous dire comment le supplément garanti a évolué par rapport à 1964?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Il n'existait pas en 1964.

M. Hawkes: D'accord, mais est-ce qu'au début il représentait 1, 2 ou 3 p. 100 du revenu industriel et qu'en est-il maintenant?

M. Baldwin: Il m'est impossible de vous donner ces chiffres. Ce qui est certain, c'est que depuis 1981, le gouvernement préfère majorer le supplément de revenu garanti plutôt que les prestations de sécurité de la vieillesse. Alors que pendant des années, le supplément de revenu garanti ne représentait qu'une portion de la sécurité de la vieillesse, actuellement le supplément de revenu garanti dépasse légèrement les prestations de sécurité de la vieillesse, du moins pour les célibataires. Le gouvernement préfère donc majorer les prestations assujetties à des conditions de revenus que les prestations universelles.

M. Hawkes: Voilà donc la direction générale.

M. Baldwin: Oui.

M. Hawkes: Je voudrais vous poser une dernière question. J'ai évoqué à plusieurs reprises déjà l'industrie du pétrole. Au mois de mai dernier, il y avait un manque à produire de 400,000 barils de pétrole brut par jour dans l'Ouest canadien alors que par ailleurs nous continuons à en importer de l'étranger. Actuellement il se chiffre de 100,000 barils par jour, ce qui équivaut à 4 millions de dollars par jour qui quittent le pays et qui ne pourront donc pas servir à la création d'emplois et à d'autres fins. Or si l'on utilisait le pétrole canadien exploitable, cela ne reviendrait qu'à 2.5 millions de dollars aux consommateurs, soit une économie de 1.5 million par jour, ces 2.5 millions pouvant servir à la création d'emploi.

Je reviens à la question de Petro-Canada car il me semble que les députés sont loin d'en bien comprendre tous les aspects. Je me demande d'ailleurs si les syndicats ont pour leur part étudié à fond la politique énergétique nationale.

Le Conseil canadien du développement social a dit ce qui suit:

De nombreux Canadiens ne se rendent même pas compte que le nationalisme économique aggrave sérieusement l'inflation.

Voilà une déclaration non équivoque du Conseil canadien de développement social.

Je me demande si votre groupe accepte ou rejette le mémoire du Conseil canadien de développement social.

[Texte]

The Chairman: Is that your last comment, Mr. Hawkes?

Mr. Hawkes: That is my last question.

The Chairman: Okay. I would like to proceed now . . .

Mr. Hawkes: Can we get an answer?

The Chairman: Would you make any comments? Okay, this concludes the list of the first round.

Mr. Young, yes.

Mr. Young: I would just like to make a couple of comments, very brief comments, in so far as the guaranteed income supplement is concerned. As we know, that program was brought in in the transition period in 1966, under the Canada Pension Plan. It was never designed to be a permanent feature of the pension system in this country. It became a permanent feature in 1970, I believe, or 1972 . . . you know, when the rules were changed, I think, in the House. I was not a member at that time, but from what I have read that certainly seems to be the case.

I certainly agree with the things you have said, that the indications are that the government is drifting away from the universality aspect of OAS, and quite frankly I think that is a dangerous move to make, particularly in terms of the expectations that have been built up for seniors in this country: that on retirement, they have a right to expect a decent replacement income.

There is no question, Mr. Robinson, that in all the projections that I have seen—everyone seems to agree except the Liberal party, I suppose—at the end of that two-year program, there is definitely going to be a severe adverse effect on the pension incomes of a substantial number of people in this country. In fact, the National Council of Welfare have stuck a figure on it. They say that at the end of 1984, there will probably be in the area of 100,000 elderly Canadians—who do not now rely on the GIS—who will then rely on it, as a result of the six and five program.

That is all I want to say, except say that your brief was excellent. It was an excellent preparation and presentation, and we thank you for it.

The Chairman: Would you like to make any comments?

Mrs. Carr: I would only like to say thank you for the time. And we do not intend to offend anybody here, but we do live realistically in the labour movement, regardless of what some people might think, and it is my hope that this bill is not passed.

Thank you.

The Chairman: Thank you. Now I would like, on behalf of the members of the committee, to thank Mr. Lang, Mr. Baldwin, and the executive vice-president, Mrs. Shirley Carr. Thank you very much.

I still have another item on the agenda, the point raised by Mr. Young at the beginning of the meeting.

[Traduction]

Le président: Est-ce là votre dernière remarque, monsieur Hawkes?

M. Hawkes: Oui, c'est ma dernière question.

Le président: D'accord. Je voudrais poursuivre . . .

M. Hawkes: Puis-je avoir une réponse?

Le président: Voulez-vous répondre? D'accord, cela termine le premier tour.

Monsieur Young.

M. Young: Je voudrais faire quelques brèves remarques au sujet du supplément du revenu garanti. Comme nous le savons, ce programme remonte à la période transitoire, à 1966, en vertu du Régime de pensions du Canada. Jamais on n'a envisagé d'en faire un programme permanent pour le Régime de pensions du Canada. En 1970, ou en 1972, le programme a été rendu permanent, car on en a changé les règlements à la Chambre. Je n'étais pas député à cette époque-là, mais d'après ce que j'ai pu lire, c'est ainsi qu'on a procédé.

Je suis tout à fait d'accord avec ce que vous avez dit, à savoir que tout porte à croire que le gouvernement s'éloigne de l'universalité en ce qui a trait à sécurité de la vieillesse et en toute franchise je pense que c'est une mesure fort dangereuse, surtout étant donné les espérances dont se nourrissaient les personnes âgées à la retraite, elles avaient l'impression qu'elles auraient droit à un revenu compensatoire raisonnable.

Monsieur Robinson, dans toutes les prévisions que j'ai pu consulter, tout le monde semble s'entendre, sauf le parti libéral, pour dire qu'au bout des deux années que durera le programme, il y aura nettement un recul grave dans les revenus tirés des pensions que touchent un grand nombre de gens au pays. En fait, le Conseil national du Bien-être a fait des calculs là-dessus. Il prétend qu'à la fin de 1984, il y aura environ 100,000 canadiens âgés, qui n'ont pas besoin du supplément du revenu garanti actuellement, et qui en auront besoin à ce moment-là, du fait de l'application des mesures du programme des 6 et 5 p. 100.

Voilà ce que j'avais à dire, mais j'ajouterai que votre mémoire est excellent. Vous l'avez très bien préparé et très bien présenté et nous vous en remercions.

Le président: Avez-vous des remarques à faire?

Mme Carr: Je vous remercie d'avoir pris le temps de nous écouter. Nous ne voulons pas faire d'affront à qui que ce soit, mais nous vivons très concrètement le problème du mouvement ouvrier, quoi qu'en pensent certaines personnes, et j'espère que ce projet de loi ne sera pas adopté.

Merci.

Le président: Merci. Au nom des membres du Comité, je remercie M. Lang, M. Baldwin et le vice-président exécutif, M^{me} Shirley Carr. Merci beaucoup.

Il y a encore une question à l'Ordre du jour, soulevée par M. Young au début de la séance.

[Text]

Mr. Young: Yes, could I address that, Mr. Chairman? Since I raised the issue at the beginning of the meeting, there have been discussions between the parties, and as far as I am concerned the results of those discussions are quite satisfactory. The Public Service Alliance of Canada will make a presentation to the committee at 9.00 a.m. tomorrow, for one hour. At least, that is my understanding of our discussions, and that certainly would satisfy me.

The Chairman: For the record, I think I have to mention that, as I mentioned at the beginning of the meeting week, as the chairman I received this letter this afternoon. I just opened the letter this afternoon. Do you want me to read the letter for the record?

An hon. Member: I do not think so.

Mr. Young: I think it has been satisfactory.

Mr. Peterson: A point of order, Mr. Chairman. I was just wondering if this means that we will be getting to clause-by-clause tomorrow, and that it will be out of committee by tomorrow?

The Chairman: Yes. I would like to comment on the point raised by Mr. Young. Mr. Hawkes, are you agreed to accommodate the group?

Mr. Hawkes: My concern was that, because of the speed and the fact that other people were involved and so on, we overlooked some commitments that were made. And the best way to accommodate them is to start at 9.00 a.m., and then when we are done, we will move to clause-by-clause.

The Chairman: And do you understand well that we will proceed tomorrow with the Public Service Alliance of Canada, from 9.00 a.m. until 10.00 a.m.?

• 1800

Mr. Hawkes: Yes.

The Chairman: Until when?

Mr. Hawkes: I would think about an hour. We have to see the brief and make sure that . . .

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): We may need an hour to deal with the . . .

The Chairman: Yes. Afterwards, we will deal with the bill, clause-by-clause; and we will report to the House tomorrow.

Mr. Hawkes: We fully anticipate, in the absence of anything unforeseen, it should not take a whole lot of time.

The Chairman: Do we all agree on that? Are there no comments on that?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: I would like to congratulate all the members for their co-operation in this situation.

The meeting is adjourned until 9.00 a.m. tomorrow in Room 269.

[Translation]

M. Young: Monsieur le président, puis-je en parler? Étant donné que j'ai soulevé la question au début de la séance, il y a eu entretemps des discussions entre les membres des divers partis et, en ce qui me concerne, l'issue en est fort satisfaisante. L'Alliance de la Fonction publique du Canada présentera son mémoire au Comité demain, à 9 heures, et disposera d'une heure. C'est ainsi que j'interprète l'issue des discussions et cela me satisfait entièrement.

Le président: Pour le compte rendu, je pense qu'il faut signaler, comme je l'ai dit au début de la semaine, que j'ai reçu une lettre cet après-midi. Je l'ai ouverte cet après-midi. Voulez-vous que je la lise?

Une voix: Je ne pense pas que ce soit opportun.

M. Young: Je pense que tout le monde est satisfait.

M. Peterson: J'invoque le Règlement, monsieur le président. Cela signifie-t-il que nous aborderons l'étude article par article, dès demain, et que nous aurons terminé notre travail, dès demain?

Le président: En effet. Je voudrais revenir à la question soulevée par M. Young. Monsieur Hawkes, êtes-vous d'accord?

M. Hawkes: Étant donné la vitesse à laquelle nous avons procédé et le fait que d'autres gens étaient en cause, nous avons négligé certains engagements que nous avons pris. La meilleure façon de redresser cela est de commencer à 9 heures, demain matin, et ensuite nous passerons à l'étude article par article.

Le président: Nous sommes donc convenus que, demain matin, entre 9 heures et 10 heures, nous entendrons l'exposé de l'Alliance de la Fonction publique du Canada, n'est-ce pas?

M. Hawkes: Si.

Le président: Combien de temps cela dura-t-il?

M. Hawkes: Une heure, je pense. Nous devons consulter le mémoire et nous assurer que . . .

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Nous avons besoin d'une heure pour . . .

Le président: En effet. Après cela nous passerons à l'étude article par article. Nous ferons rapport du bill à la Chambre, demain.

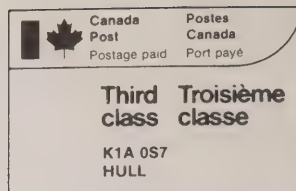
M. Hawkes: Nous espérons, sauf contre-temps majeur, que cela se fera rapidement.

Le président: Sommes-nous tous d'accord? Y a-t-il des remarques.

Une voix: D'accord.

Le président: Je tiens à féliciter les membres du Comité de leur coopération à cette occasion.

La séance est levée. La prochaine séance aura lieu demain, à 9 heures dans la salle 269.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Imprimerie du gouvernement canadien
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7*

WITNESSES—TÉMOINS

From the Economists, Sociologists and Statisticians Association:

Mr. Harley Potter, Chairman, Pensions Committee.

From the Canadian Labour Congress:

Mrs. Shirley Carr, Executive Vice-President;

Mr. Bob Baldwin, National Representative, Research and Legislation Department;

Mr. Ron Lang, Director, Research and Legislation Department.

From the Department of National Health and Welfare:

Mr. R.J. Allen, Director General, Planning, Evaluation and Liaison, Income Security Programme.

De l'Association des économistes, sociologues et statisticiens:

M. Harley Potter, président, Comité des pensions.

Du Congrès du travail du Canada:

M^{me} Shirley Carr, vice-président exécutif;

M. Bob Baldwin, représentant national, Section de la recherche et de la législation;

M. Ron Lang, directeur, Section de la recherche et de la législation.

Du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social:

M. R.J. Allen, directeur général, Planification, Évaluation et Liaison, Programme de sécurité du revenu.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 56

Friday, December 17, 1982

Chairman: Mr. Marcel Roy, M.P.

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 56

Le vendredi 17 décembre 1982

Président: M. Marcel Roy, député

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on**Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent de la*

Health, Welfare and Social Affairs

Santé, du bien-être social et des affaires sociales

RESPECTING:

Bill C-131, An Act to amend the Old Age Security Act
(No. 2)

INCLUDING:

CONCERNANT:

Projet de Loi C-131, Loi n° 2 modifiant la Loi sur la
sécurité de la vieillesse

Y COMPRIS:

Le septième rapport à la Chambre

The Seventh Report to the House

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982

STANDING COMMITTEE ON HEALTH,
WELFARE AND SOCIAL AFFAIRS

Chairman: Mr. Marcel Roy

Vice-Chairman:

Bloomfield	Frith
Cossitt (Mrs.)	Halliday
Côté (Mrs.)	Hawkes
Crosby (<i>Halifax West</i>)	Hudecki
Dantzer	Killens (Mrs.)

COMITÉ PERMANENT DE LA SANTÉ, DU
BIEN-ÊTRE SOCIAL ET DES AFFAIRES
SOCIALES

Président: M. Marcel Roy

Vice-président:

Messrs. — Messieurs

MacDonald (M ^{lle})	Peterson
(<i>Kingston et les Îles</i>)	Robinson (<i>Etobicoke— Lakeshore</i>)
Marceau	Schroder
Mitchell (M ^{me})	Weatherhead
Patterson	Young—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Judith LaRocque

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Friday, December 17, 1982:

Mr. Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*) replaced Mrs. Côté;
Mr. Hudecki replaced Mr. Daudlin;
Mrs. Côté replaced Mr. Tessier;
Mr. Tessier replaced Mr. Weatherhead;
Mr. Ferguson replaced Mr. Peterson;
Mr. Patterson replaced Mr. Scott (*Hamilton—Wentworth*);
Mr. Peterson replaced Mr. Lang;
Mr. Weatherhead replaced Mr. Ferguson;
Mr. Bloomfield replaced Mr. Tessier;

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le vendredi 17 décembre 1982:

M. Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*) remplace M^{me} Côté;
M. Hudecki remplace M. Daudlin;
M^{me} Côté remplace M. Tessier;
M. Tessier remplace M. Weatherhead;
M. Ferguson remplace M. Peterson;
M. Patterson remplace M. Scott (*Hamilton—Wentworth*);
M. Peterson remplace M. Lang;
M. Weatherhead remplace M. Ferguson;
M. Bloomfield remplace M. Tessier.

REPORT TO THE HOUSE

The Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs has the honour to present its

SEVENTH REPORT

In accordance with its Order of Reference of Friday, December 10, 1982, your Committee has considered Bill C-131, An Act to amend the Old Age Security Act (No. 2), and has agreed to report it without amendment.

A copy of the relevant Minutes of Proceedings and Evidence relating to this Bill (*Issues Nos. 53, 54, 55 and 56 which includes the present report*) is tabled.

Respectfully submitted,

RAPPORT À LA CHAMBRE

Le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales a l'honneur de présenter son

SEPTIÈME RAPPORT

Conformément à son ordre de renvoi du vendredi 10 décembre 1982, votre Comité a étudié le bill C-131, Loi n° 2 modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse, et a convenu d'en faire rapport sans modification.

Un exemplaire des procès-verbaux et des témoignages relatifs à ce bill (*fascicules nos 53, 54, 55 et 56 qui comprend le présent rapport*) est déposé.

Respectueusement soumis,

Le président

MARCEL ROY

Chairman

MINUTES OF PROCEEDINGS

FRIDAY, DECEMBER 17, 1982

(87)

[Text]

The Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs met at 9:14 o'clock a.m. this day, the Chairman, Mr. Marcel Roy, presiding.

Members of the Committee present: Mr. Bloomfield, Mrs. Cossitt, Mrs. Côté, Messrs. Dantzer, Frith, Halliday, Hawkes, Hudecki, Mrs. Killens, Miss MacDonald (*Kingston and the Islands*), Mr. Marceau, Messrs. Patterson, Peterson, Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*), Roy, Schroder, Tessier, Weatherhead and Young.

Witnesses: From the Public Service Alliance of Canada: Mr. Pierre Samson, National President, Mr. Guy Jacob, 1st Vice-President, Mr. Daryl Bean, 2nd Vice-President, Mr. Jean Bergeron, 4th Vice-President, Mr. Stephen Jelly and Mr. Mike McTaggart, Staff Members. *From the Department of National Health and Welfare:* Mr. R.J. Allen, Director General, Planning Evaluation and Liaison, Income Security Programme.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Friday, December 10, 1982, concerning Bill C-131, An Act to amend the Old Age Security Act (No. 2). (See *Minutes of Proceedings and Evidence dated Tuesday, December 14, 1982, Issue No. 53*).

On Clause 1

The witnesses made statements and answered questions.

At 10:08 o'clock a.m., the sitting was suspended.

At 10:11 o'clock a.m., the sitting resumed.

Mr. Hawkes moved,—That the Parliamentary Secretary join the witness table.

After debate, the question being put on the motion, it was negatived on the following division:

YEAS

Messrs.

Cossitt (Mrs.)
Dantzer
Halliday
Hawkes

MacDonald (Miss)
(*Kingston and the Islands*)
Young—6

NAYS

Messrs.

Côté (Mrs.)
Frith
Hudecki
Killens (Mrs.)
Marceau
Peterson

Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*)
Schroder
Tessier
Weatherhead—10

Mr. Hawkes moved,—That Clause 1 be amended by striking out lines 11 to 39 on page 2.

PROCÈS-VERBAL

LE VENDREDI 17 DÉCEMBRE 1982

(87)

[Traduction]

Le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales se réunit aujourd'hui à 9h14 sous la présidence de M. Marcel Roy (président).

Membres du Comité présents: M. Bloomfield, M^{me} Cossitt, M^{me} Côté, MM. Dantzer, Frith, Halliday, Hawkes, Hudecki, M^{me} Killens, M^{lle} MacDonald (*Kingston et les Îles*), MM. Marceau, Patterson, Peterson, Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*), Roy, Schroder, Tessier, Weatherhead et Young.

Témoins: De l'Alliance de la Fonction publique du Canada: M. Pierre Samson, président national; M. Guy Jacob, premier vice-président; M. Daryl Bean, deuxième vice-président; M. Jean Bergeron, quatrième vice-président; M. Stephen Jelly et M. Mike McTaggart, membres du personnel. *Du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social:* M. R.J. Allen, directeur général, Planification, évaluation et liaison, Programme de sécurité du revenu.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du vendredi 10 décembre 1982 concernant le Bill C-131, Loi n° 2 modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse. (*Voir procès-verbal et témoignages du mardi 14 décembre 1982, fascicule n° 53*).

Quant à l'article 1

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

A 10h08, le Comité suspend ses travaux.

A 10h11, le Comité reprend ses travaux.

M. Hawkes propose,—Que le secrétaire parlementaire se rende à la table du témoin.

Après débat, la motion, mise aux voix, est rejetée:

POUR

Messieurs

Cossitt (M^{me})
Dantzer
Halliday
Hawkes

MacDonald (M^{lle})
(*Kingston et les Îles*)
Young—6

CONTRE

Messieurs

Côté (M^{me})
Frith
Hudecki
Killens (M^{me})
Marceau
Peterson

Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*)
Schroder
Tessier
Weatherhead—10

M. Hawkes propose,—Que l'article 1 soit modifié par suppression des lignes 11 à 39, page 2.

The Chairman ruled the proposed amendment out of order quoting *Beauchesne's* Fifth Edition, Citation 773(5), dealing with an amendment which would reverse the principle of the bill as agreed to at the second reading stage.

By unanimous consent, the question was put on the amendment of Mr. Hawkes, which was negatived on the following division:

YEAS

Messrs.

:
Cossitt (Mrs.)
Dantzer
Halliday
Hawkes

MacDonald (Miss)
(*Kingston and the Islands*)
Patterson—6

NAYS

Messrs.

:
Bloomfield
Côté (Mrs.)
Frith
Hudecki
Killens (Mrs.)
Peterson

Robinson (*Etobicoke—
Lakeshore*)
Schroder
Weatherhead
Young—10

Clauses 1 and 2 carried on division.

Mr. Dantzer moved,—That Bill C-131 be amended by adding after Clause 2 the following new Clause:

“3. The Special (1983-1984) supplements to GIS shall be included in the OAS Benefits in 1985 and thereafter OAS shall be fully indexed”

After debate, the question being put on the amendment, it was negatived on the following division:

YEAS

Messrs.

:
Cossitt (Mrs.)
Dantzer
Halliday
Hawkes

MacDonald (Miss)
(*Kingston and the Islands*)
Patterson
Young—7

NAYS

Messrs.

:
Bloomfield
Côté (Mrs.)
Frith
Hudecki
Killens (Mrs.)
Marceau

Peterson
Robinson (*Etobicoke—
Lakeshore*)
Schroder
Weatherhead—10

The title carried, on division.

Bill C-131 carried, on division.

The question being put: “Shall I report Bill C-131 to the House,” it was agreed to, on division.

Le président déclare l'amendement proposé irrecevable en citant la Cinquième Édition de *Beauchesne*, Recommandation 773(5) traitant d'un amendement qui est contraire aux principes d'un bill, tel qu'accepté à l'étape de la deuxième lecture.

Du consentement unanime, l'amendement de M. Hawkes, mis aux voix, est rejeté:

POUR

Messieurs

:
Cossitt (M^{me})
Dantzer
Halliday
Hawkes

MacDonald (M^{lle})
(*Kingston et les Îles*)
Patterson—6

CONTRE

Messieurs

:
Bloomfield
Côté (M^{me})
Frith
Hudecki
Killens (M^{me})
Peterson

Robinson (*Etobicoke—
Lakeshore*)
Schroder
Weatherhead
Young—10

Les articles 1 et 2 sont adoptés sur division.

M. Dantzer propose,—Que le Bill C-131 soit modifié par addition, après l'article 2, du nouveau paragraphe suivant:

«3. Les suppléments spéciaux (1983-1984) aux GIS seront inclus dans les prestations de la sécurité de la vieillesse en 1985 et par la suite ces prestations seront entièrement indexées»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est rejeté:

POUR

Messieurs

:
Cossitt (M^{me})
Dantzer
Halliday
Hawkes

MacDonald (M^{lle})
(*Kingston et les Îles*)
Patterson
Young—7

CONTRE

Messieurs

:
Bloomfield
Côté (M^{me})
Frith
Hudecki
Killens (M^{me})
Marceau

Peterson
Robinson (*Etobicoke—
Lakeshore*)
Schroder
Weatherhead—10

Le titre est adopté sur division.

Le Bill C-131 est adopté sur division.

La question à savoir si «Je dois faire rapport du Bill C-131 à la Chambre», mise aux voix, est adoptée sur division.

It was agreed,—That, if requested, reasonable travel and living expenses be paid to witnesses who appeared before the Committee on Bill C-131.

At 10:55 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair

Il est convenu,—Que, s'il y a lieu, des frais raisonnables de déplacement et de séjour soient versés aux témoins qui ont comparu devant le Comité sur le Bill C-131.

A 10h55, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Judith A. LaRocque

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Friday, December 17, 1982

• 0913

Le président: À l'ordre! Je vois que nous avons le quorum. Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du vendredi 10 décembre 1982 portant sur le Bill C-131, Loi numéro 2 modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse.

Tel que convenu, nous devons terminer la première séance à 10h00 pour commencer l'étude du projet de loi article par article. Alors, nous allouons jusqu'à 10h00 aux représentants de l'Alliance de la Fonction publique du Canada.

Nous avons avec nous M. Pierre Samson, qui est président de l'Alliance de la Fonction publique. Je lui demanderais de nous présenter les membres de son personnel.

Monsieur Samson.

M. Pierre Samson (président, Alliance de la Fonction publique du Canada): Merci, monsieur le président. Voici le confrère Stephen Jelly, le deuxième vice-président, le confrère Daryl Bean premier vice-président de l'Alliance, le confrère Guy Jacob, quatrième vice-président de l'Alliance, le confrère Jean Bergeron et le confrère Mike McTaggart.

• 0915

Le président: Ce sont tous des confrères . . .

M. Samson: Merci, monsieur le président.

As you are aware, our appearance before this committee was arranged on exceedingly short notice. As a result, we do not have copies of this statement available in the French language. While we apologize for this inconvenience, we consider your deliberations important and welcome the opportunity to present arguments against the enactment of Bill C-131.

We are here today to lend support to the voices in Canadian society that are opposed to the extension of the government's 6% world to pension income. We endorse the submission to this committee from the Canadian Labour Congress and concur with their conclusion that Bill C-131 should be withdrawn.

It is the considered opinion of the 175,000 members of the Public Service Alliance of Canada that Bill C-131, and its sister bill, Bill C-133 are nothing more than politically motivated, regressive tax measures. Both bills have been justified and supported by the government on the basis that they provide the government with money to reallocate for job creation. As such, Bill C-131 is an explicit taxation measure applied to that segment of society aged 65 and over applied, in other words, to people who are amongst the poorest in Canada.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le vendredi 17 décembre 1982

The Chairman: Order, please! I see we have a quorum. The committee resumes consideration of its order of reference dated Friday, December 10, 1982: Bill C-131, an Act to amend the Old Age Security Act (No. 2).

As we had agreed, we will end the first part of the meeting at 10.00 o'clock a.m. to start the clause by clause consideration of Bill C-131. We will therefore hear from the representatives of the Public Service Alliance of Canada until 10.00 o'clock a.m.

We welcome Mr. Pierre Samson, chairman of the Public Service Alliance of Canada. I would ask him to present the members of his staff.

Mr. Samson.

Mr. Pierre Samson (Chairman, Public Service Alliance of Canada): Thank you, Mr. Chairman. I am accompanied by brother Stephen Jelly, second vice-president, brother Daryl Bean, first vice-president of the Alliance, brother Guy Jacob, fourth vice-president of the Alliance, and brothers Jean Bergeron and Mike McTaggart.

The Chairman: These are all brothers . . .

Mr. Samson: Thank you, Mr. Chairman.

Comme vous le savez, nous avons accepté de comparaître devant ce comité dans des délais très serrés. Par conséquent, nous n'avons pas d'exemplaires en français de notre mémoire. Nous nous excusons de ce contretemps; nous attachons beaucoup d'importance aux délibérations de votre comité et nous sommes heureux d'avoir l'occasion de présenter des arguments contre l'adoption du Bill C-131.

Nous nous sommes présentés aujourd'hui pour nous faire l'écho des Canadiens qui s'opposent à ce que le programme de 6 p. 100 du gouvernement soit élargi pour englober le revenu provenant de pensions. Nous sommes d'accord avec le mémoire présenté au comité par le Congrès du Travail du Canada et, comme lui, nous avons conclu qu'il faudrait retirer le Bill C-131.

Après avoir mûrement réfléchi à la question, les 175,000 membres de l'Alliance de la Fonction publique du Canada estiment que le Bill C-131 et son corollaire, le Bill C-133, ne représentent que des mesures fiscales régressives répondant à des motifs politiques. Le gouvernement justifie le dépôt de ces deux projets de loi en prétextant qu'ils lui donneront des sommes qui seront réaffectées à la création d'emplois. Vu sous cet angle, le Bill C-131 est une mesure fiscale explicite qui vise cette partie de la société qui est âgée de 65 ans et plus, autrement dit, les gens qui sont parmi les plus pauvres du Canada.

[Text]

Selon Statistique Canada, les trois quarts de tous les Canadiens âgés de 65 ans et plus ont touché un revenu annuel inférieur à \$10,000. En outre, le revenu moyen des personnes dans cette catégorie d'âge était de \$9,280. C'est donc dire que bon nombre de citoyens du troisième âge sont dans le dénuement.

La seule façon logique d'interpréter ces chiffres est celle-ci: il faut procéder à une réforme du système de pensions au Canada, de sorte que les retraités touchent un revenu qui leur assurera une vie saine et digne. Les retraités ont attendu patiemment pendant les 18 derniers mois alors que le gouvernement étudiait le problème parmi les promesses de réforme. En juin 1982, on a dit aux Canadiens que l'économie ne permettait pas que l'on procède à une réforme nécessaire de la pension et qu'au contraire, le revenu des pensions devait être diminué et les retraités sacrifiés sur l'autel du monde de 6 p. 100. Exactement cinq mois plus tard, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social déposait un projet de loi qui limitait l'indexation de la sécurité de la vieillesse. Le Bill C-131, s'il est adopté, réduira d'environ \$300 au cours des deux prochaines années les prestations payées à quelque 1,200,000 retraités. De plus, advenant que la pleine indexation de la sécurité de la vieillesse soit rétablie, les retraités vont continuer à souffrir une perte cumulative, parce que les augmentations de la pension seront calculées selon une base diminuée.

Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a justifié les dispositions budgétaires qui ont donné lieu au Bill C-131 en déclarant dans un communiqué, et je cite:

Le Budget prend comme acquis que les Canadiens qui ne sont pas dans le besoin sont tout à fait disposés à faire leur part des sacrifices qui sont nécessaires pour sortir notre pays de la crise économique.

Quiconque croit que la majorité des citoyens du troisième âge n'est pas dans le besoin a perdu contact avec la réalité.

• 0920

The minister's statement is based on the premise that pensioners who receive only the OAS are not in need. This statement is inaccurate and offensive. When commenting on the June 28, 1982 budget, the National Council on Welfare stated that, and I quote:

When the limits on indexation come into effect next January, a single person's eligibility for the Guaranteed Income Supplement will end once his income from earnings-related pension plans, savings and investments reaches \$6,123. This means that a single pensioner with a total income including OAS of as low as \$9,200—more than \$500 below the poverty line for large cities—will pay the same sacrifice in OAS payments as someone living on a moderate or affluent income. Over 100,000 poor and near-poor elderly Canadians will see their incomes reduced by this feature of the budget.

To the best of my knowledge, the minister and her government have failed to dispute the welfare council's understanding of the impact of Bill C-131. That they have been unable to do

[Translation]

According to Statistics Canada, three-quarters of all Canadians aged 65 and over received annual incomes of less than \$10,000. Moreover, the average income for people in this age group was \$9,280, which means that a great many senior citizens are poverty-stricken.

The only rational interpretation of these figures is that the pension system in Canada must be reformed so that pensioners receive an income that will ensure a healthy and dignified life. For the past 18 months, pensioners have waited patiently while the government studied the "problem" amid promises of reform. In June, 1982, Canadians were told that the economy could not afford the necessary pension reform and that, on the contrary, pension income was to be reduced and pensioners sacrificed on the altar of the 6% world. Five months to the day later, the Minister of National Health and Welfare introduced legislation limiting the indexation of Old Age Security. If enacted, Bill C-131 will reduce the benefits paid to some 1.2 million pensioners by approximately \$300 over the next two years. Moreover, if full OAS indexation is ever reinstated, pensioners will continue to suffer accumulative loss because pension increases will be calculated on a reduced base.

The Minister of National Health and Welfare justified the budget provision that gave rise to Bill C-131 by stating in a press release, and I quote:

The budget takes as a given fact that Canadians who are not in need are entirely prepared to share in serious sacrifices which are required to bring our country out of the economic crisis.

Anybody who believes that the majority of senior citizens are not in need is out of touch with reality.

La déclaration du ministre suppose que les retraités qui ne touchent que la pension de sécurité de la vieillesse ne sont pas dans le besoin. Le Conseil national du bien-être social a commenté le budget du 28 juin 1982 en ces termes:

Lorsque les limites de l'indexation entreront en vigueur au mois de janvier prochain, un célibataire n'aura plus droit au supplément de revenu garanti dès que son revenu provenant de régimes afférents aux gains, ses épargnes et ses investissements s'élèvent à \$6,123. Autrement dit, un retraité célibataire dont le revenu total, y compris le supplément de revenu garanti, ne s'élève qu'à \$9,200 (plus de \$500 en-deçà du seuil de pauvreté dans les grandes villes) sera obligé de sacrifier une aussi grande partie du supplément qu'une personne dont le revenu est moyen ou très élevé. Cette disposition du budget réduira les revenus de plus de 100,000 Canadiens âgés qui sont pauvres ou presque pauvres.

En autant que je sache, le ministre et son gouvernement n'ont pas su réfuter les arguments du Conseil national du bien-être social concernant les conséquences du Bill C-131. Parce

[Texte]

so puts the government in a position where it is knowingly and deliberately forcing many thousands of pensioners into poverty.

Furthermore, by the minister's own admission before this committee, Bill C-131 will reduce the incomes of some 35,000 pensioners to the extent that they qualify for the Guaranteed Income Supplement. In other words, Bill C-131 will increase by 35,000 the number of pensioners earning less than the poverty line.

This fact is intolerable and should be sufficient to cause the government to reconsider and withdraw Bill C-131. That the government is proceeding with Bill C-131, despite its inherent perversity, indicates a callousness rarely seen in Canadian history; a callousness, I might add, which has reared its ugly head at each stage of the debate on the "6% world".

Why, then, is the government so intent on ramming restraint down the throats of Canada's old age pensioners? We have heard assertions from members of the government that the money saved by de-indexing old age security will be reallocated to job creation. This argument is not very plausible, especially when one considers the money made available for reallocation amounts to only \$43 million in 1983 and \$72 million in 1984. As a percentage of government expenditures, the funds made available for reallocation from the enactment of Bill C-131 will approximate 0.05 of 1% in 1983 and 0.08 of 1% in 1984.

Moreover, Mr. Chairman, the money saved is not being reallocated to job creation, as the government maintains, but on the contrary, is being used to fully index capital gains and other investment income at a cost to the government of some \$350 million in 1983 alone. Unlike the President of the Treasury Board in his implausible defence of Bill C-133, the Minister of National Health and Welfare has abandoned the financial reallocation argument.

In an appearance before this committee, the minister stated:

This bill is not intended to save money for the government... the savings are quite small. This bill is intended to bring down inflation for all Canadians, including seniors.

And the minister added, and I quote:

This is part, after all, of a campaign of mobilization of Canadians, a tremendous service to seniors and to all of us

I sincerely hope that seniors receive the minister's message and mobilize against the government.

• 0925

Bill C-131 will have no effect whatsoever on inflation. The only positive occurrence that can result from the enactment of Bill C-131 is the defeat of the minister and any member of this House who has the audacity to vote in favour of OAS rollback.

[Traduction]

qu'ils n'ont pas su le faire, le gouvernement est donc en train d'obliger, sciemment et délibérément, des milliers de pensionnés à vivre dans la pauvreté.

Qui plus est, le ministre elle-même a déclaré devant ce comité que le Bill C-131 réduira le revenu de quelque 35,000 retraités qui n'auront plus droit au supplément de revenu garanti. Autrement dit, le Bill C-131 augmentera de 35,000 le nombre de retraités dont le revenu se situe en deça du seuil de pauvreté.

C'est intolérable et cette idée, à elle seule, devrait inciter le gouvernement à étudier de nouveau la situation et à retirer le Bill C-131. Que le gouvernement pousse l'adoption du Bill C-131, malgré sa nature essentiellement perverse, témoigne d'une insensibilité que l'on a rarement vue dans l'histoire du Canada; une insensibilité que l'on a vue poindre à chaque étape de la discussion sur le programme des 6 p. 100.

Pourquoi le gouvernement insiste-t-il tant pour forcer les retraités du Canada à accepter ces réductions? Certains députés du gouvernement ont prétendu que la déindexation de la sécurité de la vieillesse permettra de recueillir des fonds qui seront affectés à la création d'emplois. Ce prétexte n'est pas très plausible, si l'on songe que les sommes qui devront être redistribuées ne totaliseront que 43 millions de dollars en 1983 et 72 millions de dollars en 1984. Exprimées en termes de pourcentage de dépenses publiques, si le Bill C-131 est adopté, ces sommes représenteront environ 0.05 d'un p. 100 en 1983 et 0.08 p. 100 en 1984.

Par ailleurs, monsieur le président, les sommes économisées ne seront pas réaffectées à la création d'emplois comme le prétend le gouvernement; au contraire, elles serviront à indexer de façon intégrale les gains en capital et d'autres revenus provenant de l'investissement, ce qui coûtera environ 350 millions de dollars au gouvernement en 1983 seulement. Contrairement au président du Conseil du Trésor qui continue d'avancer ces arguments peu plausibles pour défendre le Bill C-133, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a renoncé au prétexte de la réaffectation.

Lorsqu'elle a comparu devant ce comité, le ministre a dit:

Ce projet de loi n'a pas pour but de recueillir des fonds pour le gouvernement... les économies sont très faibles. Le projet de loi a pour but de réduire l'inflation, ce qui avantagera tous les Canadiens, y compris les retraités.

Le ministre a ajouté et je cite:

Après tout, cette mesure s'inscrit dans une campagne de mobilisation faisant appel à tous les Canadiens et rendra d'énormes services aux retraités et à tout le monde.

J'espère vivement que les personnes âgées qui entendent ce message du ministre se mobiliseront contre le gouvernement.

Le Bill C-131 n'aura aucune incidence sur l'inflation. La seule retombée positive de l'adoption du Bill C-131 sera la défaite du ministre et de n'importe quel député de la Chambre qui aura l'audace de voter en faveur de la réduction de la sécurité de la vieillesse.

[Text]

To this point, we have argued that Bill C-131 is generally bad taxation and economic policy. Yet, as all members know, Bill C-131 is an act to amend the pension income system in Canada, or, more precisely, to amend an important part of that system. As such, it must be assessed from the perspective of pension policy.

The Old Age Security Act, passed by the House of Commons in 1951 and effective from January 1952, provided everyone who met an age and residency requirement with a flat—rate pension benefit. The OAS was conceived as a universal program; however, a 1966 amendment establishing the guaranteed income supplement program began an erosion of universality that continued to this day.

Members of Parliament who care one iota for the plight of pensioners should remember that the guaranteed income supplement was introduced as a transitional measure designed to provide income—tested supplementary benefits for pensioners who because of age would not be eligible for full benefits under the Canada—Quebec Pension Plan.

Furthermore, the maximum supplement payable was set at 40% of the OAS benefit. This stipulation was rescinded by an amendment in 1970. As a result, the guaranteed income supplement has increased relative to the OAS to the point that by June, 1982, the maximum supplement for a single person had moved from 40% of the OAS to slightly more than the OAS. By eroding the base of the universal OAS and increasing the value of the income—tested guaranteed income supplement, Bill C-131 will compound the errors previously made vis-à-vis pension income.

In essence, Bill C-131 is an untenable contribution to pension policy because of its inherent bias in favour of income—tested selectivity. This is particularly disturbing given the fact that more than half of the present recipients of OAS benefits receive an additional full or partial guaranteed income supplement benefit. Moreover, the government's bias toward income—tested pension benefits is so great that recipients of the maximum Canada Pension Plan retirement benefit are still entitled to \$90 per month in guaranteed income supplement benefits, unless they have additional sources of private income.

Furthermore, the role of OAS benefits as a percentage of retirement income has fallen substantially over the years. In 1964 the OAS represented approximately 20% of the average industrial wage; today it represents approximately 14%. This erosion has occurred despite the fact that OAS benefits have been indexed, universal and an important part of the public pension system in Canada.

Bill C-133 is a punitive attack on the incomes of Canadian pensioners that pretend's to be a temporary economic policy measure. In reality, however, Bill C-131 will permanently erode the pension income of over 1 million Canadians. In

[Translation]

Jusqu'à présent, on a dit que le Bill C-131 représente une politique économique et fiscale foncièrement mauvaise. Et pourtant, comme tous les députés le savent, le Bill C-131 est une loi modifiant le régime canadien de revenu de pension ou, de façon plus précise, modifiant une très grande partie de ce régime. Il convient donc de l'étudier sous l'angle de la politique des pensions.

La Loi sur la sécurité de la vieillesse, adoptée par la Chambre des communes en 1951 et entrée en vigueur dès le mois de janvier 1952, a accordé à toute personne qui répondait aux critères d'âge et de résidence une prestation forfaitaire. La sécurité de la vieillesse a été conçue comme un programme universel; toutefois, une modification adoptée en 1966 a créé le programme de supplément de revenu garanti et n'a cessé de miner ce principe d'universalité.

Les députés qui se soucient tant soit peu du sort des retraités devraient se rappeler que le supplément de revenu garanti a été créé comme mesure de transition en vue de verser des prestations supplémentaires fondées sur une évaluation du revenu des retraités qui, en raison de leur âge, n'étaient pas admissibles aux prestations intégrales en vertu du Régime de pensions du Canada ou du Régime de rentes du Québec.

En outre, le supplément maximum était fixé à 40 p. 100 des prestations de sécurité de la vieillesse. Ce critère a été supprimé par voie de modification en 1970. En conséquence, le supplément de revenu garanti a augmenté par rapport à la sécurité de la vieillesse à tel point qu'en juin 1982, le supplément maximum pour un célibataire était passé de 40 p. 100 de la sécurité de la vieillesse à un peu plus que la sécurité de la vieillesse. En minant le principe d'universalité de la sécurité de la vieillesse et en augmentant le supplément de revenu garanti à la suite d'une évaluation du revenu, le Bill C-131 augmentera le nombre d'erreurs déjà commises par rapport au revenu de pension.

Le Bill C-131 est une adjonction inacceptable à la politique en matière de pension, du fait qu'il favorise un choix en vertu d'une évaluation du revenu. Cet aspect du projet de loi est particulièrement inquiétant, compte tenu du fait que plus de la moitié des personnes qui touchent la sécurité de la vieillesse reçoivent également, sous une forme intégrale ou partielle, un supplément de revenu garanti. Par ailleurs, le gouvernement favorise à tel point les pensions calculées après une évaluation du revenu que les bénéficiaires des prestations de retraite en vertu du Régime de pensions ont encore droit à \$90 par mois au titre du supplément du revenu garanti, à moins d'avoir d'autres sources de revenu personnelles.

En outre, l'importance de la sécurité de la vieillesse comme pourcentage du revenu de retraite a baissé considérablement au cours des années. En 1964, elle représentait environ 20 p. 100 du salaire moyen dans l'industrie; aujourd'hui, elle en représente environ 14 p. 100. Cette érosion s'est opérée, malgré le fait que la sécurité de la vieillesse a été indexée, rendu universelle et intégrée au régime des pensions au Canada.

Le Bill C-133 est une mesure vengeresse déguisée en mesure économique temporaire qui s'attaque aux revenus des retraités canadiens. Mais en réalité, le Bill C-131 permettra d'éroder, de façon permanente, le revenu de pension de plus d'un million

[Texte]

addition, if enacted, the bill will have a devastating effect on the principle of universality. It is with considerable justification, therefore, that the Public Service Alliance of Canada recommends the immediate withdrawal of Bill C-131.

Thank you, Mr. Chairman.

• 0930

Le président: Merci, Monsieur Samson.

Je voudrais maintenant mentionné que la première lecture de ce projet de loi C-131, Loi n° 2 modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse, a été faite le 28 octobre 1982.

Je donne maintenant la parole aux députés qui voudront questionner les membres de l'Alliance de la Fonction publique du Canada. Le projet de loi a été présenté à la Chambre pour la première lecture le 28 octobre 1982. Je dois aussi vous répondre quelque peu, car vous avez mentionné le peu de temps que vous avez eu pour présenter votre mémoire dans les deux langues officielles. Je trouve tout à fait indécemment, étant donné le personnel que vous avez à l'Alliance de la Fonction publique, et le fait que vous soyez aujourd'hui six personnes autour de la table, que vous n'avez pas eu la délicatesse de présenter votre mémoire dans les deux langues officielles.

Si vous voulez répondre . . .

M. Samson: Oui, Monsieur le président, après les remarques que vous venez de faire, je tiens à m'objecter quant au ton de vos remarques. Nous avons dû nous battre, monsieur le président, pour se faire entendre ici, aujourd'hui. J'ai su, personnellement, hier à 23 heures, que nous devions nous présenter ce matin, ici, à 9h00. Je n'accepte pas cette remarque qui ouvre les délibérations. Quant au fait que nous n'ayons pas présenté le mémoire en français, c'est que nous devons attendre d'avoir, justement, la permission ou l'autorisation, de se présenter devant le Comité. On l'a eue hier!

Le président: Quand avez-vous demandé la permission, monsieur Samson? La lettre est arrivée hier, lorsque je présidais le Comité. J'ai ouvert cette lettre à 15h45 hier. Elle a été déposée à mon bureau, il était près de 17h00. Vérifiez les témoignages d'hier, monsieur Samson! Et c'est à cette heure-là que la lettre a été déposée au Comité., c'est grâce à la coopération de tous les membres qui ont accepté ce matin de recevoir l'Alliance à 9 heures . . .

M. Samson: Monsieur le président, je ne veux pas en faire un débat . . .

Le président: Les faits sont là!

M. Samson: . . . Je ne veux pas en faire un débat mais le fait . . .

Le président: Moi non plus! Les faits sont là; vous avez la lettre.

M. Samson: Le fait qu'on ait senti le besoin, hier, de vous écrire une lettre c'est parce qu'on était inquiets. On pensait ne pas pouvoir se présenter ce matin devant le Comité.

Le président: Quand avez-vous fait la demande?

[Traduction]

de Canadiens. Qui plus est, s'il est adopté, le projet de loi détruira le principe d'universalité. L'Alliance de la Fonction publique du Canada se croit tout à fait justifiée de recommander le retrait immédiat du Bill C-131.

Merci, monsieur le président.

The Chairman: Thank you, Mr. Samson.

Let me mention now that first reading of Bill C-131, an Act to amend the Old Age Security Act (No. 2) took place on October 28, 1982.

I will now give the floor to those members who will wish to question the representatives from the Public Service Alliance of Canada. The bill was introduced in the House for its first reading on October 28, 1982. I must also comment on what you have said about not having enough time to present your brief in both official languages. Given your staff at PSAC and the fact that you are six here around the table today, I find particularly indecent that you have not been considerate enough to present your brief in both official languages.

You may comment if . . .

Mr. Samson: Yes, Mr. Chairman, I must object to your remarks. We have had to fight to be able to come here and be heard today. I, for one, learned only last night at 11.00 o'clock p.m. that we were supposed to be here this morning at 9.00 a.m. I will not accept such an opening remark. As for the fact that we have not been able to produce our brief in French, we were waiting for the authorization to appear before the committee, and we got it only yesterday!

The Chairman: When did you ask for permission to appear, Mr. Samson? Your letter arrived yesterday, while I was presiding a meeting of the committee. I opened this letter at 3.45 p.m. yesterday. It was left at my office at almost 5.00 p.m. Check yesterday's proceedings, Mr. Samson! That is when your letter was presented to the committee. And it is thanks to the co-operation of all members that we have agreed to have the Alliance appear this morning at 9.00.

Mr. Samson: Mr. Chairman, I do not want to have a discussion . . .

The Chairman: But those are the facts!

Mr. Samson: I do not want to make a discussion, but the fact that . . .

The Chairman: Me neither! But the facts are there and you do have a copy of the letter.

Mr. Samson: If we felt the need to write you a letter yesterday, it is because we were worried. We thought we could not make it before the committee this morning.

The Chairman: When did you make a request to appear?

[Text]

M. Samson: Eh bien, la demande on l'a faite... Ce n'est pas uniquement la question de la demande, monsieur le président. On a eu l'impression qu'on ne voulait pas nous entendre.

Le président: Mais qui vous a donné cette impression?

M. Samson: C'est le Comité qui nous en a donné l'impression...!

Le président: Absolument pas! On a entendu toutes les personnes qui ont demandé d'être entendues par le Comité... Toutes les personnes ont été entendues. C'est pour le compte rendu que je voudrais clarifier...

M. Samson: Enfin!

Sur le deuxième point, monsieur le président, soit la question des deux langues officielles, je pense que les enregistrements de la présentation au Comité, ce matin, vont refléter que le mémoire a été présenté dans les deux langues officielles. Si vous n'avez pas une copie entre vos mains, présentement, on vous en fera parvenir une aussitôt que la traduction sera faite.

Le président: Merci.

Monsieur Hawkes.

Mr. Hawkes: Thank you, Mr. Chairman. If I can maybe correct the record—Bill C-131 came out of the House of Commons last Friday, under closure. This committee was seized with another piece of legislation at that point called Bill C-132 and we did not get around to planning for witnesses and so on in terms of C-131 until Monday.

I think the transcript will show that members of my party, in particular, were hesitant about the government's desire for speed; that there was going to be difficulty with witnesses, and I think the record of the committee hearings will show that we expressed that concern.

As I understand the difficulty related to this group of witnesses, there was some confusion. I believe it was a member of the NDP party that indicated that this group would like to appear before us. They were on our list as people to be phoned. Our own clerk could not do the phoning because we were busy with Bill C-132 and other members of the clerk's staff had to do the phoning.

I think it is essentially a confusion which arose as a consequence of the government's desire to move speedily with legislation we were warned about in June, but not seized with in the House of Commons. It is, for a bill of this magnitude, that affects the incomes of millions of Canadians, to have it in committee for less than a week, it is really something that I would hope—in a legislative sense—will not be repeated in the future. It should not have happened this time. Can I go one step further? I was disappointed this morning that we did not have a quorum and were not able to start on time. The normal pattern to establish witness quorum is the chairman and a couple of Liberals, a Conservative and an NDP. It was, in fact, the NDP who were absent this morning. They did not show up until about 9.30 a.m. We had to form a quorum without them, and that too disappoints me because it is an important...

[Translation]

Mr. Samson: Well, we made a request... But it is not only a question of requests, Mr. Chairman. We had the impression that the committee did not want us to appear.

The Chairman: Who gave you that impression?

Mr. Samson: The committee gave us that impression!

The Chairman: Absolutely not! We have heard all those who requested to appear before the committee. All those persons have been heard. I want to make that clear for the record.

Mr. Samson: Well, anyway!

As for the second point, about the two official languages, I think that the recording of this morning's proceedings will reflect the fact that our brief was presented in both official languages. You may not have a copy in your possession now, but you will get the translation as soon as it is done.

The Chairman: Thank you.

Mr. Hawkes.

M. Hawkes: Merci, monsieur le président. J'aimerais apporter une légère correction. Le Bill C-131 est passé à la Chambre des communes vendredi dernier, en vertu de la règle de clôture. Notre Comité était alors saisi d'un autre projet de loi, le Bill C-132, et nous n'avons pu prévoir la liste des témoins pour le Bill C-131 que lundi.

La transcription des débats montrera que les députés de mon parti surtout ont été réticents à accepter la célérité souhaitée par le gouvernement. Nous savions que nous aurions des problèmes avec les témoins. D'ailleurs, la transcription des délibérations du Comité prouvera que nous avons bel et bien exprimé cette crainte.

Si j'ai bien compris les problèmes dont ont fait état nos témoins, il y a eu un peu de confusion. Je crois que c'est un député néo-démocrate qui a dit que l'Alliance désirait comparaître. Elle figurait donc sur la liste des gens auxquels nous devions téléphoner. Notre greffier n'a pas pu le faire parce que nous étions occupés à l'étude du Bill C-132 et ce sont d'autres employés au bureau du greffier qui devaient s'en charger.

Je crois donc qu'il y a eu quelques malentendus suite aux souhaits du gouvernement d'étudier cette loi à la hâte, car, même si nous en avions été avertis en juin, les lois n'avaient pas été présentées à la Chambre des communes. Un projet de loi d'une telle importance qui touche les revenus de millions de Canadiens devrait être étudié en comité pendant plus d'une semaine, et j'espère qu'à l'avenir cet état de choses ne se représentera plus. D'ailleurs, c'était une fois de trop. Et permettez-moi d'aller encore plus loin. Ce matin, j'ai été déçu de constater que nous n'avions même pas le quorum et que nous n'avons pas pu commencer à l'heure. Règle générale, le quorum pour entendre des témoins se compose du président, de deux libéraux, d'un conservateur et d'un néo-démocrate. En fait, ce matin, ce sont les néo-démocrates qui étaient absents. Ils ne se sont montrés que vers 9h30 et nous avons donc dû

[Texte]

[Traduction]

former un quorum sans eux. Cela aussi me déçoit car c'est important . . .

• 0935

The Chairman: The chairman was here, Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: I beg your pardon?

The Chairman: The chairman was here.

Mr. Hawkes: Yes, I know the chairman was, and the Liberals were here and the Conservatives were here. The missing one was the NDP.

The Chairman: Would you like to proceed on the content of the bill now as agreed?

Mr. Hawkes: Yes, I would be glad to, Mr. Chairman.

I want to say to the witnesses, first of all, that your closing paragraph about the withdrawal of Bill C-131 is a paragraph with which the members of my party are in complete agreement. If the government were to see fit to withdraw the bill; if the government were to see fit to leave it in committee and never report it back to the House; or if the government were to see fit to have it reported back to the House but never debated and passed into law, our party would support any of those three actions. We would support any of those three actions for many, many reasons, and I think most of them are covered in one form or another in your brief.

Let us start with one reason which is dear to my heart. I think it is in your brief, but it is not there with clarity. You use the word "perversity" of fiscal policy, and "perversity" we defined yesterday as having, I guess, its usual common meaning, but it is also a polar opposite.

Let me put the question in this way: Do you mean by perversity that this is exactly the wrong time to be cutting the putting of money in the pockets of consumers, given the nature of the unemployment situation and the severe difficulty in this country? Is this a perverse policy because it takes money out of the pockets of consumers and at this point fiscal policy should be putting money into the pockets of consumers?

The Chairman: Mr. Samson.

Mr. Samson: Yes, definitely it is a bad time. As far as we are concerned, no time is a good time to pass legislation such as Bill C-131 or Bill C-133, or whatever. We are dealing here with a group of Canadians who do not have any other sources of income, and if the government, in its political wisdom, is going to find it necessary to—what other words can we use—attack that group of Canadians; to go into their pockets and say, well, listen, you have to contribute also to the economic recovery of Canada . . . That is not a good statement, because that group of people has contributed to the economic well-being of Canada before and we are asking them now to contribute to the economic recovery for which they were not responsible in the first place. They have no other means of income and the government, by passing the law, will say to these Canadians, listen, we need your money because we have mismanaged the economy.

Le président: Le président était là, monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Pardon?

Le président: Le président était là.

M. Hawkes: Oui, je sais que le président y était, les libéraux aussi, de même que les conservateurs. C'était un député du NDP qui manquait.

Le président: Voudriez-vous maintenant, comme convenu, passer au projet de loi même?

M. Hawkes: Avec plaisir, monsieur le président.

Je voudrais d'abord dire aux témoins que leur dernier paragraphe à propos du retrait du Bill C-131 correspond parfaitement à l'opinion des députés de mon parti. Si le gouvernement décidait de retirer ce projet de loi ou jugeait bon de le laisser au comité sans jamais en faire rapport à la Chambre, ou encore si le gouvernement préférerait qu'il y ait un rapport à la Chambre mais sans débat ni adoption, notre parti serait parfaitement d'accord, quelle que soit la solution choisie, et ce, pour bien des raisons, la plupart se retrouvant plus ou moins dans votre mémoire.

Commençons par la raison la plus chère à mon cœur. Dans votre mémoire, elle est évoquée mais pas très clairement. Vous parlez d'une politique fiscale «perverse». Or, hier, nous avons défini cet adjectif comme ayant son sens courant habituel mais également un sens contraire.

En parlant de pervers, voulez-vous dire que ce n'est précisément pas le bon moment pour verser moins d'argent aux consommateurs étant donné le taux de chômage et la conjoncture grave au pays à l'heure actuelle? Cette politique est-elle perverse parce qu'elle diminue les liquidités des consommateurs alors qu'elle devrait plutôt les accroître?

Le président: Monsieur Samson.

M. Samson: C'est certainement le mauvais moment. D'après nous, ce ne sera jamais le temps d'adopter une loi comme les Bills C-131 ou C-133. Il s'agit de Canadiens n'ayant aucune autre source de revenu et si le gouvernement, dans sa grande sagesse politique, juge utile de s'attaquer à ce segment de la population, de fouiller leurs poches, sous prétexte de les faire contribuer au redressement économique du Canada, c'est un mauvais calcul, car ces gens ont déjà contribué au bien-être économique du pays et nous leur demandons maintenant de contribuer à la solution d'une crise dont ils ne sont même pas responsables. Ces gens n'ont aucune autre source de revenu et le gouvernement, en adoptant cette loi, leur dit tout simplement qu'il a besoin de leur argent parce qu'il a mal administré notre économie.

[Text]

Mr. Hawkes: It is like a tax on the pockets of people at the poverty line, a special tax.

Mr. Samson: That is the way we feel, Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: One of the characteristics of people at the poverty line is that they spend whatever they get; they cannot afford to save. Therefore, they contribute to the economy by spending.

Mr. Samson: In response to your question, Mr. Hawkes, I do not know personally of any old age pensioners' having secret Swiss accounts where they deposit their money at the present time. They are barely living on the very low income and the statistics of Canada are there to prove that. There are exceptions, but very, very few exceptions.

I take it as an exception, and I mentioned it yesterday in another committee, that if the government in its wisdom finds it necessary to give special privilege to the first public servant of this country, it should also give special consideration to the lowest members or the most poverty-stricken members of Canadian society today. I am referring to Michael Pitfield, who is privileged.

Mr. Hawkes: His pension went up from \$1,500 to \$3,000 a month, and in the meantime we are cutting money out of the pockets of the poor.

Mr. Samson: You have taken the words right out of my mouth.

Mr. Hawkes: You also, I think, make a very valid attack on the issue of inflation. The minister has told us that this bill is necessary in our fight against inflation. You indicate to us that the saving to the federal treasury is, at best, this year, in the order of one-twentieth of 1% of federal government expenditure. Can you tell me that in gross national product terms? Would that be like 0.01 of 1%? What would the number be?

• 0940

Mr. Samson: That is what it is. Your understanding of the statistic is exactly what it is: 0.01.

Mr. Hawkes: One one-hundredth of 1%.

Mr. Samson: Yes. It is minimal.

Mr. Hawkes: It is almost laughable.

Mr. Samson: I see people laughing around the table.

Mr. Hawkes: It is an argument that just cannot hold water. It is such a small amount of money relative to GNP that it can have absolutely no effect on inflation. Is that a conclusion that you draw?

Mr. Samson: Definitely, 100%. We are not the only ones drawing that same conclusion. There are other millions of Canadians who are drawing the same conclusion.

Mr. Hawkes: On page 2 of your brief you indicate that it is going to reduce benefits paid to pensioners by \$300 over the

[Translation]

M. Hawkes: En fin de compte, c'est comme une taxe spéciale sur l'argent de poche de ceux qui vivent au seuil de la pauvreté.

M. Samson: C'est-là notre sentiment, monsieur Hawkes.

M. Hawkes: L'une des caractéristiques de ces gens au seuil de la pauvreté, c'est qu'ils dépensent tout l'argent dont ils disposent car ils n'ont pas les moyens d'épargner. Par conséquent, ils contribuent à l'économie en dépensant.

M. Samson: Pour répondre à votre question, monsieur Hawkes, je ne connais pas personnellement de retraités ayant des comptes secrets en Suisse dans lesquels ils déposent leur argent. Ils arrivent à peine à survivre avec de très faibles revenus comme le montrent les statistiques disponibles au pays. Il y a évidemment des exceptions, mais elles sont rares.

Comme je l'ai d'ailleurs dit devant un autre comité hier, si le gouvernement a la sagesse de juger utile d'accorder un privilège spécial au premier fonctionnaire du pays, il devrait également attacher une attention toute spéciale aux Canadiens les plus humbles, à ceux qui sont les plus touchés par la pauvreté. Je fais bien entendu allusion à Michael Pitfield qui est bien privilégié.

M. Hawkes: Sa pension est passée de \$1,500 à \$3,000 par mois et, pendant ce temps, nous diminuons les revenus des pauvres.

M. Samson: Vous m'enlevez les mots de la bouche.

M. Hawkes: Vous lancez également une attaque très pertinente contre l'inflation. Le ministre nous a dit que ce projet de loi était nécessaire pour nous aider à lutter contre l'inflation. Vous nous dites que le Trésor fédéral épargnera au mieux un vingtième de 1 p. 100 des dépenses du gouvernement fédéral cette année. Pouvez-vous me donner cette proportion par rapport au produit national brut? Est-ce que cela correspondrait à peu près à 0.01 de 1 p. 100? Quel serait le pourcentage?

M. Samson: C'est exactement cela, vous avez très bien transposé la statistique: 0.01.

M. Hawkes: Donc, un centième de 1 p. 100.

M. Samson: En effet, c'est minime.

M. Hawkes: C'est presque risible.

M. Samson: D'ailleurs, je vois des gens rire à cette table même.

M. Hawkes: Cet argument ne tient pas debout. Le montant est si insignifiant par rapport au PNB, que cela ne peut avoir aucun effet sur l'inflation. Est-ce là votre conclusion?

M. Samson: Certainement. Nous ne sommes pas les seuls à arriver à cette même conclusion. Des millions d'autres Canadiens le font aussi.

M. Hawkes: À la deuxième page de votre mémoire, vous dites que cette politique réduira les pensions versées aux

[Texte]

next two years, approximately. What were your assumptions about inflation rate?

Mr. Samson: Mr. Chairman, I will recognize Mr. Jelly.

Mr. Stephen Jelly (Public Service Alliance of Canada): It is 10.5%.

Mr. Hawkes: It is 10.5% for each of the two years, for 1983 and for 1984, or for the . . . ?

Mr. Jelly: It is 11%, 10% or 10.5% and 10.5%, I am not sure precisely what.

Mr. Hawkes: Something in that ball park.

You indicate on page 3 of your brief that it is your opinion that the government is knowingly and deliberately forcing many thousands of pensioners into poverty. Can you expand on that a bit: knowingly and deliberately.

Mr. Samson: Mr. Hawkes, it was the minister's own admission before this committee that Bill C-131 will reduce the income of some 35,000 pensioners, and of course, reading from the notes:

. . . to the extent that they qualify for Guaranteed Income Supplement.

In other words, the bill will increase the number of pensioners earning less than the poverty line by 35,000. We also mention that the government was giving \$350 million by Minister Lalonde's economic statement letter practically a month ago, by favouring professional athletes and professionals, doctors, lawyers, architects; this Canadian society—and then they are trying to be credible in asking us to believe we should trust them. Just to cite one example, Bell Telephone will benefit by millions of dollars in 1983 by these income-tax loopholes that have been taken out by Minister Lalonde and which were closed off by Minister MacEachen in June.

Mr. Hawkes: One last quick question. We have OAS; we have the Guaranteed Income Supplement, and the relationship between those two, which you have identified with clarity. We are moving away from universality towards income testing. One of the rhythms of that income testing fits the Canada Pension Plan, in the sense that Canadians have been contributing now each year for a longer period of time to Canada Pension Plan. It is supposed to provide a bigger chunk of retirement income. But as we move to increasing the OAS, we are really reducing the value of that Canada Pension Plan by 50¢ on the dollar, because for every \$2 that we are getting in CPP, our GIS payment gets reduced \$1 and our OAS stays the same. So as we reduce OAS, we move more to GIS, we are really taking benefits away from people who contributed to Canada Pension Plan throughout their working life. Am I correct in that?

Mr. Samson: You are correct in that, sir.

Mr. Hawkes: Thank you.

[Traduction]

retraités d'environ \$300 au cours des deux prochaines années. Quels taux d'inflation prévoyez-vous?

M. Samson: Monsieur le président, je vais céder la parole à M. Jelly.

M. Stephen Jelly (Alliance de la Fonction publique du Canada): Un taux de 10.5 p. 100.

M. Hawkes: Vous prévoyez 10.5 p. 100 pour 1983 et 1984 ou pour . . .

M. Jelly: C'est 11 p. 100, 10 p. 100 ou 10.5 p. 100 et 10.5 p. 100; je ne me souviens plus très bien.

M. Hawkes: Quelque chose du genre.

A la troisième page de votre mémoire, vous dites être convaincus que le gouvernement est en train d'obliger sciemment et délibérément des milliers de pensionnés à vivre dans la pauvreté. Qu'entendez-vous au juste par les mots «sciemment et délibérément».

M. Samson: Monsieur Hawkes, le ministre a elle-même reconnu devant votre comité que le Bill C-131 allait réduire les revenus de quelque 35,000 pensionnés, et je cite d'ailleurs un extrait de ses notes:

. . . dans la mesure où ils sont admissibles au supplément de revenus garanti.

Autrement dit, le projet de loi augmentera de 35,000 le nombre des pensionnés qui gagnent moins que le montant reconnu comme seuil de la pauvreté. Nous disons également que le gouvernement, d'après le discours du ministre Marc Lalonde sur l'état de l'économie il y a un mois, abandonnait presque 350 millions de dollars au profit des athlètes professionnels, des médecins, des avocats et des architectes. Ce gouvernement vient ensuite nous demander de lui faire confiance. Citons par exemple la Société Bell qui épargnera en 1983 des millions de dollars grâce aux échappatoires de la Loi de l'impôt sur le revenu qui avait été supprimés par le ministre MacEachen en juin et que M. Lalonde vient de remettre en place.

M. Hawkes: Une dernière question très rapidement. Il existe la sécurité de la vieillesse d'une part et le supplément de revenu garanti d'autre part. Il y a entre les deux un lien que vous avez clairement souligné. Nous nous éloignons de l'universalité pour tendre vers une admissibilité en fonction du revenu. L'une des règles de cette dernière formule convient au Régime de pensions du Canada puisque les Canadiens versent maintenant une contribution annuelle plus élevée au régime, ce qui est censé rapporter une plus grande part de revenus de pension. Mais en augmentant la sécurité de la vieillesse, nous diminuons la valeur du Régime de pensions du Canada de 50¢ pour chaque dollar car pour \$2.00 reçus du RPC, le SRG est diminué d'un dollar tandis que la sécurité de la vieillesse ne change pas. Donc, en diminuant la sécurité de la vieillesse, les gens recevront plus de SRG, ce qui signifie que ceux qui ont toujours contribué au Régime de pensions du Canada recevront moins. Est-ce que je me trompe?

M. Samson: Pas du tout.

M. Hawkes: Merci.

[Text]

The Chairman: Mr. Young, Mr. Marceau, Mrs. Cossitt.

Mr. Young: First of all, I should apologize if I caused any delay in you making your presentation. Like Mr. Hawkes and his party, who have been particularly anxious to ram the six and five program through the House from the very beginning, we do not mind delays in shoving this legislation through the House at all. So while I may apologize to you for any inconvenience we may have caused this morning, I want to assure you that we in the New Democratic Party do not apologize for delaying this piece of legislation through the House at all.

• 0945

I should point out to you, as well, that when Mr. Hawkes' party anxiously, if not enthusiastically, supported the initial piece of legislation on six and five, in our view, that piece of legislation set the stage for all the six and five programs. If the Conservative Party had joined with the NDP at the outset, perhaps we would not be faced with this six and five program now, on Bill C-133, Bill C-132 or Bill C-131.

I want to congratulate you, first of all, on the points you have made in your brief. Many of the points you have made are ones that we, in the NDP, have already made, both in the House and before this committee. They are also much the same points that other witnesses have made before this committee. That says, to me, that the general concerns out there are very broad indeed in terms of what is going to happen to the incomes of senior citizens in this country, not only over the next two years, but in relation to the effects that it will have on the continued incomes of seniors beyond the two year period.

We have consistently made the argument that if inflation does not, in fact, come down to 6% in 1983 and 5% in 1984—and I have not heard anyone in authority, from the economic side or anywhere else, make statements, to my knowledge, that they would agree that inflation can, in fact, be brought down to 6% and 5% over the next two years—if inflation remains above 6% and 5% in 1983 and 1984, when pensions are fully indexed again in 1985—if, indeed, they ever are, because there are no assurances in Bill C-131 that that intention is there, it is not spelled out in Bill C-131—in our view because the base upon which the indexing is made will be substantially lower than it would have been if the six and five program had not come out, the effects on old age pensions will go much beyond 1983 and 1984. The base upon which the calculations will be based on will be that much smaller, so there will be a continuing erosion of pension income and pension protection for senior citizens, from which they will never recover—either present retirees or persons who will be going on retirement. The pensions they will receive will be substantially lower than the pensions they would otherwise have received, in our view.

The one thing that you did not address, except in answer to a question from Mr. Hawkes—and I would like to hear, perhaps, you expand on that—is that the minister agrees, the government agrees, we agree, everyone agrees that the amount of money the government will save as a result of the six and five program on pension incomes will be significantly small in

[Translation]

Le président: M. Young, M. Marceau, M^{me} Cossitt.

M. Young: Tout d'abord, veuillez m'excuser si vous avez dû commencer en retard à cause de moi. Comme M. Hawkes et son parti, qui étaient toutefois pressés de passer à toute vapeur le programme des 6 et 5 p. 100 à la Chambre dès le début, nous ne voyons aucun inconvénient à retarder le passage de cette loi à la Chambre. Je m'excuse donc des désagréments qu'a pu vous causer mon retard ce matin, mais je vous assure que le Nouveau Parti Démocratique ne présente aucune excuse s'il a retardé le moindre l'adoption de ce projet à la Chambre.

Je voudrais vous faire remarquer également que le parti de M. Hawkes s'est empressé, peut-être sans enthousiasme, d'appuyer le premier projet de loi sur les 6 et 5 p. 100; or, d'après nous, ce projet de loi a tracé la voie à tous les programmes de 6 et 5. Si le parti Conservateur s'était joint au NPD dès le départ, nous ne serions peut-être pas maintenant confrontés à ces Bills C-133, C-132 et C-131.

Je tiens d'abord à vous féliciter des remarques que vous faites dans votre mémoire. La plupart ont déjà été faites par le NPD à la Chambre et au comité. Vous reprenez d'ailleurs ce que d'autres témoins sont venus dire devant le comité. À mes yeux, cela signifie que des tas de gens s'intéressent à ce qu'il adviendra des revenus des personnes âgées, non seulement pour les deux années à venir, mais pour l'effet que le programme actuel continuera d'avoir sur leur revenu par la suite.

Nous avons toujours fait valoir que si le taux d'inflation n'est pas abaissé à 6 p. 100 en 1983 et 5 p. 100 en 1984—et je n'ai entendu aucun expert, économiste ou autre, dire que le taux d'inflation pouvait effectivement être ramené à 6 p. 100 et 5 p. 100 au cours des deux prochaines années—si donc le taux d'inflation demeure supérieur à 6 et 5 p. 100 en 1983 et 1984 respectivement, quand les pensions seront de nouveau pleinement indexées en 1985, la base d'indexation sera sensiblement moins élevée que si le programme des 6 et 5 p. 100 n'avait pas été mis en vigueur. Par conséquent, l'effet du programme sur les pensions de vieillesse se fera sentir bien au-delà de 1983 et 1984. Et d'ailleurs, rien dans le Bill C-131 nous assure qu'il y aura pleine indexation en 1985. Donc, comme le calcul de l'indexation sera fait à partir d'un montant inférieur, il y aura érosion perpétuelle des pensions de vieillesse. Par conséquent, ni les retraités actuels, ni les retraités futurs ne pourront récupérer. Les pensions qu'ils recevront seront toujours sensiblement moins élevées que celles qu'ils auraient reçues sans ce programme.

Il y a une chose dont vous n'avez pas parlé sauf en répondant à M. Hawkes tout à l'heure et j'aimerais bien que vous en parliez un peu plus longuement maintenant. Tous, le ministre, le gouvernement, nous, s'entendent pour dire que le montant qu'épargnera le gouvernement grâce à son programme de 6 et 5 p. 100 pour les pensions sera insignifiant comparé au budget

[Texte]

terms of the government's total budget. And since pension income, in our view at least, is a part of the social contract between government and the people in this country, and since it is also a measure that is designed to redistribute the wealth in this country, surely—at least it is an argument I would make and have made in the past—if the the government were seriously interested in redistributing wealth and saving money, or redirecting the existing moneys that they do take in, what they should really do, if they are serious, is take a look at restructuring the whole tax structure in this country. At the present time it is totally inequitable: the people at the low end of the income scale continually are given the gears, in terms of a fair tax structure, while the people at the top end of the scale keep getting more and more and more. That was definitely the case in the last budget when the fiscal measures announced, in that budget, in November and in June, guarantees that a larger share of the tax burden would be shifted from the top earners in this country to the lower end of the income scale.

• 0950

I do not know if you would like to comment on some of the things I have said. Most of the questions that could be asked, we have already asked over the last week, so if you want to make some comments I would appreciate hearing them.

The Chairman: Mr. Samson.

Mr. Samson: Thank you, Mr. Chairman. Yes, I would like to address, very briefly, some of the comments that you made. We feel that the whole six and five program is a redistribution policy, from labour, from the workers, to corporations. We are convinced of that, especially with these repressive pieces of legislation that are being brought about. And it has nothing to do with inflation.

Also, in the same substance as your comments, even this morning we are learning that the economic ministers met . . . the finance ministers of the provinces and of Canada met yesterday and the day before, and they came out with some very interesting conclusions. They are saying that, yes, they will go into job creation. Well we, the labour movement, think that we are very credible . . . we came out with these suggestions in November 1981, telling the government through the economic recovery program of the CLC that they should create jobs to stimulate the economy and that they should bring the interest rates down. Now, a year and a half later, or almost a year and a half later, government is borrowing from labour and saying: yes, we will do that, because we are experimenting . . . we are living through the worst economic crisis in the past 50 years . . . we must demonstrate imagination. Finally, they are seeing the light! But you do not demonstrate imagination or leadership by robbing the poor to give to the rich.

Maybe this will sound harsh to some ears around this table, but we believe that very strongly because we see examples of it every day. That is why we always go back to the first position. These bills will do nothing to stimulate the economy. It is part of the public relations, the gigantic public relations of the

[Traduction]

total du gouvernement. Comme les pensions sont, d'après nous, partie inhérente au contrat social liant le gouvernement et la population, et comme cette mesure existe aussi dans le but de redistribuer la richesse au pays, si le gouvernement tenait vraiment à redistribuer la richesse et à épargner, s'il était vraiment sérieux, il devrait plutôt songer à modifier toute la structure fiscale du pays. À l'heure actuelle, cette structure est parfaitement inéquitable. Ce sont ceux dont les revenus sont les plus faibles qui doivent constamment écopier tandis que ceux qui se retrouvent en haut de l'échelle profitent de plus en plus. C'était nettement le cas du dernier budget. Quand les mesures fiscales ont été annoncées en novembre et en juin, on a bien vu que ceux qui gagnent le plus au pays allaient être allégés d'une plus grande part du fardeau fiscal, lequel allait reposer sur ceux qui se trouvent au bas de l'échelle.

Peut-être voudriez-vous commenter mes propos. Presque toutes les questions que nous pourrions poser l'ont déjà été durant la semaine, alors si vous voulez simplement faire quelques remarques, je serais heureux de les entendre.

Le président: Monsieur Samson.

M. Samson: Merci, monsieur le président. J'aimerais effectivement dire quelques mots sur vos propos. Nous croyons que le programme des six et cinq est dans l'ensemble une politique de redistribution de la richesse: on prend aux travailleurs pour donner aux sociétés. Nous en sommes convaincus, surtout quand on voit les projets de loi répressifs qui sont présentés. Cela n'a d'ailleurs rien à voir avec l'inflation.

Pour poursuivre dans votre foulée, disons que nous venons d'apprendre ce matin même que les ministres des Finances des gouvernements provinciaux et fédéral se sont réunis hier et avant-hier et en sont venus à des conclusions fort intéressantes. Ils ont accepté de se lancer dans la création d'emplois. Nous croyons que le mouvement syndical devrait jouir d'une grande crédibilité puisque le CTC a présenté au gouvernement en novembre 1981 un programme de redressement économique prévoyant la création d'emplois de façon à stimuler l'économie, de même qu'une diminution des taux d'intérêt. Eh bien, presque 18 mois plus tard, le gouvernement s'inspire des syndicats en se proposant de faire soi-disant de l'expérimentation car, comme nous traversons la pire crise économique des cinquante dernières années, il doit faire preuve d'imagination. On est enfin inspiré! Mais ce n'est pas faire preuve d'imagination ni de leadership que de dépouiller les pauvres pour donner aux riches.

Certains vont peut-être croire que j'exagère, mais nous en voyons pourtant des exemples quotidiennement. Voilà pourquoi nous en revenons toujours au point de départ, à savoir que ces projets de loi ne stimuleront pas du tout l'économie. Ce n'est qu'une gigantesque entreprise de relations publiques

[Text]

Liberal party at the present time, for whatever political motives.

The Chairman: Monsieur Marceau.

Mr. Young: I am not quite finished. I think I have a couple of minutes left, Mr. Chairman.

The Chairman: Okay. But I have three other names on the list.

Mr. Young: The CLC made a rather important point, I think, when this particular piece of legislation was first pronounced by the government. They pointed out that, over the period since 1964, the value of the old age security benefits has declined from 20% of average wages and salaries to approximately 14% in 1982. By the end of 1984, the congress estimates that the old age security will represent only 13% of average wages and salaries.

A thing that is particularly of great concern to myself and to other members of our party is that, with the increasing emphasis the government seems to be placing on the guaranteed income supplement, rather than on the universal program of the Old Age Security Act, we really see the universal application of old age security as being seriously threatened; that the government is moving more and more into an area of selectivity, rather than universality.

An hon. Member: Right!

Mr. Young: I do not know whether you share that concern or not, but if you have any comments on that I would like to hear them.

Mr. Samson: We certainly share the views that you have expressed on universality, and of course we are very worried by the proposed actions being imagined by the government at this present time. We see it as very negative towards the—what words should I use?—towards the just society of 1968. We think what was proposed in 1968 is still good today but we cannot say, we cannot agree, we cannot make a statement to the effect that we are living in a just society today. As a matter of fact, it is part of our brief—and you mentioned the 20% and 16% a few minutes ago—because we saw it necessary to include it. We agree with that statement; and of course, we agree with the position the CLC has taken on it.

• 0955

Mr. Young: Thank you very much.

Le président: Monsieur Marceau.

M. Marceau: Merci monsieur le président.

M. Samson, tout à l'heure, trouvait un peu curieux de voir certains députés sourire autour de cette table. Je souriais parce que je voyais ce mariage entre les conservateurs et les syndicats comme quelque chose qui me fait sourire; vous m'excusez de l'avoir manifesté de cette façon-là.

Monsieur Samson, vous avez parlé du fait de ne pas avoir déposé un mémoire en français. Je ne sais pas quelle aurait été l'attitude de vos confrères si vous aviez déposé un mémoire en français seulement, ce matin, vu que vous êtes un président

[Translation]

menée en ce moment par le parti libéral pour des motifs purement politiques.

Le président: Monsieur Marceau.

M. Young: Je n'ai pas tout à fait terminé. Je crois qu'il me reste quelques minutes, monsieur le président.

Le président: Très bien. Mais j'ai trois autres noms sur ma liste.

M. Young: Le CTC a fait une remarque assez importante quand ce projet de loi a été annoncé par le gouvernement. Il a fait remarquer que, depuis 1964, la valeur des prestations de sécurité de la vieillesse est passée de 20 p. 100 des salaires et revenus moyens à environ 14 p. 100 en 1982. À la fin de 1984, le CTC prévoit que la sécurité de la vieillesse ne représentera plus que 13 p. 100 des salaires et revenus moyens.

Ce qui nous inquiète plus particulièrement, les députés de mon parti et moi-même, c'est que le gouvernement semble mettre de plus en plus l'accent sur le supplément de revenu garanti plutôt que sur un programme universel comme celui prévu par la Loi sur la sécurité de la vieillesse. Par conséquent, nous trouvons l'universalité du programme de plus en plus menacée. Nous craignons que le gouvernement tende de plus en plus vers les programmes sélectifs plutôt que les programmes universels.

Une voix: C'est ça!

M. Young: J'ignore si vous êtes d'accord avec moi ou non, mais j'aimerais savoir ce que vous en pensez.

M. Samson: Nous sommes d'accord sur ce que vous venez de dire à propos de l'universalité et, bien entendu, les mesures que conçoit le gouvernement en ce moment nous inquiètent grandement. Nous les trouvons fort négatives pour cette société juste de 1968. Ce qu'on nous proposait en 1968 vaut toujours aujourd'hui, mais nous ne pouvons absolument pas affirmer que nous vivons en ce moment dans une société juste. A vrai dire, nous l'avons inclu dans notre mémoire—et vous avez mentionné les 20 p. 100 et 16 p. 100 il y a quelques minutes—parce que cela nous semblait nécessaire. Nous sommes d'accord avec cette déclaration; et bien sûr, nous souscrivons à la position du CTC à ce sujet.

M. Young: Merci beaucoup.

The Chairman: Mr. Marceau.

Mr. Marceau: Thank you, Mr. Chairman.

A moment ago, Mr. Samson found it somewhat strange to see certain members smiling around this table. This marriage between Conservatives and unions makes me smile; I am sorry if I did so openly.

Mr. Samson, you mentioned that you did not file your brief in French. I wonder how your brothers would have reacted if you had filed a brief in French only, this morning, as you are a francophone president. Do you think this would have been

[Texte]

francophone. Pensez-vous que cela aurait été accepté? C'est drôle, c'est toujours dans le même sens. Ce n'est pas vous que je blâme; je connais le travail que vous devez faire et les problèmes... Mais, je trouve que si c'est vrai que vous n'avez pas de service de traduction, vous, président, comme francophone, déposez, un mémoire en anglais seulement! Si vous l'aviez déposé en français... Moi, je n'ai jamais vu ça. Si on avait des fois l'autre sens, on pourrait dire que ça se comprend.

Je sais que votre tâche est difficile et je ne veux pas vous blâmer, ni vous ni les autres. Mais essayez de comprendre que pour un parlementaire c'est parfois un petit peu difficile... C'est vrai que vous êtes prévenus à la dernière minute, je le comprends, mais je voudrais simplement vous inviter à sensibiliser vos collègues sur le fait que ces choses-là sont inacceptables. Je ne vous blâme pas; j'essaie de défendre les mêmes intérêts que les vôtres à ce sujet.

M. Samson: Merci monsieur Marceau.

Monsieur le président, je pense que la position de l'Alliance a toujours été la même: c'est un syndicat bilingue; nous avons toujours présenté dans les deux langues ce que nous avions à présenter devant les comités du Parlement ou tous les autres organismes. Si ce matin nous n'avons pas pu présenter ce document en langue française, comme je l'ai expliqué au début au président, j'avais quand même lu une intervention dans les deux langues qui va paraître dans le procès-verbal.

Je suis très conscient d'être un président francophone, mais je suis aussi un président canadien qui travaille dans les deux langues. Alors je pense que l'aspect anglophone-francophone ne devrait pas entrer en ligne de compte. Les arguments que je vous ai donnés pour ne pas avoir présenté le document en langue française sont, je crois, raisonnables et justifiables.

Mr. Hawkes: On a point of order, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Hawkes, on a point of order.

Mr. Hawkes: I think it is appropriate at this point to intervene for just one second and indicate to Mr. Marceau, if the steering committee wants timetables that allow for documents to be presented in both languages, our party would certainly go along with those. If we had had two or three weeks to study this bill, we would have had adequate time to line up witnesses and prepare briefs in both languages; but the steering committee chose to go a different direction, and that lies at the heart of the problem.

The Chairman: I do not want to reopen this fight, but I do not think it is fair. The steering committee had chosen... We tried to re-open the list of witnesses to accommodate all the witnesses who want to appear on this committee. Mr. Samson, you have the letter you sent to me. What date is on the letter?

Mr. Samson: December 16.

The Chairman: December 16, that is right. I realize the situation, but we tried to accommodate you. We received the official demand yesterday, by December 16, and the members of the committee agreed to re-open the list of witnesses to accommodate you. That is why we are now sitting on this bill.

[Traduction]

accepted? It is strange, it always goes the same way. I am not blaming you; I know you have a heavy workload and problems... but, I find it strange that if you have no translation service, you as a French-speaking president, should file a brief in English only! If you had tabled it in French... I have never seen anything like it. If only it happened the other way around sometimes, it would be more understandable.

I know your task is difficult, and I do not want to blame you, you or any of the others. But please try to understand that for a parliamentarian it is sometimes a bit difficult... I know you were advised at the last minute, I understand this, but I simply want to ask you to make your colleagues aware of the fact that this sort of thing is unacceptable. I am not blaming you; I am merely trying to defend my interests—and yours—in this area.

Mr. Samson: Thank you, Mr. Marceau.

Mr. Chairman, I think that the Alliance's position has always been the same: it is a bilingual union; we have always presented bilingual documents before the committees of the House or any other organization. Although this morning we were unable to present this document in the French language, as I explained in the beginning to the chairman, I nevertheless read my intervention in both languages and this will appear in the minutes.

I am very conscious of the fact that I am a francophone president, but I am also a Canadian president who works in both languages. And so I feel that the anglophone-francophone question should not be taken into account. The explanations I gave for not having presented the document in French are, I believe, reasonable and justifiable.

M. Hawkes: Un rappel au Règlement, monsieur le président.

Le président: Monsieur Hawkes, rappel au Règlement.

M. Hawkes: Je crois qu'il y aurait lieu d'intervenir brièvement pour indiquer à M. Marceau que si le comité directeur veut des échéanciers qui permettent que les documents soient présentés dans les deux langues, notre parti serait certainement d'accord. Si nous avions disposé de deux ou trois semaines pour étudier ce projet de loi, nous aurions eu suffisamment de temps pour convoquer des témoins et préparer des mémoires dans les deux langues; mais le comité directeur a choisi d'agir autrement, et c'est là le noeud du problème.

Le président: Je ne voudrais pas relancer ce débat, mais cela ne me semble pas juste. Le comité directeur avait choisi... Nous avons tenté de rallonger la liste des témoins pour permettre à tous les témoins qui voulaient comparaître devant ce comité de le faire. Monsieur Samson, vous avez la lettre que vous m'avez envoyée. Quelle date figure sur cette lettre?

M. Samson: Le 16 décembre.

Le président: Le 16 décembre, c'est exact. Je comprends la situation, mais nous avons essayé de vous faciliter les choses. Nous avons reçu la requête officielle hier, le 16 décembre, et les membres du comité étaient d'accord pour rallonger la liste

[Text]

But it is close to 10.00 a.m. now. Let us be very brief.

Mr. Samson: Mr. Chairman, we have just a short intervention by the signer of that letter. Brother Bean.

The Chairman: I tried to keep in touch . . .

Mr. Daryl Bean (Second Vice-President, Public Service Alliance of Canada): Mr. Chairman, I find it somewhat frustrating that we have to debate this type of argument when we have serious legislation before us.

• 1000

Let me first of all say that the only reason the letter came over yesterday was because I was personally in touch with your office. I was personally in touch with the clerk and could not get any assurance that we would have an opportunity to appear before the committee, despite the fact that we understood that we had been tentatively scheduled on two different occasions. I understand, in talking to the clerk, that that was a misunderstanding, that the committee had not had an opportunity to determine whether we would be given an opportunity to attend.

So let us not play the game of saying you just got the letter yesterday. We telephoned. I tried to get hold of you through your office, but your office would not even guarantee me that you would talk to me. I asked for your office to make sure you got the message and call me back. I am still waiting for your call.

The Chairman: I made your call yesterday at 7.15 p.m. to your office and there was no answer, and I was in my office until 10 p.m. last night.

Mr. Bean: There are many nights that I am in my office at 7.15 p.m., but last night was not one.

The Chairman: All right, it is 10 a.m. now, and since we have made explanations on both sides . . . According to what I mentioned in the opening remarks, we are now supposed to deal clause-by-clause. I am sorry, Mr. Marceau, but . . .

M. Marceau: Juste une question sur le mémoire.

The Chairman: One question on both sides, Mr. Marceau and Mrs. Cossitt.

M. Marceau: Monsieur Samson, messieurs, la décision que nous avons à prendre est difficile et pénible. J'aurais aimé que vous acceptiez dans votre mémoire le fait que nous sommes dans une situation difficile. Nous essayons de prendre une décision que vous n'approuvez pas, mais je pense que c'est cela, la démocratie.

Quant je regarde le mémoire, il me semble n'y avoir rien de positif. Est-ce que vous n'auriez pas pu imaginer un mémoire qui aurait peut-être fait un peu le contrepoids, dans lequel vous aviez dit: de ce côté-là, nous sommes d'accord avec le gouvernement, mais en ce qui concerne la décision majeure, nous ne sommes pas d'accord? Moi, je crois qu'il y a un grand danger

[Translation]

des témoins pour vous aider. C'est pourquoi nous étudions maintenant ce projet de loi.

Mais il est près de 10 heures déjà. Soyons très brefs.

M. Samson: Monsieur le président, nous aimerions que passe une brève intervention le signataire de cette lettre, le confrère Bean.

Le président: J'ai essayé de maintenir le contact.

M. Daryl Bean (deuxième vice-président, Alliance de la fonction publique du Canada): Monsieur le président, cela m'impatiente d'avoir à écouter ce genre de débat alors que nous avons un projet de loi sérieux à étudier.

Qu'on me permette tout d'abord de dire que la seule raison pour laquelle la lettre a été envoyée hier, c'est que j'étais personnellement en rapport avec votre bureau. J'ai parlé moi-même au greffier et il n'a pu m'assurer que nous aurions l'occasion de comparaître devant ce comité, malgré le fait qu'il semble qu'on nous ait inscrit provisoirement à l'horaire à deux reprises. Mais si j'ai bien compris, lors de ma conversation avec le greffier, il y a eu un malentendu, et il semble que le comité n'avait pas eu l'occasion de déterminer si oui ou non on allait nous permettre de comparaître.

Vous ne devriez donc pas tenter de vous excuser en disant que vous n'avez reçu la lettre qu'hier. J'ai essayé de vous rejoindre à votre bureau, mais votre personnel ne voulait pas même me garantir que vous alliez me parler. Je leur ai demandé de bien vous transmettre le message de me rappeler. J'attends toujours votre appel.

Le président: J'ai téléphoné à votre bureau hier soir à 19h15 et il n'y avait pas de réponse; je suis resté au bureau jusqu'à 22h00 hier soir.

M. Bean: On peut très souvent me trouver à mon bureau à 19h15, mais ce n'était pas le cas hier soir.

Le président: Bien, il est 10h00 maintenant, et puisque de part et d'autre nous nous sommes expliqués . . . Comme je le disais au début, nous sommes maintenant censés procéder à l'examen du projet article par article. Je suis désolé, monsieur Marceau, mais . . .

Mr. Marceau: I just have one question on the brief.

Le président: Une question de chaque côté, monsieur Marceau et madame Cossitt.

Mr. Marceau: Mr. Samson, gentlemen, the decision we have to arrive at is a difficult and painful one. I wish your brief had expressed your understanding of the fact that we are in a difficult situation. We are attempting to arrive at a decision of which you will not approve, but I believe this is what democracy is all about.

When I look at this brief, I seem to see nothing positive. Could you not have come up with a brief which might have been somewhat more balanced, in which you might have said: on this or that matter, we agree with the government, but we do not concur in the main decision? I believe there is a grave risk here, when the organization involved is an important one

[Texte]

quand il s'agit d'un organisme important comme le vôtre qui est appelé à travailler en permanence avec le gouvernement, indépendamment des options politiques. Ne croyez-vous pas que la population qui regarde ces choses-là va en arriver à perdre confiance, tant dans les syndicats que dans le gouvernement?

J'ai du respect pour votre opinion et je pense que vous avez le droit de l'exprimer, mais nous, de notre côté, on a l'impression que quoi qu'on fasse, vous avez une attitude destructrice et vous n'acceptez rien. Un mémoire comme celui là n'aurait-il pas pu contenir des choses positives, tout en exprimant une opinion à laquelle vous avez droit?

Le président: Monsieur Samson.

M. Samson: Monsieur le président, merci.

Monsieur Marceau, historiquement, l'Alliance est un syndicat, un organisme qui, comme vous le dites, a toujours eu une attitude positive, constructive. Je pense que je n'ai pas à vous rappeler que si aujourd'hui les Canadiens jouissent d'un plan de pensions qui est raisonnable, c'est aussi grâce aux efforts du mouvement syndical canadien qui est sorti avec ces idées-là et qui a plus ou moins convaincu les gouvernements qu'on devait accepter d'avoir des lois sociales, universelles qui favoriseraient les Canadiens.

M. Marceau: Oui, mais c'est avec l'aide du gouvernement que vous l'avez fait.

M. Samson: D'accord. Maintenant, ce que je veux vous dire, c'est que le mémoire qu'on présente ce matin est positif pour les pensionnés du Canada. C'est un mémoire que nous considérons positif. On défend les gens qui sont sans défense. De plus, je veux quand même attirer votre attention sur le fait qu'on veut bien, nous, l'Alliance de la Fonction publique et les autres syndicats du Canada, demeurer positifs. Monsieur Marceau, je vais faire un énoncé qui va peut-être vous paraître sévère ou rigide, mais depuis le début de l'année, le mouvement syndical au Canada est massacrée par les gouvernements, sans consultation. On nous passe des lois sauvages. J'ai aussi droit à mon opinion! Vous nous demandez d'être positifs! On essaye de l'être et on est ici ce matin pour vous présenter des arguments qui sont valables. On vous demande de ne pas passer des lois qui ne contribuent en rien à la relance de l'économie de penser à ces gens-là qui sont sans défense. Les gouvernements les attaquent. Qui va les défendre? Ce n'est pas le Collège des médecins, monsieur Marceau, ce sont les syndicats.

• 1005

M. Marceau: Ce sont les députés aussi, peu importe qu'ils soient d'un côté de la Chambre ou de l'autre.

Le président: Madame Cossitt.

Mrs. Cossitt: Thank you, Mr. Chairman. I will keep my comments fairly brief. I want to compliment the association for the very good brief presented here today. I consider it of vital importance, on a point of clarification: on your last page you say:

Bill C-131 is a punitive attack on the incomes of Canadian pensioners which pretends to be a temporary economic

[Traduction]

such as yours, which must work on a permanent basis with the government, and put aside questions of political affiliations. Do you not think that the population which sees this sort of thing will come to lose its confidence, both in the unions and in the government?

I respect your opinion and your right to express it, but from where we stand, we have the impression that no matter what we do, you have a destructive attitude and you accept nothing. Could not a brief such as this one have contained some positive elements, while expressing the opinion you have the right to hold?

The Chairman: Mr. Samson.

Mr. Samson: Thank you, Mr. Chairman.

As you said, Mr. Marceau, the Alliance is a union which, traditionally, has always had a positive and constructive attitude. I am sure there is no need to remind you that if Canadians benefit from a reasonable pension plan today, this is due in part to the efforts of the Canadian Labour movement with whom these ideas originated. The unions, more or less, convinced governments that there should be universal social laws for the well-being of Canadians.

Mr. Marceau: Yes, but you did this with the help of the government.

Mr. Samson: Agreed. What I want to say now is that the brief we are presenting this morning is positive for Canadian pensioners. It is a brief which we consider positive. We are defending people who are defenceless. Further, I want to direct your attention to the fact that we, the Public Service Alliance and other unions of Canada, do wish to remain positive. Mr. Marceau, I am going to make a statement which may seem severe or rigid to you, but since the beginning of the year governments have been butchering the Canadian labour movement, without consultation. Savage laws have been imposed on us. I also have the right to my opinion! You want us to be positive! We are trying to be, and we are here this morning to put forth arguments which are valid. We are asking you not to pass laws which will in no way contribute to economic recovery, and to think of these people who are defenceless. Governments are attacking them. Who will protect them? The College of Physicians will not, Mr. Marceau; the unions will.

Mr. Marceau: Members will as well, be they on one side of the House or the other.

The Chairman: Mrs. Cossitt.

Mme Cossitt: Merci, monsieur le président. Mes observations seront plutôt brèves. Je veux féliciter l'association pour le très bon mémoire qu'ils nous ont présenté ici aujourd'hui. Je considère que c'est un document d'importance vitale. Je désirerais une précision. À la dernière page, vous dites:

Le projet de loi C-131 est une attaque punitive à l'endroit des revenus des retraités canadiens, qui se cache sous les

[Text]

policy measure. In reality, however, Bill C-131 will erode permanently the pension income of over one million Canadians.

In many of the briefs we have heard presented to the committee, it has been said—and I think it has been brought to light—this bill is going to erode permanently is passed, the pensions of not only senior citizens now, but also those who will become senior citizens in the future, if it is passed because there is an erosion in the base of OAS. I would like your comments; do you agree it is not only going to affect one million Canadians, as of today, but will also constantly—if it is not stopped—affect senior citizens in the future when I become a senior citizen in the years ahead.

Mr. Samson: Mr. Chairman . . .

An hon. Member: A long way . . .

Mrs. Cossitt: A long way off.

Mr. Samson: Thank you very much for these comments. I certainly do not recognize you, or I certainly will not call you Mrs. Pitfield for any reason. Yes, we agree with your comments because it will lower the base of the OAS throughout the years. We are not only talking about the people who are, at the present time, affected by it. We are also talking about the people who will become affected, and become affected on a daily basis. People go on pensions on a daily basis here in Canada. Yes, it will do this. If you use our briefs and if you look at the figures we have presented to justify these arguments, you will find the figures are so minimal, to use an expression used previously it becomes almost—I am afraid to use the word “ridiculous”—incredible. Why should the Government of Canada attack the old age pensioners of this country, who get minimal amounts of millions of dollars when, at the same time or we know there is a \$25 billion dollar deficit? What will they do about this? We asked the question. We hope the government will defeat this Bill C-131 and we hope, in their political wisdom, they will present the Canadian pensioners with a very beautiful Christmas gift this year. Kill it. Maybe a double gift including Bill C-133. That would be nice.

The Chairman: This concludes the list of members. On behalf of the members of the committee,

je voudrais remercier M. Pierre Samson, le président de l'Alliance de la Fonction publique du Canada, et ses confrères, M. Guy Jacob, le premier vice-président, M. Jean Bergeron, M. Stephen Jelly et M. Mike McTaggart.

M. Samson: Merci, monsieur le président.

Le président: Je profite de l'occasion également pour vous offrir nos meilleurs vœux du temps des Fêtes.

M. Samson: Merci.

[Translation]

traits d'une mesure de politique économique temporaire. En réalité, toutefois, le projet de loi C-131 va éroder de manière permanente le revenu de retraite de plus d'un million de Canadiens.

Dans plusieurs mémoires qui ont été présentés devant le comité, on a dit, et je crois qu'on l'a démontré, que ce projet de loi, s'il est adopté, va éroder d'une manière permanente les pensions des retraités dès maintenant, mais aussi celles de ceux qui vont prendre leur retraite à l'avenir, parce que si ce projet devient loi, il minera la base même de la sécurité de la vieillesse. J'aimerais entendre vos commentaires; ne pensez-vous pas que ce projet de loi va toucher un million de Canadiens, dès aujourd'hui, mais qu'il continuera aussi, si rien ne s'y oppose, à affecter les personnes âgées pendant les années à venir, quand j'irai moi-même rejoindre leurs rangs.

M. Samson: Monsieur le président . . .

Une voix: Ce jour . . .

Mme Cossitt: Ce jour est encore loin.

M. Samson: Merci beaucoup d'avoir fait ces commentaires. Vous ne semblez aucunement partager les idées de M. Pitfield. Oui, nous sommes d'accord avec vos commentaires parce que ces mesures vont réduire la base de la sécurité de la vieillesse au fil des ans. Nous ne parlons pas seulement des gens qui en seront affectés dans l'immédiat. Nous parlons de ceux qui quotidiennement, se joindront au groupe des personnes visées. Tous les jours au Canada il y a de nouveaux retraités. Oui, ce projet aura l'effet que vous avez décrit. Si vous consultez nos mémoires et si vous regardez les chiffres que nous citons pour étayer nos arguments, vous verrez que les sommes en cause sont si minimes, pour reprendre une expression utilisée précédemment, que c'est presque—j'hésite à employer le mot «ridicule»—incroyable. Pourquoi le gouvernement du Canada s'en prend-il aux retraités de ce pays, dont les prestations sont minimes et se chiffrent dans les quelques millions de dollars, quand nous savons qu'il y a un déficit de 25 milliards de dollars? Qu'a-t-il l'intention de faire à ce propos? Nous lui avons posé la question. Nous espérons que le gouvernement va rejeter ce projet de loi C-131, et nous espérons qu'il manifestera sa sagesse politique en donnant aux retraités canadiens ce très beau cadeau de Noël cette année: saborder ce projet de loi. Peut-être pourrait-on leur faire un double cadeau en rejetant aussi le projet de loi C-133. Ce serait très bien.

Le président: Nous avons épuisé la liste des membres.

On behalf of the members of the committee, I want to thank Mr. Pierre Samson, President of the Public Service Alliance of Canada, and his brothers, Mr. Guy Jacob, the first vice-president, Mr. Jean Bergeron, Mr. Stephen Jelly and Mr. Mike McTaggart.

Mr. Samson: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: I also want to take this opportunity to offer you my best wishes for the Holiday Season.

Mr. Samson: Thank you.

[Texte]

The Chairman: I have to ask the officials from the Department of Health and Welfare to be on the table. Mr. Allan.

• 1010

• 1012

The Chairman: We will continue the session this morning by resuming consideration of our order of reference dated Friday, December 10, 1982, regarding Bill C-131, An Act to amend the Old Age Security Act (No. 2). We are now considering the bill clause-by-clause.

On Clause 1—*Indexing limited to maximum of 6% in 1983*

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, on a point of order.

The Chairman: Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: To facilitate things, I wonder if we might proceed in the following fashion. Mr. Schroder is here as the Parliamentary Secretary to the Minister of National Health and Welfare. I wonder if Mr. Schroder would come to the table so that we can ask a few questions on government policy, and government attitude towards some amendments which we have in mind. If we get that kind of clarity, then I think we can find a way to facilitate movement rather quickly through—clause-by-clause—study.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Mr. Chairman, I cannot imagine why we would want to do such a thing. We have already had the minister before this committee on a number of occasions. I see no reason at all for having the parliamentary secretary or let alone the minister before us today. This meeting is scheduled to consider the bill clause-by-clause, by this committee, and I think we should get on with it.

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, if I could just respond to that, it is not at all uncommon at the clause-by-clause stage to have parliamentary secretaries sitting beside the officials. The officials, correctly so I think, must deal only with the factual content of the words that appear before us. But some amendments which we intend to propose would, in effect, involve policy, and the officials will not be able to comment on them. Under Mr. Schroder's responsibility as Parliamentary Secretary to the Minister of National Health and Welfare, who is sponsoring this bill, he is empowered to speak on behalf of the government about the policy questions. I have been in plenty of standing committees on legislation where the parliamentary secretary, as a matter of course, would sit beside the officials during clause-by-clause study. Good heavens, what are we trying to do here?

M. Marceau: Monsieur le président.

Le président: Monsieur Marceau.

[Traduction]

Le président: Je dois demander aux hauts fonctionnaires du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social de se présenter. Monsieur Allan.

Le président: Nous allons continuer la séance de ce matin en reprenant l'étude de notre ordre de renvoi en date du vendredi 10 décembre 1982, concernant le projet de loi C-131, Loi numéro 2 modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse. Nous examinons maintenant le projet de loi article par article.

Sur l'article 1—*Limite l'indexation à un maximum de 6 p. 100 en 1983.*

M. Hawkes: Monsieur le président, un rappel au Règlement.

Le président: Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Pour faciliter les choses, je me demande si nous ne pourrions agir de la façon suivante. M. Schroder est présent en tant que secrétaire parlementaire au ministère de la Santé nationale et du Bien-être social. M. Schroder pourrait-il s'asseoir à la table pour que nous puissions lui poser quelques questions sur la politique du gouvernement, et sur l'attitude du gouvernement à l'égard de certains amendements que nous avons l'intention de présenter? Si nous pouvions obtenir ce genre de précision, je crois que nous pourrions trouver le moyen d'accélérer l'examen article par article du projet.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Monsieur le président, je ne vois pas du tout pourquoi on voudrait faire ce genre de choses. Le ministre s'est déjà présenté devant ce comité plusieurs fois. Je ne vois pas du tout en quoi pourrait nous être utile la présence du secrétaire parlementaire ou du ministre aujourd'hui. Cette réunion du comité est prévue pour l'examen article par article du projet de loi, et je crois qu'on devrait commencer.

M. Hawkes: Monsieur le président, si on me permet de répondre à cette observation, ce n'est pas si rare, à l'étape de l'examen article par article, que les secrétaires parlementaires soient présents en même temps que les hauts fonctionnaires. Pour bien faire leur travail, les hauts fonctionnaires doivent s'en tenir aux faits exprimés par les mots qui sont devant nous. Mais certains amendements que nous avons l'intention de proposer toucheraient à la politique, et les fonctionnaires ne pourront les commenter. En vertu des responsabilités de M. Schroder en tant que secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social qui parraine ce bill, il a le droit de parler au nom du gouvernement au sujet des questions de politique. J'ai siégé à de nombreux comités permanents qui se penchaient sur des projets de loi, où l'on considérait tout à fait naturel que le secrétaire parlementaire participe avec les hauts fonctionnaires à l'examen article par article du projet. Grand Dieu, à quoi voulons-nous en venir ici?

Mr. Marceau: Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Marceau.

[Text]

M. Marceau: Je pense qu'il faut quand même se référer à l'entente intervenue. Cette entente était que nous discussions du projet de loi article par article, en l'absence du ministre. Il ne faudrait pas changer les règles du jeu à la dernière minute. Si la demande avait été formulée, hier, au moment de l'entente, elle aurait pu être prise en considération, mais je crois que nous devons suivre les... Il est déjà 10h15, nous sommes déjà en retard d'un quart d'heure. Je pense qu'on devrait passer à l'essentiel, qui est l'acceptation du projet de loi article par article.

Mon collègue, M. Hawkes, pourra faire ses commentaires mais je trouve qu'une nouvelle procédure, à la dernière minute, est inappropriée et non conforme avec l'entente qui est intervenue hier.

Le président: Monsieur Peterson.

M. Peterson: Monsieur le président, j'ai l'impression qu'un secrétaire parlementaire ne peut pas changer la politique et la direction des lois.

I think it is very important to realize that it is only Cabinet, itself, which makes these laws. Having been a parliamentary secretary myself, I have never been in a position where I could speak for the government, particularly with respect to any proposed modifications.

• 1015

However, we backbenchers would be delighted, and I am sure the parliamentary secretary would be delighted, to hear your representations and to hear your ideas for changes and to take them back. So I do not see any value in attempting to cross-examine the parliamentary secretary at this particular time on what the policies are if the view is an attempt to change them. Therefore I would suggest that your representations would be more than welcome by the parliamentary secretary and would be taken back and explained to the minister. Expecting anything more from him would be just a recognition that is not the way the system works.

The Chairman: Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Mr. Peterson, there may be some misunderstanding here. I do not want the parliamentary secretary at the front of the room to cross-examine him or to drill him. The very first question I would like to ask is whether or not the government has changed its mind at all and would let this bill die on the Order Paper. We have heard a number of witnesses who have indicated that the best resolution of this matter would be the withdrawal of the bill or let it die on the Order Paper or let it die in committee. If the government has, in fact, changed in its mind, that would be an important piece of information for all of us to have, because we would get through this session very very quickly if that is going to be the government's attitude.

The Chairman: Mr. Hawkes, I think you can proceed in your regular way, and you will realize what the government's intention is on this bill. If you want to proceed normally or if you want to move a motion dealing specifically with the bill, we are still on Clause 1. If you do have some questions to ask

[Translation]

Mr. Marceau: Nevertheless, I think we should refer to the agreement we made. According to this agreement, we were to discuss the bill clause by clause in the absence of the minister. I do not think we should change the rules at the last minute. If the request had been expressed yesterday, at the time of the agreement, it could have been considered but I think we should follow the... it is already 10.15 a.m. and we are a quarter of an hour late. I think we should go on to the important matter, which is the clause by clause adoption, of the bill.

My colleague, Mr. Hawkes, may say what he will, but I find that a new procedure introduced at the last minute is inappropriate and departs from last night's agreement.

The Chairman: Mr. Peterson.

Mr. Peterson: Mr. Chairman, I have the impression that a parliamentary secretary cannot change the policy and thrust of laws.

Je crois qu'il est important de se rendre compte que c'est le Conseil des ministres lui-même qui prépare ces lois. J'ai été secrétaire parlementaire moi-même, et je n'ai jamais été dans une situation où j'ai pu me faire le porte-parole du gouvernement, surtout en ce qui a trait à des amendements proposés.

Cependant, nous les députés de l'arrière-banc serions ravis, de même que le secrétaire parlementaire, j'en suis certain, de recevoir vos observations et d'entendre ce que vous avez à dire concernant les modifications à apporter, et d'en faire rapport. Je ne vois donc pas l'utilité de contre-interroger le secrétaire parlementaire à ce moment-ci sur les politiques, si vous avez l'intention de les faire modifier. Vos observations seront très bien accueillies par le secrétaire parlementaire, elles seront transmises et expliquées au ministre. Si vous vous attendez à davantage, c'est que vous ne savez pas comment fonctionne le système.

Le président: Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Monsieur le président, il doit y avoir malentendu. Je ne veux pas mettre le secrétaire parlementaire sur la sellette pour le contre-interroger pour lui faire la leçon. La première chose que je voudrais lui demander, c'est si le gouvernement a oui ou non changé d'avis pour laisser ce projet de loi mourir au Feuilleton. Nous avons entendu un certain nombre de témoins nous dire que ce qui pourrait arriver de mieux, c'est que le projet de loi soit retiré ou s'éteigne au Feuilleton ou en comité. Si le gouvernement a vraiment changé d'avis, ce serait important que nous en soyons avertis, car nous pourrions procéder très rapidement si c'était là l'attitude du gouvernement.

Le président: Monsieur Hawkes, je pense que vous pouvez procéder de la façon habituelle, et vous verrez ce que le gouvernement a l'intention de faire de ce projet de loi. Si vous voulez procéder normalement ou si vous voulez présenter une motion précise concernant ce projet de loi, nous en sommes toujours à l'article 1. Si vous voulez poser des questions au

[Texte]

on that clause, please proceed. If you do not have any questions, we will ask for the . . .

Mr. Hawkes: Then on a point of order, Mr. Chairman, I would like to move that the parliamentary secretary join the witness table.

Some hon. Members: Question, question.

The Chairman: I do not have any objection to the parliamentary secretary sitting at the table. But as you mentioned, if you want to hear the government's intention, it is really clear that if we do proceed with this bill this morning, the government's intention is very clear.

Mr. Peterson: Mr. Chairman, it was my clear understanding that there would be no more witnesses. The parliamentary secretary is here; he can respond to anything you want to address to him, but we are not going to have anymore witnesses, as I understood it. We are here to go clause-by-clause; that was my understanding.

Mr. Young: Mr. Chairman, on the motion.

The Chairman: I beg your pardon?

Mr. Young: On the motion. I do not think the motion asks that the parliamentary secretary be a witness. As I understand the motion, it simply suggests that if the parliamentary secretary were sitting beside the department officials it may help to expedite matters. That is my understanding of the motion. It is a rather simple motion, a rather simple request, done in all servility.

The Chairman: Is the parliamentary secretary considered a witness?

Mr. Hawkes: I just asked him to be at the table so that he can interpret government policy to us. If we slip out of the side of asking for legal interpretations and slip into policy, I think it would facilitate . . .

The Chairman: He is right there if you want to ask him the question. If you want to ask him the question he can answer from there.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): That is not in order, Mr. Chairman, to have somebody ask . . .

The Chairman: Let us proceed. If we cannot accommodate, if you want a specific question, Mr. Hawkes . . .

Mr. Hawkes: It is normal practice for most of the committees I have been on for the parliamentary secretary to sit beside officials and warn officials if they are bordering into policy. What is so strange about health and welfare that we cannot have the parliamentary secretary sit beside the officials?

An hon. Member: What are we afraid of?

The Chairman: Mr. Halliday.

Mr. Halliday: Mr. Chairman, when the minister is here, she is not here as a witness; in the written report it says she is appearing, and then the witnesses come after. Our officials are witnesses, but the minister is not a witness. I think we should

[Traduction]

sujet de cet article, allez-y. Si vous n'avez pas de questions à poser, je vais vous demander . . .

M. Hawkes: J'invoque donc le Règlement, monsieur le président. Je propose que le secrétaire parlementaire rejoigne le témoin à la table.

Des voix: Aux voix, aux voix.

Le président: Je ne m'oppose pas à ce que le secrétaire parlementaire s'assoie à la table. Comme vous l'avez dit, si vous voulez connaître l'intention du gouvernement, il est évident que si nous procédons à l'examen du projet de loi ce matin, son intention est très claire.

M. Peterson: Monsieur le président, j'avais compris qu'il n'y aurait plus d'autres témoins. Le secrétaire parlementaire est ici, il peut répondre à toute question qu'on lui pose, mais nous n'allons pas entendre d'autres témoins, si j'ai bien compris. Nous en sommes à l'examen du projet de loi article par article, c'est ce que j'ai cru comprendre.

M. Young: Monsieur le président, je voudrais prendre la parole au sujet de la motion.

Le président: Pardon?

M. Young: Au sujet de la motion, je ne crois pas qu'elle exige que le secrétaire parlementaire soit témoin. Si j'ai bien compris, elle ne fait que suggérer que le secrétaire parlementaire rejoigne les hauts fonctionnaires du ministère afin d'accélérer un peu les choses. Voilà ce que j'ai compris. Il s'agit d'une motion plutôt simple, une simple demande, présentée en toute humilité.

Le président: Est-ce que le secrétaire parlementaire est considéré comme étant un témoin?

M. Hawkes: Je lui ai demandé de venir à la table afin qu'il puisse interpréter pour nous la politique gouvernementale. Si on pouvait s'éloigner de l'interprétation juridique pour parler de politique, je crois que cela faciliterait . . .

Le président: Il est ici si vous voulez lui poser la question. Il peut vous répondre d'où il est assis.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Ce n'est pas recevable, monsieur le président, que quelqu'un demande . . .

Le président: Continuons. Si on ne peut vous répondre, si vous voulez poser une question précise, monsieur Hawkes . . .

M. Hawkes: C'est habituellement ce qui se fait dans la plupart des comités, le secrétaire parlementaire s'assoit à côté des hauts fonctionnaires et les avertit lorsqu'il s'agit d'une question touchant la politique. Qu'y a-t-il de si étrange dans le domaine de la santé et du bien-être social, pour que le secrétaire parlementaire ne puisse s'installer aux côtés des hauts fonctionnaires?

Une voix: De quoi avons-nous peur?

Le président: Monsieur Halliday.

M. Halliday: Monsieur le président, lorsque le ministre est ici, elle n'est pas ici en tant que témoin; le procès-verbal mentionne qu'elle comparait, puis donne la liste des témoins. Nos hauts fonctionnaires sont ici en tant que témoins, mais le

[Text]

have the parliamentary secretary up there now in that same capacity. He is here to represent her as best anybody can with respect to policy. I think we have a right to be able to ask him a question should we wish, because it is not fair to ask Mr. Allen to comment on questions of policy which we might have.

Mr. Dantzer: We want to know why he is so reluctant to go up there.

Mr. Halliday: His own people are insulting him by denying the privilege.

The Chairman: Following your point, Dr. Halliday, when we send a notice of a meeting, the witnesses are always mentioned. Actually, this morning we mentioned the witnesses and at 10.00 a.m. the senior officials of the departement

• 1020

Mr. Halliday: Their witnesses.

The Chairman: Yes; but when the minister appears here on the committee, she is considered a witness.

Mr. Halliday: No.

The Chairman: Not a member of this committee; a witness.

Mrs. Côté: Yes.

The Chairman: Not a member of the committee, but a witness. That is why I am asking Mr. Hawkes if he wants Mr. Schroder to be considered a witness.

Mr. Schroder: On a point of order, Mr. Chairman. I would just like to say that I am here, and whether I sit here or sit there really I do not think makes any difference. I am quite prepared to try to respond in any way I find it is possible for me to do.

An hon. Member: Hear, hear.

On Clause 1

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, could we vote on my motion?

The Chairman: Sure.

I have a motion here that the parliamentary secretary join the witness table. It is moved by Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Could we have a recorded vote, Mr. Chairman?

The Chairman: Sure.

Motion negatived: yeas, 6; nays, 9

The Chairman: The motion has been defeated.

We are still on Clause 1. Mr. Hawkes?

Mr. Hawkes: Through you, Mr. Chairman, to whoever will answer, the parliamentary secretary or the official: does the government have the intention of letting this bill die in

[Translation]

ministre n'est pas un témoin. À mon avis, le secrétaire parlementaire devrait prendre sa place maintenant. Il représente ici le ministre, mieux que tout autre, pour toute question de politique. À mon avis, nous avons le droit de lui poser une question, si nous le voulons, étant donné qu'il n'est pas juste de demander à M. Allen de répondre à nos questions concernant la politique.

M. Dantzer: Nous voulons savoir pourquoi il hésite tellement à s'installer à la table.

M. Halliday: Ses propres gens l'insultent en lui refusant ce privilège.

Le président: Suite à votre remarque, monsieur Halliday, lorsque nous envoyons l'avis de réunion, les témoins sont toujours mentionnés. Nous l'avons fait ce matin même, à 10 heures, nous avons dit qu'il s'agissait des fonctionnaires supérieurs du ministère.

M. Halliday: Leurs témoins.

Le président: Oui, mais lorsque le ministre comparaît ici au Comité, elle est considérée comme un témoin.

M. Halliday: Non.

Le président: Elle n'est pas un membre de ce Comité, mais un témoin.

Mme Côté: Oui.

Le président: Elle n'est pas un membre du Comité, mais un témoin. C'est la raison pour laquelle j'ai demandé à M. Hawkes s'il veut bien que M. Schroder soit considéré comme un témoin.

M. Schroder: J'invoque le Règlement, monsieur le président. Je voulais simplement souligner que je suis ici, que je sois assis ici ou ailleurs, cela n'a pas vraiment d'importance. Je suis disposé à répondre à toutes les questions s'il m'est possible de le faire.

Une voix: Bravo, bravo.

L'article 1.

M. Hawkes: Monsieur le président, pouvons-nous mettre ma motion aux voix?

Le président: Certainement.

Je suis saisi d'une motion invitant le secrétaire parlementaire à s'asseoir à la table des témoins. La motion est proposée par M. Hawkes.

M. Hawkes: Pourrions-nous avoir un vote nominal, monsieur le président?

Le président: Certainement.

La motion est rejetée par 9 voix contre 6.

Le président: La motion est rejetée.

Nous en sommes toujours à l'article 1. Monsieur Hawkes?

M. Hawkes: Je pose la question par votre intermédiaire, monsieur le président, à celui qui pourra répondre, le secrétaire parlementaire ou le haut fonctionnaire: est-ce que le gouverne-

[Texte]

committee? If it does not have that intention, does it have the intention of letting it die on the order paper; or does it have the intention of withdrawing it?

Mr. Schroder: I think it is obvious that we are here today discussing this bill clause-by-clause to try to get it in the House today and for the government to take effective action.

An hon. Member: As they agreed yesterday.

Mr. Hawkes: My second question is, does the government have any amendments to propose in committee or at report stage?

Mr. Schroder: The answer is no.

Mr. Hawkes: Could we then may be facilitate things by Mr. Dantzer proposing his amendment; I have a couple. If we just got a general sense from the government about its willingness to oppose or go along with the general thrust, without formally laying the motions on the table, that would give us some sense of where we are at and then we might decide to move those amendments and proceed quickly. I do not know if the NDP has any intentions, but I think that might facilitate our functioning.

The Chairman: Should I recognize Mr. Dantzer?

Mr. Hawkes: You could start with Mr. Dantzer's proposed amendment.

The Chairman: Will you read the motion, Mr. Dantzer?

Mr. Peterson: On a point of order, is this not something which should be done at a steering committee and not a full committee—this type of informal discussion? Are we not here as bodies to vote?

Mr. Hawkes: I thought we were here to facilitate the business. I think if we get a general sense about the government's intention, then we could proceed smoothly from that point.

Mr. Dantzer: Okay, I will pass my amendment along.

• 1025

I would like to move an amendment to the bill. I hope everyone has a copy of it. I circulated it around.

Mr. Young: No, I do not have a copy.

Mr. Dantzer: There is a whole bunch.

This is an amendment which adds after Clause 2.(3) in Bill C-131, a section which is numbered (3) which reads as follows:

The special (1983 and 1984) supplements to GIS shall be included in the OAS Benefits in 1985 and thereafter OAS shall be fully indexed.

I move this amendment because throughout these hearings there has been a great deal of concern that six and five will permanently and continually reduce and have an adverse effect on the pensions of all people beyond the next two years. I also move it because there has been a great deal of concern that the

[Traduction]

ment a l'intention de laisser ce projet de loi s'éteindre en comité? Dans la négative, a-t-il l'intention de le laisser s'éteindre au Feuilleton, ou a-t-il l'intention de le retirer?

M. Schroder: Il est évident, je crois, que nous sommes ici aujourd'hui pour discuter du projet de loi, article par article, afin qu'il soit présenté si possible aujourd'hui à la Chambre pour que le gouvernement puisse prendre les mesures voulues.

Une voix: Tel qu'il a été convenu hier.

M. Hawkes: Ma deuxième question est la suivante: le gouvernement a-t-il l'intention de proposer des amendements en comité ou à l'étape du rapport?

M. Schroder: La réponse est non.

M. Hawkes: Pourriez-vous nous faciliter les choses et permettre à M. Dantzer de proposer son amendement, puis j'en ai aussi quelques-uns. Si nous pouvions avoir une idée générale de ce que veut faire le gouvernement, savoir s'il s'oppose ou s'il est du même avis que la plupart, sans pour cela proposer officiellement des motions, nous saurions où nous en sommes et pourrions décider de proposer des amendements et de procéder rapidement. Je ne sais pas ce que le NDP veut faire, mais je pense que ma suggestion faciliterait nos travaux.

Le président: Dois-je donner la parole à M. Dantzer?

M. Hawkes: Vous pouvez commencer par l'amendement proposé par M. Dantzer.

Le président: Voulez-vous lire la motion, monsieur Dantzer?

M. Peterson: J'invoque le Règlement, est-ce les discussions officieuses de ce genre ne devraient pas avoir lieu au comité directeur et non pas au comité plénier? Ne sommes-nous pas ici un comité délibérant?

M. Hawkes: Je pensais que nous étions ici pour faciliter le travail. Si nous avions une idée générale de ce que le gouvernement a l'intention de faire, nous pourrions facilement poursuivre notre travail.

M. Dantzer: Très bien, je vais présenter mon amendement.

Je voudrais proposer un amendement au projet de loi, j'espère que tout le monde en a reçu copie. Je l'avais fait distribuer.

M. Young: Non, je n'en ai pas.

M. Dantzer: Il y en a tout un paquet.

Il s'agit d'un amendement qui ajoute après l'article 2 du projet de Loi C-131, un article 3 comme suit:

Les suppléments spéciaux (1983 et 1984) au supplément du revenu garanti seront inclus dans les prestations de sécurité de la vieillesse de 1985 et la sécurité de la vieillesse sera par la suite pleinement indexée.

Je propose cet amendement car nous avons entendu à plusieurs reprises pendant ces audiences que le programme 6 et 5 réduira de façon permanente les pensions de tous les retraités au-delà des deux prochaines années. Je le propose étant donné également la crainte qu'éprouvent beaucoup de gens de voir

[Text]

universality of the system is being affected by the emphasis on GIS. In other words, because of Bill C-131 GIS becomes much more important; many more people are placed under GIS than was originally intended. The minister has constantly said in the House and outside the House that it is bad policy to rely so much on GIS, which was originally merely a temporary, stop-gap welfare program.

The Chairman: On what page are you? You mention Clause 2.(3)—what page?

Mr. Dantzer: That would be page 5.

Mme Côté: Les amendements proposés par l'Opposition officielle, sont seulement en anglais.

Le président: Un instant.

Mme Côté: Je ne suis pas d'accord que le Comité accepte cela.

The Chairman: At what page?

Mr. Dantzer: I would add it at page 5...

The Chairman: Oh, oh.

Mr. Dantzer: —at the end.

The Chairman: Yes, but we are on Clause 1. Maybe later on I will recognize you on the next step.

Mr. Dantzer: Very good. I am quite prepared to wait.

The Chairman: Shall Clause 1...

Mr. Hawkes: I would like to move an amendment to Clause 1, Mr. Chairman, the following amendment: that Bill C-131 be amended by deleting lines 11 to 39 on page 2.

The effect of that amendment, Mr. Chairman, would be to remove the 5% year from the bill. In other words, it would reduce the bill to a one-year bill instead of a two-year bill.

I move that amendment partly as a consequence of the testimony that we have received.

We find the capping to be unacceptable in total to the Conservative Party, but the mistake is compounded by making a decision in December 1982 that is really based on a reality yet to be discovered in 1984. That is a long, long way ahead in terms of projecting things like inflation rates, and we think the Canadian people would be much better served with a decision to occur next fall in relationship to 1984. We have heard testimony to the effect that the decision made in June 1982 is a perverse decision, an upside-down decision in relationship to this capping in the month of December 1982 because the economy has taken an unexpected turn for the worse. So in a six-month period of time we already have a decision that is really out of step with economic reality, and by putting two years of capping into this bill we are in danger of compounding that error for the future.

[Translation]

l'universalité du système affectée par l'importance accordée au supplément du revenu garanti. Autrement dit, à cause du projet de loi C-131, le supplément du revenu garanti devient beaucoup plus important; beaucoup plus de personnes le recevront qu'on ne l'avait prévu au départ. Le ministre a constamment répété en Chambre et hors de la Chambre que ce n'est pas une bonne politique de dépendre tellement du supplément du revenu garanti, mesure prévue au départ comme étant un programme temporaire d'assistance sociale.

Le président: À quelle page en êtes-vous? Vous avez mentionné l'article 2.(3)—à quelle page?

M. Dantzer: Ce serait à la page 5.

Mrs. Côté: The amendments proposed by the Official Opposition are in English only.

The Chairman: One moment, please.

Mrs. Côté: I do not agree that the committee should accept this.

Le président: À quelle page?

M. Dantzer: J'ajouterais cela à la page 5...

Le président: Oh, oh!

M. Dantzer: —à la fin.

Le président: Oui, mais nous en sommes à l'article 1. Je pourrais peut-être vous donner la parole un peu plus tard, à la prochaine étape.

M. Dantzer: Très bien. Je veux bien attendre.

Le président: Est-ce que l'article 1...

M. Hawkes: Je voudrais proposer un amendement à l'article 1, monsieur le président, il s'agit de l'amendement suivant: que le projet de Loi C-131 soit modifié par la suppression des lignes 13 à 42, à la page 2.

Cet amendement aurait pour effet de retirer du projet de loi la limite d'indexation de 5 p. 100 pour la deuxième année. Autrement dit, il rendrait le projet de loi applicable pour un an seulement, et non pas deux ans.

Je propose cet amendement par suite en partie des témoignages que nous avons entendus.

Nous trouvons que le plafonnement est inacceptable globalement pour le Parti conservateur, mais l'erreur est aggravée du fait qu'on prend une décision en décembre 1982, qui est fondée sur une réalité qui ne sera connue qu'en 1984. C'est un avenir trop lointain pour qu'on puisse prévoir les taux d'inflation par exemple. Nous croyons que ce serait plus avantageux pour les Canadiens si la décision relative à 1984 était reportée à l'automne prochain. Nous avons entendu des témoignages selon lesquels la décision prise en juin 1982 est une mauvaise décision à l'égard, du plafonnement à opérer en décembre 1982 parce que l'économie se trouve tout à coup dans une situation plus difficile. Par conséquent, pour une période de six mois, nous avons déjà une décision qui ne tient pas du tout compte de la réalité économique, et en prévoyant deux années de plafonnement, nous risquons d'aggraver encore cette erreur pour l'avenir.

[Texte]

So the intent of this motion is to get rid of the second year, and you do so simply by deleting lines 11 to 39 on page 2. That takes away the 5% cap, and we have then a bill which just deals with the year 1983.

Le président: Merci. Je pense que vous avez mentionné qu'à ce moment-là vous supprimiez l'indexation. Le principe premier de cette législation est de limiter l'indexation des pensions à un maximum de 6 p. 100 en 1983 et de 5 p. 100 en 1984. Alors vous attaquez le principe et l'essence même du projet de loi. Je déclare donc l'amendement irrecevable.

• 1030

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, could I speak to the point you have raised on the family allowance bill, which is similar?

At report stage, I moved an amendment which I believe has been found acceptable in the House of Commons and will, in fact, be the subject of debate at 12.00 noon today. With that as precedent, I think we can assume in committee, in a procedural sense, the chairman would be wise to follow the House of Commons precedent in relationship to the amendment on Bill C-132.

Le président: Je mentionne, pour l'information des députés, que cet amendement, attaque le principe même du projet de loi qui est de limiter l'indexation des pensions à un maximum de 6 p. 100 en 1983 et de 5 p. 100 en 1984. Ce sont l'essence et le principe mêmes du projet de loi. Comme je l'ai mentionné lorsqu'on a étudié le bill précédent en comité, parce qu'il s'agissait d'enlever le principe même d'un projet de loi...

... An amendment which is equivalent to a negative of the bill or which would revise the principle of the bill, as agreed at second-reading stage, is not admissible. That same ruling is now applied here on the pension bill.

Mr. Halliday: Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Young. This motion is not admissible.

Mr. Young: If that is your ruling, I guess I do not have any questions on the amendment, then.

The Chairman: I beg your pardon?

Mr. Young: Is that your ruling?

The Chairman: Yes, this motion is not receivable for the reason I have already mentioned.

Mr. Young: I will leave it up to Mr. Hawkes to challenge your ruling.

I do not know, it would seem to me, if we are going to be productive here, then members of the committee should have the right to move amendments to this particular piece of legislation. In fact, if I had an amendment to make at all, I would ask that the bill be totally withdrawn rather than amending it to try to make you guys look good.

The intent of that motion, as I read it... In effect, it says 6% is okay in 198, but they do not want the 5%. So rather than pensioners' receiving full indexation at 10% inflation for 1983,

[Traduction]

Cette motion a donc pour effet de nous débarrasser de la deuxième année, et on peut le faire simplement en supprimant les lignes 13 à 42, page 2. On enlève ainsi la limite de 5 p. 100, et le projet de loi ne concernera que l'année 1983.

The Chairman: Thank you. You have said that in that case you are removing the indexing. The first principle of this legislation is to limit the indexing of pensions to a maximum of 6% in 1983, then 5% in 1984. You are therefore attacking the principle and the very essence of the bill. I must declare your amendment out of order.

M. Hawkes: Monsieur le président, puis-je revenir sur le point que vous avez soulevé au sujet du projet de loi sur les allocations familiales, qui est semblable?

A l'étape du rapport, j'ai proposé un amendement qu'on a trouvé acceptable, je crois, à la Chambre des communes, et qui fera, en fait, l'objet d'un débat aujourd'hui à midi. Vu un tel précédent, je crois que nous pouvons présumer en comité, du point de vue de la procédure, que le président serait sage de tenir compte du précédent créé à la Chambre des communes quant à l'amendement au Bill C-132.

The Chairman: I mention, for the information of members, that this amendment goes against the very principle of the bill, which is to limit to a maximum of 6% in 1983 and 5% in 1984 the pension indexation. It is the very essence and principle of the bill. As I mentioned, when we studied the previous bill in committee, because it was a matter of going against the very principle of a bill...

... un amendement qui équivaut à une simple négation du projet de loi ou est contraire au principe de celui-ci, tel que consacré par la deuxième lecture. Cette même décision s'applique maintenant au sujet du projet de loi sur les pensions.

M. Halliday: Monsieur le président.

Le président: Monsieur Young. Cette motion est irrecevable.

M. Young: Si c'est là votre décision, je suppose que je n'ai aucune question sur l'amendement.

Le président: Je vous demande pardon?

M. Young: C'est là votre décision?

Le président: Oui, la motion est irrecevable pour les raisons que j'ai déjà mentionnées.

M. Young: Je vais laisser à M. Hawkes le soin de contester votre décision.

Je ne sais pas, mais il me semble que si nous voulons faire ici du travail productif, les membres du Comité devraient avoir le droit de proposer des amendements à ce projet de loi particulier. En fait, si j'avais un amendement à apporter, ce serait que l'on retire le projet de loi en entier plutôt que de le modifier pour tenter de vous donner bonne mine, messieurs.

L'intention de cette motion, d'après mon interprétation... En fait, on dit que 6 p. 100, c'est parfait en 1983, mais qu'on ne veut pas des 5 p. 100. Ainsi, au lieu de recevoir l'indexation

[Text]

they would only receive 6%. Is that the intent of this amendment?

Mr. Hawkes: Can I speak to that? It is my amendment.

We find the 6% abhorrent; but it is quite clear to us procedurally, if we tried to amend the 6%, year that would not be procedurally correct because it would attack the fiscal plans of the government in the current budgetary year. But it is also our understanding from procedural people, by amending the second year, which is a budget year for which the House of Commons has not even considered estimates, we are not, in fact, attacking the basic principle of the bill.

Therefore, it is the only procedurally acceptable amendment we could find, by poring over the procedural books, that would not violate the principle the chairman is indicating, in his opinion, is being violated. In our sense, it would not, because it deals with a year yet to be discovered.

So it is the only part of the bill we think we can get rid of through amendment. We would like to get rid of the 6% year as well; and we intend to vote against the bill even if it gets amended in this fashion, because we do not like the 6% year. We cannot find an acceptable amendment to attack the 6% year, but we think we have a procedurally acceptable amendment to attack the 5% year.

The Chairman: Mr. Weatherhead.

Mr. Weatherhead: Mr. Chairman, if I had my druthers, I would just as soon vote for or against the amendment and get it over with. But as far as the rules of the House and committee are concerned, I think we should try to follow them as much as possible. If your advisers say, by the rules and regulations, if the principle of the bill is being inherently attacked, the amendment is not admissible, then this is particularly the case here.

In this case, as you said correctly, sir, with respect, I think the principle is that it is 6% one year and 5% the next. That is the basic principle. If the rules say amendments against that are not admissible, I would suggest they are right and that your ruling is correct. If the opposition or anyone wants to challenge it, they could challenge it at this time.

The Chairman: Madam MacDonald.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Yes, Mr. Chairman. I would just like to say to Mr. Young that we did introduce an amendment the other day deleting both the 6% and the 5%. That was ruled inadmissible, because it dealt with budget figures that had already been produced for the current

[Translation]

complète de 10 p. 100 en 1983, les retraités ne recevront que 6 p. 100. Est-ce là l'intention de cet amendement?

M. Hawkes: Puis-je répondre? C'est mon amendement.

Nous trouvons les 6 p. 100 horribles; toutefois, il nous est très clair sur le plan de la procédure que si nous tentons de modifier l'année portant sur 6 p. 100, ce serait irrecevable sur le plan de la procédure puisque cela s'attaque aux projets fiscaux du gouvernement pour l'année financière en cours. Toutefois, d'après ce que nous ont dit les experts en procédure, en modifiant les dispositions visant la deuxième année, année financière dont la Chambre des communes n'a même pas encore étudié les prévisions budgétaires, nous ne nous attaquons pas, en fait, au principe de base du projet de loi.

Par conséquent, il s'agit là du seul amendement recevable sur le plan de la procédure que nous puissions trouver en fouillant les livres de procédure, et qui ne viole pas le principe que le président nous accuse de violer. À notre avis, ce n'est pas le cas, puisque l'amendement porte sur une année dont le budget n'est pas encore fait.

Il s'agit donc de la seule partie du projet de loi dont nous pensons pouvoir nous débarrasser par un amendement. Nous aimerions nous débarrasser également de l'année visée par les 6 p. 100; et nous avons l'intention de voter contre le projet de loi même après cette modification, parce que nous n'aimons pas l'année des 6 p. 100. Il nous est impossible de trouver un amendement recevable qui s'en prenne à l'année des 6 p. 100, toutefois nous estimons que sur le plan de la procédure, l'amendement s'attaquant à l'année des 5 p. 100 est recevable.

Le président: Monsieur Weatherhead.

M. Weatherhead: Monsieur le président, si j'en avais le loisir, j'aimerais autant voter pour ou contre l'amendement pour qu'on s'en débarrasse. Toutefois, en ce qui concerne le Règlement de la Chambre et des comités, je crois que nous devons le suivre dans toute la mesure du possible. Si vos conseillers prétendent que si, au regard du règlement, on s'en prend au principe d'un projet de loi, l'amendement est irrecevable, un tel règlement s'applique particulièrement dans le présent cas.

En effet, comme vous l'avez dit avec beaucoup de justesse, monsieur, je crois que le principe du projet de loi veut 6 p. 100 une année et 5 p. 100 la suivante. C'est là le principe fondamental. Si le règlement prévoit qu'un amendement qui en serait le contraire est inadmissible, alors je dirais que vos conseillers ont raison et que votre décision est juste. Si l'opposition ou quiconque veut le contester, ils peuvent le faire maintenant.

Le président: Madame MacDonald.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Oui, monsieur le président. J'aimerais simplement dire à M. Young que nous avons présenté un amendement l'autre jour rayant et les 6 p. 100 et les 5 p. 100. Il a été jugé que l'amendement était irrecevable puisqu'il portait sur des chiffres budgétaires déjà publiés pour l'année en cours. On nous a dit que, parce que

[Texte]

year. We were told that, because it dealt with government expenditures for this year, it was not acceptable.

The government expenditures for the following year have not been projected, have not been produced, therefore we feel that that argument does not hold for the following year. The bill is a bad bill, there is no question about it and as Mr. Hawkes said, we will be voting against it. But I have a feeling that even though numerous witnesses have tried to appeal to the fair play of the Liberal members, they still are not going to abide by that, they are still not going to accept it. Therefore, the thrust of this amendment is to try to make at least some improvement in a bill that is totally wrong, as far as we are concerned. We will still be voting against it, but if it goes through, I would sooner see it go through with the second year cut out of it than left in there.

The Chairman: Mr. Weatherhead and Mr. Patterson.

Mr. Weatherhead: Mr. Chairman, I was not in the House when that ruling was made the other day, but I suggest that that is not what we are discussing this morning. We are not discussing the next fiscal year's plans for the government, I think we are discussing a rule that the clerk has found in her records to say that if the principle of the bill is inherently being attacked, amendments against that principle are not admissible. That is a different thing from whether we are going against the current estimates of the government, or that sort of thing. I think really we are talking about the particular regulation that your advisers have referred you to. You know yourself from long experience, sir—and I think that is what we are talking about... it is the principle of the bill being attacked and not the arguments of Miss MacDonald or Mr. Hawkes.

The Chairman: Mr. Patterson.

Mr. Patterson: Mr. Chairman, I am sure your ruling is correct, but I also have the feeling that there are opposition members here who, in good faith, want to propose bona fide amendments and...

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): It has been accepted by the Table.

Mr. Patterson:—if you would just let me, Miss MacDonald, please—I feel that it would expedite the opportunity for discussion and debate if rather than using a strict interpretation of the rules, these amendments were allowed to come forward and we were allowed to vote on them. I think that would probably accord more with what the two opposition parties want to see happen right now and would facilitate our overall dealing with this bill. This is not to challenge your ruling at all, sir, because it is probably proper, but I think we could get through our business much more expeditiously with freer debate and discussion if we followed the approach suggested by Mr. Hawkes.

The Chairman: Are you all agreed?

[Traduction]

l'amendement portait sur les dépenses gouvernementales pour la présente année, il était irrecevable.

Toutefois, les dépenses gouvernementales pour l'année suivante n'ont pas été prévues, n'ont pas été publiées, et par conséquent nous estimons que l'argument ne tient pas pour l'année subséquente. Le projet de loi est mauvais, cela ne fait aucun doute, et comme M. Hawkes l'a dit, nous allons voter contre. Néanmoins, j'ai le sentiment que malgré le fait que de nombreux témoins ont tenté d'en appeler au sens de la justice des députés libéraux, ceux-ci s'en moquent. Ainsi, le présent amendement tente d'apporter au moins quelques améliorations à un projet de loi tout à fait mauvais, du moins de notre point de vue. Nous allons quand même voter contre, mais s'il devait être adopté, je préférerais le voir adopté sans la disposition relative à la deuxième année.

Le président: Monsieur Weatherhead et Monsieur Patterson.

M. Weatherhead: Monsieur le président, je n'étais pas à la Chambre lorsque cette décision a été rendue l'autre jour, mais j'aimerais mentionner qu'à mon avis, ce n'est pas ce dont nous discutons ce matin. Nous ne discutons pas des plans du gouvernement pour la prochaine année financière, je crois qu'il est question d'un règlement que le greffier a trouvé dans ses dossiers et qui prévoit que si le principe même d'un projet de loi est attaqué, les amendements allant à l'encontre de ce principe sont irrecevables. Ce n'est pas la même chose que d'aller contre les prévisions budgétaires actuelles du gouvernement ou quoi que ce soit du genre. Je crois que nous parlons en réalité de ce règlement particulier que vos conseillers ont porté à votre attention. Vous savez vous même de longue date, monsieur, et je crois que c'est de cela que nous discutons, c'est le principe même du projet de loi qui est attaqué et non les arguments de M^{lle} MacDonald ou de M. Hawkes.

Le président: M. Patterson.

M. Patterson: Monsieur le président, je suis persuadé que votre décision est juste, mais j'ai également le sentiment qu'il y a ici des membres de l'opposition qui, en bonne foi, veulent proposer des amendements en bonne et due forme et...

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): La présidence l'a accepté.

M. Patterson:... si vous voulez bien me permettre, mademoiselle MacDonald, s'il vous plaît, je crois que cela faciliterait le débat si plutôt que de nous en tenir à une interprétation stricte du règlement, on permettait que de tels amendements soient présentés et que nous les mettions aux voix. Je crois que cela favoriserait dans une plus large mesure ce que les deux parties d'opposition veulent voir actuellement tout en facilitant notre examen du projet de loi. Je ne le dis pas en vue de contester le moindrement votre décision, monsieur, car elle est probablement juste, mais je crois que nous pourrions expédier nos affaires beaucoup plus rapidement en ayant un débat et des discussions plus libres si nous suivions l'approche proposée par M. Hawkes.

Le président: Êtes-vous tous d'accord?

[Text]

Mr. Young: Just one comment: Even although I understand, or I think I understand, the procedural niceties involved in moving such an amendment, it still sticks in my craw that I would ever support the 6% both in 1983 even if it means eliminating 1984, the 1984 application. On that basis, I am going to vote against the amendment.

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, if I could just make one last comment: It is our intention to vote for this amendment, and hopefully we will get rid of the 5% year. It is our intention, then, to vote against Clause 1, which has the 6% in it. I can commend that to Mr. Young as well. It is possible to attack half of the bad thing through the amendment and the rest of the bad thing through the clause.

The Chairman: All right.

It is moved by Mr. Hawkes that Bill C-131 be amended by deleting lines 11 to 39 on page 2.

Mr. Hawkes: A recorded vote, Mr. Chairman.

• 1040

M. Marceau: Je ne vote pas parce que je n'accepte pas le principe voulant qu'on fasse des choses illégales par consensus. La décision du président a été présentée et je n'accepte pas qu'on fasse ces choses qui sont totalement illégales.

Une voix: Oui ou non?

M. Marceau: Je ne vote pas, je m'abstiens.

Amendment negatived; yeas, 6; nays, 9.

The Chairman: We will respect the nature of the bill and the principle of the bill.

Mr. Young:

Mr. Young: I think I should explain to the committee that the New Democratic Party has no intentions of moving any amendments to this bill because there are no amendments, after our perusing the bill, that could possibly improve this totally bad piece of legislation.

We will be voting against it clause-by-clause, and we will be voting against it in total when it goes into the House.

The Chairman: Thank you.

Clause 1 agreed to.

The Chairman: Shall Clause 2 carry?

Mr. Hawkes: Point of order.

The Chairman: Mr. Dantzer.

Mr. Dantzer: Mr. Chairman, I have an amendment to present, but my amendment is not on Section 2, it is on the whole new clause after Section 2. Clause 3.

Mr. Peterson: Let us do Clause 2 first then.

An hon. Member: So read Clause 2 and get rid of that.

The Chairman: There is a completely new clause after 2. Okay.

We are still on Clause 2.

[Translation]

M. Young: Une remarque: bien que je comprenne ou du moins je croie comprendre les subtilités procédurales qui s'attachent à un tel amendement, je n'arrive pas à avaler que je pourrai jamais appuyer les 6 p. 100 en 1983 même si cela signifie que 1984 sera éliminé, que 1984 ne sera pas visé. Pour cette raison, je vais voter contre l'amendement.

M. Hawkes: Monsieur le président, si vous voulez bien me permettre une dernière remarque: c'est notre intention de voter pour cet amendement et, nous l'espérons, de nous débarrasser de l'année visée par les 5 p. 100. C'est notre intention donc de voter contre l'article 1 où il est fait mention des 6 p. 100. Je pourrais peut-être également le recommander à M. Young. Il est possible de s'attaquer à la moitié d'une mauvaise mesure grâce à cet amendement et ensuite au reste par l'article 1.

Le président: Très bien.

Il est proposé par M. Hawkes que le Bill C-131 soit modifié par la suppression des lignes 11 à 39 à la page 2.

M. Hawkes: Un vote nominal, monsieur le président.

Mr. Marceau: I will not vote because I cannot on principle accept that we do anything illegal by consensus. The Chairman has rendered a judgment, and I cannot accept that we be asked to do something absolutely illegal.

An hon. Member: Yes or no?

Mr. Marceau: I shall not vote, I shall abstain.

L'amendement est rejeté par 9 voix contre 6.

Le président: Nous respectons la nature et le principe du projet de loi.

Monsieur Young.

M. Young: Je dois signaler au Comité que le parti néo-démocrate n'a nulle intention de présenter des amendements à ce projet de loi car nous avons conclu, après examen, qu'aucun amendement ne pourrait possiblement améliorer ce piètre projet de loi.

Nous voterons contre à chaque article, et nous voterons contre le bill dans son ensemble au stade du rapport.

Le président: Merci.

L'article 1 est adopté.

Le président: L'article 2 est-il adopté?

M. Hawkes: J'invoque le Règlement.

Le président: Monsieur Dantzer.

M. Dantzer: Monsieur le président, j'ai un amendement à proposer, mais il s'agit de l'adjonction d'un tout nouvel article après l'article 2. Ce sera l'article 3.

M. Peterson: Votons d'abord sur l'article 2.

Une voix: Alors lisez l'article 2, et votons.

Le président: Il s'agit d'un nouvel article après l'article 2. Très bien.

Nous en sommes toujours à l'article 2.

[Texte]

Shall Clause 2 carry?

Clause 2 agreed to.

The Chairman: We will now recognize Mr. Dantzer.

Mr. Dantzer: Mr. Chairman, I would like to move my amendment. I move that Clause 3 be added, which will read: that the special 1983 and 1984 Supplements to GIS shall be included in the OAS benefits in 1985, and thereafter they shall be fully indexed.

I have earlier said that the reasons for this were to ensure that the universality of the scheme be protected, and also that the allegation—which is correct, I believe—that this will continue to have an adverse affect on everyone and everyone's pensions, will be to a large degree eliminated if my amendment goes through.

The Chairman: Mr. Weatherhead.

Mr. Weatherhead: On a point of order. Mr. Chairman, may I have a ruling from you and your advisers as to whether the motion is in order? I would suggest that the committee would be asking the government to increase financial expenditures. I thought that that probably was out of order.

The Chairman: That is not our intent, but we will check with *Beauchesne*.

Mr. Dantzer: Mr. Chairman, I do not . . .

The Chairman: Speak on a motion.

Mr. Dantzer: It is not increasing government expenditures whatsoever. It is merely transferring supplements which are now in GIS to OAS at the end of two years, and from that time on to continue it—I assume the government intends to do, to fully index OAS. But it very neatly, I think, does what I say it intends to do and that is to eliminate the continuation of adverse affects on the pension, the basic pension which people get in this country—that is the OAS pension.

You might note that this is very similar to the amendment proposed by the CLC in their brief yesterday, and with which I wholly agree. If we have to have this bad legislation for two years, let us at least be sure that it ends all its bad effects often the second year.

• 1045

The Chairman: Would you speak on the motion to get some more clarification, please.

Mr. Dantzer: Yes. To me it is abundantly clear. What is the problem? If people do not understand what I am trying to do here, I will answer any questions.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Mr. Chairman, if I could just . . .

[Traduction]

L'article 2 est-il adopté?

L'article 2 est adopté.

Le président: Je cède maintenant la parole à M. Dantzer.

M. Dantzer: Monsieur le président, j'aimerais proposer mon amendement. Je propose l'adjonction de l'article 3 comme suit: Les suppléments spéciaux prévus pour les années 1983 et 1984 du supplément du revenu garanti seront inclus dans les prestations de sécurité de la vieillesse de 1985, et la sécurité de la vieillesse sera par la suite pleinement indexée.

J'ai indiqué plus tôt que cet amendement a pour objet de protéger le caractère universel du régime de pension de vieillesse, et aussi d'éliminer l'effet adverse que ce projet de loi continuera d'avoir un effet adverse sur toutes les pensions.

Le président: Monsieur Weatherhead.

M. Weatherhead: Un rappel au Règlement. Monsieur le président, vous-même vos conseillers et vous-même pourriez-vous nous dire si cette motion est recevable? À mon sens, le Comité demanderait au gouvernement d'augmenter ses dépenses financières. Je ne crois pas que la motion soit recevable.

Le président: Ce n'est pas du tout dans les intentions du comité, mais je vais vérifier dans *Beauchesne*.

M. Dantzer: Monsieur le président, je ne crois pas . . .

Le président: Vous pouvez parler au sujet de cette motion.

M. Dantzer: Je ne crois pas que cet amendement a pour effet d'accroître les dépenses du gouvernement. Cette motion ne ferait que transférer les suppléments maintenant accordés en revenu garanti à la sécurité de la vieillesse à la fin des deux années prévues, et continuer, comme je crois bien que ce soit l'intention du gouvernement, d'indexer pleinement la sécurité de la vieillesse. Ainsi, cette motion assure précisément ce qui est prévu et ainsi élimine la possibilité d'un effet adverse continu sur les pensions, c'est-à-dire la diminution de la pension de base que nous recevons tous au pays, la sécurité de la vieillesse.

Vous remarquerez que cet amendement est très semblable à celui proposé par le Congrès canadien du travail dans leur mémoire hier, et avec lequel je suis entièrement d'accord. Si nous devons endurer cette mauvaise loi pendant les deux années à venir, au moins assurons-nous que nous pourrions éliminer ses effets néfastes après la deuxième année.

Le président: Voudriez-vous expliquer votre motion plus en détail.

M. Dantzer: Oui. Elle me paraît très claire. Qu'est-ce que vous ne comprenez pas? Si les membres du Comité ne comprennent pas le but de cette motion, je répondrai à toutes questions.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur le président, si vous permettez . . .

[Text]

The Chairman: Let him . . .

Mr. Dantzer: What I am trying to do is to ensure that at the end of the second year of this bill, after 1984 . . .

The Chairman: After the end of 1984?

Mr. Dantzer: Yes. At that time the supplements which the government has paid into GIS . . .

The Chairman: Fully.

Mr. Dantzer: —fully, be transferred to where they belong back into the OAS program and plan.

Mr. Hawkes: Special supplements, Mr. Chairman.

Mr. Dantzer: The special supplements made in addition . . .

Mr. Hawkes: He wants to make up for the OAS loss that they be put back in so that universality is maintained as the principal increases . . .

Mr. Dantzer: The supplement is to make sure that no one loses money under the poverty level.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Mr. Chairman, the principal that is now accepted by the government, that is the basis of the old age pension at the present time. All we are saying is, at the end of this two-year period, that principal should once again be honoured.

Mr. Dantzer: Which the government has already said they intend to do.

The Chairman: That means after this bill has gone to 1984. After this bill the GIS full amount will be, as you mentioned . . .

Mr. Dantzer: The supplements in GIS will be put back into OAS.

The Chairman: Is that clear?

The Chairman: May I ask Mr. Allen to make some explanations.

Mr. R.J. Allan (Director General, Planning, Evaluation and Liaison, Department of National Health and Welfare): As I understand it, the amendment put forward as a proposal, that OAS would return to the level where it would have been had it not been for Bill C-131.

The Chairman: But it has changed the nature and the principle of the bill that we are now studying.

Mr. Dantzer: No. Not at all. It does not change the principle of the bill at all. It has no effect during the term this bill is in . . . the next two years. That does not change the principle of the bill. It merely puts things back where they were before this bill came into effect.

[Translation]

Le président: Laissez-le faire . . .

M. Dantzer: J'essaie simplement de m'assurer qu'à la fin de la seconde année du bill, c'est-à-dire après 1984 . . .

Le président: Après la fin de 1984?

M. Dantzer: Oui, à ce moment-là les sommes supplémentaires que le gouvernement aura payées dans les suppléments du revenu garanti . . .

Le président: Pleinement.

M. Dantzer: . . . aura pleinement payées dans les suppléments de revenu garanti, seront transférées au programme approprié, c'est-à-dire le régime de la sécurité de la vieillesse.

M. Hawkes: Des suppléments spéciaux, monsieur le président.

M. Dantzer: Les suppléments spéciaux ajoutés aux . . .

M. Hawkes: Il veut s'assurer que les montants perdus au titre des prestations de la sécurité de la vieillesse seront rétablis, afin d'augmenter la pension de base pour maintenir l'universalité du régime . . .

M. Dantzer: Le supplément vise à faire en sorte que quiconque se trouve en dessous du seuil de la pauvreté ne perde d'argent.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur le président, il s'agit de la base de la sécurité de la vieillesse actuellement acceptée par le gouvernement. On dit simplement qu'à la fin de cette période de deux ans, la même somme de pension de base soit de nouveau respectée.

M. Dantzer: D'ailleurs le gouvernement a dit que telle était son intention.

Le président: Vous voulez dire qu'après que ce bill aura expiré, à la fin de 1984, que les sommes spéciales versées au supplément du revenu garanti seront, comme vous l'avez dit . . .

M. Dantzer: Que la somme de ces suppléments sera versée de nouveau dans la sécurité de la vieillesse.

Le président: Est-ce clair?

Le président: Pourrais-je demander des explications à M. Allen.

M. R.J. Allan (directeur général, Planification, évaluation et liaison, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social): Si j'ai bien compris, on propose dans cet amendement que la sécurité de la vieillesse soit ramenée au niveau qu'elle eût atteint sans le Bill C-131.

Le président: Mais cela change la nature et le principe même du bill que nous examinons.

M. Dantzer: Non, pas du tout. Cela ne change aucunement le principe de ce bill. Cela n'aura aucun effet pendant la période d'application du bill, c'est-à-dire au cours des deux prochaines années. Cela ne change aucunement le principe du bill. Cela ne fera que ramener les choses au point où elles en étaient avant l'entrée en vigueur de ce bill.

[Texte]

M. Peterson: Je suggère qu'on adopte la même procédure que nous avons suivie lors du premier amendement, c'est-à-dire que même si le président ne veut pas l'accepter, qu'on vote pour faciliter ce que nous faisons maintenant.

The Chairman: After having consultation on all sides, the chairman has some reservations and some doubt on the ability of this motion. We can accept this motion if it clearly does not change the principle covered by this bill and it does not represent a new money; a new fund after the existence of this bill. I think on that basis we can accept the receivability of the motion.

Mr. Dantzer: Thank you.

The Chairman: Is that fair?

An hon. Member: Question.

The Chairman: Question?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I just want to make sure, Mr. Chairman, we understand what is being proposed, that the basic principle of universality is honoured in the old age pension after the termination of this bill.

The Chairman: You are asking another aspect of the motion. I just mentioned what I said to Mr. Dantzer. Are we ready to accept on the principle that I mentioned? That is the motion and I am ready to entertain that motion, based on the comments I have made.

An hon. Member: Call the vote.

• 1050

The Chairman: It is moved by Mr. Dantzer that there be added after Clause 2.(3) in Bill C-131 a clause numbered 3, which will read as follows:

The special (1983 and 1984) supplements to GIS shall be included in the OAS benefits in 1985 and, thereafter, OAS shall be fully indexed.

This relates to the comments I made just before the motion. I still have some reservations and doubt on this clause, but I left the chance to the *chasse au coureur*. We are in a good spirit on this committee and I am ready to give the chance. Mr. Young.

Mr. Young: Bearing in mind my previous comment that no amendments, in my view, could possibly improve this bill, if the government is determined not to withdraw the entire piece of legislation, then I can see this motion being of some assistance to senior citizens. I will vote in favour of it.

Mr. Peterson: If I could just say something, Mr. Chairman, the government has never indicated ever that it wanted to withdraw the universal aspect of any of these programs. Let us put that right on the record so that we are very clear. I am not prepared to vote in favour of an amendment at this time, which I think is irrelevant to what we are dealing with in the narrow short term. There are many of us here who will certainly go on record of supporting universality.

[Traduction]

Mr. Peterson: I propose that we adopt the same procedure as we used on the first amendment, that is that even if the chairman will not receive it, we would be allowed to vote in order to facilitate the proceedings.

Le président: Après avoir consulté tous les intéressés, j'ai encore quelques réserves et quelques doutes au sujet de l'admissibilité de cette motion. J'accepte la motion si elle ne change aucunement le principe du bill, et n'exige aucune dépense nouvelle, c'est-à-dire un nouveau fonds après l'expiration de ce bill. Sur cette base, j'accepte la motion.

M. Dantzer: Merci.

Le président: Est-ce juste et équitable?

Une voix: Un vote.

Le président: Un vote?

Mlle MacDonald (Kingston et les îles): Monsieur le président, je veux m'assurer que tout le monde comprend ce qui est proposé, que le principe fondamental de l'universalité de la sécurité de la pension de vieillesse soit respecté après l'expiration de ce bill.

Le président: Vous ajoutez un autre élément à la motion. Je répète ce que j'ai dit à M. Dantzer. Sommes-nous prêts à accepter cette motion basée sur le principe que j'ai mentionné? La motion est proposée, je la reçois sous les réserves que j'ai faites.

Une voix: Votons.

Le président: Il est proposé par M. Dantzer qu'après l'article 2.(3) du Bill C-131, il soit ajouté un nouvel article 3 comme suit:

Les suppléments spéciaux prévus pour les années 1983 et 1984 au supplément du revenu garanti sont ajoutés aux prestations de la sécurité de la vieillesse en 1985, et par la suite, les prestations de la sécurité de la vieillesse seront pleinement indexées.

J'en reviens aux remarques que j'ai faites avant le dépôt de la motion. J'ai encore quelques réserves et doutes au sujet de cet article, mais je lui donne le bénéfice du doute. La bonne entente règne au Comité, et je suis prêt à accepter la motion. Monsieur Young.

M. Young: En répétant qu'aucun amendement ne pourrait améliorer ce bill, je dois dire que, si le gouvernement refuse toujours de retirer ce projet de loi, cette motion pourrait venir en aide aux personnes âgées. Je voterai donc pour la motion.

M. Peterson: Si vous permettez, monsieur le président, je dois rappeler que le gouvernement n'a jamais dit qu'il entendait supprimer le caractère universel de tous ces programmes. Que cela soit très clair aux fins du procès verbal. Je ne voterai pas en faveur de cet amendement que je trouve inutile, étant donné qu'il s'agit de mesures à très court terme. Toutefois, beaucoup d'entre nous appuieront certainement l'universalité du programme.

[Text]

Motion negatived: yeas, 7; nays, 10.

Title carried.

The Chairman: Shall I report the bill to the House?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: I will report the bill as soon as possible. We have reached the end of this meeting, and I would like to thank all of the members for their good collaboration.

Je voudrais témoigner mon appréciation envers tous les députés qui ont travaillé au Comité de la Santé, du Bien-être social et des Affaires sociales que j'ai l'honneur de présider depuis trois ans. Je voudrais tenir une réunion à mon bureau, à 17 heures, mardi prochain . . .

Let us be sure we do not discuss a committee meeting. You are all invited to my office at 5 o'clock next Tuesday.

Mr. Hawkes: You need a motion to pay witness expenses.

Mr. Peterson: I move that all relevant expenses incurred by the Public Service Alliance of Canada in attending before this committee be reimbursed.

Motion agreed to.

The Chairman: Thank you. this meeting is adjourned and will be recalled next year. Happy New Year and best wishes for the season.

[Translation]

La motion est rejetée par 10 voix contre 7.

Le Titre est adopté.

Le président: Dois-je faire rapport de ce projet de loi à la Chambre?

Des voix: D'accord.

Le président: J'en ferai rapport le plus tôt possible. Voilà que cette séance est terminée, et j'aimerais remercier tous les députés pour leur bonne collaboration.

I should like to thank all members who have worked on the Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs, which I have had the honour to chair over the past three years. You are all invited to a meeting in my office at 5.00 o'clock in the afternoon, next Tuesday . . .

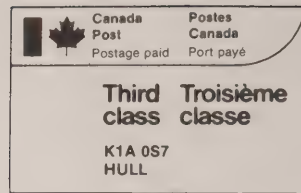
Il ne s'agira pas de discuter d'une séance de comité. Vous êtes donc tous invités à mon bureau à 17 heures mardi prochain.

M. Hawkes: Nous devons présenter une motion pour rembourser les dépenses de certains témoins.

M. Peterson: Je propose que toutes les dépenses légitimement subies par l'Alliance de la Fonction publique du Canada pour sa comparution devant ce Comité soient remboursées.

La motion est adoptée.

Le président: Merci. La séance est levée jusqu'à nouvelle convocation l'année prochaine. Je vous souhaite une bonne et heureuse année, et les meilleurs souhaits de la saison.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7*

WITNESSES—TÉMOINS

From the Public Service Alliance of Canada:

Mr. Pierre Samson, National President;
Mr. Guy Jacob, 1st Vice-President;
Mr. Daryl Bean, 2nd Vice-President;
Mr. Jean Bergeron, 4th Vice-President;
Mr. Stephen Jelly, Staff Member;
Mr. Mike McTaggard, Staff Member;

From the Department of National Health and Welfare:

Mr. R.J. Allen, Director General, Planning, Evaluation and
Liaison, Income Security Programme.

De l'Alliance de la Fonction publique du Canada:

M. Pierre Samson, président national;
M. Guy Jacob, 1^{er} vice-président;
M. Daryl Bean, 2^e vice-président;
M. Jean Bergeron, 4^e vice-président;
M. Stephen Jelly, membre du personnel;
M. Mike McTaggard, membre du personnel.

Du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social:

M. R.J. Allen, directeur général, Planification, évaluation et
liaison, Programme de sécurité du revenu.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 57

Tuesday, March 1, 1983

Chairman: Mr. David Weatherhead

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 57

Le mardi 1^{er} mars 1983

Président: M. David Weatherhead

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Health, Welfare and Social Affairs

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent de la*

Santé, du bien-être social et des affaires sociales

RESPECTING:

Organization Meeting in relation to Standing Orders
69(2) and (4)(a)

CONCERNANT:

Séance d'organisation relative aux dispositions 69(2) et
(4)a) du Règlement



First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82-83

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982-1983

STANDING COMMITTEE ON HEALTH,
WELFARE AND SOCIAL AFFAIRS

Chairman: Mr. David Weatherhead

Vice-Chairman:

MEMBERS/MEMBRES

Berger
Blaikie
Halliday
Killens (Mrs.)
MacDonald (Miss)
(*Kingston and the Islands*)
Marceau
McCauley
McGrath
Schroder

COMITÉ PERMANENT DE LA SANTÉ, DU
BIEN-ÊTRE SOCIAL ET DES AFFAIRES
SOCIALES

Président: M. David Weatherhead

Vice-président:

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Allmand
Campbell (M^{lle})
(*South West Nova*)
Dantzer
Daudlin
Gurbin
Hawkes
Hudecki
Lang
Malépart
Mitchell (M^{me})

(Quorum 6)

Le greffier du Comité

Judith LaRocque

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 69(4)(b)

On Monday, February 14, 1983:

Mr. Blaikie replaced Mrs. Mitchell;
Mrs. Mitchell replaced Mr. Blaikie.

Conformément à l'article 69(4)b) du Règlement

Le lundi 14 février 1983:

M. Blaikie remplace M^{me} Mitchell;
M^{me} Mitchell remplace M. Blaikie.

ORDER OF REFERENCE

Monday, February 14, 1983

ORDERED,—That the following Members do compose the Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs:

Members	Alternates
Messrs.	Messrs.
Berger	Allmand
Halliday	Blaikie
Killens (Mrs.)	Campbell (Miss)
Marceau	(<i>South West Nova</i>)
MacDonald (Miss)	Dantzer
(<i>Kingston and the Islands</i>)	Daudlin
McCauley	Gurbin
McGrath	Hawkes
Mitchell (Mrs.)	Hudecki
Schroder	Lang
Weatherhead	Malépart

ATTEST

ORDRE DE RENVOI

Le lundi 14 février 1983

IL EST ORDONNÉ,—Que le Comité permanent de la santé du bien-être social et des affaires sociales soit composé des députés dont les noms suivent:

Messieurs	Messieurs
Messrs.	Messrs.
Berger	Allmand
Halliday	Blaikie
Killens (M ^{me})	Campbell (M ^{lle})
Marceau	(<i>South West Nova</i>)
MacDonald (M ^{lle})	Dantzer
(<i>Kingston and the Islands</i>)	Daudlin
McCauley	Gurbin
McGrath	Hawkes
Mitchell (M ^{me})	Hudecki
Schroder	Lang
Weatherhead	Malépart

ATTESTÉ

Le Greffier de la Chambre des communes

C.B. KOESTER

The Clerk of the House of Commons

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MARCH 1, 1983

(88)

[Text]

The Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs met at 3:38 o'clock p.m. this day, for the purpose of organization in relation to Standing Orders 69(2) and (4)(a).

Members of the Committee present: Messrs. Berger, Halliday, Mrs. Killens, Miss MacDonald (*Kingston and the Islands*), Messrs. McCauley, McGrath, Schroder and Weatherhead.

Alternates present: Messrs. Daudlin, Hawkes, Hudecki and Mrs. Mitchell.

The Clerk presided over the election of a Chairman.

Mrs. Killens, seconded by Miss MacDonald (*Kingston and the Islands*), moved,—That Mr. Weatherhead do take the Chair of this Committee as Chairman.

The question being put on the motion, it was agreed to and Mr. Weatherhead took the Chair.

Mr. Schroder moved,—That Mr. McCauley be elected Vice-Chairman of this Committee.

By unanimous consent, the Chairman accepted notice of the following motion from Mrs. Mitchell,—That Miss MacDonald (*Kingston and the Islands*) be elected Vice-Chairman of this Committee.

After debate, the motion of Mr. Schroder was allowed to stand.

Miss MacDonald (*Kingston and the Islands*) moved,—That the Chairman be authorized to hold meetings, to receive and authorize the printing of evidence when a quorum is not present, as long as both the Government and the Official Opposition was represented.

Mrs. Mitchell moved,—That the motion be amended by deleting the word "Official".

After debate, the question being put on the amendment, it was, by a show of hands, agreed to: Yeas: 6; Nays: 3.

Miss MacDonald (*Kingston and the Islands*) moved,—That the motion be further amended by deleting the words "as long as both the Government and the Opposition was represented".

After debate, the question being put on the amendment, it was, by a show of hands, negatived: Yeas: 3; Nays: 6.

After debate, the question being put on the motion, as amended, it was, by a show of hands, agreed to: Yeas: 6; Nays: 3.

Mr. Schroder moved,—That the Sub-committee on Agenda and Procedure be composed of the Chairman or Vice-Chairman and four other Members: two from the Liberal Party, one from the Progressive Conservative Party and one from the New Democratic Party.

After debate, the question being put on the motion, it was, by a show of hands, agreed to: Yeas: 5; Nays: 4.

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 1^{er} MARS 1983

(88)

[Traduction]

Le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales tient aujourd'hui à 15h38 sa séance d'organisation relative aux dispositions 69(2) et (4)a du Règlement.

Membres du Comité présents: MM. Burger, Halliday, M^{me} Killens, M^{lle} MacDonald (*Kingston et les Îles*), MM. McCauley, McGrath, Schroder et Weatherhead.

Membres remplaçants présents: MM. Daudlin, Hawkes, Hudecki et M^{me} Mitchell.

Le greffier préside l'élection du président.

M^{me} Killens, appuyée par M^{lle} MacDonald (*Kingston et les Îles*) propose,—que M. Weatherhead soit nommé président du Comité.

La motion, mise aux voix, est adoptée et M. Weatherhead prend place au fauteuil.

M. Schroder propose,—que M. McCauley soit élu vice-président du Comité.

Du consentement unanime, le président accepte l'avis de motion suivant de M^{me} Mitchell,—que M^{lle} MacDonald (*Kingston et les Îles*) soit élue vice-présidente du Comité.

Après débat, la motion de M. Schroder est réservée.

M^{lle} MacDonald (*Kingston et les Îles*) propose,—que le président soit autorisé à tenir des séances, à recevoir des témoignages et à en autoriser l'impression, à défaut de quorum, pourvu que le gouvernement et l'Opposition officielle soient représentés.

M^{me} Mitchell propose,—que la motion soit modifiée par suppression du mot «officielle».

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté par un vote à mains levées par 6 voix contre 3.

M^{lle} MacDonald (*Kingston et les Îles*) propose,—que la motion soit de nouveau modifiée par suppression des mots «pourvu que le gouvernement et l'opposition soient représentés».

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est rejeté par un vote à mains levées par 6 voix contre 3.

Après débat, la motion modifiée, mise aux voix, est adoptée par un vote à mains levées par 6 voix contre 3.

M. Schroder propose,—que le Sous-comité du programme et de la procédure soit formé du président ou du vice-président et de quatre autres membres: deux du Parti libéral, un du Parti progressiste-conservateur et un du Nouveau parti démocratique.

Après débat, la motion, mise aux voix, est adoptée par un vote à mains levées par 5 voix contre 4.

At 4:45 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

A 16h45, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Judith A. LaRocque

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Tuesday, March 1, 1983

• 1535

The Clerk of the Committee: Hon. members, I see a quorum. Your first item of business is to elect a chairman, and I am ready to receive motions to that effect.

Mrs. Killens.

Mrs. Killens: I would like to nominate David Weatherhead.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I will second that motion.

Motion agreed to.

The Clerk: I declare Mr. Weatherhead duly elected chairman of this committee and invite him to take the chair.

Mr. Berger: Mr. Chairman, I was wondering if you would care to identify your constituency and perhaps let the hon. members know what particular qualifications you bring to this onerous task.

The Chairman: Mr. Berger, thank you very much, and thank you to the members of the committee for the election.

I do not want to go into a two-hour speech on the subject, but I was a chairman for a previous term in Parliament, in the Twenty-eighth Parliament, for a couple of years, in Labour, Manpower and Immigration. I am looking forward to chairing this committee.

I also want to thank Miss MacDonald for seconding the nomination.

I think the next item on the agenda, if you have your agendas...

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): On a point of order, Mr. Chairman...

The Chairman: Yes.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Before we pass to the next point of order, I wonder if perhaps the committee, particularly those of us who have been on it for an ongoing period of time, might express through you to our former chairman, Monsieur Roy, our appreciation for the work that he did as chairman over the last number of years.

The Chairman: Yes, I think the sentiment is very well received, Miss MacDonald, in the committee. He and the committee itself had three very busy years. I just had a chance to be on and off the committee from time to time, but you did an awful lot of work and I know it is a very experienced and conscientious committee.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le mardi 1^{er} mars 1983

Le greffier du Comité: Distingués membres du Comité, nous avons le quorum. Le premier article à l'ordre du jour est l'élection d'un président, et je suis prêt à recevoir des motions à cette fin.

Madame Killens.

Mme Killens: J'aimerais proposer la nomination de M. David Weatherhead.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): J'appuie la motion.

La motion est adoptée.

Le greffier: Je déclare que M. Weatherhead est dûment élu président de ce Comité, et je l'invite à venir occuper la place de président.

M. Berger: Monsieur le président, pouvez-vous nous dire quels sont vos intérêts, et peut-être aussi quels titres de compétence vous permettent d'assumer ces lourdes responsabilités?

Le président: Monsieur Berger, je vous remercie beaucoup, ainsi que les autres membres du Comité, de m'avoir élu.

Je ne veux pas me lancer dans un long discours, mais j'ai déjà été président, pendant environ deux ans, lors de la 28^e législature, du Comité du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration. Je suis très heureux de présider ce Comité.

J'aimerais aussi remercier M^{lle} MacDonald d'avoir bien voulu appuyer ma candidature.

Maintenant, si vous avez votre ordre du jour, la prochaine question dont nous sommes saisis...

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur le président, j'invoque le Règlement...

Le président: Oui.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Avant de passer au point suivant, je me demandais si notre Comité, et particulièrement ceux d'entre nous qui en font partie depuis un certain temps, ne pourrait pas vous demander, monsieur le président, d'exprimer notre gratitude à notre ancien président, M. Roy, pour le travail qu'il a accompli en tant que président ces dernières années.

Le président: Oui, c'est avec plaisir que je tiendrai compte de votre recommandation, mademoiselle MacDonald. Le Comité et lui-même ont été très occupés ces trois dernières années. Je n'ai participé à ses travaux que de temps à autre, mais j'ai remarqué que vous avez abattu beaucoup de travail, et je suis donc conscient que votre groupe est très consciencieux et a accumulé beaucoup d'expérience.

[Texte]

The next item on the agenda is the election of a vice-chairman for the committee, and I will call for a motion for the nomination of vice-chairman.

Mr. Schroder.

Mr. Schroder: I would like to nominate Gary McCauley.

Mr. Berger: I second that nomination.

The Chairman: Are there any further nominations?

• 1540

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Mr. Chairman, in the new spirit of greater independence and more non-partisanship in the committees, as I understand the new committee system is to function, I would like to recommend that the vice-chairman be a member of the Official Opposition. I would, therefore, like to place the name of Mr. Jim Hawkes in nomination as vice-chairman.

Mrs. Mitchell: I would like to second that, Mr. Chairman.

The Chairman: I have a motion and a seconder for that nomination, but I am informed by the clerk that at the moment Mr. Hawkes is an alternate to the committee and not a member per se, and the clerk says that that prohibits him from being considered. I guess I will hear Mrs. Mitchell on the subject.

Mrs. Mitchell: Not on that subject, but if Mr. Hawkes is not eligible, I would like to nominate Miss MacDonald.

The Chairman: All right, I will rule Miss MacDonald's motion out of order on that basis.

We have another nomination, for Miss MacDonald as vice-chairman, from Mrs. Mitchell. We do not need seconds.

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, could we have further discussion on that?

The Chairman: Yes, Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Just before we proceed any further, and on a point of order, I thought in the previous meeting, which was not held, I had been moved onto the members' list as a replacement for Mr. McGrath. Can we do that at this point so I will be able to vote as the meeting progresses?

The Chairman: I gather, Mr. Hawkes, you can vote as an alternate. It is just a question of whether you can be nominated as chairman or vice-chairman. My advice is that you cannot be nominated for one of those positions, but you can vote. You are a legal alternate. If the three permanent members are not here, as they are not, then you have a perfect right to vote; but my advice is that you do not have a right to be nominated for either of those two positions.

[Traduction]

Passons maintenant au point suivant à l'ordre du jour, soit l'élection d'un vice-président. A cette fin, je demanderai donc qu'on présente une motion.

Monsieur Schroder.

M. Schroder: J'aimerais proposer la candidature de M. Gary McCauley.

M. Berger: J'appuie cette nomination.

Le président: Y a-t-il d'autres candidatures?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur le président, pour me conformer au nouvel esprit qui doit animer les comités depuis l'entrée en vigueur du nouveau système, c'est-à-dire celui d'une plus grande indépendance et d'une absence de partisanerie, j'aimerais recommander que la vice-présidence provienne des rangs de l'opposition officielle. En conséquence, j'aimerais proposer la candidature de M. Jim Hawkes au poste de vice-président.

Mme Mitchell: J'appuie cette résolution, monsieur le président.

Le président: Même si cette motion a été présentée et appuyée, le greffier me dit à l'instant que M. Hawkes est un membre substitut du Comité et non un membre régulier, et qu'à ce titre, il ne lui est pas permis de poser sa candidature. Je vais cependant céder la parole à M^{me} Mitchell sur ce sujet.

Mme Mitchell: Pas sur ce sujet, mais si la candidature de M. Hawkes n'est pas admissible, j'aimerais alors proposer celle de M^{lle} MacDonald.

Le président: C'est bien; si tel est le cas, je vais considérer la motion de M^{lle} MacDonald comme irrecevable.

Nous sommes saisis d'une autre candidature, celle de M^{lle} MacDonald au poste de vice-président, présentée par M^{me} Mitchell. Il n'est pas nécessaire que cette motion soit appuyée.

M. Hawkes: Monsieur le président, pouvons-nous discuter sur cette question?

Le président: Oui, monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Avant que nous ne poursuivions, et tout en invoquant le Règlement, je croyais que lors de la dernière réunion, qui n'a d'ailleurs pas été tenue, on devait me faire figurer sur la liste comme remplaçant de M. McGrath. Peut-on le faire maintenant, afin que je puisse voter au cours de nos travaux aujourd'hui?

Le président: Monsieur Hawkes, je crois que vous pouvez voter en tant que membre substitut. Ce dont nous avons discuté, c'est de savoir si vous pouvez être élu président ou vice-président. Je suis d'avis que vous ne le pouvez pas, mais que vous êtes autorisé à voter. Vous êtes un substitut tout à fait en règle. Si les trois membres permanents ne sont pas ici, comme c'est le cas, alors, vous avez tout à fait le droit de voter. Cependant, vous n'avez pas celui d'être élu, soit à la présidence, soit à la vice-présidence.

[Text]

Mr. Hawkes: What is the process to change from substitute status to member status?

The Chairman: Perhaps I can ask the clerk to comment on that.

Mr. Daudlin.

Mr. Daudlin: Mr. Chairman, I think you will find that the requirement would be the use of the 24-hour notice in order to have a member changed from the alternate status to the permanent membership list. Once that were effected through the Whip's office, in fact the permanent list would be changed until such time as the Whips and the House elected to change it back again. But the spirit and intent of the rules under which we are operating now is that in the absence of a member on the permanent list voting can take place and attendance at the meeting can take place by an alternate member for purposes of that particular meeting and for votes at that meeting. The permanent list, though, were it to permit the movement into it by alternates for purposes of membership in the executive of the committee, or the chairmanship and vice-chairmanship, would in effect enlarge the committee to a point where in fact you had not a permanent and an alternate list but a mix that had a considerably larger membership entitlement.

The Chairman: Thank you, Mr. Daudlin.

I gather, Mr. Hawkes, that you have to go through your own Whip, who knows the procedure from there. I would suggest, respectfully, that you check with your own Whip regarding the situation, and he will inform you as to just how changes should be made.

I see that the three members of the committee from the Conservative side are here at the present time: Mr. McGrath, Dr. Halliday and Miss MacDonald. I gather that, while Mr. Hawkes is at liberty to stay at the meeting, as long as the three permanent members are here he would not have a vote. Am I correct in that assumption?

The Clerk: That is correct.

The Chairman: We have a motion by Mrs. Mitchell nominating Miss MacDonald as the vice-chairman. Is there any discussion on this motion?

• 1545

Mr. McGrath: Mr. Chairman, I would like to very briefly speak in support of the motion. In the context of the new system of committees which we are inaugurating here today, it was certainly the spirit of the new rules, setting up smaller committees, that if not sharing the chairmanships on both sides of the House then it would be the feeling of the committee... Mr. Daudlin is here and he can certainly speak to that because he was a member of the rules committee—but certainly it would be in the spirit of the recommendation of the rules committee that where possible committees would have a vice-chairman from one of the opposition parties. It is in that spirit that I welcome Mrs. Mitchell's nomination of my colleague, Flora MacDonald, and I would hope the committee would not divide on it.

[Translation]

M. Hawkes: Quel est le processus à suivre lorsqu'on veut passer de membre substitut à membre régulier?

Le président: Je vais demander au greffier de bien vouloir s'exprimer là-dessus.

Monsieur Daudlin.

M. Daudlin: Monsieur le président, pour qu'un membre substitut devienne membre régulier, c'est-à-dire qu'il figure sur la liste des membres permanents, il faut envoyer un préavis de 24 heures. Une fois que le bureau du whip a reçu cet avis, on modifie la liste permanente, jusqu'au moment où les whips et la Chambre choisiront de la modifier à nouveau. Cela dit, les nouveaux règlements régissant nos activités veulent qu'en l'absence d'un membre permanent, un membre substitut peut assister à la réunion et y voter. Si, cependant, la liste permanente permettait aux substituts d'occuper des fonctions exécutives, soit d'être président ou vice-président, cela élargirait le comité à un point tel qu'on n'aurait plus ni une liste des membres réguliers, ni une autre des membres substituts, mais un mélange des deux, où tous les membres auraient plus de droits.

Le président: Merci, monsieur Daudlin.

Je crois donc, monsieur Hawkes, que vous devrez vous adresser à votre whip, qui connaît la procédure à suivre. Consultez-le donc, et il vous dira comment vous y prendre.

Je remarque que les trois députés conservateurs faisant partie de notre Comité, soit M. McGrath, M. Halliday et M^{lle} MacDonald, sont présents. Je crois donc que cela signifie que, même si M. Hawkes a le droit d'assister à nos travaux, dès lors que les trois membres permanents sont présents, il n'a pas le droit de vote. Est-ce exact?

Le greffier: C'est exact.

Le président: Par ailleurs, nous sommes saisis d'une motion présentée par M^{me} Mitchell et proposant la candidature de M^{lle} MacDonald au poste de vice-président. Est-ce qu'on veut en discuter?

M. McGrath: Monsieur le président, j'aimerais, en très peu de mots, parler en faveur de la motion. En instaurant une réforme des comités, réforme que nous inaugurons ici en ce jour, l'intention était certainement, dans cette mise en place de comités plus restreints, sinon de partager la présidence, du moins — et M. Daudlin pourra confirmer ce que j'avance, car il était membre du comité du Règlement — l'intention de ce comité était donc d'attribuer, dans la mesure du possible, la vice-présidence à l'un des partis de l'opposition. C'est compte tenu de cette intention que je suis heureux de voir M^{me} Mitchell proposer la candidature de ma collègue, Flora MacDonald, et j'espère que le Comité l'accueillera favorablement.

[Texte]

The Chairman: Thank you, Mr. McGrath. I am informed that we have, perhaps erroneously, two motions before the committee at the present time and we have to discuss each one separately. If the first motion fails, we would go into a second motion. They are both as to who should become the vice-chairman of the committee. Therefore, I would like to go back to the first motion, that Gary McCauley be the vice-chairman. I will ask for discussion on that, and probably Mr. McGrath's comments and the subject comments all relate to that particular motion. But that is the motion before us; we know that there will be a subsequent motion coming forward if the first motion fails. So going back to the first motion, that Mr. McCauley become the vice-chairman, is there any further discussion on that point? Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: I would just like to point out that in that spirit if there was to be a withdrawal, we would not have to put it to a vote.

The Chairman: Is there any further discussion? Dr. Halliday.

Mr. Halliday: Mr. Chairman, I would welcome hearing some comments from the government side regarding Mr. McGrath's observations on the spirit of the rules committee he referred to. Mr. Daudlin apparently was on that committee but most of us were not; could we have some acknowledgment from our colleagues on the government side, if that is indeed the case?

The Chairman: Mr. Daudlin.

Mr. Daudlin: Mr. Chairman, I do not know that I can comment on Mr. McGrath's statement. Unfortunately, I was engaged in some conversations while he was speaking so I do not know that I have the full essence of what he was putting to the committee.

I think the difficulty we have is that the committee that made the recommendations which led to the experiment we are now trying for a year had several things in mind, including a panel of chairmen and what-have-you, not all of which has come forward, and Mr. McGrath was present at some of the discussions we had leading to the recommendations. I think the difficulties we have are practical difficulties in the sense that it seems to me the rules require, for instance, that the subcommittee, the steering committee of any committee, be constituted automatically by the chairman, the vice-chairman and some others. It is not unexpected from the opposition benches, I am sure, that the government would have some concern about seeing the steering committee imbalanced by the movement toward a motion such as has been put today which would then see the steering committee in effect overbalanced by representation from the opposition, contrary to the representation of the House.

I would see some difficulties on that side and, notwithstanding any intent to the contrary, I would have some very serious reservations about seeing that kind of thing take place out of a right intent to bring some new spirit to the committee.

The Chairman: Mr. McGrath again.

[Traduction]

Le président: Je vous remercie, monsieur McGrath. On me fait savoir que deux motions sont déposées devant ce Comité—par erreur peut-être—et que nous devons discuter de chacune séparément. Si la première motion est rejetée, nous passerons à la seconde. Les deux portent sur la nomination du vice-président de ce Comité, et c'est pourquoi je voudrais revenir à la première motion, à savoir la candidature de Gary McCauley. Je voudrais vous demander de discuter de cette motion, bien que les commentaires de M. McGrath et les autres se rapportent sans doute également à cette motion. Mais c'est là la motion dont nous sommes saisis, et nous savons qu'il y en aura une seconde si la première est rejetée. Mais nous allons revenir à la première motion, qui porte sur la candidature de M. McCauley à la vice-présidence de ce Comité; avez-vous des observations à faire sur ce sujet?

M. Hawkes: Je voudrais simplement faire remarquer que dans ce même esprit, si la motion était retirée, nous n'aurions pas à la mettre aux voix.

Le président: Quelqu'un veut-il encore en discuter? Monsieur Halliday.

M. Halliday: Monsieur le président, j'aimerais entendre ce que pense le parti gouvernemental des remarques de M. McGrath concernant l'intention du comité du Règlement dont il a parlé. M. Daudlin, semble-t-il, siégeait à ce comité, à la différence de la plupart d'entre nous; nos collègues du gouvernement pourraient-ils confirmer les paroles de M. McGrath, le cas échéant?

Le président: Monsieur Daudlin.

M. Daudlin: Je ne sais pas si je peux commenter les paroles de M. McGrath, monsieur le président, car j'étais malheureusement en conversation lorsqu'il a pris la parole, et je ne suis donc pas sûr d'avoir tout entendu.

Je crois que si nous nous trouvons en difficulté maintenant, c'est que le Comité qui a formulé les recommandations qui ont débouché sur cette expérience d'une année poursuivait plusieurs objectifs, y compris un collège de présidents, ou autres, et que ces projets ne se sont pas tous concrétisés; or, M. McGrath a assisté à certaines des discussions qui ont abouti aux recommandations. Les difficultés que nous rencontrons sont, je crois, d'ordre pratique, au sens où les règles exigent, par exemple, que le sous-comité, c'est-à-dire le comité de direction de tout comité, soit toujours constitué du président, du vice-président et de certains autres. L'opposition a certainement pu prévoir que le gouvernement s'inquiéterait d'un déséquilibre au sein du comité de direction, si l'on adoptait une motion comme celle qui a été proposée aujourd'hui, à la suite de laquelle la composition du comité de direction ne correspondrait pas à celle de la Chambre.

J'envisage des difficultés de ce côté, et quelle que soit l'intention de la réforme, j'aurais des objections à ce que celle-ci, animée de l'intention louable d'insuffler un nouvel esprit dans les comités, aboutisse à une situation de ce genre.

Le président: La parole est de nouveau à M. McGrath.

[Text]

Mr. McGrath: Mr. Chairman, I did not realize there were two motions before the Chair when I spoke originally. However, it does not change my initial intervention.

But I would like to respond very briefly to one or two of the points raised by Mr. Daudlin. First of all, the new committee system we are working under is by and large based on the British select committee system, and in Britain half the committee chairmanships of the select committees of the House of Commons, Westminster, are divided up amongst the opposition parties.

• 1550

It is in that spirit that I suggest to you that it surely is not too much to expect that the vice-chairmanship of these new standing committees of the House which have new powers, new unprecedented powers, be given to the opposition parties.

Now with respect to that upsetting the balance on the steering committee, of course we can get around that very easily. If the vice-chairman happened to be a member of one of the two opposition parties, well that obviously would include the total representation of the opposition on the steering committee, and so that would not create a problem.

However, I would suggest to you that we could be creating a very bad precedent here in terms of launching this committee under the new rules, because this committee is going to have new unprecedented investigatory powers that no other standing committee of the House has had heretofore. What we do with that power is entirely up to the committee, and surely it is not too much to ask that the power of the committee be used in such a way as to reflect the membership in the House. The chairman of the committee will have a great responsibility on his shoulders, and if I were the chairman of the committee, I would welcome an opposition member as vice-chairman.

If the government is going to persist in this, I do not think we should divide on it. I think that would be getting off to a bad start, and I am sure my colleague, Miss MacDonald, would be the first one to agree to that. If we are to succeed as a committee we have to develop a degree of collegiality and, if I may so, non-partisanship at the outset. Certainly, if we are going to get off to a bad start by dividing on a motion to elect a vice-chairman, then we are off to a very bad start indeed.

Now I should add, by the way, that I have great respect for my friend, Mr. McCauley. I think he would make an excellent vice-chairman. I would be perfectly happy to have him as vice-chairman. I did not want to reflect in any way on Mr. McCauley's integrity as an outstanding member of the House.

The Chairman: Mr. McGrath, thank you very much. I think your last sentiment is well understood. I might just say in passing—I have two or three other people on my list—that I understand that so far most of the committees have organized under the new rules; that so far, at least as I understand, none of the vice-chairmen are from other than government supporters. As Mr. Daudlin, I think, indicated, and as most of us know, the Special Committee on Standing Orders and

[Translation]

M. McGrath: En prenant la parole, je ne me suis pas rendu compte, monsieur le président, que le Comité était saisi de deux motions, mais cela ne change rien à ma première intervention.

Je voudrais reprendre brièvement un ou deux points soulevés par M. Daudlin. Tout d'abord, le nouveau système que nous sommes en train d'essayer est fondé, dans l'ensemble, sur le système britannique de commissions parlementaires, et dans ce pays, la présidence de la moitié des commissions parlementaires de la Chambre des communes, à Westminster, est attribuée aux partis d'opposition.

Je me permets donc de vous faire remarquer que ce ne serait pas trop demander que de s'attendre à ce que la vice-présidence de ces nouveaux comités permanents de la Chambre, dotés de nouveaux pouvoirs sans précédent, appartienne aux partis de l'opposition.

En ce qui concerne le déséquilibre ainsi introduit dans le comité de direction, c'est un obstacle qu'il est facile de surmonter. Si le vice-président appartenait à l'un des deux partis de l'opposition, il représenterait toute l'opposition au comité de direction, et ceci ne soulèverait donc pas de difficulté.

Je voudrais toutefois vous faire remarquer que nous risquons de créer un très mauvais précédent si nous établissons ce comité sous de nouvelles règles, car il va être doté de pouvoirs d'enquête sans précédent, des pouvoirs qu'aucun comité permanent de la Chambre n'a eus jusqu'à présent. C'est au comité qu'il incombe de décider ce qu'il fera de ce pouvoir, et ce n'est certainement pas être trop exigeant que de lui demander de l'utiliser de façon à respecter la composition de la Chambre. Le président du comité aura de lourdes responsabilités, et si j'étais président, je serais heureux d'avoir un membre de l'opposition comme vice-président.

Si le gouvernement maintient sa position, je ne crois pas que nous devrions voter là-dessus. Ce serait partir du mauvais pied, et je suis sûr que ma collègue, M^{lle} MacDonald, serait la première à en juger ainsi. Si notre Comité doit faire oeuvre utile, nous devons être animés d'un esprit d'équipe et, j'ose le dire, ne pas témoigner d'un esprit partisan. Si nous commençons par laisser la question de l'élection d'un vice-président nous diviser, nous aurons pris un fort mauvais départ.

Je voudrais ajouter, à ce propos, que je tiens en très grande estime mon ami, M. McCauley, et qu'il ferait, à mon avis, un excellent vice-président. Je serais tout à fait heureux de le voir à ce poste, et mes observations ne visaient nullement à mettre en doute la valeur de M. McCauley comme député.

Le président: Je vous remercie beaucoup, monsieur McGrath, et je suis sûr que vos intentions ont été bien comprises. Je voudrais simplement faire remarquer en passant—car deux ou trois personnes ont demandé la parole—que la plupart des comités se sont constitués d'après le nouveau Règlement et que, pour autant que je sache, tous les vice-présidents appartiennent au parti gouvernemental. Comme l'a fait remarquer M. Daudlin, et comme le savent la plupart

[Texte]

Procedure are still looking into all aspects of this matter. Most of us I think hope there will still be very substantial reforms brought forward in the future, and what you, Mr. McGrath, and others are saying here this afternoon may well be included at some stage in those reforms. But at the present moment, as a matter of fact, as I understand it, we have not quite got to that stage yet, and I think that is the . . .

Mr. McGrath: I hope you are not coming down on one side or the other of this argument, Mr. Chairman. That would destroy your impartiality at the outset.

The Chairman: Well, I was just trying to set forth the factual situation, Mr. McGrath. However, I have two or three other speakers on the motion. Mrs. Mitchell.

Mrs. Mitchell: Yes, I would support Mr. McGrath's statement and also certainly pay credence to the other nominee. It would seem to me that if there is nothing written in stone at this point it would make good sense, and it would be a very democratic example for this committee to have the Official Opposition in the vice-chair role, provided that the government, of course, has a second member on the steering committee. I would certainly recommend that and support it.

The Chairman: Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Thank you, Mr. Chairman. As I understand the rules, the steering committee really does not make decisions other than what to recommend to the full committee. When we were the government, I served as vice-chairman of Public Accounts and a member of the opposition was the chairman of Public Accounts. But of all my experiences in Parliament, that is the committee which stands out in my mind as representing to a very large extent non-partisanship in its deliberations, and I think in part that is due to the fact that the chairmanship and vice-chairmanship are shared between government and opposition. I fully recognize that the pattern to this point on the new committees is as you describe it, but occasionally I think there is a time and place to experiment, and we are in an experimental period in the House of Commons.

• 1555

I suggest to you that the Health and Welfare committee of this Parliament should be non-partisan in nature. Some of us served on the previous committee and, for instance, dealt with the report on family violence. That would be an outstanding experience in my mind of non-partisanship in action. We really did work collectively to produce a report which I think all of us can take some pride in, in the sense that it is having an impact in Canada. Some of the recommendations have already borne fruit and things are happening.

As a committee concerned with the human condition, with health and welfare matters and with a number of ministers having to appear before us on housing, the status of women, consumer and corporate affairs, as well as health and welfare, it seems to me that we should listen carefully to Mr. McGrath and the precedent by which the committee was formed. If we

[Traduction]

d'entre nous, le Comité spécial sur le Règlement et la procédure examine encore les différents aspects de cette question. Nous espérons—la plupart d'entre nous en tout cas—que de profondes réformes seront encore mises en place, et qu'elles incorporeront peut-être les suggestions faites par vous, monsieur McGrath, et par les autres, mais nous n'en sommes pas encore là à l'heure actuelle, et je crois que c'est là le . . .

M. McGrath: J'espère que vous ne prenez pas parti, monsieur le président, car ceci compromettrait d'emblée votre impartialité.

Le président: J'essayais de faire le point, monsieur McGrath. Mais deux ou trois personnes ont demandé à prendre la parole. Madame Mitchell.

Mme Mitchell: Je voulais appuyer la déclaration de M. McGrath, et rendre hommage à l'autre candidat. Il me semble que, puisque rien n'est irrémédiablement décidé à ce stade, il serait peut-être judicieux que ce Comité élise pour vice-président un membre de l'opposition officielle, donnant ainsi l'exemple du respect de la démocratie, à condition que le gouvernement, bien entendu, ait un second membre au comité de direction. Ce serait là ma recommandation, et je l'appuierai.

Le président: Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Merci, monsieur le président. Si j'ai bien compris les règles, le comité de direction ne prend à vrai dire d'autres décisions que de présenter des recommandations au comité plénier. Lorsque mon parti était au gouvernement, j'étais vice-président des comptes publics, et un membre de l'opposition était président des comptes publics. Dans toute mon expérience parlementaire, c'est le comité qui m'a paru le moins marqué par l'esprit partisan, et la raison en est, dans une grande mesure, que la présidence et la vice-présidence étaient assumées par le gouvernement et par l'opposition. Il est vrai que jusqu'à présent, les nouveaux comités n'ont pas suivi ce modèle, mais les temps sont peut-être mûrs pour l'innovation, et c'est un vent nouveau qui souffle sur la Chambre des communes.

Il me semble que le Comité de la santé et du bien-être social de ce Parlement ne devrait pas être animé d'un esprit partisan. Certains d'entre nous ont siégé au précédent comité et ont étudié, entre autres, le rapport sur la violence dans la famille, étude qui constitue, à mon avis, un exemple frappant d'action non partisane. Nous avons vraiment fait du travail d'équipe pour réaliser un rapport dont nous pouvons tous être fiers, car ses effets se font sentir dans tout le pays. Certaines de ses recommandations ont déjà porté leur fruit, et une action de dessine.

Notre Comité a à traiter de problèmes liés à la condition humaine, aux questions de santé et de bien-être social, et devra inviter un certain nombre de ministres à témoigner devant nous sur des questions portant sur le logement, la situation de la femme, des problèmes concernant la consommation et les sociétés, et compte tenu de ce fait, je crois que nous devrions

[Text]

look at our own Parliament and the nature of our work, and if we do all that in the spirit of experimentation, which this period is supposed to represent, then I suggest that perhaps this is the appropriate committee to try something a little different.

The Chairman: Thank you. Mr. McCauley, do you want the floor?

Mr. McCauley: Mr. Chairman, I am reluctant to get into this debate, for obvious reasons. It seems to me that Mr. McGrath has raised a question of precedent, and as you have pointed out, Mr. Chairman, the precedents so far are that we follow the usual procedure in this matter in which the chairman and the vice-chairman are members of the government.

I would be happy to ask your advice, in terms of postponing a decision on this, until we seek advice from the striking committee itself as to what their intention was in this matter.

That may not be possible; you may have to make a decision today, but then you would have to be advised by the clerk.

The Chairman: Well, we have a motion before us. We have heard the precedents, but if there is a disposition to withdraw the motion, we can consider withdrawing the motion, I suppose.

Is there any more discussion on this subject?

Mrs. Mitchell: On a point of order, Mr. Chairman. Could we not table the decision for today until we hear back from the senior committee?

Motion allowed to stand.

The Chairman: We will go on to the next item on the agenda, which is No. 5—a quorum to hear witnesses. You see what is before you in the written notes, what went on before. Of course the committee is just half the size of the last committee in numbers.

Is there a motion as to the quorum of the committee to hear witnesses?

Mr. McGrath: What are the other committees doing, since we are talking about precedents here?

The Chairman: I am advised that in committees of the same size as ours, which are 10-person committees, that Finance has the chairman, one Liberal, one Conservative. Justice has...

An hon. Member: That is a quorum?

The Chairman: This is the quorum to hear... No, I am sorry.

Mr. McGrath: That is just to hear evidence, is it not?

The Chairman: No, we will get it right now. To hear evidence. I will start over again.

[Translation]

prêter l'oreille à ce que nous dit M. McGrath du précédent selon lequel un comité a été constitué. Si nous nous inspirons de notre propre Parlement, et de la nature de notre ouvrage, et si nous sommes animés d'un esprit innovateur qui semble bien être l'air du temps, ce Comité se prêterait fort bien, je crois, à une expérience de ce genre.

Le président: Je vous remercie. Est-ce que vous voulez prendre la parole, monsieur McCauley?

M. McCauley: J'ai de bonnes raisons d'hésiter à intervenir dans ces discussions, monsieur le président. M. McGrath a soulevé la question d'un précédent, et comme vous l'avez indiqué, monsieur le président, les précédents que nous avons à ce jour nous encouragent à adopter une procédure selon laquelle le président et le vice-président sont des membres du gouvernement.

Je voudrais donc vous demander de surseoir à cette décision jusqu'à ce que nous ayons pu prendre l'avis du comité de sélection, afin de connaître son intention en la matière.

Il se peut que cela ne soit pas possible, et que vous deviez prendre une décision aujourd'hui, ce que nous ferait alors savoir le greffier.

Le président: Nous sommes saisis d'une motion, et nous connaissons les précédents, mais si vous manifestez le désir de retirer cette motion, c'est une possibilité que nous pouvons envisager, je crois.

Y a-t-il encore des discussions sur ce sujet?

Mme Mitchell: Un rappel au Règlement, monsieur le président. Est-ce que nous ne pourrions pas ajourner la discussion jusqu'à ce que le comité principal ait été consulté?

La motion est reportée.

Le président: Nous allons passer au point suivant de l'ordre du jour, le n° 5, concernant le quorum nécessaire pour entendre des témoins. Vous avez pris connaissance des notes qui vous ont été remises concernant les discussions qui ont précédé. Bien entendu, le Comité n'est que de moitié aussi nombreux que son prédécesseur.

Y a-t-il une motion sur le quorum nécessaire pour entendre des témoins?

M. McGrath: À propos de précédents, qu'ont décidé les autres comités?

Le président: On me dit que dans les comités de 10 membres, comme le nôtre, celui des finances a imposé pour quorum le président, un membre du parti libéral et un membre du parti conservateur. Le Comité de la justice a...

Une voix: Pour quorum?

Le président: Il s'agit du quorum pour entendre... Non, excusez-moi.

M. McGrath: C'est seulement pour entendre les témoins, n'est-ce pas?

Le président: Non, nous devons mettre les choses au point: pour entendre les témoins. Je vais reprendre dès le début.

[Texte]

On the ones the same size as our committee, in Fisheries we have the governing party . . . the government supporter and an opposition member. In Justice we have the chairman or vice-chairman, one Liberal and one opposition member. Miscellaneous Estimates, members of two parties are present; Privileges and Elections, two government supporters, including the chairman and one opposition member. Generally speaking, it seems to be two or three members . . .

• 1600

Mr. McGrath: For a quorum?

The Chairman: —for a quorum to hear evidence.

Mr. McGrath: That is different. I am talking about a quorum.

The Chairman: No, a quorum of the committee. Mr. McGrath, I was going down to item 5, just following our agenda.

Mr. McGrath: Oh, I am sorry.

The Chairman: Item 5 is a quorum to hear witnesses. We will get back to the quorum of the committee, but I am just following the agenda put before us here and generally speaking, I think it is fair to say, there are usually two or three members of the committee—if it is three, it would be two government supporters, including a chairman or vice-chairman, and one opposition member. Can we have . . .

Mr. McGrath: The quorum there is listed on point 1 as six.

The Chairman: Yes, you are right.

So, to make it clear, we are talking of a quorum to hear witnesses which is . . . we all know what that means—Item 5.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Mr. Chairman, Item 5?

The Chairman: Yes.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Now, I realize there may very well be some difficulty in having five come for a quorum to hear witnesses and I know other committees have come up with a lesser number than that, in order to hear witnesses. But the point I want to make is that whatever number we establish should include, as it does here, the Official Opposition—as long as both the government and the Official Opposition are represented.

The Chairman: Well, perhaps we might have a motion first of all, then we could discuss that motion.

An hon. Member: Do you want to make that a motion?

The Chairman: Mr. Daudlin, do you want to move my motion?

Mr. Daudlin: Well, no. If you would prefer to have the motion before we discuss it, I would like to comment on that.

[Traduction]

Dans les comités de la taille du nôtre, au Comité des pêches, c'est un membre du gouvernement et un membre de l'opposition; à la Justice, le président ou le vice-président, un membre du parti libéral et un membre de l'opposition; dans celui des Prévisions budgétaires, des membres des deux partis doivent être présents; dans celui des Privilèges et Elections, deux membres du gouvernement, y compris le président et un membre de l'opposition. En général, il semble que ce soit deux ou trois députés . . .

M. McGrath: Pour constituer un quorum?

Le président: . . . qui constituent un quorum pour entendre des témoignages.

M. McGrath: C'est différent. Je parle d'un quorum.

Le président: Non, le quorum du Comité. Monsieur McGrath, j'abordais le point 5 de notre ordre du jour.

M. McGrath: Oh, excusez-moi.

Le président: Le point 5 est le quorum nécessaire pour entendre des témoins. Nous reviendrons au quorum du Comité tout à l'heure, mais je suis l'ordre du jour. En général, on s'entend pour que les témoins puissent être entendus, pourvu que deux ou trois membres du Comité soient présents. S'il s'agit de trois, il s'agirait de deux membres de la majorité, y compris le président ou le vice-président, et un député de l'opposition.

M. McGrath: Le quorum indiqué ici, au point 1, est de six.

Le président: Oui, vous avez raison.

Donc, pour bien préciser les choses, nous parlons du quorum nécessaire pour entendre les témoins—nous savons tous de quoi il s'agit—c'est-à-dire du point 5 de l'ordre du jour.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Le point 5, monsieur le président?

Le président: Oui.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Il pourrait être difficile, parfois, de réunir cinq députés pour entendre des témoins, et je sais que d'autres comités ont arrêté un chiffre inférieur. Quel que soit le nombre que nous adopterons, il devra inclure un membre de l'opposition officielle, ainsi qu'il est précisé ici.

Le président: La première chose à faire serait de proposer une motion que nous pourrions soumettre ensuite au débat.

Une voix: Voulez-vous présenter une motion?

Le président: Monsieur Daudlin, voulez-vous présenter ma motion?

M. Daudlin: Non. Si vous préférez avoir une motion avant d'ouvrir le débat, j'aimerais dire quelque chose à ce propos.

[Text]

The Chairman: Well, Miss MacDonald, can I make a motion along some lines like that?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Yes, I am prepared to accept either three or four as being the number of a quorum for the hearing of witnesses, but to include the phrase "as long as both the government and the Official Opposition are represented". Three is fine with me.

Mr. Daudlin: May I comment on that, Mr. Chairman?

The Chairman: Yes. Discussion on—we do not need statutory instruments. Mr. Daudlin.

Mr. Daudlin: I can only offer the experience from a couple of other committees that are organized now. The reduced number of three seems to have been the preference if for no other reason than to allow the hearing of witnesses as early as possible and to assure that there is not the possibility of witnesses who have been called in from afar sitting for a long period of time waiting, for whatever reason, for members to attend. However, there has been some movement toward, and indeed, acceptance of, the principle that as opposed to assuring the attendance of the government and the Official Opposition, assuring that in fact an opposition voice is present. For instance, in the Agriculture committee, the motion passed there was that a quorum for hearing witnesses be constituted by three in attendance. De facto, it would require, of course, that the chairman and/or vice-chairman be present in order to call the meeting, and thereafter that there be a member of the government and a member of the opposition, but without requiring that it be a member of the Official Opposition. The obvious effect of that would be that the committee could start hearing in the absence of the Official Opposition, provided the NDP were present, and vice-versa. The attendance of the Official Opposition and the absence of an NDP representative would permit going forward. I think the reasoning behind that was to try to remove all possible blockages to start the meetings as close to on time as possible. It seems to me that resolution commends itself.

The Chairman: So, you are speaking against the motion, Mr. Daudlin?

Mr. Daudlin: I suggest there should be an amendment removing the words "Official Opposition" and just making it "opposition".

• 1605

The Chairman: Are you moving an amendment?

Mr. Daudlin: I do not think I can, Mr. Chairman.

The Chairman: That is all right. It is just a discussion. We have Mr. Hawkes next.

Mr. Hawkes: Thank you, Mr. Chairman. The House of Commons Act goes out of its way to indicate special rights and responsibilities on behalf of the Official Opposition. In the current House, for which this committee will sit, we have raised strong objections to the fact that the government determined practically every committee shall have 10 members rather than 11. We felt a more appropriate distribution of membership would be six, four and one. That lies, I guess, in

[Translation]

Le président: Mademoiselle MacDonald, pourriez-vous soumettre une motion qui intègre ces grandes lignes?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Oui, je suis disposée à accepter un quorum de trois ou de quatre, à condition d'y faire figurer la phrase «pourvu que le gouvernement et l'opposition officielle soient représentés». Le chiffre de trois me conviendrait.

M. Daudlin: Puis-je intervenir, monsieur le président?

Le président: Oui, je crois que nous pouvons nous passer des formalités.

M. Daudlin: J'aimerais vous faire connaître l'expérience que j'ai acquise au sein d'autres comités qui se sont déjà organisés. Ils semblent avoir préféré dans l'ensemble le chiffre réduit de trois, ne serait-ce que pour permettre d'entendre les témoins aussi rapidement que possible en début de séance et éviter de les faire venir parfois de loin inutilement. Par contre, on semble avoir admis en général le principe qu'il suffit qu'une voix de l'opposition soit présente, sans spécifier qu'il doive s'agir de l'opposition officielle. Par exemple, au Comité de l'agriculture, la procédure adoptée est qu'il suffit d'un quorum de trois pour entendre les témoins. Dans la pratique, cela signifie que le président, ou le vice-président, soit présent pour ouvrir la séance, ensuite de quoi, il suffit d'un membre de la majorité et d'un de l'opposition, sans spécifier qu'il doive s'agir de l'opposition officielle. Cela permettrait donc de commencer à entendre des témoins en l'absence de l'opposition officielle, pourvu qu'un député néo-démocrate soit présent, et inversement. Cela vise à supprimer toutes les possibilités d'attente et à permettre d'ouvrir la séance aussi rapidement que possible après l'heure prévue. Les avantages me paraissent évidents.

Le président: Vous êtes donc opposé à la motion, monsieur Daudlin?

M. Daudlin: Je propose un amendement de façon à supprimer le mot «officielle» dans «opposition officielle».

Le président: Vous allez déposer un amendement?

M. Daudlin: Je ne pense pas, monsieur le président.

Le président: Cela ne fait rien. Nous sommes simplement en train de discuter. Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Merci, monsieur le président. La Loi sur la Chambre des communes prend grand soin d'attribuer des droits et responsabilités spéciaux à l'opposition officielle. C'est dans cet esprit que nous avons vivement protesté contre le fait que le gouvernement ait décrété que presque tous les comités seraient constitués de dix députés plutôt que de onze. Une répartition plus équitable et plus représentative du Parlement aurait été six, quatre et un, plutôt que six, trois et un. Priver

[Texte]

our hearts and in our minds as more representative of the Parliament of Canada than, six, three, one does. To pass a motion, to amend this motion, to take out that sense of both right and responsibility, which lies in the hands of the Official Opposition, is, I think, again a mistake in relationship to what we thought was the spirit of parliamentary reform.

We have 102 members in the House. If we are hearing important witnesses on the variety of topics which should occur, surely there should be the courtesy of not beginning to hear those witnesses until at least one of our 102 members is present to participate. There are emergencies, as we all know. We are not talking about giving the Official Opposition the power to boycott decision-making; the quorum takes care of that. Government members can, in fact, make decisions in the absence of opposition because of a quorum of six and the membership of six. We are talking here about the courtesy of making sure that the Official Opposition is represented before we hear citizens as witnesses.

The Chairman: Thank you. We have a number of speakers. Dr. Halliday.

Mr. Halliday: Mr. Chairman, a couple of points. If I understood Mr. Daudlin correctly, I think he said we could not have a meeting unless both the chairman and/or the vice-chairman were in attendance. I just want to clarify that. Is that true, that we cannot bring a meeting to order unless the regular chairman and the regular vice-chairman are in attendance?

Mr. Daudlin: Not both but either/or.

Mr. Halliday: We cannot have a quorum of members and then elect a . . .

Mr. McGrath: No, it is the same as the House of Commons; you have to have one or two officers.

Mr. Halliday: For sure? Okay. Well, the second . . .

The Chairman: Dr. Halliday, on that point, the clerk informs me that unless we had a quorum of six of the full committee, we could not elect an acting chairman for that particular meeting. So if there were only three or four people there to conduct the meeting at all, even to hear witnesses, you would have to have either the chairman or the vice-chairman. That is my information. But, of course, not . . .

Mr. Halliday: Well, to be clear, can we have an acting chairman?

The Chairman: To have an acting chairman, other than the chairman or vice-chairman, we would have to have at least six members of the committee here to elect an acting chairman for that meeting.

Mr. Halliday: But that is possible?

The Chairman: Yes, it is possible.

Mr. Halliday: Well, that is the point I was making.

The Chairman: Here we are talking, I understood, about situations where you might have three members of the committee present to hear witnesses, but that is not a quorum

[Traduction]

l'opposition officielle de ses droits et responsabilités par cette motion irait à l'encontre de l'esprit de la réforme parlementaire.

Nous avons 102 députés à la Chambre. Lorsque nous aurons à entendre d'importants témoins sur les questions dont nous aurons été saisis, la simple politesse exigerait d'attendre qu'un de nos 102 députés puisse participer à la réunion. Nous savons tous que des urgences peuvent arriver. Il ne s'agit nullement d'accorder à l'opposition officielle le droit de boycotter la prise de décisions, ce qui est réglé par la constitution d'un quorum. Les députés du gouvernement peuvent en effet prendre des décisions en l'absence de l'opposition, six députés constituant un quorum. Il s'agit simplement de faire preuve de la courtoisie la plus élémentaire en s'assurant que l'opposition officielle est représentée avant d'entendre les témoins.

Le président: Merci. La parole est à M. Halliday.

M. Halliday: Si j'ai bien compris, M. Daudlin a dit que pour siéger, il faudrait que le président, le vice-président, ou les deux, soient présents. Le président et le vice-président doivent-ils obligatoirement être présents pour que le Comité puisse siéger?

M. Daudlin: Non; l'un ou l'autre doit être présent.

M. Halliday: Un quorum ne pourrait donc pas élire . . .

M. McGrath: Non, c'est comme à la Chambre des communes, il faut qu'un ou deux officiels soient présents.

M. Halliday: Vous êtes sûr? D'accord. Ma deuxième question . . .

Le président: Le greffier vient de m'expliquer que pour élire un président suppléant, il faut un quorum de six membres du comité plénier. Donc, ce n'est qu'en présence du président ou du vice-président que l'on peut siéger et entendre des témoins si trois ou quatre membres du comité seulement assistent à la réunion.

M. Halliday: Mais pourrions-nous élire un président suppléant?

Le président: Pour élire un président suppléant autre que le président ou le vice-président, il faut que six membres du comité au moins assistent à la réunion.

M. Halliday: Est-ce possible?

Le président: Oui, c'est possible.

M. Halliday: C'est ce que je voulais savoir.

Le président: Je croyais qu'on parlait des cas où trois membres du comité seulement seraient présents pour entendre les témoins, ce qui ne constitue pas le quorum de six membres.

[Text]

of six for the full committee. Therefore, if neither the chairman nor the vice-chairman were present, you would not be able to start the meeting.

Mr. Halliday: I see. Okay, I understand.

The second point was just to emphasize what Mr. Hawkes said about the role of the Official Opposition. The government has a role in Parliament and so does the Official Opposition. real role. If Mr. Daudlin really feels that the Official Opposition does not have a role, in the sense of hearing witnesses, I would suggest that any three members, then, of this committee could hear witnesses and forget about the government's having a special role. I think it is true, you do have a special role, but I think the Official Opposition does too. I do not like to see that being done away with here. Although I could see it being done away with if you wanted to replace the idea with any three members. I could accept it.

The Chairman: I have Mrs. Mitchell and then Messrs. Schroeder, Berger and McGrath.

Mrs. Mitchell.

Mrs. Mitchell: Yes. I would just like to remind the speakers from the Official Opposition of the arguments that they raised regarding the vice-chairmanship role. In the spirit of reform, it seemed to me a very nice gesture that this be opened up so that our party could be free to participate. I think it would have a very practical advantage of making sure that members get here on time. I must say that I have attended quite a few meetings of this committee and, more often than not, it has been the government members who have been delaying it. But I think there would be no reason to assume that it would not be the Official Opposition person that would be that third person.

• 1610

But in the spirit of reform, and including all of us and being non-partisan, I thought that was a very nice suggestion and I would certainly endorse it and move it, if that is required at this point.

The Chairman: We just had the one motion put forth at the present time.

Mr. Berger: On a point of order, Mr. Chairman, I was not quite clear with Mrs. Mitchell on what particular motion she was speaking in favour of.

Mrs. Mitchell: I believe it was Mr. Daudlin who had suggested this as one of the reforms being instituted in other committees. But he said he could not move this. So I wondered if if you wanted a motion.

The Chairman: We just have the one motion at present, that the quorum for hearing witnesses be three, including a member of the Official Opposition. That is what we have before us. Mr. Daudlin made some comments suggesting something else, but he is not . . .

Mr. Daudlin: If I were in a position to make a motion, Mr. Chairman, I would suggest that it would require perhaps just an amendment to remove the word "Official".

[Translation]

En pareil cas, la réunion ne pourrait pas avoir lieu en l'absence du président ou du vice-président.

M. Halliday: Parfait; maintenant je comprends.

Je voudrais maintenant revenir sur ce que M. Hawkes a dit concernant le rôle de l'opposition officielle. Le gouvernement a un rôle à jouer au Parlement, mais l'opposition officielle en a un aussi. Si par contre M. Daudlin est d'avis que l'opposition officielle n'a pas de rôle à jouer en ce qui concerne l'audition des témoins, n'importe quels trois membres du comité suffiraient pour entendre les témoins et le gouvernement n'aurait donc plus, lui non plus, de rôle spécial. Or, si le gouvernement a un rôle spécial à jouer, l'opposition officielle en a un aussi. Pareille mesure ne serait acceptable que si l'on décidait que n'importe quels trois membres du comité suffisent pour entendre les témoins.

Le président: Je donne la parole à M^{me} Mitchell, et ensuite à MM. Schroeder, Berger et McGrath.

Madame Mitchell.

Mme Mitchell: Je voudrais simplement rappeler aux représentants de l'opposition officielle ce qu'ils ont dit concernant le rôle du vice-président. La possibilité faite à notre parti de participer était, à mon avis, tout à fait conforme à l'esprit de la réforme. Sur le plan pratique, cela présenterait l'avantage d'obliger les députés à arriver à temps. J'ai en effet pu constater à maintes reprises que c'est souvent les députés gouvernementaux que nous attendons. Je ne vois pas pourquoi la troisième personne ne serait pas un représentant de l'opposition officielle.

Dans un esprit de réforme, et de non partisanerie, j'ai pensé que c'était une excellente suggestion, que j'appuierai et que je proposerai, même, si c'est nécessaire.

Le président: Nous sommes déjà à étudier une motion.

M. Berger: Monsieur le président, j'invoque le Règlement pour demander de quelle motion M^{me} Mitchell se dit en faveur.

Mme Mitchell: M. Daudlin a proposé cela comme étant une des réformes appliquées dans les autres comités. Mais il a dit qu'il ne pouvait la proposer. Alors, je voulais savoir si on devait proposer une motion à cet effet.

Le président: La motion à l'étude actuellement est celle voulant que le quorum pour entendre des témoins soit de trois personnes, y compris un député de l'opposition officielle. Voilà la motion à l'étude. M. Daudlin a fait quelques commentaires pour suggérer quelque chose d'autre, mais il n'a pas . . .

M. Daudlin: Si je devais proposer quelque chose, monsieur le président, je proposerais un amendement pour supprimer le mot «officielle».

[Texte]

The Chairman: Mrs. Mitchell, would you like to make an amendment?

Mrs. Mitchell: Yes, I would like to move that amendment to remove the word "Official"—in the spirit of parliamentary reform.

The Chairman: All right. So we are now debating the amendment.

Mr. Schroder.

Mr. Schroder: I would speak in favour of the amendment, because there is nothing in the motion that prohibits the Official Opposition from being present at a steering committee meeting. All we are trying to do, as Mr. Daudlin says, is facilitate the witnesses so we can be sure we have enough people here to listen to the witnesses. Certainly whether it is a member of the Official Opposition or the opposition under those circumstances really does not matter. We are not in any way preventing members of the Official Opposition from being here. So I would support the amendment.

The Chairman: Mr. Berger.

Mr. Berger: I too, Mr. Chairman, would like to support the amendment. Again, I think the purpose of a quorum to hear witnesses is precisely to have an easier standard to meet, an easier number to meet, to be able to hear witnesses. I know that the special committees of this House sometimes functioned with—or the one I was a member of, Regulatory Reform—sometimes functioned with only one member, or two members, to hear witnesses. That is something that could perhaps be arrived at here if there were enough teamwork and trust built up amongst the different members of the committee, and I suppose depending on the subject matter we were dealing with. So I would support the amendment as well.

The Chairman: Mr. McGrath.

Mr. McGrath: I think we are getting off to a very bad start. I really do, because as I understand it, we have a motion before us now which would define a quorum as including at least one member of the opposition. If you want to take that to its technical ultimate conclusion, you could have a quorum without any members of the government present. That is the thrust of what you are doing. It seems to me to be inconceivable that the chairman—and I have great faith in the chairman... would sit and hear witnesses without having a member of the Official Opposition and a member of the government present, regardless of what the motion said.

I would suggest to you that if you go forward with that amendment, then it is just getting off on the wrong foot entirely. If we say we have to have three members to hear witnesses, then surely common sense will dictate and prevail, that we not hear witnesses if the Official Opposition is not present or if the government is not present.

That is all I have to say. I just think this is all wrong.

The Chairman: Can we call the question?

[Traduction]

Le président: Madame Mitchell, voulez-vous proposer un tel amendement?

Mme Mitchell: Oui, je propose qu'on modifie la motion en supprimant le mot «officielle», dans l'esprit de la réforme parlementaire en vogue.

Le président: Très bien. Alors, nous passons au débat sur l'amendement.

Monsieur Schroder.

M. Schroder: Je suis en faveur de cet amendement, car rien n'empêche l'opposition officielle d'être présente à une réunion du comité directeur. Comme M. Daudlin l'a dit, nous voulons simplement assurer qu'on aura suffisamment de gens ici pour entendre les témoins. Alors, que le député soit de l'opposition officielle ou de l'autre parti de l'opposition ne fait aucune différence dans ces circonstances. Nous ne voulons pas empêcher que les députés de l'opposition officielle soient présents. Je suis donc en faveur de cette motion.

Le président: Monsieur Berger.

M. Berger: Monsieur le président, j'appuie aussi cet amendement. La raison du quorum pour entendre les témoins est justement d'assurer qu'un nombre minimal de députés soient présents pour entendre ces témoins. Je sais que certains des comités spéciaux, comme celui où j'ai siégé, le Comité sur la réforme réglementaire, pouvaient fonctionner avec seulement un député, ou deux députés, pour entendre les témoins. On pourrait y arriver nous aussi si on pouvait développer un esprit de corps et de confiance parmi les membres du Comité, et selon les sujets à traiter. J'appuie donc cette motion.

Le président: Monsieur McGrath.

M. McGrath: Vraiment, je crois que nous partons du mauvais pied. Oui, vraiment, car la motion à l'étude en ce moment définit le quorum comme incluant au moins une personne de l'opposition. Alors, techniquement, on peut pousser cette hypothèse jusqu'au bout et avoir un quorum sans qu'un membre du gouvernement soit présent. C'est bien ce que vous faites. Il me semble inconcevable que le président—en qui j'ai beaucoup confiance—soit présent et puisse entendre les témoins sans qu'un député de l'opposition officielle et un député du gouvernement soient présents, quoi que dise la motion.

Je peux vous assurer que si vous adoptez cet amendement, vous partez certainement du mauvais pied. Il me semble que si nous devons avoir trois députés présents pour entendre les témoins, il est tout à fait sensé qu'on ne puisse les entendre si l'opposition officielle, ou le Gouvernement, n'est pas présent.

C'est tout ce que j'ai à dire. Je crois que cette motion est vraiment erronée.

Le président: Nous passons au vote?

[Text]

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Just as long as you have my motion correct, which you did not have when you . . .

• 1615

The Chairman: Would you like to repeat that, Miss MacDonald?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Yes, I would, Mr. Chairman.

The motion that I had put forward—and I had read it from the agenda before us—was that a quorum to hear witnesses be established at three as long as both the government and the Official Opposition were represented.

The Chairman: All right. If I said something different, I stand corrected.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): You left out the government.

The Chairman: Yes, thank you. Then we have the amendment by Mrs. Mitchell which deletes the word "Official" from "Opposition". We will call a question on the amendment.

Amendment agreed to: yeas, 6; nays, 3.

The Chairman: I will now call a question on the motion as amended.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I wish to amend this.

The Chairman: Did you want to make a further amendment?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Yes, I will make a further amendment to that and delete the word "government" because we come back to the point that was being made right along that the only group you are signifying then is the government and there is no more need to signify the government than any other particular body attending the meetings of this committee. In other words, any three members should be able to do. Whether they all come from the government party or all come from the Official Opposition or they come from a mix of the opposition parties, certainly three members should be able to do, should be acceptable.

The Chairman: I know your intention, Miss MacDonald, and I am not quarrelling with the intention. I just wonder: looking at the wording in item five, I think you are going to have to delete more than the word "government".

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Yes, be established at three, period.

The Chairman: All right. Just repeat your amendment, please.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): That the quorum to hear witnesses be established at three, which would delete the words "... as long as both the government and the opposition was represented".

The Chairman: I understand. Any further discussion on that? I call the question.

[Translation]

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Si j'ai bien lu la motion, ce que vous n'avez pas fait quand, . . .

Le président: Voulez-vous répéter cela, mademoiselle MacDonald?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je veux bien, monsieur le président.

La motion que j'ai présentée, je l'ai lue dans l'ordre du jour que nous avons devant nous, c'était qu'il fallait un quorum de trois personnes pour entendre les témoins, pour autant que le gouvernement et l'opposition officielle soient représentés.

Le président: Très bien. Si j'ai dit quelque chose d'autre, j'accepte la rectification.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Vous aviez oublié le gouvernement.

Le président: Oui, je vous remercie. Nous avons aussi l'amendement de M^{me} Mitchell, qui retranche de «l'opposition officielle» le mot «officielle». Nous allons mettre l'amendement aux voix.

L'amendement est adopté par 6 voix contre 3.

Le président: Nous allons maintenant mettre aux voix la motion qui a été modifiée.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je voudrais la changer.

Le président: Voulez-vous apporter un autre amendement?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Oui, je voudrais apporter un autre amendement à la motion, pour retrancher le mot «gouvernement», puisque nous revenons à ce que nous disions depuis le départ, à savoir que le seul groupe vraiment mentionné est celui du gouvernement. Il n'est pas nécessaire de mentionner le gouvernement, pas plus qu'un autre groupe qui assiste aux réunions du Comité. Autrement dit, trois députés pourraient y assister. Qu'ils soient tous du parti gouvernemental ou tous de l'opposition officielle, ou même d'une combinaison des partis de l'opposition, il est certain que trois membres du Comité devrait être acceptable.

Le président: Je sais quelle est votre intention, mademoiselle MacDonald, et je ne m'y oppose pas. Je me demande simplement, en examinant le libellé de l'article 5, si vous n'aurez pas à retrancher plus que le mot «gouvernement».

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Oui, soit établi à trois, point.

Le président: Très bien. Voulez-vous, s'il vous plaît, répéter votre amendement.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Que le quorum pour entendre les témoignages soit établi à trois, ce qui aura pour effet de retrancher les mots «... pourvu que le gouvernement et l'opposition officielle soient représentés».

Le président: Je comprends. Voulez-vous en discuter davantage? Je mets la question aux voix.

[Texte]

Amendment negated: yeas 3; nays 5.

Mr. Hawkes: On a point of order, Mr. Chairman, did the NDP not vote on that?

Mrs. Mitchell: I would vote in the positive. I did not, actually, but it does not matter. I am sorry; in the negative.

The Chairman: I gather members do not have to vote if they do not want to vote.

We then have the motion as amended by Mrs. Mitchell. We will have the question on the motion as amended.

Motion as amended agreed to: yeas 6; nays 3.

The Chairman: I will go on to item six, which is the steering committee. You will see the information before you at the bottom of the first page. It used to be 4:3:1.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Is it not unusual that it would be 4:3:1 in this make-up?

The Chairman: Well, that is what we had before. Is there any discussion? We can have discussion before a motion, but perhaps it is better if we have first of all a motion as to how the steering committee should be composed.

Mr. Schroder.

Mr. Schroder: I move that it be 3:1:1, with the chairman or vice-chairman being present: three Liberals, either the chairman or the vice-chairman to be included, and one member of the Official Opposition and one member of the opposition, making a total of five.

The Chairman: One member of the NDP.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Mr. Chairman, just on a point of order on that, it is interesting to note how well we managed to get along last time with numbers which more accurately reflected the make-up of the House of Commons.

• 1620

The Chairman: Excuse me, Miss MacDonald, I am just informed that the 4:3:1 is a mistake, and that in fact the steering committee or the subcommittee on agenda and procedure, which we commonly call a steering committee, the last time was 4:2:1, not 4:3:1.

Now we have a new motion from Mr. Schroder that there be five altogether, that there be three government supporters, including the chairman or vice-chairman, one member of the Official Opposition, and one member from the NDP. Is there any discussion on this motion? Mr. Hawkes.

Mr. McGrath: Should this not stand over until you decide on the vice-chairmanship?

The Chairman: Well, that is a suggestion.

I have Mr. Hawkes first of all.

[Traduction]

L'amendement est rejeté par 5 voix contre 3.

M. Hawkes: J'invoque le Règlement, monsieur le président. Le N.P.D. n'a-t-il pas voté à ce sujet?

Mme Mitchell: Je voterais pour. Je n'ai pas voté, en réalité, mais cela n'a pas d'importance. Excusez-moi, je voulais dire que je voterais contre.

Le président: Je crois comprendre que les membres n'ont pas à voter s'ils ne le désirent pas.

Nous avons maintenant la motion telle que modifiée par M^{me} Mitchell. Nous allons la mettre aux voix telle que modifiée.

La motion, telle que modifiée, est adoptée par 6 voix contre 3.

Le président: Je passe donc à l'article 6 concernant le comité directeur. Vous verrez au bas de la page 1 que la composition était précédemment de 4, 3, 1.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): La composition n'est pas habituellement de 4, 3 et 1, n'est-ce pas?

Le président: C'est ce que nous avons précédemment. Voulez-vous en discuter? Nous pouvons le faire avant la motion, mais il vaudrait mieux peut-être présenter d'abord une motion quant à la composition du comité directeur.

Monsieur Schroder.

M. Schroder: Je proposerais que la composition soit de 3, 1, 1, avec le président ou le vice-président: autrement dit, trois libéraux, le président ou le vice-président inclus, un membre de l'opposition officielle et un membre de l'opposition, ce qui fait un total de cinq.

Le président: Un membre du N.P.D.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur le président, j'invoque le Règlement à ce sujet. Ce qui est intéressant, c'est que nous nous sommes très bien tirés d'affaire, la dernière fois, avec une composition qui traduit de façon plus précise la composition de la Chambre des communes.

Le président: Pardonnez-moi, mademoiselle MacDonald, on vient de me dire que ce 4,3,1 est une erreur. En fait, le comité directeur, ou sous-comité du programme et de la procédure, que nous appelons couramment le comité directeur, avait une composition de 4,2,1.

M. Schroder vient de proposer une nouvelle motion pour qu'il y ait cinq membres en tout, c'est-à-dire trois députés du gouvernement, dont le président ou le vice-président, un député de l'opposition officielle et un député néo-démocrate. Y a-t-il des interventions? Monsieur Hawkes.

M. McGrath: Cette question ne devrait-elle pas être réservée jusqu'à ce qu'on choisisse le vice-président?

Le président: C'est une idée.

Je vais d'abord donner la parole à M. Hawkes.

[Text]

Mr. Hawkes: Can somebody on the government side give me the logic of neutering a party that has 102 seats in the House of Commons to one vote out of five on a steering committee? What on earth is going on here? We have lost our capacity to act as an Official Opposition in the committee?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): We are to have the same membership as the NDP? I wonder, what are you trying to do?

Mr. Hawkes: We have got half the membership of the government, when we are much closer in the House.

The Chairman: Mr. Hawkes has asked a question. I recognize Mr. Schroder.

Mr. Schroder: I was going to say I think Mr. McGrath has a point, that if this recommendation was going to stand it could depend on the vice-chairmanship and since that has been left in abeyance I think we would be better to leave it stand.

An hon. Member: Agreed.

The Chairman: My concern, members of the committee, is that we will want to have a steering committee meeting fairly soon, I would suggest as early as Thursday of this week, and it would be nice for your chairman to know who should be on that committee. We will have to try to set up, in an interim way I would think, what we want to look at first and what the priorities of the different parties, the different members are, and all the rest of it. I think Mr. McGrath's point is well taken.

I just wonder, Mr. McGrath, in addressing yourself to that, if we might have some interim arrangement, or what you think about the whole thing?

Mr. McGrath: I also think since you are dealing with a 10-member committee, a steering committee, or a subcommittee on agenda and procedure, is not nearly as important or as relevant. I mean, the whole group of 10 can meet: it is not as cumbersome any longer. It was understandable, the importance of a subcommittee on agenda and procedure, when you had a 20-member committee or a 30-member committee. With a 10-member committee you could call the whole committee to meet in your office.

The Chairman: Well, along this line, Mr. McGrath and ladies and gentlemen, I think, generally speaking, every committee chairman will run their committee depending on the personalities and everything else, but ordinarily I think the steering committee will try to agree on most things, but they come back to the full committee for final confirmation. So, I do not want to debate with Mr. Hawkes as the chairman, but if matters are not settled in subcommittee, more or less unanimously, they will come back to the full committee for settlement. But I think the steering committee, even in reduced full committees, will be still useful as to what directions and which way we will be going.

[Translation]

M. Hawkes: Un député du gouvernement pourrait-il m'expliquer en vertu de quel raisonnement on neutralise un parti qui compte 102 députés en ne lui accordant qu'un vote sur cinq dans ce comité directeur? Mais enfin, que se passe-t-il? Devons-nous abandonner notre rôle d'opposition officielle au comité?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Nous aurons autant de représentants que le NPD? À quoi voulez-vous en venir?

M. Hawkes: Proportionnellement, nos représentants correspondent à la moitié des leurs, alors que la proportion de nos députés à la Chambre par rapport à eux est bien supérieure.

Le président: M. Hawkes a posé une question. Je donne la parole à monsieur Schroder.

M. Schroder: J'allais dire que M. McGrath a sans doute raison, car cette recommandation pourrait dépendre de la personne qui est choisie comme vice-président. Je crois que nous sommes donc mieux de réserver cette motion et de décider de l'autre.

Une voix: D'accord.

Le président: Mais il se pourrait bien que nous soyons obligés de tenir une réunion du comité directeur très rapidement, probablement jeudi prochain, et votre président aimerait bien savoir qui fera partie de ce comité. Nous allons devoir l'organiser de façon intérimaire pour établir notre liste de priorités en fonction de celles des divers partis. M. McGrath a sans doute raison.

Monsieur McGrath, ne pourrait-on pas toutefois en venir à une sorte d'arrangement intérimaire?

M. McGrath: Je crois que, comme notre Comité ne compte que 10 membres, le sous-comité du programme et de la procédure ne prend pas autant d'importance qu'ailleurs. Vous savez, les 10 peuvent bien se réunir, ce ne sera pas plus compliqué. Le sous-comité prend beaucoup d'importance quand votre comité compte 20 ou 30 membres. Mais un petit comité de 10 membres peut très bien se réunir au complet dans votre bureau.

Le président: À ce propos, je dirais qu'en général, c'est au président du comité d'administrer son affaire comme il l'entend, suivant sa personnalité et tout le reste. D'ordinaire, le comité directeur essaie de s'entendre sur certains points pour présenter à l'ensemble du comité une recommandation définitive. Je ne veux donc pas me lancer dans une discussion avec M. Hawkes en tant que président, mais si les questions ne sont pas réglées par le sous-comité à l'unanimité, il faudra à ce moment-là s'en remettre au comité. Je crois néanmoins que le comité directeur a toujours son utilité, même si le comité n'est pas très nombreux, car c'est lui qui décide des orientations et des travaux.

[Texte]

But I would like to be able to have some sort of a steering committee formed today, if at all possible, so that we could get on with the business.

Miss MacDonald.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Yes, Mr. Chairman, I looked at the numbers you have put forward. You have said three, one and one; and throughout all of the workings of committees and steering committees, in everything I have seen in the years I have been here—and certainly that is not as long as Mr. McGrath—there is some effort made to reflect the makeup of the House of Commons. That is the way the committees operate. That is the way the House operates. Now, if you say three, one and one, then you are taking a very real departure from that tradition; and if we are going to do that then I would suggest, sir, we have a very small striking committee, or steering committee, made up of one member from each party and they can get together . . .

An hon. Member: That would make a lot more sense.

• 1625

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): —they can get together and work out the plans for the committee as a whole and come back here. What we are talking about is 10 members only, and that way we can easily meet, or a steering committee can easily meet, and it does not do damage to what is an ongoing tradition of reflecting the make-up of the parties in the House on committee set-ups.

Mr. McGrath: The government would still have the majority with the Chair.

The Chairman: Miss MacDonald, so far, to date, the big new difference is that the committees have been cut down from 20 to 10 members, so it makes it much more difficult to have an actual reflection of the different representations in the House. The Communications committee now has 3:1:1; Finance has 3:1:1; Fisheries has 3:1:1; Justice has 3:1:1. Of the committees of our size, the 10-person committees, I see so far none to the contrary, but that does not mean there should not be something new. Privileges and Elections has 3:1:1; Public Accounts has . . .

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Because the government majority has pushed it through.

The Chairman: That point is well taken, but so far, from what I have seen—is there one exception here? On Natural Resources, I am informed, there is 1:1:1; it says, in brackets, “to work on the basis of consensus”.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): That is right.

Mr. McGrath: That is the way we should go.

The Chairman: Maybe the chairman should not talk too much, particularly at first, but I would intend to work on the basis of consensus as much as possible.

We have Mr. Schroder's motion still on the floor of, in effect, 3:1:1. Is there any further discussion? Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: I just would like to support the perspective advanced by Miss MacDonald. The only decision-making body

[Traduction]

Je voudrais donc que nous formions aujourd'hui un comité directeur, si c'est possible, afin que nous puissions nous mettre au travail.

Mademoiselle MacDonald.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur le président, j'ai examiné ces chiffres que vous proposez. Vous dites trois, un et un. Or, dans tous les comités et comités directeurs que j'ai pu observer depuis des années que je suis ici, même si cela ne fait pas aussi longtemps que M. McGrath, j'ai toujours pu constater qu'on essayait de refléter la composition de la Chambre des communes. C'est ainsi que fonctionnent les comités et la Chambre. Si vous proposez la formule trois, un et un, vous allez à l'encontre de la tradition. Si vous y tenez, moi je propose que nous formions un très petit comité directeur, qui se composerait d'un député de chacun des partis, car ils pourraient à ce moment-là, ensemble . . .

Une voix: Ce serait beaucoup plus sensé.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Ils pourront toujours se réunir et proposer quelque chose au comité. Le Comité ne compte que 10 membres, il est donc facile de le réunir, ou de réunir un comité directeur sans aller à l'encontre de la tradition qui veut que les comités reproduisent la composition de la Chambre.

M. McGrath: Le gouvernement garderait la majorité, puisqu'il a la présidence.

Le président: Mademoiselle MacDonald, la grande différence est que les comités ne comptent plus que 10 membres au lieu de 20, si bien qu'il est d'autant plus difficile de reproduire la composition de la Chambre. Le Comité des communications a maintenant un quorum de 3:1:1, celui des finances de 3:1:1, celui des pêches de 3:1:1, celui de la justice de 3:1:1. Je ne connais aucune exception jusqu'à présent mais cela ne signifie pas que nous ne puissions pas en faire une. Le Comité des privilèges et élections a 3:1:1, celui des comptes publics a . . .

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Parce que la majorité l'a imposé.

Le président: Peut-être, mais j'ai beau chercher—y a-t-il une seule exception? Au Comité des ressources naturelles, je vois 1:1:1 avec une mention entre parenthèses «fonctionnement par consensus».

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): C'est cela.

M. McGrath: C'est ainsi que les choses devraient être.

Le président: Le président ne devrait peut-être pas trop s'avancer, surtout au début, mais j'ai également l'intention de rechercher le consensus autant que possible.

Nous débattons toujours la motion de M. Schroder, qui prévoit 3:1:1. Y a-t-il d'autres interventions?

M. Hawkes: Je voudrais appuyer M^{lle} MacDonald. La seule autorité qui puisse prendre des décisions est le quorum du

[Text]

is the quorum of the full committee. The purpose of a steering committee is to get together and make suggestions to the full committee. A committee of three would be easier to bring together if each party is represented. Others could come to a steering committee meeting if they wanted to, but you would have no requirement to seek anything other than representation from the three parties to lay out a plan to bring to the full committee for endorsement. Surely that would facilitate trying to reach consensus in bringing forward sensible resolutions.

The 3:1:1 just seems to be carrying government desire to dictate right through the system. The 10-member committee is the first starting place where it seems to be becoming purer, purer and purer.

The Chairman: Mr. Berger.

Mr. Berger: I would like to get back to what I think are the basics of the steering committee, those are to draw up the agenda, to prepare an agenda for the committee's meetings. It is important that there be, first of all, representation from each party in drawing up the agenda, so that each party has input into the witnesses who are called... for one thing—and, secondly, that the dates of the meetings reflect, as far as possible, the convenience of all the members of the committee. In light of this, I think it is important also that we recognize that you have referred to this committee the estimates of several departments. As Parliamentary Secretary to the Minister of Consumer and Corporate Affairs, I am sure you would want to have my input into the steering committee so that I could tell you, for example, when my minister would be available for a hearing. Similarly, Mr. Schroder, I believe, is the Parliament Secretary to the Minister of National Health and Welfare, and I would assume that you would want him in on the steering committee as well for a similar purpose.

• 1630

So I think when you take all these considerations into mind, a 1:1:1 steering committee is somewhat impractical, because you are going to lose some of the necessary input you need in drawing up the agenda of the committee.

The Chairman: Mr. Daudlin.

Mr. Daudlin: Mr. Chairman, I think Mr. Berger has essentially touched on the point that I wanted to make, and that was that there is a resource person who traditionally appears at the steering committees, your parliamentary secretary; not only in ability to bring to that committee the agenda of ministers the committee may or may not wish to attend the committee hearings, but also the officials. I think it is important that the parliamentary secretary be there for that purpose, among others.

Just as an aside, I want to reflect on something that Mr. Hawkes indicated and to suggest that the 3:1:1 in my mind is not so much a reflection of a determination or a penchant on the part of government to dictate as an indication that government intends to live up to its responsibility to govern. Obviously that is a perspective that changes as you sit on different sides of the table, but since it has been put on the record by Mr. Hawkes, I would want to put my particular

[Translation]

comité tout entier. Le rôle du comité directeur est de faire des propositions au comité plénier. Il serait beaucoup plus facile de réunir un comité directeur de trois si chaque parti est représenté. D'autres pourraient venir assister à la réunion s'ils le souhaitent mais la seule condition pour soumettre un projet au comité plénier serait que les trois partis soient représentés. Cela faciliterait beaucoup la recherche d'un accord sur des résolutions raisonnables.

Une composition de 3:1:1 me paraît transférer au comité plénier le pouvoir de la majorité de dicter ce qu'elle veut. C'est déjà très manifeste dans le fait que le comité plénier compte 10 membres.

Le président: Monsieur Berger.

M. Berger: J'aimerais que l'on revienne sur le rôle fondamental du comité directeur, qui est d'établir l'ordre du jour et le calendrier des réunions du comité plénier. Il est important, tout d'abord, que chaque parti soit représenté dans l'établissement de l'ordre du jour afin que chacun ait son mot à dire dans le choix des témoins qui sont convoqués et, deuxièmement, dans le choix des dates des réunions qui doivent convenir, autant que possible, à tous les membres. Il faut savoir également que le comité sera saisi du budget de plusieurs ministères. En tant que secrétaire parlementaire du ministre de la Consommation et des Corporations, je suis sûr que vous rechercherez ma participation au comité directeur afin que je puisse vous dire, par exemple, à quelle date le ministre serait disponible pour venir au Comité. De la même façon, M. Schroder est le secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et j'imagine que vous aurez besoin de lui de la même façon.

Par conséquent, si vous tenez compte de tout cela, un comité directeur composé d'un représentant de chaque parti serait peu pratique, en quelque sorte, car il perdrait un apport nécessaire à l'établissement de l'ordre du jour du comité.

Le président: Monsieur Daudlin.

M. Daudlin: Monsieur le président, il me semble que M. Berger a soulevé la question que je voulais soulever moi-même: une personne participe habituellement aux réunions du comité de direction, notamment, votre secrétaire parlementaire, non seulement pour mettre les membres du comité au courant de l'horaire des ministres et même des représentants du ministère que le Comité souhaiterait entendre au cours de ses réunions. Selon moi, il importe que le secrétaire parlementaire soit présent, pour cette raison entre autres.

En passant, j'aimerais reprendre une question soulevée par M. Hawkes, selon laquelle la composition de 3:1:1 ne reflète pas tellement la volonté ou la tendance du gouvernement à dicter mais plutôt son engagement à assumer sa responsabilité de gouvernement. Evidemment, la perspective n'est pas la même selon la place que l'on occupe autour de cette table; mais puisque M. Hawkes a fait verser au compte rendu sa position, je tiens à faire de même. Vous avez signalé une

[Texte]

perspective on the record from this side. Except for the one notable exception that you have pointed out, which may or may not work—and I trust and hope that it will work for them—I think the committees have determined 3:1:1 was an appropriate reflection that the numbers, unfortunately or fortunately, permit us to use. If you are going to have a smaller number than the committee, and if you are going to reflect a government majority, then really there is no minimum number below the 3:1:1 to which you can go, unless one is to give the chairman some kind of double vote and then come down to 2:1:1, and I think that would be putting too onerous a responsibility on the chairman and it would too rapidly erode any degree of impartiality he can exercise.

The Chairman: Mrs. Killens.

Mrs. Killens: Mr. Chairman, there is something I do not understand here. We have tabled number 4 and Mr. Schroder has suggested that we table number 6. We have been talking for the last 15 minutes when in fact we should table number 6 if we are going to be consistent with decision number 4. So my suggestion is that we table number 6, and I would further suggest that we meet tomorrow morning at 9.00 o'clock, 9.30, or tomorrow afternoon at 3.30, and then deal with these two issues tomorrow.

The Chairman: Within the block system we do not have a time on Wednesdays, but we do have a time in the schedule of Thursday at 3.30.

We still have a motion on the floor, but if it is the agreement... Mrs. Killens has put forward a suggestion. Is there any—that is as far as we have got so far.

Mr. Schroder, do you have any further comments?

Mr. Schroder: I would be willing to withdraw my tabling motion and vote on this motion now. I will withdraw that.

The Chairman: You want to withdraw the motion?

Mr. Schroder: Yes.

The Chairman: Mr. Schroder, you made the motion, I understood, to have the 3:1:1...

Mr. Schroder: Yes; but I also suggested that we should table that motion. But I will withdraw that suggestion and suggest we vote on...

The Chairman: We still have the motion of 3:1:1.

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, I would like to make comment.

The Chairman: That is what we are standing... We are looking for other discussions, if you want.

Mrs. Mitchell: A point of order.

The Chairman: Yes, Mrs. Mitchell.

[Traduction]

exception notable qui pourrait connaître du succès, ce que je souhaite; mais les comités ont décidé que la composition de 3:1:1 était une juste représentation des nombres. Si le nombre des membres doit être inférieur à ceux du comité permanent, s'il faut tenir compte de la majorité gouvernementale, la composition doit être de 3:1:1; on ne peut pas la réduire davantage à moins de donner deux voix, en quelque sorte, au président, ce qui nous donnerait une composition de 2:1:1; mais ce serait un fardeau trop lourd pour le président et cela minerait trop facilement son caractère impartial.

Le président: Madame Killens.

Mme Killens: Monsieur le président, je ne comprends pas très bien. Nous avons proposé le numéro 4 et M. Schroder a proposé le numéro 6. Nous discutons depuis 15 minutes alors qu'il faudrait présenter le chiffre 6 pour respecter l'esprit de la décision numéro 4. Voici donc ma proposition: présentons le numéro 6, réunissons-nous à 9 heures ou à 9h30 demain matin ou à 15h30 demain après-midi pour discuter de ces deux questions.

Le président: Le système des blocs ne nous permet pas de nous réunir le mercredi, mais nous pourrions nous réunir jeudi à 15h30.

Une motion a été présentée, mais si vous êtes d'accord... Mme Killens nous a proposé quelque chose. Voilà où nous en sommes.

Monsieur Schroder, voulez-vous faire d'autres observations?

M. Schroder: Je suis disposé à retirer ma motion de dépôt et de mettre cette motion aux voix maintenant. Je retire ma motion.

Le président: Vous voulez retirer la motion?

M. Schroder: Oui.

Le président: Monsieur Schroder, vous avez proposé que la composition du comité soit de 3:1:1...

M. Schroder: Oui; mais j'ai également proposé qu'il faudrait déposer cette motion. Mais je retire cette motion et propose de mettre aux voix...

Le président: Il nous reste la motion de 3:1:1.

M. Hawkes: Monsieur le président, j'ai une observation à faire.

Le président: Voilà pourquoi nous sommes là... Nous voulons discuter d'autres questions, si vous voulez.

Mme Mitchell: Rappel au Règlement.

Le président: Oui, madame Mitchell.

• 1635

Mrs. Mitchell: I do not want to say this for obstructing in any way, but it is my understanding of parliamentary rules that a motion to table takes precedence over anything else. You cannot withdraw it, can you?

Mme Mitchell: Si j'interviens, ce n'est nullement pour faire obstacle, mais si je comprends bien le Règlement, une motion de dépôt a toujours la priorité. Il est impossible de la retirer, n'est-ce pas?

[Text]

The Chairman: Well, I agree . . .

Mr. Schroder: It has not been agreed to table it. I did not make a motion to table it.

The Chairman: Mrs. Mitchell, my understanding was that the motion to table it was not made, that there was a suggestion that something like that might be done but I did not hear a motion. However, anybody on the committee can make the motion at any time. But I have not heard that motion so far. Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: We are currently debating a motion for a steering committee of 3:1:1.

The Chairman: That is right.

Mr. Hawkes: That is the topic.

The Chairman: Yes, that is right.

Mr. Hawkes: And Mr. Daudlin made an interjection. I would like to put on the record the following. It seems to me that we are a parliamentary committee and that there is a difference between a parliamentary committee and a ministerial committee, and that when you bring up the issue of the necessity of a parliamentary secretary to represent the minister on our steering committee, you are in danger of turning us into a ministerial committee. You could have a steering committee composed of members of Parliament, which is supposed to be, in a balance of power sense, the group which holds Cabinet accountable. You can bring a parliamentary secretary in to provide information to that steering committee. But surely the decision of the steering committee should be determined by those who are responsible for holding a Cabinet accountable and not by those who are responsible for defending a Cabinet minister, and that would suggest a steering committee of three.

The chairman could bring parliamentary secretaries in to provide advice to the members, but surely we are slipping on our mandate the minute we start to say that parliamentary secretaries are the key to the size of committee. That is like having the minister present in the room with the power to veto and block public examination of what it is that members of Parliament decide should be examined. We would not want to give the minister the power to veto attendance to look at the votes, for instance, which come later in this agenda. Surely our responsibility is to hold Cabinet responsible, to examine what Cabinet does. I would like to urge members of the committee to vote down the three, one, one; if the logic is the necessity to put parliamentary secretaries on it, I suggest it is lousy logic.

The Chairman: I have Mrs. Killens, if she is at the table, and then Mrs. Mitchell. Mrs. Killens, do you want to speak again?

Mrs. Killens: No.

[Translation]

Le président: Eh bien, je serais d'accord . . .

M. Schroder: Il n'a pas encore été convenu de la déposer. Je n'ai pas présenté de motion de dépôt.

Le président: Madame Mitchell, si j'ai bien compris, la motion de dépôt n'a pas été présentée, même s'il y avait eu effectivement, je crois, une suggestion à cet effet, mais aucune motion proprement dite n'a été présentée. Cela n'empêche toutefois pas un député, quel qu'il soit, de le faire quand il veut. Il y a simplement que je n'ai pas encore reçu de motion jusqu'à présent. Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Nous sommes actuellement en train de discuter d'une motion relative à la constitution d'un comité directeur composée de cinq membres, soit trois, plus un, plus un?

Le président: C'est exact.

M. Hawkes: C'est de cela qu'il s'agit.

Le président: En effet.

M. Hawkes: C'est à ce moment que M. Daudlin est intervenu et j'aimerais à mon tour le faire. Il me semble que nous constituons ici un comité du Parlement et qu'il y a une différence fondamentale entre un comité du Parlement et un comité ministériel. Nous discutons de la nécessité éventuelle de faire en sorte que le ministre soit représenté au comité directeur par son secrétaire parlementaire et, en l'occurrence, nous risquons fort de transformer notre comité en un comité ministériel. Nous pourrions avoir un comité directeur composé de députés, comité qui est censé, et selon l'optique de l'équilibre des pouvoirs, être en mesure de demander des comptes au Cabinet. Bien sûr, il est possible de demander au secrétaire parlementaire de renseigner le comité directeur. Il n'empêche toutefois que les décisions du comité directeur doivent être prises par ceux-là même dont la responsabilité est de demander des comptes au Cabinet et non pas par ceux qui ont pour mission de défendre un ministre du Cabinet, ce qui me pousse à recommander un comité directeur composé de trois personnes.

Il est certain que le président peut demander aux secrétaires parlementaires de comparaître pour renseigner les membres, mais dans la mesure où nous faisons des secrétaires parlementaires les pivots des comités, nous abdiquons notre mandat. C'est un peu comme si le ministre était présent et avait le pouvoir d'interdire tout examen public d'un domaine que les députés voudraient étudier. Il est certain que nous ne voudrions pas, loin de là, permettre au ministre de nous interdire, par un droit de veto, d'examiner, mettons, les crédits dont l'examen figure à notre programme. Nous avons pour mandat de demander des comptes au Cabinet et d'examiner les agissements de celui-ci. J'aimerais demander instamment aux membres du Comité de rejeter la formule proposée et si elle se fonde sur l'argument selon lequel la présence des secrétaires parlementaires est indispensable, permettez-moi de dire que cet argument est spécieux.

Le président: La parole est à M^{me} Killens, si elle est là, et après elle, à M^{me} Mitchell. Madame Killens, voulez-vous reprendre la parole?

Mme. Killens: Non.

[Texte]

The Chairman: Mrs. Mitchell.

Mrs. Mitchell: Yes. I think that makes a lot of sense. It would seem to me, if this is not a decision-making group but merely a group that will prepare the agenda, that if the three representatives are the official steering committee, then... Mr. Chairman, am I still speaking?

The Chairman: Yes, you are still speaking.

Mrs. Mitchell: I like the idea, which I think was implied in the statements from both sides, that there be a three-person committee composed of representatives of each party but that the chairperson be empowered to ask the parliamentary secretaries to attend as resource persons, if this is needed to do some of the planning. But the basic committee would be a three-person committee.

The Chairman: I still have Miss MacDonald. I guess we could go for a couple of more minutes at your indulgence. Miss MacDonald.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): This three that is being proposed by the Liberal Party, does that include the chairman?

Mrs. Killens: Yes.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Well, then I find the logic that is being put forward even more askew because, as you know, based as it has been by Mr. Berger and Mr. Daudlin on the necessity of having parliamentary secretaries on the committee to advise us, what we should be doing... We have heard mention made by Mr. Berger of the necessity of having the parliamentary secretary for the Minister of Consumer and Corporate Affairs and the parliamentary secretary of the Minister of National Health and Welfare. I am sorry, Mrs. Killens, that is exactly what he said. I do not agree with it but he said it!

But you see, then of course we have a committee, this umbrella committee, which covers a number of things including housing.

• 1640

Now are you going to say to me it is not necessary to have the parliamentary secretary for the minister of housing?—because that defeats your argument and then you have to go beyond the two parliamentary secretaries you have already mentioned to bring in... That is the argument you were basing it on, and that is why I think it is terribly illogical.

The Chairman: I am not going to be that formal in this committee, but I would like the members to speak to the Chair rather than to each other when possible.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Right. I am sorry, Mr. Chairman, but I just found that argument, if we are basing it on that... And that is why I think the 1:1:1 to advise you on the basis of what parties think they should be doing

[Traduction]

Le président: Madame Mitchell.

Mme Mitchell: Merci. En effet, l'argument est très logique. Il me semble que si nous parlons ici d'un comité qui, au lieu de prendre des décisions, se contente de préparer un programme, dans la mesure où les trois représentants en question constituent effectivement le comité directeur, à ce moment-là... Monsieur le président, ai-je toujours la parole?

Le président: Mais oui.

Mme Mitchell: Je suis séduite par l'idée, implicite d'après les interventions que nous avons entendues de part et d'autre, d'avoir un comité de trois personnes représentant les trois partis, le président ayant le pouvoir de demander aux secrétaires parlementaires d'assister à ces réunions si la chose est nécessaire afin de contribuer à la planification du programme. Toutefois, le comité en tant que tel resterait composé de trois personnes seulement.

Le président: Il me reste M^{lle} MacDonald. Nous pourrions, si vous le jugez bon, poursuivre encore pendant quelques minutes.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Le Parti libéral propose trois personnes, mais ce chiffre comprend-il le président?

Mme Killens: Oui.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Personnellement, je trouve l'argument encore plus spécieux pour la bonne raison que, comme vous le savez, à en juger par ce que M. Berger et M. Daudlin ont dit à propos de la nécessité des secrétaires parlementaires au comité directeur, ce que nous devrions faire... M. Berger nous a dit en effet que le secrétaire parlementaire du ministre de la Consommation et des Corporations et le secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-Être social devaient en faire partie. Excusez-moi, madame Killens, c'est exactement ce qu'il nous a dit. Je ne suis pas d'accord, mais il n'empêche que c'est bien ce qu'il a dit!

Le problème, c'est que nous avons un comité, le comité en tant que tel, qui est appelé à étudier toute une série de domaines, y compris le logement.

Vous me dites maintenant qu'il n'est pas nécessaire d'avoir le secrétaire parlementaire du ministre du Logement? Cela contredit votre argument; il faut ensuite passer par-dessus les deux secrétaires parlementaires auxquels vous avez déjà fait allusion pour inviter... Voilà le raisonnement que vous avez tenu et je crois qu'il ne tient pas debout.

Le président: Je ne veux pas insister pour que toutes les règles soient respectées dans ce comité, mais j'aimerais quand même que les députés s'adressent au président dans la mesure du possible.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): D'accord, je m'excuse, monsieur le président. Cet argument, selon moi, si nous allions nous fonder dessus... C'est pourquoi je pense que cette représentation égale de conseillers du président sur les travaux et le calendrier de séances du comité...

[Text]

with regard to the operations and schedule of this committee...

Having said that, I understand what the Liberal Party is trying to do, and I am prepared to have a vote on it any time.

The Chairman: Mr. Daudlin.

Mr. Daudlin: Mr. Chairman, on a point of order, if nothing else, of course no one is suggesting by 3:1:1 that parliamentary secretaries, be they by any other stripe, be required from any particular committee. There was nothing in Mr. Schroder's motion that ties the membership beyond the fact that it be 3:1:1: three government, one Official Opposition, one NDP. The attempt to show the logic of having three was to ensure that in fact there would be room for a parliamentary secretary, which might from time to time, of course, change. There is no suggestion at all that in fact there had to be two, three or four parliamentary secretaries coming before, and I know that the hon. member is far more astute than to suggest that otherwise than with tongue in cheek. As a consequence, I suggest, Mr. Chairman, that we really should be getting to this vote so we can get off to the vote in the House.

The Chairman: I have no further speakers. I will call the question on Mr. Schroder's motion.

Motion agreed to: yeas 5; nays 4.

The Chairman: While we know that the bells may ring for some time, I guess we cannot really go on too much further at this particular time.

I suggest that we meet again on Thursday at 3.30 p.m.

The committee is adjourned.

[Translation]

Ceci dit, je vois à quoi le Parti libéral veut en venir et je suis prête à passer au vote n'importe quand.

Le président: Monsieur Daudlin.

M. Daudlin: Monsieur le président, j'invoque le Règlement. Dans la représentation 3:1:1, personne ne dit que les secrétaires parlementaires, quels qu'ils soient, doivent assister à un comité. Rien dans la motion de M. Schroder ne limite les membres, sauf qu'il doit y avoir au moins trois députés du parti gouvernemental, un de l'Opposition officielle et un député néo-démocrate. Les trois députés du parti gouvernemental permettront au secrétaire parlementaire d'assister au comité; bien sûr les secrétaires parlementaires changent. Rien ne devrait donner à penser qu'en fait, il devrait y avoir deux, trois ou quatre secrétaires parlementaires en comité; je sais que le député est beaucoup plus habile que cela. Par conséquent, je propose, monsieur le président, de passer au vote afin que nous puissions aller ensuite voter en Chambre.

Le président: Personne d'autre ne veut intervenir. Nous passons donc au vote sur la motion de M. Schroder.

La motion est adoptée: pour 5; non, 4.

Le président: Nous savons que les cloches peuvent sonner encore pendant un bout de temps mais nous devons quand même mettre fin à notre séance ici.

Je propose que nous nous rencontrions encore jeudi à 15h30.

La séance est levée.



If undelivered, return COVER ONLY to
 Canadian Government Printing Office
 Supply and Services Canada
 45 Sacre-Coeur Boulevard,
 Hull, Quebec, Canada K1A 0S7

En cas de non-livraison
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
 Imprimerie du gouvernement canadien
 Approvisionnement et Services Canada
 45, boulevard Sacre-Coeur
 Hull, Quebec, Canada, K1A 0S7

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 58

Thursday, March 3, 1983

Chairman: Mr. David Weatherhead

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 58

Le jeudi 3 mars 1983

Président: M. David Weatherhead

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Health, Welfare and Social Affairs

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent de la*

Santé, du bien-être social et des affaires sociales

RESPECTING:

Organization: Adoption of Routine Motions

CONCERNANT:

Organisation: suite de l'adoption des motions



First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82-83

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982-1983

STANDING COMMITTEE ON HEALTH,
WELFARE AND SOCIAL AFFAIRS

Chairman: Mr. David Weatherhead

Vice-Chairman: Mr. Gary McCauley

MEMBERS/MEMBRES

Berger
Blaikie
Halliday
Killens (Mrs.)
MacDonald (Miss)
(*Kingston and the Islands*)
Marceau
McGrath
Schroder

COMITÉ PERMANENT DE LA SANTÉ, DU
BIEN-ÊTRE SOCIAL ET DES AFFAIRES
SOCIALES

Président: M. David Weatherhead

Vice-président: M. Gary McCauley

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Allmand
Campbell (M^{lle})
(*South West Nova*)
Dantzer
Daudlin
Gurbin
Hawkes
Hudecki
Lang
Malépart
Mitchell (M^{me})

(Quorum 6)

Le greffier du Comité

Judith LaRocque

Clerk of the Committee

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, MARCH 3, 1983
(89)

[Text]

The Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs met at 3:37 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. David Weatherhead, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Berger, Halliday, Mrs. Killens, Miss MacDonald (*Kingston and the Islands*), Messrs. Marceau, McCauley, McGrath, Schroder and Weatherhead.

Alternates present: Messrs. Dantzer, Daudlin and Mrs. Mitchell.

The Committee resumed consideration of its organization matters in relation to S.O. 69(2) and 69(4)(a). (*See Minutes of Proceedings and Evidence, Tuesday, March 1, 1983, Issue No. 57*).

The Committee resumed consideration of the motion of Mr. Schroder,—That Gary McCauley be elected Chairman of this Committee.

After debate, the question being put on the motion, it was agreed to.

On motion of Mr. Schroder, it was ordered,—That 3,000 additional copies of the Committee's report on wife battering (Issue No. 34 with special cover) be printed.

Miss MacDonald (*Kingston and the Islands*) moved,—That a change of witness or a subject-matter different in substance from that agreed to by the steering committee and approved by the whole committee, not be permitted unless 48 hours notice is given, or unanimous consent is obtained.

After debate, the question being put on the motion, it was agreed to.

At 3:49 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 3 MARS 1983
(89)

[Traduction]

Le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales se réunit aujourd'hui à 15h37 sous la présidence de M. David Weatherhead (président).

Membres du Comité présents: MM. Berger, Halliday, M^{me} Killens, M^{lle} MacDonald (*Kingston et les Îles*), MM. Marceau, McCauley, McGrath, Schroder et Weatherhead.

Membres remplaçants présents: MM. Dantzer, Daudlin et M^{me} Mitchell.

Le Comité reprend l'étude de ses questions d'organisation relatives aux dispositions 69(2) et 69(4)a) du Règlement. (*Voir procès-verbal et témoignages du mardi 1^{er} mars 1983, fascicule n° 57*).

Le Comité reprend l'étude de la motion de M. Schroder,—Que Gary McCauley soit élu président du Comité.

Après débat, la motion, mise aux voix, est adoptée.

Sur motion de M. Schroder, il est ordonné,—Que l'on imprime 3,000 exemplaires additionnels du rapport du comité sur les femmes battues (fascicule n° 34 avec couverture spéciale).

M^{lle} MacDonald (*Kingston et les Îles*) propose,—Qu'un changement de témoin ou l'adoption d'un sujet différent en substance de celui qui a été adopté par le Comité directeur et approuvé par le comité plénier ne soit pas autorisé à moins d'un avis de 48 heures ou d'un consentement unanime.

Après débat, la motion, mise aux voix, est adoptée.

A 15h49, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Judith A. LaRocque

Clerk of the Committee

EVIDENCE

*(Recorded by Electronic Apparatus)**[Texte]*

Thursday, March 3, 1983

• 1537

The Chairman: I see a quorum. I will call the meeting of the Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs to order.

This is a continuation, in effect, of our organization meeting of last Tuesday, and our first item of business is to resume consideration of Mr. Schroder's motion that Gary McCauley be elected vice-chairman of the committee. There was some discussion on that at the last meeting. Is there any further discussion before I put the question? If there is no further discussion, all in favour of the motion will please raise their hands.

Mr. McGrath: Mr. Chairman, it is not necessary to have a recorded vote on every issue. Just call yeas and nays.

The Chairman: That is what you called for, I guess.

Mr. McGrath: Yeas and nays are sufficient.

The Chairman: Is that right?

Mr. McGrath: The motion is passed on division.

Motion agreed to.

The Chairman: The next item, gentlemen, is that the report on violence in the family has been almost sold out. We have very few copies left, and the clerk says that there is a big demand still for it. For the first 1,000 copies it cost \$1,335 and \$510 for every 1,000 after that. It seems that perhaps we might consider having some more printed. Are there any comments on that or a motion to that effect?

• 1540

Mr. Schroder: I move that 2,000 more copies of the report on violence in the family be printed.

Mr. Berger: Mr. Chairman, could the clerk give us an indication of what the demand is for those, because while you are printing 2,000, an extra thousand costs \$500, so it might be worth while—it brings the average cost down substantially. Is there a need for more?

The Chairman: Would the clerk speak to that point?

The Clerk: We could certainly use another thousand. While these reports can be purchased through Supply and Services, the demand is from members themselves. So we could certainly use another thousand. I do not think...

TÉMOIGNAGES

*(Enregistrement électronique)**[Traduction]*

Le jeudi 3 mars 1983

Le président: Je vois que nous avons le quorum. J'ouvre donc la réunion du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

En fait, cette réunion est la continuation de notre séance d'organisation de mardi dernier, et le premier point à l'ordre du jour est la reprise de l'étude de la motion de M. Schroder, demandant que Gary McCauley soit élu vice-président du Comité. On en a déjà discuté à la dernière réunion. Avant que je ne la mette aux voix, avez-vous des commentaires à faire? Dans la négative, que tous ceux qui sont pour lèvent la main.

M. McGrath: Monsieur le président, il n'est pas nécessaire de procéder à un vote par appel nominatif pour chaque question. Comptez simplement les oui et les non.

Le président: C'est, je pense, ce que vous aviez déjà demandé.

M. McGrath: Il suffit de compter les voix.

Le président: Est-ce bien ainsi?

M. McGrath: La motion est adoptée à la majorité.

La motion est adoptée.

Le président: Le point suivant, messieurs, concerne le fait que le rapport sur la violence dans la famille est presque épuisé. Il nous reste quelques exemplaires seulement, et d'après le greffier il y a encore beaucoup de personnes qui le demandent. Les 1,000 premiers exemplaires coûtent \$1,335, et ensuite \$510 par tranche de 1,000 supplémentaires. Nous pourrions donc envisager d'en faire imprimer un contingent supplémentaire. Est-ce que vous avez des remarques à faire là-dessus ou une motion à proposer?

M. Schroder: Je propose que 2,000 exemplaires supplémentaires du rapport sur la violence dans la famille soient imprimés.

M. Berger: Monsieur le président, le greffier pourrait peut-être nous donner une idée de la demande; si vous en imprimez 2,000, en imprimer 1,000 autres ne coûtera que \$500 de plus, ce qui abaisse le prix unitaire; l'opération pourrait donc se justifier. En avons-nous donc besoin de plus?

Le président: Le greffier pourrait-il nous dire ce qu'il en est?

Le greffier: Nous pourrions certainement écouler 1,000 exemplaires de plus. On peut se procurer ces rapports à Approvisionnements et Services, mais ce sont les députés eux-mêmes qui reçoivent le plus de demandes. Nous pourrions donc certainement en demander 1,000 de plus. Je ne crois pas que...

[Texte]

Mr. Berger: What do you mean by "another thousand"? Do you mean 3,000, then?

The Clerk: Yes.

M. Marceau: Je propose, monsieur le président trois mille copies additionnelles.

The Chairman: Mr. Schroder, would you like to amend your motion to that effect?

Mr. Schroder: Yes.

The Chairman: Mr. Schroder's motion is amended to 3,000 copies. Any further discussion?

Mr. Berger:

Mr. Berger: Just a point referring to the clerk's comment. It is fascinating to see how things work. If a member of the public, as I understand it, addresses himself or herself to Supply and Services, they have to pay for it, but if they address themselves to their member of Parliament, they get it free. Is that correct?

The Clerk: Or through the clerk, they get it free.

The Chairman: I think that is correct, Mr. Berger, depending on the inclinations of the member of Parliament.

Mr. McGrath: I will have to pay it out. You have to end up on the members' list.

Mr. Daudlin: After all, who is paying in the end?

Mr. McGrath: There is no free lunch.

Motion agreed to.

The Chairman: For those who came in in the last couple of minutes, Mrs. Mitchell and Dr. Halliday, we passed a motion electing Gary McCauley as the vice-chairman of the committee.

We have before us for possible consideration... I think perhaps it should be considered further at the steering committee first of all—orders of reference have already been given to us under, I guess, the new rules, on the Department of Consumer and Corporate Affairs Report on Vocational Rehabilitation of Disabled Persons Act and Report of the Minister of State for Social Development, and a report, I guess under Consumer and Corporate Affairs, of transactions by the Registrar General of Canada for 1982 re: Trade Unions Act. We also, of course, have the main estimates of Consumer and Corporate Affairs and National Health and Welfare and Social Development and the supplementary estimates of Consumer and Corporate Affairs and National Health and Welfare. I would suggest that we might have a steering meeting early next week to look perhaps at some of these reports in a preliminary way and look at our schedule for the balance of March to see just which department we would like to hear first re evidence on the estimates and also whether we want to consider any of the reports or not at this time.

[Traduction]

M. Berger: Que voulez-vous dire par «1,000 de plus»? Parlez-vous de 3,000 exemplaires?

Le greffier: Oui.

Mr. Marceau: Mr. Chairman, I recommend 3,000 additional copies.

Le président: Monsieur Schroder, voulez-vous modifier votre motion dans ce sens?

M. Schroder: Oui.

Le président: La motion de M. Schroder est modifiée, nous demandons 3,000 copies. Avez-vous d'autres remarques?

Monsieur Berger.

M. Berger: Je reviens à ce qu'a dit le greffier. Il est assez intéressant de voir la façon dont les choses fonctionnent. Si un simple citoyen, si j'ai bien compris, s'adresse à Approvisionnement et Services, il va falloir qu'il achète ce rapport, mais s'il passe par un député, il l'obtiendra gratuitement. Est-ce bien ainsi?

Le greffier: Il l'obtiendra gratuitement même s'il s'adresse au greffier.

Le président: C'est bien ainsi, monsieur Berger, suivant donc l'humeur du député en question.

M. McGrath: Je vais donc en être de ma poche. Il faut se faire inscrire sur la liste des députés.

M. Daudlin: Après tout, qui finit toujours par payer?

M. McGrath: On n'a rien pour rien.

La motion est adoptée.

Le président: Pour ceux qui sont arrivés au dernier moment, M^{me} Mitchell et M. Halliday, je rappelle que nous avons adopté une motion proposant M. Gary McCauley au poste de vice-président du Comité.

Nous avons maintenant plusieurs ordres de renvoi, peut-être est-ce que l'on devrait remettre ce point à une réunion ultérieure du comité directeur, mais ces ordres nous ont été donc transmis en fonction, je suppose, du nouveau règlement; il s'agit du Rapport du ministre de la Consommation et des Corporations concernant la Loi sur la réadaptation professionnelle des invalides, le Rapport du ministre d'État au Développement social et un rapport relevant, je suppose, de Consommation et Corporations, à propos des activités du registraire général du Canada pour 1982, et portant sur la Loi sur les syndicats ouvriers. Il y a encore, bien sûr, le budget principal des ministères de la Consommation et des Corporations, de la Santé et du Bien-être social, du Développement social, ainsi que le budget supplémentaire de Consommation et Corporations et de Santé et Bien-être social. Je proposerais que nous ayons une réunion du comité directeur au début de la semaine prochaine, pour déjà discuter une première fois de tous ces rapports, voir également où en est notre programme pour le reste du mois de mars, pour donc savoir quel ministère nous inviterons d'abord à comparaître à propos du budget, et aussi pour savoir quand nous voulons étudier et discuter des rapports.

[Text]

I have a note here also that the committee retains its order of reference on violence in the family until the end of the present session.

That session may end fairly soon or it may not, but that is what I have before me at the moment. I was suggesting that we consider these matters further at a steering committee meeting which we could perhaps try to determine at the first of the week.

Mrs. Mitchell, you or Mr. Blaikie will be representing your party.

Miss MacDonald, do you know who will be representing your party, or will you designate someone from time to time?

Miss MacDonald (Kingston and The Islands): We will designate someone, Mr. Chairman.

The Chairman: Is there any further business at the present moment?

Miss MacDonald.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Yes, Mr. Chairman.

• 1545

One of the questions with this committee is the large number of areas that have to be covered in this. It is an umbrella committee; it takes into consideration a sizeable number of subjects. In certain other committees, which do not encompass such a wide range of subjects, they nevertheless have accepted another regulation or rule for the operation of the committee which I want to suggest for your consideration, and it is this: We have a requirement that if people are to be moved on to a committee for purposes of voting, that 24 hours' notice has to be given. But in other committees there has been an acceptance that if an entirely new subject or field is introduced, that 48 hours' notice be allowed to make those changes, because of the fact that you are dealing not with the people who might ordinarily be on health, or pensions.

You might have to bring in somebody who is away in his constituency but who is the spokesperson on consumer affairs or on housing. So I would see that this might be a way in which we could... We are talking now, in this case, of the NDP with their one spokesperson, who might not be the person in their caucus who is designated to speak to that area. Mrs. Mitchell, for instance, might be in Vancouver and want to get back for a committee meeting, but it would be difficult if she were there and a subject was changed overnight and she was not notified. Or, on the other hand, Mr. McGrath in St. John's East. So I think that allowance of being able—when we introduce a new field for discussion we should at least give the person 48 hours' previous notice.

The Chairman: Thank you, Miss MacDonald.

Perhaps we might just discuss this for a moment. Is it the same subject, Mrs. Mitchell, or something else?

Mrs. Mitchell: No, I was going to raise something else.

[Translation]

J'ai une note ici, disant que le Comité conserve son ordre de renvoi sur la violence dans la famille jusqu'à la fin de la session.

C'est une session qui pourrait se terminer très tôt, ou non, mais voilà en tous les cas ce que j'ai ici pour le moment. J'ai donc proposé que nous en discussions à une réunion ultérieure du comité directeur, dont on fixera la date à la première réunion de la semaine prochaine.

Madame Mitchell, vous ou M. Blaikie, représenterez votre parti.

Mademoiselle MacDonald, savez-vous qui représentera votre parti, ou entendez-vous désigner à chaque fois quelqu'un?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Quelqu'un sera désigné, monsieur le président.

Le président: Avons-nous d'autres questions courantes pour le moment?

Mademoiselle MacDonald.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Oui, monsieur le président.

Un des problèmes de ce Comité, c'est qu'il regroupe sous son chapeau des domaines très divers. C'est un peu un comité polyvalent, dont le domaine d'étude est large. Certains comités, dont le sujet d'étude est pourtant plus limité, n'en ont pas moins décidé d'adopter une règle pour le fonctionnement du Comité, que j'aimerais vous soumettre ici, et c'est celle-ci: nous exigeons que l'on donne un préavis de 24 heures, lorsqu'un vote doit avoir lieu et que certaines personnes soient absolument nécessaires au Comité. Dans d'autres comités, lorsque l'on change de sujet, et qu'un domaine complètement neuf va être étudié, on exige un préavis de 48 heures, puisqu'il va falloir pouvoir discuter avec d'autres personnes que celles qui—dans notre cas par exemple—seraient spécialistes de la santé ou des pensions.

Certains députés pourraient donc être dans leur comté, qui serait en même temps précisément les porte-parole pour les sujets concernant la consommation ou le logement. Voilà donc une façon qui permettrait... Nous pensons en ce moment, dans ce cas, au NPD et à son seul et unique porte-parole, lequel pourrait fort bien dans certains cas ne pas être celui que le caucus a désigné pour la question discutée. Il y aurait par exemple M^{me} Mitchell, qui pourrait se trouver à Vancouver, et avoir du mal à assister à telle ou telle réunion de comité si l'on change de sujet du jour au lendemain sans donner de préavis suffisant. Le cas serait le même pour M. McGrath dans son comté de St-Jean Est. Je pense donc qu'il faudrait permettre à ces gens de se rendre au comité, en exigeant un préavis de 48 heures à chaque fois que l'on propose un nouveau sujet.

Le président: Merci, mademoiselle MacDonald.

Si vous le voulez, nous allons discuter de cela un moment. Madame Mitchell, sur le même sujet?

Mme Mitchell: Non, je voulais aborder un autre sujet.

[Texte]

The Chairman: Perhaps we could just discuss this first of all. Mr. Daudlin.

Mr. Daudlin: Mr. Chairman, in support of what Miss MacDonald is suggesting, I might suggest to you that other committees have approached the subject matter not so much in terms of 24 or 48 hours' notice because of a change of subject matter, either by way of umbrella committee or otherwise, but rather to . . . They recognize that the size of committees have been reduced substantially, they recognize that because of that reduction in size there may in fact be various spokesmen in areas of different competence and expertise who might, from time to time, want to find themselves on a committee.

They are trying to allow for whatever maximum notice can be given, and some committees have considered the possibility of passing a resolution or a requirement that if in fact an agenda item is to be changed, having been determined by the steering committee, that a minimum of 48 hours' notice be given; so that you do not have the possibility of your agenda being struck and agreed to by the committee and then, by reason of the absence of a particular witness, a change being made abruptly that would require that somebody else attend from the alternate list who, by reason of a lack of notice, could not.

I offer for an example, the Agriculture committee where in fact, even though it is a larger committee, the various areas of expertise necessary do not all sit at the table at the same time. That was answered by a resolution of that committee suggesting that if there were to be a change of witness, that could not be effected without 48 hours' notice; and that witness changing the subject matter.

In effect, if you were to have a health and welfare matter, that you would not have something coming from Consumer and Corporate Affairs to replace it without 48 hours' notice.

The Chairman: I will hear further discussion on this point.

Mrs. Mitchell.

Mrs. Mitchell: Yes, I would certainly support this. I know it is going to be very difficult for us to cover at all times. Next week, for example—the steering committee: I have to be in Vancouver and I think Mr. Blaikie is on a tour of some kind too. We are going to have great difficulty, and certainly the 48 hours would be appreciated.

• 1550

The Chairman: Mr. Berger.

Mr. Berger: Mr. Chairman, this is, I think, related to this discussion. It is a point that has been somewhat troubling me, and that is—take Consumer and Corporate Affairs. I have sometimes wondered whether maybe all aspects of that subject should not be studied by this committee but really should be studied by a committee such as the Finance, Trade and Economic Affairs committee.

[Traduction]

Le président: Nous allons peut-être d'abord discuter de celui-ci. Monsieur Daudlin.

M. Daudlin: Monsieur le président, j'approuve ce que vient de dire M^{lle} MacDonald, et là-dessus je peux peut-être faire remarquer que, dans d'autres comités, la question n'a pas été tant d'avoir un préavis de 24 ou 48 heures pour tout changement de sujet, qu'il s'agisse d'un comité polyvalent ou autre, mais plutôt . . . Étant donné que les comités ont maintenant des effectifs extrêmement réduits, plusieurs porte-parole dans des domaines différents pourraient fort bien, de temps en temps, vouloir assister à telle ou telle séance de comité.

On cherche donc à donner un maximum de préavis, et certains comités ont donc envisagé la possibilité d'adopter une résolution exigeant que, en cas de modification de l'ordre du jour, et avec accord du Comité directeur, un préavis d'au moins 48 heures soit donné; il s'agit là simplement d'éviter que telle ou telle personne, qui viendrait remplacer quelqu'un, au cas où le sujet serait modifié en dernière minute, ne puisse se présenter au comité, parce qu'elle n'aurait pas été avertie à temps.

Je donne pour exemple le Comité de l'agriculture, où, bien que ce soit un comité assez important en effectif, les divers spécialistes ne sont pas toujours présents en même temps à la table. On a réglé le problème en adoptant une résolution demandant que tout changement de témoin qui serait en même temps un changement du sujet ne puisse se faire qu'avec un préavis de 48 heures.

Concrètement, cela signifie que vous ne pourriez pas remplacer une séance concernant la santé par une discussion sur la consommation et les corporations à moins d'un préavis de 48 heures.

Le président: Si vous avez d'autres commentaires là-dessus, faites-les.

Madame Mitchell.

Mme Mitchell: Oui, j'appuie cette proposition. Je sais que nous allons avoir beaucoup de mal à être présents à toutes les réunions. La semaine prochaine, par exemple, il y a réunion du Comité directeur: or, il faut que je sois à Vancouver, et je crois que M. Blaikie est également en déplacement. Cela va donc être très difficile, et cette idée de préavis de 48 heures est certainement très appréciable.

Le président: Monsieur Berger.

M. Berger: Monsieur le président, j'ai quelque chose à dire là-dessus. Un point qui m'a toujours un peu gêné, est que . . . Prenez l'exemple de Consommation et Corporations; je me suis parfois demandé si ce sujet ne devrait pas revenir, par exemple, au Comité des finances, du commerce et des affaires économiques.

[Text]

I do not know whether we have an answer to that, but I was wondering if it would not be an idea for this committee to form one or more subcommittees that could look into particular reports that have been referred to us, and estimates. If there were to be, let us say, a subcommittee dealing with consumer and corporate affairs, it is possible... I know that the consumer and corporate affairs critic of the NDP is Svend Robinson, and I believe for the Progressive Conservatives it is Don Blenkarn. I could speak to those members and see what their will is, but it is possible that a small subcommittee of three or five members, or something like that, could deal very expeditiously with the estimates of the Department of Consumer and Corporate Affairs and some of the other reports that have been referred to us.

The Chairman: Mr. Berger, I do not want to interrupt you, but perhaps we could come back to that in a minute. We have heard some discussion from all three sides that there might be some disposition, I think, to vote on this 48-hour notice in particular circumstances. Perhaps, since Mr. Daudlin has a fair amount of experience—not that the others do not—you might put the motion and see if it meets with some approval. Mr. Daudlin.

Mr. Daudlin: We may find ourselves in some difficulty by way of numbers, if I read the clerk's... For information, may I read a motion and tender it for further consideration?

I move that a change of witness or subject matter different in substance to that agreed to by the steering committee and approved by the whole committee not be made on less than 48 hours' notice, except by unanimous consent.

The Chairman: Mr. Daudlin is not a member of the committee at the present moment; he is an alternate. I will ask for the motion, if it is agreed, to be made by somebody else. Miss MacDonald, do you want to make it?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Yes, I will make it, or if Mr. McCauley would like to make it I will second it.

The Chairman: Miss MacDonald, it is your motion.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Fine. I so move.

The Chairman: It has been moved by Miss MacDonald. Is there any further discussion on the motion?

Motion agreed to.

The Chairman: To go back to Mr. Berger's point, is there any further comment on Mr. Berger's comments at the moment? Miss MacDonald.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Yes, Mr. Chairman, I would have a great deal of difficulty with the suggestion put forward by Mr. Berger. It sort of runs counter to the discussion we were having the other day about the steering committee and having a steering committee that we thought should be made up of one member from each party. That was turned down. If we are going to get into subcommittees of this committee, I am not sure quite how the NDP

[Translation]

Je ne sais pas si nous avons une réponse à cette question, mais je me demande par ailleurs si ce ne serait pas une bonne idée de constituer un ou plusieurs sous-comités chargés d'étudier les rapports qui nous ont été soumis, et les divers budgets. Si nous avions, par exemple, un sous-comité chargé de la consommation et des corporations, il serait possible... Je sais que le critique de la consommation et des corporations du NPD est Svend Robinson, et du côté progressiste-conservateur, c'est Don Blenkarn, si je ne me trompe. Je pourrais prendre contact avec eux, voir ce qu'ils en pensent, mais il est fort possible qu'un petit sous-comité de trois à cinq membres puisse expédier plus rapidement le budget du ministère de la Consommation et des Corporations, et quelques autres rapports qui nous ont été soumis.

Le président: Monsieur Berger, je ne veux pas vous interrompre, mais nous pourrions peut-être revenir à cela dans une minute. Nous avons donc entendu le point de vue des trois partis sur la question d'un préavis de 48 heures, selon les circonstances. M. Daudlin qui ne manque pas d'expérience—non pas que les autres en manquent—pourrait peut-être proposer une motion à cet effet. Monsieur Daudlin.

M. Daudlin: Nous allons peut-être avoir quelques difficultés, étant donné le nombre de membres, si je me fie au greffier... Pour information, je vais tout de même lire une motion et vous la soumettre.

Je propose que toute modification concernant les témoins ou le sujet par rapport à ce qui a été approuvé par le Comité directeur et le Comité lui-même, soit soumise à un préavis de 48 heures, sauf consentement unanime à faire exception à cette règle.

Le président: M. Daudlin n'est pas membre du Comité pour le moment, il n'est que remplaçant. Je demanderai donc que la motion, si vous le voulez, soit présentée par quelqu'un d'autre. Mademoiselle MacDonald?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Oui, si vous le voulez, ou M. McCauley pourrait la présenter et je l'appuierai.

Le président: Mademoiselle MacDonald, c'est votre motion.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Très bien. Je propose donc cette motion.

Le président: M^{lle} MacDonald a donc présenté une motion. Avez-vous d'autres remarques à faire à ce sujet?

La motion est adoptée.

Le président: Pour revenir donc à ce que disait M. Berger, auriez-vous des remarques? Mademoiselle MacDonald.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Oui, monsieur le président, la proposition de M. Berger ne me convient pas vraiment. Cela va à l'encontre de la discussion que nous avons eue l'autre jour à propos de la composition du Comité directeur, c'est-à-dire un député de chaque parti. Cette proposition a d'ailleurs été refusée. Si nous commençons à constituer des sous-comités, je me demande comment le NPD va s'en sortir, puisqu'un représentant de chaque parti reviendrait pour le

[Texte]

would define it, because if we were to end up with one member the NDP would have to end up with something less than that, and I am not quite sure where . . .

The Chairman: The other . . .

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): —it all comes out. I really think while we have a lot to grapple with, and while there is some merit in having an overall discussion by the striking committee of the various committees, I think it is certainly worth your consideration to take a look at some of the divisions within the current standing committees to see whether they should not be restructured.

• 1555

This is not the only one I have some questions about.

So I think that is exactly where you should be looking at it, and it might be that as a result this committee becomes a more cohesive unit than it has been in the past.

The Chairman: Ladies and gentlemen, I think perhaps this is something we might discuss in the steering committee from time to time and back here in the full committee when you wish to do so.

I have no further items before me at the moment so I will call the meeting adjourned.

I am sorry, Mrs. Mitchell. I am sorry; I did not see you. I will unadjourn the meeting.

Mrs. Mitchell: This may not be quite in order; I am not quite sure of the procedure in the new committees. I wonder if at some point this committee could have an update, perhaps in writing initially, on two projects that we have dealt with over the last two years as to what progress has been made. One is the report on battered wives, and I think some very positive actions have been taken which it would be very useful to have summarized. The other one, which I do not think we really have had any report on, and I am not sure if any action has been taken, is the report on Canada's children. Some of us worked on a subcommittee on that and put quite a few hours in. I am not sure what happened to it after that, but I know there was a concern on the part of all of us that something should be happening. I wonder if we could have a progress report and perhaps even deal with that in discussion at some point.

The Chairman: We could probably discuss that further at a steering committee and see where we will go.

Mr. Halliday: Mr. Chairman.

The Chairman: Dr. Halliday.

Mr. Halliday: I think, on that point, both of those items would come under our existing terms of reference. You mentioned violence in the family; they could both be discussed under that.

The Chairman: I guess the children were under a different item to start with . . .

[Traduction]

NPD à quelque chose comme une fraction de député et je me demande . . .

Le président: L'autre . . .

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): . . . où cela nous mène. Je pense vraiment que nous avons du pain sur la planche, et même si les discussions d'un comité de sélection ne sont pas inutiles de façon générale, il serait très certainement intéressant de regarder de près la répartition du travail entre comités permanents et de voir s'il n'y a pas lieu de procéder à certaines restructurations.

Le cas de notre Comité n'est d'ailleurs pas le seul.

Je pense donc que c'est exactement ce qu'il faudrait revoir, le résultat pourrait en être que ce Comité devienne plus cohérent et plus homogène qu'il n'a été par le passé.

Le président: Mesdames et messieurs, voilà peut-être un point que nous pourrions discuter au Comité directeur et en comité plénier de temps à autre, lorsque vous le désirerez.

Je n'ai rien de plus à mon ordre du jour, pour le moment, je vais donc ajourner.

Excusez-moi, madame Mitchell. Je vous prie de m'excuser; je ne vous avais pas vue. Je rouvre donc la séance.

Mme Mitchell: Je ne sais pas si je peux poser ma question; je ne sais pas si le règlement de ces nouveaux comités me le permet. J'aimerais donc, si c'est possible, que l'on nous dise, par écrit d'abord peut-être, où en sont les deux projets dont nous avons été saisis ces deux dernières années. Il s'agit d'une part du rapport sur les femmes battues, qui a donné lieu à un certain nombre de démarches et actions très positives, qu'il serait très utile que l'on nous résume. Dans l'autre cas, je ne pense pas que nous ayons véritablement de rapport, et je ne sais pas non plus exactement quelles démarches ont été entreprises, je veux parler de l'enfance au Canada. Certains d'entre nous ont fait partie du sous-comité, ce qui veut dire des heures de travail. Je ne sais pas ce qui s'est passé après, mais nous avions tous envie de voir les choses aller de l'avant. Je me demande si nous pourrions avoir un état de nos travaux, et ensuite reprendre cette discussion à un moment ou à un autre.

Le président: Nous pourrions peut-être en discuter à un comité directeur, et voir où nous voulons aller.

M. Halliday: Monsieur le président.

Le président: Monsieur Halliday.

M. Halliday: À ce sujet, je pense que ces deux domaines rentreraient dans le cadre de notre ordre de renvoi. Vous parliez de la violence dans la famille, ces deux points pourraient être discutés dans ce cadre.

Le président: Je pense que les enfants représentaient à eux seuls un sujet à part . . .

[Text]

Mrs. Mitchell: Yes, it was much broader than abuse of children, of course. If there is any way we can get it on, I will be content with it.

The Chairman: Mrs. Mitchell, if you could recommend somebody for our steering committee for next week afterwards, I would appreciate that.

Mrs. Mitchell: It will have to be Mr. Blaikie. I will have to get in touch with him.

The Chairman: Yes.

The meeting is adjourned.

[Translation]

Mme Mitchell: Oui, il s'agissait d'un sujet beaucoup plus large que les mauvais traitements infligés aux enfants. Si nous pouvions donc revenir là-dessus, j'en serais très satisfaite.

Le président: Madame Mitchell, j'aimerais bien que vous nous recommandiez quelqu'un pour le Comité directeur de la semaine prochaine.

Mme Mitchell: Ce sera M. Blaikie. Il va falloir que je lui en parle.

Le président: Oui.

La séance est levée.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Printing Office
Supply and Services Canada,
45 Sacre-Coeur Boulevard,
Hull, Quebec, Canada, K1A 0S7*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Imprimerie du gouvernement canadien
Approvisionnement et Services Canada,
45 boulevard Sacre-Coeur
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7*

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 59

Tuesday, March 29, 1983

Chairman: Mr. David Weatherhead

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 59

Le mardi 29 mars 1983

Président: M. David Weatherhead

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on**Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent de la*

Health, Welfare and Social Affairs

Santé, du bien-être social et des affaires sociales

RESPECTING:

Main Estimates 1983-84: Vote 1 under NATIONAL
HEALTH AND WELFARE

CONCERNANT:

Budget principal 1983-1984: crédit 1 sous la rubrique
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL

APPEARING:

The Honourable Monique Bégin,
Minister of National Health
and Welfare

COMPARAÎT:

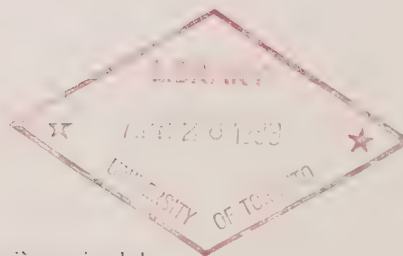
L'honorable Monique Bégin,
Ministre de la Santé nationale et
des affaires sociales

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82-83Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982-1983

STANDING COMMITTEE ON HEALTH,
WELFARE AND SOCIAL AFFAIRS

Chairman: Mr. David Weatherhead

Vice-Chairman: Mr. Gary McCauley

MEMBERS/MEMBRES

Berger
Blaikie
Halliday
Hawkes
Killens (Mrs.)
MacDonald (Miss)
(Kingston and the Islands)
Marceau
Schroder

COMITÉ PERMANENT DE LA SANTÉ, DU
BIEN-ÊTRE SOCIAL ET DES AFFAIRES
SOCIALES

Président: M. David Weatherhead

Vice-président: M. Gary McCauley

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Allmand
Campbell (M^{lle})
(South West Nova)
Dantzer
Daudlin
Gurbin
Hudecki
Korchinski
Lang
Malépart
Mitchell (M^{me})

(Quorum 6)

Le greffier du Comité

Judith LaRocque

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 69(4)b)

On Tuesday, March 15, 1983:

Mr. Korchinski replaced Mr. Hawkes;
Mr. Hawkes replaced Mr. McGrath.

Conformément à l'article 69(4)b) du Règlement:

Le mardi 15 mars 1983:

M. Korchinski remplace M. Hawkes;
M. Hawkes remplace M. McGrath.

ORDER OF REFERENCE

Wednesday, February 23, 1983

ORDERED,—That Consumer and Corporate Affairs Votes 1, 5, 10 and 15;

That National Health and Welfare Votes 1, 5, 10 15, 20, 25, 30, 35, 40, 45, 50 and 55; and

That Social Development Vote 1 for the fiscal year ending March 31, 1984, be referred to the Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs.

ORDRE DE RENVOI

Le mercredi 23 février 1983

IL EST ORDONNÉ,—Que les crédits 1, 5, 10 et 15, Consommation et Corporations;

Que les crédits 1, 5, 10, 15, 20, 25, 30, 35, 40, 45, 50 et 55, Santé nationale et Bien-être social; et

Que le crédit 1, Développement social, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1984, soient déferés au Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MARCH 29, 1983
(90)

[Text]

The Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs, met at 9:38 o'clock a.m. this day, the Chairman, Mr. David Weatherhead, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Blaikie, Halliday, Hawkes, Miss MacDonald (*Kingston and the Islands*), Messrs. Marceau, McCauley, Schroder and Weatherhead.

Appearing: The Honourable Monique Bégin, Minister of National Health and Welfare.

Witnesses: From the Department of National Health and Welfare: Mr. Del Lyngseth, Assistant Deputy Minister, Income Security Programs Branch; Dr. Maureen Law, Assistant Deputy Minister, Health Services and Promotion Branch.

The Chairman presented the report of the Sub-committee on Agenda and Procedure which is as follows:

Your Sub-committee on Agenda and Procedure met on Tuesday, March 8, 1983, to consider the future work of the Committee and has agreed to recommend the following:

1. That the Clerk provide the Members of the Sub-committee on Agenda and Procedure with a list of those reports to be referred to the Committee.
2. That the Committee begin its study of the Main Estimates for 1983-84 by inviting The Honourable Monique Bégin, Minister of National Health and Welfare to appear on two occasions, if possible, before the Easter recess.
3. That officials from the Department of National Health and Welfare be invited to appear as witnesses on the Main Estimates on one or two occasions before the Easter recess.
4. That witnesses appearing before the Committee sit opposite the Chair as opposed to next to the Chairman.
5. That a request be made to the Research Branch of the Library of Parliament to provide a researcher to draft a working document for the Committee's use which deals with the status of the recommendations included in the reports on Violence in the Family and For Canada's Children.

The Order of Reference dated Wednesday, February 23, 1983, relating to the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1984, being read as follows:

ORDERED,—That Consumer and Corporate Affairs Votes 1, 5, 10 and 15;

That National Health and Welfare Votes 1, 5, 10, 15, 20, 25, 30, 35, 40, 45, 50 and 55; and

That Social Development Vote 1 for the fiscal year ending March 31, 1984, be referred to the Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs.

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 29 MARS 1983
(90)

[Traduction]

Le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales se réunit aujourd'hui à 9h38 sous la présidence de M. David Weatherhead (président).

Membres du Comité présents: MM. Blaikie, Halliday, Hawkes, M^{lle} MacDonald (*Kingston et les Îles*), MM. Marceau, McCauley, Schroder et Weatherhead.

Comparaît: L'honorable Monique Bégin, ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Témoins: Du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social: M. Del Lyngseth, sous-ministre adjoint, Direction générale des programmes de la sécurité du revenu; D^e Maureen Law, Direction générale des services et de la promotion de la santé.

Le président présente le rapport du Sous-comité du programme et de la procédure suivant:

Votre Sous-comité du programme et de la procédure s'est réuni le mardi 8 mars 1983, pour examiner les travaux futurs du Comité et a convenu de faire les recommandations suivantes:

1. Que le greffier fournisse aux membres du Sous-comité du programme et de la procédure une liste des rapports à renvoyer au Comité.
2. Que le Comité entreprenne son étude du Budget principal pour 1983-1984 en invitant l'honorable Monique Bégin, ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, à comparaître à deux reprises, si c'est possible, avant le congé de Pâques.
3. Que des représentants du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social soient invités à comparaître au sujet du Budget principal à une ou deux occasions avant le congé de Pâques.
4. Que les témoins qui comparaissent devant le Comité prennent place en face du président plutôt qu'à ses côtés.
5. Que le Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement soit prié d'affecter un chercheur à la rédaction d'un document de travail à l'usage du Comité, lequel traitera des progrès accomplis dans la mise en application des recommandations incluses dans le rapport sur la violence au sein de la famille et le rapport intitulé «Pour les enfants du Canada».

Lecture est faite de l'Ordre de renvoi suivant du mercredi 23 février 1983 portant sur le Budget principal pour l'année financière se terminant le 31 mars 1984:

IL EST ORDONNÉ,—Que les crédits 1, 5, 10 et 15, Consommation et Corporations;

Que les crédits 1, 5, 10, 15, 20, 25, 30, 35, 40, 45, 50 et 55, Santé nationale et Bien-être social; et

Que le crédit 1, Développement social, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1984, soient déferés au

The Chairman called Vote 1 under NATIONAL HEALTH AND WELFARE.

The Minister made a statement and, with the witnesses, answered questions.

At 11:03 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Comité permanent de la Santé, du bien-être social et des affaires sociales.

Le président met en délibération le crédit 1 sous la rubrique SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL.

Le ministre fait une déclaration, puis, avec les témoins, répond aux questions.

A 11h03, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Judith A. LaRocque

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Tuesday, March 29, 1983

• 0936

The Chairman: Order, please. I will call this meeting of the Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs to order.

Your subcommittee met on March 8, and I would like to present that report to the members present.

Your subcommittee on agenda and procedure met on Tuesday, March 8, 1983, to consider the future work of the committee and has agreed to recommend the following:

1. That the clerk provide the members of the subcommittee on agenda and procedure with a list of those reports to be referred to the committee.

2. That the committee begin its study of the main estimates for 1983-1984 by inviting the Hon. Monique Bégin, Minister of National Health and Welfare, to appear on two occasions, if possible, before the Easter recess.

3. That officials from the Department of National Health and Welfare be invited to appear as witnesses on the main estimates on one or two occasions before the Easter recess.

4. That witnesses appearing before the committee sit opposite the Chair as opposed to next to the chairman.

5. That a request be made to the research branch of the Library of Parliament to provide a researcher to draft a working document for the committee's use which deals with the status of the recommendations included in the reports *Violence in the Family* and *For Canada's Children*.

Ladies and gentlemen, we have the minister here before us today. This is the first time she has been able to come, as it is our first meeting since the steering committee meeting.

What is the status on the two reports with Parliament?

The Clerk of the Committee: They will be ready in both official languages by April 11.

The Chairman: We will have an update on the reports on *Violence in the Family* and *For Canada's Children* in both official languages by the time we come back after the Easter break.

I will be calling a steering committee meeting immediately on our return to see where our procedure should go from there. We have to cover all the votes under national health and welfare, consumer and corporate affairs, and the social development ministry.

Are there any comments on the subcommittee report?

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le mardi 29 mars 1983

Le président: À l'ordre, s'il vous plaît. La séance du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales est ouverte.

Le sous-comité s'est réuni le 8 mars, et j'aimerais présenter son rapport aux membres ici présents.

Votre Sous-comité du programme et de la procédure s'est réuni le mardi 8 mars 1983, pour examiner les travaux futurs du comité et a convenu de faire les recommandations suivantes:

1. Que le greffier fournisse aux membres du Sous-comité du programme et de la procédure une liste des rapports qui devraient être déferés au comité.

2. Que le comité entreprenne son étude du budget principal pour 1983-1984 en invitant l'honorable Monique Bégin, ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, à comparaître à deux reprises, si c'est possible, avant le congé de Pâques.

3. Que des représentants du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social soient invités à comparaître au sujet du budget principal à une ou deux occasions avant le congé de Pâques.

4. Que les témoins qui comparaissent devant le comité prennent place en face du président plutôt qu'à ses côtés.

5. Que le service de recherche de la Bibliothèque du Parlement soit prié d'affecter un chercheur à la rédaction d'un document de travail, à l'usage du comité, qui traitera des progrès accomplis dans la mise en application des recommandations incluses dans le rapport *Violence au sein de la famille* et le rapport *Pour les enfants du Canada*.

Mesdames et messieurs, nous avons le plaisir d'accueillir aujourd'hui le ministre. C'est la première fois qu'elle peut comparaître, et c'est notre première réunion depuis la réunion du comité directeur.

Quelle est la situation concernant les deux rapports au Parlement?

Le greffier du Comité: Les deux rapports seront prêts dans les deux langues officielles d'ici au 11 avril.

Le président: Nous aurons une mise à jour, dans les deux langues officielles, du rapport sur la violence au sein de la famille et du rapport intitulé *Pour les enfants du Canada* dès notre retour du congé de Pâques.

Je convoquerai une réunion du comité directeur, dès notre retour, pour établir notre calendrier de travail. Nous devons étudier tous les crédits sous la rubrique de Santé nationale et Bien-être social, Consommation et Corporations, et Développement social.

Y a-t-il des commentaires sur le rapport du sous-comité?

[Texte]

Mr. Blaikie: Mr. Chairman, is there any particular reason why we were not able to have officials from the department as witnesses on one or two occasions?

• 0940

The Chairman: Mr. Blaikie, I think the precedent usually is that the minister appears first of all on policy matters, and I think we wanted to follow that procedure and then follow up with questioning the officials afterwards. But I will call a steering meeting the first week we come back and we will work out our schedule from there.

Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: If I could just make a comment, this is a consistent pattern in this committee, that we end up with one or two sessions with the minister on main estimates and they are gone. We have had supplementary estimates in the last year where it was impossible to get the minister.

The Chairman: Mr. Hawkes, we have the minister. It is my intention, with the co-operation of the ministers of the three departments, to have them as frequently as is reasonable in the next couple of months, and if you bear with me in that regard we will see what happens there. But I think this morning, with respect, the members would like to hear the minister and question the minister to the greatest extent possible. I do not want to cut off discussion on this point, but the steering committee will meet again right after the Easter break.

If I may go on, then, with the actual reference that was referred to us from the House of Commons, the reference is as follows: It is ordered that Consumer and Corporate Affairs Votes 1, 5, 10 and 15; that National Health and Welfare Votes 1, 5, 10, 15, 20, 25, 30, 35, 40, 45, 50 and 55; and that Social Development Vote 1 for the fiscal year ending March 31, 1984, be referred to the Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs.

So that is what we have before us, and without further ado I will then call Vote 1 on the Estimates of Health, Welfare and Social Affairs.

NATIONAL HEALTH AND WELFARE

A—Department—Departmental Administration Program

Vote 1—Departmental Administration—Program expenditures\$36,714,000

The Chairman: We are very pleased to have with us this morning the Hon. Monique Bégin, the Minister of National Health and Welfare. Madam Minister, perhaps first of all you could introduce some of your key officials who are here this morning.

Hon. Monique Bégin (Minister of National Health and Welfare): With pleasure, Mr. Chairman, and I wish you good luck in your new mandate.

With me is the Deputy Minister, Mr. Larry Fry, and in the room are the Assistant Deputy Ministers: Dr. Monique Jérôme-Forget; Dr. Maureen Law; Dr. Alex Morrison; Dr.

[Traduction]

M. Blaikie: Monsieur le président, y a-t-il une raison particulière pour expliquer pourquoi nous n'avons pas rencontré des hauts fonctionnaires du ministère à une ou deux reprises?

Le président: Monsieur Blaikie, je pense que, normalement, on rencontre le ministre d'abord pour discuter de toutes les questions de politique, et qu'ensuite on interroge les hauts fonctionnaires, et je pense que nous voulions poursuivre dans cette tradition. Mais je convoquerai une réunion du comité directeur dès la première semaine après notre retour du congé de Pâques, et nous établirons notre calendrier de travail.

Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Si vous me permettez de faire un commentaire: il semble que le Comité a toujours une ou deux réunions avec le ministre pour discuter du budget principal, ensuite c'est terminé. Nous avons eu un budget supplémentaire dans la dernière année, et il a été impossible de rencontrer le ministre.

Le président: Monsieur Hawkes, le ministre est là aujourd'hui. Si les trois ministres sont prêts à collaborer avec moi, j'ai l'intention de les recevoir aussi souvent que possible au cours des prochains mois, alors je vous demande d'être patients, et nous verrons ce qui se produira. Mais je pense que ce matin les députés aimeraient bien entendre ce que le ministre a à nous dire et lui poser le plus de questions possible. Je ne veux pas clore le débat, mais le comité directeur se réunira de nouveau immédiatement après le congé de Pâques.

Alors, si vous me le permettez, je vais lire l'ordre de renvoi que nous avons reçu de la Chambre des communes. Il est ordonné que les crédits 1, 5, 10 et 15, Consommation et Corporations, que les crédits 1, 5, 10, 15, 20, 25, 30, 35, 40, 45, 50 et 55, Santé nationale et Bien-être social, et que le crédit 1^{er}, Développement social, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1984, soient déferés au Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

Donc, voilà notre ordre de renvoi, et sans plus tarder, je mets en délibération le crédit 1^{er} du budget de la Santé nationale, du Bien-être social et des Affaires sociales.

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL

A—Ministère—Programme de l'administration centrale

Crédit 1^{er}—Administration centrale—Dépenses du programme\$36,714,000.

Le président: Nous avons le plaisir d'accueillir ce matin l'honorable Monique Bégin, ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Madame le ministre, vous pourriez peut-être d'abord nous présenter certains hauts fonctionnaires qui vous accompagnent ce matin.

L'honorable Monique Bégin (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Avec plaisir, monsieur le président, et je vous souhaite bonne chance dans vos nouvelles fonctions.

J'ai à mes côtés le sous-ministre, M. Larry Fry. Dans la salle, j'ai mes sous-ministres adjoints: Mesdames Monique Jérôme-Forget et Maureen Law; MM. Alex Morrison, Mike

[Text]

Mike Murphy; Mr. Charles Caron, finance; Mr. Peter Cameron, who is acting for Medical Services Branch; and Mr. Del Lyngseth—where is Del? Other officials, of course, are there to answer specific questions if need be.

I thought I would not read the presentation but maybe just give, rapidly, points of reference of this estimate of mine for 1983-1984, which represents an increase of \$2.5 billion over the preceding year. Basically, these are all increases in statutory payments, which are growing at a rate of 12.9%.

It means, first, an increase in the Canada Assistance Plan of \$360 million to the provinces and territories, an extra \$1.161 billion in payments to individuals under the Old Age Security Act, an increase of \$95 million in payments to individuals under the Family Allowances Act; an increase in health care contribution of 9.8%—in other words, going from \$8.512 billion to \$9.349 billion for health care in Canada going to the provinces.

The only thing I want to add to my short presentation is that we also have an increase of \$50 million in the operating budget for salaries and wages or goods and services, an increase of \$20 million for additional medical services in the Indian and northern health programs, an increase of \$9 million for capital replacements and renovations to our labs and facilities, a net decrease of \$19 million due to a number of changes in the workload and increased productivity everywhere in the department. The other one is: Person-years, besides the money side, have decreased, a net decrease of 124 individuals or 1.3% on a base of 9,504.

• 0945

I will not speak any further. I think that was important, because it gives points of reference for the committee members in their discussion. I am ready; maybe we should move to questions right away.

The Chairman: Thank you, Madam Minister. I will ask Miss MacDonald to lead the questioning.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Mr. Hawkes can go first, and then I will question.

The Chairman: Miss MacDonald is deferring to Mr. Hawkes.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Did you want . . . ? Fine, I shall begin there. Thank you.

I would like to begin with the increase in the overall spending in the department, which the minister mentioned is something in the order of \$2 billion or close to 12% over last

[Translation]

Murphy, Charles Caron, finances; M. Peter Cameron, directeur général intérimaire des services médicaux, et Del Lyngseth—où est-il? Il y a aussi d'autres hautes fonctionnaires, évidemment, qui sont là pour répondre à des questions précises, s'il y en a.

J'ai pensé ne pas lire ma déclaration et vous exposer plutôt, rapidement, les faits saillants de mon budget pour 1983-1984, qui a augmenté de 2.5 milliards de dollars par rapport à l'an dernier. Essentiellement, ce sont toutes des augmentations des paiements statutaires qui s'accroissent à un rythme de 12.9 p. 100.

Cela se traduit d'abord par une augmentation de 360 millions de dollars au chapitre des paiements versés aux provinces et aux territoires en vertu du Régime d'assistance publique du Canada, un montant supplémentaire de 1 milliard 161 millions de dollars au titre des versements aux particuliers en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse, une augmentation de 95 millions de dollars pour les paiements versés aux particuliers en vertu de la Loi sur les allocations familiales, une augmentation de 9,8 p. 100 des contributions fédérales aux provinces pour les soins de santé—en d'autres termes, les contributions passeront de 8.512 milliards de dollars à 9.345 milliards de dollars.

La seule chose que je voulais ajouter à mon bref exposé, c'est que nous avons également une majoration de 50 millions de dollars au chapitre du budget de fonctionnement pour les salaires et traitements ainsi que pour les biens et services, une augmentation de 20 millions de dollars pour des services médicaux supplémentaires aux programmes des services de santé des Indiens et du Nord, une augmentation de 9 millions de dollars en vue d'un programme de remplacement et de réfection de nos laboratoires et installations, une nette réduction de 19 millions de dollars imputable à un certain nombre de changements de la charge de travail et à une augmentation de la productivité partout dans le ministère. Une autre chose encore que je voulais ajouter c'est que le nombre d'années-personnes a diminué de 124, ou de 1.3 p. 100 par rapport au chiffre de base de 9,504.

Je vais m'arrêter là. Je pense qu'il était important de vous exposer les faits saillants de mon budget pour orienter la discussion. Je suis prête, nous pourrions peut-être passer aux questions immédiatement.

Le président: Merci, madame le ministre. Je vais demander à M^{lle} MacDonald de commencer.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): M. Hawkes peut commencer, je poserais mes questions après.

Le président: M^{lle} MacDonald laisse son tour à M. Hawkes.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Vouliez-vous que . . . ? D'accord, je vais commencer. Merci.

Je voudrais parler d'abord de l'augmentation globale des dépenses du ministère qui est de l'ordre d'environ deux milliards de dollars, soit près de 12 p. 100 d'augmentation par

[Texte]

year. As that comes under the social development envelope, in negotiating these increases for the Department of Health and Welfare, was there also an automatic cutback in other programs? It would seem to me, in fact, that is over the average increase for a department. Normally, within the envelope, if one department gets more than the average increase in government spending, there has to be a cutback within the envelope in some other area. Did that happen, and where did the cutbacks take place to allow for the 12% increase in the expenditures of the Department of Health and Welfare?

Madam Bégin: Maybe you are reflecting on the way the envelope system worked . . .

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Yes.

Madam Bégin: —when it started under your government. But in my experience of the envelope system, big statutory payments like mine are negotiated outside the envelope, and rightly so; otherwise, they would be totally unfair in the distortion created to the envelopes. For example, if the decision has been made—which was made—not to cap medicare to six and five but to keep it fully open, that is part of the fiscal framework of the government. It is the global orientation; it is a direct result of full Cabinet decision. Then the envelope is not penalized—I will have to use a negative word—for that special increase. So what . . .

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): That is fine. I just wanted to know if any effort had been made to hold down the expenditures in any other area, and I gather . . .

Madam Bégin: Yes, that was done also. Every department was also asked in recent months to cut down on personnel by 1%, to have certain rules of the game in terms of restraints apply to advertising, contracts and travel, for example; and all that pot of money was put back into the general reserve, which was then negotiated as a reserve for each envelope.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I do not want to take up the time now in getting this; but perhaps the minister could have officials let us see, outside the statutory payments, where any restraint in expenditures within the department have been carried out; if there was, say, a 9% increase agreed on for the department as opposed to 10% or 11% last year, to show where that took place, in what programs within the department. I am not asking for the figures now, but could you let us have it so we could see actually where these measures . . . ?

Madam Bégin: The priorities as we decided on, then.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Yes.

Madam Bégin: Fine.

[Traduction]

rapport à l'an dernier, selon ce que nous a dit le ministre. Étant donné que ces dépenses appartiennent à l'enveloppe du développement social, est-ce qu'au moment de négocier ces augmentations pour le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social il y a eu des réductions automatiques dans d'autres programmes? En fait, cette augmentation me semble supérieure à l'augmentation moyenne pour l'ensemble du ministère. Normalement, à l'intérieur d'une enveloppe, si un ministère obtient plus que l'augmentation moyenne des dépenses gouvernementales, il y a une réduction dans d'autres secteurs de la même enveloppe. Cela s'est-il produit, et où les réductions ont-elles été faites pour permettre une augmentation de 12 p. 100 des dépenses du ministère de la Santé nationale et du Bien-être?

Mme Bégin: Vous vous interrogez peut-être sur le fonctionnement du système des enveloppes . . .

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Oui.

Mme Bégin: . . . alors qu'il a commencé sous votre gouvernement. Mais, selon mon expérience du système, les paiements statutaires importants comme les miens sont négociés en dehors des enveloppes, et à juste titre; autrement, il y aurait trop de problèmes entre les enveloppes. Par exemple, si l'on a décidé, comme on l'a fait, de ne pas plafonner l'assurance-maladie à 6 et 5 p. 100, c'est que cela cadrait avec la politique fiscale du gouvernement. C'est l'orientation globale; c'est le résultat direct d'une décision du cabinet. Ainsi, l'enveloppe n'est pas pénalisée—je suis obligé d'utiliser un mot négatif—pour cette augmentation spéciale. Alors, qu'est-ce que . . .

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): C'est très bien. Je voulais simplement savoir si on s'était efforcé de réduire les dépenses dans d'autres secteurs, et je vois que . . .

Mme Bégin: Oui, des efforts ont été faits en ce sens également. Chaque ministère a été invité, au cours des derniers mois, à réduire son personnel de 1 p. 100, de suivre certaines règles pour réduire les dépenses de publicité, de contrats et de déplacement, par exemple, et toutes les économies devaient être versées dans une réserve générale qui a été répartie par la suite dans chaque enveloppe.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je ne veux pas abuser du temps du Comité pour cela, mais le ministre pourrait peut-être demander à un de ses fonctionnaires de nous montrer où il y a eu des réductions de dépenses au sein du ministère, outre les paiements statutaires, qu'on nous dise par exemple qu'on a accepté une augmentation de 9 p. 100 plutôt que de 10 ou 11 p. 100 l'an dernier, qu'on nous montre où cela s'est produit, dans quel programme du ministère. Je ne demande pas les chiffres maintenant, mais simplement que vous nous les transmettiez pour que nous sachions où ces mesures . . .

Mme Bégin: Les priorités que nous avons fixées.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Oui.

Mme Bégin: Très bien.

[Text]

[Translation]

• 0950

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I would like to come back to a matter we discussed last summer regarding the six and five program under, first of all, old age pensions. At that time we were given figures both in the statement by the Minister of Finance when he presented his budget papers in June 1982 and again when the minister was before us in December 1982. We were given figures showing the amounts of money that, I would say, would be saved from the old age pension limitation by quarter. Obviously, those are not accurate any longer. What I would like is, again by quarter, comparing with what we received last December, what the figures are for the savings on old age pensions. I could refer you to the figures given at that time, but I know they would be quite different now. The overall figure that the minister gave us was that the savings in limiting the indexation of old age pensions in 1983 was going to be \$32 million and \$52 million in 1984.

The Chairman: Madam Minister.

Madam Bégin: Can I ask Mr. Lyngseth to give the latest estimates?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Yes.

Mr. Del Lyngseth (Income Security Programs Branch, Health and Welfare Canada): Based on our latest projections of the inflation rate for the Department of Finance, we now expect that the savings in 1983 will be in the order of \$4 million...

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Four million dollars.

Mr. Lyngseth: —and in 1984 about \$16 million for about \$20 million gross or \$18 million net after you take account of income tax.

Madam Bégin: Can I add that the purpose, which I have repeated often, has never been to save money but to bring down inflation in a common effort.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I quite understand that, Madam Minister. The fact was that a number of us argued at the beginning that this measure was not necessary, either from the point of view of the disruption to individuals, who were caused a great deal of concern and anxiety about this, or from the point of view of the time and effort taken up by government, by witnesses at hearings—just expenditure that was totally unnecessary, and he says we are talking about \$4 million this year.

Now, the concern that I have regarding the old age pensioners is this. In the forecast, most of that \$4 million I would say is probably in the first quarter of this year. Is that correct in your figuring? You would see that \$4 million is in the first quarter?

The Chairman: Mr. Lyngseth.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): J'aimerais revenir à une question dont nous avons discuté l'été dernier dans le cadre du programme des 6 et 5 p. 100, concernant d'abord les pensions de vieillesse. À ce moment-là, le ministre des Finances nous avait donné des chiffres dans son exposé budgétaire en juin 1982, et de nouveau lorsqu'il a comparu devant nous en décembre 1982. On nous avait donné des chiffres sur les sommes d'argent qu'on épargnerait sur une base trimestrielle par suite de la limitation des pensions de vieillesse. Il est évident que ces chiffres ne sont plus exacts. Ce que j'aimerais, sur une base trimestrielle toujours, par rapport aux données de décembre dernier, ce sont les chiffres des économies réalisées sur le plan des pensions de vieillesse. Je pourrais vous citer les chiffres qu'on nous avait donnés à ce moment-là, mais je sais qu'ils sont très différents maintenant. Le chiffre global que le ministre nous avait donné concernant les économies que permettrait de réaliser l'indexation des pensions de vieillesse était de 32 millions de dollars pour 1983 et de 52 millions de dollars pour 1984.

Le président: Madame le ministre.

Mme Bégin: Puis-je demander à M. Lyngseth de nous donner les derniers chiffres?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Oui.

M. Del Lyngseth (Direction générale des programmes de la sécurité du revenu, Santé et Bien-être Canada): Selon nos dernières prévisions du taux d'inflation du ministère des Finances, nous prévoyons que les économies en 1983 seront de l'ordre de 4 millions de dollars...

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Quatre millions de dollars.

M. Lyngseth: ... et en 1984, d'environ 16 millions de dollars, ce qui donne environ 20 millions de dollars bruts ou 18 millions de dollars une fois l'impôt retiré.

Mme Bégin: Je voudrais ajouter que le but de l'exercice, et je l'ai répété souvent, n'a jamais été d'économiser de l'argent, mais de rabaisser le taux d'inflation.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je comprends bien cela, madame le ministre. Le fait est qu'un certain nombre d'entre nous avions dit au début que cette mesure n'était pas nécessaire, compte tenu des ennuis que cela causerait aux individus, et compte tenu du temps et des efforts que cela exigerait du gouvernement, des témoins lors des audiences— nous avons dit que c'était tout à fait inutile, et maintenant on nous parle d'économies d'environ 4 millions de dollars pour cette année.

Maintenant, ce qui me préoccupe au sujet des pensionnés, c'est que, dans les prévisions, la majeure partie de ces 4 millions de dollars s'applique probablement au premier trimestre de cette année. Est-ce bien cela? Vous envisagez des économies de 4 millions de dollars pour le trimestre?

Le président: Monsieur Lyngseth.

[Texte]

Mr. Lyngseth: If you are referring to this fiscal year, no. We are not expecting any saving in the first quarter.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): None. Well, you have a situation where the six and five program has now not produced any savings or done anything . . .

Madam Bégin: Can you explain things?

Mr. Lyngseth: Yes.

Madam Bégin: It is 50¢ per month.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Yes, I know; it comes to about \$2 million.

Madam Bégin: It appears in the last quarter of 1982.

Mr. Lyngseth: That is right.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Yes the last quarter of the 1982-1983 fiscal year—the first quarter of 1983. Yes, in the fiscal year. Yes, it is the last quarter of the fiscal year. I understand that. We are saying that most of that \$4 million would be in that quarter. In the present quarter that we are in there is probably no saving, nothing coming out of that. Am I correct in that?

Mr. Lyngseth: In the quarter that we are about to enter starting in April we do not expect any savings.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Yes. The point I want to make is this: It could in effect be below the 6%. In other words, old age pensioners are not getting the increase that they were even led to believe might be there. It will be . . .

• 0955

Madam Bégin: What do you mean? I do not understand. If the inflation rate indicator for a given three month period is below 6% . . .

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): They will take below 6%.

Madam Bégin: Of course. That is if it is already . . .

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): That is what I mean. It will be below 6%.

Madam Bégin: That is in the legislation.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Right. What I am saying, Madam Minister, is that this is what is happening with regard to the old age pensioners, because they get their increases indexed quarterly.

On the other hand, family allowances are indexed annually. Now, tell me the inflation rate at which family allowances are indexed for this year.

Mr. Lyngseth: Well, the 6% was applied for this year.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): But, you see, they will get the 6% throughout the year.

Mr. Lyngseth: That is right.

[Traduction]

M. Lyngseth: Si vous parlez de l'année financière courante, non. Nous ne prévoyons aucune économie pour le premier trimestre.

Mlle MacDonald (Kingston et les îles): Rien. Eh bien, on se retrouve dans une situation où le programme des 6 et 5 p. 100 n'a permis aucune économie et n'a eu aucun effet . . .

Mme Bégin: Pouvez-vous expliquer les choses?

M. Lyngseth: Oui.

Mme Bégin: C'est ce 50c. par mois.

Mlle MacDonald (Kingston et les îles): Oui, je sais; cela donne environ 2 millions de dollars.

Mme Bégin: Cela figure au dernier trimestre de 1982.

M. Lyngseth: C'est exact.

Mlle MacDonald (Kingston et les îles): Oui, le dernier trimestre de l'exercice financier 1982-1983, soit le premier trimestre de 1983. Oui, dans l'année financière. Oui, il s'agit du dernier trimestre de l'année financière. On dit que la majeure partie des 4 millions de dollars s'appliquerait à ce trimestre. Pour ce qui est du trimestre en cours, il n'y aura probablement pas d'économies, nous n'en sortirons rien. Est-ce exact?

M. Lyngseth: Nous ne prévoyons aucune économie pour le trimestre qui est sur le point de commencer au mois d'avril.

Mlle MacDonald (Kingston et les îles): Oui. Voilà où je veux en venir: ce pourrait être effectivement moins de 6 p. 100. En d'autres termes, les pensionnés ne touchent pas à l'augmentation qu'on leur a fait croire qu'ils obtiendraient. Ce sera . . .

Mme Bégin: Je ne comprends pas très bien ce que vous voulez dire. Le taux d'inflation pour tous les trimestres est de moins de 6 p. 100 . . .

Mlle MacDonald (Kingston et les îles): Et les retraités touchent moins de 6 p. 100.

Mme Bégin: Évidemment. C'est prévu . . .

Mlle MacDonald (Kingston et les îles): Ce que je veux dire, c'est qu'ils touchent moins de 6 p. 100.

Mme Bégin: C'est dans la loi.

Mlle MacDonald (Kingston et les îles): Je le sais. Ce que je dis, madame le ministre, c'est que les retraités sont dans cette situation parce que leurs augmentations sont calculées trimestriellement.

Les allocations familiales, elles, sont calculées annuellement. Dites-moi, maintenant, le taux d'inflation qui est appliqué aux allocations familiales cette année.

M. Lyngseth: Le taux de 6 p. 100 est appliqué cette année.

Mlle MacDonald (Kingston et les îles): Les bénéficiaires touchent donc 6 p. 100 toute l'année.

M. Lyngseth: C'est exact.

[Text]

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): But old age pensioners will not be in the same situation. Is that not correct?

Madam Bégin: Can I remind you, and everyone, that it is technically correct for one moment in time, but it is not correct if you speak over years. The fact that the only program of the Canadian government, OAS pensions, that is indexed every three months, also means that when inflation was higher, they got it immediately, if I may say, which family allowances did not get at that time. So, the point it seems to me you are trying to make is that family allowances this year, you seem to say, will get a full 6%, and that is higher than what seniors will get. That is what you say.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Yes.

Madam Bégin: But last year and the year before, the same family might have received, always with a time lag, a different time lag. One is one year and the other is three months. It is on the whole, if you want to be fair and tell it truly, that you must make your calculations.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): And so must you make your calculations.

Madam Bégin: I did not decide that; they are old rules, decades old.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): What I am saying, Madam Minister, is that what we warned against when these two bills came in is that the most negative impact would be on the senior citizens.

Madam Bégin: That is not true.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Well, they are getting less in the way of indexing than those whose indexing...

Madam Bégin: Because inflation is less.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): They are getting less in the way of indexing than those whose indexing was locked in at the beginning of the year. I mean, that is very evident.

Madam Bégin: No it is not.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Those who get it on a yearly basis are getting 6%. Old age pensioners who get it on a quarterly basis are going to get it at less than 6%, and there is no offsetting supplement to old age pensioners, in the way that there is to people who are receiving family allowance, who get child tax credit. In other words, once again the old age pensioners have to take the short end of the stick.

Madam Bégin: That is not true. I am sorry. They get the inflation rate, if it is less than 6%. How can you say they are short-changed? That is not correct.

[Translation]

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Alors que ce n'est pas le cas des retraités, n'est-ce-pas?

Mme Bégin: Sur le plan strictement technique, c'est peut-être vrai à un moment donné, mais pas sur un certain nombre d'années. Le programme des pensions de sécurité de la vieillesse du gouvernement canadien est le seul qui soit indexé trimestriellement. Lorsque l'inflation se fait sentir, les retraités sont les premiers à bénéficier d'une augmentation. Les allocations familiales ne sont pas rajustées aussi rapidement. Vous semblez vouloir dire que pour les allocations familiales l'augmentation serait de 6 p. 100 pendant toute l'année lorsque ce ne serait pas le cas pour les pensions de sécurité de la vieillesse.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): C'est juste.

Mme Bégin: Mais l'année dernière et l'année d'avant, les augmentations des allocations familiales ont été appliquées après un certain délai. C'était un an dans leur cas, alors que c'était trois mois dans le cas des pensions de sécurité de la vieillesse. Donc, pour être juste, il faut faire le calcul sur une certaine période.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Vous devez faire vos calculs vous aussi.

Mme Bégin: Ce n'est pas moi qui établit les règles. Elles existent depuis des décennies.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Nous vous avons bien dit, madame le ministre, lorsque ces deux projets de loi avaient été présentés, que ceux qui auraient le plus à en souffrir, seraient les personnes âgées.

Mme Bégin: Ce n'est pas exact.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Ils obtiennent moins que les autres pour lesquels l'indexation...

Mme Bégin: Parce que l'inflation est moindre.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Ils obtiennent moins que ceux pour lesquels l'indexation a été fixée au début de l'année. C'est indéniable.

Mme Bégin: Ce n'est pas exact du tout.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Ceux dont l'indexation est fixée pour toute l'année obtiennent 6 p. 100. Les retraités qui touchent la pension de sécurité de la vieillesse obtiennent leur augmentation sur une base trimestrielle et cette augmentation n'atteint pas 6 p. 100. Et ils n'ont droit à aucun supplément comme c'est le cas des bénéficiaires d'allocations familiales qui ont aussi droit au crédit d'impôt pour enfants. En d'autres termes, ce sont encore une fois les retraités qui doivent faire les frais de la fête.

Mme Bégin: Ce n'est pas exact. Je regrette. Ils ont droit à une augmentation qui reflète le taux d'inflation. Il se trouve que le taux d'inflation est moindre que 6 p. 100. Comment pouvez-vous prétendre qu'ils ne reçoivent pas ce à quoi ils ont droit?

[Texte]

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I am saying they are getting a different inflation rate than those whose inflation rate was locked in at the first of the year, being at a stable rate, i.e. 6%, and you will find that this quarter or next quarter, the inflation rate that will be paid to old age pensioners is less than that.

The Chairman: Order please. Miss MacDonald, perhaps you can go on with that in your second round of questioning. I hope there will be a second round. I want to get around the first round, first of all, and I would like to remind all hon. members that the chairman is here and that remarks should be directed to the chairman. There is a tendency to talk directly to each other. I do not want to be too formal about it, but I think it is better if we keep to the rules in the House and you direct your comments to the chairman, even though we are all close together.

I will now go on to Mr. Blaikie.

Mr. Blaikie: Well, Mr. Chairman, through you to the minister, I would like to ask a number of questions of the minister about the Canada health act, and I thought I might throw Alberta in there as well.

An hon. Member: We might just do that to you, as well.

Mr. Blaikie: I understand we are free to ask questions of a general policy nature and not just stick to the vote we are technically considering. So, in view of the things that are happening, not just in Alberta, but elsewhere, but particularly of late in Alberta, having to do with user fees and increases in premiums, et cetera, I wonder if the minister could answer a number of questions concerning the mystery event known as the Canada health act?

• 1000

I was wondering whether for starters you could clarify the accuracy—not just for me, but for others who might be interested—of the so-called draft that has been circulated by the Canadian Medical Association under the heading of “white paper”? This is the document that a great many people are relating to as a proposed Canada health act; in fact, it is the only thing in circulation. As you know, I mentioned that in the House to you. I was wondering whether you could clarify just how accurate is the document that the Canadian Medical Association is circulating and on which it is basing its campaign.

Could you also tell us what is the status of the present negotiations? Are you actively negotiating with the provinces at this point, which would also be quite appropriate in the process of trying to determine what your next proposal will be to the provinces and what different options you have there? In that respect, are you reconsidering the position you took, along with the provinces, back in I believe May or June of 1982, when you met with the provincial health ministers about the position of monitoring and controlling extra-billing? Have you had any reason to think that is not, as we said at the time, the

[Traduction]

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je dis simplement que leur augmentation selon le taux d'inflation est moindre que celle que reçoivent les bénéficiaires de prestations pour lesquels le calcul est établi au début de l'année. Dans leur cas, il a été établi d'une façon stable à 6 p. 100. Or, pour ce trimestre et le trimestre qui suivra, l'augmentation versée aux bénéficiaires de pensions de sécurité de la vieillesse au titre de l'inflation sera moindre.

Le président: À l'ordre, s'il vous plaît. J'espère que vous pourrez continuer au deuxième tour, si deuxième tour il y a, mademoiselle MacDonald. Auparavant, je voudrais en terminer avec le premier tour. En passant, je fais remarquer aux honorables députés que le président est là pour quelque chose et que les intervenants doivent s'adresser à lui. On a un peu tendance à s'interpeller directement. Je ne veux pas me montrer trop strict, mais je pense qu'il faut suivre les règles de procédure de la Chambre et s'adresser en tout temps à la présidence.

Je cède maintenant la parole à M. Blaikie.

M. Blaikie: Monsieur le président, monsieur le ministre, je voudrais poser quelques questions au sujet de la Loi sur la santé au Canada, et peut-être même mêler l'Alberta à tout cela.

Une voix: Nous pourrions peut-être vous faire la même chose.

M. Blaikie: Si je comprends bien, nous pouvons poser des questions d'ordre général. Nous n'avons pas à nous en tenir strictement aux crédits à l'étude. Donc, avec tout ce qui se passe au pays, et en particulier en Alberta ces jours-ci, avec l'introduction de la participation frais et l'augmentation des primes, je me demande si le ministre est prêt à répondre à un certain nombre de questions concernant ce mystère que représente toujours la Loi sur la santé au Canada.

Pour commencer, j'aimerais que vous me précisiez, à moi et à tous ceux qui s'intéressent à la question, ce que signifie ce supposé projet que fait circuler l'Association médicale canadienne sous le titre de «Livres blancs». Bien des gens croient que ce document renferme la loi proposée sur la santé au Canada. De fait, c'est le seul document disponible actuellement. Je vous en ai déjà parlé à la Chambre. Je me demande maintenant si vous pourriez nous dire à quel point est exact ce document que fait circuler l'Association médicale canadienne et à partir duquel elle fait campagne.

J'aimerais savoir également où en sont les négociations actuellement. Êtes-vous en train de négocier à ce sujet avec les provinces, en vue de nouvelles propositions? Avez-vous de nouvelles options? Revoyez-vous votre position de mai ou juin 1982 alors que vous avez indiqué aux ministres provinciaux de la Santé votre intention de surveiller et de contrôler les dépassements d'honoraires? Avez-vous eu l'occasion depuis de douter de votre position? Nous vous avions fait remarquer à l'époque qu'elle n'était pas la plus indiquée dans les circonstances. Avez-vous l'intention de présenter aux provinces

[Text]

best position? Do you intend to go back to the provinces with a different proposal having to do with extra-billing, hopefully one that will not want to simply control extra-billing, but to find ways of doing away with it altogether?

That should do for a beginning, Mr. Chairman.

Madam Bégin: The status of the Canadian Medical Association document, which has been widely circulated, is this: That document has been sent to a printer and the top of it is a new text invented by the CMA, attributing to me that document and calling it either *Draft Canada*, or whatever. That is all false pretense, or whatever the word is in English. It is not correct. I could be harsher to the CMA, which is becoming as good a lobby as insurance companies.

Mr. Blaikie: They are related.

Madam Bégin: We do not know how they received that document; they may have received it from any official of a province or anywhere. It is a working paper that I had never seen. It has nothing to do with me, if I may say, because it was not at my level and was not meant to be. I hope it is crystal clear when I say that it was not the Canada health act in any shape or form or draft of any sort that my officials used with the provincial officials last summer when they met further to the May official meeting of ministers. It has never been used since, because what happened in negotiations at that time pointed out either points of agreement or points of disagreement on which we have worked since, taking eventually a different approach. I can clarify that it is really quite dishonest intellectually to do that. I wrote to the CMA immediately. I have written to members of Parliament explaining the situation. I have written to the medical magazines to try to correct the situation, because that is not the way to work.

You want to know what I am doing now. That was your second question: Are you actually negotiating? "Actually negotiating", no, in the sense that I have told my counterparts that after what came from the summer and fall talks, I thought it was wiser to speak around a draft act, which does not exist yet—to speak around that instead of around other documents that may nurture fears that should not even be there. Example: Some provinces started saying that I wanted a tribunal to study every hospital case in the country that was not happy with what they received from their provincial minister. We never had the slightest intention of doing that, of course. So I thought the draft bill would be the best piece around which to work to see if we have agreement, on this and that, and progress. It is being done by justice. That is the state of the medicare dossier.

• 1005

Are you reconsidering asking for control of extra-billing, which is the consensus all ministers reached in the May federal-provincial meeting? Yes, I think it is fair to say that we have changed our opinion on that one, because last summer

[Translation]

d'autres propositions relativement aux dépassements d'honoraires, en vue non plus seulement de contrôler les dépassements d'honoraires mais d'y mettre fin complètement?

Je vais commencer avec ces quelques questions, monsieur le président.

Mme Bégin: Pour ce qui est du document de l'Association médicale canadienne, qui a eu une large diffusion, il a été envoyé à l'imprimeur avec un en-tête qui m'en attribue la responsabilité. Il est indiqué «Projet canadien» ou quelque chose du genre. Ce sont là de fausses prétentions. Quel que soit le titre en anglais, il est faux. Je pourrais être encore plus dure à l'égard de l'Association, qui est devenue un lobby aussi puissant que celui des sociétés d'assurance.

M. Blaikie: Ils sont reliés.

Mme Bégin: Nous ne savons pas comment l'AMC a pu mettre la main sur ce document. Il se peut que ce soit un haut fonctionnaire provincial qui le lui ait remis. De fait, il s'agit d'un document de travail que moi je n'ai jamais vu. Il n'a rien à voir avec moi, pour commencer, parce qu'il n'était pas censé atteindre mon niveau. J'espère que je suis parfaitement claire lorsque je dis qu'il ne s'agit pas de la Loi sur la santé au Canada, sous quelque forme ou sous quelque projet que ce soit, dont il a pu être question au niveau des fonctionnaires l'été dernier après la réunion officielle de mai entre ministres. C'est quelque chose qui n'a jamais été utilisé depuis parce qu'à la suite des négociations sont ressortis des points d'entente et des points de mésentente dont il a été tenu compte dans les prises de position subséquentes. Donc, on a procédé d'une façon parfaitement malhonnête du point de vue intellectuel. J'ai écrit tout de suite à l'Association médicale canadienne. J'ai écrit également aux députés pour leur expliquer la situation. J'ai communiqué avec les magazines spécialisés en médecine pour rectifier toute ces assertions. Ce n'est pas une façon de procéder!

Pour ce qui est de l'état actuel des négociations, disons qu'il n'y a pas vraiment de négociations actuelles parce que j'ai fait savoir à mes homologues, après ce qui s'est passé l'été et l'automne derniers, qu'il était préférable de travailler à partir d'un projet de loi précis qu'à partir de simples documents qui pouvaient donner lieu à toutes sortes de craintes. Or, le projet de loi n'existe pas encore. Ce qui s'est passé, par exemple, c'est que certaines provinces ont commencé à dire que ce que je souhaitais, c'est un tribunal qui examine le cas de chaque hôpital au pays qui se plaignait de ne pas avoir reçu suffisamment de son ministre provincial. Il est évident qu'il n'en a jamais été question. C'est pourquoi j'ai décidé qu'il était préférable de travailler à partir d'un projet de loi quelconque et de voir s'il était possible de faire des progrès à ce moment-là. Le Ministère de la justice y travaille actuellement. C'est là où en est le dossier de l'assurance-maladie actuellement.

Pour ce qui est de la possibilité de demander de nouveau le contrôle des dépassements d'honoraires, sur lequel tous les ministres se sont entendus à la réunion du gouvernement fédéral avec les gouvernements provinciaux en mai, la réponse

[Texte]

and fall, after the talks between officials and some private talks between some ministers and myself, it became absolutely obvious that the provinces were not offering the slightest concrete definition of what control could mean. At the same time, there came about the observation that if no way to work out control, on the one hand, were devised, the only known way—which was to set a percentage, for example, of possible acceptable extra-billing—would make that ceiling become the floor the day after it was in the law.

Sorry if I speak Chinese. I mean that if we accept control and we say that 5% extra-billing is "acceptable"—because that is the only measure, we had no other concept but percentage, that was the only concept that was floating around—then first I would create extra-billing in the Province of Quebec, where it does not exist, or in any other province where it is extremely small and almost non-existent, which was not the purpose of strengthening the Canada health act, of having a new act. Secondly, in every province where it exists the minimum becomes the maximum the day after. It is like permission to be a sinner, if I may say so.

We have changed our outlook on that and we are exploring other ways of doing away... The objective remains, the ideal remains, to do away with extra-billing. How we reach it is what we are working on in justice right now.

I am sorry, that is all you asked?

Mr. Blaikie: Mr. Chairman, I note with some satisfaction—I wanted to say this to the minister, through you, of course—that the department and the minister are rethinking that position on extra-billing and returning, I hope, to the goal of trying to do away with extra-billing altogether. I wish the minister well in coming up with a proposal...

Madam Bégin: Thank you; I need it.

Mr. Blaikie:—that will become reality. I acknowledge the problem that the minister, indeed the government, will have with a great many Progressive Conservative provincial governments that are not as opposed to extra-billing...

Madam Bégin: How is Manitoba helping me?

Mr. Blaikie: We deal with the doctors in our own way there, Mr. Chairman, and we are doing quite well, actually.

I was wondering, though... this is one of the problems I think the minister and the government have in trying to bargain with the provinces. They have difficulty enough because of the obvious ideological differences about medicare that exist within certain provinces and on the part of certain provincial governments. But the other thing is—and I have maintained this before—that I believe the government lost a great deal of leverage and a great deal of moral suasion when they did what they did last March and April to the established programs' financing. I was wondering whether you see any flexibility in the coming months, indeed in the coming year, by which you might be able to put more money back on the table in order to deal with the provinces, who, I think, have a case for their anger about what was done to the transfer payments to the provinces. Are you considering any changes in that

[Traduction]

est oui. Il est juste de dire qu'à ce sujet notre position a évolué à la suite des discussions entre fonctionnaires l'été et l'automne derniers et des entretiens privés que j'ai eues avec certains ministres. Il est devenu évident à ce moment-là, que les provinces n'avaient pas la moindre idée de ce en quoi devait consister ce contrôle. Par ailleurs, l'idée a été avancée que si un contrôle n'était pas possible il fallait au moins fixer un pourcentage quelconque pour le dépassement d'honoraires. Cependant, le maximum fixé risquait de devenir le minimum exigé le jour où la loi entrerait en vigueur.

Je m'excuse de vous parler en chinois. Je veux simplement dire que jusqu'à présent, il n'a été question que de pourcentage. C'est la seule notion qui a été avancée comme exemple de contrôle. Donc, fixer le dépassement des honoraires à 5 p.100 risquerait d'une part d'introduire la pratique au Québec et dans les autres provinces où elle n'existe pas ou compte pour très peu actuellement. Ce ne serait certainement pas le but visé par une nouvelle loi sur la santé au Canada. D'autre part, là où la pratique existe, le maximum fixé deviendrait vite le minimum imposé. Ce serait donner l'absolution d'avance.

Donc, nous examinons d'autres possibilités actuellement. Le but reste toujours de mettre fin au dépassement des honoraires. C'est ce à quoi travaille le Ministère de la justice actuellement.

Est-ce que j'ai bien répondu à toutes vos questions?

M. Blaikie: Je note avec satisfaction, monsieur le président, que le ministre et le ministère revoient actuellement leurs positions relativement au dépassement d'honoraires et reviennent à leur idée de mettre fin complètement à cette pratique. Je souhaite bonne chance au ministre...

Mme Bégin: Je vous en remercie, j'en ai besoin.

M. Blaikie: ... et j'espère qu'elle pourra parvenir à ses fins. Je sais quelles embûches attendent le ministre et le gouvernement, avec tous ces gouvernements provinciaux conservateurs qui ne sont pas aussi opposés à la pratique...

Mme Bégin: Que fait le Manitoba pour m'aider?

M. Blaikie: Nous avons nos propres méthodes de traiter avec les médecins et nous nous en tirons pas trop mal.

C'est un problème que le ministre et le gouvernement trouvent sur leur chemin lorsqu'ils essaient de négocier avec les provinces. Il n'y a pas que les différends idéologiques qui les opposent à certaines provinces et à certains gouvernements provinciaux relativement à l'assurance-santé. Il y a le fait, je l'ai déjà dit auparavant, que le gouvernement fédéral a perdu beaucoup de ses moyens de pression et de son influence lorsqu'il a agi comme il l'a fait en mars et en avril derniers relativement au financement des programmes établis. Je me demande si vous voyez la possibilité d'un assouplissement de cette position au cours des mois ou de l'année à venir de façon à vous permettre d'offrir plus d'argent aux provinces qui, dans une certaine mesure, ont raison de se plaindre de ce qu'elles reçoivent maintenant sous forme de paiements de transfert. Envisagez-vous des changements qui vous permettent d'offrir

[Text]

direction that would put more money on the table and not take money off, like you have done with six and five on the post-secondary?

• 1010

Madam Bégin: Of course not. Medicare was never touched in the negotiation of transfer payments to the provinces. It is not capped by six and five.

Mr. Blaikie: I realize that.

Madam Bégin: On the other hand, those who did study officially medicare, like Mr. Justice Emmett Hall—and provincial ministers have often repeated that statement—are not considering medicare as a case of an under-funded program. That is the thesis the CMA is trying to put across, but it is not a thesis that is accepted.

I am not saying that the provinces would not accept more money; I mean, the name of the game is to try to get more from the feds. But in medicare, if people do not *obscurir le débat*—cast a shadow on the debate like is done at times in speeches made by provincial politicians—medicare money has always increased at the full rate of inflation and will continue to do so. It is a bit difficult to understand when we all see cutbacks in hospitals run by provinces all the time, yet at the same time, we hear provincial treasurers pretend that the post-secondary funding was money to medicare. I mean, everybody now claims, when it is cut, that it is money to medicare. That has never been the case, to our knowledge. But in the new Canada health act, we would like to have a clearer accounting of medicare budgets to avoid that sort of politics around a dossier where politics should not be.

I do not think I lost any leverage in May, in answering your first question, when I agreed to control extra-billing. I repeated it often. The purpose has always been the same. It has been to do away with extra-billing. But provincial ministers have never accepted even the existence of extra-billing as a problem, except individually when they come and tell me they fully support me—but that does not help anybody. They all accepted in a signed joint communiqué that there was a problem and we would control it. That was a step which cannot be downgraded.

The Chairman: Excuse me, Madam Minister.

Mr. Blaikie, I will get back to you in a minute if I can. I want to go on to Mr. McCauley now.

Mr. McCauley.

Mr. McCauley: Mr. Chairman, I would like to ask questions supplementary to Mr. Blaikie's. If the minister is satisfied that medicare is not under-funded, is the minister confident that the provinces are dealing fairly with the doctors?

[Translation]

plus d'argent aux provinces, contrairement à ce que vous avez fait dans le cas de l'éducation postsecondaire lorsque vous avez décidé de poser une limite de 6 et 5 p. 100?

Mme Bégin: Certainement pas. L'assurance-maladie n'a pas été touchée par les négociations sur les paiements de transferts aux provinces. Il n'y a pas eu de limite de 6 et 5 p. 100.

M. Blaikie: Je le sais.

Mme Bégin: D'autre part, ceux qui ont étudié sérieusement le système d'assurance-maladie, comme le juge Emmett Hall, et les ministres provinciaux l'ont souvent cité à ce sujet, ne prétendent pas que le système manque d'argent. C'est plutôt la thèse qu'essaye de faire valoir, sans vraiment convaincre qui que ce soit, l'Association médicale canadienne.

Je ne dis pas que les provinces ne seraient pas heureuses de recevoir plus d'argent à ce titre. Après tout, l'enjeu est toujours d'obtenir le maximum du gouvernement fédéral. Il n'empêche que tous ceux qui ne cherchent pas à obscurcir le débat, comme certains politiciens provinciaux semblent enclins à le faire parfois, estiment que l'argent consacré à l'assurance-maladie a toujours augmenté en fonction de l'inflation et, cela continuera. Il est difficile d'admettre l'argument des trésoriers provinciaux lorsqu'ils prétendent que les réductions apportées l'ont été dans l'argent destiné à l'assurance-maladie lorsqu'on les voit apporter eux-mêmes des réductions dans les budgets des hôpitaux qui relèvent d'eux. Chaque fois qu'il y a une réduction, on prétend toujours que l'argent destiné à l'assurance-maladie va plutôt à l'éducation postsecondaire. Tel n'est certainement pas le cas. Dans la nouvelle loi sur la santé au Canada, nous voudrions avoir une meilleure comptabilisation des budgets destinés à l'assurance-maladie de façon à éviter le jeu de la politique dans ce dossier d'où il devrait être totalement absent.

Par ailleurs, je ne pense pas avoir perdu quelque moyen de pression que ce soit au mois de mai lorsque j'ai été d'accord avec le contrôle du dépassement des honoraires. Je pense que c'était votre première question. Je répète que le but a toujours été de mettre fin à la pratique du dépassement des honoraires. Cependant, les ministres provinciaux n'ont jamais voulu admettre que le dépassement des honoraires pouvait présenter un problème, sauf à titre individuel lorsqu'ils sont venus me voir pour m'encourager dans cette voie. Finalement, ils se sont mis d'accord pour signer un communiqué qui disait qu'il y avait là un problème et qu'il fallait le contrôler. C'est quand même une étape importante.

Le président: Je vous demande pardon, madame le ministre.

Je vous redonnerai la parole plus tard, si je peux, monsieur Blaikie. Pour l'instant, c'est à M. McCauley.

Monsieur McCauley.

M. McCauley: Je voudrais rester dans la même veine que M. Blaikie, si vous le permettez, monsieur le président. Le ministre est-elle d'avis que l'assurance-maladie reçoit suffisamment d'argent, que les provinces traitent les médecins de façon équitable dans ce cadre?

[Texte]

Madam Bégin: In the recent past I suppose the answer would be yes, although I do not have a list of each provincial settlement. But in previous years, no. That was, I think, part of the expansion of the practice of extra-billing, in the sense that for a number of years—1977, 1978, 1979, data on which was tabled with the committee some time ago and which I do not have with me this morning—the the provinces settled with their doctors on an annual average increase of around 6%, if my memory serves me well. That was at a time when even my pensioners got 9% plus something.

• 1015

I recall distinctly that for approximately three years the settlements were extremely low, all proportions kept compare with settlements in other spheres of Canadian activities. I can only observe the correlation between that timing and the timing of the problem of extra-billing the way we know it.

Mr. McCauley: Mr. Chairman, I would like to move on now to another topic. The minister is aware that the National Council of Welfare has published a study of the tax structure as it applies to child tax credit, family allowances, tax exemptions, and so on and so forth. I seem to recall reading that the minister was in agreement with many of the recommendations of the report of the National Council of Welfare, in particular the withdrawal of the tax exemption for children with a view to redistributing that income. I wonder if the minister would care to comment on the report in general and in specific terms with regard to this one recommendation.

Madam Bégin: To which?

Mr. McCauley: The withdrawal of the tax exemption for dependent children.

Madam Bégin: Well, it is a luxury. You are asking me a question that I do not have the legal authority to answer. I can give my view as the social policy minister, but that is all I can do. That is the context in which I put it.

So referring to that recommendation of the National Council of Welfare, first, not one single child benefit can be studied. I think that is the problem we always had in the past. They do study them all. There are one or two points on which they forget to take a stand and are studying. I brought it to their attention—for example the indexation of the ceiling for the child tax credit. But on the general principle of switching from tax exemption to tax credit, I am for it, because in terms of social justice it is an obvious case of progressive policy versus regressive policy.

I want to clarify a very erroneous report. I immediately sent a correction to the press, but the correction always appeared like this when the title of the problem is as big as the page. That never went to Cabinet, neither directly nor indirectly in not only the recent past but the last years. I did take the report of the National Council of Welfare and gave it to Mr.

[Traduction]

Mme Bégin: Au cours des dernières années, je pense que oui, même si je n'ai pas la liste de toutes les ententes provinciales qui sont intervenues. Cela n'a pas toujours été le cas, cependant. Je suppose que c'est ce qui explique en partie la prolifération de la pratique du dépassement des honoraires. Au cours des années 1977, 1978, 1979, les chiffres ont déjà été déposés en comité, mais je ne les ai pas sous la main ce matin, les provinces ont accordé à leurs médecins des augmentations annuelles d'environ 6 p. 100 en moyenne. C'était à l'époque où même les retraités avaient droit à une augmentation annuelle de plus de 9 p. 100.

Si je me souviens bien, pour une période d'environ trois ans, les hausses ont été extrêmement limitées, comparativement à celles qui ont été accordées dans les autres sphères d'activités au Canada. Il se trouve que cette période correspond à celle où est apparu le problème du dépassement des honoraires tel que nous le connaissons.

M. McCauley: Bon, je passe à un autre sujet. Comme le ministre le sait, le Conseil national du bien-être a publié une étude des structures fiscales telles qu'elles s'appliquent au Canada au crédit d'impôt pour enfants, aux allocations familiales, aux exemptions fiscales et le reste. Je crois même qu'elle a été d'accord avec un grand nombre de recommandations de ce rapport du Conseil national du bien-être, en particulier avec celle qui avait trait à l'abolition de l'exemption fiscale pour les enfants en échange d'une redistribution des revenus provenant de cette disposition. Je me demande si le ministre est prête à donner plus de détails sur ce rapport de façon générale et sur cette recommandation en particulier.

Mme Bégin: Laquelle?

M. McCauley: L'abolition de l'exemption fiscale pour les enfants à charge.

Mme Bégin: Vous me demandez de répondre à une question à laquelle je ne suis pas habilitée juridiquement à répondre. Je puis simplement vous donner mon point de vue en temps que ministre chargée des politiques sociales.

D'abord, il est impossible d'étudier séparément les avantages accordés aux enfants. Nous nous sommes déjà butés à ce problème dans le passé. Il faut voir toutes ces dispositions en même temps. En ce qui concerne la recommandation du Conseil national du bien-être, il y a un ou deux points qu'il oublie. Je lui en ai d'ailleurs fait part. Par exemple, il y a la question de l'indexation du plafond s'appliquant au crédit d'impôt pour enfants. Pour en revenir à l'idée de transformer les exemptions fiscales en crédits d'impôt, je suis d'accord, parce que c'est une recommandation qui va le sens d'une meilleure justice sociale et d'une politique progressive plutôt qu'une politique régressive.

Je tiens à corriger une information erronée à ce sujet. J'ai tout de suite envoyé une correction à la presse, mais la correction est apparue en très petit caractère par rapport à l'information qui avait été livrée elle en très gros caractère. La proposition n'a jamais été présentée au Cabinet, ni de près ni de loin, ni cette année ni même les années précédentes. J'ai

[Text]

Lalonde, who as my predecessor is well aware of the problem and fully understands it.

As I said to the media, when they questioned me upon release of the report, it is a matter of judgment for the Minister of Finance of Canada, under whom it fully falls as a responsibility to decide when and how he makes that move if he agrees with it in principle. I think it is fair to say that Mr. Lalonde agrees in principle with it. He has expressed it more than once. Now, as to when he can do it is another question.

The Chairman: Mr. McCauley, are you finished? Thank you.

Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Thank you, Mr. Chairman. The first question, through you, Mr. Chairman, to the minister: This committee has to deal with housing, and has to deal with consumer and corporate affairs. It deals with somewhere approaching 40% of federal expenditures, and it has seemed to me for a long . . .

Madam Bégin: What? You are not talking of my department.

Mr. Hawkes: No, no; I am talking about this committee, the standing committee. We had made a plea both in the House of Commons, in the steering committee, and in this committee itself for a splitting of the functions and the arranging of this committee into smaller units dealing with more specific subjects. Health care is a legitimate long-term concern. I am wondering why the government resists the notion of splitting the health and welfare committee into several other standing committees.

Madam Bégin: Mr. Chairman, I never heard of that in my life. I have never been approached with that request, and I do not know anything about it. I suppose the question should be put to what the member calls the government. I do not know to whom the request was made in the first place; I suppose it was Mr. Pinard. Why do you not ask him the question? It was never studied or rejected by Cabinet. It was never even said . . .

The Chairman: Mr. Hawkes, I am sorry, I did not get the whole purport of your question. If you want to pursue it, I will listen to it.

Mr. Hawkes: It seems to me that if there were several standing committees dealing with subsets of what this committee now deals with, we could do a better job of looking at estimates and programs.

• 1020

We had a full day's debate on that topic; we resisted, as a party, the present steering committee report; we moved to smaller committees. But we did not couple that with what I felt was the parliamentary reform group's predilection to establish increasing numbers of standing committees with smaller memberships so we could deal in a more solid way with the content.

If the minister has not heard about it, I am wondering if she could share her feelings with us. Does she believe that we

[Translation]

simplement remis le rapport du Conseil national du bien-être à M. Lalonde, qui, m'ayant précédée à ce poste, connaît très bien tous les problèmes qui y sont rattachés.

Comme je l'ai dit aux journalistes, qui m'ont interrogée lors de la parution de ce rapport, il appartient au ministre des Finances du Canada, qui a pleine responsabilité en la matière, d'agir s'il est d'accord avec la recommandation. Je pense que M. Lalonde est d'accord en principe avec la recommandation. Il l'a dit à plusieurs reprises déjà. Pour ce qui est de savoir quand il pourra procéder, c'est une autre question.

Le président: C'est tout, monsieur McCauley? Merci.

C'est à M. Hawkes.

M. Hawkes: Ma première question est celle-ci, monsieur le président, madame le ministre: ce comité s'occupe également de la question du logement, de la consommation et des corporations. Il est appelé à examiner près de 40 p. 100 de toutes les dépenses du gouvernement fédéral. Il me semble . . .

Mme Bégin: J'espère que vous ne parlez pas de mon ministère.

M. Hawkes: Non, je parle de ce Comité. A la Chambre des communes, au comité de direction, il a été demandé que le comité soit scindé selon ses diverses fonctions et soit réparti en unités plus petites chargées d'étudier des sujets bien précis. La santé est un de ces sujets constants. Je me demande pourquoi le gouvernement continue d'hésiter à diviser le Comité de la santé et du bien-être social.

Mme Bégin: C'est la première fois que j'en entends parler. Je n'ai jamais reçu de telle demande. Je suppose que la suggestion doit être faite au gouvernement. J'ignore à qui on s'est adressé auparavant. Je suppose que c'est à M. Pinard. Pourquoi ne pas lui en faire part de nouveau? Que je sache, le Cabinet n'a jamais été pour ou contre. Il n'en a jamais été . . .

Le président: Je regrette, monsieur Hawkes, mais je n'ai pas très bien compris le sens de votre question. Si vous voulez bien reprendre, je vais porter attention.

M. Hawkes: Il me semble que si tous les sujets dont est appelé à traiter ce Comité étaient confiés à divers comités plus petits, il serait plus facile d'examiner les programmes et les crédits qui y sont affectés.

Nous avons déjà consacré une journée entière de débat à ce sujet. En tant que parti, nous avons hésité à adopter le rapport actuel du comité de direction. Selon moi, le groupe chargé de la réforme parlementaire manifestait une nette préférence pour un plus grand nombre de comités permanents comptant moins de membres, mais pouvant s'attaquer plus directement aux divers sujets à l'étude. Nous n'avons pas emboîté le pas en ce qui nous concerne.

Si le ministre n'en a pas entendu parler auparavant, est-elle quand même prête à nous donner son opinion sur le sujet?

[Texte]

would do a better job as parliamentarians in holding her accountable if we had smaller subject-matter per standing committee?

What is your feeling on that?

Madam Bégin: My feelings are of no use whatsoever, to anybody. I usually use my head on matters of government like that.

I am not a member of the special committee studying rules and procedures, but I have enough friends in it to know that this very matter is being studied very carefully by them. And having listened to them in the lobby, for example, I know what work it is to conceive a new package satisfying the need we all have for in-depth scrutiny, shall I say; in-depth work. So they will make a report in the near future. And they have done that work, so I am sorry for not expressing my feelings to you, if you do not mind, Mr. Chairman.

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, through you, we will pass on to the issue of accessibility related to health care in Canada.

There are several barriers to accessibility. They include waiting lists, strikes, financial charges, the geography of Canada and something I would call information. But we do have a consumer population out there with differing senses of sophistication of how to access the health care system.

There seems to be some immediate concentration on the financial charges as the only accessibility issue. I am wondering what the minister feels is the relative importance of those five barriers to accessibility . . . waiting lists, strikes, financial charges, information and geography.

Madam Bégin: All of them except geography . . . and even there I would like to expand on it—are a direct result of provincial decisions on which I cannot do anything.

Strikes mean a disruption in the equilibrium reached between the doctors and their province, on which I can do nothing. I have never been able to do anything as the federal minister, because it is a provincial responsibility.

Waiting lists are the same.

Geography: the fact that there is or not a facility or a system of getting to a facility, an institutional facility, is of course a provincial decision as well.

We could go on with that. So what remains is the fact that the federal responsibility is to protect the five basic conditions, which are medicare, for more than 20 years; two of them, universality and accessibility—which are linked . . . are, it seems to us, a problem in some parts of the country. It is a difficult one to establish clearly, but it is one—if there are added financial barriers to the barrier you have just listed. As to waiting lists, we would need to have a serious discussion of those, in the sense that you yourself acknowledge that the

[Traduction]

Serions-nous en mesure de faire un meilleur travail en tant que parlementaires et de lui demander des comptes si nous avions à nous occuper de sujets plus limités en tant que comité permanent?

Quelle est l'opinion du ministre à ce sujet?

Mme Bégin: Mon opinion à ce sujet ne saurait être d'un aucun secours à qui que ce soit lorsqu'il s'agit de questions comme celle-là qui concerne le gouvernement.

Même si je ne fais pas partie du comité spécial qui étudie les règlements et la procédure, j'y compte suffisamment d'amis pour savoir que toute cette question fait actuellement l'objet d'une étude minutieuse. Pour les avoir entendus en discuter dans le lobby, je sais qu'il est très difficile d'en arriver à un système qui permette aux parlementaires de faire le travail soigné qu'ils souhaitent tous. Je sais qu'ils ont l'intention de présenter un rapport très bientôt à ce sujet. C'est le fruit d'un long travail. Je préfère m'en remettre à eux, si vous n'y voyez pas d'inconvénient, monsieur le président.

M. Hawkes: Avec votre permission, monsieur le président, je vais maintenant passer à la question de l'accessibilité aux soins médicaux au Canada.

Cette accessibilité est actuellement restreinte par plusieurs obstacles. Il y a les listes d'attente, les grèves, les frais à acquitter, la géographie particulière du Canada et ce que j'appellerais l'information. Tous les consommateurs en puissance n'ont pas la même connaissance du processus qui donne accès aux soins de santé au Canada.

Quand on parle de problèmes d'accessibilité aux soins de santé, on semble toujours accorder beaucoup d'attention aux frais à déboursier. Cependant, j'aimerais bien savoir du ministre ce qu'elle pense de l'importance relative de ces cinq obstacles limitant l'accessibilité: les listes d'attente, les grèves, les frais à acquitter, la géographie et l'information.

Mme Bégin: Ces cinq obstacles, à l'exception peut-être de la géographie, j'y reviendrai tout à l'heure, sont le résultat direct de décisions des provinces au sujet desquelles je ne peux rien.

Les grèves sont le résultat d'une mésentente entre les médecins et les provinces. Il est évident que je ne peux pas intervenir à ce niveau. En tant que ministre fédéral, je n'ai jamais pu faire quoi que ce soit parce que c'est un domaine qui relève directement des provinces.

C'est la même chose pour les listes d'attente.

Pour ce qui est de la géographie, la présence ou l'absence d'installations à un endroit précis, la possibilité ou l'impossibilité de se rendre à des installations à partir d'un endroit précis, dépendent de la province.

Et ainsi de suite. Le gouvernement fédéral a pour responsabilité de protéger les cinq principes de base de l'assurance-maladie. C'est ce qu'il fait depuis 20 ans. Deux de ces principes, l'universalité et l'accessibilité, qui sont d'ailleurs liées, posent des problèmes, nous semble-t-il, dans certaines régions du pays. Il est difficile de l'établir clairement. Il peut également y avoir d'autres obstacles d'ordre financier en plus de ceux que vous avez mentionnés. Pour ce qui est des listes d'attente, nous devons en discuter sérieusement. Je pense que

[Text]

public over-uses the system still. Is it fair to say that? Not much? It was one of the typical accusations against Canada some years ago, but maybe I should ask Dr. Law to comment on that one.

Dr. Maureen Law (Health Services and Promotion Branch, Health and Welfare Canada): I do not think that has a major impact on waiting lists for hospitals, because there is not very much opportunity for the patient to determine that he requires hospitalization that someone else thinks is unnecessary. So I do not think that as far as waiting lists per se are concerned, that is significant.

Madam Bégin: Okay.

The Chairman: Short question, Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Through you, Mr. Chairman, I am trying to get a handle on what the government—there is immediate priority on financial charges. I am wondering really whether the government shares that view, that the greatest barrier to accessibility is in the financial charge area, or whether in fact it is at least equivalent in some of these other areas: waiting lists, strikes, information, geography.

We could add to that. The medicare principle of comprehensiveness suggests alternate modes of medical care delivery, some of which, such as community health clinics, make medicare more accessible.

• 1025

If you do an educational job in the somewhat poorer areas of the country, you can increase the sophistication of the population and make them more likely to come forward to seek the medical assistance they need. I am just trying to gather in this short question, Mr. Chairman, some sense of whether the government really considers the financial charges to be the primary barrier to accessibility in our current Canadian health care system.

The Chairman: Madam Minister.

Madam Bégin: Just to reassure the members who think maybe I am speaking for myself when I comment on medicare, I do speak in the name of the government. This is government policy I am expressing. The responsibility, the jurisdictions, being what they are, what we are trying to do while still respecting the different jurisdictions is to clarify the rules of the game for everybody regarding their favorite institution, medicare. Extra-billing or user fees, for example—and even on user fees it is a little less clear—are not in the legislation which exists today, expressed as a breach. No crystal-clear breaches are identified as being breaches to one of the conditions.

That is what we are trying to do. Some of the barriers you have indicated on those tracks cannot be something on which people rule in legislation, and especially not federal, when it is so provincial. It is not something we have identified as a key barrier, because that is not the common state of medicare in Canada. At times in our history they did suffer from work

[Translation]

vous-même conviendrez du fait que le public abuse du système dans une certaine mesure. Il y a quelques années, on n'hésitait pas à en faire la remarque. Je ne sais pas si M^{me} Law peut préciser.

Mme Maureen Law (Direction générale des services et de la promotion de la santé, Santé et bien-être social du Canada): Je ne pense que ce soit un facteur qui ait beaucoup à voir avec les listes d'attente dans les hôpitaux. Il n'est guère facile pour un patient d'établir qu'il a besoin d'être hospitalisé lorsque quelqu'un d'autre a émis un avis contraire. Je doute que ce soit un facteur très important dans les listes d'attente.

Mme Bégin: Très bien.

Le président: Une brève question, monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Je me demande ce que pense vraiment le gouvernement. Les priorités immédiates semblent être accordées au problème des frais à acquitter. Ce que je veux savoir, c'est ce qui, aux yeux du gouvernement, représente l'obstacle le plus important à l'accessibilité aux soins de santé. Je veux savoir si les listes d'attente, les grèves, l'information, la géographie sont des obstacles aussi importants que les frais à acquitter.

Par ailleurs, les principes sous-jacents à l'assurance-maladie incluent une couverture complète et, donc, un certain nombre de systèmes de prestation de soins médicaux comprenant, par exemple, les cliniques communautaires qui rapprochent les soins de santé des gens.

Si on renseigne les gens dans les régions les plus pauvres du pays, on les sensibilisera aux possibilités, pour les encourager à demander l'aide médicale nécessaire. Monsieur le président, ma question a pour but de déterminer si le gouvernement considère vraiment que les coûts du service sont l'obstacle principal à l'accès aux services de santé canadiens actuels.

Le président: Madame le ministre.

Mme Bégin: Aux députés qui pourraient en douter, je leur rappelle que je parle non pas en mon nom, mais bien au nom du gouvernement au sujet des soins de santé. C'est la politique du gouvernement que j'énonce. Étant donné le partage des responsabilités et des compétences, nous tâchons, tout en les respectant, d'éclaircir les règles du jeu au sujet de l'institution favorite de tous, l'assurance-maladie. La facturation supplémentaire, ou l'imposition de frais aux prestations de service, par exemple—et ce n'est pas très clair au sujet de ces frais—ne sont pas prévus dans la loi comme étant des infractions. La loi n'identifie clairement aucune de ces choses comme infraction à l'une des conditions.

C'est ce que nous tentons d'établir maintenant. Pour certains des obstacles que vous mentionnez, la loi ne peut constituer une barrière, surtout pas au niveau fédéral, puisque c'est un domaine de compétence provincial absolu. Nous n'avons pas identifié cela comme étant une barrière clé, car ce n'est pas la situation commune des soins de santé dans toutes

[Texte]

disruption, but that is not a normal barrier in medicare in Canada the way we know it.

The waiting list is a totally different concept or problem, which has to do clearly with provincial administration. But the financial barrier—the member does not seem to see, to observe, to understand, that somehow—of course, it is key, because it could be the first barrier to prevent people from getting the care they need, but he does not seem to understand that erosion on that ground is the surest way to bring us back to pre-medicare days. Then, people who could be and were eligible for private insurance had to take it out to pay for the added costs. That is what we want to avoid.

The Chairman: Thank you, Mr. Hawkes. I will try to get back to you if I can.

Mr. Marceau.

M. Marceau: Merci, monsieur le président.

Madame le ministre, on constate, et c'est bien évident, que les services de santé coûtent de plus en plus cher, et on cherche des solutions pour en maintenir la qualité, à un coût moindre. Est-ce que vous croyez que les services de santé sont affectés, dans leur ensemble, par la situation économique actuelle, ou si on peut quand même les maintenir, peut-être à un coût moindre? Autrement dit, est-ce que la philosophie qui veut que les services de santé doivent nécessairement coûter cher, que leur coût doit toujours augmenter, est-ce que cette philosophie-là n'est pas un peu modifiée par le fait que même s'il y a des augmentations, mais des augmentations plus limitées, on peut quand même garder des services de santé quand même assez bons dans l'ensemble?

Mme Bégin: Nous pensons qu'avec la pleine augmentation que recevra l'assurance-santé durant les cinq prochaines années de notre côté, et surtout tenant pour acquis que les provinces en font à peu près du pareil, le système de santé peut continuer au Canada à offrir un service de qualité à tous. À tous! J'insiste là-dessus. C'est vraiment un cas d'universalité. Vous, vous êtes du Québec; au Québec, on n'a pas ce problème-là, parce que la loi provinciale protège les Québécois d'un double système de santé, un pour les riches et un pour les pauvres.

• 1030

Cette année, par contre, les prévisions budgétaires qui vous sont présentées pour approbation font état d'une augmentation pour l'assurance-santé, à partir du 1^{er} avril, de 9.8 p. 100 en moyenne, pour tout le Canada, dans chacune des provinces. C'est une augmentation qui correspond, selon la loi, aux facteurs inflationnistes. Il est bien évident qu'un gros système comme celui-là peut toujours prendre plus d'argent. Cependant, nous estimons, et je base mon jugement sur celui des spécialistes comme le juge Hall, que contrairement à ce que l'Association médicale canadienne tente de faire croire à la population, dans un *lobbying* important qu'elle a fait récemment, la qualité des soins n'est pas en cause au Canada. Le sujet en cause est plutôt la conservation de cette qualité qui

[Traduction]

les juridictions au Canada. Les soins de santé ont été interrompus à cause des arrêts de travail, dans le passé, mais cela n'est pas considérée comme une barrière normale dans le système actuel des soins de santé au Canada.

Le problème de la liste d'attente est tout à fait différent, car il relève clairement de l'administration provinciale. Bien sûr, la barrière financière est un facteur clé, car c'est le premier qui pourra empêcher les gens de rechercher les soins nécessaires, mais le député ne semble pas comprendre que l'érosion de cet élément est la façon la plus certaine de revenir à la situation qui précédait l'établissement de l'assurance-maladie. À ce moment-là, les personnes admissibles à l'assurance privée devaient s'assurer pour payer les frais additionnels. C'est ce que nous voulons éviter.

Le président: Merci, monsieur Hawkes. Si possible, je vous redonnerai la parole.

Monsieur Marceau.

Mr. Marceau: Thank you, Mr. Chairman.

Madam Minister, you note the obvious, that health services are more and more expensive, and we are trying to find solutions to maintain the quality, at a lower cost. Do you think that health services are in general affected by the present economic crisis, or can we maintain them, at still a lower cost? In other words, do you think the theory that health services must necessarily cost more, that the costs must constantly increase, ought to be modified by the fact that even with more restricted increases, we can still maintain very good health services in general?

Madam Bégin: We feel that, with the increases that the federal government will provide over the next five years through the health services, and taking for granted that the provinces will do as much, the health service system in Canada is to continue to provide quality services to everyone! This is truly a universal program. You are from Quebec; and in Quebec you do not have that problem, because the provincial legislation protects Quebecers from a double health service system, one for the rich, and one for the poor.

On the other hand, this year, the estimates which have been tabled for your approval, provide for an increase for health insurance services of 9.8% on average for all provinces, as of April 1. The increase corresponds to the cost of inflation as provided for under the act. Of course, a huge system of this kind can always absorb more money. However, based on the judgements of such specialists as Judge Hall, contrary to that of the Canadian Medical Association who has recently launched an important lobby to influence the population, we believe the health services in Canada are not a matter of concern. Rather, it is the preservation of that same quality for everyone that is a concern. We will not accept that the rich should have one quality of service, and the less rich another.

[Text]

serait identique pour tous. Nous n'accepterons pas une qualité de soins pour les riches et une médecine pour les autres.

M. Marceau: Madame le ministre, dans ces solutions envisagées pour essayer de diminuer ou de maintenir les coûts à des montants qui ne soient pas trop élevés, la politique de votre ministère est-elle d'encourager davantage les associations bénévoles? Quel rôle, au sein de votre ministère, jouent les associations bénévoles? Une de ces associations a justement fait des représentations; il s'agit de Sérena que le ministère a aidé à un certain moment. Cependant, il semblerait que cette aide diminue maintenant. Je trouve cela quelque peu surprenant, à prime abord, car je me demande si ces associations n'existent pas, justement, pour aider à diminuer, à longue échéance, le coût des services de santé, par leur implication. Cependant, on diminue l'aide à ces groupes. Quelle est la philosophie du ministère à ce sujet?

Mme Bégin: Au sujet des organisations bénévoles à caractère national, ou l'équivalent, et Sérena fait plutôt partie de cette catégorie, notre philosophie est de tout faire pour les aider. C'est le secteur privé des affaires sociales; ce sont elles qui prennent les risques que les gouvernements ne prennent pas, et ce sont toujours elles qui sont les meilleurs agents... et j'ose employer cette expression... du changement social. En général, c'est notre philosophie.

Le budget général pour ces associations est de 2.5 millions de dollars, mais j'ai le plaisir de confirmer aujourd'hui que je reviendrai devant le Comité lors de l'étude des prévisions budgétaires supplémentaires, car j'ai obtenu du conseil des ministres, une somme additionnelle de 3.2 millions de dollars. Donc, l'ensemble des associations de bénévoles, nationales, recevant déjà des *sustaining grants*, des subventions de soutien, ainsi que celles que nous ne pouvions pas accommoder, et il y en a beaucoup, vont toutes être invitées, Sérena inclusivement, à présenter leurs demandes à notre comité spécial formé de gens de mon Ministère et des spécialistes de l'extérieur, qui analyseront toutes les demandes du domaine de la santé et du bien-être, qui compareront ces associations entre elles et qui leur attribueront ces nouveaux fonds qui sont plus que le double de ce qu'elles recevaient déjà. Je trouve cela très important.

M. Marceau: Merci, madame le ministre.

Je voudrais dire, pour ceux qui en doutent, que la question ne m'avait pas été pointée! C'est une information qui m'est communiquée sans avis préalable.

Madame le ministre, dans le domaine des pensions, il se fait beaucoup de travail; vous avez publié des ouvrages et un comité a été formé à cet égard. J'ai eu l'occasion, lors de la dernière fin de semaine, de rencontrer des représentants de l'AFEAS, mouvement par excellence au Québec, de représentations de milliers de femmes très encouragées par vos agissements et par les perspectives d'avenir dans le domaine des pensions. Ces personnes m'ont posé une question et j'aimerais que vous m'en donniez la réponse. La plupart de ces dames souhaiteraient pouvoir participer au Régime des rentes du Québec en payant les cotisations.

[Translation]

Mr. Marceau: Madam Minister, in your solutions to reduce or to maintain the costs at reasonable levels, is it the policy of your department to encourage the use of volunteer associations? What role do these associations play in your department? Indeed, one of those associations has recently made representations to us; it was the Association Serena Canada that the department has helped at one time. However, it would seem that the assistance provided has decreased. And I find that rather surprising, since I wonder if the very role of those associations is not to decrease the cost of health services by their involvement over the long term. And yet, assistance to these groups is decreasing. What is the position of the department in this regard?

Madam Bégin: Our philosophy is to help in every way all volunteer organizations of a national character or its equivalent, as is the case for Serena. It is the private sector of social affairs; they are the organizations who are willing to take the risks that governments will not take, and they are always the best agents for, if I may use that expression, social change. That is our philosophy in general.

This year the main estimates provide some \$2.5 million for these associations, but I have the pleasure of announcing today I shall be back before the Committee when it studies supplementary estimates, since I have obtained an additional \$3.2 million from the Cabinet. So, all national volunteer associations who are already receiving sustaining grants, as well as those we have not been able to accommodate up to now, and there are many, will all be invited, including Serena, to present their submissions to a special committee comprising people from my department, and outside specialists, who will analyse those requests, for health and welfare moneys, compare the associations to each other, and eventually allocate these new funds, which more than double the funds previously provided. I think that most important.

Mr. Marceau: Thank you, Madam Minister.

For those of you who may be in doubt, this question was not planted! I had no prior notice of this information.

Madam Minister, much work is being done in the area of pensions; you have published some reports, and a committee is now established to look into the matter. Last weekend, I met representatives of the AFEAS, the lobby group par excellence in Quebec representing the thousands of women who are most encouraged by your efforts, and by the future opportunities in the area of pensions. They asked me a question, for which I will ask an answer from you. Most of these women would like to participate in the Quebec pension plan, by paying their contributions.

[Texte]

Actuellement, les femmes au foyer ne peuvent pas, même en payant une cotisation, participer au Régime des rentes. Elles m'ont posé cette question et je me suis engagé à vous la transmettre dès que je vous verrais. Quelle est votre réaction face à cette possibilité d'un Régime des rentes qui donnerait accès à la femme au foyer, si elle en paie les cotisations?

• 1035

Je sais que le cas a déjà été étudié et je voudrais que vous me fassiez part de vos commentaires à ce sujet.

Mme Bégin: Je pense que c'est moi-même qui ai lancé l'idée, qui l'ai testée auprès de groupes de femmes. D'abord, je peux conclure que les femmes de l'AFEAS, qui sont environ 38,000 au Québec, dans toutes nos petites villes, sont à l'aise, font partie de la classe moyenne. C'est cela que je peux conclure. Elles expriment donc ce désir-là, que je comprends très bien. Cela veut dire qu'elles auraient à payer mensuellement... Eh bien, je vais donner le chiffre annuel, car je n'ai pas le chiffre mensuel. Ces femmes-là devraient payer \$601.20 par année sur douze mensualités ou autrement, peu importe. C'est cela, le problème. En vous donnant ce chiffre, je vous expose le problème de toutes les femmes qui n'auront jamais \$601.20 par année. Alors, qui va payer pour elles?

Bien sûr, notre système nous permet de rattraper ces femmes-là par le supplément de revenu garanti, mais cela ne leur donne pas une pension supplémentaire en leur nom propre. C'est pour cela qu'on a mis au point une autre approche qui est offerte dans le livre intitulé *Les femmes et les pensions...*, le petit livre vert: c'est la division de crédits. Depuis lors, une nouvelle idée est sortie de l'AFEAS de Pierreville, qui va essayer de la diffuser pour voir si les femmes un peu partout sont d'accord, à savoir que cette fameuse exemption fiscale de personne à charge, qui apparaît à l'impôt pour les femmes au foyer, pourrait par le truchement de la loi, être versée obligatoirement par le mari dans un fonds de pension pour sa femme.

J'espère que c'est clair; ce n'est pas moi qui dis cela, je ne l'ai pas inventé, je n'y ai jamais pensé; c'est l'AFEAS de Pierreville qui m'a dit cela récemment et qui s'est engagée à faire circuler l'idée. Depuis, il y a des femmes qui m'en ont parlé ailleurs au Canada. C'est de cela qu'il faut discuter au Comité spécial.

M. Marceau: Merci, madame.

The Chairman: Thank you, Mr. Marceau.

Dr. Halliday.

Mr. Halliday: Thank you, Mr. Chairman.

I do not want to disappoint Mr. Blaikie, but my first question will not be on the issue of the new Canada health act, so called. I want to question the minister first on her priorities with various groups as she sees them.

My question is partially prompted by your introductory comments, Mr. Chairman, this morning. I am very interested in knowing, Mr. Chairman, how the minister feels she allocates her time, which I know is difficult for any minister,

[Traduction]

At this time, housewives may not, even if they could contribute, participate in the Quebec pension plan. They asked the question, and I promised I would ask you, at the first opportunity. How do you feel about the possibility of housewives participating in the Quebec Pension Plan, if they were willing to pay the contributions?

I know this has already been studied, and I would like you to comment on it.

Madam Bégin: I think that I was the one who came up with the idea, which I tested on women's groups. First, I have come to the conclusion that the women who belong to the AFEAS—there are about 38,000 of them in Quebec, in all of our smaller cities—are middle class and are comfortably off. That is the conclusion I have come to. They have expressed a wish to do this and I find it perfectly understandable. This means that they would have to make monthly payments... I will give you the yearly figure, because I do not have the monthly one. These women would have to pay \$601.20 per year in the form of 12 monthly payments or in some other way, it does not really matter. That is the problem. By quoting this figure, I have made you aware of the problem for all of the women who will never have \$601.20 per year. Who will pay for them?

Of course, these women are caught by the guaranteed income supplement net, but that does not give them an extra pension in their own name. That is why we came up with another approach as described in the little green booklet called "Women and Pensions": It is the credit sharing system. Since then, the Pierreville AFEAS has come up with a new idea which they will try to publicize to see whether women everywhere agree with it: the husband could be required by law to put the famous tax exemption for dependants, which applies to women who stay at home, into a pension fund for his wife.

I hope that it is clear; it was not my idea, I was not the one who came up with it, I never thought of it; the Pierreville AFEAS told me about it recently and promised to publicize it. Since then, women have talked to me about it elsewhere in Canada. It should be discussed by the special committee.

Mr. Marceau: Thank you, Madam Bégin.

Le président: Merci, monsieur Marceau.

Monsieur Halliday.

M. Halliday: Merci, monsieur le président.

Je ne veux pas décevoir M. Blaikie, mais ma première question ne porte pas sur la nouvelle Loi canadienne de la santé, comme on l'appelle. Je voudrais d'abord interroger le ministre sur ses priorités et sur la répartition de son temps entre les groupes.

Ma question était partiellement provoquée par votre déclaration préliminaire. Je m'intéresse beaucoup, monsieur le président, à la façon dont le ministre répartit son temps. Je sais que c'est difficile pour un ministre et ce surtout pour un

[Text]

particularly one with as many responsibilities as our minister here today has, and so how she ranks her priorities for her fellow MPs and in particular this committee.

I got an inkling from what the chairman said that possibly we will be lucky to see you as often as we would like to, and I want to have some idea as to where you feel we fit in in your list of priorities for your time.

The Chairman: Number one.

Madam Bégin: Extremely high. I even dream of you at times, and it is a nightmare.

Mr. Halliday: Me personally?

The Chairman: What is your next question?

Madam Bégin: No, no. In a serious manner, Mr. Chairman, I also appear when invited to the special pension committee, where I will be as soon as we are back from Easter, and I also appear at the committee for the disabled, which I am appearing in on April 14 or 15.

Mr. Halliday: That was my next question. What date is that to be? Do we know now?

Madam Bégin: It is either the 14th or the 15th . . .

Mr. Halliday: Of April.

Madam Bégin: —at the choice of the committee. The committee never offered me a date. Can I make that clear?

Mr. Halliday: Well, I think the committee, Mr. . . .

Madam Bégin: So I phoned the committee, begging them to appear.

The Chairman: No. She is talking about the disabled committee.

Mr. Halliday: Mr. Chairman, I happen to be on that committee, and we have been trying for months to get the minister to come to that . . .

Madam Bégin: No, it is not true. I myself phoned the clerk this morning to clarify rumours that came to me last night. I was quite surprised, and he said he never said that . . .

An hon. Member: Perhaps it is your staff.

Madam Bégin: —because it was never done. So can I clarify that?

• 1040

Mr. Halliday: Mr. Chairman, Miss MacDonald says that is her staff. Now that is my next question, because it has come to my attention from very reliable sources that the Chairman of the Ontario Select Committee on Pensions, after trying several times, has been unable to see you at all. It has also come to my attention that a very prominent . . .

Madam Bégin: Just a second; I do not refer to the Ontario legislature.

Mr. Halliday: Just a minute. It has also come to my . . .

[Translation]

ministre qui a autant de responsabilités que M^{me} Bégin. Je voudrais donc savoir dans quelle mesure elle accorde la priorité aux députés, surtout aux députés qui siègent au comité.

Le président a laissé entendre que nous aurons peut-être la chance de vous voir aussi souvent que nous le voudrions et je voudrais savoir où nous nous plaçons sur votre liste de priorités.

Le président: Les premiers!

Mme Bégin: Vous êtes presque en tête de liste. Il m'arrive même de rêver de vous, mais c'est plutôt un cauchemar.

M. Halliday: De moi personnellement?

Le président: Voulez-vous passer à la question suivante?

Mme Bégin: Non. Pour parler sérieusement, monsieur le président, je comparais également devant le Comité spécial sur les pensions, lorsque l'on m'invite à témoigner. C'est d'ailleurs ce que je dois faire dès que nous reviendrons du congé de Pâques. Je dois comparaître aussi, les 14 et 15 avril, au Comité des handicapés.

M. Halliday: Voilà, c'est justement ce que j'allais vous demander. Pouvez-vous me dire la date? L'a-t-on déjà fixée?

Mme Bégin: C'est soit le 14, soit le 15.

M. Halliday: Avril.

Mme Bégin: C'est au Comité de choisir. Le comité, d'ailleurs, ne m'a jamais proposé de date. Je tiens à le préciser.

M. Halliday: Je crois que le Comité . . .

Mme Bégin: J'ai téléphoné au greffier et je l'ai supplié de me laisser comparaître.

Le président: Non. Elle parle du Comité des handicapés.

M. Halliday: Comme par hasard, monsieur le président, je suis membre du comité en question et nous tentons depuis des mois de convaincre le ministre de venir . . .

Mme Bégin: C'est inexact. J'ai appelé le greffier ce matin pour lui demander des précisions concernant certains bruits qui me sont parvenus hier soir. J'étais très étonnée et il m'a dit qu'il n'a jamais dit . . .

Une voix: C'était peut-être votre personnel.

Mme Bégin: . . . parce que cela n'a jamais été fait. Est-ce clair?

M. Halliday: M^{me} MacDonald prétend que c'était un membre de son personnel. Je passe donc à la question suivante: je tiens, de source sûre, que le président du Comité du gouvernement de l'Ontario sur les pensions a tenté de vous voir à plusieurs reprises, mais qu'il n'a pas réussi. On me dit également qu'une personne très connue . . .

Mme Bégin: Un moment; je n'ai rien à voir avec l'Assemblée législative de l'Ontario.

M. Halliday: Attendez. On me signale également . . .

[Texte]

The Chairman: I do not mind casual interjections, but I think it is best to let somebody question for a bit and then have some responses that keep somewhere in the committee.

Dr. Halliday.

Mr. Halliday: Thank you, Mr. Chairman.

I just wanted to continue with another example. There is a gentlemen here in Ottawa, an expert on pensions, who has tried several times for an interview with the minister and has been unable to get it. He is a man who is very knowledgeable about pensions. He has spent a lot of time with the Bank of Canada in the past.

The Chairman: Do you have his name?

Mr. Halliday: His name is J.R. Ferguson. Both he and the Chairman of the Ontario Select Committee on Pensions—who have real reason to be interested in how the minister views the issue of pensions in this country—have been unable, after repeated tries, to have an interview with the minister. Now, as Miss MacDonald says, what is the problem? Is the problem with the minister herself? Does she not want to see these people? Or is the problem with her staff, who are not letting her know that these requests are being made?

The Chairman: Madam Minister.

Madam Bégin: All requests on my time are always received by the staff, but come to me, for which I take full responsibility.

But you were asking about my priorities. Well, my priorities are to the federal committees of the House, clearly. I think it is very easy to accept, let alone to understand, that I would not appear in a provincial legislature; that is my clear priority. When you speak of that special pension committee of the Ontario legislature, you have the answer automatically. It is very, very hard for—and I will always remember David Crombie's face when I briefed him when he succeeded me—the demands on time. It is hard. We try to see once a year every group that has to do with health and welfare—just fit that into an agenda, for example.

So I do not know the gentleman you speak of, but there are many. Is he from the industry of pension, or is he a pensioner himself? You know, I do not know the gentleman called Mr. Ferguson.

Mr. Halliday: May I go on to another question which follows on this last one? I respect the fact that you have said your primary . . .

Madam Bégin: Has he written me? Maybe you can suggest that he write to me.

Mr. Halliday: I shall do that, Mr. Chairman.

Now this is supplementary to your response that your first responsibility lies to the committees of this federal House. Of course, with that I agree. Having said that now, may I inquire from the minister what her routine will be, or what her plans are for the discussions that are going to ensue on the so-called Canada health act? It is my understanding from what the

[Traduction]

Le président: Je ne m'oppose pas à ce que vous fassiez des interjections, mais il faudrait permettre au député de poser ses questions et intervenir après.

Monsieur Halliday.

M. Halliday: Merci, monsieur le président.

Je vous donne un autre exemple. Il y a une personne ici à Ottawa, spécialiste des pensions, qui a tenté à plusieurs reprises d'obtenir une entrevue avec le ministre, mais il n'a pas réussi. Il connaît très bien les pensions. Il a travaillé pendant longtemps à la Banque du Canada.

Le président: Savez-vous comment il s'appelle?

M. Halliday: Il s'appelle J.R. Ferguson. Ni lui ni le président du Comité du gouvernement de l'Ontario sur les pensions—qui ont tous les deux intérêt à savoir ce que le ministre peut penser des régimes de retraites au Canada—n'ont réussi, après avoir essayé à plusieurs reprises, à obtenir une entrevue avec le ministre. Comme le demande M^{lle} MacDonald, où est le problème. Est-ce le ministre qui a un problème? Est-ce qu'elle ne veut pas voir ces personnes? Ou est-ce que les membres de son personnel ne lui font pas savoir qu'on a demandé des entrevues.

Le président: Madame le ministre.

Mme Bégin: Toutes les demandes de ce genre me sont transmises par mon personnel; j'en suis donc entièrement responsable.

Vous m'avez interrogée sur mes priorités. J'accorde évidemment la priorité aux comités de la Chambre des communes. Il faut reconnaître, sinon comprendre, que je ne comparais pas devant l'assemblée législative d'une province; c'est clair. Vous avez parlé du Comité spécial de l'Assemblée législative de l'Ontario qui étudie les pensions. Vous avez déjà la réponse. Il est extrêmement difficile—et je n'oublierai jamais le visage de David Crombie lorsque je lui ai dit ce qui l'attendait—de trouver le temps de tout faire. C'est difficile. Nous essayons de voir, une fois par année, tous les groupes qui s'occupent de la santé et du bien-être. Allez donc essayer d'organiser tout cela.

Je ne connais pas la personne dont vous avez parlé, mais il y en a tellement. Est-ce un représentant du secteur des pensions ou un retraité? Vous savez, je ne connais pas ce M. Ferguson.

M. Halliday: Puis-je vous poser une autre question, qui fait suite à celle que je viens de vous poser? J'accepte que vous ayez dit que votre principale . . .

Mme Bégin: M'a-t-il écrit? Vous pourriez peut-être lui proposer de m'écrire.

M. Halliday: Voilà ce que je ferai, monsieur le président.

Vous avez dit que vous êtes responsable, d'abord et avant tout, devant les comités de la Chambre des communes. Avec cela, je suis entièrement d'accord. Mais je voudrais demander au ministre ce qu'elle a l'intention de faire à propos de ce que l'on appelle la loi canadienne de la santé, qui sera bientôt débattue. A-t-elle un calendrier? Je crois comprendre qu'elle a

[Text]

minister said in the House not too long ago that once the Justice Department has something drafted, it is then going to the provincial counterparts. I was a little disappointed to hear that. I thought that probably we here in this House rated a little higher priority than your counterparts provincially. I am wondering when the MPs are going to have a look at the so-called Canada health act. Do we not have priority over your provincial counterparts and their people?

Madam Bégin: Not in that case, sir. Is that what you call in English a no-win situation? Can you just imagine that I would give you the bill before I give it to the provincial minister, and you would blast me from the opposite side of the House the same afternoon? I have to respect the rules of the game that you and I voted upon when we decided it was a joint program. If I am in a negotiation, yes, I owe to my provincial counterpart first look at the Canada health act.

I am sorry, I do not know what else I can say to explain that.

Mr. Halliday: Mr. Chairman, I respect the fact that she needs to have consultation with the provinces, but I would think that when she has something drafted at the federal level, we might be entitled to have a look at it as well as the provinces—maybe simultaneously.

Madam Bégin: Yes, as soon as there is a draft to the House of Commons. But the first draft, I thought I had explained earlier, is really a working tool. Instead of talking around the problem through all sorts of documents, I thought it would be far easier in terms of human relations to have the draft act as a starting point that will be negotiated. When the draft act is ready it will be, of course, tabled with the House of Commons.

Mr. Halliday: Mr. Chairman, could we have her target date for when that will be available for the provincial ministers, then?

Madam Bégin: I am afraid I do not have it myself. Justice has given top priority to it.

• 1045

Mr. Halliday: Mr. Chairman, the minister expressed some disappointment in her remarks earlier to Mr. Blaikie that the CMA had, in a way, misrepresented what her position—the department's position—was in the way they published this document they put out. Could the minister tell us, Mr. Chairman, whether the document that the CMA had access to, one way or another, was, indeed, a document that was approved either by her or her officials? Did it represent the thinking of her or her officials, I should say.

Madam Bégin: I said very clearly earlier today that that document had not come to me. It was a document by officials for other officials...

Mr. Halliday: So, Mr. Chairman, it represented the thinking of some of her officials. Is that fair to say?

[Translation]

dit à la Chambre, il n'y a pas très longtemps, qu'une fois que les fonctionnaires du ministère de la Justice auront rédigé un projet de loi, celui-ci sera étudié par ses homologues provinciaux. J'avoue que j'ai été un peu déçu d'entendre cela. Je me serais attendu à ce que la Chambre des communes ait la priorité par rapport aux homologues provinciaux. Quand est-ce que les députés pourront voir ce fameux projet de loi? N'avons-nous pas la priorité par rapport à vos homologues provinciaux et leurs fonctionnaires?

Mme Bégin: Non pas dans ce cas-ci, monsieur. Il n'y a rien à faire. Si je déposais le projet de loi sans consulter le ministre provincial, vous m'engueuleriez à la Chambre. C'est nous, vous et moi, qui avons décidé que le programme serait mixte et je dois respecter la règle du jeu. Puisqu'il s'agit de négocier, je dois d'abord montrer le projet de loi à mes homologues provinciaux.

Je suis désolée, mais je ne puis l'expliquer autrement.

M. Halliday: J'admets, monsieur le président, que le ministre doit consulter ses homologues provinciaux, mais étant donné qu'il s'agit d'un projet de loi fédéral, elle pourra peut-être nous le montrer en même temps qu'elle le montre aux provinces, simultanément.

Mme Bégin: Oui, dès que le projet de loi sera déposé à la Chambre des communes. Mais la première version, comme j'ai dit tout à l'heure, n'est vraiment qu'un document de travail. Au lieu de produire toutes sortes de documents, j'ai cru qu'il serait plus facile, pour les personnes intéressées, de rédiger un projet de loi qui servirait de point de départ aux négociations. Lorsque le projet de loi sera prêt, il sera, bien sûr, déposé à la Chambre des communes.

M. Halliday: Le ministre peut-elle nous dire quand le projet de loi sera remis aux ministres provinciaux?

Mme Bégin: Je ne sais pas la date. Le ministère de la Justice lui accorde la priorité.

M. Halliday: Monsieur le président, le ministre a dit tout à l'heure, en réponse aux questions de M. Blaikie, qu'elle avait été déçue que l'Association médicale canadienne ait en quelque sorte déformé sa position et celle de son Ministère dans le document que l'AMC a fait publier. Monsieur le président, le ministre pourrait-elle nous dire si le document auquel l'AMC a eu accès d'une façon ou d'une autre en est un qui avait été approuvé soit par elle soit par ses subalternes? Ou plutôt, ce document correspond-il au point de vue du ministre et des hauts fonctionnaires qui travaillent avec elle?

Mme Bégin: J'ai très clairement expliqué tout à l'heure que ce document ne venait pas de moi. Il s'agit d'un document préparé par des hauts fonctionnaires pour d'autres hauts fonctionnaires...

M. Halliday: Par conséquent, monsieur le président, ce document correspond à ce que pensent un certain nombre des

[Texte]

Madam Bégin: Just a second, let me finish, you interrupted me—which represented the mood and the discussions of the May provincial-federal meeting of ministers. By the way, it is part of a series of discussion papers.

Mr. Halliday: Mr. Chairman, on . . .

The Chairman: Dr. Halliday, I am sorry to cut you off, but we will have the minister back as often as we can. I will go on to Miss MacDonald for the second round.

Miss MacDonald.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Thank you, Mr. Chairman.

Earlier, when I was asking about the 6 and 5 limitation on old age pensions, we were given the present forecast by the minister as to the funds that will be made available for reallocation elsewhere. I just want to point out that when this program was introduced in the budget of June 1982 the Minister of Finance said that the old age pension limitation would mean \$105 million. Then the Minister of Health told us, when she was before us in December 1982 that it would mean \$84 million. Now today we are told it is \$20 million. Could I have from the minister, not necessarily today, or from the minister's officials, the projected inflation rates over the period of time this program is in effect in the same way that it was given to me on December 14, 1982, quarter by quarter? If that information is available today, I would take it; if not, I would be only too happy to have it sent to me or to the committee.

Madam Bégin: Maybe we could table it. It is a long table.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Fine. That would be satisfactory.

The Chairman: It is up to the member, I think, whether . . .

Madam Bégin: It will be revised and tabled, Mr. Chairman.

The Chairman: —she wants it tabled or answered now.

Miss MacDonald, what do you want to do?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Thank you. I would be happy to have it tabled and supplied to me. I want to get the forecasts that the department is working on. Also, I would just point out that these moneys were being reallocated—according to the budget of June 1982 of the Minister of Finance—to a number of other programs, including the child tax credit increase, which is going to amount to some \$250 million.

[Traduction]

hauts fonctionnaires qui travaillent pour le ministre, n'est-ce pas?

M. Bégin: Un instant. Permettez-moi de terminer, car vous m'avez interrompu . . . Ce document représente l'esprit et le contenu des discussions de la réunion de mai des ministres fédéral et provinciaux. D'ailleurs, ce document n'en est qu'un parmi toute une série de documents de travail.

M. Halliday: Monsieur le président, pour . . .

Le président: Excusez-moi de vous interrompre, docteur Halliday, mais le ministre reviendra devant nous aussi souvent que cela sera possible. Je cède maintenant la parole à M^{lle} MacDonald, pour le deuxième tour.

Mademoiselle MacDonald.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Merci, monsieur le président.

Tout à l'heure, lorsque j'interrogeais le ministre au sujet de la limite de 5 et de 6 p. 100 qui a été imposée aux pensions de vieillesse, elle nous a donné les prévisions actuelles pour ce qui est des fonds pouvant être réaffectés ailleurs. J'aimerais tout simplement signaler que lorsque ce programme a été annoncé dans le cadre du budget de juin 1982, le ministre des Finances avait alors dit que cette limite imposée sur les pensions de vieillesse équivaldrait à 105 millions de dollars. Mais le ministre de la Santé nous a dit, lorsqu'elle a comparu devant nous en décembre 1982, qu'il s'agirait plutôt de 84 millions de dollars. Et aujourd'hui, on nous donne le chiffre de 20 millions de dollars. Le ministre ou les hauts fonctionnaires qui travaillent pour elle pourraient-ils me fournir, il n'est pas nécessaire que cela soit fait aujourd'hui, les taux d'inflation prévus pour la période au cours de laquelle ce programme sera en vigueur, et ce trimestre par trimestre, comme les chiffres qu'on avait fournis le 14 décembre 1982? Si vous avez ces renseignements sous la main, ce serait parfait; sinon, je vous demanderais de me les envoyer ou encore de les faire parvenir au Comité.

Mme Bégin: Nous pourrions peut-être les déposer. Le tableau est assez long.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Très bien. Cela me satisfait pleinement.

Le président: C'est au député, je pense, qu'il revient de savoir si . . .

Mme Bégin: Monsieur le président, ce tableau sera révisé et déposé.

Le président: . . . elle veut que cela soit déposé ou si elle veut avoir une réponse tout de suite.

Mademoiselle MacDonald, que voulez-vous?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Merci. Je veux bien que ce tableau soit déposé et qu'il me soit envoyé. J'aimerais avoir les prévisions auxquelles travaille le ministère. J'aimerais d'autre part signaler que d'après le budget de juin 1982, certaines sommes d'argent allaient être réaffectées à d'autres programmes dont l'augmentation de l'exemption fiscale pour les enfants, pour un total de quelque 250 millions de dollars.

[Text]

What I would like to know is, as the funds being reallocated are diminishing, where are the new funds coming from to pay for the other programs that had been included in that budget?

I realize that perhaps this is a question that should go to the Minister of Finance, but since all these programs are under the jurisdiction of the Minister of Health and Welfare, she may have some . . .

The Chairman: It is up to the minister to decide whether it is in her domain or not, or whether she has a comment on it.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): That is fine. I will put the question . . .

The Chairman: She says no.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I will follow that up with the Minister of Finance.

Mention was made by Mr. McCauley of the report of the National Council of Welfare, and I was glad to hear the minister saying that any changes that were being looked at would be considered in the context of all the programs—some of us have been pressing for that for a long time—rather than singling out some special tax measure or some individual program. But in that report of the National Council of Welfare, there was another suggestion made as to how this might be handled.

• 1050

I would like to know whether or not that is under any consideration by the department, or if it is being given any study. I do not advocate it one way or another; I just want to know whether or not it is being studied. It was a suggestion on page 45 of their report, which suggested an alternative method to applying a test of income, an alternative method which would maintain the appearance of universality, would be to continue universal payment but subject benefits to a surtax. I wonder whether or not this approach is being considered at all by the department.

Madam Bégin: Not to my knowledge. Could we see the page, because I do not have it.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): It is one of the things which the council puts forward as an alternative and a way to bring together both the programs and the tax measures. It is at the bottom of the page.

Madam Bégin: It is an income test which is suggested?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): No.

Madam Bégin: Is it paragraph 19?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Yes.

Madam Bégin: An alternative method to an income test.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Yes, it is the alternative to it.

Madam Bégin: That is not studied in my department.

[Translation]

Les fonds alloués à ce programme diminuant, j'aimerais savoir d'où proviennent les nouveaux fonds qui seront nécessaires pour payer les autres programmes dont fait état le budget?

Je me rends bien compte qu'il conviendrait peut-être mieux de poser cette question au ministre des Finances, mais tous ces programmes relevant du ministre de la Santé et du Bien-être social, elle pourrait peut-être . . .

Le président: C'est au ministre qu'il revient de décider si cela relève d'elle ou non et si elle souhaite répondre à votre question.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Très bien. Je pose ma question . . .

Le président: Elle dit non.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je reprendrai cela avec le ministre des Finances.

M. McCauley a fait état du rapport du Conseil national du bien-être social, et j'ai été ravie d'entendre le ministre dire que tous les changements envisagés seraient examinés dans le contexte de l'ensemble des programmes, ce que certains d'entre nous demandons depuis fort longtemps, au lieu de tout simplement prendre à part une mesure fiscale ou un programme individuel en particulier. Mais le rapport du Conseil national du bien-être social propose une autre solution.

J'aimerais savoir si le ministère est en train d'étudier cette idée. Je ne souhaite pas défendre ou attaquer cette idée; j'aimerais tout simplement savoir si le ministère est en train de l'étudier. Cela se trouve à la page 45 du rapport: on y propose une solution de rechange, remplaçant le critère du revenu; cette solution, qui maintiendrait l'aspect universel du système, suppose des versements universels, mais l'imposition d'une surtaxe pour les prestations retirées du programme. J'aimerais savoir si le ministère est en train d'examiner cette possibilité.

Mme Bégin: Pas à ma connaissance. Pourrais-je voir le texte, car je ne l'ai pas sous la main.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Il s'agit de l'une des solutions de rechange que propose le Conseil. Selon lui, cela permettrait de concilier les programmes et les mesures fiscales. Cela se trouve au bas de la page.

Mme Bégin: On propose l'utilisation d'un critère fondé sur le revenu?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Non.

Mme Bégin: S'agit-il du paragraphe 19?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Oui.

Mme Bégin: C'est une solution de rechange, qui viendrait remplacer le critère du revenu.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Oui, ça remplacerait ce système.

Mme Bégin: Mon ministère n'est pas en train d'étudier cela.

[Texte]

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): It is not.

Madam Bégin: No, it is not. The report was just received two or three weeks ago.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): It is something that the department might want to take a look at.

I also wanted to find out from the minister, with regard to the pension field again . . . In the pension field, I want to make the separation between those to whom pension reform will apply, when it is finally achieved, and those to whom it cannot apply, who are now over the age of 65. There are a half million of those people over the age of 65 who are living below the poverty line. That existence that they are in now can only be redressed through increases to the GIS. I want to know if there is any analysis going on in the department as to what would be the necessary expenditure to bring these people up to the poverty line; whether it would be done, if it is being considered, on a phased in basis and the costs of it. Is this under consideration . . .

Madam Bégin: Oh yes, this is well known; I have spoken of that very, very often.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Well, could we . . .

Madam Bégin: Here is the information. The cost of bringing—by the way, when you say below the poverty line, it is the poverty line in straight monetary terms. It does not include indirect subsidies to seniors. The cost of bringing the single pensioners over the poverty line is around \$300 million, which means approximately another \$25 a month to each of them. It has been approved by the government as their first social spending—whenever we can afford it.

Yes, the idea of doing it in the two-step approach, for example, has been put forward to the Minister of Finance. But basically the problem is to find such money, and it is not in the immediate future of this year. We hope to do it in the near future, but not in this coming year.

The Chairman: Thank you, Miss MacDonald.

Mr. Blaikie.

Mr. Blaikie: Mr. Chairman, I would like to go back to the question of medicare and just say that I think the minister would make a serious mistake, and all pro-medicare people would, if we did not begin to take seriously the under-funding argument; not the under-funding argument that is being made by the CMA. That is a different under-funding argument. They are talking about their own under-funding.

I was on the federal-provincial fiscal arrangements task force, and so were you, Mr. Chairman. If you remember, at that time we said that federal funding was adequate; and in that analysis we included—but that was two years ago.

[Traduction]

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Il ne le fait pas?

Mme Bégin: Non. Le rapport a été reçu il y a seulement deux ou trois semaines.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Le ministère voudra peut-être étudier cela de près.

J'aimerais d'autre part me renseigner auprès du ministre, toujours dans le domaine des pensions . . . Pour ce qui est des pensions, je fais une distinction entre les personnes auxquelles s'appliquera la réforme des pensions, lorsque celle-ci se réalisera, et celles auxquelles elle ne s'appliquera pas, c'est-à-dire les personnes qui sont aujourd'hui âgées de plus de 65 ans. Le pays compte plus d'un demi-million de personnes âgées de plus de 65 ans qui vivent en-deçà du seuil de la pauvreté. Cette situation ne saurait être corrigée que par l'augmentation du supplément de revenu garanti. J'aimerais savoir si le ministère est en train d'étudier quelles dépenses devraient être engagées pour amener ces gens au seuil de la pauvreté. J'aimerais savoir si le ministère est en train de faire ce travail, s'il envisage cette possibilité, si cela se ferait de façon échelonnée et combien cela coûterait. Êtes-vous en train d'étudier . . .

Mme Bégin: Oui, c'est très connu. J'en ai parlé à maintes reprises.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Eh bien, pourrait-on . . .

Mme Bégin: Voici les renseignements. Le coût de ramener . . . Soit dit en passant, vous prétendez que ces gens vivent en dessous du seuil de la pauvreté. Ce seuil de la pauvreté est défini uniquement en fonction de critères monétaires. Cela ne comprend pas les subventions indirectes dont bénéficient les personnes âgées. Il en coûterait environ 300 millions de dollars pour amener ces retraités au seuil de la pauvreté, et cela correspond à environ \$25 par mois pour chacun d'entre eux. Le gouvernement a décidé que, dès qu'il en aura les moyens, sa première dépense dans l'enveloppe sociale serait consacrée à cela.

L'idée de faire cela en deux étapes, par exemple, a déjà été proposée au ministre des Finances. Mais le problème, c'est qu'il faut trouver l'argent nécessaire, et cela ne pourra se faire cette année. Nous espérons pouvoir le faire bientôt, mais ce ne sera pas l'an prochain.

Le président: Merci, mademoiselle MacDonald.

Monsieur Blaikie.

M. Blaikie: Monsieur le président, j'aimerais revenir à la question de l'assurance-maladie et dire tout simplement que, selon moi, le ministre et toutes les personnes qui appuient l'assurance-maladie commettraient une grave erreur s'ils ne commençaient pas à prendre plus au sérieux l'argument du sous-financement, mais je ne parle pas ici de l'argument du sous-financement qu'utilise l'Association médicale canadienne. L'argument auquel je me réfère est tout autre. Eux, ils parlent de leur propre sous-financement.

J'ai fait partie du groupe de travail chargé d'étudier les arrangements fiscaux fédéraux-provinciaux, tout comme vous, monsieur le président. Si vous vous souvenez, à cette époque-là,

[Text]

• 1055

Miss MacDonald (Kingston and The Islands): Far back.

Mr. Blaikie: We included in that analysis the money that was attributable to compensation for the termination of the revenue guarantee.

Since then a number of things have happened. The revenues have fallen through the floor on all levels of government. Health care has been used, almost universally, as an avenue of restraint. I think we do have an under-funding problem, and it will continue, at least for the duration of the recession, which I think is going to be much longer than the people in the stock exchange think it is going to be. We are going to continue to have this problem. What I am concerned about is that we had better not get ourselves into the case where the CMA is making the only under-funding argument in town; because they will take over that argument.

People who experience waiting lists, people who cannot get a bed in a hospital, people who have numerous problems which are related to the progressive—I believe something now I did not two years ago, that there is starting to be a believable under-funding argument—again I make it very clear, not the CMA's argument, because their basic under-funding argument is about their own income. They have now expanded it for tactical reasons, which is fair enough. Maybe it represents some growth on their part.

We have to begin to take this under-funding argument seriously, and so does the federal government, and that means you have to go beyond simply saying the federal government is doing enough. The federal government, the provincial government, everyone, have to face up to what I think will be the under-funding question. So I make that recommendation to you.

As far as the extra-billing is concerned, you were talking about extra-billing being the result of low settlements with doctors. That is precisely the point: extra-billing does not have to do with patient participation or the enhancement of doctor-patient relationships, it has to do with income. Indeed, there are charts which the CMA have generated themselves, and which were given to me personally by Dr. Balsdon, and which show that after a very healthy settlement extra-billing goes down. In spite of the damage that it theoretically does to patient relationships not to have extra-billing, there is this dive in extra-billing after high settlements. So that is an economic argument that has to be kept before us.

Finally, a question, Mr. Chairman. This is on a different matter.

The minister said earlier that the federal government is concerned with protecting the five basic principles of medicare. I asked her in the House a while ago about the contract that

[Translation]

on avait dit que le financement fédéral était adéquat; et dans cette analyse on avait inclus . . . mais c'était il y a deux ans.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Il y a bien longtemps.

M. Blaikie: Nous avons inclus dans cette analyse les sommes qui devaient servir de compensation lors de l'interruption du supplément de revenu garanti . . .

Depuis, beaucoup de choses se sont produites. Les revenus ont chuté pour tous les paliers gouvernementaux. Et les soins de santé ont presque universellement souffert le plus de la politique de restrictions. Je pense qu'il existe un problème de sous-financement, et que celui-ci se maintiendra, pour au moins la durée de la récession, qui sera, je pense, beaucoup plus longue que ne le prétendent les gens de la Bourse. Nous allons continuer à avoir ce problème. Ce que je voudrais qu'on évite, c'est que l'Association médicale canadienne soit le seul groupe à soutenir qu'il est victime du sous-financement.

Les gens qui sont sur des listes d'attente, qui ne peuvent pas obtenir un lit d'hôpital, qui subissent des tas de problèmes à cause du système progressif . . . Ce que je crois maintenant, et que je ne croyais pas il y a deux ans, c'est que l'argument du manque de fonds est tout à fait plausible, mais je tiens à souligner de nouveau qu'il ne s'agit pas ici de l'argument avancé par l'AMC, parce que lorsque celle-ci parle de «carence», elle parle du revenu des médecins. Cet organisme a depuis élargi le débat, pour des raisons tactiques, ce qui fait partie du jeu. Cela représente peut-être une certaine évolution de leur part.

Il nous faut commencer à prendre un peu plus au sérieux cet argument du financement inadéquat, et cela signifie qu'il faudra faire plus que dire tout simplement que le gouvernement fédéral fait déjà assez. Le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et tous les Canadiens devront se pencher sur cette question. Et c'est ce que je vous recommande de faire.

Pour ce qui est du dépassement des tarifs, vous disiez que cela était imputable aux maigres augmentations accordées aux médecins. C'est justement là le problème: le dépassement des tarifs n'a rien à voir avec la participation des patients ou l'amélioration des rapports médecins-patients; cela ne concerne que les revenus. Des tableaux préparés par l'AMC elle-même et qui m'ont été remis en personne par le Dr Balsdon révèlent que cette pratique de dépassement des coûts fléchit dès qu'un accord satisfaisant est conclu. Il y a donc fléchissement, malgré les problèmes théoriques que le non-dépassement des tarifs est censé provoquer au niveau des rapports entre les médecins et leurs patients. Il ne faut donc pas oublier cet argument économique.

Et j'en arrive maintenant à une question, monsieur le président. Et elle porte sur un domaine tout à fait différent.

Le ministre a dit tout à l'heure que le gouvernement fédéral souhaite protéger les cinq principes fondamentaux de l'assurance-maladie. Il y a quelque temps je l'ai interrogée à la

[Texte]

has now been given to American Medical International Incorporated at the Hawkesbury Hospital. I must say I was disappointed in the minister's answer, because she said she was not really concerned where the profit goes, it is a contract for profit, but will the profit be plowed back into the hospital.

Is your department monitoring that experiment? In my view it does violate the principles of medicare, if not the letter. Are you keeping an eye on that thing, or are you simply regarding that as a provincial matter and something you do not have anything to do with? If you are, I think that is a mistake, and I think you should be keeping an eye on it. It is a very serious precedent.

The Chairman: Very briefly, Madam Minister.

Madam Bégin: On additional funding, we are monitoring funding of the medicare system all the time. I only once received from the Atlantic provinces a request for extra funding, which was not substantiated later when I asked them.

Secondly, yes, we are monitoring the Hawkesbury administration by a private firm. It does not violate the act the way it is now. But we are really monitoring. It could be a concern for us, and the provincial minister is well aware of it and is monitoring it too.

Thirdly, of course, extra-billing is not a right of the patient to participate in, as is often said by the CMA. That is not a human right, as far as I am concerned.

• 1100

The Chairman: Miss MacDonald, on a point of order.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Yes, Mr. Chairman. I had asked the minister, with regard to increases in the GIS, if she would give us detailed information as to studies going on. She mentioned a \$25 figure. I have a somewhat different figure. So I wonder if she could give us those figures and the projections as to how that would be phased in, and where she gets the \$25. I am not asking for that information today, but I am asking that it be tabled.

The Chairman: Madam Minister.

Madam Bégin: Do you have a figure of \$75 more a month?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I beg your pardon?

Madam Bégin: You said \$25 is not all right. What is the figure you have? Give an explanation, if that is the case.

[Traduction]

Chambre au sujet du contrat que l'hôpital de Hawkesbury a signé avec l'*American Medical International Incorporated*. Je dois avouer avoir été déçu par la réponse du ministre, parce qu'elle m'a dit qu'elle ne se souciait pas vraiment de savoir où aboutissaient les profits. Il s'agit d'un contrat visant la réalisation de profits, mais j'aimerais savoir si les profits seront réinvestis dans l'hôpital.

Votre ministère surveille-t-il la situation? Selon moi, cela viole sinon la lettre de l'assurance-maladie, au moins ses principes. Êtes-vous en train de surveiller cette affaire, ou s'agit-il selon vous d'une question qui relève des provinces et au sujet de laquelle vous n'avez rien à voir? Si cette dernière hypothèque est la bonne, je pense que vous vous trompez. Cela crée un très grave précédent.

Le président: Je vous demanderais d'être brève, madame le ministre.

Mme Bégin: Pour ce qui est du financement supplémentaire, nous surveillons constamment le financement du système d'assurance-maladie. Je n'ai reçu qu'une seule demande de financement supplémentaire des provinces de l'Atlantique, et lorsque j'ai voulu me renseigner, cette demande n'a pas pu être justifiée.

Deuxièmement, oui, nous sommes en train de surveiller la situation à l'hôpital de Hawkesbury où l'administration a été remise, sous contrat, à une société privée. Cela ne viole pas la loi, dans son libellé actuel. Mais nous surveillons les choses de très près. Cela pourrait poser des problèmes; mais le ministre provincial est lui aussi au courant de la situation et il surveille ce qui se passe.

Troisièmement, contrairement à ce que prétend l'Association médicale canadienne, le dépassement des coûts n'est pas un droit auquel devraient participer les patients. En ce qui me concerne, il ne s'agit pas là d'un droit de la personne.

Le président: Mademoiselle MacDonald, vous invoquez le Règlement.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Oui, monsieur le président. Pour ce qui est de l'augmentation du supplément de revenu garanti, j'avais demandé au ministre de nous donner des renseignements détaillés au sujet des études qui étaient en train de se faire. Elle a mentionné le chiffre de \$25. Mon chiffre est quelque peu différent. C'est pourquoi je lui demanderais de me fournir tous ces chiffres et les projections pour ce qui est de la mise en place progressive de ce programme, car j'aimerais savoir comment elle en arrive à \$25. Je ne lui demande pas de me fournir ces renseignements aujourd'hui, mais simplement que cela soit déposé auprès du Comité.

Le président: Madame le ministre.

Mme Bégin: Votre chiffre est-il supérieur de \$75 à mon chiffre mensuel.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Excusez-moi.

Mme Bégin: Vous dites que ce n'est pas \$25. Quel chiffre avez-vous? Si c'est le cas, donnez-moi une explication.

[Text]

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): No, I would like to know what the \$25 is based on, to say that that is the increase, and also how you would intend phasing that in on an annual basis or whatever it might be.

The Chairman: I do not know how much of this is internal Cabinet documents or recommendations and how much is not, but if the minister can comment briefly in response . . .

Madam Bégin: Yes, because I have no document on that. It comes from the figures provided by the OECD special studies—I do not recall if the last one was in April last year—describing the cost. It is a pragmatic approach and it describes the cost of a person alone by comparison with the cost of homes, etc., of a couple, which is roughly 60% of the couple's income. That is the concept behind it. It is a pragmatic approach based on family budget, in other words.

The Chairman: Is there anything you can give the member in writing?

Madam Bégin: No, nothing in writing on that.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Not just on the \$25. I am talking about the overall costs of the program as you see it, and how it would be phased in.

Madam Bégin: I do not understand the question. I am sorry. I cannot decide on how it is phased in, it is a decision of the Minister of Finance. I have just explained that.

The Chairman: Miss MacDonald, I gather it is a decision of the Cabinet in the whole, the Minister of Finance in particular, and that is what we are faced with today.

I will adjourn the meeting to the call of the Chair.

[Translation]

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Non, j'aimerais savoir comment vous en arrivez à \$25 et pourquoi vous dites que ce serait cela l'augmentation. J'aimerais également savoir si vous comptez échelonner cela sur un an ou sur une autre période.

Le président: Je ne sais pas quelle part de ces renseignements relève de documents ou de recommandations internes au Cabinet, mais si le ministre peut répondre brièvement . . .

Mme Bégin: Oui, car je n'ai aucun document qui porte là-dessus. Cela provient des chiffres qui ont été fournis dans les études spéciales réalisées par l'OCDE. Je pense que la dernière étude est celle d'avril dernier, mais je n'en suis pas certaine, je parle de l'étude dans laquelle les coûts sont décrits. Il s'agit d'une approche pragmatique et elle décrit le coût d'une personne seule, par rapport au coût des personnes qui vivent dans des foyers, etc., et au coût d'un couple . . . Il s'agit de près de 60 p. 100 du revenu du couple. C'est là le concept sous-jacent. Autrement dit, il s'agit d'une approche pragmatique fondée sur le budget familial.

Le président: Pourriez-vous fournir un document aux députés?

Mme Bégin: Non, je n'ai rien là-dessus.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Mais je ne parle pas uniquement des \$25. Ce qui m'intéresse, c'est le coût d'ensemble du programme, tel que vous le percevez, et la façon dont il sera appliqué progressivement.

Mme Bégin: Je regrette, mais je ne comprends pas votre question. Ce n'est pas à moi, mais au ministre des Finances qu'il revient de décider de la façon dont ce programme sera appliqué. Je viens tout juste de vous expliquer cela.

Le président: Mademoiselle MacDonald, d'après ce que j'ai compris, c'est une décision qui doit être prise par le Cabinet et par le ministre des Finances en particulier. Voilà où nous en sommes à l'heure actuelle.

La séance est levée.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacre-Coeur Boulevard,
Hull, Quebec, Canada, K1A 0S7*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Imprimerie du gouvernement canadien
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacre-Coeur
Hull, Quebec, Canada, K1A 0S7*

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of Health & Welfare Canada:

Mr. Del Lyngseth, Income Security Programs Branch;

Dr. Maureen Law, Health Services and Promotion Branch.

Du Ministère de la Santé nationale et du Bien-être social:

M. Del Lyngseth, Direction générale des programmes de la
sécurité du revenu;

Docteur Maureen Law, Direction générale des services et de
la promotion de la santé.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 60

Thursday, April 14, 1983

Chairman: Mr. David Weatherhead

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 60

Le jeudi 14 avril 1983

Président: M. David Weatherhead

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on***Health,
Welfare and
Social Affairs***Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent de la***Santé,
du bien-être social et
des affaires sociales**

RESPECTING:

Main Estimates 1983-84: Vote 1 under NATIONAL
HEALTH AND WELFARE

CONCERNANT:

Budget principal 1983-1984: crédit 1 sous la rubrique
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL

APPEARING:

The Honourable Monique Bégin,
Minister of National Health
and Welfare

COMPARAÎT:

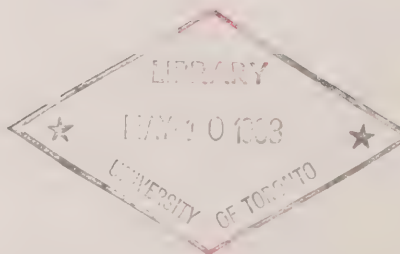
L'honorable Monique Bégin,
Ministre de la Santé nationale et
du Bien-être social

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82-83Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982-1983

STANDING COMMITTEE ON HEALTH,
WELFARE AND SOCIAL AFFAIRS

Chairman: Mr. David Weatherhead

Vice-Chairman: Mr. Gary McCauley

MEMBERS/MEMBRES

David Berger
Bill Blaikie
Bruce Halliday
Jim Hawkes
Thérèse Killens
Flora MacDonald
(*Kingston and the Islands*)
Gilles Marceau
Jim Schroder

COMITÉ PERMANENT DE LA SANTÉ, DU
BIEN-ÊTRE SOCIAL ET DES AFFAIRES
SOCIALES

Président: M. David Weatherhead

Vice-président: M. Gary McCauley

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Warren Allmand
Coline Campbell
(*South West Nova*)
Vince Dantzer
Bob Daudlin
G.M. Gurbin
Stanley Hudecki
Stan Korchinski
Peter Lang
Jean-Claude Malépart
Margaret Anne Mitchell

(Quorum 6)

Le greffier du Comité

Judith LaRocque

Clerk of the Committee

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, APRIL 14, 1983
(91)

[Text]

The Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs met at 3:40 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. David Weatherhead, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Halliday, Hawkes, Miss MacDonald (*Kingston and the Islands*), Messrs. Marceau, Schroder and Weatherhead.

Alternate present: Mrs. Mitchell.

Appearing: The Honourable Monique Bégin, Minister of National Health and Welfare.

Witnesses: From the Department of National Health and Welfare: Dr. Mike Murphy, Assistant Deputy Minister, Social Services Programs Branch; Mr. Jim N. Kent, Director General, Canada Assistance Plan.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Wednesday, February 23, 1983, relating to the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1984. (*See Minutes of Proceedings of Tuesday, March 29, 1983, Issue No. 59*)

The Chairman presented the Report of the Sub-committee on Agenda and Procedure which read as follows:

Your Sub-committee met on Tuesday, April 12, 1983, to consider matters relating to the Committee's Order of Reference dated Wednesday, February 23, 1983 pertaining to the Main Estimates 1983-84 and has agreed to recommend the following:

1. That two meetings be scheduled with the Minister of National Health and Welfare after the usual consultations.
2. That one meeting be scheduled with the Minister of State for Social Development after the usual consultations.
3. That two meetings be scheduled with the Minister of Consumer and Corporate Affairs after the usual consultations.
4. That one meeting be scheduled with Officials from the Medical Research Council.
5. That two meetings be scheduled with Officials from the Department of National Health and Welfare.

On motion of Miss MacDonald (*Kingston and the Islands*):—*Resolved*,—That the Report of the Sub-committee on Agenda and Procedure be concurred in.

On motion of Miss MacDonald (*Kingston and the Islands*): *Ordered*,—That a request be made to the Research Branch of the Library of Parliament to provide a researcher to draft a working document for the Committee's use which deals with the status of the recommendations included in the report on urea formaldehyde foam insulation.

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 14 AVRIL 1983
(91)

[Traduction]

Le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales s'est réuni aujourd'hui à 15h40 sous la présidence de M. David Weatherhead, (président).

Membres du Comité présents: MM. Halliday, Hawkes, M^{lle} MacDonald (*Kingston et les Îles*), MM. Marceau, Schroder et Weatherhead.

Membre substitut: M^{me} Mitchell.

Comparent: L'honorable Monique Bégin, ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Témoins: Du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social: M. Mike Murphy, sous-ministre adjoint, Direction générale des programmes; M. Jim N. Kent, directeur général, Régime d'assistance publique du Canada.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du mercredi 23 février 1983 portant sur le Budget principal pour l'année financière se terminant le 31 mars 1984. (*Voir procès-verbal du mardi, 29 mars 1983, fascicule n° 59*)

Le président présente le rapport du sous-comité du programme et de la procédure suivant:

Votre sous-comité s'est réuni le mardi 12 avril 1983 pour étudier les questions pertinentes à l'Ordre de renvoi du Comité du mercredi 23 février 1983 concernant le Budget principal 1983-1984 et a convenu de faire la recommandation suivante:

1. Que deux séances soient prévues avec la présence du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social après les consultations habituelles.
2. Qu'une séance soit prévue avec la présence du ministre d'État au développement social après les consultations habituelles.
3. Que deux séances soient prévues avec la présence du ministre de la Consommation et des Corporations après les consultations habituelles.
4. Qu'une séance soit prévue avec la présence des représentants du Conseil de la recherche médicale.
5. Que deux séances soient prévues avec la présence des hauts fonctionnaires du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social.

Sur motion de M^{lle} MacDonald (*Kingston et les Îles*):—*Il est décidé*,—Que le rapport du sous-comité du programme et de la procédure soit adopté.

Sur motion de M^{lle} MacDonald (*Kingston et les Îles*), *il est ordonné*,—Qu'une demande soit fait auprès du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement pour obtenir les services d'un chercheur pour la rédaction d'un document de travail pour l'usage du comité, portant sur le suivi des recommandations comprises dans le rapport sur la mousse isolante d'urée formol.

The Committee resumed consideration of Vote 1 under
NATIONAL HEALTH AND WELFARE.

The Minister and the witnesses answered questions.

At 5:16 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of
the Chair.

Le Comité reprend l'étude du crédit 1 sous la rubrique
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL.

Le ministre et les témoins répondent aux questions.

A 17h16, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle
convocation du président.

Le greffier du Comité

Judith A. LaRocque

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Thursday, April 14, 1983

• 1539

The Chairman: Order, please. I will call the Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs to order. I will read the report of our subcommittee for Tuesday, April 12. They reported, first of all, that two meetings be scheduled with the Minister of National Health and Welfare after the usual consultations, which have now been confirmed for today and for next Tuesday, April 19 at 9.30 a.m. So we will have the Minister of Health and Welfare back with us next Tuesday also.

• 1540

2. That one meeting be scheduled with the Minister of State for Social Development on April 28, 1983 at 3.30 p.m.

3. That two meetings be scheduled with the Minister of Consumer and Corporate Affairs for Tuesday, May 24 and Friday, May 27, subject to change. I think we are going to try to get them in earlier also if we can.

4. That one meeting be scheduled with Officials from the Medical Research Council. This now has been confirmed for Tuesday, April 26 at 9.30 a.m.

5. That two meetings be scheduled with Officials of the Department of National Health and Welfare. Tentatively we are trying for April 21 at 11.00 a.m. for the first meeting with the officials of Health and Welfare.

Are there any comments on that report? If not, we will carry on and resume consideration of Vote 1 of the Estimates of Health and Welfare.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Just before we begin, at the meeting of the steering committee the other day, I raised a question as to whether the report of the subcommittee on UFFI had included in it a date on which the government was to respond to the recommendations. The clerk has written me to the effect that there was no such date included in that, and wondered whether or not the committee would want an update on that report in the same way that we have had an update on the reports on *Violence in the Family and Free Canada's Children*. So I would like just to signify that I think that report too should be updated particularly in view of the fact that the grants for reconstruction under UFFI run out within the month, I guess it is in June. I think we should ask the Library of Parliament to update that one for us in the same way.

The Chairman: Well, Miss MacDonald, perhaps we can discuss it further with the steering committee, but I have no objection to asking for an update. Is there any other comment from the committee on that. I will take it then that we will ask the Library of Parliament for an update on the UFFI report. Without further ado then, we will resume consideration of Vote 1, National Health and Welfare estimates.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le jeudi 14 avril 1983

Le président: À l'ordre, s'il vous plaît. Cette séance du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales est ouverte. Je donne lecture du rapport du Sous-comité en date du mardi 12 avril. Il est d'abord prévu que deux réunions aient lieu avec le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, après les consultations habituelles, et ces deux réunions sont celles d'aujourd'hui et celle du mardi 19 avril à 09h30. Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social doit donc revenir mardi.

2. Il est prévu également une réunion avec le ministre d'État chargé du développement social le 28 avril à 15h30.

3. Il est prévu deux réunions avec le ministre de la Consommation et des Corporations le mardi 24 mai et le vendredi 27 mai, mais il pourrait y avoir des changements. Nous allons essayer de procéder plus tôt si nous le pouvons.

4. La réunion qui devait avoir lieu avec les hauts fonctionnaires du Conseil de recherches médicales du Canada a été confirmé pour le mardi 27 avril à 09h30.

5. Enfin, deux réunions sont prévues avec les hauts fonctionnaires du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social. Nous essayons d'organiser la première de ces deux réunions pour le 21 avril à 11h00.

Y a-t-il des observations au sujet du rapport? Sinon, nous allons poursuivre notre étude du crédit 1^{er} des prévisions supplémentaires du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social.

Mlle MacDonald (Kingston et les îles): Auparavant, si vous le permettez, j'ai soulevé la question du rapport du Sous-comité sur la mousse isolante d'urée formol l'autre jour à la réunion du Sous-comité de direction afin de savoir si un délai avait été donné au gouvernement pour répondre aux recommandations. Le greffier m'a depuis fait savoir qu'aucune date n'avait été fixée à cet effet. Je me demande donc si le Comité est intéressé à avoir un suivi sur ce rapport comme il y en a eu pour les rapports «La violence au sein de la famille» et «Libérer les enfants du Canada». Je pense que ce rapport devrait être revu surtout à la suite de l'épuisement en juin des subventions destinées à l'enlèvement de la mousse d'urée formol. Nous devrions peut-être demander à la bibliothèque du Parlement de procéder de la même façon dans ce cas.

Le président: Nous pouvons sans doute en discuter au Sous-comité de direction. Personnellement je n'y vois pas d'objection, mademoiselle MacDonald. Il ne semble pas y avoir d'autres observations à ce sujet. Je vais demander à la bibliothèque du Parlement de faire le point pour nous sur le rapport concernant la mousse isolante d'urée formol. Nous sommes maintenant prêts à passer au crédit 1^{er} des prévisions

[Text]

NATIONAL HEALTH AND WELFARE

A—Department—Departmental Administration Program

Vote 1—Departmental Administration—Program expenditures, the grants listed in the Estimates\$36,714,000

The Chairman: We welcome back the minister, the Hon. Monique Bégin. Madam Minister, I guess you have your officials here again today and we can resume the questioning from the last time. I wish also to express our appreciation for you agreeing to come back next Tuesday morning with your very busy schedule. Miss MacDonald, do you want to lead off?

Madam Bégin (Minister of National Health and Welfare): Mr. Chairman, if you will permit just earlier between members of committee, it was decided to have my officials at three different separate meetings other than at the three meetings before which you have requested me as a witness. I have accepted that. It is not current practice. I just want to put in writing in the meeting proceedings that I am not refusing to appear; it is you who do not want me with my officials. As tradition wants it, the officials answer about information concerning programs but not on policy matters.

The Chairman: Perhaps, Madam Minister, I was taking it from the old days when I was here before between 1968 and 1972 and chairing a committee, when it was usual at that time to have the minister the first couple of times and then go on with the officials at some length. When I chair my meetings I make sure as much as possible that the officials do not have to answer policy matters. I think it is a point well taken. I also appreciate the co-operation of your officials since I think we have asked them to come back on two other occasions at the present time. I think the members of the committee would be happy to see you at any time, but we realize how busy your schedule is. Miss MacDonald do you want to start the questioning?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Yes. Thank you, Mr. Chairman, I will not take long because I am leaving to go to another committee—that is, at least I think I am.

• 1545

But before I do so, I want to raise a question with the minister that makes attendance at that other committee something of a question in my mind. I am speaking of the parliamentary task force on pension reform. As the minister will know, there was unanimous approval given in the House on March 1 to set up that task force on pension reform. We were given various terms of reference as to what we would look into in this matter of pension reform.

Now, one of the most important and difficult issues that committee will have to deal with, one of the major issues, is the whole question of access to pension plans, particularly for

[Translation]

budgétaires du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social.

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL

A—Ministère—Programme de l'administration centrale

Crédit 1^{er}—Administration centrale—Dépenses du programme, les subventions inscrites au budget et contributions\$36,714,000

Le président: Nous accueillons une fois de plus le ministre, l'honorable Monique Bégin, accompagnée de ses hauts fonctionnaires. Nous reprenons à l'endroit où nous avons laissé la dernière fois. En passant, je remercie le ministre d'avoir accepté de revenir mardi prochain. Je sais que son programme est très chargé. Vous voulez commencer, mademoiselle MacDonald?

Mme Bégin (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Auparavant, monsieur le président, je voudrais dire qu'il a été décidé que mes fonctionnaires comparaitraient à trois réunions distinctes, en plus des trois réunions auxquelles j'ai été conviée moi-même. J'ai accepté, quoi que ce ne soit pas la pratique courante. Je tiens à ce qu'il soit bien entendu que ce n'est pas moi qui ait refusé de comparaître mais que c'est vous qui avez voulu rencontrer mes fonctionnaires sans que j'y sois. Je tiens à souligner le fait également que les fonctionnaires peuvent être interrogés au sujet des programmes mais non pas au sujet des grandes politiques du Ministère.

Le président: J'ai peut-être voulu procéder, madame le ministre, comme je le faisais de 1968 à 1972 lorsque j'étais président d'un Comité. Il était d'usage, à l'époque, d'entendre le ministre lors de quelque réunion et de poursuivre par la suite avec les fonctionnaires. Pour ce qui est de votre autre point, je peux vous dire que lorsque je préside aux réunions, je m'assure le plus possible, que les fonctionnaires n'ont pas à répondre à des questions concernant les grandes politiques. En passant, je veux remercier vos fonctionnaires d'avoir accepté de comparaître en deux autres occasions au moins. Les membres du Comité seraient sûrement heureux de vous accueillir n'importe quand, mais ils savent à quel point votre programme est chargé. C'est à vous de commencer, mademoiselle MacDonald.

Mlle MacDonald (Kingston et les îles): Merci, monsieur le président. Je serai brève, parce que je suis attendue à un autre Comité, du moins je le crois.

Je voudrais d'abord soulever avec le ministre une question qui a quelque chose à voir avec l'utilité de ma présence à cet autre comité. Je veux parler du groupe de travail parlementaire sur la réforme des pensions. Comme le ministre le sait, la Chambre a approuvé unanimement le 1^{er} mars la création d'un groupe de travail sur la réforme des pensions. Ce groupe de travail devait examiner les possibilités de réforme dans ce domaine.

Or, l'un des sujets les plus importants que devra examiner ce comité sera l'accès aux différents régimes de pension, dont le Régime de pensions du Canada, en particulier pour les personnes qui travaillent à la maison.

[Texte]

people who work in the home, and access to pension plans including the Canada Pension Plan.

In the last couple of days, a report prepared by the Canada Pension Plan Advisory Committee has been made public, at least to certain persons. The recommendations put forward by that committee included proposals by which those who work in the home could have accessibility to the Canada Pension Plan. *The Citizen* of April 13 reports the federal Minister of Health as dismissing a proposal to include the country's estimated 2.5 million housewives in the Canada Pension Plan, calling the proposal "dreaming".

The reason I raise this, Mr. Chairman, first of all, is to find out if the minister was stating government policy when she made that statement; and secondly, to find out how many doors are going to be closed to the committee looking into pension reform. Are positions going to be taken by the minister or ministers, or by the government, before the committee even begins to look at these major issues? Should we go on hiring staff, getting representations, asking for briefs, holding meetings, putting in hours of time of parliamentary members, who are interested in the subject but know it is an additional workload they are going to have to take on when—and I might say, no small matter—spending public moneys on this effort, doing all this at a time when decisions have already been arrived at? It makes a charade out of the whole thing; and quite frankly, I do not have either the time or the interest to devote to something which is not going to be taken seriously.

The Chairman: Madam Minister.

Madam Bégin: I am sorry, I did not quite understand the question, except that it is so easy for me to reassure my colleague—and I think she knows it very well, by the way—that it is for us the most important single dossier of social reform in the 1980s.

As I have stated officially—and so have my colleagues; particularly the Hon. Marc Lalonde, as Minister of Finance and co-sponsor of that dossier with me—there is no decision taken. I do not know where the member got that idea.

Because of the complexity and challenges raised by that dossier, we have the parliamentary committee, of which I am very pleased and on which we all count a great deal, to air views. But it is only normal that everybody will have views to express and that a public debate does take place. That is the very purpose of having a parliamentary task force. By the way, I am appearing at that committee next week or extremely soon, anyway. I do not know when I was asked to appear.

In the dossier of private pension reform, the biggest challenge intellectually, as far as I am concerned, is the homemakers' pension. It has always been a very complex, tough issue, and it is a problem of equity. It is a practical problem of who will pay how much, who will be left out because they could not afford it, and so on and so forth. All of these questions are open. Many people, including myself, will

[Traduction]

Au cours des derniers jours, un rapport du comité consultatif sur le Régime des pensions du Canada a été rendu public, du moins pour certaines personnes. Entre autres choses, ce comité recommandait que le Régime de pensions du Canada soit rendu accessible aux personnes qui travaillent à la maison. Selon l'édition du 13 avril du journal *The Citizen*, le ministre fédéral de la Santé rejetterait catégoriquement la proposition tendant à faire participer les 2.5 millions de femmes au foyer au Régime de pensions du Canada et estimerait que c'est rêver en couleurs.

Je voudrais d'abord savoir si le ministre se conformait à la politique gouvernement lorsqu'elle faisait ces déclarations. Deuxièmement, je voudrais savoir combien de portes vont être fermées d'avance au comité chargé d'examiner la réforme des pensions. Est-ce que ce ministre, d'autres ministres du gouvernement ou le gouvernement lui-même vont prendre position avant même que le comité n'ait commencé à examiner les sujets les plus importants qui sont inclus dans son mandat? Devons-nous engager du personnel, organiser des présentations, demander des mémoires, tenir des réunions, travailler de longues heures, nous qui sommes intéressés à ce sujet et qui sommes prêts à travailler pour le faire avancer, faire tous ces frais, sachant que les décisions ont déjà été prises? Tout cet exercice risque d'être une farce. Je sais quant à moi que je n'ai ni le temps ni le désir de travailler pour rien.

Le président: Madame le ministre.

Mme Bégin: Je ne comprends pas très bien la question, mais je puis facilement rassurer ma collègue. Elle le sait très bien, d'ailleurs. Pour nous, c'est probablement le dossier de réforme sociale le plus important des années 1980.

Comme je l'ai dit officiellement, ce qui a d'ailleurs été corroboré par mes collègues, en particulier l'honorable Marc Lalonde, le ministre des Finances et le co-parrain de ce dossier avec moi, aucune décision n'a encore été prise à cet égard. Je ne sais pas comment le député a pu avoir cette impression.

Ce dossier est si complexe et présente un tel défi que nous avons jugé bon de créer un comité parlementaire pour l'examiner. J'en suis très fière et je compte beaucoup sur lui pour engager un débat. Parce que, pour moi, il est normal que les gens expriment leurs vues sur le sujet et qu'un débat public s'engage. Le groupe de travail parlementaire n'a pas d'autre but. Soit dit en passant, je dois comparaître devant ce comité la semaine prochaine ou très bientôt. Je ne me souviens plus exactement de la date à laquelle on m'a demandé de comparaître.

Pour revenir au dossier de la réforme des pensions privées, le plus grand défi intellectuel, en ce qui me concerne, est celui que représente la pension des femmes au foyer. La question est très complexe, très difficile, et pose un problème de justice. Il s'agit de savoir qui dans la pratique devra payer combien, quels sont ceux qui devront être tenus à l'écart du régime parce qu'ils n'ont pas les moyens d'y participer et le reste. Toutes ces

[Text]

express views on it. It is only normal trying to help, shall we say, the country and women in particular towards a consensus on one of the possible approaches. Nothing else was expressed up to now, to my knowledge.

• 1550

The Chairman: Miss MacDonald.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Yes, Mr. Chairman. What I am trying to determine then is why the minister made the statements that she did, dismissing the proposal to include the country's estimated 2.5 million housewives in the Canada Pension Plan, calling it dreaming. I mean, why would you make that statement when we are supposedly studying the pros and cons of that very issue. One of the major responsibilities surely of the task force is to look into that major issue, to look into the inequities that presently exist, to try to find means to bring coverage to these millions of people who do not, at the present time, have it. The minister comes along and says that the report of the Canada Pension Plan Advisory Committee is of no interest whatsoever; it does not help anyone because it turns to me and says, you pay for them. I mean, that is not what the report says, if the minister has read the report of that advisory committee; it does not say that at all.

And what I want to determine is that the minister's comments, therefore, the other day were not comments which would keep the Canada Pension Plan from being extended to those who work in the home as her comments, direct quotes, in the press are reported to have said.

The Chairman: Madam Minister.

Madam Bégin: I do not like headlines. A copy of the report was leaked, I do not know how or why. The translation of the report is being finalized, and the report should be tabled any time, in a matter of weeks, of course, as is usual.

I obliged a great number of reporters at the door of the House and answered very honestly their questions. If a reporter suddenly asked me what is the first priority of social expenditures, I have to say that it is the seniors of whom 75% are women, single, on GIS. I have to say that. Now if somebody connects that and says that I am against homemakers is not fair, and I want to reassure the member that in the government's social expenditures that is the first priority. I cannot leave false hope with people.

Secondly, if I am asked, when do you think homemakers will have a pension, I cannot tell them it is this year, because it is not true. It will take first a process which is taking place, which will start in a few days really, or has started, of public debate reaching a consensus between those interested. It is about a year, I think, that the committee has a mandate. Then it takes necessarily government, the *prises de positions*..., decisions and their *comment dit-on?*, negotiation starting lines,

[Translation]

questions demeurent sans réponses pour le moment. Beaucoup de personnes, dont moi-même, ont des vœux à exprimer sur le sujet. Il est parfaitement normal que nous essayions d'aider les femmes au pays et d'en venir à un consensus sur une approche possible. Que je sache, c'est tout ce dont il s'est agi jusqu'à présent.

Le président: Mademoiselle MacDonald.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je veux simplement savoir pourquoi le ministre a fait cette déclaration, rejetant la proposition qui voulait faire participer les 2.5 millions de femmes aux foyers du pays au Régime de pensions du Canada et a prétendu que c'était rêver en couleur. Pourquoi auriez-vous émis une telle opinion si vous en étiez encore à examiner les deux côtés de la médaille? L'une des principales tâches du groupe de travail est sûrement d'essayer de mettre fin aux injustices qui existent actuellement et de trouver un moyen de faire participer au système les millions de citoyens qui actuellement en sont écartés. Or, voilà que le ministre déclare publiquement que le rapport du Comité consultatif sur le Régime de pensions du Canada ne présente absolument aucun intérêt, qu'il se contente de demander de l'argent. Je ne sais pas si le ministre l'a bien lu, mais ce n'est pas du tout ce qu'il propose.

Je veux simplement m'assurer ici que les observations, les citations directes qu'ont prêtées les journaux au ministre, ne signifient pas que les personnes qui travaillent à la maison sont définitivement exclues du Régime de pensions du Canada.

Le président: Madame le ministre.

Mme Bégin: Je n'aime pas les manchettes. Je ne sais ni comment ni pourquoi le rapport a pu être l'objet d'une fuite. Il est en voie d'être traduit actuellement. Il devrait être déposé officiellement d'ici quelques semaines, comme c'est l'usage.

J'ai voulu faire plaisir aux journalistes qui se trouvaient en grand nombre à la porte de mon bureau à la Chambre, et répondre le plus honnêtement du monde à leurs questions. Je sais que si un journaliste me demandait maintenant quelle est ma plus grande priorité dans les dépenses sociales, je lui répondrais que ce sont les personnages âgés dont 75 p. 100 sont des femmes, seules, touchant le supplément de revenu garanti. Si quelqu'un veut me faire dire par là que je suis contre les femmes au foyer, je ne l'accepte pas. Cependant, je répète aux députés que pour le gouvernement c'est la plus grande priorité pour ce qui est des dépenses sociales. Je ne veux pas susciter de faux espoirs chez les gens.

Deuxièmement, si l'on me demande quand les femmes aux foyers pourront avoir droit à la pension, je dois répondre que ce ne sera sûrement pas cette année. Le processus pour en arriver là prendra sûrement beaucoup de temps, même s'il est déjà engagé ou doit s'engager d'ici quelques jours. Il devra y avoir auparavant un consensus chez tous les intéressés. Le mandat du Comité, quant à lui, durera probablement un an. Ensuite, il faudra que le gouvernement prenne position, en vienne à

[Texte]

and then it takes negotiations with the provinces, because everybody is involved in the CPP.

So I cannot, I have never done it in my job, and I will not start today to feed undue expectations. It cannot take place before some, I think I said, two years or three years, and I have to stick by that. That is all, nothing else. I mean, the problem is open; I have repeated the three options that are known to me, of which the report, not unanimous, of the Advisory Committee on CPP, advisory to me, is one of the avenues proposed, and being discussed by the country.

The Chairman: A short question, Miss MacDonald.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Mr. Chairman, the question that we are dealing with, that I raised, was pension reform . . . the minister got off on a tangent—not the kind of payments that should have been made long ago to senior citizens who will not benefit by any pension reform since they are not in that category. Payments should have been made to those people, rather than buying up gas stations with the public money. Nobody questions where the priority is. I was talking about pension reform to those who can still benefit by pension reform.

• 1555

My question to the minister is this: There has been a proposal put forward by the Canada Pension Plan Advisory Committee. It is one of many proposals that the task force on pension reform will be studying and looking at in its mandate, in its terms of reference. If the minister is saying: We will not consider anything with regard to the inclusion of housewives in the Canada Pension Plan for two or three or whatever years it is down the road, what is the use of the task force working, coming up with proposals, saying this can be done before that? If you have your mind closed, or made up, as to the implementation of something, what is the point of having a task force go through things, a task force that might come up with entirely different recommendations? At least cannot the minister wait until those recommendations are before her?

The Chairman: Madam Minister?

Madam Bégin: The member, to me, is reading all sorts of things that have never been said. I want to stress, once more, first, that the previous answer I gave to her was to clarify what she seems to be troubled with, the questions of the journalists that I answered. She may not like them, but that is what I was asked, that is what I answered—in a very open and candid way, as usual.

Secondly, as to her second point, which she has made already and which I thought I had answered: It is crystal clear that there is a committee because there is a major problem to study in the round and for which we, Canadian elected members, have to find solutions around a consensus agreeable

[Traduction]

certaines décisions, établis des bases de négociations. Il faudra que toute la question soit discutée avec les provinces, parce que le Régime de pensions du Canada concerne tout le monde.

Donc, je ne vais certainement pas commencer, je ne l'ai jamais fait, à susciter de faux espoirs. Il faudra que le processus prenne au moins deux, trois ans. Je m'en tiens à ces délais. C'est tout ce que je puis faire. Pour l'instant, le problème demeure entier. J'ai maintes fois parlé des trois options qui s'offrent à moi, et le rapport du comité consultatif sur le Régime de pensions du Canada, qui n'est pas unanime, soi-disant en passant, ne fait que m'offrir une possibilité parmi tant d'autres.

Le président: Une brève question, s'il vous plaît, mademoiselle MacDonald.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Ce dont je voulais parler, monsieur le président, c'était de la réforme des pensions. Le ministre a fait une digression. Il est certain que les personnes âgées auraient dû recevoir des avantages il y a bien longtemps; elles n'ont pas de chance de profiter d'une réforme des pensions maintenant. Le gouvernement aurait dû faire quelque chose pour ces personnes plutôt que d'acheter des stations-service avec les deniers publics. Tout le monde sait quelle est la priorité. Pour l'instant, cependant, il est question de la réforme des pensions pour ceux qui ont encore des chances d'en profiter.

Je m'adresse donc au ministre. Le Comité consultatif sur le régime de pension du Canada a fait une proposition. Dans le cadre de son mandat, le groupe de travail sur la réforme de pensions l'examinera, au même titre que d'autres. Si le ministre, d'ores et déjà, déclare que le gouvernement n'envisagera pas l'inclusion des femmes au foyer dans le régime de pensions du Canada pour deux ou trois ans encore, peut-être plus longtemps, quelle est l'utilité du groupe de travail? Quel intérêt a-t-il à commenter que l'on pourrait procéder avant? Si votre idée est faite pour ce qui est de l'application et de la non-application d'une mesure, quelle est l'utilité d'un groupe de travail, qui pourrait en venir à des recommandations tout à fait différentes de celles auxquelles vous vous attendez? Ne pouvez-vous pas au moins attendre d'avoir reçu ces recommandations?

Le président: Madame le ministre.

Mme Bégin: Je pense que le député me fait dire toute sorte de choses que je n'ai jamais dites. Je lui ai déjà précisé tout à l'heure le sens de la réponse que j'ai faite aux journalistes à ce sujet. Il se peut qu'ils ne soient pas satisfaits de ma réponse, mais c'est celle que j'ai faite, avec toute l'honnêteté que l'on me connaît.

Pour ce qui est de son deuxième point, je pensais également y avoir répondu. Si un comité a été créé, c'est que le gouvernement reconnaît qu'il existe un problème important qu'en tant que députés au Parlement nous devons étudier et solutionner en vue d'en arriver à un consensus acceptable pour tous les

[Text]

to the parties involved—in this particular case, women, in the first place. The committee has a mandate of one year. I do not know how it intends to conduct its work. Surely it will want to listen to women before recommending things to the government. I think it is so obvious.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I had those...

Madam Bégin: Oh, come on. I am the one who launched the study, and I think it is well known the commitment I have and the wish I have to see action take place as soon as possible.

You have to accept that if there is a public debate everybody has the right to express views and feed the public debate. We are talking of a public debate. Freedom of expression is my right, too. I have exercised it and I will continue to do so. As soon as recommendations are made that could be implemented, we will do it. We have always said we will... *comment dit-on?*—move as quickly as possible. So no secret calendar exists, or whatever. I want to repeat that once more to the member.

The Chairman: I will go on with Mrs. Mitchell now. Mrs. Mitchell.

Mrs. Mitchell: Thank you, Mr. Chairman. My first question has to do with the estimates, page 18-20, with regard to health services grants to national voluntary health organizations and also family planning. The minister probably recalls that, I think it was in December, I raised the question of the very severe cutbacks that had been made to family planning organizations and there has been extreme concern with groups across the country. I would like to ask the minister to explain what now are the allocations for the Planned Parenthood Federation of Canada and also to express the concern, which I expressed in the House on two occasions, that after cutting back, generally, the grants in a planned way to this organization over several years, there was a commitment in correspondence to allocating \$250,000 to Planned Parenthood Federation of Canada for 1983-1984 and a further decrease, I believe, to \$200,000 in 1984-1985. Now, my understanding is that rather than maintaining the \$250,000 grant, this has been reduced by 48% to \$130,000. I would like to ask the minister, once again, why there has been such a tremendous cutback. There was a general cutting back, which this group agreed to, but a 48% reduction on top of this seems to me extremely punitive.

• 1600

It makes me wonder whether, again, there is a real belief in family planning on the part of the federal government. We have signed international agreements, as she knows, and this is an extremely important program. It is extremely important for Third World countries; why would it not be for Canada? The major concern, of course, of this group is the very tragic increase in teenage pregnancies, where we have children of 13 and 14 bearing children, keeping their children, and not having any access, really, in a planned way, to education and to contraception, and to all the things that should be available to deal in a preventive way with this very, very serious problem.

[Translation]

intéressés, en particulier, les femmes, qui sont touchées de plus près dans ce cas-ci. Le Comité s'est vu confier un mandat d'un an. Je ne sais pas comment il entend procéder pour s'acquitter de sa tâche. Cependant, il voudra sûrement entendre les femmes avant de présenter des recommandations au gouvernement. Ce n'est que normal.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): J'avais...

Mme Bégin: Je vous en prie. Je suis celle qui a demandé l'étude. Mon intérêt pour la question est bien connu de même que mon désir d'en arriver à des solutions concrètes le plus tôt possible.

Vous devez admettre que dans le cas d'un débat public chacun exprime son opinion. Ce débat public est engagé. J'ai le droit de parole moi aussi. Je l'ai exercé et je continuerai de le faire. Dès que nous recevrons des recommandations qui pourront être appliquées, nous procéderons. Nous avons toujours dit que nous étions prêts à procéder le plus rapidement possible. Il n'y a pas de délai secret de fixé, je le répète au député.

Le président: Nous allons maintenant continuer avec M^{me} Mitchell.

Mme Mitchell: Merci, monsieur le président. Ma première question a trait aux prévisions budgétaires qui se trouvent à la page 18-21 et qui touchent les subventions aux organismes nationaux bénévoles de santé et de planification familiale. Le ministre se souviendra sans doute que j'ai soulevé en décembre la question des très sévères restrictions budgétaires touchant les organismes de planification familiale et de l'inquiétude que ces restrictions ont suscité un peu partout au pays. Je voudrais savoir du ministre quelles sont actuellement les allocations prévues à la Fédération pour le planning familial du Canada; j'aimerais à nouveau lui faire part de ma préoccupation pour ce qui est des restrictions budgétaires dont est victime cet organisme. La correspondance semble en effet indiquer que la Fédération pour le planning familial du Canada doit recevoir \$250,000 pour 1983-1984 et \$200,000, ce qui représente une réduction, pour 1984-1985. Ou plutôt, la subvention de \$250,000 qui était prévue a maintenant été réduite à \$130,000 ce qui est 48 p. 100 de moins. Une fois de plus, je demande au ministre pourquoi il y a eu une telle réduction. Cet organisme avait été d'accord avec une certaine diminution, mais 48 p. 100 c'est extrêmement dur à avaler.

Ce qui m'amène à me demander si le gouvernement fédéral est vraiment intéressé au planning familial. Nous sommes partie à des ententes internationales à ce sujet. Ce programme est très important dans ce cadre. Si c'est bon pour les pays du Tiers-Monde, pourquoi n'est-ce pas aussi bon pour le Canada? Ce qui inquiète beaucoup cet organisme actuellement c'est l'augmentation tragique des grossesses chez les adolescentes qui à l'âge de 13 ou 14 ans ont des enfants et décident de garder ces enfants. Elles n'ont pas vraiment accès et de façon planifiée aux services d'éducation et de contraception. Elles n'ont pas accès aux services de prévention qui pourraient éviter cette

[Texte]

Now, I know one of the things this group had been planning was a film and a promotional public education program this year that would be geared particularly to the very critical situation with regard to teenage pregnancies, and that is one of the things I understand will not be possible because of this unwarranted cutback in funds.

I will leave this with you, Madam Minister, to explain why there has been this cutback. Now, I know you said in the House that it was a cutback, in a general way, in direct services, and I would not disagree with this at all. I think the provincial organizations are responsible for direct services, but my understanding, in consulting with the national group and with people very knowledgeable in this field, is that the responsibility of the national group is for co-ordinating educational promotional types of things and for liaison with international groups as well. Yet that is where the funding has been cut.

The Chairman: Madam Minister.

Madam Bégin: The only point I want to make before asking Dr. Law to add, if there is need to add, because I have explained that there often is really a problem of allocation of resources, of scarce resources. I have discussed with the organization other sources of funding in my department, through other regular programs, of which they could make use. We have helped them, by the way, since, in getting some funds there.

The last point I want to make is that the additional sum of money of \$3.2 million I have recently obtained from Cabinet, thanks to my colleagues, for voluntary organizations, will permit that group, as any other kind of national candidate, to apply, to make application. We have now issued guidelines . . . I do not like the word rationalizing, but spelling out the same rules of the game for all voluntary associations that deal in my broad field of health and welfare. So, priorities will be much easier—but we hope it will never be easy . . . to establish. So, they are not deprived and there is now some hope through that new money for them, as a candidate for it with many others, to . . .

Mrs. Mitchell: Are you saying family planning is eligible for more funding?

Madam Bégin: That is not what I have said exactly. I have said . . .

Mrs. Mitchell: What are you saying?

Madam Bégin: —together, in competition with other national organizations, under the additional \$3.2 million I have just obtained.

Mrs. Mitchell: Is family planning a major priority of your department?

Madam Bégin: Like everything else, yes.

Mrs. Mitchell: So it is possible they may get more money, but it is not . . .

[Traduction]

situation difficile. Je sais que cet organisme avait prévu faire un film et préparer un programme d'éducation public cette année en vue d'alerter la population à ce très grave problème des grossesses chez les adolescentes. Or, ce ne sera plus possible maintenant avec ces restrictions budgétaires injustifiables.

Je voudrais donc savoir, madame le ministre, pourquoi de telles restrictions ont été décidées. Je sais qu'à la Chambre vous avez déclaré qu'il s'agissait de restrictions dans les services directs de façon générale. Je le comprends. Je pense que ce sont des organismes provinciaux qui sont d'abord chargés des services directs. Cependant, après avoir consulté les représentants des organismes nationaux de même que les autorités en cette matière, j'ai pu confirmer le fait que ce sont les organismes nationaux qui sont chargés de coordonner les programmes d'éducation et de promotion, de même que d'assurer la liaison avec les organismes internationaux. Les restrictions se font sentir à ces niveaux également.

Le président: Madame le ministre.

Mme Bégin: Je voudrais revenir sur un point avant de donner à M. Law l'occasion de compléter au besoin. J'ai déjà expliqué que c'est toujours le même problème de répartition des ressources. Les ressources sont de plus en plus rares. J'avais discuté avec cet organisme d'autres possibilités de financement à partir de mon ministère, à partir d'autres programmes réguliers. Il pouvait avoir accès à ces programmes. Depuis, d'ailleurs, des fonds ont été débloqués.

Par ailleurs, j'ai reçu avec l'appui de mes collègues du Cabinet, une somme supplémentaire de 3.2 millions de dollars destinée aux organismes bénévoles. Cet organisme, comme d'autres organismes d'envergure nationale, d'ailleurs, pourra en profiter. Nous avons émis des directives à cet effet en vue, non pas de rationaliser, je n'aime pas le terme, mais de préciser les règles qui régissent les organismes bénévoles oeuvrant dans le domaine de la santé et du bien-être social. Les priorités seront donc plus faciles à établir, même si nous ne voulons pas qu'elles deviennent trop faciles à établir. En résumé, cet organisme et d'autres organismes semblables peuvent maintenant présenter des demandes en vue d'avoir accès à ces nouveaux fonds . . .

Mme Mitchell: Vous dites que le planning familial pourrait se voir accorder d'autres fonds?

Mme Bégin: Ce n'est pas exactement ce que j'ai dit.

Mme Mitchell: Qu'est-ce que vous avez dit au juste?

Mme Bégin: J'ai dit qu'avec d'autres organismes d'envergure nationale ils pouvaient présenter des demandes en vue d'avoir accès à ce montant supplémentaire de 3.2 millions de dollars que je viens d'obtenir.

Mme Mitchell: Est-ce que le planning familial représente une priorité importante pour le ministère?

Mme Bégin: Comme bien d'autres choses.

Mme Mitchell: Cet organisme pourrait donc obtenir plus de fonds, mais . . .

[Text]

Madam Bégin: Exactly.

Mrs. Mitchell: It is not confirmed.

Madam Bégin: I do not want to prejudge for the committee that will study all the requests. But we are doing our utmost to help them, there is no doubt.

Mrs. Mitchell: May I ask if there are any other programs or any other expenditures related to this very serious problem—and it is extremely serious—of adolescent pregnancies?

Madam Bégin: I know. You singled out that one and I discussed that particular dossier with them myself; it is so important. But they immediately told me it would mean a national TV campaign. It would mean the use of television in a national way, etc. Immediately we are in the millions of dollars just for that campaign, and it is only one approach to that particular serious problem. So we are helping within the financial constraints we have, but I will not be able to accommodate that approach to that problem. By the way, we are not the only players who should be in that business, but I think you mentioned it yourself.

• 1605

Mrs. Mitchell: I do not feel I have had an answer to my question. However, I will move on to a couple of other points, Mr. Chairman.

Another area we have all been very concerned about in this year is the whole question of wife battering, and the recommendations of the report from last May. One of the recommendations was for funding for shelters. I will just read the recommendation, which was No. 5, on page 19 of that report:

With the consent of the provinces, federal money should be appropriated to fund the initial capital costs of new emergency shelters and second-stage housing. Funds for each house shall be adequate to cover all staffing costs and costs of child-care services as well as building costs, and should be available for a long enough period to ensure the stability of the project.

We were concerned particularly about northern communities and outlying regions that have no transition houses and shelters for women, and certainly need the assistance with operating costs during a developmental period, as well as the costs for the facility itself, which I know probably comes more under CMHC. But I would like to ask the minister where in the budget this would be covered and has there been an increase in funds to respond to this recommendation which was a high priority of this committee—to provide funds for operating costs of transition houses, direct federal costing, not just the Canada Assistance Plan money.

Madam Bégin: I have to repeat: by the Constitution I cannot be in the business of delivery of direct services, so it is through CAP that we can do something.

[Translation]

Mme Bégin: Exactement.

Mme Mitchell: Ce n'est pas confirmé.

Mme Bégin: Je ne veux pas anticiper sur les conclusions du Comité qui sera chargé d'examiner toutes les demandes. Nous ferons cependant tout en notre possible pour l'aider.

Mme Mitchell: Puis-je savoir s'il y a d'autres programmes ou d'autres dépenses prévus en vue de résoudre ce très grave problème des grossesses chez les adolescentes?

Mme Bégin: Vous avez mentionné cet organisme et j'en ai discuté avec lui. Ses représentants m'ont tout de suite parlé d'une campagne nationale à la télévision. Une telle campagne nécessite l'engagement de millions de dollars. Et ce n'est qu'une des solutions possibles au problème. Nous essayons de faire tout ce que nous pouvons à l'intérieur des restrictions budgétaires auxquelles nous sommes soumis. Nous ne pouvons cependant être d'accord avec une telle proposition. Soit dit en passant, nous ne sommes pas les seuls à avoir une responsabilité en la matière. Vous l'avez dit vous-même.

Mme Mitchell: Je ne suis pas sûre d'avoir obtenu une réponse à ma question. Cependant, je vais devoir passer à un autre sujet.

Un sujet qui a retenu notre attention à tous cette année a été la violence contre les femmes et les recommandations du rapport publié en mai dernier. Une de ces recommandations avait trait au financement de refuges. Je vous lis la recommandation n° 5 qui se trouve à la page 21 du rapport:

Avec le consentement des provinces, le gouvernement fédéral devrait prévoir immédiatement une subvention suffisante comme fonds de départ pour l'aménagement de nouveaux refuges d'urgence et de logements de deuxième urgence. Les crédits affectés à chaque maison devraient suffire à couvrir les salaires du personnel et les frais de garderie ainsi que les coûts de construction; ils devraient être disponibles pendant une période assez longue pour assurer la stabilité du projet.

Nous nous inquiétons tous en particulier de la situation dans les localités septentrionales et les régions isolées où il n'y a pas de maison de transition ou de refuge pour les femmes. Non seulement il faut subventionner les coûts d'exploitation de ces refuges au cours de leur période de lancement mais également leurs coûts d'immobilisation, lesquels concernent probablement davantage la Société canadienne d'hypothèque et de logement. Je voudrais savoir du ministre ce qui est prévu à ce titre dans le budget; y a-t-il eu augmentation des fonds du ministère en vue de donner suite à cette très importante recommandation du Comité ayant trait au financement des coûts d'exploitation des maisons de transition par des subventions directes du gouvernement fédéral, non pas seulement par l'intermédiaire du régime d'assistance publique du Canada.

Mme Bégin: Je répète que la Constitution m'empêche d'agir au niveau des services directs. Il faut donc passer par le régime d'assistance publique du Canada.

[Texte]

Mrs. Mitchell: Demonstration and development, though, that was checked out by the committee. This was a recommendation of the committee, which was accepted by you.

Madam Bégin: Under the demonstration projects a grant of a maximum up to three years could be given to a project like that, but it would have to be demonstration projects and we would have to have assurances that somebody was going to pick up the tab after the three years we have funded the project. Up to now did we receive any applications for such houses or . . . ?

Dr. Mike Murphy (Social Services Programs Branch, Health and Welfare Canada): No. If I may respond, Mr. Chairman, as far as I know, we have not. I could check into that and report back to the committee, giving a more exact report on whether or not we have had any. But in general we have not because . . . As the minister said, the issue is clear that these houses are needed, that these facilities are needed; it is a question of the people who are responsible for it taking advantage of the opportunities they have through the Canada Assistance Plan, through the provincial governments to deal with them.

Mrs. Mitchell: This recommendation was not through the Canada Assistance Plan; this was direct. We discussed that. I think other members will recall that we discussed that at great length, the whole question of jurisdiction.

Madam Bégin: Yes, but we do not initiate such requests—the group XYZ in Canada.

Mrs. Mitchell: I realize that.

Madam Bégin: So to animate, if I may say, the public what we are doing are things like our clearing house which we set up, I think, in 1981 and which is currently surveying the 160 known transition houses and shelters for battered wives across the country. A directory of these houses will be distributed in the spring with all that we know for each of them on the organization and funding, etc. So we are doing things to try to push interest in the public, and then somebody will come up with proposals for funding under our demonstration and we will entertain them. But we are not going and seeking out groups projects.

Mrs. Mitchell: Well, that did not relate to my question at all. My question was: Have you increased funding?

Madam Bégin: If I do not have demand, how can I increase funding?

Mrs. Mitchell: We will get you the demand if that is what you want. The demand is out there.

Madam Bégin: You speak of it as being months, but I have never seen it so I am waiting for your proposals to come in and then they will be entertained.

[Traduction]

Mme Mitchell: Vous pouvez cependant faire quelque chose au niveau de la démonstration et du développement, le Comité s'en est assuré. Vous avez d'ailleurs accepté la recommandation du Comité à cet égard.

Mme Bégin: Au titre des projets de démonstration, une subvention pour une période maximum de trois ans peut être accordée en vue d'un tel projet. Nous devons cependant nous assurer qu'il s'agit bien d'un projet de démonstration et que quelqu'un sera là pour financer le projet une fois les trois ans écoulés. Nous avons reçu des demandes en vue de telles maisons?

M. Mike Murphy (Direction des programmes des services sociaux, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social): Non. Aucun, à ma connaissance, monsieur le président. Je puis cependant vérifier de nouveau et faire rapport au comité. Je ne crois pas, cependant. Comme le ministre l'a indiqué, il est établi que de telles maisons, de telles installations sont nécessaires. Il s'agit pour les personnes qui en sont chargées de profiter des possibilités qu'offre le régime d'assistance publique du Canada, en passant par les gouvernements provinciaux compétents en la matière.

Mme Mitchell: La recommandation du Comité envisageait d'agir directement, non pas par l'intermédiaire du régime d'assistance publique du Canada. Nous en avons déjà parlé. Les membres du Comité se souviennent sûrement de la longue discussion engendrée par la question de compétence.

Mme Bégin: Mais ce sont les groupes qui doivent présenter des demandes.

Mme Mitchell: Je le sais.

Mme Bégin: Pour mieux informer le public, nous avons créé un centre, je pense que c'était en 1981, qui est chargé de surveiller les 160 maisons de transition et refuges connus pour les femmes battues au pays. Un répertoire donnant la liste de ces maisons de même que tous les détails les concernant, relativement à leur organisation, leur financement et le reste, sera distribué au printemps. Nous essayons donc de susciter l'intérêt du public, en espérant que quelqu'un nous fasse une demande en vue d'un projet de démonstration. Nous ne pouvons cependant pas demander des projets directement.

Mme Mitchell: Ce n'est pas du tout la question que je vous ai posée, cependant. Je voulais savoir si les fonds avaient été accrus à ce titre.

Mme Bégin: Si je n'ai pas de demande, comment puis-je accroître les fonds?

Mme Mitchell: Nous vous ferons parvenir des demandes, si c'est bien ce que vous voulez. Le besoin est réel.

Mme Bégin: Vous répétez que c'est une question de mois, mais je n'ai encore rien vu. J'attends de voir vos propositions.

[Text]

[Translation]

• 1610

Madam Bégin: Madam Speaker, I have never seen it. So I am waiting for your proposals to come in. They will be entertained.

Mrs. Mitchell: Okay, that is good to know.

The Chairman: Carry on.

Mrs. Mitchell: Yes. I think the next point that I would like to raise had to do with the International Year of the Child follow-up. And again, it is a concern of this committee that a number of us spent quite a lot of time on the report—which was not the greatest report in the world but had some very worthwhile and important recommendations—that was tabled in the House, I think it was well over two years ago now. And nothing has happened, to my knowledge, since that. And I know that you have received recommendations and requests from the Canadian Council on Children and Youth, that they are recommending that there be a co-ordinated and comprehensive response with a minister designated as responsible for the follow-up of this report and the recommendations in it on behalf of children.

I am wondering what is being done about that, and again what is being done within the minister's own department and also what she will do with her colleagues, because I know this involves other departments as well, to get on with activating the recommendations in that report?

The Chairman: Before asking the minister to reply, I have just been informed by the clerk that we do have an update of the report on the Year of the Child, which will be in our hands by the first of next week. It has just been completed, Mrs. Mitchell. Your questions to the minister are still very relevant, but we will get an update in our hands by next week.

Mrs. Mitchell: Well, it is action we are interested in. And particularly in getting one department that is going to be in charge of implementing this. I think there was recommended an actual children's bureau and we even discussed the possibility of a minister of state for children, which probably is not going to be implemented. But the request that this group is making now is at least for one department, and I would hope that perhaps it would be the minister herself and her department, that would be designated to co-ordinate action and do something about this. Because it has just been forgotten.

Madam Bégin: Oh no! It was not forgotten. What about saving the family allowances, eh? And improving other child benefits? No, it has not. And it is something quite dear to me, since I have so often observed how easy it is to mobilize everybody around seniors but not around children. And you know that is the great, *comment dit-on?*, work that the committee did: to bring it back into the public opinion. And other groups are now developing in the country, so your work was really fruitful in that sense.

Right now in terms of possible structure, I received a visit, I think at the end of January or in February—no, at the end of

Mme Bégin: Je les examinerai seulement quand je les aurai reçues.

Mme Mitchell: Je suis heureuse de vous l'entendre dire.

Le président: Poursuivez, je vous prie.

Mme Mitchell: Ma question suivante avait trait au suivi à donner à l'année internationale de l'enfant. Un certain nombre d'entre nous ici avons passé beaucoup de temps à la préparation du rapport. Il n'a peut-être pas fait sensation à l'époque, il date maintenant de deux ans, il n'en contenait pas moins quelques recommandations intéressantes. Après son dépôt à la Chambre, il n'en a plus été question. Le Conseil canadien de l'enfance et de la jeunesse a recommandé un suivi coordonné et complet au rapport et ses propositions au nom de tous les jeunes du pays, de même que la nomination d'un ministre chargé précisément de ce dossier.

Je me demande ce que fait le ministre par elle-même et de concert avec ses collègues du Cabinet, parce que la question implique d'autres ministères du gouvernement, en vue de donner suite aux recommandations de ce rapport.

Le président: Avant de permettre au ministre de répondre à la question, je tiens à signaler que selon le greffier nous devrions recevoir un nouveau rapport sur l'année de l'enfant d'ici le début de la semaine prochaine. Il est tout récent, madame Mitchell. Vos questions au ministre restent pertinentes, mais il faut que vous sachiez que vous disposerez de ce nouveau rapport pour la semaine prochaine.

Mme Mitchell: Nous sommes tous intéressés par cette question. Nous sommes particulièrement désireux de voir le Ministère donner suite aux recommandations du rapport. En plus je sais qu'il a été question de la possibilité d'un bureau de l'enfance et même d'un ministre d'État chargé de l'enfance, même si cette dernière recommandation n'a pas beaucoup de chances d'être retenue. Mais dans ce cas-ci, il s'agit simplement qu'un ministère s'implique. J'espère que ce sera ce ministère qui verra à coordonner l'action nécessaire et à donner suite aux recommandations. Pour l'instant, elles sont simplement restées lettre morte.

Mme Bégin: Pas du tout. Que faites-vous du sauvetage des allocations familiales? De l'amélioration des autres prestations aux enfants? C'est un sujet qui me tient terriblement à coeur, comme vous le savez. J'ai souvent fait valoir qu'il est beaucoup plus facile d'alerter l'opinion publique pour ce qui est du sort des personnes âgées que pour ce qui est de celui des enfants. C'est quelque chose que le Comité a su très bien faire, alerter l'opinion publique à la situation des enfants. D'autres groupes se forment maintenant au pays. Le travail du Comité n'a donc pas été inutile.

J'ai reçu, à la fin de janvier, ou plutôt à la fin de février, de même que ma collègue Judy Erola, la visite du groupe qui s'est

[Texte]

February I think—and so did my colleague Judy Erola, from the—comment je vais dire cela?—self-appointed group who is continuing the work of the Canadian Committee for the International Year of the Child. And now we understood that they would prefer maybe the Minister for the Status of Women to be the lead minister. Anyway, we are discussing that together at this very point and I am trying to see the pros and cons and what would best help the cause. And I am unfortunately not in a position to give an answer today because we have not finished the discussions.

The Chairman: Mrs. Mitchell, I will get back to you again if I can this afternoon. Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Thank you, Mr. Chairman. If I could just have a brief supplemental on the line of questioning begun by Miss MacDonald.

I guess the first question to the minister is on this special pension committee report. Did the minister get to read the report herself or did she just get to read a summary of it prepared by officials?

The Chairman: Madam Minister.

Madam Bégin: I do not remember. I received that report; I received a, how do you call that, a previous copy. I know that I am well briefed on the subject, but what pages have I actually read? I am sorry. I read just too much to be able to remember, because it is a few weeks ago. It went for translation and printing since, and that is why I do not have it with me at the very moment. But what is the next question?

Mr. Hawkes: Okay. Well, on page 37 of the report, which will be released in a few weeks . . .

Madam Bégin: Well, why do we not wait until we have it released, since it is not even printed so what will be page 37 then—?

• 1615

Mr. Hawkes: It will say in the top line, unless it is changed, that none of these recommendations would require the subsidization of CPP benefits by the government. You disagree with the conclusion of the report. Do you have a different . . . ?

Madam Bégin: What was the question?

Mr. Hawkes: The statement on page 37 is that none of these recommendations—that is, the entire body of recommendations, including the issue in dispute—would require the subsidization of CPP benefits by the government. Do you agree with that conclusion of the report, or do you and your officials disagree with that?

Madam Bégin: I do not know. We are not equipped to discuss that today. I know it will be discussed at length in the special committee, and I would prefer the report to be published and people to have a copy of it—and me to have a copy of it—before we go into detailed discussions on that.

[Traduction]

donné comme mission de continuer le travail du Comité canadien pour l'année internationale de l'enfant. Nous avons cru comprendre que ce groupe préférerait que ce soit le ministre chargé de la situation de la femme qui s'occupe de toute cette question. Nous en discutons entre nous actuellement afin de voir ce qui convient le mieux dans les circonstances. Malheureusement, je ne puis vous faire part de notre position pour le moment parce que nous en sommes encore au stade des discussions.

Le président: Je reviendrai à vous un peu plus tard, madame Mitchell. Pour l'instant, c'est au tour de M. Hawkes.

M. Hawkes: Merci, monsieur le président. Je voudrais d'abord une brève question supplémentaire sur un sujet qu'a abordé tout à l'heure M^{lle} MacDonald.

Au sujet du rapport du Comité sur les pensions, le ministre a-t-elle lu le rapport elle-même ou a-t-elle seulement pris connaissance d'un résumé préparé par ses fonctionnaires?

Le président: Madame le ministre.

Mme Bégin: Je ne me souviens plus. J'ai peut-être reçu une ébauche du rapport. Je suis assez bien informée de tout ce qui se trouve dans le rapport, mais si vous voulez savoir quelles pages j'ai lues exactement je dois vous répondre que je l'ignore. C'était il y a quelques semaines; je ne me souviens plus très bien. Depuis, le rapport a été envoyé pour être traduit et être imprimé. C'est la raison pour laquelle je ne l'ai pas en main actuellement. Vous vouliez savoir autre chose.

M. Hawkes: À la page 37 du rapport, qui sera publié d'ici quelques semaines . . .

Mme Bégin: Pourquoi n'attendons-nous pas sa publication? Qui sait ce qui se trouvera à la page 37 une fois qu'il sera publié?

M. Hawkes: À moins de modification, la ligne supérieure indiquera qu'aucune de ces recommandations n'exigera que le gouvernement subventionne les prestations du Régime de pensions du Canada. Vous n'avez pas été d'accord avec la conclusion du rapport. Avez-vous une différente . . .

Mme Bégin: Quelle était la question?

M. Hawkes: À la page 37, il est indiqué qu'aucune de ces recommandations . . . c'est-à-dire l'ensemble des recommandations, y compris la question en litige . . . n'exigerait que le gouvernement subventionne les prestations du régime. Êtes-vous d'accord avec la conclusion de ce rapport ou vous-même et fonctionnaires vous y opposez-vous?

Mme Bégin: Je l'ignore. Nous ne sommes pas prêts à en discuter aujourd'hui. Je sais que le comité spécial examinera cette question en détail, et je préférerais que le rapport soit publié, que tout le monde en ait un exemplaire, moi-même d'ailleurs, avant que nous puissions en discuter en détail.

[Text]

Mr. Hawkes: In *The Citizen*, you are quoted as saying the advisory report is of no interest whatsoever. Is that a correct quote?

Madam Bégin: No, it is not.

Mr. Hawkes: It goes further. It says:

It doesn't help anyone because it turns to me and says 'You pay for them'. 'Well, it's like a dream . . . I don't even have the money for seniors over 65,' she said.

Did you not make those statements, either?

Madam Bégin: I suppose we have the *comment on dit... des enregistrements*, the recording, of what I said; and you will see how many voices speak together and you can make up your mind, I think. But I do not quite understand the line of questioning or what the member is getting at. I do not get it.

Mr. Hawkes: The general thrust of . . .

Madam Bégin: If the problem is housewives' pensions, I have said very clearly earlier—and everybody knows that in Canada—that we want to equip homemakers with pensions, and as fast as we can. But it is really the most complex of the challenges of the pension reform, and we need lots of ideas from all over to settle it.

One of the key problems in it is: Who will pay for all the lower-income groups of women? That is what I keep stressing. Who will pay for them?

Then a second question, which this time is not a pragmatic question of money but a question of equity, is: How do you distribute between taxpayers—or in this case, CPP contributors, but it amounts to the same—and between women the burden of paying for part of the homemakers—not only part of the women, but part of the homemakers—whose choice in life makes them, for example, raise their children from age one to seven, but not work in paid employment at the same time? Then you have those who do it on a part-time basis. So this is what has to be explored.

Further, the report of the CPP Advisory Committee, as far as I am concerned, is a contribution in the debate, which of course, will have to be studied by the special committee.

The Chairman: Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Thank you, Mr. Chairman. I will leave that subject and pursue at least one of the others that are on my mind.

In your main estimates, you forecast an increase in Canada Assistance Plan payments of \$360 million. That is about 13%. I would like to ask you a couple of questions about the assumption.

What are your assumptions about the proportion of that amount which is necessary to spend because of inflation, increased rates?

Madam Bégin: I will ask Dr. Murphy to answer that, please.

[Translation]

M. Hawkes: Selon *The Citizen*, vous auriez dit que le rapport consultatif n'offre aucun intérêt. Est-ce bien ce que vous auriez dit?

Mme Bégin: Non, ce n'est pas vrai.

M. Hawkes: Il est même dit ceci:

Cela n'aide personne car on se tourne vers moi pour dire: «C'est vous qui payez la facture». «C'est insensé . . . Je n'ai même pas d'argent pour les personnes âgées de plus de 65 ans,» a-t-elle déclaré.

Avez-vous fait de telles déclarations?

Mme Bégin: Il existe sans doute des . . . comment dit-on . . . des enregistrements de ce que j'ai dit, vous entendrez combien de personnes parlent ensemble, vous pourrez alors trancher. Mais je ne vois vraiment pas où le député veut en venir avec ses questions.

M. Hawkes: Le principe général de . . .

Mme Bégin: S'il s'agit du problème des pensions des femmes qui restent à la maison, j'ai déjà dit très clairement . . . et tout le monde sait cela au Canada . . . que nous voulons doter ces femmes de pension, et le plus tôt possible. Mais c'est l'un des défis les plus complexes que présente la réforme des pensions, et il nous faut entendre bien des points de vue avant de pouvoir régler cette question.

L'un des problèmes essentiels qui se posent est celui-ci: Qui paiera pour tous les groupes de femmes à revenu modique? C'est là-dessus que je ne cesse d'insister.

Deuxièmement, outre les aspects monétaires, il se pose aussi des questions de justice, en effet, est-ce aux contribuables, dans ce cas, aux cotisants du RPC, mais cela revient au même . . . ou aux femmes, et dans quelle mesure, de payer pour une partie non pas des femmes, mais des femmes qui restent chez elles, qui ont choisi par exemple d'élever leurs enfants entre l'âge de un an et sept ans, plutôt que de travailler à un emploi rétribué. Il y a aussi celles qui ont un emploi à temps partiel. C'est cela qu'il va falloir examiner.

En outre, le rapport du comité consultatif du RPC contribue, selon moi, au débat qui doit être, de toute évidence, examiné par le comité spécial.

Le président: Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Je vous remercie, monsieur le président. Je vais laisser cette question et poser l'une des autres que j'ai à l'esprit.

Dans votre budget principal, vous prévoyez une augmentation des versements du Régime d'assistance publique du Canada, de l'ordre de 360 millions de dollars, soit environ 13 p. 100. J'aimerais vous poser quelques questions quant à vos hypothèses de travail.

A cet égard, quelle est la proportion de ces prévisions budgétaires imputable à l'inflation, à la hausse des taux?

Mme Bégin: Je demanderai à M. Murphy de bien vouloir répondre.

[Texte]

The Chairman: Dr. Murphy.

Dr. Murphy: Mr. Chairman, I wonder if the minister would mind if Mr. Kent, who is the Director General to the Canada Assistance Plan, would respond to the details of that question. It could be, though, that on some of these, we might have to provide the information later.

The Chairman: Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: There have to be some assumptions made to produce an estimate. There are only two basic assumptions. One is the proportional increase in caseload, and the second is the increase through inflationary increases in rates.

The Chairman: Mr. Kent.

Mr. Jim Kent (Director General, Canada Assistance Program, Department of National Health and Welfare): Just by way of a little background, the estimates we have in front of us are based on estimates derived by adding up information from all the provinces plus the two territories. So there is not a simple factor multiplied to apply across the country.

• 1620

What I can say generally is—this would be a rough estimate... that what we were talking about is about a 10% increase in the caseload and, I believe, 7% to 8% inflation.

Madam Bégin: How much inflation?

Mr. Kent: About 7% to 8%. I am not talking about inflation, but that is what we expect the rates to increase at, the rates that the provinces will increase their rates. These rates are not automatically increased in most provinces. They are increased at such times as the...

Madam Bégin: On an ad hoc basis.**Mr. Kent:** Yes.**The Chairman:** Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: If I can just start with those two assumptions—a 10% increase in caseload, and let us just say a 7% increase in rates—we have a 13% budgetary increase. That looks like a 4% shortfall so my first question is: How do you account for that?

But my second question is: Is it the government's impression that the welfare caseload in Canada this year will increase only by 10%? Is that a reasonable assumption for the government to be making?

Mr. Kent: That is a—I have to be careful not to use the vernacular here—that is a very tough question.

If you go back and look at the problems associated with estimating what is going to happen with something like this, a lot is dependent here on whether the economy actually turns around; if so, how far the improvement goes; if the economy does improve, how many of the people actually come off the caseloads.

[Traduction]

Le président: Monsieur Murphy.

M. Murphy: Monsieur le président, le ministre pourrait-il demander à M. Kent, le directeur général du Régime d'assistance publique du Canada, de répondre à cette question fort précise. Il se pourrait, cependant, que, pour certains détails, nous devions vous fournir des renseignements plus tard.

Le président: Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Des prévisions budgétaires exigent certaines hypothèses. Dans le cas qui nous intéresse, je n'en vois que deux: l'une étant l'augmentation du nombre des bénéficiaires, et l'autre la hausse des taux compte tenu de l'inflation.

Le président: Monsieur Kent.

M. Jim Kent (directeur général, Régime d'assistance publique du Canada, ministère de la Santé et du Bien-être social): À titre de renseignement, je dirais que ces prévisions budgétaires sont fondées sur des prévisions obtenues en ajoutant des renseignements fournis par toutes les provinces ainsi que les deux territoires. Il n'existe donc pas un simple facteur multiplié pour s'appliquer à l'ensemble du pays.

De façon générale, je peux dire, encore que ce soit une estimation approximative—qu'il y a une hausse d'environ 10 p. 100 du nombre des bénéficiaires, l'inflation intervenant de 7 à 8 p. 100.

Mme Bégin: Combien pour l'inflation?

M. Kent: Environ 7 à 8 p. 100. Je ne suis pas en train de quantifier l'inflation, mais les provinces devraient augmenter leurs taux dans cette proportion. La plupart d'entre elles ne les augmentent pas automatiquement. Il y a des hausses lorsque...

Mme Bégin: Lorsque les circonstances l'exigent.**M. Kent:** Oui, en effet.**Le président:** Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: si je pars de ces deux hypothèses, une augmentation de 10 p. 100 du nombre des prestataires et de 7 p. 100 des taux—nous avons une majoration de 13 p. 100 des prévisions budgétaires. Il manquerait donc 4 p. 100, et dans ma première question, je vous demanderais de bien vouloir m'expliquer cela.

Mais voici ma deuxième question: le gouvernement a-t-il l'impression que cette année le nombre des assistés sociaux n'augmentera que de 10 p. 100? Peut-il raisonnablement faire une telle hypothèse?

M. Kent: Il s'agit-là—et je dois être très prudent afin de ne pas utiliser de jargon—il s'agit-là, d'une question très délicate.

L'évolution de l'économie interviendra considérablement dans l'évaluation de cette situation; il faudra aussi voir l'ampleur de la reprise, s'il y a reprise, et se demander combien de personnes n'auront plus à bénéficier du régime.

[Text]

In our conversations with the provinces we do have the impression that if the economy moves reasonably the growth rate will be slowed down from the rate that occurred last year and the previous year.

Mr. Hawkes: Would you share with us the rate of increased caseload last year?

Mr. Kent: I believe it was 13%. Yes.

What is of more concern in there is that the increase was particularly a problem amongst the group who were employable. There was about a 39% increase in the employable group—employable unemployed.

Mr. Hawkes: We have in the book you gave us a forecast for 1982-1983. Is the forecast the estimate which was made a year ago at this time, or is the forecast something more up to date?

Mr. Kent: For 1982-1983 that figure is based on estimates made in September. That is one of the problems, I believe, which has been mentioned in this committee before: when we make our main estimates forecasts, if you will, they are made in September because of the process of the system of getting it through. So when we arrive now—and I should say this is before we would come forward for supplementary estimates. So what we are looking at here are estimates which are made back in September and they are estimates which are compared against figures which were also made around September for the purpose of supplementary estimates.

Mr. Hawkes: So you are forecasting in September . . .

Mr. Kent: So we have a lag in the system, quite clearly. It is clear that there has been an increase, and you can only guess, but we may, as we have in previous years, come for supplementary estimates. I would not say that we will not; I would almost be assured that we would.

The Chairman: Mr. Hawkes, one more question for now, please.

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, our job is to approve or not approve estimates, and we try to dig into estimates, hopefully, to see whether or not the government is budgeting an adequate amount of money. I guess all the news that we see around would suggest that a 10% increase in welfare caseloads is perhaps somewhat optimistic on the government side given what is happening to the UIC claimants. One of the predictors of an increase in caseload, Mr. Chairman, has to be the average length of time on which people have already been on UIC because they do run out and the financial net which follows from running out of UIC benefits would tend to be welfare. I do not have an answer to the discrepancy between 13% and 17% yet, which was part of what I asked originally. Can I ask now whether or not the UIC data is included in the departmental equation for forecasting? Do you take a good solid look at what is happening in the UIC pattern before you present these estimates to Parliament, or are we just pulling 10% out of the air?

[Translation]

Dans nos entretiens avec les provinces, nous avons l'impression que si l'économie s'accélère raisonnablement, le nombre d'assistés sociaux diminuera par rapport à ce qu'il était l'an dernier et l'année précédente.

M. Hawkes: Pourriez-vous nous dire dans quelle proportion les nombres avaient augmenté l'an dernier?

M. Kent: Il s'agissait je crois de 13 p. 100. Oui.

Le plus préoccupant à cet égard, c'est que l'augmentation constituait surtout un problème parmi le groupe de ceux qui étaient employables. Il y avait une augmentation d'environ 39 p. 100 dans ce groupe, celui des chômeurs pouvant être employés.

M. Hawkes: Dans le livre que vous nous avez donné il y a des prévisions pour 1982-1983. S'agit-il de prévisions qui avaient été faites il y a un an à cette époque, ou d'autres plus rapprochées?

M. Kent: Pour 1982-1983, ce chiffre s'appuie sur des prévisions faites en septembre. Il s'agit d'un des problèmes qui a été je crois mentionné déjà devant ce comité, à savoir que nous établissons nos prévisions quant au budget principal en septembre, car il faut un certain temps avant qu'elles puissent être en place. Nous arrivons donc maintenant . . . Je dois ajouter que cela se fait avant que nous ne puissions présenter le budget supplémentaire. Nous examinons par conséquent ici des prévisions qui avaient été faites en septembre, et qui se situent par rapport à des chiffres établis aussi en septembre, pour les fins du budget supplémentaire.

M. Hawkes: Par conséquent, vous prévoyez en septembre . . .

M. Kent: Il existe donc très clairement un décalage dans le système. Il est clair qu'il y a eu une augmentation, et vous pouvez hasarder une conjecture, mais comme dans les années précédentes, il est possible que nous demandions un budget supplémentaire. Ce serait une très forte probabilité.

Le président: Monsieur Hawkes, une autre question pour le moment, s'il vous plaît.

M. Hawkes: Monsieur le président, notre travail est d'approuver ou non le budget, et nous essayons de l'examiner—je l'espère, du moins—pour voir si le gouvernement prévoit des dépenses raisonnables. Tout ce que nous voyons autour de nous devrait indiquer qu'une hausse de 10 p. 100 du nombre des assistés sociaux constitue peut-être du côté du gouvernement, une vision plutôt optimiste, compte tenu des problèmes qui se posent aux ayants droit de l'assurance-chômage. On peut prévoir une augmentation du nombre des assistés sociaux, monsieur le président, car ceux qui ont épuisé leur période de prestations admissibles et qui ne peuvent plus se prévaloir de l'assurance-chômage ont tendance à s'adresser au bien-être social. Je n'ai pas encore obtenu de réponse quant à l'écart entre 13 et 17 p. 100, à propos de la question que j'avais d'abord posée. Je voudrais demander maintenant si les données de la Commission d'assurance-chômage sont incluses dans l'équation qu'utilise le ministère pour établir ses prévisions. Est-ce que vous examinez soigneusement ce qui se passe dans ce contexte avant de soumettre ces prévisions au Parlement, ou est-ce que ces 10 p. 100 sont établis à l'aveuglette?

[Texte]

[Traduction]

• 1625

The Chairman: Mr. Kent.

Mr. Kent: No. Such as it can be sophisticated, we attempt to draw on every source we possibly can—finance projections, what we see happening in terms of unemployment on the regional basis, so we get some estimation what the impact is going to be by province, because we do make estimates on a province-by-province basis. We have ongoing consultations with the provinces. For example, before this particular set of main estimates would have been derived, we would have gone to each of the provinces and asked for some detailed assessment as to what they felt was going to happen to the caseload, what was going to happen to their rates and so on. But nonetheless, I guess as with most forecasts, with hindsight you can say, we could have done better. But on the other hand, determining what is going to happen with the economy is very difficult, and at that time when we made these estimates, that appeared to be the best estimate of the information we had from finance, the best information we had in terms of court caseloads and so on. This appeared to be reasonable.

Now, as I indicated before, it is clear that if there is not a major turn-around, that we will be back for supplementary estimates.

Madam Bégin: Can I add, for example, another element in the picture is regarding our ignorance at times of ad hoc increases by provincial governments of the rates and that has a clear political dimension. We may not be able to know ahead of time that on the first of such a month, for their own reason and private calendar, provinces X,Y,Z will move. They may not be able to tell us, even if a month before we are phoning and trying to obtain the information—that is fair game.

So it is an open-ended program on which, I think, we always come back on this. Even with my statutory program, we do the same. We always come to you—since I have been a minister, since I have been a member of the House really, because I was on this committee before—with supplementaries to correct the first estimates; and I think it is fair game.

The Chairman: I will go to Dr. Halliday now.

Mr. Halliday: Thank you, Mr. Chairman.

I had intended, among other things, to ask about the follow-up to our evidence last meeting—the question that was asked by Mrs. Mitchell regarding, in particular, the Planned Parenthood Federation of Canada. The minister did tell us last time that she had this extra \$3.2 million that would be used and she has confirmed that that will be available. And you have suggested there will be need for application on the part of these organizations, based on I presume some sort of criteria. Now, do these criteria highlight and emphasize... those groups which are going to be in the area of preventive medicine, shall we say, saving costs down the road?

Le président: Monsieur Kent.

M. Kent: Non. Malgré toutes les complexités que cela représente, nous essayons d'utiliser toutes les sources possibles, afin d'établir des prévisions financières, d'examiner la situation du chômage sur une base régionale, pour avoir une certaine idée de l'impact, par province, car nous établissons des prévisions pour chacune des provinces. Nous avons des consultations permanentes avec ces dernières. Par exemple, avant d'en arriver à ce groupe de prévisions budgétaires, nous serions allés consulter chacune des provinces pour demander une estimation de l'évolution du nombre des assistés sociaux, des taux et ainsi de suite. Néanmoins, comme avec la plupart des prévisions, on peut toujours se dire après coup que les choses auraient pu mieux se faire. Mais, d'autre part, il est très difficile de déterminer l'évolution de la conjoncture économique, et à l'époque où nous avons fait ces prévisions, cela semblait être la meilleure évaluation des renseignements financiers, des informations concernant les cas ayant fait l'objet de poursuites, et ainsi de suite. Les prévisions semblaient donc raisonnables.

Comme je l'ai déjà dit, il est évident que si l'économie n'enregistre pas une reprise notable nous devons nous présenter à nouveau pour un budget supplémentaire.

Mme Bégin: En outre, un autre élément est que nous ne sommes pas au courant parfois d'augmentations spéciales des taux, par les gouvernements provinciaux, ce qui ajoute évidemment une dimension politique. Il ne nous est pas toujours possible de savoir d'avance que le premier du mois pour telle ou telle raison et selon un échéancier spécial une province décidera certaines majorations. Elle n'est pas toujours en mesure de nous le faire savoir, même si un mois auparavant nous téléphonons pour essayer d'obtenir ce renseignement; je comprends fort bien cela.

Il s'agit donc d'un programme ouvert, et nous pouvons toujours y revenir. Nous procédons de la même façon même avec mon programme statutaire. Nous nous présentons toujours devant vous, depuis que je suis ministre, en fait depuis que je suis député, car je faisais auparavant partie de ce Comité, avec un budget supplémentaire pour corriger les premières prévisions, ce qui me paraît raisonnable.

Le président: Je vais maintenant passer la parole à M. Halliday.

M. Halliday: Merci, monsieur le président.

Entre autres choses, j'avais l'intention de vous demander quelle suite a été donnée à la question que vous avait posée M^{me} Mitchell lors de notre dernière réunion, concernant en particulier la Fédération pour le planning familial du Canada. Le ministre nous avait dit la dernière fois qu'elle disposait d'un excédent de \$3.2 millions qui serait utilisé, et elle a confirmé qu'il sera disponible. Vous avez dit que ces organismes devront présenter des demandes, d'après sans doute certains critères. Ces derniers concernent-ils surtout les groupes oeuvrant dans le domaine de la médecine préventive, afin de faire des économies à plus long terme?

[Text]

Mrs. Mitchell has put the case for adolescent pregnancy and so on. I wonder how much priority the minister can tell us now she will be giving to that kind of reference that those people of Planned Parenthood would have. I am wondering what their chances are based on—Mr. Chairman, do we have terms of reference that have been sent out to these groups and, if so, do we have a copy of them and where does the preventive medicine aspect stand?

Madam Bégin: We have the booklet of the guidelines for these funds which was sent to all the groups that we know are our clients—I am sorry, I should have brought some for the members of the committee. I will have them delivered, if you permit, Mr. Chairman, to the members of the committee . . .

The Chairman: Would you do that, please.

Madam Bégin: —for further discussion.

Mr. Halliday: Thank you, Madam Minister.

• 1630

Mr. Chairman, I would like to go on to another area and it is the area that we got onto last time as well—Mr. Blaikie and I both—and it was a bit of a breakthrough to have the support of the NDP in discussing the problem of underfunding of our health care system in Canada.

In the last two or three weeks, two particular issues, which are only examples of just a tip of the iceberg, have come to my attention. One is a letter, Mr. Chairman, that the minister received from a Dr. McQuarrie in the Hospital for Sick Children in Toronto. I do not know whether you have had a chance to see it or answer; it is just about five weeks old. He happens to be a paediatric urologist; he is not only a paediatric surgeon but he is a super specialist in the field of urology, kidney tract disease. In that letter he appended a page, which you would probably find of particular interest, listing the names of 22 formerly specialists in urology from Quebec who have all long left the province. He has listed the city they were originally in and where they have gone, where he knew the information. Among those 22 urologists are two paediatric urologists who were super specialists in the City of Montreal and, those two having gone, there is one left for the whole City of Montreal; in fact, one for the whole province of Quebec—one paediatric urologist left to look after two children's hospitals right in the city of Montreal. With that information, Mr. Chairman, behind our belts, the Montreal *Gazette* on May 1, 1982 published a big series of articles on the crisis in medicare and they pointed out and I am quoting from page 84 at the bottom of column 2:

The elective patients throughout the country are waiting an average four months for surgery and sometimes up to a year, with the lengthening at the rate of at least one month each year, in Canada's 308 major hospitals.

And then in brackets:

those with more than 200 beds.

A little further on down in that same article, there is reference to an interview with the minister, Mr. Chairman.

[Translation]

Mme Mitchell a évoqué les grossesses des adolescentes, par exemple. Le ministre peut-il nous dire quelle priorité elle accordera à cette question, par l'intermédiaire des groupes de planning familial. Sur quoi leurs possibilités sont-elles fondées, monsieur le président? Leur a-t-on envoyé des prévisions quant à leurs attributions, et dans l'affirmative en avons-nous un exemplaire et où se situe à cet égard la médecine préventive?

Mme Bégin: Nous avons la brochure des directives concernant ces subventions, brochure qui a été envoyée à tous les groupes que nous savons être nos clients; je suis désolée, j'aurais dû en apporter pour les membres du Comité. Je les ferai distribuer, avec votre permission, monsieur le président, aux membres du Comité.

Le président: Je vous en prie, merci.

Mme Bégin: . . . pour plus ample discussion.

M. Halliday: Merci, madame le ministre.

Monsieur le président, je voudrais examiner une autre question, dont nous avons parlé la dernière fois, M. Blaikie et moi-même, et j'ai été agréablement surpris de voir que le NDP voulait aussi discuter du problème de l'insuffisance des subventions versées au système des soins médicaux au Canada.

Ces deux ou trois dernières semaines, deux questions, ne représentant en fait que la pointe de l'iceberg, ont été soumises à mon attention. Il s'agit d'abord, monsieur le président, d'une lettre que le docteur McQuarrie, de l'hôpital des enfants malades, de Toronto, a envoyée au ministre. Je ne sais pas si vous avez eu la possibilité de la voir ou d'y répondre; elle a été envoyée il y a près de cinq semaines. Il est pédiatre et urologue, très spécialisé dans le domaine de l'urologie, des maladies des reins. Il a annexé à sa lettre une page qui vous intéressera probablement, et dans laquelle il donne les noms de 22 anciens urologues du Québec qui ont quitté depuis longtemps la province. Il indique leur ville d'origine et celle où ils se sont installés, lorsqu'il le sait. Parmi ces vingt-deux urologues, deux pédiatres étaient de très grands spécialistes de Montréal, et ces deux étant partis il n'en reste plus qu'un pour toute la ville de Montréal; en fait, il n'y en a qu'un pour tout le Québec, un seul urologue pédiatre pour s'occuper de deux hôpitaux pour enfants à Montréal. De plus, monsieur le président, *The Gazette*, de Montréal a publié le 1^{er} mai 1982 toute une série d'articles sur la crise des soins médicaux, en soulignant ce que je vais citer, page 84 au bas de la deuxième colonne:

Dans tout le Canada, certains patients attendent en moyenne quatre mois avant d'être opéré, et parfois jusqu'à un an, ces délais augmentant d'au moins un an chaque année, et ce dans 308 grands hôpitaux du Canada.

Et ensuite, entre parenthèses:

Ceux qui ont plus de 200 lits.

Un peu plus bas dans ce même article, il est question d'une entrevue avec le ministre, monsieur le président. Le journa-

[Texte]

The journalist apparently was questioning the issue of quality of care and your advisers, I do not know who they could be, who would suggest that there is no evidence of decreasing quality of care—you obviously did not talk to the right advisers. Anyway, the minister went on to say and she is not quoted but she is referred to and I am reading this now right from the Montreal *Gazette* that she, that is Madam minister, added that if she found herself waiting a long time for a hospital bed, she would probably go outside the country for treatment and pay for it. That is what you are reported as having said.

Madam Bégin: I never said that in my whole life.

Mr. Halliday: That is too bad that *The Gazette* . . .

Madam Bégin: What newspaper was it, the date, etc.?

Mr. Halliday: That is a Montreal paper.

Madam Bégin: What date?

Mr. Halliday: May 1. I told you at the beginning.

Madam Bégin: Thank you. May 1.

Mr. Halliday: Yes.

Mr. Chairman, my concern is this that the . . .

Madam Bégin: Anyway, I have never said that in my life.

The Chairman: I am sorry, Mr. Halliday, May 1 of what year?

Mr. Halliday: The year 1982.

The Chairman: May 1, 1982.

Carry on Mr. Halliday.

Mr. Halliday: That is the last May we had was it not?

My concern is this, Mr. Chairman, and I would like to put this to the minister. When the Alberta government came out recently with some attempts to find some economies and inject some private sector money into the health care system, taking great precautions so that nobody would be denied accessibility, because the minister was very concerned about adequate accessibility particularly for those who cannot afford it and I agree with her on that and I share that concern. The Alberta government took all the precautions, as I read it, that could possibly be taken to do that and the minister came out very, very critical of them, just off the bat, for what they had done, and then she has the nerve to tell a reporter, so the reporter says, that if she could not get hospital care as quickly as she needed it in Montreal, she would go somewhere else, knowing perfectly well that the average Canadian with children cannot go somewhere else to get medical care. They cannot afford to do that. The minister can and maybe people in this room can, but the average Canadian cannot afford to get the special kind of care they need. The care they need is now leaving the province, Mr. Chairman. We have the statistics here of 22, just urologists only, and 66%, two-thirds of all the paediatric urologists, have left the province of Quebec, and that is only, Mr. Chairman, because of the draconian, horrendous type of program that you have in Quebec at the present time.

[Traduction]

liste semblait mettre en doute la qualité des soins, et critiquer vos conseillers—je ne sais pas lesquels—selon lesquels il ne semblerait pas y avoir une diminution de la qualité des soins—de toute évidence vous n'avez pas parlé au bon conseiller. Quoi qu'il en soit, le ministre a dit ensuite, je ne la cite pas, mais son nom est mentionné, et je lis maintenant cela dans *The Gazette* de Montréal que M^{me} le ministre avait ajouté que si elle devait attendre longtemps pour obtenir un lit d'hôpital elle quitterait probablement le pays pour se faire traiter, en payant des soins. C'est ce que vous auriez dit d'après le journaliste.

Mme Bégin: Je n'ai jamais dit cela de ma vie.

M. Halliday: Il est fort dommage que *The Gazette* . . .

Mme Bégin: De quel journal s'agit-il, quelle date?

M. Halliday: C'est un journal de Montréal.

Mme Bégin: De quelle date?

M. Halliday: Du 1^{er} mai. Je vous l'ai dit au début.

Mme Bégin: Merci. Le 1^{er} mai.

M. Halliday: Oui.

Monsieur le président, ce qui me préoccupe c'est que . . .

Mme Bégin: Quoi qu'il en soit, je n'ai jamais dit cela de ma vie.

Le président: Je suis désolé, monsieur Halliday; le 1^{er} mai de quelle année?

M. Halliday: De 1982.

Le président: Le 1^{er} mai 1982.

Poursuivez, monsieur Halliday.

M. Halliday: Il n'y a pas encore eu de nouveaux mois de mai, n'est-ce pas?

Voici quelles sont mes préoccupations, à ce sujet, monsieur le président, et je voudrais en faire part au ministre. Récemment le gouvernement de l'Alberta a essayé de trouver le moyen de faire des économies et d'inciter le secteur privé à financer une partie des soins médicaux, en prenant de très grandes précautions, afin que tout le monde puisse avoir accès au système—et cette question tient beaucoup à coeur le ministre—en particulier les personnes ayant des revenus modiques, et je suis d'ailleurs tout à fait d'accord avec elle là-dessus. Le gouvernement de l'Alberta a pris toutes les précautions possibles en agissant ainsi; or, le ministre l'a vertement critiqué et elle a eu l'audace de dire aux journalistes, d'après ce que disent ces derniers, que si elle n'obtenait pas des soins d'hôpitaux aussi rapidement qu'elle souhaitait à Montréal, elle irait ailleurs, tout en sachant fort bien que le Canadien ordinaire qui a des enfants ne peut pas aller à l'étranger pour se faire soigner. Il ne peut pas se le permettre. Le ministre le peut, et peut-être d'autres personnes dans cette salle, mais le citoyen ordinaire ne peut pas se permettre d'obtenir les soins médicaux qui peuvent lui être nécessaires. Les spécialistes quittent actuellement la province, monsieur le président. J'ai des statistiques ici; 22 urologues et 66 p. 100, soit les deux tiers de tous les pédiatres urologues ont quitté le Québec, et c'est seulement à cause des programmes draconiens et effroyables

[Text]

Mr. Chairman, the minister is concerned about two-tiered health care, this is two-tiered care that she is supporting because she has said in this article, she is reported to have said that she would go to the U.S.A. to get her treatment, something that other Canadians cannot do.

Madam Bégin: Do ministers have points of privilege?

The Chairman: No, well . . .

• 1635

Madam Bégin: Should I say in French that I have never said that or thought of that? I do not even speak English well enough to go to the States to be treated. I mean, can you not use your head? I am satisfied with Canada. I dislike very much that sort of game when it comes to medicare, which is the key program in this country. I dislike the dishonesty that has been shown today. I said to the member that I have not said that; he repeats it three or four times that I said that and am reported to have said that. I repeat: I have never thought that way, so let us take that out of the way, if the member permits, and let us talk of the problem of medicare.

There are two other dimensions to the question the member asked me. One is the problem of the number of specialists in the Province of Quebec. I do not understand; I would like to ask the member what the role of the federal government is in that, because I did not get it.

The problem of waiting lists is a provincial problem on which I have no influence, direct or indirect. The question of Alberta, which the member links altogether in one big pot, is a totally different problem. It does not talk of the management of services that the first question addressed; it talks of the financial system that supports medicare in Canada under the same old five basic conditions. It is the only time in my life that I have been a conservative. I am a conservative because I am trying to conserve. I am not trying to change anything. I am trying to conserve the best system we have in Canada for health. I am an absolute conservative in this. I am not a reformist; I am not trying to change the system. I am trying to conserve what existed a long time before me, like a deposit I got and we thought was a good deposit. So I am not trying to change the system; I want to establish that.

In that light, when the announcement was made by the Province of Alberta, contrary to what you are saying, what I did was write and make known immediately a very explicit request to my provincial counterpart, whom I phoned two days ago and returned my call yesterday, Mr. David Russell, the Alberta minister, to ask him for the detailed information instead of me relying on press reports, which is only fair. By the way, he is preparing it for me—he confirmed it to me yesterday—and we will analyze and assess it upon receipt. He expressed the hope that he was going to satisfy our concerns, that all conditions must be respected, all the old conditions

[Translation]

qui existent actuellement dans cette province, monsieur le président.

Monsieur le président, le ministre se préoccupe des deux niveaux concernant les soins médicaux, or elle appuie ce principe, car elle a dit dans cet article, elle aurait dit en tout cas, qu'elle se rendrait aux États-Unis pour se faire soigner, chose que les autres Canadiens ne peuvent pas faire.

Mme Bégin: Les ministres peuvent-ils invoquer la question de privilège?

Le président: Non, mais . . .

Mme Bégin: Dois-je dire en français que je n'ai jamais dit ni pensé cela? Je ne parle même pas suffisamment bien l'anglais pour aller me faire soigner aux États-Unis! C'est logique, n'est-ce pas? Je suis satisfaite de ce que nous avons au Canada. Je n'aime pas du tout que l'on use de ce procédé à propos du programme de soins médicaux qui est essentiel dans notre pays. Je n'aime pas la malhonnêteté qui s'est manifestée aujourd'hui. J'ai dit au député que je n'ai pas dit cela. Il répète trois ou quatre fois que je l'ai dit ou que je l'aurais dit. Encore une fois, je n'ai jamais pensé de cette façon, alors, qu'il ne soit plus question de cela, et si le député le veut bien, examinons le problème des soins médicaux.

La question que m'a posée le député présente deux autres dimensions. L'un des problèmes est le nombre des spécialistes au Québec. Je ne comprends pas; je voudrais demander au député quel est le rôle du gouvernement fédéral dans cette question, parce que je ne vois pas très bien.

Le problème des listes d'attente est un problème provincial sur lequel je n'ai aucune influence ni directe ni indirecte. La question de l'Alberta que le député associe à la première est d'ordre totalement différent. Elle ne concerne pas la gestion de services, dont traitait la première question; elle concerne le système financier qui subventionne les soins médicaux au Canada d'après les cinq anciennes conditions fondamentales. C'est la seule fois de ma vie où j'ai été conservateur. Je suis conservateur parce que je veux conserver quelque chose, et ne rien changer. J'essaie de conserver le meilleur système qui existe au Canada pour la santé. Je suis à ce sujet un conservateur absolu. Je ne suis pas réformiste, je n'essaie pas de modifier le système. J'essaie de conserver ce qui existait longtemps avant moi, et qui représente en quelque sorte un dépôt que j'ai obtenu, et qui me paraissait valable. Je n'essaie donc pas de changer le système; je tiens à le dire.

A cet égard, lorsque l'Alberta avait annoncé son intention, contrairement à ce que vous avez dit, j'ai immédiatement envoyé une demande écrite très explicite à mon homologue provincial à qui j'ai téléphoné il y a deux jours, et qui m'a rappelée hier. J'ai donc demandé à M. David Russell, ministre de l'Alberta, des renseignements détaillés, plutôt que de m'appuyer sur les media, ce qui n'est que justice. Soit dit en passant, il est en train de préparer sa réponse à mon intention—il me l'a confirmé hier—et nous l'analyserons, et nous l'évaluerons dès que nous la recevrons. Il m'a dit qu'il espérait dissiper nos craintes, et que toutes les conditions seront

[Texte]

that have always been there. As I told him, I also hope he will be able to reassure me of that, otherwise we will continue to talk and try to settle the issue.

The Chairman: Dr. Halliday.

Mr. Halliday: Mr. Chairman, on the same subject. It was only about two or three weeks ago that Dr. Keon, one of the world-famous cardiac surgeons, was on the CBC program *The National* between 10.00 p.m. and 11.00 p.m. deploring the death of a lady—I believe it was a lady patient here in a city hospital in Ottawa—because facilities could not be found at the appropriate clinic where he operates at the Civic Hospital to have her transferred for the surgery she needed. I think she had been waiting six weeks, if my memory is correct. It is not very often that a surgeon of the calibre of Dr. Keon can be convinced that he should get onto public television on an issue like that; that is almost against the traditional ethics of physicians. When they do it, and somebody with his background and his status does it, it really means there is something serious wrong with our system.

When I combine that sort of evidence, Mr. Chairman, with the evidence of these urologists leaving Quebec, I want to ask the minister: Why does she think 22 urologists have left the Province of Quebec? Mr. Chairman, if she has not thought about it and we have to ask her officials to look into it, I am terribly concerned. That is a serious situation.

Madam Bégin: Wait a minute. Do not be concerned, Dr. Halliday.

The Chairman: Please. I think it is . . . Are you finished your question, Doctor?

Mr. Halliday: That question.

The Chairman: Madam Minister.

Madam Bégin: The responsibility of managing the delivery of services, and that includes the allocation of specialists and whatnot, is not—maybe unfortunately—my responsibility. I just want to stress that. Of course I have opinions; I suppose they did not make enough money in their view. I suppose that must be the reason. Other than that, this is not for me to comment . . .

Mr. Halliday: Mr. Chairman, we are talking about . . .

• 1640

Madam Bégin: Other than that is not for me to comment because this is entirely and only to do with provincial doctors' association negotiating yearly or every two years with their provincial minister. They do not negotiate with me. The Ontario Medical Association, for example—and I suppose I take for granted they are responsible people—publishes, like they do right now in the newspapers, text saying that nobody knows more about the health care system than the doctor and giving the horrible example of how expensive it is in the United States to be sick on the left side of the picture and then giving on the right side the horror stories of how it is, according to

[Traduction]

respectées, toutes les anciennes conditions qui ont toujours été présentes. Comme je lui ai dit, j'espère aussi qu'il pourra me rassurer à ce sujet, autrement nous continuerons à négocier pour essayer de régler cette question.

Le président: Monsieur Halliday.

M. Halliday: Monsieur le président, toujours à propos de la même question. Il y a seulement deux ou trois semaines, le docteur Keon, l'un des plus célèbres chirurgiens et cardiologues au monde, était au programme *The National* de la CBC entre 22 heures et 23 heures; il déplorait la mort d'une femme—je crois qu'il s'agissait d'une patiente d'un hôpital d'Ottawa—parce qu'il était impossible de la faire transférer à la clinique où il opère, à l'hôpital Civic, afin qu'elle subisse une opération nécessaire. Je pense qu'elle attendait depuis six semaines, si ma mémoire est bonne. Il est plutôt rare qu'un chirurgien aussi éminent que le docteur Keon puisse être convaincu de devoir parler à la télévision publique à propos d'une telle question; c'est en effet presque contraire à la déontologie médicale. Si donc un chirurgien aussi éminent que lui a décidé de s'adresser au public, c'est que notre système présente vraiment de graves failles.

Lorsque je juxtapose cela, monsieur le président, et le fait que ces urologues quittent le Québec, je voudrais demander au ministre comment s'explique cette exode. Monsieur le président, si elle n'y a pas pensé et que nous devons demander à ses fonctionnaires d'examiner la situation, c'est qu'elle est très préoccupante.

Mme Bégin: Un instant, s'il vous plaît. Ne vous préoccupez pas ainsi, monsieur Halliday.

Le président: Je vous en prie. Je pense que c'est . . . Avez-vous terminé votre question, monsieur?

M. Halliday: Cette question.

Le président: Madame le ministre.

Mme Bégin: La responsabilité de la gestion de la prestation des services, et cela comprend la répartition de spécialistes, par exemple, ne relève pas de mes responsabilités, ce qui est peut-être dommage. Mais je tiens à le souligner. J'ai bien sûr mon opinion là-dessus; ces médecins n'estimaient peut-être pas gagner suffisamment d'argent. C'est sans doute la raison, mais à part cela, ce n'est pas à moi à dire . . .

M. Halliday: Monsieur le président, nous parlons de . . .

Mme Bégin: Je voudrais simplement dire que ce n'est pas à moi à faire des remarques sur cette question qui concerne entièrement et uniquement les négociations qui se font chaque année entre l'Association provinciale des médecins et leur ministre, toujours à l'échelle provinciale. On ne négocie pas avec moi. Par exemple, la *Ontario Medical Association*, et il s'agit sans doute de personnes responsables, publie maintenant dans les journaux des articles selon lesquels personne ne connaît mieux le système des soins médicaux que les médecins, citant aussi le coût exorbitant de la médecine aux États-Unis, dénonçant par ailleurs le système national britannique pour dire ensuite, et je cite:

[Text]

them, in the British national health system, and continuing as I quote,

Under its scheme doctors are totally controlled. Most are paid a salary so they are assured of incomes whether they see their patients or not. So patients wait and wait to see a doctor they probably were not even permitted to choose for themselves.

And it goes on:

Why are we telling you this? To alert you to how easily our balance system could be upset by further state controls. What can you do? Understand what could happen here and talk to your own doctor about it.

When they do that, by way of association of ideas, they suggest we, somebody, is going to disrupt the health system in Canada and put doctors on salaries. This is absolutely not a fact. Not in any province have I heard any minister speak of that, except in the past for Denis Lazure in Quebec, but that was dropped . . .

Mr. Halliday: It is too expensive to do it.

Madam Bégin: —and it may not be a good idea at all. By the same process of association of ideas, you have just put together one death in one hospital, the Quebec specialist leaving, and me. I ask you why have you done that?

Mr. Halliday: Mr. Chairman, may I ask my question?

Madam Bégin: How are we helping the health system by putting together things that do not belong together?

The Chairman: One more short comment or question, Doctor.

Mr. Halliday: Well, Mr. Chairman, the minister is asking me why do I put those three things together, and it is very obvious why. The minister has disassociated herself completely from the situation of urologists in Quebec. She has attempted to disassociate herself from the problem of Dr. Keon and the people who live in the district of Ottawa—Hull who need cardiac surgery. That is a question of accessibility I am talking about—accessibility to the kind of care those people need in a hurry sometimes.

Yet, she is very quick when the Province of Alberta decides that they want to do something that is completely within their jurisdiction to implement—some type of user—fee system, or whatever you want to call it in the hospital . . . and which is quite within their jurisdiction to do, she is very quick to charge them with precluding accessibility for the people of Alberta to health care. That is why I am bringing up the other issues.

On the one hand, you say Alberta is being denied accessibility to health care, or certain people will be; yet, you refuse to admit that people in the Ottawa area are now being denied accessibility to cardiac care, and they are dying. And people in Quebec who want to have their kids' kidneys looked after, cannot get it. They either have to go to the U.S.A. to get it

[Translation]

D'après ce système, les médecins sont entièrement contrôlés. La plupart d'entre eux touchent un salaire et leur revenu est garanti qu'ils voient ou non leurs patients. Les malades doivent donc attendre avant de pouvoir consulter un médecin qu'ils n'ont probablement pas même eu la possibilité de choisir.

Je voudrais citer encore ceci:

Pourquoi vous disons-nous cela? Pour vous mettre en garde, car d'autres contrôles de l'État pourraient très facilement déséquilibrer notre système. Que pouvez-vous faire? Comprendre ce qui pourrait se passer à cet égard et en parler à votre médecin personnel.

En agissant de la sorte, par association d'idées, ils semblent dire que nous-mêmes, que quelqu'un va bouleverser le système médical du Canada, et faire des médecins des salariés. Ce n'est absolument pas vrai. Je n'ai jamais entendu un ministre parler de cela, dans aucune province, à l'exception de Denis Lazure, au Québec, par le passé, mais il n'en n'a plus été question . . .

M. Halliday: Ce serait peut-être trop coûteux.

Mme Bégin: . . . et ce ne serait peut-être pas une bonne idée. Selon le même processus d'association d'idées, vous avez lié un décès dans un hôpital, l'exode des spécialistes du Québec et moi. Je me demande pourquoi vous avez fait cela.

M. Halliday: Monsieur le président, puis-je poser ma question?

Mme Bégin: Sommes-nous en train d'œuvrer pour le système médical en mettant sur le même plan des choses qui n'ont rien à voir ensemble?

Le président: Une autre brève remarque, ou une question, s'il vous plaît.

M. Halliday: Monsieur le président, le ministre me demande pourquoi j'ai relié ces trois éléments, or cela me paraît évident. Le ministre s'est entièrement dissocié de la situation des urologues au Québec. Elle a essayé de se dissocier du problème du Dr. Keon et des gens qui vivent dans la région d'Ottawa-Hull et qui ont besoin de chirurgie cardiaque. Je suis en train de parler d'une question d'accessibilité, accessibilité à des soins nécessaires parfois en cas d'urgence.

Or, elle réagit très rapidement lorsque l'Alberta décide qu'elle souhaite mettre en place un système de paiement des frais d'hospitalisation par l'utilisateur, ce qui rentre bien dans la compétence de la province. Or, le ministre l'accuse très rapidement d'empêcher les Albertains d'avoir accès aux soins médicaux. Voilà pourquoi je suis en train de soulever ces autres questions.

D'une part, vous dites cela, ou que certaines personnes n'auront pas accès aux soins médicaux; or, vous refusez d'admettre que, dans la région d'Ottawa, des gens meurent parce qu'on leur refuse l'accès à des soins en cardiologie. De plus, les résidents du Québec dont les enfants ont des maladies de rein ne trouvent aucun spécialiste sur place. Ils doivent soit

[Texte]

now or not have it at all. That is the kind of accessibility I am, concerned about.

The Chairman: All right. Order please. Madam Minister, a fairly short reply, please.

Madam Bégin: It is impossible. I am sorry. We are talking of lives of people here.

Mr. Halliday: We sure are. That is right.

Madam Bégin: So I decide that these games are not to be played here. When any of the five conditions—accessibility being a key one of them—is, we think, breached, it must be reported to the department. It is investigated and we do take action according to the act I have to administer. And I hope that it is as clear as possible.

What we hope to do with the new Canada Health Act is to clarify and strengthen those five conditions by trying to spell out what does not exist right now in the actual act—not change the conditions but spell out what are breaches of conditions. And accessibility, of course, is one of them.

The Chairman: I will go to Mr. Marceau now.

M. Marceau: Merci, monsieur le président.

Madame le ministre, on parle d'une période de restrictions; on vous oblige à faire des ajustements à l'intérieur de votre ministère. Dans le contexte actuel, quelle est votre priorité pour cette année? Il doit quand même se dégager une ligne de fond; vous êtes obligée de faire un choix. Dans quels domaines entendez-vous vous orienter? Du côté amélioration du service de santé, du côté diminution des coûts de bien-être? Quel est votre choix de priorités, sans exclure d'autres aspects qui pourraient être importants? Dans la conjoncture actuelle, qu'est-ce que vous estimez être une priorité?

• 1645

Mme Bégin: Nous avons défini, à mon Ministère, selon les méthodes de travail de l'administration, des priorités par aire de responsabilité, c'est-à-dire à l'intérieur de chacune de mes sept directions opérationnelles. A l'intérieur de chacune, il y a la première, la deuxième, la troisième priorité, etc. A l'échelle nationale, cela n'a peut-être pas l'air aussi important, en volume, que lorsqu'on parle de la santé des Indiens, mais à l'intérieur de cette direction-là, c'est évidemment la première priorité. Cela inclut entre autres la santé des Indiens — je le dirai en premier lieu ... et cela se définit en essayant d'obtenir qu'un plus grand nombre de réserves indiennes prennent elles-mêmes en mains leur santé. Alors, on transfère les responsabilités, on les négocie directement avec les groupes locaux. Mon autre priorité, c'est la formation de travailleurs de la santé indiens, infirmières et médecins en particulier, professionnels ou paraprofessionnels, en plus des *community health workers* qu'on a déjà établis. Il y a d'autres priorités, mais celle-là, c'est le numéro un.

Côté personnes âgées, mais je ne crois pas pouvoir le faire cette année, c'est évidemment l'augmentation du supplément pour les personnes seules. Je garde cela dans mes papiers, mais

[Traduction]

les faire soigner aux États-Unis soit les laisser malades. Voilà ce qui me préoccupe lorsque nous parlons d'accessibilité.

Le président: Très bien. À l'ordre, s'il vous plaît. Madame le ministre, une très brève réponse, s'il vous plaît.

Mme Bégin: C'est impossible, je regrette. Nous sommes en train de parler de la vie des citoyens.

M. Halliday: En effet, c'est exact.

Mme Bégin: C'est pourquoi je refuse de tels jeux ici. Lorsque l'une des cinq conditions, dont l'accessibilité est l'une des plus importantes, n'est pas respectée, le ministère doit en être avisé. La question est examinée de très près, et nous devons prendre des mesures en vertu de la loi que je dois administrer. J'espère que cela est aussi clair que possible.

Ce que nous espérons faire avec la nouvelle loi concernant la santé, c'est de préciser et de renforcer ces cinq conditions en essayant de définir ce qui n'existe pas actuellement dans la loi actuelle. Je ne parle pas de changer les conditions, mais de préciser quelles sont les infractions aux conditions. Et l'accessibilité constitue bien sûr l'une d'elles.

Le président: Je vais maintenant passer la parole à M. Marceau.

Mr. Marceau: Thank you, Mr. Chairman.

Madam Minister, we are talking about a period of restrictions; you are asked to save money inside your department. Given the present context, what is your priority going to be for this year? Do you see any theme coming forth as you will have to make a choice? What directions do you expect to take? Improvement to your health services, or reduction of welfare costs? What will be your priorities, still taking into account other important aspects of your work? In the present situation, what do you consider a priority?

Mrs. Bégin: In the department, and according to normal administrative procedures, we have defined priorities by areas of responsibility, that is priorities within each of my seven operational directorates. Within each there has been established a list of priorities. Mind you, on a national scale, the total effect may not seem important with respect to the health of Indians, but within the directorate, obviously, it is a top priority. So among others, the health of Indians is a top priority, wherein we will try to have a greater number of Indian reserves take their health services into their own hands. So there is a requirement to transfer responsibilities, and we are presently negotiating with local groups. My second priority in that area, is to train Indian health workers, nurses and doctors in particular, professionals or paraprofessionals, in addition to the existing community health workers. There are other priorities of course but that is number one.

With respect to senior citizens, although I may not be able to do it, of course the priority would be an increase in the supplement for single persons. I am looking through my

[Text]

j'ai bien peur que ce ne soit que pour l'an prochain, à cause de la somme d'argent en jeu, qui est d'environ 300 millions de dollars.

Par ailleurs, il y a la réforme des pensions qui est une priorité du gouvernement, mais cette année, c'est le comité; ce n'est pas autre chose.

Ensuite, et je regrette d'avoir l'air prétentieuse en le disant, ce serait de faire traverser aux programmes sociaux, et surtout à l'assurance-santé qui est mon dernier en liste, les années de la crise économique. C'est ce que je dirais pour résumer.

Je pourrais ajouter qu'on est en train de travailler entre autres pour les handicapés, avec les provinces, en vue d'en arriver à un bien meilleur programme de revenus pour les handicapés. On est aussi en train de travailler avec les provinces à une simplification du Régime d'assistance publique du Canada pour aider, et non pas être dans le chemin, si j'ose dire, des provinces et des bénéficiaires. On a des tas d'autres choses, mais en gros, disons que c'est un peu un exemple de ce qu'on a en tête.

M. Marceau: Je pense que le Québec était la seule province qui n'avait pas signé d'entente concernant les handicapés, si je ne fais pas erreur. Est-ce que la situation est toujours la même ou s'il y a espoir d'amélioration?

Mme Bégin: Je vais demander au Dr Murphy de répondre à cette question, s'il vous plaît.

M. Murphy: C'est vrai, monsieur, que le Québec n'a pas signé d'accord dans le cadre du VRDP, comme on dit en anglais, mais à notre sens, il y a beaucoup de flexibilité dans le Régime d'assistance publique du Canada *and to a large extent*, nous sommes en train de partager le même type de services sous ce régime que celui que nous avons partagé dans les autres provinces dans le cadre du VRDP.

M. Marceau: Autrement dit, vous ne pénalisez pas la population du Québec parce que le gouvernement ne veut pas signer l'entente?

M. Murphy: Pas du tout.

M. Marceau: Madame le ministre, dans vos programmes, on parle assez peu du domaine de la nutrition. Est-ce que vous avez des études ou un budget qui est alloué pour montrer aux gens comment se nourrir? C'est essentiel pour la santé. Il faut soigner les gens lorsqu'ils sont malades, mais il faut prévenir et dans la prévention, l'alimentation est un élément important. Je ne sais pas si c'est parce qu'on ne prend pas connaissance de toutes les déclarations, mais on a l'impression qu'on en parle assez peu. Est-ce que c'est un élément important dans les budgets de votre ministère? Est-ce qu'il y a quelque chose qui se fait? On parle de diminuer les coûts; une bonne alimentation est un des moyens qui évitera à bien de gens de faire appel à des services de santé.

• 1650

Mme Bégin: On n'en parle peut-être pas parce que je crois que je n'ai jamais eu une question au Comité, d'une part, mais pour nous c'est *clé*. Parce que depuis l'adoption des nouvelles perspectives de santé pour les Canadiens, il y a plusieurs

[Translation]

papers, and I am very much afraid that it will have to wait until next year, because there are some \$300 million required.

Then, there is the pension reform which has become a government priority, but this year, in this area, there will only be the work of the committee.

Finally, and I do not want to sound presumptuous, my last two priorities, would be to shepherd the social programs and particularly the health insurance program, through these years of economic crisis. I think that about summarizes it.

I might add, that we are presently working with the provinces for the handicapped among others, in order to try to obtain a better income program for them. Also with the provinces, we are trying to simplify the Canada Assistance Plan, in order to be able to help, rather than impede, if I may be so bold, the provinces and the plans of beneficiaries. There are a host of other matters of course but in general, let us say that is an example of what we have in mind.

Mr. Marceau: If I am not mistaken, I believe Quebec was the only province not to sign an agreement with respect to the handicapped. Has the situation changed at all, and is there any hope that it might improve?

Mrs. Bégin: If I may, I will ask Doctor Murphy to respond.

Mr. Murphy: It is true, that Quebec has not yet signed the VRDP agreement, however, in our opinion, the Canada Assistance Program is quite flexible, and to a large extent, we are trying to share the same type of services under this plan, as we have done with the other provinces within the framework of the VRDP.

Mr. Marceau: In other words, the population of Quebec is penalized, because the government will not sign the agreement.

Mr. Murphy: Not at all.

Mr. Marceau: Madam Minister, in your programs, you have spoken very little about nutrition. Have you made any studies, and have you a particular budget, to inform people on how to better feed themselves? It is essential to a good health. Of course we have to care for those who are sick, but prevention is better than cure, and good nutrition is an important element of that aspect. Perhaps it may be because we do not read every statement, but there seems to be very little said about nutrition programs. Is it an important element of your ministerial budget? Are you doing anything in this field? We are talking about reducing costs; it seems to me good nutrition will decrease the call on health services.

Mrs. Bégin: If we do not talk about it, it is perhaps because we have never had a question in this respect in the Committee, but it is certainly a key point in our programs. Since the adoption of new health opportunities for Canadians some years

[Texte]

années, nous attachions évidemment la plus grande importance à la promotion par la prévention.

Alors en nutrition, nous avons eu de remarquables séries télévisées: *Bonjour, comment mangez-vous?* Oui, il y a un budget, bien sûr. Cette année, nous nous sommes concentrés sur la radio, sur des projets, des colloques différents que les agents de santé nous demandent un peu partout au Canada. *Les femmes et la santé* veulent nous parler de nutrition, et là j'ai des personnes âgées qui ont commencé dans plusieurs coins du pays à vouloir travailler ce dossier en regard d'elles-mêmes. Nous avons aussi de nombreuses affiches distribuées dans les écoles ou les centres communautaires, les C.L.S.C., etc., et des brochures que nous distribuons et dont nous faisons la promotion. Mais vous n'en entendez peut-être pas parler parce que c'est par les réseaux d'institutions scolaires, d'institutions communautaires, d'associations de femmes. C'est par tous les réseaux que nous avons que nous le faisons.

Nous avons commencé cette année...

I think it was this year we started that.

... Nous avons commencé cette année à distribuer nos séries sur la nutrition dans les pochettes d'informations gratuites que l'on peut trouver à la porte des supermarchés, parce que c'est là que les gens vont entre autres.

M. Marceau: D'accord.

Mme Bégin: Le grand public, quoi!

M. Marceau: Outre cette distribution, qui est excellente, cette promotion, est-ce que vous avez des études qui sont en cours pour essayer de trouver des façons de nourrir les gens plus simplement, à un coût moindre et., ce qui est meilleur pour la santé? Et ces études-là, est-ce qu'elles se font à l'intérieur du ministère ou est-ce que vous engagez des gens à l'extérieur du ministère pour faire des études de ce genre-là?

Mme Bégin: Dans la branche du Dr Morrison, nous avons des études qui sont faites à l'intérieur du ministère, pas tant du point de vue économique de la nutrition, que du point de vue technique, scientifique, la nutrition elle-même, comme les additifs, etc., etc.

Au point de vue socio-économique, cela ne serait pas fait à l'intérieur du ministère. Cela serait donné à d'autres groupes, mais je ne sais pas si on en a...

Do we have any under the welfare grants that would bring the social economic to nutrition, do you know?

Alors, permettez-moi de vérifier, monsieur le président, puis s'il y a quoi que ce soit comme information spécifique, on la fera parvenir au Comité.

M. Marceau: D'accord. Maintenant, madame le ministre, je sais que vous avez un département qui joue un rôle important et souvent méconnu dans le domaine de l'alcool et des drogues. On n'en entend pas parler, puis je sais qu'il y a beaucoup de travail qui se fait, alors pourriez-vous me dire l'état de la situation dans ce département-là des drogues et de l'alcool? Est-ce que les programmes d'aide qui existaient, il y a quelques années, sont maintenus?

[Traduction]

ago, of course we placed the greatest importance on promotion through health prevention.

So with respect to nutrition, we have had some very successful televised series: for instance *«Bonjour, comment mangez-vous?»*. Of course there is a budget. This year, we have concentrated on radio programs, on projects, various seminars, which are requested by health workers here and there throughout Canada. The program *«Les femmes et la santé»* is concerned with nutrition, and I now have some senior citizens in many areas of the country who have started to look into this for their own benefit. We also distributed numerous posters in schools and community centres, in the CLSCs in Quebec, etc., and we also distribute and promote distribution of brochures. Perhaps you do not hear so much about nutrition, because it is mainly done through school and networks, community centres, and women's associations. We provide the information through all the networks.

This year, we began...

Je crois que c'est cette année que nous avons commencé cela.

This year then we began the distribution of our series on nutrition, in free information kits, which can be found at the entrance of different supermarkets, since that is where people shop.

Mr. Marceau: Of course.

Mrs. Bégin: The public in general, of course.

Mr. Marceau: In addition to this excellent promotion and distribution, do you have any studies being made, to find ways to feed people more simply, at a lesser cost, that is to provide a healthier diet? And if so, are these studies conducted by the departmental personnel, or do you contract outside the department?

Mrs. Bégin: In Dr. Morrison's branch, certain studies are made within the department, not so much on the economics of good nutrition, but rather on the technical and scientific aspects, on such things as additives, etc. etc.

As to the socio-economic aspects, these will not be studied within the department. This would be done by other groups, however I do not know if we have any...

Aux termes des subventions de bien-être, y a-t-il des études en cours sur les aspects socio-économiques de la nutrition?

Well then let me check, Mr. Chairman, and if there is any particular information, I will have it sent to the committee.

Mr. Marceau: Agreed. Of course, Madam Minister, I note that your department has an important role to play with respect to alcohol and drugs, but which is often misunderstood. We do not hear very much about it, but I do know that you are doing a lot of work in this respect, so could you give us a summary of the situation in your department with respect to your drug and alcohol programs? Are the assistance programs started a few years ago still in existence?

[Text]

Mme Bégin: Nous avons trois programmes majeurs utilisant la télévision comme véhicule, de messages à des clientèles-cibles, que nous avons définis, contre le tabagisme, et là la clientèle-cible ce sont les jeunes . . .

What age group is it exactly? Is it 15 to 25?

Ce sont les jeunes de neuf ans à 17 ans. Ce sont vraiment les très jeunes que l'on ne veut pas voir commencer à fumer par conformisme scolaire et du milieu. Alors on a le programme des jeunes contre le tabagisme, on a le programme qui est une continuation depuis plusieurs années contre l'abus de l'alcool. En anglais, c'est *dialogue and drinking*, et en français, *dialogue sur l'alcool*, je présume, mais je n'en suis pas absolument certaine, que vous voyez à la télé.

Alors vous ne nous entendez pas en parler, mais ça rentre dans les foyers tous les jours aux heures de pointe. Et troisièmement, le nouveau programme contre les méfaits de la cannabis et la marijuana, etc., qui est aussi à la télévision, et qui s'adresse, bien sûr, aux jeunes.

M. Marceau: Vous aviez à un certain moment des subventions pour ceux qui voulaient prendre des initiatives dans ce domaine-là de l'alcool et de la drogue. Est-ce que ces programmes-là demeurent . . .

• 1655

Mme Bégin: Je suis toujours aux prises avec ce problème délicat, à savoir de ne pouvoir, à cause des divisions constitutionnelles, faire la livraison directe de soins et services. Je dois plutôt aider à renforcer ce type de services partout où on peut le faire. Alors, le moyen qui est ma disposition est celui des projets pilotes, des projets de démonstration, des projets de recherche, soit de façon systématique et à caractère carrément scientifique, par l'entremise du

NHRDP in French, please? What is the meaning of these initials in French?

Il s'agit d'un programme de recherche médicale appliquée de mon Ministère d'une part, par l'intervention de ce qu'on appelle la Promotion de la santé, dont un bureau est situé à Montréal, près de chez Eaton, en ville. C'est facile d'accès et différents groupes peuvent y aller, discuter de leurs projets et se voir éventuellement attribuer des subventions. J'en signe régulièrement un peu partout au Canada. Ces projets-là ne doivent pas être nationaux nécessairement, ils peuvent être tout à fait locaux en autant qu'ils aient une caractéristique d'innovation. D'autre part, ils peuvent obtenir des subventions au bien-être, éventuellement. Cela dépend de l'angle sous lequel le projet nous est présenté. Le vieux problème auquel je faisais référence, outre les projets carrément scientifiques, ce sont les autres projets de livraison de soins. Qui ramassera la facture après que nous l'aurons payée pendant trois ans? Donc, on essaie toujours de s'assurer qu'il y aura un avenir.

M. Marceau: Au sujet des personnes âgées., et ce sera ma dernière question, monsieur le président., je vous sais en accord avec la politique stipulant que plutôt que de placer les personnes âgées dans des centres, des refuges ou des centres d'accueil, il est préférable qu'ils demeurent, autant que

[Translation]

Mrs. Bégin: We have three important programs using TV messages to predetermined target groups, against the use of tobacco, particularly for the young people . . .

A quel groupe d'âge précisément? Est-ce de 15 à 25 ans?

The target group is young people between the ages of 9 and 17 years. We want to prevent the very young from starting to smoke, in order to remain "in" within their environment, or their school. So there is a program for young people, against abuse of tobacco, and of course there is a continuing program started several years ago against alcohol abuse. On TV, the English version is called "Dialogue on Drinking," and in French I presume it is called, "*Dialogue sur l'alcool*" but I am not sure.

So you may not hear us talk about it, but these spots are broadcast in all the homes every day at prime time. Thirdly, we have a new program concerning the toxic effects of cannabis and marijuana, etc. which is also broadcast on TV, and of course which is also addressed to the young.

Mr. Marceau: At one time, there were grants available for those who wanted to take certain measures in fighting alcohol and drug abuse. Are these programs continuing . . .

Madam Bégin: Because of constitutional divisions of powers, I am always faced with the delicate problem of not being able to directly deliver care and services. I can only help by supporting such services where they may be offered. So I have to use the means available, that is pilot projects, demonstration projects, research projects, which are carried out systematically and very scientifically, through the NHRDP.

Qu'est-ce que c'est NHRDP en français, s'il vous plaît? Que signifie ce sigle en français?

This is an applied medical research program carried out by my department on the one hand, within the health promotion branch, and which has an office located in Montreal, downtown near Eaton's store. It is easily accessible and different groups can go there, discuss their projects, and eventually obtain grants. I regularly sign out such grants here and there across the country. The projects may not be national in scope, indeed they can be very localized, as long as they are innovative in character. On the other hand, we also give out grants under the welfare programs. It depends from what angle you look at the project. The old other problem I mentioned, other than these purely scientific projects, are those involving the delivery of care. Who is going to pick up the tab, after we have paid it for three years? So, we are always trying to make sure any project has some future.

Mr. Marceau: With respect to senior citizens, and this will be my last question, Mr. Chairman, I know that you agree with the policy under which it is preferable to keep senior citizens in their own homes, as much as possible, rather than placing them in old age homes or reception centres or lodges,

[Texte]

possible, à la maison afin qu'ils soient maintenus dans un climat favorable, un climat parafamilial. Votre initiative dans ce domaine se limite-t-elle uniquement à essayer de convaincre les gens des provinces à suivre des politiques qui favorisent autant que possible le maintien d'une personne âgée à la maison ou avez-vous des initiatives directes? Y a-t-il des projets qui peuvent être subventionnés pour ceux qui voudraient mettre sur pied des moyens pour garder les gens à la maison plutôt que de les référer à des centres d'accueil?

Mme Bégin: Je vais répondre à la première partie de la question, et j'amenderais la façon dont vous l'avez présentée; c'est peut-être subtil mais, c'est très important.

Je ne remplacerais pas les actuels centres d'accueil afin de permettre aux gens de rester à la maison, comme politique. En priorité, il vaut, selon toutes les études, mieux que les gens demeurent dans leurs propres environnements. Cependant, il est certain que plusieurs types d'habitations différentes coexistent. Il faudra toujours des centres d'accueil, autrement dit. La liberté de choix est fondamentale à cet égard, mais on sait, d'après toutes les études qui ont été faites, que les gens qui demeurent dans leurs propres environnements en bénéficient même au point de vue de la santé. Cela ne peut pas se faire, néanmoins, sans des services de soutien à domicile et vous savez

All MPs know that because through our LIP projects, our community projects, we all feel a need to have people in our riding presenting projects that are creating jobs the way they should; but the way they are creating jobs is by providing repairs or maintenance or hot meals to seniors still living in their own environment. So that is a need. It is homemakers services that would be requested all over Canada, which I think, if I am not mistaken, started quite well in Manitoba a few years ago, and then is still

c'est encore dans l'enfance de l'art dans les autres provinces. Évidemment, vu que nous sommes en pleine crise économique, ce n'est peut-être pas non plus le temps de vouloir imposer cela aux provinces. Mais c'est cela qui est la politique de l'avenir.

M. Marceau: Merci, madame.

The Chairman: I would like to go for short supplementaries to Mrs. Mitchell, if she wishes, and Mr. Hawkes on a second round, about five minutes each. Mrs. Mitchell.

• 1700

Mrs. Mitchell: I will give you a copy of a resolution—there are a few extras here if anybody is interested—from the National Action Committee on the Status of Women. These were recommendations that they presented at their recent annual conference, and they have to do with changes that they would like to see to federal-provincial relations funding. I will quickly read them for the record, and you may want to comment quickly, and then perhaps we can get a written response so that it also will get back to them.

The first was a resolution that the NAC urge the federal government

[Traduction]

so that they remain in a more favourable family-type environment. Are the measures you have taken in this area limited strictly to convincing provincial authorities to follow policies supporting the maintenance of old persons at home, or are you involved directly in the delivery of such programs? Are there any grants available for those people who would wish to implement means to keep the people at home, rather than sending them to senior citizens residences?

Madam Bégin: I will answer the first part of your question, but I am going to change it slightly, the change may be subtle, but it is important.

As a policy, I would not replace the existing residences in order to allow people to stay at home. On a priority basis, it is much better, according to all the studies, to keep people in their own environment. However, it is known that many different types of residences must coexist. There will always be a need for reception centres. The freedom of choice is fundamental in this regard, although we do know, from all the studies made, that people who remain in their own environments, are usually healthier. Of course, this cannot be carried out without some support services being provided at home, ...

Et tous les députés savent très bien que, par le truchement de nos programmes PIL, et les autres projets communautaires, il y a un besoin que dans nos circonscriptions, on présente des projets pour créer des emplois; et on y arrive, en offrant des réparations ou de l'entretien, ou des repas chauds aux personnes âgées qui vivent encore dans leur propre foyer. Il y a donc un besoin pour ce genre de services. Il y a les services d'auxiliaires familiales à domicile qui sont demandés partout au Canada, services, si je ne me trompe, qui ont connu un grand succès au Manitoba il y a quelques années et qui ...

... which are still just developing in other provinces. Of course, since we are still within an economic crisis, it may not be the proper time to try to impose such programs on the provinces. But it is certainly a policy to consider in the future.

Mr. Marceau: Thank you, Madam.

Le président: Je permettrai à M^{me} Mitchell de poser quelques courtes questions supplémentaires, si elle désire, et ensuite je céderai la parole à M. Hawkes au second tour. J'accorde cinq minutes à chacun. Madame Mitchell.

Mme Mitchell: J'aimerais vous transmettre une résolution du Comité national d'action sur le statut de la femme; j'en ai ici des copies supplémentaires si d'autres personnes sont intéressées. Cette résolution a été adoptée au Congrès annuel tenu récemment; le CNA recommande des modifications à apporter au système de partage des coûts entre Ottawa et les provinces. Je vais lire cette recommandation rapidement, vous pourrez y répondre une première fois et ensuite nous répondre par écrit de façon à ce que le CNA connaisse vos opinions.

Première résolution, que le CNA incite le gouvernement fédéral

[Text]

(a) to broaden the definition of social services that can be cost shared so that poverty or financial need of the recipient not be the only basis for access to cost sharing.

I think they are concerned there with the number of services where there is a real need—day care being one and services to certain groups of people, groups of women in this case, probably—where it only seems to be a fee for service kind of payment for people who are on welfare, and those who have just as great a need are often excluded, so that if it is a group service, services often cannot be funded.

And (b) is to specify, and I think here they mean to the provinces, the services which will be funded under this cost-shared agreement.

For example, I think they want the federal government to take leadership in giving priority to organizations such as transition houses, child care, sexual assault centres, and to develop formulas for determining further services that will fall under this jurisdiction.

And (c) is to change the restrictions on shareable costs under CAP in order that cost sharing be available for the total cost of providing an approved service and to relate the eligibility of a service for cost sharing to the needs of beneficiaries, rather than to the requirement of financial needs solely.

And I think of an example there of a woman in my office last week, who is a federal public servant actually and a single mother, having a great struggle to try to remain working because she cannot get day care again and has great need; she cannot pay for day care and she has all the costs of going to work and so on, and finds that only people on welfare can get this service.

And then point number two at the top: Be it resolved that NAC recommend to the federal government that differential cost sharing to take on account of regional disparities be implemented for both social assistance and social services so that provinces which do not have adequate resources get an additional incentive.

Now, I think they would be interested in knowing whether it is possible to make any changes under the existing Canada Assistance Plan in these directions, and also whether there is any planned change in legislation that would be required. I do not want to take a lot of time on this in detail . . .

Madam Bégin: Can I simply suggest that since you need legal status for each—and by that I mean, would it need legal changes, or is it by way of regulation or what? . . . then you need the costing of each. I would take the time to make that study and have it given to the members of the committee as soon as possible.

Mrs. Mitchell: I think if there could be a response to each of these points, both from the point of view of present flexibility and . . . , that would be fine.

[Translation]

a) à élargir la définition de services sociaux pour en faire l'objet de partage des coûts de façon à ce que les critères de pauvreté ou de besoins financiers du bénéficiaire ne soient pas les seuls critères d'accessibilité.

Le CNA pense ici à certains services réellement nécessaires, notamment les garderies et les services orientés vers une catégorie de personnes, dans le cas qui nous intéresse des femmes probablement, n'est-ce pas, et auxquels seuls les prestataires du bien-être social semblent avoir accès alors que d'autres personnes qui en auraient tout autant besoin en sont souvent exclues; donc s'il s'agit d'un service de groupe, le financement n'est pas toujours disponible.

Le paragraphe suivant de la résolution précise les services qui devraient être financés en vertu de cet accord de partage des coûts; on s'adresse ici aux provinces, je crois.

Par exemple, je crois qu'on voudrait que le gouvernement fédéral prenne l'initiative et accorde la priorité à des organismes tels que les centres de transition, les garderies, les centres d'aide aux victimes d'agressions sexuelles et qu'il mette au point des formules afin d'identifier les services qui relèveront de sa compétence.

Le paragraphe c) recommande la levée des restrictions imposées aux coûts partageables en vertu du RAPC de façon à ce que le coût total d'un service approuvé soit partagé et de façon à mettre en rapport l'accessibilité à un service dont les coûts sont partagés avec les besoins des bénéficiaires et non pas seulement avec les besoins financiers.

Je pense ici à un exemple d'une de mes employées la semaine dernière; cette femme est fonctionnaire au gouvernement fédéral et mère célibataire; elle a beaucoup de difficultés à rester au travail parce qu'elle n'arrive pas à placer son enfant en garderie malgré le besoin qu'elle en a; elle ne peut payer les frais de garderie et pourtant elle doit aller travailler; elle a appris que seuls les bénéficiaires du service social peuvent obtenir ce service.

Passons maintenant à la deuxième recommandation: il est résolu que le CNA recommande au gouvernement fédéral de tenir compte des disparités régionales dans l'établissement des formules de partage des coûts de l'aide et des services sociaux afin que les provinces n'ayant pas les ressources adéquates reçoivent des subventions plus élevées.

Le Comité national d'action sur le statut de la femme aimerait savoir s'il est possible de modifier l'orientation actuelle du régime d'assistance publique du Canada dans ce sens ou si des modifications à la loi sont prévues. Je ne voudrais pas m'étendre trop longtemps sur ce sujet . . .

Mme Bégin: J'aimerais simplement dire que puisqu'il faut modifier des instruments statutaires dans chacun des cas, que ce soit des lois ou des règlements, il faut en établir le coût. Je prendrai le temps nécessaire pour faire cette étude et j'en transmettrai les résultats aux membres du Comité dès que possible.

Mme Mitchell: Il suffirait, je crois, de répondre à chacune des recommandations, tant du point de vue de la souplesse actuelle que . . .

[Texte]

The Chairman: We are going to have the minister back next week. I do not want to go over time too much. I would like to get to the other two members, if I might now. So perhaps if you can carry on next Tuesday, Mrs. Mitchell.

Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Thank you, Mr. Chairman.

First of all, I would like to ask the minister about the Alberta program that was announced on March 29. Is it true that you have been on radio and television and in the press commenting on that program rather frequently since that time?

Madam Bégin: What program? I do not understand.

Mr. Hawkes: The Alberta user-fee announcement. Have you been on press, radio, and so on, commenting on it?

Madam Bégin: I do not quite understand the question. I am very sorry. Every day I am in the media's . . .

Mr. Hawkes: Commenting on the Alberta program in part?

Madam Bégin: No, passing on information to people. For example, expressing the . . . You realize that I do not run after interviews; I just hope you know that. They run after me, and there are not enough hours in the day to answer, so I have just done a strict minimum, unfortunately, what my schedule permitted me to explain, of course, to Canadians and Albertans, the essence of what was being discussed—why send a telex, what is in it, what are the conditions, how could they be breached, and so on and so forth? It is their program you know.

• 1705

Mr. Hawkes: Did I understand, in your answer to Mr. Halliday, that yesterday you finally talked to the Minister of Health, that he will be sending you the details, and that you are now hopeful that they are not breaching the condition of excessibility? After that conversation yesterday, is that a fair summary of the answer to Mr. Halliday?

Madam Bégin: No, it is not.

Mr. Hawkes: It is not. In what way is it not a fair summary?

Madam Bégin: Mr. Russell returned my call yesterday and told me that he was sending me an answer to my queries. He said that he hoped; so I said, yes, I hope too. Do you see the context?

Mr. Hawkes: Well, there is another context, Mr. Chairman.

Madam Bégin: That is why I say that. It is a very major problem, and I really hope I do not have to apply the act. I really hope there is no disruptive situation.

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, you see, there is another context. I have seen the minister on television and I have read a lot of newspaper reports, and I sit here in committee today

[Traduction]

Le président: Le ministre reviendra la semaine prochaine. Je ne voudrais pas que la séance se prolonge trop. J'aimerais maintenant donner la parole aux deux autres députés, donc, mardi prochain, M^{me} Mitchell, vous pourrez continuer.

Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Merci, monsieur le président.

Tout d'abord, j'aimerais interroger le ministre au sujet du programme albertain annoncé le 29 mars dernier. Est-il vrai que vous avez donné des entrevues à la radio, à la télévision et à la presse écrite régulièrement depuis au sujet de ce programme?

Mme Bégin: Quel programme? Je ne comprends pas.

M. Hawkes: L'annonce en Alberta de l'imposition d'un ticket modérateur. N'avez-vous pas rencontré les journalistes pour faire connaître vos opinions?

Mme Bégin: Je ne comprends pas tout à fait la question. Je m'excuse. Tous les jours, je donne des entrevues . . .

M. Hawkes: Au sujet du programme albertain notamment?

Mme Bégin: Non, pour renseigner la population. J'espère que vous vous rendez compte que je ne cours pas après les journalistes; ils courent après moi. Je manque de temps alors je fais le minimum, ce que mon horaire me permet, pour expliquer aux Canadiens et aux Albertains en particulier les principes à l'étude; j'ai expliqué pourquoi j'avais envoyé un télex, ce qu'il contient, les conditions du programme et comment on peut y contrevenir. Vous savez, c'est un programme de l'Alberta.

M. Hawkes: J'ai cru comprendre dans une réponse à M. Halliday que, hier, vous avez enfin parlé au ministre de la Santé et qu'il vous enverra les détails de son programme; vous pensez maintenant, ou du moins vous l'espérez, que l'Alberta n'enfreint pas la condition d'accessibilité. Après cette conversation hier, est-ce un bon résumé de la réponse que vous avez donnée à M. Halliday?

Mme Bégin: Non.

M. Hawkes: Non. Pouvez-vous corriger?

Mme Bégin: M. Russell m'a rappelée hier pour me dire qu'il m'envoyait une réponse à ma lettre. Il a dit espérer et j'ai dit faire de même. Comprenez-vous le contexte?

M. Hawkes: Monsieur le président, il y a un autre contexte.

Mme Bégin: C'est pourquoi j'ai fait cette déclaration. Il s'agit d'un problème très grave et j'espère réellement ne pas avoir à recourir à la loi. J'espère en toute honnêteté qu'il n'y aura pas de problème.

M. Hawkes: Monsieur le président, vous voyez, il y a un autre contexte. J'ai vu le ministre à la télévision, j'ai lu beaucoup d'articles dans les journaux à ce sujet et aujourd'hui, je suis en comité pour apprendre enfin que le ministre a

[Text]

and find out that finally the minister was talked to 15 days later but we are still waiting for accurate information.

Madam Bégin: Then tell Mr. Russell.

Mr. Hawkes: I am wondering how . . .

Madam Bégin: I sent a telex the day after.

Mr. Hawkes: I am wondering how this whole sort of public parade of comment about a program on which the minister has not had details, how making public comment on this unknown, helps us to solve the medical problems in the country. It may be good politics, it may not. But what contribution does that kind of behaviour make to solving the problems in the medical care system in the country?

Madam Bégin: Well, if you were at my place, I would like to know what you would do if you learned from all over the country—because it has made the first pages, let us admit that—that one morning out of the blue sky, having never heard of even the intent or the vague possibility of a new huge user fee with different administration according to each hospital, etc., attributed in every newspaper or national news in the country to the Minister of Alberta. What do you answer when every reporter doing their work in a free society, where freedom of speech is the first part of it . . . ? What does the federal minister answer for Albertans? You do answer that on appearances there might be breaches of conditions, which you spell out, and you explain why, which was the text of my telex I immediately sent the minister, to which he has not replied. But he explained to me yesterday that he was preparing a detailed answer, and that is it.

The Chairman: You may have one more short question, Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Perhaps I should respond to the question first. On that same day, March 29, when I picked up the first vite that something had happened in Alberta, I went to the phone and I phoned the minister's office. I could not get the minister, but I talked to the minister's executive assistant for about 20 minutes and got all of the details. That was done prior to Question Period. Then I went to the subsequent Question Period, having asked about the details of the program and therefore able to comment on the actuality of the program, rather than some headline related to the program or some presumed assumption about the program.

I would simply recommend that in the context of federal-provincial relations, in the interests of medical care and good medical care for Canadians, it is perhaps more appropriate for spokespeople on behalf of the government, or on behalf of the opposition, to attempt to acquaint themselves—relatively easy—with the facts before they make comment. They may feel, on the basis of the facts, that a program is inadequate and should be free to say it, but that is the kind of behaviour which I think might advance the health care in the country.

Mr. Chairman, I have a lot more questions on this issue now that it is opened but . . .

[Translation]

communiqué avec le ministre albertain 15 jours plus tard et que nous attendons encore des renseignements précis.

Mme Bégin: Adressez-vous à M. Russell.

M. Hawkes: J'aimerais savoir comment . . .

Mme Bégin: J'ai envoyé un télex le lendemain.

M. Hawkes: Je me demande comment ce genre de parade publique de commentaires sur un programme dont le ministre ignore les détails, peut contribuer à améliorer la situation des services de santé au pays. Le ministre joue peut-être à la politique. Mais comment ce genre de comportement peut-il améliorer le réseau canadien des services de santé?

Mme Bégin: Mettez-vous à ma place, comment réagiriez-vous si vous appreniez dans les journaux nationaux, à la première page, que le ministre de l'Alberta a décidé un bon matin, sans aucun préavis, d'imposer un ticket modérateur massif et variable selon chaque hôpital? Que répondre aux journalistes qui font leur travail dans une société libre, où la liberté de parole est primordiale? Que peut répondre le ministre fédéral pour apaiser les craintes des Albertains? On répond qu'au premier abord, les conditions ne sont peut-être pas toutes respectées, on les énumère et on explique pourquoi elles ne sont peut-être pas respectées, ce que j'ai fait dans le télex que j'ai immédiatement envoyé au ministre et auquel il n'a pas encore répondu. Cependant, il m'a dit hier qu'il était à préparer une réponse détaillée.

Le président: Monsieur Hawkes, vous pouvez poser encore une courte question.

M. Hawkes: Je devrais peut-être répondre d'abord à la question. Le même jour, le 29 mars, lorsque j'ai appris la situation en Alberta, j'ai pris le téléphone pour communiquer avec le bureau du ministre albertain. Je n'ai pas pu lui parler, mais j'ai parlé à un de ses adjoints pendant environ 20 minutes et il m'a donné toutes les précisions. J'ai fait cela avant la période des questions. Après m'être renseigné sur les détails du programme, je suis passé à la période des questions car j'étais capable de parler en toute connaissance de cause de ce programme alors que d'autres se basaient sur des titres de journaux ou sur des hypothèses formulées à propos de ce programme.

J'aimerais ici recommander que dans l'intérêt des relations fédérales-provinciales, dans l'intérêt des services de santé de qualité pour les Canadiens, il conviendrait peut-être mieux que les porte-parole gouvernementaux ou ceux de l'Opposition entreprennent de se renseigner, ce qui est relativement facile, avant de prendre la parole. Après avoir pris connaissance des faits, ils pourront quand même penser que le programme est inadéquat, ils devraient se sentir libres de le dire et c'est ainsi que je pense que l'on pourra faire progresser les services de santé au pays.

Monsieur le président, j'aurais encore beaucoup de questions à poser à ce sujet mais . . .

[Texte]

The Chairman: Order, please. If the minister is coming back next Tuesday and perhaps you could carry on with her at that particular time. The minister may want to comment on your last comment beforehand, though.

Madam Bégin: To further inform you, it was too early—8:00 in the morning when I first heard the news—to phone Alberta, because of the time lag. My officials phoned their counterparts immediately, as soon as the time lag permitted, and got approximately what was in the newspaper, but that is far too vague for the application of the act.

• 1710

You do not go when it is that serious, of course, to assess the situation. You need the actual decision of the minister, and that is what I requested by telex. You do not do that on a phone call with an executive assistant. You are talking of applying the act. You need formally from the minister, signed by him, all the facts and figures immediately, explaining the details of what is needed to make the assessment of whether or not the five conditions are respected, as the act tells me to do. I think this is what should have been done.

Not a minute was lost. We gave him the exact text of the paragraph in the agreement which might be breached, according to all appearances, based on the information my officials got from his officials, but which, of course, was too general to answer our questions. We needed more details. We asked for all the details, which is fair game.

Mr. Hawkes: On a point of order, Mr. Chairman.

The Chairman: I would like to go on to your colleague, Dr. Halliday. I will listen to your point of order, though, if it is a point of order.

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, the word "telex" has been run in. A telephone call was not made by the minister at that point. It was a telex. The minister prefers to . . .

Madam Bégin: Yes, I absolutely need the stuff in writing.

The Chairman: Dr. Halliday, I think you wanted to ask a couple of questions.

Dr. Halliday: Yes, thank you, Mr. Chairman.

There is no question, Mr. Chairman, that what we are really concerned about here is the underfunding of health care. It comes up in so many of our questions all around the table.

Another aspect, of course, is this yellow document we got recently from the provincial Ministers of Finance and Treasurers. I am sure the minister herself has had a chance to see it. She probably has a lot of observations to make on it.

But if I can just make one, Mr. Chairman, for her comments, on the bottom of page 5 there is the statement in one sentence, which goes this way:

[Traduction]

Le président: À l'ordre, s'il vous plaît. Si le ministre revient mardi prochain, vous pourrez continuer de l'interroger à cette séance. Le ministre voudrait cependant peut-être répondre à votre dernière intervention.

Mme Bégin: Pour mieux vous informer, j'aimerais vous dire qu'il était trop tôt, 8h00 du matin, lorsque j'ai pris connaissance des nouvelles, pour téléphoner en Alberta à cause du décalage horaire. Mes adjoints ont téléphoné à leurs collègues immédiatement, dès que le décalage l'a permis et ils ont reçu les mêmes renseignements qui étaient déjà dans les journaux; or, ces renseignements sont beaucoup trop vagues pour la loi.

Dans un cas aussi sérieux, il en faut plus pour évaluer la situation. Il faut connaître le texte de la décision du ministre et c'est précisément ce que j'ai demandé dans mon télex. On n'obtient pas ce genre de renseignements au téléphone avec un adjoint du ministre. Vous parlez d'appliquer la loi. Il faut recevoir officiellement du ministre, signée de sa main, une lettre expliquant tous les faits et donnant les chiffres, donnant les détails des renseignements nécessaires à l'évaluation pour savoir si les cinq conditions sont respectées, comme le stipule la loi. Voilà ce qu'il faut faire.

Nous n'avons pas perdu une minute. Nous lui avons transmis le texte du paragraphe de l'accord qui pourrait être enfreint d'après les renseignements qu'ont obtenus mes adjoints, renseignements qui sont bien sûr trop imprécis pour répondre à nos questions. Nous avons besoin de détails. Nous avons demandé à tous les connaître, ce qui n'est que justice.

M. Hawkes: Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

Le président: J'aurais aimé donner la parole à votre collègue, M. Halliday. J'entendrai cependant votre rappel au Règlement.

M. Hawkes: Monsieur le président, le ministre a utilisé le mot «télex». Elle n'avait pas téléphoné à ce moment-là. Elle avait envoyé un télex. Le ministre préfère . . .

Mme Bégin: En effet, je dois obtenir ces renseignements par écrit.

Le président: Monsieur Halliday, je crois que vous voulez poser quelques questions.

M. Halliday: Oui, merci, monsieur le président.

Il ne fait pas de doute, monsieur le président, que nous nous préoccupons grandement ici du sous-financement des services de santé. Cette question sous-tend bon nombre des interventions faites ici aujourd'hui.

Il y a également ce Livre jaune que nous avons reçu récemment des ministres des Finances et des trésoriers des provinces. Le ministre en a certainement pris connaissance. Elle a probablement beaucoup de commentaires à faire à ce sujet.

J'aimerais savoir, monsieur le président, ce qu'elle pense de cette phrase au bas de la page 5:

[Text]

The attribution by the federal government of too large a share of EPF to post-secondary education means that the cuts will have a spill-over effect on provincial health care funding, contrary to the federal claim that health programs would be unaffected.

If we go on to the Table 3, we find that the federal share of health expenditures from the fiscal year 1979-1980 up to the year 1982-1983 drops by about 16% over those three years; and there has been inflation, of course.

Finally, there is a very interesting graph, called chart 2, which shows the spread that is developing between the amount of money paid by the federal government in the form of transfer payments and the amount that has to be picked up by the provinces. I am wondering if the minister would like to comment on this apparent discrepancy between her views that there is going to be no effect on provincial funding of health care and the evidence here to say there is a marked decrease in federal funding and the consequent marked increase in the obligations that have to be assumed by the provinces.

The Chairman: Madam Minister.

Madam Bégin: The provincial Minister of Finance who acts as chairman of the provincial Ministers of Finance right now sent that document, I think, to the Hon. Marc Lalonde. It was in the press at the beginning of the week, I think. My copy has just arrived, so I have not seen it. But by the contents already known to the public, I think it should be decoded as the Ministers of Finance trying to get the best from the feds, and that is fair game.

But my job is health; and in health matters, the moneys for health have not been capped by 6 and 5. I am very pleased with that. By choice of this government, however—and I am going to say unfortunately, and I hope to see that corrected in the future—the moneys for post-secondary education, which goes together with my health money, will be capped, according to the actual negotiations, to 6 and 5.

If you decode the reasoning of the finance ministers of the provinces, they now say: Well, if you cut university you cut health, because we have so much from you guys on universities that we used to put some of it on health. They just forgot to tell me that, and it was not established in Justice Hall's report, nor in any other subsequent reports.

So when you speak of my thesis, that there is no underfunding, I do not have a thesis. I am just reporting to you on what has been established. The health moneys, which have been transferred through the system of block funding for about six or seven years—I do not recall—have constantly increased fully according to the formula passed in the legislation years ago and will continue to do so. That is the key point. The rest, if I may dare to say so, is politics.

The Chairman: Perhaps you could go on with that next week, if you wish.

[Translation]

L'attribution par le gouvernement fédéral d'une trop forte part du FPE à l'enseignement postsecondaire signifie que les restrictions se répercuteront sur le financement des réseaux provinciaux des services de santé, contrairement à ce que proclame le gouvernement fédéral.

Au tableau 3, nous voyons que la part du gouvernement fédéral des dépenses de santé pour les années 1979-1980 à 1982-1983 a baissé d'environ 16 p. 100 sur trois ans; il faut également ajouter à cela l'inflation.

J'aimerais enfin attirer l'attention du ministre sur un graphique très intéressant, le deuxième, qui montre l'écart qui s'est créé entre l'argent versé par le gouvernement fédéral sous forme de paiements de transfert et l'argent qui a dû être versé par les provinces. J'aimerais connaître l'opinion du ministre car il y a ici divergence: elle dit qu'il n'y aura pas de répercussions sur le financement provincial des réseaux de santé alors que dans ce document-ci, on démontre une diminution marquée du financement provenant d'Ottawa et l'augmentation en conséquence du financement des provinces.

Le président: Madame le ministre.

Mme Bégin: Le ministre provincial des Finances qui préside cette conférence des ministres provinciaux des Finances a envoyé ce document à l'honorable Marc Lalonde. Nous avons pu le lire dans les journaux au début de la semaine. Je viens de recevoir mon exemplaire, donc je n'ai pas pu encore en prendre connaissance. Cependant, d'après ce qui est déjà publié, il s'agit tout simplement, selon moi, d'une tentative de la part des ministres provinciaux des Finances d'obtenir le plus d'argent possible d'Ottawa, ce qui est juste.

Or, mon portefeuille, c'est la santé; dans ce domaine, le programme des 6 et 5 p. 100 ne s'applique pas. J'en suis très content. Cependant, le gouvernement a décidé, malheureusement selon moi, et j'espère que cette situation sera corrigée à l'avenir, de limiter à 6 et 5 p. 100 l'augmentation du financement pour l'enseignement postsecondaire.

Si nous nous mettons dans la peau des ministres des Finances des provinces, on peut supposer qu'ils se tiendront le raisonnement suivant: si le financement postsecondaire est restreint, les services de santé le seront aussi car nous recevions tellement d'Ottawa pour le financement postsecondaire qu'on en consacrait une partie à la santé. On a oublié de me le dire et cela n'est pas sorti dans le rapport du juge Hall, ni dans aucun autre rapport publié subséquemment.

Donc, lorsque vous parlez de ma thèse, sur le sous-financement, je n'ai pas de thèse. Je vous annonce tout simplement ce qui a été fait. L'argent réservé aux services de santé, qui a été transféré dans le régime de financement par bloc depuis six ou sept ans, a toujours augmenté conformément à la formule adoptée dans la loi il y a des années et continuera d'augmenter. C'est ce qui importe. Si je peux me permettre, le reste, c'est de la politique.

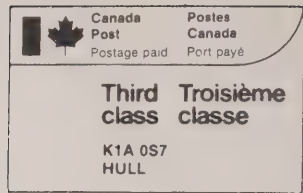
Le président: Si vous le désirez, vous pourrez continuer dans la même veine la semaine prochaine.

[Texte]

We will adjourn until next Tuesday at 9.30 a.m., when the minister will return. Thank you very much.

[Traduction]

Nous nous retrouvons mardi prochain à 9h30 pour recevoir le ministre à nouveau. La séance est levée, merci beaucoup.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Printing Office
Supply and Services Canada.*

*45 Sacré-Coeur Boulevard
Hull, Quebec, Canada, K1A 0S7*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Imprimerie du gouvernement canadien
Approvisionnement et Services Canada
45, boulevard Sacré-Coeur
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7*

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of National Health and Welfare:

Dr. Mike Murphy, Assistant Deputy Minister, Social Services
Programs Branch;

Mr. Jim N. Kent, Director General, Canada Assistance Plan.

Du Ministère de la Santé nationale et du Bien-être social:

Docteur Mike Murphy, sous-ministre adjoint, Direction
générale des programmes;

M. Jim N. Kent, directeur général, Régime d'Assistance
publique du Canada.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 61

Tuesday, April 19, 1983

Chairman: Mr. David Weatherhead

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 61

Le mardi 19 avril 1983

Président: M. David Weatherhead

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Health, Welfare and Social Affairs

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent de la*

Santé, du bien-être social et des affaires sociales

RESPECTING:

Main Estimates 1983-84: Vote 1 under NATIONAL
HEALTH AND WELFARE

CONCERNANT:

Budget principal 1983-1984: crédit 1 sous la rubrique
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL

APPEARING:

The Honourable Monique Bégin,
Minister of National Health
and Welfare

COMPARAÎT:

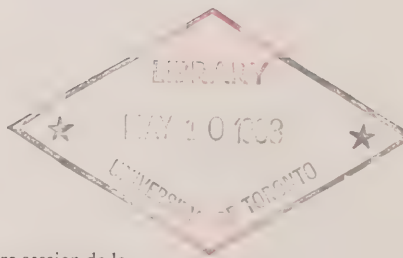
L'honorable Monique Bégin,
Ministre de la Santé nationale et
du Bien-être social

WITNESS:

(See back cover)

TÉMOIN:

(Voir à l'endos)



First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82-83

Première session de la . . .
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982-1983

STANDING COMMITTEE ON HEALTH,
WELFARE AND SOCIAL AFFAIRS

Chairman: Mr. David Weatherhead

Vice-Chairman: Mr. Gary McCauley

MEMBERS/MEMBRES

David Berger
Bill Blaikie
Bruce Halliday
Jim Hawkes
Thérèse Killens
Flora MacDonald
(*Kingston and the Islands*)
Gilles Marceau
Jim Schroder

COMITÉ PERMANENT DE LA SANTÉ, DU
BIEN-ÊTRE SOCIAL ET DES AFFAIRES
SOCIALES

Président: M. David Weatherhead

Vice-président: M. Gary McCauley

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Warren Allmand
Coline Campbell
(*South West Nova*)
Vince Dantzer
Bob Daudlin
G.M. Gurbin
Stanley Hudecki
Stan Korchinski
Peter Lang
Jean-Claude Malépart
Margaret Anne Mitchell

(Quorum 6)

Le greffier du Comité

Judith LaRocque

Clerk of the Committee

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, APRIL 19, 1983

(92)

[Text]

The Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs met at 9:40 o'clock a.m. this day, the Chairman, Mr. David Weatherhead, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Blaikie, Halliday, Hawkes, Mrs. Killens, Messrs. Schroder and Weatherhead.

Appearing: The Honourable Monique Bégin, Minister of National Health and Welfare.

Witness: From the Department of National Health and Welfare: Mr. J.L. Fry, Deputy Minister.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Wednesday, February 23, 1983, concerning the Main Estimates 1983-84. (*See Minutes of Proceedings and Evidence dated Tuesday, March 29, 1983, Issue No. 59*).

The Committee resumed consideration of Vote 1 under NATIONAL HEALTH AND WELFARE.

The Minister and the witness answered questions.

At 10:50 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 19 AVRIL 1983

(92)

[Traduction]

Le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales se réunit aujourd'hui à 9h40 sous la présidence de M. David Weatherhead, président.

Membres du Comité présents: MM. Blaikie, Halliday, Hawkes, M^{me} Killens, MM. Schroder et Weatherhead.

Comparent: L'honorable Monique Bégin, ministre de la Santé, du Bien-être social et des Affaires sociales.

Témoin: Du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social: M. J.L. Fry, sous-ministre.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du mercredi 23 février 1983 concernant le Budget principal de 1983-1984. (*Voir procès-verbal et témoignages du mardi 29 mars 1983, fascicule n° 59*).

Le Comité reprend l'étude du crédit 1 sous la rubrique SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL.

Le ministre et le témoin répondent aux questions.

A 10h50, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Judith A. LaRocque

Clerk of the Committee.

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Tuesday, April 19, 1983

• 0939

The Chairman: I will call this meeting of the Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs to order.

We are pleased to have with us again today the Minister of National Health and Welfare, the Hon. Monique Bégin. I gather we will be having some more members of our committee appearing very shortly.

Madam Minister, do you have any initial comments to make?

Hon. Monique Bégin (Minister of National Health and Welfare): No, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Hawkes, do you want to start the questioning?

• 0940

Mr. Hawkes: There are probably more serious matters today on other parts of the Hill than there might be in the Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs.

The Chairman: That is hard to believe, Mr. Hawkes.

Would you rather that Mr. Blaikie go first, Mr. Hawkes?

Mr. Hawkes: No, no.

A budgetary leak by some important member enabled investors in the country to make millions of dollars.

Mr. Schroder: It is hard to believe, when . . .

Mr. Hawkes: The purpose of saving information for the budget is so that everybody will know, Mr. Chairman, at the same time.

The Chairman: I think that is another committee, Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: I wonder if the minister could tell us a little bit about statistics in her department. What are the latest statistics about the average length of stay in hospital? What is the time lag in the compilation of that?

Madam Bégin: May I invite Mr. Ray Lachaine to . . . ?

Mr. Chairman, we do not have the text, at this moment, of that particular statistics, but Mr. Lachaine or Dr. Law will find it and bring it. Dr. Law had to attend another meeting this morning. I apologize for that, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: The reason I raise it, Mr. Chairman, and I am disappointed that it is not available to us . . .

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le mardi 19 avril 1983

Le président: Je déclare ouverte la réunion du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

Nous sommes heureux d'avoir aujourd'hui à nouveau parmi nous le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, l'honorable Monique Bégin. Je crois comprendre que quelques autres membres de notre Comité arriveront ici très bientôt.

Madame le ministre, auriez-vous des remarques préliminaires?

L'honorable Monique Bégin (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Non, monsieur le président.

Le président: Monsieur Hawkes, voulez-vous être le premier à poser des questions?

M. Hawkes: Ailleurs, sur la Colline, on traite probablement aujourd'hui de questions plus importantes que celles dont va être saisi le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des questions sociales.

Le président: Nous avons du mal à le croire, monsieur Hawkes.

Voudriez-vous plutôt que M. Blaikie commence, monsieur Hawkes?

M. Hawkes: Non, non.

Un député important est à l'origine de cette fuite dans le budget qui a permis à des investisseurs canadiens de gagner des millions de dollars.

M. Schroder: Il est difficile de croire, quand . . .

M. Hawkes: Les renseignements touchant le budget restent confidentiels afin que tout le monde les connaisse en même temps, monsieur le président.

Le président: Mais cela concerne un autre Comité, monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Le ministre pourrait-elle nous faire part de certaines statistiques concernant son ministère? Quels sont les derniers chiffres quant à la durée moyenne de l'hospitalisation? À quand remontent ces statistiques?

Mme Bégin: Puis-je inviter M. Ray Lachaine à . . .

Monsieur le président, nous ne disposons pas pour le moment de ces chiffres, mais M. Lachaine ou le Dr Law nous les fourniront. Le Dr Law a dû se rendre à une réunion, ce matin, et je m'en excuse, monsieur le président.

Le président: Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: J'ai soulevé cette question, monsieur le président, et je regrette que l'on ne nous fournisse pas . . .

[Texte]

Madam Bégin: Had we known ahead of time —it is a detailed statistic—we would have had it with us, but we did not know that would be the line of questioning of the member.

The Chairman: Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, it seems to me that in the eyes of society there is a group in the House of Commons who passed a budget for various purposes; the purpose of collecting statistics is that they be available to assist the minister, to assist the department in diagnostic work about what is right and what is wrong in their system.

I wonder if the minister can tell us whether in the last year or two the average length of stay in hospital has remained constant, gone up or gone down.

Madam Bégin: We will be . . .

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, is the minister saying she does not know whether the average hospital stay has gone up, stayed the same, or gone down?

Madam Bégin: I realize the member is a statistician by trade and I apologize for not giving him the pleasure of all the detailed figures he wants this morning.

I do not have the statistics with me this morning, and he understands, I suppose, there are millions of bits of statistics in my department, and I cannot have them all at hand. So we will have to provide them.

The Chairman: Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, we are here to discuss budgets. We are here to discuss monetary allocation for the health care system. If we can just have a couple of scenarios . . . If the average length of stay in hospital is going up, and the population is constant, then there is increased demand on the health care system. If the converse is true, there is a decrease. If we are here to do a budgetary job on behalf of the people of Canada, how can we decide whether the budget should be increased or decreased if we do not understand and know the demands on the equation?

If the minister does not know whether or not Canadians are staying in hospital longer or shorter or about the same, can she tell us whether or not they are using doctors more, or less, or about the same?

Madam Bégin: Mr. Chairman, the member asks his questions to make me look a bit idiotic or *je ne sais pas quel est le mot en anglais*. I think he realizes as a statistician that you do not fool around with figures; you either have them or you do not have them. I do not have them with me this morning. I would have appreciated notice. It would have been so easy to make a phone call and just let us know that that would be the line of questioning this morning. I do not have the statistics with me, and cannot answer the question.

• 0945

[Traduction]

Mme Bégin: Si l'on nous avait demandé d'avance ces statistiques détaillées, nous les aurions apportées, mais nous ne savions pas que le député poserait ce genre de question.

Le président: Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Monsieur le président, d'après le public un groupe de la Chambre des communes a adopté un budget pour certaines raisons; les statistiques sont réunies afin d'aider le ministre et le ministère à déterminer ce qui se justifie ou non dans leur système.

Le ministre pourrait-elle nous dire si au cours de l'an dernier ou des deux dernières années la longueur moyenne du séjour à l'hôpital est restée constante, si elle a augmenté ou diminué?

Mme Bégin: Nous serons . . .

M. Hawkes: Monsieur le président, le ministre est-elle en train de nous dire qu'elle ne sait pas ce qu'il en est?

Mme Bégin: Je sais que le député est statisticien de profession, et je m'excuse de ne pas lui donner le plaisir de disposer de tous les chiffres détaillés qu'il souhaite ce matin.

Je n'ai pas les statistiques avec moi ce matin, et il comprend sans doute qu'il existe des millions de chiffres dans mon ministère et que je ne peux pas les avoir tous à la portée de la main. Nous devons donc les lui fournir.

Le président: Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Monsieur le président, nous sommes ici pour discuter de budget. Nous sommes ici pour discuter des fonds attribués au régime des soins médicaux. Si l'on pouvait avoir ne serait-ce que quelques scénarios . . . Si la durée moyenne du séjour à l'hôpital se prolonge alors que la population reste constante, c'est qu'il y a une hausse de la demande de soins médicaux. Si l'inverse est vrai, il y a une diminution de cette demande. Si nous sommes ici pour examiner le budget ou non des Canadiens, comment pouvons-nous décider de son accroissement ou de sa diminution si nous ne comprenons pas, si nous ignorons les demandes exercées sur le système?

Si le ministre ne sait pas si des Canadiens séjournent plus longtemps à l'hôpital ou moins longtemps ou presque aussi longtemps, peut-elle nous dire s'ils voient des médecins davantage ou moins ou presque autant?

Mme Bégin: Monsieur le président, le député me pose ces questions pour me faire passer pour une idiote . . . enfin, je n'ai peut-être pas utilisé le terme qui convient . . . Il ne se rend sans doute pas compte, comme statisticien, que les chiffres sont quelque chose de sérieux, on les a ou on ne les a pas. Je ne les ai pas ici ce matin. J'aurais bien voulu être avertie. Il aurait été très facile de téléphoner pour me faire savoir sur quoi portaient les questions ce matin. Je n'ai pas de statistiques avec moi et je ne peux donc pas répondre à cette question.

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, through you, is it true, then, that the federal contribution to health and medical and hospital care, that portion of the budget that the federal

M. Hawkes: M. le président, est-il vrai que la contribution du gouvernement fédéral à la santé et aux soins médicaux et hospitaliers, que cette partie du budget à laquelle contribue le

[Text]

government contributes to—that that portion is arrived at without regard to the demand on the system? Is that the policy of the government; that they do not take demand into account in deciding what budgetary allocation to make?

Madam Bégin: I think we now stick more closely to the budget scrutiny of this money. Then let me explain to the member the way the federal funding is arrived at. He will see that the demands on the system, the way he defines them—namely, by reference to the length of stay in hospital and the frequency of visits to doctors by the population—are not the way the arithmetic formula of funding the system is arrived at. However, indirectly, it is obvious it has a relationship which is not under our power but comes under the responsibility of the provincial ministers. The moneys are arrived at by using the year, I think it is 1975-6... the year 1975-76 was the year picked by provincial and federal health ministers as what they call the "base year".

Si vous me le permettez, je répondrai en français afin d'utiliser les bons mots. Cette année s'inscrit dans la même tendance que celle des années précédentes. Ce fut une année d'accroissement qui a été utilisée pour créer une projection et une formule arithmétique inscrites dans la Loi sur le financement de la santé. Elle tient compte, en gros, de trois facteurs d'augmentation annuelle: l'augmentation de la population, les disparités régionales et le besoin de redistribution, c'est-à-dire de péréquation, et enfin l'augmentation du produit national brut.

Donc, un élément détaillé du système de la santé tel que la fréquence des visites au médecin ou la durée moyenne statistique de séjours à l'hôpital, qui résulte entièrement de décisions provinciales — pas entièrement parce que le nombre de visites au médecin est un problème de comportement social sur lequel nous essayons tous d'avoir une influence — entre de façon indirecte dans le portrait.

Mr. Hawkes: Then in summary, the federal contribution is predetermined by a fixed formula. It does not vary according to demand. That is what I conclude and I now have on the record.

Does the minister have a sense that the demands on the health-hospital system in this country do vary from year to year, from time to time? Does the demand vary?

Madam Bégin: Yes, Mr. Chairman.

Mr. Hawkes: Can we logically conclude, then, Mr. Chairman, that it is the provinces that are responsible to cover off that variance in demand?

Madam Bégin: No, Mr. Chairman, not only; it is shared with the federal government.

You see the member wants to... I do not quite understand, but there is a thesis behind what he is proposing today. If he speaks of a reflection through the annual federal funding of the numerous variations in the system, these successive evaluations are not reflected at the moment they occur, nor are they reflected as an isolated statistical phenomenon—of course not. It is a trend that is reflected; the trend being an annual

[Translation]

gouvernement fédéral est établie sans tenir compte de la demande? Est-ce la politique du gouvernement de ne pas en tenir compte pour déterminer quel budget attribuer?

Mme Bégin: Maintenant que nous respectons davantage le budget établi, je voudrais expliquer au député comment s'établit la part de financement du gouvernement fédéral. Il verra que les demandes qui s'exercent sur le système, selon sa définition—c'est-à-dire par rapport à la durée de l'hospitalisation et de la fréquence des visites au médecin—n'interviennent pas dans la formule arithmétique du financement du système. Ces facteurs jouent indirectement, mais ils ne relèvent pas de notre compétence, mais plutôt de celle des ministres provinciaux. Les montants sont fixés d'après l'année 1975-1976, année choisie par le ministre de la santé des provinces et du gouvernement fédéral comme étant l'année de base.

With your permission, I will answer in French, to be sure to pick the right words. This year shows the same trend as the preceding years. It reflected increases and it has been used to arrive at a projection and an arithmetic formula provided in the act dealing with financing of health programs. It takes into account, roughly three factors of annual increases: increases in population, regional disparities, and the need for redistribution, in other words, equalization, and GNP increases.

So, detailed aspects of the health system, such as the frequency of visits to doctors or figures about the average stay in hospital, which are entirely the result of provincial decisions—well not entirely in fact, because the frequency of visits to doctors is a problem of social behaviour on which we are all trying to exercise an influence—enters indirectly into the picture.

M. Hawkes: Par conséquent, en résumé, la contribution fédérale est déterminée d'avance d'après une formule fixe qui ne varie pas selon la demande. Voilà ce que je peux donc conclure, et je tiens à insister là-dessus.

Le ministre estime-t-elle que la demande de soins hospitaliers au Canada varie d'une année ou d'une période à l'autre?

Mme Bégin: Oui, M. le président.

M. Hawkes: Dans ce cas, M. le président, peut-on logiquement en conclure qu'il incombe aux provinces de répondre à cette variance de la demande?

Mme Bégin: Non M. le président; le gouvernement fédéral partage cette responsabilité avec elles.

Vous voyez que le député voudrait que... je ne comprends pas très bien, mais ce qu'il propose aujourd'hui semble s'appuyer sur une thèse. S'il veut dire que le financement fédéral annuel tient compte des nombreuses variantes du système, ces évaluations successives n'entrent pas en ligne de compte au moment où elles se produisent, pas plus qu'elles n'interviennent en tant que phénomène statistique isolé, évidemment. On tient compte d'une tendance, qui peut être

[Texte]

growth reflecting, indirectly, for example, the increased demands on the system just through the increased population.

So gross indicators, and I have just named the three of them, are used to build the formula which annually gives more to the provinces. A temporary or momentary increase on the system will therefore not be shown. It is not connected directly to the funding mechanism.

• 0950

Mr. Hawkes: I think the minister is saying that the federal government contribution to health care is fixed in advance and is not affected by demand variation when it occurs. The cost side of the equation, Mr. Chairman . . .

Madam Bégin: It depends on . . .

The Chairman: I am not sure she is saying that, but I think if you carry on your questioning we will get to it.

Mr. Hawkes: If we have to keep a ward open, there are costs, and those costs are immediate. In other words, if demand varies, costs vary according to demand. The relationship is quite secure and it is quite quick. All I am trying to get on the record is that the minister does understand that provinces are responsible for those costs associated with demand variation. If the federal contribution is fixed, then the costs to the provinces go down if demand goes down but the costs to the provinces must go up if demand goes up. The federal government is immune from demand variation. Is that correct, in policy?

Madam Bégin: Mr. Chairman, what I would like to transmit to the member, to put across, is that we are talking here of an extremely big and complex system. If you take a systems analysis approach—which you should, I would submit—you have to consider it is an extremely big institutional system in the country with numerous players, none of them having control of the system. What the member suggests as a thesis is true to an extent, because a momentary increased demand on the system in one spot of the system, either geographical or provincial or what not, is not reflected in the funding mechanism.

That is a fact. But I do not see the relevance of talking at that level of details, because the thesis is the under-funding of the system. That is what the member is trying to push forward. It is a thesis that is entertained by some players in the system. It is a thesis that other players have said is not the problem in Canada today, although a big system like that could always digest more money. There is no need to say that. That is what I am trying to put into perspective.

The Chairman: One more question right now, Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Thank you, Mr. Chairman.

[Traduction]

une augmentation annuelle traduisant, indirectement par exemple, une plus grande demande exercée sur le système du simple fait d'une augmentation de la population.

Par conséquent, des indicateurs bruts, et je viens d'en indiquer trois, sont utilisés pour établir la formule qui accorde plus d'argent chaque année aux provinces. Une augmentation momentanée de la demande ne sera donc pas indiquée. Elle n'est pas directement liée au mécanisme de financement.

M. Hawkes: Le ministre est en train de dire que la contribution du gouvernement fédéral aux soins médicaux est fixée d'avance et qu'elle n'est pas modifiée par les éventuelles variations de la demande. L'aspect financier de l'équation, monsieur le président . . .

Mme Bégin: Il dépend de . . .

Le président: Je ne suis pas sûr qu'elle soit en train de dire cela, mais si vous continuez à lui poser des questions, je pense que nous y verrons plus clair.

M. Hawkes: Si nous voulons qu'une aile d'hôpital reste ouverte, cela entraîne des coûts immédiats. En d'autres termes, si la demande varie, les coûts varient en conséquence. Il existe une relation certaine et très rapide entre ces deux paramètres. Je voudrais que le ministre comprenne que c'est aux provinces qu'incombent les coûts associés à la variation de la demande. Si la contribution du gouvernement fédéral est fixe, celle des provinces diminue ou augmente nécessairement compte tenu de la baisse ou de l'augmentation de la demande. Le gouvernement fédéral est à l'abri de la variation de la demande. Est-ce bien ce que prescrivent les politiques.

Mme Bégin: Monsieur le président, ce que je voudrais faire comprendre aux députés c'est que nous parlons ici d'un système extrêmement étendu et complexe. Si vous abordez la question, comme il le faudrait je crois, sous l'angle de l'analyse des systèmes, vous devez tenir compte du fait qu'il s'agit-là d'un système institutionnel très considérable, faisant intervenir de nombreux joueurs, dont aucun ne contrôle le système. Le député propose une thèse qui est vraie dans une certaine mesure, car une hausse momentanée de la demande exercée sur le système, en un de ses points, géographique ou provincial, par exemple, ne s'exprime pas dans le mécanisme de financement.

C'est là un fait. Mais je ne vois pas l'utilité d'envisager de tels détails, car la thèse proposée et l'insuffisance du financement du système. Voilà où le député semble vouloir en arriver. Certains des joueurs du système semblent aussi proposer cette thèse. Mais pour d'autres, cela ne constitue pas un problème actuel pour le Canada, encore qu'un aussi grand système puisse toujours assimiler plus d'argent. C'est là une évidence, et c'est pourquoi je suis en train d'essayer de voir cela en perspective.

Le président: Une autre question maintenant, monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Merci, monsieur le président.

[Text]

I was asked to take on the assignment of being health and welfare critic for the party a little over a year and a half ago. Within the first two months of assuming that assignment I was interviewed by a reporter from the *Financial Post*. You may recall, Mr. Chairman, that at that particular time the federal government was reducing its commitment to the revenue guarantee and the provinces were going through a period of indicating that they would be in increasing financial difficulty in meeting their commitments to the medicare and health systems.

In that interview with the *Financial Post* I said, I do not know as much as I would like to know about the medical care system, but I think I do understand managers, and as I read the newspaper it seems to me there will be considerable provincial pressure on hospital managers to produce a balanced budgetary situation, and with decreased revenue in relative terms from government one of the ways in which a hospital manager can budget and approach a balanced budget is simply to keep more well people in the hospital and fewer sick people because it costs a manager of a hospital less to look after a person who is well than it does to look after a person who is sick.

That is a prediction made a year and a half ago, Mr. Chairman, and if the minister had had the figures here this morning I think she would be able to see in those hospital figures that the average length of stay in hospital has increased as the financial pressures have increased. That was a predicted phenomenon a year and a half ago that relates to management style and what managers do to balance budgets. In other words, it increased demand on the hospital system and that demand is to keep well people in it because they are less costly and good managers can balance the budget.

So we do have, Mr. Chairman, a behavioural consequence from policy, and I suggest to the minister that that is an undesirable behavioural consequence, that taxpayers of the country are hard-pressed enough to look after sick people if allowed the budgetary dollars. When we move into a system without thinking through the consequences of what we are doing we begin to waste money in the system.

• 0955

I am wondering if the minister has a response to the fact that this prediction was made a year and a half ago, a response to whether or not it tends to be coming true, and whether or not she considers it desirable.

The Chairman: After the minister's response I will go to Mr. Blaikie.

Madam Minister.

Madam Bégin: Without commenting on the views of the member on management—and hospital management in this case, because I can do nothing on it as federal Minister of Health—I would like to answer his other points.

We are talking, let us not hide it, of the thesis of the alleged under-funding of the system. The CMA, for example, in its

[Translation]

Il y a un peu plus d'un an et demi on m' a chargé d'être porte-parole des questions de santé et de bien-être social pour mon parti. Deux mois après mon entrée en fonction, j'ai été interviewé par un journaliste du *Financial Post*. Vous vous souvenez peut-être, monsieur le président, qu'à cette époque le gouvernement fédéral diminuait ses engagements quant à la garantie du revenu, et que les provinces disaient sans cesse qu'elles auraient de plus en plus de mal à faire face à leurs engagements financiers dans le domaine de l'assurance-maladie et des soins médicaux.

Dans cet interview que j'ai accordé au *Financial Post*, j'ai dit ne pas en savoir autant que je le voudrais au sujet du système des soins médicaux, mais que je pensais comprendre les gestionnaires; d'après les journaux, il me semble que les provinces exerceront des pressions considérables sur les administrateurs des hôpitaux afin qu'ils équilibrent leur budget, et avec une diminution relative des subventions gouvernementales, un administrateur d'hôpital peut, entre autres manières équilibrer son budget en ayant simplement plus de personnes en bonne santé à l'hôpital et moins de malades, car ces derniers coûtent plus cher que ceux qui ne sont pas malades.

Cette situation a été prévue il y a un an et demi, monsieur le président, et si le ministre avait les chiffres ici ce matin, je pense qu'elle aurait pu constater que de plus fortes pressions financières avaient entraîné une prolongation de la durée moyenne du séjour à l'hôpital. Ce phénomène en rapport avec les méthodes de gestion et ce que font les administrateurs pour équilibrer leur budget avait été prévu il y a un an et demi. Autrement dit, une demande accrue s'est exercée sur le système hospitalier et cette demande consiste à s'occuper des personnes en bonne santé, dont les soins sont moins coûteux, ce qui permet à de bons administrateurs d'équilibrer leur budget.

Par conséquent, monsieur le président, cette politique a entraîné un certain comportement, et je me permettrai de dire au ministre que c'est fort dommage car le contribuable canadien a déjà suffisamment de difficultés à payer les programmes sanitaires avec les budgets prévus. Adopter un système sans penser à ces conséquences, c'est commencer à y gaspiller de l'argent.

C'est une prédiction qui a été faite il y a un an. Je ne sais pas si c'est ce que souhaite le ministre ou si selon elle c'est en voie de se réaliser.

Le président: Une fois que le ministre aura répondu, je passerai à M. Blaikie.

Madame le ministre.

Mme Bégin: Je ne parlerai pas ici de la question de l'administration des hôpitaux parce que c'est quelque chose qui ne relève pas de moi en tant que ministre fédéral de la Santé. Je vais donc tout de suite passer aux autres points soulevés par le député.

Il s'agit toujours de la thèse selon laquelle le système est sensé manquer de fonds. L'AMC, par exemple, dans son

[Texte]

presentation to the Breau committee, stated that as their target they would like to see 8.2% of the GNP put on health. We are now at 8.3% in Canada. The revenue guarantee I wish were put by provincial governments toward health. They themselves, their premiers, stated it was not put on health.

When the revenue guarantee was cancelled by the feds in order to reduce our deficit for the taxpayer, I find it difficult that it could be both ways. Suddenly, all the opposition in favour of the revenue guarantee immediately concludes it was put on health. The same game, by the way, is played right now because we are capping the increase to post-secondary education to 6%. Suddenly we are learning that the moneys of post-secondary education were going to health. Well, in practice they were not. That was always denied in the past by the seven provincial players. I would not suggest that we help anybody by playing these games. The moneys for health have always progressed.

The difference between now, under the block funding system, and the past cost-sharing approach is that under the cost-sharing approach a provincial minister of health could come to the feds at any point in time in the year with an increased request because of local decisions—by “local” I mean either really local or new provincial decisions of changing the equipment or updating this or whatever, and automatically the feds would reimburse 50¢ on the dollar. They had to.

If you look at the graphic presentation of the past in the cost-sharing years—I think the general trend is towards an increase, it must be—you see very serious variations in the health system in the country, which also showed acute local disparities. So the block funding operation was fundamentally, among other things, an operation to introduce some planning possibility in the system. That is the way it was always explained to me when I spoke with the players who did it before my mandate. It was, among other things—other things being to do away with an unpleasant federal bureaucracy, shall we say, vis-à-vis the provincial players—also to introduce more flexibility into the system for the provinces.

It was also to permit all the players to have a planning capacity—planning is also key in management, I would suggest—by determining ahead of time, usually over five years, the projected funds provinces X, Y, and Z would receive so they would know ahead of time their capacity, their room to manoeuvre, and act accordingly. That was key in going to block funding. Surely that part of block funding is a positive one.

The Chairman: Mr. Blaikie.

Mr. Blaikie: Mr. Chairman, just on this subject for a minute... I had intended to raise other things, but I am sure I will get around to it.

• 1000

I think the minister makes a serious mistake if she does not begin to take this under-funding argument seriously, or at least a form of the under-funding argument seriously, and continues in an apologetic mood for the quantity of federal funds. As you

[Traduction]

mémoire au Comité Breau, indiquait qu'idéalement les dépenses de santé devraient représenter 8.2 p. 100 du PNB. Nous en sommes actuellement à 8.3 p. 100 au Canada. Je souhaiterais, quant à moi, que les provinces garantissent une certaine part de leurs revenus à la santé, mais leur premier ministre ne veut pas.

Lorsque nous avons décidé de mettre fin au revenu garanti aux provinces afin de réduire notre déficit, l'opposition nous a tout de suite accusé de réduire nos dépenses au chapitre de la santé. Soit dit en passant, elle nous accuse de la même chose actuellement alors que nous avons décidé de limiter à 6 p. 100 l'augmentation des dépenses de l'éducation postsecondaire. Nous apprenons tout à coup que les fonds destinés à l'éducation postsecondaire étaient affectés à la santé. Ce n'était pas le cas dans la pratique. Les sept provinces l'ont toujours nié dans le passé. Nous n'aïdons personne en nous prêtant à ce jeu. Ce qui est certain, c'est que les fonds destinés à la santé ont toujours augmenté.

Maintenant nous avons le financement global, mais auparavant nous avions la formule du partage des coûts. En vertu de cette formule, les ministres provinciaux pouvaient nous demander n'importe quand une augmentation par suite des décisions prises «localement», et par là j'entends des décisions prises à l'échelon provincial. Il pouvait s'agir de renouvellement de matériel. Le gouvernement fédéral devait rembourser la moitié de ces dépenses.

Si vous examinez le graphique qui porte sur la période au cours de laquelle la formule de partage des coûts a été en vigueur, vous vous apercevrez que la tendance générale est toujours à la hausse. Vous constaterez également que la situation varie beaucoup selon les régions au pays. Le financement global avait pour but essentiel de rendre la planification possible. C'est toujours l'explication qu'on m'a donnée lorsque j'en ai discuté avec mes prédécesseurs. Il s'agissait surtout d'éviter aux partenaires provinciaux d'avoir à traiter avec la déplaisante bureaucratie fédérale et de leur donner plus de souplesse à l'intérieur du système.

Il s'agissait également de permettre à tous les partenaires de s'adonner à une certaine planification, c'est un élément clé de la gestion de tout système. Ainsi, on pourrait à l'avance, habituellement sur une période de plus de cinq ans, prévoir les fonds destinés à telle ou telle province qui pouvait dès lors déterminer sa marge de manoeuvre et agir en conséquence. C'est sûrement encore aujourd'hui un aspect positif du financement global.

Le président: Monsieur Blaikie.

M. Blaikie: Je continue dans la même vaine, si vous le permettez, monsieur le président, même si j'avais prévu aborder d'autres points. J'y reviendrai.

Je pense que le ministre commet une grave erreur si elle ne prend pas au sérieux cette thèse du manque de fonds, ou du moins certains arguments ayant trait à ce manque de fonds, et continue de défendre le niveau de financement du gouverne-

[Text]

know, Mr. Chairman, because you were there also, I was on the Special Committee on Federal-Provincial Fiscal Arrangements, and at that time our contention was that federal funding was adequate. But as I said in committee two meetings ago, a lot of things have changed since then, and I think those of us who are pro-medicare have to develop our own under-funding analysis, because there is under-funding in the sense that the health paradigm within which we now work leads to more and more demands on the same fiscal resources, both in terms of all the various expensive technological options which are now mushrooming and in terms of the number of doctors coming onto the market who all have the same income expectations from the same finite pool of health care funds. And there are many other problems of demand on the same amount of money, which come from the way we do health care in this country.

That is where the under-funding argument comes in, in the sense that there is a question about how we allocate those funds which we now have. I suggest this to the minister: that she begin to develop her own argument about under-funding so that the under-funding argument put forward by the CMA is not the only under-funding argument in town. Otherwise, I make this prediction, they will win out, because sooner or later there will be enough people who have experienced shortcomings in the present system, as a result of provincial cutbacks in health care, whatever the reason may be.

I do not want to get into that right now; it is, however, a fact of life there are cutbacks taking place all across the system, and sooner or later there will be enough people in this country who have waited six, eight, ten months for an elective operation, enough people who could not get their grandmother into the hospital and she had to lie in emergency for three days, enough people who have had some kind of bad experience with the health care system such that those who are, I think, misleading the public into thinking that the solution to that problem is to re-introduce private funding mechanisms—sooner or later there will be enough people, enough Canadians who say yes. Those who have the money will come to a point where they will say, yes, I am willing to put extra bucks down on the table to get my grandmother into the hospital, when I want her in the hospital, and not have to wait for the bureaucracy to decide what medicare will provide.

So I think in this sense—and I do not often agree with the President of the Canadian Medical Association—that he is right to say that medicare is only as safe as the quality of the health care services that people can get through medicare. That is an argument that I think pro-medicare people have to take seriously in the short run by generating the public money—not private money but the public money—that will enable people to receive the kind of health care services they want and expect within the prevailing health care paradigm, so that we can move on to a new health care paradigm in which we do not have some of the harsher demands on the system that we have now, because we have not made hard decisions at this point—I hope we will at some point—about how to allocate the new technologies and that sort of thing. So I just caution the minister not to play around with all this GNP

[Translation]

ment fédéral. Vous n'ignorez pas qu'il y ait déjà eu un Comité spécial sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et que ce Comité a émis l'avis que le financement du gouvernement fédéral n'était pas suffisant. Mais comme je l'ai dit lors de l'avant-dernière réunion du Comité, la situation a beaucoup évolué depuis ce temps. Ceux d'entre nous qui sommes pour l'assurance-maladie doivent procéder à leur propre analyse de la situation et accepter le fait qu'il y a manque de fonds parce que de la façon dont le système fonctionne actuellement, la demande de services de santé est de plus en plus forte alors que les ressources fiscales qui y sont affectées restent les mêmes. La demande augmente à cause des nouvelles options technologiques qui se multiplient et à cause du nombre de médecins qui entrent sur le marché en s'attendant aux mêmes revenus que les autres. Les fonds destinés à la santé, eux, sont limités. Notre conception des soins de santé au pays également contribue à accroître la demande.

La thèse du manque de fonds s'applique donc, en ce sens que nous devons essayer de répartir les fonds limités dont nous disposons. J'invite donc le ministre à développer ses propres arguments relativement à ce manque de fonds de façon à ce que ce ne soit pas seulement les arguments de l'A.M.C. qui y soient présentés au public. Sinon, c'est l'A.M.C. qui risque de gagner la partie, parce qu'un jour ou l'autre il y aura suffisamment de gens qui auront été victimes des défaillances du système, par suite des réductions opérées par les provinces dans ce système, pour quelque raison que ce soit.

Je ne veux pas entrer dans le détail, mais il y a toutes sortes de réductions qui sont effectuées actuellement au pays. Un jour ou l'autre, il y aura suffisamment de gens qui auront attendu six, huit ou dix mois une opération facultative, suffisamment de gens dont la grand-mère n'aura pas pu être admise à l'hôpital et aura dû rester dans l'attente pendant trois jours, suffisamment de gens qui auront eu une mauvaise expérience avec le système de santé. Ils seront alors prêts à écouter ceux qui essaient de les tromper, à mon avis, en leur disant que la solution au problème est le retour au mécanisme de financement privé. Il pourrait y avoir suffisamment de Canadiens qui diront oui à ce moment-là. Ceux qui ont de l'argent seront évidemment d'accord pour verser un montant supplémentaire afin de faire admettre leur grand-mère à l'hôpital lorsqu'elle en aura besoin. Ce ne serait plus un bureaucrate qui leur dira ce que l'assurance-maladie prévoit.

Ce n'est pas souvent que je suis d'accord avec le président de l'Association médicale canadienne, mais j'admets que l'assurance-maladie n'est garantie que dans la mesure où les services et les soins de santé sont adéquats à l'intérieur du système. C'est un argument que doivent prendre au sérieux à brève échéance les gens qui sont pour l'assurance-maladie. Il faut trouver les fonds publics, non pas les fonds privés, nécessaires pour que les gens reçoivent les services de santé qu'ils désirent et auxquels ils sont en droit de s'attendre à l'intérieur du système. C'est la seule façon d'en arriver à un modèle qui permette de résoudre les problèmes actuels. Jusqu'à présent, nous n'avons pas pris les décisions qui s'imposaient. J'espère que nous le ferons très bientôt. Nous devons trouver le moyen d'allouer des fonds aux nouveaux moyens technologiques et le reste. Je mets donc le ministre en garde contre la tentation de

[Texte]

stuff, because that is about as persuasive as the CMA's argument that we do not have a good health care system because we are only spending 7.8% of GNP, or we were... That is not a very good indicator of what kind of health care system we have.

• 1005

The States were spending 9.8% or whatever it was, and there were all kinds of poor people that had no health care at all; what kind of percentage you spend on GNP does not mean anything. Do not fall into the trap, I ask you, of saying: well, now we are spending 8.3%. That is not a good indicator in the first place, and, secondly, it is 8.3% of a declining GNP, so who are we trying to kid?

The Chairman: I think there is a question somewhere back there; but seriously, this is not just for questioning; it is also for statements, so I do not want to be facetious.

Madam Bégin: I think it is a key statement that has been made. I will not surprise anybody if I say that, on the whole, I could sign that statement. I subscribe to that approach. In effect I find it very dangerous to use indicators such as a portion of the GNP, for the simple reason that we do not know—I am looking into that for the five years that I am the Minister of Health—of any other country, by the way, which has good indicators of how much should go into health, and that is basically what we are talking about.

However, I would like to make only one reservation about the content of what the member says. I agree with the fact that under-funding should be addressed as a thesis, were it not for all the Canadians who believe in the medicare case and would like to see it strengthened. We have started to work on that in my department. It is key; it is obviously key; but when it comes to the behaviour of the consumer of health services, I want to say something.

The grandmother, in the example that was just used here, is a person who most probably did not need not to go into a hospital setup, but into another type of far less expensive institution for chronic care, which did not exist or was not as developed as it should have been. In other words, you do have and must recognize in Canada the need for a change in the behaviour of the health consumers from the good old past, where you just wanted to go into hospital—well, it is your privilege; you just get in and stay as long as you want, which was the model—towards ambulatory services, which are a new form of care Canadians are now learning, to which they adapt well, and which have not proven negative towards their health; towards institutions of care, other than hospitals and far less expensive; towards a reduction in the use of acute care beds, which is what they are witnessing.

We must address the thesis of the under-funding, there is no doubt about it, in the sense of putting across what is, if any, the real problem of funding of hospitals. In other words, are new elements of the health costs in the country such that somebody is left with a tab they cannot pay. We should

[Traduction]

parler de pourcentage du B.N.B. Ce n'est pas ce qui convaincra les gens parce que selon l'A.M.C. nous ne dépensons que 7.8 p. 100 au chapitre de la santé. Ce n'est pas du tout révélateur de la qualité des soins de santé que nous recevons actuellement à l'intérieur du système.

Les États-Unis dépensent 9.8 p. 100 ou quelque chose du genre à ce chapitre. Pourtant, il y a bien des gens qui sont privés des soins de santé, quels qu'ils soient. Le pourcentage du PNB ne signifie pas grand chose. Je vous prie de ne pas tomber dans le piège qui consiste à dire que notre pourcentage est de 8.3 p. 100. C'est très aléatoire puisque c'est 8.3 p. 100 d'un PNB en baisse.

Le président: Il doit bien y avoir une question là-dedans. Je le dis sans malice, parce que les députés peuvent aussi bien faire des déclarations que poser des questions.

Mme Bégin: Je pense que c'est une déclaration très importante. Je ne surprendrai personne en disant que j'aurais pu en être l'auteur. Je suis moi-même d'accord avec cette approche de façon générale. Je trouve également dangereux d'utiliser des indicateurs comme le pourcentage du PNB, ne serait-ce que parce qu'il n'y a pas de point de repère. Je le sais parce qu'en tant que ministre de la Santé j'examine la situation depuis cinq ans. Il n'a pas de pays qui nous servent d'exemple et qui nous disent comment nous devons dépenser au chapitre de la santé.

J'apporterais cependant une réserve à ce que vient de dire le député. Lorsqu'on évoque la thèse du manque de fonds, il ne faut pas oublier la multitude de Canadiens qui croient à l'assurance-maladie et souhaitent que le système soit renforcé. Nous avons commencé à nous en occuper au ministère. Il est évident que c'est la clé de toute la question. Il faut par ailleurs parler du comportement du consommateur des services de santé.

La grand-mère dont le député a parlé est probablement le type de personne qui n'a pas besoin d'aller dans un hôpital. Une institution pour malades chroniques beaucoup moins coûteuse est sûrement mieux indiquée dans son cas, mais il se trouve qu'il n'en existe pas ou qu'il en existe trop peu. En d'autres termes, il faut amener un changement de comportement chez le consommateur de services de santé au Canada qui veut toujours aller à l'hôpital. Évidemment, c'est son droit. Et il peut y rester aussi longtemps qu'il le désire. C'est toujours la façon dont on a vu les choses. Il faut songer à des services comme les services ambulatoires. C'est quelque chose de nouveau pour les Canadiens, quelque chose auquel ils doivent s'adapter. Ils n'y perdent sûrement pas. Il faut songer également dans certains cas à d'autres institutions que les hôpitaux, des institutions moins coûteuses. Enfin, il faut en arriver à une utilisation moins intensive des lits réservés aux maladies aiguës.

Donc, je suis d'accord. Nous devons examiner cette thèse du manque de fonds, ne serait-ce que pour bien faire comprendre à la population les problèmes reliés au fonctionnement des hôpitaux. Il faut faire comprendre à la population qu'il y a de nouveaux coûts de santé au pays et que quelqu'un doit en faire

[Text]

address that, I realize fully, and we are studying that in my department.

Right now we do not have signs that under-funding is the problem of medicare in the country. We do not have signs of that, but we are very conscious of the, shall I say, damages done to public opinion by the thesis of the under-funding. But *ce n'est jamais étayé de fait*; it is never spelled out, and the thesis of the federal government when going into block funding was that a planning dimension was needed in the system to help the provincial players resist the pressures which, at times, they cannot and should not entertain, for more cost in the system. Techniques put forward in the provinces are waiting lists in hospitals, and this and that. They are not liked by the public, which is not used to these new ways of doing things. They may need, in some parts of the country, readjustment, by the way. They surely need to be spelled out so the public knows the new rules of the game.

• 1010

That is where there is a lot of work to do, amongst other things. But still, technically the under-funding should be addressed, and in my department we are working on that.

Mr. Blaikie: Mr. Chairman, I have another question for the minister. It has to do with medical research and it has to do with a bill which I think will be before the House today, which is Bill C-95, the sports pool lottery or government-promoted gambling... One of the rationales for this bill is that the money raised from this new federal gambling scheme could be, under the provisions of the proposed act, allocated towards health or medical research; I believe it reads "... medical or health research..." actually.

I think this is particularly important to note, Mr. Chairman, given that, as I understand it with the Medical Research Council, they have accepted something in the neighbourhood of only 10% or 12% of all the applications for funding this year. What is the minister's view of having to rely on the funds generated by gambling for health and medical research in Canada?

This is certainly something that I find unacceptable: that we should set this kind of precedent with this bill. So I was wondering whether or not you had had any input, as the minister in charge of health and medical research, into the designing of this bill.

Madam Bégin: Is it in order, Mr. Chairman? What estimates are we studying?

The Chairman: We are doing all the votes in the department, Madam Minister, and I gather there is a fitness and amateur sport vote under your ministry.

Madam Bégin: No, we are talking MRC right now.

Mr. Blaikie: Well, there is also an MRC vote. It has to do with general health...

[Translation]

les frais. Nous devons nous pencher sur ce problème et c'est ce que nous faisons actuellement au ministère.

Pour l'instant, nous n'avons pas de preuve que c'est le manque de fonds qui est le problème dans l'assurance-maladie au pays. Nous sommes cependant très conscients des difficultés que cause la thèse du manque de fonds dans l'opinion publique au Canada. Cependant, ce n'est jamais étayé de faits. Ce que le gouvernement fédéral a voulu faire en proposant le financement global c'est permettre une certaine planification nécessaire à l'intérieur du système afin d'aider les partenaires provinciaux à résister aux pressions à la hausse, ce qui leur est parfois très difficile à faire. Les provinces ont actuellement recours à des moyens comme les listes d'attente dans les hôpitaux et le reste. Le public, qui n'y est pas habitué, ne les apprécie pas du tout. Il se peut qu'on doive procéder à certains rajustements dans des régions données du pays. Il faut que la population comprenne les nouvelles règles du jeu.

Il reste encore beaucoup de choses à faire. Il n'en demeure pas moins que le problème du manque de fonds, sur le plan strictement technique, doit être examiné, c'est ce que fait mon ministère.

M. Blaikie: J'ai une autre question pour le ministre. Elle a trait à la recherche médicale. Il y a un projet de loi qui est présenté à la Chambre aujourd'hui, si je comprends bien. C'est le projet de loi C-95, relatif aux paris collectifs sur les épreuves sportives ou à un système gouvernemental quelconque de paris. Ce projet de loi prévoit entre autres que les fonds provenant de ce nouveau système de paris du gouvernement fédéral servent à la recherche médicale. Je pense que le projet de loi parle de la recherche médicale ou de la recherche dans le domaine de la santé.

Je pense que c'est un fait assez important puisque selon le Conseil de recherche médicale, si je comprends bien, seulement 10 ou 12 p. 100 de toutes les demandes de financement présentées sont acceptées. Que pense le ministre de la possibilité que des fonds provenant de paris soient affectés à la recherche médicale et à la recherche dans le domaine de la santé au Canada?

En ce qui me concerne, ce projet de loi présente un précédent tout à fait inacceptable. Je me demande si vous, en tant que ministre chargé de la recherche médicale et de la recherche dans le domaine de la santé, avez eu quelque chose à voir avec la préparation de ce projet de loi.

Mme Bégin: La question est-elle recevable, monsieur le président? Quel crédit étudions-nous actuellement?

Le président: Nous pouvons étudier tous les crédits du ministère, madame le ministre. Sauf erreur, il y a un crédit sur la forme physique et le sport amateur.

Mme Bégin: Mais c'est du Conseil de recherche médicale qu'il s'agit.

M. Blaikie: Il y a également un crédit sur le Conseil de recherche médicale. Il a trait à l'état santé général...

[Texte]

The Chairman: We are doing all the votes.

Mr. Blaikie: —and medical research policy, which is in order.

Madam Bégin: That is not in my department; I am sorry.

Mr. Blaikie: MRC?

Madam Bégin: No, it is separate from my department. I mean, I am the minister of both. It is totally separate.

The Chairman: Well, you make your comments as to why you should not be answering the question. If you do not think you should answer, just say why you should not answer.

Madam Bégin: It is just that I wondered if it was in order. I do not have the officials of the MRC with me. Dr. Bois is appearing on 26 April. I can give this morning only a general comment. I do not have the detailed answer, I am sorry.

Mr. Blaikie: There is no detailed answer to give. I asked you what your view is of having to rely on money from gambling for health and medical research. There is no detailed answer. You do not need any officials here to answer it.

Madam Bégin: Yes, there is a need to know what we are talking about, and one of the answers is the proportion of the moneys that would go to medical research, and I do not have it with me.

The Chairman: We are having the Medical Research Council in to see us next Tuesday at 9.30 a.m. I think now Mr. Blaikie has made his point; the minister is making her point and we will just carry on . . .

Madam Bégin: So I will just answer, and if he wants the philosophy or the orientation, it is very simple. Separate from the usual funding of the MRC for medical research in the country, which is in need of more money—there is no doubt about it, and for which I am trying my best to get more money out of scarce resources in the system which everybody else is competing for, starting with, for example, the Minister of Employment—when that lottery decision was made, as a minister sitting around a table, I saw a minister always in need of more money. I saw one more pot of money on which I tried to put my hands like everybody else; and I won. I am one of the three who won. Can I put it more clearly than that?

Do not forget that is not at all the usual sources of funding of medical research. Medical research is a well established institution. Never would I have done it if it was a new, virgin institution. It is a well established institution similar to, say, the Canada Council and, in that respect, I knew there was no danger of attaching medical research funding in the country to the ups and downs of a lottery thing. It was simply one more source on top of the big conventional sources of funding in the system, and I thought that was not bad—it was good—and I still think the same.

[Traduction]

Le président: Nous pouvons examiner n'importe quel crédit du ministère.

M. Blaikie: . . . et à la politique en matière de recherches médicales. Ma question est donc parfaitement recevable.

Mme Bégin: Je regrette, mais tout cela ne relève pas de mon ministère.

M. Blaikie: Le Conseil de recherche médicale?

Mme Bégin: Même si je suis le ministre responsable, c'est quelque chose de tout à fait distinct de mon ministère.

Le président: Vous pouvez toujours indiquer pourquoi vous ne voulez répondre à la question. Vous pouvez nous donner vos raisons.

Mme Bégin: Je me demandais seulement si la question était recevable. Je n'ai pas avec moi les représentants du Conseil de recherche médicale. Le Dr Bois doit comparaître le 26 avril. Tout ce que je puis faire pour l'instant c'est répondre à la question de façon générale.

M. Blaikie: Je ne vous demande pas de me donner une réponse détaillée. Je veux simplement savoir ce que vous pensez de l'idée d'avoir recours à l'argent provenant des paris pour financer la recherche médicale et la recherche dans le domaine de la santé. Vous n'avez pas besoin de l'aide de vos fonctionnaires.

Mme Bégin: Il faut quand même que nous sachions de quoi nous parlons. Par exemple, quel part de cet argent est destinée à la recherche médicale? Je l'ignore.

Le président: Nous recevrons les représentants du Conseil de recherche médicale mardi prochain à 09h30. M. Blaikie a dit ce qu'il pensait. Le ministre aussi. Nous pouvons continuer . . .

Mme Bégin: S'il veut savoir quelle est mon attitude de façon générale, je puis le lui dire. C'est très simple. Il est évident qu'il y a d'autres sources de financement pour le Conseil de recherche médicale et la recherche médicale de façon générale au pays. Il n'en demeure pas moins que les fonds disponibles ne sont jamais suffisants. Au même titre que les autres ministres, j'essaie toujours d'obtenir la plus grande part des ressources disponibles à l'intérieur du système. Je dois faire face à la concurrence du ministre de l'emploi, par exemple. Lorsque la décision sur les loteries a été prise, en tant que ministre participant à la discussion, j'ai vu là une occasion d'augmenter les revenus de mon ministère. J'ai voulu avoir ma part comme tous les autres et j'ai réussi. Puis-je être plus clair?

Il ne faut pas oublier que ce n'est pas du tout là la source habituelle de financement de la recherche médicale. La recherche médicale est un domaine d'activités reconnu. S'il s'était agi de quelque chose de tout à fait nouveau, je n'aurais certainement pas procédé de cette façon. C'est un domaine reconnu comme le Conseil des Arts, par exemple. Je savais qu'il n'y avait aucun danger que la recherche médicale en vienne à dépendre des gains réalisés par les loteries. Pour moi c'était simplement une nouvelle source de revenus, une source de revenus qui venait s'ajouter à toute les autres que nous

[Text]

[Translation]

connaissions. J'ai pensé que je n'avais rien à perdre dans les circonstances. Je pense toujours de même d'ailleurs.

• 1015

The Chairman: You have one more question, Mr. Blaikie.

Le président: Vous avez encore droit à une question, monsieur Blaikie.

Mr. Blaikie: Mr. Chairman, I think it may turn out—at least, it would be my concern—that the minister did not really win; that in the long run she may be seen to have lost. If she encounters arguments in the future when she goes for more money for medical research within, say, the structure of the Medical Research Council, and she receives arguments from her colleagues—well, wait until we see what is in the lottery, and we will see if we can piece you off with some of that money—I think it is a very dangerous precedent. I am sorry to hear the minister regards it positively, because the fact is that the conventional moneys available are not adequate. We are very much in danger of giving all those people who, for instance, did not get their applications for research projects accepted—most of whom would tend to be younger people coming out of the system—the message that they would have been better off to have gone into land speculation or something than medical research, because there is no money available for them to do what it is they spent a great many years at university training to do. The minister says she does not want medical research to be subject to the ups and downs of the lottery. Well, I do not think it should be subject to the ups and downs of anything. I think this is the kind of thing for which the government should be increasing its support and maintaining its support at a much better rate than it now does.

M. Blaikie: Il se pourrait, je le crains beaucoup, que le ministre s'aperçoive un jour qu'elle n'a rien gagné du tout, qu'elle y a même perdu au change. Le précédent pourrait se révéler fort nuisible si à l'avenir, au moment de demander de nouveaux fonds pour la recherche médicale, dans le cadre de l'activité du Conseil de recherche médicale, elle se voyait répondre par ses collègues: attendez de voir ce que rapporteront les loteries. Je suis désolé de voir que le ministre voit là quelque chose de positif. Le fait est que les fonds provenant des sources classiques sont déjà insuffisants. Nous risquons de dire, en procédant comme nous le faisons, à tous ceux qui ont eu leur demande de projet de recherche rejetée, lesquels sont sûrement jeunes pour la plupart et n'en sont qu'à leur début, qu'il aurait été préférable qu'ils se lancent dans le commerce immobilier ou quelque chose autre que la recherche médicale parce que les fonds ne sont pas suffisants, que c'est en vain qu'ils ont passé de nombreuses années à l'université pour se préparer. Le ministre dit ne pas souhaiter que la recherche médicale en vienne à dépendre des gains toujours changeants des loteries. C'est justement ce qui m'inquiète. Le gouvernement devrait maintenir et même accroître son aide à ce domaine d'activités.

May I have a final question, Mr. Chairman?

Puis-je poser une dernière question, monsieur le président?

The Chairman: Well, just a brief one, because I am going with Dr. Halliday.

Le président: Une brève question, seulement. C'est au tour de M. Halliday.

Mr. Blaikie.

Brièvement, donc, monsieur Blaikie.

Mr. Blaikie: Mr. Chairman, the minister will know there has been a great deal of concern by certain groups in the country that Canada is not domestically enforcing the code which it itself voted for, and one hopes, was instrumental in getting at the World Health Organization concerning the marketing of breast milk substitutes. Seeing as the World Health Assembly is coming up at the beginning of May, I was wondering if we could get the view of the minister as to why there is this double standard, if you will, or what has been done to address the problem of there being a double standard as far as Canada's position as to what other countries should be doing on this issue is concerned and what we are doing ourselves.

M. Blaikie: Le ministre sait sûrement que certains groupes au pays s'inquiètent beaucoup du fait que le Canada n'applique pas lui-même chez lui le code qu'il a contribué à faire adopter à l'Organisation mondiale de la santé, c'est-à-dire le code régissant la commercialisation des formules pour remplacer l'allaitement naturel. Comme il doit y avoir une réunion de l'Assemblée mondiale de la santé en mai, je me demande ce que pense le ministre de cette attitude équivoque de la part du Canada et de ce qui a été fait pour résoudre le problème. Actuellement, le Canada applique une norme chez lui, une autre norme dans les pays étrangers.

Madam Bégin: On the first part of the question regarding the funds of the MRC, the government is maintaining the funding of medical research; and I agree that is key, because projects go on for many years and need stability. However, I would like to see the funding of the MRC not only maintained but increased—it is in need of that—and then kept at that new level. Third, the moneys of the lotteries will address new and/or special research projects of the MRC.

Mme Bégin: Pour ce qui est de la première partie de la question concernant les fonds destinés au Conseil de recherche médicale, je tiens à signaler au député que le gouvernement maintient son niveau de financement. Je suis d'accord avec lui sur le fait que c'est absolument essentiel puisque ces projets s'échelonnent sur un certain nombre d'années. Je souhaiterais également que le niveau de financement du Conseil de recherche médicale ne soit pas seulement maintenu mais accru. Il faut donc qu'il soit accru et maintenu à ce nouveau

[Texte]

As to the ...

Mr. Blaikie: Breast milk substitute.

Madam Bégin: Yes. I do not have Dr. Law with me this morning, and I apologize; I do not have anybody who can give an update on the situation. It will be forwarded to the committee, in other words.

The Chairman: Mr. Blaikie will have the Health people before us on Thursday. Perhaps you can pursue that at that time.

I go to Dr. Halliday.

Mr. Halliday: Thank you, Mr. Chairman.

I said once before, a couple of weeks ago, I am not often in agreement with my colleague from the NDP on some of these matters relating to health care; but on this issue of obtaining funds from lotteries, I certainly have to agree with him. I think I would have appreciated having some view from the minister, a personal view from her, as to the ethics of receiving that kind of money. I know it is hard to turn it down, but I share that concern that Mr. Blaikie has expressed.

On the other hand, Mr. Blaikie began his comments by suggesting that those of us who are pro-medicare people... He suggested there are some people either here or in this country who are not pro-medicare, and I would challenge him to name a few people to us who are not pro-medicare.

• 1020

I think, Mr. Chairman, there are very, very few, probably no people, in this country who are not pro-medicare. There are dozens of medicare types, or medicare programs, around this world. We have one unique one. I think what we should be discussing is what are the appropriate changes we need to our medicare system to make it more effective and to prevent it from deteriorating. It is not a question of whether you are pro-medicare or not pro-medicare.

On the subject of research, we got into the question of the Medical Research Council. I would stand to be corrected, but I have just read their objectives and terms of reference here, and they are really concerned mainly about research into the scientific part of medicine; that aspect of it, Mr. Chairman; which is quite legitimate. I think what should be of concern to the minister right now, because this is what all our arguing and discussing is on, is research into the delivery of health services; and that is not a role of MRC. That is a role of the minister's department, Mr. Chairman. That is what I would like to get questioning on today. I would like to know some of the research that is going on in her department into some of these problems that keep surfacing all the time.

My colleague Mr. Hawkes discussed the issue of increased hospital stay for patients in the last year or so, and this is an interesting phenomenon, if indeed that is true. I am just

[Traduction]

palier. Les gains réalisés par les loteries permettront au Conseil de recherche médicale de s'impliquer dans de nouveaux projets de recherche.

Pour ce qui est ...

M. Blaikie: Des formules destinées à remplacer l'allaitement naturel.

Mme Bégin: J'y arrive. Je n'ai pas M. Law avec moi ce matin. Je m'en excuse. Je n'ai d'ailleurs personne avec moi qui puisse faire le point de cette situation. Je ferai parvenir les renseignements plus tard au comité.

Le président: Les hauts fonctionnaires de la Santé comparaitront jeudi, monsieur Blaikie. Vous voudrez sans doute poser votre question à ce moment-là.

C'est au tour de M. Halliday.

M. Halliday: Merci, monsieur le président.

Comme je l'ai dit il y a quelques semaines je ne suis pas souvent d'accord avec mon collègue du NPD sur les questions touchant le domaine de la santé. Cependant, en ce qui concerne les gains provenant des loteries, je vois certainement les choses de la même façon que lui. J'aurais voulu savoir du ministre ce qu'elle pense de l'aspect moral de la question. Je sais qu'il est difficile pour elle de refuser ces fonds, mais je partage certainement la préoccupation de M. Blaikie à ce sujet.

Par ailleurs, M. Blaikie, au début de son intervention a parlé des gens qui étaient pour l'assurance-maladie... Il a laissé entendre qu'il y avait des gens au pays qui étaient pour l'assurance-maladie et d'autres contre. Je le mets au défi de me nommer des gens qui sont contre l'assurance-maladie.

Monsieur le président, il y a sûrement très peu de gens au pays qui sont contre l'assurance-maladie. Il y a des douzaines de modèles d'assurance-maladie dans le monde. Le nôtre est exceptionnel. Ce dont nous devrions parler, c'est des changements nécessaires à notre système afin de le rendre plus efficace et de l'empêcher de se détériorer. Que nous soyons pour l'assurance-maladie ou contre l'assurance-maladie importe peu.

Au chapitre de la recherche, nous avons parlé du Conseil de recherches médicales. Je peux me tromper, mais je suis bien placé pour parler parce que je viens de revoir son mandat. Ce qui le préoccupe, surtout, c'est la recherche médicale scientifique. C'est d'ailleurs tout à fait naturel. Ce qui devrait intéresser le ministre ici, ce qui devrait tous nous intéresser parce que c'est le sujet que nous sommes chargés d'examiner cet après-midi, c'est la recherche au niveau de la prestation des services de santé. Ce n'est pas le rôle du Conseil de recherche médicale, c'est celui du ministère ici présent, monsieur le président. C'est ce sur quoi vont porter mes questions. Je voudrais savoir quelles recherches effectue le ministère en vue de résoudre tous ses problèmes dont nous entendons parler.

Mon collègue, M. Hawkes, a parlé de l'accroissement de la période d'hospitalisation des patients au cours des dernières

[Text]

wondering, for instance, what research the minister's department is doing in that area.

I am wondering also about the minister's position vis-à-vis the four major pillars of the Medical Care Act and the medicare system as it was known for the last 15 or 20 years. The minister is aware of the four pillars. She has talked about them: the concept of reasonable accessibility, comprehensive coverage, public administration, and universal availability. These are things which are taken for granted. But when the minister is challenged with a question such as Mr. Hawkes put to her a few minutes ago, her answer is this is not a problem for the federal minister, this is a problem for the provinces.

It is quite true, Mr. Chairman, that this whole medicare act that we have with us now was something that was really meant to be for the provinces in terms of looking after in their domain, but by agreement between the federal government and the provinces those particular areas were allocated to the federal jurisdiction for laying down the ground rules; and that is what has happened. As long as we are within that discussion area, the minister is quite happy to accept our responsibility. But for some strange reason she is showing a schizophrenic tendency, if I may use that expression, because when it comes to, say, extra-billing, which is in no way ruled out by the Medical Care Act—in fact it is acknowledged as being acceptable—she wants to eliminate it completely. She has repeated that many, many times.

So in that particular area the minister is very happy to digress from the Medical Care Act and further invade the rights of the provinces. Now, when we ask the minister what she is doing about other areas, such as research into the use of hospital beds, she says that is not her domain. When I asked her about why a woman in Ottawa dies because she could not get into the coronary care unit or the heart unit at the Civic Hospital, she says that is not her domain. When physicians are leaving the Province of Quebec in huge numbers, she says that is a provincial problem, not her domain.

Mr. Chairman, I take strong exception to that. Those are issues that are just as fundamentally important for the quality of our health care in this country as the four things we have already agreed federally and provincially are within the domain of the federal government.

So I would like the minister to discuss with us, if she would, why she feels that in one instance she can invade this area and suggest that she is going to remove extra-billing if she possibly can, and yet when we ask her about other issues related to the delivery of health care she says, oh, that is not in my area; that is not my responsibility; that is the province's.

The Chairman: Madam Minister.

Madam Bégin: I take strong exception to the statement of Dr. Halliday. In fact he has three different parts in his question. I will rapidly deal with the two first ones and speak a little longer on the third one.

[Translation]

années. S'il est réel, c'est un phénomène intéressant. Quelles recherches effectue le ministère à ce sujet?

Je voudrais savoir également quelle attitude adopte le ministre vis-à-vis des quatre fondements de la Loi sur les soins médicaux et de notre système d'assurance-maladie tel que nous le connaissons depuis 15 ou 20 ans. Le ministre connaît ces quatre fondements, elle en a suffisamment parlé, qui sont: le concept d'accessibilité raisonnable, la protection globale, l'administration publique et l'universalité. Ce sont des principes que nous prenons pour acquis. Cependant, lorsque le ministre est appelé à répondre à des questions comme celle que lui posait tout à l'heure M. Hawkes, elle se contente de répondre que ce n'est pas son problème, que c'est strictement du ressort des provinces.

Il est juste d'affirmer, monsieur le président, que la Loi sur les soins médicaux, telle que nous la connaissons aujourd'hui, concernait surtout les provinces et relevait de leur compétence. Cependant, il y a eu accord entre le gouvernement fédéral et les provinces et le gouvernement fédéral s'est vu confier le rôle d'établir les règles du jeu. C'est ce qu'il a fait. Dans ce cas, le ministre est prêt à accepter la responsabilité des provinces. Cependant, elle devient tout à fait schizophrène, si je puis utiliser l'expression, lorsque sont abordés des sujets comme la surfacturation, laquelle, soi-disant en passant, n'est nullement exclue dans la Loi sur les soins médicaux, de fait, elle est maintenant acceptée. Alors, là, elle parle de l'éliminer. Elle l'a indiqué à maintes reprises.

Dans ce cas, le ministre est parfaitement prête à s'écarter de la Loi sur les soins médicaux et à s'immiscer dans les affaires des provinces. Lorsque nous lui demandons son avis sur d'autres sujets, comme la recherche sur l'utilisation des lits d'hôpitaux, elle se défend en prétextant que ce n'est pas son domaine. Elle invoque la même raison lorsque je lui soumets le cas d'une femme d'Ottawa qui est décédée parce qu'elle n'a pas pu avoir accès à l'unité des soins cardiaques de l'Hôpital Civic. Et quand les médecins quittent la province de Québec en grand nombre, elle s'en lave les mains en disant que c'est un problème qui concerne la province.

Je ne l'accepte pas, monsieur le président. Ce sont des questions toutes aussi importantes pour la qualité des soins médicaux au pays que les quatre principes établis par le gouvernement fédéral et sur lesquels sont tombés d'accord le gouvernement fédéral et les provinces.

Je voudrais donc que le ministre nous dise, si elle le peut, pourquoi dans un cas elle prétend pouvoir intervenir, par exemple lorsqu'il s'agit de la surfacturation, alors que dans d'autres cas ayant trait à la prestation de services de santé, elle se défend de ne pouvoir rien faire et rejette toutes responsabilités sur les provinces.

Le président: Madame le ministre.

Mme Bégin: Je n'accepte pas du tout les allégations de M. Halliday. Il y a trois parties à sa question. Je vais rapidement passer sur les deux premières pour m'attarder à la troisième.

[Texte]

He wants my personal views on lotteries and medical research. My personal view is that I detest lotteries. I never buy a ticket, and that is it. But this being said, if the policy of the government is to have lotteries in the country, and it is honest money, I do not see why I would not take part of it for additional special projects under medical research. That is the context.

• 1025

The second point: you are very right, Dr. Halliday, when you speak of the MRC as doing, and I use your words, the scientific part of medicine, exploring the scientific part of medicine. We are very conscious of that, and that is why we created, to supplement that, the MHRDP program, some, it must be now, 10 years ago, which has under these estimates some \$16 million to do applied research and research in what could be called, generally speaking, management of health. Our areas of high priority include, besides, of course, environmental and health hazards, or illness prevention in health promotion, availability, accessibility, and quality of the health care system.

We do not solicit proposals to . . .

Mr. J.L. Fry (Deputy Minister, Department of Health and Welfare): We indicate priorities, but the proposals come in.

Madam Bégin: Yes, that is it, but we do not solicit in the way the Americans do, for example. It has never been the tradition in Canadian medical research. But by indicating in our documents the priorities that will be entertained, we give a message, and we exercise leadership. And we also have some of these projects done under the health promotion program of my department.

Yesterday I saw the Telidon project in Montreal of l'Institut de recherches cliniques, which has \$63,000 on health promotion, talking with the public, a very fine tool of pedagogy, something out of the ordinary, which will be connected hopefully in the near future in doctors' cabinets, as well as in the CLSC of a pilot area, and will discharge the heart health system by good prevention and promotion, and directing individuals where they should go, and not necessarily directly to the health system per se.

So we are very aware of that, and the only thing I can state to the member is, yes, it is our priority to study the health system from the managerial viewpoint, not just the scientific content.

As to the third point which touches that, that comes out of it, which is I would be interested in only one of the five conditions of the acts in supervising medicare in Canada. I do not think that is fair to say. There are five conditions equally important. We are very conscious of the need for keeping the quality in the system. At the same time and in parallel, I have

[Traduction]

Il veut que je lui dise ce que je pense personnellement de la question des loteries et de la recherche médicale. Eh bien, personnellement, je déteste les loteries. Je n'achète jamais de billet, c'est tout. Ceci dit, si la politique du gouvernement est d'avoir des loteries, il s'agit de fonds réunis honnêtement, je ne vois pas pourquoi je n'en prendrais pas pour lancer des projets spéciaux supplémentaires dans le domaine des recherches médicales. C'est cela le contexte.

Quant à votre deuxième point, monsieur Halliday, vous avez raison de dire que le Conseil de recherche médicale se charge—et je reprends vos termes—de l'aspect scientifique de la médecine dans ses études. Nous en sommes très conscients, et c'est pourquoi nous avons créé le Programme national de recherche et de développement en matière de santé (PNRDS), il y a quelque dix ans, et au titre duquel la somme de 16 millions de dollars figure dans les prévisions pour des recherches dans le domaine de la gestion de la santé. Les secteurs de grande priorité comprennent également les dangers environnementaux où les risques pour la santé, la prévention de la maladie par le biais de la promotion de la santé et l'accessibilité et la qualité du système de soins médicaux.

Nous ne demandons pas qu'on nous soumette des propositions . . .

M. J.L. Fry (sous-ministre, ministère de la Santé et du Bien-être social): Nous établissons les priorités, mais on nous soumet des propositions.

Mme Bégin: Oui, c'est cela, mais nous ne cherchons pas des propositions comme le font les Américains, par exemple. Cela n'a jamais été la tradition canadienne dans le domaine des recherches médicales. Mais en indiquant nos priorités, nous donnons une certaine orientation aux études. Certains de ces projets sont d'ailleurs entrepris dans le cadre du Programme de promotion de la santé de mon Ministère.

Hier, à Montréal, j'ai vu le projet Telidon de l'Institut de recherche clinique qui a reçu \$63,000 au titre de la promotion de la santé; ils parlaient de la santé et c'est un très bon outil pédagogique, quelque chose d'extraordinaire, et nous espérons qu'il sera relié à l'avenir au Cabinet des médecins ainsi qu'aux C.L.S.C. dans le cadre d'un projet pilote; il permettra d'alléger le fardeau du système de soins médicaux en réalisant une bonne prévention et une bonne promotion, et en aiguillant les particuliers sur la bonne voie, pas forcément sur le système de soins de santé en soi.

Alors nous en sommes très conscients, et je peux simplement dire à l'honorable député que notre priorité est effectivement d'étudier le système de soins médicaux du point de vue de la gestion, et non seulement du point de vue du contenu scientifique.

Je passe maintenant au troisième point qui en découle, à savoir que je ne m'intéresse qu'à une seule des cinq conditions des lois régissant le système de soins médicaux au Canada. Je pense qu'il est tout à fait injuste de dire cela. Les cinq conditions sont aussi importantes les unes que les autres. Nous sommes très conscients de la nécessité de maintenir la qualité

[Text]

to address, not by my own decision, unfortunately, because of the circumstances that developed in Canada since early 1979, in particular one of the conditions, namely accessibility, because of financial barriers to individuals which were increasing suddenly in the system.

So the member may have read more articles speaking of that, but I am not the one who decides on the coverage that is going to be given to a point in particular which is problematic in the health system right now. But I want to repeat to him that accessibility is also accessibility in terms of geography, in terms of spectrum of services, and, of course, quality is a key element we are very aware of and are monitoring just the same. It is less easy to spell out, to define, and that is why, I suppose, there is not much media discussion of it. People have been stopped by the financial barriers that user fees or extra-billing could represent. But there is no bias; every condition is key.

• 1030

The financial barriers that have started becoming serious in the system in the last years have, however, the potential of bringing us back to the pre-medicare days. That, for me, is obvious, and for others too. That is the philosophy from which I have to operate, by pushing Canadians eventually into buying private insurance as in the old times to cover these new costs that can hit them at any moment in time. The day that becomes the practice in Canada, we will have lost medicare. It is as simple as that and as dramatic as that. That is why a lot of coverage was given to that aspect of the conditions.

The others are as key as accessibility in terms of no undue financial barriers.

The Chairman: I want to go to Mrs. Killens soon, but you can have one short question.

Mr. Halliday: First, a very short comment about the lotteries. I agree with Madam Minister on that, Mr. Chairman. I have no dispute with her. I am pleased to hear that she feels that way about it.

On the subject of accessibility, I did want to put one more question there. I am pleased that the minister has acknowledged that she wants to keep, as she said, the quality in the system. I think that is something all Canadians share, the same as we share the need for medicare in this country. There is no dispute about that, in my view.

But again, I want to ask on this accessibility issue, Mr. Chairman... As the minister has just said, there are different types of accessibility: there is financial accessibility, geographic, and so on. I would like to know what the evidence is that she has or her officials have... if not this morning, sometime soon—that you already perceive financial barriers are beginning now to impede accessibility. I would like to know

[Translation]

du système. En même temps, et parallèlement, je dois malheureusement—ce n'est pas ma propre décision, mais plutôt le résultat de la situation qui existe au Canada depuis le début de 1979—m'intéresser surtout à l'une des conditions, à savoir l'accessibilité, à cause des obstacles financiers qui ne cessent d'augmenter au sein du système.

Donc, même si l'honorable député a lu d'autres articles là-dessus, ce n'est pas moi qui décide de la publicité qu'on donnera à un problème particulier qui existe au sein du système de soins médicaux. Et je tiens à lui répéter qu'il s'agit aussi d'accessibilité sur le plan de la géographie et de la variété des services et, bien sûr, de la qualité; c'est un élément clé que nous sommes toujours en train de surveiller. Il est moins facile de définir ce qu'on entend par le terme qualité et c'est probablement pourquoi on n'en parle pas beaucoup dans les médias. Par contre, des gens se sont vus imposer des obstacles financiers comme ceux que représente le ticket modérateur ou la surfacturation. Mais il n'y a pas de préjugé; toute condition est essentielle.

Les obstacles financiers qui, depuis quelques années, deviennent graves pourraient finir par nous ramener à l'époque avant l'instauration du système de soins médicaux. Pour moi, c'est évident, et pour d'autres aussi. Moi, de toute façon, je dois prendre pour acquis qu'on voudrait finir par obliger tous les canadiens à s'acheter une police d'assurance privée, comme par le passé, pour couvrir ces nouveaux frais qu'ils peuvent être appelés à payer n'importe quand. Le jour où cela deviendra la pratique au Canada, nous aurons perdu le système de soins médicaux. C'est aussi simple et aussi dramatique que cela. C'est justement pourquoi on a beaucoup parlé de cet aspect des conditions.

Les autres conditions sont aussi essentielles que celle de l'accessibilité en ce qui concerne l'imposition inappropriée d'obstacles financiers.

Le président: Avant de donner la parole à M^{me} Killens, je vais vous permettre de poser une courte question.

M. Halliday: D'abord, j'ai un bref commentaire sur les loteries. Je suis entièrement d'accord avec M^{me} le ministre à cet égard. Là, nous n'avons pas de différence d'opinion. Je suis très heureux de connaître ses sentiments là-dessus.

Pour ce qui de l'accessibilité, j'avais une autre question à poser. Je suis très heureux de savoir que le ministre veut absolument conserver la qualité du système. Je crois que tous les canadiens sont de ce même avis, tout comme nous partageons le besoin d'avoir un système de soins médicaux dans ce pays. Tout le monde est d'accord là-dessus, je crois.

Mais je voudrais revenir à cette question d'accessibilité, M. le président... Comme le ministre l'a dit, il y a différents types d'accessibilité: il y a l'accessibilité financière, l'accessibilité géographique, etc. J'aimerais savoir si M^{me} le ministre ou ses fonctionnaires pourraient nous donner des preuves, pas forcément ce matin, mais bientôt—que des obstacles financiers existent déjà au sein du système, qui entravent l'accessibilité.

[Texte]

that evidence, Mr. Chairman. I just was not aware that it existed.

Furthermore, can she tell us what research is going on in her department now by her officials to study the other two types of accessibility barriers that I have referred to last day and today; namely, the fact that people cannot get beds when they should have them . . . that is a form of accessibility barrier—and the second one is that when physicians of very high calibre and unique capabilities are leaving a given area, that removes the accessibility of those patients in that area to that high-quality medical care. I wanted to know what studies are being done in those two areas of accessibility, as well as, Mr. Chairman, her assertion a moment ago that there are signs now that financial barriers are beginning to affect accessibility. I would like to know what those are.

Madam Bégin: On the point of the fact that financial barriers exist, that is the whole dossier of medicare. I can send you thousands of press clippings with the names of people who have been stopped by money. I would surely not be able to give you anything else. It is a fact. If you do not see it . . . It is like the table is there. I cannot do much more. I think we have to acknowledge that we have a very basic difference in philosophy as to medicare.

On the second question as to research projects into these points, I will extract from the lists of both NHRDP and health promotion those who are addressing that question, as well as any others that we know of.

Mr. Halliday: Did the minister say that she had a list?

Madam Bégin: No, we have to make it.

Mr. Halliday: But you will make one up?

Madam Bégin: Yes, and we will give it to the committee.

Mr. Halliday: Thank you very much.

The Chairman: Thank you.

Mrs. Killens.

Mme Killens: Merci, monsieur le président. J'ai été absente aux séances de la semaine dernière au cours desquelles le Comité a étudié, je crois, le Régime des pensions. Je sais que les prévisions budgétaires reflètent les priorités et les politiques du gouvernement, mais je sais également que le ministre a subi des pressions en vue d'accorder la pension aux femmes au foyer, la semaine dernière. Je voudrais, ce matin, faire entendre un son de cloche différent au sujet des pensions, matière bien connue du ministre, et qui pourrait peut-être orienter ses décisions futures dans ce domaine. Au cours de la fin de semaine dernière, j'ai passé deux heures au Salon de la femme, au site des Olympiques, au Vélodrome de Montréal, plus précisément au kiosque de la Commission féminine libérale. Nous avions sur la table plusieurs dépliants traitant de différents sujets dont *La femme violée*, *La femme battue*, *Vieillir au féminin*, *La réforme des pensions et les femmes*, le Petit livre vert.

[Traduction]

J'aimerais être mis au courant des preuves qui existent, M. le président. J'ignorais qu'il en existait.

De plus, pourrait-elle nous dire quelles recherches sont en voie de réalisation dans son ministère pour étudier les deux autres types d'obstacles que j'ai mentionnés la dernière fois et aujourd'hui, à savoir que les gens ne peuvent pas obtenir un lit lorsqu'ils en ont besoin—c'est un type d'obstacle à l'accessibilité—et deuxièmement, lorsque des médecins hautement qualifiés quittent une région donnée, cela limite l'accessibilité des malades qui habitent dans cette région à des soins médicaux de haute qualité. J'aimerais savoir quelles études sont actuellement en cours sur ces deux aspects de l'accessibilité, et j'aimerais également savoir, M. le président, quelles preuves existent que les obstacles financiers commencent à nuire à l'accessibilité. J'aimerais savoir quels sont ces obstacles financiers.

Mme Bégin: Pour ce qui est d'exemples d'obstacles financiers, le dossier du système de soins médicaux en est plein. Je peux vous envoyer des milliers et des milliers d'articles de la presse dans lesquels on donne les noms de personnes qui ce sont vues imposées ce genre d'obstacles financiers. Je ne peux certainement pas vous donner d'autres preuves. Mais c'est un fait. Si vous ne le reconnaissez pas . . . C'est comme la table là-bas. Je ne peux pas en faire plus. Je pense qu'il faut reconnaître que nous avons une philosophie tout à fait différente vis-à-vis du système de soins médicaux.

Quand à la deuxième question concernant les projets de recherches, je vais obtenir une liste de ceux qui aborde ce problème dans le cadre du PNRDS et de la promotion de la santé, ou de tout autre programme.

M. Halliday: Mme le ministre a-t-elle dit qu'elle avait déjà cette liste?

Mme Bégin: Non, nous devons l'établir.

M. Halliday: Mais vous allez le faire?

Mme Bégin: Oui, et nous l'enverrons au comité.

M. Halliday: Merci beaucoup.

Le président: Merci.

Mme Killens.

Mrs. Killens: Thank you, Mr. Chairman. I was away for last week's meetings during which the committee studied the pension plan, I believe. I realize that the estimates reflect the government's priorities and policies, but I also realize that the minister was under pressure last week to give pensions to homemakers. This morning, I would like to tell a different side of the story regarding pensions, a matter in which the minister is well-versed, which may just influence her future decisions in this regard. Last weekend, I spent two hours at the Women's Fair at the Olympic Velodrome in Montreal in the stall set up by the Liberal Women's Commission, to be precise. We had several pamphlets dealing with various subjects, such as: *Rape*, *Battered Women*, *Women Aging*, and *Women and Pensions*—the little green pamphlet.

[Text]

• 1035

Alors, le son de cloche que je veux faire entendre ce matin est celui-ci: souvent avec un air moqueur et souvent sérieusement, les gens qui passaient, hommes et femmes, nous demandaient quand on appliquerait la pension à l'âge de 60 ans.

Maintenant, ce qui m'a frappé, c'est que parmi tous les dépliant et sujets dont nous disposions au kiosque, tous parlaient de pensions et toutes les questions se référaient à la pension à 60 ans. La majorité des femmes, mais aussi certains hommes, ont posé cette question. Cependant, lorsque les hommes nous questionnaient, sans faire de jugement téméraire, ils m'apparaissait être des travailleurs de la construction, d'après leur accent dans le français parlé, et ils semblaient être fatigués de travailler jusqu'à l'âge de 60 ans. Les femmes, par contre, affichaient souvent un air moqueur, mais parfois elles étaient sérieuses.

Alors, j'ai pensé attirer l'attention du ministre sur ce fait, ce matin. L'argument que ces gens me donnaient était celui-ci: nous pourrions céder la place aux jeunes. Je comprends que le budget renferme les politiques et les orientations du gouvernement et qu'un jour on doive s'orienter vers de nouvelles politiques. Je crois connaître la réponse du ministre à cet égard, mais je voulais tout de même lui faire entendre le son de cloche le plus récent, celui que j'ai entendu au cours de la fin de semaine.

Mme Bégin: La seule chose que je voudrais ajouter, parce que je la trouve très sérieuse, c'est que le problème de la pension à 60 ans n'en est un que purement financier..., non pas purement, je m'excuse..., mais c'est un problème financier avant tout et c'est également un problème de civilisation, si je puis dire. La France vient d'annoncer la retraite à 60 ans. J'ai compilé autant de documentation que possible, j'ai questionné tous ceux que je pouvais questionner en France, tout récemment, et tout le monde me dit que le coût est prohibitif et que la France vient de donner suite à une de ses promesses électorales mais qu'elle ne pourra pas la soutenir, ce qui est vraiment extrêmement grave.

Moi, en tant que politiciens, nous savons tous que la question de la pension à 60 ans est la question qui nous est la plus souvent posée. Il est nécessaire d'établir cela. J'ai toujours, si j'ose dire, tenu tête à l'opinion publique à ce sujet, en ce sens que j'explique que la pension à 60 ans coûterait 2 milliards de dollars. La pension à 60 ans uniquement pour ceux dans le besoin... Pardon, il s'agit de 3.5; les chiffres montent, j'ai ce chiffre depuis cinq ans; donc, 3.5 milliards de dollars. La pension uniquement pour ceux qui sont dans le besoin représente un chiffre beaucoup plus petit, c'est-à-dire environ 1 milliard de dollars. Ce type d'argent n'existe pas; il n'existera dans, je crois, dans l'avenir que nous allons vivre comme politiciens. Maintenant, est-ce un but désirable? Là, je dirais que cela aurait été un but désirable il y a 30 ans, quand les gens étaient employés à faire des travaux manuels, physiques et épuisants et que les mères de famille n'avaient pas d'aide technologique à la maison et qu'elles élevaient de grosses familles. Aujourd'hui, c'est plutôt un besoin en retard, puisque seulement quelques segments de la population en

[Translation]

So, the other side of the story that I wish to tell this morning is this: sometimes mockingly, and sometimes seriously, the people going by, both women and men, would ask when we intended to provide pensions at 60 years of age.

Now it struck me that all these pamphlets and brochures we had in the stall not only referred to pensions, but to pensions at 60 years of age. Mainly women, but also some men, asked us this question. But when men asked us about this, without making any rash judgment, sometimes they seemed to me to be construction workers, as they had an accent when they spoke french, and they seemed to be tired out from working to the age of 60. On the other hand, the women often seemed to be making fun of the whole thing, although some were serious.

So I thought it would be appropriate to draw the ministers attention to this fact. The argument these people gave me was that we should allow young people to take our place. I do understand that the budget reflects the governments policies and orientation, and that one day, new policies will have to be developed. I believe I know what the ministers answer is in this regard, but I wanted her to hear another side of the story which was brought to my attention during this last weekend.

Madam Bégin: The only thing I would like to add, because I see this as being a very serious matter, is that providing pensions at 60 years of age is not only a purely financial problem; it is a financial problem first and foremost, but it is also a problem of civilization, so to speak. France has just announced that 60 will now be retirement age. I have compiled as much documentation as I can and recently questioned all those available in France regarding this matter, and everyone tells me that the cost is prohibitive and that France is trying to take action on an electoral promise that it will not be able to keep. Which is extremely serious.

I, as a politician, and each of you, as politicians, know that changing the pension age to 60 is the thing we are asked about most. This fact must be stated. I have always, I daresay, held my own as far as public opinion on the matter is concerned, in the sense that I explain that giving pensions at 60 will cost \$2 billion. Providing pensions to the needy at 60 years of age... Oh, I am sorry, the figures are going up, it is \$3.5 billion. Providing pensions only to needy people would cost much less, about \$1 billion. This type of money simply does not exist; as far as I know, it will never exist in any future that we will experience as politicians. Now, is it a desirable objective? I would say that it would have been a desirable objective 30 years ago, when people were mainly employed to carry out manual, physical and exhausting work and mothers did not have the type of technological help in the home they have nowadays and had to raise large families. Today, this is a need which is behind the times, as only some segments of the population would really need it. However, I do recognize that. Someday, it might be possible to gradually provide this to

[Texte]

auraient besoin. Je reconnais cela, cependant. Permettre cela un jour, par étape, aux segments de la population de 60 ans à 65 ans qui en ont besoin, par exemple à ceux qui sont handicapés, quel que soit leur handicap et incapables de travailler, à ceux qui perdront leur emploi à ces âges-là lorsque le marché du travail ne reprendra pas, qu'il s'agisse de mises à pied ou autre chose, ou à cause de la discrimination non écrite basée sur l'âge, c'est une seconde et non pas une première priorité de notre gouvernement. C'est l'optique dans laquelle cela se place.

Ce n'est pas vraiment cela qui a été discuté ici au Comité la dernière fois; on m'avait plutôt demandé si j'étais favorable à ce que l'on accorde la pension aux maîtresses de maison. La réponse étant oui, il est sûr que nous ferons tout ce que nous pourrions pour la leur accorder.

Mme Killens: Merci.

The Chairman: Before I go into a second round, I would like to comment that we should leave about 10.50 a.m. today because the subcommittee on agriculture is coming in and has to rearrange the room for their purposes before that time. They have a different setup of the tables and that sort of thing. I would also like to say that on Thursday at 11.00 this week we have the officials from the health branches of the department coming before us and we will discuss all the health aspects that members wish to discuss, with the exception of the Medical Research Council, which will come before us next Tuesday at 9.30 a.m..

• 1040

Also, next Thursday at 3.30 p.m.—that is a week Thursday, April 28—we have the Minister of State for Social Development coming before us.

We will try to adjourn, then, around 10.50, and I will call on Mr. Hawkes again.

Mr. Hawkes: Thank you, Mr. Chairman.

Just to put it on the record, the *Hospital Statistics Preliminary Annual Report, 1981-82*, which is from the Institutional Statistics Section of the Health Division, publication February, 1983; the number is 42301543—in that, it indicates that in 1980-81 the average length of stay in hospital for all of Canada was 12.81 days. In 1981-82, it is 13.12. If I can just look at this report a little further, there are some other interesting data in it.

Given that the average length of stay in hospital in Canada is 13.12 days per patient, the average for the Province of Quebec is 20 days. I am wondering if the minister can provide us with an explanation.

Madam Bégin: I am sorry, I did not hear the reference to the report and I do not have that document with me. It is from Statistics Canada?

Mr. Hawkes: Yes. And it indicates that the average length of stay in hospital per patient is 13.12 days for Canada...

Madam Bégin: I cannot find that.

Mr. Hawkes:—and for Quebec it is 20 days.

[Traduction]

segments of the population between 60 and 65 years of age who truly need it, for instance, those who are handicapped or unable to work, those who have lost their job at that age and can no longer find a place in the labour force, be it because of layoffs or unwritten discrimination based on age. So, it is really a second rather than a first priority for our government. That is how we see it.

This is not what we really discussed in the committee meeting the last time, although I did say I was favourable to homemakers receiving pensions. My answer is still yes, that we will definitely do all we can to give it to them.

Mrs. Killens: Thank you.

Le président: Avant de passer au deuxième tour, je voudrais dire aux membres du Comité que nous devons quitter la pièce à 10h50 ce matin car le Sous-comité de l'agriculture siège à 11h00 et on doit d'abord changer la disposition des meubles. La disposition des tables, etc. est différente. J'aimerais également vous informer que le jeudi de cette semaine à 11h00, les fonctionnaires du ministère de la Santé comparaitront devant nous pour discuter de tous les aspects de la santé que les députés voudront soulever, à l'exception du Conseil de recherche médicale, qui comparaitra mardi prochain à 9h30.

De plus, jeudi prochain, 28 avril, à 15h30, le ministre d'État au développement social comparaitra.

Nous allons essayer de lever la séance vers 10h50 et c'est M. Hawkes qui a de nouveau la parole.

M. Hawkes: Merci, monsieur le président.

J'ai trouvé une donnée statistique qu'il est intéressant de signaler dans le *Rapport annuel préliminaire sur les statistiques des hôpitaux, 1981-1982*, préparé par le Service des statistiques sur les institutions de la division de la santé, le numéro 42301543 de février 1983. On y lit qu'en 1980-1981, la durée moyenne d'un séjour à l'hôpital au Canada était de 12.81 jours. En 1981-1982, elle était de 13.12. Le rapport contient d'autres statistiques intéressantes.

Au Canada, la durée moyenne d'un séjour à l'hôpital est de 13.12 jours tandis qu'au Québec cette moyenne est de 20 jours. Le ministre pourrait-elle nous donner des explications à ce sujet?

Mme Bégin: Excusez-moi, je n'ai pas entendu le titre du rapport que vous citez et, en tout cas, je ne l'ai pas entre les mains. S'agit-il d'un rapport de Statistique Canada?

M. Hawkes: Oui. On peut y lire que la durée moyenne d'un séjour à l'hôpital est de 13.12 jours par patient, au Canada...

Mme Bégin: Je ne trouve pas la référence.

M. Hawkes: ... tandis qu'au Québec elle est de 20 jours.

[Text]

Madam Bégin: Yes. I need my officials to analyse that, and we will come back to the committee on that.

The Chairman: Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: The lowest length of stay is in the Northwest Territories, which is in federal jurisdiction. It is 7.28, and it is really quite discrepant from the rest of the country. Can the minister tell us, in her area of jurisdiction, the Northwest Territories, why we have the fewest beds per capita, why we have the lowest number of days per patient spent in the hospital?

Madam Bégin: No, I cannot. I thought I had said, and I have been repeating since the beginning of the meeting, that I do not have with me the official who can answer that. I do not have the report the member just quoted from, and as a statistician he knows it all depends on the definitions they have given to even the word "hospital". I do not have these documents with me. I will provide an answer to the committee, a written answer, at another date—as soon as possible, of course.

The Chairman: Mr. Hawkes, we will also have the health people here on Thursday, and I gather the officials here this morning will take note of your reference and your statistics, and I expect they will be in a better position to answer on Thursday.

Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Can I just, in a policy sense... given the geographic barriers to access which exist in the Northwest Territories—just like the table, it is there, and I think when we look at a map we know that there must be geographic barriers to accessibility—does the minister believe the federal government has taken the necessary steps in the Northwest Territories to overcome the geographic barriers? Is health care for people in the Northwest Territories on a comparable level with health care available in other provinces in Canada?

Madam Bégin: The answer is an obvious yes, Mr. Chairman. You see the danger. I did not want to point out the elementary like that to anybody around me, but the danger of just quoting statistics out of context is that the figure given by Mr. Hawkes shows the stay in hospital in the Northwest Territories. Well, the vast majority of people we have under our direct responsibility, as you very well say, are moved out of the Northwest Territories to receive health care and become reflected in the hospital bed utilization of the provinces. So the answer is yes, I am really satisfied that the maximum we can do is done to give the same good health care we all get in the rest of Canada to the people who are in these isolated areas, such as the territories in particular—but that goes also for the northern portions of the provinces.

The Chairman: Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, did the minister just say that for chronic extended care cases people have to be moved away from their family and friends?

[Translation]

Mme Bégin: Je vois. Il faudra que je demande à mes collaborateurs d'analyser cela, si je veux répondre.

Le président: Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: La durée la plus courte est celle des patients des Territoires du Nord-Ouest, qui relèvent de la compétence fédérale. Elle est là-bas de 7.28 jours et cela révèle une différence marquée par rapport au reste du pays. Je voudrais que le ministre nous dise pourquoi c'est dans les Territoires du Nord-Ouest, qui relèvent d'elle, où nous trouvons le moins de lits par habitant, la durée moyenne de séjour à l'hôpital la plus courte?

Mme Bégin: Je ne puis pas vous répondre. Je ne cesse de répéter depuis le début de la séance que les fonctionnaires qui pourraient m'aider à vous répondre ne sont pas ici. Je n'ai même pas le rapport que vous citez et, puisque vous êtes statisticien, vous savez très bien qu'on ne peut interpréter les chiffres que si l'on a une définition précise du mot «hôpital». Je n'ai pas de document entre les mains, mais je vous répondrai, par écrit, dans le plus bref délai.

Le président: Monsieur Hawkes, jeudi, les responsables des services de santé viendront témoigner et je pense que les fonctionnaires ici présents ce matin ont pris note de votre question. On pourra mieux vous répondre, jeudi.

Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Je voudrais ajouter... Étant donné les contraintes géographiques qui existent dans les Territoires du Nord-Ouest, et il suffit de jeter un coup d'oeil sur la carte pour se rendre compte que cette région n'est pas d'accès facile, le ministre estime-t-elle que le gouvernement fédéral a pris les mesures nécessaires pour remédier à cet isolement? La population des Territoires du Nord-Ouest peut-elle compter sur les mêmes services de santé que la population des autres provinces canadiennes?

Mme Bégin: De toute évidence, je vous répondrai que oui. Rendez-vous compte du danger. Je n'aime pas vous rappeler des choses élémentaires, mais en citant des statistiques hors contexte concernant la durée des séjours à l'hôpital dans les Territoires du Nord-Ouest, M. Hawkes prend des risques. La vaste majorité des gens que nous desservons directement, comme vous le dites, là-bas, sont transportés ailleurs pour les soins de santé et leur séjour est comptabilisé dans les statistiques des provinces. Pour répondre à votre question, oui, nous faisons le maximum pour offrir les mêmes soins de santé aux gens qui sont dans des régions isolées, comme les Territoires, et au reste de la population canadienne. Cela est vrai également pour la partie septentrionale des provinces.

Le président: Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Monsieur le président, le ministre vient-elle de nous dire que, pour des soins chroniques de longue durée, les gens de ces territoires doivent être éloignés de leur famille et de leurs amis?

[Texte]

[Traduction]

• 1045

Madam Bégin: No, we are talking of anything that falls under the definition of a cure, care, or bed utilization.

Mr. Hawkes: I will follow that up with officials later, but it looks from the statistical table as if the gap in the health care system in the Northwest Territories would be for extended care, for chronic care. That is where I think these statistics come from.

Just to change focus a little bit, the British... I have been told, for instance, in the public health care system in Britain, you could be on a waiting list for somewhere between three and four years to get varicose veins stripped. It is clear to all of us, I think, that the public health care system in Britain is a great deal different from the public health care system in Canada today, and yet it started like our system. If you go back far enough in history, it had many of the aspects of ours, and now it no longer has. I am wondering if the minister could indicate to us why she thinks the British system has moved in a different direction.

Madam Bégin: In two minutes? It is impossible to do and I do not find that a serious question; I am sorry. The only thing I can say to the member in two minutes is that he makes a mistake if he thinks—and I could provide a few titles of a good bibliography on the matter—but he makes a mistake if he assumes that the British health care system started the same as ours. It never was. There were a few key differences, but they are key. One is in the treatment of doctors, the relationship of the state to the doctors, and of the patients to the doctors and the state. For example, we never had in Canada—in the historical compromise struck by T.C. Douglas as Premier of Saskatchewan, who really started medicare in the province which started medicare more than 20 years ago—we never had administrative rules of the game as to which customer would see which doctor in what area. We never had things like that. For me it is a key, important and successful compromise that was reached at that time, that kept the freedom of choice, if I may use that word, of patients toward doctors, and vice versa, and even with a geographical dimension. May I put it that way?

I do not have the exact details of the law and of its application in each of the 10 provinces, but roughly speaking, or generally speaking, a patient is free to choose his or her doctor. So is the doctor to accept or not, and it is not linked to administrative districts and you not being able to move out of your district. That is a key thing.

The second key thing is the way we handle the remuneration of doctors. I would suggest there, too, the Canadian compromise was remarkable and worked and is still working except for *des ratés de moteur*; for disruptions right now in the system which are part of the public debate—and there is nothing wrong with discussing it.

In the ad published by the Ontario Medical Association I referred to last week, it, by way of suggesting guilt by association, or whatever the expression in English is, suggested the Canadian system is going to put doctors on salary. Well, I

Mme Bégin: Ma réponse vaut pour tous les patients qui exigent un traitement, des soins, un lit en quelque sorte.

M. Hawkes: Je reviendrai là-dessus avec les fonctionnaires du ministère, mais d'après les tableaux statistiques, il y aurait des lacunes dans les Territoires du Nord-Ouest pour ce qui est des soins de longue durée, des maladies chroniques. Je pense que cela se reflète dans les statistiques.

Je passe à autre chose. On m'a dit par exemple que le régime de soins de santé public en Grande-Bretagne était tel qu'on pouvait attendre trois ou quatre ans pour obtenir une opération des varices. Tout le monde sait que le régime de soins de santé public en Grande-Bretagne est très différent du nôtre même si l'origine des deux régimes est commune. En remontant en arrière, on constate que ce régime offrait les mêmes caractéristiques que le nôtre, mais ce n'est plus le cas. Le ministre pourrait-il nous dire pourquoi elle estime que le régime britannique a pris une orientation différente.

Mme Bégin: En deux minutes? C'est impossible et je pense que votre question est farfelue. Excusez-moi. Je me contenterai de vous dire, en deux minutes, que j'estime que vous faites erreur et je vous demanderais de vous reporter à quelques titres de publications d'une bonne bibliographie. Vous faites erreur quand vous présumez que le régime de soins de santé britannique a eu la même origine que le nôtre. Jamais de la vie. On constate des différences considérables, et je dis bien considérables. D'une part, le sort réservé aux médecins, les rapports entre l'État et les médecins, les rapports entre les patients et les médecins et l'État. Par exemple, il y a eu un compromis historique consenti par T.C. Douglas, premier ministre de la Saskatchewan qui, il y a 20 ans, a été la première province à offrir l'assurance-santé. Au Canada, il n'y a jamais eu de règles administratives assignant un patient à un médecin donné. Cela ne s'est jamais produit. Selon moi, c'est une différence considérable, témoignant d'un compromis important et heureux qui a permis que le patient conserve, en quelque sorte, sa liberté de choisir un médecin, et inversement, malgré les contraintes géographiques. Vous voyez ce que je veux dire, n'est-ce pas?

Je ne puis pas vous donner de mémoire toutes les dispositions législatives auxquelles est assujettie chacune des dix provinces, mais en règle générale, un patient est libre de choisir son médecin. Le médecin est libre de soigner le patient et nous n'avons pas de districts administratifs imposant des compartimentations aux gens. C'est un élément capital.

Autre élément capital, la façon dont nous rémunérons nos médecins. Le compromis canadien est remarquable en ce qu'il a permis un régime qui s'est maintenu à l'exception des ratés de moteur. Je parle ici des difficultés que nous éprouvons actuellement et dont on parle beaucoup. Rien ne nous empêche d'en parler.

L'Association médicale de l'Ontario a annoncé que le régime canadien envisageait de verser des salaires aux médecins. J'en ai parlé la semaine dernière. Quant à moi, je n'ai jamais entendu dire qu'une province avait l'intention d'imposer une

[Text]

never heard of any province having the slightest intention of doing that, and we do not have it either. So that, too, is a key difference. Doctors in Canada, except for a few doctors in institutional setups like the CLC in Quebec, are not on salary at all and nobody has ever talked of that. They remain linked to the state in a flexible mechanism of the fee-for-service structure.

I think they are key differences; amongst others, of course.

The Chairman: Thank you very much. I wish on behalf of the committee to thank the minister for attending the last three meetings. We are adjourning until Thursday at 11.00 a.m.

Thank you very much.

The meeting is adjourned.

[Translation]

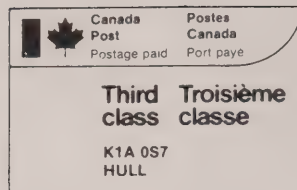
telle mesure, pas plus que nous du reste. Là aussi, c'est une différence majeure. Les médecins canadiens, à l'exception de quelques-uns qui font partie du CTC au Québec, ne sont pas des salariés et personne n'a jamais émis cette idée. Un mécanisme souple les lie à l'État et ils sont rémunérés grâce aux paiements à l'acte.

Ces différences que j'ai signalées sont capitales. Il y en a d'autres, bien sûr.

Le président: Merci beaucoup. Au nom du Comité, je tiens à remercier le ministre. La séance est levée. La prochaine réunion aura lieu jeudi à 11 heures.

Merci beaucoup.

La séance est levée.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Printing Office
Supply and Services Canada,
45 Sacre-Coeur Boulevard,
Hull, Quebec, Canada, K1A 0S7*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Imprimerie du gouvernement canadien
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacre-Coeur
Hull, Quebec, Canada, K1A 0S7*

WITNESS—TÉMOIN

From the Department of National Health and Welfare:

Mr. J.L. Fry, Deputy Minister.

Du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social:

M. J.L. Fry, Sous-ministre.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 62

Thursday, April 21, 1983

Chairman: Mr. David Weatherhead

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 62

Le jeudi 21 avril 1983

Président: M. David Weatherhead

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Health, Welfare and Social Affairs

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent de la*

Santé, du bien-être social et des affaires sociales

RESPECTING:

Main Estimates 1983-84: Votes 1, 5, 10, 15, 20, 25 and
30 under NATIONAL HEALTH AND WELFARE

CONCERNANT:

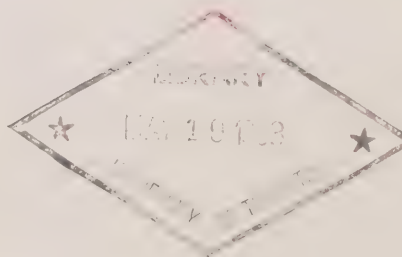
Budget principal 1983-1984: crédits 1, 5, 10, 15, 20, 25
et 30 sous la rubrique SANTÉ NATIONALE ET
BIEN-ÊTRE SOCIAL

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82-83Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982-1983

STANDING COMMITTEE ON HEALTH,
WELFARE AND SOCIAL AFFAIRS

Chairman: Mr. David Weatherhead

Vice-Chairman: Mr. Gary McCauley

MEMBERS/MEMBRES

David Berger
Bill Blaikie
Bruce Halliday
Jim Hawkes
Thérèse Killens
Flora MacDonald
(*Kingston and the Islands*)
Gilles Marceau
Jim Schroder

COMITÉ PERMANENT DE LA SANTÉ, DU
BIEN-ÊTRE SOCIAL ET DES AFFAIRES
SOCIALES

Président: M. David Weatherhead

Vice-président: M. Gary McCauley

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Warren Allmand
Coline Campbell
(*South West Nova*)
Vince Dantzer
Bob Daudlin
G.M. Gurbin
Stanley Hudecki
Stan Korchinski
Peter Lang
Jean-Claude Malépart
Margaret Anne Mitchell

(Quorum 6)

Le greffier du Comité

Judith LaRocque

Clerk of the Committee

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, APRIL 21, 1983
(93)

[Text]

The Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs met at 11:08 o'clock a.m. this day, the Chairman, Mr. David Weatherhead, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Blaikie, Halliday, Hawkes, Miss MacDonald (*Kingston and the Islands*), Messrs. Marceau, Schroder and Weatherhead.

Alternate present: Mr. Malépart.

Witnesses: From the Department of National Health and Welfare: Mr. J.L. Fry, Deputy Minister; Mr. W.A. Mennie, Director, Health Economics and Data Analysis; Mr. R. Lachaine, Director General, Health Resources; Dr. A.B. Morrison, Assistant Deputy Minister, Health Protection Branch; Mr. R.D. Draper, Director General, Health Promotion Branch; Dr. E.M. Murphy, Assistant Deputy Minister, Social Services Program Branch; Mr. J.G. Sinclair, Assistant Deputy Minister, Medical Services Branch; Dr. R.A. Heacock, Director General, Extramural Research Program.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Wednesday, February 23, 1983, pertaining to the Main Estimates 1983-84. (*See Minutes of Proceedings and Evidence dated Tuesday, March 29, 1983, Issue No. 59*).

By unanimous consent, the Chairman called Votes 1, 5, 10, 15, 20, 25 and 30 under NATIONAL HEALTH AND WELFARE.

The witnesses answered questions.

At 12:40 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 21 AVRIL 1983
(93)

[Traduction]

Le Comité permanent de la santé nationale et du bien-être social se réunit aujourd'hui à 11h08 sous la présidence de M. David Weatherhead, président.

Membres du Comité présents: MM. Blaikie, Halliday, Hawkes, M^{lle} MacDonald (*Kingston et les Îles*), MM. Marceau, Schroder et Weatherhead.

Substitut présent: M. Malépart.

Témoins: Du Ministère de la Santé nationale et du bien-être social: M. J.L. Fry, sous-ministre; M. W.A. Mennie, directeur, Economie sanitaire et analyse des données; M. R. Lachaine, directeur général, Ressources en santé; M. A.B. Morrison, sous-ministre adjoint, Direction générale de la protection de la santé; M. R.D. Draper, directeur général, Direction générale de la promotion de la santé; M. E.M. Murphy, sous-ministre adjoint, Direction générale des programmes des services sociaux; M. J.G. Sinclair, sous-ministre adjoint, Direction générale des services médicaux; M. R.A. Heacock, directeur général, Programmes de recherche extra-muros.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du mercredi 23 février 1983 concernant le budget principal 1983-1984 (*Voir procès-verbal et témoignages du mardi 29 mars 1983, fascicule n° 59*).

Du consentement unanime, le président met en délibération les crédits 1, 5, 10, 15, 20, 25 et 30 sous la rubrique SANTE NATIONALE ET BIEN-ETRE SOCIAL.

Les témoins répondent aux questions.

A 12h40, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Judith A. LaRocque

Clerk of the Committee.

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Thursday, April 21, 1983

• 1105

The Chairman: Order, please.

I will call the meeting of the Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs to order. We are pleased to have with us today Mr. Larry Fry, who is the Deputy Minister of the Department of National Health and Welfare. The committee has asked today that the officials, with respect to the health branches of the department, be available for questioning. Mr. Fry, without further ado, perhaps you could introduce the assistant deputies whom you have with you today, and we can go on from there.

Mr. J.L. Fry (Deputy Minister, Department of National Health and Welfare): Thank you, Mr. Chairman. I have with me Dr. Murphy, the ADM of Social Services Programs; Dr. Morrison, Health Protection Branch; Jack Sinclair, Medical Services Branch, and then we have a large number of other officials whom we will probably call on on occasion, Mr. Chairman. We will identify them when they come up, if that will be all right.

• 1110

The Chairman: Thank you, Mr. Fry. We are calling today Votes 1, 5, 10, 15, 20, 25 and 30 under the department's estimates, if that is satisfactory.

NATIONAL HEALTH AND WELFARE

A—Department—Departmental Administration Program	
Vote 1—Departmental Administration—Program expenditures	\$36,714,000
A—Department—Health and Social Services Program	
Vote 5—Health and Social Services—Operating expenditures	\$34,283,000
Vote 10—Health and Social Services—The grants listed in the Estimates	\$110,040,000
A—Department—Medical Services Program	
Vote 15—Medical Services—Operating expenditures	\$306,547,000
Vote 20—Medical Services—Capital expenditures	\$29,458,000
A—Department—Health Protection Program	
Vote 25—Health Protection—Operating expenditures	\$84,794,000
Vote 30—Health Protection—Capital expenditures	\$8,942,000

The Chairman: I might also mention to the members of the committee that the officials are here to discuss all sorts of relevant details if you wish to question them on their departments and background and that sort of thing, but they are not

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le jeudi 21 avril 1983

Le président: À l'ordre, s'il vous plaît.

Le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales reprend ses travaux. Nous avons comme témoin aujourd'hui M. Larry Fry, sous-ministre du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social. Nous avons également demandé aux hauts fonctionnaires de la Direction de la santé d'assister à notre réunion. Je vous demanderai, monsieur Fry, de bien vouloir nous présenter vos adjoints.

M. J.L. Fry (sous-ministre, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social): Merci, monsieur le président. Il y a M. Murphy, sous-ministre adjoint Direction générale des programmes de services sociaux; M. Morrison, Direction générale de la protection de la santé; M. Jack Sinclair, Direction générale des services médicaux et toute une série d'autres fonctionnaires qui auront sans doute l'occasion de répondre à vos questions. On fera les présentations lorsqu'ils auront à prendre la parole.

Le président: Merci, monsieur Fry. Je mets en délibération les crédits 1, 5, 10, 15, 20, 25 et 30 du budget des dépenses du ministère.

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL

A—Ministère—Programme de l'administration centrale	
Crédit 1 ^{er} —Administration centrale—Dépenses du programme	\$36,714,000
A—Ministère—Programme de services sanitaires et sociaux	
Crédit 5—Services sanitaires et sociaux—Dépenses de fonctionnement	\$34,283,000
Crédit 10—Services sanitaires et sociaux—Subventions inscrites au budget	\$110,040,000
A—Ministère—Programme des services médicaux	
Crédit 15—Services médicaux—Dépenses de fonctionnement	\$306,547,000
Crédit 20—Services médicaux—Dépenses en capital	\$29,458,000
A—Ministère—Programme de la protection de la santé	
Crédit 25—Protection de la santé—Dépenses de fonctionnement	\$84,794,000
Crédit 30—Protection de la santé—Dépenses en capital	\$8,942,000

Le président: Je signale à l'attention des membres du Comité que vous pouvez interroger les témoins au sujet de tout ce qui concerne leur ministère, mais non pas soulever des questions relevant des orientations du gouvernement. Nous

[Texte]

here to discuss what are essentially policy matters of the government. I am sure they are well aware of it and know you are well aware of it yourselves, but I will have to call order if what I think are policy matters are being brought up.

Without further ado then, Mr. Hawkes, do you want to start the questioning?

Mr. Hawkes: Thank you, Mr. Chairman. It is a little disappointing to have just one government member besides yourself and no NDP present when we are dealing with main estimates that involve so much money.

I wonder if the deputy minister could tell us how much public money is being used in health care in Canada this year or last year; that is, the combination of federal and provincial money.

Mr. Fry: A combination of federal and provincial money...

Mr. Hawkes: Do you have an estimate?

Mr. Fry: Perhaps I could ask Bill Mennie, who is our person who has most of these details. He is the Director of Health Economics. Bill, could you speak to that?

Mr. W.A. Mennie (Director, Health Economics and Data Analysis, Department of National Health and Welfare): Mr. Chairman, in broad numbers, currently in 1982 we have estimated that roughly \$20 billion is being spent by federal, provincial and local governments on health in all aspects. I can haul out more precise figures if you wish.

Mr. Hawkes: We will see in a minute. I do not think we will need more precise figures.

That is federal, provincial and local governments. How much private money is going into the health care system? This would be fees paid by individuals or fees paid into private insurance. Do you have an estimate of that, and does it detract from the number you first gave me?

Mr. Mennie: This would be additional to that number. Of course, we are talking about 1982 and these are very rough estimates because the data is not available yet so it has to be regarded as very approximate. But I would think the amount from the private sector is roughly \$8 billion. Of course, that includes all these areas that are not covered by the public programs, prescription drugs spending, dental care and other...

Mr. Halliday: WCB?

Mr. Mennie: That would be government, I think. For statistical purposes that would be government.

Mr. Hawkes: Do you have a breakdown as to what portion of that \$8 billion is really represented by private insurance fees versus direct consumer...?

Mr. Mennie: I do not have that readily available in its totality I am afraid. We could look into that.

Mr. Fry: We could get that for you if you wish, I think.

Mr. Hawkes: You could get that?

[Traduction]

sommes en principe tous d'accord là-dessus, mais je tenais à vous le rappeler.

M. Hawkes va entamer les questions.

M. Hawkes: Merci, monsieur le président. Je suis déçu de constater qu'à part vous, monsieur le président, le gouvernement est représenté par un seul autre député et qu'il n'y a personne du NDP alors qu'il s'agit d'examiner des crédits énormes.

Le sous-ministre pourrait-il nous dire combien les soins de santé ont coûté cette année ou l'année précédente tant au niveau fédéral que provincial?

M. Fry: Vous voulez donc les chiffres globaux de dépenses...

M. Hawkes: Auriez-vous une idée?

M. Fry: Je demanderai à M. Mennie, directeur de l'économie sanitaire et analyse des données, de vous répondre.

M. W.A. Mennie (directeur, Economie sanitaire et analyse des données): Monsieur le président, pour l'année 1982, 20 milliards grosso modo ont été dépensés pour les soins de santé au niveau fédéral, provincial et local. Si vous y tenez, je pourrais vous donner des chiffres plus précis.

M. Hawkes: Pour l'instant, cela suffit.

Combien d'argent les particuliers dépensent-ils pour les soins de santé, au titre des honoraires de médecins ou des primes d'assurance privée, etc.? Pourriez-vous nous donner une idée?

M. Mennie: Ce chiffre viendrait s'ajouter à celui que je viens de vous citer. Ce sont, bien entendu, des prévisions très approximatives car nous n'avons pas encore toutes les données afférentes. Mais je pense que le secteur privé dépense un supplément de 8 milliards environ; notamment pour des médicaments délivrés sur ordonnance, les soins dentaires et autres soins qui ne sont pas couverts par les assurances publiques.

M. Halliday: Et la Commission des accidents du travail?

M. Mennie: Aux fins des statistiques, cela relève également du gouvernement.

M. Hawkes: Sur ces 8 milliards, combien est payé à titre de primes d'assurance privée?

M. Mennie: Je regrette mais je n'ai pas ces chiffres ici. Nous pourrions vérifier.

M. Fry: Nous pourrions certainement les obtenir si vous y tenez.

M. Hawkes: J'apprécierais beaucoup.

[Text]

The Chairman: Order, please. Mr. Hawkes, do you want that to be obtained for the committee?

Mr. Hawkes: Yes. I would like to know that.

The Chairman: Is that agreed?

Some hon. Members: Agreed.

Mr. Hawkes: Does your memory give you some sense of the relative portion of it that is covered off by private insurance versus direct consumers? Is it 20%, 80%, or does your . . . ?

Mr. Mennie: I really would hesitate to hazard a guess at this point.

Mr. Hawkes: Okay. How much detail would the witnesses have, Mr. Chairman, about the federal government's private insurance, if you like, to assist civil servants with their medical costs, the GSMIP?

• 1115

Mr. Fry: You mean how much is provided or spent under that program, is that what you are looking for?

Mr. Hawkes: That is a reasonable question, not a difficult question.

Mr. Fry: I do not think we would have that, but again it is probably available.

Mr. Hawkes: I just find this interesting. Members of the House of Commons and employees, on April 12, just got an update on that plan. Category 6 is hospital user fees. Is it permissible for all private health insurance plans in this country to have a hospital users' fee category? In other words, is it permissible under the existing agreements for individuals to protect themselves against hospital user fees through private insurance?

Mr. Mennie: Yes. Certainly, insofar as private coverage is concerned, that is permissible.

Mr. Fry: Insurance, as I understand it, is available for private and semi-private coverage, but for things like user fees, extra billing and that sort of thing, I think most provinces have legislation or something that denies that service. Can we check, Ray, is that the correct . . . ?

A Witness: Yes.

Mr. Hawkes: It might be useful for me to read into the record, page 9, because it affects members of Parliament, it affects the minister, it affects all employees of the House of Commons.

Point number 6, under this April 12 document is entitled Hospital User Fees. It is in the benefits section of our new coverage. It says:

Charges levied by hospitals (including chronic care hospitals) as "user fees" will continue to be an eligible expense, but will be insured under the Extended Health Care Benefit rather than the Optional Hospital Benefit. The Deductible and Co-insurance charge will therefore apply to such expenses. That is, eligible expenses, (less the deductible amount) will be reimbursed at 80%, rather than at 100%.

[Translation]

Le président: À l'ordre, s'il vous plaît. Vous voulez obtenir ces chiffres, monsieur Hawkes?

M. Hawkes: Oui, certainement.

Le président: Tout le monde est d'accord?

Des voix: D'accord.

M. Hawkes: Avez-vous une idée de la part que représentent ces primes d'assurance privée? Serait-ce 20 p. 100, 80 p. 100?

M. Mennie: Je ne pourrais vraiment pas vous dire.

M. Hawkes: D'accord. Combien le gouvernement fédéral dépense-t-il au titre du RACM pour aider les fonctionnaires à payer leurs soins médicaux?

M. Fry: Vous voulez avoir les montants dépensés au titre de ce programme?

M. Hawkes: Oui, c'est bien cela.

M. Fry: Je n'ai pas les chiffres sur moi, mais nous pourrions sans doute vous les obtenir.

M. Hawkes: Les députés ainsi que les fonctionnaires ont obtenu une mise à jour à partir du 12 avril. La catégorie 6 concerne les dépenses d'hospitalisation à charge des usagers. Les régimes privés d'assurance médicale peuvent-ils assurer les frais d'hospitalisation à charge des usagers?

M. Mennie: On peut certainement s'assurer contre ces dépenses en souscrivant à une police privée.

M. Fry: Les assurances privées offrent une couverture pour des chambres privées et semi-privées; quant aux dépenses à la charge des usagers, les honoraires supplémentaires, etc., je crois que la plupart des provinces l'interdisent. Mais nous pourrions vérifier.

Un témoin: Oui.

M. Hawkes: Je vais vous donner lecture de la page 9 car cela intéresse les députés, le ministre, et tous les employés de la Chambre des communes.

Dans le document daté du 12 avril, le point numéro 6 est intitulé: «frais d'hospitalisation à charge des usagers». Ce paragraphe est libellé comme suit:

Les frais d'utilisation perçus par les hôpitaux (y compris les hôpitaux pour malades chroniques) continueront d'être couverts mais par l'assurance-maladie complémentaire plutôt que par l'assurance-hospitalisation facultative. Par conséquent ils sont assujettis à la franchise et aux frais de co-assurance, c'est-à-dire que les frais admissibles (moins la franchise) sont remboursés à 80 plutôt qu'à 100 p. 100.

[Texte]

There is the notion of continuation of insurance for what hospitals define as user fees. I guess the dilemma for me, is to get... You know, later on in here, I find that the Province of Quebec prohibits by provincial legislation anybody from having... If they are under the Quebec Health Insurance Plan, then GSMIP, which applies to all federal civil servants, cannot apply to this hospital and medical benefit, if you happen to live in the Province of Quebec and are a civil servant insured under that system. It is the only one mentioned, which leaves me to conclude that in nine provinces of Canada, those who choose to live in one of those nine provinces and work for the federal government, are in fact protected against user fees for the most part.

Mr. Fry: That is correct, I think that is the interpretation.

Mr. Hawkes: Are they also protected against things such as balanced billing?

Mr. Fry: I am not an expert on that legislation, so I would not want to be quoted, but I think that it does cover extra billing as well. Is that true, Ray, do you know? This is Ray Lachaine, who is the Director General of Health Resources

The Chairman: Mr. Lachaine.

Mr. Lachaine (Director General, Health Resources, Department of National Health and Welfare): Mr. Chairman, my understanding is that the GSMIP does cover extra billing in those provinces where it is not prohibited by provincial legislation. Now, the GSMIP, of course, is under the jurisdiction of the President of the Treasury Board, not under the jurisdiction of the Minister of National Health and Welfare, and of course the benefits, as you all know, are negotiated between the Treasury Board and the public service unions. That is the situation.

Mr. Fry: Mr. Chairman, if there were any wish to ask detailed questions about that act, it would have to be with the Treasury Board.

The Chairman: I believe that is right, Mr. Fry. Mr. Hawkes.

• 1120

Mr. Hawkes: So that is a Treasury Board program?

Mr. Fry: That is right. It is definitely.

Mr. Hawkes: It strikes me, Mr. Chairman, that if, for instance, the federal government were to pass a piece of legislation which outlawed user fees and balance billing, and all of those extra charges, then one of the beneficiaries of that in an immediate and direct sense, in terms of lower cost for their medical insurance, would be civil servants, members of Parliament, Cabinet ministers and so on. You would, in essence, pass the costs on to the general tax system rather than the way it is now.

With the numbers given to us at the beginning of this line of questioning, it is clear that the costs to the general tax system, either federal, provincial or local, if you were to outlaw private money coming into the medical system, it would increase the cost to the taxpayers of this country collectively about 40%. If we have an \$8 billion private expenditure in this field, and a

[Traduction]

Cela représente bel et bien une couverture pour les frais d'hospitalisation à charge des usagers. Or, aux termes de la loi provinciale du Québec, ce genre de couverture est interdite; ce qui voudrait dire que le RACM ouvert à l'ensemble des fonctionnaires fédéraux, ne peut pas assurer cette couverture pour ceux des fonctionnaires qui vivent au Québec. Comme c'est la seule province mentionnée, j'en conclus que dans les neuf autres provinces, les fonctionnaires bénéficient de cette couverture.

M. Fry: C'est bien exact.

M. Hawkes: Sont-ils également couverts pour les honoraires supplémentaires?

M. Fry: Je ne suis pas sûr, mais je pense que oui. Je demanderais à M. Lachaine, directeur général, ressources en santé, de vous répondre.

Le président: Monsieur Lachaine.

M. Ray Lachaine (directeur général, Ressources en Santé, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social): Le RACM couvre les honoraires supplémentaires dans les provinces où cela n'est pas interdit par la loi. Or, le RACM relève du président du conseil du Trésor et non pas du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, les prestations faisant l'objet de négociations entre le conseil du Trésor et les syndicats de la Fonction publique.

M. Fry: Pour plus de détails à ce sujet, vous devriez vous adresser au conseil du Trésor.

Le président: Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: C'est donc un programme du Conseil du Trésor?

M. Fry: Absolument.

M. Hawkes: Si le gouvernement fédéral adoptait une loi interdisant les honoraires supplémentaires ainsi que tous les autres suppléments, c'est les fonctionnaires, les députés et le ministre qui en profiteraient, leur prime d'assurance médicale étant réduite.

D'après les chiffres qu'on nous a cités au début de la réunion, il est tout à fait clair que si les contributions privées aux frais de santé étaient interdites, l'ensemble des contribuables aurait à déboursier un supplément de 40 p. 100. Vu que les frais des soins de santé s'élèvent actuellement à 8 milliards de dollars pour le secteur privé et à 20 milliards de dollars pour le

[Text]

\$20 billion public expenditure, we would have to find \$8 billion extra if we were to begin to provide those health care costs.

Mr. Fry: Except you have to remember that a number of those costs, Mr. Chairman, are for programs that are not covered by our programs at all, at the present time, if you were to make all of those things equivalent to the medicare program—you have dental programs in there, for instance, which amount to a fair amount of money, which we are not involved in at the federal level, at the present time, and other programs of that sort.

Mr. Hawkes: Through you, Mr. Chairman, if we were to have a really comprehensive medical system that was the same in every province... We all know that the benefits vary from province to province. The things that are included under provincial plans are not the same province to province and, if we were to do the complete thing, and that is a rough approximation, we would have to, through public taxation, find about 40% more money to provide that kind of comprehensive coverage.

Mr. Fry: One could not answer that definitively, Mr. Chairman, because that sector is made up of a large number of things. It includes a number of things in the voluntary area as well. So you would have to look very carefully at the make-up of that...

The Chairman: Excuse me, Mr. Fry, could you outline for the committee a few of the other major items that would be in that \$8 billion besides a dental plan—or Mr. Mennie?

Mr. Fry: Yes, we can do that.

Mr. Mennie: Yes, it covers everything from health care research, that may be funded by private industry, to non-prescribed drugs, which are not covered by any drug benefit program. There is a large area of over-the-counter drugs. Dental care and areas—paramedical services—that are not included in insurance programs in certain provinces, though they may be included in other provinces.

The contributions to hospital construction which do not come out of public funds and so on. There is a part almost everywhere. Of course it includes extra billing for insured services and other health care areas. So this health spending is considered in a very broad sense as to what constitutes health. There is quite a bit of this private area that never would probably come under—even if you had a comprehensive public program there would be certain things still included. You still have voluntary health agencies carrying on various activities and that would be the private sector.

The Chairman: Thank you. Mr. Hawkes, one more question at this time.

Mr. Hawkes: I wonder if the department has looked carefully at the British system and how it evolved into a two-tier system. If the department has any diagnosis why—I guess a lot of people talk about its being a three-tier system by the day. But has the department looked at the British system and examined the pressures that perhaps caused it to change over the last 20 to 30 years?

[Translation]

secteur public, il faudrait trouver 8 milliards supplémentaires si les régimes publics devaient en assurer la couverture.

M. Fry: Il ne faut pas oublier cependant que cela comprend un certain nombre de prestations qui ne sont pas couvertes actuellement à titre de nos programmes tels les soins dentaires, fort coûteux etc.

M. Hawkes: À l'heure actuelle, les prestations varient d'une province à l'autre. Si nous tenons à assurer un régime complet d'assurance maladie homogène pour l'ensemble du pays, on devrait trouver un supplément de 40 p. 100 à même les fonds de l'État.

M. Fry: C'est difficile à dire, vu le nombre élevé d'éléments constitutifs et notamment les services facultatifs. Il faudrait donc examiner cette question très attentivement.

Le président: Outre les soins dentaires, ces 8 milliards de dollars servent à quoi?

M. Fry: On va essayer.

M. Mennie: Ce montant sert à payer les travaux de recherche dans le domaine des soins de santé financés par le secteur privé, les médicaments pour lesquels il ne faut pas d'ordonnance et qui ne sont pas assurés, les soins dentaires et certains soins paramédicaux, lesquels sont assurés dans certains provinces et ne le sont pas dans d'autres.

Il y a également des contributions privées pour la construction d'hôpitaux. Il y a également des honoraires supplémentaires et d'autres prestations, toutes relevant du domaine de la santé dans le sens large du terme. Même si on avait un régime d'assurance public généralisé, il resterait encore sans doute toutes sortes de prestations couvertes par des assurances privées.

Le président: Merci. Ce sera votre dernière question, monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Je me demande si le gouvernement a étudié le régime britannique à double palier. Avez-vous vérifié pourquoi le régime britannique d'assurance-maladie a été obligé d'évoluer au cours des 20 ou 30 dernières années?

[Texte]

[Traduction]

• 1125

The Chairman: Mr. Mennie.

Mr. Mennie: We keep aware of what is going on in the United Kingdom. We have not been doing any special study or examination. The development of the private sector is still very small in the proportion of total spending in the U.K. I think it is 3% or 4%. I do not really think I am in the position to analyse the causes as to changes that may be occurring there, except to say that I do not think they are of very great magnitude at this point in time.

The Chairman: Mr. Hawkes, I will get back to you in the second round, if I can. I will go to Mr. Blaikie now.

Mr. Blaikie: Mr. Chairman, I want to ask some questions having to do with the whole area of prescription drugs. I am just trying to sort out for my own benefit who is responsible in that area. I understood that there is a director-general of the drugs directorate. Is there such a position?

Mr. Fry: You might ask Dr. Morrison, the ADM.

Mr. Blaikie: Okay, but that director-general of the drugs directorate is not here today.

Mr. Fry: Dr. Liston is not here, but Dr. Morrison can certainly deal with the questions.

Mr. Blaikie: I am sure everyone would be aware—Dr. Morrison I hope also, although maybe this happened when he was away, I do not know . . . that a number of people who are high in the bureau of the drugs directorate have been quoted at various times as saying that the system needs improvement, needs strengthening. This has been backed up on occasion by groups such as the Medical Research Council of Canada which wrote in its own ethical guidelines in 1978 a criticism of that which I understand Canada relies on, i.e., the Helsinki Declaration, as inadequate for Canada's needs and not sufficiently specific or stringent to ensure that ethical procedures are used in any particular research proposal. Of course, we will all also be aware of the concern that has arisen with regard to the quality of the testing that goes on, not just with regard to drugs but also as regards to pesticides and elsewhere—the IBT scandal and that whole issue.

I wanted to ask what the position of the department is now on these particular issues. For instance, what is the position of the department with regard to the idea of having a review of a new drug's performance every five years to re-evaluate its place in therapy compared with other drugs on the market? Is it something that was rejected or is still an option?

I have a series of questions. Rather than asking them all at once, I thought I would go at them . . . Or I can ask them all at once.

The Chairman: To Mr. Morrison and to those who came in late, you cannot answer matters on government policy, or cannot be expected to be questioned on that, but it is up to you to decide, I guess, just how far you can go on these matters. I cannot decide that myself without your comments on it. If the

Le président: Monsieur Mennie.

M. Mennie: Nous sommes au courant de ce qui se passe en Grande-Bretagne même si nous n'avons pas fait une étude détaillée de la situation dans ce pays. Les dépenses du secteur privé en Grande-Bretagne ne représentent que 3 à 4 p. 100 de l'ensemble des dépenses pour les soins de santé. Je ne pourrais pas vous donner les raisons des changements qui ne sont d'ailleurs pas tellement importants.

Le président: Vous aurez la parole au deuxième tour, monsieur Hawkes. Je donne maintenant la parole à M. Blaikie.

M. Blaikie: Je voudrais poser quelques questions concernant les médicaments délivrés sur ordonnance. Je crois savoir qu'il existe un poste de directeur général de la direction des médicaments.

M. Fry: Il faudrait poser la question au Dr Morrison, le sous-ministre adjoint.

M. Blaikie: Le directeur général de la Direction des médicaments n'est pas ici aujourd'hui.

M. Fry: Le Dr Liston n'est pas là, mais le Dr Morrison pourra certainement répondre à vos questions.

M. Blaikie: Vous êtes certainement au courant de la déclaration faite par des cadres supérieurs de la Direction des médicaments quant à la nécessité d'améliorer et de renforcer le système. Dans ses directives de 1978, le Conseil de recherches médicales du Canada faisait valoir que la déclaration d'Helsinki n'était pas suffisamment stricte pour garantir que la totalité des travaux de recherche s'effectuent selon certains critères éthiques. La qualité des tests suscite également des préoccupations, non seulement en ce qui concerne les médicaments mais également les pesticides, à preuve le scandale IBT.

Quelle est la position actuelle du ministère à ce sujet? Accepteriez-vous de réexaminer les résultats obtenus par tel ou tel médicament tous les cinq ans pour en comparer l'efficacité par rapport à d'autres produits pharmaceutiques? Ce choix est-il encore à l'étude?

J'ai plusieurs questions à poser, mais vous pourriez peut-être déjà répondre à celle-ci.

Le président: Je tiens à signaler à M. Morrison et aux autres personnes qui sont arrivées en retard que vous n'êtes pas censés répondre à des questions relevant des orientations du gouvernement, mais ce sera bien entendu à vous d'en décider.

[Text]

department's point of view is that it is not government policy, is independent of government policy, that is fine.

Dr. A. B. Morrison (Assistant Deputy Minister, Health Protection Branch, Department of National Health and Welfare): Mr. Chairman, I think there is a growing realization that post-market surveillance of drugs, after they have been marketed, would be an extremely valuable way to assess their safety and effectiveness. There is a good deal of that done now, but we are considering ways by which post-market surveillance of drugs on the Canadian market can indeed be strengthened. We think that is a very fruitful avenue to examine for the future.

Mr. Blaikie: What about the licensing of all drugs as, for instance, vaccines are now, as I understand it, to provide tighter control over testing and manufacturing?

Dr. Morrison: Licensing is a procedure used in a number of other countries, in other industrial westernized countries, and we have that matter under very close consideration right now. We are examining that issue.

Mr. Blaikie: What about the monitoring of clinical trials by the Health Protection Branch?

[Translation]

Dr. A.B. Morrison (sous-ministre adjoint, Direction générale de la protection de la santé, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social): On admet actuellement qu'il serait très utile d'étudier l'efficacité des produits pharmaceutiques lorsqu'ils sont déjà commercialisés de façon à obtenir une meilleure idée de leur innocuité et de leur efficacité. Cela se fait déjà actuellement, mais nous examinons différentes méthodes de renforcer la surveillance des produits pharmaceutiques déjà commercialisés.

M. Blaikie: Que pensez-vous de l'homologation de l'ensemble des produits pharmaceutiques, y compris les vaccins afin de contrôler de plus près les tests et les modalités de fabrication?

Dr. Morrison: L'homologation des produits pharmaceutiques est effectivement en vigueur dans d'autres pays industrialisés de l'Occident et cette méthode est actuellement à l'étude chez nous.

M. Blaikie: La Direction de la protection de la santé surveille-t-elle les essais cliniques?

• 1130

Particularly I am wondering whether there is any way in which the Health Protection Branch could have better access... or indeed, any access, because they may not have any at this point—to trials and tests which are going on in the United States; because it appears we have to rely on tests which are going on elsewhere. I would prefer to see more Canadian testing, but I am cognizant of the argument that because we are a small population to some degree we are going to have to rely on foreign testing. Is any attempt being made to monitor the various clinical trials and tests which are going on?

Dr. Morrison: Mr. Chairman, in a general sense, domestic clinical trials are carried out in the main by investigators who are well known to us and whose standards and performance are well known to us. We have more difficulty when we begin to deal with foreign clinical trials. If those are conducted in the United States, we have very close relationships with the Food and Drug Administration and a very good idea of both the ethical standards and the competence of American clinical investigators, which we obtain by a reciprocal arrangement with our American colleagues. We have a similar arrangement with our British colleagues.

So if we have clinical trials done either in the United States or in the United Kingdom, we can get and routinely do obtain from the regulatory officials in those two countries, information on the conduct of those trials and the general competence and reputation of the investigators. If there are clinical trials done elsewhere in the world, then we would begin to have more difficulties, and we look with a more jaundiced eye on clinical trials coming from countries where there are not those kinds of standards in place and where there are not strong national regulatory authorities to control the practice and mechanisms for the trial.

Je voudrais savoir plus particulièrement si la Direction générale de la protection de la santé pourrait être mieux mise au courant des essais effectués aux États-Unis, vu que nous devons nous fier aux tests faits à l'étranger. Il eut été préférable, à mon avis, que davantage de tests se fassent au Canada, mais il va sans doute falloir continuer à nous baser sur les tests étrangers étant donné notre faible population. Donc, est-ce que vous suivez les tests qui sont effectués ailleurs?

Dr. Morrison: Les tests cliniques effectués au Canada le sont par des chercheurs dont nous connaissons les qualifications et les modalités de travail. Les essais cliniques effectués à l'étranger par contre posent certains problèmes. Pour les États-Unis, nous entretenons des liens étroits avec la *Food and Drug Administration* et nous n'avons donc aucun doute quant aux normes éthiques et à la compétence des cliniciens américains; les résultats de ces recherches nous sont communiqués dans le cadre d'accords réciproques, comme c'est le cas d'ailleurs avec la Grande-Bretagne.

Donc, en ce qui concerne les essais cliniques américains et britanniques, les responsables nous en communiquent périodiquement des résultats. Par contre, les essais cliniques effectués dans d'autres pays n'offrent pas autant de garanties car souvent les normes n'y sont pas aussi strictes et les modalités des tests ne sont pas suffisamment contrôlées par les autorités.

[*Texte*]

Mr. Blaikie: Has any thought been given to post-marketing surveillance as a condition of allowing a new drug on the market?

Dr. Morrison: That is one of the options which we are currently considering, Mr. Chairman.

Mr. Blaikie: It does not tell me a great deal to say that these things are being considered; and I suppose that is not an accident. But I was wondering, without taking a position, if you could feel free to say what some of the arguments pro and con on these various suggestions are.

Another thing I had to ask was what the position of the department, if any, is on the more frequent updating of product monographs and that sort of thing.

Dr. Morrison: Mr. Chairman, the whole question of whether or not there should be licensing of drugs or whether there should be post-market surveillance as a condition for marketing veers very close to policy issues, and it is not by chance that I am being somewhat vague in my replies to the hon. member.

In a general sense, however, arguments for post-market surveillance are quite strong. We believe it is only after a drug has been extensively marketed that its true therapeutic value and the adverse reactions associated with it become fully known. The best clinical trials in the world will not tell you, because they are intrinsically involving very small numbers of people, relatively speaking—the best clinical trials ever conducted will not tell you what the overall value of the drug will be as it is used in the total population under the normal conditions of medical practice.

So there are strong arguments for continued post-market surveillance. It costs money to do that, but we believe there are strong arguments which favour strengthening post-market surveillance, because it is liable to give us a better indication both of the safety and of the therapeutic effectiveness of the drug than would otherwise be obtained. The principle argument against it, of course, is that it costs money and it takes time of health professionals away from other activities. But we believe there is some strength to the notion of strengthening post-market surveillance.

Mr. Blaikie: Has thought been given to having advisory committees of medical specialists set up to assist the Health Protection Branch to evaluate the data of drug tests when results are in dispute, as no doubt they often are and as they would even more often be in dispute if you were to engage in post-marketing surveillance and various of the other things that I have suggested, which would increase the likelihood that there would be constant running disputes between the Health Protection Branch and the drug companies?

• 1135

Dr. Morrison: Mr. Chairman, this is a mechanism which is well established by the branch. We now use it and envisage strengthening it as the years go by, but we now have a series of expert advisory committees which give us advice on various aspects of pharmacology, toxicology and clinical medicine. For example, we have an advisory committee on reproductive physiology, which is a very distinguished group of Canadian

[*Traduction*]

M. Blaikie: Avez-vous envisagé la possibilité de faire une enquête après la commercialisation d'un produit pharmaceutique avant d'en permettre la diffusion chez nous?

Dr. Morrison: C'est une des possibilités actuellement à l'étude, monsieur le président.

M. Blaikie: Tout cela ne me dit pas grand-chose. Sans vous engager, pourriez-vous nous en exposer les avantages et les inconvénients?

Que pensez-vous par ailleurs de la possibilité d'une mise à jour plus fréquente des textes donnant le mode d'utilisation et les contre-indications des produits pharmaceutiques?

Dr. Morrison: La question de l'homologation éventuelle des produits pharmaceutiques et de leur surveillance après leur commercialisation sont des questions qui touchent de très près l'orientation générale du ministère et ce n'est donc pas par hasard si je vous ai donné des réponses évasives à ce sujet.

Cela dit, l'étude post-commercialisation des produits pharmaceutiques présente des avantages certains. Ce n'est en effet qu'après commercialisation prolongée que l'on peut déterminer avec certitude l'efficacité et les effets secondaires des produits pharmaceutiques. Les meilleurs essais cliniques, pratiqués sur un nombre très restreint de personnes, ne peuvent donner qu'une idée très approximative de l'utilité de tel ou tel produit pharmaceutique utilisé sur une large population.

Une surveillance des médicaments après leur commercialisation serait donc certainement une mesure positive même si cela coûterait fort cher, car cela nous permettrait de nous faire une meilleure idée de l'innocuité et de l'efficacité du produit en question. Par contre, cela coûterait cher et les spécialistes qui seraient chargés de ces travaux ne feraient pas autre chose. Mais ce ne serait certainement pas inutile.

M. Blaikie: Avez-vous envisagé la possibilité de constituer des comités consultatifs formés de spécialistes qui seraient chargés d'aider la Direction générale de la protection de la santé à évaluer les résultats des essais qui ne font pas l'unanimité, ce qui risque de devenir encore plus fréquent si les produits pharmaceutiques étaient suivis après leur commercialisation, comme je l'ai proposé?

Dr. Morrison: Monsieur le président, la direction dispose déjà de ce mécanisme. Nous prévoyons y avoir recours de façon plus systématique dans les années futures, mais nous avons déjà une série de comités consultatifs composés de spécialistes en pharmacologie, en toxicologie et en médecine clinique. Par exemple, le comité consultatif de la physiologie de la reproduction, composé de médecins canadiens bien

[Text]

clinicians, and they provide advice to us on an ongoing basis with respect to contraceptive drugs and to other drugs and devices used in contraception.

We have just had a major expert advisory committee look at the whole area of over-the-counter analgesic drugs, and we will soon be moving further into examination of over-the-counter drugs by beginning to look at other classes of them, using the expert advisory committee mechanism. That is a very good way to get the best non-governmental medical advice that we can obtain in the country and supplement and augment our own resources in order to get the best advice we can on the safety and effectiveness of drug products.

Mr. Blaikie: Mr. Chairman, a lot of what I have had to say and ask comes out of comments that were made in October of 1982 by the Director of Prescription Drugs, Mr. Henderson, who was quoted in *The Gazette* and *The Globe and Mail* in a series of articles on drug testing, and part of the problem that was identified at that time by Mr. Henderson, I believe, was a shortage of staff and lack of funds. It was pointed out that they needed more staff to keep up with increasing numbers of submissions seeking approval for new drugs.

He said that new drug clearances took an average of 20% longer from 1981 to 1982 and 1979 to 1980, and this was quite apart from future programs like monitoring clinical trials. So I was wondering if you have some indication, either from you, Mr. Morrison, or from the deputy minister, whether or not since that time funds have been increased in that area, or whether they have been decreased, or whether the status quo has been maintained; and, if so, when an increase is planned, or whether in view of the department, of you gentlemen, there is a need for more support for this kind of program.

Mr. Fry: Mr. Chairman, I will let Dr. Morrison speak directly to that particular area, but in terms of resources for the Health Protection Branch, as opposed to other parts of the department, we are, as is all government, under very heavy constraint, and we are being very careful, I might say, within the department to try to establish clearly the highest priorities and priority arrangements within the department in order to assist those areas that we identify as being of the highest priority in terms of any rearrangement that we can do at all of resources. The departmental management committee has been very much absorbed in that in the last several months. Health protection gets a very high priority within our departmental resources, and we are doing the best we can in terms of additional resources coming from outside through the Treasury Board. We have had some success with certain programs that have been identified as high priority, and we hope to have some further success.

Alec, you might want to speak to the particular area and its priority.

The Chairman: Dr. Morrison.

Dr. Morrison: Mr. Chairman, I guess asking a bureaucrat if he has enough resources is like asking a fox if he likes chickens. But we do have without question... There is no doubt that the regulatory burden in the drug area has markedly

[Translation]

connus, nous conseillons régulièrement en matière de contraceptifs, que ce soient des médicaments ou des appareils.

Un comité consultatif principal vient d'étudier les analgésiques offerts sans ordonnance; nous continuerons notre étude des médicaments offerts en vente libre en entreprenant une autre catégorie et toujours en ayant recours à ce mécanisme des comités consultatifs. Il s'agit du meilleur moyen d'obtenir des avis médicaux du secteur privé et de compléter nos propres ressources afin d'établir le plus sûrement possible l'efficacité et la sécurité des différents médicaments.

M. Blaikie: Monsieur le président, une bonne partie de mes interventions découlent d'articles publiés en octobre 1982 dans *The Gazette* et *The Globe and Mail* relatant des entrevues avec les directeurs du bureau des médicaments prescrits, M. Henderson. Ces articles portaient sur l'évaluation des médicaments et M. Henderson avait déclaré que le problème était en partie imputable, si j'ai bonne mémoire, à un manque de personnel et de crédits. On soulignait dans la série d'articles le manque de personnel alors que le nombre de médicaments à approuver ne cessait d'augmenter.

M. Henderson avait déclaré que les approbations de nouveaux médicaments prenaient en moyenne 20 p. 100 de plus de 1981 à 1982 et de 1979 à 1980; à cela s'ajoutaient les programmes à venir, notamment la surveillance des essais cliniques. J'aimerais savoir, monsieur Morrison ou monsieur le sous-ministre, si depuis lors, les crédits ont augmenté ou baissé ou s'ils se sont maintenus; dans l'affirmative, j'aimerais savoir quand on prévoit augmenter les crédits ou si, selon le ministère ou vous messieurs, ce genre de programme doit être mieux financé.

M. Fry: Monsieur le président, j'aimerais laisser le Dr. Morrison répondre à cette question; j'aimerais cependant souligner que la Direction générale de la protection de la santé, contrairement à d'autres éléments du ministère, a un budget très limité, comme partout dans le gouvernement; nous essayons du mieux que nous le pouvons de fixer les priorités au sein du ministère afin de parer au plus pressé compte tenu de nos ressources. Le comité de gestion du ministère a suivi de près l'évolution des priorités depuis quelques mois. La protection de la santé est très importante pour ce qui est de l'allocation des ressources ministérielles et nous faisons du mieux que nous le pouvons pour recevoir des crédits supplémentaires notamment du Conseil du Trésor. Nous avons un taux de réussite intéressant pour certains programmes prioritaires et nous espérons maintenir ce taux.

Docteur Morrison, pouvez-vous répondre plus précisément à la question?

Le président: Docteur Morrison.

Dr. Morrison: Monsieur le président, demander à un fonctionnaire s'il aimerait avoir des ressources supplémentaires revient à demander à un renard s'il aime le poulet. Il ne fait pas de doute que les fonctions de réglementation en matière de

[Texte]

increased over the last decade. The volume of drug submissions has doubled in the last 10 years. The complexity of the submissions, the sophistication of the data has markedly increased, and there is no doubt that this puts a burden upon us. We scramble to try to keep up.

The Chairman: One more question, Mr. Blaikie.

Mr. Blaikie: Well, Mr. Chairman, then on my last question I will go to something that I brought up the other day with the minister—she said she was not able to enlighten me on it—and that was the question of to what extent the code adopted by the World Health Organization having to do with breast milk substitutes was being enforced in Canada. I would like to ask either Dr. Morrison or whoever is responsible whether or not they can safely say that in all instances now, in all hospitals in Canada and elsewhere where it is applicable, this code is now enforced and that things are not happening in Canada that are contrary to the code which Canada itself voted for at the World Health assembly.

• 1140

Mr. Fry: Mr. Chairman, we had hoped to have Dr. Law here this morning to speak to that particular question since he is the person who has been involved both with the World Health Organization and here with the issue. Unfortunately, we had a conflict with the social policy committee this morning and she is there. We had thought we could provide to the committee, or to the hon. member, a copy of our statement to the World Health Organization which will be used in the next couple of weeks, just to give us an indication of what is happening there. Perhaps, Mr. Draper, could you say anything about the Canadian situation in Dr. Law's absence? Ron Draper is the Director General of Health Promotion.

Mr. R. D. Draper (Director General, Health Promotion, Department of National Health and Welfare): Mr. Chairman, what we have been doing over the past five years through the Health Promotion Program is to try to take voluntary steps to increase the prevalence of breast feeding in Canada. The first thing we did, in co-operation with the La Leche League of Canada and the Canadian Pediatric Society, was to prepare an information kit for use in health clinics and physicians' offices to inform physicians and in turn to help them to encourage breast feeding. That project was highly successful; the demand for that material was about twice what we expected—70,000 kits. Then in the last three years, we have made available to new mothers in hospital an information package for them, as mothers. This is handed out by hospitals.

Mr. Blaikie: Mr. Chairman, just one supplementary on this.

The Chairman: Yes, go ahead, Mr. Blaikie.

Mr. Blaikie: What I want to know is whether or not there are still hospitals in Canada which, for instance, are handing out formula samples and doing that kind of promotion and marketing of breast milk substitutes. I wanted to know whether or not you have any reason to believe there are still things going on in Canadian hospitals which are contrary to the code. I quite agree with all the voluntary stuff you are

[Traduction]

médicaments ont grandement augmenté depuis 10 ans. Le nombre des demandes d'approbation de médicaments a doublé en une décennie. La complexité des présentations, l'exhaustivité des données ont augmenté et il ne fait pas de doute que cela constitue un fardeau. Nous essayons d'y faire face.

Le président: Une dernière question, monsieur Blaikie.

M. Blaikie: Comme j'en suis, monsieur le président, à ma dernière question, j'aimerais passer à un sujet abordé l'autre jour avec le ministre qui a déclaré ne pas pouvoir répondre à ma question; je pense ici à la mesure dans laquelle on respecte au Canada le code adopté par l'Organisation mondiale de la santé au sujet des formules de lait pour nourrissons. J'aimerais demander à M. Morrison ou à tout autre responsable si on peut maintenant dire que, dans tous les cas, dans tous les hôpitaux canadiens et centres de maternité, le code est respecté et que rien au Canada ne va à l'encontre de ce code en faveur duquel le pays a voté à l'assemblée de l'Organisation mondiale de la santé.

M. Fry: Monsieur le président, nous aurions voulu que le docteur Law soit ici ce matin pour répondre à cette question étant donné sa participation au débat sur ce sujet qui s'est tenu au Canada et à l'OMS. Malheureusement, le docteur Law avait un conflit d'horaire car le comité de la politique sociale se réunissait également ce matin. Nous avions pensé remettre au Comité ou au député une copie de notre déclaration à l'Organisation Mondiale de la santé, déclaration qui sera faite d'ici quelques semaines, pour vous montrer les progrès accomplis ici. M. Draper pourrait peut-être répondre en l'absence du docteur Law. M. Ron Draper est le directeur général de la Promotion de la santé.

M. R.D. Draper (directeur général, Promotion de la santé, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le président, depuis cinq ans, nous utilisons le Programme de promotion de la santé pour amener les Canadiennes à mieux accepter l'allaitement maternel. Nous avons d'abord, en collaboration avec la ligue La Lèche du Canada et l'Association des pédiatres du Canada, préparé une trousse d'information à l'usage des cliniques de santé et des médecins afin d'informer ceux-ci et de les inciter à encourager l'allaitement naturel. Ce projet a connu des résultats inespérés: on a demandé deux fois plus de trousse que nous n'en avions préparé. Par ailleurs, depuis trois ans, nous offrons aux jeunes mères à l'hôpital une trousse d'information qui leur est destinée. Les hôpitaux distribuent cette trousse.

M. Blaikie: Monsieur le président, j'aimerais poser une question supplémentaire.

Le président: Faites, monsieur Blaikie.

M. Blaikie: J'aimerais plutôt savoir s'il existe encore au Canada des hôpitaux qui distribuent des échantillons de formules de lait, qui se livrent à cette publicité pour les substituts de lait maternel. J'aimerais savoir si, de votre avis, les hôpitaux canadiens vont encore, dans une certaine mesure, à l'encontre du code. Je suis d'accord avec la campagne

[Text]

promoting, but what I want to know is what your information is on what is going on that is contrary to the code, not what is going on that is in keeping with it.

Mr. Draper: Mr. Chairman, I do not think we would be in a position to offer assurance that there are no hospitals in Canada that are not distributing formula. The information we have is that the prevalence of that practice is declining.

The Chairman: Mr. Blaikie, if you like I will come back to you if I can. I will go to Mr. Halliday.

Mr. Halliday: Thank you, Mr. Chairman. My questions are regarding the estimates themselves. On pages 18-20 of the big book, on Vote 10, one notes that the contribution to the Canadian Rehabilitation Council for the Disabled dropped from \$200,000 to zero. There must be an obvious reason for it but perhaps we could have the answer.

Mr. Fry: Okay. Maybe I could ask Dr. Murphy, Director General of Social Services Programs to speak.

• 1145

Dr. E. M. Murphy (Director General, Social Services Programs Branch, Department of National Health and Welfare): Mr. Chairman, the reason for that spectacular drop is that the money was for a specific program of public information that we had been funding through them. In fact, I cannot give you a great deal of detail on it, but for a number of technical reasons the same kind of program would be funded through the department. So the activity involved there is not changing, it is the means by which the moneys flow.

Mr. Halliday: Mr. Chairman, I guess an observation would be that what you are really doing is taking away a role from the voluntary sector, the CRCDC which has played an umbrella role for many organizations. Do I then take it that has been taken over by the government sector?

Dr. Murphy: I am sorry, I am not quite as well informed as I should be, Mr. Chairman, but what is happening is that it is the technical aspects of printing and distribution rather than the policy development of this. We are still working very closely with them. In my view, it is clearly contrary to the stated policy of the minister, of the department—to do just the opposite of what this appears to be doing. Our view of it is that what it is is a technical matter. It is cheaper and easier to do it through the departments rather than giving the money to them and having them do it.

Mr. Halliday: Finally, could Dr. Murphy tell us whether or not CRCDC was happy with this change, or did they want that?

Dr. Murphy: Oh, yes, Mr. Chairman, I can assure we work very closely with them. They have been fully involved in this.

Mr. Halliday: Thank you. On page 18-24, under the heading of Prosthetic Services, there is a significant drop in estimates there, about a 27% drop in expenditures predicted for prosthetic services. Perhaps we could have an explanation as to why.

[Translation]

d'information que vous menez, mais j'aimerais savoir si, selon vous, il se passe des choses contraires au code.

M. Draper: Monsieur le président, je ne crois pas pouvoir garantir que tous les hôpitaux au Canada ont cessé de distribuer des formules de lait. Nous savons simplement que cette pratique est moins courante.

Le président: Monsieur Blaikie, si vous le désirez, je vous redonnerai la parole dès que possible. Je passe maintenant à M. Halliday.

M. Halliday: Merci, monsieur le président. Mes questions portent sur le budget des dépenses. A la page 18-21 du Livre bleu, au crédit 10, on remarque que la subvention versée au Conseil canadien pour la réadaptation des handicapés est passée de \$200,000 à zéro. Il doit bien y avoir une raison pour cette coupure et j'aimerais la connaître.

M. Fry: D'accord, j'aimerais demander à M. Murphy, directeur général des Services sociaux d'y répondre.

M. E.M. Murphy (directeur général, Direction générale des programmes des services sociaux, ministère de la Santé et du Bien-être social): Monsieur le président, cette chute spectaculaire s'explique ainsi: cet argent servait à un programme précis d'information que nous finançons par l'entremise du C.C.R.H. Je ne connais pas tous les détails, mais pour un certain nombre de raisons techniques, le ministère finance le même genre de programme. Donc, la campagne d'information se poursuit mais nous avons modifié son mode de financement.

M. Halliday: Monsieur le président, on pourrait répondre à cela que le Ministère s'accapare un rôle réservé aux organismes bénévoles qui sont regroupés sous le Conseil canadien pour la réadaptation des handicapés. Est-ce à dire que le rôle du conseil a été pris en charge par le gouvernement?

M. Murphy: Je m'excuse de ne pas être aussi bien informé que je le devrais, monsieur le président; ces crédits servaient aux aspects techniques de la campagne, l'impression et la distribution, et n'avaient rien à voir avec l'élaboration des politiques. Nous collaborons encore de près avec le C.C.R.H. Selon moi, c'est contraire à la politique énoncée du ministre et du Ministère. Nous pensons qu'il s'agit d'une question technique. Il est plus facile et moins cher de passer par le Ministère que de leur remettre l'argent et faire faire ce travail.

M. Halliday: J'aimerais maintenant savoir si M. Murphy peut nous dire si le C.C.R.H. est satisfait de ce changement?

M. Murphy: Oh, oui, monsieur le président, nous travaillons en étroite collaboration avec le conseil. Les membres en sont parfaitement au courant.

M. Halliday: Merci. À la page 18-24, sous la rubrique Services de prothèse, je remarque une baisse considérable, d'environ 27 p. 100 au chapitre des dépenses. J'aimerais savoir comment s'explique cette baisse.

[Texte]

It so happens that the committee on the disabled and the handicapped found that one of the biggest weaknesses in the whole country is in our inability to offer good prosthetic services, and partly because there are not well-trained or adequately trained prosthetists around. I am wondering what this represents, this significant drop, when something we badly need is better prosthetic services.

Mr. Fry: Mr. Chairman, this does not represent any decrease in prosthetic services. This is a transfer of the services to the provincial sector or to hospitals. The particular big drop this year was transferring at Sunnybrook Hospital, from our services to them. The policy has been to try to move ourselves out of the prosthetic services activities we have had and transfer it to either provinces or to major hospitals in order to bring it a little closer to the need and more directly relate it to services. I can get Jack Sinclair to give you more information, if you would like.

Mr. Halliday: Mr. Chairman, I take it that then means a transfer of obligation to the province without the concomitant money going with it, is that it?

Mr. Fry: We do have the agreement or arrangement which provides for some interim funding, but these are chargeable services. There are revenues involved. Jack, you can deal with that in more detail.

The Chairman: Mr. Sinclair.

Mr. J.G. Sinclair (Assistant Deputy Minister, Medical Services Branch, Department of National Health and Welfare): Mr. Chairman, in general, the background is that the origin of that service, as the hon. member probably well knows, is that it was a veterans' service and at one time was part of the services offered by the Department of Veterans Affairs through its hospital facilities. I think it was approximately 10 or 12 years ago that it came over to National Health and Welfare, the rationale being that the infrastructure and facility under DVA was underutilized by veterans and that there was a capability there to serve other than the strictly veteran population. This in fact is what happened for several years, that our branch and our department addressed the needs of both veterans and the general public.

Again, over time it seemed that the percentage of strictly veteran clientele diminished, and if my memory serves me correctly, it was down to roughly 15% to 17%. In effect, we found ourselves federally delivering a program that customarily it was felt should properly be delivered through the provincial system.

• 1150

As a consequence, a decision was made to transfer these facilities, which consisted principally of fitting and repair centres across the country, sustained by a factory distribution centre in Sunnybrook in Toronto. So progressively over the past several years, there has been negotiation of the transfer of those facilities to a provincial facility that is in the physical rehabilitation business; and as the deputy minister has indicated, there is revenue associated with that. That revenue

[Traduction]

Le Comité spécial des handicapés a établi que l'incapacité à offrir de bons services de prothèses, incapacité due en partie au manque de spécialistes compétents, constitue une des lacunes les plus graves au pays. Je me demande ce que signifie cette baisse importante alors que nous devons améliorer les services de prothèse.

M. Fry: Monsieur le président, cette réduction des crédits ne représente pas une réduction des services. Ceux-ci sont transférés aux provinces ou aux hôpitaux. Cette année, la réduction marquée est imputable au transfert de nos services à l'hôpital Sunnybrook. Nous voulons nous départir des services de prothèse pour les remettre aux provinces ou aux grands hôpitaux afin que ces services soient plus accessibles et qu'ils soient mieux adaptés. M. Jack Sinclair pourrait vous donner plus de renseignements, si vous le désirez.

M. Halliday: Monsieur le président, j'en conclus que le Ministère se décharge de cette obligation sur le dos des provinces sans y ajouter les crédits nécessaires, ai-je raison?

M. Fry: Nous avons les dispositions de financement provisoire mais il s'agit des services remboursables. Ces services génèrent des revenus. Monsieur Sinclair, pourriez-vous répondre plus complètement?

Le président: Monsieur Sinclair.

M. J.G. Sinclair (sous-ministre adjoint, Direction générale des services de la santé, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le président, comme le sait probablement le député, ce service était à l'origine offert aux anciens combattants et le programme fut à une époque offert dans les hôpitaux du ministère des Affaires des anciens combattants. Il y a environ 10 ou 12 ans, le programme est passé au ministère de la Santé nationale et du Bien-être social parce que les ressources du ministère des Affaires des anciens combattants étaient sous-utilisées et qu'il était possible de les mettre au service d'une plus grande partie de la population. C'est précisément ce qui s'est produit pendant plusieurs années, c'est-à-dire que notre direction et le ministère ont répondu aux besoins à la fois des anciens combattants et du public en général.

Avec le temps, la clientèle d'anciens combattants a baissé, si ma mémoire est bonne, elle représente de 15 à 17 p. 100 de notre clientèle totale. En fait, le gouvernement fédéral s'est trouvé dans une situation où il offrait un programme qui normalement aurait dû être pris en charge par les provinces.

C'est ainsi qu'on a décidé de transférer ces services, c'est-à-dire les centres d'ajustement et de réparation répartis dans le pays, et complétés par le centre de distribution de Sunnybrook, à Toronto. Depuis quelques années, nous négocions le transfert de ces services aux réseaux provinciaux de réadaptation physique; comme le disait le sous-ministre, ce service génère des revenus. Ils sont versés aux hôpitaux qui offrent le service.

[Text]

accrues now to the hospital that is operating the facility. There are some built-in protections in these negotiated agreements with respect to an assured service for the veteran clientele.

Mr. Halliday: Mr. Chairman, on the same subject of prosthetic services, this was highlighted in my mind just about two weeks ago, when a constituent came to my office in Woodstock with a large portable trunk. It was about that long and so wide. You could carry it, but it was difficult. It was full of artificial limbs that he had used and found useless, that had been made for him and he had found useless. It reinforced for me the story we heard on the disabled and handicapped committee about the need for prosthetic services that were of a higher calibre.

Now, is our federal department doing anything in that area at all to study the needs of those types of handicapped people? Are we doing any research into what needs to be done to provide better prosthetic services?

Mr. Sinclair: No, Mr. Chairman, at least not insofar as a direct piece of research within the branch that operates prosthetics is concerned.

Mr. Fry: Perhaps I could ask Dr. Heacock, who is the Director General of our Extramural Research Program, whether we are doing anything under NHRDP.

Dr. R.A. Heacock (Director General, Extramural Research Program, Department of National Health and Welfare): Yes, Mr. Chairman, we do have a number of projects we are supporting in the general rehabilitation prosthetic services area. I do not have the list at my fingertips, but one of our selection committees is, in fact, a rehabilitation prosthetic services committee.

I could mention the work of Dr. Scott in New Brunswick, for instance. Professor Scott is one of Canada's leading prosthetists in myoelectric control. So that would be one. There is a group at Queens University, I believe, Dr. Judy Duranz. Certainly, we are supporting quite a bit of research in prosthetic services; and I believe some of the Medical Research Council funds, too, would go to this type of research.

Mr. Halliday: Mr. Chairman, in the area of quarantine and regulatory services, again on page 18-24, this is a modest increase of 14%. But when one considers the marked increase in these tropical diseases that we are getting and some of the parasitic diseases and the difficulty we are having in identifying people who have those diseases, when they come to our country or when we ourselves come back from another country, one wonders whether or not that is an adequate amount of increase for a particular, specific area, where the need is very evident.

Could we have an explanation as to why, for instance, it is not larger than 14%. I think the figures would show, for instance, that in things like leprosy, the increase in leprosy in this country has gone up fantastically in the last five years or so. The instance of leprosy and a lot of the tropical enteric diseases, the parasitic diseases, are away up.

Mr. Fry: Mr. Sinclair.

[Translation]

Dans nos négociations, nous avons garanti ce service aux anciens combattants.

M. Halliday: Monsieur le président, toujours au sujet des services de prothèse, j'ai été frappé par le problème il y a environ deux semaines, lorsqu'un commettant est venu me rencontrer à Woodstock portant une large caisse. Une caisse transportable mais difficilement. Elle était pleine de membres artificiels qui avaient été faits pour lui mais qu'il trouvait inutiles. Cela a confirmé l'histoire que nous entendions au Comité des handicapés sur l'importance d'améliorer les services de prothèses.

J'aimerais savoir si le ministère fédéral a entrepris d'étudier les besoins de ces gens handicapés? Avons-nous entrepris des recherches sur les façons d'améliorer les services de prothèses?

M. Sinclair: Non, monsieur le président, du moins pas immédiatement à l'intérieur de la Direction chargée des services de prothèse.

M. Fry: Je pourrais peut-être demander à M. Heacock, directeur général des programmes de recherches extra-muros si une recherche est menée en vertu du PNRDS.

M. R.A. Heacock (directeur général, Programmes de recherches extra-muros, ministère de la Santé et du Bien-être social): Oui, monsieur le président, nous menons quelques projets dans le domaine général des services de prothèse et de réadaptation. Je n'ai pas ici la liste des projets, mais parmi nos comités, nous comptons un comité des services de prothèses et de réadaptation.

Je pourrais faire allusion, par exemple, au travail du docteur Scott au Nouveau-Brunswick. Le Dr Scott est un des chefs de file canadiens en matière de prothèses myoélectriques. C'est un premier projet. Il y en a un autre à l'Université Queen's mené par le docteur Judy Duranz. Nous finançons passablement de travaux de recherche en matière de services de prothèses; je crois qu'une partie des fonds du Conseil de recherches médicales est consacrée à ce genre de travaux également.

M. Halliday: Monsieur le président, toujours à la page 18-24, je remarque une augmentation modeste de l'ordre de 14 p. 100 au chapitre des services de quarantaine et de réglementation. Or, si on regarde l'augmentation marquée des maladies tropicales et parasitaires, et les problèmes de diagnostic de ces maladies et d'identification des porteurs, lorsqu'ils reviennent au pays, on se demande si l'augmentation est suffisante compte tenu du besoin criant.

J'aimerais savoir pourquoi l'augmentation n'est pas supérieure à 14 p. 100. Les statistiques indiquent, je crois, que notamment pour la lèpre, le nombre de cas au Canada a augmenté vertigineusement depuis cinq ans. Les cas de lèpre, de maladies tropicales entériques et de maladies parasitaires ont considérablement augmenté.

M. Fry: Monsieur Sinclair.

[Texte]

Mr. Sinclair: Mr. Chairman, leprosy, if I am not mistaken, is not a quarantinable disease under the Quarantine Act. The general answer to your question is that, over recent years, we have found that the initial inspection or screening that traditionally takes place at ports of entry is pretty ineffective in relation to the detection of these exotic, quarantinable diseases to which you have alluded. We have tended to lighten our inspectorial workforce at ports of entry in favour of trying to develop a capability to contain a disease, should it enter the country.

• 1155

So far as I know there is no way in which a health workforce at a port of entry could satisfactorily intercept or diagnose, on entry, lassa fever or marburg disease or the like. So what we really attempted to do is to make provisions for the rapid referral of people who are ill on arrival to a pre-established hospital, and in some, though not all of those hospitals, we have provided, co-operatively with the province, bed isolation facilities, which are really designed to protect the treating staff who may have to deal with a suspected case.

So in general that is the reason why the resources required for quarantine have tended to diminish.

Mr. Halliday: You have inquired before, Mr. Chairman, on the feeling of the department—and I hope I am not getting into policy too much—regarding an institute of tropical medicine—that type of facility—where we would have an opportunity to concentrate the expertise in one area in this country and perhaps improve it a lot. Is any thinking or any study going on in the department now in that area, regarding the provision of that kind of facility for Canada?

Dr. Morrison probably is aware of the very strong protagonist for this in Toronto. I give her credit for her determination and her perseverance; and I think we must keep asking ourselves whether we should not be continuing to look at this.

The Chairman: Dr. Morrison.

Dr. Morrison: Mr. Chairman, fortunately we are not likely to have major reservoirs of tropical disease occurring indigenously in this country. But there is no doubt that we get a good deal of traveller-borne tropical disease coming back into Canada, and that has markedly been increasing, as the hon. member indicates.

There are a couple, two or three, clinical centres in this country with reasonable expertise. There is no doubt that this is going to be an area where there will be increasing interest and concern over the next five or ten years. The Canadian Public Health Association has highlighted that. They have a very active section on tropical medicine now and are trying to build up an expertise in the country. We do not really need a research expertise as much as we need a treatment and clinical capacity expertise.

Mr. Halliday: Could I comment on that very last statement of Dr. Morrison's? I think that is an area of thinking which

[Traduction]

M. Sinclair: Monsieur le président, sauf erreur, la lèpre n'est pas visée à la Loi sur la quarantaine. Pour en revenir à votre question, depuis quelques années, nous avons découvert que l'inspection initiale qui se fait traditionnellement aux ports d'entrée au Canada est à peu près inutile pour déceler ces maladies tropicales pour lesquelles il faudrait mettre le porteur en quarantaine. Nous avons voulu alléger notre groupe d'inspecteurs aux ports d'entrée pour plutôt essayer d'être en mesure de limiter l'étendue de la maladie, si elle entre au pays.

Que je sache, il n'est pas possible qu'une équipe de travailleurs sanitaires à un port d'entrée puissent intercepter ou déceler la fièvre de lassa, la maladie à virus marburg ou quelque chose de semblable. Donc, nous avons essayé de prévoir le transfert rapide, à l'hôpital choisi d'avance, de personnes malades à leur arrivée au Canada; d'ailleurs, en collaboration avec la province, dans certains de ces hôpitaux, nous avons prévu des installations d'isolement afin de protéger le personnel traitant qui doit soigner une personne soupçonnée d'avoir contracté une de ces maladies.

Donc, grosso modo, c'est pourquoi les ressources affectées au titre de la quarantaine ont tendance à diminuer.

M. Halliday: Monsieur le président, vous avez déjà demandé au ministère ce qu'il pense de la possibilité—et j'espère qu'il ne s'agit pas d'une question de politique—de créer un institut de médecine tropicale, ce qui nous permettrait de réunir tous les spécialistes canadiens au sein d'un seul établissement et d'améliorer beaucoup nos connaissances dans ce domaine. Le ministère étudie-t-il actuellement la possibilité de créer ce genre d'établissement au Canada?

Le docteur Morrison connaît probablement le principal protagoniste de cette affaire à Toronto. Il faut tout de même la féliciter pour sa détermination et de sa persévérance; je crois qu'il y a lieu de se demander si on ne devrait pas continuer à examiner cette possibilité.

Le président: Docteur Morrison.

Dr. Morrison: Monsieur le président, il est peu probable, heureusement, que des maladies tropicales se déclarent en grand nombre de l'intérieur du pays. Mais il n'y a pas de doute que bon nombre de maladies tropicales soient introduites au Canada par des voyageurs qui en sont les porteurs, et comme l'a dit l'honorable député, cette tendance est à la hausse.

Il existe deux ou trois centres cliniques au Canada qui ont des connaissances raisonnables. Il est vrai que l'intérêt et l'inquiétude du public se dirigeront davantage vers ce domaine au cours des 5 ou 10 prochaines années. L'Association canadienne de la santé publique en a, d'ailleurs, fait mention. Elle a un groupe qui travaille très activement dans le domaine de la médecine tropicale dans le but d'accroître les connaissances canadiennes. Nous avons moins besoin de spécialistes de la recherche que de spécialistes du traitement de ces maladies et d'installations cliniques.

M. Halliday: Pourrais-je répondre à cette dernière déclaration du Dr. Morrison? Je pense qu'on pourrait peut-être mettre

[Text]

probably could be challenged; because unless we have a research element for any given sector, any given area of interest, you will not get good clinical people present, because the two go hand-in-hand. The good clinical people disappear as soon as the research element disappears or is not here.

That raises a question about the institute in Atlanta, Georgia. We are still sending samples down there, I presume for testing. Is there a good reason why we could not be developing something here in Canada to look after our own problems here? Is the volume just so small that it would not be practical? What is the reason that we have not seen fit to establish a comparable institute or a comparable centre here?

Dr. Morrison: Mr. Chairman, about research, I happen to be the Chairman of the Scientific and Technical Advisory Committee to the WHO Special Program for Research and Training in Tropical Diseases. This is the major research effort on a world basis in tropical diseases, funded at nearly \$70 million per two years now. It is doing immensely important work on a very large scale, with 1,100 research papers last year, with a leprosy vaccine now in its preliminary testing, with real hope now for a malaria vaccine, with marked advances in malaria chemotherapy. That is a very, very, significant research effort, and Canada contributes significantly to that.

We can probably, on a world basis at least, best contribute to tropical disease research by continuing to be strong supporters for that program. At this time perhaps 3 or 4 of the 1,600 research projects sponsored by the program have been given to Canadians, so there is really not very much expertise in this country; and in fact, unless you have access to large numbers of affected people, the capacity for mounting a major research program is really very, very limited.

• 1200

Now, in respect of our involvement with CDC, we do send some samples down for confirmatory examination for some of the haemorrhagic fevers. It has not been considered that we have sufficient numbers of those to warrant the very expensive Class IV laboratory that would be necessary with all of the super containment that would be required. We are looking at a lot of money, several millions of dollars, for a very, very highly specialized facility, which for most of the year, in fact perhaps for several years, would have no Canadian samples to look at all. We just have a few samples. We may go two years without getting any suspected Lhasa fever entries into this country, and we have just felt that it was probably cheaper, at this point in time, to continue to push those down to CDC.

[Translation]

en question la sagesse d'un tel point de vue; car, s'il n'y a pas d'institut de recherche dans un secteur particulier, vous n'aurez jamais de spécialiste clinique, car les deux vont de pair. Les spécialistes cliniques qualifiés disparaissent dès que la possibilité de recherche disparaît.

Cela soulève une question au sujet de l'institut à Atlanta en Georgie. Je présume que nous continuons d'y envoyer des échantillons pour des tests. Pourrait-on me dire pourquoi nous ne serions pas en mesure ici au Canada, de mettre sur pied des installations similaires pour nous permettre de régler nos propres problèmes? Est-ce parce que le volume est si minime que ce ne serait pas pratique? Pourquoi n'avons-nous pas envisagé d'établir un institut ou centre comparable au Canada?

Dr Morrison: Monsieur le président, pour ce qui est des recherches, je suis le président du comité consultatif scientifique et technique auprès du programme spécial de l'OMS pour les recherches et la formation dans le domaine des maladies tropicales. Ces recherches dans le domaine des maladies tropicales sont effectuées à l'échelle mondiale, et bénéficient d'un financement de presque \$70 millions tous les deux ans. Les recherches sont non seulement très importantes mais aussi de grande envergure; l'année dernière, 1,100 articles de recherche ont été publiés, et de plus, un vaccin contre la lèpre est maintenant à l'étape des tests préliminaires; il est même possible que nous obtenions un vaccin antipaludique et des progrès très importants ont été faits au niveau de la chimiothérapie de la malaria. Ce sont donc des recherches extrêmement importantes, et le Canada y joue un rôle important.

Je pense que nous pourrions mieux contribuer au succès des recherches sur les maladies tropicales du moins à l'échelle mondiale en continuant d'appuyer ce programme avec enthousiasme. Actuellement, peut-être 3 ou 4 des 1,600 projets de recherche parrainés par le programme ont été accordés à des Canadiens; alors il est vrai que nous n'avons pas énormément de spécialistes dans ce pays. Mais en fait, à moins d'avoir accès à un grand nombre de personnes atteintes de ces maladies, la possibilité d'établir un programme de recherche de grande envergure est vraiment extrêmement limitée.

Quant à nos rapports avec le Centre de lutte contre la maladie (C.D.C.), en effet, nous y envoyons des échantillons pour confirmation du diagnostic dans le cas de certaines fièvres hémorragiques. On semble croire que nous n'en avons pas suffisamment pour justifier l'établissement, à grands frais, d'un laboratoire de classe IV, nécessaire pour protéger suffisamment contre le risque de propagation des maladies. Il faudrait plusieurs millions de dollars pour créer cette installation hautement spécialisée, alors que pour la plus grosse partie de l'année, en fait, peut-être pendant plusieurs années, il n'y aurait même pas d'échantillon canadien. Nous n'en avons que quelques-uns. Deux ans peuvent passer sans que des personnes soupçonnées d'avoir contracté la fièvre de lassa nous soient signalées, et nous avons pensé qu'il était probablement plus économique de continuer à envoyer nos échantillons au C.D.C.

[Texte]

The Chairman: Thank you very much, doctor. I will go now to Mr. Marceau.

M. Marceau: Merci monsieur le président.

J'aimerais savoir si vous estimez que la santé des Canadiens est meilleure ou si elle s'est détériorée. Certaines gens nous disent qu'il y a eu progrès, d'autres nous disent que la santé des Canadiens a tendance à être moins bonne qu'elle était.

D'après le ministère, et d'après l'expérience que vous vivez à l'intérieur du ministère, pouvez-vous me dire si, selon vous, les pronostics sont favorables ou défavorables quant à la santé générale des Canadiens.

Mr. Fry: Perhaps the best way to answer that would be to talk in terms of statistical evidence. I think probably the best thing would be to provide to the committee, Mr. Chairman, some statistical evidence of what has happened in the various health trends in the last number of years. I think it shows a fairly significant improvement. But we do not have the statistics with us this morning. If that would be satisfactory, we could table those with the committee.

The Chairman: Okay.

M. Marceau: Dans le domaine des maladies les plus dangereuses ou les plus mortelles, soit les maladies du coeur et le cancer, êtes-vous optimiste quant aux solutions qui peuvent être trouvées? Est-ce que le ministère fait des études particulières, ou bien si vous vous référez à ce qui existe déjà? Autrement dit, le ministère attache-t-il de l'importance à ces deux maladies les plus mortelles au Canada, et y a-t-il quelque chose de concret qui se fait pour essayer de diminuer le taux de mortalité du côté des maladies du coeur et du cancer?

• 1205

Mr. Fry: Mr. Chairman, the research part of the federal effort in relation to cancer and heart disease, of course, is mainly the responsibility of the Medical Research Council. We may have some projects related to this, and I could ask Dr. Heacock to comment. We, of course, in the department are particularly concerned about diseases that are, in effect, life-style disease, and cancer and heart disease are particularly related to some of these things, such as smoking and other life-style things of that sort. Now, we have and continue to give very high priority within the department to health promotion, and if you wish, we can comment on some of the specific activities that we have under way.

But, certainly, as far as smoking is concerned, we have just recently launched what might be called a second phase of a major program. This one is directed towards trying to see if we can bring about a generation of non-smokers in this country. This program started about a year or so ago and is very much directed towards that objective, and I think it has had a fair amount of success so far. Also, our programs in that area, to the extent that they have contributed to the reduction in smoking over the last number of years, have been quite successful.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup. Je donne la parole maintenant à M. Marceau.

Mr. Marceau: Thank you, Mr. Chairman.

I would like to know whether you feel the health of Canadians has improved or deteriorated. Some say there has been progress, while others say the health of Canadians tends to be worse now than it once was.

Basing yourself on departmental findings and your own experience within the department, could you tell me whether prospects are favourable or unfavourable in terms of the general health of Canadians?

M. Fry: La meilleure façon de vous répondre serait peut-être de vous parler de statistiques. Monsieur le président, je pense qu'il conviendrait d'envoyer aux membres du Comité les statistiques sur les différentes tendances depuis quelques années. Je crois qu'elles montrent une amélioration assez importante. Malheureusement, nous n'avons pas de statistiques avec nous ce matin. Mais si cela vous convient, nous pouvons vous les envoyer.

Le président: D'accord.

Mr. Marceau: As far as the most dangerous or deadly diseases are concerned, in other words, heart disease and cancer, are you optimistic that solutions will be found? Is the department carrying out specific studies, or do you only refer to what already exists in those areas? In other words, does the department attach any special importance to these two most deadly diseases in Canada, and is something concrete being done to try and lower the mortality rate in terms of heart disease and cancer?

M. Fry: Monsieur le président, c'est surtout au Conseil de recherches médicales que le gouvernement a confié ces responsabilités en matière de cancer et de maladies du coeur. Il se peut toutefois que nous ayons des projets en cours s'y rapportant, et je demanderais donc à M. Heacock d'en dire quelque chose. Bien entendu, notre ministère s'intéresse particulièrement à des maladies qui sont liées au mode de vie, et le cancer et les maladies du coeur le sont au premier chef, étant donné qu'ils ont des liens avec le tabagisme et d'autres habitudes de ce genre. Cependant, nous continuons à accorder une très grande priorité à la promotion de la santé, et si vous le désirez, nous pouvons vous parler de certaines de nos activités se rapportant à cela.

Pour ce qui est du tabagisme, nous venons de faire démarrer la seconde phase d'un programme important. Il s'agit d'essayer de faire en sorte que la prochaine génération de Canadiens soit constituée de non-fumeurs. Ce programme a été mis en marche il y a environ un an à cette fin, et je crois qu'il a obtenu un assez bon succès jusqu'à maintenant. Par ailleurs, nos programmes ont également réussi à faire diminuer le tabagisme ces dernières années.

[Text]

I will ask Dr. Heacock whether we are doing anything in terms of actual research in these areas ourselves—or whether you have some knowledge of MRC as well, Dr. Heacock.

Dr. Heacock: Mr. Chairman, as Mr. Fry has alluded, the research into the basic ideology of cancer and heart disease is more in the domain of the Medical Research Council. We do, through the national health research and development program, support a number of projects into, say, epidemiology of cancer, epidemiology of heart disease.

I might mention that one example, which is an example of collaboration between us, MRC, the provinces, and the voluntary sector, is the national breast cancer screening program. This, when it is all finished, will be an \$18 million program. This is aimed at determining if early detection of breast cancer by—mammography in particular certainly can reduce mortality and morbidity.

The basic biochemical-biomedical research is in the purview of the Medical Research Council, but epidemiological studies, screening studies, health-promotion research, certainly yes. These are some of our main priority areas. This is work that is carried out largely in university settings. We support it.

Mr. Fry: Mr. Chairman, we could make a couple of other comments. Other branches are involved.

Dr. Morrison, would you like to say a word about this?

Dr. Morrison: Mr. Chairman, the Health Protection Branch has very major programs on chemical carcinogenesis; major research programs. In fact we have, I think, a major, world-class laboratory in the area of chemical carcinogenesis, because a lot of cancer is clearly related to environmental influences, and we have been very much concerned about and have a very active program relating to chemical factors in cancer production.

In addition to that, Canada is a contributor to the International Agency for Research on Cancer, which is the World Health Organization specialized laboratory in Lyons, France, which has the world reputation for cancer epidemiology. Canada is a major contributor to that program. We joined that a year ago.

We are also major contributors to the international program on chemical safety, which the World Health Organization runs, and which deals also with other aspects of chemical carcinogenesis; and we have in our own shop a major program on cancer epidemiology where we are trying to map out geographic differences in cancer in this country and to relate them to environmental, occupational, or other kinds of factors.

[Translation]

Je vais demander au Dr Heacock si nous effectuons nous-mêmes de la recherche dans ce domaine, ou si vous êtes au courant des activités du Conseil de recherches médicales. Docteur Heacock.

Dr Heacock: Monsieur le président, comme M. Fry vient de le mentionner, les recherches ayant trait au cancer et aux maladies du coeur relèvent davantage du Conseil de recherches médicales. Toutefois, nous accordons de l'aide à certains projets relatifs à l'épidémiologie du cancer et des maladies du coeur, par le truchement du programme national de recherche et de développement en matière de santé.

Une des activités où nous collaborons avec le Conseil de recherches médicales, les provinces et les organismes bénévoles, est le programme national de dépistage du cancer du sein. Lorsqu'il sera terminé, il nous aura coûté 18 millions de dollars. Le but poursuivi ici est de voir si le dépistage précoce du cancer du sein, particulièrement grâce à la mammographie, peut réduire la mortalité et la morbidité.

Les recherches biochimiques et biomédicales relèvent avant tout du Conseil de recherches médicales, mais nous effectuons certainement des études épidémiologiques, de dépistage et de recherche sur la promotion de la santé. Ce sont même d'ailleurs certaines de nos priorités. Ce travail est dans une large mesure effectuée dans des universités, et nous y participons en accordant de l'aide.

M. Fry: Monsieur le président, nous pouvons également ajouter autre chose car d'autres Directions participent à cet effort.

Docteur Morrison, voulez-vous dire quelque chose là-dessus?

Dr Morrison: Monsieur le président, la Direction générale de la protection de la santé a mis en oeuvre de vastes programmes de recherche portant sur les causes chimiques du cancer. De fait, nous disposons d'un grand laboratoire qui se compare à ce qui se fait de mieux dans le monde entier pour ce qui est de la recherche sur les causes chimiques du cancer. N'oublions pas en effet que bon nombre de cancers sont liés à des facteurs environnementaux, et c'est pourquoi nous nous sommes intéressés de très près aux facteurs chimiques entraînant l'apparition de cancer et avons également lancé un programme très important à cet égard.

En outre, le Canada contribue au Centre international de recherches sur le cancer, qui se trouve être le laboratoire spécialisé de l'Organisation mondiale de la santé situé à Lyon, en France, et qui a une réputation mondiale en épidémiologie relative au cancer. Le Canada est l'un des principaux bailleurs de fonds de ce programme, auquel nous avons adhéré il y a un an.

Nous accordons également une aide importante au programme international relatif à la sécurité chimique, administré par l'Organisation mondiale de la santé et portant également sur d'autres aspects des causes chimiques du cancer. De plus, chez nous, notre propre programme ayant trait à l'épidémiologie du cancer est de grande envergure, et il tente d'établir une carte géographique du cancer établissant les différences observées dans les cancers selon les régions afin que nous

[Texte]

Similarly in the area of heart disease, we have a significant toxicology program; again, the effects of chemicals on heart disease. We have some nutritional research under way in that area. And we have a major epidemiologic interest in heart disease as the national laboratory for disease control.

Mr. Fry: Perhaps, then, Mr. Draper could just quickly comment on our health promotion efforts in this area.

Mr. Draper: Mr. Chairman, with reference to smoking, we do have rather good data. What the data show is that the rates for smoking in Canada are continuing to drop at the rate of about 1% of the population each year. They now stand at 33% smokers; 66%, 67% non-smokers.

We have two programs, as the deputy minister mentioned. One is called Generation of Non-Smokers. It provides for high-profile publicity, for co-ordination of voluntary agency efforts, and for the development of educational programs for use in schools in co-operation with the provinces.

The other program we have is a smoking cessation program which is called Time To Quit. It is operated in co-operation with the Canadian Cancer Society.

• 1210

We have just concluded a field test of that program with very positive results. The field test was done in the City of Winnipeg. Similarly, we have programs in alcohol, drugs and nutrition.

The Chairman: Mr. Marceau.

M. Marceau: D'accord.

Je constate, dans vos prévisions budgétaires, que le *Canada Assistance Plan* augmente de \$2,780,200,000 à \$3,140,200,000. Est-ce que cette augmentation-là est due à l'augmentation du nombre de personnes, ou si elle est due à l'augmentation du montant de la prestation?

Pourriez-vous me dire, dans cette augmentation-là, quelle partie est imputable à l'augmentation des prestataires et quelle pourcentage est attribuable à l'augmentation de la prestation?

Mr. Fry: Doctor Murphy.

M. Murphy: Monsieur le président, c'est moitié, moitié. Il y a 50 p. 100 pour l'augmentation du nombre de clients, et 50 p. 100 pour l'augmentation des prestations.

M. Marceau: Est-ce que, d'une façon générale, les prestations augmentent à toutes les années ou si elles augmentent en fonction de certains critères? De quelle façon les prestations augmentent-elles, selon vous?

[Traduction]

puissions les lier à des facteurs environnementaux, de travail et autres.

De même, dans le domaine des maladies du coeur, nous avons un important programme de toxicologie en cours; il s'agit encore de vérifier les effets de certains produits chimiques sur les maladies du coeur. Nous avons également lancé des programmes de recherche en nutrition à cet égard. Enfin, en tant que laboratoire national chargé d'étudier le contrôle des maladies, nous nous intéressons très vivement à l'épidémiologie des maladies du coeur.

M. Fry: Si tel est le cas, peut-être que M. Draper pourra nous parler de nos efforts de promotion de la santé dans ce domaine.

M. Draper: Monsieur le président, pour ce qui est du tabagisme, nous disposons de données assez satisfaisantes. Or, elles indiquent que le nombre de fumeurs au Canada continue de baisser d'environ 1 p. 100 par année. A l'heure actuelle, il y a 33 p. 100 de fumeurs et 66 p. 100 ou 67 p. 100 de non-fumeurs.

Comme le sous-ministre l'a mentionné, nous nous sommes dotés de deux programmes. L'un s'appelle *Génération de non-fumeurs*, qui s'entoure d'une grande publicité, est mis en oeuvre grâce à la coordination d'organismes de bénévoles, et s'occupe d'élaborer des programmes éducatifs pour usage dans les écoles, ce en collaboration avec les provinces.

L'autre programme encourage les gens à renoncer à l'usage du tabac, et s'appelle *Il est temps d'arrêter*. Il est mis en vigueur en collaboration avec la Société canadienne du cancer.

Nous venons de terminer une évaluation pratique de ce programme, ce qui a donné des résultats très positifs. Cette vérification sur le terrain a été faite dans la ville de Winnipeg. Nous avons aussi des programmes pour l'alcool, les drogues et la nutrition.

Le président: Monsieur Marceau.

Mr. Marceau: Thank you.

In your Estimates, I see that the Canada Assistance Plan is increasing from \$2,780,200,000 to \$3,140,200,000. Is that increase due to an increase in the number of people or is it due to an increase in the amounts paid out?

Could you tell me, in that increase, what part is due to the increase in beneficiaries and what percentage is attributable to an increase in benefits?

Mr. Fry: Docteur Murphy.

Mr. Murphy: Mr. Chairman, it is half and half. 50% of the increase is due to an increase in the number of our clientele and 50% to an increase in benefits.

Mr. Marceau: Generally speaking, do the benefits increase every year or do they increase according to certain criteria? How do the benefits increase, according to you?

[Text]

M. Murphy: Comme vous le savez, monsieur le président, c'est la responsabilité de chaque province. Cela varie de province en province, il n'y a pas nécessairement de changement chaque année, mais en général on suit le taux d'inflation, le coût de la vie. Tout dépend de l'ampleur du taux d'inflation.

M. Marceau: Dans le Régime d'assistance publique du Canada, on voit une augmentation et vous parlez des *residual payments under the Unemployment Assistance Act*. Qu'est-ce que ce programme-là? C'est la première fois que je vois qu'on paye une partie des paiements aux termes de la Loi sur l'assurance-chômage, par l'intermédiaire du Programme de la santé et du bien-être social.

M. Murphy: Je m'excuse monsieur le président.

I really cannot explain that. I will have to come back with that. It is a relatively small detail of the program. It has a historical base, and I am afraid I just cannot give you that information right now.

The Chairman: You have one more question, Mr. Marceau.

M. Marceau: Je constate, monsieur le président, que le programme Nouveaux horizons est plafonné au même montant que l'an dernier.

Est-ce que ça veut dire que le nombre de demandes a tendance à être stable, ou si vous avez insuffisamment de fonds pour répondre à la demande? C'est un des programmes les plus importants et les plus utilisés, je sais que le nombre de clubs d'âge d'or a tendance à augmenter et je constate que le budget n'a pas été augmenté. Alors, pouvez-vous me dire pour quelle raison ce budget-là n'a pas été accru comme les autres parties du budget?

Mr. Fry: Mr. Chairman, this is a very popular program, as the hon. member has indicated. It is one that has been in place for some time. In fact, we had the tenth anniversary over the last year, which was very successful.

It is not a program that has a direct workload component that you can use as a means for deciding how it should increase each year; it is really more of a grant type of program. Since it has been in place for some time, we are looking at the total projects and making rearrangements within the program and so on. Within the priorities this year, we were not able to get an increase. But it is, I think, a very useful and important program.

Mr. Marceau: My last question.

Est-ce que la plupart des projets sont acceptés, ou quelle est la proportion des projets Nouveaux horizons qui sont acceptés?

• 1215

Dr. Murphy: I cannot give an exact percentage, Mr. Chairman, but it is very, very high and one of the reasons is the way the program operates. As the hon. member probably knows, this is a program in which the New Horizons staff plays a very important role in getting the groups together and arousing their enthusiasm and helping them to prepare their

[Translation]

Mr. Murphy: As you know, Mr. Chairman, it is the responsibility of each province. It varies from province to province and you do not necessarily have a change every year, but generally speaking, the inflation rate or cost of living are followed. All depends on how serious the inflation rate is.

Mr. Marceau: In the Canada Assistance Plan, we have an increase and you talk about Residual payments under the Unemployment Assistance Act. What is that program? It is the first time I see that we pay part of the payments under the terms of the Unemployment Assistance Act using a National Health and Welfare program to do so.

Mr. Murphy: I am sorry, Mr. Chairman.

Je ne peux vraiment pas expliquer cela. Je devrai y revenir. C'est un détail d'une importance toute relative vu l'ampleur du programme. Cela se fait pour des raisons historiques, mais je ne crois pas pouvoir vous en donner tous les détails immédiats.

Le président: Il vous reste une question, monsieur Marceau.

Mr. Marceau: Mr. Chairman, I see that the New Horizons program has been held to the same amount as last year.

Does that mean that the number of requests has stabilized or do you not have sufficient funds to answer demand? It is a most important and one of the most used programs and I know that the number of senior citizens' clubs is on the rise and I see here that the budget has not been increased. So could you tell me why that budget has not been increased like the other parts of the budget?

M. Fry: Monsieur le président, c'est un programme très populaire, comme l'a souligné l'honorable député. Ce programme existe depuis un certain temps. À vrai dire, nous avons célébré le 10^{ème} anniversaire de ce programme très fructueux l'an dernier.

Ce n'est pas un programme qui vise à accomplir le même travail régulier d'une année à l'autre et il est donc difficile de prévoir quoi que ce soit; c'est un programme de subventions. Puisque ce programme existe depuis quelques temps déjà, nous revoyons tous les projets pour faire certains réaménagements au sein du programme et ainsi de suite. Avec toutes ces priorités cette année, il nous a été impossible d'obtenir une augmentation. Cependant, il s'agit bien là, à mon avis, d'un programme très utile et important.

M. Marceau: Ma dernière question.

Have most of the projects been accepted or what is the proportion of New Horizons projects that are accepted?

Dr. Murphy: Je ne puis vous donner le pourcentage exact, M. le président, mais c'est très élevé et une des raisons à cela, c'est la façon dont fonctionne le programme. Comme le sait probablement l'honorable député, il s'agit d'un programme où le personnel de Nouveaux Horizons joue un rôle très important; ils aident les gens à se rencontrer, soulèvent leur enthousiasme et les aident à préparer leur

[Texte]

applications—frankly, in helping them to get organized. So it is not the usual kind of granting application where there is a body that can produce them and we give a certain percentage of them. So the high rate of acceptance is misleading because we control, to some sense, the demand on the program. So it is very, very high. It is in the 90%-95% range. But, on the other hand... It is the same thing Dr. Morrison said: had we more staff, I am sure we could have more projects.

The Chairman: Thank you very much. I want to go to Miss MacDonald now. Miss MacDonald.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Thank you, Mr. Chairman. To the deputy minister, through you, sir, one of the difficulties with regard to estimates is that no matter how many people try to come up with new presentations to clarify them, they are never that simple. And so I want to ask some very simple, straightforward questions, and if you do not have the information this morning—and it may not be possible—I would appreciate receiving it in due course.

Mr. Fry, I am interested in the administration of the department overall, not just one branch or one segment—the increases in the cost of running the department. I would like to compare them with the non-statutory program increases in due course.

Now in this book which is supposed to make it all clear to us, that is, Part III of the expenditures, on page 1-5, the last item on that page is the departmental administration program. Is that inclusive of everything in the department by way of administrative costs—health, welfare, sport and fitness, whatever might come under it? Are all the administration costs included there?

Mr. Fry: Mr. Chairman, the answer is no. That is the sort of corporate or central administration costs of the department, whereas each of the branches would have financial staff, some planning staff, some administrative staff and that sort of thing within the branches themselves. So in order to get a complete picture of the total administration and how it was growing, we would first of all have to define it for you, as to what it includes, and then put it all together. But it does not all show in that.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Mr. Chairman, I along with other members of this committee, or most other members of this committee, have a staff of three. They are occupied with a number of duties over and above the part that we play on this committee, and so therefore I cannot ask my staff to begin this compilation. So what I would like to do is to get from you, as I say, in due course, the increases in the administrative costs of personnel, of employee benefits, of the maintenance of the department, of communications, of transportation—any administrative costs whatsoever in any branch under the Department of National Health and Welfare. Now, I just want to make sure that the meaning of

[Traduction]

siasme et leur aident à préparer leurs demandes; franchement, on les aide à s'organiser. Donc, il ne s'agit pas du genre de demandes de subventions habituelles où on accorde une certaine subvention après étude de la demande. Donc, le haut pourcentage d'acceptation est trompeur parce que nous contrôlons, jusqu'à un certain point, la demande au sein du programme. C'est donc très, très élevé. Dans l'ordre de 90 à 95 p. 100. Cependant, d'autre part... C'est comme l'a dit le docteur Morrison: si nous avions plus de personnel à notre disposition, je suis sûr qu'il y aurait encore plus de projets.

Le président: Merci beaucoup. J'aimerais maintenant céder la parole à M^{lle} MacDonald.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Merci, monsieur le président. Une question au sous-ministre, avec votre permission, monsieur le président. Une des difficultés concernant le budget, c'est que peu importe le nombre de gens qui essaient de mieux nous expliquer les causes afin que tout soit plus clair, rien n'est jamais aussi simple. J'aimerais donc poser quelques questions très simples et très directes et si vous n'avez pas les renseignements ce matin, et je comprends fort bien vos difficultés, j'aimerais bien obtenir réponse en temps et lieu.

Monsieur Fry, je m'intéresse à l'administration du ministère en général; pas seulement à l'administration d'une direction ou d'une division... les augmentations de frais pour l'administration du ministère. J'aimerais les comparer aux augmentations dues au programme non-statutaire, quand sera venu le moment.

Dans ce livre qui est censé tout nous rendre clair, c'est-à-dire la partie III des dépenses, à la page 1-5, le dernier item que l'on trouve à cette page, c'est le programme d'administration ministériel. Est-ce que cela comprend tout ce qui se passe au ministère en matière de frais d'administration: santé, bien-être, sports amateurs et loisirs et tout le reste? Est-ce que l'on y retrouve tous les frais d'administration?

M. Fry: Monsieur le président, la réponse est non. Il s'agit, en quelque sorte, des frais d'administration centralisés du ministère, tandis que chacune des directions serait pourvue en personnel financier, en personnel de planification, personnel de gestion et ce genre de chose. Donc, pour avoir une idée exacte des frais globaux d'administration, et de la façon dont tout cela pourrait croître, il nous faudrait tout d'abord vous définir la chose pour que vous sachiez ce que comprennent les chiffres pour ensuite tout mettre ensemble. Mais vous ne trouvez pas cela à cet endroit.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur le président, moi-même et d'autres membres du Comité, la plupart des membres du Comité, avons un personnel de trois personnes. Ils ont bien du travail à faire, à part celui que nous impose le Comité, et je ne puis donc demander à mon personnel de commencer à faire cette compilation. J'aimerais donc que vous me donniez, en temps et lieu, comme je l'ai dit, les augmentations dues aux frais d'administration du personnel, des avantages sociaux des employés, de l'entretien du ministère, des communications, du transport... tout ce qui peut s'appeler frais d'administration dans toutes les directions qui relèvent du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social. Je veux tout simplement que vous me compreniez très

[Text]

that is clear to you. I really need only a very simplified list of figures, compared with last year.

• 1220

Mr. Fry: Yes. Perhaps, Mr. Chairman, we might be able to discuss it with the hon. member to make sure that we are agreed on definitions because take communications, for instance, some of those are program things, others are administration things. I suppose as long as we agree under those headings, we will deal only with those things which are overhead and not part of a program. For instance, health promotion; the program itself is a communication program with those sorts of things that would be overhead in another sense. So that may really be what you are after—what is straight administrative overhead under this heading.

Miss MacDonald (Kingston and The Islands): Yes, thank you very much, Mr. Chairman. I really am looking at overhead. But I do not want to rule out in that respect government advertising, because you might call it health promotion and I might see it as something quite different. I might see it as promotion of a different kind.

Mr. Fry: Yes; also in medical services. Would it be all right if we sort of discuss some definitions with the hon. Member?

Miss MacDonald (Kingston and The Islands): I would be very pleased to do that later, if I may.

The Chairman: Yes. Are you both satisfied? I can see the same difficulty knowing just how extensive the whole matter was going to be. But if you two can decide what you want to concentrate on, that will be satisfactory. Mr. Marceau.

M. Marceau: J'invoque le Règlement!.. Je me demande si le point que soulève M^{me} MacDonald ne relève pas plutôt de questions à être déposées en Chambre; je me demande si c'est le rôle du ministère.

Je me pose la question, je ne veux pas l'empêcher, parce que c'est la première fois qu'on demande à un ministère, je pense, de faire ces études-là qui à mon avis ne relèvent pas de leurs fonctions.

Si M^{me} MacDonald voulait déposer une question au Feuilleton, je pense que ce serait l'endroit approprié. De toute façon, je demanderais au président d'examiner cette question-là, parce qu'elle est intéressante, et je veux savoir un peu de quelle façon on peut procéder à l'avenir.

Miss MacDonald (Kingston and The Islands): I am not trying to get information I should not have. It is very true; I could put a whole list of questions on the order paper. It is not a case of standing up in the House and asking for this information. The minister would not have it at her fingertips, nor would I expect her to. But I could put all of this on the order

[Translation]

bien. Je n'ai vraiment besoin que d'une liste très simple de chiffres qui se comparent à ceux de l'an dernier.

M. Fry: Oui. Monsieur le président, peut-être pourrions-nous en discuter un peu avec l'honorable député de façon à ce que nous nous entendions sur ce qui constitue ces définitions car, par exemple, dans le cas des communications, certains frais sont imputables aux programmes et d'autres à l'administration. Dès que nous nous serons entendus sur ces questions, nous pourrions préciser quels sont exactement les frais d'administration généraux qui ne font pas partie d'un certain programme. Par exemple, promotion de la santé; le programme lui-même est un programme de communication avec ce genre de choses qui constitueraient des frais généraux, d'autre part. Donc, ce que vous cherchez vraiment, c'est peut-être... ce que vous cherchez, ce sont les frais généraux sous ce titre.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Oui, merci beaucoup, monsieur le président. Je cherche vraiment à savoir quels sont les frais généraux. Mais cela ne signifie pas qu'il faille en déduire toute publicité gouvernementale parce que, pour vous, il s'agit peut-être de promotion de la santé tandis que moi il s'agit de bien autre chose. Pour moi, c'est peut-être de la promotion d'un autre genre.

M. Fry: Oui; il y a aussi les services médicaux. Pourrions-nous discuter de certaines de ces définitions avec l'honorable député?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je serai heureuse de le faire un peu plus tard, si je le puis.

Le président: Oui. Vous êtes heureux tous deux? Je vois déjà surgir certains problèmes sachant combien le sujet peut être complexe. Cependant, si vous pouvez décider ensemble où vous voulez concentrer vos efforts, ce sera satisfaisant. Monsieur Marceau.

Mr. Marceau: On a point of order! I wonder if the point raised by Miss MacDonald does not rather have something to do with the questions to be tabled in the House; I wonder if that is the role of the department.

I am simply wondering about that, and I cannot prevent myself from doing so, because it is the first time that a department has been asked, I think, to do that kind of study which, in my opinion, is not part of their job.

I believe it would be far more appropriate for Miss MacDonald to put her question on the Order Paper. Anyway, I would ask the Chairman to examine that question because it is an interesting one and I would like to know how we should proceed in the future.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je ne cherche pas à obtenir des renseignements que je ne devrais pas avoir. C'est très vrai; je pourrais inscrire toute une série de questions au Feuilleton. Il ne s'agit pas de me lever en Chambre pour demander ces renseignements. La ministre n'aurait pas tous ces renseignements au bout des doigts et je ne m'y attendrais d'ailleurs pas. Cependant, je pourrais inscrire toutes ces

[Texte]

paper and it would have to go back to exactly the same officials. I know that.

So really what I am saying to them is that I would like to have a clearer breakdown than appears in these books at the present time. And I think if we can discuss it, we can come to some definitions, and I would expect that information would be made available to all members so that we know within the administrative categories just what we are working on in the way of increases.

The Chairman: Order. My own opinion would be that the committee can ask for any reasonable information based on the estimates or the workings of the department, and as long as... I am obviously in the hands of the committee, but my concern was whether there is clarity between the deputy minister and the member as to what was being asked for, and just how difficult, time consuming and costly it might be to get that information. But subject to that I think, if it is satisfactory to the committee, if the member and the deputy can agree as to what the ground rules are going to be in this investigation, and it is not too costly or time consuming, it should be allowed as part of the duties of the committee. Is that satisfactory, Miss MacDonald?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Thank you, Mr. Chairman, yes. You know, we might even come up with a method of presentation that would clarify the situation for everybody and be a model for all other departments.

The Chairman: So, just to have a conclusion to this, Miss MacDonald and Mr. Fry will discuss the matter, and if there are any difficulties, you can bring the matter back to the committee. Otherwise, you will make some sort of presentation for the committee, Mr. Fry.

• 1225

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Now, I ask that question, Mr. Chairman. First of all, I very much would like to see the figures and so on for our own knowledge; but I ask it because, in a number of programs, there have been no increases this year. Administrative costs automatically go up. I do not know quite at what rate they are being held to, but I see that in certain programs the increases are being held to zero. I am not sure it is fair to ask the programs to take the brunt of the restraint program of the government at the expense of administration costs' always increasing.

For instance, on page 18-22 of the big book of the estimates, the New Horizons contributions are held static this year. They do not increase at all. Now, I find this to be very questionable at a time when our population is aging, when there are more people who are in the senior citizens' age bracket, when there are obviously going to be more demands on a program which has been extremely successful. I would be complimentary of the program or of the way in which it has been carried out, because it has encouraged a number of senior citizens to get involved in activities that they might not otherwise have

[Traduction]

questions au Feuilleton et la question serait posée exactement aux mêmes fonctionnaires. Je le sais.

Ce que je leur dis, c'est que j'aimerais avoir des détails plus clairs que ceux qui se trouvent dans ces livres à l'heure actuelle. Et je crois que si nous pouvons en débattre, nous pourrions établir certaines définitions et je m'attendrais à ce que ces renseignements soient donnés à tous les membres du Comité de façon à ce que nous sachions, par catégories administratives, de quel genre d'augmentations il s'agit.

Le président: À l'ordre. À mon avis, le Comité peut poser toutes les questions raisonnables fondées sur le Budget ou le fonctionnement d'un ministère tant et aussi longtemps... Évidemment, il en revient au Comité de décider, mais je me demandais s'il était très clair pour le sous-ministre et la député quelle est la question que l'on pose, quel renseignement on demande, le degré de difficulté, le temps que ça peut prendre et combien il pourrait en coûter pour obtenir tous ces renseignements. Enfin, étant tenu compte de ces restrictions, si le Comité est satisfait, si la député et le sous-ministre peuvent s'entendre sur les règles de base de cette recherche, si cela ne doit pas coûter trop cher ni prendre trop de temps, cela devrait être une question que l'on peut poser en Comité. Cela vous va, mademoiselle MacDonald?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Merci, monsieur le président, oui. Vous savez, il se pourrait même que nous découvriions une méthode pour présenter les chiffres qui rendrait la situation beaucoup plus claire pour tous et qui pourrait servir de modèle pour tous les autres ministères.

Le président: Donc, pour résumer, M^{lle} MacDonald et M. Fry débattront ce sujet et s'il y a des problèmes, vous pourrez revenir en reparler au Comité. Sinon, il vous faudra présenter quelque chose au Comité, monsieur Fry.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Voilà donc la question que je me pose, monsieur le président. D'abord, j'aimerais voir les chiffres, pour ma propre gouverne; mais si je pose cette question, c'est qu'il n'y a pas eu d'augmentation cette année au titre d'un certain nombre de programmes. Les coûts administratifs augmentent automatiquement. Je ne sais pas quel pourcentage d'augmentation a été imposé, mais je vois que les augmentations sont nulles dans le cas de certains programmes. Je crois qu'il est injuste que les programmes de ce genre subissent les effets négatifs du programme de restrictions budgétaires du gouvernement alors que les frais administratifs sont toujours en train d'augmenter.

Par exemple, à la page 18-23 du grand livre du Budget des dépenses, les contributions au titre du Programme Nouveaux Horizons restent inchangées cette année. Elles n'ont pas été augmentées du tout. Je me permets donc de mettre en question la sagesse d'une telle décision, étant donné que notre population vieillit, qu'il y a en plus en plus de gens dans la catégorie des personnes âgées, et surtout que la participation à un programme comme celui-ci, qui a été couronné de succès, va évidemment accroître. Je devrais d'ailleurs féliciter le ministère d'avoir créé ce programme, car il a encouragé bon nombre

[Text]

entered into. But this year, when the need will be greater, there is no increase in the contributions under that program.

Perhaps Mr. Fry has some explanation for this.

The Chairman: Order, please. Miss MacDonald, I think perhaps he may have some comments, but we are getting pretty close to a policy matter . . .

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): All right, to policy.

The Chairman: —as to allocation of funds within various branches and to the department in general. But if he has any comments, he can make them.

Mr. Fry: I really cannot comment on that, Mr. Chairman. It is really a government decision.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Fine. Perhaps I could then move on to a couple of administrative arrangements which I would like to see improved; and I bring them to the deputy minister's attention.

Because of ongoing comments and complaints which are raised with me, and I am sure, with other members . . . I do not know what the relationship is or the kinds of ties there are between the Department of National Health and Welfare and the Department of National Revenue, but one of the issues that is raised with me frequently is that of persons entering into retirement.

I take the case of a school teacher who retires at age 65, is going to have some pension from his or her employment during the time he or she was working and also begins to receive the old age pension; or the case of somebody who may not have any other pension than the OAS, but at the same time, has some personal income. But that individual is not notified, so I am told, that when they enter into retirement, they are expected to pay their income tax quarterly. They find that out, perhaps, at the end of the first year, when they are penalized by the Department of National Revenue for not having made quarterly payments in income tax.

The automatic thing that happens to them at age 65 is that everybody begins to receive the old age pension. Can there not be some notification, when they receive that first cheque, that they will now be expected to make income tax payments quarterly? At the end of that first year, when they make what has been for them the normal income tax payment, they find they are being penalized because of something they knew nothing about.

• 1230

Mr. Fry: Mr. Chairman, I do not know whether this has ever been discussed. As you know, we were intending to discuss income security in that area at a separate meeting. We would be glad to look at this in the meantime and perhaps have some comment on it for that meeting.

[Translation]

de personnes âgées à participer à des activités auxquelles elles n'auraient probablement jamais participé autrement. Mais cette année, il n'y a pas d'augmentation des contributions prévues au titre de ce programme alors que les besoins se sont accrus.

Peut-être que M. Fry pourrait m'expliquer cette situation.

Le président: À l'ordre, s'il vous plaît. Mademoiselle MacDonald, il a peut-être quelques commentaires à ce sujet, mais je pense qu'il s'agit presque d'une question de politique . . .

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Ah, bon.

Le président: . . . quant à l'affectation de fonds à l'intérieur des diverses directions générales et de l'ensemble du ministère. Mais s'il veut vous répondre, il a la parole.

M. Fry: Je ne pense pas pouvoir répondre à cela, monsieur le président. Il s'agit d'une décision du gouvernement.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): D'accord. J'aimerais maintenant passer à quelques questions administratives où il y a lieu d'apporter des améliorations; j'aimerais attirer l'attention du sous-ministre sur ces questions.

Depuis quelque temps, je reçois des plaintes, et je suis sûre que d'autres députés en reçoivent aussi, en fait, je ne sais pas quels rapports il existe entre le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social et le ministère du Revenu national, mais souvent on me parle de la situation de personnes qui prennent leur retraite.

Prenons le cas d'un enseignant qui prend la retraite à l'âge de 65 ans: cette personne reçoit une pension découlant de ses contributions au cours de la période pendant laquelle elle a travaillé, et commence aussi à recevoir la pension de vieillesse; ou prenons le cas de quelqu'un qui n'a pas d'autre pension que la pension de vieillesse mais a, tout de même, un revenu personnel. D'après ce qu'on m'a dit, au moment de prendre leur retraite, ces personnes ne sont pas avisées de l'obligation de payer leur impôt trimestriellement. Ils ne l'apprennent, peut-être, qu'à la fin de la première année, lorsque le ministère du Revenu national leur donne une pénalité pour ne pas avoir fait de versements trimestriels au titre de leurs impôts.

À l'âge de 65 ans, tout le monde commence à recevoir la pension de vieillesse. C'est automatique. N'y aurait-il pas moyen d'avertir ces personnes, au moment de leur envoyer le premier chèque, qu'elles seront maintenant tenues de faire des versements trimestriels? À la fin de la première année, au moment de payer leurs impôts de la façon qu'elles considèrent comme normale, on les pénalise, alors qu'elles n'étaient même pas au courant de ce changement.

M. Fry: Monsieur le président, je ne sais même pas si on en a discuté. Comme vous le savez, nous avions l'intention de parler de la sécurité du revenu à une séance distincte. Nous nous ferons un plaisir d'examiner cette question dans l'inter-

[Texte]

The Chairman: I think that would be the appropriate place. We will have a meeting with the income security branches, Miss MacDonald. It is a point that I think many of us have brought up individually at different times. I think there is some publicity given, but we should examine it more closely, perhaps, when the other officials are before us later.

One more question, Miss MacDonald.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Because I may not be able to be here for that other meeting, Mr. Chairman, could I at the same time perhaps just register another concern which may be passed on to those officials and they may be able to deal with it.

One of the things that I find happening is that persons who are eligible to become the recipients of survivors benefits under the CPP are not notified at the time of the death of the spouse that they will in fact be getting a survivors benefit or a survivors pension. They can begin to make their own personal arrangements, perhaps based only on the income that they have, which may be the OAS and the GIS. They have to make new personal arrangements; they have to move into accommodation which is subsidized because they can no longer afford anything but that. They make the arrangements. They get into a particular government-subsidized housing unit, and then they find perhaps six or eight months later that they are entitled to survivor benefits, which changes their income structure, and then they are no longer entitled to the subsidized housing. I have had that reported to me on several occasions. There should be some way to speed up notification—at least that they are going to get an additional pension benefit—so they do not get themselves locked into giving up, perhaps, their own home, entering into some kind of accommodation arrangements which will no longer apply to them once the pension benefit comes through.

I wonder if that, too, could be looked at from the point of view of the procrastination that now seems to affect the system in some way.

Mr. Fry: Yes, Mr. Chairman, we will look at that as well.

The Chairman: Thank you.

I wanted to adjourn about 12.30 p.m. but, Mr. Hawkes, if you have one last question on the second round, I will go to you, and then we will adjourn.

Mr. Hawkes: Thank you, Mr. Chairman. I have several, but I will just ask one.

The Chairman: We will have further meetings.

Mr. Hawkes: On page 18-20 of the main estimates there is a category called "Grants to National Voluntary Health Organizations to assist with operating costs of national offices". That grant appears in the estimates as almost double

[Traduction]

valle et nous essaierons de vous fournir des renseignements plus amples au moment de cette réunion.

Le président: Je crois que ce serait le moment approprié d'en parler. Les fonctionnaires des directions générales de la sécurité du revenu vont témoigner devant nous, mademoiselle MacDonald. Je crois que c'est un point que nombre d'entre eux ont déjà soulevé à différents moments. Je crois que cette question a reçu beaucoup de publicité, mais il serait peut-être opportun de l'examiner plus en profondeur, peut-être au moment où les autres fonctionnaires comparaitront devant nous.

Une dernière question, mademoiselle MacDonald.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Comme je ne pourrai peut-être pas assister à cette autre séance, monsieur le président, pourrais-je en même temps parler d'une autre préoccupation afin que les fonctionnaires appropriés puissent s'attaquer au problème?

Il arrive souvent que ceux qui ont droit aux prestations de survie dans le cadre du Régime de pensions du Canada ne sont pas avertis, au moment du décès du conjoint, qu'ils vont effectivement recevoir une pension de survivants. Ils sont obligés de réorganiser leur vie, en croyant peut-être qu'ils n'auront comme revenu que la pension de sécurité de la vieillesse et le supplément de revenu garanti. Donc, ils se réorganisent, ils s'installent dans un logement subventionné car c'est tout ce que leur budget leur permet de payer. Ils prennent toutes les mesures qui s'imposent. Ensuite, une fois installés, le logement subventionné par le gouvernement, ils apprennent, peut-être six ou huit mois plus tard, qu'ils ont droit aux prestations de survie, ce qui change le revenu de sorte qu'ils n'ont plus le droit de vivre dans un logement subventionné par le gouvernement. J'ai reçu cette plainte plusieurs fois. Il devrait être possible d'accélérer les procédés administratifs pour qu'ils sachent au moins qu'ils vont recevoir des prestations de pension supplémentaires et qu'ils évitent ainsi d'être tenus de quitter leur maison ou de conclure une entente qui ne s'appliquera plus une fois que les prestations de pension leur seront versés.

Je me demande si on ne pourrait pas essayer de régler ces problèmes de retard qui semblent affaiblir le système à certains niveaux.

M. Fry: Oui, monsieur le président, nous allons également étudier cette situation.

Le président: Merci.

Je voulais lever la séance à 12h30, mais si M. Hawkes veut poser une dernière question pour le deuxième tour, je vais maintenant lui donner la parole, et ensuite je leverai la séance.

M. Hawkes: Merci, monsieur le président. En fait, j'en ai plusieurs, mais je n'en poserai qu'une.

Le président: Il y aura d'autres séances.

M. Hawkes: À la page 18-21 du budget principal, il y a une catégorie qu'on désigne sous le nom «Subventions aux organismes nationaux bénévoles de santé en vue de partager les coûts d'exploitation des bureaux nationaux». Le chiffre indiqué cette année est presque deux fois plus élevé que la dépense prévue

[Text]

the forecast expenditure for the previous year. That is the first thing: I would like to know why.

But, even more importantly, in previous blue books we have always had a list in the main estimates of those voluntary organizations which would be receiving funds, and I cannot find it in the main estimates book, nor can I find it in the Part III book where we are supposed to get a fuller explanation. All of a sudden disappearing from information are the names of the organizations that are to receive this for this purpose. I wonder why and if in fact there has been a change in Treasury Board directives or if in fact the absence of this information from the main estimates is running contrary to existing Treasury Board directives.

The Chairman: Mr. Fry.

Mr. Fry: Mr. Chairman, this is an area where we did get an increase for national voluntary organizations which we had been seeking for some time.

• 1235

The reason that the list has disappeared from the estimates is that the Treasury Board has agreed to change this to what we call a class of grants instead of a specific list. The reason for that is because the way we intend to administer the grants in the future is through applications from the organizations. This will then be reviewed by a committee, which will include outsiders as well as public servants, to look at the needs of each of the organizations and approve the amounts that will be provided to them, because with this increase we will be able to assist either more organizations or provide additional amounts to existing organizations. As a result of that, the list has disappeared.

Perhaps there could be some arrangement made for continuing listing those that are being assisted, but it will not change that much really from year to year. But that is the reason it has disappeared, Mr. Chairman.

The Chairman: One last question, Jim.

Mr. Hawkes: I am just wondering if we could, as a matter of record, be provided with that list, and along with that an estimate of the increased costs in the allocation processes. If we are going to have this kind of a committee making decisions there have to be some costs associated with it, person-years attached to it, travel expenses. We are dealing here with an amount which is even double, there is a lot less than \$1 million, and I would like to know, along with the list, what the department's estimate is of the increased administrative costs for the department and the increased administrative costs for the voluntary organizations, in adequately preparing a petition for these funds. Are we in fact eating up the benefits in large measure, either on the side of the voluntary organizations and/or on the side of Health and Welfare, in relationship to that?

If I could, I would ask for one other piece of information. In the Part III estimates there is a clearcut indication of gearing

[Translation]

pour l'année précédente. Donc, d'abord j'aimerais savoir pourquoi.

Mais, ce qui est encore plus important, c'est que nous avons toujours eu, dans le budget principal, une liste de ces organismes bénévoles qui vont recevoir des fonds; or, je ne peux pas trouver cette liste ni dans le budget principal, ni dans la partie III, qui est censée nous fournir des détails supplémentaires. Tout d'un coup, on ne sait plus qui sont les organismes bénévoles qui vont recevoir les fonds en question. J'aimerais qu'on m'explique pourquoi et qu'on me dise s'il y a eu effectivement un changement dans les directives du Conseil du Trésor, ou si, en fait, l'absence de ces renseignements va plutôt à l'encontre des directives actuelles émises par le Conseil du Trésor.

Le président: Monsieur Fry.

M. Fry: Monsieur le président, il s'agit d'un domaine où nous avons réussi à obtenir une augmentation pour les organismes nationaux bénévoles, augmentation que nous demandions depuis longtemps, d'ailleurs.

Cette liste ne figure plus au budget des dépenses du fait que le Conseil du Trésor a accepté de changer la catégorisation de ces fonds, et il ne sera plus nécessaire de donner une liste précise de tous les organismes. Cela s'explique du fait que nous avons l'intention d'accorder les subventions à l'avenir par le biais de demandes présentées par les divers organismes. Les demandes seront ensuite étudiées par un comité formé de gens de l'extérieur ainsi que de fonctionnaires, et ce comité tiendra compte des besoins de chaque organisme et approuvera la somme qui va lui être affectée. Avec cette augmentation des fonds, nous pourrions soit aider davantage d'organismes, soit fournir des sommes plus importantes aux organismes actuels. Par conséquent, la liste n'y figure plus.

Il y aurait peut-être moyen de continuer à publier une liste des organismes qui reçoivent des fonds, mais cette liste ne changera pas beaucoup d'une année à l'autre. Mais voilà pourquoi elle n'y figure plus, monsieur le président.

Le président: Une dernière question, Jim.

M. Hawkes: Je me demande si on pourrait obtenir cette liste ainsi qu'une estimation de l'augmentation des fonds prévue par les procédés d'affectation. Si ce genre de comité doit prendre de telles décisions, il y aura certainement des frais qui s'y rattachent... par exemple, des années-personnes ou des frais de voyage. Il s'agit d'un chiffre qui a déjà doublé, même s'il est beaucoup moins d'un million, et j'aimerais également savoir quelle est l'estimation du ministère quant à l'augmentation des frais administratifs, non seulement pour le ministère, mais pour les organismes bénévoles qui doivent préparer une demande de subventions. Est-ce qu'une bonne partie de ces fonds serviront à des fins administratives, soit du côté des organismes bénévoles, soit du côté du ministère de la Santé?

J'ai un dernier renseignement à vous demander. Dans la Partie III du budget, on indique clairement que le ministre se

[Texte]

up to monitor the new Canada Health Act. I would like to put on the record some sense of the costs already incurred and the costs projected for that increased monitoring function related to the Canada Health Act. If we could have that, that would also be useful, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Fry, is that all possible?

Mr. Fry: Mr. Chairman, yes.

The Chairman: Including the expense to the voluntary organizations?

Mr. Fry: Yes. Well, we might not be able . . . there is very little expense involved but we will do the best we can to put that together. It is a once-a-year operation, but we will take a stab at providing the information.

The Chairman: All right, thank you very much.

We will adjourn until next Tuesday at 9.30 a.m.

[Traduction]

prépare à surveiller la nouvelle loi sur les soins médicaux. Ce serait très utile si vous pouviez nous fournir ce renseignement, monsieur le président.

Le président: Monsieur Fry, êtes-vous en mesure d'obtenir ces renseignements?

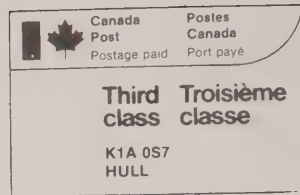
M. Fry: Oui, monsieur le président.

Le président: Y compris les frais administratifs des organismes bénévoles?

M. Fry: Oui. Eh bien, nous ne serons peut-être pas en mesure . . . En fait, il y a très peu de frais, mais nous ferons l'impossible pour vous obtenir ce renseignement. C'est une opération qui a lieu une fois par année, mais nous nous efforcerons de vous trouver les renseignements.

Le président: D'accord, merci beaucoup.

La séance est levée jusqu'à mardi prochain à 9h30.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Quebec, Canada, K1A 0S7*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
l'imprimerie du gouvernement canadien
Approvisionnement et Services Canada
45, boulevard Sacre-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7*

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of National Health and Welfare:

Mr. J.L. Fry, Deputy Minister;
Mr. W.A. Mennie, Director, Health Economics and Data
Analysis;
Mr. R. Lachaine, Director General, Health Resources;
Dr. A.B. Morrison, Health Protection Branch;

Mr. R.D. Draper, Director General, Health Promotion;
Dr. E.M. Murphy, Social Services Programs Branch;

Mr. J.G. Sinclair, Medical Services Branch;
Dr. R.A. Heacock, Director General, Extramural Research
Program.

Du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social:

M. J.L. Fry, Sous-ministre;
M. W.A. Mennie, Directeur, Économie Sanitaire et analyse
des données;
M. R. Lachaine, Directeur général, Ressources en santé;
M. A.B. Morrison, Direction générale de la protection de la
santé;
M. R.D. Draper, Directeur général, Promotion de la santé;
M. E.M. Murphy, Direction générale des programmes des
services sociaux;
M. J.G. Sinclair, Direction générale des services médicaux;
M. R.A. Heacock, Directeur général, Programmes de
recherche extra-muros.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 63

Tuesday, April 26, 1983

Chairman: Mr. David Weatherhead

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 63

Le mardi 26 avril 1983

Président: M. David Weatherhead

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on**Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent de la*

Health, Welfare and Social Affairs

Santé, du bien-être social et des affaires sociales

RESPECTING:

Main Estimates 1983-84: Votes 50 and 55—Medical
Research Council under NATIONAL HEALTH AND
WELFARE

CONCERNANT:

Budget principal 1983-1984: crédits 50 et 55—Conseil
de recherches médicales du Canada sous la rubrique
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82-83Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982-1983

STANDING COMMITTEE ON HEALTH,
WELFARE AND SOCIAL AFFAIRS

Chairman: Mr. David Weatherhead

Vice-Chairman: Mr. Gary McCauley

MEMBERS/MEMBRES

David Berger
Bill Blaikie
Bruce Halliday
Jim Hawkes
Thérèse Killens
Flora MacDonald
(*Kingston and the Islands*)
Gilles Marceau
Jim Schroder

COMITÉ PERMANENT DE LA SANTÉ, DU
BIEN-ÊTRE SOCIAL ET DES AFFAIRES
SOCIALES

Président: M. David Weatherhead

Vice-président: M. Gary McCauley

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Warren Allmand
Coline Campbell
(*South West Nova*)
Vince Dantzer
Bob Daudlin
G.M. Gurbin
Stanley Hudecki
Stan Korchinski
Peter Lang
Jean-Claude Malépart
Margaret Anne Mitchell

(Quorum 6)

Le greffier du Comité

Judith LaRocque

Clerk of the Committee

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, APRIL 26, 1983
(94)

[Text]

The Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs met at 9:40 o'clock a.m. this day, the Acting Chairman, Mr. Jim Schroder, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Blaikie, Hawkes, Mrs. Killens, Messrs. McCauley and Schroder.

Alternate present: Mr. Hudecki.

Witnesses: From the Medical Research Council of Canada: Dr. Pierre Bois, President; Mr. Gérald Leduc, Secretary to Council.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Wednesday, February 23, 1983, pertaining to the Main Estimates 1983-84. (*See Minutes of Proceedings and Evidence dated Tuesday, March 29, 1983, Issue No. 59*)

By consent, Mr. Schroder took the Chair as Acting Chairman.

By consent the Acting Chairman called Votes 50 and 55 under NATIONAL HEALTH AND WELFARE.

The President of the Medical Research Council made a statement and, with Mr. Leduc, answered questions.

Mr. Gary McCauley, Vice-Chairman, took the Chair.

Questioning of the witnesses resumed.

At 11:16 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 26 AVRIL 1983
(94)

[Traduction]

Le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales se réunit aujourd'hui à 9h40 sous la présidence de M. Jim Schroder (président suppléant).

Membres du Comité présents: MM. Blaikie, Hawkes, M^{me} Killens, MM. McCauley et Schroder.

Substitut présent: M. Hudecki.

Témoins: Du Conseil de recherche médicale du Canada: Dr Pierre Bois, président; M. Gérald Leduc, secrétaire du Conseil.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du mercredi 23 février 1983 concernant le Budget principal 1983-1984. (*Voir procès-verbal et témoignages du mardi, 29 mars 1983, fascicule n° 59*)

Du consentement, M. Schroder prend place au fauteuil comme président intérimaire.

Du consentement, le président intérimaire met en délibération les crédits 50 et 55 sous la rubrique SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL.

Le président du Conseil de recherche médicale du Canada fait une déclaration, puis, avec M. Leduc, répond aux questions.

M. Gary McCauley, vice-président, prend place au fauteuil.

L'interrogation des témoins se poursuit.

A 11h16, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Judith A. LaRocque

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Tuesday, April 26, 1983

• 0938

The Acting Chairman (Mr. Schroder): With your permission, until the vice-chairman gets here, which should be any minute now, I will assume the Chair.

The committee is resuming consideration of its order of reference dated Wednesday, February 23, 1983 concerning the main estimates 1983-1984.

With your permission we will call Votes 50 and 55.

NATIONAL HEALTH AND WELFARE

B—Medical Research Council

Vote 50—Medical Research Council—Operating Expenditures\$2,955,000

Vote 55—Medical Research Council—The grants listed in the estimates\$117,563,000

The Acting Chairman (Mr. Schroder): It is with pleasure that I welcome Dr. Pierre Bois, president of the Medical Research Council. Dr. Bois, would you like to introduce those people you have brought with you?

Dr. Pierre Bois (President, Medical Research Council): Yes. Mr. Belliveau is Director of Finance and Administration; Mr. Leduc is Secretary to Council; and Dr. Duncan Sinclair is Director of Programs.

• 0940

The Acting Chairman (Mr. Schroder): Do you have an opening statement you would like to make, Dr. Bois?

Dr. Bois: Yes, Mr. Chairman. It gives me great pleasure to meet with you this morning to present the Medical Research Council's budget for fiscal year 1983-1984, and to discuss the council's major orientation and activities.

The council's budget, as presented in Part I of the blue book and Part III of the estimates, as tabled in the House in February, amounts to \$120 million, of which \$117 million is allocated for grants and scholarships, and \$3.2 million for administrative costs. The increase to the grants and scholarships vote was limited to 6% to offset inflation in accordance with the government's policy with regard to the grants and scholarships budgets of the three federal council's which support research in Canada. Given that the cost of conducting biomedical research in 1982-1983 has increased by approximately 11.7%, the decision of government will result in a net decrease of overall activities supported by MRC in 1983-1984.

In this context the March meeting of council meant that the funding priorities had to be reviewed and various possibilities were examined, and some difficult decisions had to be taken to provide a new framework for the dissolution of funds for the

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le mardi 26 avril 1983

Le président suppléant (M. Schroder): Si vous permettez, d'ici à ce que le vice-président arrive, ce qui ne devrait tarder, je vais exercer les fonctions de président.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du mercredi 23 février 1983, concernant le budget principal 1983-1984.

Si vous permettez, le président va mettre en délibération les crédits 50 et 55.

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL

B—Conseil de recherches médicales

Crédit 50—Conseil de recherches médicales—Dépenses de fonctionnement\$2,955,000

Crédit 55—Conseil de recherches médicales—Subventions inscrites au budget\$117,563,000

Le président suppléant (M. Schroder): Je suis heureux d'accueillir le Dr Pierre Bois, président du Conseil de recherches médicales. Docteur Bois, auriez-vous l'obligeance de nous présenter ceux qui vous accompagnent aujourd'hui?

Docteur Pierre Bois (président, Conseil de recherches médicales): Oui. M. Belliveau est directeur des finances et de l'administration, M. Leduc est le secrétaire du conseil et le Dr Duncan Sinclair est le directeur des programmes.

Le président suppléant (M. Schroder): Docteur Bois, avez-vous une déclaration liminaire à faire?

Dr Bois: Oui, monsieur le président. Il me fait plaisir de vous rencontrer ce matin en vue de présenter le budget des dépenses du Conseil de recherches médicales pour l'année financière 1983-1984 et de discuter avec vous des principales orientations et activités du Conseil.

Le budget du Conseil, tel que présenté dans la partie I—le Livre bleu—et la partie III du budget des dépenses déposé en Chambre en février, s'élève à 120 millions de dollars dont 117 millions au chapitre des subventions et des bourses et 3.2 millions pour les frais d'administration. L'augmentation des subventions et des bourses a été limitée à 6 p. 100 pour corriger l'inflation conformément à la politique du gouvernement à l'égard des budgets de subventions et de bourses des trois conseils fédéraux subventionnant la recherche au Canada. Étant donné le taux réel d'inflation (environ 11.7 p. 100) affectant les coûts liés à la poursuite de recherches biomédicales en 1982-1983, il en résultera une diminution réelle des activités globales appuyées par le CRM en 1983-1984.

Face à une telle situation, le conseil, lors de sa réunion de mars dernier, a dû revoir ses priorités de financement, étudier diverses possibilités et prendre un certain nombre de décisions difficiles afin de délimiter un cadre approprié relativement à

[Texte]

current year. These decisions of the March meeting involve not only a decrease in the level of activities of certain programs of the council, but to consequently slow down or postpone the implementation of new initiatives highlighted in Part III of the estimates.

For example, in 1983-1984, the improvement in the potential for biotechnology research and the MRC scientist awards will be funded at a much lower level than anticipated and council will probably not be able to undertake any new programs, especially new clinical trials or new groups.

You will note an increase of \$658,000 and six person-years for operating costs. It is the first time since 1975 that MRC has had an increase in person-years; it was required to strengthen certain areas of internal management and to allocate resources to planning, policy, program development and evaluation. During the fiscal year 1982-1983 Treasury Board accepted a proposal to this effect, and this increase is reflected in the budget presentation.

Thank you.

The Acting Chairman (Mr. Schroder): Thank you.

Mr. Hawkes, would you like to commence the questioning?

Mr. Hawkes: Thank you, Mr. Chairman, and welcome to our witnesses.

The first question for the witness is: How many times a year on average do you appear before a parliamentary committee?

Dr. Bois: Such as this one?

Mr. Hawkes: Yes.

Dr. Bois: Only on one occasion.

Mr. Hawkes: Just the one occasion. So you have one hour or one and one-half hours a year to tell parliamentarians about the research situation and your difficulties. Is that a fair statement?

Dr. Bois: Yes. Of course there is the usual information through other types of communications, but as a committee it is the only appearance, yes.

Mr. Hawkes: I am sitting here today looking at your budget with full knowledge that it is about one-quarter of the direct grant to one company called Petro-Canada. I wonder how that comparison of the importance to society makes the medical research community feel. Do you have any sense that your activity to Canadian society is worth one quarter of what the taxpayers pay for Petro-Canada?

[Traduction]

l'affectation des ressources disponibles pour l'année en cours. Ces décisions impliquent non seulement une baisse du niveau d'activités de certains programmes-clés du conseil mais auront aussi pour effet de ralentir ou de reporter à plus tard la mise en oeuvre des nouvelles initiatives prévues à la partie III du budget des dépenses.

Ainsi par exemple, l'amélioration du potentiel de recherche en biotechnologie et les bourses scientifiques du CRM seront financées en 1983-1984 à un niveau fort inférieur à celui prévu. De plus, le conseil ne sera probablement pas en mesure d'entreprendre de nouveaux essais cliniques ni de mettre sur pied de nouveaux groupes du CRM.

Au niveau des dépenses de fonctionnement, vous noterez une augmentation de \$658,000 et de six années-personnes. Le CRM n'avait pas eu d'augmentation en années-personnes depuis 1975. Il y avait lieu de renforcer certains secteurs de gestion interne et d'affecter des ressources à la planification, à l'élaboration et à l'évaluation des programmes. Au cours de l'année 1982-1983, le Conseil du Trésor a accepté une proposition à cet égard et cette augmentation est reflétée dans la présentation du budget.

Je vous remercie.

Le président suppléant (M. Schroder): Merci.

Monsieur Hawkes, voulez-vous poser la première question?

M. Hawkes: Merci, monsieur le président. J'aimerais souhaiter la bienvenue à nos témoins.

Maintenant, j'aimerais d'abord savoir combien de fois par an vous comparez devant un comité parlementaire.

Dr Bois: Comme celui-ci?

M. Hawkes: Oui.

Dr Bois: Seulement une fois.

M. Hawkes: Une seule fois. Cela veut donc dire que vous avez entre une heure et une heure et demie par an pour renseigner les députés sur la situation de la recherche et sur vos difficultés. Est-ce exact?

Dr Bois: Oui. Bien entendu, il existe d'autres moyens de communication par le truchement desquels nous relayons nos renseignements, mais il est vrai que nous ne comparaissons qu'une fois devant un comité.

M. Hawkes: Je regarde votre budget, et je songe qu'il correspond à environ un quart des subventions directes accordées à une entreprise appelée Petro-Canada. Je me demande ce que pensent les chercheurs médicaux de cette comparaison et de ce qu'elle révèle de l'attitude de la société à l'endroit de la recherche. Estimez-vous que les activités que vous effectuez au bénéfice de la société canadienne ne valent qu'un quart de ce que les contribuables canadiens fournissent à Petro-Canada?

• 0945

The Acting Chairman (Mr. Schroder): I think, Dr. Bois, you do not have to answer that question. That is a matter of policy,

Le président suppléant (M. Schroder): Docteur Bois, vous n'êtes pas obligé de répondre à cette question car elle relève de

[Text]

and we would like the questioning to be directed at eliciting something to do with your program.

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, it may be an unfair question for the witnesses; if so, I apologize. I think it is a very fair statement about government priority, a priority that I bring up repeatedly at this committee, because I think it is an abomination of priority; it is one that Canadians should be a lot more excited about than they have been. I think medical research is a great deal more important than the subsidization of a single corporation that produces a lot less good for the country, and I think it is a misuse of taxpayers' funds. I would love to see the priorities reversed: give Petro-Canada \$110 million and give medical research \$400 million; it would please me a great deal.

Could the witnesses tell us what portion of the project proposals they received this year they are going to be able to fund? Are you going to be able to fund half of what you receive? Three quarters? What is your estimate?

Dr. Bois: If we look at the applications for new projects, we have been able to support 12.7% of the new projects that have been submitted. We received 916 new applications; the review committee has recommended 726 of these, and we have been able to support 92. This is just for the new projects for grants. Of course there are some other programs, like the development grants, the groups. Under the present situation we probably would not be able to support new projects in development or in groups. So we strictly have given the support to the renewal of applications. Of these, we have received 576. The committee has recommended 562, and out of these the council approved support to 432; that is, 76.8% of renewals. It is a different situation there, because renewals of projects are ongoing projects; they are reviewed, depending on the term, after two years, three years, or sometimes four. If they are not approved by the council they are usually given a terminal grant... — that is, a 12-month support—so that they have the time to apply for a new grant on the next year and support their personnel, technicians, and so forth. So of the renewals we have covered 76.8%, but of the new grants only 12.7%.

• 0950

We, of course, have no funds available for major equipment; we gave no award out of 149 applications that were approved but not funded.

Mr. Hawkes: If I can summarize the situation with the continuing grants... You have funded 76%. Were they

[Translation]

la politique, et nous aimerions qu'on vous interroge sur vos programmes.

M. Hawkes: Monsieur le président, il se peut qu'il soit injuste de poser une telle question aux témoins; si tel est le cas, je m'en excuse auprès d'eux. Toutefois, mes propos me paraissent être une description juste des priorités gouvernementales, priorités que je relève souvent au sein de ce Comité, car je les estime tout à fait répréhensibles. Je suis même d'avis que les Canadiens devraient s'inquiéter beaucoup plus qu'ils ne le font à ce sujet. J'estime en effet que la recherche médicale est beaucoup plus importante que le fait de subventionner une compagnie qui produit beaucoup moins de choses avantageuses pour notre pays, ce qui me paraît être faire un mauvais usage de l'argent des contribuables. J'aimerais donc qu'on inverse les priorités actuelles, c'est-à-dire qu'on donne 110 millions de dollars à Petro-Canada et 400 millions de dollars à la recherche médicale; cela me ferait grand plaisir.

Cela dit, les témoins peuvent-ils nous renseigner sur la proportion de projets qu'ils seront en mesure de financer par rapport à tous ceux reçus cette année? Pourrez-vous financer la moitié des projets qu'on vous a soumis? Les trois quarts? Quels sont vos chiffres là-dessus?

Dr Bois: Nous avons été en mesure de subventionner 12.7 p. 100 des nouveaux projets qu'on nous a soumis. Nous avons reçu 916 nouvelles demandes, le comité de réexamen a recommandé qu'on en subventionne 726, et nous avons pu le faire dans 92 cas. Je précise qu'il ne s'agit ici que des nouvelles demandes de subventions. Bien entendu, il y a d'autres programmes, comme celui des subventions au développement, et celui de l'aide au groupe. Cependant, les circonstances actuelles ne nous permettraient probablement pas de soutenir de nouveaux projets faisant partie de ces deux catégories. Nous avons donc accordé notre aide à ceux qui renouvelaient leurs demandes. Dans cette catégorie, nous avons reçu 576 demandes. Le Comité a recommandé qu'on subventionne 562 de ces projets, et le conseil a approuvé les subventions dans 432 cas, soit 76.8 p. 100 des demandes de renouvellement. Ici cependant, la situation est différente car les projets faisant l'objet de demandes de renouvellement, sont des projets permanents. On réexamine leur dossier tous les deux, trois ou quatre ans, cela dépend de leur durée. Si à cette occasion, le conseil ne les approuve pas, on leur accorde d'habitude une subvention ultime, c'est-à-dire de l'aide échelonnée sur douze mois, ce qui permet aux chercheurs de demander une nouvelle subvention pour l'année suivante et de rémunérer leur personnel, les techniciens, etc. Pour résumer donc, dans la catégorie des demandes de renouvellement, nous avons répondu favorablement dans 76.8 p. 100 des cas mais pour ce qui est des nouvelles subventions, nous n'avons accueilli que 12.7 p. 100 des demandes.

Bien entendu, il n'y a pas de fonds disponibles pour l'achat de grosse pièce de matériel; nous n'avons accordé aucune aide aux 149 demandes que nous avions approuvées à cette fin.

M. Hawkes: Pour résumer la situation dans le cas des subventions accordées aux projets permanents, vous en avez

[Texte]

squeezed? Did you cut their budgets back a bit also? Or were they generally funded for what they took to be the real costs? Or did you have to . . . ?

Dr. Bois: What the council decided was that the requests for small equipment in these grants, that is, equipment the cost of which is less than \$10,000, we could not support so that we could have more funds for the new trends. Also—and this has been the rationale of the council there—usually grantees who have been ongoing for many years can find some of the requested small equipment, maybe from other labs in one school or another. It is a less crucial need than the salary for a technician, for instance. It was somewhat the rationale that the council took so that the small equipment was not provided for. It does not amount to a very large sum of money; in total, I would say around—what?—\$800,000 to \$1.2 million, out of—what?—\$28 million. So it is not such a large fraction.

Of course, the budgets that are proposed by the investigators are reviewed by the committees, and of course they are sometimes reduced or readjusted according to the best evaluation of the committee that deals with that program. That is done every year. It is the process of the peer review; we hope to have there the best evaluation of the cost of the research, as those who are in this area would suppose it would be.

The Acting Chairman (Mr. Schroder): You have one more question, Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Thank you. I hope I will be put down for a second round.

On the 12% of new projects that you are able to fund, I guess one of the issues that arises is whether senior investigators with proven track records are given some kind of priority—or are new, junior investigators, just starting their research careers, given some sense of priority? How do you set a set of priorities, when you can only come up with funding for 12% of new proposals? That is a very difficult thing for any committee to try to do, and I am just wondering what set of criteria were involved in picking that 12%.

Dr. Bois: Essentially, they were the ratings of the committees. The new applicants are made up of a mixed population: there are new people who come in, there are those who had a terminal one the year before and apply now for a new one, and there are those who have grants with another agency but have a new project in mind and submit for a new program. So it is a mixed population. But it is quite interesting to note in these projects listed according to the highest rating and decreasing that within the 12% population we were talking about you have about the same percentage of new people who have never had an application before and who are just coming in for a research career. So close to 50% of those in the list at the top are new people.

[Traduction]

financé 76 p. 100. Outre cela cependant, avez-vous dû diminuer les budgets de ces projets ou en général, ont-ils reçu le financement correspondant à ce que les chercheurs estiment être les coûts réels? Ou avez-vous plutôt dû . . .

Dr. Bois: Le conseil a décidé de ne pas accéder aux demandes relatives à l'achat de petit matériel figurant dans ces demandes de subventions, c'est-à-dire dans le cas de matériel coûtant moins de \$10,000. Nous avons préféré réserver nos crédits aux nouvelles tendances qui se manifestaient. De plus, d'habitude, les chercheurs ayant bénéficié de notre aide pendant un bon nombre d'années peuvent obtenir le petit matériel demandé d'autres laboratoires, par exemple, dans une école ou ailleurs, et le conseil tient toujours compte de cela. Ce genre d'aide est donc moins indispensable que le traitement des techniciens par exemple. C'est donc la raison pour laquelle nous n'avons pas subventionné l'achat de petit matériel. Ces sommes ne sont pas très élevées; au total, elles atteignent entre \$800,000 à 1.2 million de dollars, et ce sur 28 millions de dollars. Ce n'est donc pas une proportion très importante.

Bien entendu, les budgets proposés par les chercheurs font l'objet d'un réexamen de la part des comités, et parfois on doit les réduire ou les rajuster en fonction de l'évaluation du comité chargé de l'étude du programme dont ils relèvent. Cela se fait tous les ans. Il s'agit d'un réexamen par des pairs; nous nous efforçons ainsi d'obtenir l'évaluation la plus exacte possible des coûts de la recherche envisagée et c'est ce à quoi s'attendent ceux qui oeuvrent dans le domaine étudié.

Le président suppléant (M. Schroder): Il vous reste une dernière question, monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Merci. J'espère qu'on m'inscrira au second tour.

A propos des 12 p. 100 de nouveaux projets que vous avez été en mesure de financer, on peut se poser la question suivante. Est-ce qu'on accorde une priorité quelconque aux chercheurs ayant une certaine expérience, ou au contraire l'accorde-t-on aux jeunes, dont la carrière de chercheur ne fait que commencer? Comment établissez-vous vos priorités lorsque vous ne pouvez subventionner que 12 p. 100 des nouveaux projets? C'est quelque chose de très difficile à faire, pour quelque comité que ce soit, et je me demande à quelles normes on s'est reporté lorsqu'on a choisi les heureux élus faisant partie des 12 p. 100.

Dr. Bois: On s'en est essentiellement remis aux évaluations des comités. Cependant je précise que les requérants sont assez divers: il y en a qui font une demande pour la première fois, il y en a qui ont bénéficié d'une subvention terminale l'année précédente et qui en redemandent une autre, et il y en a également qui reçoivent des subventions d'autres organismes mais qui nourrissent un nouveau projet et présentent donc une demande à cette fin. Il s'agit donc d'un groupe varié. Cependant, au sujet de ces projets figurant par ordre décroissant d'importance, il y a lieu de noter qu'au sein des 12 p. 100 dont nous avons parlé, on trouve le même pourcentage de nouveaux requérants, c'est-à-dire les chercheurs n'ayant jamais soumis de demande auparavant et dont la carrière vient de commencer. Cela veut donc dire que 50 p. 100 des chercheurs faisant partie des projets retenus sont des nouveaux.

[Text]

[Translation]

• 0955

It is not possible to have priority as such, because it would mean that you would have to have as many different comparisons: the new ones, the second, the third . . . So council always came back to the view that the best way was to proceed according to the highest rating and in decreasing order.

The Acting Chairman (Mr. Schroder): Mr. Blaikie.

Mr. Blaikie: Mr. Chairman, I would like to pick up on this point that Mr. Hawkes made, but not before I make a comment that I always feel compelled to make when he brings up his Petro-Can analogy; that is, he never seems to feel the same distortion of priorities when the government, through the PIP grants, for instance, gave \$6.5 billion to the oil and gas industry in the private sector. That does not seem to generate the same concern among the Conservative caucus—or, indeed, Mr. Hawkes. That is something I would just like to get on the record: why he never comments on that.

The concern he raises about the criterion for picking what new applications will be funded and what will not is not so much a concern about criterion, as I see it, as what the limits to funding do to all those who are new applicants and who apply but do not fall within the 12% of those whose applications were accepted. What I am concerned about is that we are in effect getting a lost generation, if you will, of research scientists. It is a fact, I believe, that the number of young university graduates choosing to enter the area of scientific research is dwindling and that this trend is a result of the current uncertainty in funding for scientific research. There is a long-term danger to Canadian research in that, in that there might be a drastic shortfall in trained personnel in the next decade. This has been expressed to me by a number of people in the research community: What are we saying to young people by only being able to fund 12% of all the new applications? Are we advising them to go into real estate or into land speculation or into some other less socially desirable vocation? What is happening here with regard to young people coming forward?

I would imagine that the 76.8% who had theirs renewed would tend to be senior people and that a great many of the people in the 12% would be people who have been around awhile, know the hoops, know how to write up a project so it gets accepted. I am sure the Medical Research Council is not exempt from human nature and is not exempt from hoops in the same way that all other organizations are.

So what I am concerned about—and I would like your comment on this—is whether indeed we are developing a lost generation in terms of scientific research.

Dr. Bois: Mr. Chairman, just one point I would like to repeat is that within this small group of 92 NPs you find about

Il n'est pas possible d'établir des priorités en tant que telles car cela signifierait qu'il faudrait faire autant de comparaisons qu'il y a de requérants. Il faudrait étudier les nouveaux, ceux qui présentent des projets pour la deuxième fois, la troisième, etc. Le conseil finissait toujours par revenir à l'idée de classer les projets par ordre décroissant d'importance.

Le président suppléant (M. Schroder): Monsieur Blaikie.

M. Blaikie: Monsieur le président, j'aimerais poursuivre sur la lancée des propos de M. Hawkes, mais auparavant je ne puis m'empêcher de faire une remarque qui me vient toujours à l'esprit et aux lèvres lorsqu'il établit une comparaison entre un organisme quelconque et Petro-Canada. À ce sujet, il ne semble jamais penser que les priorités sont mal choisies lorsque le gouvernement accorde \$6.5 milliards à l'industrie du pétrole et du gaz du secteur privé, par l'entremise du Programme d'encouragement du secteur pétrolier. Le caucus conservateur et M. Hawkes ne semblent pas être préoccupés outre mesure par cela. Voilà donc ce que je voulais dire au sujet de son silence lorsqu'il est question de cela.

Par ailleurs, il s'inquiète des normes auxquelles on se reporte lorsqu'on choisit les projets qui seront financés. Or, à mon avis, ce n'est pas cela qui est préoccupant et bien plutôt les limites du financement, qui exclut bon nombre de nouveaux requérants, qui ne se retrouveront donc pas parmi les 12 p. 100 de demandes acceptées. Ce qui m'inquiète donc, c'est qu'une génération de chercheurs scientifiques soient sacrifiés en quelque sorte. C'est en effet un fait que le nombre d'étudiants universitaires se lançant dans le domaine de la recherche scientifique est à la baisse, et que cette tendance résulte de l'incertitude actuelle en matière de financement de la recherche scientifique. Cela représente un danger à long terme pour la recherche canadienne, du fait qu'on souffrira peut-être de sérieux déficits de personnel qualifié dans ce domaine au cours de la prochaine décennie. Bon nombre de chercheurs m'ont d'ailleurs fait part de leur inquiétude à ce sujet. Or, quel message transmettons-nous aux jeunes lorsque nous ne pouvons financer que 12 p. 100 des nouveaux projets? Au fond, est-ce que nous leur disons ainsi de se lancer dans l'immobilier, la spéculation immobilière ou dans d'autres activités sociales moins souhaitables? Qu'arrive-t-il aux jeunes intéressés à la recherche dans tout cela?

Je suppose que les 76.8 p. 100 de projets renouvelés comprennent surtout des chercheurs d'expérience et que bon nombre de ces derniers se retrouvent également dans les 12 p. 100. Il s'agit de ceux qui connaissent leur filière et qui savent comment rédiger un projet de telle sorte qu'il soit accepté. Je suis en effet certain que le Conseil de recherche médical n'est pas exempt des faiblesses humaines normales ni de certaines caractéristiques qu'il faut connaître, comme c'est le cas dans toutes les autres organisations.

J'aimerais donc savoir ce que vous pensez de cette possibilité inquiétante qu'une génération de chercheurs scientifiques soit sacrifiée.

Dr Bois: Monsieur le président, j'aimerais répéter qu'au sein de ce petit groupe de nouveaux projets, on trouve maintenant à

[Texte]

the same proportion of new people who have never applied before who are starting their career as in the past. Normally, in the past years, if we look back, we have been usually able to support something like between, let us say, 32% to 42% of the new applications.

• 1000

This, of course, is in relation to the ratings; that is, the council usually wishes to support only those projects that are considered within the highest quality, and that is between good and very good as far as ratings are concerned.

Now, on the situation of this current year, we have submitted to government a five-year plan that is presently being examined; of course we would hope to have there the possibility to readjust this year, which is quite unique.

To answer the other points you made, I certainly realize that some of these younger people are not supported and may not find support for the current year. But as you know, there are a number of other agencies that we feel, according to our latest analysis, support about 40% of the entire direct funding of medical research or biomedical research, such as the Canadian Cancer Institute and the Canadian Heart Association. There are some 20 or more, out of which we find about 5 major ones—and the provincial ones, too, depending on the province, of course. So there are other sources where one may find some support in order to carry on a project for the current year.

However, I would suppose that at one point or another the Medical Research Council should be in a position to come in and pick some of those grantees who have had support for one or two years on so-called soft money. Sometimes that is from endowment funds or from other sources in university. But it is a difficult situation; there is no question about it.

Mr. Blaikie: Mr. Chairman, I still have the worry about the generational gap, and I would be interested in an overall analysis of what the relative ages were of the people who do not get their applications accepted as against all those who either have theirs renewed or have their new application approved.

The other trend—and I would like to seek some comment on this—is: As the funding for MRC withers, thanks to the six and five program, and as the funding for universities withers, thanks to the six and five program, and as the funding in general for all publicly funded research withers, is there not a danger that more and more researchers will seek out funding from the only other sector that is left; that is, the private and commercial sector? The danger is then that they will tie their research goals to the commercial priorities of those from whom they seek funding. I see a dangerous trend in that this kind of research, which has traditionally gone on in Canada unconnected to commercial objectives, is dwindling as compared to research that is tied to commercial priorities. And that could apply right across the board—not just in traditional areas, but even when you come down to an area as new and as important as all that is happening in the biotechnological field.

[Traduction]

peu près la même proportion que par le passé de nouveaux chercheurs, c'est-à-dire de ceux n'ayant jamais présenté de demande auparavant et dont la carrière démarre. Au cours des dernières années, nous avons pu généralement financer de 32 à 42 p. 100 des nouvelles demandes.

Bien entendu, cela dépend de la cote. D'une manière générale, le conseil ne souhaite subventionner que les projets qu'il considère comme étant de très grande qualité, c'est-à-dire dont la cote varie de bon à très bon.

Cette année, nous avons soumis au gouvernement un plan quinquennal qui est actuellement étudié; bien entendu, nous espérons que cela permettra de réajuster la situation de cette année qui est unique.

Pour répondre à vos autres points, je comprends très bien que certains de ces jeunes ne sont pas subventionnés et ne trouveront peut-être pas de subvention cette année. Cependant, vous n'ignorez pas qu'il existe d'autres organismes qui, selon nos dernières estimations, subventionnent environ 40 p. 100 de l'ensemble du financement direct de la recherche médicale ou biomédicale, des organismes comme l'Institut canadien du cancer et l'Association canadienne des maladies cardiaques. Il y en a une vingtaine dont cinq principales—et sans oublier, bien sûr, les organismes provinciaux quand il y en a. Il existe donc d'autres sources de subvention où s'adresser pour les projets de cette année.

Cependant, je suppose qu'à un moment ou à un autre, le Conseil de recherches médicales devrait être en mesure de prendre le relais et de subventionner ces chercheurs n'ayant bénéficié pendant un an ou deux que de simples bourses universitaires, par exemple. Il reste que la situation est délicate, c'est incontestable.

M. Blaikie: Monsieur le président, le fossé des générations m'inquiète toujours et j'aimerais qu'on me dresse un tableau général indiquant les âges de ceux dont les demandes ne sont pas acceptées par opposition à celui de ceux dont les demandes ont été soit approuvées, soit renouvelées.

Le financement du CRM s'étiole, grâce au programme des 6 et 5 p. 100, le financement des universités s'étiole, grâce au programme des 6 et 5 p. 100, le financement général de l'ensemble de la recherche financée par les fonds publics s'étiole, ne court-on pas le danger que de plus en plus de chercheurs ne s'adressent qu'aux seuls secteurs accessibles, c'est-à-dire aux secteurs privé et commercial? Le danger étant que les objectifs de recherche sont alors liés aux priorités commerciales de ces dispensateurs de financement. J'estime cette tendance dangereuse car ce genre de recherche qui par tradition, au Canada, a toujours été indépendante de tous objectifs commerciaux diminue par rapport à la recherche liée aux priorités commerciales. Et cela pourrait s'appliquer à tous les domaines, non pas simplement aux domaines traditionnels, mais même à des domaines aussi nouveaux et aussi importants que celui de la biotechnologie.

[Text]

[Translation]

• 1005

The Acting Chairman (Mr. Schroder): You are too cynical.

Mr. Blaikie: I have good reason to be.

Dr. Bois: Mr. Chairman, as far as the age—you would like to compare the age of the new applicant with the renewed ones or... We made quite an extensive analysis of the age of investigators... Mr. Chairman, maybe Mr. Leduc could provide us with this information. That would give you an image of what is the age situation at the moment. But as far as the age of the new ones that we were talking about, I do not have this information at hand except to say that out of the 92 new grantees, you should have about half—40 or whatever—who are young people starting... in their late twenties or early thirties.

The age distribution is interesting in that in the 30 to 34 age group, those who are health professionals—that is, MD, DDS and so forth—and who also are investigators, with an MSc or a PhD... Of those there are only 141, whereas those who have only a PhD and no professional degree, there are 319. That is interesting if you compare this with the age group of, let us say, 50 to 54. We have 209 professionals and only 176 PhDs.

So at the moment what we see is that the age of those holding a professional degree and the scientific training, like a PhD or an MSc training in research, is diminishing considerably. However, the PhDs are increasing at the younger age brackets. The peak is around 40 to 44.

Mr. Blaikie: Do you have another point about the trend away from publicly funded research?

Dr. Bois: This is I think very difficult to analyse at the moment, because there are still not very many sources of funds from the industry. It is \$800,000 coming from the industry for research in 1981-1982—out of how many?

Mr. Gérald Leduc (Secretary to Council, Medical Research Council): Out of about \$183 million in total, and within the university milieu.

Dr. Bois: There are more funds coming from NRH than from industry in Canada. It is about \$8 million that we have. That is research—applicants in Canada at the moment.

Mr. Blaikie: How much of the research being done is being done in health care delivery, as opposed to health care research in general or however you describe it—the basic scientific research? It seems to me that one of the areas that we do not pay enough attention to, and which is inextricably linked with health care and medical care, is how health care is delivered. I was wondering what percentage of the projects MRC funds are in that area. Does that come only under the category of clinical trials? Is that what we are talking about when we are talking about clinical trials?

Le président suppléant (M. Schroder): Vous êtes trop cynique.

M. Blaikie: J'ai de bonnes raisons de l'être.

Dr Bois: Monsieur le président, pour ce qui est de l'âge—vous aimeriez une comparaison d'âge entre ceux qui font une première demande et ceux qui font une demande de renouvellement... Nous avons fait une analyse assez exhaustive de l'âge des chercheurs... Monsieur le président, M. Leduc serait peut-être en mesure de fournir ces renseignements. Cela vous donnerait une idée de la situation actuelle sur le plan de l'âge. Cependant, pour ce qui est de l'âge pour les premières demandes dont nous parlions, je n'ai pas ces renseignements avec moi si ce n'est qu'environ la moitié ou 40 p. 100 des premières demandes approuvées ont été déposées par des jeunes dans la trentaine.

La répartition par âge est intéressante dans la mesure où dans le groupe des 30 à 34 ans, il n'y a que 141 professionnels de la santé, c'est-à-dire des médecins, des dentistes, etc., qui font également de la recherche au niveau de la maîtrise ou du doctorat alors qu'il y a 319 titulaires de doctorat qui ne sont pas médecins. C'est intéressant quand on fait la comparaison avec le groupe des 50 à 54 ans, par exemple, car là il y a 209 professionnels et seulement 176 titulaires de doctorat.

Nous constatons donc à l'heure actuelle, une diminution considérable du nombre de professionnels de la santé titulaires d'un doctorat ou d'une maîtrise en recherche. Il y a, par contre, augmentation du nombre de doctorats chez les jeunes. Le point le plus élevé correspond au groupe des 40 à 44 ans.

M. Blaikie: Avez-vous un autre commentaire au sujet de la diminution de la recherche financée par le secteur public?

Dr Bois: Il est très difficile d'en faire l'analyse à l'heure actuelle car les sources de financement de l'industrie ne sont toujours pas très nombreuses. L'industrie n'a consacré que \$800,000 à la recherche en 1981-1982—sur combien?

M. Gérald Leduc (secrétaire du Conseil de recherche médicale): Sur environ 183 millions de dollars au total, et dans le milieu universitaire.

Dr Bois: Les fonds dégagés par le Programme de recherche nationale de la santé sont plus importants que ceux dégagés par l'industrie canadienne. Près de 8 millions de dollars sont actuellement consacrés à la recherche, à des chercheurs canadiens.

M. Blaikie: Quelle est la répartition entre la recherche appliquée et la recherche fondamentale? Il me semble que nous ne prêtons pas suffisamment attention aux applications pratiques qui sont indissociables de l'évolution de la santé du pays. Quel est le pourcentage des projets financés dans ce domaine par le Conseil? Est-ce exclusivement restreint à la catégorie des expériences cliniques? Est-ce de cela qu'il s'agit lorsque nous parlons d'expériences cliniques?

[Texte]

• 1010

Dr. Bois: Yes, this is an important question and a most difficult one. Certainly MRC programs like clinical trials are by definition definitely projects that are within the critical distribution of health care. A clinical trial on the use of cyclous fluorine for transplantation, for instance, is a clinical problem and deals with an improvement in the delivery of health care. The other one on the breast cancer survey that has been supported by NCI and the NHRDP and MRC, is of course strictly a clinical investigation.

If we look at this basic science, fundamental research, it blurs somewhat because today there are a number of investigators who are working closely with clinicians and within clinical settings. For instance, the cyclous fluorine project, which is very exciting, meant that renal grafts could be almost entirely... a very high percentage of successful transplants without typing the tissues. That cyclous fluorine inhibits the rejection phenomenon.

At the same time, those who are doing this work thought and realized that since it had to do with immunity it could also be looked at in problems of auto-immunity, which indeed is rejection of one's own tissue by lymphocytes; there you are in basic, fundamental research. The experimentation made was on experimental animals where you have some of these auto-immune diseases like diabetes, caused by auto-immunity reaction which inhibits the secretion of insulin, and cyclous fluorine does prevent the auto-immune response. That was an observation coming from a clinical trial into fundamental basic science research, and it would appear that the same might now apply to some human auto-immune diseases for which up until now there was absolutely nothing one could do.

A number of those projects we support are looking at the fundamental mechanism of auto-immunity, as to why do some families of cells, lymphocytes, decide that this tissue is not self, and so forth. It is a extremely complex problem, but through the clinical trials of cyclous fluorine and renal transplant there is now another project on auto-immunity, which was not there at the beginning but which is fundamental research. So when I am asked, and quite a few times, as to how much we support fundamental research versus applied research, curative research, preventive, it is extremely difficult to provide a clear-cut answer to that because all is interrelated. Human biology and life mechanism is extremely complex and one cannot single out one part of this and say that this is a chapter different from that one.

The Vice-Chairman: I will have to interrupt now, Dr. Bois, and move on to Dr. Hudecki.

Mr. Hudecki: Thank you, Mr. Chairman.

• 1015

Mr. Hudecki: Thank you, Mr. Chairman. There is always the problem that there are insufficient funds for research. Do you have any estimate of the money that is available from

[Traduction]

Dr Bois: Cette question est importante et il est difficile d'y répondre. Les programmes du Conseil consacrés aux expériences cliniques ont par définition une incidence critique sur l'amélioration des prestations. L'expérimentation clinique du fluor cyclique dans les transplantations, par exemple, vise l'amélioration des chances de succès sur le plan pratique. Il y a l'enquête sur le cancer du sein subventionnée par l'Institut national du cancer, le Programme de développement et de recherche nationale en matière de santé et le CRM qui, bien entendu, correspond à une recherche strictement clinique.

Pour ce qui est de la recherche fondamentale, il est difficile de faire la distinction aujourd'hui car un certain nombre de chercheurs travaillent en étroite collaboration avec des cliniciens en milieu clinique. Par exemple, le projet de fluor cyclique, projet passionnant, permet de réaliser des greffes de reins avec un fort taux de succès sans obligation de compatibilité de tissus. Le fluor cyclique prévient le phénomène de rejet.

Parallèlement, les responsables de ces travaux se sont dit que puisque cela touchait aux problèmes d'immunité, il serait intéressant de se pencher également sur les problèmes d'auto-immunité, c'est-à-dire le phénomène de rejet de tissu prélevé sur le même patient par les lymphocytes; là il s'agit de recherche fondamentale. Les expériences ont été faites sur des animaux de laboratoire pour des maladies comme le diabète qui sont provoquées par une réaction d'auto-immunité qui empêche la sécrétion d'insuline, et le fluor cyclique prévient cette réaction d'auto-immunité. Cette observation est le résultat d'une expérience clinique de recherche fondamentale, et il semblerait qu'on puisse maintenant l'appliquer à certaines maladies humaines pour lesquelles jusqu'à présent nous ne pouvions absolument rien faire à cause de cette auto-immunité.

Un certain nombre de ces projets que nous subventionnons se penchent sur le mécanisme fondamental de l'auto-immunité, essaient de déterminer pourquoi certaines familles de cellules, de lymphocytes, décident de rejeter certains tissus. C'est un problème extrêmement complexe, mais les expérimentations cliniques du fluor cyclique dans la transplantation rénale ont débouché sur un autre projet d'auto-immunité qui n'avait pas été envisagé au début et qui correspond à la recherche fondamentale. Donc quand on me demande, et assez souvent, quelle est la répartition entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée, la recherche prophylactique, il m'est extrêmement difficile de donner une réponse précise car tout se tient. La biologie humaine et les mécanismes de vie sont extrêmement complexes et on ne peut distinguer une partie du tout et dire qu'elle est différente.

Le vice-président: Je dois vous interrompre, monsieur Bois, et donner la parole à M. Hudecki.

M. Hudecki: Merci, monsieur le président.

M. Hudecki: Merci, monsieur le président. Le problème de l'insuffisance de fonds pour la recherche est permanent. Avez-vous des chiffres sur l'argent dégagé par les autres sources? Le

[Text]

other sources? For example the Ontario funds for health research are \$23 million; then if you take into account various other specialties such as muscular dystrophy, the cardiac, the addiction Research Foundation, the Ontario-Canada treatment and research foundation... If you took the various foundations and organizations that are specializing in specific diseases, can you come up with any kind of a figure of how much money is available for research?

Dr. Bois: Well, for 1981-1982, our total would amount to \$85 million.

Mr. Hudecki: That was the total for 1981-1982. That includes the grant from the MRC as well as private funds?

Dr. Bois: No, the total amount would be \$183 million. This represents the total amount for direct support of research according to our reference list. MRC publishes each year a reference list of health research in Canada which gives all the grants, awards, and other types of funding, for what we think is about 95% of all the funding for research.

Mr. Hudecki: Is there any central co-ordinating body that has this information and makes it available to people who are asking for funds, other than the Medical Research Council? For example, if a certain university or a certain group wants funds for research, is there any one body that could advise them where the funds are available and co-ordinate the distribution of these funds, or do they have to pretty well work on their own and approach all the different organizations?

Dr. Bois: This reference I was just referring to is sent to university deans and all the agencies, and you have the list of all those agencies I am talking about. Now, in the universities usually it is the role of the vice-rector or vice-principal of research to have all the information about the granting agencies, and the granting agencies have the responsibility of distributing to make public what they support. There is no central office. At the moment, if I may say, I do not think it would be as useful as one would think.

Mr. Hudecki: What about double funding? Are people not duplicating funds from a variety of sources?

Dr. Bois: Well, there is a very good consultation between agencies and MRC especially each year. When reviews of projects would indicate that there might be duplication, before going further MRC gets in touch with the Heart Foundation, for instance, or another one or vice-versa. This book is public. In there is all the information about each grantee wherever and from whatever agency, and since when this grantee has been supported.

• 1020

Mr. Hudecki: We hear about a great deal of lottery funds being allocated to medical research. Can you give us any indication of how much money has actually been raised

[Translation]

Fonds ontarien de recherche médicale, par exemple, se monte à 23 millions de dollars; il y a aussi les autres organismes spécialisés tels que ceux consacrés à la dystrophie musculaire, aux maladies cardiaques, La Fondation de recherche sur la toxicomanie, La Fondation Ontario-Canada de traitement et de recherche... Si vous prenez en compte toutes ces fondations et tous ces organismes spécialisés, vous est-il possible de citer un chiffre correspondant à l'argent consacré à la recherche?

Dr Bois: Pour 1981-1982, cela doit faire environ 85 millions de dollars.

M. Hudecki: C'est le total pour 1981-1982. Cela comprend les subventions accordées par le CRM et par le secteur privé?

Dr Bois: Le montant total est de 183 millions de dollars. Cela correspond au montant total consacré au financement direct de la recherche selon notre liste de référence. Le CRM publie chaque année une liste de référence de la recherche médicale faite au Canada qui indique toutes les subventions, les bourses et les autres types de financement correspondant à environ 95 p. 100 de tout le financement consacré à la recherche, selon nous.

M. Hudecki: Y a-t-il une agence centrale de coordination détenant tous ces renseignements et les mettant à la disposition de ceux qui réclament des fonds autres que le Conseil de recherches médicales? Par exemple, si une université ou un groupe veut des fonds de recherche, y a-t-il un organisme qui puisse leur indiquer où trouver de tels fonds et qui coordonne la répartition de ces fonds, ou doit-on se débrouiller tout seul et s'adresser à tous ces organismes différents?

Dr Bois: Cette liste de référence dont je viens de parler est envoyée à tous les doyens d'université et à toutes les agences, et le nom de tous ces organismes dont j'ai parlé y figure. Dans les universités, d'une manière générale, il revient au vice-recteur ou au vice-principal de la recherche d'avoir tous les renseignements concernant les organismes de subvention, et ces organismes ont la responsabilité d'indiquer publiquement ce qu'ils subventionnent. Il n'y a pas de bureau central. Je me permettrai d'ajouter que pour le moment, cela ne serait pas aussi utile qu'on pourrait le penser.

M. Hudecki: N'y a-t-il pas un danger de double financement? Les chercheurs ne s'adressent-ils pas à plusieurs sources à la fois?

Dr Bois: La consultation entre les organismes et le CRM en particulier est excellente. Lorsque l'examen de certains projets semble indiquer la possibilité de duplication, avant d'aller plus loin, le CRM entre en contact avec la Fondation des maladies du coeur, par exemple, ou avec un autre organisme et vice-versa. Ce livre de référence est public. Il contient tous les renseignements sur tous les chercheurs, leurs organismes de subvention, et la date depuis laquelle cette subvention est accordée.

M. Hudecki: Nous entendons beaucoup parler des recettes de loterie qui vont à la recherche médicale. Pouvez-vous nous indiquer la somme qui a été dégagée effectivement par ce

[Texte]

through these funds? I am including the Heritage Fund in Alberta, the lottery funds in Ontario. Do we have any kind of an estimate of how much money is coming in?

Dr. Bois: From lotteries? Lotteries, I think, would not apply to Alberta.

Mr. Hudecki: No.

Dr. Bois: It is the Heritage Fund . . .

Mr. Hudecki: I thought they had an extra lottery.

Dr. Bois: They have increased their budget by something like 50%. Probably they would not need a lottery for a little while. But Ontario—I do not know really how much is provided through the lottery.

Mr. Leduc: I believe they would appear under the provincial agencies. In Ontario, for example, I would suspect that some funds might come from lotteries, but they are passed on to the provincial agencies, who then distribute them. In the total pot, I do not know how much that would involve.

Mr. Hudecki: I think it would be helpful, because I think this is an excuse given for initiating a number of lottery funds, and so many for medical research. When you try to trace them down and find the exact evaluation of them, it is difficult to do. I think it should be considered in the total picture of money available.

Another question I have deals with the so-called patent rights that the private drug companies are concerned about. Under the present laws, many of the major companies are having a difficult time carrying out their research and development programs because they are not properly financed.

On the other side of this issue, do you have any record of any antibiotic or any drug that is generally used and has developed out of our research programs at any time in the last 10 years? I am glad you mentioned cyclosporin, but other than that are any drugs the result of our contribution to the research fund? Or would you admit that many of the major medical drugs that have come out have come out through the initiative of private drug companies, that we are in a way cutting down their potential in this development because we are not allowing them to procure funds on the basis of patent rights?

Dr. Bois: As for drugs, Mr. Chairman, I do not know precisely which among so many thousands of molecules that have potential pharmacological effect came from basic fundamental research in the drug industry. There has been a contribution, no question; but I just do not have this at hand. The problem we have is not exactly there. There are a few situations where very promising new equipment came from fundamental research.

One example is the recent dialysis equipment. Dialysis is an expensive procedure and somewhat cumbersome. One has to be in the hospital. There has been one very important improvement in the production of new substances that could exchange the toxic substance that exists at one point in the serum as a portable instrument—and not very expensive. The major

[Traduction]

biais? J'inclus le fonds du patrimoine de l'Alberta et les loteries de l'Ontario. Avez-vous une idée de ce que cela représente?

Dr. Bois: Les loteries? Cela ne s'applique pas à l'Alberta.

M. Hudecki: Non.

Dr. Bois: C'est le fonds du patrimoine . . .

M. Hudecki: Je croyais qu'il y avait aussi une loterie.

Dr. Bois: Je crois qu'ils ont augmenté leur budget d'environ 50 p. 100. Ils n'auront probablement pas besoin de loteries pendant un certain temps. En Ontario, je ne sais pas vraiment ce que représentent les loteries.

M. Leduc: Je crois que cela touche les organismes provinciaux. En Ontario, par exemple, je pense qu'une certaine partie des fonds peut provenir des loteries, mais ils sont transmis aux organismes provinciaux qui les répartissent. Je ne sais pas ce que le total peut représenter.

M. Hudecki: Il serait utile de le savoir car c'est l'excuse donnée à la création de nombre de loteries, et quand on essaie d'avoir des précisions, c'est très difficile. Cela devrait figurer dans le total de l'argent disponible.

J'ai une autre question au sujet des droits de brevet dont s'inquiètent tant les compagnies privées de médicaments. Dans le cadre de la législation actuelle, nombre des grosses compagnies ont beaucoup de difficultés à mener leurs programmes de recherche et de développement parce qu'elles ne sont pas suffisamment financées.

A l'opposé, pouvez-vous nous citer des antibiotiques ou des médicaments d'utilisation générale dérivant de nos programmes de recherche au cours des 10 dernières années? Je suis heureux que vous ayez mentionné le cyclosporin, mais mise à part cette substance, y a-t-il d'autres médicaments qui résultent de notre contribution à la recherche? Ou reconnaissez-vous que la majorité des nouveaux médicaments résultent de l'initiative des compagnies privées de médicaments, que d'une certaine manière nous entravons leurs efforts en ne leur permettant pas de se procurer des fonds grâce à des droits sur les brevets?

Dr. Bois: Pour ce qui est des médicaments, monsieur le président, je ne sais avec quelle précision lesquelles des milliers de molécules qui ont des effets pharmaceutiques potentiels sont le fruit de travaux de recherche fondamentale effectués par l'industrie du médicament. Cette industrie a apporté sa contribution, c'est incontestable, mais je n'ai pas de chiffres précis. Le problème n'est pas exactement là. Il est arrivé que de nouveaux matériels très prometteurs soient le résultat d'une recherche fondamentale.

Un exemple est le tout dernier équipement de dialyse. La dialyse est une procédure onéreuse et le matériel est encombrant. Cela ne peut se faire qu'à l'hôpital. Il y a eu une percée très importante dans la production de nouvelles substances permettant de déplacer la substance toxique présente à un certain point dans le sérum avec un matériel portatif peu

[Text]

problem is outside of our area of competence, because it is how to have this passed on to industry. To my best recollection, it is something like five or six years before, and even now I am not too sure if this new equipment has finally been put on the market. It has been copied in other countries, and is a tremendous improvement, no question, for those who need this. So my view of this is that it goes to the interface between basic research in the biomedical field, clinical application and trials to establish the value, and then the passing through industrial development. This is really a great ...

• 1025

Mr. Hudecki: But I do not think we really have records of adequate clinical trials of these various drugs. I am bringing this point up because government is in a dilemma at the present time whether to ... They have really come on the side of keeping the cost of drugs reduced, but in doing so they are stifling the development and the discovery of developing drugs, which take anywhere from five to ten years to develop and x number of millions of dollars. This is the current situation. I wonder whether the Medical Research Council can give us information that could help us in that particular way. I do not think we are really carrying out that many clinical research ... under the programs that are being funded and we really have not come out with anything—outside of cyclosporin and dialysis equipment that you are referring to—that we can put our fingers on and say, this is what we contributed. I am not talking about fundamental research, but rather under the National Health Research and Development program, where there is an application of that nature. I think this is the reason why I have been asking these questions and what direction should be taken in order to promote clinical studies and the clinical development of drugs and new procedures, which I think we may or may not be doing.

Dr. Bois: Mr. Chairman, this is a very important area; the council gives high priority to our clinical trials program. Clinical trials, on the other hand, are a lot more difficult and complex than they look on paper. We have this new drug and now it is simply to try—no, it is a very demanding study, if one wants to have the scientific results needed to produce a statement.

We receive more and more applications for clinical trials in the area of drugs, as well as in the area of methods of treatment. A number of these are still a bit too weak, as far as the quality of the trials. But I feel that it is an enormous improvement.

If we look back to 1975, when Dr. Brown was president and I was a member of the council, we simply had only one small group, two people in Canada who could do clinical trials that would be of high quality and respected. Now we have about four groups, and it is one of the reasons it is in this area of priority of our five-year plan to increase the number of scientists who are also professionals, because one does not go to clinical trials if one does not have also the access to the patient. It is a high priority area.

[Translation]

onéreux. Le problème principal qui se pose, à savoir comment faire le transfert à l'industrie, échappe à notre compétence. Si je me souviens bien, cela remonte à cinq ou six ans et je ne suis pas même certain si la nouvelle machine a été mise sur le marché. D'autres pays l'ont reproduite et, pour ceux qui en ont besoin, elle est de loin supérieure à ce qui existait auparavant. Voilà un exemple de chevauchement entre la recherche biomédicale fondamentale, la recherche appliquée sous forme d'essais cliniques, et l'application industrielle. C'est vraiment formidable ...

M. Hudecki: Mais pour ce qui est de ces divers médicaments, je ne crois pas qu'ils ont fait l'objet de suffisamment d'essais cliniques. Je soulève la question parce que, en ce moment, le gouvernement ne sait pas quoi faire. En cherchant à limiter le coût des médicaments, on empêche la découverte et la mise au point de nouveaux médicaments, ce qui peut prendre entre 5 et 10 ans et coûter plusieurs millions. Voilà où nous en sommes. Je voudrais savoir si les représentants du Conseil de recherches médicales pourraient nous donner des renseignements qui puissent nous être utiles en ce sens là. Dans le cadre des programmes subventionnés, on ne fait pas énormément de recherches cliniques, sauf dans le cas de cyclosporin et de la machine à dialyse mentionnée; on ne peut pas vraiment identifier notre contribution. Je ne parle pas de la recherche fondamentale, mais de la recherche qui se fait dans le cadre du programme national de recherche et de développement de santé, c'est-à-dire la recherche appliquée. C'est pourquoi je vous pose ces questions et je vous demande quelle orientation nous devrions prendre pour favoriser les études cliniques et la mise au point de nouveaux médicaments et procédés; je ne sais pas si nous le faisons déjà.

Dr Bois: Monsieur le président, c'est là un domaine extrêmement important; le Conseil accorde une grande priorité à notre programme d'essais cliniques. Mais les essais cliniques sont beaucoup plus difficiles et complexes qu'ils n'en ont l'air sur papier. Il ne s'agit pas tout simplement de produire un nouveau médicament et de l'essayer; pour obtenir des résultats qui soient valables sur le plan scientifique et publier ces conclusions, il faut faire une étude très approfondie.

Nous recevons de plus en plus de demandes de la part des personnes qui veulent effectuer des essais cliniques, tant pour les médicaments que pour les traitements. Dans certains cas, les essais proposés n'ont pas été suffisamment perfectionnés. Mais il y a eu, je crois, une nette amélioration.

En 1975, lorsque le Dr Brown était président du Conseil et je n'étais que membre, il n'y avait au Canada qu'un petit groupe composé de deux personnes, qui étaient en mesure de faire des essais cliniques qui étaient d'excellente qualité et dont les résultats étaient reconnus comme étant valables. Aujourd'hui il y en a environ 4 et c'est l'une des raisons pour lesquelles, dans le cadre de notre plan quinquennal, nous prévoyons augmenter le nombre de scientifiques qui soient aussi des professionnels, car on ne peut pas effectuer des essais cliniques

[Texte]

The Acting Chairman (Mr. Schroder): Thank you.

Madam Killens.

Mme Killens: Merci, monsieur le président. Je ne pensais pas que mon tour viendrait aussi vite. Je me sens vraiment privilégiée!

Je voudrais traiter du pourcentage de 12.7 p. 100 que vous avez accordé, cette année, aux nouvelles initiatives. Je suis vraiment intriguée par cela. On sait que les anciens programmes continuent, mais ce qui m'intéresse vraiment, c'est le contenu du programme relatif aux nouvelles initiatives.

• 1030

Je vais vous expliquer pourquoi j'y suis intéressée. Dans le rapport, à la page 11, il est dit qu'après cinq ans, plus de 70 p. 100 des bénéficiaires antérieurs de bourses de recherche sont toujours actifs comme chercheurs et reçoivent encore une aide subventionnelle quelconque.

D'après mon expérience, les gens semblent développer une expertise à remplir des formulaires. Cependant, ceux qui ne savent pas comment remplir les formulaires sont des gens qui pourraient apporter une contribution valable à la société, mais ils ne connaissent pas le cheminement pour remplir ces fameux formulaires. Les besoins de la société évoluent évidemment très rapidement.

Ma question principale portera sur la santé mentale, c'est-à-dire la souffrance sur le plan émotionnel qu'on retrouve dans le pays. J'ai tenté de trouver, ici, les recherches qui sont faites, par exemple, sur la conduite de l'agresseur de femmes battues ou violées, sur l'ajustement que doit subir la femme qui a été agressée, des recherches traitant des problèmes vécus par les enfants de ces foyers bouleversés, des recherches aussi, par exemple., et c'est encore au plan émotionnel., sur l'abus de médicaments par des personnes âgées, et toutes ces choses-là. Vous nous avez donné des exemples de recherches se rapportant à des troubles du métabolisme, les allergies, les hormones, mais tout le temps, il est question de biologie. Il n'a été question, nulle part, de la santé mentale. Ma question principale est donc celle-ci: dans les nouveaux projets, je présume et j'espère qu'il y aura quelque chose au sujet de la santé mentale, mais est-ce que votre département peut effectivement s'occuper de la santé mentale? C'est surtout ça la question.

Dr Bois: Monsieur le président, j'aimerais vous transmettre quelques détails au sujet des formulaires. Cela devient une expertise, comme vous le dites, mais le Conseil, suite à une révision assez poussée de tous ces programmes et des moyens qu'il prend pour supporter la recherche, a modifié considérablement les formulaires en usage à compter de cette année. Nous allons les raffiner encore et les simplifier davantage. De plus, le Conseil a comme politique de supporter des projets, si possible, pour un peu plus longtemps et de diminuer le nombre de revues et rapports, de sorte que, dans la mesure du possible, nous échappions à cet abus de papier.

[Traduction]

si l'on n'a pas de malades à soigner. Nous y accordons la priorité.

Le président suppléant (M. Schroder): Merci.

Madame Killens.

Mrs. Killens: Thank you, Mr. Chairman. I did not think my turn would come so quickly. I really feel privileged!

I would like to talk about the 12.7% that you have set aside this year for new initiatives. This really intrigues me. We know that old programs will be continued, but what really interests me is the content of programs that come under new initiatives.

I will explain why this interests me. On page 11 of the report, it says that after five years more than 70% of former holders of research grants are still actively involved in research and are receiving some sort of support.

I have found that people develop a certain expertise in filling out forms. People who do not know how to fill out forms could make a valid contribution to society, but they do not know how to go about filling out those famous forms. Society's needs are, of course, evolving very quickly.

My main question will deal with mental health, that is, emotional suffering you can find in this country. I have tried to find evidence here of research that may have been done on the behaviour of the aggressor in cases where women have been beaten or raped; of the adjustment a woman must make when she has been the victim of aggression; on the problems that children from unhappy homes have to face; and research, for example—and this is still on the emotional aspect—; on the abuse of medication by the elderly, and things like that. You have given us examples of research on metabolic disorders, allergies, and hormones, but those are all biological phenomena. There is nothing, anywhere, about mental health. So my question is this: Under new projects, I presume and hope that there will be something on mental health. Can the council really do anything about mental health? That is what I would like to know.

Dr. Bois: I would like, Mr. Chairman, to provide you with some information about the forms. As you say, people do develop an expertise; but the council carried out a fairly thorough review of all of its programs and the means by which it supports research and, as a result, made significant changes in the forms that will be used starting this year. We will be refining and simplifying the forms even further. Also, it is the council's policy to support projects for a little longer wherever possible and reduce the number of reviews and reports that have to be submitted in order to eliminate as much of the paper burden as possible.

[Text]

Pour l'instant, du moins cette année, je n'ai reçu que des commentaires favorables de la part de tous les chercheurs au sujet de notre nouveau formulaire. Il est très rare de recevoir des commentaires favorables d'à peu près tout le monde. C'est une première!

Au sujet de la santé mentale, le Conseil est sûrement très impliqué dans le champ du comportement, des sciences neurologiques, des mécanismes neuro-hormonaux. A l'heure actuelle, c'est-à-dire pour 1981-1982, de façon plus globale, si vous voulez, il y a 6 millions de subventions dans le champ général de la santé mentale; 6 millions par rapport à 98 millions, si on considère l'ensemble des 30 comités, c'est dire que l'attraction envers ces programmes est assez intéressante.

• 1035

Il faut aussi dire que certains organismes, comme le *Ontario Mental Health Foundation*, procurent déjà 2.2 millions de dollars dans le même champ, de sorte que ça fait 8 millions de dollars déjà pour 1981-1982 dans ce domaine-là.

Les questions dont vous avez parlé sont l'une des priorités du Comité de recherche sur les sciences du comportement, c'est-à-dire l'agressivité... enfin, les aspects dont vous parliez.

Pour ce qui est de médicaments chez les personnes âgées, nous... il faut dire que c'est un problème qui s'étend autant au champ de la profession médicale comme telle qu'au niveau de la recherche, à savoir l'efficacité relative et nous retombons dans les essais cliniques de telle ou telle médication selon l'âge, ou selon les situations gérontologiques.

Nous avions prévu l'an dernier de faire quelques réunions, ou plutôt conférences qu'on appelait des conférences de consensus, réunissant des praticiens, des chercheurs et des personnes responsables de la distribution des soins dans les hôpitaux gériatriques, et c'est plus une question d'organisation qui nous a retardés. J'aurais espéré que ce soit commencé à l'automne dernier, mais je pense que dans le courant de l'année qui vient, nous pourrions peut-être y revenir et le faire d'une façon plus régulière. C'est sûrement un problème considérable, mais il est à la fois dans le domaine de la responsabilité professionnelle des corporations et des collèges, des facultés de médecine et du Collège royal de déterminer les modes de traitement des personnes âgées.

Mme Killens: Monsieur le président, je n'ai pas d'autres questions, je veux seulement, en terminant, dire que c'est un problème très complexe et que la fièvre de la société se désintègre et que nous avons un devoir, comme législateurs, de trouver des solutions. Je compte un peu sur votre département pour l'année prochaine en tous les cas, pour en faire une priorité.

Je vous remercie.

Le vice-président: C'est tout, madame?

Okay. We will go to the second round, and we will begin with Mr. Hawkes. You have roughly five minutes, Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Roughly; maybe six. Thank you, Mr. Chairman.

[Translation]

Thus far, at least this year, I have received nothing but compliments from researchers on our new form. It is rare that all comments are favourable. It is a first!

With respect to mental health, the council is certainly very much involved in behavioural studies, the neurological sciences, and neurohormonal mechanisms. In 1981-82, there were \$6 million worth of grants in the general field of mental health; \$6 million out of \$98 million, if you count all 30 committees, which means that those programs attract considerable interest.

There are also organizations, like the Ontario Mental Health Foundation, that are already procuring \$2.2 million in the same area, which brings the total up to \$8 million for 1981-82.

The aspects you referred to are one of the behavioural sciences' research committee's priorities; aggressiveness and the other things you referred to.

As for the abuse of medication by the elderly, this is a problem that must be dealt with both by the medical profession and by researchers; we have to determine the relative effectiveness and run clinical trials on individual drugs according to the age and the gerontological situation of the patient.

We planned last year to hold several meetings, or what we call consensus conferences, involving practitioners, researchers, and people responsible for delivering care in geriatric hospitals, but things were delayed for organizational reasons. I had hoped we could get started last fall, but I think that we may be able to get back to it in the coming year and do it on a more regular basis. It is certainly a serious problem, but it is also the professional responsibility of the corporations and colleges, of the medical schools and the Royal College, to decide what methods of treatment will be used on the elderly.

Mrs. Killens: I have no other questions, Mr. Chairman, but I would like to conclude by saying that it is a very complex problem, that the fabric of society is disintegrating and that it is our duty as legislators to find solutions. I am counting on the council to make this a priority in the coming year.

Thank you.

The Vice-Chairman: Is that all, Mrs. Killens?

D'accord. Nous commencerons le deuxième tour avec M. Hawkes. Monsieur Hawkes, vous avez environ cinq minutes.

M. Hawkes: Environ. Peut-être six. Merci, monsieur le président.

[Texte]

The infrastructure for the research includes personnel, and you had made decisions in this year of budgetary cutback to emphasize the personnel aspect of infrastructure in research. You have given up on the equipment side, in a sense. I note that your expenditures for equipment this year will be 10% of what they were a year ago.

You may have noticed that the Minister of Finance found \$200 million in 24 hours for what he labels as infrastructure in the country. It is quite obvious that there were no detailed plans to spend that \$200 million. You do have an equipment infrastructure problem, which is apparent from your budget. I am wondering if I could encourage you to write the Minister of Finance and ask if he might give you 10% of that \$200 million for equipment. It seems to me you could move quickly to spend it, which is one of the criteria.

I am also wondering if you could circulate that request to all members of Parliament, so that we might be in a position to support you. I think with the average backbencher of any party there is a predilection to support medical research. We do have a new-found \$200 million; it is for infrastructure. You have an infrastructure problem; you could purchase quickly; you could help create jobs and you could have that equipment for your infrastructure for the next few years.

• 1040

I am just wondering whether or not the council was in a position to make that kind of request and to circulate it to members of Parliament.

Dr. Bois: Mr. Chairman, as I mentioned a moment ago, the council has submitted a five-year plan to the minister, Madam Bégin. This plan has been looked at by the Cabinet committee; and of course, we hope to have an answer as soon as possible. Of course, this includes funds for equipment that we indeed could spend very rapidly.

Mr. Hawkes: Okay, thank you. I would like to change focus just slightly, but the information that is provided to us is interesting.

We are all captives of our previous experience. I served at one point on a research-granting council in the same department you report to. I used to refer to myself as the token westerner; there was a token Maritimer, and the rest were from Ontario and Quebec. When I look at your funding pattern, I discover that almost 20% of your money goes to one university, the University of Toronto. Between Toronto and McGill, you are spending 35% of your money.

I am wondering—on your council, on your granting body—whether or not the granting bodies reflect those universities in about that proportion. Does your funding pattern reflect where your granting council members come from?

Dr. Bois: Mr. Chairman, the council is composed of scientists in large part, and we have at the moment one member from each university in Canada. This member may

[Traduction]

L'infrastructure de la recherche comprend le personnel et c'est là-dessus que vous avez choisi d'insister dans le but de respecter les restrictions budgétaires. Vous avez, pour ainsi dire, abandonné le côté équipement. Je constate que cette année, votre budget d'équipement a diminué de 10 p. 100 par rapport à l'an dernier.

Vous avez peut-être remarqué qu'en l'espace de 24 heures, le ministre des Finances a réussi à trouver 200 millions de dollars qui seront consacrés à ce qu'il appelle l'infrastructure du pays. Il est tout à fait évident que cette dépense additionnelle de 200 millions n'était pas prévue. Votre budget démontre clairement que vous manquez de matériel. Je vous encourage donc à écrire au ministre des Finances pour lui demander de vous accorder 10 p. 100 de ces 200 millions de dollars pour que vous puissiez en acheter. Vous pourriez alors vous précipiter pour les dépenser, ce qui semble être l'un des critères.

Vous pourriez peut-être envoyer, à tous les députés, une copie de votre demande, pour que nous puissions vous appuyer. Je crois que les députés d'arrière-banc, peu importe leur parti, seront disposés à appuyer la recherche médicale. Nous venons de trouver 200 millions de dollars; c'est pour l'infrastructure. Vous avez un problème d'infrastructure. En vous précipitant pour acheter de l'équipement, vous créez des emplois et vous renforcez votre infrastructure pour encore quelques années.

Je voudrais savoir si le conseil aurait pu faire une telle demande et envoyer une copie à tous les députés.

Dr. Bois: Comme je l'ai dit tout à l'heure, monsieur le président, le conseil a soumis un plan quinquennal au ministre, madame Bégin. Le comité du Cabinet a étudié le plan et nous espérons obtenir une réponse dans les plus brefs délais. Le plan prévoit, évidemment, des fonds pour l'achat d'équipement, que nous pourrions certainement dépenser très rapidement.

M. Hawkes: Très bien, merci. Je voudrais changer légèrement d'orientation, mais ce que vous venez de nous dire est fort intéressant.

Nous sommes tous prisonniers, en quelque sorte, de nos expériences. J'ai déjà siégé à un conseil d'octroi de subventions de recherche au sein du même ministère dont vous relevez. Je prétendais, puisque je venais de l'Ouest, que je n'étais là que pour la forme; il y avait aussi un représentant des Maritimes, qui était là pour la forme lui aussi, et tous les autres venaient de l'Ontario ou du Québec. Je regarde la répartition des fonds et je constate que presque 20 p. 100 des subventions sont consacrées à une seule université, à savoir l'Université de Toronto. Trente-cinq pour cent des subventions que vous accordez sont partagées par Toronto et McGill.

Je voudrais savoir dans quelle mesure les comités de subvention sont composés de diplômés de ces deux universités. Est-ce que la proportion est la même?

Dr. Bois: Le conseil est composé, en grande partie, de scientifiques et nous avons, en ce moment, un représentant de chaque université au Canada. Les membres du conseil ne

[Text]

not be necessarily bio-medical, medical, pharmacist or dentist; there are some lay persons, usually two or three. But an executive is at the moment . . . We have one representative from B.C., one from Dalhousie, Queens, Calgary, and maybe another one from Western. So the representation on the council, as much as possible, covers the major universities where there is a medical school, dental school, or pharmacist school in Canada.

The selection committees are selected by council through a standing committee of council with a view of achieving sometimes a bit of the impossible; that is, to have the best distribution. Of course, committees usually are about eight members, with a chairman and a scientific officer. If one member is from Dalhousie and there is another very good member from Dalhousie, we will try to find the other one from another school so that we would not have on the same committee more than one member from one school; and of course, we avoid members from the same department. In some cases, one has to take members from the clinical departments as well as from the medical departments, because this is where the expertise is. It is somewhat a problem.

Also, we make it a point to have each committee as bilingual as possible. These are all prerequisites in striking these committees. I think we can safely say that, no, committees are not—the majority—just one school because it is the largest school or a couple of schools.

• 1045

Third, the members are on a two-year plus one-year mandate, so there is a fairly constant turnover. But it should not be too much because one needs to have an expertise to study . . . It is a constant ongoing review, to review the stature of the committees and to improve it as much as possible. We know very well that we do not achieve perfection, but if you do not keep on trying it certainly will not work.

I think that answers one part. The other part is that, well, of course there are schools where research has been a tradition of an activity. McGill is a good example. McGill would be a very outstanding university in any country, including the U.S. It has tradition and a strong base—Toronto also. But these are also universities where you have a very large—heavy responsibilities. And when you boil it down to the number of students, graduate students—allied health sciences, number of residents, number of interns—it means that you have enormous responsibilities in those places per capita, per student. Finally, it is not so high a difference and sometimes there is no recourse.

Of course you would find more experts in some areas of basic science in McGill or Toronto—there are more there. But as I said, we make it a point to have committees as balanced as possible. There are more members of McGill on the 30 committees than you would have from Dalhousie, in total. But the distribution will always be made with members from other

[Translation]

travaillent pas forcément dans la biomédecine; ce ne sont pas forcément des médecins, des pharmaciens ou des dentistes. Il y a, habituellement, deux ou trois profanes. En ce moment, l'exécutif est . . . Nous comptons un représentant de l'Université de la Colombie-Britannique, un de Dalhousie, de Queen's, de Calgary, et peut-être d'une autre université dans l'Ouest. Dans la mesure du possible, toutes les grandes universités canadiennes qui ont une faculté de médecine, de dentisterie ou de pharmacie sont représentées au sein du Conseil.

Les comités de sélection sont nommés par un comité permanent du Conseil; on tente parfois de faire l'impossible, c'est-à-dire d'assurer une distribution optimale. Généralement, un comité est composé de huit membres, plus le président et un représentant scientifique. S'il y a deux membres de Dalhousie, nous tenterons d'assurer qu'ils ne siègent pas au même comité; nous irons chercher quelqu'un d'une autre faculté. Il faut aussi éviter, bien sûr, de nommer des membres qui viennent du même département. Il faut parfois recruter dans les départements cliniques ainsi que dans les départements de médecine, car c'est là que se trouvent les spécialistes. C'est un peu difficile.

Nous tentons d'ailleurs de faire en sorte que tous les comités soient aussi bilingues que possible. Voilà la condition préalable de la constitution de ces comités. Je pense que nous pouvons dire sans risque d'erreur que la majorité des comités ne représentent pas une seule école simplement parce que c'est la plus grande, ou qu'il n'y en a que quelques-unes.

Troisièmement, le mandat des membres étant de deux ans avec renouvellement d'un an, leur renouvellement est assez. Toutefois ce renouvellement ne doit pas être trop fréquent vu l'expertise requise pour étudier . . . Il y a une révision constante et continue de la composition des comités afin de les améliorer dans la mesure du possible. Nous savons très bien qu'on ne peut atteindre la perfection, mais cela ne fonctionnera certainement pas si nous ne poursuivons pas nos efforts.

Je pense que cela répond à une partie de la question. L'autre partie c'est que bien sûr il y a des écoles, où la recherche est une activité traditionnelle. McGill en est un bon exemple. McGill serait considérée comme une université exceptionnelle dans n'importe quel pays, y compris les États-Unis. Elle a une tradition et une base solides . . . Toronto également. Toutefois, ce sont aussi des universités qui ont de lourdes responsabilités vu le nombre d'étudiants diplômés dans les sciences de la santé, le nombre de résidents et le nombre d'internes. En fin de compte, la différence n'est pas si grande et parfois il n'y a aucun recours.

Bien sûr, vous trouverez plus d'experts dans certains domaines des sciences fondamentales à McGill ou à Toronto. Il y en a plus là-bas. Mais je le répète, nous veillons toujours à avoir des comités aussi équilibrés que possible. Si on fait le total des 30 comités il y a plus de représentants de McGill que de Dalhousie. Toutefois, la répartition est toujours faite avec

[Texte]

schools. So I think it is something we look at with very much care.

Mr. Hawkes: I would like to finish that. If there is a lot of provincial money coming in, as the intention is in the Province of Alberta, then can we assume that over time—as they hire more and more medical researchers, provide more and more equipment—the proportion of federal money that would go to those schools will also increase, that we will gradually get a change in this allocation pattern? In other words, if provincial governments prime the pump, then it will be reflected in MRC grants. Is that the logical conclusion from what you have said?

Dr. Bois: Well, it is true that the more scientists are trained in one area, the more demands on funds will happen and, at the moment, in Alberta, MRC provides, as you must have seen, a significant amount of funding, but in line with what was in the past. There has not been any change of substance.

We happen to have in Edmonton two excellent MRC groups. And in Calgary there are also outstanding teams of researchers. If the Heritage Fund can provide for more equipment and more training, there will be a pressure eventually on central agencies, like MRC, for grants, should the Heritage Fund not provide grants. But this is a matter of the future, and if we think it is possible to have co-ordination, as we try to do with the interagency committees, where MRC has the occasion to meet with representatives of all agencies, provincial or private, it may be possible to arrive at some balance in the methods and the programs of support. At the moment, I have no reason to think this is not possible to achieve.

• 1050

The Vice-Chairman: Mr. Blaikie, you too have roughly five minutes.

Mr. Blaikie: Right; hopefully, I will get the same 15-minute 5.

One of the things I brought up before when the MRC was before the committee—as well as the question of the regional distribution, which I do not want to follow up any further at this point... has been the whole question of a scientific inflation index, developing some sort of formula by which we could gauge what the inflation factor is for scientific works, so that we have some way of knowing how much more money to give to medical research for it to keep up with inflation. It is a futile effort as long as you have these artificial and arbitrary limits, like 6%, but, imagining that some day we will be free from this program, have you done work in that area? Do you have a formula ready? Is that part of the five-year plan?

[Traduction]

les représentants d'autres universités. Donc, je pense que c'est quelque chose que nous surveillons de très près.

M. Hawkes: J'aimerais vider cette question. S'il y a un apport important de fonds provinciaux, comme la province de l'Alberta a l'intention de le faire, pouvons-nous supposer qu'avec le temps, au fur et à mesure que les provinces engagent de plus en plus de chercheurs médicaux, qu'elles fournissent de plus en plus de matériel, il faudra aussi augmenter la proportion des fonds fédéraux accordés à ces universités et que nous verrons graduellement un changement dans ce mode d'affectation de crédits? Autrement dit, si les gouvernements provinciaux entament le mouvement, cela sera reflété dans les subventions du Conseil de recherches médicales. Est-ce la conclusion logique de vos propos?

Dr Bois: Ma foi, il est vrai que plus des scientifiques sont formés dans une région, plus la demande de financement sera forte et, présentement, comme vous avez pu le constater, en Alberta, le C.R.M. fournit un financement important, mais qui correspond à ce qu'il était par le passé. Fondamentalement il n'y a eu aucun changement.

Le hasard veut qu'à Edmonton, nous ayons deux excellents groupes C.R.M. et qu'il y ait également d'excellentes équipes de chercheurs à Calgary. Si le Fonds du patrimoine peut fournir plus de matériel et plus de formation, un jour il y aura une plus grande pression sur les organismes centraux, comme le C.R.M., pour obtenir des subventions au cas où le Fonds du patrimoine cesserait d'en fournir. Toutefois, la question, c'est ce qui arrivera dans l'avenir, et nous pensons qu'il est possible d'avoir une coordination, comme nous essayons de le faire avec les comités inter-organismes, où le CRM a l'occasion de rencontrer les représentants de tous les organismes, provinciaux ou privés. De cette façon, il serait peut-être possible d'arriver à un certain équilibre dans les méthodes et les programmes d'appui. Pour l'instant, je n'ai aucune raison de croire que cela n'est pas possible.

Le vice-président: Monsieur Blaikie, vous avez également environ cinq minutes.

M. Blaikie: Bien, j'espère que j'obtiendrai le même 15 minutes 5.

L'une des choses que j'ai soulevées lorsque le CRM a comparu devant le Comité—ainsi que la question de la répartition régionale, que je ne veux pas aborder pour l'instant—fut toute la question d'un index d'inflation scientifique, l'établissement d'un genre de formule par laquelle nous pourrions déterminer quel est le facteur d'inflation pour les travaux scientifiques, de sorte que nous ayons une façon de savoir combien d'argent additionnel donner à la recherche médicale pour tenir compte de l'inflation. C'est un effort utile, aussi longtemps que nous aurons des limites arbitraires et artificielles comme celle du 6 p. 100, mais, imaginez qu'un jour ce programme disparaisse, avez-vous fait des recherches de ce côté? Avez-vous une formule de prête? Cela fait-il partie du plan quinquennal?

[Text]

Secondly, I wanted to ask a question about the controversy that has now been raging for some time about the therapeutic use of illegal narcotic drugs, the controversy over the use of heroin for terminal care, the controversy surrounding the fellow in Toronto who claimed that the use of cannabis helped his condition, which I believe was epilepsy, or whatever . . . — that sort of thing. Is any research being funded by the Medical Research Council, either of a clinical nature or a purely scientific nature, into that very difficult area? It has always been a concern to me that this is something that governments, and perhaps the MRC by extension, might want to stay away from, because of its obviously sensitive nature. But I think there are some very legitimate arguments to be made for the selective use of these drugs for therapeutic purposes, and I was wondering what attention, if any, is being paid to that issue.

Dr. Bois: Mr. Chairman, as far as the index is concerned, I think now for three years at least, maybe four, a survey taken each year in July—or at the end of the year, June, the year in universities—has established that, also for ENSERD, the Natural Sciences and Engineering Research Council, and provided us with an indicator of the inflation of the cost of doing research. This is the factor I mentioned earlier, which for the current year, calculated last summer . . .

Mr. Blaikie: That is what your 11.7% . . .

Dr. Bois: —is 11.7%. It is interesting, Mr. Chairman, because this calculation is done by MRC, asking for information from the various grantees and the administrations of the schools and the universities and the hospitals; ENSERD does it in somewhat the same way, but not exactly, and we arrived at about the same figures. They must not be far from the reality.

• 1055

Now for narcotics in terminal care, and cannabis in clinical use. As far as narcotics in terminal care, I do not think we have any kind of research going on. It is not really research. As far as the actions of narcotics are concerned, they are fairly well known. It is a matter of *modalité of exercice professionnel* and acceptability from society rather than really a research for what I said just now. What has been going on, when you have a number of projects in the neuro-sciences, for instance, these days, which are very exciting, and deal with the endogenous opiate-like substances that are pollutants for the body and that are related to behaviour and to feelings of well-being and so forth—these endogenous substances are related to the hypodermis and hypothesis and are very important, not only in the metabolic physiological situation but also of the behaviour.

This is an area still interesting and very promising in research, which is related in some ways to why we use narcotics. It is to alleviate pain in those situations. So if we

[Translation]

Deuxièmement, j'ai une question sur la controverse qui fait rage depuis quelque temps au sujet de l'utilisation thérapeutique de drogues illégales, la controverse au sujet de l'utilisation d'héroïne pour les patients en phase terminale, la controverse entourant cette personne de Toronto qui prétend que la consommation de cannabis l'aide dans sa condition—je pense qu'elle souffre d'épilepsie, ou autre chose—et ce genre d'utilisation. Le Conseil de recherches médicales finance-t-il des recherches de nature clinique ou purement scientifique dans ce domaine très difficile? J'ai toujours pensé que les gouvernements, et peut-être le CRM, par extension, voudraient peut-être éviter ceci, étant donné l'aspect vraiment délicat du problème. Toutefois, je pense qu'on peut présenter des arguments très légitimes sur l'utilisation sélective de ces drogues à des fins thérapeutiques, et je me demande quelle attention on accorde à cette question, le cas échéant.

Dr Bois: Monsieur le président, pour ce qui est de l'index, je pense que depuis maintenant trois ans au moins, peut-être quatre, un relevé effectué chaque année, en juillet—ou à la fin de l'année universitaire, à la fin de juin—a prouvé cela, et ce relevé est également effectué pour le CRSNG, le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie. Ce relevé nous fournit un indicateur de l'inflation du coût de la recherche. C'est le facteur que je mentionnais tout à l'heure, pour l'année en cours, d'après les calculs de l'été dernier . . .

M. Blaikie: C'est votre 11.7 p. 100 . . .

Dr Bois: . . . il se chiffre à 11.7 p. 100. Ceci est intéressant, monsieur le président, car c'est le CRM qui effectue ces calculs en demandant des renseignements à divers bénéficiaires de subventions et aux administrations des écoles, universités et hôpitaux; le CRSNG le fait à peu près de la même façon, mais pas exactement, et nous arrivons à peu près aux mêmes chiffres. Ils doivent donc être très près de la réalité.

Vous avez mentionné l'utilisation des drogues pour les patients en phase terminale et l'utilisation clinique du cannabis. Pour ce qui est de l'utilisation des stupéfiants pour les patients en phase terminale, je ne pense pas que nous ayons de recherche en cours. Ce n'est pas vraiment de la recherche. Pour ce qui est des effets des stupéfiants, ils sont très bien connus. C'est plutôt une question de modalité de l'exercice professionnel et de la façon dont la chose est acceptée par la société, plutôt qu'une question de recherche. Ce qui s'est fait, lorsque vous avez par exemple, de nos jours, un certain nombre de projets dans le domaine des sciences neurologiques, qui sont très intéressantes, projets portant sur les substances ressemblant aux opiate endogènes qui sont des polluants pour le corps et qui sont liés au comportement et aux sensations de bien-être, et ainsi de suite . . . Ces substances endogènes sont liées à l'hypoderme et à l'hypophyse, et elles sont très importantes, non seulement pour l'état du métabolisme physiologique, mais aussi pour le comportement.

C'est un domaine de recherche toujours intéressant et très prometteur, qui est relié de certaines façons aux raisons pour lesquelles nous utilisons des stupéfiants. Dans ces cas-là, c'est pour soulager la douleur. Donc, si nous pouvions avoir des

[Texte]

could have substances that are biologicals and produced by the body, you would probably solve a good part of this discussion.

The basic research that I know of in basic pharmacology and fundamental pharmacogenetics, the *pharmacodynamics* of cannabis and these substances, we still have a number of projects on these substances but more related to their possible—not necessarily immediate toxicity, but long-term toxicity. In this area, as well as in the area of a number of other molecules of these families, one may have the impression that there are changes that could happen at the genome level that could be long-term, but it is a bit far from the...

Mr. Blaikie: I am just going to ask a quick supplementary. You are saying that there is no research going on into the therapeutic uses of heroin, because you basically see that as a value question or a decision which obviously relates to more than just a medical perspective. And on cannabis, the research that is going on has to do with the negative effects of long-term use, but there is no research going on into positive effects of short-term clinical use for selective therapeutic purposes. Would that be a good summary of what you had to say?

Dr. Bois: Mr. Chairman, what I would just like to say is that there have been no projects that I remember on the use of narcotics or heroin. It might have happened, or these projects might have been sent to NHRDP, but I do not remember having seen one of these with MRC. Of course, I am trying to look at all the projects, but as far as cannabis and selective therapeutic effects, I know that there are one or two trials but I do not remember having seen this as a research project coming to us.

• 1100

Mr. Blaikie: The reason I asked the question is that on the heroin issue there are people who not only object to its use for professional reasons, or whatever, but who have also made arguments against it of a medical nature: that it does not do what many claim for it, and that sort of thing. It has always seemed to me to be a bit of an anomaly, ever since I was a student chaplain at Sunnybrook Medical Centre during my seminary training. There were people who only had two weeks left to live, but people were worried that they might become addicted to heroin, so this was not an option.

Mr. Hudecki: It might have put them over the brink.

Mr. Blaikie: This seemed to me to be a sort of needless anxiety.

The Vice-Chairman: I take it that is a statement and not a question.

Dr. Schroder.

Mr. Schroder: I would like to ask a question on some specifics on research.

[Traduction]

substances biologiques produites par le corps, nous pourrions probablement résoudre pour une bonne part cette discussion.

Quant à la recherche fondamentale dont je suis au courant dans le domaine de la pharmacologie de base et de la pharmacologie génétique fondamentale, la pharmacodynamique du cannabis et de ces substances, nous avons encore un certain nombre de projets en cours touchant ces substances, mais portant plutôt sur leurs possibilités... pas nécessairement leur toxicité immédiate, mais à long terme. Dans ce domaine, ainsi que dans celui de nombre d'autres de ces familles moléculaires, on a l'impression qu'il pourrait se produire des changements à long terme au niveau des génomes, mais c'est un peu loin de...

M. Blaikie: Je veux simplement vous poser une petite question supplémentaire. Vous dites qu'il n'y a aucune recherche effectuée sur les utilisations thérapeutiques de l'héroïne, car fondamentalement, vous voyez cela comme une question de valeur ou une décision qui, évidemment, dépasse le cadre de la simple perspective médicale. Pour ce qui est de la recherche effectuée sur le cannabis, elle porte plutôt sur les effets négatifs de l'utilisation à long terme, mais il n'y a aucune recherche sur les effets positifs d'une utilisation clinique à court terme à des fins thérapeutiques sélectives. Est-ce que cela résume bien vos propos?

Dr. Bois: Monsieur le président, je veux simplement dire que je ne me souviens d'aucun projet sur l'utilisation des stupéfiants ou de l'héroïne. C'est possible qu'il y en ait eu ou que ces projets aient été envoyés au PNRDS, mais je ne me souviens pas d'en avoir vu au CRM. Bien sûr, j'essaie de jeter un coup d'oeil sur tous les projets, mais pour ce qui est du cannabis et des effets thérapeutiques sélectifs, je sais qu'il y a eu un ou deux essais, mais à ma connaissance, cela ne nous a pas été soumis comme projet de recherche.

M. Blaikie: La raison pour laquelle je pose la question, c'est qu'il y a des gens qui ne s'opposent pas à l'utilisation de l'héroïne pour des motifs professionnels, ou autres, mais ces personnes ont également avancé des arguments contraires, de nature médicale, disant que cette drogue n'a pas les effets que beaucoup lui accordent, et ainsi de suite. J'ai toujours trouvé cela un peu anormal, depuis que j'ai été étudiant-aumônier au Centre médical Sunnybrook pendant ma formation de séminariste. Certains patients n'avaient que deux semaines à vivre, mais on s'inquiétait du fait qu'ils puissent devenir héroïnomanes; donc, cette option était éliminée.

M. Hudecki: Cela aurait pu leur faire faire le grand plongeon.

M. Blaikie: Ce genre d'inquiétude me semblait tout à fait inutile.

Le vice-président: Je présume que c'est une déclaration, et non une question.

Docteur Schroder.

M. Schroder: J'aurais une question à poser sur certains aspects spécifiques de la recherche.

[Text]

As you know, the animal welfare organizations and the humane society are quite concerned about the use of animals in research. What I would like to know is what is the policy of MRC in funding research in which animals are used? Secondly, what steps are you taking to develop alternatives to the use of animals in research?

Dr. Bois: Mr. Chairman, as you probably know, MRC and NSERC both support the Canadian Council on Animal Care. This council was formed some 15 years ago now, after a study report from NRC. It became the Canadian Council on Animal Care, and it is funded both by NSERC and NRC. This council sets guidelines for the experimental use of animals and monitors animal facilities and care; it also publishes some other guidelines pertaining to the use of animals in general.

The Canadian Council on Animal Care gives NRC and NSERC a number of indications and recommendations on the use of animals. We ask our grantees to have from their own university or department, depending on where . . . , a statement that the use of animals for this experimentation is accepted by the local committee for animal care. The assessment committees for the review of projects give special attention to projects where the use of animals is involved. If there are questions, then the project is still evaluated but sent to the attention of the secretariat and we inquire locally whether all aspects of the guidelines have been implemented.

The Canadian Council has done a remarkable job, I would say, within the years, in having provided the universities, through the presidents of the universities . . . —sensitized some of the universities that they had have to have rulings and guidelines, and that they had to be followed. I think this is all to the quality of the Canadian Council on Animal Care at the moment.

The Vice-Chairman: Dr. Schroder.

• 1105

Mr. Schroder: What sort of mechanism is there for you to control animal experimentation?

Dr. Bois: Mr. Chairman, I would say first that the committees, when they review projects, have a very strong influence on this matter, for instance if they view that it is not necessary to perform this experiment with dogs rather than with mice, or whatever. That is one very important point. The other point is that we had a committee last year, if I remember, examining alternative approaches for experimentation rather than animals. It is only in the area of neurophysiology where there is a major problem. In others, of course, there is, but less so. In neurophysiology it is difficult to go ahead without animal experimentation.

[Translation]

Comme vous le savez, les organismes pour le bien-être des animaux et la Société de protection des animaux sont très préoccupés par l'utilisation des animaux pour la recherche. Je voudrais savoir quelle est la politique du CRM pour le financement de travaux de recherche pour lesquels on utilise des animaux. Deuxièmement, quelles mesures prenez-vous afin de développer des façons de remplacer l'utilisation des animaux de laboratoire?

Dr Bois: Monsieur le président, comme vous le savez probablement, le CRM et le CRSNG appuient tous deux le Conseil canadien de protection des animaux. Ce conseil fut créé il y a maintenant 15 ans, suite à un rapport d'étude du CNR. Il est devenu le Conseil canadien de protection des animaux, et il est financé par le CRSNG et le CNR. Ce conseil établit des lignes directrices pour l'utilisation des animaux à des fins d'expérience et surveille les installations pour les animaux et la protection des animaux; il publie également d'autres lignes directrices touchant l'utilisation des animaux en général.

Le Conseil canadien de protection des animaux donne au CNR et au CRSNG un certain nombre d'indications et de recommandations sur l'utilisation des animaux. Nous demandons à ceux qui reçoivent nos subventions d'obtenir de leur université ou département, selon l'endroit où ils sont, une déclaration précisant que l'utilisation des animaux pour telle ou telle expérience est acceptée par le comité local de protection des animaux. Les comités d'évaluation des projets accordent une attention spéciale aux projets c. animaux sont utilisés. S'il y a des doutes, le projet est toujours évalué, mais porté à l'attention du secrétariat, et nous faisons une enquête locale, pour déterminer si on a respecté tous les aspects des lignes directrices.

Je dirais qu'au cours des années, le conseil canadien a fait un travail remarquable auprès des universités, par le truchement de leurs présidents, en sensibilisant certaines universités au fait qu'elles doivent avoir des règlements et des lignes directrices, et qu'il faut s'y conformer. Pour l'instant, je pense que c'est tout à l'honneur du Conseil canadien de protection des animaux.

Le vice-président: Docteur Schroder.

M. Schroder: Quelle sorte de mécanisme existe-t-il pour que vous puissiez contrôler les expériences avec des animaux?

Dr Bois: Monsieur le président, je dirais d'abord que les comités peuvent beaucoup influencer la question lorsqu'ils étudient les projets; par exemple, s'ils considèrent qu'il n'est pas nécessaire d'utiliser des chiens et qu'on peut très bien s'en tirer avec des souris ou un autre animal. C'est là un point très important. L'autre, c'est que l'an dernier, nous avions un comité, si je me souviens bien, étudiant d'autres méthodes d'expérimentation n'utilisant pas les animaux. Le problème le plus important, c'est uniquement dans le domaine de la neurophysiologie. Cela pose des problèmes dans d'autres domaines aussi, bien sûr, mais dans une moindre mesure. En neurophysiologie, il est difficile d'effectuer de la recherche sans expérimenter sur des animaux.

[Texte]

Mr. Schroder: When researchers receive grants from MRC, and some aspect of their experiment is the use of animals, are they required to sign any certificate? Do they sort of make a commitment that they will follow the guidelines that are laid down?

Dr. Bois: Yes, Mr. Chairman, this is on the application form. Not only when the applicant signs, but also when the president or his representative signs, they sign something where these guidelines or references to these guidelines are well written.

Mr. Schroder: So you are satisfied that the care and maintenance of the animals is an important aspect of your guidelines in research and that you are developing a sensitivity among the researchers to this need?

Dr. Bois: Yes, Mr. Chairman. I would say, having seen this scene evolve since 1965 or so, having had the chance of being a member of the first committee on animal care, there is a tremendous improvement in this respect and very careful attention is given to the use of animals within our review committee. This I can say without any doubt. Locally, there are situations that sometimes depend on local problems, usually money—the building facilities, the ventilation.

The Vice-Chairman: Dr. Hudecki.

Mr. Hudecki: I just have the one question. I had a representation from researchers at St. Margaret's Hospital in Toronto on the subject of bone marrow transplant and research work in leukemia. Apparently they were turned down by the council. Their work, you know, is really work of substance. I have a feeling that it is a useful procedure and will develop probably as the choice treatment in some conditions. Although I am not judging—there are allotments made here—when I look at some of the bigger awards, for example, \$239,000 for a study of speech and language disorders among kindergarten children, and I see another one where there is \$188,000 to investigate relationships between diet and mood variations, which may include aggressive behaviours, I think the priorities sometime are a bit...

The Vice-Chairman: Dr. Hudecki, could you identify for the witnesses the documents from which you are quoting?

Mr. Hudecki: They are from the release of February 15, 1983. I think probably taken in isolation, these are good projects.

• 1110

Another one is the news release of April 19, 1982.

But in the totality, in your selections and in your priorities, you see no reason...? Tissue transplant work and work on leukemia, I think, should take priority.

[Traduction]

M. Schroder: Lorsque des chercheurs dont les travaux font appel à des expériences sur des animaux reçoivent des subventions du CRM, sont-ils obligés de signer un certificat quelconque? S'engagent-ils en quelque sorte à suivre les lignes directrices qui ont été établies?

Dr. Bois: En effet, monsieur le président, ceci fait partie de la formule de demande. Non seulement lorsque le demandeur signe, mais lorsque le président, ou son représentant, appose sa signature, ils signent un document où ces lignes directrices, ou des rappels de ces lignes directrices, sont clairement mentionnées.

M. Schroder: Vous êtes donc convaincu que la protection et les soins des animaux sont un aspect important de vos lignes directrices en recherche et que vous sensibilisez les chercheurs face à ce besoin?

Dr. Bois: Oui, monsieur le président. Ayant été témoin de l'évolution de ce domaine depuis 1965, ou à peu près, et ayant eu la chance d'être membre du premier comité de protection des animaux, je dirais qu'il y a eu une amélioration énorme à cet égard et que notre comité d'examen accorde une très grande attention à l'utilisation des animaux. Cela, je puis le dire sans aucun doute. Sur le plan local, il y a parfois des situations provoquées par des problèmes locaux, habituellement des problèmes de financement... les installations, la ventilation.

Le vice-président: Docteur Hudecki.

M. Hudecki: J'ai seulement une question à poser. Les chercheurs de l'hôpital St. Margaret de Toronto ont sollicité mon appui au sujet de la transplantation de la moelle des os et de travaux de recherche sur la leucémie. Apparemment, leur demande avait été refusée par le conseil. Vous le savez, leur travail est vraiment très important. J'ai le sentiment que c'est là une démarche utile, qui aboutira probablement au développement d'un traitement précieux dans certains cas. Sans porter de jugement—selon ces affectations de crédits—lorsque je regarde certaines des plus importantes subventions, par exemple, il y a \$239,000 pour une étude sur les problèmes d'élocution chez les enfants au niveau de la maternelle, et j'en vois une autre où il y a \$188,000 pour étudier les rapports entre les variations du régime alimentaire et l'humeur, ce qui peut inclure les comportements agressifs. Je pense que parfois, les priorités sont quelque peu...

Le vice-président: Docteur Hudecki, pourriez-vous préciser pour les témoins les documents que vous citez?

M. Hudecki: Ces renseignements sont tirés d'un communiqué du 15 février 1983. Je pense que pris isolément, ce sont de bons projets.

Un autre est un communiqué de presse du 19 avril 1982.

Mais dans l'ensemble, dans votre choix et vos priorités, vous ne voyez aucune raison... À mon avis, les travaux sur la transplantation des tissus et sur la leucémie devraient être prioritaires.

[Text]

Dr. Bois: Mr. Chairman, as far as the bone marrow transplant that you referred to, I would have to look up... There are not very many centres in Canada that perform bone marrow transplants, to the best of my knowledge—about two or three at the most. Of course, the number of cases is also low, but it is a life-saving procedure. It is a lot more fundamentally related to technical conditions than something to be investigated as such. The question is that one has to destroy the marrow of a patient and then change the population of cells with younger cells from a donor, and all this has to be done under very stringent, *exigeantes conditions*.

The projects you are referring to are not projects supported by MRC. These are projects that are supported, as far as I can see, by the NHRDP from Health and Welfare, which is a separate entity within the Department of National Health and Welfare that provides funding for public health in accordance with some of the priorities of the department.

I am listening to some of the titles. These are not titles that ring any bells. They are from the other funding agency.

Mr. Hudecki: It is really under the department...

Dr. Bois: Yes. There is no convertibility of funds from there to MRC.

Mr. Hudecki: But there is a considerable research component to bone marrow transplants. It is not completely standardized conditions and generally acceptable; it requires a considerable input yet, and should it be given priority?

The Vice-Chairman: I want to thank the witnesses, Dr. Bois, Mr. Leduc, and Mr. Belliveau. Their contribution is much appreciated.

This meeting is adjourned.

I remind you that we meet again on Thursday at 3.30 p.m. Our witness will be the Minister of State for Social Development.

[Translation]

Dr Bois: Monsieur le président, pour ce qui est de la transplantation de la moelle osseuse dont vous parlez, je devrai vérifier la chose. Il y a très peu de centres, au Canada, qui effectuent la transplantation de la moelle osseuse; autant que je sache, il y en a deux ou trois, tout au plus. Évidemment, le nombre de cas est minime, mais c'est une opération qui sauve la vie. Fondamentalement, c'est beaucoup plus lié à une condition précise qu'à quelque chose qui doit faire l'objet d'une étude comme telle. Le tout consiste à détruire la moelle d'un patient et à remplacer la population de cellules par des cellules plus jeunes venant d'un donneur, et tout ceci doit se faire dans les conditions les plus exigeantes.

Les projets auxquels vous faites allusion ne sont pas des projets qui bénéficient de l'appui du CRM. D'après ce que je peux voir, ce sont là des projets qui relèvent du PNRDS, qui est une entité séparée à l'intérieur du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, qui fournit le financement pour la santé publique, conformément à certaines priorités du ministère.

J'ai écouté les titres que vous avez mentionnés, et cela ne me dit rien. Ce sont des choses qui relèvent d'autres organismes de financement.

M. Hudecki: Cela relève réellement du ministère...

Dr Bois: En effet, on ne peut transférer des fonds de cet organisme au CRM.

M. Hudecki: Toutefois, il y a un effort de recherche considérable sur la transplantation de la moelle osseuse. Ne s'agit-il pas de conditions complètement normalisées et généralement acceptables? Il faut encore un apport considérable, et est-ce que l'on ne devrait pas y accorder priorité?

Le vice-président: Je remercie les témoins, Dr. Bois, M. Leduc et M. Belliveau. Nous avons beaucoup apprécié leur contribution.

La séance est levée.

Je vous rappelle que nous nous réunissons à nouveau jeudi, à 15h30. Notre témoin sera le ministre d'État chargé du Développement social.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

From the Medical Research Council of Canada:

Dr. Pierre Bois, President;

Mr. Gérald Leduc, Secretary to Council.

Du Conseil de recherches médicales du Canada:

M. Pierre Bois, Président;

M. Gérald Leduc, Secrétaire du Conseil.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 64

Thursday, April 28, 1983

Chairman: Mr. David Weatherhead

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 64

Le jeudi 28 avril 1983

Président: M. David Weatherhead

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Health, Welfare and Social Affairs

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent de la*

Santé, du bien-être social et des affaires sociales

RESPECTING:

Main Estimates 1983-84: Vote 1 under SOCIAL
DEVELOPMENT

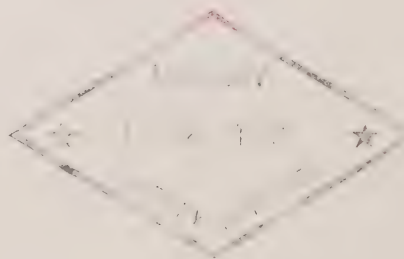
CONCERNANT:

Budget principal 1983-1984: crédit 1 sous la rubrique
DÉVELOPPEMENT SOCIAL

APPEARING:

The Honourable Jacob Austin, Senator,
Minister of State for Social Development

COMPARAÎT:

L'honorable Jacob Austin, sénateur,
Ministre d'État chargé du Développement socialFirst Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82-83Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982-1983

STANDING COMMITTEE ON HEALTH,
WELFARE AND SOCIAL AFFAIRS

Chairman: Mr. David Weatherhead

Vice-Chairman: Mr. Gary McCauley

MEMBERS/MEMBRES

David Berger
Bill Blaikie
Bruce Halliday
Jim Hawkes
Thérèse Killens
Flora MacDonald
(*Kingston and the Islands*)
Gilles Marceau
Jim Schroder

COMITÉ PERMANENT DE LA SANTÉ, DU
BIEN-ÊTRE SOCIAL ET DES AFFAIRES
SOCIALES

Président: M. David Weatherhead

Vice-président: M. Gary McCauley

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Warren Allmand
Coline Campbell
(*South West Nova*)
Vince Dantzer
Bob Daudlin
G.M. Gurbin
Stanley Hudecki
Stan Korchinski
Peter Lang
Jean-Claude Malépart
Margaret Anne Mitchell

(Quorum 6)

Le greffier du Comité

Judith LaRocque

Clerk of the Committee

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, APRIL 28, 1983
(95)

[Text]

The Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs met at 3:40 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. David Weatherhead, presiding.

Members of the Committee present: Mr. Hawkes, Miss MacDonald (*Kingston and the Islands*), Messrs. Marceau, McCauley, Schroder and Weatherhead.

Alternates present: Mr. Hudecki and Mrs. Mitchell.

Appearing: The Honourable Jacob Austin, Minister of State for Social Development.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Wednesday, February 23, 1983 pertaining to the Main Estimates 1983-84. (*See Minutes of Proceedings and Evidence dated Tuesday, March 29, 1983, Issue No. 59*)

By unanimous consent, the Chairman called Vote 1 under SOCIAL DEVELOPMENT.

The Minister made a statement and answered questions.

At 5:05 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 28 AVRIL 1983
(95)

[Traduction]

Le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales se réunit aujourd'hui à 15h40 sous la présidence de M. David Weatherhead (président).

Membres du Comité présents: M. Hawkes, M^{lle} Campbell (*Kingston et les Îles*), MM. Marceau, McCauley, Schroder et Weatherhead.

Substituts présents: M. Hudecki et M^{me} Mitchell.

Comparait: L'honorable Jacob Austin, ministre d'État chargé du développement social.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du mercredi 23 février 1983 concernant le Budget principal de 1983-1984. (*Voir procès-verbal et témoignages du mardi 29 mars 1983, fascicule n° 59*)

Du consentement unanime, le président met en délibération le crédit 1 sous la rubrique DÉVELOPPEMENT SOCIAL.

Le ministre fait une déclaration et répond aux questions.

A 17h05, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Judith A. LaRocque

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Thursday, April 28, 1983

• 1537

The Chairman: Order, please. I will call this meeting of the Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs to order.

We are today going to consider Vote 1 under Social Development.

SOCIAL DEVELOPMENT

General Summary

Vote 1—Social Development—Program expenditures.....
\$5,626,160.

The Chairman: At this time I would like to welcome the hon. Senator Jack Austin, Minister of State for Social Development. Mr. Austin, do you have an opening statement?

Hon. Jacob Austin (Minister of State for Social Development): Thank you, Mr. Chairman. I am pleased to come before this committee which is considering the estimates for the Ministry of State for Social Development. This is my first appearance before the committee. I have been looking forward to being here and having an exchange of views about the ministry and about matters of social policy in general.

As members know, I sit in what is euphemistically called the Other Place and I do not often get an opportunity to meet with members of this committee to share these interests in social policy.

I have a few brief comments about the general nature of the Ministry of State for Social Development. Its estimates total \$6.224 million, which covers the salaries and operating costs for 106 employees. When the ministry was established, the target range for three years was 106 employees, so we are on target. The members of the committee will notice that there has been an acceleration of person-years and of funding over the three years, the last year in particular due to the fact that until my appointment on September 10, 1982, to be minister, the previous holder of this office also held the office of Minister of Justice, and therefore a minister's staff was not carried by this ministry previously. Despite increases in the range of the minister's responsibilities, MSSD remains the smallest department in the government in terms of costs and in terms of person-years, and the best department in government, although the two are not necessarily related. The scope of the ministry's activities is tremendous. Our objective, as stated in the main estimates, is:

To formulate, develop, evaluate and co-ordinate policies in relation to the programs and activities of the government that support Canadian social development and the well-being of Canadians.

In operating terms, the ministry supports the Cabinet Committee on Social Development in the preparation of plans

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le jeudi 28 avril 1983

Le président: À l'ordre, s'il vous plaît. La séance du Comité permanent de la santé, du bien-être et des affaires sociales est ouverte.

Nous étudions aujourd'hui le crédit 1^{er} au chapitre du Développement social.

DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Sommaire général

Crédit 1^{er}—Développement social—Dépenses du programme\$5,626,160.

Le président: Je souhaite la bienvenue à l'honorable sénateur Jack Austin, ministre d'État du Développement social. Monsieur Austin, avez-vous une déclaration préliminaire?

L'Honorable Jacob Austin (ministre d'État du Développement social): Je vous remercie, monsieur le président. Je suis très heureux de me présenter devant votre Comité pour la première fois à l'occasion de son examen du budget des dépenses du département d'État au Développement social, et de procéder avec vous à un échange de vues sur le ministère et la politique sociale en général.

Ainsi que vous le savez, je siège dans ce que l'on appelle par euphémisme «l'autre endroit» et je n'ai pas très souvent l'occasion de rencontrer les membres de votre Comité pour débattre de la politique sociale.

J'aimerais commencer par décrire brièvement le département d'État au Développement social. Son budget total se monte à 6.224 millions de dollars, qui couvrent les salaires et les coûts d'exploitation pour 106 années-personnes. Lorsque le ministère a été créé, on avait prévu un effectif de 106 employés au bout de trois ans, et cet objectif est donc rempli. Vous noterez une certaine hausse du nombre des années-personnes et du budget durant cette période de trois ans qui tient en particulier au fait que le ministre, jusqu'à ma nomination le 10 septembre 1982, détenait également le portefeuille de ministre de la Justice et qu'il n'avait donc pas de cabinet personnel dans ce ministère. Malgré l'expansion des responsabilités du département, le DEDS demeure le plus petit département du gouvernement sur le plan de ses frais d'administration et de ses effectifs; il est également le meilleur ministère, encore que les deux aspects ne soient pas nécessairement liés. La portée des activités du département est énorme, son objectif, décrit dans le budget principal, étant de:

Formuler, élaborer, évaluer et coordonner, relativement aux programmes et activités du gouvernement, des politiques qui soutiennent directement le développement social et le bien-être des Canadiens.

Sur le plan opérationnel, le département seconde le Comité du cabinet chargé du développement social quand il s'agit

[Texte]

and strategies for the social sector and in the determination of priorities thereto. I, of course, chair that Cabinet committee.

• 1540

The ministry co-ordinates the development of policy proposals across the span of departments and agencies which comprise the social affairs and justice and legal envelopes.

The ministry likewise co-ordinates the review and evaluation of existing social programs and policies in light of the priorities established by the Cabinet Committee on Social Development.

Finally, it endeavours to ensure the effective management of the financial resources of the envelope.

I would like to turn for a moment from a description of the ministry to talk to members about the importance of the social policy sector. What I say is evident to all members. In the current fiscal year the federal government will channel \$37.3 billion, or just over 41% of its expenditures, through the social affairs envelope. The justice and legal affairs envelope, of which I am also chairman, represents a further \$1.8 billion in federal spending.

The social affairs envelope contains the principal federal transfers to individuals, such as old age security, GIS and veterans' allowance, as well as the major cash transfers to provincial governments for the support of provincially administered social programs such as medicare, post-secondary education and the Canada Assistance Plan. The envelope also contains important programs and services directly delivered by the federal government, such as support to natives, the jobless and the cultural community. The justice and legal envelope includes amongst its programs the cost of operating the RCMP and the federal Correctional System.

Mr. Chairman, I have provided to members a copy of the annual report of the Ministry of State for Social Development, 1981-1982. This is the first such report that has appeared for the ministry.

If members would turn to the page headed 'Social Development Spending', which has a colour diagram on it, members will see that the spending that the ministry oversees is roughly divided by thirds in terms of transfers to individuals, transfers to provinces and direct programs.

Mr. Chairman, I would like to keep my comments brief because I feel that the most advantage to members of the committee and myself would be in exchanging views and in my responding to questions, so I would be pleased if you would move to that phase of this hearing.

The Chairman: Thank you, Mr. Minister. The minister has also indicated to me that he has to catch a plane before suppertime, so perhaps the meeting could go until 5.00 p.m., if that is agreeable. I know Miss MacDonald and I are trying to

[Traduction]

d'établir les plans et stratégies pour le secteur social et de déterminer ses priorités. Je préside évidemment ce comité du cabinet.

Le département coordonne le développement des propositions en matière de politique pour l'ensemble des ministères et agences qui font partie des enveloppes «affaires sociales» et «affaires juridiques et légales».

Il coordonne également l'examen et l'évaluation des politiques et programmes sociaux actuels à la lumière des priorités établies par le Comité du cabinet.

Enfin, il veille à ce que les ressources financières dont dispose le Comité soient gérées de façon efficace.

Ayant donné une description du département, j'aimerais me pencher un moment sur la question de l'importance du secteur de la politique sociale. Au cours de cette année financière, le gouvernement fédéral dépensera 37.3 milliards de dollars par le biais de l'enveloppe des affaires sociales, soit un peu plus de 41 p. 100 de ses dépenses globales. L'enveloppe des affaires juridiques et légales représente 1.8 milliard de dollars additionnels en dépenses fédérales.

L'enveloppe des affaires sociales comprend les principaux programmes fédéraux de transfert aux particuliers, tels que la sécurité de vieillesse, le supplément de revenu garanti et les allocations pour les anciens combattants, et comprend également les principaux transferts aux provinces pour le financement des programmes sociaux qu'elles administrent, tels que l'assurance-maladie, l'enseignement postsecondaire et le régime d'assistance publique du Canada. De plus, des programmes et services importants sont fournis directement par le fédéral dans le cadre de cette enveloppe, par exemple, aux autochtones, aux chômeurs et à la communauté culturelle. Les coûts d'administration de la GRC et du Service correctionnel fédéral figurent parmi les programmes de l'enveloppe des affaires juridiques et légales.

Monsieur le président, j'ai fait distribuer aux membres du Comité un exemplaire du rapport annuel du département d'État au Développement social pour l'année 1981-1982. C'est la première fois que le département publie un tel rapport.

Si vous vous reportez à la page intitulée «Dépenses de développement social», sur laquelle figure un diagramme en couleurs, vous y verrez que les dépenses que le département supervise se répartissent en trois secteurs à peu près égaux, celui des transferts aux particuliers, celui des transferts aux provinces et celui des programmes directs.

Monsieur le président, j'ai voulu que mes remarques soient brèves, afin de donner aux membres du Comité le plus de temps possible pour poser des questions et échanger des vues, et je suis disposé maintenant à aborder cette phase de nos travaux.

Le président: Je vous remercie, monsieur le ministre. Le ministre m'a également fait savoir qu'il a un avion à prendre avant le dîner et je pense donc que nous devons lever la séance à 17 heures, si cela vous convient. M^{lle} MacDonald et moi-

[Text]

be on two committees at once this afternoon, and whether we are successful or not we will have to see.

Mr. McCauley, do you want to start some questioning before you take the chair for me momentarily?

Mr. McCauley: If Miss MacDonald has to go too, perhaps she may . . .

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): It is a main committee, as far as I am concerned, and that is the main minister so I am not disappearing.

The Chairman: Mr. McCauley, would you like to question before you take the Chair?

Mr. McCauley: Mr. Chairman, to the Minister, looking at the estimates, in your statement you indicate that you are channelling \$37.3 billion in the social affairs envelope. That is a substantial amount of money. I wonder how much of that is designated to study emerging issues in our society, if any; and if so, what are those issues, in your opinion?

• 1545

Senator Austin: I do not have a sum segregated in that way, Mr. McCauley. I cannot give you a specific number. My committee has met on several occasions to discuss emerging issues, and we have looked at a broad number of them.

The sorts of issues that recently are being considered relate to the role of the family in the emerging society of the 1990s and the beginning of the twenty-first century. We have taken a look at the stresses and strains on the family, of the aggressive movement of the economy through the 1970s and the contraction of the economy over the last two years.

That has an important fall-out, as members will know, in terms of the economic security of the family and in terms of the social security of society. We have looked at questions relating to the legal justice system and the penitentiary system. We have looked at questions relating to natives and their role in the post-patriation and charter of rights era in this country. We have also taken a strong interest in the voluntary sector and the possibilities of an enlarged contribution to both program development and program management being vested in that area.

So your question was general, and I have given you a schematic kind of answer. I am sorry I cannot give you a number related to funds. It is not a very large number in the overall envelope, but we just do not segregate funds in that way.

Mr. McCauley: Is there a systematic approach within the social affairs milieu towards focusing on emerging issues?

Senator Austin: Yes, my ministry has an overview committee, headed by the secretary, to identify emerging issues and to deal with the assembly of data that allows us to understand their nature, both in policy and financial terms. Here again, while I can assure you this is one of the main purposes of a Ministry of State, to identify emerging issues and to identify

[Translation]

même essayons de siéger à deux comités en même temps cet après-midi, mais je ne sais pas encore si nous allons y parvenir.

Monsieur McCauley, souhaitez-vous poser quelques questions avant de me remplacer à la présidence?

M. McCauley: Si M^{lle} MacDonald doit partir également, peut-être pourrait-elle . . .

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Ce Comité-ci est le plus important à mes yeux et puisque le ministre est là, je ne vais certainement pas partir.

Le président: Monsieur McCauley, voulez-vous poser des questions avant de prendre la présidence?

M. McCauley: Monsieur le ministre, si je regarde votre budget, vous dites dans votre déclaration que vous supervisez un montant de 37,3 milliards de dollars qui représente l'enveloppe des affaires sociales. C'est une somme considérable. Quelle partie de cette somme est consacrée à l'étude des problèmes nouveaux qui émergent dans notre société, le cas échéant, et quels sont ces problèmes, à votre avis?

Le sénateur Austin: Nous ne faisons pas ce calcul, monsieur McCauley, et je ne peux donc pas vous donner de chiffres précis. Mon comité s'est réuni à plusieurs reprises pour traiter des problèmes en voie d'émergence et nous en avons identifié un certain nombre.

Il s'agit notamment du rôle de la famille dans la société nouvelle des années 1990 et du début du 21^e siècle. Nous nous sommes penchés notamment sur les tensions que l'accélération économique jusque dans les années 1970 et le recul subséquent de ces deux dernières années exercent sur la famille.

Ces mutations entraînent des retombées considérables, sur le plan de la sécurité économique de la famille et de la sécurité sociale de la société. Nous nous sommes penchés sur les problèmes du système judiciaire et du système correctionnel. Nous nous sommes intéressés également aux autochtones et à leur rôle dans cette ère nouvelle qu'ont ouverte la Charte des droits et le rapatriement de la Constitution. Nous nous sommes penchés également sur le secteur du bénévolat et sur les moyens de l'associer plus étroitement au choix et à l'administration des programmes qui l'intéressent.

Votre question était de nature très générale et je lui ai donné une réponse schématique. Je regrette de ne pouvoir vous chiffrer les sommes que nous consacrons à ce travail, mais elles ne représentent certainement pas un gros pourcentage de l'enveloppe totale.

M. McCauley: Est-ce que le secteur des affaires sociales suit une approche systématique pour identifier les problèmes de demain?

Le sénateur Austin: Oui, il existe au sein de mon département un comité de supervision, présidé par le secrétaire, qui est chargé d'identifier les problèmes nouveaux et de rassembler les données qui nous permettront d'en saisir la nature et les répercussions, aussi bien sur nos orientations que sur notre budget. Encore une fois, l'identification des questions nouvelles

[Texte]

declining issues, the function is pervasive throughout the ministry. It is not exclusive to two or three public servants. It is one of the main objectives of the ministry, and the direction is headed by the secretary.

Mr. McCauley: Can you give me a name or names?

Senator Austin: Gordon Smith is the secretary and is here today.

Mr. McCauley: I would like to move on now, Mr. Chairman, to post-secondary education. Would the minister review briefly for us what the present policy of the government is with regard to funding of post-secondary education?

Senator Austin: Briefly, it is to maintain the federal contribution to post-secondary education, limited in its growth to the 6 and 5 formula, and beyond that, to enhance the federal contribution to post-secondary education. At this moment, the enhancement program is being discussed between the Secretary of State and his provincial counterparts; but the objectives of that discussion are, in general, to include a more targeted use of the funds which are beyond the established program and the 6 and 5 growth increments.

• 1550

For example, Secretary of State has discussed with provincial ministers the implementation of an enhanced official languages program. Indeed, the enhancement of student loans is an active subject of discussion, both in terms of the additional funds I have spoken of and in terms of the main funds.

Finally, I would say that we are seeking as a government a higher profile and recognition for the federal role in post-secondary contributions. One of the problems the federal system has discovered is the low awareness of the public at large of the substantial role—beyond 50%—in the financing of post-secondary education in many of the provinces; and the result is that all of the federal process, and those who represent the federal process in Canadian life, suffer from a lack of awareness in the community of the responsibilities which this government, and which the federal system as a whole, take.

Mr. McCauley: One last question, Mr. Chairman.

Do I take it from your answer, then, that the negotiations between the Secretary of State and the provincial ministers of education have not yet been concluded?

Senator Austin: That is true. They are still under way.

Mr. McCauley: Is the federal government prepared to increase its contribution to second-language funding?

Senator Austin: As I was saying earlier, we have made that proposal to the provinces: to enhance the official languages programs in all the provinces.

Mr. McCauley: What is the status of the negotiation on that item?

[Traduction]

et des problèmes en déclin est l'une des premières tâches du département et toute notre organisation s'y consacre. Ce travail n'est pas celui de deux ou trois fonctionnaires seulement, mais est l'un des principaux objectifs du département, la coordination étant assurée directement par le secrétaire.

M. McCauley: Pourriez-vous me donner quelques noms de responsables?

Le sénateur Austin: Le secrétaire est Gordon Smith et il est présent aujourd'hui.

M. McCauley: J'aimerais passer maintenant à l'enseignement postsecondaire, monsieur le président. Le ministre pourrait-il passer brièvement en revue la politique actuelle du gouvernement concernant le financement de l'éducation postsecondaire?

Le sénateur Austin: En bref, il s'agit de maintenir à son niveau la contribution fédérale à l'enseignement postsecondaire dont la croissance est limitée à 6 et 5 p. 100 et d'en améliorer les modalités. Ce programme de rationalisation fait l'objet de négociations menées par le Secrétaire d'État et ses homologues provinciaux, les objectifs étant, de façon générale, de mieux cibler les fonds nouveaux qui s'ajoutent aux programmes en place et qui excèdent les plafonds de 6 et 5 p. 100.

Par exemple, le Secrétaire d'État négocie avec les ministres provinciaux la mise en place d'un programme des langues officielles enrichi et notamment d'une multiplication des prêts aux étudiants, par l'injection de crédits supplémentaires et le réaménagement des crédits existants.

Enfin, le gouvernement cherche à rendre plus visible le rôle fédéral dans l'éducation postsecondaire afin que le public en prenne davantage conscience. L'un des problèmes que l'on a constaté est que le public dans son ensemble ignore la part très grande que prend le fédéral dans le financement de l'enseignement postsecondaire dans de nombreuses provinces où il contribue plus de 50 p. 100 des crédits; il en résulte que le pays ignore généralement la responsabilité que le gouvernement, le système fédéral, exerce dans ce domaine.

M. McCauley: Une dernière question, monsieur le président.

Dois-je conclure que les négociations entre le Secrétaire d'État et les ministres provinciaux de l'Éducation n'ont pas encore abouti?

Le sénateur Austin: C'est vrai, elles se poursuivent.

M. McCauley: Est-ce que le gouvernement fédéral est disposé à accroître sa contribution à l'enseignement de la langue seconde?

Le sénateur Austin: Comme je l'ai dit, nous avons proposé aux provinces d'enrichir les programmes de langues officielles partout.

M. McCauley: À quel stade en sont les négociations à ce sujet?

[Text]

Senator Austin: My understanding is that the proposal in principle has been most favourably received. I have had the opportunity to see correspondence between the Ontario ministry, the Hon. Bette Stephenson, and the Hon. Serge Joyal, and that correspondence is most supportive of the enhancement of the official languages.

Mr. McCauley: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Miss MacDonald.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Thank you, Mr. Chairman. I notice that the minister says his ministry remains the smallest department in the government. But I am sure he recognizes, as we all do, that he presides over the largest spending envelope in the government. It is in his capacity as chairman of the Cabinet committee on social development that I would like to direct my questions.

I would start out by looking at the fiscal plan on page 12. It sets out the expenditure plan by envelope. I mention the documents tabled by the Minister of Finance when he presented his budget.

I come to the expenditure plan of the social affairs envelope. This year, as you mentioned, it is some \$37 billion. It is an increase of 16.6% in spending, which is the highest increase of any of the spending envelopes. Then I look ahead to the forecast for next year, and I see that it is an increase of 3%.

My question to the minister is this. When you are considering spending in the social policy area, what programs do you consider are most in need of enrichment?

• 1555

What options are there for carrying out that enrichment or cut-back or whatever it might be? Could you give us some idea of the methods by which you are seeking to make changes in the social policy spending, whether it is through the tax proposals, whether it is through changing tax measures, increased taxation, greater direct payments? I would like to know where you are going in this field in an area where spending increases automatically because of locked-in provisions; yet at the same time you are going to be limited, according to your own forecasts, to a 3% increase in the overall envelope next year. I am not sure that is going to take care of all of the automatic increases. So I wonder if you could give us some idea of the thinking that you have, as chairman of that Cabinet committee, and the priorities you are establishing and the methods by which you are going to achieve them. And good luck.

Senator Austin: I would like to be helpful but, as Miss MacDonald knows, there are a number of limitations on my ability to answer the question in the fullness thereof. The role I play as chairman of the Cabinet Committee on Social Development really has two objectives: one is to control the spending in accordance with the policy decisions of the Cabinet; and secondly, to encourage the development of new policy initiatives that respond to needs in the community, and also to identify those that appear to be declining so that we

[Translation]

Le sénateur Austin: Je crois savoir que notre proposition de principes a été bien accueillie. J'ai pris connaissance récemment de la correspondance échangée entre le ministre ontarien, l'honorable Bette Stephenson, et l'honorable Serge Joyal, laquelle semble traduire un avis très favorable.

M. McCauley: Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Mademoiselle MacDonald.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je vous remercie, monsieur le président. Le ministre nous a dit que son département reste le plus petit ministère du gouvernement. Cependant, nous savons tous qu'il règne sur la plus grande enveloppe de dépenses de toute l'administration fédérale. C'est donc en sa capacité de président du Comité du développement social du Cabinet que j'aimerais lui poser quelques questions.

Je vais commencer par le plan de dépenses qui figure à la page 12 des documents déposés par le ministre des Finances lors de l'introduction de son budget.

Regardons le plan de dépenses de l'enveloppe des affaires sociales. Comme vous l'avez dit, le montant total va atteindre cette année 37 milliards de dollars, une augmentation de 16.6 p. 100, soit la hausse la plus forte de tout le budget fédéral. Si je regarde maintenant les prévisions pour l'année prochaine, je constate une hausse de 3 p. 100.

La question que je pose au ministre est donc la suivante: quels sont les programmes, dans tout le secteur de la politique sociale, qui ont le plus besoin d'être enrichis?

Quelles options se présentent à vous pour opérer cet enrichissement ou ces coupures? Pourriez-vous nous donner une idée des méthodes que vous suivez dans cette restructuration des dépenses sociales? Avez-vous recours à des mesures fiscales, à des hausses d'impôt, envisagez-vous des paiements directs plus élevés? J'aimerais savoir quelle orientation vous suivez dans ce secteur où les dépenses augmentent automatiquement par suite d'engagements inamovibles alors que, en même temps et d'après vos propres prévisions, vous limitez à 3 p. 100 la hausse de l'enveloppe globale l'année prochaine. Je ne suis pas certaine que cela suffise à couvrir les hausses automatiques. Pourriez-vous donc, puisque vous présidez ce Comité du Cabinet, nous indiquer quel cheminement vous suivez, quelles priorités et quelles méthodes vous vous êtes fixées pour réaliser cet objectif. Je vous souhaite d'ailleurs bonne chance.

Le sénateur Austin: J'aimerais vous aider mais comme vous le savez, mademoiselle MacDonald, il y a des limites à ce que je peux vous divulguer. En tant que président du Comité du développement social du Cabinet, je poursuis deux objectifs: d'une part, contrôler les dépenses conformément aux orientations décidées par le Cabinet et, d'autre part, rechercher des initiatives nouvelles qui répondent aux besoins de la population et, tout d'abord, identifier les besoins en recul de façon à pouvoir effectuer des déplacements de crédits à l'intérieur de

[Texte]

can, wherever possible, recover funds from within the social policy envelope for our new areas of sensitivity.

I cannot speak on behalf of the view of the committee as to these new vulnerabilities or as to declining priorities or as to what the... nor can I speak on behalf of the Minister of Finance with respect to the decisions he will make in terms of the size of the social envelope in the years ahead of us—for example, the year 1984-1985—nor can I predict the Cabinet's decisions. But within those contexts I would say there are two sources of enhanced financial resources for the envelope. One is from internal review and reassignment of current spending, approved and authorized. The committee is much restrained by statutory provisions and much restrained by agreements with provinces; therefore, those sums over which we have a true discretion are perhaps in the vicinity of one-sixth of the entire envelope. Miss MacDonald knows that.

However, even statutory and contractual obligations do change over time, so the committee can take a longer view. These longer-term programs have always to be evaluated. Once we are in a statutory or contractual program we of course adhere to their provisions, but it would be a silly point if we were to say that we will never look to the efficacy of those commitments at any time in the future.

• 1600

By that remark I am not suggesting that we have such thoughts specifically in any area. I am talking in response to the question about methods.

The second area, of course, is resources that are brought to the committee from the general resources of the government, perhaps through enhanced taxation, perhaps through funds saved in other envelopes and transferred to the social development envelope.

The commitment of the government is to maintain the economic stabilizers that underlie the social policy system for which the federal government is responsible. The federal government has been insistent and successful not only in maintaining the social security system which a number of governments have assisted in developing in this country but also in enhancing it, as the numbers that are before this committee indicate.

We have no intention of financing other requirements from the needs which are serviced by the social affairs envelope, other requirements of government outside of the social affairs envelope from these needs. In fact, the opposite, I would say, would be true as a generality.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Mr. Chairman, I understand the minister's difficulty. I am not trying to ask for information that he is not able to divulge. I know that he has \$30 billion committed that he cannot do anything about. So the latitude that you have to work with, either in the allocation of moneys in the envelope or indeed through the sheltered income under the tax provisions that relate to you... I think that is something in the vicinity, perhaps, of another \$3 billion so you really do not have that much latitude. I understand that. I am going through the same exercise myself. I can

[Traduction]

l'enveloppe de la politique sociale pour répondre aux besoins nouveaux.

Je ne peux pas vous indiquer quel est l'état actuel de la réflexion au sein de ce Comité concernant les vulnérabilités nouvelles ou le rééchelonnement des priorités, ni me substituer au ministre des Finances et vous indiquer les décisions qu'il prendra concernant le montant de l'enveloppe sociale dans les années à venir, ni encore prédire quelles seront les décisions du Cabinet. Cependant, je peux vous dire que les crédits nouveaux peuvent provenir de deux sources: la première serait un réaménagement des dépenses actuelles déjà prévues et autorisées, mais le Comité est limité par les accords avec les provinces et les engagements statutaires pris et ne dispose que d'un faible volant avec lequel il puisse jouer et qui ne dépasse pas un sixième du budget total des Affaires sociales. M^{lle} MacDonald le sait.

Cependant, même les obligations statutaires et contractuelles doivent évoluer avec le temps et on peut donc adopter une perspective à plus long terme. Il faut toujours remettre en question les programmes à long terme. Nous sommes évidemment tenus de respecter nos obligations contractuelles, mais il serait stupide de dire que nous ne les remettrons jamais en question s'il apparaissait qu'ils ne sont plus efficaces.

Cela ne signifie pas que nous ayons des projets précis à cet égard, j'explique simplement les méthodes possibles.

Le deuxième moyen, évidemment, est constitué par les ressources nouvelles provenant des recettes globales du gouvernement, c'est-à-dire soit de mesures fiscales nouvelles, soit de crédits libérés dans d'autres enveloppes et transférés à celle des affaires sociales.

Le gouvernement s'est engagé à maintenir les stabilisateurs économiques qui sous-tendent la politique sociale et qui relèvent du gouvernement fédéral. Il a réussi d'ailleurs à préserver non seulement le système de sécurité sociale que les divers gouvernements sont parvenus à construire dans notre pays, mais également à l'enrichir comme il ressort des chiffres que je vous ai soumis.

Nous n'avons pas l'intention de puiser dans l'enveloppe des affaires sociales pour satisfaire d'autres besoins qui n'y sont pas directement reliés. Dans l'ensemble, c'est plutôt le contraire qui serait vrai.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je comprends très bien la difficulté dans laquelle se trouve le ministre, monsieur le président. Je n'essaie pas de lui soutirer des renseignements qu'il n'est pas autorisé à divulguer. Je sais qu'il a \$30 milliards engagés auxquels il ne peut toucher. Sa marge de manoeuvre est donc mince et se limite à des réaménagements des dépenses à l'intérieur de l'enveloppe ou à des recettes fiscales nouvelles forcément limitées... Au plus, il pourrait dégager quelque 3 milliards de dollars supplémentaires, ce qui est peu. Je

[Text]

tell the minister that. I want him to know that I understand the difficulty.

But he must have some preferences in regard, first of all, to the question that I asked about which programs he would feel would be most in need of enrichment. Are you considering or have you prioritized them to any point where you look at the Guaranteed Income Supplement as being at the head of the list, or more moneys being spent on training and retraining programs, or more assistance through child benefit programs? Is there as yet any indication which of these would fit into that category that you mentioned, new policy initiatives? Has anything been decided upon in this area, or does the minister himself have any preference in this area?

If I could follow on that with a comment that came out of the budget, on page 14 of the budget, when the minister was talking about the tax changes to the child benefits scheme, he made the comment that over the following three fiscal years these changes will result in increased revenues:

However, I am not removing these monies from the social security system that provides important social benefits to Canadians. I am designating them as a special social policy fund that will be used to reinforce social programs available to Canadians in need.

So obviously these additional revenues from these changes to the tax system are going to be placed in the social policy envelope.

I relate that to the question I already asked: Have you any priority; what is being talked about in the way of funding that will go into this special social policy fund and where will it be allocated?

• 1605

Senator Austin: Let me start with the last observation you made with respect to the child benefit system referred to in the budget. You are right, Miss MacDonald; there will be some funds produced for use in emerging policy priorities. We have not made allocations with respect to those funds. We have not identified which priorities most deserve recognition as yet. But I can assure you that process is active and ongoing at the moment.

To your general question of preferences and which programs, it is very difficult for me to respond. I have one hangup—to use an expression my kids use—which is that I hear the question in the sense of which one of my children do I most favour, or which one am I most willing to declare needy. That is a personal problem that I have, I suppose, in hearing it, but there is a very wide range of priorities, given the general nature of the economy today and the economy that we have experienced. You know well that when economic recovery begins, as I believe it has in Canada and in the United States and, indeed, in the industrial world, still there is an enormous lag in its impact on people who are vulnerable to the damage that the downward adjustments cause.

I would like to respond to your question and let me do it with this precondition that, by mentioning some I am not taken to exclude others, and that the specific items I identify

[Translation]

comprends parfaitement cela, je me heurte à ces mêmes obstacles et je connais donc très bien la difficulté.

Il doit cependant bien avoir quelques préférences concernant tout d'abord les programmes qui ont besoin d'être enrichis. Vous êtes-vous fixé des priorités, plaçant par exemple en tête de liste le Programme de supplément de revenu garanti, ou bien penchez-vous plutôt en faveur des programmes de formation et de recyclage ou bien des prestations à l'enfance? Dans quels domaines interviendraient ces nouvelles initiatives dont vous parliez? Avez-vous déjà décidé quelque chose ou bien avez-vous des préférences personnelles?

Je note d'ailleurs à ce sujet à la page 14 du budget, lorsque le ministre parlait de la modification du système des prestations à l'enfance, il a indiqué qu'il en découlerait des recettes fiscales accrues au cours des trois prochaines années:

Cependant, je n'enlève pas ces fonds au système de la sécurité sociale qui apporte des avantages sociaux importants aux Canadiens. Je les verse au contraire dans un fonds spécial de la politique sociale qui servira à renforcer les programmes sociaux offerts aux Canadiens dans le besoin.

Il semble donc que les recettes supplémentaires provenant de ces changements fiscaux seront versées à l'enveloppe des affaires sociales.

Je reviens donc à la question que je posais: avez-vous établi des priorités, quels montants seront versés dans ce fonds spécial de la politique sociale et à quoi serviront-ils?

Le sénateur Austin: Permettez-moi de commencer par le système des prestations à l'enfance mentionné dans le budget. Vous avez raison, mademoiselle MacDonald, des recettes supplémentaires seront dégagées qui pourront servir à satisfaire les nouvelles priorités. Nous n'avons pas encore réparti cet argent, nous n'avons pas arrêté les priorités, mais je peux vous assurer que le processus est en cours en ce moment.

Pour ce qui est de votre question générale concernant mes préférences et les programmes que je favoriserai, il m'est très difficile de répondre. C'est un peu comme si vous me demandiez lequel de mes enfants je préfère ou lequel je voudrais le plus aider. C'est très difficile, d'autant plus qu'il existe une très large gamme de priorités étant donné la situation économique dans laquelle nous nous trouvons et la crise que nous avons connue. Même lorsque la reprise interviendra, comme c'est d'ailleurs le cas au Canada et aux États-Unis et de façon générale dans le monde industrialisé, il faudra attendre très longtemps avant que son impact soit ressenti par les catégories qui ont le plus souffert de la crise.

Je veux bien répondre à votre question, mais à la condition que vous compreniez bien que je vous donne là mes préférences personnelles et non pas la position officielle du comité et que

[Texte]

are more in my personal perspective than they may be in the overall view of the committee. Having said that, some items which I think are of particular concern—and not all of the items are of particular concern—are, for example, the vulnerability of single women moving into their fifties in age and the fact that the Canada Pension Plan has not included them on a broad enough base to accommodate their requirements is one that concerns me. When I was appointed to this portfolio, I said the question of pensions was a matter of real importance in Canada. This particular group—not against others but along with others—has to be targetted. The Minister of Health and Welfare has, of course, put a green paper for discussion to the House and to the public. I feel that pension reform and the particularly vulnerable groups requiring pension assistance should be given an importance in the weeks ahead.

The second area relates to the condition of natives in Canada. I have had long experience with natives. I began service in the government in the old Department of Northern Affairs and National Resources in 1963, and had a particular northern experience. But of course, British Columbia also has a large native community and one does not live and work in British Columbia without meeting them. I think basic living conditions of the native community in Canada need a good deal of attention. I mean to say that for status Indians who live on reserves, there are some deplorable conditions in this country having to do with their water, sewers, and housing.

• 1610

Let me give you a third example, and then I will let you ask me another question—I could go on—the unemployed, particularly people in need of skills training, and particularly women who have had a hard time in employment mobility, and particularly youth in Canada who are having great difficulty in entering the economic system.

Those would be some of my concerns.

The Vice-Chairman: Miss MacDonald, your time has expired, but if you would like to ask one short question, I will allow it.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Yes. I am having great difficulty with the minister generalizing so much, and I am trying to come to grips with budget figures and estimates. I am not getting much in the way of help or explanation. Could I just ask then about the envelope plan that I referred to on page 12 of the fiscal plan presented by the Minister of Finance? The social affairs envelope has increased by 16.6% this year. I presume that has gone up because of the emphasis given to unemployment insurance benefits and training and retraining programs, the job-creation programs. Those would be two reasons why that has increased so much.

Now for the year following, it goes up by 3% only, and why I was trying to get the prioritizing, and why I was trying to get more specific details than have been given, is that I am greatly concerned that somehow or other the government in these

[Traduction]

les domaines que je cite ne sont pas exclusifs. Après cette mise en garde, je peux vous dire que les domaines où les besoins sont grands, sont, par exemple, la vulnérabilité des femmes seules qui parviennent à la cinquantaine et dont les besoins ne sont pas suffisamment couverts par le Régime des pensions du Canada. C'est un point qui me préoccupe tout particulièrement et lorsque j'ai été nommé à ce ministère, j'ai dit tout de suite que le problème des retraites est particulièrement grave. Il faut donc faire un effort particulier vis-à-vis de ce groupe mais, encore une fois, sans que ce soit exclusif. Le ministre de la Santé et du Bien-être social a d'ailleurs publié un Livre vert qui doit faire l'objet d'un débat à la Chambre et dans le public. Je pense que dans les semaines à venir, il faudra mettre l'accent sur la réforme des pensions et particulièrement en ce qui concerne les groupes de retraités les plus vulnérables.

Le deuxième domaine prioritaire, à mes yeux, sont les autochtones. Je les connais depuis longtemps, j'ai débuté dans la vie publique à l'ancien ministère des Affaires du Nord et des Ressources nationales en 1963 et je connais particulièrement bien le Nord. Par ailleurs, la Colombie-Britannique possède une large communauté autochtone et on ne peut vivre et travailler dans la province sans se trouver à leur contact. Je pense que les conditions de vie des autochtones au Canada méritent toute notre attention et je pense notamment aux Canadiens qui vivent dans les réserves et qui souffrent de conditions déplorables sur le plan du logement, des égouts et de l'adduction d'eau.

Je pourrais allonger la liste en citant le cas des sans-emplois, notamment ceux qui ont besoin d'une formation, les femmes pour lesquelles la mobilité de l'emploi a créé des difficultés, les jeunes du Canada qui ont beaucoup de peine à intégrer le système économique.

Voilà quelques-unes des questions qui me préoccupent.

Le vice-président: Mademoiselle MacDonald, votre temps de parole est écoulé, mais je vous permettrai une dernière question brève, si vous le voulez.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Oui. Le ministre a tendance à trop généraliser; j'essaie d'élucider certains chiffres et prévisions du budget. Il ne me donne pas beaucoup d'explications ni de renseignements utiles. Permettez-moi de poser une question sur les enveloppes auxquelles j'ai fait allusion, programme prévu à la page 12 du plan financier présenté par le ministre des Finances. L'enveloppe des affaires sociales a augmenté de 16.6 p. 100 cette année. Cette augmentation, je suppose, est attribuable à l'augmentation des prestations d'assurance-chômage et à l'importance accordée aux programmes de formation, de recyclage et de création d'emplois. Ce serait deux façons d'expliquer cette augmentation si importante.

Or, pour l'année suivante, l'augmentation n'est que de 3 p. 100; voilà pourquoi je m'intéresse à la question des priorités, pourquoi je tentais d'obtenir des renseignements plus précis; je m'inquiète beaucoup du fait que le gouvernement, en annon-

[Text]

forecasts in the social policy area is saying, all right, for 1983-1984, we realize we are going to be spending on unemployment insurance benefits and on job creation, but we need not increase it to the same extent in 1984-1985, because it is all going to be rosy—just hunky-dory out there, you know, everything is behind us. From the other forecasts in the budget that the minister has made, it really is not going to be, and I do not see that that has been taken into account in the forecasts in this social affairs envelope. That is really the concern that I have. Perhaps I did not express it as clearly as I should have earlier.

The Vice-Chairman: I would ask the minister to reply as briefly as he can to that question.

Senator Austin: I am sorry that Miss MacDonald thinks that I am not trying to be helpful. I may not be helpful, and for that I am sorry, but I am really sorry if she thinks I am not trying, because I am trying to be helpful.

If the question is why is the envelope growing only at the rate of 3% in 1984 and 1985, after a gain in the current fiscal year of 16.6%, I guess the answer is that we are making a massive effort in the current fiscal year in job creation and then we are carrying that program at a sustained level into 1984-1985 so there need not be, as we now see it, staged enhancement, larger enhancement. We want to see how effectively the money that is being invested this year in NEED programs and in skills growth and in other areas is used. We think the federal government will have to execute a quality program in that the funds for it are in place and need not be enhanced again in 1984-1985.

Another factor, of course, is that the larger UI premium requires little growth in that account, as we now see it; and as Miss MacDonald knows, we are carrying a very substantial deficit, as government, in the UI account. Having reached the level of carrying the deficit in the current fiscal year, we do not see it increasing dramatically in the year following, and my deputy tells me that he feels it will fall. I hope he is right, but I am using him as my reference for that projection.

• 1615

The Vice-Chairman: The Chair notes that the deputy minister had his fingers crossed at that point when you made the remarks, Mr. Minister.

We will move on now to Mrs. Mitchell.

Mrs. Mitchell: Thank you. I am interested in the function of the social development envelope or—I do not know how an envelope can function—I guess it is a ministry. Is that the correct term? From what you say, I gather that the purpose of this Ministry of State for Social Development is broader than co-ordinating the functions of what is going on in some 12, I gather, ministries that serve people in Canada. I guess my question to you is: Would you say that one of the responsibilities of the . . . and perhaps the overall responsibility—is really

[Translation]

çant ces prévisions, semble croire qu'il faut augmenter les dépenses au chapitre de l'assurance-chômage et de la création d'emplois, mais qu'il ne sera pas nécessaire de le faire dans la même mesure en 1984-1985 car, à ce moment-là, toutes les difficultés auront été aplanies, tout marchera sur des roulettes. Mais d'après les autres prévisions du budget du ministre, il n'en sera pas ainsi et je ne comprends pas pourquoi l'enveloppe des affaires sociales n'en tient pas compte. Voilà ce qui me préoccupe. Je ne me suis peut-être pas exprimée de façon assez précise, un peu plus tôt.

Le vice-président: Je demande au ministre de répondre à cette question de la façon la plus brève possible.

Le sénateur Austin: M^{lle} MacDonald estime que je ne tente pas de me rendre utile, ce que je regrette. Il se peut que je ne sois pas utile, mais il est malheureux qu'elle pense que je ne tente pas de l'être; au contraire.

Si j'ai bien compris, elle veut savoir pourquoi l'enveloppe n'augmentera que de 3 p. 100 en 1984-1985, à la suite d'une augmentation de 16.6 p. 100 au cours de l'exercice financier actuel; à cela, je réponds qu'au cours de cet exercice financier, nous concentrons nos efforts sur la création d'emplois et que ce programme sera soutenu en 1984-1985, qu'il ne nous semble pas nécessaire de l'étager ou de l'augmenter progressivement. Nous voulons mesurer l'efficacité des sommes affectées cette année dans les programmes RELAIS, de formation ou autres. Le gouvernement fédéral devra créer un programme de qualité en ce sens que les fonds seront débloqués cette année et qu'il ne sera pas nécessaire d'augmenter les dépenses de ce secteur en 1984-1985.

Par ailleurs, bien entendu, l'augmentation de la prime d'assurance-chômage ne nécessite pas une augmentation considérable de la Caisse de l'assurance-chômage, d'après les prévisions; M^{lle} MacDonald sait que le gouvernement est aux prises avec un déficit considérable de la Caisse de l'assurance-chômage. Cette année, nous sommes en mesure de financer le déficit; nous ne croyons pas qu'il devrait augmenter de façon sensible au cours de l'année suivante; mon sous-ministre adjoint me dit qu'à son avis, il baissera. J'espère qu'il a raison, mais je me réfère à lui pour faire cette projection.

Le vice-président: Monsieur le ministre, je vous signale que le sous-ministre a touché du bois lorsque vous avez dit cela.

Je cède maintenant la parole à M^{me} Mitchell.

Mme Mitchell: Merci. Je m'intéresse à l'enveloppe du développement social; devrais-je plutôt dire au département d'État? S'agit-il bien de cela? D'après ce que vous dites, le rôle du département d'État au Développement social ne se résumerait pas à la coordination des activités d'une douzaine de ministères qui assurent des services aux Canadiens. Voici ma question: diriez-vous qu'un des rôles, les plus importants, peut-être, du département d'État est de planifier l'ensemble des mesures de développement social à l'échelle fédérale?

[Texte]

comprehensive social development planning at the federal level?

Senator Austin: Let me sort out a couple of words. The ministry has amongst its functions advice to me as the chairman of the Cabinet Committee on Social Development. The two are in many ways inseparable, because the role of co-ordination which that Cabinet committee plays is one of the main purposes of the staff work which the ministry does.

But, in a brief sort of way, the ministry is designed to overview and co-ordinate social policy in the Government of Canada and, through its functions, to view the way in which the money in our social envelope is spent, the priorities assigned to it and the efficacy of the programs designed and servicing social policy.

Mrs. Mitchell: What kind of influence or authority would you or would your department have if there were a difference of opinion between departments? In view of the very major social trends that are happening, major social changes that cannot be compartmentalized any more—you know, I mean all the departments that you are talking about really impact on most communities, or most families. I am just wondering about that. I suppose it is a method of consensus, is it? Or is there some way that you can give leadership?

Senator Austin: You have implied . . .

Mrs. Mitchell: I guess I will not get a true answer to this anyway, but it is worth a try.

Senator Austin: You will get my view of it, of the true answer. You are right in your inarticulate premise that the departments are simply artificial categorizations of human experience, and they are set up to assist us in analyses and categories. Many things fall to more than one department, more than one line operation.

It is hard to be anything but general to the first part of your question because, while the purpose of the committee is to debate key social questions and seek key social priorities, the committee operates in a consensual way but within the context of policy decisions made by the government. So that I, as chairman, understand what the current policy co-ordinates are and I bring them to the committee, and the ministers are allowed to take decisions, as a Cabinet committee, within those boundaries. They often want to go beyond them, but the way the Cabinet committee system works, if they want to vary the boundaries, or if there is identified unsettled issues, issues the committee cannot resolve by consensus, then the matter is heard more or less *de novo* by another committee of Cabinet called Priorities and Planning.

The Priorities and Planning committee then can set some new policy boundaries, or can make choices within established issues and established boundaries. Of course, the ultimate decision is taken by Cabinet if Priorities and Planning is unable to resolve the matter.

[Traduction]

Le sénateur Austin: Permettez-moi une ou deux précisions. Un des rôles du département d'État est de me donner des conseils en ma qualité de président du Comité du cabinet chargé du développement social. Les fonctions de ce Comité et du département d'État sont en quelque sorte enchevêtrées car les travaux des fonctionnaires du ministère sont coordonnés par le comité du cabinet.

En résumé, le département d'État est conçu pour surveiller et coordonner la politique sociale du gouvernement du Canada et, par ses activités, contrôler les dépenses de l'enveloppe des affaires sociales, les priorités et l'efficacité des programmes découlant de la politique sociale.

Mme Mitchell: Quel genre d'autorité auriez-vous dans le cas d'une divergence d'opinions entre un autre ministère et le vôtre? On relève d'importantes tendances sociales qui ne semblent plus relever d'un seul ministère; les ministères dont vous parlez ont une incidence sur la plupart des collectivités ou des familles. Quoi faire dans ce cas-là? Faut-il procéder par consensus? Comment pouvez-vous assurer un leadership?

Le sénateur Austin: Vous sous-entendez . . .

Mme Mitchell: Je n'obtiendrai peut-être pas la vraie réponse à la question, mais je la pose à tout hasard.

Le sénateur Austin: Vous obtiendrez mon opinion sur ce qu'est la vraie réponse. Même si ce que vous avez dit manquait de clarté, vous avez néanmoins raison de dire que les ministères traduisent simplement une classification factice de l'expérience humaine et qu'ils sont créés pour nous aider à faire des études et prévoir des catégories. Plusieurs questions relèvent de plus d'un ministère, de plus d'une structure hiérarchique.

On ne peut répondre que de façon imprécise à la première partie de votre question car, bien que le but du Comité soit de discuter des questions sociales importantes et de préciser les priorités sociales, ce dernier fait appel au consensus dans le cadre des décisions gouvernementales en matière de politique. En tant que président, je dois comprendre les composantes de la politique actuelle, en saisir les membres du Comité; les ministres peuvent prendre des décisions dans ce contexte. Ils ne veulent souvent pas déborder ce contexte, mais les comités du Cabinet sont tels que s'ils veulent outrepasser leur mandat, s'ils relèvent certaines questions non résolues, ils peuvent demander à un autre comité d'étudier de nouveau la question: celui chargé des priorités et de la planification.

Le Comité chargé des priorités et de la planification peut alors définir un nouveau cadre en matière de politique ou faire des choix en respectant les cadres établis. Bien entendu, c'est le Cabinet qui prend la décision finale si le Comité chargé des priorités et de la planification ne peut pas résoudre la question.

[Text]

• 1620

Mrs. Mitchell: I am thinking of future trends, or present trends which need to lead to planning for the future. I just want to quickly mention several which come out of a document from a social planner in Toronto called Marvin Novidge... *Demographic Trends in the Eighties* and their implications for social policy. He summarizes the following trends:

... Decline in the fertility rate, increase in Third World immigration, particularly to our large urban centres that are changing the complexity of our communities; the aging population, the changing complexion of family composition...

You referred to this—the fact that we do not have the so-called traditional families very much any more, and yet we do not really recognize that.

The dramatic increase in single-parent families; the necessity for two income earners in a family,

Another interesting point he makes is that the government is putting a lot of money and incentives into single family homes—both provincial and federal governments and politicians lean in that direction—and yet most of the young families with children are still living in apartments.

He points out that in large cities like Toronto, it is the young couples who do not yet have their families, or may not have families, who are getting into homes; or older couples. So the subsidies are really not going to the people who need them the most. There is nothing too new I guess about that.

When thinking about these kinds of trends, it seems to me tremendously important to look at demographics and to project them over the next 10 or 20 years, and to really come up with some comprehensive social policy. It does not cost a lot of money to do that—some good research, I am sure, and it would be nice if all of us could get involved in the process somehow. I wonder if you are doing this, because it seems to me tremendously important. Is it, indeed, the function of your ministry?

Senator Austin: It is our function. We do this work. We, of course, do it with the line departments which have particular responsibilities in areas—for example, aging population or housing, to talk about young families as you did. We co-ordinate the work and we help identify the needs for the work. What you are saying reflects the kinds of discussions that we have often, particularly in terms of programs.

One of the interesting questions for me is the question of whether government, as an institution, should try to influence those demographic conditions and the emerging characteristics of a society, or simply respond to them. For example, should we have policies that try to encourage the formation of family units, or marriage? Or should we recognize that people will make choices, given the social environment in which we now live, and then we support them in whatever choice they make. Should we try to encourage immigration, to build our popula-

[Translation]

Mme Mitchell: Je songe à des tendances futures, ou à des tendances actuelles qui appellent une planification. Je veux brièvement signaler certaines tendances relevées par un planificateur social de Toronto, Marvin Novidge, dans un document intitulé: *Demographic Trends in the Eighties* dans lequel l'auteur explique l'incidence des tendances démographiques sur la politique sociale. Voici les tendances qu'il relève:

... une baisse des indices de fécondité, une augmentation du nombre d'immigrés venant du tiers monde, particulièrement dans nos grands centres urbains qui font évoluer nos communautés, le vieillissement de la population, la composition familiale qui présente de nouveaux aspects...

Vous avez parlé de cela, du fait qu'on ne retrouve plus un très grand nombre de familles traditionnelles, et pourtant, on ne le reconnaît pas vraiment.

... l'augmentation importante des familles monoparentales; le fait qu'une famille doit compter sur deux gagne-pain...

L'auteur nous dit que les gouvernements, tant fédéral que provinciaux, et les hommes politiques ont tendance à accorder beaucoup d'argent et de stimulants à des programmes d'acquisition de maisons unifamiliales; et pourtant, la plupart des jeunes familles qui ont des enfants vivent encore dans des appartements.

Il signale que dans des grandes villes comme Toronto, ce sont les jeunes couples qui n'ont pas encore de famille ou qui n'en auront peut-être pas, voire des couples âgés, qui accèdent à la propriété. En conséquence, les subventions n'aident pas réellement les personnes qui en ont le plus besoin. Mais ce n'est rien de nouveau.

Compte tenu de ces tendances, il me semble extrêmement important d'étudier la démographie et de faire des prévisions pour les 10 ou 20 prochaines années ou d'élaborer une politique sociale détaillée. Ce genre de recherches, bien faites, ne coûtent pas très cher et il serait bon que tout le monde y contribue. Envisagez-vous ce genre d'activités qui me semblent très importantes? Des activités de ce genre relèvent-elles de votre ministère?

Le sénateur Austin: Oui. Nous faisons ce genre de travail. Bien entendu, nous travaillons de pair avec les services axiaux qui s'intéressent à des questions particulières, par exemple, le vieillissement de la population, le logement, les jeunes familles. Nous assurons la coordination des travaux et aidons à préciser les besoins qui se dégagent. Vous parlez de questions qui sont souvent l'objet de discussions, particulièrement dans le cadre des programmes.

Une des questions qui m'intéresse particulièrement est celle-ci: le gouvernement, en tant qu'institution, devrait-il tenter d'influencer cette évolution démographique et les caractéristiques naissantes d'une société ou devrait-il se borner à y réagir. Par exemple, devrait-on élaborer des politiques pour encourager la formation d'unités familiales ou le mariage? Devrait-on reconnaître que les gens feront des choix, dans le climat social actuel, et que nous devons tout simplement les appuyer, quel que soit leur choix? Devrait-on favoriser l'immigration pour

[Texte]

tion? Or should we try to encourage a higher birthrate? Or should we try none of those things, but simply govern those changes as they occur in the individual choices of Canadians, and support those individual choices? It is an interesting area of discussion.

Mrs. Mitchell: Is the kind of information that you implied you are using available to some of the rest of us?—research information about trends, and that kind of thing.

Senator Austin: We certainly could make information available of the kind that you are referring to. Our data comes from the same sources—StatsCan, for example, or from academic studies and so on, the base data. If there is something specific you would like, I would certainly try to provide it.

Mrs. Mitchell: One of the specifics that I wanted to mention is—I wonder if you are aware that this committee put quite a bit of time and effort into a report on Canada's children, two or three years ago. I think most of the members of the committee would feel that we did not have very much in the way of resources. We did not go on tour. And it was not the world's greatest report.

• 1625

On the other hand, buried in that report are some very important recommendations. One of the major ones, and certainly the International Year of the Child commission—or an ad hoc group that still remains—is still very anxious, as are we, that something be done about this. One of the major recommendations was to try to establish some kind of a structure within the federal government that would give particular attention and would have particular responsibility for Canada's children—not with a great huge budget, that was not the intent, but to see that some of these things get done, much as the status of women department was established.

It was recommended in that committee, if I recall correctly, that there should be a minister assigned. Since it involved so many different departments at that time, the Minister of State for Social Development was considered. Failing that, it would seem to me, since it does involve several departments, we would hope that you would have some suggestions for this—and also that some action was intended. Also, it was proposed that there be a children's bureau as well, which would act as an ombudsman's office and help to look at legislation as it affects children and also lobby on behalf of children.

Senator Austin: I was just asking my deputy, Mrs. Mitchell, what specifically we had done. While I was aware of the report, I was frankly unaware till just now of the recommendation to establish a specific institutional structure to review the role of children and the treatment of children in our society. It is part of my general mandate, in fact, to do that. Whether a specific operating system is required I really have not focused on.

Mrs. Mitchell: Would you consider looking into that and perhaps meeting with some of the original people?

Senator Austin: I will do that.

[Traduction]

augmenter notre population? Faudrait-il encourager la natalité? Ou faudrait-il simplement contrôler ces changements à mesure qu'ils s'opèrent chez les Canadiens et appuyer les choix individuels des Canadiens? Ces questions ne manquent pas d'intérêt.

Mme Mitchell: Certains d'entre nous pourraient-ils avoir accès au genre de renseignements que vous avez dit utiliser; j'entends par là des données sur les tendances?

Le sénateur Austin: Nous pourrions certainement vous transmettre ce genre de données. Elles proviennent des mêmes sources: Statistique Canada, par exemple, des études faites par des universitaires, qui nous servent de données de base. Si vous voulez des renseignements précis, j'essaierai de vous les fournir.

Mme Mitchell: Je voulais parler d'une question précise: savez-vous que ce Comité a consacré beaucoup de temps et d'efforts à rédiger un rapport sur les enfants au Canada, il y a deux ou trois ans? La plupart des membres du Comité seront d'accord avec moi si je dis que nous n'avions pas beaucoup de ressources. Nous ne nous sommes pas déplacés. Et ce n'était pas le meilleur rapport du monde.

Par contre, dans ce rapport, on trouve des recommandations très importantes qui intéressent de façon particulière la Commission de l'Année internationale de l'enfant ou un groupe spécial semblable. Une des recommandations principales recommandait l'établissement d'une structure quelconque au sein du gouvernement fédéral qui serait chargée des enfants du Canada; le budget de cet organisme ne serait pas très élevé, mais il suffirait à assurer la réalisation de certaines choses, un peu comme ce fut le cas de la Condition féminine, au départ.

Si je me souviens bien, on avait recommandé qu'un ministre soit chargé de cette question et on avait même proposé le ministre d'État chargé du Développement social, étant donné le grand nombre de ministères visés. À défaut de cela, et compte tenu du fait que plusieurs ministères sont visés, j'espère que vous aurez des propositions à nous faire quant aux mesures à prendre. Par ailleurs, on a proposé la création d'un bureau de l'enfant. Il s'agirait d'une sorte de bureau d'ombudsman qui étudierait la Loi visant les enfants et défendrait leurs intérêts.

Le sénateur Austin: Madame Mitchell, je demandais à mon sous-ministre ce que nous avions fait, au juste. Je suis au courant du rapport mais jusqu'à présent, je ne savais pas qu'il recommandait l'établissement d'une structure précise chargée d'étudier le rôle des enfants et le traitement que notre société leur réserve. De façon générale, cette question relève de mon mandat. Je n'ai pas étudié la question précise de savoir s'il faut prévoir un mécanisme spécial.

Mme Mitchell: Pouvez-vous vous engager à étudier cette question et, éventuellement, à rencontrer certaines personnes qui ont formulé cette recommandation au départ?

Le sénateur Austin: Oui.

[Text]

We are in the process of doing a review of the International Year of the Child and the things that were done in the year; I will include that in my review specifically.

Mrs. Mitchell: Yes, good. I think in particular the concerns, which have increased since we looked at that a couple of years ago, are the tremendous increase in adolescent pregnancies, which you are doing nothing about really; in fact, they are cutting back on planned parenthood and these kinds of services.

Senator Austin: At the provincial level.

Mrs. Mitchell: At the federal level the funds were cut dramatically—and provincially too, probably.

There are also concerns about native children, which you know are just drastic—and there is a new book out on that from the Canadian Council on Social Development—the whole question of youth unemployment of course, and the need for young people . . . I had a meeting in my riding last week on unemployment where young people were saying: We are told that we are the hope of the future, but we are completely hopeless; we just do not know where to go. The schools mislead us by telling us we will get into careers; they tell us to get back into training, and there is nothing at the end of it when we get back into training.

It just seems to be very heartbreaking. I know there are some things that the Department of Employment and Immigration are working on, but I think we have to have a really major look at this from a multi-discipline point of view and hear from the young themselves.

Certainly, just one quick thing that I think is quite important is the whole idea of co-op education, where people can take some academic training but also have practical experience in the work place. I think that is working quite well in some centres. I would like to see that expanded.

Of course the other thing is the whole impact of poverty, which always was bad but is so much worse now, particularly where most of the poor families have only one parent, the woman. I wonder if those areas are things that you would give attention to on behalf of children.

Senator Austin: All of these issues are before my committee currently. For example, with respect to native children we are certainly looking at and moving forward, I would say, programs of child welfare on reservations to enhance child welfare.

Mrs. Mitchell: They are different from the traditional . . .

Senator Austin: We are trying to make them more effective. We are trying also to move toward a service delivery concept, where people in those communities deliver those services to the people who need them.

[Translation]

Nous sommes en train de faire une étude de l'Année internationale de l'enfant et de ses retombées; dans mon étude, je tiendrai compte des questions que vous avez soulevées.

Mme Mitchell: Oui, bon. Il me semble que certaines questions ont pris davantage d'importance depuis que nous les avons étudiées il y a deux ans: notamment, l'augmentation considérable des grossesses chez les adolescentes, question à laquelle vous ne vous intéressez pas du tout, avouons-le; en fait, les budgets pour certains services, notamment le planning familial, sont réduits.

Le sénateur Austin: Au niveau provincial.

Mme Mitchell: Au niveau fédéral, on a sacré dans ces dépenses; au niveau provincial aussi, probablement.

On s'intéresse également à la situation des enfants autochtones qui, comme vous le savez, est déplorable; le Conseil canadien du développement social a publié un nouveau livre où il est question du chômage chez les jeunes et des besoins . . . La semaine dernière, dans le cadre d'une réunion sur le chômage, j'ai rencontré des jeunes gens qui disaient: «On nous dit que c'est nous qui bâtirons l'avenir, mais notre situation est désespérée; nous ne savons pas à quel point nous vouer. Les écoles nous ont induits en erreur en nous poussant vers certaines carrières; on nous dit d'entreprendre des cours de formation sans qu'il y ait le moindre espoir d'obtenir un emploi, une fois le cours terminé.

La situation semble très navrante. Je sais que le ministère de l'Emploi et de l'Immigration songe à adopter certaines mesures, mais selon moi, il faudrait étudier la question sous un angle pluridisciplinaire et entendre ce que les jeunes eux-mêmes ont à dire.

Une possibilité qui mérite certainement d'être étudiée est celle d'un système coopératif d'éducation, qui permettrait aux jeunes gens d'avoir une formation théorique qui serait complétée par une expérience pratique en milieu de travail. Mis à l'essai dans certains centres, ce système semble donner des résultats très encourageants. Il faudrait lui donner de l'expansion.

Bien entendu, il faut également aborder la question de la pauvreté, dont l'influence a toujours été mauvaise mais qui est pire à l'heure actuelle, surtout dans le cas des familles monoparentales où le chef est une femme. Dans le cadre de vos responsabilités à l'égard des enfants, allez-vous étudier ces questions?

Le sénateur Austin: Mon comité est actuellement en train d'étudier toutes ces questions. Par exemple, nous étudions la situation des enfants autochtones et nous sommes en train de mettre sur pied dans des réserves des programmes de bien-être qui amélioreront la situation des enfants autochtones.

Mme Mitchell: Différent-ils des programmes traditionnels . . .

Le sénateur Austin: Nous tentons de les rendre plus efficaces. En outre, nous tentons d'instaurer la notion de prestation de services, en vertu de laquelle les gens dans ces communautés assureraient ces services auprès des gens qui en ont besoin.

[Texte]

Youth unemployment is a very serious question. I share your concern. We have been preoccupied by it for quite a time. The budget does make some provision for specific funding of youth employment programs. Some of the problems that we have are in terms of the qualitative restraints that exist in federal-provincial divisions of jurisdictions, for example, the apprenticeship program, which is the responsibility of a province, and the constraints of amending those programs and of giving more young people access to them. Money does not necessarily buy the institutional adjustments that may be required. Those come slowly, they are in the perception of a lot of people who control parts of the employment system.

• 1630

The general question that you ask is, are we looking at issues like this? The answer is, we are.

Mrs. Mitchell: And doing something—we are all looking at them.

Senator Austin: We are doing something, in the sense that you have seen action in job creation in the budget, which has been one of our primary thrusts, both through direct employment programs and through stimulation of the private sector. We are also working with the provinces to identify programs that we can pursue in these areas. We have had some success. The community college system in British Columbia, I think, has turned into an excellent program for the training of young people. As you know, and I mentioned before, we have a very supportive program in post-secondary education, and as there has been an increase in young people staying at schools because of the economic environment, so too has our support protected their access to the educational system.

Miss Mitchell: I am not so sure about that.

The Vice-Chairman: Mr. Hawkes, you have 10 minutes, sir.

Mr. Hawkes: Thank you, Mr. Chairman. It is a pleasure to have a minister whom I can now hold responsible for what I consider to be a pretty severe distortion of social priorities in the last three years.

One of the distortions in priority that I have noticed lately is the decision to favour the utilization of people's time in cleaning up river banks, instead of being trained in school. That is a conscious budgetary allocation. I am wondering how you arrived at the choice. It runs counter to the advice given by the all-parliamentary task force. Why are we taking money away from post-secondary education and putting it into, really, the same people, but saying, clean up river banks instead of getting trained for when the economy turns around? Why have you made that . . . ?

Senator Austin: Perhaps you were not in the committee when I responded at the beginning of this evidence to questions about post-secondary education, but we have taken nothing

[Traduction]

Le chômage chez les jeunes est une question très importante. Je suis d'accord avec vous. Nous nous intéressons à ces questions depuis assez longtemps. Le budget prévoit certains fonds qui seront affectés aux programmes d'emplois à l'intention des jeunes. Mais nous faisons face à certaines restrictions sur le plan de la qualité; elles relèvent de la division des compétences fédérales et provinciales; par exemple, le Programme d'apprentissage relève d'une province et il n'est pas facile de modifier ce genre de programme pour y donner plus d'accès aux jeunes. L'argent n'apporte pas nécessairement les rajustements nécessaires au niveau de l'institution. Ces rajustements s'opèrent graduellement; il s'agit souvent de la perception de certaines personnes qui contrôlent certains aspects du système d'emplois.

De façon générale, vous nous demandez si nous étudions des questions comme celles-ci? La réponse est oui.

Mme Mitchell: Je demande également si l'on prend des mesures car tout le monde étudie ces questions.

Le sénateur Austin: Nous prenons des mesures; vous avez constaté que le budget prévoit des mesures de création d'emplois, un de nos principaux objectifs, grâce à des programmes d'emplois directs et grâce aux stimulants offerts au secteur privé. Nous travaillons également en collaboration avec les provinces dans le but de préciser les programmes qui peuvent être utiles dans ce domaine. Nous avons connu un certain succès. Le système de collèges communautaires en Colombie-Britannique, à mon avis, est devenu un excellent programme de formation de jeunes gens. Comme vous le savez et comme je l'ai déjà signalé, notre programme en éducation postsecondaire est très solide et nous avons constaté une augmentation des jeunes gens qui demeurent dans les écoles en raison du climat économique; ainsi, notre contribution leur a permis d'avoir accès au système d'éducation.

Mme Mitchell: Je n'en suis pas aussi convaincue que vous.

Le vice-président: Monsieur Hawkes, vous disposez de 10 minutes.

M. Hawkes: Merci, monsieur le président. Je suis heureux d'avoir devant moi le ministre que je peux dorénavant tenir pour responsable d'une distorsion très grave, selon moi, des priorités sociales au cours des trois dernières années.

Une des distorsions des priorités que j'ai constatée dernièrement est reflétée dans la décision de demander aux gens de passer leur temps à nettoyer les rives des cours d'eau au lieu de leur donner une formation dans une école. Il s'agit d'un crédit budgétaire voulu. Comment avez-vous pu en arriver à cela? Cette décision est contraire à tous les conseils donnés par le groupe de travail Chambre-Sénat. Comment peut-on refuser des sommes d'argent à l'éducation postsecondaire pour les remettre à des gens qui nettoient les rives des cours d'eau au lieu de recevoir une formation en prévision de la reprise économique? Comment a-t-on pu en arriver à cette . . .

Le sénateur Austin: Vous n'étiez peut-être pas là au début de mon témoignage lorsque j'ai répondu à des questions sur l'enseignement postsecondaire; toujours est-il que nous n'avons

[Text]

away from our contribution to post-secondary education. What I have said is, we have maintained the base, it is being increased at the six and five rate and, beyond that, we have additional funds that are the subject of discussion between the Secretary of State and provincial ministers with respect to more particularly targeted programs.

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, it should be self-evident that the collective bag of federal policies affects demand, that the federal government has manoeuvred itself into a position where its contribution remains fixed, regardless of demand—whether we are talking about health care or whether we are talking about post-secondary education—and the federal policies have generated increased demand for the health-care system, increased demand for the post-secondary educational system.

When we have unemployment in the order of two million, we have more applications for people to get trained, because they cannot find jobs. At that very time to cap contributions to post-secondary education at 6%, when inflation is at 11%, is to effect a cut in the face of increased demand. Then to sit in the committee and say, and I think the minister has said, that it has been a conscious public decision by the Government of Canada to take the funds thus saved, which could be put into people being trained for the future when the economy turns around, and put them into short-term temporary jobs, cleaning up river banks and things . . . That is a conscious public policy decision and it runs counter to the advice that the all-parliamentary task force gave to the Government of Canada. We said, as clearly as we knew how, that a time of economic downturn was an opportunity, in at least one respect, and that was to retrain the labour force for the future, for when demand for labour was going up. When we look at what the government is doing in its expenditure pattern, we find the government is ignoring that in favour of temporary jobs. I would like to know why.

• 1635

Senator Austin: I am puzzled by the observations you have just made, Mr. Hawkes. Because the truth of the matter is that we have not withdrawn anything from post-secondary education. What is clear is that our share has continued to grow while, in many cases, provincial contributions have declined. The federal government has reached 60% of contributions in post-secondary education, while we have watched provinces cut their payments to universities. We have had a 22.8% increase from 1982-1983 to 1983-1984. I am unaware of where you could find a diminishment of federal interest in post-secondary education.

The second part of your question is the suggestion that in some way we are focusing on useless work programs when, in fact, the whole thrust of our job creation program is to create permanent jobs. In fact if anything, I thought we might be criticized for the fact that it takes more time and more training to create those permanent jobs and, therefore, not

[Translation]

pas réduit notre contribution à l'enseignement postsecondaire. J'ai dit que nous avons maintenu la contribution de base; nous l'avons majorée en fonction des 6 et 5 p. 100; outre cela, nous avons prévu des sommes supplémentaires qui seront affectées à des programmes particuliers, lorsque le secrétaire d'État et les ministres provinciaux en seront arrivés à une décision à ce sujet.

M. Hawkes: Monsieur le président, si l'ensemble des politiques fédérales influence la demande, il est évident que le gouvernement fédéral s'est placé dans une position où sa contribution est fixe, quelle que soit la demande, qu'il s'agisse des soins de santé ou de l'éducation postsecondaire ou non; les politiques fédérales ont suscité une demande accrue pour un système de soins de santé et un système d'éducation postsecondaire.

Le nombre de nos chômeurs s'élève à 2 millions; le nombre de demandes de formation augmente car les candidats ne peuvent pas trouver des emplois. Fixer à 6 p. 100 le plafond des contributions à l'enseignement postsecondaire au moment où le taux d'inflation se chiffre à 11 p. 100 équivaut à une réduction budgétaire dans une situation caractérisée par une augmentation de la demande. Le ministre a dit aux membres du Comité qu'il s'agissait d'une politique délibérée du gouvernement du Canada; que ce dernier réaffectait les fonds qui auraient pu servir à former des gens en prévision de temps meilleurs, à un programme d'emplois temporaires à court terme en vertu duquel les gens nettoient les rives . . . Il s'agit d'une décision en matière politique qui est contraire aux conseils donnés au gouvernement du Canada par le groupe de travail Chambre-Sénat. Nous avons dit le plus clairement possible qu'un fléchissement économique était, dans une certaine mesure, une occasion de recycler la population active en prévision de l'avenir, d'une époque où la demande de main-d'œuvre augmenterait. Si l'on regarde les dépenses prévues par le gouvernement, on constate qu'il néglige cela pour favoriser les emplois temporaires. J'aimerais savoir pourquoi.

Le sénateur Austin: Monsieur Hawkes, vos observations m'étonnent. À vrai dire, nous n'avons rien enlevé au chapitre de l'éducation postsecondaire. Notre contribution a continué de progresser; mais dans bien des cas, les contributions provinciales ont baissé. La part du gouvernement fédéral représente 60 p. 100 des contributions à l'éducation postsecondaire; par contre, les provinces ont réduit leurs contributions aux universités. De 1982-1983 à 1983-1984, notre contribution a augmenté de 22.8 p. 100. Comment peut-on y voir un fléchissement de l'intérêt du gouvernement dans l'éducation postsecondaire?

La deuxième partie de votre question laisse entendre que d'une certaine façon, nous mettons l'accent sur des programmes de travail inutiles; en vérité, l'objet de notre programme de création d'emplois est justement de créer des emplois permanents. J'entrevois la possibilité d'entendre des critiques attribuables au fait qu'il faut mettre beaucoup plus de temps et de formation pour créer des emplois permanents,

[Texte]

enough people are able to access them. But what you have to say is something I cannot agree with.

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, on page 15 of the government's fiscal plan which was laid on the table the other day, in explanation of the table which is at the top of the page, item No.3 includes the savings on established programs financing resulting from the 6 and 5 program. The government is bragging about saving money in EPF and re-allocating it.

Let me just change topics . . .

Senator Austin: Well, let me answer it. I do not feel you should leave that representation without response. What I am saying is, and what I have said this afternoon consistently, is that the funds that will be "saved" by the 6 and 5 capping will, nonetheless, be retained in the field of education and training. The federal government is negotiating with the provinces for specific programs in that area. So nothing is being removed from the post-secondary education priority of government.

Mr. Hawkes: I would just comment, Mr. Chairman, that it is interesting to watch the government's expenditure plan being . . . every time we have the word "negotiation", every day that negotiation takes place, means money is not being spent. It is by definition. You quite often find that at the end of the year, the money that was supposed to be spent in a particular way has not been spent because the negotiations took the whole year. It is a marvellous kind of system!

Senator Austin: At the moment the provinces are participating in the negotiations. I mentioned that the chairman of the provincial group of ministers, Hon. Betty Stephenson, has put on record her pleasure on behalf of the provincial ministers that we are continuing to maintain this funding, and she has accepted that some targetting of spending in this area is required and deserves to be negotiated.

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, When it comes to the social well-being of Canadians, is it the government's opinion that the traditional family should be strengthened? The non-traditional family? What does "well-being" mean when we come to family? Where is the government's priority?

Senator Austin: I said a little earlier in our meeting here that the question of government weeding social development, or conditioning choice and change, is one that is a very important question. Mrs. Mitchell referred to it, and I responded by saying that there are two concepts—that is, we can create policies which condition Canadians to change; we can discourage or encourage, I suppose, family formation by bonuses, grants, housing availability, and so on. Or we can follow Canadians in their social choices and support those social choices.

If you are asking me if we have chosen between a two-parent family or a single family, or do we choose to support people living . . .

[Traduction]

ce qui explique qu'un nombre moins important de personnes y ont accès. Mais je ne suis pas d'accord avec la façon dont vous dites les choses.

M. Hawkes: Monsieur le président, à la page 15 du programme financier du gouvernement présenté l'autre jour, on trouve une explication du tableau au haut de la page 3; il s'agit des économies réalisées au chapitre des programmes établis grâce au Programme des 6 et 5 p. 100. Le gouvernement se vante d'économiser des sommes et de les réaffecter.

Permettez-moi de changer de sujet . . .

Le sénateur Austin: Eh bien, permettez-moi de répondre à cela. Il ne faudrait pas en rester là. Ce que je dis, ce que j'ai répété cet après-midi, c'est que les fonds qui seront «économisés» par ce programme des 6 et 5 p. 100 ne seront pas enlevés aux secteurs de l'éducation et de la formation; ils y resteront. Le gouvernement fédéral est en train de négocier des programmes précis dans ce domaine avec les provinces. La priorité du gouvernement en matière d'éducation postsecondaire n'est en rien amoindrie.

M. Hawkes: Monsieur le président, une observation: il est intéressant d'entendre dire que le gouvernement est en train de «négocier» un programme de dépenses; plus on négocie, moins on dépense. Très souvent, à la fin d'un exercice financier, les sommes qui étaient censées être affectées à un programme ne l'ont pas été car on a négocié pendant un an. C'est un système merveilleux!

Le sénateur Austin: Pour le moment, les provinces participent aux négociations. Le président du groupe des ministres provinciaux, l'honorable Betty Stephenson, en tant que porte-parole des ministres provinciaux, s'est dit ravi que nous continuions d'accorder une aide financière et elle convient qu'il faut établir des priorités dans ce domaine et qu'il faut les négocier.

M. Hawkes: Monsieur le président, lorsqu'il s'agit du bien-être social des Canadiens, le gouvernement est-il d'avis que la famille traditionnelle devrait être renforcée? La famille non traditionnelle? Que veut dire «bien-être» dans le contexte familial? Quelle est la priorité du gouvernement dans ce domaine?

Le sénateur Austin: J'ai dit un peu plus tôt que la question d'élargissement du développement social ou du conditionnement des choix et des changements est très importante, du point de vue du gouvernement. M^{me} Mitchell avait soulevé la question et j'ai dit qu'elle renfermait deux questions: il est possible d'élaborer des politiques qui conditionnent les Canadiens aux changements; nous pouvons décourager ou encourager la formation des familles en donnant des primes, des subventions, en mettant des logements à la disposition des familles, etc. Par contre, nous pouvons nous tenir au courant des choix sociaux des Canadiens et en tenir compte, par la suite, dans la formulation de nos politiques.

Me demandez-vous si nous avons choisi de favoriser une famille où il y a deux parents ou une famille monoparentale; ou si nous avons choisi d'encourager les gens qui . . .

[Text]

• 1640

Mrs. Mitchell: In sin.

Senator Austin: —or out of it, or by themselves; the answer is that our choice tends to be supportive of the choices of individual Canadians as to the style of family life they wish to live.

The Vice-Chairman: One last question, Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Looking at the last two or three budgets in combination, in the previous Finance Minister's budget basically what you did with property was make legally married Canadians the only class of adults Canadians who do not have the right to own a piece of tax-free property. So that was a piece of social policy which discriminated against married Canadians. In the latest budget . . .

Senator Austin: I am sorry, would you explain that to me again? I do not understand.

Mr. Hawkes: Any adult Canadian who is unmarried is entitled to own a house, for instance, and upon disposition of that house, if there has been a capital gain they do not pay tax on it.

Senator Austin: And if they are married then they may still have only one house; each would get half the house.

Mr. Hawkes: That is right; they have half the right that unmarried Canadians have. You have a bias built into the tax system, where any member of Parliament who chooses to get a divorce and live common law could save \$2,000 to \$3,000 in the personal income tax system. That has been there for quite a while.

You have taken money out of the pockets of what we might call traditional one-working-parent families who have children and transferred it, in part, into the pockets those who are single parents who have to use child care, and in part to those who are double working parents who also use child care.

I am not here to argue the merits of it, but I think it is insanity for the minister to try to indicate to us that the policies of the federal government are not affecting the development of families in this country. Through the economic choices that you lay out in a budget, you are conditioning the Canadian people in one direction or another. I guess what I am hearing the minister say, Mr. Chairman, is that it has been done by accident, that for all of this \$6 million we are spending for all of this good policy advice we do not really understand the implications; we are not doing the evaluation work and we are not looking through the policies as to their implications for family life and so on. Are we not doing it? Or is the advice coming from the minister's department and committee to the government to do it, because they do have a desirable direction and they are moving in it?

The Chairman: Mr. Hawkes, perhaps we can let the minister answer some of your questions. Then I want to go on to Dr. Hudecki. Mr. Minister.

[Translation]

Mme Mitchell: . . . vivent dans le péché?

Le sénateur Austin: . . . ou non, ou seuls; nous avons tendance à accepter les choix des Canadiens quant au genre de vie familiale qu'ils veulent vivre.

Le vice-président: Une dernière question, monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Parlons des deux ou trois derniers budgets; le budget de l'ancien ministre des Finances prévoyait essentiellement que les Canadiens dont le mariage était reconnu par la loi étaient les seuls adultes qui n'avaient pas le droit de posséder des biens immobiliers exonérés d'impôt. C'était faire de la discrimination contre les Canadiens mariés. Dans le dernier budget . . .

Le sénateur Austin: Je regrette, pouvez-vous me répéter la question? Je n'ai pas bien compris.

M. Hawkes: Tout Canadien adulte qui n'est pas marié peut posséder une maison; si la vente de sa maison donne lieu à un gain en capital, ce gain est exonéré d'impôt.

Le sénateur Austin: Dans le cas de gens mariés, il peut également s'agir d'une seule maison; chacun obtiendrait la moitié de la maison.

M. Hawkes: C'est exact; ils ont la moitié du droit qu'ont les Canadiens célibataires. Il s'agit d'un parti pris qui est inhérent au système fiscal; ainsi, un député qui veut divorcer et vivre en concubinage pourrait économiser 2,000 à 3,000 dollars en impôt. Cette situation dure depuis quelque temps.

Vous avez enlevé l'argent de ce que nous pouvons appeler des familles traditionnelles qui ont des enfants et dont un des parents travaille, pour le donner, en partie, aux familles monoparentales qui doivent faire appel aux garderies et en partie à celles dont les deux parents travaillent et qui font également appel aux garderies.

Je ne suis pas là pour vanter les mérites de ce système, mais que le ministre tente de nous dire que les politiques du gouvernement fédéral n'affectent pas la composition des familles de ce pays, c'est insensé! Les choix économiques prévus dans le budget conditionnent les Canadiens, orientent leurs choix dans une direction ou une autre. Monsieur le président, le ministre semble dire que c'est fortuit; que les 6 millions de dollars dépensés pour obtenir des conseils en matière de formulation de politiques n'ont pas servi car on n'en a pas compris les conséquences; nous ne faisons pas d'étude et nous ne cherchons pas à comprendre les conséquences des politiques sur la vie familiale. On ne le fait pas? Ces conseils proviennent-ils du département d'État du ministre et du Comité dont il est le président; n'a-t-on pas trouvé une orientation souhaitable et n'a-t-on pas pris les mesures qui s'imposent?

Le président: Monsieur Hawkes, laissons au ministre le temps de répondre à quelques-unes de vos questions. Je cèderai ensuite la parole à M. Hudecki. Monsieur le ministre.

[Texte]

Senator Austin: Mr. Hawkes' speech has been a tangential one to the issues, and I do not agree with his premises. What I am trying to say is that through these policies we do not deliberately seek to change the choices of Canadians as to family formation. The policies affecting housing, or affecting training, or affecting child care or day care are designed to support people in the condition in which they are. We study the impact. We are aware of the social consequences of various changes. We advise the Minister of Finance of those changes. Who are the winners; who are the losers? But mostly, questions relate to housing Canadians in the choices of living conditions with respect to spouses or mates which they wish to choose by themselves. And I am not sure that the provision of one tax-exempt capital sale to a married family on a principal residence can be shown by any data to have discouraged the marriage rate in Canada.

The Chairman: Dr. Hudecki?

Mr. Hudecki: Mr. Minister, I must congratulate you on the courage you have taken to take on such a ministry. It seems to me that you have an impossible job ahead of you, so just to make it a bit more complicated, I want to ask one or two questions. Is CIDA also a part of your mandate?

• 1645

Senator Austin: CIDA is not; it belongs to the... You are talking about the Canadian International Development Agency?

Mr. Hudecki: Yes.

Senator Austin: No, it is a part of the foreign and defence envelope.

Mr. Hudecki: The foreign what?

Senator Austin: The foreign and defence envelope.

Mr. Hudecki: What about the year of the disabled sort of follow-up? Those of us who were on the committee for the year of the disabled look to this committee to give it leadership once their committee becomes disbanded, which is anticipated to be at the end of this session. For a while, the minister in charge was the minister appointed to look after the disabled. Do you still have the mandate to select ministers for the future? Currently, it is the Minister of State. But whose responsibility is it to give continuity to that particular appointment and to follow up the various recommendations of the year of the disabled?

Senator Austin: The question of the disabled is within the context of the social policy envelope. The minister responsible is the Secretary of State, and it is his responsibility initially to review and analyse the recommendations; and where he believes issues are raised that are for the government as a whole, those are referred to my committee.

Mr. Hudecki: In the future, would you feel that that will remain, or is that subject to change? We get a considerable amount of correspondence as to what the future plans will be, and somehow it is difficult to give them some sort of a pattern

[Traduction]

Le sénateur Austin: Les propos de M. Hawkes sur une des questions sont tendancieux et je ne suis pas d'accord avec ses énoncés. J'essaie de faire comprendre que ces politiques ne visent pas à modifier de façon délibérée les choix des Canadiens quant à leur situation de famille. Les politiques concernant le logement, la formation ou les garderies sont conçues pour aider les gens dans les choix qu'ils ont faits. Nous étudions les répercussions de ces politiques. Nous sommes conscients des conséquences sociales de divers groupes. Nous conseillons le ministre des Finances de ces changements. Qui est gagnant? Dans l'ensemble, les questions portent sur le logement et sur les conditions de vie que les époux et les compagnons choisissent eux-mêmes. Je ne suis pas convaincu que la disposition selon laquelle des gens non mariés peuvent vendre leur maison sans être tenus de payer de l'impôt sur les gains peut être interprétée comme une mesure destinée à décourager le mariage au Canada.

Le président: Monsieur Hudecki?

M. Hudecki: Monsieur le ministre, je vous félicite du courage que vous avez manifesté en acceptant vos responsabilités de ministre. Il me semble que vous avez une tâche impossible; pour la compliquer quelque peu, je vais vous poser une ou deux questions. L'ACDI tombe-t-elle sous votre gouverne?

Le sénateur Austin: Non, l'ACDI relève de... Vous parlez de l'Agence canadienne de développement international?

M. Hudecki: Oui.

Le sénateur Austin: Non, elle relève de l'enveloppe des Affaires extérieures et de la Défense.

M. Hudecki: Les affaires quoi?

Le sénateur Austin: L'enveloppe des Affaires extérieures et de la Défense.

M. Hudecki: Et que faites-vous pour faire suite à l'Année internationale des personnes handicapées? Ceux d'entre nous qui ont siégé au Comité spécial sur les handicapés compteront sur le comité permanent pour faire preuve de leadership dans ce domaine lorsque le mandat du comité spécial prendra fin, ce qui est prévu pour la fin de la session. Pendant un certain temps, le ministre était responsable des personnes handicapées. Êtes-vous toujours responsable de choisir les ministres? En ce moment, cela relève du ministre d'État. Mais qui est responsable de nommer le ministre et faire suite aux recommandations qui ont découlé de l'Année des handicapés?

Le sénateur Austin: La question des personnes handicapées relève de l'enveloppe de la politique sociale. C'est le secrétaire d'État qui en est responsable et qui est chargé d'examiner et d'analyser les recommandations; si l'on soulève des questions qui s'adressent au gouvernement dans l'ensemble, on les confie à mon Comité.

M. Hudecki: Est-ce qu'on continuera ainsi ou y aura-t-il des changements? Beaucoup de personnes nous écrivent pour nous demander ce que nous avons l'intention de faire. On peut

[Text]

that will most likely be followed. What in your opinion is it that the pattern will follow in the future?

Senator Austin: The assignment of ministerial responsibility is the prerogative of the Prime Minister. I can only assume that the Secretary of State will continue to have these responsibilities for a good long time.

I am told that with respect to the level of implementation of recommendations that approximately one-third of the *Obstacles* recommendations are fully implemented; that approximately one-third are considered to have a high degree of commitment from various departments, and policies are being developed... in a sense they have been accepted in principle.

Mr. Hudecki: That is very true, but the question keeps coming up all the time about who will be the minister and what is the mechanism whereby the minister in charge will be selected. It is the question of continuity. It is not just the initial implementation but the continued implementation of those various recommendations.

Senator Austin: I guess what I should tell you is that we have provided, through the committee, half a million dollars to establish a permanent unit. It is \$2.5 million over five years, in fact, for this particular area. So as far as I am concerned, the process is established within the department of the Secretary of State on a permanent basis.

Mr. Hudecki: That is very useful information.

The other subject deals with what Mrs. Mitchell brought up and deals with the various recommendations made by a subcommittee which I chaired. That subcommittee reviewed the recommendations made by the commission on the year of the child and very useful recommendations were made. I followed them up by a letter, and this may be of some help to you as to what has happened to those recommendations. I wrote a letter to the Prime Minister asking him as to what steps were being taken to implement those recommendations, and he indicated to me that individual departments would take the responsibility, and he directed each department to confirm to me by letter as to what steps they have taken. I have received those letters and perhaps they should be passed on to you and made more public.

One of the recommendations coming out of the Department of National Health and Welfare, or rather one of the recommendations made, was to develop a bureau for children, which Mrs. Mitchell indicated. That bureau apparently is in the hands of Health and Welfare. There is a portion of the Health and Welfare organization in which the problems of the child are particularly their responsibility.

[Translation]

difficilement leur dire quelle orientation on prendra. À votre avis, quelle sera l'orientation?

Le sénateur Austin: Les responsabilités des ministres sont attribuées par le Premier ministre. Je suppose que le secrétariat d'État conservera, pour bien longtemps, les responsabilités en question.

On me dit que le tiers des recommandations qu'on retrouve dans le rapport *Obstacles* ont été pleinement appliquées; un tiers des recommandations ont été acceptées en principe, c'est-à-dire que divers ministères se sont plus ou moins engagés à les mettre en pratique et on est en train de formuler des politiques.

M. Hudecki: C'est vrai, mais on nous demande toujours quel ministre sera responsable et par quel mécanisme il sera choisi. C'est une question de continuité. Il ne s'agit pas seulement d'appliquer les recommandations, mais de s'assurer qu'elles soient appliquées de façon permanente.

Le sénateur Austin: Je devrais peut-être vous dire que nous avons prévu, par le biais du Comité, un demi-million de dollars pour la mise en place d'une unité permanente. Il s'agit, en fait, de 2.5 millions de dollars étalés sur cinq ans. Il existe donc un mécanisme permanent au sein du Secrétariat d'État.

M. Hudecki: Voilà un renseignement très utile.

Ma deuxième remarque porte sur la question soulevée par M^{me} Mitchell et sur les diverses recommandations faites par un sous-comité dont j'étais président. Le sous-comité en question a étudié des recommandations faites par la Commission sur l'année de l'enfant et il a fait, lui aussi, des recommandations fort utiles. J'ai écrit une lettre qui vous aidera peut-être à découvrir ce que sont devenues ces recommandations. J'ai écrit au Premier ministre pour lui demander quelles mesures on avait prises en vue d'assurer la mise en oeuvre de ces recommandations et il m'a répondu que les ministères s'en chargeaient individuellement. Il a dit aux fonctionnaires de chaque ministère de m'écrire pour me dire quelles mesures avaient été prises. J'ai reçu les réponses et je devrais peut-être vous les transmettre et les porter à l'attention du public.

Comme M^{me} Mitchell l'a indiqué, le ministère de la Santé nationale et du Bien-être a recommandé, entre autres, de créer un bureau de l'enfance. Il semble que ce bureau relèvera du ministère de la Santé. Il y a une division au sein du ministère qui s'occupe des problèmes des enfants.

Il serait peut-être utile d'avoir une mise à jour et de savoir ce qui se fait dans le domaine. Je suis convaincu, moi aussi, que les recommandations devraient être appliquées et que nous devrions tous être au courant des mesures qu'on est en train de prendre.

Perhaps it would be very useful to all of us to have an update and a follow-up on what has happened in this particular field because I very much agree that the recommendations made there should be implemented and we should all know the steps that are being taken.

[Texte]

Senator Austin: I would appreciate a set of letters from you, Doctor.

Mr. Hudecki: The last question I have is that we are hearing more and more about the concept of dealing with employment in the future. More and more the information that seems to be surfacing is that regardless of the steps we take the rate of unemployment will remain persistent and may even increase and that an entirely new approach needs to be taken and that the conventional work that has been part of our tradition, our society, may be a thing of the past. On that particular subject, and many of the other subjects I have been mentioning, have you a body of experts in the field of human behaviour and social studies that you could rely on to do this type of research work and to work for future planning? Or could this type of work be contracted out to universities or to academic centres in order that we may have some sort of basis from which to make decisions in the future?

Senator Austin: I would respond by saying first of all that work of that kind is done in the Department of Employment and Immigration targeting on changing employment patterns and requirements. We have access to that work and we have the ability to contract studies when required. It is a fundamentally interesting field. I agree with you and I agree with the observation that Mrs. Mitchell was making before that members should have access to more specific kinds of material of a policy-emerging nature. I will consult with my deputy and see whether we could be in a position from time to time to make available discussion papers to members of Parliament and to Senators on social policy questions. If you think it would be useful, I think it would be useful. They would not be papers with recommendations but essentially would have...

Mr. Hudecki: They would try to study and understand trends.

Senator Austin: Exactly. The facts and some analysis of the facts available.

Mr. Hudecki: Thank you very much.

The Chairman: We are now going into the second round. As I indicated earlier, the minister would like to leave around 5.00 p.m.. I wonder, Miss MacDonald, if you could go for about five minutes, and then I might go to Mrs. Mitchell for five minutes, and perhaps Mr. Hawkes would be willing to let it go for today.

Miss MacDonald.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I will try to be succinct with my questions if the minister will try to be succinct with his answers. Page 15 of the fiscal plan of the budget papers uses the phrase "savings on established programs financing resulting from the six and five program"... savings. I want a reply from the minister to indicate to me that all of those savings are to be directed to post-secondary education spending in conjunction with the provincial ministers of education. That was the implication that he left when he replied earlier. Also, I would like to know, if not today, what amount of savings is being discussed.

[Traduction]

Le sénateur Austin: Je vous serais très reconnaissant, monsieur le docteur, de me transmettre les lettres.

M. Hudecki: Ma dernière question porte sur l'emploi à l'avenir, dont on parle de plus en plus. On entend dire de plus en plus que, peu importe ce qu'on fait, le taux de chômage restera élevé et peut-être même augmentera, qu'il faut adopter une nouvelle orientation, et que le travail comme nous l'avons toujours connu appartient peut-être au passé. Avez-vous des spécialistes du comportement humain et des sciences sociales qui font des recherches là-dessus, et sur d'autres sujets que j'ai soulevés, et qui font la planification? Ce genre de recherche pourra-t-elle être effectuée, à contrat, par des universités ou des maisons d'enseignement pour que les décisions que nous prendrons à l'avenir soient fondées sur quelque chose de concret?

Le sénateur Austin: Je vous signale tout d'abord que le ministère de l'Emploi et de l'Immigration fait des recherches sur la distribution du travail et les besoins en main-d'oeuvre. Nous avons accès aux résultats de ses recherches et nous pouvons faire faire des études à contrat. C'est un domaine fort intéressant. Je suis d'accord avec ce que vous et M^{me} Mitchell avez dit, à savoir que les députés devraient avoir accès aux documents sur lesquels les politiques sont fondées. Je vais consulter mon adjoint pour voir si l'on peut, de temps en temps, transmettre aux députés et aux sénateurs des documents de travail sur des questions concernant la politique sociale. Si vous croyez que cela vous serait utile, moi aussi, je crois que ce serait utile. Il ne s'agirait pas de documents où l'on fait des recommandations, mais de documents qui...

M. Hudecki: Dans lesquels on étudie des tendances.

Le sénateur Austin: Justement. On expose les faits et on en fait une analyse limitée.

M. Hudecki: Merci beaucoup.

Le président: Nous commençons le deuxième tour. Comme j'ai dit tout à l'heure, le ministre veut partir vers 17h00. Si vous me le permettez, mademoiselle MacDonald, je vais vous donner cinq minutes et je donnerai aussi cinq minutes à M^{me} Mitchell. M. Hawkes pourra peut-être attendre la prochaine séance.

Mademoiselle MacDonald.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je tenterai d'être brève, si le ministre est bref lui aussi. À la page 15 du plan financier qui accompagne le budget, on parle des «économies relatives au financement des programmes établis découlant du programme des 6 et 5»—économies. Je voudrais que le ministre me dise si les économies en question seront consacrées à l'éducation post secondaire avec le consentement des ministres provinciaux de l'Éducation. C'est l'impression qu'il m'a donnée tout à l'heure. Je voudrais également savoir, pas forcément aujourd'hui, à combien ces économies s'élèvent.

[Text]

Senator Austin: I do not have a specific number for you. I will try to make it available to you if it is appropriate for me to make it available. If not, I will request the appropriate minister to make it available to you—or suggest, at least, to the appropriate minister that it be made available to you. The answer to the principal question is that the money is being saved for post-secondary education and for persons in an age group who would be in post-secondary education, if they were not in other conditions in our community. But I want to make it very clear, we are talking throughout of training people, either in post-secondary education or in other educational institutions.

• 1655

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): That is what I understood at the outset, when we saw this cutback, and I thought the minister was fudging on that earlier today.

The second question I want to ask is with regard to the consultation between the minister in his capacity as chairman of this committee, the Social Development committee, and the Minister of Finance, on tax measures which affect the various spending programs within his jurisdiction or the committee's jurisdiction.

First of all, the minister responsible for the Status of Women threw out a—whether she meant it as a suggestion or kite-flying or whatever—earlier this year for substantial changes to the spousal tax exemption, which would affect what goes on in this particular area, social planning. The National Council on Welfare has made some very specific recommendations with regard to tax changes and how they affect the child deduction. There are a number of things like this. Are there any that the minister can tell us that are now under active consideration? Can he assure us that the one that was floated by Mrs. Erola is not going to be imposed or applied in whole or in part? Can he give us any information about these tax changes that do impact on this envelope very directly?

Senator Austin: I cannot give you more information about tax changes that affect the social development envelope than now appears in the budgetary papers.

As for the methodology, in the preparation of a budget, the Minister of Finance consults the chairman of the Social Development envelope and chairmen of other envelopes, and I consult my committee. But as Miss MacDonald knows, and she has been in a Cabinet, the Minister of Finance, even with the operation of the envelope system, retains the authority which the Minister of Finance has always retained to make the decisions that affect fiscal policy and tax policy.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): One final question.

Earlier the minister said, and I wrote down his words, “statutory and contractual commitments do change over time.” He went on to say that he did not want that misread, misinterpreted. But you look at those words and there is obviously quite a major message in that. Certain statutory and contractual commitments can change over time, but one of the

[Translation]

Le sénateur Austin: Je ne peux pas vous donner les chiffres précis. Si je peux, je vous les communiquerai. Sinon, je demanderai au ministre responsable de vous les transmettre ou plutôt je lui dirai de vous les donner. Pour répondre à votre question, les montants économisés seront consacrés à l'éducation postsecondaire et à des personnes qui feraient leurs études postsecondaires si elles ne faisaient pas autre chose à la place. Mais je tiens à préciser qu'il s'agit de former des gens, soit dans des institutions postsecondaires, soit dans d'autres maisons d'enseignement.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): C'est ce que j'avais compris au début, lorsqu'on a effectué la réduction, mais je croyais que le ministre tergiversait tout à l'heure.

Ma deuxième question porte sur les consultations qui ont eu lieu entre le ministre, en sa qualité de président du Comité de développement social, et le ministre des Finances. Ces consultations portent-elles sur des mesures fiscales touchant divers programmes qui relèvent du ministre ou du comité.

Plus tôt cette année, le ministre responsable du statut de la femme a proposé des modifications importantes à l'exemption pour le conjoint, ce qui aurait un effet sur la planification sociale. C'était peut-être un ballon d'essai, je n'en sais rien. Le Conseil national du bien-être a fait des recommandations très précises concernant les modifications à la Loi de l'impôt et l'effet que celles-ci pourraient avoir sur la déduction pour enfants. Et il y a eu d'autres propositions du même genre. Le ministre peut-il nous dire s'il y a des propositions à l'étude? Peut-il nous assurer que la proposition de M^{me} Erola ne sera pas adoptée, ni en totalité ni en partie? Peut-il nous renseigner sur les modifications à la Loi de l'impôt qui toucheront directement son enveloppe?

Le sénateur Austin: Tout ce que je peux vous donner, ce sont les informations sur les modifications à la Loi de l'impôt touchant l'enveloppe de développement social qu'on retrouve dans les documents budgétaires.

Pour préparer le budget, le ministre des Finances consulte le président du Comité du développement social et les présidents des autres comités et moi, je consulte mon comité. Mais M^{me} MacDonald sait, pour avoir été membre du Cabinet que, malgré le régime des enveloppes, les décisions touchant la politique fiscale sont prises, comme elles l'ont toujours été, par le ministre des Finances.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Une dernière question.

Le ministre a dit tout à l'heure—et j'ai noté les termes qu'il a employés—que «les engagements statutaires contractuels changent avec le temps»; il a dit ensuite qu'il ne voulait pas être mal compris ou mal interprété. Mais il faut bien reconnaître l'importance de ce qu'il a dit. Certains engagements statutaires et contractuels peuvent changer avec le temps, mais

[Texte]

things that would imply, or could imply, is that the contractual, the statutory commitments could very radically change the concept of universality. And I wonder if the minister would care to comment on any discussion that is taking place with regard to changes to statutory and contractual commitments as it impacts on universality.

Senator Austin: Well, in my remarks, to which Miss MacDonald is referring, I tried to be very clear that I was speaking in an hypothetical fashion, because the question that you are asking me is a question of what discretion and scope do you have to make changes.

• 1700

In the short run, I indicated to you, not a lot in the total envelope. But hypothetically, as longer-term strategic policies continue to be observed, we can also suggest to the provinces changes in statutory and contractual arrangements. However, I am not now indicating that we are in any way making any suggestions in that area that would have any impact on the current universal social programs.

The Chairman: Thank you. I would like to go to Mrs. Mitchell for five minutes and then we will have to adjourn.

Mrs. Mitchell.

Mrs. Mitchell: I would like to ask again whether your department has any plans or any information or whether you personally have any ideas on three areas of social planning related to the new society and the technological revolution. I know there has been a big task force on this from the point of view of employment, but I think this goes more to the human side of it and how we can plan for our human resources because we know certain trends are coming.

It seems to me that the first area has to do with planning for shorter hours, more holidays, earlier pensions, the distribution of what available work we will have in the future to more people in those ways.

The second seems to me to be job alternatives for the future. In particular, I am very interested in community jobs, the kinds of things that have been demonstrated in short-term LIP grants and LEAP grants and so on, the whole question of the community services that are going to be needed for the elderly with an aging population that we could plan for right now . . . in some ways they are being done, but always in a band-aid kind of way—and specifically, also, the concept of workers co-ops. You do not have time to answer it today so maybe we can get something back from you on this.

The third aspect is the whole question of guaranteed income. It seems to me, with fewer people in the full-time workforce, and with people having to retire earlier, being laid off and being redundant, and a lot of people not getting into the workforce, that we need things for them to do that are meaningful in the communities, new concepts of work, but we also have to start thinking and start implementing some form of guaranteed income. In particular, I think it goes back to one

[Traduction]

ces paroles laissent entendre, ou pourraient laisser entendre, que les engagements statutaires et contractuels pourraient profondément modifier la notion de l'accès universel. Je voudrais que le ministre nous dise ce qu'il pense des discussions qu'il pourrait y avoir sur la modification des engagements statutaires et contractuels et l'effet de celle-ci sur l'accès universel.

Le sénateur Austin: Dans la phrase que M^{lle} MacDonald a citée, j'ai voulu qu'il soit clair que je parlais d'une situation hypothétique, parce que vous me demandez, en fait, dans quelle mesure je peux effectuer des changements.

Dans l'immédiat, comme je vous l'ai dit, je ne peux pas faire grand-chose en ce qui concerne l'enveloppe dans l'ensemble. Mais en théorie, si l'on continue à appliquer les politiques stratégiques à long terme, nous pouvons proposer aux provinces de modifier les arrangements statutaires et contractuels. Je voudrais toutefois qu'il soit clair que nous ne proposons absolument pas de mesures qui aient des répercussions sur des programmes sociaux à accès universel.

Le président: Merci. Je donnerai cinq minutes à M^{me} Mitchell et nous devons lever la séance.

Madame Mitchell.

Mme Mitchell: Je vais vous demander encore une fois si le ministère a des projets ou des informations ou si vous, personnellement, vous avez des idées concernant trois aspects de la planification sociale qui touchent la nouvelle société et la révolution technologique. Je sais qu'un important groupe de travail a étudié la question en mettant l'accent sur l'emploi, mais il faut regarder le côté humain et trouver des moyens de planifier le déploiement de nos ressources humaines en tenant compte des tendances qui se dessinent.

Il faut d'abord prévoir le raccourcissement de la journée de travail, la prolongation des vacances, l'abaissement de l'âge de la retraite, et la répartition du travail qui existera entre un plus grand nombre de travailleurs.

Deuxièmement, il y a les possibilités d'emploi à l'avenir. Je m'intéresse beaucoup aux services communautaires du genre qu'on a pu offrir dans le cadre du programme PIL et du programme PACLE. Étant donné le vieillissement de la population, il va falloir offrir des services aux personnes âgées et on pourrait commencer à planifier dès maintenant. En fait, on a déjà commencé, mais ce sont toujours des mesures provisoires. Il y a aussi la notion des coopératives de travailleurs. Vous n'aurez pas le temps de me répondre aujourd'hui, mais vous pourriez peut-être me transmettre les réponses.

Troisièmement, il y a toute la question du revenu garanti. Étant donné qu'il y a de moins en moins de gens qui travaillent à temps plein, qu'il y en a beaucoup qui prennent leur retraite plus tôt que prévu, qui sont mis à pied ou congédiés, et qu'il y en a beaucoup qui n'arrivent pas à entrer sur le marché du travail, il me semble que nous devons leur trouver du travail utile à faire au sein de la communauté; non seulement faut-il changer notre façon de percevoir le travail, mais il faut mettre

[Text]

of your priorities, which is for older women. I can tell you that any reforms in the pension plan are not going to affect today's older women. Most of them are living alone, and I am talking about ones under the pension age. If there ever was a group that needs a guaranteed income—it is to start with that target and work downward.

I know that there is not time to answer all these, but perhaps they could go on the record and we could get some response, and perhaps you would like to comment.

The Chairman: Mr. Minister, have you a comment?

Senator Austin: Mrs. Mitchell has added to the list of issues that are part of the work of my ministry but in particular, of course, are the work of line ministries. Questions related to technological change in the workforce relate to Mr. Axworthy's ministry.

Mrs. Mitchell: But that is from the workforce point of view not from the people point of view, the human resource point of view.

Senator Austin: From the point of view of human resources, I accept responsibility for the overview. I would like to report back to you in that area. I agree with you that technological change is causing some severe anxieties among people concerning the relevance of their current skills. In fact, the ability to evolve technologically and in a competitive way with other societies is going to depend on our dealing with these anxieties and delaying them.

Mrs. Mitchell: Planning.

Senator Austin: As to questions of guaranteed income, that is a perennial, and I really do not think at the moment I could add to the debate by . . .

Mrs. Mitchell: You are doing it anyway through extending unemployment insurance. You are going to have to keep doing it anyway.

The Chairman: Thank you very much.

I would like to thank the minister for attending today.

The meeting is adjourned.

[Translation]

en place un mécanisme qui permette d'offrir un revenu garanti. L'une de vos priorités, ce sont les femmes âgées. Je peux vous dire que la réforme des régimes de pension ne touchera pas les femmes âgées qui vivent aujourd'hui. La plupart d'entre elles vivent seules et je parle de celles qui n'ont pas encore atteint l'âge de la retraite. S'il y a un revenu garanti, il faut commencer par les femmes âgées et ensuite l'étendre à d'autres groupes.

Je sais que vous n'aurez pas le temps de répondre à toutes mes questions, mais elles sont inscrites au compte rendu et vous pourrez peut-être me transmettre les réponses. Vous aurez peut-être aussi des observations à faire.

Le président: En avez-vous, monsieur le ministre?

Le sénateur Austin: Mon ministère fait du travail dans tous les domaines cités par M^{me} Mitchell, mais cela relève surtout des grands ministères. Les questions concernant l'évolution de la technologie sur le marché du travail relèvent de M. Axworthy.

Mme Mitchell: Oui, mais il s'agit là du côté emploi, alors que moi je parle du côté humain, des ressources humaines.

Le sénateur Austin: Je conviens que, de façon générale, je suis responsable des ressources humaines. Je préfère vous répondre par écrit. J'admets que l'évolution technologique est angoissante pour les gens qui ne savent plus si leurs compétences sont utiles. Notre capacité d'évoluer sur le plan technologique et de faire concurrence à d'autres pays dépendra de notre aptitude à surmonter cette angoisse.

Mme Mitchell: La planification.

Le sénateur Austin: En ce qui concerne le revenu garanti, c'est une question qui revient tous les ans et je ne crois pas avoir quoi que ce soit à ajouter.

Mme Mitchell: Vous le faites de toute manière, en prolongeant la période d'admissibilité à l'assurance-chômage. Vous serez obligé de continuer.

Le président: Merci beaucoup.

Je remercie le ministre d'être venu.

La séance est levée.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 65

Tuesday, May 24, 1983

Chairman: Mr. David Weatherhead

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 65

Le mardi 24 mai 1983

Président: M. David Weatherhead

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on***Health,
Welfare and
Social Affairs***Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent de la***Santé,
du bien-être social et
des affaires sociales**

RESPECTING:

Main Estimates 1983-84: Votes 1, 5, 10 and 15 under
CONSUMER AND CORPORATE AFFAIRS

CONCERNANT:

Budget principal 1983-1984: Crédits 1, 5, 10 et 15 sous
la rubrique CONSOMMATION ET
CORPORATIONS

APPEARING:

The Honourable André Ouellet,
Minister of Consumer and Corporate Affairs

COMPARAÎT:

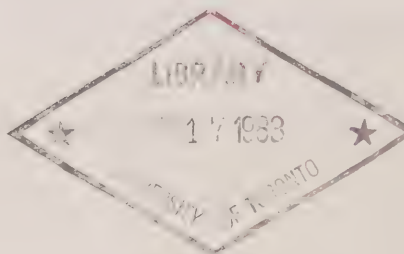
L'honorable André Ouellet,
Ministre de la Consommation et des Corporations

WITNESS:

(See back cover)

TÉMOIN:

(Voir à l'endos)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82-83Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982-1983

STANDING COMMITTEE ON HEALTH,
WELFARE AND SOCIAL AFFAIRS

Chairman: Mr. David Weatherhead

Vice-Chairman: Mr. Gary McCauley

MEMBERS/MEMBRES

David Berger
Bill Blaikie
Bruce Halliday
Jim Hawkes
Thérèse Killens
Flora MacDonald
(*Kingston and the Islands*)
Gilles Marceau
Jim Schroder

COMITÉ PERMANENT DE LA SANTÉ, DU
BIEN-ÊTRE SOCIAL ET DES AFFAIRES
SOCIALES

Président: M. David Weatherhead

Vice-président: M. Gary McCauley

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Warren Allmand
Coline Campbell
(*South West Nova*)
Vince Dantzer
Bob Daudlin
G.M. Gurbin
Stanley Hudecki
Stan Korchinski
Peter Lang
Jean-Claude Malépart
Svend Robinson
(*Burnaby*)

(Quorum 6)

Le greffier du Comité

Judith LaRocque

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 69(4)(b)

On Wednesday, May 11, 1983:

John A. MacDougall replaced G.M. Gurbin.

On Thursday, May 12, 1983:

G.M. Gurbin replaced John A. MacDougall.

On Friday, May 13, 1983:

Gus Mitges replaced G.M. Gurbin.

On Friday, May 20, 1983:

Svend Robinson (*Burnaby*) replaced Margaret Anne Mitchell.

Conformément à l'article 69(4)b) du Règlement

Le mercredi 11 mai 1983:

John A. MacDougall remplace G.M. Gurbin.

Le jeudi 12 mai 1983:

G.M. Gurbin remplace John A. MacDougall.

Le vendredi 13 mai 1983:

Gus Mitges remplace G.M. Gurbin.

Le vendredi 20 mai 1983:

Svend Robinson (*Burnaby*) remplace Margaret Anne Mitchell.

(ERRATUM)

Evidence

Issue 65

p. 63:4:

“dissolution” should be “distribution”

p. 63:9:

“Canadian Cancer Institute and the Canadian Heart Association” should be “National Cancer Institute and the Canadian Heart Foundation”

p. 63:10:

“NRH” should be “NIH”

p. 63:11:

“cycloous fluorine” should be “cyclosporin”

“lymphacites” should be “lymphocytes”

p. 63:12:

“Ontario-Canada” should be “Ontario-Cancer”

p. 63:13:

“cylcosporan” should be “cyclosporin”

p. 63:20:

“ENSERD” should be “INSERC”

“hypodermis” should be “hypothalamus”

“hypothesis” should be “hypophysis”

p. 63:22:

“NRC” should be “MRC” throughout, except in line 10, where “NRC” is correct as is.

ERRATUM

Témoignages

Fascicule 65

p. 63:9:

«l'Institut canadien du cancer et l'Association canadienne des maladies cardiaques» doit être «l'Institut national du cancer du Canada et la Fondation canadienne des maladies du cœur»

p. 63:11:

«le Programme de développement» doit être «le Programme national de développement»

p. 63:12:

«La Fondation Ontario-Canada» doit être «*Ontario-Cancer*»

p. 63:13:

«cyclosporin» doit être «cyclosporin»

p. 63:18:

«d'un autre université dans l'Ouest» doit être «d'une autre université *Western*»

p. 63:20:

«hypoderme» doit être «hypothalamus»

p. 63:22:

«CNR» doit être «CRM» partout, sauf à la ligne 13, où «CNR» est correct.

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MAY 24, 1983
(96)

[Text]

The Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs met at 9:52 o'clock a.m. this day, the Chairman, Mr. David Weatherhead, presiding.

Members of the Committee present: Mr. Berger, Mrs. Killens, Miss MacDonald (*Kingston and the Islands*), Messrs. Schroder and Weatherhead.

Alternates present: Messrs. Mitges and Robinson (*Burnaby*).

Appearing: The Honourable André Ouellet, Minister of Consumer and Corporate Affairs.

Witness: From the Department of Consumer and Corporate Affairs: Mr. Campbell Mackie, Federal Coordinator, UFFI Program.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Wednesday, February 23, 1983 pertaining to the Main Estimates 1983-84. (*See Minutes of Proceedings and Evidence dated Tuesday, March 29, 1983, Issue No. 59*)

By consent, the Chairman called Votes 1, 5, 10 and 15 under CONSUMER AND CORPORATE AFFAIRS.

The Minister made a statement and answered questions.

At 11:06 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 24 MAI 1983
(96)

[Traduction]

Le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales se réunit aujourd'hui à 9h52 sous la présidence de M. David Weatherhead (président).

Membres du Comité présents: M. Berger, M^{me} Killens, M^{lle} MacDonald (*Kingston et les Îles*), MM. Schroder et Weatherhead.

Substituts présents: MM. Mitges et Robinson (*Burnaby*).

Comparaît: L'honorable André Ouellet, ministre de la Consommation et des Corporations.

Témoin: Du ministère de la Consommation et des Corporations: M. Campbell Mackie, coordonnateur fédéral, Programme MIUF.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du mercredi 23 février 1983 portant sur le Budget principal 1983-1984. (*Voir procès-verbal et témoignages du mardi 29 mars 1983, fascicule n° 59.*)

Sur assentiment, le président présente les crédits 1, 5, 10 et 15 sous la rubrique CONSOMMATION ET CORPORATIONS.

Le ministre fait une déclaration et répond aux questions.

A 11h06, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Judith A. LaRocque

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Tuesday, May 24, 1983

• 0952

The Chairman: Order, please. I will call this meeting of the Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs to order.

We are calling today Votes 1, 5, 10, and 15 of the Consumer and Corporate Affairs estimates.

CONSUMER AND CORPORATE AFFAIRS

A—Department

Vote 1—Consumer and Corporate Affairs—Operating expenditures.....\$127,145,000

Vote 5—Consumer and Corporate Affairs—The grants listed in the Estimates and contributions.....\$56,689,000

B—Restrictive Trade Practices Commission

Vote 10—Restrictive Trade Practices Commission... Program expenditures.....\$1,630,000

C—Standards Council of Canada

Vote 15—Payment to the Standards Council of Canada.....\$5,978,000

The Chairman: We are pleased to have with us today the Hon. André Ouellet, Minister of Consumer and Corporate Affairs. He will be back before us again on Friday at 9.30 a.m.

Mr. Minister, do you have an opening statement?

Hon. André Ouellet (Minister of Consumer and Corporate Affairs): I want to apologize to the members of the committee for my delay. I was detained. In courtesy to the members of the committee, I will not occupy time by reading a long statement. I will have it distributed and allow MPs to go on immediately and ask questions, because I understand some of them have prepared themselves for questions. The document is merely explaining the elements of the estimates you have in front of you.

I would like, with your permission, to introduce some of the officials who are with me today: George Post, the Deputy Minister; Ross Murray, Director General, Finance and Administration; Russell Robinson, ADM, Policy Co-ordination; Kathleen Francoeur Hendriks, ADM, Consumer Affairs. We also have Mr. Roger Gagnon, ADM, Corporate Affairs; Mr. Dave Beckman, Executive Director, Metric Commission; John Woods, Executive Director, Standards Council of Canada; Mr. Lawson Hunter, ADM, Competition Policy; Mr. Jon Church, Executive Director, Petroleum Enquiry, Restrictive Trade Practices Commission; Mr. Gerry Payette, Secretary of the RTPC; Mr. Cam Mackie, the Federal Co-ordinator of UFFI; Mrs. Diana Monnet, Director General for UFFI

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le mardi 24 mai 1983

Le président: À l'ordre. Je déclare ouverte la séance du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

Nous reprenons l'étude des crédits 1^{er}, 5, 10 et 15, sous la rubrique Consommation et Corporations.

CONSOMMATION ET CORPORATIONS

A—Ministère

Crédit 1^{er}—Consommation et Corporations—Dépenses de fonctionnement.....\$127,145,000

Crédit 5—Consommation et Corporations—Subventions inscrites au Budget et contributions.....\$56,689,000

B—Commission sur les pratiques restrictives du commerce

Crédit 10—Commission sur les pratiques restrictives du commerce—Dépenses du programme.....\$1,630,000

C—Conseil canadien des normes

Crédit 15—Paiement versé au Conseil canadien des normes...\$5,978,000

Le président: C'est avec plaisir que nous accueillons aujourd'hui l'honorable André Ouellet, ministre de la Consommation et des Corporations. Il se représentera devant nous de nouveau vendredi, à 9h30.

Monsieur le ministre, vous avez une déclaration préliminaire à faire?

L'honorable André Ouellet (ministre de la Consommation et des Corporations): En premier lieu, je voudrais m'excuser auprès des membres du Comité pour être arrivé en retard. J'ai été retenu. Par courtoisie à l'égard des membres du Comité, je ne vais pas lire mon mémoire. Par contre, je vais le faire remettre à chaque député, pour que nous puissions tous passer immédiatement aux questions, car je crois comprendre que certains d'entre eux souhaitent m'en poser. Le mémoire que vous avez devant vous ne fait simplement qu'expliquer les différents éléments des prévisions budgétaires que vous avez devant vous.

Avec votre permission, je voudrais présenter certains des fonctionnaires qui m'accompagnent aujourd'hui: M. George Post, sous-ministre; M. Ross Murray, directeur général, Finances et administration; M. Russell Robinson, sous-ministre adjoint, Bureau de la coordination des politiques; M^{me} Kathleen Francoeur Hendriks, sous-ministre adjoint, Bureau de la consommation. M'accompagnent également M. Roger Gagnon; sous-ministre adjoint, Bureau des corporations; M. Dave Beckman, directeur exécutif, Commission du système métrique; M. John Woods, directeur exécutif, Conseil canadien des normes; M. Lawson Hunter, sous-ministre adjoint, Bureau de la concurrence, et directeur des enquêtes et recherches; M. Jon Church, directeur exécutif, Enquête sur l'industrie pétrolière, CPRC; M. Gerry Payette, secrétaire,

[Texte]

Policy; and Mr. Youngson, the Director General of the UFFI Centre.

[Traduction]

Commission sur les pratiques restrictives du commerce; M. Cam Mackie, coordonnateur fédéral, Programme MIUF; M^{me} Diana Monnet, directeur général, Politique du Bureau de la MIUF; et M. Youngson, directeur général du Centre MIUF.

• 0955

The Chairman: Thank you, Mr. Minister.

Miss MacDonald, would you like to lead off the question-
ing?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Thank you, Mr. Chairman.

My questions will centre primarily on the report that was carried out by a subcommittee of this standing committee looking into the question of urea formaldehyde foam insulation and the work that should be done to try to improve the situation for those who had installed UFFI in their homes.

My first question to the minister, therefore, is: What response, or when, does the department intend to respond to the recommendations that were included in that report of the health and welfare committee?

The Chairman: Mr. Minister.

Mr. Ouellet: A number of recommendations were made by the parliamentary committee. Some had to do with the health aspect, the health problems. Indeed, the Department of National Health and Welfare has been asked to fund appropriate research work in this regard. The National Research Council has also been asked to intensify its research in order to circumscribe the problems and bring more light in relation to this product.

I would say that a number of initiatives in relation to the health aspect have been taken by the Department of National Health and Welfare, basically through research that is currently carried on on behalf of the Department of National Health and Welfare.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Thank you.

Mr. Chairman, I guess first of all I want to know... We made 24 recommendations; these were submitted to the government. I would like to have, if not today, a report as to how many of those recommendations have been acted upon, and in particular those that apply directly to the minister's department rather than to the Department of National Health and Welfare, because we made certain recommendations that apply particularly to the Department of Consumer Affairs.

Recommendation number three was that we advised that the Hazardous Products Act should be amended. This would have given an individual a mechanism through which to pursue a grievance or a complaint against the government because of having accepted and followed government recommendations, something which does not exist at present.

Another one we were very anxious should take place is that we wanted payments to persons who had installed urea

Le président: Merci, monsieur le ministre.

Mademoiselle MacDonald, voulez-vous commencer?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Merci, monsieur le président.

Mes questions vont surtout porter sur le rapport du sous-comité du Comité permanent auquel on avait demandé d'étudier la question de l'isolation des maisons à la mousse d'urée-formol et sur les mesures qu'il faudrait prendre pour essayer d'améliorer la situation de ceux qui ont fait isoler leurs maisons avec de la mousse.

En conséquence, la première question que je voudrais poser au ministre est la suivante: quelle réponse, ou quand le ministère a-t-il l'intention de répondre aux recommandations que le Comité de la santé et du bien-être a faites dans son rapport?

Le président: Monsieur le ministre.

M. Ouellet: Effectivement, le comité parlementaire a fait des recommandations. Certaines portent sur la santé, les problèmes de santé. De fait, on a demandé au ministère de la Santé nationale et du Bien-être social d'accorder des subventions pour faire de la recherche dans ce domaine. On a également demandé au Conseil national de recherches de multiplier ses recherches afin de circonscrire les problèmes et de jeter davantage de lumière sur ce produit.

Je dirais que le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social a pris plusieurs initiatives en ce qui concerne le côté santé, surtout grâce aux recherches en cours.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Merci.

Monsieur le président, en premier lieu, je voudrais savoir... Nous avons fait 24 recommandations; elles ont été soumises au gouvernement. Je voudrais avoir, sinon aujourd'hui, un rapport portant sur les suites qui ont été données à ces recommandations, surtout sur celles qui touchent directement le ministère de M. Ouellet, plutôt que le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, parce que je tiens à dire que nous avons fait des recommandations qui touchent particulièrement le ministère de la Consommation et des Corporations.

Dans la recommandation n° 3, nous demandions au gouvernement d'envisager la modification de la Loi sur les produits dangereux. Cette modification aurait permis au particulier de faire un grief ou de déposer une plainte contre le gouvernement pour avoir accepté et agi en fonction des recommandations du gouvernement; une telle procédure n'existe pas pour l'instant.

Nous avons fait également une autre recommandation que nous souhaitons voir acceptée par le gouvernement, c'est-à-

[Text]

formaldehyde foam insulation extended from June 30 this year to December 31, 1983. We did that because we figured it would take that long to have everybody know of the funding which would be available for them to help remove the foam. We also recommended that the department carry out a program of information to reach those people who were not yet aware that they had urea formaldehyde foam installed in their homes—and a good many people still are not.

• 1000

Finally, one of the very key recommendations we made—I remember insisting that it go in—was that those people who had removed UFFI from their homes, had done it under the auspices and direction of CMHC inspectors, had followed all the proper rules and regulations, would then be granted a certificate of clearance, so to speak, so they would be able to get their homes on the market and put them up for sale. People are still caught in the trap that no matter what they do, having installed urea formaldehyde foam insulation in the first instance because it was a product that had been cleared and recommended by CMHC—they took that recommendation at its word, they then found it was causing trouble, they removed it under strict guidelines, they put their homes on the market—and still they cannot get rid of them.

This is the terrible situation in which a number of people in my riding and in a good many other ridings are finding themselves. Surely there must be something we can do for these people at this point, whereby they can be given some kind of seal of good housekeeping which allows them to get rid of their homes.

Those are some of the recommendations that apply particularly to the minister's department. I wish he could give us some idea as to what advance is being made on these recommendations.

The Chairman: Mr. Minister.

Mr. Ouellet: Yes, Mr. Chairman, I am quite willing to indicate on these four specific recommendations where we are at the present time in relation to amending the Hazardous Products Act. As you know, it is very difficult to introduce legislation and have it carried expeditiously in the House of Commons. The agenda is very heavy, and this department has already other legislation before the House; particularly, the Bankruptcy Act has not yet been dealt with.

But we are looking at this. I am not saying we will amend it, but there is a possibility that we could introduce amendments

[Translation]

dire que les paiements aux personnes qui avaient fait isoler leurs maisons à la mousse d'urée-formol soient prorogés jusqu'au 31 décembre 1983; pour l'instant, les paiements du gouvernement dans le cadre de ce programme prennent fin le 30 juin. Nous avons fait cette recommandation parce que nous pensions qu'il aurait fallu aussi longtemps que cela pour que tout le monde soit au courant des fonds dégagés par le gouvernement pour aider les propriétaires en cause à enlever la mousse d'urée. Nous avons également recommandé que le ministère mette en oeuvre un programme d'information afin de sensibiliser toutes les personnes qui ne sont toujours pas conscientes du fait qu'elles ont fait isoler leurs maisons avec de la mousse d'urée-formol—et il y en a encore beaucoup.

Enfin, l'une des recommandations les plus importantes que nous avons faites—je me souviens très bien d'avoir insisté pour qu'elle figure dans le rapport—c'est que ceux qui auraient enlevé la mousse, qui l'auraient fait sous la direction des inspecteurs de la SCHL, qui auraient suivi toutes les règles, recevraient un certificat de salubrité, pour ainsi dire, qui leur permettrait de vendre leurs maisons. En effet, à l'heure actuelle, les gens qui ont isolé leurs maisons à la mousse d'urée-formol sont encore pris au piège, en ce sens que peu importe ce qu'ils font, étant donné qu'ils ont fait isoler avec de la mousse au départ, un produit qui avait été recommandé et approuvé par la Société canadienne d'hypothèques et de logement—they ont cru la société sur parole, puis ils se sont rendu compte que cette mousse les rendait malades; ils ont ensuite nettoyé leurs maisons, selon les normes prescrites, et les ont mises en vente—et même après avoir fait tout cela, ils ne peuvent pas vendre leurs maisons.

C'est la situation dramatique dans laquelle se trouvent bon nombre de gens de ma circonscription, ainsi que beaucoup d'autres personnes ailleurs. À l'évidence, il y a bien certaines choses que nous pouvons faire pour aider ces gens, par exemple, comme je viens de le dire, en leur remettant un certificat de salubrité qui leur permettrait de vendre leurs maisons.

Voilà donc certaines recommandations qui touchent directement votre ministère, monsieur Ouellet. Je souhaiterais que vous nous donniez une idée de ce qui est fait au sujet de ces recommandations.

Le président: Monsieur le ministre.

M. Ouellet: Monsieur le président, je suis tout à fait disposé à répondre aux quatre recommandations bien précises qui ont été faites, et également à dire où nous en sommes, à l'heure actuelle, en ce qui a trait à la modification de la Loi sur les produits dangereux. Comme vous le savez, il n'est pas facile d'introduire un projet de loi et de le faire adopter très rapidement à la Chambre des communes. En effet, le calendrier est très chargé, et le ministère de la Consommation et des Corporations a déjà saisi la Chambre d'autres projets de loi, notamment la Loi sur la faillite, dont on n'a pas encore discuté à la Chambre jusqu'à présent.

Mais nous étudions la question. Je ne dis pas que nous amèderons la loi, mais il est possible que nous puissions

[Texte]

to the Hazardous Products Act for the next session of Parliament, taking into account not only the recommendation of this parliamentary committee, but also of the Lamoureux Commission, which also indicated there were deficiencies in the Hazardous Products Act and it should be amended.

Secondly, in relation to the extensions of dates, I have sent to Cabinet a memorandum dealing with this question. It is currently before Cabinet, and I hope to be able to respond one way or the other within two weeks to these questions. We have very much in mind the recommendation of the parliamentary committee to extend the date to December, but Cabinet has not finalized the decision in this regard.

In relation to appropriate information and publicity directed at people who have UFFI in their homes and who have not taken advantage of the program and who have not come to realize that there is perhaps UFFI in their homes, we do intend to intensify a direct information program to home owners in the coming months or weeks, depending on whether the registration ends at the end of June or it goes to December. We would try to intensify our information through the UFFI centre to sensitize the homeowners to take advantage of the programs.

• 1005

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I do not want to prolong my questioning, but just on that point, one of the suggestions we made was that it would be very simple to place an insert in family allowance cheques and old age pension cheques, in the variety of payments that go out each month, just so that a great many people would be covered in that way.

Mr. Ouellet: If the program is extended to December, hopefully this is something that could be done sometime in October. We were planning to do it this February, in light of the potential closing of the applications in June, but it was impossible because this is planned in advance. A number of departments take advantage of this insert opportunity and we could not find our way to get in the program. But if we are going to extend the program until December, we have the time to plan and hopefully we will get it. That is a recommendation that could be followed.

In any event, I understand the UFFI centre is planning a mail order to each homeowner some time, to indicate to homeowners that the program exists, that they have to satisfy themselves as to whether or not they are insulated with UFFI, and act accordingly.

The last point you made in relation to health, that is the fourth recommendation you talked about, a certificate. Indeed, the UFFI centre has developed this certificate, which is sent to

[Traduction]

introduire des amendements à la Loi sur les produits dangereux lors de la prochaine session du Parlement; ces amendements prendront en considération non seulement les recommandations du Comité, mais également les recommandations de la Commission Lamoureux, qui a également indiqué qu'il y avait des lacunes dans la Loi sur les produits dangereux et qu'en conséquence, elle devrait être amendée.

Deuxièmement, en ce qui concerne la prorogation de la date du programme, j'ai envoyé au Cabinet un mémoire portant précisément sur cette question. Le Cabinet est en train de l'étudier, et j'espère pouvoir répondre à ces questions, d'une façon ou d'une autre, dans les deux semaines qui viennent. Nous accordons beaucoup d'importance à la recommandation du comité parlementaire, qui demande la prorogation jusqu'en décembre, mais le Cabinet n'a pas encore pris de décision finale à cet égard.

Maintenant, en ce qui a trait à la campagne de publicité et d'information à l'intention de ceux qui ont de la mousse chez eux et qui ne se sont pas encore prévalus du programme ou qui ne se sont pas encore rendu compte qu'il y avait de la mousse d'urée-formol dans leurs murs, nous avons, de fait, l'intention, dans les mois ou semaines à venir, d'intensifier la campagne d'information directe auprès des propriétaires, en fonction de la date de clôture du programme, c'est-à-dire soit la fin de juin, soit la fin de décembre. Nous allons également essayer d'intensifier notre campagne d'information par l'entremise du centre de la MIUF, pour inciter les propriétaires à se prévaloir du programme.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je ne veux pas m'attarder; toutefois, à ce sujet, d'aucuns ont dit qu'il serait relativement simple de glisser dans les chèques d'allocations familiales et de pension de vieillesse, ainsi que dans les différents chèques de paiement que le gouvernement envoie chaque mois, un encart, pour que le plus grand nombre possible de personnes soient sensibilisées.

M. Ouellet: Si le programme est prolongé jusqu'à décembre, nous espérons que c'est quelque chose que nous pourrions faire en octobre. Nous avions envisagé de le faire en février, étant donné la date de clôture potentielle des demandes, en juin, mais il s'est avéré impossible de le faire, parce qu'une telle mesure doit être planifiée de longue date. Plusieurs ministères profitent d'une telle possibilité, et nous n'aurions pas pu participer au programme. Mais si nous décidons de proroger le programme jusqu'à décembre, nous aurons le temps de planifier et, espérons-le, d'y participer. C'est une recommandation que nous pourrions suivre.

Dans tous les cas, je crois comprendre que le centre de la MIUF est en train de préparer un envoi collectif pour les propriétaires, pour les sensibiliser à l'existence du programme, pour leur dire qu'ils doivent essayer de voir si leur maison a été isolée à la mousse d'urée-formol et de prendre des mesures en conséquence.

Le dernier point que vous avez soulevé portait sur la santé; c'est la quatrième recommandation dont vous avez parlé, un certificat. De fait, le centre de la MIUF a élaboré ce certificat,

[Text]

homeowners who have followed the procedures and have had their homes repaired. It is a certificate that indicates that, indeed, the homeowners have followed certain procedures and therefore appropriate corrective measures have been taken.

On the other hand, the UFFI centre is fully aware that there is a perception problem, and Mr. Mackie has been meeting with the various associations to try to better sensitize the industry to corrective measures that are taken, and try to bring this element of safety—because, indeed, a number of people still believe that because the home has been insulated at one point with UFFI, the home has lost value. Therefore, there is a lot of work being done by the UFFI centre to re-establish the value of the homes, and discussions are taking place with the industry.

Miss MacDonald (Kingston on the Islands): Thank you, Mr. Chairman. I would just add that I am aware that those certificates are available, but to most real estate agents they do not seem to carry the weight of the government behind them, and therefore they are not paying much attention to them, which leaves the homeowner in the same precarious position he or she was in before.

• 1010

Mr. Ouellet: This is why the UFFI centre is doing its utmost to meet with the real estate people and try to convince them of the value of the program. I think the fact that a number of entrepreneurs have now registered with our program, are taking the course and have now developed an expertise in repairing these homes, will add to the credibility of the effort and should lead, in the future, to these homes taking back their full value in the market.

The Chairman: Mrs. Killens.

Mme Killens: Merci, monsieur le président.

Monsieur le ministre, ma question porte sur le Bill S-31 qui est devant le Sénat en ce moment. Vous avez dit, monsieur le ministre, que vous étiez prêt à présenter des modifications à cette loi. Pourriez-vous nous dire quels sont ces amendements et quand vous les déposerez? C'est ma première question.

M. Ouellet: Ce projet de loi qui est présentement au Sénat a été l'objet d'un rapport d'un comité sénatorial, lequel a formulé une série de recommandations et de commentaires quant à la constitutionnalité de la loi, quant à sa portée et également quant à l'utilité de donner à cette loi le cadre qu'il a présentement. Je ne suis pas en mesure de vous dire aujourd'hui le genre d'amendements qui pourraient être apportés à la loi. Je dois reconnaître que ce projet de loi en est un qui est jugé prioritaire par le gouvernement. Il nous apparaît cependant difficile, avec le calendrier législatif actuel, de croire qu'il pourrait être approuvé à la fois par le Sénat et par la Chambre des communes avant l'ajournement du 30 juin prochain.

Par conséquent, ce projet de loi sera peut-être étudié... et j'ignore les plans du Sénat sur le sujet... il sera peut-être

[Translation]

qui est envoyé aux propriétaires qui ont suivi les directives du centre et ont fait enlever la mousse de chez eux. C'est un certificat qui stipule que les propriétaires ont fait ce qu'il fallait faire et qu'en conséquence, les mesures correctives ont été prises.

D'autre part, le centre de la MIUF est parfaitement conscient du fait qu'il y a un problème de perception, et M. Mackie a rencontré les différentes associations, pour essayer de sensibiliser davantage l'industrie aux mesures correctives prises, et pour essayer d'amener cet élément de sécurité... parce que, de fait, beaucoup de gens continuent de croire que parce qu'une maison a été isolée à un certain moment avec de la mousse, la maison a perdu de sa valeur. En conséquence, le centre de la MIUF fait beaucoup pour rétablir la valeur de ces maisons, comme je viens de le dire, en discutant avec les représentants de l'industrie.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Merci, monsieur le président. Je voudrais tout simplement ajouter que je sais que l'on peut obtenir ces certificats dont vous parlez, mais pour la plupart des agents immobiliers, apparemment, ils semblent être relativement sans valeur, et en conséquence, les agents ne s'en préoccupent pas trop, ce qui laisse les propriétaires dans la situation précaire dans laquelle ils se trouvaient avant.

M. Ouellet: C'est justement pour cela que le centre de la MIUF fait l'impossible pour rencontrer les agents immobiliers, afin de les convaincre de la valeur du programme. fait qu'un certain nombre d'entrepreneurs se sont déjà inscrits à notre programme, suivent le cours offert dans le cadre de celui-ci et sont maintenant spécialisés dans la réparation de ces maisons enforce la crédibilité des efforts déployés, et devrait permettre à ces maisons de reprendre leur pleine valeur marchande à l'avenir.

Le président: Madame Killens.

Mrs. Killens: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Minister, my question concerns Bill S-31 which is presently before the Senate. You stated, Mr. Minister, that you were willing to introduce amendments to this legislation. Could you tell us what type of amendments you have in mind and when you intend to table them? That is my first question.

Mr. Ouellet: The bill which is presently before the Senate was the subject of a Senate report, in which a series of recommendations and comments were made regarding the constitutionality of the legislation, its scope and the appropriateness of giving it the framework it now has. I am not in a position to tell you today the type of amendments which might be brought forward. I certainly recognize the government considers this bill to be a priority. At the same time, we feel it is unlikely, given the current legislative workload, that this bill could be approved both by the Senate and the House of Commons before the House adjourns on June 30.

Consequently, it is possible that this bill be examined—and I am unaware of what the Senate plans are in this regard—in

[Texte]

étudié, dis-je, davantage par le Sénat avant l'ajournement de juin. Cependant, notre objectif sera très certainement, si nous ne pouvons obtenir l'approbation du projet de loi au Sénat avant l'ajournement de l'été, de le présenter à nouveau lors de la prochaine session.

Mme Killens: Vous avez dit qu'il s'agissait d'un projet de loi prioritaire pour le gouvernement. Il semble que ce soit également un projet prioritaire pour le président du CP, M. Burbidge. Ce dernier a dit récemment qu'il serait important que la loi soit adoptée rapidement. Savez-vous pourquoi c'est si important pour M. Burbidge?

M. Ouellet: Eh bien, le projet de loi est un projet de portée générale. Il ne s'applique pas qu'à une seule compagnie; mais je comprends que le président du Canadien Pacifique voit d'un bon oeil ce projet de loi, car cette compagnie, qui est sur le marché de la bourse, peut voir ses actions achetées, soit par des gouvernements ou par des agences agissant au nom de gouvernements. La Caisse de dépôts, qui est un organisme provincial québécois, a exprimé un certain intérêt dans le Canadien Pacifique. Or, dans l'hypothèse qu'une province devienne un actionnaire important du Canadien Pacifique et qu'elle puisse siéger au conseil d'administration de cette compagnie, il est tout à fait prévisible que d'autres provinces, voulant défendre leurs intérêts régionaux, imiteront la Caisse de dépôt de la province de Québec. Cela voudrait dire qu'une compagnie privée, peut-être la compagnie privée la plus importante au Canada, pourrait par ce jeu passer aux mains de l'État provincial qui, conjointement, pourrait devenir les actionnaires majoritaires de cette compagnie.

• 1015

Je pense que c'est l'explication des appréhensions de M. Burbidge et de son désir de voir cette loi passer, parce que dans cette loi nous disons que le contrôle provincial d'une entreprise de commerce interprovincial, ou international, une entreprise de transport, ce contrôle est très limité. Par conséquent, je pense bien que ce projet de loi correspond aux objectifs de M. Burbidge, mais il correspond également aux objectifs d'un nombre important d'hommes d'affaires canadiens, et il correspond surtout à la vision du gouvernement canadien de vouloir protéger sa juridiction dans le domaine du transport interprovincial et international, et de vouloir s'assurer que les provinces ne feront pas indirectement ce qu'elles ne devraient pas faire directement.

Mme Killens: Dans votre document de présentation, monsieur le ministre, vous nous parlez de la Loi du droit d'auteur, et puisque vous venez de faire allusion à la juridiction entre les provinces et le gouvernement fédéral, ma question concerne encore un peu ce sujet.

Récemment, M. Parizeau, imposait dans son budget une taxe de \$2 par vidéocassette en blanc et, supposément, ce \$2 sera remis aux auteurs, aux artistes. Maintenant, puisque vous avez l'intention, vous l'avez dit tout à l'heure, de déposer une Loi sur le droit d'auteur, est-ce que, encore une fois, on fait face au danger d'une ingérence dans la juridiction fédérale, monsieur le ministre?

[Traduction]

greater detail by the Senate before the adjournment in June. However, if we cannot get this bill approved in the Senate before the summer recess, our objective will certainly be to table it again at the start of the new session.

Mrs. Killens: You said that the government considered this bill to be a priority. It would seem that the President of CP, Mr. Burbidge, also considers this to be a priority. He recently said that it is very important to get the legislation passed as quickly as possible. Do you know why Mr. Burbidge considers this so important?

Mr. Ouellet: Well, this is a bill of general scope. It does not apply to only one company; but I understand why the President of Canadian Pacific looks favourably on this bill, since his company, which deals on the stock market, could see its shares bought either by governments or by agencies acting on behalf of governments. The Caisse de dépôt, which is a provincial organization in Quebec, has expressed a certain interest in Canadian Pacific. If a province were to become a major shareholder of Canadian Pacific and were able to sit on the board of directors of this company, it is highly likely that other provinces, wishing to defend their regional interests, would imitate the action taken by the Caisse de dépôt in Quebec. This would mean that a private company, perhaps the most important private company in Canada, could in this way come under the control of provincial governments which, jointly, could become major shareholders in the company.

I think that is the reason for Mr. Burbidge's apprehension and his desire to see this bill passed as quickly as possible because in this legislation, provincial control over an interprovincial or international commercial company in the transport sector will be very limited. Consequently, I believe this bill meets the objectives of Mr. Burbidge and, indeed, of a great number of Canadian businessmen. Furthermore, it is in keeping with the Canadian government's vision and its desire to protect its jurisdiction in the area of interprovincial and international transportation, as well as to ensure that the provinces do not do indirectly what they should not do directly.

Mrs. Killens: In your statement, Mr. Minister, you mention the Copyright Act, and since you have just alluded to jurisdictional matters concerning the provinces and the federal government, my question is somewhat relevant.

Recently, Mr. Parizeau introduced in his budget a \$2 tax per blank video cassette and this money is supposedly to be returned to authors and artists. Since you intend, as you said earlier, to table a Copyright Act, are we again going to face the danger of interference in affairs of federal jurisdiction, Mr. Minister?

[Text]

M. Ouellet: Je ne pense pas, monsieur le président. J'ai constaté comme vous, madame, que le ministre des Finances du Québec avait imposé une taxe mais cette taxe va au Fonds consolidé, elle ne va pas aux auteurs, elle va dans le Fonds consolidé du Québec. Il est évident que ce faisant, il respecte les juridictions respectives.

Par ailleurs, je pense que cette question est fort importante. Il m'apparaît urgent de réviser la Loi sur le droit d'auteur et d'accorder, dans les plus brefs délais, une protection adéquate aux auteurs et un mécanisme pour leur permettre de percevoir leurs droits d'une façon plus exemplaire que présentement. Le problème des cassettes est devenu une réalité de tous les jours et il m'apparaît évident que nous devons faire face à cette situation et avoir une loi qui à l'époque ne prévoyait pas ces techniques modernes et qui, évidemment, est poreuse face à ces nouvelles inventions. Donc, la loi que je prépare actuellement avec mon collègue, le ministre des Communications, aura des répercussions sur ces domaines.

Il va sans dire que la Loi sur le droit d'auteur ne peut pas régler tous les problèmes et c'est sûr qu'une façon de répondre à certaines des exigences modernes, c'est de faire un peu comme le ministre des Finances du Québec a fait, c'est-à-dire d'imposer une taxe de vente. Et possiblement que ce qui ne peut pas être réglé par la Loi sur le droit d'auteur pourra l'être par mesures fiscales ou par initiatives gouvernementales prises, non pas par moi, en vertu de la Loi sur le droit d'auteur, mais par mon collègue, le ministre des Communications, en vertu des pouvoirs qu'il a de protéger les arts et les créateurs au Canada.

• 1020

Mme Killens: Au deuxième tour.

The Chairman: Madam Killens, have you finished?

Mme Killens: Est-ce que j'ai épuisé mon temps de parole, monsieur le président? Presque?

The Chairman: One more question.

Mme Killens: C'est au sujet du système métrique, et je me demande si M. le ministre pourrait clarifier la situation. On se fait souvent dire que les États-Unis ne veulent pas faire la conversion au système métrique, et je me demande si le ministre a d'autres sons de cloche à ce sujet-là. Est-ce qu'on peut penser qu'ils s'orientent, comme nous, vers le système métrique?

M. Ouellet: Il est évident que les États-Unis, comme tous les pays industrialisés du monde, ne peuvent pas vivre en marge du système métrique. En réalité, la conversion au système métrique aux États-Unis est loin d'être morte. Selon un sondage auprès des 1,000 plus importantes compagnies américaines, un sondage qui a été fait par la revue *Fortune*, on a recueilli les données suivantes: 62 p. 100 de toutes les grandes compagnies fabriquent au moins un produit en métrique, dont la moitié est du *hard metric*; 32 p. 100 des ventes nettes totales des produits de ces compagnies sont en métrique. Les 500 premières compagnies ont fait une transition plus poussée que les autres. C'est-à-dire que dans un cas, il

[Translation]

Mr. Ouellet: I do not think so, Mr. Chairman. I noted, as you did, Madam Killens, that the Minister of Finance in Quebec had imposed a tax, but this tax will not go to authors but, rather, to the Consolidated Fund of Quebec. Obviously, if this is the case, there is no conflict between our respective jurisdictions.

I believe this matter to be a very important one. I consider it urgent to amend the Copyright Act and to provide, as quickly as possible, adequate protection to authors through a mechanism which makes it possible for them to receive their rights or royalties in a more appropriate fashion than is now the case. The problem of cassettes has become a very common one and there is no doubt that we will have to take action to update legislation which, when passed, could not possibly have foreseen all these modern techniques and which, consequently, is deficient in the light of all these new inventions. The bill I am currently drafting with the help of my colleague, the Minister of Communications, will have an impact on all these areas.

It goes without saying that the Copyright Act cannot solve all the problems we face and, indeed, one way of meeting certain modern requirements is to do what the Minister of Finance in Quebec has done, namely, to impose a sales tax. And possibly, those areas which cannot be dealt with adequately through the Copyright Act might be addressed through fiscal measures or government initiatives taken not by me, under the Copyright Act, but, rather, by my colleague, the Minister of Communications, under the powers he has to protect the arts and creative artists in Canada.

Mrs. Killens: I will come back on the second round.

Le président: Madame Killens, avez-vous terminé?

Mrs. Killens: Is my time up, Mr. Chairman? Almost?

Le président: Une dernière question.

Mrs. Killens: It has to do with the metric system; I wonder if the minister might clarify the situation for us. We are often told that the United States is not interested in making the conversion to the metric system, and I am wondering whether the minister has another side of the story to tell in this regard. Is there reason to believe that the United States are slowly turning towards the metric system, as we have done?

Mr. Ouellet: There is no doubt that the United States, like any other industrialized country in the world, cannot live outside of the metric system. In fact, conversion to the metric system in the United States is far from being a dead issue. A survey of 1,000 of the largest American companies, which was published in *Fortune* magazine, provided the following data: 62% of all large companies manufacture at least one product in metric, half of which is hard metric; 32% of total net sales of these companies' products are in metric. The first 500 companies have carried out a more intensive transition than the others. What this means is that 33% of their sales are in metric, whereas in the case of the other 500 companies, it is

[Texte]

s'agit de 33 p. 100 des ventes en métrique alors que dans le cas des 500 autres compagnies, c'est 24 p. 100. Dans ces 1,000 compagnies, 34 p. 100 des nouveaux produits sortis par ces compagnies ont été faits à partir de dessins en métrique. Parmi ces 1,000 plus importantes compagnies américaines, 68 p. 100 croient que le système métrique va devenir le système de mesure prédominant dans leur industrie respective. Evidemment, un peu plus de 50 p. 100 favorisent une conversion obligatoire d'ici 20 ans aux États-Unis.

Alors, il est évident que le système métrique, aux États-Unis, va son bonhomme de chemin, comme au Canada. Nous, nous avons voulu utiliser une méthode progressive, lente; à la réflexion, c'est peut-être une erreur. Nous aurions peut-être dû faire comme l'Australie, c'est-à-dire déclarer le système métrique obligatoire et le faire rapidement, à bon compte. Ce qui s'est produit au Canada, c'est que nous avons bénéficié du bénévolat; une multitude de personnes, d'hommes d'affaires, de gens impliqués dans les milieux professionnels et autres ont aidé les gouvernements à implanter le système métrique au Canada. Il y a évidemment eu une certaine incompréhension, et on a présentement des difficultés dans certains domaines très spécifiques. Mais on ne se rend pas compte de tout le chemin qui a été parcouru depuis 20 ans à cet égard. Dans l'intérêt économique du Canada, le système métrique devrait être complètement adopté le plus rapidement possible. Se traîner la patte comme nous le faisons, tenter dans certains milieux de vouloir perpétuer le système impérial, ne fait que créer de la confusion et rend notre conversion au système métrique excessivement onéreuse.

Mme Killens: Merci, monsieur le ministre.

The Chairman: Mr. Mitges.

Mr. Mitges: I just have a couple of questions, the first one as the result of the statement on page 2 that the minister gave regarding the UFFI program. You mentioned that \$63.5 million is the largest single budget item, and that \$44 million of this amount is direct payment to homeowners. I just wonder what the other \$19.5 million is for.

My second question: At the top of page 3, you mention a decrease in the requirements for the Workers' Metric Tools Assistance Program. Perhaps we could have an explanation of just what you mean by that. Just those two short questions.

• 1025

Mr. Ouellet: Well, the main portions in the UFFI budget that is not direct payment to the homeowner is to pay for the test. As you know, we have a system by which we send small dosimeter tests; also, we have comprehensive tests that are done for homes where the level of formaldehyde is relatively high. These full-scale tests comprise the bulk of the extra expenditures.

[Traduction]

only 24%. Of these 1,000 companies, 34% of new products put on the market by these companies were produced from metric designs. Of these 1,000 large American companies, 68% believe that the metric system will become the predominant system of measure in their respective industries. Obviously, a little more than 50% are in favour of mandatory conversion to the system in the United States over the course of the next 20 years.

So, there is no doubt that the metric system in the United States is carrying on in its own sweet way, just as it is in Canada. We wanted to use a slow, progressive method; on reflection, perhaps that was an error. Perhaps we should have done as in Australia, in other words, make the metric system mandatory and carry out a very rapid conversion. In Canada, we benefited from volunteer work; many people, including businessmen and others involved in professional circles helped governments to establish the metric system in Canada. There has obviously been a certain amount of misunderstanding and, currently, we have problems in certain very specific areas. But, we do not realize how far we have come in the past 20 years. In the economic interests of Canada, the conversion to the metric system should be completed as quickly as possible. Letting things drag on, as we have been doing, and trying to perpetuate the Imperial system, as people in some circles have been doing, only creates confusion and makes our conversion to the metric system exceedingly difficult.

Mrs. Killens: Thank you, Mr. Minister.

Le président: Monsieur Mitges.

M. Mitges: J'ai une ou deux questions à poser au ministre. La première découle de la déclaration du ministre et de ce qu'on lit à la page 2 au sujet du programme de la MIUF. Vous avez dit que les 63,5 millions de dollars représentent le poste budgétaire le plus important, et que 44 millions de dollars de cette somme seront directement versés aux propriétaires. J'aimerais savoir à quoi serviront les autres 19,5 millions de dollars.

Au haut de la page 3, vous indiquez une baisse des besoins relatifs au Programme d'assistance d'outils métriques des ouvriers. Pourriez-vous nous expliquer ce que vous voulez dire exactement? Je ne voulais donc vous poser que ces deux brèves questions.

M. Ouellet: Eh bien, la majeure partie du budget de la MIUF, qui n'est pas destinée aux paiements effectués directement aux propriétaires de maison, sert à couvrir les frais des tests. Comme vous le savez, nous avons instauré un programme dans le cadre duquel nous envoyons aux propriétaires de maison des petits nécessaires à tests dosimétriques. Nous effectuons également des examens plus approfondis des maisons où le taux d'émanation de formaldéhyde est relativement élevé. Ces examens en profondeur justifient de la majorité des dépenses supplémentaires.

[Text]

In relation to the decrease in payments for the metric tool, as you know, this program has been implemented over a period of years. At one point, to register to be compensated for the purchase of this was to end, and we had a very very high number of applications of people who wanted to rush in to meet the deadlines. Therefore, last year we had a peak in the demand because the feeling was that the programs would be cut. We are now in a period where the program is ongoing. There are no deadlines to meet; therefore, there is a more natural flow. And our expenditures are more sustained and on the rise. So that explains the lowest amount for this year.

Mr. Mitges: No; I mean it says here, "... decrease in the requirements ...". Does that mean ...

Mr. Ouellet: Less demand.

Mr. Mitges: No. Does it mean that a worker does not have to have a certain standard before he is given the assistance, or what?

Mr. Ouellet: No. No; in fact, the criteria are more rigid. It is the reverse. In order to make sure that we would not be giving money without any control, we have tightened the criteria for eligibility. What the phrase means is that there was a very high percentage of requests last year. Now we have gone through this backlog and, this year, the ongoing program does not witness the same type or high level of demand.

Mr. Mitges: Thank you.

The Chairman: Mr. Robinson.

Mr. Robinson (Burnaby): Thank you, Mr. Chairman. I apologize for my absence earlier. I had another meeting that unfortunately I had to attend briefly. If I cover subjects that have been raised by other members I trust the minister will so indicate.

My first question is with respect to the status of legislation, which has been on the back-burner now for certainly well over 10 years—and that is the competition legislation. I note that the minister has made his ...

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Usual statement.

Mr. Robinson (Burnaby):—ritual statement in his remarks. We are going to see amendments in the future, whatever that means. I am not going to recite the litany of similar promises in the past. The minister has given deadlines which have been broken, and new deadlines which have been broken, and on and on and on we go, as I suspect the bill becomes increasingly less effective over the passage of time. One can only wonder as to what will finally emerge from the bowels of the ministry after the corporate lobbyists have made their representations to the minister.

Would the minister indicate now some timetable which is realistic with respect to this legislation? Obviously we will not be seeing it in this session. Does the minister see this as a high priority for the next session? If so, does he anticipate introduc-

[Translation]

En réponse à votre question sur la réduction des paiements effectués au titre des outils métriques, ce programme, comme vous le savez, existe depuis un certain nombre d'années déjà. Il était question, à un moment donné, de mettre fin à ce programme de compensation pour l'achat d'outils métriques, et nous avons reçu un très grand nombre de demandes de personnes qui se dépêchaient d'agir avant la date d'expiration du programme. Par conséquent, le volume de demandes a atteint son point culminant l'année dernière, car on craignait que le programme ne soit aboli. Aucune échéance n'a été fixée, et le volume de demandes est donc beaucoup plus régulier. Nos dépenses à ce titre sont plus stables et vont s'accroissant. Ceci explique donc la réduction du montant prévu pour cette activité cette année.

Mr. Mitges: Non, on dit ici: «... réduction des exigences ...». Cela ne signifie-t-il pas ...

Mr. Ouellet: La demande est inférieure.

Mr. Mitges: Non, mais cela ne veut-il pas dire qu'un travailleur n'a pas à rencontrer certaines exigences avant d'être admissible à cette aide?

Mr. Ouellet: Non, non. C'est tout à fait le contraire: les critères sont devenus beaucoup plus rigides. Nous ne voulions pas dépenser de l'argent sans contrôle, et c'est pourquoi nous avons resserré les critères d'admissibilité. Cette expression veut simplement dire que nous avons eu, l'année dernière, un volume très élevé de demandes. Nous avons fini de traiter l'arriéré, et le volume de demandes de cette année est beaucoup plus stable.

Mr. Mitges: Merci.

Le président: Monsieur Robinson.

Mr. Robinson (Burnaby): Merci, monsieur le président. Je m'excuse d'avoir dû m'absenter plus tôt. J'étais attendu à une autre réunion, et j'ai dû y assister brièvement. Je prierais le ministre de me le signaler si je pose des questions que d'autres membres ont déjà soulevées en mon absence.

Ma première question porte sur un projet de loi qu'on laisse traîner depuis plus de dix ans, et je veux parler, bien entendu, de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions. J'ai constaté que le ministre a fait ...

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Sa déclaration habituelle.

Mr. Robinson (Burnaby): ... sa déclaration habituelle. En effet, il a dit qu'il avait l'intention d'apporter des modifications à un moment donné. Cela se passe de commentaires. Je ne vais pas vous réciter la litanie des promesses semblables qui nous ont déjà été faites. Le ministre nous a donné des échéances et de nouveaux délais qui n'ont jamais été respectés, et je commence à penser que ce projet de loi va perdre son efficacité au fil des ans. On se demande quelle sorte de projet de loi sortira du ministère après que les lobbyistes auront fini de parler au ministre.

Le ministre pourrait-il nous donner un calendrier d'exécution réaliste pour ce projet de loi? Je doute qu'on en voie la couleur pendant la session en cours. Le ministre en a-t-il fait une priorité pour la prochaine session? Et si c'est le cas, a-t-il

[*Texte*]

ing it, Mr. Chairman, through you to the minister, within the first month to six weeks of the new session?

Mr. Ouellet: Mr. Chairman, I would remind the hon. member that I have been consistent throughout with my statements.

• 1030

Mr. Robinson (Burnaby): Consistently wrong.

Mr. Ouellet: I have said all along that this legislation will be introduced in the second session of the current Parliament. I have never been wrong. We are still in the first session and this is the reason why this legislation has not been introduced yet. I am hoping, indeed, that it will be introduced in the second session; this session will hopefully start in the fall, and this legislation would be one of the priority items of the government in this second session of Parliament.

Mr. Robinson (Burnaby): Is the legislation drafted and ready to go?

Mr. Ouellet: The legislation is in the process of being drafted. There are elements that are completed; there are other elements under review. It is almost ready.

Mr. Robinson (Burnaby): The government's record in this area is—if I may say, Mr. Chairman—absolutely pathetic, quite obviously.

One of the key areas where apparently the government is now backing down is with respect to an earlier commitment that the government would introduce, at the federal level, and not abandon to the provinces, the question of some class-action remedy. The minister knows very well—and I am sure his officials can assist him on this point if he has forgotten this promise—that indeed, such class-action provisions are constitutional at the federal level.

I want to ask the minister whether he is, in fact, prepared to have another look at this and include in the competition legislation class-action provisions so that it will not have to be left up to each individual province. Citizens in one province may have such protection, as they do in Quebec, for example, and citizens in other provinces with perhaps more reactionary governments will be denied this important protection, particularly in light of the decision of the Supreme Court of Canada in the *Firenza* case. I would hope the minister is reconsidering this matter and is prepared to include provisions for class action in his federal competitions legislation.

Mr. Ouellet: Mr. Chairman, I know full well the subject, because it was the subject of extensive discussions in 1975-1976 when we looked at phase one of the competitions legislation, when the first series of amendments was passed by Parliament.

Following this, I, myself, commissioned experts to report on the subject and give us their views and advice as to the opportunities of having class actions within competitions

[*Traduction*]

l'intention de déposer ce projet de loi au cours du premier mois ou premier mois et demi de la nouvelle session?

M. Ouellet: Monsieur le président, j'aimerais rappeler à l'honorable député que je n'ai pas manqué de cohérence dans mes déclarations.

M. Robinson (Burnaby): En effet, vous n'avez rien dit qui tienne.

M. Ouellet: J'ai toujours dit que je déposerais ce projet de loi pendant la deuxième session de la législature actuelle. Je ne vous ai pas menti. La première session n'est pas encore terminée, et c'est pourquoi je n'ai pas déposé ce projet de loi. J'ai l'intention de le déposer pendant la deuxième session, qui, nous l'espérons, commencera à l'automne. Le gouvernement va accorder la priorité à ce projet de loi pendant sa deuxième session.

M. Robinson (Burnaby): Le projet de loi est-il rédigé, est-il prêt?

M. Ouellet: On est en voie de le rédiger. Certains éléments sont maintenant achevés, et d'autres font l'objet d'études. Mais il est presque prêt.

M. Robinson (Burnaby): L'attitude du gouvernement à cet égard est tout à fait déplorable, monsieur le président.

Il semble que le gouvernement ait l'intention de manquer à un autre engagement qu'il avait pris, à savoir, traiter de la question des actions collectives à l'échelle fédérale plutôt que de l'abandonner aux provinces. Le ministre sait très bien—et je suis persuadé que ses adjoints seront en mesure de lui rafraîchir la mémoire s'il a oublié sa promesse—que les dispositions touchant les actions collectives relèvent, aux termes de la constitution, du palier fédéral.

J'aimerais donc savoir si le ministre doit se pencher à nouveau sur cette question et s'il va envisager d'intégrer à la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions des dispositions concernant les actions collectives, évitant ainsi de laisser la responsabilité à cet égard aux provinces. Les citoyens de certaines provinces jouissent déjà de ce droit, comme au Québec, par exemple, tandis que les citoyens d'autres provinces dont les gouvernements sont peut-être plus réactionnaires se voient refuser ce recours, surtout à la lumière du jugement rendu par la Cour suprême du Canada dans l'affaire *Firenza*. J'espère que le ministre va se pencher sur la question et envisagera d'intégrer dans son projet de loi relative aux enquêtes sur les coalitions des dispositions autorisant les actions collectives.

M. Ouellet: Monsieur le président, je connais bien la question, car elle a fait l'objet d'un débat suivi en 1975-1976, alors que nous étudions la première étape du projet de loi relative aux enquêtes sur les coalitions et que le Parlement a adopté la première série de modifications.

À la suite de ces mesures, j'ai personnellement demandé à des experts de me faire un rapport sur la question et de nous donner leur avis quant à l'opportunité d'intégrer dans la loi

[Text]

legislation. Over the years, we have had a chance to see how the systems have evolved in the U.S. and take some knowledge of the operation of class actions.

When I introduced the discussion paper, many months ago now . . .

Mr. Robinson (Burnaby): Years ago.

Mr. Ouellet: —unfortunately the opposition has not cooperated enough with the government to pass quickly the legislation that was part of the first session of Parliament. I indicated at the time that it was not the intention of the government to introduce class actions, the reason being that while there appeared to be some advantages there are a number of setbacks, particularly in cases where the *requérant* is not successful. And who pays for the damage? Who pays for the fees and the costs incurred with the proceedings? Therefore, the matter was not part of the package I submitted for discussion. The hon. member is asking me whether I am ready to reconsider; I am ready to tell him it is not in my mind the most urgent thing to do. I think there are other aspects of the Combines Act which have to be strengthened. That would be much more useful—to bring in a good, free, competitive market. This is a peripheral element of the Combines Investigation Act. I am ready to look at it again, but I have to be convinced that it is an essential part of the Combines Investigation Act to protect consumers. I am not sure that it is necessary to protect consumers; it is a tool, it is an additional element, but if I had to choose among four or five items it would not be the number one item that I would want in order to protect consumers.

• 1035

The Chairman: Mr. Robinson.

Mr. Robinson (Burnaby): Mr. Chairman, certainly from the perspective of the consumer, particularly consumers who have been involved with shoddy or substandard goods, it is obviously an essential component of competition legislation. Certainly the Consumers' Association of Canada and others will confirm that to the minister. But I am pleased that the minister has undertaken to have another look at this question. Certainly we will be watching with interest when the legislation, and if the legislation, is tabled to determine whether that important element is included.

The minister is theoretically the minister of consumer affairs as well as the minister of corporate affairs, although sometimes one loses sight of that particular element of the minister's portfolio. I would like to question the minister with respect to one particular area that is of great concern to literally thousands of Canadian consumers, and that is the whole question of the imposition of service fees and charges for the use of bank credit cards. The minister will know that this is a practice that has arisen just in the past few months. This is at a time when banks are charging some 21% interest on outstanding balances—some of them are saying they are going to reduce it to the tremendous figure of 18%. At the same

[Translation]

relative aux enquêtes sur les coalitions des dispositions autorisant les actions collectives. Au fil des ans, nous avons pu observer l'expérience américaine et en tirer profit.

Lorsque j'ai déposé ce document de travail, il y a plusieurs mois maintenant . . .

M. Robinson (Burnaby): Dites plutôt des années!

M. Ouellet: . . . l'opposition n'a pas eu l'heur de collaborer avec le gouvernement pour l'adoption hâtive de cette mesure législative lors de la première session de la législature. J'ai dit à ce moment-là que le gouvernement n'avait pas l'intention d'autoriser les actions collectives, car même si cette mesure présente certains avantages, elle comporte certains inconvénients, surtout dans les cas où le requérant n'obtient pas gain de cause. Qui est responsable, à ce moment-là, des dommages? Qui assume les frais et les coûts du processus? C'est pourquoi cette question n'a pas été incluse dans la série de sujets de discussion que j'ai soumis. L'honorable député me demande si je suis disposé à revoir la question. Eh bien, je ne peux que lui répondre que ce n'est pas mon premier sujet de préoccupation. J'estime en effet que d'autres aspects de la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions ont besoin d'être renforcés. Il serait beaucoup plus utile, à mon avis, d'avoir un marché qui soit efficace, libre et concurrentiel. C'est là un des éléments périphériques de la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions. Je suis tout à fait disposé à revoir ces mesures, mais je ne suis pas du tout persuadé que ce soit le rôle de cette loi que de protéger les consommateurs. Je ne suis pas certain qu'il soit nécessaire de protéger les consommateurs. Cette mesure législative est un outil, un élément supplémentaire, mais si je devais choisir entre quatre ou cinq grandes questions, je n'accorderais pas la première priorité à la protection des consommateurs.

Le président: Monsieur Robinson.

M. Robinson (Burnaby): Monsieur le président, il me semble que la protection des consommateurs, surtout de ceux qui ont été les victimes de produits de mauvaise qualité, devrait constituer un des éléments essentiels de la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions. L'Association des consommateurs du Canada et d'autres groupes pourraient le confirmer au ministre. Mais je suis content de voir que le ministre s'est engagé à revoir cette affaire. Nous attendrons avec le plus vif intérêt le dépôt de ce projet de loi, s'il est déposé, pour voir si cet élément important y a été inclus.

En théorie, le ministre est responsable de la consommation, ainsi que des corporations, même si on semble oublier assez souvent cet élément particulier du portefeuille du ministre. J'aimerais maintenant lui poser une question qui intéresse de près des milliers de consommateurs canadiens, et je veux parler de l'imposition, par les banques, de frais de service pour l'utilisation de cartes de crédit. Le ministre n'est sans doute pas sans savoir qu'il s'agit d'une nouvelle mesure, instaurée il y a quelques mois à peine. Mais n'oublions pas que les banques imposent un taux d'intérêt de quelque 21 p.100 sur les soldes impayés, même si certaines d'entre elles ont annoncé qu'elles réduiraient leur taux d'intérêt à 18 p.100. C'est très gentil de

[Texte]

time, ordinary interest rates have dropped quite dramatically. Even spokespersons for the banks are admitting that this operation is certainly by no means losing money; they are charging merchants 2%, 3%, 4%, 5% for each transaction. Certainly many consumers feel the way that I, as one person who had a bank credit card, felt when I cut up my credit card in the House of Commons—that this is a colossal rip-off by the banks. This minister has an obligation, as I say, at least in theory, to be speaking out in the interests of consumers and not just in the interests of the corporate sector.

I would like to hear whether the minister is prepared to take any action whatsoever to assist consumers, for example inviting the banks at least to show a profit and loss statement on their credit-card operations, which they have refused to do so far. On the one hand, they say they need these charges because they are not making enough money on these operations, yet they refuse to make any disclosure of their profit and loss statements. That can only lead to the conclusion, or the suspicion, that indeed they are making a healthy profit and this is yet another rip-off of Canadian consumers.

The minister has been silent so far on this practice. Does he have anything to say to the committee today, and through the committee to Canadian consumers, with respect to this issue?

Mr. Ouellet: Mr. Chairman, one of the features of the amendments to the Combines Investigation Act would be to bring the banks under the purview of the Director of Investigations—the director of combines. That would be a step, a significant step, having someone reviewing the operations of the banks with a view to protecting the consumer . . .

Mr. Robinson (Burnaby): That is in the future, Mr. Minister. We are talking about today and consumers who are being . . .

The Chairman: Order, please.

Mr. Ouellet: Today the Superintendent of Banks is asked by the government to review their operations. He does not respond to me. While I appreciate the questions and I share some of comments of the hon. member, I am not the minister responsible for banks and cannot really respond to these questions. While he is saying that it would be useful to have the banks issue statements on their credit card operations, my answer to this is yes, I would probably support this and I would like it to be done. This question should be asked of the Minister of Finance, or the Minister of State, Finance, who has some responsibility with the Superintendent of Banks.

• 1040

Mr. Robinson (Burnaby): Mr. Chairman, the minister agrees with me that this should be done. Surely the least the minister can do is join in the representations which have been made by consumer groups and others. If he, theoretically again, is acting in the interests of consumers, is the minister prepared to make these representations to his colleagues, the

[Traduction]

leur part. Mais les taux d'intérêt ordinaires ont baissé radicalement. Même les représentants des banques admettent que cette activité n'entraîne aucune perte d'argent. En effet, les marchands doivent leur verser 2, 3, 4, ou 5 p 100 pour chaque transaction. Je suis persuadé qu'il y a beaucoup de consommateurs qui sont du même avis que moi, qui avais une carte de crédit de banque, que j'ai découpée d'ailleurs à la Chambre des communes. C'est de l'abus pur et simple de la part des banques. Comme je l'ai dit plus tôt, le ministre a, en théorie, la responsabilité de veiller aux intérêts des consommateurs, et non seulement à ceux des entreprises.

Donc, j'aimerais savoir si le ministre a l'intention d'adopter des mesures pour protéger les consommateurs, en invitant, par exemple, les banques à faire un rapport financier sur les profits et pertes de leurs activités liées aux cartes de crédit, ce qu'elles ont refusé de faire jusqu'à maintenant. Par ailleurs, les banques prétendent devoir imposer ces frais parce que ces activités ne sont pas suffisamment rentables, tandis qu'elles refusent de divulguer leur bilan de profits et pertes. On ne peut alors que conclure ou soupçonner qu'elles réalisent des profits assez intéressants et que cette mesure est du vol organisé.

Le ministre s'est tu jusqu'à maintenant à cet égard. Pourrait-il donner son avis aujourd'hui aux membres du Comité et, par leur intermédiaire, aux consommateurs canadiens?

M. Ouellet: Monsieur le président, les modifications de la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions auraient pour effet, entre autres, d'assujettir les banques à la surveillance du directeur des enquêtes sur les coalitions. Cela serait très efficace, je pense, que quelqu'un soit chargé de surveiller les activités des banques, dans le but de protéger les consommateurs, justement . . .

M. Robinson (Burnaby): Mais vous parlez au futur, monsieur le ministre. Nous parlons au présent, et nous nous préoccupons des consommateurs . . .

Le président: À l'ordre, s'il vous plaît.

M. Ouellet: Eh bien, le gouvernement a demandé au surintendant des banques de surveiller les activités des banques. Mais il n'est pas responsable devant moi. Même si je comprends la portée de vos questions et que je partage certaines des préoccupations de l'honorable député, je ne suis pas le ministre responsable des banques, et je ne peux donc pas vraiment répondre à ces questions. Je suis d'accord avec l'honorable député pour dire qu'il serait bon que les banques publient un rapport sur leurs activités liées aux cartes de crédit. Mais cette question devrait peut-être plutôt s'adresser au ministre des Finances, ou au ministre d'État responsable des finances, de qui relève le surintendant des banques.

M. Robinson (Burnaby): Monsieur le président, le ministre semble d'accord avec moi sur l'opportunité d'une mesure semblable. Donc, il me semble que le moins qu'il puisse faire serait de joindre sa requête à celles des associations de consommateurs et autres groupes. En effet, si, en théorie du moins, il doit veiller aux intérêts des consommateurs, il devrait être disposé à parler en ce sens à ses collègues, le ministre des

[Text]

Minister of Finance and Superintendent of Banks, in this area, or is he going to remain silent on this?

Mr. Ouellet: No, I have no objections to convey to my colleagues the representation made by the member.

Mr. Robinson (Burnaby): I am not talking about that. The minister indicated that he shared that concern. Is the minister prepared to add his weight, such as it is, to this issue, and call upon the Minister of Finance to make the necessary changes in the interests of consumers? If not, Mr. Chairman, then I suggest that probably the minister's own department should be investigating the advertising of the minister, as a minister of consumer and corporate affairs, for breach of the misleading advertising sections of the Combines Investigation Act. Surely the minister has some obligation to consumers in this country.

Mr. Ouellet: I do, and I do not think I have to have the member tell me what to do.

Mr. Robinson (Burnaby): Is the minister . . .

The Chairman: I will get back to you when I can, Mr. Robinson.

Mr. Schroder.

Mr. Schroder: Mr. Chairman, I have two questions. One I would like to pursue a little further, the discussion on UFFI; another one is on consumer protection, probably.

With regard to UFFI, it seems to me, Mr. Chairman, that we have two phases. The first phase is what you could call the present phase, which in a sense has been the disaster phase. We have tried our best to evolve something out of this which is satisfactory. But what I wonder about is the future. I think a good analogy would be what has happened in veterans' pensions, where presently veterans are coming to us and seeking financial aid for things which they think happened to them during their service period. I am looking forward to the time when people can come —perhaps we find out there are medical reasons that could be related to UFFI. They are coming five or ten years down the line and saying, I think what is wrong with me is the fact that I lived in a house for a period of time in which there was UFFI insulation. I just wonder what kind of documentation we are going to have which is going to make it possible for these people to have the necessary proof when they are applying for assistance in the future, so that we do not find ourselves in the position of not being able to accommodate them.

Mr. Ouellet: Yes, I think it is a very valid observation, and this is one that has to be looked at by the Department of National Health and Welfare. I understand my colleague, Madam Bégin, has met with the National Advisory Council on UFFI to discuss some of these aspects, and a number of research projects have been commissioned by National Health and Welfare to try to look into the future. Indeed, we have a limited amount of information that has been gathered on the symptoms that occur now. But we would have to project it on a longer period of time. I understand some of the research

[Translation]

Finances et le surintendant des banques. A-t-il l'intention de continuer de se taire?

M. Ouellet: Non, je ne refuse pas de transmettre la requête de l'honorable député à mes collègues.

M. Robinson (Burnaby): Mais je ne parle pas de cela. Le ministre a dit qu'il partageait cette préoccupation. J'aimerais savoir s'il est disposé à se servir de son prestige, quel qu'il soit, et à demander au ministre des Finances d'apporter les modifications nécessaires, dans l'intérêt des consommateurs. Et s'il n'était pas disposé à le faire, monsieur le président, je recommanderais que le ministère du ministre fasse enquête sur les déclarations que ce dernier a prononcées en tant que ministre de la Consommation et des Corporations, en application des dispositions sur la publicité trompeuse de la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions. Il me semble que le ministre a une certaine responsabilité face aux consommateurs de notre pays.

M. Ouellet: C'est bien le cas, et le député n'a vraiment pas à me dire quoi faire.

M. Robinson (Burnaby): Le ministre est-il . . .

Le président: Je reviendrai à vous quand je le pourrai, monsieur Robinson.

Monsieur Schroder.

M. Schroder: Monsieur le président, j'ai deux questions à poser. J'aimerais revenir au sujet de la MIUF et parler ensuite de la protection des consommateurs.

A mon avis, le problème de la MIUF a connu deux étapes, dont l'actuelle, qui est l'étape du désastre. Nous avons fait de notre mieux pour trouver une solution satisfaisante. Mais je m'inquiète de l'avenir. Prenons l'exemple des pensions de retraite des anciens combattants. En effet, des anciens combattants s'adressent maintenant à nous pour nous demander une aide financière, en compensation d'événements qui se seraient produits pendant leur période de service. Et je me demande si nous ne risquons pas qu'on nous demande plus tard compensation pour des problèmes médicaux liés à la MIUF. Ne risquons-nous pas en effet que des personnes s'adressent à nous, dans cinq ou dix ans, et nous demandent une compensation pour des problèmes médicaux liés au fait qu'elles auraient vécu, à un moment donné, dans une maison isolée à la MIUF? J'aimerais donc savoir quel genre de documents nous aurons à notre disposition pour permettre à ces personnes qui nous demanderont de l'aide d'appuyer leurs réclamations, évitant ainsi de nous mettre dans l'impossibilité de leur venir en aide.

M. Ouellet: Oui, cette observation est très intéressante, et c'est une question sur laquelle s'est penché le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social. Je crois savoir que ma collègue, M^{me} Bégin, a rencontré des représentants du Conseil consultatif national sur la MIUF pour discuter de certaines de ces questions, et que son ministère a entrepris un certain nombre de projets de recherche axés sur l'avenir. Mais nous avons très peu de données sur les symptômes actuels. Il nous faudra plus de temps pour évaluer la situation à fond. Pour autant que je sache, certains de ces projets de recherche se sont

[Texte]

projects would precisely be doing this, re-examining some people at different times in the future and taking further tests in some of the homes to put on charts and make a proper evaluation of the evolution of the product or of the reactions of human beings to the product.

Mr. Schroder: I guess what I am wondering about, Mr. Chairman, is the fact that some time in the future it would be comforting at least for some of these people to know that they have not compromised their position by receiving funds or whatever else. So we would continue to monitor the position; at some future time there could be a reopening of their cases. That is I guess what I am worried about.

• 1045

Mr. Ouellet: It is very difficult for me to commit governments in advance, but indeed the response of the Government of Canada to this human problem has been one of compassion, help and understanding. I have every reason to believe that the same level of compassion and desire to help will exist in the future.

Mr. Schroder: My second question has to do with what sometimes happens to me in my constituency. North American car manufacturers and people who sell North American cars are constantly concerned about the import of foreign cars into the country and wanting me to do something about it. Recently there has been a report about the importation of foreign cars and putting some kinds of restrictions on this. One of the reactions some people have, certainly in my riding, is that it seems unusual that we should be dictating to the consumer what kind of cars he can drive. If he wants to drive a small compact car, a Japanese car or whatever else, he should be able to do that.

I am just wondering, Mr. Chairman, how the minister sees his role in consumer affairs as reacting to the push now that seems to be in someway or other restricting the importation of foreign cars into Canada and what effect this has on the consumer and his ability to purchase a car.

Mr. Ouellet: Mr. Chairman, what you are saying about cars is equally applicable to home appliances, textiles, footwear, and a large variety of consumer items. The difficult task that we are faced with is to establish a proper equilibrium.

It is clear that we should allow to a good extent free trade. By the very nature of our country we depend largely for our economic prosperity on exports, on our sales abroad. By the same token, we have to reciprocate; we cannot expect to sell a lot and never buy some of the products of other countries.

On the other hand, we have to recognize the fact that consumers, who have the ultimate choice between a variety of products, would want to have one that is of good quality and durability, and a good price. All of the efforts of my depart-

[Traduction]

justement attaqués aux problèmes que pose le réexamen de diverses personnes à divers moments dans l'avenir. Un autre projet consiste à effectuer des examens supplémentaires de certaines des maisons, pour permettre d'établir un graphique et de faire une évaluation appropriée de l'évolution du produit ou des réactions des êtres humains à ce produit.

M. Schroder: En fait, ce qui me préoccupe, monsieur le président, c'est le fait qu'il pourrait être réconfortant, pour certaines de ces personnes, de savoir qu'elles n'auront pas compromis leur position pour l'avenir en touchant des fonds ou une aide quelconque. Nous devrions donc continuer de contrôler la situation, car il se pourrait très bien que ces dossiers doivent être rouverts à un moment donné dans l'avenir. Et je suppose que c'est ce qui m'inquiète.

M. Ouellet: Je peux difficilement m'engager au nom d'un gouvernement éventuel, mais vous devez convenir avec moi que le gouvernement canadien a réagi à ce problème avec beaucoup de compassion, d'aide et de compréhension. Et je doute qu'il en soit autrement dans l'avenir.

M. Schroder: Ma deuxième question concerne quelque chose qui m'arrive parfois dans ma circonscription. Les producteurs nord-américains d'automobiles et les vendeurs d'automobiles nord-américaines se préoccupent sans cesse de l'importation de véhicules étrangers et me demandent de faire quelque chose. Un rapport a été fait dernièrement sur l'importation des véhicules étrangers et sur l'opportunité d'imposer des restrictions. Mes commettants trouvent étrange qu'on leur dicte leur choix d'automobiles. Ils estiment qu'ils ont le droit de choisir d'acheter un petit modèle compact, une voiture japonaise, ou autres importées.

J'aimerais savoir comment le ministre, en sa capacité de responsable de la consommation, entend réagir aux pressions voulant qu'on limite l'importation au Canada de voitures étrangères. Pourrait-il également nous expliquer l'incidence que ces mesures auront sur les consommateurs et leur capacité d'acheter une voiture?

M. Ouellet: Monsieur le président, ce que vous dites au sujet des voitures s'applique également aux appareils ménagers, aux textiles, à la chaussure, ainsi qu'à une vaste gamme d'articles de consommation. Nous avons donc la tâche fort complexe d'établir l'équilibre.

Il est très clair dans notre esprit que notre rôle est de promouvoir le libre-échange, dans une large mesure. La nature de notre pays est telle que notre prospérité économique dépend énormément de l'exportation et de nos ventes à l'étranger. Mais nous sommes obligés de réciproquer. Nous ne pouvons nous attendre à exporter en grandes quantités sans acheter les produits d'autres pays.

Par ailleurs, nous devons reconnaître que ce sont les consommateurs qui doivent choisir parmi toute une gamme de produits, et que ce qu'ils cherchent, c'est la qualité et la durabilité à bon prix. Mon ministère déploie donc énormément

[Text]

ment are to help and support consumers in buying wisely. We are reminding them of buying wisely. We have a series of activities within our department that apply to standards, to quality products, to insure products and so on.

Therefore, while we are on the side of the consumer and are hoping to allow the consumer to buy whatever product, as long as it is the best product, irrespective of where it comes from, we at the same time acknowledge that we have to protect certain activities within Canada. We could become very vulnerable if we depended entirely on foreign goods, because then the price could change and could be much higher. The advantage of the consumer in the short term could be transformed into a big disadvantage in the long term. This is the balance that we have to judge when myself or officials of my department are participating in discussions with other departments in designing what would be our best approach leading to GATT negotiations, leading to bilateral agreements or agreements with other countries.

• 1050

On the one hand, we have to make sure that if we want to have good consumers in Canada, these consumers have to work. Otherwise, if they do not have a good income, they will not be able to buy goods. Therefore, there is this proper balance which has to be established and which is very difficult. But we try to err on the side of the free trade if we make an error, because we think, in the overall perspective of the Canadian economy, that is where the greater advantage of Canada is.

The Chairman: I have Mr. Berger next, briefly, and I want to get back to Miss MacDonald. If Mr. Robinson returns, we will go to him, too. But the minister is back before us on Friday, when I hope personally to be able to ask some questions on UFFI and perhaps the situation with respect to Saskatoon, Mr. Minister, which as a sports fan I feel very deeply about.

Mr. Berger, do you want a brief question before I get to Miss MacDonald?

M. Berger: Merci, monsieur le président.

Je ne veux pas prendre beaucoup du temps du Comité. Le président m'avait dit que je pourrais poser une question ayant trait à mon comité. Les remarques de M. Robinson au sujet de votre intérêt pour les consommateurs m'ont fait penser à un chèque que j'ai présenté vendredi à l'Association pour la protection des automobilistes qui est située dans mon comité et qui apprécie beaucoup l'aide que le ministre lui apporte depuis de nombreuses années.

Monsieur le ministre, cela ne doit pas être la seule contribution que votre ministère fait aux différents organismes qui aident les consommateurs. Est-ce que vous pouvez nous donner une idée de l'aide que vous donnez à ces organismes?

M. Ouellet: En réalité, le budget général de mon Ministère pour l'aide aux différentes associations de consommateurs se divise en trois parties.

[Translation]

d'efforts pour essayer d'encourager les consommateurs à faire un bon choix, et nous le leur rappelons souvent. Notre ministère travaille sur les normes et la qualité des divers produits.

Nous veillons donc aux intérêts des consommateurs et les laissons libres d'acheter ce qu'ils veulent, pour autant qu'il s'agisse du meilleur produit, sans égard à sa provenance, tout en reconnaissant le besoin de protéger certaines activités au Canada. Nous risquerions de devenir très vulnérables si nous dépendions complètement de l'importation, car les prix seraient sujets à changements et augmenteraient beaucoup. Les avantages à court terme pour les consommateurs deviendraient des inconvénients graves à long terme. C'est l'équilibre que nous essayons de maintenir lorsque je rencontre, ou que mes adjoints rencontrent, les représentants d'autres ministères, dans le but d'adopter la meilleure approche possible aux négociations du GATT et aux accords bilatéraux, ou accords avec d'autres pays.

D'une part, si nous voulons de bons consommateurs au Canada, nous devons d'abord nous assurer que ces mêmes consommateurs puissent travailler. S'ils n'ont pas un bon revenu, ils ne pourront pas acheter des marchandises. Donc, il faut établir l'équilibre approprié, et c'est extrêmement difficile. Mais nous essayons de pêcher par excès de liberté en ce qui concerne le commerce, car vis-à-vis de l'ensemble de l'économie canadienne, c'est à l'avantage du Canada de maintenir ce libre-échange.

Le président: M. Berger est le prochain intervenant, et ensuite, je redonnerai la parole à M^{lle} MacDonald. Si M. Robinson revient, je lui donnerai la parole aussi. Mais le ministre recomparaîtra vendredi, et à ce moment-là, j'espère lui poser certaines questions au sujet de la MIUF et de la situation à Saskatoon, monsieur le ministre, car je me passionne pour les sports, et c'est quelque chose qui me préoccupe beaucoup.

Monsieur Berger, voulez-vous poser une courte question avant que je donne la parole à M^{lle} MacDonald?

Mr. Berger: Thank you, Mr. Chairman.

I do not wish to take too much of the committee's time. The chairman told me that I could ask a question regarding my riding. Mr. Robinson's remarks concerning your interest in protecting consumers made me think of a cheque I presented Friday to the Automobile Protection Association located in my riding, which greatly appreciates the support it has been receiving from the minister for several years now.

Mr. Minister, this cannot be the only contribution your department makes to the various organizations which assist consumers. Could you give us an idea of the type of assistance you provide to these organizations?

Mr. Ouellet: In fact, general departmental estimates for assistance to various consumer associations are divided into three parts.

[Texte]

Il y a d'abord les contributions aux organismes nationaux, qui sont de l'ordre d'à peu près 600,000 dollars; cela, c'est en 1982-1983. Je présume que c'est sensiblement la même chose pour 1983-1984.

Il y a ensuite des contributions à des organismes régionaux ou locaux et, à cet égard, pour les différents groupes, nous donnons un autre montant qui équivaut à environ 250,000 dollars par année; c'est réparti entre les différentes régions du pays, soit le Pacifique, les Prairies, l'Ontario, le Québec et les provinces Atlantiques.

Nous aidons à peu près une trentaine d'associations locales ou régionales et une dizaine d'associations nationales. Au total, les contributions sont de près d'un million de dollars et les subventions sont de 700,000 dollars.

M. Berger: Merci.

The Chairman: Thank you.

Miss MacDonald.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Thank you, Mr. Chairman.

• 1055

I want to come back to the report issued in December of last year by the standing committee that studied the UFFI issue. I have a paper that I think most members of the committee received from the Library of Parliament, or was prepared by the Library of Parliament, a progress report on the recommendations that had been made by our committee. Looking through that report, most of the recommendations are under study, or no action, or whatever. It does not show that much has been done in the six-month period. I am wondering if the minister would not want to have his own response to this recommendation to show whether or not there are things going on in the departments, or in related departments, which might give—if I were him, I would think it would be in his interest to have his own response to these. I think it would also be extremely helpful, and should be an obligation of the government. When a committee undertakes to study in detail a specific issue and tables recommendations, I think they should be entitled to have a response to those recommendations and that study within a given period of time. Otherwise, the time, effort, and energy that we put into these seems to just filter away. I would hope that perhaps on Friday, when the minister comes, someone in his department might prepare for him the response of his department insofar as he is able to do so.

The Chairman: Miss MacDonald, as you know, and as the committee knows, under the amended rules of the House that response, obligatory response, is now part of the rules. This particular report was filed before that; it is technically not within that...

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): But surely the spirit has been...

[Traduction]

First, there are contributions to national organizations, which represented about \$600,000 in 1982-83. I presume it is about the same amount for 1983-84.

Next, there are contributions to regional and local organizations, and in this regard, we provide approximately \$250,000 a year to the various groups; this sum is distributed among the different regions of the country, including the Pacific region, the Prairies, Ontario, Quebec and the Atlantic Provinces.

We provide assistance to approximately 30 local or regional associations and about 10 national associations. Total contributions are close to a million dollars, while total grants represent about \$700,000.

Mr. Berger: Thank you.

Le président: Merci.

Mademoiselle MacDonald.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Merci, monsieur le président.

Je voudrais revenir au rapport qu'a publié en décembre dernier le Comité permanent qui a étudié le problème de la MIUF. J'ai un document que la plupart des membres du Comité ont probablement reçu de la Bibliothèque du Parlement, ou du moins, il a été préparé par la bibliothèque. Il s'agit d'un rapport provisoire concernant les recommandations qu'avait présentées notre Comité. En feuilletant ce rapport, je vois que la plupart des recommandations sont à l'étude, qu'aucune mesure n'a été prise, ou autre chose du genre. Il ne semble pas indiquer qu'on ait fait beaucoup pendant les derniers six mois. Le ministre pourrait peut-être apporter sa propre réponse à cette recommandation pour indiquer si, oui ou non, quelque chose se fait au sein des ministères, ou dans les ministères connexes, qui pourrait montrer... si j'étais lui, je penserais qu'il serait dans mon intérêt de présenter ma propre réponse à ce sujet. Ce serait également extrêmement utile, en plus d'être la responsabilité du gouvernement. Lorsqu'un comité décide d'étudier une question particulière de façon détaillée, et de déposer des recommandations, les membres de ce Comité devraient avoir le droit d'obtenir une réponse à ces recommandations et à cette étude, à un certain moment. Autrement, le temps, les efforts, l'énergie consacrés à cette étude semblent tout simplement se dissiper. J'espère que vendredi, peut-être, lorsque le ministre comparaitra, quelqu'un de son ministère lui aura préparé la réponse du ministère à ce sujet, autant que faire se peut.

Le président: Mademoiselle MacDonald, comme vous le savez, et comme le savent également les membres du Comité, en vertu des règlements modifiés de la Chambre, cette réponse, cette réponse obligatoire, fait maintenant partie du Règlement. Le rapport dont il est question a été déposé antérieurement, et techniquement, il n'est pas soumis...

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Mais l'esprit, certainement, était...

[Text]

The Chairman: —but we will wait for the answer to the minister, yes.

Mr. Berger: Mr. Chairman, on a point of order, I was wondering if it is not possible also for members of the committee, if they wish, to move concurrence in a report. Indeed, could the opposition not use an opposition day to debate such an item if they felt it were high enough in their priorities to do so?

The Chairman: I am not sure that is a point of order. I would like to go to the minister.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I thank Mr. Berger for his usual insightful comments.

The Chairman: I would like to go to the minister. Mr. Minister.

Mr. Ouellet: I will indeed respond positively to this suggestion. We will make a proper evaluation of every recommendation of the committee and indicate what the government has done, what the government intends to do, and where we are in implementing or not implementing these recommendations. I am not sure I will be able to respond to every recommendation by Friday . . .

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): No, I understand that.

Mr. Ouellet: —but I will do it as quickly as possible, and send it to all members of the committee.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Thank you very much.

I have one specific issue to discuss with you in this context, and then I have a couple of factual questions that I would like to put, perhaps to Mr. Mackie, about statistics within the UFFI bureau.

We had a great deal of discussion during the time the committee was sitting about the voluntary implementation, or the voluntary nature by which products are examined and approved in this country. I know that under the Standards Council of Canada Act, when a new product comes up it is examined; the Canadian General Standards Branch looks at it, but there is no mandatory legislation that requires that a product meet certain standards. If we were to do that, we would have to go back, get the approval of business, of labour, of the producers of the product, of all of the people in order to bring about what some of us thought would be necessary. We saw the horror, the disaster that can develop unintentionally with a product like urea formaldehyde foam insulation. There are a great many more products coming on the market with additional degrees of potential toxicity in them. I do not think the system we have in effect at the present time through the Standards Council of Canada Act is going to be sufficient to meet all these new products and guarantee their safety to the Canadian consumer.

[Translation]

Le président: . . . cependant, oui, nous allons attendre la réponse du ministre.

M. Berger: Monsieur le président, j'invoque le Règlement. Je me demande s'il n'est pas possible également pour les membres du Comité, s'ils le désirent, de présenter une motion d'acceptation. Est-ce que l'opposition ne pourrait pas, en réalité, se servir d'un jour de l'opposition pour discuter d'une telle question, si c'est là une de ses priorités?

Le président: Je ne suis pas certain que vous ayez soulevé là un rappel au Règlement. Je voudrais maintenant donner la parole au ministre.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je remercie M. Berger de sa perspicacité habituelle.

Le président: Je voudrais maintenant donner la parole au ministre. Monsieur le ministre.

M. Ouellet: Je vais vraiment répondre de façon positive à votre suggestion. Nous allons faire une évaluation adéquate de chaque recommandation du Comité et indiquer ce que le gouvernement a fait, ce qu'il a l'intention de faire et où l'on a donné suite aux recommandations ou non. Je ne suis pas sûr de pouvoir répondre d'ici à vendredi pour chaque recommandation . . .

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Non, je comprends.

M. Ouellet: . . . mais je vais le faire aussi rapidement que possible et envoyer cette réponse à tous les membres du Comité.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je vous remercie beaucoup.

Je voulais discuter avec vous d'une autre question particulière dans ce contexte, et j'ai ensuite deux ou trois questions pratiques à soulever—je vais peut-être les poser à M. Mackie—au sujet des statistiques du bureau de la MIUF.

Pendant que le Comité siégeait, nous avons beaucoup discuté de la mise en application volontaire, ou de la nature volontaire en vertu de laquelle les produits étaient examinés et approuvés dans notre pays. Je sais qu'en vertu de la Loi sur le Conseil canadien des normes, lorsqu'il y a un nouveau produit, il est examiné. L'Office des normes générales du Canada l'évalue, mais il n'y a aucune loi obligatoire qui exige que ce produit satisfasse à certaines normes. S'il fallait le faire, il nous faudrait revenir en arrière, obtenir l'approbation de l'entreprise, des syndicats, des fabricants du produit, de toutes les personnes intéressées, pour présenter une législation que certains d'entre nous croient nécessaire. Nous avons vu l'horreur, les désastres qu'on peut causer involontairement avec un produit comme la mousse isolante d'urée-formol. Il y a bien d'autres produits qui arrivent sur le marché et qui peuvent être toxiques à divers degrés. Je ne pense pas que le système que nous ayons en place présentement à cause de la Loi sur le Conseil des normes du Canada puisse répondre à tous ces nouveaux produits et garantir la sécurité du consommateur canadien.

[Texte]

• 1100

I just have a very general question to ask the minister: whether or not his department or related areas of Cabinet are looking into what I consider to be an escalating problem for the future. Canadians have somehow to be given some degree of security that the products they buy are not going to have a toxic impact on them, are not going to be deleterious to their health.

Mr. Ouellet: I would like to indicate that there are a number of our officials who are preoccupied with this question. This is a matter that I have raised personally at a meeting of the standards council, because you are right to say that under the current apparatus there are really only a few safeguards. We have to look at this question, taking into account the experience we have just lived through, and try to design a more appropriate system, which will ensure adequate protection to the public at large and consumers in particular.

It is a difficult task, because on one hand we could have a very rigid system, which could become very costly and could be resented an awful lot, because it would be perceived as too much government intervention; on the other hand, we have to build on the voluntary system we have, which is an act of faith in the companies, in the industries, in the manufacturers, with certain checks and balances established in the system. This is the subject of a number of studies done by a number of departments, and we hope we will come up with an improved system from the one we have currently. But we have to work at it, and we have to find ways to improve it.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I will go to Mr. Mackie, but I just want to say to the minister that under the present setup, if urea formaldehyde foam insulation were to appear for the first time on the market today and go through the checks that presently exist through the CGSB, it would come out in exactly the same way it did before, probably, and we would still be going through this. That is what worries me, that there is nothing to call a halt to that.

Mr. Ouellet: One of the suggestions of the parliamentary committee was to give a more predominant voice to the representative of the Department of Health and Welfare. I believe it is now taking place. Indeed, because of past experience when the representative of Health and Welfare raised questions...

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Nobody paid attention.

Mr. Ouellet: People now pay attention to him more than ever before.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I just want to ask Mr. Mackie... We had an estimate of between 80,000 and 100,000 people who had installed urea formaldehyde foam insulation. Could Mr. Mackie tell us how many people are now registered with the UFFI centre?

[Traduction]

Je voudrais poser une question d'ordre très général au ministre; est-ce que son ministère ou d'autres secteurs connexes du Cabinet étudient ou non ce que je crois être un problème croissant pour l'avenir? On doit pouvoir assurer les Canadiens, jusqu'à un certain point, que les produits qu'ils achètent n'auront pas d'effet toxique, ne seront pas dangereux pour leur santé.

M. Ouellet: J'aimerais souligner que de nombreux hauts fonctionnaires se préoccupent de la question. J'ai soulevé moi-même cette question lors d'une réunion du Conseil des normes, car vous avez raison de dire qu'en vertu du nouveau mécanisme, il n'y a vraiment que quelques garanties. Nous devons examiner cette question, en tenant compte de l'expérience que nous venons de vivre, pour tenter de mettre au point un système plus adéquat, un système qui garantira une protection convenable pour le public en général, et les consommateurs en particulier.

C'est une tâche difficile, car, d'une part, il pourrait en résulter un système très rigide, très coûteux, qui pourrait offusquer beaucoup de gens, qui y verraient une intervention trop importante du gouvernement. D'autre part, nous devons construire à même le système volontaire dont nous disposons; c'est un acte de foi dans les compagnies, les industries, les fabricants, avec certains poids et contrepois, prévus dans le système. Un grand nombre de ministères ont étudié la question, et nous espérons pouvoir présenter un système meilleur que celui que nous avons présentement. Nous devons y travailler, trouver les moyens de l'améliorer.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je m'adresse maintenant à M. Mackie, mais je voulais simplement dire au ministre qu'en vertu du système actuel, si la mousse isolante d'urée-formol devait apparaître pour la première fois sur le marché aujourd'hui et faire l'objet des vérifications qui existent présentement à l'Office des normes générales du Canada, la même chose arriverait probablement, et nous aurions probablement à faire ce que nous faisons maintenant. Voilà ce qui m'inquiète. Rien ne peut arrêter cela.

M. Ouellet: Une des suggestions qu'a faites le comité parlementaire, c'était de donner au représentant du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social une voix prépondérante en la matière. C'est ce qui se fait maintenant, je crois. En réalité, à cause de l'expérience acquise, quand le représentant du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social a soulevé des questions...

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Personne ne lui a porté attention.

M. Ouellet: Les gens, maintenant, lui portent attention beaucoup plus qu'avant.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je voulais simplement demander à M. Mackie... Il y a de 80,000 à 100,000 personnes environ qui ont fait installer de la mousse isolante d'urée-formol. Est-ce que M. Mackie pourrait nous dire combien sont inscrites au Centre de la MIUF?

[Text]

Mr. Cam Mackie (Federal Co-ordinator, UFFI Program, Department of Consumer and Corporate Affairs): Mr. Chairman, there are now approximately 36,000 who are registered and approximately another 8,000 who are in the process of registering, for a total of 44,000.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): But we have only reached about 50% of those so far.

Mr. Ouellet: We do not know. We might have reached more than 50%. The upper estimate is an exaggeration. It could be 60%...

• 1105

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I understand that you guess.

Mr. Ouellet: —it could be 80%; it could be 100%, but we have no certainty of that figure. The only certainty we have, really, is those that have registered.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Can you tell me how many cheques have been sent out to these individuals today?

Mr. Mackie: Approximately 5,000 cheques have gone out in payment for work done; an additional, I guess, about 4,500 advances have gone out to people who are in the process of doing their work.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Initially there was quite a hold-up in the paperwork that transpired in making application, first of all for the removal and then for the payment of the cheques. Has that been improved? Has that been reduced?

Mr. Mackie: Mr. Chairman, I believe it has. The biggest problem, of course, was that any number of homeowners had not sent in appropriate documentation. I do not mean to blame homeowners, but we have had a real problem, because this a complex program in making sure that the appropriate documents are sent in, that they have signed claims, that full information is in place. So at any given time about half of the initial requests for repayment that come in there are missing documents or signatures not there, etc. We have had quite a time with that. I suspect that has improved substantially, because we have sent out a new package to everyone that is much more clear, succinct, and I think readable.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Finally, one of the very real problems that people have faced in removing urea formaldehyde insulation... I mention this coming from a city like Kingston, where many of the homes are stone and brick and the difficulties in removing the insulation are much greater than those in wooden structures. Has anything been done to improve this? How are people going to go about getting that material out of stone homes? Or do they just wait until the homes collapse around their ears?

[Translation]

M. Cam Mackie (coordonnateur fédéral, Programme MIUF, ministère de la Consommation et des Corporations): Monsieur le président, il y a présentement quelque 36,000 personnes qui sont inscrites, et 8,000 autres, approximativement, qui sont en train de s'inscrire, soit un total de 44,000.

Mlle MacDonald (Kingston and the Îles): Vous n'avez donc rejoint que 50 p. 100 de ces personnes jusqu'à maintenant.

M. Ouellet: Nous ne savons pas. Nous en avons peut-être rejoint plus de 50 p. 100. L'évaluation la plus élevée est une exagération. Ce pourrait être 60 p. 100...

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Si je comprends bien, vous devinez.

M. Ouellet: ... ce pourrait être 80 p. 100. Ce pourrait être aussi 100 p. 100, nous ne pouvons pas être certains quant au pourcentage. La seule certitude que nous avons, vraiment, c'est le pourcentage des personnes qui se sont inscrites.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Pourriez-vous me dire combien de chèques ont été envoyés, à ce jour, à ces personnes?

M. Mackie: Environ 5,000 chèques ont été envoyés pour des travaux qui ont été effectués, et 4,500 paiements par anticipation ont été faits à des gens qui sont en train d'effectuer le travail.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Au départ, il semble qu'il y a eu beaucoup de retard dans la paperasserie, pour la présentation des demandes, d'abord pour l'enlèvement de la mousse, et ensuite pour le paiement par chèques. Est-ce que la situation s'est améliorée? Est-ce que ces retards ont été réduits?

M. Mackie: Monsieur le président, je crois que c'est le cas. Le plus gros problème, évidemment, c'est qu'un certain nombre de propriétaires n'avaient pas envoyé les documents appropriés. Je ne les blâme pas, mais cela a causé un problème réel, car le programme est complexe, et il faut s'assurer que les documents appropriés soient envoyés, que les réclamations soient signées, que tous les renseignements soient obtenus. Par conséquent, à certains moments, pour la moitié des demandes de remboursement initiales reçues, la moitié des documents ou des signatures manquaient, etc. Cela nous a causé beaucoup de difficultés. Je soupçonne que la situation s'est beaucoup améliorée, car nous avons envoyé à toutes les personnes intéressées une nouvelle série de documents, beaucoup plus clairs, plus succincts, et certainement plus lisibles.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Enfin, un des problèmes réels auxquels ont fait face les personnes qui doivent retirer la mousse isolante d'urée-formol... Les renseignements me viennent d'une ville comme Kingston, où beaucoup de maisons de pierre et de brique ont été isolées; les difficultés d'enlèvement de la mousse y sont beaucoup plus grandes que dans les maisons dont la structure est de bois. Est-ce qu'on a fait quelque chose pour améliorer cela? Comment font les gens pour retirer la mousse des maisons de pierre? Est-ce qu'ils attendent simplement que la maison s'effondre autour d'eux?

[Texte]

Mr. Mackie: Mr. Chairman, I think there are several immediate answers to that, but there are some longer-term answers as well, I expect. The first is that yes, we have done a thorough review with the National Research Council of methods of treating stone and brick materials where UFFI has been installed. I think we have reasonable procedures for handling that in most instances now.

I think the more important point is that in many situations removal is not entirely necessary at all. If it is in a good substantial wall, no moisture is getting in, and the UFFI is stable, I think people have to consider alternate corrective measures to removal.

Finally, we have been working with the National Research Council, who have been doing an excellent job on steps that could be taken to neutralize the material in situ, so that it does not have to be removed, and in fact could be neutralized in place.

We are not yet satisfied that other safety hazards have been thoroughly reviewed before proposing these other methods or additional methods, but it is a problem that is receiving considerable effort through National Research Council and through our own efforts to try to determine the best way to help people in those situations.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): When you get that information, would you disseminate it to members of Parliament as well? Because we get a lot of inquiries, and we simply do not have the answers, obviously.

Mr. Mackie: I will make a point of making all new information available to members of Parliament.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Yes.

The Chairman: Thank you, Miss MacDonald.

Mr. Minister, I thank you and your officials for attending today. We will see you back here again on Friday at 9.30 a.m.

The committee is adjourned until Thursday at 3.30 p.m.

[Traduction]

M. Mackie: Monsieur le président, il y a plusieurs réponses immédiates à cette question, mais il y a également, je crois, des réponses à long terme. La première, c'est oui, nous avons fait un examen complet, avec le Conseil national de recherches, des méthodes de traitement de la pierre et de la brique dans ces maisons où la mousse a été installée. Nous avons maintenant des méthodes qui nous permettent raisonnablement de traiter ce problème dans la plupart des cas.

La question qui est la plus importante, c'est que dans bien des cas, l'enlèvement n'est pas entièrement nécessaire. Si la mousse a été installée dans un très bon mur, s'il n'y a aucune moisissure, si la MIUF est stable, les gens peuvent songer à des mesures correctives de rechange.

Finalement, nous avons travaillé avec le Conseil national de recherches, qui a fait un excellent travail, pour les mesures à prendre afin de neutraliser le matériau sur place, pour qu'il ne soit pas nécessaire de l'enlever, mais bien de le neutraliser.

Nous ne sommes pas encore tout à fait sûrs qu'on ait complètement examiné les dangers menaçant la sécurité des gens, avant de proposer ces autres méthodes ou des méthodes additionnelles, mais c'est là un problème auquel on consacre énormément d'efforts, au Conseil national de recherches, et chez nous, pour trouver le meilleur moyen d'aider les gens qui sont dans cette situation.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Lorsque vous obtiendrez ces renseignements, pouvez-vous également les faire connaître aux députés? Nous recevons beaucoup de demandes à ce sujet, et nous n'avons tout simplement pas les réponses, évidemment.

M. Mackie: Je vais m'assurer que tout nouveau renseignement soit communiqué aux députés.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Oui.

Le président: Merci, mademoiselle MacDonald.

Monsieur le ministre, je vous remercie, de même que vos hauts fonctionnaires, d'avoir comparu aujourd'hui. Nous vous reverrons de nouveau vendredi, à 9 h 30.

La séance est levée jusqu'à jeudi, 15 h 30.



*If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

WITNESS—TÉMOIN

From the Department of Consumer and Corporate Affairs:

Mr. Campbell Mackie, Federal Coordinator, UFFI Program.

Du ministère de la Consommation et des Corporations:

M. Campbell Mackie, coordonnateur fédéral, Programme MIUF.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 66

Thursday, May 26, 1983

Chairman: Mr. David Weatherhead

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 66

Le jeudi 26 mai 1983

Président: M. David Weatherhead

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Health, Welfare and Social Affairs

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent de la*

Santé, du bien-être social et des affaires sociales

RESPECTING:

Main Estimates 1983-84: Votes 1, 5, 10 and 35 under
NATIONAL HEALTH AND WELFARE

CONCERNANT:

Budget principal 1983-1984: crédits 1, 5, 10 et 35 sous
la rubrique SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE
SOCIAL

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82-83Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982-1983

STANDING COMMITTEE ON HEALTH,
WELFARE AND SOCIAL AFFAIRS

Chairman: Mr. David Weatherhead

Vice-Chairman: Mr. Gary McCauley

MEMBERS/MEMBRES

David Berger
Bill Blaikie
Bruce Halliday
Jim Hawkes
Thérèse Killens
Flora MacDonald (*Kingston and the Islands*)
Gilles Marceau
Jim Schroder

COMITÉ PERMANENT DE LA SANTÉ, DU
BIEN-ÊTRE SOCIAL ET DES AFFAIRES
SOCIALES

Président: M. David Weatherhead

Vice-président: M. Gary McCauley

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Warren Allmand
Coline Campbell (*South West Nova*)
Vince Dantzer
Bob Daudlin
Stanley Hudecki
Stan Korchinski
Peter Lang
Jean-Claude Malépart
Margaret Anne Mitchell
Gus Mitges

(Quorum 6)

Le greffier du Comité

Judith LaRocque

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 69(4)(b)

On Tuesday, May 24, 1983:

Margaret Anne Mitchell replaced Svend Robinson (*Burnaby*).

Conformément à l'article 69(4)b) du Règlement

Le mardi 24 mai 1983:

Margaret Anne Mitchell remplace Svend Robinson (*Burnaby*).

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, MAY 26, 1983

(97)

[Text]

The Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs met at 3:35 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. David Weatherhead, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Halliday, Schroder and Weatherhead.

Alternates present: Mrs. Mitchell and Mr. Mitges.

Witnesses: From the Department of National Health and Welfare: Mr. Del Lyngseth, Assistant Deputy Minister, Income Security Branch; Dr. E.M. Murphy, Assistant Deputy Minister, Social Service Programs; Mr. D. Cogliati, Director, Data Development and Analysis; Mr. D. Moodie, Director, Program and Policy Coordination, Canada Assistance Plan; Dr. M. Jérôme-Forget, Assistant Deputy Minister, Policy, Planning and Information.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Wednesday, February 23, 1983, pertaining to the Main Estimates 1983-84. (*See Minutes of Proceedings and Evidence dated Tuesday, March 29, 1983, Issue No. 59*)

By consent, the Chairman called Votes 1, 5, 10 and 35 under NATIONAL HEALTH AND WELFARE.

The witnesses answered questions.

At 4:40 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 26 MAI 1983

(97)

[Traduction]

Le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales se réunit aujourd'hui à 15h35 sous la présidence de M. David Weatherhead (président).

Membres du Comité présents: MM. Halliday, Schroder et Weatherhead.

Substituts présents: M^{me} Mitchell et M. Mitges.

Témoins: Du ministère de la Santé nationale et du bien-être social: M. Del Lyngseth, sous-ministre adjoint, Sécurité du revenu; M. E.M. Murphy, sous-ministre adjoint, Programme des services sociaux; M. D. Cogliati, directeur, Analyse et développement des données; M. D. Moodie, directeur, Coordination des programmes et politiques, Régime d'assistance publique du Canada; M^{me} M. Jérôme-Forget, sous-ministre adjoint, Politique, Planification et information.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du mercredi 23 février 1983 portant sur le budget principal 1983-1984. (*Voir procès-verbal et témoignages du mardi 29 mars 1983, fascicule n° 59*)

Du consentement des membres, le président met en délibération les crédits 1, 5, 10, et 35 sous la rubrique SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL.

Les témoins répondent aux questions.

A 16h40, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Judith A. LaRocque

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Thursday, May 26, 1983

• 1536

The Chairman: I call the meeting of the Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs to order. We are calling Votes 1, 5, 10, and 35 under National Health and Welfare estimates.

NATIONAL HEALTH AND WELFARE

A—Department—Departmental Administration Program

Vote 1—Departmental Administration—Program expenditures\$36,714,000

A—Department—Health and Social Services Program

Vote 5—Health and Social Services—Operating expenditures\$34,283,000

Vote 10—Health and Social Services\$110,040,000

A—Department—Income Security Program

Vote 35—Income Security—Program expenditures\$54,737,000

The Chairman: We are pleased to have with us today Mr. Del Lyngseth, the Assistant Deputy Minister of Income Security Branch.

The meeting was called today at the request of our steering committee some time ago to give members a chance to discuss some of the income security programs in more detail with some of the officials of the department. I will just remind the members again that the officials are not supposed to be commenting on government policies per se, or speculating on them, but they are here to give information on their particular programs. I know you will agree with that.

Mrs. Mitchell, do you want to go first?

Mrs. Mitchell: Thank you.

The question I wanted to ask concerns two cases where provinces apparently had disregarded or not lived up to agreements under the Canada Assistance Plan, and indeed, at least in the Nova Scotia case, I think have been acting in a very discriminatory manner. We checked out the Canada Assistance Plan itself to look at the definitions of a person in need and definition of basic requirements, and particularly Section 6(2) of the provincial-federal agreements section. I guess I do not need to quote that, since I am sure you are very familiar with it. It really specifies what basic need is in the case of persons being eligible for social assistance.

The two cases I will just mention quickly. One is the Manitoba case, which I understand is in the courts now, where a Mr. Findlay is suing the provincial government to live up to the Canada Assistance Plan provisions, inasmuch as he was

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le jeudi 26 mai 1983

Le président: Je déclare la séance du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales ouverte. Je mets en délibérations les crédits 1^{er}, 5, 10 et 35 de la Santé nationale et du Bien-être social.

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL

A—Ministère—Programme de l'administration centrale

Crédit 1^{er}—Administration centrale—Dépenses du programme\$36,714,000

A—Ministère—Programme des services sanitaires et sociaux

Crédit 5—Services sanitaires et sociaux—Dépenses de fonctionnement\$34,283,000

Crédit 10—Services sanitaires et sociaux\$110,040,000

A—Ministère—Programme de la sécurité du revenu

Crédit 35—Sécurité du revenu—Dépenses du programme\$54,737,000

Le président: Nous sommes heureux d'accueillir aujourd'hui M. Del Lyngseth, le sous-ministre adjoint responsable de la sécurité du revenu.

La réunion d'aujourd'hui a été convoquée à la demande de notre comité directeur, demande qui remonte à quelque temps, pour permettre aux députés de discuter en détail certains des programmes de sécurité du revenu avec les fonctionnaires du ministère. Je vous rappellerai simplement que les fonctionnaires ne sont pas censés porter d'opinion sur les politiques du gouvernement, mais sont ici pour vous donner des renseignements sur leurs programmes respectifs. Je sais que vous êtes tous d'accord sur ce sujet.

Madame Mitchell, voulez-vous commencer?

Mme Mitchell: Merci.

Ma question concerne deux provinces qui, apparemment, ne respectent pas les ententes conclues en vertu du Régime d'assistance publique du Canada, et tout particulièrement la Nouvelle-Écosse, qui semble, à mon avis, agir d'une manière très discriminatoire. Nous avons consulté les articles du Régime d'assistance publique du Canada pour nous remettre en mémoire les définitions de personne dans le besoin, de besoins fondamentaux, et nous avons relu tout particulièrement l'article 6(2) portant sur les ententes fédérales-provinciales. Je ne pense pas qu'il soit nécessaire de faire de citations, car je suis certaine que vous connaissez ces articles par coeur. Les besoins fondamentaux des personnes ayant droit à l'assistance sociale sont très précisément définis.

Permettez-moi de citer très rapidement ces deux cas. Il y a celui du Manitoba, qui, sauf erreur de ma part, fait actuellement l'objet d'un examen judiciaire. Un certain M. Findlay poursuit le gouvernement provincial pour non-respect des

[Texte]

deprived of 5% of his monthly social allowance due to an overpayment which apparently was a department error. He maintains, I understand, that deducting the 5% has reduced his allowance below the amount required for basic requirements as defined under the Canada Assistance Plan. That was the first one.

But of more interest and concern to me is the Nova Scotia case, where Bill 61 is being amended, as I understand it, to deny applications for assistance from many unmarried teenage mothers. This seems to me to be very unprincipled and repressive. It would seem also to discriminate on the basis of sex, age and marital status. It certainly contradicts sound social work planning, inasmuch as women will undoubtedly be forced to give up children for adoption or return to a family home when this might not necessarily be in the best interests from a counselling point of view.

• 1540

We also know that most teenage moms, who are on the increase in Canada, 8% or 9%, I understand, are single, unemployed, and certainly very much in need of financial security and government support, and that few fathers provide or are likely to provide maintenance payments, which I understand is one of motivations for this act.

Now what I wanted to ask is if you could clarify for us whether this contradicts the Canada Assistance Plan agreement that provinces must provide assistance based on need as defined under the act. If this is the case, what is the government doing or what powers does the government have to enforce the federal-provincial agreement in such cases.

Mr. D.M. Lyngseth (Assistant Deputy Minister, Income Security Programs Branch, Department of National Health and Welfare): Okay, I will ask Dr. Murphy, who is in charge of the branch that administers Canada Assistance Plan, to answer that.

The Chairman: Dr. Murphy.

Dr. E.M. Murphy (Assistant Deputy Minister, Policy Planning and Information, Department of National Health and Welfare): Mr. Chairman, if you can imagine a good deal of this—one of these cases is before the courts and the other does involve, at least at the end of the process, a certain great deal of government policy.

Perhaps it might be helpful though if I just gave a little idea of how in general we do try to deal with matters that appear, on the face of them, to be in conflict with the agreement and with the Canada Assistance Plan itself. Essentially I would say that we have been fairly successful over the past, in matters of just negotiations. We have had a fair amount of negotiation and discussion at the official level in the hopes that we can avoid any conflicts at higher levels. This has worked successfully in the past. I guess I should not cite specific cases, but at any rate, what we are doing now is that we are engaged in the same process. When we first heard about this proposed

[Traduction]

dispositions du Régime d'assistance publique du Canada, dans la mesure où son allocation mensuelle d'assistance sociale a été réduite de 5 p. 100 par suite de versements excédentaires dont, apparemment, le ministère est responsable. Selon lui, cette déduction de 5 p. 100 a fait tomber son allocation sous le seuil minimal défini par le Régime d'assistance publique du Canada. C'est le premier cas.

Cependant, le cas qui m'intéresse le plus et qui m'inquiète le plus est celui de la Nouvelle-Écosse, dont le projet de loi 61, si j'ai bien compris, permettra de refuser toute assistance à un grand nombre de filles-mères. Cela me semble dénué de tout principe et très répressif. C'est également faire de la discrimination en fonction du sexe, de l'âge et du statut conjugal. C'est contraire à toute planification sociale intelligente, dans la mesure où cela obligera sans aucun doute ces femmes à donner leurs enfants en adoption ou à retourner dans des foyers, alors que du point de vue des psychologues, ce n'est pas forcément la meilleure chose à faire.

Nous savons également que la majorité de ces mères adolescentes, dont le nombre augmente au Canada, 8 ou 9 p. 100, je crois, sont célibataires, sans emploi, ont un besoin absolu de sécurité financière et d'appui du gouvernement, et qu'il est fort peu vraisemblable que les pères de leurs enfants, contrairement à un des arguments des parrains de cette loi, subviennent à leurs besoins.

Pourriez-vous nous préciser si c'est en contradiction avec l'entente du Régime d'assistance publique du Canada qui stipule que les provinces doivent accorder cette assistance sur la base des critères définis par la loi? Dans l'affirmative, que fait le gouvernement, ou quels pouvoirs lui permettent-ils de faire exécuter l'entente fédérale-provinciale dans de tels cas?

M. D.M. Lyngseth (sous-ministre adjoint, Direction des programmes de sécurité du revenu, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social): Je demanderai à M. Murphy, qui a la responsabilité de la direction administrant le Régime d'assistance publique du Canada, de vous répondre.

Le président: Monsieur Murphy.

M. E.M. Murphy (sous-ministre adjoint, Programme des services sociaux, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le président, dans un cas, l'affaire est devant les tribunaux, et dans l'autre, il est évident qu'en fin de compte, cela reviendra à une question de politique.

Il serait peut-être utile que je vous donne une petite idée de la manière dont nous essayons généralement de régler ce genre de questions, qui, à première vue, semblent être en contradiction directe avec l'esprit des ententes et le Régime d'assistance publique du Canada lui-même. Pour l'essentiel, je dirai que jusqu'à présent, de simples négociations nous ont permis de régler la plupart. Nous négocions et nous discutons au niveau des fonctionnaires, dans l'espoir d'éviter des conflits à un niveau plus élevé. Le taux de succès est très bon. Je ne devrais pas citer de cas précis, je suppose, mais il reste qu'en ce moment même, nous sommes engagés dans le même processus.

[Text]

legislation, we began discussions first of all to clarify exactly what they were doing; as it moved into the stage of hearings before their house, of course then we could not do that much.

Bill 61 is now law. The thing we have to be concerned about is how the law is in fact administered. They are still working now on developing guidelines and procedures. We are discussing with them very closely; we have had several meetings in Halifax, and some officials are in fact in Ottawa right now. Our goal, which is the same goal as the member has, Mr. Chairman, is to be able to advise the minister whether or not the conditions of the Canada Assistance Plan are being violated and then on the basis of that it is a matter of the government policy what to do about it.

The Chairman: Mrs. Mitchell.

Mrs. Mitchell: So at this stage the bill is law, as you say, and you are conferring with the provincial authorities how this would be implemented, is that right?

Dr. Murphy: That is right. What the regulations would look like and how in actual operation it would affect people.

As you know, as you stated yourself, or as was stated, Mr. Chairman, the basic principle is that persons in need will be given assistance.

Mrs. Mitchell: What recourse do people have themselves. In this case, it would seem fair that until this matter is sorted out, particularly from a federal point of view, people should be protected; young people, or minors in this case, should certainly have social assistance until the whole matter is clarified one way or the other. Is there protection of that kind?

Dr. Murphy: Yes, Mr. Chairman, there is.

Mrs. Mitchell: What about access to help for legal expenses. Now in the case of the Manitoba case there is, I guess, a legal case under way. I understood that in Nova Scotia there has also been quite a cutback in legal aid services, and it is very difficult. I wonder whether the federal government has any provision in test cases such as this to assist with legal expenses.

The Chairman: In your particular jurisdiction.

Dr. Murphy: No we do not, although there are provisions for sharing those kinds of services through provincial social assistance. The Canada Assistance Plan does not do that; does not provide legal assistance in those kinds of cases.

• 1545

Mrs. Mitchell: And there would be nothing through the Justice Department that you know of?

Dr. Murphy: I am sorry, Mr. Chairman, I just cannot answer that.

Mrs. Mitchell: The other thing that I have raised a number of times and I raised with the minister, and I am not trying to put you in the position of the minister, but the last time she

[Translation]

Lorsque nous avons entendu parler pour la première fois de ce projet de loi, nous avons engagé des discussions, pour déterminer tout d'abord exactement quelles étaient les intentions; le projet de loi ayant été finalement introduit à l'Assemblée législative, il est bien entendu que nous ne pouvions plus rien faire.

Le projet de loi 61 est maintenant devenu loi. Ce à quoi nous devons maintenant nous intéresser, c'est comment elle sera appliquée. Les directives et les procédures d'application ne sont pas encore prêtes. Nous sommes en pourparlers constants; nous avons eu plusieurs réunions à Halifax, et certains représentants de ce gouvernement sont d'ailleurs actuellement à Ottawa. Notre objectif, qui est le même que celui du député, monsieur le président, est d'être en mesure de dire au ministre si, oui ou non, les modalités du Régime d'assistance publique du Canada sont violées, et il reviendra alors au gouvernement de prendre une décision politique.

Le président: Madame Mitchell.

Mme Mitchell: Ce projet de loi est donc devenu loi et vous conférez avec les autorités provinciales sur ses modalités d'application, n'est-ce pas?

M. Murphy: Parfaitement. Nous étudions les règlements d'application et l'incidence que cette loi aura sur la population.

Comme vous le savez, vous l'avez vous-même dit, monsieur le président, le principe fondamental est que les personnes dans le besoin doivent bénéficier d'une assistance.

Mme Mitchell: Quel est le recours de ces personnes? Dans ce cas, il semblerait juste que dans l'attente d'un règlement, surtout du point de vue fédéral, ces personnes soient protégées; ces jeunes, ces mineurs dans ce cas, devraient bénéficier d'une assistance sociale tant que toute cette question ne sera pas tranchée d'une manière ou d'une autre. Une telle protection existe-t-elle?

M. Murphy: Oui, monsieur le président.

Mme Mitchell: Une assistance juridique est-elle prévue? Dans le cas du Manitoba, c'est devenu une affaire juridique. Je crois comprendre qu'en Nouvelle-Écosse, il y a également eu réduction des services d'assistance juridique, ce qui rend les choses très difficiles. Je me demande si le gouvernement fédéral, dans de tels cas, offre une assistance juridique.

Le président: Dans ce domaine.

M. Murphy: Non; cependant, les programmes d'assistance sociale provinciaux prévoient le partage de ces genres de services. Le Régime d'assistance publique du Canada ne prévoit pas d'assistance juridique dans ce genre de cas.

Mme Mitchell: Le ministère de la Justice, peut-être?

M. Murphy: Je m'excuse, monsieur le président, je ne peux pas répondre.

Mme Mitchell: Il y a une autre chose dont je parle depuis longtemps et dont j'ai parlé avec le ministre—et je sais fort bien que vous n'êtes pas le ministre—et lors de sa dernière

[Texte]

was at this committee, she indicated that there were additional funds going to be allocated for some social programs. The one that I was most concerned about was really reinstating federal funds that were promised for planned parenthood. This is particularly relevant in the case of prevention, preventing this trend of very high incidence of adolescent pregnancies. I think it is particularly important within the appropriate role of the federal program. I am wondering if any steps have been taken that you know of to increase the budget and reinstate the funds that were promised for planned parenthood.

Dr. Murphy: I am afraid, Mr. Chairman, that all I can do is repeat what the minister said last time when she described that more funds were available in general and that we had to set up... As you know, there are two branches involved in this one, both the Health Services and and my branch, the Social Services Programs Branch.

That particular program is administered by the Health Services and Promotion Branch. On the other hand, we are setting up this joint mechanism which does involve, as the minister said, people from outside the government to look at the request and to make decisions about the allocations of all of the granting of all of these funds. That mechanism is just getting under way and we will be taking a look at the various requests, planned parenthood among them. But those decisions have not been made yet, Mr. Chairman.

Mrs. Mitchell: Would you mind just explaining again under whose jurisdiction this is? I mean, who do we get in touch with about that? Which department?

Dr. Murphy: Well, certainly this department. I guess that is a little bit confusing. There are two branches; there are two assistant deputy ministers who administer the programs under Votes 5 and 10. One of them is the Social Services Programs Branch, of which I am the head; the other is the Health Services and Promotion Branch, of which Dr. Law is the head. The family planning program is under Dr. Law's responsibility.

Mrs. Mitchell: Thank you.

Dr. Murphy: But, Mr. Chairman, to be fair, she would say the same things that I have just said, because we are both involved in setting up this one mechanism to deal with the allocation of these grant funds. It is a decision that they will be recommending to the minister—I guess it is fair to say it that way... and those meetings have not taken place yet.

Mrs. Mitchell: Just continuing on the Canada Assistance Plan question, I wonder if you could explain what flexibility there is or might be under the Canada Assistance Plan in order to broaden the eligibility, particularly for assistance for child care costs. Maybe I could just give an example, Mr. Chairman.

Recently a single mother with a child came into my office. It happens, as a matter of fact, she is a federal employee. She was complaining that she has very high costs of working and caring for her child in a day care—regular day care was

[Traduction]

comparution devant nous, elle nous a indiqué que des fonds supplémentaires seraient alloués à certains programmes sociaux. Ce qui m'intéresse le plus, en vérité, c'est la réallocation des fonds fédéraux qui avaient été promis pour la maternité planifiée. C'est tout particulièrement important en matière de prévention, compte tenu de cette forte augmentation du pourcentage de cas de grossesse chez les adolescentes. Il est absolument opportun que le programme fédéral joue un rôle dans ce domaine. Avez-vous connaissance de mesures qui ont été prises pour augmenter ce budget et réallouer les fonds qui avaient été promis pour la maternité planifiée?

M. Murphy: Malheureusement, monsieur le président, tout ce que je peux faire, c'est répéter ce que le ministre a dit la dernière fois, à savoir que des fonds supplémentaires étaient disponibles et qu'il nous fallait établir... Comme vous le savez, ce programme relève de deux directions, celle des Services de la santé, et la mienne, celle des Programmes des services sociaux.

Ce programme particulier est administré par la Direction des services et de la promotion de la santé. D'un autre côté, nous mettons sur pied cet appareil mixte qui implique, comme l'a dit le ministre, la participation de personnes extérieures au gouvernement pour étudier les demandes et prendre des décisions quant à l'allocation des subventions. Cet appareil administratif vient juste de se mettre en marche et nous étudierons les diverses demandes, y compris celles concernant la maternité planifiée. Cependant, monsieur le président, ces décisions n'ont pas encore été prises.

Mme Mitchell: Voudriez-vous simplement me redire de quelle juridiction cela relève? À qui devons-nous nous adresser? Quel ministère?

M. Murphy: Ce ministère, bien entendu. Je crois que c'est un petit peu compliqué. Il y a deux directions; il y a deux sous-ministres adjoints, qui administrent les programmes relevant des crédits 5 et 10. Il y a la Direction des programmes des services sociaux, dont j'ai la responsabilité, et la Direction des services et de la promotion de la santé, dont M. Law a la responsabilité. Le programme de planification familiale relève de la responsabilité de M. Law.

Mme Mitchell: Merci.

M. Murphy: Cependant, monsieur le président, pour être juste, elle répéterait exactement ce que je viens de dire, car nous sommes tous les deux responsables de cet appareil administratif devant répartir ces subventions. Des recommandations seront faites au ministre, mais les réunions n'ont pas encore eu lieu.

Mme Mitchell: Pourriez-vous me dire si les modalités du Régime d'assistance publique du Canada permettent d'élargir les critères d'admissibilité, tout particulièrement pour les enfants? Je devrais vous donner un exemple, monsieur le président.

Tout dernièrement, une mère célibataire est venue dans mon bureau. Il se trouve qu'elle est employée du gouvernement fédéral. Elle se plaignait des frais de garderie très élevés pour son enfant—la crèche, le transport, etc., tout cela coûtait très

[Text]

expensive and transportation, and so on—and that she was able to get no help at all for child care under the special needs section, I guess it would be, of Canada Assistance Plan. It appeared that one had to be on welfare before they could qualify for child care. I wondered if this is a provincial interpretation, how much flexibility there is, and if there is any way of extending this.

Dr. Murphy: Well, certainly those are provincial programs in which the Canada Assistance Plan shares the cost. But it is not true that it is necessary—I am not sure in any province . . . to be a social assistance recipient in order to receive assistance in child care. However, it is a little bit misleading, Mr. Chairman, to say it is the regulations of the Canada Assistance Plan, which in fact are much broader than any provincial program, that are limiting the programs that the provinces put in place. I must say, Mr. Chairman, there could be some provinces who would argue with me about that.

In general, the criteria are fairly broad, and the Canada Assistance Plan, as you know, on its social services aspect makes provision. There is a preventative element in it, in that not only people in need, but people likely to be in need if aid is not provided, are also eligible for assistance. It is under these guidelines that many provinces have made what I think are fairly generous allocations for regulations.

• 1550

Mrs. Mitchell: Could you designate which provinces have done this?

Dr. Murphy: I could not right now, but I certainly could make that available to the committee, Mr. Chairman.

Mrs. Mitchell: I think that would be very useful, because there really is a great need for improvements in child-care coverage across the country.

Do I have time for one more question, Mr. Chairman?

The Chairman: You can just carry on, Mrs. Mitchell.

Mrs. Mitchell: Good. It is nice not to have any competition today.

The other thing really relates to what you were just saying about prevention. I know when the Canada Assistance Plan was first introduced, I believe—at least I am thinking back in British Columbia's experience it was quite a number of years ago—at that time there was quite an emphasis on community development, and now there does not seem to be anything at all. And preventative services as well using that section . . . well, maybe you can explain what the sections of the act are, and again whether anything can be done to broaden the preventative focus, which saves money in the long run, I think. Perhaps we could do this particularly for young families and young children.

[Translation]

cher—et on refusait de la faire bénéficier de l'article sur les besoins spéciaux, je suppose, du Régime d'assistance publique du Canada. Il semblerait nécessaire d'être assisté social avant de pouvoir bénéficier d'une aide familiale. Je me demande si c'est une interprétation de la province, si une certaine latitude est permise, et si le champ d'application peut être élargi.

M. Murphy: Il s'agit évidemment de programmes provinciaux dont le Régime d'assistance publique du Canada assume une partie des frais. Cependant, il n'est pas vrai qu'il soit nécessaire—peut-être pas dans toutes les provinces—d'être assisté social pour pouvoir bénéficier d'une aide familiale. Toutefois, monsieur le président, il est un peu injuste de dire que ce sont les règlements du Régime d'assistance publique du Canada qui limitent les programmes mis en place par les provinces, car ils sont beaucoup plus généreux que ceux des provinces. Je dois avouer, monsieur le président, que certaines provinces ne seraient peut-être pas tout à fait d'accord avec moi.

D'une manière générale, les critères sont assez souples, et comme vous le savez, au niveau des services sociaux, le Régime d'assistance publique du Canada offre une certaine latitude. Il contient un élément préventif, dans la mesure où non seulement les gens dans le besoin, mais ceux pouvant vraisemblablement se retrouver dans le besoin si une aide ne leur est pas accordée, ont également droit à de l'assistance. C'est dans le contexte de ces directives que de nombreuses provinces ont appliqué de manière très libérale ces règlements.

Mme Mitchell: Pourriez-vous nous citer ces provinces?

M. Murphy: Pas immédiatement, mais ultérieurement, volontiers, monsieur le président.

Mme Mitchell: Ce serait fort utile, car en matière d'assistance familiale, il y a encore beaucoup à faire dans tout le pays.

Est-ce que je peux encore poser une question, monsieur le président?

Le président: Continuez tant que vous voudrez, madame Mitchell.

Mme Mitchell: Bien. L'absence de concurrence est très agréable.

Vous venez de parler de prévention. Lorsque le Régime d'assistance publique du Canada a été introduit, je crois qu'à l'époque—je pense tout particulièrement à l'expérience en Colombie-Britannique, qui remonte à un certain nombre d'années—l'accent avait été mis sur le développement communautaire, et qu'aujourd'hui, cet élément semble avoir totalement disparu. Les services préventifs . . . Vous pourriez peut-être nous dire de quels articles du régime il s'agit, et également si on ne pourrait pas revitaliser cet élément préventif, qui ne peut être que rentable à long terme, à mon avis. Nous pourrions peut-être le faire tout particulièrement pour les jeunes familles et les jeunes enfants.

[Texte]

The Chairman: The second part may be policy, but you can use your own discretion, Dr. Murphy.

Dr. Murphy: Yes. Much of the policy is also the provincial; it is not federal policy. Really, the technical question is, I think: Has anything changed in the Canada Assistance Plan since those days that would discourage or prohibit people from undertaking preventative or community-based activities which they did in the early years of the plan? The answer, Mr. Chairman, simply is, no.

Mrs. Mitchell: What about the reverse of that? Can anything be done to encourage?

Dr. Murphy: Mr. Chairman, I think that is probably the policy aspect of it. One of the things that the Minister of Health and Welfare does in the course of her regular duties is to meet with her provincial colleagues. As part of forming the agenda for those meetings, we bring forward issues on which we literally would like to see new action taken, new initiatives. And sometimes in those things, we emphasize that certain activities, if they were undertaken, could be shared under the Canada Assistance Plan. That mechanism does exist.

There is also the mechanism of the kind of official consultations we referred to earlier, but that is a matter of, really, this government's policy and which avenues they wish to encourage and at which time.

Mrs. Mitchell: I wonder, Mr. Chairman, if it would be possible for those of us elected people in certain provinces—who also have a responsibility, I think, to be advocates on occasion—to have a little more information. Perhaps it is available, and I just have not had the use of it. But I mean information as to what some of the possibilities are in this area of preventive services that would be possible under the Canada Assistance Plan, so that we could again discuss it in meetings with day-care people and groups—like last weekend, when I was talking to a group that is very concerned about the need for much more preventive work with young families. Then we could be better informed on that as well. Could something of that kind be done?

The Chairman: Dr. Murphy, what do you say? What information is available now?

Dr. Murphy: There is a certain amount of information available now, but the Canada Assistance Plan is a very fundamental, a very basic, document. Just reading the act, as the hon. Member is saying, would not give completely the flavour. What we have done for a number of people as a matter of fact is that we have a fairly concise briefing on just what the Canada Assistance Plan does do, what it entails, and how it works. If any of the members would be interested in seeing that, we would be very happy to present that individually or to the members of the committee.

The Chairman: Is your briefing in written form or is it all audio-visual?

[Traduction]

Le président: La seconde partie de cette question touche peut-être à la politique, mais je vous laisse juge, monsieur Murphy.

M. Murphy: Oui. Une grande partie de cette politique est provinciale, elle n'est pas fédérale. Je crois que la question technique est la suivante: le Régime d'assistance publique du Canada a-t-il changé au point de décourager ou d'empêcher la population de mener des activités préventives ou communautaires, à l'encontre de ce qui était prévu au départ? La réponse est simple, monsieur le président, c'est non.

Mme Mitchell: Peut-on faire quelque chose pour encourager ces activités?

M. Murphy: Monsieur le président, je suppose que c'est l'aspect politique. Une des fonctions du ministre de la Santé et du Bien-être est de rencontrer ses collègues provinciaux. Dans l'ordre du jour de ces réunions, nous inscrivons toujours les questions au sujet desquelles nous souhaiterions vivement que de nouvelles mesures, de nouvelles initiatives, soient prises. Chaque fois que c'est le cas, nous signalons que les frais de certaines de ces activités, si elles étaient entreprises, pourraient être partagés dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada. Ce mécanisme existe donc.

Il y a également le mécanisme des consultations de fonctionnaires dont nous avons parlé plus tôt, mais c'est plutôt une question de politique du gouvernement, une question de choix politique et d'opportunité politique.

Mme Mitchell: Je me demande, monsieur le président, s'il nous serait possible, en tant qu'élus du peuple dans certaines provinces, ayant la responsabilité, je pense, de nous faire les avocats du gouvernement en certaines occasions, d'avoir un peu plus de renseignements. Ces renseignements sont peut-être disponibles, mais je ne sais pas où les trouver. Je veux parler de renseignements quant aux possibilités offertes par le Régime d'assistance publique du Canada dans le domaine des services préventifs, afin que nous puissions en discuter lors de nos réunions avec les groupes et les représentants des services de garderie—comme le weekend dernier, où je discutais avec un groupe qui réclamait beaucoup plus de services préventifs pour les jeunes familles. Nous serions plus en mesure de les mieux informer. Pourrait-on faire quelque chose dans ce sens?

Le président: Monsieur Murphy, qu'en dites-vous? Quels renseignements sont disponibles actuellement?

M. Murphy: Il y a un certain nombre de renseignements disponibles actuellement, mais le Régime d'assistance publique du Canada est un document de base. La simple lecture de la loi, comme le dit le député, ne peut tout faire comprendre. Nous avons mis au point pour les intéressés une séance d'information très concise sur le fonctionnement et les possibilités du Régime d'assistance publique. Si cela intéresse certains députés, c'est avec plaisir que nous vous ferons cette présentation, individuellement ou collectivement.

Le président: S'agit-il de textes, ou d'une présentation audiovisuelle?

[Text]

Dr. Murphy: It is an audio-visual presentation, Mr. Chairman.

The Chairman: Mrs. Mitchell.

Mrs. Mitchell: I think that would be helpful. I think it would also be helpful if there are examples which have been funded under the Canada Assistance Plan—documented projects, and that kind of thing. I would be very interested from the point of view of prevention, particularly in relation to young children and young families.

• 1555

Related to that, what about health and welfare grants? Those are usually three-year projects, as I understand it. What happens after that? Is that kind of demonstration project linked back into the...? How is that experience shared and used, where there has been a good demonstration, to try and promote more positive prevention?

Dr. Murphy: Mr. Chairman, we do have a publication program that makes available... We do this two ways: We publish the results of these studies that have worked, these demonstrations and projects; also, as I said before, one of the keys to the operation of the Canada Assistance Plan is the constant interchange with the people in the provinces who are running the plan.

So we make these things generally available not only to the provincial governments, but to any interested citizens or interested groups. They can then use them, if they wish, as part of the discussions they have with their own provincial governments. But as part of our routine meetings with people, with officials, we will bring to their attention something that has happened in one province or in one kind of demonstration project. In fact, one of the, I think, really important national features of the Canada Assistance Plan is this exchange of information among the various provinces.

Mrs. Mitchell: But that is between officials, and we are talking about the general public and elected people.

Dr. Murphy: That is right. As I said, we do publish these and make available lists of what is together. We have other... There is a social services division in my branch whose responsibility is to work with exactly the kinds of people you are talking about now to make sure, as much as possible, that they have available the information they would need.

Mrs. Mitchell: There again, Mr. Chairman, I certainly am one member of the committee who is very interested in this information if it could be made available.

The Chairman: I am sorry; I did not follow. Can the information be made available...?

Mrs. Mitchell: Well, I was asking, in particular, for examples of projects that have been successful that were funded under health and welfare grants, particularly in the area of prevention with young families.

The Chairman: Is there anything readily available on that subject?

[Translation]

M. Murphy: C'est une présentation audiovisuelle, monsieur le président.

Le président: Madame Mitchell.

Mme Mitchell: Ce serait utile. Il serait également utile de connaître les projets, leur création, leur fonctionnement, ayant été financés par le Régime d'assistance publique du Canada. C'est surtout la prévention qui m'intéresse, tout particulièrement en ce qui concerne les jeunes enfants et les jeunes familles.

A ce sujet, j'aimerais vous parler des subventions de la santé et du bien-être. Généralement, ce sont des projets de trois ans, sauf erreur. Que se passe-t-il après? Est-ce que ces projets pilotes sont liés...? Quand un projet est une réussite, que fait-on pour le faire connaître et essayer de promouvoir une meilleure prévention?

M. Murphy: Monsieur le président, nous avons un programme de publication... Nous le faisons de deux manières: nous publions les résultats de ces études couronnées de succès, de ces projets pilotes; également, comme je l'ai déjà dit, une des clés du fonctionnement du Régime d'assistance publique du Canada est le dialogue permanent avec les responsables du régime dans les provinces.

Nous communiquons donc ces résultats, non seulement aux gouvernements provinciaux, mais à tous les citoyens intéressés, ou à tous les groupes intéressés. Ils peuvent s'en servir, s'ils le souhaitent, dans le cadre de leurs discussions avec leurs propres gouvernements provinciaux. Au cours de nos réunions périodiques, nous rapportons toujours aux personnes présentes, aux fonctionnaires, ce qui se fait dans une province ou dans une autre, les résultats de tel ou tel projet pilote. Je crois d'ailleurs qu'une des caractéristiques nationales importantes du Régime d'assistance publique du Canada est cet échange de renseignements entre les diverses provinces.

Mme Mitchell: Oui, mais c'est entre fonctionnaires; je parle, moi, du grand public et des élus.

M. Murphy: C'est exact. Comme je l'ai déjà dit, nos publications et nos listes sont disponibles. Nous avons un autre... Une section des services sociaux de ma direction a la responsabilité de collaborer justement avec le genre de personnes dont vous parlez, pour être certains, autant que faire se peut, que tous les renseignements dont ils puissent avoir besoin sont à leur disposition.

Mme Mitchell: Monsieur le président, une fois de plus, si ces renseignements pouvaient nous être communiqués, je serais certainement une des premières personnes à m'en prévaloir.

Le président: Je m'excuse, je n'ai pas compris. Ces renseignements peuvent-ils être communiqués...?

Mme Mitchell: Je parlais, tout particulièrement, d'exemples de projets couronnés de succès, financés par des subventions de la Santé et du Bien-être, tout particulièrement dans le domaine de la prévention pour les jeunes familles.

Le président: Y a-t-il des documents facilement disponibles à ce sujet?

[Texte]

Dr. Murphy: Yes, Mr. Chairman. There is actually perhaps too much available. I was wondering if it would be most appropriate to provide a list of what could be available, and any document you would like to see and the committee would like to have more detail on we could supply at that time.

The Chairman: All right.

Dr. Murphy: To whom should I supply that, Mr. Chairman?

The Chairman: You supply it to the clerk of the committee.

Mrs. Mitchell.

Mrs. Mitchell: Should I pass to my colleagues?

The Chairman: Mr. Halliday, do you wish to question?

Mr. Halliday: If I may, Mr. Chairman.

We have been talking about the Canada Assistance Plan, and I am wondering if Dr. Murphy or any of his colleagues could give me some feeling about where we stand with respect to disabled people and help that they can expect to get through the Canada Assistance Plan by way of the provincial governments.

I suppose the concern is brought to my attention by a letter I recently received and some interviews I have had with a constituent, and I have written to the minister about it. It probably has been on her desk and I guess she will be responding to it in due course. It relates to a man who has always had a job but is currently unemployed because his plant is slowing down economically and so on. His wife is totally blind. He is living on unemployment insurance benefits, but he gets absolutely nothing on account of his wife's total blindness.

I am wondering whether or not we should not be taking that sort of problem rather seriously. I appreciate that it is going to involve some negotiations with the provinces, but I am wondering what we are doing for that kind of person, where the wife is totally blind and all the added expenses that go with that—they have a seeing-eye dog they have to look after... He is on unemployment insurance. Apparently if he does any extra work and gets income and it gets above about \$6,000... For instance, he has taken on some boarders, he told me yesterday, and is making a bit of money from that, but of course as soon as he starts making a bit of money on that that is deducted from the income he gets from the province—whatever it is he is getting; I am not sure of the details. I do not have it with me, unfortunately. My question really is: What are the plans of the department, what can they offer for that kind of person who has a total disability with respect to vision and all that goes with that? We do not seem to be recognizing that at all as a society as being worthy of some kind of income supplement.

• 1600

Dr. Murphy: Mr. Chairman, that really cuts across both the programs we are talking about here. Mr. Lyngseth would like to talk about the disability insurance program that they will be talking about in a moment. I think we discussed this at the other committee.

[Traduction]

M. Murphy: Oui, monsieur le président. Il y en a peut-être même trop. Pourrions-nous vous fournir une liste de ce qui est disponible, et nous pourrions vous communiquer tout document que vous aimeriez consulter plus précisément.

Le président: Très bien.

M. Murphy: À qui devrais-je les envoyer, monsieur le président?

Le président: Au greffier du Comité.

Madame Mitchell.

Mme Mitchell: Devrais-je céder la parole à mes collègues?

Le président: Monsieur Halliday, souhaitez-vous poser une question?

M. Halliday: Avec votre permission, monsieur le président.

Nous parlons du Régime d'assistance publique du Canada, et je me demande si M. Murphy, ou un de ses collègues, pourrait me dire où nous en sommes en ce qui concerne les personnes handicapées et l'aide qu'elles peuvent attendre du Régime d'assistance publique du Canada par l'intermédiaire des gouvernements provinciaux.

Si j'en parle, c'est parce que j'ai reçu tout dernièrement une lettre d'un de mes commettants, que j'ai rencontré à plusieurs reprises par la suite, et j'ai écrit au ministre à son sujet. Je suppose que ses services l'ont reçue et qu'elle y répondra en temps utile. Il s'agit d'un homme qui a toujours eu un emploi, mais qui est actuellement en chômage, son usine ayant réduit ses effectifs pour des raisons économiques, etc. Sa femme est aveugle. Il perçoit les prestations d'assurance-chômage, mais il ne perçoit absolument rien pour la cécité de sa femme.

Je me demande si nous ne devrions pas considérer sérieusement ce genre de problèmes. Je sais que cela implique des négociations avec les provinces, mais je me demande ce que nous faisons pour ce genre de personne, dont la femme est aveugle, avec toutes les dépenses supplémentaires que cela signifie... Ils ont un chien d'aveugle dont ils doivent s'occuper... il touche l'assurance-chômage. Apparemment, s'il fait de petits travaux et que son revenu dépasse \$6,000... Par exemple, il m'a dit hier qu'il avait pris des pensionnaires et que cela lui rapportait un petit peu d'argent, mais, bien entendu, dès qu'il commence à gagner un petit peu d'argent, c'est déduit de ce que la province lui verse, je ne sais combien cela fait, j'ignore certains détails. Je n'ai malheureusement pas ces chiffres avec moi. Ma question est la suivante: que peut offrir le ministère à ce genre de personnes handicapées sur le plan visuel à 100 p. 100, avec tout ce que cela signifie? Notre société ne semble pas reconnaître que cela mérite une sorte de supplément de revenu.

M. Murphy: Monsieur le président, cela touche en réalité aux deux programmes dont nous parlons. M. Lyngseth vous parlera dans un instant du programme d'assurance pour les handicapés. Je crois que nous en avons discuté devant l'autre comité.

[Text]

The problem we face here, as far as the Canada Assistance Plan is concerned, is the question of categorical programs. The Canada assistance plan really was designed to do away—in fact it did replace a number, including the Blind Persons Act as I recall, that did give direct payments to people such as you are discussing. The discussion at that time—this is not to reflect upon the policy—was that it would be more fair and would have fewer holes obviously, fewer people falling between cracks, that you would not concentrate on the cause of the need, but on the existence of need itself. There is obviously a problem, such as the ones you are just talking about, when you do that; but there are problems on the other side too, with categorical programs.

It has been a matter of government policy, certainly Canada Assistance Plan policy, that what you will focus on is the question of need. If people are blind or whatever, but are not in need, then they are not eligible for the kinds of programs that are shared under the Canada Assistance Plan. Whether or not you may want to change that, of course is a matter of government policy. As my colleague here points out, we estimated that some \$200 million was given to disabled persons under the Canada Assistance Plan last year, but on the other hand that was to disabled persons who were in need, not to disabled persons qua disabled persons.

Del, maybe you would like to—unless the member, Mr. Chairman, would like to pursue that.

The Chairman: I guess he probably would.

Mr. Halliday: If Mr. Lyngseth has something to add, I would like to hear that first.

Mr. Lyngseth: Just to add the additional point that there is a federal-provincial study under way now looking at the general question of disability protection, trying to take into account the various programs that now apply in this area—including, of course, the Canada pension plan that we administer here. That provides benefits only in the case of people who have made contributions, of course—as I guess you know. Any other programs that are also applicable in one way or another, including workmen's compensation and the type of program that Dr. Murphy was discussing... So we do have a federal-provincial task force that is looking at the general question of disability protection, disability insurance. Actually that is in accord with one of the recommendations that was made in the obstacles report. So that is another thing that is under way.

The Chairman: Dr. Halliday.

Mr. Halliday: Mr. Chairman, I appreciate the difficult subject we are on here. Obviously it spans these two jurisdictions but I guess I do not see much help for that kind of person yet. I do not see anything that in what has been told me that is going to be of any help to this person whose wife is totally blind. Are we anticipating any kind of change whereby a person who has added expenses because of being blind, in this case the wife, regardless of how much money the husband is making? Should we not be recognizing the fact that the wife is

[Translation]

Le problème du Régime d'assistance publique du Canada, ce sont les programmes catégoriels. Le Régime d'assistance publique du Canada devait en réalité supprimer... en fait, il a remplacé un certain nombre de lois, y compris la Loi sur les aveugles, si je me souviens bien, qui assurait une assistance financière directe au genre de personnes dont vous parlez. À l'époque—ce n'est pas une critique de la politique—on se demandait s'il ne serait pas plus juste et plus universel—pour que beaucoup moins de gens soient oubliés, pour une raison ou pour une autre—de ne pas se fixer sur la cause du besoin, mais sur l'existence du besoin lui-même. Il est évident qu'en faisant cela, cela cause des problèmes du genre de ceux dont vous venez juste de parler; mais, à l'inverse, les programmes catégoriels posent également des problèmes.

La politique du gouvernement, et certes celle du Régime d'assistance publique du Canada, est de mettre l'accent sur le besoin. Si des gens sont aveugles, mais ne sont pas dans le besoin, ils n'ont pas accès au genre de programmes partagés du Régime d'assistance publique du Canada. Changer ce principe, bien entendu, est une question de politique. Comme mon collègue vous l'a indiqué, nous estimons que près de 200 millions de dollars ont été versés aux personnes handicapées par le Régime d'assistance publique du Canada, l'année dernière, mais il s'agissait de personnes handicapées dans le besoin, non pas parce qu'elles étaient handicapées.

Del, vous voudriez peut-être... à moins que le député, monsieur le président, ne veuille poursuivre.

Le président: C'est ce que je suppose.

M. Halliday: Si M. Lyngseth a quelque chose à ajouter, j'aimerais l'entendre d'abord.

M. Lyngseth: J'ajouterais simplement qu'un groupe d'étude fédéral-provincial se penche actuellement sur la question générale de la protection des handicapés, en essayant de prendre en compte les divers programmes déjà en oeuvre dans ce domaine—y compris, bien entendu, le Régime de pensions du Canada, que nous administrons. Des prestations ne sont versées qu'à ceux qui ont cotisé, bien entendu—comme vous le savez, je suppose. Il y a aussi tous les autres programmes également applicables d'une manière ou d'une autre, y compris le programme d'indemnisation des accidents du travail, et le genre de programme dont M. Murphy parlait... Nous avons donc un groupe d'étude fédéral-provincial qui se penche sur la question générale de la protection des handicapés, de l'assurance des handicapés. D'ailleurs, c'est en conformité avec une des recommandations contenues dans le rapport «Obstacles». Il s'agit donc d'une autre étude en cours.

Le président: Monsieur Halliday.

M. Halliday: Monsieur le président, j'apprécie la difficulté du sujet. De toute évidence, cela chevauche ces deux juridictions, mais je ne vois guère de possibilité d'aide pour ce genre de personnes. Je ne vois rien dans ce que l'on m'a dit qui aidera cette personne dont la femme est aveugle. Envisage-t-on des changements concernant les personnes ayant des dépenses supplémentaires pour des raisons de cécité, ou dans ce cas, parce que le conjoint est aveugle, quel que soit le salaire du mari? Ne devrions-nous pas reconnaître que sa femme est

[Texte]

blind and has a lot of expenses because of that? She would have to have a special dog, which obviously is costing them money; they have to take taxis when otherwise maybe she would drive a car herself, or she has to have someone drive her. There are a lot of incidental expenses that person has to have. Whose responsibility would that be, Mr. Chairman? Is that a responsibility that the federal government should take on, or is it a responsibility that the provincial government should take on?

Let me put it another way: Should this Mr. Pearson, about whom I am talking, be pushing me as a federal member or should he be pushing the provincial member? Where does the responsibility lie, in Dr. Murphy's view, for that sort of ...

• 1605

The Chairman: Order, please.

Doctor, you and any of the members can make any submissions or comments or observations you want. I think that is all fair play, as far as I am concerned. Before you came in, I warned the committee again that the officials cannot be expected to answer on government policy. They are very knowledgeable, and I will use that warning to let them talk in any way they want after that. I think we are getting pretty close, from what I can understand from the questioning, to government policy. But there may be some background information or something more that can be relied on to help the members. I am not going to inhibit the questioning, but as far as the answers are concerned, I may have to inhibit the answering.

Mr. Halliday: Mr. Chairman, I appreciate your interjection there. Really, what I am asking the officials is—they know the act admittedly better than I do: Does the present act as it is written give them leeway to deal with this sort of problem, or does it not?

Dr. Murphy: Mr. Chairman, the answer is the act that I administer does not, as far as the Canada Assistance Plan is concerned. The Canada Assistance Plan really has only 12 clients: the 12 provinces. It is to assist them to meet their responsibilities, fundamentally. So the answer is the gentleman should, as far as social assistance or social services that are cost-shared under the Canada Assistance Plan are concerned—it is a matter of provincial jurisdiction.

Mr. Halliday: Mr. Chairman, if I may just intercept there for a minute, I agree with Dr. Murphy on that. It would be possible, though—perhaps he can confirm that—for us as a federal Parliament to amend that act so that if certain moneys were given to the provinces, they would have a requirement to satisfy the needs of certain handicapped people such as that. Is there any reason why that could not be done?

Dr. Murphy: No ...

Mr. Halliday: You see, I am getting back to my original question. This man is very frustrated. He is unemployed; his income is way down; and he has a blind wife. He is very frustrated. He comes to me and says: Why can you not do something about it?

[Traduction]

aveugle et que cela entraîne beaucoup de dépenses supplémentaires? Il lui faut un chien spécialement entraîné, ce qui coûte de l'argent, bien évidemment; elle doit prendre des taxis, alors qu'autrement, elle conduirait une voiture elle-même, ou elle doit se faire conduire par quelqu'un. Elle fait toutes sortes de dépenses supplémentaires. Qui devrait en avoir la responsabilité, monsieur le président? Est-ce une responsabilité que le gouvernement fédéral devrait assumer, ou est-ce une responsabilité que le gouvernement provincial devrait assumer?

Ce M. Pearson, dont je parle, devra-t-il s'adresser à moi, député fédéral, ou au député provincial? Qui est responsable, monsieur Murphy, pour ce genre de ...

Le président: À l'ordre, s'il vous plaît.

Vous pouvez, ainsi que tous les membres du Comité, faire tous les commentaires et toutes les remarques que vous voulez. Je trouve cela tout à fait normal, personnellement. Avant que vous n'arriviez, j'avais prévenu le Comité, encore une fois, qu'on ne pouvait attendre des fonctionnaires qu'ils répondent à des questions de politique gouvernementale. Ils savent très bien ce qu'ils font, et ils feront ce que bon leur semble de cet avertissement. Je crois que nous approchons très près, par ce genre de questions, je crois, de la politique gouvernementale. Il se peut que des renseignements supplémentaires puissent être communiqués pour aider les députés. Je ne limiterai pas les questions, mais en ce qui concerne les réponses, il me faut les limiter.

M. Halliday: Monsieur le président, je comprends votre point de vue. En réalité, ce que je demande aux fonctionnaires ... ils connaissent certainement mieux la loi que moi: est-ce que la loi, sous sa forme actuelle, leur permet de régler ce genre de problèmes, ou non?

M. Murphy: Monsieur le président, en ce qui concerne le Régime d'assistance publique du Canada, la loi que j'applique ne le permet pas. Le Régime d'assistance publique du Canada n'a en réalité que 12 clients: les 12 provinces. Son objet fondamental est de les aider à assumer leurs responsabilités. La réponse est donc qu'en ce qui concerne l'assistance sociale ou les services sociaux à frais partagés dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada—c'est une question de juridiction provinciale.

M. Halliday: Monsieur le président, je suis d'accord avec M. Murphy. Il nous serait cependant possible—il peut peut-être le confirmer—en tant que Parlement fédéral, de modifier cette loi afin que certaines des sommes attribuées aux provinces soient accompagnées de l'exigence de satisfaire les besoins des personnes handicapées, entre autres. Y a-t-il une raison l'empêchant?

M. Murphy: Non.

M. Halliday: Voyez-vous, je reviens à ma première question. Cet homme est très frustré. Il est en chômage; son revenu a fortement diminué et sa femme est aveugle. Il est très frustré. Il vient me voir et me dire: pourquoi ne pouvez-vous pas faire quelque chose?

[Text]

I am really asking this for information. Who in this country of ours is in a position to do something about it? Are we not at all in a position? We all know very well that in the area of health care specifically, the federal minister has no responsibility at all. But by virtue of giving millions and billions of dollars to the provinces, she is able to put certain strings on how that money would be spent. I cannot believe the money you put into the CAP cannot also have certain strings attached to it which will require the provinces to look after a person who is totally blind; at least look after some of their needs.

Dr. Murphy: Mr. Chairman, this relates to my very first answer, in fact, that there are conditions under the Canada Assistance Plan under which the provinces entered into agreements with the Government of Canada, and the basic condition we are talking about here is a condition of need: the province will have a needs test; there will be an appeal system for people who feel they have been unjustly judged under that needs test; and the province will pay assistance to anybody who is in need under that test.

But this, as I said, is different from a categorical program. It was a policy decision, some 17 years ago now, to move in that direction. And that is the plan that I am administering.

Mr. Halliday: On this subject, perhaps to Mr. Lyngseth, then: Are the current negotiation discussions with the provinces entertaining problems such as this in their discussions? Is this problem going to be addressed?

Mr. Lyngseth: It is difficult for me to say for sure that this specific kind of problem will be addressed. They are mid-way in their project. They hope to report to us in the fall.

I might just mention one other factor which is applicable to some extent, I think, to the kind of case you have raised. In the Government of Canada's green paper on pension reform, one of the proposals advanced there for discussion is that under the CPP credit-splitting would be expanded to enable payment of disability pensions to housewives, or survivor's benefits, or retirement pensions. In a case where you had a contributor husband with credits in the CPP and his wife became blind, she could then qualify for a disability pension under the credit-splitting proposal that is included in that green paper. This, of course, would also have to be a matter for federal-provincial discussion before it could be passed into law.

• 1610

The Chairman: I will come back to you, Dr. Halliday, if you want, on the second round. Dr. Schroder has a couple of questions, I think, and I will get to Mr. Mitges afterwards.

Mr. Schroder: Thank you, Mr. Chairman.

This is, I guess, a matter of information, but it is of some importance in my riding. I have several cases where, on

[Translation]

Je pose cette question à titre informatif. Qui, dans ce pays qui est le nôtre, est en mesure de faire quelque chose? Ne pouvons-nous rien faire du tout? Nous savons tous très bien que dans le domaine tout particulier de la distribution des soins, le ministre fédéral n'a aucune responsabilité. Cependant, en donnant des millions et des milliards de dollars aux provinces, elle est en mesure de dicter comment dépenser cet argent. Je ne peux pas croire que l'argent que vous injectez dans le Régime d'assistance publique du Canada ne puisse être également accompagné de conditions exigeant des provinces qu'elles s'occupent d'une personne aveugle, tout du moins de certains de ses besoins.

M. Murphy: Monsieur le président, je reviens à ma toute première réponse, à savoir que les provinces, en contractant des ententes avec le gouvernement du Canada dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada, ont souscrit à certaines conditions, et la condition de base dont nous parlons ici est celle du besoin: il doit exister une mesure de ce besoin dans chaque province, et il y a un système d'appel pour ceux qui estiment avoir été injustement traités; et la province verse des allocations d'assistance à toute personne dans le besoin, conformément à cette mesure.

Cependant, comme je l'ai déjà dit, il ne s'agit pas d'un programme catégoriel. C'est une décision politique qui a été prise il y a maintenant dix-sept ans. C'est le régime que j'administre.

M. Halliday: À ce sujet, et ma question s'adresse peut-être à M. Lyngseth: les négociations actuelles avec les provinces comprennent-elles des problèmes de ce genre? Est-ce que ce problème est à l'ordre du jour?

M. Lyngseth: Il m'est difficile d'assurer que ce genre de problème sera à l'ordre du jour. Ils n'en sont qu'à la moitié de leurs travaux. Ils espèrent pouvoir nous faire un rapport à l'automne.

Je devrais peut-être mentionner un autre facteur applicable, dans une certaine mesure, au genre de cas que vous évoquez. Dans le livre vert du gouvernement du Canada sur la réforme des pensions, une des propositions est que la possibilité de scinder les crédits du Régime de pensions du Canada soit élargie pour permettre le versement de pensions d'invalidité aux ménagères, ou des prestations au survivant, ou des pensions de retraite. Dans le cas d'un mari cotisant avec des crédits au Régime de pensions du Canada dont la femme devient aveugle, celle-ci pourrait alors se prévaloir d'une pension d'invalidité en vertu de la proposition de partage des crédits incluse dans ce livre vert. Cela ne pourrait évidemment être entériné dans la loi qu'après des négociations fédérales-provinciales.

Le président: Je vous redonnerai la parole au deuxième tour, si vous voulez, monsieur Halliday. Monsieur Schroder, pour une ou deux questions, je crois, puis M. Mitges.

M. Schroder: Merci, monsieur le président.

Je crois qu'il s'agit plutôt là d'une demande d'information, mais c'est assez important dans ma circonscription, où j'ai

[Texte]

survivor's benefit—this has to do with Canada pension. For example, a widow whose husband dies receives a survivor's benefit. Then she goes on Canada pension herself when she retires, and then she is really shocked to find out she does not get the maximum of the survivor's benefit plus what she would have gotten on Canada Pension Plan. I have a terrible time explaining this to her, because as far as she is concerned her husband earned that amount of money and she has earned her Canada pension. Why can she not have the maximum? I would like you to explain to me the capping system there is on this.

Mr. Lyngseth: The provision in the legislation is that, while we can pay two benefits in combination, they cannot exceed the maximum retirement pension that is payable under the act. So if she were getting a survivor's benefit and then qualified for a retirement benefit in her own right, if the two of them added up to more than the maximum retirement benefit, that is the amount we could give her.

As administrators, obviously we are governed by the provisions in the act. In the government's green paper on pension reform, there are certain proposals made for changing the nature of the survivor's benefits that are payable under the Canada Pension Plan; and they go hand-in-hand with the credit-splitting proposals I mentioned just a moment ago. Part and parcel of that would be that we would also remove the limit that now exists under the act.

The Chairman: Mr. Mitges.

Mr. Mitges: I do not really have too much criticism about the Health and Social Services Program. I think it is a very, very good program as you have outlined it here under health promotion, health social service development, Canada Assistance Plan and the New Horizons.

I am particularly interested in the New Horizons Program because of what it has done in the community to encourage the elderly to participate in community life. I know there is an allocation for each riding; and at present in my own riding, we have used practically all of our allocation except \$6,000, which is to last us until the next fiscal year. Is there any possibility of getting more money into that program? That is that policy, I guess.

The Chairman: Yes, that is policy. Is the New Horizons under your jurisdiction, Mr. Lyngseth?

Dr. Murphy: No, it is under mine.

The Chairman: Dr. Murphy, do you want to comment? For instance, is there an allocation per riding itself? Is that correct?

Dr. Murphy: That is true.

Mr. Mitges: Is there any chance of maybe moving some of the money from somewhere else to the New Horizons Program? It is doing an excellent job.

The Chairman: You can make your submissions or representations, Mr. Mitges, but . . .

[Traduction]

plusieurs cas portant sur les prestations au survivant des cotisants au Régime de pensions du Canada. Par exemple, une femme dont le mari meurt reçoit une prestation. Lorsqu'elle prend à son tour sa retraite, c'est véritablement un choc pour elle d'apprendre qu'elle ne perçoit plus le maximum de la prestation au survivant avec sa part du Régime de pensions du Canada. J'ai beaucoup de mal à le lui expliquer, car pour elle, son mari a gagné cette somme, et elle a de son côté gagné sa retraite. Pourquoi ne peut-elle toucher le maximum? J'aimerais que vous m'expliquiez la limite que l'on impose ainsi.

M. Lyngseth: La disposition législative veut que si nous pouvons payer deux prestations combinées, celles-ci ne peuvent dépasser le maximum de pension de retraite payable en vertu de la loi. Si donc elle percevait une prestation au survivant et pouvait ensuite bénéficier d'une pension de retraite personnelle, et que les deux montants représentaient plus que le maximum de prestations de retraite prévu, nous avons dû ramener le total à ce maximum autorisé.

A titre d'administrateurs, nous devons évidemment nous laisser guider par les dispositions de la loi. Dans le livre vert du gouvernement sur la réforme des pensions, certaines propositions visent à modifier la nature des prestations au survivant payables en vertu du Régime de pensions du Canada; elles vont de pair avec les propositions sur le partage des crédits dont on parlait il y a un instant. Nous envisagerions d'un même geste de supprimer la limite imposée actuellement dans la loi.

Le président: Monsieur Mitges.

M. Mitges: Je n'ai pas grand-chose à critiquer dans le programme des services sanitaires et sociaux. Je le trouve excellent, à en croire tout ce que vous avez dit sur la promotion de la santé, le développement des services sociaux-sanitaires, le Régime d'assistance publique du Canada et le programme Nouveaux Horizons.

Je m'intéresse en particulier à ce dernier programme, pour ce qu'il a fait en vue d'encourager les personnes âgées à participer à la vie de la communauté. Je sais qu'une somme est affectée à chaque circonscription et, à l'heure actuelle, dans ma propre circonscription, nous avons presque tout utilisé, sauf \$6,000 qui doivent nous durer jusqu'à la prochaine année financière. Sera-t-il possible d'affecter davantage de fonds à ce programme? C'est, je suppose, une question de politique générale.

Le président: Oui, en effet. Le programme Nouveaux Horizons relève-t-il de votre juridiction, monsieur Lyngseth?

M. Murphy: Non, de la mienne.

Le président: Monsieur Murphy, voulez-vous répondre? Par exemple, alloue-t-on une somme d'argent déterminée à chaque circonscription? Est-ce exact?

M. Murphy: C'est exact.

M. Mitges: Serait-il possible de transférer certains fonds d'un autre programme à ce programme Nouveaux Horizons, qui est excellent?

Le président: Vous pouvez toujours faire des suggestions ou présenter des instances, monsieur Mitges, mais . . .

[Text]

Mr. Mitges: Yes.**The Chairman:** I understand the moneys were actually frozen or cut back this year on the program.**Dr. Murphy:** They were not cut back.**The Chairman:** Have they been increased somewhat?**Dr. Murphy:** No, just for inflation.**The Chairman:** Just for inflation. They were increased for inflation.**Dr. Murphy:** That is right.**The Chairman:** Mr. Mitges.**Mr. Mitges:** In other words, you cannot comment off the cuff, but there is a possibility we can get some money in the program.**The Chairman:** No, I do not think it is fair for the officials, Mr. Mitges.**Mr. Mitges:** Okay. Now, concerning the welfare assistance, I understand the federal government pays 50%. I have noticed in the press in the last while or so that some municipalities have already extended themselves in meeting their commitments re welfare payments to the people of their municipalities, and that there is a possibility of some further assistance, whether it is strictly provincial or a combination of both the federal and provincial governments, contributing to a further assistance to help these municipalities out of this particular bind they are in.

• 1615

The Chairman: I guess that is a policy matter.**Dr. Murphy:** Perhaps it would be useful, Mr. Chairman, to point out that the costs that the federal government shares are provincial costs and it is just that in several provinces their own arrangements have the municipalities administering some programs and even supplying some part of the moneys. But what we share is 50% of the total cost.**The Chairman:** Could you tell us in which provinces the municipalities are asked by the provinces to share?**Dr. Murphy:** I believe it is Nova Scotia, Ontario, and Manitoba.**The Chairman:** So the Ontario experience is not typical of the country as a whole?**Dr. Murphy:** No, Mr. Chairman.**The Chairman:** Mr. Mitges.**Mr. Mitges:** That is all, Mr. Chairman.**The Chairman:** Mrs. Mitchell, do you want to carry on?**Mrs. Mitchell:** Yes, thank you.

I would just like to mention, Mr. Chairman, that I have a copy here, and I would be glad to make it available to the committee and to the officials, of an interim report that was done by a task force on older women which I was involved in over the past year. I do not believe the committee has copies.

[Translation]

M. Mitges: Oui.**Le président:** Je crois que les fonds ont en fait été gelés, ou même réduits cette année.**M. Murphy:** Ils n'ont pas été diminués.**Le président:** Ont-ils été quelque peu majorés?**M. Murphy:** Non, sinon pour tenir compte de l'inflation.**Le président:** Seulement indexés en fonction de l'inflation.**M. Murphy:** Oui.**Le président:** Monsieur Mitges.**M. Mitges:** Autrement dit, vous ne pouvez répondre à brûle-pourpoint, mais il n'est pas exclu que l'on rajoute certains fonds à ce programme.**Le président:** Non, je ne pense pas qu'il soit juste de poser ces questions aux fonctionnaires, monsieur Mitges.**M. Mitges:** D'accord. Pour ce qui est maintenant de l'assistance publique, je crois comprendre que le gouvernement fédéral paie 50 p. 100. J'ai remarqué dans les journaux, ces derniers temps, que certaines municipalités avaient déjà versé l'argent qu'elles devaient à leurs citoyens et qu'il était possible qu'elles rajoutent certains fonds, qu'il s'agisse d'argent strictement provincial ou des subventions fédérales-provinciales permettant d'aider davantage les municipalités à se sortir de l'impasse dans laquelle elles se trouvent.**Le président:** Je crois qu'il s'agit là de politique.**M. Murphy:** Peut-être serait-il utile, monsieur le président, de signaler que les coûts que partage le gouvernement fédéral sont des coûts provinciaux, et qu'il se trouve simplement que dans plusieurs provinces, il est prévu que les municipalités administrent certains programmes, et en subventionnent même une partie. Nous ne contribuons, pour notre part, que 50 p. 100 du coût total.**Le président:** Pourriez-vous nous dire dans quelles provinces les municipalités sont appelées à contribuer?**M. Murphy:** Je crois que c'est en Nouvelle-Écosse, en Ontario et au Manitoba.**Le président:** L'expérience ontarienne n'est donc pas typique de ce qui se passe dans l'ensemble du pays?**M. Murphy:** Non, monsieur le président.**Le président:** Monsieur Mitges.**M. Mitges:** C'est tout, monsieur le président.**Le président:** Madame Mitchell, voulez-vous poursuivre?**Mme Mitchell:** Oui, merci.

Je voulais simplement mentionner, monsieur le président, que j'ai ici le rapport intérimaire d'un groupe spécial qui, au cours de l'année passée, a étudié la situation des femmes âgées. Je faisais moi-même partie de ce groupe, et je serais heureuse de soumettre ce rapport au Comité et aux fonctionnaires. Je ne

[Texte]

This was quite an extensive task force and we had hearings throughout every province in Canada. I would just like to quickly refer to several of the areas of recommendation, particularly those that apply to the health and welfare services.

I would like to say also that when I started out on this task force, I thought at first that the needs would be so great in the pension age group, and they are indeed for many women living in poverty, particularly those who are alone, widowed, and have only the old age pension for income. But even worse, I found—to my own personal enlightenment, if you want to say that—was the plight of many women in their middle years. You know, with the increase in divorce and so on, the numbers of women who have not been in the workforce and who are left alone without any adequate incomes are increasing greatly in that age group.

So the recommendations, just very quickly, by overall headings had to do first of all with employment for women in their middle years, which I will not touch on, and a number of things that would help women get into the workforce or get back into the workforce and pay into Canada Pension Plan, which would help them in later years as well. The second had to do with adequate incomes for older women, which I would like to come back to. The third had to do with affordable housing for older women, which concerns CMHC, primarily. The fourth had to do with community services for older women, which certainly affects this area today; health care for older women; the special concerns of native women; and finally the very urgent need for government planning for an aging population, particularly with regard to older women who live longer who will be widowed and alone in greater numbers and often, particularly I think in western Canada, without family support.

We made a very strong plea in the recommendations for much greater emphasis on prevention and community support that would help retain people in their own communities as long as possible, and therefore hopefully limit the costs of institutional care.

Now, I would like to come back, if I could, to the whole question of adequate incomes. One of the things that we concluded was most important, and this is something that Stanley Knowles has been advocating for many years—he fought for the pensions for widows and survivors' benefits and then he went on to say that actually this still remains as a sexist policy, because a person has to be a spouse to qualify for these things. And of course it discriminates also against men who as well may need income support between the ages of 60 and 65.

So the recommendation that I would be interested in discussing is:

Until such time as a universal guaranteed income system is implemented, the federal government should lower the eligibility age for OAS, GIS, for all unemployed people to age 60.

[Traduction]

crois pas que vous l'avez encore reçu. Il s'est agi d'un travail de longue haleine, et nous avons tenu des audiences dans toutes les provinces canadiennes. Je me permettrai de revenir rapidement sur plusieurs des domaines de recommandation, en particulier ceux qui s'appliquent aux services de santé et de bien-être.

Je préciserai d'autre part que lorsque j'ai commencé à m'intéresser à ce travail, je pensais que les besoins du groupe des personnes à la retraite seraient énormes, et je puis dire qu'ils le sont en effet pour de nombreuses femmes qui vivent dans la pauvreté, particulièrement celles qui sont seules, veuves et qui n'ont que la pension de vieillesse comme revenu. Ce qui est pire, c'est que j'ai constaté, que j'ai, si vous voulez, découvert, le sort affreux de nombreuses femmes simplement d'âge mûr. Avec l'augmentation des divorces, etc., le nombre de femmes qui ne sont pas sur le marché du travail et qui sont laissées seules, sans revenu suffisant, augmente beaucoup dans ce groupe d'âge.

Aussi, les recommandations portaient en gros tout d'abord sur l'emploi des femmes d'âge mûr, ce que je n'aborderai pas, bien qu'il y ait un certain nombre de choses qui aideraient les femmes à entrer sur le marché du travail ou à y revenir et à contribuer au Régime de pensions du Canada, donc, à s'aider elles-mêmes pour la fin de leur vie. Le deuxième chapitre de recommandations portait sur l'insuffisance des revenus des femmes âgées, et j'aimerais revenir à cela. Le troisième, sur le logement à un prix abordable pour ces femmes âgées, ce qui concerne essentiellement la SCHL. Le quatrième traitait des services communautaires pour les femmes âgées, ce qui nous intéresse certainement dans notre étude d'aujourd'hui; les services sanitaires pour les femmes âgées; les problèmes spéciaux des femmes autochtones; enfin, l'urgence de la planification gouvernementale pour une population vieillissante, en particulier pour les femmes qui vivent plus longtemps et qui, perdant leurs maris, se retrouvent seules, et souvent, en particulier dans l'Ouest du Canada, sans soutien familial.

Nous avons beaucoup insisté, dans les recommandations, sur la prévention et le soutien de la communauté pour aider à garder ces personnes aussi longtemps que possible dans leurs propres communautés et, par là, limiter les coûts des soins dans des établissements particuliers.

J'aimerais maintenant revenir sur toute la question de l'insuffisance des revenus. Une de nos conclusions qui nous semble la plus importante, et c'est quelque chose que préconise Stanley Knowles depuis de nombreuses années—il s'est battu pour les pensions aux veuves et pour les prestations aux survivants, et il a ensuite déclaré que cela demeurerait une politique sexiste, car il fallait être conjoint pour pouvoir bénéficier de ce genre de prestations. C'est également une discrimination contre les femmes, qui peuvent également avoir besoin d'un revenu supplémentaire entre 60 et 65 ans.

La recommandation dont j'aimerais donc discuter est la suivante:

Tant qu'un système de revenu garanti universel ne sera pas appliqué, le gouvernement fédéral devrait abaisser l'âge minimum pour la sécurité de la vieillesse, le supplément de

[Text]

Now I know you are going to say that is policy, Mr. Chairman, so the question I would like to ask really has to do with any figures or estimates of trends that would indicate whether there is an increase in the number of people, and particularly older women who are on social assistance between the ages of 60 and 65. What kind of money is going into benefits already for people, and particularly women, in that age group? In other words, what are the social costs now and is there any information available? I think there were some questions, as a result of this report, that went to the minister's office and probably to your department. Is there any indication of how much it might cost to lower the pension to age 60, which of course is pretty common practice in many progressive countries other than Canada?

• 1620

Mr. Lyngseth: I could attempt an answer on that last part. We have an estimate that if we were to make available down to age 60 a benefit equivalent to old age security and guaranteed income supplement, but all of it on an income-tested basis, that would cost approximately \$1 billion. That estimate might correspond to the particular recommendation that you made there, because you referred to OAS-GIS being available for unemployed people, and I suspect about the only way we could administer something like that would be to apply the kind of income test that we now do for the guaranteed income supplement.

Mrs. Mitchell: May I ask . . .

The Chairman: Order. I am sorry; excuse me. The \$1 billion extra would be to what type of people, Mr. Lyngseth?

Mr. Lyngseth: It would be to provide a benefit equivalent to old age security and guaranteed income supplement, but all of it income-tested; in other words, at present old age security is not income-tested, guaranteed income supplement is. If we had a benefit equivalent to all of that, but made all of it income-tested, we estimate that would cost about \$1 billion.

Mrs. Mitchell: Mr. Chairman, I wonder, then, if you could clarify whether this would be just for persons who are unemployed—and of course more would probably become unemployed if they had the choice to retire at that age. Also, does that \$1 million . . .

Mr. Lyngseth: Billion.

Mrs. Mitchell: Yes, \$1 billion; sorry, that is quite a difference. Are you deducting the present social costs from that, or is that just replacing any people who are getting spousal allowances and social assistance right now, and unemployment insurance, I suppose?

[Translation]

revenu garanti, à 60 ans, pour toutes les personnes ne travaillant pas.

Monsieur le président, je sais que vous allez dire qu'il s'agit là de politique, si bien que la question que je veux en fait poser porte sur des chiffres réels ou spéculatifs qui indiqueraient s'il y a ou non une augmentation du nombre d'assistés sociaux, et particulièrement de femmes, entre 60 et 65 ans. Quelle somme consacre-t-on déjà aux prestations versées aux personnes de ce groupe d'âge, et particulièrement aux femmes? Autrement dit, quels sont actuellement les coûts sociaux, et dispose-t-on de certains renseignements? Je crois que suite à ce rapport, certaines questions ont été adressées au cabinet du ministre, et probablement au ministère lui-même. Sait-on combien il pourrait en coûter d'abaisser l'âge de la retraite à 60 ans, ce qui est, bien sûr, assez répandu déjà dans de nombreux autres pays progressistes?

M. Lyngseth: J'essaierai de répondre à la dernière partie de cette question. Nous avons estimé que si nous versions, à partir de 60 ans, une prestation équivalente à la sécurité de la vieillesse et au supplément de revenu garanti, après avoir vérifié le revenu des intéressés, il en coûterait approximativement 1 milliard de dollars. Cela correspond peut-être à la recommandation particulière que vous avez faite là, car vous avez parlé de la sécurité de la vieillesse et du supplément de revenu garanti pour les personnes ne travaillant pas, et je suppose que la seule façon d'administrer quelque chose de semblable serait de vérifier les revenus des intéressés, comme nous le faisons actuellement pour le supplément de revenu garanti.

Mme Mitchell: Puis-je . . .

Le président: À l'ordre, s'il vous plaît! Je vous demande pardon. Le milliard de dollars supplémentaire s'adresserait à quelle catégorie de personnes, monsieur Lyngseth?

M. Lyngseth: Il s'agirait d'offrir une prestation équivalente à la sécurité de la vieillesse et au supplément de revenu garanti, après vérification du revenu des intéressés; en d'autres termes: à l'heure actuelle, la sécurité de la vieillesse ne dépend pas du revenu des prestataires, alors que le supplément de revenu garanti en dépend. Si nous envisagions une prestation équivalant à l'ensemble, mais après avoir vérifié le revenu des intéressés, nous prévoyons qu'il en coûterait environ 1 milliard de dollars.

Mme Mitchell: Monsieur le président, pourrions-nous alors savoir si cela s'adresserait simplement aux personnes qui ne travaillent pas . . . et il est évident qu'il y en aurait probablement davantage si on avait la possibilité de prendre sa retraite à cet âge-là. D'autre part, ce million de dollars . . .

M. Lyngseth: Milliard.

Mme Mitchell: Oui, ce milliard de dollars, vous avez raison, c'est très différent. En déduisez-vous les coûts d'assistance sociale actuels, ou s'agit-il simplement de remplacer les prestations de ceux qui, actuellement, reçoivent des allocations au conjoint, l'assistance sociale et l'assurance-chômage?

[Texte]

Mr. Lyngseth: It would be based on estimates of what people in this age category have by way of income. I have some colleagues here who can get into the details more than that, I guess . . . over current costs, yes.

Mrs. Mitchell: Over current costs?

Mr. Lyngseth: The \$1 billion figure I gave you would be an increase over what we are spending now for the program, yes.

The Chairman: Mrs. Mitchell and all the members know there is currently a pension reform task force, a special committee of the House of Commons. It has been empowered to look into the whole pension system. I am one of the members of the task force and this real problem of the people, maybe aged 55 to 65, who do not qualify, generally speaking, for many pensions at the present time and who are often in quite dire need, is one of the things that our pension reform task force is looking into, and will be looking into and reporting back on by the end of the year. But still, it is very appropriate that questioning go on at this committee on the same topic.

Mrs. Mitchell.

Mrs. Mitchell: Yes, so we are talking about \$1 billion over and above, and then added to that would be all the social costs that are going in there now. Have I got that correct? Or would we deduct the current costs from that?

Mr. Lyngseth: I will just check with . . .

Mr. D. Cogliati (Director, Data Development and Analysis, Department of National Health and Welfare): I am Dave Cogliati of Income Security Programs. The estimate we prepared takes into account the income distributions as reported under the survey of consumer finances that Statistics Canada puts together every two years, and for the current estimate that Mr. Lyngseth just described, it does not assume any behavioural changes on the part of the group 60 to 65. In other words, the estimate is probably a fairly soft number, soft in the sense that we have not assumed that people are going to change their work patterns, or their status patterns. We have not assumed any changes of a behavioural nature.

• 1625

In other words, the estimate that we based the numbers on is the economic situation in the absence of a program like this, and that \$1 billion estimate does not take into account any current expenditures under the social assistance programs.

Mrs. Mitchell: So it is not the net cost.

Mr. Cogliati: No. That is correct.

Mrs. Mitchell: Well, then my next question is: What are the actual costs for that age group now, and what would the difference be if we deducted those? I think it is misleading if we do not know that.

The Chairman: Do you have any figures on that at all?

[Traduction]

M. Lyngseth: On s'est fondé sur ce que l'on estime être le revenu des personnes dans cette catégorie d'âge. J'ai ici certains collègues qui pourraient vous donner d'autres détails, mais je crois que ce milliard viendrait s'ajouter au coût actuel.

Mme Mitchell: S'ajouter?

M. Lyngseth: Le milliard de dollars dont je vous ai parlé s'ajouterait à ce que nous dépensons actuellement dans le cadre de ce programme, oui.

Le président: Mme Mitchell et tous les membres du Comité savent qu'un comité spécial étudie actuellement la réforme des pensions. Il a justement pour mandat de la Chambre des communes de se pencher sur tout le système des pensions. Je fais partie de ce comité spécial, et c'est justement là un des problèmes que nous examinons de très près et sur lesquels nous entendons faire rapport d'ici à la fin de l'année. Il est néanmoins tout à fait approprié de parler ici de ce problème très réel des personnes de 55 à 65 ans qui, de façon générale, ne peuvent bénéficier de pensions de retraite et qui se trouvent souvent devant de graves difficultés.

Madame Mitchell.

Mme Mitchell: En effet. Nous parlons donc d'un milliard de dollars de plus, sans compter aussi tous les coûts d'assistance sociale qui existent déjà. C'est bien cela? Ou bien déduirait-on ces derniers coûts?

M. Lyngseth: Permettez-moi de vérifier . . .

M. D. Cogliati (directeur, Analyse et développement des données, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social): Je m'appelle Dave Cogliati, et je travaille aux programmes de la sécurité du revenu. Les chiffres auxquels nous sommes arrivés tiennent compte de la distribution des revenus telle que l'indique l'enquête sur les finances des consommateurs préparée tous les deux ans par Statistique Canada, et dans ce que vient d'indiquer M. Lyngseth, il n'est pas question de modifier la situation de comportement pour le groupe de 60 à 65 ans. Autrement dit, le chiffre avancé est probablement assez incertain, en ce sens que nous n'avons pas tenu compte du fait que les gens pourraient modifier leur situation professionnelle, ou leur situation en général. Nous n'avons pas envisagé de modifications de comportement.

En d'autres termes: l'hypothèse sur laquelle nous avons fondé nos calculs est la situation économique en l'absence d'un programme semblable, et cette somme de un milliard de dollars ne tient pas compte des dépenses actuelles effectuées dans le cadre des programmes d'assistance sociale.

Mme Mitchell: Ce n'est donc pas le coût net.

M. Cogliati: Non. En effet.

Mme Mitchell: Alors, une autre question me vient immédiatement à l'esprit: quels sont actuellement les coûts réels pour ce groupe d'âge, et quelle serait la différence si nous les déduisions de ce milliard de dollars? Je crois que ce chiffre est trompeur, en effet, si l'on ne déduit pas ces autres coûts.

Le président: Avez-vous des chiffres à ce sujet?

[Text]

Dr. Murphy: Mr. Chairman, if I may, I was just talking to my colleague and it is very, very difficult to do those, because the kinds of services that these people get are in a variety of programs delivered by provincial governments. Often those kinds of fairly deep studies—specific data—are not there. So they are only rough estimates at best. For instance, there would be the homes for special care, the cost of those; the items of special need; and the flat assistance itself, various kinds of services they have gotten. We have just do not have those numbers.

Mrs. Mitchell: Mr. Chairman, I was not referring to institutional costs, or program costs, I was talking about income maintenance programs going to the individual person. So if we could get that figure a little closer; otherwise I think it is very misleading to talk about \$1 billion, because it would not be \$1 billion extra in other words, it might be just a percentage of that. So if there is any way we can get that figure a little closer, we would very much appreciate it.

Perhaps I could just move along to a couple of other points that were raised as far as older women are concerned. There was quite an emphasis in many of the areas; either there are not support services that will help people in their homes such as community drivers, Meals on Wheels, that kind of thing, or else they were of a very sporadic kind of volunteer nature, or perhaps under Canada community development projects, that kind of thing. The thing that came clear, I think, was that there is a great need for supportive services to help people remain independent in their communities much longer, and it would in effect pay for itself in preventive terms, because institutional care as an alternative is so expensive. It also is a very logical area of job creation, particularly for women in their middle years who have a lot of human skills, not only them but certainly some of them.

I wondered if there was anything going on in this area. I know that implementing programs is certainly at the provincial level, but is there any planning in this direction, or are there any federal incentives to establish support services in a more permanent way as a basic, essential preventive service for every community for older people?

Dr. Murphy: Mr. Chairman, there are a number of these kinds of services that the Canada Assistance Plan does share now. Obviously, we do encourage provinces to move in these directions. Under the Obstacles Report, there are three recommendations that speak rather directly to this matter of independent living, and we are in the process of having discussions with the provinces about things that they might do in those areas. But those are technical discussions about what might be done.

As far as what the federal government . . . again this is back to the question of how the federal government exercises leadership in areas that they share under the Canada Assistance Plan. It really is a matter of policy, of what areas they wish to emphasize at one time or another.

Mrs. Mitchell: I think there is always difficulty with funding of transportation services for seniors, mini-buses to

[Translation]

M. Murphy: Monsieur le président, je parlais justement à mon collègue, qui me dit qu'il est extrêmement difficile d'effectuer ces calculs, étant donné le genre de services qu'obtiennent ces personnes dans le cadre de tout un éventail de programmes administrés par les gouvernements provinciaux. Il arrive souvent que l'on n'ait pas justement ces détails précis. On ne peut donc donner que des chiffres tout à fait approximatifs. Par exemple, il y a les foyers pour soins spéciaux, les gens qui ont des besoins spéciaux, l'assistance forfaitaire elle-même, divers services qui sont ainsi fournis. Nous n'avons pas tous ces chiffres.

Mme Mitchell: Monsieur le président, je ne parlais pas des coûts des soins dans des établissements spécialisés ni des coûts de programmes particuliers, mais des programmes visant le maintien du revenu des particuliers. Si l'on pouvait donc nous donner des chiffres un peu plus précis, cela nous faciliterait les choses, car ce milliard de dollars ne veut pas dire en fait exactement ce que l'on croit. S'il était donc possible d'obtenir quelque chose d'un peu plus précis, nous vous en serions extrêmement reconnaissants.

Je passerai maintenant à un ou deux autres points touchant les femmes âgées. Soit il n'existe pas de services pour les aider chez elle, comme des chauffeurs communautaires, des repas apportés à domicile, ce genre de choses, soit ces services sont sporadiques, soit encore ils dépendent des projets de développement communautaire du gouvernement fédéral. Il nous est apparu très clairement que ces services d'aide aux gens qui veulent rester indépendants dans leur propre communauté étaient extrêmement nécessaires, et que cela serait d'ailleurs un service préventif qui ne coûterait pas cher, étant donné que cela remplacerait les services en foyers ou en maisons de retraite, qui sont beaucoup plus coûteux. C'est d'autre part un domaine très logique de création d'emplois, particulièrement pour les femmes d'âge mûr qui possèdent beaucoup de qualités humaines, pour certaines.

Fait-on quelque chose dans ce sens? Je sais qu'il appartient bien sûr aux provinces de mettre les programmes en oeuvre, mais envisage-t-on quoi que ce soit dans ce sens, ou le gouvernement fédéral favorise-t-il l'établissement de services semblables de façon plus permanente dans toutes les collectivités?

M. Murphy: Monsieur le président, au titre du Régime d'assistance publique du Canada, nous contribuons déjà à un certain nombre de services semblables. Il est évident que nous encourageons les provinces à avancer dans ce sens. Dans le rapport «Obstacles», il y a trois recommandations qui touchent directement à ce problème de la possibilité de vivre indépendant, et nous discutons actuellement avec les provinces de ce qu'elles pourraient faire à ce sujet. Il s'agit là de pourparlers techniques pour le moment.

Pour ce qui est du gouvernement fédéral, c'est toujours la voie que montre le gouvernement fédéral dans les secteurs auxquels il contribue au titre du Régime d'assistance publique du Canada. C'est vraiment une question de politique de savoir sur quels domaines on souhaite insister à tel ou tel moment.

Mme Mitchell: Je crois qu'il est toujours difficile de financer les services de transport pour les personnes âgées, les

[Texte]

help people get to doctors, and so on. I have been told that that was not permitted under the Canada Assistance Plan. Is that true?

Dr. Murphy: Could I ask Mr. Moodie to comment on that, Mr. Chairman?

The Chairman: Could you identify yourself and give your position?

Mr. D. Moodie (Director, Program and Policy Coordination, the Department of National Health and Welfare): Yes, Dean Moodie from the Canada Assistance Plan.

The Canada Assistance Plan is virtually wide open when it comes to the provinces cost-sharing items of special need. In fact, we would be hard pressed to come up with an item. Transportation can be an item built in that would be an item of special assistance provided to an individual. So from our point of view the transportation can be an item that can be cost shared.

• 1630

The Chairman: I would just like to continue this line of questioning for a bit. Dr. Halliday wants to talk some more. We will carry on till 5.00 p.m. if there is enough questioning.

Do you have any more questions at this particular point, Mrs. Mitchell?

Mrs. Mitchell: No, I will pass.

The Chairman: Dr. Halliday.

Mr. Halliday: Mr. Chairman, thank you.

One question on the Canada Pension Plan funds: I was just curious as to what sort of interest rate the CPP investment fund earned, and I find here in the book that in the early part of the year 1982-1983 it is earning 13.9%. Is there a formula that determines the interest rate that the provinces will pay for the funds that they get? What is that formula; is it related to the Bank of Canada rate or related to the prime rate?

Mr. Lyngseth: The act specifies that the interest to be charged is to be equivalent to the rate earned by long-term Government of Canada bonds. I was just handed a table here that shows the latest interest rates that had been earned through 1982; in that year they were running generally between 14% and 16%. The table shows rates by month, and again they are derived from the going rate on long-term Government of Canada bonds.

Mr. Halliday: And it is adjustable every month then. I see.

Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mrs. Mitchell, do you have further questioning?

Mrs. Mitchell: Oh. It is such a shock to have a third question.

Maybe we could go back to some things that were in the report for Canada's children that disappeared actually out of

[Traduction]

mini-bus leur permettant d'aller chez le médecin, etc. On m'a déclaré que cela n'était pas permis dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada. Est-ce exact?

M. Murphy: Puis-je demander à M. Moodie de répondre à cela, monsieur le président?

Le président: Pouvez-vous vous présenter et donner votre titre?

M. D. Moodie (directeur, Coordination des programmes et de la politique, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social): Dean Moodie, du Régime d'assistance publique du Canada.

Le Régime d'assistance publique du Canada est très souple lorsqu'il s'agit de partager avec les provinces des services permettant de répondre à des besoins spéciaux. En fait, nous aurions du mal à trouver quelque chose. Le transport pourrait certainement intervenir et faire l'objet d'une aide spéciale aux particuliers. De notre point de vue, on pourrait très bien partager les coûts de transport.

Le président: Je voudrais poursuivre dans la même veine. M. Halliday veut également poser des questions. Nous allons poursuivre jusqu'à 17 heures, au besoin.

M^{me} Mitchell, avez-vous d'autres questions sur ce sujet?

Mme Mitchell: Non.

Le président: Monsieur Halliday.

M. Halliday: Monsieur le président, merci.

Une question sur le fonds du Régime de pensions du Canada. Je voulais savoir quel était le taux d'intérêt obtenu sur les investissements du fonds du Régime de pensions du Canada, et j'ai découvert qu'au début de l'année 1982-1983, il était de 13.9 p. 100. Existe-t-il une formule qui détermine le taux d'intérêt que les provinces paient pour les fonds qu'elles obtiennent? Quelle est cette formule éventuellement? Est-elle liée au taux de la Banque du Canada ou au taux de base?

M. Lyngseth: La loi précise que le taux d'intérêt exigé doit être l'équivalent du taux que portent les obligations à long terme du gouvernement du Canada. On vient de me donner un tableau indiquant les derniers taux d'intérêt, en 1982, et cela varie entre 14 p. 100 et 16 p. 100. Le tableau indique les taux mensuels, qui sont calculés à partir du taux que portent les obligations à long terme du gouvernement du Canada.

M. Halliday: On fait des rajustements tous les mois, n'est-ce pas? Je vois.

Merci, monsieur le président.

Le président: Madame Mitchell, avez-vous d'autres questions à poser?

Mme Mitchell: C'est tellement étonnant de pouvoir poser une troisième question.

Peut-être pourrions-nous revenir à ce que contenait le rapport sur les enfants canadiens qui semble avoir disparu

[Text]

this committee and has never been heard of since it was tabled in the House of Commons. Again some of the recommendations in that report which came out of the Commission on the International Year of the Child had very strong emphasis on prevention.

I am going from memory now, but one of the things that was proposed by myself in a minority report—which has received quite a bit of interest, I think, from groups from across the country that are concerned with children and families—was the proposal that there should be a New Horizons type of program for families, that this could be done under Health and Welfare directly, just as it is for seniors. It would not necessarily require provincial consent. Of course, there would be provincial involvement, but it could be done directly at the federal level. It could be administered very much the same way with community groups being able to apply for funds, particularly for self-help kinds of projects. I would think ones that we mentioned were again nutrition programs perhaps for children who are on very low incomes and are obviously going to suffer at school and in their future development because of lack of adequate nourishment; the start-up funds for family centres, which are doing a lot of support, particularly for single parents and their children; parenting kinds of groups; co-operatives perhaps . . . Again it is a whole area of job creation in a world of the future that is more geared to human needs that I think are very valid.

I do not know quite how to phrase my question, but I wondered what your reactions might be and if this would be something that would be permissible, as the New Horizons program is, I guess, under the Canada Assistance Plan. Have you ever had a request for that kind of program too?

Dr. Murphy: Well, obviously we had that request, Mr. Chairman, from the committee report.

I should make it clear, Mr. Chairman, that the New Horizons is not under the Canada Assistance Plan. That is a separate act. Act? No, order.

A Witness: Cabinet-approved program.

Dr. Murphy: Cabinet-approved program that is administered under the branch that I run. It is not part of the Canada Assistance Plan itself. So frankly, I do not know how to phrase my answer either. If there were such a program, we would be happy to administer it.

• 1635

The Chairman: Pardon me. Yours was a minority report of that committee, was it, Mrs. Mitchell?

Mrs. Mitchell: Yes. I do not recall this one being part of a majority report, although it was not objected to by the committee. But it was in the minority report; you are right.

[Translation]

puisque'on n'en a pas entendu parler après qu'il a été déposé à la Chambre des communes. Certaines des recommandations que contenait le rapport avaient été présentées par la commission responsable de l'Année internationale de l'enfant, et elles portaient largement sur la prévention.

Si ma mémoire est bonne, dans un rapport minoritaire, on a repris une de mes propositions. Elle a suscité passablement d'intérêt de la part d'organisations qui s'intéressent aux enfants et aux familles au Canada. Il s'agit en effet d'un programme de type Nouveaux Horizons à l'intention des familles, qui relèverait directement du ministère de la Santé et du Bien-être, comme on le fait dans le cas des personnes âgées. Il ne faudrait pas nécessairement obtenir le consentement des provinces. Bien entendu, il y aurait intervention des provinces, mais tout pourrait se faire directement à l'échelon fédéral. L'administration serait semblable au programme Nouveaux Horizons, des groupements communautaires pouvant demander du financement, notamment pour des projets d'entraide. On a parlé de programmes de nutrition à l'intention des enfants de familles économiquement faibles, dont, de toute évidence, le développement, à l'école et plus tard, est menacé à cause d'une nutrition inadéquate. On a parlé aussi d'une mise de fonds pour les centres familiaux, qui font du très bon travail, notamment auprès des parents célibataires et de leurs enfants. On a parlé aussi de groupes pour les parents, de coopératives . . . Je le répète, il s'agit d'un domaine qui offre des possibilités de création d'emplois, car le monde de l'avenir est orienté vers les besoins humains, ce qui, à mon avis, est très louable.

Je ne sais pas très bien comment poser ma question. Qu'en pensez-vous? Cela serait-il possible, en vertu du Régime d'assistance publique du Canada, comme on le fait pour Nouveaux Horizons? Vous a-t-on déjà réclamé de tels programmes?

M. Murphy: Évidemment, le rapport du comité contient cette demande.

Je tiens à signaler cependant que le programme Nouveaux Horizons n'est pas offert dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada. Il s'agit d'une loi différente. Il ne s'agit pas d'une loi, mais d'une ordonnance.

Un témoin: C'est un programme approuvé par le Cabinet.

M. Murphy: En effet, et c'est ma direction qui l'administre. Il ne fait pas partie du Régime d'assistance publique du Canada. Moi non plus je ne sais pas comment formuler ma réponse. Si un tel programme était approuvé, nous serions très heureux de l'administrer.

Le président: Excusez-moi. Madame Mitchell, votre rapport était un rapport minoritaire, n'est-ce pas?

Mme Mitchell: Oui. Je ne pense pas que cette recommandation faisait partie du rapport comme tel, même si le Comité ne s'y opposait pas. De fait, il s'agissait bien d'un rapport minoritaire.

[Texte]

The Chairman: Well, perhaps you could just ask . . . I have the same trouble as you do getting past the chairman maybe, but you know, ask whether any work is being done on it, or that sort of thing.

Mrs. Mitchell: Yes.

The Chairman: I suppose they have looked at the whole report; of course, from there on it is government policy.

Mrs. Mitchell: Okay.

The Chairman: I do not know.

Mrs. Mitchell: Well, let us start over again. I would like to ask you, as far as the majority report was concerned, what actions have been taken by your department to improve the status of children in Canada?

Dr. Murphy: Yes. You have managed to call forth, Mr. Chairman, yet another of our ADMs, who has the responsibility for that.

Mme Monique Jérôme-Forget (sous-ministre adjoint, Politique, Planification et Information, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social): Il y a eu, bien sûr, ce rapport qui a été publié; et M^{me} Bégin, le ministre, a consulté ses collègues pour trouver une façon de donner suite à ce rapport. Il semblerait, et là il y aura une décision à prendre, que dans un premier temps il y aura une table de concertation pour savoir ce que tous les ministères font pour les enfants, pour donner suite au rapport, pour faire un inventaire de ce qui se fait au niveau de chacun des ministères. À l'issue de cette collation de données au niveau des ministères, des propositions seront faites pour pallier aux problèmes des enfants.

Mrs. Mitchell: Mr. Chairman, I think the proposals were already made in the report, and had been made previous to that from the commission on the International Year of the Child. I do not want to put the speaker on the spot, but I think it was really because of the reaction to the actual proposals in that report that I wondered if there were any . . .

The Chairman: I guess you would have to address that to the minister in the House or something, Mrs. Mitchell.

Mrs. Mitchell: It was addressed to this committee before; it was actually tabled with the committee as a request as well, as I understood it—an update.

The Chairman: An update was distributed recently. You have seen that, I guess?

Mrs. Mitchell: Yes, I think I have a copy of that.

The Chairman: You can make whatever comments or observations you want; they just may not be able to answer, that is all.

Mrs. Mitchell: Well, not having the report with me, I think I am going to have to leave it at this point, Mr. Chairman.

The Chairman: Are there any further questions for the officials? If not, I would like to thank them all for attending today.

[Traduction]

Le président: Peut-être pourrions-nous demander . . . Tout comme vous, j'ai du mal à obtenir mes entrées chez le président, mais peut-être pourrions-nous demander si on a fait quelque chose, suite à ce rapport.

Mme Mitchell: En effet.

Le président: Je suppose qu'on a étudié l'ensemble du rapport, et ensuite, il faut attendre la politique du gouvernement.

Mme Mitchell: D'accord.

Le président: Je ne sais pas.

Mme Mitchell: Je recommence, alors. Pour ce qui est du rapport comme tel, quelles initiatives le ministre aura-t-il prises pour améliorer la situation des enfants au Canada?

M. Murphy: Monsieur le président, il faut faire appel à un autre sous-ministre adjoint pour cette question.

Mrs. Monique Jérôme-Forget (Assistant Deputy Minister, Policy, Planning and Information, Department of National Health and Welfare): Of course, the report has been published. The minister, Mrs. Bégin, has consulted with her colleagues in order to find a way to implement it. There remains to be a decision, it seems, so that initially a panel be gathered in order to determine what is being done by all departments for children, so we have a clear picture of what is done in each department, and then, how to implement the report. Following that, proposals will be made seeking solutions for the problems facing children.

Mme Mitchell: Monsieur le président, je pense que le rapport contient déjà des propositions qui avaient déjà été faites par la commission responsable de l'Année internationale de l'enfant. Je ne veux pas coïncider avec ce soit ici, mais j'ai l'impression que c'est à cause de la réaction aux propositions faites dans le rapport que . . .

Le président: Madame Mitchell, je pense qu'il vaudrait mieux poser cette question au ministre à la Chambre.

Mme Mitchell: Le Comité s'est déjà penché sur la question. Le rapport a été déposé au Comité, à sa demande, si j'ai bien compris . . . il y aurait eu une mise à jour.

Le président: En effet, on a distribué une mise à jour récemment. L'avez-vous reçue?

Mme Mitchell: Oui, j'en ai un exemplaire.

Le président: Vous pouvez faire toutes les remarques que vous voulez. Les fonctionnaires ne pourront peut-être pas répondre, cependant.

Mme Mitchell: Puisque je n'ai pas le rapport ici, je m'arrêterai donc.

Le président: Y a-t-il d'autres questions à l'intention des fonctionnaires? Puisqu'il n'y en a pas, je les remercie d'être venus aujourd'hui.

[Text]

I now adjourn this committee until tomorrow at 9.30 a.m., when the minister, the Hon. André Ouellet, will be back for Consumer and Corporate Affairs.

[Translation]

La séance est levée jusqu'à demain, à 9h30. L'honorable André Ouellet, ministre de la Consommation et des Corporations, reviendra.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of National Health and Welfare:

Mr. Del Lyngseth, Assistant Deputy Minister, Income Security;

Dr. E.M. Murphy, Assistant Deputy Minister, Social Service Programs;

Mr. D. Cogliati, Director, Data Development and Analysis;

Mr. D. Moodie, Director, Program and Policy Coordination, Canada Assistance Plan;

Dr. M. Jérôme-Forget, Assistant Deputy Minister, Policy, Planning and Information.

Du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social:

M. Del Lyngseth, sous-ministre adjoint, Sécurité du revenu;

M. E.M. Murphy, sous-ministre adjoint, Programmes des services sociaux;

M. D. Cogliati, directeur, Analyse développement et données;

M. D. Moodie, directeur, Coordination des programmes et politiques, Régime d'assistance publique du Canada;

M^{me} M. Jérôme-Forget, sous-ministre adjoint, Politique, planification et information.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 67

Friday, May 27, 1983

Chairman: Mr. David Weatherhead

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 67

Le vendredi 27 mai 1983

Président: M. David Weatherhead

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Health, Welfare and Social Affairs

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent de la*

Santé, du bien-être social et des affaires sociales

RESPECTING:

Main Estimates 1983-84: Votes 1, 5, 10 and 15 under
CONSUMER AND CORPORATE AFFAIRS

CONCERNANT:

Budget principal 1983-1984: crédits 1, 5, 10 et 15 sous
la rubrique CONSOMMATION ET
CORPORATIONS

APPEARING:

The Honourable André Ouellet,
Minister of Consumer and Corporate Affairs

COMPARAÎT:

L'honorable André Ouellet,
Ministre de la Consommation et des Corporations

WITNESS:

(See back cover)

TÉMOIN:

(Voir à l'endos)



First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82-83

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982-1983

STANDING COMMITTEE ON HEALTH,
WELFARE AND SOCIAL AFFAIRS

Chairman: Mr. David Weatherhead

Vice-Chairman: Mr. Gary McCauley

MEMBERS/MEMBRES

David Berger
Bill Blaikie
Bruce Halliday
Jim Hawkes
Thérèse Killens
Flora MacDonald (*Kingston and the Islands*)
Gilles Marceau
Jim Schroder

COMITÉ PERMANENT DE LA SANTÉ, DU
BIEN-ÊTRE SOCIAL ET DES AFFAIRES
SOCIALES

Président: M. David Weatherhead

Vice-président: M. Gary McCauley

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Warren Allmand
Coline Campbell (*South West Nova*)
Vincent Dantzer
Bob Daudlin
G.M. Gurbin
Stanley Hudecki
Stan Korchinski
Peter Lang
Jean-Claude Malépart
Svend Robinson (*Burnaby*)

(Quorum 6)

Le greffier du Comité

Judith LaRocque

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 69(4)(b)

On Friday, May 27, 1983:

Svend Robinson (*Burnaby*) replaced Margaret Anne Mitchell.

Conformément à l'article 69(4)b) du Règlement

Le vendredi 27 mai 1983:

Svend Robinson (*Burnaby*) remplace Margaret Anne Mitchell.

MINUTES OF PROCEEDINGS

FRIDAY, MAY 27, 1983
(98)

[Text]

The Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs met at 9:37 o'clock a.m. this day, the Chairman, Mr. David Weatherhead, presiding.

Members of the Committee present: Mr. Halliday, Mrs. Killens, Miss MacDonald (*Kingston and the Islands*), Messrs. Marceau, Schroder and Weatherhead.

Alternates present: Messrs. Hudecki and Robinson (*Burnaby*).

Appearing: The Honourable André Ouellet, Minister of Consumer and Corporate Affairs.

Witness: From the Department of Consumer and Corporate Affairs: Mr. D. Youngson, Director General, UFFI Center.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Wednesday, February 23, 1983, pertaining to the Main Estimates 1983-84. (*See Minutes of Proceedings and Evidence dated Tuesday, March 29, 1983, Issue No. 59*)

By consent, the Chairman called Votes 1, 5, 10 and 15 under CONSUMER AND CORPORATE AFFAIRS.

The Minister and the witness answered questions.

At 11:08 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE VENDREDI 27 MAI 1983
(98)

[Traduction]

Le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales se réunit aujourd'hui à 9h37 sous la présidence de M. David Weatherhead, (président).

Membres du Comité présents: M. Halliday, M^{me} Killens, M^{lle} MacDonald (*Kingston et les Îles*), MM. Marceau, Schroder et Weatherhead.

Substituts présents: MM. Hudecki et Robinson (*Burnaby*).

Comparaît: L'honorable André Ouellet, ministre de la Consommation et des Corporations.

Témoin: Du ministère de la Consommation et des Corporations: M. D. Youngson, directeur général, Centre de la MIUF.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du mercredi 23 février 1983 portant sur le budget principal 1983-1984. (*Voir Procès-verbal et témoignages du mardi 29 mars 1983, fascicule no 59*)

Du consentement des membres, le président met en délibération les crédits 1, 5, 10 et 15 sous la rubrique CONSOMMATION ET CORPORATIONS.

Le ministre et le témoin répondent aux questions.

A 11h08, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Judith A. LaRocque

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Friday, May 27, 1983

• 0937

The Chairman: Order, please.

The Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs is sitting. We are calling again today Votes 1, 5, 10, and 15 under the Consumer and Corporate Affairs estimates for 1983-1984.

CONSUMER AND CORPORATE AFFAIRS

A—Department

Vote 1—Consumer and Corporate Affairs—Operating Expenditures\$127,145,000

Vote 5—Consumer and Corporate Affairs—the grants listed in the Estimates and contributions\$56,689,000

B—Restrictive Trade Practices Commission

Vote 10—Restrictive Trade Practices—Program expenditures\$1,630,000

C—Standards Council of Canada

Vote 15—Payment to the Standards Council of Canada\$5,978,000

The Chairman: We are very pleased to have with us again the minister, the Hon. André Ouellet, and many of his officials. This is a continuation of the meeting we had on Tuesday last.

We are open for questioning. Miss MacDonald, do you want to lead off?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Thank you very much indeed, Mr. Chairman.

I wonder if perhaps the minister or his officials could report as to whether or not they were able to obtain the information that I had asked for the other day with regard to updating the report that was submitted by the subcommittee looking into the urea formaldehyde foam insulation problem; whether or not the government has yet formulated a response to any of the recommendations put forward and if not when can we expect that response?

Hon. André Ouellet (Minister of Consumer and Corporate Affairs): Mr. Chairman, I indeed have inquired after the last meeting and I have asked my officials to prepare a document as I promised to answer all of the recommendations. We have been able to gather a preliminary response to the 24 recommendations. This document that I have with me here is exclusively in English. We are in the process of having it translated and I will make sure that as soon as it is done, it will be sent to all the members of the committee.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le vendredi 27 mai 1983

Le président: À l'ordre, s'il vous plaît.

Le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales est maintenant en délibération. Nous mettons en discussion de nouveau aujourd'hui les crédits 1, 5, 10 et 15 sous la rubrique Consommation et Corporations du budget des dépenses de 1983-1984.

CONSOMMATION ET CORPORATIONS

A—Ministère

Crédit 1^{er}—Consommation et Corporations—Dépenses de fonctionnement\$127,145,000

Crédit 5—Consommation et Corporations—Subventions inscrites au budget et contributions\$56,689,000

B—Commission sur les pratiques restrictives du commerce

Crédit 10—Commission sur les pratiques restrictives du commerce—Dépenses du programme\$1,630,000

C—Conseil canadien des normes

Crédit 15—Paiement versé au Conseil canadien des normes ... \$5,978,000

Le président: Nous sommes heureux d'accueillir de nouveau aujourd'hui le ministre, l'honorable André Ouellet de même qu'un grand nombre de ses fonctionnaires. Nous poursuivons la réunion de mardi dernier.

Vous pouvez poser vos questions. Mademoiselle MacDonald, voulez-vous commencer?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je vous remercie beaucoup, monsieur le président.

Je me demande si le ministre ou ses hauts fonctionnaires pourraient nous dire s'ils ont pu ou non obtenir les renseignements que j'avais demandés l'autre jour au sujet de la mise à jour des rapports présentés par le Sous-comité relativement au problème de la mousse isolante d'urée formaldéhyde. Le gouvernement a-t-il ou non prévu une réponse aux recommandations déposées, dans la négative, quand l'obtiendrons-nous?

L'Hon. André Ouellet (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur le président, après la dernière réunion, je me suis informé et j'ai demandé à mes hauts fonctionnaires de rédiger un document, étant donné que j'avais promis de répondre à toutes les recommandations. Nous avons pu obtenir une réponse provisoire pour les 24 recommandations. Ce document que j'ai ici est en anglais exclusivement. On est présentement à le traduire, et je m'assurerais, dès que cela sera fait, que des exemplaires seront distribués à tous les membres du Comité.

[Texte]

[Traduction]

• 0940

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Thank you very much, Mr. Minister. I wonder if I might ask about one recommendation in particular and that was with regard to the payments to individuals to assist them with the removal of UFFI foam from their homes. The cut-off date, as you know, is the end of June. Could I ask the minister if he is prepared to extend that date as had been suggested by the committee for another six months, mainly because we felt that even yet, regardless of how much discussion there has been of this subject, there are still a number of people whom we feel might not be aware of either the fact that there is UFFI insulation in their homes, or the fact that there is a program that can at least to some degree assist them. Many of them, many people, will have waited until the warmer weather to try to remove the foam, rather than doing it through the winter months. I have a number of letters from people saying it is my intention to carry this out during the summer months. So I would be very interested to know whether or not, with regard to that particular item, the minister could give us any advance indication before there is a full response to the overall brief or findings of the subcommittee.

Mr. Ouellet: Mr. Chairman, I think a distinction should be made between the deadline for registering with the programs and a deadline for starting or completing the repairs on the home. What is currently in the regulation is a deadline for registration. There is no deadline for repairs. In other words, anybody who qualifies for the program by filling in an application before the end of June is eligible for the program and could wait to do the repair at a time that is appropriate. It is a decision of the homeowner, and the reason why we have not set a deadline for repair of the work is because research is constantly being carried out. A new technique could be developed that could be used in due course by homeowners. Or, as you have indicated, some people wait for the summer months to do it. It is a question of appropriate financing, depending on the type of work they want to do.

So I think it is important for the homeowner to realize that they do not have to rush to start the repair of their home before the end of June. They could do it whenever they feel that it is appropriate for them to do it. The only deadline they have to meet is the deadline for registration with the UFFI centre.

Your committee has made a recommendation to extend this deadline to the end of the year. I indicated earlier this week when I appeared before your committee that I had submitted to Cabinet a proposition to extend this deadline to the end of the year, in line with the recommendation of your committee. Cabinet has not dealt with that recommendation. It is in a subcommittee of Cabinet and it should be dealt with obviously before the end of June.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Merci beaucoup, monsieur le ministre. Puis-je vous poser une question au sujet d'une recommandation en particulier, c'est-à-dire les paiements qui ont été versés aux particuliers pour leur permettre de retirer la MIUF de leurs maisons. Comme vous le savez, la fin de juin marque la date limite. Puis-je demander au ministre s'il est disposé à reporter cette date, comme le proposent les membres du Comité, à six mois plus tard, car nous croyons que même maintenant, même s'il y a eu beaucoup de discussions à ce sujet, il y a quand même un certain nombre de personnes qui ne sont peut-être pas au courant du fait que leur maison a été isolée à la MIUF, ou qu'il y ait un programme qui peut les aider jusqu'à un certain point. Beaucoup auront attendu qu'il fasse chaud pour retirer la mousse, plutôt que le faire pendant les mois d'hiver. Dans un certain nombre de lettres que j'ai reçues, ces personnes me communiquent leur intention de faire ce travail pendant les mois d'été. Je serais donc très intéressée de savoir si oui ou non, au sujet de ce retrait, le ministre pourrait nous donner une idée à l'avance, avant même qu'on réponde de façon complète à l'ensemble du mémoire ou des conclusions de ce du Sous-comité.

M. Ouellet: Monsieur le président, à mon avis, il faut établir une distinction entre la date limite d'inscription aux programmes et la date limite du début ou de la fin des réparations aux maisons. Le règlement prévoit présentement une date limite pour l'inscription. Il n'y a aucune date limite pour les réparations. Autrement dit, toute personne qui est admissible au programme et qui remplit une demande avant la fin du mois de juin sera inscrite au programme et peut attendre de faire les réparations au moment qu'il lui convient. C'est une décision que doit prendre le propriétaire, et la raison pour laquelle nous n'avons pas établi de date limite pour les réparations c'est qu'on fait encore de la recherche à ce sujet. On pourrait mettre au point une nouvelle technique dont pourraient éventuellement profiter les propriétaires. Comme vous l'avez mentionné, certaines personnes attendent les mois d'été pour faire ces réparations. Il y a donc le financement approprié, et cela dépend aussi du genre de travail que les propriétaires veulent faire.

Il est donc important, je crois, que le propriétaire réalise qu'il n'a pas à se précipiter pour faire des réparations à sa maison avant la fin du mois de juin. Il peut le faire quand bon lui semble. La seule date limite qu'il doit respecter c'est la date limite d'inscription au centre de la MIUF.

Votre Comité a présenté une recommandation pour reporter cette date limite à la fin de l'année. J'ai mentionné plus tôt cette semaine, lors de ma comparution devant votre Comité, que j'allais présenter une proposition au Cabinet afin que cette date limite soit reportée à la fin de l'année, suivant la recommandation du Comité. Cette recommandation n'a pas encore été étudiée par le Cabinet. Elle est maintenant au sous-comité du Cabinet, et elle devrait être étudiée avant la fin du mois de juin évidemment.

[Text]

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): What would you like us to do in order to give you some extra pressure to put on Cabinet?

• 0945

Mr. Ouellet: I think that your intervention the other day and this morning is helpful. It will be conveyed to my colleagues in Cabinet.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Thank you very much. There are a couple of other questions I would like to ask. First, could the people in the UFFI centre, could Mr. Mackie give us—not necessarily today, although he might like to intervene to do it—give us some idea of what results are coming from the testing that is being carried out. Is the testing showing that after the remedial or removal procedures that there is a noted decrease in the gaseous subject, in the toxicity? Do you have any kind of readings on this that would be helpful so that when we are talking to people who have not yet undertaken removal of UFFI that we can say, "Here is what is happening. It is important, or it will be helpful to you to take these steps"? Is there anything in the way of positive information that you have discovered that we can pass on to people who find themselves in this predicament?

Mr. Ouellet: My answer is, yes. But I think that I should invite the Director-General of the UFFI centre, Mr. Youngson, to come here and elaborate on the answer. I have to excuse Mr. Mackie who had a commitment with UFFI owners and could not cancel it this morning.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Mr. Youngson is perfectly acceptable.

Mr. D. Youngson (Director-General, UFFI Centre): Mr. Chairman, we have been looking very closely at the results of the post-corrective measures phase. It has been very difficult to correlate those results because, even though we have had some 6,000 claims, we have not had previous readings and post-readings on all those houses. A lot of the claims paid were the pre-proclamation date, so we have got a very small sample. However, we have been looking at these from the point of view of taking the measurements and, generally speaking, the measurements are much lower.

In the cases where they are not lower, we will be going back to see why; to see whether the work was done properly, whether everything was done or not. More important, we sent a small group—small up to now—a health questionnaire which deals with their impressions of how they have felt both before the corrective measures were done and since the corrective measures were done, and those results are very encouraging. Even in houses where there has been no apparent lowering of levels, generally speaking, the people say they feel much better and they have had no health problems. But as I say, it is a very small sample at the moment. But this is one of the things that we are continually looking at as we go on.

The Chairman: One more question, Miss MacDonald.

[Translation]

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Que voudriez-vous que nous fassions pour que vous puissiez exercer plus de pression sur le Cabinet?

M. Ouellet: Votre intervention de l'autre jour et celle de ce matin me sont utiles. Elles seront transmises à mes collègues du Cabinet.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Merci beaucoup. Je voudrais vous poser quelque autres questions. Premièrement, est-ce que les gens du Centre de la MIUF, M. Mackie par exemple pourrait nous donner—pas nécessairement aujourd'hui, mais peut-être voudra-t-il le faire—une idée des résultats des tests qui ont été faits. Est-ce que les tests révèlent qu'après le retrait de l'isolant il y a une diminution marquée du gaz, de la toxicité? Avez-vous des lectures à ce sujet qui pourraient nous aider, afin que lorsque nous discutons avec des gens qui n'ont pas encore enlevé la MIUF, nous puissions leur dire: «voici ce qui se produit, c'est important, et ce serait utile que vous preniez tel ou telle mesure»? Avez-vous obtenu des renseignements positifs que nous pouvons transmettre aux personnes qui se trouvent dans cette fâcheuse situation?

M. Ouellet: Je vous répondrai, oui. Cependant, je pourrais peut-être demander au directeur général du Centre de la MIUF, M. Youngson, de venir ici et de vous donner plus de détail. M. Mackie n'a pu être ici ce matin, il avait rendez-vous avec des propriétaires de maisons isolées à la MIUF et ne pouvait annuler cette réunion.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): M. Youngson sera très bien.

M. D. Youngson (directeur général, Centre de la MIUF): Monsieur le président, nous avons étudié de très près les résultats des tests une fois les mesures correctives prises. Il a été très difficile d'établir la corrélation, car même si nous avons 6,000 réclamations, nous n'avions pas pour toutes les maisons des lectures avant et après le retrait de la MIUF. Un grand nombre de réclamations payées l'avaient été avant la date de proclamation, par conséquent nous avons un échantillonnage très limité. Cependant, nous avons étudié les résultats et de façon générale les lectures étaient bien inférieures.

Dans les cas où elles ne l'étaient pas, nous allons retourner afin de savoir pourquoi, pour voir si le travail a été bien fait, si oui ou non tout a été fait. nous avons envoyé à un petit groupe, et c'est très important—un petit groupe jusqu'à maintenant, un questionnaire sur la santé dans lequel on demande les impressions des gens, comment cela s'appelait-il avant que les mesures correctrices soient prises et depuis qu'elles l'ont été, et les résultats sont très encourageants. Même dans les maisons où apparemment les lectures n'étaient pas inférieures, de façon générale, les gens déclarent se sentir beaucoup mieux et ne pas avoir de problème de santé. Je le répète, il s'agit pour le moment d'un petit échantillonnage. Voilà une activité à laquelle nous continuons à porter attention.

Le président: Vous pouvez poser une autre question, mademoiselle MacDonald.

[Texte]

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Thank you. I would like to see this; perhaps I can later. I suggest that as information becomes available, the minister might want to see that it is circulated to members of Parliament so that we can have whatever positive information there is at our finger-tips to pass on.

My final question has to deal with one other aspect that was discussed at length by UFFI homeowners who came before the committee. The minister will be aware that they raised, particularly the group from the Province of Quebec, *la Fédération des comités de victimes de la mousse d'urée du Québec*, they made the suggestion, and it was very well received by the subcommittee, that there should be an effort made to have the UFFI industry assume some of the responsibility towards the victims.

• 0950

People had been persuaded by both government and industry that urea-formaldehyde foam insulation was a good thing to install in their homes. They made the suggestion and encouraged us to feel this. The industry itself should pick up, or should match, the government's commitment. I realize there is no legislative way of bringing industry to some kind of social responsibility in this field, but has the minister had any discussion with the industry, or with the leading companies involved with this form of insulation? Has there been any response? Do they see that they too have a responsibility towards those Canadians who installed UFFI in their homes—often, it is felt, as a result of misleading advertising?

Mr. Ouellet: My answer, Mr. Chairman, is: yes. In fact, I have had correspondence and personal discussions with representatives of some of these companies. The degree of interest varied from one company to another. The main obstacle, I would say, is the uncertainty of the number of people involved. As you know, the closing date for participation in the program is the end of June, currently. We might extend it to the end of the year. Before committing themselves, the industry wants to know exactly what they are committing themselves to. I think this is understandable. I am not excusing them, but I think it is understandable that they would want to know how many people have registered under the program; how many people have used their product—we will know, exactly, when all the figures are in—and how much money it might take. Until these have arrived, I think it would be difficult to commit, definitively, any industry. But we are pursuing our contacts with the industry and clearly indicating this, apart from the legal obligations they might have through the courts... because some of them are being prosecuted and will have to face case actions. We have stressed, as you said, their social responsibility. I cannot say that there has been a totally negative reaction. I think in some cases they have been very positive. But they want to know exactly what it is all about: how many homes, how many people, the type of expenditure they could face.

[Traduction]

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Merci. J'aimerais bien connaître cette information, je l'obtiendrai peut-être plus tard. Dès qu'une information est disponible, le ministre pourrait peut-être la faire connaître aux députés du Parlement afin que nous disposions de toute l'information positive, que nous la connaissions parfaitement afin de pouvoir la transmettre.

Ma dernière question a trait à un autre aspect dont nous avons parlé longuement avec des propriétaires de maisons isolées à la MIUF qui ont comparu devant le Comité. Le ministre est au courant que ces personnes ont présenté des suggestions, surtout le groupe de la province de Québec, La Fédération des comités de victimes de la mousse d'urée du Québec, leurs suggestions ont été très bien reçues par les membres du sous-comité, il s'agit de faire un effort pour que l'industrie de la MIUF assume une partie de la responsabilité que nous avons envers les victimes.

Le gouvernement et l'industrie ont persuadé la population que la mousse isolante était un bon produit à installer dans leur maison. C'était leur suggestion et ils nous ont encouragé à le croire. L'industrie devrait payer ou du moins verser un même montant que celui du gouvernement. Je me rends compte qu'il n'est pas de loi pour forcer l'industrie à assumer une responsabilité sociale dans ce domaine, mais le ministre en a-t-il discuté avec les représentants de l'industrie, ou avec les principales compagnies impliquées dans ce genre d'isolant? A-t-on obtenu une réponse? Ont-ils l'impression qu'ils ont eux aussi une responsabilité envers les Canadiens qui ont installé de la MIUF dans leurs maisons—souvent, croit-on, suite à une publicité trompeuse?

M. Ouellet: Je répondrai, oui, monsieur le président. J'ai échangé de la correspondance et j'ai eu des discussions personnelles avec les représentants de certaines de ces compagnies. Le degré d'intérêt varie d'une compagnie à l'autre. Je dirais que le principal obstacle c'est qu'on ne connaît pas avec exactitude le nombre de personnes en cause. Comme vous le savez, la date limite de participation au programme est la fin juin. Nous pourrions peut-être la reporter à la fin de l'année. Avant de s'engager, l'industrie désire savoir exactement ce à quoi elle s'engage. On peut le comprendre. Je ne l'excuse pas, mais on peut comprendre pourquoi elle veut savoir combien de personnes se sont inscrites au programme, combien ont utilisé ce produit—nous le saurons exactement lorsque tous les chiffres seront entrés—et lorsque nous saurons combien d'argent il faudra. En attendant, il serait difficile d'engager une industrie quelconque, de façon définitive. Nous continuons cependant à communiquer avec l'industrie et à leur exposer les choses clairement, mis à part les obligations légales qu'elle pourrait avoir devant le tribunal—car certaines compagnies sont poursuivies et devront faire face à des procès. Je ne dirais pas que leur réaction a été tout à fait négative. Dans certains cas, elle a même été très positive. Cependant toutes les compagnies veulent savoir exactement ce dont il s'agit: combien de maisons, combien de personnes, à combien de dépenses elles feront face.

[Text]

The Chairman: Thank you, Miss MacDonald. I will get back to you on the second round, if possible.

Mr. Robinson.

Mr. Robinson (Burnaby): Thank you, Mr. Chairman.

I would like to ask the minister some questions with respect to the issue of generic drug manufacturing. I understand the minister may have some news for the committee in this area. I received this information only through the good graces of the press. I would hope, in future, the minister's office might at least have the courtesy to notify opposition critics—at least at the same time as the minister's office notifies the press—of major announcements that are to be made in their areas of responsibility. This would seem to be elementary courtesy and I would hope that it would be respected in the future, Mr. Minister.

The multi-national drug companies have been mounting an intensive lobby to get rid of Section 41 of the Patent Act. As the minister knows very well, this is a section brought in some time ago which effectively protected consumer interests and ensured that consumers did not pay excessive amounts for pharmaceutical drugs.

• 0955

The government hired a former Cabinet colleague of the minister as an adviser in this particular area. Coincidentally, this former Cabinet colleague also acted as a consultant to the multi-national drug companies in question as represented by the PMAC, the Pharmaceutical Manufacturers Association of Canada. I would not be surprised if, in view of this particular decision to hire this particular individual, this lobbyist, the minister's news for Canadian consumers today was not good.

We know, as well, that multi-national corporations have been perhaps using a bit of corporate blackmail in this area, suggesting they are going to pick up their marbles and go south of the border with their research and development if this section of the Patent Act is not, in fact, repealed.

The Canadian Drug Manufacturers Association, representing the interests of Canadian manufacturers, of course, is very strongly opposed to any change to this section. Certainly, in my view, Canadian consumers would have their interests sold down the river if there is any change made to this particular section.

At a time when medicare is coming under attack in a number of provinces—we see the imposition of user fees; we see opting out—once again, Canadian consumers could be faced with paying tens of millions of dollars extra each year for pharmaceutical drugs if this protection is denied them.

In light of these facts, and in light of the concern which has been expressed for some time by the Consumers' Association of Canada and others, I would like to ask the minister whether he is prepared to reassure this committee today that there will be no changes made to Section 41 of the Patent Act and that he will not bow to the blackmail of the multi-national drug

[Translation]

Le président: Merci, mademoiselle MacDonald. Je vous donnerai la parole au deuxième tour, si possible.

Monsieur Robinson.

M. Robinson (Burnaby): Merci, monsieur le président.

Je voudrais poser au ministre quelques questions concernant la fabrication de reproductions génériques des médicaments. Je crois comprendre que le ministre a des nouvelles à ce sujet pour les membres du Comité. J'ai reçu ces renseignements grâce aux journalistes. J'espère qu'à l'avenir le bureau du ministre aura la courtoisie d'avertir les critiques de l'opposition—au moins en même temps que le bureau du ministre avertit la presse—de toute annonce importante qu'il doit faire dans son domaine de compétences. Il me semble que c'est là une courtoisie élémentaire, et j'espère que ce sera respecté à l'avenir, monsieur le ministre.

Les compagnies de médicaments multinationales ont formé un lobby important pour se débarrasser de l'article 41 de la Loi sur les brevets. Le ministre le sait très bien, cet article adopté il y a quelque temps déjà protégeait effectivement les intérêts des consommateurs en garantissant que ceux-ci ne paieraient pas des sommes excessives pour des produits pharmaceutiques.

Le gouvernement avait embauché un ancien collègue du Cabinet du ministre à titre de conseiller à ce sujet. D'ailleurs, par coïncidence, cet ancien collègue a déjà agité à titre de conseiller auprès des sociétés pharmaceutiques multinationales en question représentée par l'ACIM, l'Association canadienne de l'industrie du médicament. Il ne m'étonnerait pas, étant donné le choix d'embaucher cet individu, ce solliciteur, que le ministre n'ait pas de bonnes nouvelles à annoncer aux consommateurs canadiens aujourd'hui.

De plus, nous savons que les sociétés multinationales ont recouru à du chantage politique à cet égard lorsqu'elles proposent de reprendre leurs billes pour s'en aller faire de la recherche et du développement aux États-Unis si cet article de la Loi sur les brevets n'est pas abrogé.

La *Canadian Drug Manufacturers Association*, qui représente les intérêts de fabricants canadiens s'oppose, bien sûr, à toute modification de l'article. Il est certain, à mon sens, que les intérêts des consommateurs canadiens seraient trahis si l'on devait modifier l'article en question.

Alors que l'assurance-maladie est l'objet de critiques vives dans plusieurs provinces avec l'imposition du ticket modérateur, avec le droit de retrait, les consommateurs canadiens se verront peut-être obligés de déboursier des dizaines de millions de dollars chaque année pour des produits pharmaceutiques si cette protection légale l'aurait nié.

À la lumière de ces faits et des inquiétudes exprimées par l'Association des consommateurs du Canada et d'autres depuis un certain temps, je demanderais au ministre de rassurer le Comité aujourd'hui que l'article 41 de la Loi sur les brevets ne sera pas modifié et qu'il ne s'inclinera pas devant le chantage des sociétés pharmaceutiques multinationales exigeant la

[Texte]

companies and change this particular protection for Canadian consumers.

Mr. Ouellet: Mr. Chairman, I do not think the hon. member had to be notified to say his bit on the subject. His views are known and, indeed, he has expressed them this morning in his partisan manner.

What I have to say, Mr. Chairman, is that it is an important subject which cannot be as black and white as the hon. member described it. There are many nuances in this regard. What the government has tried to do is to protect investment, research and development by the pharmaceutical industry in Canada. For a number of reasons, the industry has felt affected by a clause introduced in the law, in the Patent Act, in 1969. The degree of investment in Canada was in danger, according to the industry, because of Section 41.(4) of the Patent Act. The government has decided to review it, knowing full well that it cannot be reviewed in total isolation.

When it was introduced in the late 1960s, it was in response to a situation that existed at the time. Indeed, because of the situation in Canada then, the price of drugs were particularly high. These measures and others taken then were designed to exert downward pressures on drug prices. Now, 13 years later, a lot of things have happened in the meantime.

• 1000

Before repealing this clause, before even considering amending the act—whether it is this clause or other clauses of the act—we felt it was important to know from the industry what type of commitment they were ready to make in terms of holding fair prices for consumers and, secondly, what type of investment in research and development they were ready to make in Canada.

The hiring of Mr. Martin O'Connell by my department to assist my officials was not done, as the hon. member thinks, to allow the multi-nationals to have a lobbyist within the government. On the contrary. Because Mr. Martin O'Connell's involvement with this industry at one time, he had contact with these people and he was able to talk to them and tell them that if they wanted some change the government would like to know what commitment they are ready to make.

Mr. Robinson (Burnaby): Who else did he talk to Mr. Minister?

Mr. Ouellet: I think the use of Mr. O'Connell, for me, was very advantageous because he was able to convey to the industry that it was imperative that they come forward with an interesting package of research and development investment in Canada in order for the government to consider some amendment to the act.

Mr. Robinson (Burnaby): Who else did Mr. O'Connell consult with? Did he consult with consumers associations? Did he consult with the Canadian drug manufacturers, for example?

Mr. Ouellet: I will come to this now.

Cabinet has decided this week to consider some amendments to the Patent Act and has outlined three alternatives. These

[Traduction]

suppression de cette protection offerte aux consommateurs canadiens.

M. Ouellet: Monsieur le président, c'était inutile d'avoir donné la parole à l'honorable député à ce sujet car ses opinions sont bien connues et, en fait, il les a exprimées ce matin dans sa façon tout à fait partisane.

Monsieur le président, le sujet à l'étude ne peut pas être traité avec la vision manichéenne de l'honorable député. C'est un sujet très nuancé. Le gouvernement s'est efforcé de protéger l'investissement, la recherche et le développement de l'industrie pharmaceutique au Canada. Pour un certain nombre de raisons, l'industrie se considérait affectée par un article introduit dans la Loi sur les brevets en 1969. Selon l'industrie, l'article 41(4) de la Loi constituait une menace à l'investissement au Canada. Le gouvernement s'est décidé de le passer en revue sachant pertinemment qu'il ne peut être révisé complètement hors contexte.

Lors de son introduction à la fin des années 1960, l'article visait, effectivement, à remédier au problème des prix élevés de médicaments à l'époque. Cette disposition, parmi d'autres, visait à faire descendre les prix. Or, il s'est passé beaucoup de choses depuis ce moment-là.

Avant d'abroger l'article, avant même d'envisager un amendement à quelque article que ce soit dans la Loi, nous estimions important de savoir si l'industrie était en mesure de garantir des prix raisonnables aux consommateurs et, aussi, d'investir dans la recherche et le développement au Canada.

Contrairement à ce que peut penser l'honorable député, en embauchant M. Martin O'Connell à titre de conseiller auprès de mes fonctionnaires, le Ministère ne cherchait pas à recruter un solliciteur pour les multinationales. Au contraire. Le fait que M. Martin O'Connell ait déjà été actif au sein de cette industrie lui offrait une voie de communication facile avec ses représentants. Ainsi, il a pu leur faire comprendre que toute modification nécessiterait un engagement de leur part.

M. Robinson (Burnaby): Avait-il d'autres interlocuteurs, Monsieur le ministre?

M. Ouellet: À mon sens, M. O'Connell nous a rendu grand service. Il a pu faire comprendre aux représentants de l'industrie qu'une proposition intéressante d'investissements à la recherche et au développement au Canada était critique avant que le gouvernement ne puisse envisager de modifier la Loi.

M. Robinson (Burnaby): Qui étaient les autres interlocuteurs de M. O'Connell? Aurait-il consulté les associations de consommateurs? Aurait-il consulté les fabricants canadiens de médicaments, par exemple?

M. Ouellet: J'y arrive.

Cette semaine, le Cabinet s'est décidé d'envisager certains amendements à la Loi sur les brevets et a proposé trois

[Text]

potential amendments will be discussed now with the various players concerned: the industry, the provinces—because when we introduced this amendment in the 1960s, it was only individuals who were buying drugs. Today, there is a great number of provinces who are directly purchasing drugs.

We would also want to consult with the health sectors, the people who are related to the health sector and, obviously, with the consumer associations.

I have had, for your information, Mr. Robinson, consultations already with the consumer associations.

Mr. Robinson (Burnaby): What are the three options, then, you are talking about?

Mr. Ouellet: Mr. Chairman, with your permission, I could circulate a document I have given to the clerk which is a backgrounder explaining the various options we would like to look at.

To read it briefly, Mr. Chairman:

The Government of Canada has decided to change the Patent Act to rebalance the 1969 policy . . .

Mr. Robinson (Burnaby): Mr. Chairman, I just want the minister to . . . The government, then, is saying it is definitely going to change the act. It is not just a case of reviewing it, and possibly changing the act.

Mr. Ouellet: Yes; we have decided that we will change the act. It could be changed in two ways: the regulations could be changed if we retain the option of variable royalty rates. The act itself would be changed if we retain the other two options: market exclusivity, or the other option, which is a company's specific exemptions or compulsory licences.

• 1005

Those three options represent, indeed, an incentive for the industry to pursue research and development in Canada. In one case, with the market exclusivity, it would mean the compulsory licences would be granted only after a specific number of years had elapsed, following the initial marketing of the drugs. Currently, the patentee has a smaller and smaller protection period because of the ability of the generic companies to copy the drugs, get quickly into the market and compete. Therefore, the industries have indicated that to go with the risk of investments is becoming an unfair treatment for them.

Now, when the amendment was introduced in the late 1960s, the period of protection was a little bit over 10 years. It now has shrunk to a little over four or five years. Indeed, we will negotiate with the industry, with the provinces and the interested people to find what is a proper balance. I am not saying this period of protection will be so many years. This is part of the discussions we will have during the summer.

My intention, Mr. Chairman, is to complete the consultations during the summer, to try to get for the consumer a commitment on the part of the industry with the appropriate mechanisms to hold the price at a fair price. The provinces,

[Translation]

possibilités. Les modifications éventuelles feront l'objet de discussion avec les parties concernées, avec l'industrie, avec les provinces. Au moment de l'introduction de l'amendement dans les années 1960, seuls les particuliers achetaient des médicaments. Aujourd'hui, un bon nombre de provinces en achètent également.

De plus, nous aimerions consulter les secteurs de la santé, les personnes qui y travaillent et, évidemment, les associations de consommateurs.

Pour votre gouverne, M. Robinson, je me suis déjà entretenu avec les associations de consommateurs.

M. Robinson (Burnaby): Quelles sont, donc, les trois possibilités auxquelles vous avez fait allusion?

M. Ouellet: Monsieur le président, si vous me permettez, je pourrais faire distribuer un document que j'avais soumis au greffier où les options sont expliquées.

Brièvement, Monsieur le président:

Le gouvernement du Canada a décidé de changer la Loi sur les brevets afin de rétablir la politique de 1969 . . .

M. Robinson (Burnaby): Monsieur le président, simplement, le gouvernement a définitivement l'intention de modifier la Loi. Il ne s'agit pas de la passer en revue et d'y faire des amendements éventuellement.

M. Ouellet: Oui, nous avons décidé de modifier la Loi. Le changement pourrait se faire de deux façons. Si nous retenons l'option des taux de redevance variables, on pourrait modifier les règlements. Cependant, si nous retenons les deux autres options, c'est-à-dire, l'exclusivité du marché ou les protections sélectives contre les licences obligatoires, il faudrait changer la loi elle-même.

Ces trois options visent à encourager l'industrie de poursuivre sa recherche et son développement au Canada. Dans un marché exclusif, les brevets obligatoires ne seraient accordés qu'après un certain nombre d'années suivant la commercialisation initiale du médicament en question. Actuellement, le fabricant détenant le brevet profite d'une protection de moins en moins grande du fait que certaines sociétés peuvent produire des médicaments génériques, les commercialiser rapidement et faire concurrence. Ainsi, les représentants de l'industrie estiment que l'obligation d'investir serait injuste.

Or, au moment de l'introduction de la modification vers la fin des années 1960, le délai de protection était de dix ans. Aujourd'hui, il est descendu jusqu'à 4 ou 5 ans. À cet égard, nous allons négocier avec les représentants de l'industrie, avec les provinces et avec les personnes concernées pour déterminer l'équilibre acceptable. Le délai de protection n'a pas encore été fixé. Il fera l'objet de nos discussions au cours de l'été.

Monsieur le président, il est mon intention de terminer les consultations cet été afin d'obtenir de la part de l'industrie un engagement envers le consommateur qui tiendra compte des mécanismes nécessaires au maintien d'un prix équitable. Dans

[Texte]

through our negotiations, could come forward and help us in this regard. We cannot impose price control on our own, but some mechanisms could be worked out. That is why we are seeking the views and the co-operation of the provinces in this regard: to protect the consumer, but at the same time, to give enough incentive to the industry to invest more and to do more research in Canada.

Mr. Robinson (Burnaby): Mr. Chairman, if I could just conclude . . .

The Chairman: Yes, you may carry on.

Mr. Robinson (Burnaby): —the minister did take up most of the time. There is not much opportunity for questions. I have just a couple of final points.

The minister indicates now that a decision has been made to go ahead, and essentially, as I have indicated, to knuckle under to the blackmail of the multi-national drug companies in this area. Now, that is what it is. I do not think we should be under any illusions about that. The minister, in fact, has made this decision.

I want to ask the minister what consultation there was before the decision was made, first, with Canadian drug manufacturers; second, with those involved in the health care sector; and third, with consumer groups. I put it to the minister that, in all three of those areas, the minister, his officials and his paid lobbyist for the multi-nationals, who was hired as an adviser, did not carry out adequate, if any, consultation with the groups affected. Now the minister says the decision is made; and after the decision is made, we are going to have consultations. What sort of consultations were there with those groups?

Mr. Ouellet: Mr. Chairman, there have been consultations with both the PMAC and the CDMA, which are the two major associations in Canada representing the pharmaceutical drug associations and the generic associations. I have indicated this morning that the decision is taken to amend the law in order to create a better climate for investment and research in Canada. The way we do it will depend on the discussions we have in the coming weeks and months with the industries, both the multi-nationals, as you call them, and the generics in Canada because . . .

Mr. Robinson (Burnaby): My question was about consultations with the health care sector and consumers. I put it to the minister there was not any. Is that not a fact?

Mr. Ouellet: No, there was. There was, indeed. I have had discussions and I will continue discussions during the course of the summer. Indeed, I have talked to every group that is interested in this subject and I have already . . .

• 1010

Mr. Robinson (Burnaby): Which consumer group did the minister discuss this with?

Mr. Ouellet: I talked to the Consumers' Association of Canada.

Mr. Robinson (Burnaby): On this point?

[Traduction]

le cadre de ces négociations, les provinces pourraient nous aider à cet égard. Nous ne pouvons imposer le contrôle des prix unilatéralement, mais on pourrait établir certains mécanismes. Voilà pourquoi nous cherchons à obtenir les opinions et la collaboration des provinces en ce sens. Nous voulons protéger le consommateur mais, à la fois, inciter l'industrie à investir davantage et à effectuer plus de recherches au Canada.

M. Robinson (Burnaby): Monsieur le président, en conclusion . . .

Le président: Je vous en prie.

M. Robinson (Burnaby): Le ministre a accaparé la majeure partie de mon temps de parole. Il n'y a plus beaucoup de place pour des questions. J'aurais quelques remarques à faire pour terminer.

Le ministre nous indique qu'une décision a été prise et, essentiellement, que l'on s'est incliné devant le chantage des sociétés pharmaceutiques multinationales en ce sens. C'est exactement ce qui s'est passé. Nous ne devrions pas nous laisser à cet égard. C'est le ministre qui a pris la décision, en fait.

Je voudrais savoir du ministre si on a consulté les fabricants canadiens de médicaments, les intéressés du secteur des services de la santé et les groupes de consommateurs avant de prendre la décision. Ma thèse est que le ministre, ses fonctionnaires et son solliciteur payé, embauché à titre de conseiller, n'ont pas consulté les groupes concernés. Le ministre nous annonce que la décision est prise et, qu'après coup, les consultations auront lieu. Quel type de consultations y a-t-il eu avec les trois groupes?

M. Ouellet: Monsieur le président, on a consulté et l'association canadienne de l'industrie et du médicament et la *Canadian Drug Manufacturers' Association*, les deux groupes les plus importants qui représentent les associations de fabricants de produits pharmaceutiques et génériques au Canada. Ce matin, j'ai indiqué que la décision de modifier la Loi visait à créer un climat plus propice à l'investissement et à la recherche au Canada. Cette modification dépendra des entretiens qui auront lieu avec les industries, et les multinationales aussi bien que les génériques, au cours des semaines et mois à venir.

M. Robinson (Burnaby): Ma question portait sur les consultations avec les intéressés du secteur des services de la santé et des groupes de consommateurs. Ma thèse est qu'il n'y en a pas eu; est-ce juste?

M. Ouellet: Non, il y en a eu. Il y en a eu effectivement. Des entretiens ont déjà eu lieu et les pourparlers continueront au cours de l'été. En fait, je me suis entretenu avec tout groupe intéressé par le sujet et j'ai déjà . . .

M. Robinson (Burnaby): Avec quel groupe de consommateurs le ministre s'est-il entretenu?

M. Ouellet: Avec l'Association des consommateurs du Canada.

M. Robinson (Burnaby): À ce sujet?

[Text]

Mr. Ouellet: On this very point.

The Chairman: I will give you one final question right now, Mr. Robinson.

Mr. Robinson (Burnaby): Thank you, Mr. Chairman. I note with interest that apparently at least one Conservative member is warmly applauding the minister's initiatives in this area and certainly that is not surprising. . .

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): We have always applauded research and development in Canada.

Mr. Robinson (Burnaby): The consumer critic for the Conservative Party in the House of Commons took a somewhat different line, but that is not surprising.

My question is with respect to the two key assurances in this area. One is with respect to prices, because the minister has admitted that the federal government cannot assure any control that prices will not skyrocket, because that is beyond the federal government's jurisdiction. Secondly is the question of guarantees with respect to research and development.

Those are obviously the two key areas here. The minister cannot guarantee Canadian consumers that there will not be dramatic price increases; and I put to the minister that he cannot extract any guarantee from the multi-nationals that indeed they will conduct additional research and development in Canada. Is that not correct? How does the minister intend to enforce any alleged guarantees with respect to research and development.

Mr. Ouellet: Mr. Chairman, I have to say that Mr. Robinson is wrong on all counts. Indeed, I think he has very strong views that shadow the proper evaluation of what has been announced this morning. I would invite him to be a little more calm, take the time to read the *Backgrounder* and he will realize in reading it that indeed there is built into this announcement a series of protections for the consumer.

Obviously, we are now entering an open phase of discussions with the people involved, which I think is healthy, and we are saying to the industry: Yes, we are ready to create a better climate for you for investment in Canada, because indeed we believe we have to create jobs in Canada; we have to protect jobs in Canada. We believe we could have a very good research and development program in Canada. Now, for you to come in and do it, we are ready to give you some incentive. Indeed, we are ready to amend a section of the law that has been an irritant for you, but we will not do it unless you give us some guarantees in terms of price behaviour and in terms of crystal-clear commitments for investment. This is what we are going to do in the coming months.

Industry has already indicated their willingness to co-operate, their readiness to invest. And we will, when I introduce in the fall the appropriate amendment, have in the amendment the mechanisms to control price with the support of the provinces, or to have a mechanism of monitoring that will take away some of the advantages that we might give to

[Translation]

M. Ouellet: À ce sujet, précisément.

Le président: Vous avez droit à une dernière question, monsieur Robinson.

M. Robinson (Burnaby): Merci, monsieur le président. C'est avec intérêt que je constate qu'au moins un membre du parti conservateur a applaudi aux initiatives du ministre dans le domaine et ce n'est pas du tout surprenant.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Nous avons toujours applaudi à la recherche et au développement au Canada.

M. Robinson (Burnaby): Le critique responsable des affaires des consommateurs au parti conservateur à la Chambre des communes avait adopté une position légèrement différente, mais il n'y a rien de neuf là-dedans.

Ma question porte sur les deux assurances clés. Puisque le ministre a avoué que le gouvernement fédéral ne peut assurer que les prix ne monteront pas en flèche, puisque le contrôle de ces prix dépasse la compétence du gouvernement fédéral, j'aimerais en savoir plus long. Aussi, j'aimerais savoir davantage sur les garanties de la recherche et du développement.

Ces deux zones sont les éléments clés, manifestement. Le ministre ne peut garantir au consommateur canadien qu'il n'y aura pas d'augmentation spectaculaire des prix. De plus, ma thèse est que le ministre ne pourrait extirper de garantie de la part de sociétés multinationales qu'elles accroîtront leur activité de recherche et du développement au Canada. N'est-ce pas vrai? Comment le ministre entend-il renforcer ces prétendues garanties en ce qui concerne la recherche et le développement?

M. Ouellet: Monsieur le président, je dois dire que M. Robinson a entièrement tort. Effectivement, je crois que ses opinions bien arrêtées à ce sujet l'empêchent de bien comprendre l'annonce de ce matin. Je l'inviterai à retrouver du calme et à prendre le temps de lire le document de base qui lui révélera que cette annonce prévoit une série de mesures de protection pour le consommateur.

Manifestement, nous entrons dans une phase d'échanges de vues avec les intéressés, ce que j'estime tout à fait salubre. Nous faisons savoir à l'industrie que nous sommes prêts à provoquer un climat plus propice à l'investissement au Canada parce que nous croyons qu'il faut créer et protéger des emplois au Canada. Nous croyons qu'un programme valable de recherche et de développement au Canada pourrait exister. Nous sommes prêts à lui fournir les encouragements nécessaires. Effectivement, nous sommes disposés à modifier un article de la Loi qui l'irrite mais nous ne sommes pas prêts à le faire sans les garanties en matière de contrôle de prix et sans les engagements à investir. Voilà ce que nous allons lui faire comprendre au cours des mois à venir.

L'industrie s'est déjà montrée disposée à collaborer avec nous et à investir. La modification qui sera présentée à l'automne comportera, avec l'appui des provinces, des mécanismes de contrôle de prix. Sinon, elle comprendra un mécanisme de surveillance de l'industrie et le retrait des bénéfices si les garanties en matière de médicaments ou d'investissements ne

[Texte]

the industry if they do not perform in relation to price of drugs, or in relation to investment. It will not be an open-ended thing; it would be under appropriate control and surveillance.

The Chairman: Mr. Robinson, I will get back to you again if I can.

I go now to Mrs. Killens.

Mme Killens: Merci, monsieur le président.

Monsieur le ministre, ma question a trait à la MIUF. C'est un problème qui est particulièrement québécois et, au fait, j'aimerais savoir si ce problème existe à travers tout le pays.

J'ai été mise au courant, dans mon comté, que des groupes de propriétaires du Québec voudraient former des équipes de «démouffage» dans le cadre du programme RELAIS, *the NEED Program*. Ces gens rencontrent toutes sortes de difficultés et je me demande, monsieur le ministre, si votre ministère est au courant et si des mesures ont été prises pour remédier à ce problème?

M. Ouellet: Monsieur le président, la raison est propre à la province de Québec et elle est due au décret sur la construction. Le programme RELAIS qui est en application a permis à des groupes de personnes dont les maisons sont isolées à la MIUF de faire des travaux dans plusieurs autres provinces. Ce programme RELAIS, à ce jour, n'a pas encore pu être utilisé par les associations ou par des propriétaires de maisons isolées à la MIUF, au Québec.

• 1015

J'avais écrit, en janvier, au ministre Fréchette, le ministre québécois qui est responsable du décret de la construction, et au ministre de l'Habitation, M. Tardif, pour les inviter à faire quelque chose pour rendre le décret non opérationnel dans le cas des maisons isolées à la MIUF. J'ai également écrit aux représentants des trois syndicats qui ont des travailleurs de la construction, la F.T.Q., la C.S.N. et la C.S.D., et à l'Association des entrepreneurs en construction du Québec. A ce jour, il semble bien que personne ne veuille faire d'exception au décret de la construction.

Par ailleurs, il y a une dizaine de jours, j'ai rencontré les responsables de la F.T.Q. Construction, le président de la F.T.Q. (Construction) et le président de la F.T.Q., M. Louis Laberge, pour leur expliquer la situation et tenter d'amener ce syndicat, qui compte un nombre très important de membres qui sont dans la construction et qui sont en chômage présentement, à faire quelque chose, d'une part pour tenter de faire travailler leurs membres, et d'autre part pour aider ces propriétaires de maisons isolées à la mousse, qui sont prêts à faire des réparations et qui voudraient utiliser le programme RELAIS.

Comme vous le savez, le programme RELAIS assure un salaire horaire d'à peu près \$5.00 l'heure à un ouvrier, alors que le décret de la construction du Québec établit le taux horaire à \$14.50. Donc, il y a une différence de \$9.50, ce qui veut dire que dans bien des cas, ce cinq dollars du RELAIS plus le \$5,000 dollars que l'on donne à un propriétaire de maison peut couvrir peut-être 10, 11 ou 12 dollars l'heure pour

[Traduction]

sont pas respectés. La disposition ne sera pas flexible. L'article tel que modifié prévoira un contrôle et une surveillance appropriés.

Le président: Monsieur Robinson, je vous raccorderai le droit de parole si possible.

Madame Killens.

Mrs. Killens: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Minister, my question is regarding UFFI. This problem appears to be particular to Quebec and I would like to know whether it exists elsewhere in the country.

I was told in my riding that groups of owners in Quebec would like to form UFFI removal teams under the NEED program. They are having all sorts of difficulty and I was wondering, Mr. Minister, whether your department is aware of this movement and whether steps have been taken to solve the problem.

Mr. Ouellet: Mr. Chairman, the problem is particular to the Province of Quebec because of the construction decree. The NEED program has allowed groups of people whose houses have been insulated with UFFI to work in several other provinces. Associations and owners of houses insulated with UFFI in Quebec have not yet been able to use the NEED program.

I wrote, in January, to Mr. Fréchette, the Quebec minister who is responsible for the building order, and to the Minister of Housing, Mr. Tardif, asking them to do something to make the order non operational in the case of houses insulated with UFFI. I also wrote to representatives of the three unions who represent construction workers; the CNTU, the CSD and the *Association des entrepreneurs en construction du Québec*. To date, it seems that no one wants to make an exception to the building order.

Moreover, about 10 days ago, I met with the heads of F.T.Q. Construction, the president of the F.T.Q. Construction and the president of the F.T.Q., Mr. Louis Laberge, to explain the situation and try to convince the union, which represents a considerable number of construction workers who are now unemployed, to do something, on one hand to try to get their members back to work and, on the other hand, to help the owners of houses insulated with foam who want to make repairs under the NEED program.

As you know, the NEED program provides for an hourly wage of about \$5 per hour, whereas the building order in effect in Quebec provides for an hourly rate of \$14.50. So there is a difference of \$9.50, which means that, in many cases, the \$5 from NEED, plus the \$5,000 that the homeowner gets may cover \$10, \$11 or \$12 an hour for someone who works on a house. But there is a gap.

[Text]

un travailleur qui travaillerait à réparer une maison. Mais il reste un certain montant à combler.

J'ai rencontré M^{me} Lamer, la présidente provinciale de l'Association des victimes de la MIUF. J'ai essayé d'amener un rapprochement avec ce groupe de M^{me} Lamer qui a soumis un programme RELAIS pour réparer quelque 2,000 maisons au Québec cet été.

Alors, il y a là une volonté d'utiliser notre programme et d'obtenir un montant supplémentaire par l'entremise du programme RELAIS. La réalité actuelle, c'est que l'on pourrait réparer cet été 2,000 maisons isolées à la MIUF s'il y avait un peu de bonne volonté et si les intéressés pouvaient y mettre un peu de leur et faire une exception au décret. S'ils ne veulent pas faire une exception au décret, il y a la F.T.Q... C'est ce que je disais à M. Laberge: Vous êtes un syndicat puissant, avec des ressources considérables; mettez un peu d'argent dans le pot et vous allez pouvoir, en collaboration avec l'association de M^{me} Lamer, réparer 2,000 maisons. Vos travailleurs vont travailler, les gens de l'association vont réaliser leur projet de 2,000 maisons et puis notre programme RELAIS va payer une grosse partie de la note.

Les discussions se poursuivent présentement, et on espère pouvoir amener tout le monde ensemble. Il y a déjà eu une première réunion, à ma suggestion, impliquant les gens de la F.T.Q., l'Association des victimes de la MIUF et les représentants du programme RELAIS, ainsi qu'un représentant du Centre de la MIUF. On poursuit ce dossier. On espère que cela va marcher et qu'on pourra faire travailler des travailleurs et réparer les 2,000 maisons, au Québec, grâce au programme RELAIS.

• 1020

Mme Killens: L'initiative pour convoquer la prochaine rencontre est-elle entre les mains de M. Laberge, de M^{me} Lamer ou entre les vôtres?

M. Ouellet: Eh bien, j'ai fait mes efforts pour amener les parties en cause à essayer de trouver une solution. Je crois que, de part et d'autre, les représentants de la Fédération des victimes du Québec et les représentants de la F.T.Q. ont décidé de se rencontrer bientôt. C'est à leur initiative que se tiendra la prochaine rencontre.

Mme Killens: J'aimerais exprimer le désir que si la rencontre n'a pas lieu d'ici un mois... On sait qu'ici, à la Chambre des communes, à la fin de juin, c'est congé pour tout le monde et il est difficile de rejoindre des gens et tout cela. Le programme RELAIS est un programme d'un an. On peut toujours travailler l'hiver prochain, parce qu'on fait maintenant de la construction en hiver. Je demanderais que quelqu'un de votre ministère suive de très près ce dossier. C'est assez important. J'ai beaucoup de briqueteurs, parce que j'ai beaucoup d'Italiens dans mon comté, et ils viennent à mon bureau régulièrement réclamer ce travail. Je vous dis que j'ai un gros pourcentage de chômeurs qui pourraient faire ce travail et bien le faire.

M. Ouellet: M. Mackie du Centre de la MIUF suit ce dossier de près, et je pense que les trois syndicats, aussi bien la

[Translation]

I met with Mrs. Lamer, provincial president of the Association of UFFI Victims. I tried to bring about a rapprochement with Mrs. Lamer's group, which submitted a NEED project to repair 2000 houses in Quebec this summer.

So people do want to use our program and get supplementary funding under NEED. The fact is that 2000 houses insulated with UFFI could be repaired this summer with a little goodwill or if the interested parties could make an effort and make an exception to the building order. If they do not want to make an exception, there is the F.T.Q... I said to Mr. Laberge: You are a powerful union, with considerable resources; put a little money in the pot and you will be able, in cooperation with Mrs. Lamer's association, to repair 2000 homes. Your members will be put to work, the association will have the 2000 houses repaired and our NEED program will pick up most of the tab.

Discussions are continuing and we hope to bring everyone together. There has already been one meeting, at my suggestion, involving the F.T.Q. people, the UFFI Victims Association, officials from the NEED program, and a representative from the UFFI Centre. We are following up on this. We hope that it will work and that we will be able to put people to work and repair the 2000 houses in Quebec under the NEED program.

Mrs. Killens: Is it up to Mr. Laberge, Mrs. Lamer or you to call the next meeting?

Mr. Ouellet: I have done what I could to encourage the parties to try to find a solution. I believe that representatives of the Quebec UFFI Victims Association and representatives of the FTQ have decided to meet in the near future. The next meeting will have been held on their initiative.

Mrs. Killens: If the meeting does not take place within the next month, I would like... We know that, here in the House of Commons, everyone goes on holiday at the end of June and it is difficult to get in touch with people. The NEED program is a one year program. Work can still be done next winter, because they are now building in winter. I would like someone from your department to follow this very, very closely. It is quite important. I have a lot of brick layers in my riding, because there are a lot of Italians, and they come to my office regularly to ask that they be allowed to do this type of work. I can tell you that there are a lot of unemployed people who could do this work and do it well.

Mr. Ouellet: Mr. Mackie from the UFFI Centre, is following this very closely and I think that the three unions,

[Texte]

F.T.Q. que la C.S.N. ou la C.S.D., qui ont des membres en chômage, verraient d'un bon oeil ce genre de travaux se faire cet été ou cet automne. Je suis confiant qu'on va trouver une solution. Evidemment, l'écart des prix est tel qu'il faut que quelqu'un, quelque part, fasse un compromis. L'idéal aurait été que le gouvernement du Québec vienne couvrir ce montant, cette différence; mais il semble que le gouvernement du Québec a répondu non à la demande de la Fédération des victimes du Québec qui leur demandait justement de collaborer avec nous dans le cadre du programme RELAIS, et de payer une partie de la différence qui aurait pu être de trois ou quatre dollars au maximum, ce qui aurait permis au programme de 2,000 maisons de se faire.

Mme Killens: La logique de ce refus, monsieur le ministre, doit être la même que celle qu'ils utilisent pour nous dire qu'ils ne veulent pas collaborer avec les municipalités dans le programme RELAIS; c'est la même logique.

M. Ouellet: En tout cas, on espère pouvoir réaliser le projet de toute façon, indépendamment du gouvernement du Québec.

Le président: Monsieur Marceau.

M. Marceau: Merci, monsieur le président.

Tout d'abord, monsieur le ministre, je voudrais vous dire que vous avez mon appui pour l'excellent travail que vous faites dans le domaine des produits pharmaceutiques de manière à assurer la recherche et le développement tout en protégeant les Canadiens par des prix raisonnables. Si je puis collaborer, je le ferai certainement parce que je trouve ce travail essentiel. Il faut essayer de chercher une solution plutôt que d'empêcher l'amélioration d'une loi. Il faut l'améliorer et l'adapter aux conditions actuelles.

Monsieur le ministre, dans votre exposé, vous dites que, dans le domaine des brevets, vous poursuivez votre rationalisation; vous voulez augmenter votre productivité. Dans le domaine de l'information, pour aider les entreprises, est-ce que vous vous proposez de faire des changements, de manière à la rendre peut-être plus accessible? Deuxièmement, quant aux brevets, évidemment, il y a les entreprises, mais est-ce que vous avez songé qu'il y a également les individus?

Moi, je viens d'une région excentrique, et je constate qu'en dehors des grands centres, on n'a pas tellement de possibilité de développer des brevets. Chaque fois que les gens désirent s'adresser à nous parce qu'ils ont besoin d'aide dans le domaine des brevets, ils doivent venir à Ottawa ou à Montréal et obtenir les services d'avocats. Ce sont des coûts très élevés.

• 1025

Donc, voici ma question à deux volets: y a-t-il de nouvelles dispositions qui aideraient les entreprises et y a-t-il également des dispositions qui aideraient les individus qui ont souvent d'excellentes idées mais qui ne peuvent les réaliser et les enregistrer en raison du coût?

M. Ouellet: Les commentaires du député sont fort justes. Une foule de Canadiens ont de bonnes idées mais, malheureusement, par faute d'information, ne font pas breveter leurs idées et leurs découvertes. C'est devenu, à certains égards,

[Traduction]

the FTQ, the CNTU and the CSD, who have members that are unemployed, would be happy if this type of work could be done this summer or fall. I am confident that we will find a solution. Naturally, the wage gap is such that someone, somewhere, will have to compromise. Ideally, the Quebec government should make up the difference; but it seems that the Quebec government turned down the request of the Quebec UFFI Victims Federation when they asked them to cooperate with us under the NEED program and pay part of the difference, which would be a maximum of \$3 or \$4, so that the 2000 houses could be repaired.

Mrs. Killens: They are using the same logic, Mr. Minister, that they used when they told us that they did not want to cooperate with the municipalities under the NEED program; it is the same type of logic.

Mr. Ouellet: In any case, we hope to be able to carry out the project independently, without the Government of Quebec.

The Chairman: Mr. Marceau.

Mr. Marceau: Thank you, Mr. Chairman.

First of all, Mr. Minister, I would like to tell you that you have my support for the excellent work you are doing in the area of pharmaceutical products, encouraging research and development and protecting Canadians by keeping prices reasonable. If I can cooperate, I will certainly do so, because I believe that this work must be done. We must try to find a solution, rather than blocking improvements to the legislation. It must be improved and adapted to current conditions.

You say in your statement, Mr. Minister, that you are continuing your efforts to rationalize the patenting process; you want to increase productivity. Do you intend to make any changes affecting the information available to companies, in order to make it more accessible? Did you also think of individuals? I am still referring to patents, of course.

I come from an outlying region and I note that, once you get out of the large cities, there are not many opportunities for developing patents. Every time people come to us because they need help with something involving patents, they have to go to Ottawa or Montreal and hire lawyers. It is very expensive.

My question is twofold; are there any new provisions which will help businesses and are there any that will help individuals, who often have excellent ideas but cannot carry them out and get them registered because it is too expensive?

Mr. Ouellet: The member is absolutely right. A lot of Canadians have good ideas but, unfortunately, due to a lack of information, they do not get their discoveries and ideas patented. It has become, in certain respects, the preserve of

[Text]

l'apanage d'experts. Le député, qui est un excellent avocat lui-même, le sait très bien. C'est devenu le patrimoine quasi exclusif de quelques bureaux d'avocats et de quelques grandes compagnies qui connaissent la technique et qui savent comment procéder pour faire breveter leurs produits.

Nous voulons vulgariser cette opération et nous voulons mieux faire connaître au public les procédures à suivre, qui sont pourtant fort simples, et qui peuvent être peu coûteuses. Au cours des trois prochaines années, la division du Bureau des brevets fera une réorientation de ses activités en vue d'une part, de rendre nos banques de renseignements sur les brevets plus accessibles et d'autre part, d'informer le public, de façon plus directe, de la marche à suivre et des procédures fort simples qu'ils peuvent suivre pour faire breveter leur inventions.

M. Marceau: Au niveau des entreprises, y a-t-il quelque chose...? Je suppose que les mêmes dispositions sont accessibles aux entreprises.

M. Ouellet: Bien sûr!

M. Marceau: Il existe un programme d'aide aux consommateurs. Je constate qu'on parle beaucoup, du côté provincial, c'est-à-dire au Québec, de l'aide aux consommateurs mais au niveau fédéral, on a tendance à minimiser l'importance que le fédéral ou votre ministère donne aux consommateurs. On y travaille tout autant et les possibilités existent, mais il y a peut-être un manque d'information.

Pourrais-je vous demander quel budget est affecté à l'aide aux consommateurs? Vous assurez-vous qu'il n'y a pas dédoublement avec le côté provincial? Quels sont les champs de juridiction et y a-t-il des problèmes qui se présentent au Québec? Les juridictions sont-elles suffisamment définies? Vous assurez-vous que le travail que vous faites est bien connu du public?

M. Ouellet: Monsieur le président, s'il y a un domaine où les relations fédérales-provinciales sont au beau fixe, c'est certainement dans le domaine de l'aide aux consommateurs. De ce côté-là, il n'y a vraiment aucun problème. La coopération est très étroite à tous les niveaux, que ce soit au niveau des fonctionnaires dans les régions ou au niveau des hauts fonctionnaires de différents ministères, fédéral et provinciaux, et même au niveau des ministres. Il y a des rencontres périodiques au niveau des ministres, au niveau des sous-ministres et tout se fait dans la plus complète harmonie.

Toutefois, le champ d'activité est énorme et tellement vaste, que l'aide aux consommateurs, qu'elle provienne d'Ottawa ou de Québec ou de Toronto ou de n'importe quel palier de gouvernement... Il y a tellement à faire qu'on ne se pile pas sur les pieds! Au fait, on est complémentaires dans nos efforts. Cependant, les budgets sont tellement modestes, qu'il est évident que nous sommes très heureux que les provinces s'intéressent au domaine de l'aide aux consommateurs. Et même des associations privées, que ce soit les associations de consommateurs, que ce soit les différents organismes privés qui, eux aussi, aident, conseillent et avisent les consommateurs.

[Translation]

experts. The member, who is an excellent lawyer himself, is quite aware of this. It has become the almost exclusive preserve of a few legal firms and large companies who know the technical side and know how to proceed to get their products patented.

We want to vulgarize this operation and make the public more aware of the procedures that have to be followed, which are actually very simple and can be inexpensive. Over the next three years, the division of the patents office will reorient its activities in order to make data banks on patents more accessible and inform the public, in a more direct way, of the very simple procedures that must be followed if one wants to patent an invention.

Mr. Marceau: Is there something for the companies? I suppose that the same provisions are available to them.

Mr. Ouellet: Of course.

Mr. Marceau: There is a consumer aid program. I note that on the provincial side, in Quebec, consumer aid is widely discussed, but at the federal level, there is a tendency to minimize the importance of what the federal government or your department provides to consumers. We work just as hard and there are opportunities, but there may be a lack of information.

Could you tell me how much you spend on consumer aid? Do you make sure that there is no overlap with the provincial side? How is the jurisdiction divided and are they having problems in Quebec? Are the jurisdictions defined clearly enough? Do you make sure that the public is aware of the work you do?

Mr. Ouellet: If there is an area, Mr. Chairman, where federal/provincial relations are going well, it is certainly consumer aid. There are no real problems. There is a very high degree of cooperation at all levels, between officials in the regions and officials from various departments, federal and provincial, and even at the ministerial level. Ministers and deputy ministers meet regularly and everything is done in complete and perfect harmony.

However, the field is so broad that consumer aid, whether it comes from Ottawa, Quebec, Toronto, or any level of government... There is so much to do that we do not step on each others' toes! In fact, we complement each other. But the budgets are so modest that we are naturally very happy that the provinces are interested in consumer aid. Private consumer associations which help and guide consumers are also welcome.

[Texte]

[Traduction]

• 1030

Notre budget est de quelque 5 millions de dollars. Il y a à peine 88 années-personnes pour appuyer cet effort de l'aide aux consommateurs, alors vous vous rendez compte, avec l'importance et la grandeur du pays, qu'on ne peut pas aller très loin avec 5 millions de dollars pour aider les consommateurs. C'est pourquoi nous avons en plus un programme de subventions qui nous permet d'aider des bureaux d'aide aux consommateurs, soit provinciaux, soit locaux, et, bien sûr, nous avons un programme de subventions à la dizaine d'organismes nationaux qui aident les consommateurs, en particulier l'Association des consommateurs du Canada.

Récemment, il y a eu une certaine polémique dans les journaux au sujet d'une section du *Better Business Bureau* qui croyait qu'il y avait dédoublement, et que la direction de l'aide aux consommateurs de mon Ministère était du dédoublement avec ce que le *Better Business Bureau* faisait. Je dois dire que ce n'est pas du dédoublement, c'est du complément, et nous sommes très heureux de voir le *Better Business Bureau* aider, assister les consommateurs qui se sentent lésés par des compagnies. Mais malgré toute la bonne volonté du monde, le *Better Business Bureau* ne peut pas répondre complètement et adéquatement à tous les besoins des consommateurs, pas plus qu'un ministère provincial de la Consommation ne peut répondre à tous les besoins. Il faut le ministère fédéral, il faut les ministères provinciaux, il faut le *Better Business Bureau*, il faut tous les groupes, tous les bureaux d'aide aux consommateurs et il en faut encore plus, parce que la tâche est énorme et les ressources humaines et financières que nous avons sont trop limitées.

M. Marceau: Ce sera ma dernière question, monsieur le ministre, et c'est dans le domaine de la MIUF. Est-ce que vous pouvez vous assurer que les chèques, lorsqu'ils sont émis par le Bureau, après le travail fait, puissent être accélérés? On constate qu'il y a des délais considérables et que les gens qui ont été obligés, non seulement de se débarrasser de la MIUF, mais d'emprunter, sont souvent obligés d'attendre, en raison de dispositions administratives, d'une façon beaucoup trop longue.

Deuxièmement, est-ce qu'on peut s'assurer, monsieur le ministre, que dans les régions éloignées des grands centres, on n'exigera pas nécessairement, d'une façon définitive, que ce soit uniquement des contracteurs? J'ai dans la région du Saguenay, par exemple, des gens qui ont des problèmes. Il n'y a pas de contracteurs, ou il y en a peut-être un qui est accrédité. Évidemment, je sais que pour enlever la MIUF, c'est dangereux, et qu'il faut être prudent. J'ai, par exemple, le cas d'un ingénieur qui a suivi les cours, qui avait ce problème-là chez lui et qui a enlevé la MIUF; par la suite, il est limité à une autre propriété. Il y a des gens qui lui demandent de faire le travail pour eux; il a la compétence voulue, il a le diplôme, il dit qu'il est prêt à le faire, mais il y a une petite disposition qui l'empêche de faire plus qu'une autre maison. Alors, évidemment, ayant le diplôme, ayant la sécurité nécessaire, je demanderais peut-être d'essayer d'être un peu souple, tout en s'assurant que ce n'est pas n'importe qui, qui le fait... Mais quand quelqu'un a un diplôme, l'a fait pour lui-même, et que d'autres ont des besoins urgents, peut-être ne faudrait-il pas

We have a budget of \$5 million and 88 person years to help consumers which is not very much considering the size of our country. That is why we also give out grants to provincial and local consumer associations as well as to national associations and in particular, the Canadian Consumer Association.

There was a controversy in the press recently concerning the Better Business Bureau which felt that the work done by my department in helping consumers was overlapping the work done by the Better Business Bureau. Now I say that our work is complementary and we are very happy to see the Better Business Bureau help consumers who feel they have been unfairly dealt with by corporations. But try as hard as they may, the Better Business Bureau alone cannot adequately answer all consumers' needs nor for that matter can a provincial department of consumer affairs. We need the federal department, provincial departments, the Better Business Bureau as well as all the other groups which help consumers because the task is enormous, while our human and financial resources are scarce.

Mr. Marceau: My last question deals with UFFI. Could you see to it, Mr. Minister, that the cheques mailed out after completion of work be speeded up? There have been very long delays and people who have had to borrow money in order to remove the urea formaldehyde insulation have had to wait a long time for their cheques because of all kinds of administrative problems.

Secondly, would it be possible for remote areas to have the work done not solely by contractors? People are having problems in Saguenay area where there are no contractors or just one who is certified. I know that removing UFFI is dangerous and that one has to be careful. I know, for instance, of an engineer who took a special course and got rid of the UFFI in his own home. Some people have asked him to do the same work in their homes; he has the know-how and the diploma and he would be willing to do it but he cannot according to regulations. So provided there is no safety breach, I would like to see regulations applied in a more flexible way for those who do have a diploma and where there are no other experts available.

[Text]

être par trop sévère, lorsqu'il y a quelqu'un de disponible pour ça.

M. Ouellet: Monsieur le président, je voudrais rappeler à vos députés que chaque propriétaire peut demander une avance, qui représente 50 p. 100 du montant, c'est-à-dire qu'une avance de \$2,500 peut être envoyée au propriétaire pour l'aider à défrayer les coûts préliminaires, l'achat des matériaux, etc., pour faire le travail.

Quant au paiement final, M. Mackie, le directeur du Centre, était ici plus tôt cette semaine, et il a expliqué que l'émission des chèques doit se faire après une vérification des dossiers, que c'est vrai qu'il y a des délais, mais très souvent, les délais sont attribuables à des dossiers qui ne sont pas complets.

• 1035

Il y a un manque d'informations précises. Les reçus ne sont pas envoyés en même temps et très souvent, les délais sont dus, non pas à une mauvaise volonté, bien au contraire, de la part des gens qui s'en occupent au centre de la MIUF, mais plutôt parce que les requérants, lorsqu'ils demandent ces montants, ne suivent pas les directives et ne font pas une demande complète. C'est cela qui prend du temps et qui retarde le travail de ceux qui doivent émettre les chèques.

Finalement, quant à votre suggestion de permettre à quelqu'un qui a passé l'examen de faire du travail dans plus d'une maison, je m'entretiendrai de cette question avec M. Mackie. M^{me} Monnet est ici et elle a sûrement pris note de cela. Elle vérifiera la possibilité d'être un peu plus libéral dans l'application du règlement.

M. Marceau: Merci, monsieur le ministre.

The Chairman: I will go to Dr. Halliday now.

Mr. Halliday: Thank you, Mr. Chairman. I will get back on the subject of UFFI for a moment or two as well. We find in our constituency office that constituents are having to wait four to five weeks to get their applications from the UFFI office here. I wonder whether the minister anticipates that being speeded up, or whether he would consider allowing us to have the application forms in our office, so we could give them first-day delivery when they ask for them.

Mr. Ouellet: Mr. Chairman, I am surprised. I believed that, indeed, we had at one time sent a set of applications to every member of Parliament.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): It was later cancelled. We were not allowed to pick them up.

Mr. Halliday: Mr. Chairman, is the minister saying that if we ask his office for them, we could then get them, probably?

Mr. Ouellet: I believed that we had sent a series of kits and, in each of these kits, an application form was included. Mr. Youngson, do you want to come and explain if there is a problem?

Mr. Youngson: We have sent the application kits to the members' offices for the members who have asked. We have not sent them out in general distribution to all members. We

[Translation]

Mr. Ouellet: I would like to remind committee members that each homeowner can get an advance payment of 50% of the cost, that is \$2,500 to help him pay preliminary costs, such as purchase of materials, etc., in order to have the work done.

As for the final payment, Mr. Mackie explained at the beginning of the week that those cheques are sent out after their files have been checked and that most delays are caused by incomplete files.

Some information may be missing or receipts have not been sent in; so delays are caused not by lack of goodwill on the agent's part but because people have not been filling in requests as required. That is what is causing the delay in having the cheque sent out.

As for your suggestion about allowing people who have taken the examination to do the work in other people's homes, I will talk about it with Mr. Mackie. Mrs. Monnet has taken note of your suggestion and she will see whether the regulations could be applied with more flexibility.

Mr. Marceau: Thank you, Mr. Minister.

Le président: La parole est à M. Halliday.

M. Halliday: Merci, monsieur le président. Je voudrais moi aussi dire quelques mots au sujet de la MIUF. Certains de mes électeurs se sont plaints de ce qu'ils doivent attendre quatre à cinq semaines pour obtenir les formulaires de remboursement. Y aurait-il moyen de raccourcir ces délais ou bien pourrait-on remettre des formulaires aux députés qui pourraient les distribuer à leurs électeurs.

M. Ouellet: Cela m'étonne, monsieur le président. Je croyais que nous avions envoyé des formulaires à tous les députés.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Cet ordre a été contremandé par la suite.

M. Halliday: Vous voulez dire qu'il suffirait d'en faire la demande pour obtenir ces formulaires.

M. Ouellet: Il me semblait qu'on vous avait fait parvenir des documents, y compris les formulaires. Monsieur Youngson, pourriez-vous expliquer ce qu'il en est au juste?

M. Youngson: Les formulaires ont été adressés uniquement aux députés qui en ont fait la demande. Nous avons essayé d'accélérer l'étude des demandes en expédiant en même temps

[Texte]

had tried to speed up the application processing by, if possible, sending the Dosimetre kits with the application on a pre-numbered application form. We are endeavouring to ensure that the application processing time is, in fact, speeded up. We have had delays in the past, and I think we have had problems with production—forms running out, those Dosimetre kits being short and this kind of thing—which I am confident are overcome now. So there should not be that delay.

Mr. Halliday: Mr. Chairman, I take it then that we could ask for a bulk supply of these and hope to get them?

Mr. Ouellet: Yes.

Mr. Halliday: Fine. Thank you very much. On the subject of your decision, Mr. Minister, to allow the Canadian home renovation plan to be used by UFFI homeowners beginning at the end of 1982, this would appear to exclude, say, somebody on his own initiative, who had taken the foam out in November, 1982 but whereas if he had waited till February, 1983 he would have been covered for it by \$3,000. If somebody can adequately document the fact so as to satisfy your other requirements, is there any good reason why we could not authorize payment to the person from November, 1982?

Mr. Ouellet: It is a difficult question. I have written twice to my colleague, Mr. LeBlanc, who is the minister responsible for Canada Mortgage and Housing Corporation, to review this matter. The problem is inherent in this program. This program has a specific *raison d'être* and it has specific criteria applicable to it. What we have done is that, during the course of the discussions I have held with the advisory committee on UFFI, representatives of the various national associations and provincial associations, we have tried to identify within government other programs which could be of interest to a person with a home insulated with UFFI.

• 1040

We have tried to "bonify" the program of \$5,000. We have indeed identified a few other programs within which UFFI home-owners could be eligible. But we have not changed the other programs to meet specifically the UFFI requirements. Unfortunately, as soon as we said to the UFFI home-owners, yes, you could get your \$5,000; on top of that, if you do some other renovations in your home, you could take advantage of the programs that already exist within the CMHC envelope... A lot of these people have taken advantage of it. In fact, I am told that the number of requests is very important, very impressive, and it could probably put the CMHC program in jeopardy, because they will be lacking money. But the question of whether or not we are making it retroactive is not for us in the UFFI centre a question that we could settle; and it is, according to CMHC officials, impossible to make it retroactive.

Mr. Halliday: Thank you, Mr. Chairman.

While Mr. Youngson is still there, he gave some interesting information earlier about his ongoing assessments of the effectiveness of the program, in response to Miss MacDonald. I believe about 6,000 houses have been done. If I am not mistaken, I believe Mr. Youngson indicated that they had

[Traduction]

les dosimètres et les formulaires de demande. Nous cherchons actuellement à accélérer l'étude des dossiers. Il y a effectivement eu des retards par le passé dus en partie au manque de formulaires ou de dosimètres. Mais cela ne devrait plus arriver.

M. Halliday: Nous pourrions donc obtenir un certain nombre de ces formulaires.

M. Ouellet: Certainement.

M. Halliday: Parfait. En autorisant les personnes ayant enlevé la MIUF de leur maison à se prévaloir du programme de rénovation des maisons à partir de la fin de 1982, les personnes qui auraient de leur propre initiative entrepris ces travaux en novembre 1982 ne bénéficieraient pas de ces mesures alors que si elles avaient attendu jusqu'à février 1983, elles auraient pu toucher \$3,000. Si toutes les autres conditions étaient remplies, ces personnes ne pourraient-elles pas bénéficier de cette mesure à partir de novembre 1982?

M. Ouellet: C'est un problème difficile. J'ai déjà écrit deux fois à ce sujet à M. LeBlanc chargé de la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Le programme a été créé pour des raisons bien précises et est donc assujéti à des critères spéciaux. Lors de mes entretiens avec le Comité consultatif sur la MIUF et d'autres organisations nationales ou provinciales, nous avons essayé de trouver d'autres programmes susceptibles d'intéresser les personnes dont les maisons avaient été isolées avec de la MIUF.

Nous avons cherché notamment à bonifier le programme de \$5,000. Nous avons d'ailleurs trouvé plusieurs autres programmes qui pourraient s'appliquer à ces personnes; sans toutefois modifier ces programmes conformément aux critères MIUF. Malheureusement, dès que nous avons fait savoir qu'en plus de \$5,000, on pourrait toucher d'autres subventions à condition de faire certains travaux de rénovation, on a reçu un tas de demandes. Il paraît que le nombre de demandes est tellement élevé que la Société canadienne d'hypothèques et de logement risque d'épuiser les crédits prévus à cette fin. Pour ce qui est de la rétroactivité de cette mesure, c'est impossible d'après les responsables de la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

M. Halliday: Merci, monsieur le président.

En réponse à une question posée par M^{lle} MacDonald, M. Youngson avait donné des détails intéressants concernant une étude sur l'efficacité du programme. Les travaux auraient jusqu'à présent été effectués dans 6,000 maisons. D'après cette

[Text]

noticed in their studies that a significant number of people reported feeling better although the levels were unchanged—the level of urea formaldehyde was unchanged in the test. Am I right in the way I understood him?

Mr. Youngson: Yes, that is right. Even those who have had no change in levels have reported feeling better.

Mr. Halliday: What does the minister or his officials—how do they explain that? What significance do they attach to that?

The Chairman: You are the doctor.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): That is why he is asking.

Mr. Youngson: I really do not know, Mr. Chairman.

Mr. Halliday: How much money has the department allocated to this study of the effectiveness of removal of the foam? Is a definite program in line? I would have thought 6,000 homes were enough to do a valid statistical study on. Why do we suggest that it is too early yet? Six thousand homes are quite a few. I would think they would be enough. How many do you need, if 6,000 are not enough?

Mr. Youngson: No, you are quite right, 6,000 would be enough; but we do not have the before-and-after results on those 6,000. In fact, of those 6,000, we have a very small number of before-and-after results.

Mr. Halliday: Is that being pursued, Mr. Chairman, and how much money is being allocated to its pursuit?

Mr. Ouellet: I must say that I do not know. I will have to check and report to you; give you an answer later on. I cannot give you a figure. I would prefer to check on this.

Mr. Halliday: I would, Mr. Chairman, like to have an idea about that.

Mr. Ouellet: I think it is clear that we are doing the research; we are doing the study. But what the cost of it is, I do not know. I will have to find out.

The Chairman: Mr. Minister, perhaps you could give that information to the clerk in due course.

Mr. Ouellet: I will.

Mr. Halliday: I am not so much worried about the cost. I want to make sure adequate money is being spent, Mr. Chairman, to follow up on the effectiveness of it. That is my real concern: are we following up on that or not?

Mr. Ouellet: Yes, we are.

Mr. Halliday: Finally, Mr. Chairman, the minister has had some time to reflect about this whole UFFI problem. I would wager a guess that either his government in the next year, year and a half, or our subsequent government is going to be faced with a situation very similar to UFFI, where the government is going to have to make a decision as to how it is going to handle some modification of urea formaldehyde foam as an alternative insulation, or some entirely different substance.

[Translation]

étude, de nombreuses personnes affirment se sentir mieux bien que le niveau d'urée-formol n'ait pas diminué.

M. Youngson: C'est exact. Ces personnes disent qu'elles se sentent mieux même lorsque le niveau d'urée-formol n'a pas diminué.

M. Halliday: Comment expliquez-vous ce phénomène?

Le président: C'est vous qui êtes médecin.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): C'est pourquoi il pose la question.

M. Youngson: Je ne sais vraiment pas, monsieur le président.

M. Halliday: Combien d'argent a été prévu pour examiner l'efficacité de ces travaux? Six mille maisons devrait être un chiffre suffisant pour effectuer une étude statistique. Pourquoi dites-vous que ce n'est pas assez. À mon avis, c'est plus qu'assez.

M. Youngson: Six mille seraient en effet assez, mais malheureusement nous n'avons pas pour ces 6,000 maisons de données comparant la situation avant, et après que la MIUF ait été enlevée.

M. Halliday: Combien d'argent a été prévu pour cette étude?

M. Ouellet: Je ne sais pas. Je vais devoir vérifier et vous ferai parvenir la réponse.

M. Halliday: Je voudrais le savoir, monsieur le président.

M. Ouellet: L'étude suit son cours mais pour ce qui est des crédits, je vais devoir vérifier.

Le président: Vous pourrez faire parvenir la réponse au greffier.

M. Ouellet: Je n'y manquerai pas.

M. Halliday: Il est essentiel que l'on ait suffisamment de crédits pour effectuer cette enquête sur l'efficacité de ces travaux. Il est donc certain que cette étude sera faite. N'est-ce pas?

M. Ouellet: Oui, absolument.

M. Halliday: Le ministre a maintenant eu pas mal de temps pour réfléchir au problème de la MIUF. Or l'actuel gouvernement ou le gouvernement suivant sera confronté à un problème du même ordre lorsqu'un nouveau produit isolant sera mis sur le marché et qu'une décision devra être prise à son égard.

[Texte]

• 1045

What changes would the minister feel in his own mind now he would make or would recommend to his Cabinet in the way that a government would handle this whole problem of approval of an insulation product, or of how they would handle a catastrophe that developed afterwards that was unidentified and unpredicted earlier? What is the minister's thinking on this, or what is the thinking of his government on that now?

Mr. Ouellet: It is maybe useful that I repeat what I have already said earlier this week to a similar question asked by your colleague. The government is looking at amending some of our regulations dealing with the approval of certain standards for a variety of products, but our problem is obviously one of government intervention. The more you make the standards compulsory and rigid and the more you have people to control what comes on the market, the more costly it becomes and the more difficult it becomes to have new products, new research flourishing and so on. The degree of government involvement is therefore one that has to be done very carefully because an abuse, on the other hand, might be detrimental to new techniques, new products, new development.

On the other hand, the degree of responsibility of the manufacturers has to be reviewed and reassessed. I believe that a number of people have encountered a tragedy in their lives because of this product; and, indeed, those who could have been responsible for it are no longer in business or are no longer there, in some cases, to pay for the damage. Therefore, the level of responsibility has to be reviewed, weighed and properly defined. This is an area where obviously the government has to pursue vigorously initiatives.

The Chairman: Thank you, Doctor.

With the permission of the committee, I would like to ask a couple of questions myself before going to a second round.

Mr. Minister, as a long-time sports fan, I was appalled at the decision of the National Hockey League Board of Governors to decline the application of the St. Louis team to sell their franchise to the Saskatoon interests. I know you made a statement in the House a week or so ago after the original announcement.

I was also, of course, particularly appalled that our own ownership in the Toronto team, and, I believe, the Vancouver team, the Winnipeg team also, voted—I cannot remember about Calgary—against the application. Since that time Ralston Purina has filed a \$20-million lawsuit, apparently, with triple damages, in their own courts against the various teams and the board of governors and other parties.

I wonder if you can just bring us up to date or make some further comments whether this court action will have anything to do with your investigations and, more particularly perhaps, just how your investigations will proceed and what the chances of some real pressure being put on the National Hockey League owners is going to be.

Mr. Ouellet: It is a difficult subject in the sense that it has become obviously very much in the limelight in recent days.

[Traduction]

Selon quelle modalité vous proposez-vous d'approuver un nouveau produit isolant ou faire face à une catastrophe éventuelle qui n'aurait pas été prévue à l'avance?

M. Ouellet: Je vais répéter ce que j'ai dit en début de semaine en réponse à une question posée à ce sujet par un de vos collègues. Le gouvernement envisage la possibilité de modifier les critères d'homologation de toute une série de produits; mais il se pose également la question de l'intervention de l'État. En imposant des critères obligatoires de plus en plus stricts, ce qui exige un contrôle de plus en plus sévère des nouveaux produits commercialisés, l'introduction de nouveaux produits devient d'autant plus coûteuse ou difficile. L'État doit donc être prudent dans ce genre d'intervention pour ne pas freiner la production de nouveaux produits et techniques.

Par contre, la question de la responsabilité des producteurs devra être revue. La MIUF a été une catastrophe pour de nombreuses personnes. Or, dans bien des cas, les responsables ont fait faillite ou ont simplement disparu et ne versent donc pas de dommages-intérêts. Il faudra donc mieux définir les critères de responsabilité des fabricants. C'est une question que le gouvernement est en train d'examiner.

Le président: Merci.

Je voudrais maintenant, moi aussi, poser quelques questions, si vous le permettez.

Moi qui m'intéresse depuis longtemps aux sports, j'ai été tout à fait scandalisé par la décision des responsables de la Ligue nationale du hockey d'interdire à l'équipe St. Louis de vendre la franchise à Saskatoon. Vous avez d'ailleurs fait une déclaration à ce sujet à la Chambre il y a une semaine.

J'ai été particulièrement scandalisé par le fait que les propriétaires des équipes de Toronto, de Vancouver, de Winnipeg et peut-être de Calgary se sont également prononcés contre cette demande. Depuis lors, la Société *Ralston Purina* a intenté des poursuites en dommages et intérêts pour 20 millions de dollars contre ces équipes, le conseil d'administration et d'autres.

Je voudrais savoir si ce procès aura une incidence quelconque sur votre enquête et si vous comptez faire pression sur les propriétaires de la Ligue nationale de hockey.

M. Ouellet: Alors que normalement les enquêtes entreprises par le directeur des coalitions se déroulent dans le plus grand

[Text]

You know, Mr. Chairman, that normally investigations by the director of combines are carried out secretly.

• 1050

I would not like to say something that could hurt his investigation. It is clear, as I indicated in the House, answering questions, that this matter is under review. The director has to gather facts to ascertain whether or not there is substance for him to launch an investigation. He is in a preliminary phase. He has not yet started formulating an inquiry. When and if he does, I will neither confirm nor deny that he is having an inquiry. What I am saying to you is that he is looking at the facts; he is looking at the matter. He has held discussions with some representatives of the NHL and some representatives of the company. I understand that he will be meeting early next week with representatives of the clubs, of the prospective purchasers, and he will then be in a better position to make up his mind on whether or not the Combines Investigation Act has been breached.

The Chairman: I gather, Mr. Minister, that time is really of the essence in this matter, as to when and where the team will operate in the fall. So can we have some assurances that there will be some initial decisions on whether to proceed with a formal investigation fairly soon?

Mr. Ouellet: I think his search will be pursued early next week in Saskatoon, and I guess following this he would probably be in a position to indicate clearly what he believes could be done under the Combines Investigation Act, if something can be done under the Combines Investigation Act.

The Chairman: Do we have any precedents, recent precedents, for this type of thing that your officials have been investigating in the past? Is there much recent practice along this line?

Mr. Ouellet: No, not that I know of.

The Chairman: You have never been involved in sports teams before, of this type?

Mr. Ouellet: I remember very well some years ago when the Winnipeg, Calgary, and Quebec City teams wanted to come in. There were a number of discussions at the time about whether or not they would come in. But as you know, it took two years of extensive discussions to arrive at it, and it came to an agreement, finally, with these teams in the National League.

In this case it is a different approach altogether. The Government of Canada was involved in those years because Quebec and Winnipeg wanted Government of Canada help to expand their coliseums, which we did, and there were discussions by some government officials with some owners of the Canadian teams who were there and who were not too sympathetic in the early stages, to allow three other cities to join in the NHL. They were pursued; that they should allow the three Canadian cities to come in. In fact, it meant the dismantling of another league. So the Combines Investigation Act had to be played in reverse in that regard, because it was the disappearance of a competitor. In this case it is a different question. It is a question of a group of people who want to buy

[Translation]

secret, cette affaire a été compliquée par le fait qu'on en a justement tellement parlé ces derniers jours.

Je me garderai donc de dire quoi que ce soit qui puisse compromettre son enquête, laquelle suit son cours, comme je l'ai dit à la Chambre. Le directeur doit réunir les éléments d'information pour savoir s'il y a matière à enquête. S'il devait décider de lancer une enquête, je ne pourrais ni le confirmer ni le réfuter. Tout ce que je puis vous dire, c'est qu'il est en train de s'occuper de cette affaire. Il s'est déjà entretenu avec des représentants de la Ligue et de la compagnie. Et au début de la semaine prochaine, il doit rencontrer les représentants des clubs et des acheteurs éventuels et ce n'est qu'alors qu'il saura s'il y a eu atteinte aux dispositions de la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions.

Le président: Le choix d'un site pour l'équipe pour l'automne prochain doit intervenir rapidement. Quand saurons-nous si une enquête officielle sera lancée?

M. Ouellet: Le directeur des coalitions va poursuivre ses entretiens à Saskatoon au début de la semaine prochaine, après quoi il sera sans doute en mesure de savoir si des mesures peuvent être prises en application de la Loi relatives aux enquêtes sur les coalitions.

Le président: Existe-t-il des précédents à cette affaire?

M. Ouellet: Non, je ne crois pas.

Le président: Vous n'avez jamais eu à enquêter sur des équipes sportives.

M. Ouellet: Il y a quelques années, les équipes de Winnipeg, Calgary et Québec voulaient faire partie de la ligue. Les tractations ont duré deux ans, après quoi il fut décidé que ces équipes feraient partie de la Ligue nationale.

Mais c'est une tout autre question ici. A l'époque, les villes de Québec et de Winnipeg avaient demandé l'aide du gouvernement fédéral pour agrandir leurs stades, aide que nous leur avons accordée. De plus, des représentants du gouvernement avaient discuté avec certains propriétaires d'équipe qui ne voyaient pas d'un bon oeil l'adhésion de trois nouvelles villes à la Ligue. Nous avons cherché à les convaincre, ce qui a d'ailleurs exigé le démantèlement d'une autre ligue. Il s'agissait donc à l'époque de la disparition d'un concurrent, ce qui n'est pas le cas actuellement. Nous avons ici un groupe de personnes qui voudrait racheter un club pour le transférer d'une ville américaine à une ville canadienne et une équipe qui devra s'habituer à un nouveau milieu. C'est donc tout différent

[Texte]

a club and transfer it from an American city to a Canadian city with a number of players who will have to play and establish themselves in a different environment. Indeed, it is a very different approach than the one a few years ago when Calgary, Winnipeg, and Quebec City wanted to join. So I do not think there is any precedent.

• 1055

The Chairman: I will not take any more time now of the committee, but I just want to firstly put my own view forward again that I strongly support the Saskatoon application; those are mostly Canadians. I think the committee is right and I think probably in the whole House of Commons we all supported it strongly. This has been a hot bed of hockey players over the years; it is a hot bed of hockey fan support. There seems no question they can support a team as they support their football teams in Regina, the whole province. I would certainly hope, Mr. Minister, that the government in one way or another can put as much pressure, direct or indirect—any kind—on the different parties involved to make that dream come true of some professional national hockey league in Saskatchewan.

Perhaps we will go a few minutes overtime because of the very significant announcement the minister made this morning regarding pharmaceuticals. I will go back at this time to Miss MacDonald and then to Mr. Robinson. Perhaps we will just go another five minutes or so after the hour.

Miss MacDonald.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Thank you, Mr. Chairman. I would like to ask the minister one question on one area about his statement concerning compulsory licensing of pharmaceuticals. It refers to one of the proposals that is listed on page 5 of his statement. Unlike the New Democratic Party, I am very anxious to see research and development in the pharmaceutical industry increased in this country.

It would look to me as if in that first proposal that is listed there that you are taking a carrot and stick approach to the pharmaceutical industry. I want to be absolutely sure that something is going to happen, that it is not just words that are put there and that there is no increase in the amount of research that is done in this country in the pharmaceutical industry, because in reality there is very little done at the present time.

What I would like you to give me, rather than those vague words, is to describe a specific situation so I will know what it is you are looking for. For instance, if you were to take the case of the firm of Hoffman La Roche in Montreal, what are we talking about in the way of the royalty rates that you say would be set according to the level of research and development activity carried out in Canada? How much of an increase in R&D would they have to undertake vis-à-vis their profit situation before you increase royalty rates to 5% or 10%? Would you put some figures on that rather vague statement so we can know whether or not the firms in question are going to be held to an accounting of an increase in R&D?

[Traduction]

de ce qui se passait il y a quelques années lorsque Calgary, Winnipeg et Québec voulaient adhérer à la ligue. Je ne crois pas qu'il y ait un précédent.

Le président: Je ne vais pas insister davantage mais je tiens à souligner que, comme la plupart des députés à la Chambre, j'appuie entièrement la candidature de Saskatoon, d'autant plus que la plupart des joueurs sont des Canadiens. Les habitants de Saskatoon adorent le hockey et je suis sûr qu'une équipe y serait tout à fait rentable de même que l'équipe de football de Regina est rentable. J'espère donc que le gouvernement parviendra à faire pression sur tous les intéressés afin que Saskatoon puisse avoir son équipe professionnelle.

Je pense que nous allons prolonger quelque peu la séance compte tenu de l'importante déclaration faite par le ministre ce matin concernant les produits pharmaceutiques. Je donne la parole à M^{lle} MacDonald et ensuite à M. Robinson.

Mademoiselle MacDonald.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Merci, monsieur le président. Je voudrais poser une question au ministre concernant la déclaration qu'il a faite relativement à l'homologation obligatoire des produits pharmaceutiques. Il s'agit notamment d'une des propositions figurant à la page 5 de sa déclaration. Contrairement au député NPD, je tiens à ce que les travaux de recherche et de développement dans l'industrie pharmaceutique prennent un plus grand essor au Canada.

D'après votre première proposition, vous semblez vouloir vous servir aussi bien de la carote que du bâton à l'égard de l'industrie pharmaceutique. Or je tiens à m'assurer que ces mesures seront suivies d'effets pratiques car actuellement, l'industrie pharmaceutique ne fait que très peu de recherches et de développement au Canada.

J'aimerais que vous me donniez un exemple concret pour que je puisse savoir exactement ce que vous recherchez. Prenons par exemple la firme Hoffman La Roche de Montréal. Comment les taux de redevance seraient-ils fonction des travaux de recherche et de développement effectués au Canada? Dans quelle mesure la recherche et le développement devraient-ils augmenter par rapport aux bénéfices pour permettre de porter leurs redevances de 5 à 10 p. 100? Pourriez-vous nous donner des chiffres plus précis quant à l'augmentation de la recherche et du développement dans le secteur pharmaceutique.

[Text]

Mr. Ouellet: Indeed, what you are asking me to do is to open up the negotiations . . .

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): What is your anticipation? What is your expectation?

Mr. Ouellet: —to tell publicly—all right, such an industry, you have to invest so many millions of dollars in Canada, otherwise we do not change the thing. Well, it is difficult to negotiate in public. My answer would be that, through discussions with some of the faculties who have given us advice and suggestions, there are a number of specific things that the industry could do in terms of research that would be satisfactory to us; and indeed, rather than give you a number, what we would hope is to get a total package presented. As you can see, one of the options, the Option 3 that is there, is a company-specific exemption for a certain period of years.

• 1100

Now, we would say to the firms: All right, you will be exempt, let us say, for six years, but in return, here is the sort of research that we expect you to do in Canada. Here is the sort of investment we expect you to do in Canada and here is the line of prices compared to the price of drugs paid in a number of other industrialized nations that compare with Canada. And if you follow this, we will give you an exemption. This is the type of approach that could be pursued and that will, on the one hand, give some assurance to the companies that they could act in peace. But, on the other hand, it gives the assurance to the government that there is a set of commitments there, and if they meet these commitments, well, they would be exempt from compulsory licences.

So it could be company by company; this alternative is an approach like the FIRA approach. As a good corporate citizen, a company comes in and says, here is what we are ready to do and here is the type of thing we will be doing, and they would get their exemptions. Now that is one of the three approaches that are there. I am not saying that is the one that would be retained, but that is one of the approaches that could be contemplated.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Mr. Chairman, one of the very real problems with FIRA is the uncertainty that surrounds every single application. Nobody knows what is expected by the government in the way of standards, and nobody knows how the final decision is arrived at, whether or not it meets public expectation. And what I am saying to the minister is that, while there may be some real validity to this approach, at the moment, it is a number of vage words on paper. Surely, if we are to accept it, we have to have something tangible to show us that companies are meeting the kinds of standards that we have a right to expect in this country.

The Chairman: Mr. Minister.

Mr. Ouellet: Well, I fully agree with the hon. member. That is precisely what we are going to enter, in the coming weeks, with the industry and with the people interested in this area. That is why I am announcing that we will explore three alternatives of amendments and we will, following our summer consultations, come, in the fall, with the specific set of

[Translation]

M. Ouellet: Vous voudriez que je dévoile le contenu des négociations.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Mais vous devez quand même avoir une idée des chiffres.

M. Ouellet: Je ne peux pas vous dire qu'on obligera tel ou tel laboratoire à investir tant ou tant de dollars en recherche et développement, car ce n'est pas ainsi qu'on mène des négociations. Les universités nous ont donné des conseils à ce sujet après quoi nous avons établi une série de mesures que l'industrie pharmaceutique devrait prendre dans le domaine de la recherche et du développement. Donc plutôt que de vous citer des chiffres précis, je vais essayer de vous donner une vue d'ensemble de la situation. Selon l'option 3, un laboratoire pourrait être exonéré pendant un certain nombre d'années.

Un laboratoire pourrait donc être exonéré pour une période de, mettons six ans, mais en contre-partie serait tenu d'effectuer des travaux de recherche bien précis au Canada. Ce laboratoire serait également tenu d'investir certains montants au Canada, néanmoins les prix des produits pharmaceutiques seraient fixés à un niveau comparable à ceux pratiqués dans d'autres pays industrialisés. Si toutes ces conditions sont remplies, ce laboratoire pourrait bénéficier d'une exonération. Les laboratoires seraient donc exonérés des homologations obligatoires mais en contre-partie ils auraient pris une série d'engagements.

On déciderait donc en fonction de chaque laboratoire. Un peu comme cela se fait dans le cadre de l'AEIE. Les laboratoires prendraient certains engagements, ce qui leur vaudrait des exonérations. C'est l'une des trois options qui pourraient éventuellement être retenues.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Une des grosses difficultés avec l'AEIE, c'est que l'on ne sait jamais où on en est avec les demandes. Le gouvernement n'a pas établi une liste de normes fixes et on ne sait pas selon quelles modalités les décisions sont prises. Donc même si votre approche est valable, pour moi elle me paraît trop vague. Avant de l'accepter, je voudrais savoir quels critères au juste ces laboratoires devront respecter pour obtenir ces exonérations.

Le président: Monsieur le ministre.

M. Ouellet: C'est de cela qu'il sera justement question lors des entretiens que nous aurons avec les représentants de l'industrie au cours de semaines à venir. Trois options seront donc envisagées au cours de l'été et ce n'est qu'à l'automne prochain que nous déposerons des projets d'amendement. Lorsque le gouvernement aura déposé son projet, il appartient

[Texte]

amendments. Then we will have completed our package, and it will be up to the parliamentarians to judge whether the commitments are worth the amendments.

The Chairman: I am going to Mr. Robinson for a couple of questions. Mr. Robinson.

Mr. Robinson (Burnaby): I appreciate that the time is limited and I suppose that the minister's statement, that the approach taken in this proposal would be similar to the FIRA approach, is not very reassuring to some of us around this table. It would appear that, while we all share the goal of increasing research and development and employing more Canadian scientists in research and development in the pharmaceutical industry, certainly that should not be done at the expense of Canadian consumers. We should not have to bribe multi-national drug companies and permit them to jack up their prices very substantially, in order to encourage them to do more research and development, with no guarantees whatsoever that that is actually going to be done.

Just a question with respect to the UFFI matter that was pursued earlier by Dr. Halliday. I have a number of constituents in Burnaby who have indicated to me they had UFFI removed at considerable personal expense, soon after it became obvious there were health concerns arising from UFFI insulation.

• 1105

Now, the minister has indicated it is impossible to make the compensation programs retroactive; but I wonder whether the minister would not at least undertake to re-examine this question, so that those individuals who did in good faith remove their UFFI insulation before the programs came into effect and can document the fact that they did have this removed at considerable personal expense, would become eligible for some of the programs of compensation of which the minister has spoken.

Mr. Ouellet: Mr. Chairman, I indicated this is not under my responsibility. This program is under the minister responsible for CMHC; and if Mr. Robinson has a view to express, he should direct it to Mr. LeBlanc. I have, indeed, conveyed this to Mr. LeBlanc and indicated that, as far as I am concerned, these people should take advantage of this program, and the retroactivity should apply.

As you know, the UFFI grant is retroactive. We have indicated that anybody who has done it before the passage of our law and ...

Mr. Robinson (Burnaby): I am not speaking of that. I am speaking of the other ...

Mr. Ouellet: I know, but what is within my capacity I have made retroactive. What is not within my capacity I cannot decide for other departments.

Mr. Robinson (Burnaby): My final question is with respect to the legislation on access to information. I would seek the assurance of the minister that his department is fully complying with the spirit of the legislation—in particular, Section 20, which refers to the results of product and environmental

[Traduction]

dra aux députés de décider si les amendements en question en valent la peine.

Le président: Monsieur Robinson.

M. Robinson (Burnaby): Le fait que vous adoptez une approche analogue à celle de l'AEIE n'est guère rassurante. Le renforcement de la recherche et du développement dans le secteur pharmaceutique canadien ne devrait pas se faire aux frais des consommateurs. Il ne faudrait pas soudoyer les multinationales en leur permettant de majorer substantiellement leurs prix afin de les encourager à faire davantage de recherche et de développement, ce qui est d'ailleurs loin d'être certain.

Je voudrais d'abord vous poser une question concernant la MIUF. Plusieurs de mes électeurs de Burnaby m'ont fait savoir qu'ils avaient fait enlever la MIUF de leur maison à grands frais à cause des risques de santé.

Le ministre vient d'expliquer que les programmes d'indemnisation ne sont pas rétroactifs. Je voudrais savoir si vous ne pourriez pas revenir sur cette décision afin de permettre aux personnes qui de bonne foi ont fait enlever la MIUF de leur maison avant l'introduction de ces programmes, d'en bénéficier néanmoins.

M. Ouellet: J'ai déjà expliqué que ce programme relève non pas de moi, mais du ministre chargé de la Société centrale d'hypothèque et de logement. C'est donc à M. LeBlanc qu'il faudrait poser la question. J'ai d'ailleurs fait savoir à M. LeBlanc que j'estime pour ma part que le programme devrait être rétroactif pour permettre à ces personnes d'en profiter.

Les subventions pour la MIUF sont d'ailleurs rétroactives si bien que les personnes qui ont fait faire les travaux avant l'adoption de la Loi ...

M. Robinson (Burnaby): Je parle des autres programmes.

M. Ouellet: Je sais, mais les programmes qui relèvent de ma compétence sont tous rétroactifs. Pour les autres, vous devez vous adresser au responsable.

M. Robinson (Burnaby): Ma dernière question concerne la loi sur l'accès à l'information. Le ministre peut-il nous assurer que son ministère agit conformément à l'esprit de la loi et plus particulièrement à son article 20 où il est question de tests effectués sur les produits et sur l'environnement, et qu'en outre

[Text]

testing—and furthermore, that the minister will do everything in his power to see that the proposed costs for access to information—that is, the costs which were proposed, at least a draft of which I released some time ago—will not, in fact, go ahead and act as a barrier to access.

Mr. Ouellet: Yes.

Mr. Robinson (Burnaby): Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Minister and your officials.

The meeting is adjourned to the call of the Chair.

[Translation]

le ministre prendra toutes les mesures qui s'imposent afin que les frais d'obtention de l'information n'empêchent pas certaines personnes de les obtenir.

M. Ouellet: Certainement.

M. Robinson (Burnaby): Merci.

Le président: Monsieur le ministre, je vous remercie.

La séance est levée.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESS—TÉMOIN

From the Department of Consumer and Corporate Affairs:

Mr. D. Youngson, Director General, UFFI Center.

Du ministère de la Consommation et des Corporations:

M. D. Youngson, directeur général, Centre de la MIUF.



INDEX

STANDING COMMITTEE

Health, Welfare and Social Affairs

HOUSE OF COMMONS

Issues 1-67

•

1980-1983

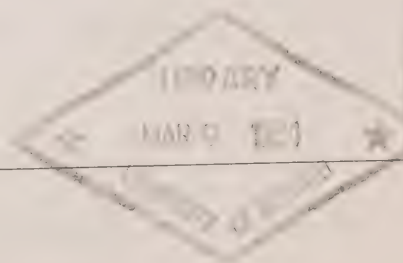
•

1st Session

•

32nd Parliament

Chairman: Mr. David Weatherhead



INDEX

HOUSE OF COMMONS COMMITTEES—OFFICIAL REPORT

FIRST SESSION—THIRTY-SECOND PARLIAMENT

Abbreviations: A.=Appendices. Amdt.=amendment. M.=motion. S.O.=standing order.

DATES AND ISSUES

—1980—

June: 3rd, 13th, 1; 25th, 2; 26th, 3.
July: 2nd, 4; 3rd, 5; 11th, 6; 15th, 7.
November: 25th, 8.
December: 2nd, 9.

—1981—

February: 24th, 10; 26th, 11.
March: 3rd, 12; 5th, 13; 17th, 14; 24th, 15.
April: 2nd, 15; 7th, 16.
May: 19th, 17; 26th, 18; 28th, 19.
July: 7th, 20.
December: 3rd, 21; 4th, 22.

—1982—

January: 25th, 26th, 23; 28th, 24.
February: 4th, 25; 9th, 26; 11th, 27; 16th, 28; 18th, 29, 30; 23rd, 25th, 31.
March: 23rd, 25th, 31.
April: 2nd, 31; 30th, 32.
May: 4th, 33; 6th, 34; 11th, 35; 13th, 36; 18th, 37; 28th, 38.
August: 3rd, 39.
October: 4th, 40, 41; 5th, 42; 6th, 43; 7th, 44, 45; 8th, 46; 28th, 47.
November: 3rd, 9th, 23rd, 24th, 25th, 29th, 30th, 48.
December: 2nd, 48; 3rd, 49; 7th, 50; 9th, 51; 13th, 52; 14th, 53; 15th, 54; 16th, 55; 17th, 56.

—1983—

March: 1st, 57; 3rd, 58; 29th, 59.
April: 14th, 60; 19th, 61; 21st, 62; 26th, 63; 28th, 64.
May: 24th, 65; 26th, 66; 27th, 67.

Abuse, *see* Alcohol and drug abuse; Children; Family violence; Senior citizens

Accidents, *see* Children—Disabilities/accidents

Acetaminophen, *see* Drugs and pharmaceuticals

Acid rain pollutants, health hazards, 31:1

Advertising

- Government, 33:5-8; 38:21
- Canadian Unity Information Office role, 33:5
- See also* Constitution; Job creation programs; Public Service—Francophones
- Sexual stereotyping, 30:21

Advisory Council on the Status of Women

- Appointments, 30:16
- Funding, restraint program, 6 and 5 provisions, effects, etc., 52:70-1
- Mandate, 52:59-60
- Research staff, 52:46-7, 58-9
- See also* Family allowances—Restraint program; Family violence; Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Family Allowances Bill—Family violence; Pensions—Consultations—Reform; Restraint program, 6 and 5 provisions—Consultations; Women—Economic situation

Advisory Council on U.F.F.I., *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Urea formaldehyde foam insulation study

Affirmative action programs, *see* Consumer and Corporate Affairs Department—Staff

Age, discrimination, *see* Constitution—Charter of Rights; Family allowances—Charter of Rights

Alarie, Dr. Yves (Professor of Respiratory Physiology and Toxicology, Graduate School of Public Health, University of Pittsburgh)
Urea formaldehyde foam insulation study, 46:63-100

Alberta

- Education, bilingual, enrollment, 38:20
- See also* Family allowances—Restraint program; Medical Research Council; Medicare—Extra billing/user fees; Urea formaldehyde foam insulation—Consultations—Homes—Responsibility /blame, Provinces

Alcohol and drug abuse

- Prevention, 60:27-8
- See also* Family violence

Allen, Mr. R.J. (Director General, Planning, Evaluation and Liaison, Health and Welfare Department)
Family Allowances Bill (C-132), 51:38, 44-5, 50-2; 52:83-4
Old Age Security Bill (C-131), 53:7-9, 18-9, 22-3; 55:51, 58-61; 56:34

Althouse, Mr. Vic (NDP—Humboldt-Lake Centre)
Health and Welfare Department estimates, 1980-1981, main, 4:27-9

Appendices

- Consumer and Corporate Affairs Department, 15A:1-10; 35A:1-5
- Day care centres, 12A:1-8
- Family allowances, 52A:1-2
- Family violence, 25A:1-26; 26A:1-44; 29A:1-28; 31A:1-5
- Hazardous products, 15A:22-3
- Health and Welfare Department, 31A:12
- Inflation, 51A:1
- Medicare, 22A:1
- Metric conversion, 35A:12-6
- Poverty, 22A:2-22

Appendices—Cont.

- Social security programs, 51A:2
- Urea formaldehyde foam insulation, 40A:1-66; 42A:1-69; 43A:1-13; 44A:1-3; 46A:1-3; 47A:1-25

Assistance Plan

- Constitutional reform discussions, impact, 1:20-1
- Expenditures, forecasts, 49:17; 60:16-9
- Federal-provincial co-ordination, 5:12-3; 66:13-4
- Funds, increasing, 1:15; 22:8, 14; 31:11; 59:8; 62:21-2
- See also* Children—Child care; Social services; Teenage pregnancies

Association of Alberta Foam Fighters United, *see*

- Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Urea formaldehyde foam insulation study

Asthma, *see* Urea formaldehyde foam insulation—Health hazards

Atlantic provinces, *see* Family violence—Transition homes; Health care

Atomic energy, strike, Tunney's Pasture plant, Ont., management replacing skilled workers, safety measures, 6:24-6

Atomic radiation

- Dangers, effects, U.N. study, 32:13
- See also* Veterans

Auditor General report, 50:9-11

- See also* Government expenditures—Reducing

Austin, Senator Jakob (L—Minister of State; Minister of State for Social Development)

- Children, 64:15-6
- Disabled and handicapped, 64:21-2
- Education, 64:7-8, 17-9, 24
- Income, 64:26
- Income tax, 64:20-1
- Job creation programs, 64:18-9
- Native people, 64:11
- Pensions, reform 64:11
- Social Development Ministry estimates, 1983-1984, main, 64:4-26
- Social development policy, 64:24-5
- Social policy, 64:6-11, 14-5, 26
- Unemployment, 64:11
- Youth, 64:17

Automobiles

- Anti-corrosion code, 15:34-5
- Children, car seat regulations, extending to infants, 12:13
- Foreign, restrictions, 65:18

Automotive industry

- Rebates on North American vehicles, extending to Canada, 2:12
- Recall and repair procedures, raising to U.S. standards, 2:12

Awawish, Mr. Philip (Executive Chief, Grand Council of Crees (Quebec))
Health and Welfare Department estimates, 1981-1982, main, 17:5-10, 13, 22, 31-2

Bakelite Thermosets Ltd., *see* Urea formaldehyde foam insulation—Manufacturers/installers

Baker, Mr. Eric (Vice President, INOCAN Investment)
Urea formaldehyde foam insulation study, 44:89-95

Baldwin, Mr. Robert (National Representative, Research and Legislation Department, Canadian Labour Congress)
Old Age Security Bill (C-131), 55:68-71, 75-82

Bank Act, amending, 2:15

Bankruptcies

Legislation, protecting employees salaries, etc., 15:16-7
Real estate industry, employees, commissions, 15:25-7
See also Insurance; Urea formaldehyde foam insulation—Homeowners—Manufacturers/installers

Bankruptcy Act, amending, 3:5-6; 35:5-6, 14-6

Banks and banking

Corporate concentration, 2:12-3
Electronic transfer of funds system, 2:7; 3:6
See also Credit and credit cards; Interest rates

Barnsley, Ms. Jan (Women's Research Centre, Vancouver)

Family violence, 29:4-32

Bean, Mr. Daryl (Second Vice President, Public Service Alliance of Canada)

Old Age Security Bill (C-131), 56:20

Bégin, Hon. Monique (L—Saint-Léonard-Anjou; Minister of National Health and Welfare)

Acid rain pollutants, 31:11
Alcohol and drug abuse, 60:28
Assistance Plan, 1:15; 22:14; 31:11; 49:6; 59:8; 60:17-9
Atomic energy, 6:25
Budget, 22:14
Cabinet, 9:5-6
Canadian Medical Association, 6:5
Cancer, 36:16
Children, 6:24; 14:2-11, 14-19, 22
Commission for the International Year of the Child report, 10:30; 14:1-22; 60:14-5
Constitution, 16:28
Consumer price index, 51:38
Day care centres, 14:12; 31:12
Developing countries, 61:15
Disabled and handicapped, 4:16-7; 8:2-5; 9:19; 16:3; 60:26
Disabled and the Handicapped (Special) Committee, 16:3; 31:11
Doctors, 32:24-5
Established programs financing, 16:9-10; 31:14-6
Family allowances, 1:15; 8:2; 14:3, 12; 59:8
Charter of Rights, 51:55
Cheques, 51:54
Legislation, 49:5; 51:54
Payments, 49:5-6
Restraint program, 6 and 5 provisions, 49:5; 50:15-7
Alberta position, 51:52
Child tax credit, 50:18-9, 25-6, 33
Poverty, 50:17-9
Quebec position, 51:52
Savings anticipated, 50:8-9; 51:43-4
Universality, 50:24, 27-8
Family Allowances Bill (C-132), 50:7-41; 51:37-55
Family planning, 49:26
Family violence, 36:23-4; 60:12-4
Federal-provincial conferences, 4:9-10; 6:5-6
Federal-provincial relations, 22:22-5
Fiscal arrangements, 31:16-7; 49:14; 60:30
Food, 16:11-2
Government documents, 9:9
Hazardous products, 32:14
Health and Welfare Department, 1:15; 4:32-6; 8:1; 16:1-2, 26-7; 22:8-9; 31:9-10
Estimates
1980-1981, main, 1:14-8, 21-33; 4:4-22, 27-39; 6:4-26
1980-1981, supplementary (B), 8:1-9; 9:3-27

Bégin, Hon. Monique—Cont.

Health and Welfare Department—Cont.

Estimates—Cont.

1981-1982, main, 16:1-32
1981-1982, supplementary (C), 22:8-30
1982-1983, main, 31:8-28; 32:5-27; 36:4-8, 13-27
1982-1983, supplementary (B), 49:5-28
1983-1984, main, 59:7-32; 60:6-34; 61:5-24

Health care, 16:15; 36:18-20; 59:21; 60:23-4, 34; 61:23-4

Delivery, 49:26-7

Expenditures, 49:16

Federal funding, 49:14-5; 61:6-12

Fiscal arrangements, 60:34

Prevention emphasis/health promotion, 31:11, 18-9 49:13-5

Hospitals, 4:10; 32:9; 36:18; 49:7, 10-1, 22-3; 59:21, 31; 60:21-2; 61:5

Human Rights Act, 1:32

Income, 22:23

Income tax, 1:21-2, 30; 14:3, 7-8, 11-2; 16:27; 22:13 55:45

Child tax credit, 50:29, 33; 51:37, 46-51

Child tax exemption, 50:14-5, 29-30, 33; 51:37; 59:17-8

Spouse exemption, 59:23

Inflation, 51:38

Interest rates, 22:13

International Conference on Gerontology, 4:16

International Year of Disabled Persons 1981, 9:8

Marijuana, 1:22; 4:34

Medical research, 8:5-8; 9:4-6, 10-3, 26-7; 22:28; 36:5-6, 13, 26; 61:12-3, 17

Medical Research Council, 9:4-6, 24-6; 18:6; 36:4-6; 61:17

Estimates, 1981-1982, main, 18:5-29

Medicare, 1:15-7; 4:8-9; 6:5-6, 23-4; 9:17-8; 16:3-4, 9-10, 31-2;

22:16-22, 26-7; 31:9-10, 16-8; 32:6-14, 25; 36:20; 59:19-21, 31; 61:17-8

Extra billing/user fees, 59:14-7, 20, 31; 60:22-3, 31-3; 61:18-9

Federal funding, 59:8

Legislation, 59:26-7

Universality, 32:9-10; 50:82; 53:20

Mental health, 36:21-4

National Pensions Conference, 1:16, 26-7

Native people, 1:17-8; 8:2; 14:16; 16:2-8; 18:8-29; 31:11; 49:7; 59:8; 60:25

New horizons program, 4:5-7, 17-21, 29-31

Northwest Territories, 61:22-3

Nutrition, 60:26-7

Old age pensions, 1:15; 8:2-4

Expenditures, 59:8

Legislation, 49:6, 28; 53:15-6

Restraint program, 6 and 5 provisions, 49:6; 50:25-6; 53:6-7; 55:46

Benefits, 55:42

Compensatory measure, 53:10

Pension base, 53:12, 16-7

Persons affected, 55:40-3, 49-51

Savings anticipated, 53:6-8, 11, 21-2; 55:46; 59:11-2

Universality, 53:20

Spouse allowance, 49:6

Taxation, 55:57-8

Old age pensions and guaranteed income supplement, 1:16; 6:17;

31:14-5, 22; 32:19-20; 51:51; 53:10, 25; 60:25-6

Expenditures, 49:6

Persons qualifying, 49:28

Old Age Security Bill (C-131), 53:5-29; 55:40-58

Pension Plan, 16:4; 31:11, 23-5

Credit splitting, 59:23

Homemakers, 31:25-6; 60:7-10, 15-6; 61:21

Pension Reform (Special) Committee, 60:8-10

Bégin, Hon. Monique—Cont.

- Pensions, 1:16, 31; 16:4; 22:27; 31:10-1, 19, 25; 53:15; 55:57; 60:26; 61:20-1
- Pesticides, 4:13-4; 6:10-3; 16:24-5; 32:14
- Petro Canada, 49:12-3; 50:12
- Planned Parenthood Federation of Canada, 60:11-2
- Points of order
 - Meetings
 - Delay in starting, 53:6
 - Scheduling, 53:26-9
 - Smoking during, 50:41
 - Questioning of witnesses, 50:29, 39
- Poverty, 22:26-7; 55:54
- Quebec Pension Plan, 59:23
- References
 - Appearances before Committee, 32:12-4
 - Ministerial priorities, 59:23-5
 - See also Canadian Medical Association; Drugs and pharmaceuticals—Testing; Native people
- Restraint program, 6 and 5 provisions, 50:12-3, 19-23, 34-7; 51:45-6; 53:11-2, 21-2, 25-6; 55:41-4, 47, 53
- Retirement age, 16:27-8
- Senior citizens, 1:28-9; 9:9-10; 22:10-2, 21-2; 31:12; 53:12-3; 55:54-6; 59:29-32; 60:29
- Social development policy, 1:23-5, 33
- Social policy, 9:7-8; 14:18-9
- Social security programs, 9:17-9, 26; 32:17-9; 49:16; 50:24, 31; 51:38-42, 49-53; 59:28
- Social services, 6:15; 14:18-21; 16:4, 28-9; 49:26-7
- Taxation, 55:44
- Teenage pregnancies, 60:12
- Transfer payments to provinces, 49:17
- Unemployment, 49:8-12
- Voluntary organizations, 4:37-9; 16:27; 31:18-9; 32:21-3; 49:7, 12; 59:22; 60:11
- Welfare, 22:14; 49:14, 18-20
- World Rehabilitation Congress, 1:32
- Young offenders, 1:15; 49:6-7

Bendectin, see Drugs and pharmaceuticals

- Berger, Mr. David** (L—Laurier; Parliamentary Secretary to Minister of State for Small Businesses and Tourism; Parliamentary Secretary to Minister of Consumer and Corporate Affairs)
 - Consumer and Corporate Affairs Department estimates, 1983-1984, main, 65:19-21
 - Organization meeting in relation to Standing Orders 69(2) and 69(4)(a), 57:6-7, 16-7, 22; 58:4-5
 - Points of order
 - Agenda and procedure subcommittee, M. (Mr. Schroder), 57:22
 - Documents, 47:92-3
 - Minister, 47:6
 - Reports to House, M. (Mr. Schroder), 58:4-5
 - Subcommittee, 58:8
 - Witnesses, 44:95
 - Urea formaldehyde foam insulation study, 44:30, 64-6, 95, 117, 131-3; 45:23-6, 35-7, 42-3; 46:40-3, 70-2, 94-6; 47:6, 15, 33-5, 55-61, 87-8, 92-3, 97-9, 113, 122-4
- Bertrand, Mr. Robert** (Assistant Deputy Minister, Director, Enquiries and Research, Consumer and Corporate Affairs Department)
 - Consumer and Corporate Affairs Department estimates, 1980-1981, main, 3:18

Better Business Bureau, see Consumer protection—Consumer and Corporate Affairs Department**Better pensions for Canadians, see Pensions—Reform****Bills, see titles of particular bills**

- C-131. Old Age Security Act amdt. Minister of National Health and Welfare
- C-132. Family Allowances Act amdt. Minister of National Health and Welfare

Birth control, see Family planning

- Bissett-Johnson, Mr. Alastair** (Professor, Dalhousie University Law School, Halifax, Nova Scotia)
 - Family violence, 28:6-24
 - See also Organizations/individuals appearing and briefs submitted

- Black, Dr. L.M.** (Assistant Deputy Minister, Medical Services, Health and Welfare Department)
 - Health and Welfare Department estimates, 1980-1981, main, 7:26
 - Medical Research Council estimates, 1981-1982, main, 18:9-11, 16-7

- Blackburn, Mr. Derek** (NDP—Brant)
 - Health and Welfare Department estimates, 1980-1981, main, 6:24-6

- Blaikie, Mr. Bill** (NDP—Winnipeg-Birds Hill)
 - Consumer and Corporate Affairs Department estimates, 1982-1983, main, 35:17, 22, 25-6
 - Health and Welfare Department estimates
 - 1980-1981, main, 7:9-12, 29-30
 - 1980-1981, supplementary (B), 8:5-13, 18-20; 9:10-3, 20, 26-7
 - 1981-1982, main, 16:9-12
 - 1981-1982, supplementary (C), 22:15-20
 - 1982-1983, main, 32:10-4, 26-7
 - 1982-1983, supplementary (B), 49:16-21, 24-6
 - 1983-1984, main, 59:13-6, 29-31; 61:9-14; 62:9-14; 63:8-10, 19-21
 - Organization meeting, 1:9-12
 - Points of order
 - Chairman, 49:21
 - Documents, 49:17
 - Estimates, 49:20
 - Meetings, 9:2; 35:25-6
 - Minister, 8:10

- Blenkarn, Mr. Don** (PC—Mississauga South)
 - Consumer and Corporate Affairs Department estimates, 1981-1982, supplementary (C), 21:6, 22-6
 - Points of order, meetings, 21:6
 - Points of order, subcommittee, M., 21:23

- Bloomfield, Mr. Garnet M.** (L—London-Middlesex; Parliamentary Secretary to Minister of National Revenue)
 - Urea formaldehyde foam insulation study, 39:28; 47:130

- Bois, Dr. Pierre** (President, Medical Research Council)
 - Health and Welfare Department estimates, 1982-1983, main, 36:7, 13-7, 21-2, 27
 - Health and Welfare Department estimates, 1983-1984, main, 63:4-24

- Bond, Mr. David** (Assistant Deputy Minister, Corporate Bureau, Consumer and Corporate Affairs Department)
 - Consumer and Corporate Affairs Department estimates, 1981-1982, main, 15:18-9

- Bonds, government, interest rate, effect on inflation, 55:80**

- Bonnar, Emerson, see Mentally retarded**

- Borden Chemical, see Urea formaldehyde foam insulation—Formula—Manufacturers/installers—Remedial measures**

- Bowles, Mr. A.** (Former Secretary, Canadian General Standards Board)
References, *see* Urea formaldehyde foam insulation—Standards
Urea formaldehyde foam insulation study, 42:106-38; 47:43-62
- Bradley, Mr. Bud** (PC—Haldimand-Norfolk)
Children, Commission for the International Year of the Child report, 11:30-3; 12:13-4
Family violence, 37:7-9
Health and Welfare Department estimates, 1980-1981, main, 4:22-7
Point of order, questioning of witnesses, 4:22-6
Social Development Ministry estimates, 1980-1981, main, 5:23-5, 29
- Breast milk substitutes**, formulas, World Health Organization code, Canada action, 62:13-4
- Brewer, Mr. George** (Formerly from Canada Mortgage and Housing Corporation)
References, *see* Urea formaldehyde foam insulation—Canada Mortgage and Housing Corporation
Urea formaldehyde foam insulation study, 42:43-75
- Britain**, *see* Family violence—Chiswick—Legal recourse; Health care
- British Columbia**, *see* Old age pensions—Restraint program, Persons
- Budget**
Deficit, 32:27; 52:12
Nov. 12/81
Criticisms, 22:13-4
See also Federal-provincial relations—Revenue guarantees; Senior citizens; Taxation—Loopholes
See also Established programs financing—Savings
- Burghardt, Mr. Jack** (L—London West; Parliamentary Secretary to Minister of Communications)
Consumer and Corporate Affairs Department estimates, 1981-1982, supplementary (C), 21:20-2
- Butler, Mr. Dan** (Chief Research Officer, Professional Institute of the Public Service of Canada)
Old Age Security Bill (C-131), 54:14-7, 23
- CAP**, *see* Canada Assistance Plan
- CBC**, *see* Canadian Broadcasting Corporation
- CCSD**, *see* Canadian Council on Social Development
- CDC**, *see* Canada Development Corporation
- CGSB**, *see* Canadian General Standards Board
- CHIP**, *see* Canadian Home Insulation Program
- CLC**, *see* Canadian Labour Congress
- CMHC**, *see* Canada Mortgage and Housing Corporation
- CPI**, *see* Consumer price index
- CPP**, *see* Canada Pension Plan
- Cabinet**
Minister responsible for disabled, appointing, 14:4
See also Disabled and handicapped
Minister responsible for disabled/children, 12:6-9
See also Children
Social development committee, agencies reporting to, 9:5-6
See also Social Development Ministry
- Calgary**, *see* Family violence—Legal recourse
- Campbell, Dr. James S.** (Head, Pathology Section, Toxicology Research Division, Health and Welfare Department)
Urea formaldehyde foam insulation study, 46:46-63
- Campbell report**, *see* Urea formaldehyde foam insulation
- Canada Assistance Plan (CAP)**, *see* Assistance Plan
- Canada Development Corporation (CDC)**, *see* Urea formaldehyde foam insulation—Consultations—Manufacturers/installers
- Canada Foam Limited**, *see* Urea formaldehyde foam insulation—Manufacturers/installers
- Canada Health Act**
Costs incurred, 62:28-9
See also Medicare—Legislation
- Canada Health Survey**, cancelling, 7:20-2
- Canada Mortgage and Housing Corporation**
Product acceptance division, role, 42:39, 46, 51-2, 64-5; 43:102; 47:17-8, 26-8, 33-5, 37
"Acceptance", "approval", differentiating, 47:34
See also Urea formaldehyde foam insulation
- Canada Pension Plan (CPP)**, *see* Pension Plan
- Canada Pension Plan Advisory Committee**, *see* Pension Plan
- Canadian Association for Young Children**
Membership, role, funding, etc., 11:17, 22-5
See also Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Children
- Canadian Broadcasting Corporation (CBC)**, *see* Family allowances—Restraint program; Urea formaldehyde foam insulation—Health hazards
- Canadian Commission for the International Year of the Child**
Membership, role, etc., 10:4-7
See also Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Children
- Canadian Council on Children and Youth**
Background, role, 13:2, 5, 16-7, 22, 25-6
See also Constitution of Canada (Special) Joint Committee; Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Children
- Canadian Council on Social Development**
Grants/funding, 32:20-2
Restraint program, 6 and 5 provisions, effects, etc., 52:23-4, 70
See also Income—Distribution; Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Family Allowances Bill—Old Age Security Bill
- Canadian General Standards Board (CGSB)**
Advisory board for standards for building performance and energy conservation, 42:116-7, 131
Background, membership, role, 40:28-9; 42:107-8, 127
Budget, 47:51-2
Product testing, conflict of interest, etc., 40:11
See also Consumer products—Approval process; Standards; Urea formaldehyde foam insulation—Approval process—Standards
- Canadian Home Insulation Program (CHIP)**, *see* Urea formaldehyde foam insulation
- Canadian Home Renovation Plan**, *see* Urea formaldehyde foam insulation—Removal

Canadian Institute of Child Health

Consultations, provinces/territories, 12:10

See also Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Children

Canadian Labour Congress (CLC)

Correspondence with Members of Parliament, 55:63

See also Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Old Age Security Bill; Restraint program, 6 and 5 provisions

Canadian Medical Association

Meeting with Bégin, 6:5-6

See also Health care; Medicare—Legislation

Canadian Rehabilitation Council for the Disabled, funds, 62:14**Canadian Unity Information Office, see Advertising****Canagrex, legislation, (Bill C-85), House debate, closure, 55:25-6****Cancer, 16:22; 36:16**

Carcinogenics, products, testing, animal/humans, comparing, etc., 45:15-8, 23; 46:32-3, 44-5, 52-3, 80-1

Cigarettes

Relationship, 44:124; 45:24

See also Smoking

Research, 62:19-21

Risks, 46:43

See also Formaldehyde; Medical research—Fox; Urea formaldehyde foam insulation—Health hazards

Cannabis, see Marijuana**Cardiff, Mr. Murray (PC—Huron-Bruce)**

Urea formaldehyde foam insulation study, 44:30-1, 63-4

Carr, Mrs. Shirley (Executive Vice President, Canadian Labour Congress)

Old Age Security Bill (C-131), 55:62-76, 81-3

Centre de toxicologie du Québec, see Organizations/individuals

appearing and briefs submitted—Urea formaldehyde foam insulation study; Urea formaldehyde foam insulation

Chabot, Ms. Lorraine (Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes en difficulté du Québec)

Family violence, 26:4, 8-15, 46

Charitable organizations, see Income tax; Voluntary organizations**Chemicals, reactivity, testing, 46:57-8****Children**

Abuse, 28:7-8, 16-7; 30:19, 26

See also Family violence

Assistance Plan benefits, 14:10

Assistance programs, establishing, 66:22-3

Attitudes toward, national policy/program, need for, other countries, comparing, etc., 10:9; 11:20, 29-35

Bill of Rights, 10:12; 13:9-10

Child at Risk, Senate report, 10:9

Child care

Costs, assistance, eligibility under Assistance Plan, 66:7-8

See also Day care centres

Children's affairs secretariat, establishing, 10:7-10, 13-6, 20-1, 24-9; 11:19; 12:2-3; 14:8, 13-5; 30:28; 64:15, 22

Children—Cont.

Commission for the International Year of the Child, *For Canada's children, national agenda for action*, report, recommendations, etc., 10:27-9; 14:19; 64:15-6, 22

Committee study, 10:1-30; 11:1-35; 12:1-30; 13:1-29; 14:1-22; 15:1-9

Procedure, 8:11-3; 9:1-3; 10:14, 23, 27-30; 14:4

Follow up reports, 58:9

Implementing, government position, 14:2, 5, 21-2; 60:14-5; 66:23

Subcommittee, establishing, 15:1-8

Tabling in House, 6:24

See also Reports to House

Dental care preventive, 11:30-2

Disabilities/accidents, prevention, 12:1-16; 13:14-5; 14:3, 13, 16-7

Conference, April 13-15/81, 12:2-5

Early years, 0-5, importance, 11:17-20

Federal-provincial jurisdictions, conflicting, 10:9, 12-4, 25; 12:12; 13:21-2; 14:7-10

Films, non-discrimination, NFB presentations, 30:30-1

Foster families, 28:21

Government departments co-ordinating responsibilities, 13:12

Health care, 12:3-5, 15

Immunization programs, 11:31-2; 12:2, 13-4

Human rights, 13:9, 22

Income maintenance, 11:18

Infant mortality rates, 11:31

Learning disabilities, 14:20-1

Ministerial responsibility, ombudsman, appointing, 10:15-6; 13:8-16; 14:8, 13-7

Nutrition deficiencies, 10:29; 11:32

Parental abduction, 10:18

Parental leave of absence to care for, 75% salary, 10:18

Parents at home with young children, income support, 11:27-8;

13:27-8; 52:52

Poverty, affecting, 10:19-22; 13:23-5

Sex education, 13:35-7

Society, responsibility, 11:24; 14:6-7

Suicide, 14:17

Surrogate mothers, test tube babies, etc., 14:7

Teenagers, see Teenage pregnancies

Voluntary organizations, role, establishing coalition, etc., 10:9-10, 17, 25; 11:19-22; 13:4-10, 26-7; 14:5

See also Automobiles; Cabinet—Minister; Commission for the International Year of the Child; Committee; Day care centres; Developing countries; Family; Family violence; Hazardous products; Income tax; International Year of the Child 1979; Native people; Procedure and decisions of the Chair—Witnesses; Reports to House; Social security programs; Young offenders

Chrétien, Hon. Jean (L—Saint-Maurice; Minister of Justice and Attorney General and Minister of State for Social Development; Minister of Energy, Mines and Resources)

Advertising, 33:5-6

Constitution, 33:6

Disabled and handicapped, 33:20

Disabled and the Handicapped (Special) Committee, 33:18-9

Family allowances, 33:21

Federal-provincial relations, 5:14-5; 19:14-5, 27; 33:23

Government expenditures, 5:19-20

Housing, 5:28-9; 33:22-3

Human Rights Act, 33:18-9, 30

Job creation programs, 33:6-9

Marijuana, 5:22-4

Medical research, 5:30-1; 33:26-8

Mentally retarded, 33:30-2

Native people, 5:11-2, 17-20; 19:8-9, 13-5, 19-30; 33:23-5

Old age pensions and guaranteed income supplement, 33:9, 13, 22

Pension Plan, 33:11

Chrétien, Hon. Jean—Cont.

- Pensions, 5:16-7, 32; 33:11-2
- References, *see* Social Development Ministry—Minister
- Senior citizens, 5:27-8
- Social Development Ministry, 5:5-14, 19-20, 32; 19:7-8, 11-2; 33:4-5, 14-5
- Estimates
 - 1980-1981, main, 5:4-33
 - 1981-1982, main, 19:5-15, 20-30
 - 1982-1983, main, 33:4-32
- Social development policy, 5:6-11, 14-5
- Social policy, 33:15-7
- Social security programs, 33:21
- Social services, 5:26-7
- Veterans, 5:25
- Voluntary organizations, 5:31; 33:25-6

Churches, *see* Family; Non-Profit Corporations Bill (C-10)

Cigarettes, *see* Cancer

Clark government, previous, *see* Taxation—Tax credits

Clark, Ms. Pat (Chairman, Scarborough Chapter, HUFFI—Ontario)
Urea formaldehyde foam insulation study, 40:102-5, 108, 113-5, 121

Clindamycin, *see* Drugs and pharmaceuticals

Cocolicchio, Mr. Len (Advisory Council on U.F.F.I.)
Urea formaldehyde foam insulation study, 40:17-8, 24-5

Cogliati, Mr. D. (Director, Data Development and Analysis, Health and Welfare Department)
Health and Welfare Department estimates, 1983-1984, main, 66:19

Cohen, Mr. Andrew (Executive Director, Canadian Council on Children and Youth)
Children, Commission for the International Year of the Child report, 13:1, 5-12, 16-7, 20-5

Cohen, Mr. David (Assistant Professor, Faculty of Law, University of British Columbia)
Urea formaldehyde foam insulation study, 42:11-20, 24-40; 44A:3

Cohen, Mr. Harry (Office of Program Management of the Consumer Product Safety Commission (Washington, D.C.))
Urea formaldehyde foam insulation study, 43:104-29

Combines Investigation Act
Amending, 3:21; 15:23-5; 35:5, 14-6
See also Hockey

Commission for the International Year of the Child
Implementation committee, role, 10:16-8
See also Children

Committee
Children, permanent order of reference, 13:16
Correspondence, Chief Billy Diamond *re* James Bay agreement, 16:8-9, 31; 18:21
Orders of reference, future business, 58:5
Recommendations, implementing, 10:17
Splitting into separate standing committees, 59:18-9
Staff
 Congratulatory remarks, 50:6-7
 Engaging, 39:15-6
 Research, 40:19
 Supplies, purchasing, 12:19
 Travel, James Bay, M. (Mr. McGrath), 19:6, 16, negated on recorded division, 3
 Travel, requests, consultations with minister/House leader, 37:7-9
 Visitors, members of French Senate Commission, 5:9-10

Committee—Cont.

- Witnesses, scientific, 44:130-1
- See also* Children; Family violence; Fox; Native people—James Bay agreement, Meeting; Urea formaldehyde foam insulation

Committees, Parliamentary, *see* Pension Reform (Special) Committee; Women

Competition

- Economic conditions, effects, 35:12
- Legislation, 2:10, 13; 3:21; 65:13-5
- See also* Combines Investigation Act
- See also* Consumer protection

Conferences, *see* Children—Disabilities/accidents; Day care centres—National; Federal-provincial conferences; International conferences; National Pensions Conference; Senior citizens; Social policy

Constitution

- Advertising, information campaign, public response, 33:6
- Charter of Rights
 - Age discrimination, prohibiting, 16:28
 - See also* Family allowances
 - Effective date, 3 year period, 33:29
 - See also* Human Rights Act; Native people—Indians
- House debate, PC filibuster, delaying other legislation, 15:28
- Mobility rights, residency requirements, 24:29; 28:9-10; 30:15-6
- See also* Assistance Plan

Constitution of Canada (Special Joint) Committee, Canadian Council on Children and Youth appearance, 13:8-9

Consumer and Corporate Affairs Department

- Estimates
 - 1980-81, main, 2:4-29; 3:4-31
 - 1981-1982, main, 15:9-35
 - 1981-1982, supplementary (C), 21:5-38
 - 1982-1983, main, 35:4-26; 38:4-22
 - 1983-1984, main, 65:5-24; 67:4-26
- Expenditures, 3:13-5; 15:15-6; 35:5
- Human resource management, 15:20-1
- Minister's salary, reducing to \$1, 2:24; 3:24
- Minister's statement, 15A:1-10; 35A:1-5
- Priorities, 2:7-13
- Publicity and information budget, increasing, 2:19
- Revenues, patents, etc., 35:11-2
- Role, 2:5-6; 3:7-8
- Services, 35:5
- Staff
 - Disabled, affirmative action programs, etc., 15:29-31
 - Francophones, 38:16-7
 - Regional offices, reducing, 3:14
 - Scientific and professional, 3:8-9
- See also* Consumer protection; Metric conversion; Oil industry

Consumer price index (CPI)

- Projections, 53:9
- Statistics, releasing, 51:38, 48
- See also* Poverty; Senior citizens

Consumer products

- Approval process, standards, pre-market testing, CGSB role, etc., 40:11-2, 26; 42:32, 39, 95, 98-9, 108-9; 43:23-4, 49, 65, 72, 75, 80, 90-3; 44:22-4, 42-6, 112-4; 45:9-14, 21-2, 38; 46:34-5, 50-1, 74, 84-5; 47:45-8, 148, 151-2; 65:21-2; 67:20-1
- Manufacturers, financial liability for non-compliance with regulations, 47:37-8
- United States, comparing, 43:107-13, 117-29; 44:22, 44; 46:87-8
- "Safety", scientific definition, 44:120-1

- Consumer protection**, 39:19
 Advertising/fair price/quality guarantees, 2:7
 Complaints, investigations/convictions, etc., 3:16-7
 Conspiracies, bids submitted, identical pricing, 3:17-8
 Consumer and Corporate Affairs Department/Better Business Bureau, services, duplicating, 67:17
 Consumer help bureaus, abolishing, 2:18-20
 Economic conditions, effects, 35:12
 Funding, federal-provincial jurisdictions, 67:16-7
 Government monopolies, 38:20-1
 Soft drink bottles, 1.5 litre exploding, 2:15
See also Metric conversion
- Consumers associations**, funding, 2:9; 65:19-20; 67:16
- Co-ordinator for the Status of Women**, role, staff, etc., 30:20-4, 28-9
- Copyright**
 "Intellectual property", legislation, etc., 15:21-3
See also Video cassettes
- Copyright Act**, amending, 2:28-9
- Corporal punishment**, *see* Family violence
- Corporate Shareholding Limitation Act**, legislation, (Bill S-31), 65:9-10
- Cossitt, Mrs. Jennifer** (PC—Leeds-Grenville)
 Family Allowances Bill (C-132), 52:70-1
 Old Age Security Bill (C-131), 54:40-1; 56:21-2
- Cossitt, Mr. Tom** (PC—Leeds-Grenville)
 Health and Welfare Department estimates, 1980-1981, main, 4:18-21, 24-5
 Point of order, questioning of witnesses, 4:24-5
- Cost of living**
 Increases, 52:50-1
 Inflation, effects, 54:40-4; 55:48-9
 Subsistence inflation index, 54:44
See also Senior citizens
- Côté, Mrs. Eva** (L—Rimouski-Témiscouata)
 Old Age Security Bill (C-131), 55:24-5; 56:26-8
 Urea formaldehyde foam insulation study, 42:34-8, 93-4, 99, 118-20; 43:9, 90-3, 107-9; 47:90-2
- Côté, Ms. Jane** (Ottawa Women's Lobby and University Women's Club)
 Family Allowances Bill (C-132), 52:27, 39
- Cousineau, Mr. René** (L—Gatineau; Parliamentary Secretary to Minister of State for Small Businesses and Tourism)
 Health and Welfare Department estimates, 1980-1981, main, 4:22-3, 27; 6:14-8
 Point of order, questioning of witnesses, 4:22-3, 27
- Craimer, Mr. David** (Vice President, Association of Alberta Foam Fighters United)
 Urea formaldehyde foam insulation study, 40:33-4, 42, 56-8
- Crawford, Mr. C. B.** (Director, Division of Building Research, National Research Council)
 Urea formaldehyde foam insulation study, 41:19-20, 27, 33-6
- Credit and credit cards**, 2:12
 Banking institutions, interest rates, regulating, 3:18-9
 Banks, profits, disclosing, 65:16
 User fees, imposition, 65:15-7
- Criminal Code**, *see* Marijuana
- Crombie, Hon. David** (PC—Rosedale)
 Health and Welfare Department estimates, 1980-1981, main, 4:5-6, 22-34
 Points of order, Minister using Committee's time to make statement, 4:5-6
 Points of order, questioning of witnesses, rotation by party, 4:22-5
 References, *see* Family allowances—Phasing-out
 Social Development Ministry estimates, 1980-1981, main, 5:10-5, 18
 Social Development Ministry estimates, 1982-1983, main, 33:5-8, 23-9
- Crosby, Mr. Howard** (PC—Halifax West)
 Old Age Security Bill (C-131), 53:19-22; 55:18-23, 33
 Point of order, witnesses, appearance before Committee, M. (Mr. Hawkes), 55:33
- Crown corporations**
 Subsidies, 55:48, 54
See also Canada Mortgage and Housing Corporation; Petro Canada
- Dantzer, Mr. Vince** (PC—Okanagan North)
 Health and Welfare Department estimates, 1982-1983, main, 31:22-6
 Old Age Security Bill (C-131), 55:40-2, 67-9; 56:26-8, 32-4
- Darling, Mr. Stan** (PC—Parry Sound-Muskoka)
 Consumer and Corporate Affairs Department estimates, 1980-81, main, 2:22-3, 28-9
- Daudlin, Mr. Robert** (L—Essex-Kent; Parliamentary Secretary to President of the Treasury Board)
 Old Age Security Bill (C-131), 55:28
 Organization meeting in relation to Standing Orders 69(2) and 69(4)(a), 57:8-9, 13-6, 22-3, 26; 58:7-8
 Points of order
 Agenda and procedure subcommittee, M. (Mr. Schroder), 57:22-3, 26
 Meetings, 58:7-8
 Members, 57:8
 Quorum, 57:13-6
 Vice Chairman, 57:9
 Witnesses, M. (Mr. Hawkes), 55:28
- Davie Shipbuilding Ltd.**, ferry, government purchasing, 55:19-20
- Day care centres**, 12A:1-8
 Access, single/two parent families, 12:20-1
 Alternatives, babysitters, senior citizens, 11:28-30, 34-5; 12:26-7
 Commercial, profit-making, *Kindercare*, etc., 12:28
 Family, affecting, 12:19-21, 24
 Funding, 11:30; 51:16-7; 52:10
 Importance for children, 13:24
 Legislation, national policy, etc., 11:19, 23-4; 14:11-2
 Manitoba, 12:23-5
 National conference, 31:12
 Need for, women re-entering work force, etc., 12:20; 51:17
 Night care centres, establishing, 12:27-8
 Rural areas, 12:24-7
 Staff/child ratios, 12:22-3
 Standards, quality, etc., 11:18-9, 29-30; 12:22, 25-6
 Work place based, 12:23
- de Corneille, Mr. Roland** (L—Eglinton-Lawrence; Parliamentary Secretary to Minister of Veterans Affairs)
 Consumer and Corporate Affairs Department estimates, 1981-1982, supplementary (C), 21:26-8
 Consumer and Corporate Affairs Department estimates, 1982-1983, main, 35:21-3

de Corneille, Mr. Roland—Cont.

Family violence, 25:15-8; 26:18, 26-8; 27:29-30; 29:14-7, 28-31;
30:9-15, 23, 37-8

Points of order

Acting Chairman, M., 34:3

Debate/point of order, 35:21

Report, M., 34:3

References, *see* House of Commons

Defence, expenditures, increasing, 55:46

de Jong, Mr. Simon (NDP—Regina East)

Health and Welfare Department estimates

1980-1981, main, 4:11-6, 21-3, 39-40; 6:9-14

1981-1982, main, 16:23-5; 18:28

1982-1983, main, 31:19-22; 36:7-12

Native people, James Bay agreement, M. (Mr. Manly), 18:28

Dental care, *see* Children

Developing countries

Assistance, 11:9-10, 16-7

Children, multinational food corporations infant formulas, 11:16

UNICEF Tanzania project, Canada participation, 11:5-6

See also Education—Development

Diamond, Mr. Billy (Grand Chief, Grand Council of the Crees (Quebec))

Health and Welfare Department estimates, 1981-1982, main,

17:4-5, 15-6, 19-23, 31-3, 39-41, 45-6

Dinsdale, Hon. Walter (PC—Brandon-Souris)

Children, Commission for the International Year of the Child report, 10:27-9; 11:8, 12-3, 25-8; 12:6-9, 23-5, 29; 14:17-20

Health and Welfare Department estimates, 1980-1981, main,
1:30-2; 4:25-6, 36-9

Point of order, questioning of witnesses, 4:25-6

Disability pension, *see* Pension Plan

Disabled and handicapped

Benefits, increasing, eliminating means testing, 66:11-4

Data base, establishing, 15:32-3

Definition, 9:22; 15:31

Income tax deductions/exemptions, increasing, 51:30-1

Mental health services, 8:15-7

Ministerial responsibility, 64:21-2

Prosthetic services, 49:21-3; 62:14-6

See also Hospitals—Sunnybrook

Quebec, 60:26

Rehabilitation programs, funding, federal-provincial cost sharing,
8:13-8

Statistics, 16:3

Technical aids and devices, availability, universality principle,
9:15-9, 22; 33:19-20

Delivery, provincial responsibility, 33:20

Workshops, sheltered, funding, 8:17-8

See also Cabinet—Minister; Canadian Rehabilitation Council for the Disabled; Children; Consumer and Corporate Affairs Department—Staff; Government documents, publications; Human Rights Act; International Year of Disabled Persons 1981; Mentally retarded; World Rehabilitation Congress

Disabled and the Handicapped (Special) Committee, *Obstacles* report, recommendations, implementing, etc., 9:8, 14-5; 10:1, 15; 12:2, 6; 14:19; 15:32-3; 16:3; 31:11; 64:21-2
Government position, 33:17-9

Diseases

Leprosy, cases in Canada, 7:26; 62:16-7

Tropical, 6:8-9; 62:16-8

See also Asthma; Cancer; Heart disease; Leukemia; Native people—Tuberculosis—Sanitation services

Divorce

Maintenance payments, enforcing, legislation, etc., 24:22, 30;
28:20-1

See also Family violence—Compensation; Income tax

Standard of living, effects, 51:26

Women sharing assets, Supreme Court (Leatherdale) decision, 51:9,
27-8

Doctors

Licence monopolies, report, 3:10

Quebec, specialists, leaving province, 60:20-4

Research specialists, compensation, 32:23-5

See also Family violence; Formaldehyde; Medicare; Native people

Don, Ms. Trudy (Ontario Association of Interval and Transition Houses)

Family violence, 26:15-22, 25-7, 32-6, 40-1, 44-6

Donegani, Mr. Jack (President, Professional Institute of the Public Service of Canada)

Old Age Security Bill (C-131), 54:5-24

References, *see* Public Service—Wage restraints

Doshen, Ms. Linda Elliott (Ottawa Women's Lobby and University Women's Club)

Family Allowances Bill (C-132), 52:25-7, 31-2, 36-40

Draper, Mr. R.D. (Director General, Health Promotion Branch, Health and Welfare Department)

Health and Welfare Department estimates, 1983-1984, main,
62:13-4, 21

Drug abuse, *see* Alcohol and drug abuse

Drugs and pharmaceuticals

Acetaminophen, status, dangers, etc., 7:22-3

Bendectin, testing, birth defects, relationship, 32:26-7; 36:11-2

Clindamycin, Upjohn Co. legal action, 31:21, 26; 36:9-10

Licensing, post-market surveillance, 62:9-11

Lithium carbonate, testing, 31:22

Patent Act, amending, prices, research and development, effects,
Martin O'Connell involvement, etc., 67:8-13, 23-5

Testing

Advisory committees, 62:11-2

Clinical trials, 63:13-4

Reliance on U.S. data, releasing information, etc., 31:19-22;
32:13; 36:8-11

Bégin correspondence, 36:8, 11

Resources, 62:12-3

Tylenol, *see* Urea formaldehyde foam insulation

Drugs, narcotic, therapeutic use, research, 63:20-1

Dubois, Mr. Jean-Guy (L—Lotbinière)

Family Allowances Bill (C-132), 52:67, 82

Points of order

Bills, 52:82

Documents, 47:80

Meetings, M. (Mr. Skelly), 39:31

Report to House, 47:103-4

Steering committee, M. (Mr. Hawkes), 39:17

Urea formaldehyde foam insulation study, 39:17, 25-8, 31; 47:76,
79-85, 100-4, 145-6

Dubuc, Mrs. Madeleine (Commissioner, Canadian Mental Health Association; Member, Canadian Commission for the International Year of the Child)
Children, Commission for the International Year of the Child report, 10:4-6, 15-20, 25-7

Dulude, Ms. Louise (National Action Committee on the Status of Women)
Family Allowances Bill (C-132), 51:7-34

Dumont, Dr. Yves (Médecin—Conseil en santé communautaire, conseiller médical au Canada de l' American Formaldehyde Institution)
Urea formaldehyde foam insulation study, 44:117-33

Dutton, Dr. D. G. (Department of Psychology, University of British Columbia)
Family violence, 25:4-34
See also Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Family violence

EPF, *see* Established programs financing

Economic conditions
Government responsibility, 55:74
Societal and psychological effects, 55:81-2
See also Competition; Consumer protection; Family violence

Economic policy
Criticisms, 54:33
Economic nationalism, inflationary measures, 52:23; 54:32-4; 55:48, 82

Economists, Sociologists and Statisticians Association, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Old Age Security Bill (C-131)

Education
Development education, international education day Oct. 24/80, extending to curriculum, etc., 11:3-16
Post-secondary
Federal funding, 60:34; 64:7, 17-9, 23-4
Official languages program, 64:7-8
See also Universities and colleges
See also Alberta

Elections, May 22/79, *see* Urea formaldehyde foam insulation—Responsibility/blame, Minister

Electricity and gas inspection, legislation, 15:16

Elias-Henry, Ms. Deanna (Regina Transition Women's Society)
Family violence, 26:4-7, 20-4, 27-8, 31-5, 40-2, 45

Elliott, Mr. R. G. (Former General Manager, RAPCO)
Urea formaldehyde foam insulation study, 44:71-87

Emergency Planning Order (SI/81-76), legislation replacing, 33:28

Employment
Access, guaranteed, 52:21
Technological change, effects, 64:23
See also Job creation programs; Women

Energy, Mines and Resources Department, *see* Urea formaldehyde foam insulation—Approval process

Environment, *see* Acid rain pollutants; Health—Air

Environment Department, *see* Pesticides—Environmental

Equalization payments, *see* Federal-provincial relations

Erola, Hon. Judy (L—Nickel Belt; Minister of State for Mines; Minister of Consumer and Corporate Affairs)
Family violence, 23:7-18; 30:4-41
References, *see* Family violence—Government—Publicity
See also Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Family violence

Established programs financing

Cash benefits, 31:28
Definition, role, 16:9-11
Savings, applying toward budget deficit, 31:15-6
See also Medicare; Old age pensions and guaranteed income supplement—Increasing

Estimates, *see* Consumer and Corporate Affairs Department; Health and Welfare Department; Orders of reference

Family

Child raising, value, society's attitudes, etc., 52:35-40, 56-7
Churches' role, 28:16; 30:38
Income, guaranteed, importance, 10:19
Marriage breakdown, 11:25-6, 34
See also Divorce
National policy, need for, 11:26-7
Nuclear, disappearance of support roles, children, affecting, 11:26-8
Primacy, 11:26, 34
Single parent, increasing, 13:15
Women choosing not to bear children, effects, 11:27-8, 33-4
See also Day care centres

Family allowances, 52A:1-2

Advisory Council on the Status of Women position, 52:64
Benefits, 14:3
Charter of Rights, age discrimination, prohibiting, effects, 51:55
Cheques, distribution in provinces, 51:54
Expenditures, 59:8
Increasing, 1:15; 52:27, 30, 51-2
Indexing, *see below* Restraint program
Kesselman article, 52:15-6, 29-30, 40-1; 52A:1-2
Legislation, 49:5
Amendments, government position, 51:53
Delaying 12 months, 52:16
Information, lack, 52:26
Members of Parliament, women, voting against, 51:18
Poor people's committee, establishing, 52:28-9, 35
Progressive Conservative position, 52:17
Purpose, 50:38-9
See also Family Allowances Bill (C-132)
Paying directly to children, 52:20-1, 24
Payments, reductions, 8:2; 49:5-6
Phasing-out, Crombie remarks, 51:11
Purpose/importance, historical background, etc., 51:7-8, 26, 30-3; 52:8, 26, 31, 35-7, 54-6
Necessity for food, 52:34, 78
Recipients
False claims, 50:9-11
Fathers, 52:35-7, 55
High income, redeeming through taxes, 50:10; 51:42; 52:26, 31-2, 52-3
Pregnant women, 12:11
Restraint program, 6 and 5 provisions, limiting indexing, etc., 49:51; 50:20, 34, 39; 51:8-10, 25; 52:26-8, 34, 44; 54:18-9
Advisory Council on the Status of Women reaction, 52:60, 63-4
Alberta position, 51:52
CBC Radio, *Cross country check-up*, 51:9
Child tax credit, increasing, compensatory measure, 50:8, 18-20, 25-6, 31-3, 39-40; 51:8, 24-5; 52:44, 48; 53:10-1
Childbearing, discouraging, 50:34

Family allowances—Cont.**Restraint program—Cont.**

- Families above/below poverty level, 50:17-20; 51:9, 24-5; 52:11, 26, 80
- Income tax, bracket, increasing, 51:12
- Long term effects, changing base for future indexing, 50:15-6; 51:12, 35; 52:11-2
- Quebec position, 51:52
- Savings anticipated, 50:7-9, 15, 23, 36-9; 51:43; 52:11, 78
- Financial comparison table, 52:29
- Single parent families, effects, 50:18; 51:11-2; 52:18-9, 28, 33-4, 48
- Universality, effects, 50:15-7; 51:46; 52:80
- Welfare recipients, effects, 50:18
- Surtax, 51:15, 43
- Tax credits in lieu of, 14:11
- Universality, 14:12; 33:21; 50:19, 33; 51:8; 52:9, 19-20, 26, 31-2, 51
- Lalonde remarks, 50:23-5; 52:30
- Questioning principle, 50:19, 26-8; 51:12-3
- See also above* Restraint program
- Women, sole personal income, 51:8-10, 18, 25-6; 52:20, 36
- See also* Day care centres—Funding; Family violence—Publicity/information, Inserts; Welfare—Benefits

Family Allowances Bill (amdt.)—C-132. Minister of Health and Welfare

- Consideration, 50:6-42; 51:5-55; 52:7-85; report to House without amdt., 3
- Clause 1, 52:81-4, carried on recorded division, 5
- Amdt. (Mr. Hawkes), 52:82-3, not in order, 5
- Amdt. (Miss MacDonald), 52:81-4, not in order, 5
- Drafting, 52:83-4
- Title, 52:5, 85, agreed to
- See also* Reports to House

Family law, jurisdiction, 29:29; 30:14-5**Family planning**

- Funds, cutbacks, federal-provincial responsibilities, etc., 49:23-6; 66:7
- See also* Planned Parenthood Federation of Canada

Family violence, wife battering, 27:7-11, 17; 25A:1-26; 26:15-6;

26A:1-44; 29A:1-28; 31A:1-5

A Far Cry From Home, CBC film, 23:11

Advisory Council on the Status of Women reports, 24:9-10, 32

Alcohol/drug abuse, relationship, 25:28, 33; 27:22, 29

Attitudes, 24:15-6; 26:16, 29; 27:11-2, 25-6; 29:12, 21; 30:25

See also below Doctors; Legal recourse; Police

Batterers

Characteristics, 27:18; 28:12

Convictions, jail terms, treatment programs, etc., 25:5, 10-4, 21, 24, 29; 26:19, 42; 27:11, 25-27; 29:16, 22-3; 30:24

Legal charges against, 23:9-10

See also below Legal recourse—Police

Rehabilitation, neglecting victims, 29:14-7, 28; 30:12-3, 19-20

Case histories, deaths, etc., 23:11, 14; 24:9, 28-9; 26:40; 29:6-10

Cases, mandatory reporting, 24:33; 26:45-6; 27:18-9; 30:18-9, 27

See also below Doctors—Police

Children, abuse, relationship, 30:25, 28

Children, effects, 23:15; 24:10; 25:31-2; 26:7, 17; 28:7, 22

Chiswick, Britain film, 28:7, 14

Committee study, 23:6-18; 24:4-35; 25:4-34; 26:4-47; 27:4-31;

28:5-24; 29:4-32; 30:4-42; 34:3-33; 37:4-9

Follow up reports, 58:9-10

Howie role, 23:6; 24:22

Common law relationships, 25:32; 27:25

Compensation/restitution, enforcing maintenance payments, etc., 24:21; 28:22-3; 29:11, 18, 27, 32

Family violence, wife battering—Cont.

Corporal punishment, relationship, 25:25-6

Cultural backgrounds, relationship, 24:24-5

Doctors, attitudes, responsibilities, reporting cases, etc., 23:15-7; 24:14-7, 23-7; 26:46; 27:18; 28:13; 30:22, 27-8

Economic conditions, unemployment, relationship, 24:4-8; 25:32-3

Factors, cyclical nature, society, role, etc., 23:8-14; 24:21; 25:5-6, 10, 17-8, 27-8, 33; 27:15; 28:6-8, 19; 29:8, 24-8; 30:18

Family therapy, 25:24, 29, 32; 27:27-8

Government responsibility, co-ordinating jurisdictions, etc., 24:10-1, 16-9, 27-8; 29:13; 30:18, 22, 32-4

Committee study, Radio Canada program *Present*, 30:31-4

Erola correspondence, 30:34-5, 39-40

Health care personnel, responsibilities, 29:20-1

See also above Doctors

Homemakers/working outside home, comparing, 26:40

House debate, requesting, 52:77-8

Husband beating, comparing, 25:27-8

Immigrants, 23:14

Increase, 26:45

Information clearing house, establishing, 36:25

"Invisible" problem, 24:8

Legal recourse, prosecuting, trials, judicial attitudes, etc., 23:15-6;

24:14-5, 19, 27-32; 25:7-12, 21-2; 26:13, 18, 26-8, 39-45;

27:13-5, 20-1, 24-5, 29-31; 28:9, 20-3; 29:4-9, 17, 22; 30:10,

14-5, 19-22

Assaults, previous, admissibility as evidence, 24:32-4

Britain, comparing, 28:10

Calgary, police laying charges, 52:77

Conviction rates, 27:17-8

Criminal act, treating as, 24:15, 19

Restraining orders, central registry, establishing, 29:10, 26-7; 30:24

United States, comparing, 29:21

Wife appearing as compellable witness, 24:29-30, 33-4; 26:12, 41; 27:14-5

Women's Research Centre recommendations, 29:10-1

Male/female equality, women's movement, etc., effects, 25:19-20; 29:27, 31-2

Matrimonial home, wife leaving, rights, etc., 24:16-7; 25:18, 30; 26:23-4, 28; 27:23-4; 28:10

Mental illness, treating as, 24:25-6; 25:5-6, 15-7

See also above Batterers

Native people, 23:14; 26:21-2, 34; 30:7, 29

Not a Love Story/Loved, Honoured and Bruised, NFB films, presentation to Committee, etc., 23:17; 24:11, 18, 33; 29:28; 30:29-30

Police, attitudes, responsibilities, reporting cases, etc., 23:15-7;

24:14, 18-9, 28; 25:4, 7-11, 15, 27-8; 26:18, 41; 27:7, 10-1, 19-20; 28:8-9, 12; 29:5

Training programs, 27:5-6; 28:8, 13, 18-21; 29:6, 12

Pornography, relationship, 23:8; 29:28

Pregnancy, relationship, 25:6, 22-3

Prevention, educating public/children, 25:14; 27:10, 21-2; 28:11, 14-6, 19; 30:18, 22, 28

Publicity/information, importance, media role, etc., 24:10-5; 26:10, 29, 33-4; 27:12, 18; 30:5, 31, 37-8; 37:6

Erola role, 30:11

Inserts, including in family allowance cheques, 30:22

Members of Parliament using free time broadcasts, 37:7

Recommendations, implementing, 24:16; 30:6, 21-2

Report, recommendations

Government response, progress report, etc., 37:6; 52:76-8

Tabling in House, Members of Parliament reactions, 37:7

Research, studies, 23:8; 24:23-4; 25:14-5; 27:10-3; 29:4, 25, 28, 32; 30:27-8, 36-7; 36:21-4

Rural/urban areas, comparing, 28:16-7

Family violence, wife battering—Cont.

- Severity, bodily harm, 27:17-8
- Sexual deprivation, relationship, 25:22-3
- Social services organizations, policies, 29:19
- Socio-economic backgrounds, relationship, 23:10; 24:31; 25:33; 28:17-8
- Statistics, accumulating, etc., 23:11-2; 24:9, 12, 23-4, 33; 25:9, 33; 26:22, 44; 27:28-9; 30:36
- Support services, 27:23, 26-7; 29:11-3, 21-2, 26
 - Family consultant service, liaison with police, London, Ont., program, 27:4-12, 16, 28
 - Funding, jurisdiction legislation, etc., 24:29; 25:18-9, 29-30; 26:25-6; 27:11; 30:17, 25
 - Residency requirements, 30:13-4
 - See also below* Transition homes/shelters
- Television/film violence, relationship, 24:33; 27:22-3; 28:11-2
- Terminology, 24:23
- Transition homes/shelters
 - Atlantic provinces, 28:6, 9, 18
 - Establishing, funding, etc., 23:9, 16; 24:14, 17-20; 25:11-2, 18, 26; 26:6, 16-20, 28-9; 27:24; 29:12-4, 23-4; 30:6-11, 16, 33-4; 60:12-4
 - Information, police distributing, 29:14
 - Jurisdictions, government departments responsibilities, 29:31
 - Number by province, 30:7
 - Provinces, liaisons, 26:20-1
 - Quebec, 26:8-13, 23
 - Saskatchewan, 26:6; 29:20
 - "Second stage" housing, foster homes, etc., 26:6-7, 17, 20, 24-5, 33-5; 28:9; 29:19-20
 - Security factors, 28:9
 - Staff, 26:29-31, 39; 29:13, 18-9
 - User demand, 30:8
 - Women, effects, 26:5, 14; 27:27-8
 - Women returning to husbands, 26:42-4; 28:10-2
 - See also* Federal-provincial conferences; Housing—Women; Rape—Marital; Reports to House

Federal-provincial conferences

- Consumer affairs ministers, Saskatoon Oct/80, 3:10
- Family violence, 24:10
- Finance ministers, December 1982, 56:17
- Health ministers, 4:9-10; 6:5-6
- Ministers responsible for the status of women, 30:9, 15-7, 20
- See also* Housing; Social policy; Urea formaldehyde foam insulation

Federal-provincial relations

- Agreements, obligation to uphold, 19:14-6, 24-8
- Fiscal arrangements
 - Block funding/cost sharing, 31:17; 49:14; 61:9
 - See also* Medicare; Social services
- Equalization payments, 5:14-5; 22:22
- National Action Committee on the Status of Women proposals, 60:29-30
- Provinces identifying federal contributions, 33:23
- See also* Transfer payments to provinces
- Jurisdictions, 30:40-1
 - See also* Children; Disabled and handicapped—Rehabilitation—Technical a ds; Family law; Family planning; Family violence—Government responsibility—Support services—Transition homes/shelters; Health care—Delivery; Native people—Health services—James Bay; Social policy; Social services
- Revenue guarantees
 - Abolishing, Nov. 12/81 budget measure, etc., 22:24-5
 - See also* Medicare
- See also* Medicare—Legislation; Social development policy; Welfare

Ferries, see Davie Shipbuilding Ltd.

Film Board (NFB)

- Funding, 30:31
- Studio D, projects, funding, etc., 30:29-30
- See also* Children; Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Family violence; Pornography—*Not a love story*

Fisheries, fish processing, nitrites, use prohibited, 6:21

Fluorocarbon aerosols, banning, "Pam", dangers, etc., 7:17-20, 30

Food

- Additives, hazards, slideshow *Alice in additive land*, etc., 7:9-13, 29-30; 16:11-2; 22:15
- Inspection, national standards, establishing, government involvement, 3:11-2
- Products standards, Supreme Court decision, 3:7

Food and Drugs Act, see Marijuana

Formaldehyde

- Health hazards, cancer, relationship, studies, etc., 43:22-3, 32, 36, 52-6, 64-71, 75-6, 98, 106, 110, 117; 44:57, 100, 119-20, 124-5, 129-30; 45:14-6, 21-3, 30-3, 36; 46:10-1, 16-7, 28-32, 35, 38, 48, 57-64, 73, 76-7, 80, 88, 94-5; 47:87
- Industry, staff, doctors, 43:64, 69
- Presence in products, 43:43; 44:103; 45:36-7; 46:71, 88-9
- See also* Urea formaldehyde foam insulation

Forsyth, Mr. Bruce (Formerly of Canada Foam Limited)

- Urea formaldehyde foam insulation study, 44:12-31

Fox, Terry, cross-Canada Marathon of Hope, cancer research

- donations, etc., 8:8; 9:11-3, 23, 27
- Committee, congratulatory message, 9:20

Francophones, see Consumer and Corporate Affairs Department—Staff; Public Service

Fretz, Mr. Girve (PC—Erie)

- Family violence, 26:45; 28:10-2
- Health and Welfare Department estimates, 1981-1982, main, 17:26-9
- Health and Welfare Department estimates, 1982-1983, main, 36:17-20

Friesen, Mr. Benno (PC—Surrey-White Rock-North Delta)

- Point of order, witnesses, 39:32
- Urea formaldehyde foam insulation study, 39:31-2

Frith, Mr. Douglas (L—Sudbury; Parliamentary Secretary to

- Minister of National Health and Welfare)
- Children, Commission for the International Year of the Child report, 12:21-3, 28; 13:17-21; 15:1-2, 6-7
- Family Allowances Bill (C-132), 50:39; 52:38-40
- Family violence, 37:7
- Health and Welfare Department estimates
 - 1980-1981, supplementary (B), 8:12
 - 1981-1982, main, 17:38-9; 18:29
 - 1981-1982, supplementary (C), 22:7
- Native people, James Bay agreement, M. (Mrs. Mitchell), 17:38-9
- Old Age Security Bill (C-131), 53:18-9, 22-3; 54:45-6; 55:36
- Points of order
 - Meetings, 53:28; 54:45
 - Steering committee, M. (Mr. Hawkes), 39:16-7
 - Subcommittee, 15:1-2, 6-7
 - Witnesses, M. (Mr. Hawkes), 55:36
- References, *see* Native people—James Bay agreement
- Social Development Ministry estimates, 1981-1982, main, 19:30-1
- Urea formaldehyde foam insulation study, 39:16-7, 32

- Fry, Mr. J.L.** (Deputy Minister, Health and Welfare Department)
Health and Welfare Department estimates
1980-1981, supplementary (B), 8:19-21
1981-1982, main, 16:13, 24-5
1982-1983, main, 31:13, 18; 36:24
1983-1984, main, 61:17; 62:5-7, 12, 15, 19-29
- Gagné, Mrs. Hélène** (Legal Counsel, Insurance Bureau of Canada)
Urea formaldehyde foam insulation study, 47:114-30
- Gahan, Mr. Robert** (President, Association of Alberta Foam Fighters United)
Urea formaldehyde foam insulation study, 40:31-56
- Gillespie, Hon. Alastair**, references, 40:6, 57; 41:39; 42:6-10; 47:10-1
See also Urea formaldehyde foam insulation—Insulation value
- Globe and Mail**, *see* Toronto
- Goss, Mr. Jim** (Board Member, Ottawa Council for Low Income Support)
Family Allowances Bill (C-132), 52:34
- Government**
Legislation, introducing, priorities, 15:29
Regulations, reform, 15:21
See also Clark government
- Government departments**, *see* Children; Restraint program, 6 and 5 provisions—Consultations; Social security programs—Child/family benefits
- Government documents, publications**
Availability in Braille/cassette form, 9:9
Reports, distributing, resources lacking, 36:25
- Government expenditures**
And revenues, revenue producing programs, 15:17-9, 28-9
Control and management, envelope system of spending limits, 5:19-20
See also Social policy—Funding
Health and Welfare Department absorbing 26%, 49:16
Reducing, Auditor General report, 52:46; 55:48
Restraint programs, 5:27; 30:6; 59:9
See also Restraint program, 6 and 5 provisions
Social affairs envelope, 16:29
Percentage of expenditures, 50:11
Priorities, re-evaluating, 26:35-6
See also Health and Welfare Department—Expenditures
See also Defence; Gross National Product; Restraint program, 6 and 5 provisions—Savings
- Grand'bois, Ms. Pauline** (Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes en difficulté du Québec)
Family violence, 26:7-8, 21-5, 28-31, 36-46
- Gravel, Mr. Jacques** (L'Association des victimes de Laval)
Urea formaldehyde foam insulation study, 40:69-72, 75, 78-81, 91-2
- Green paper**, *see* Pensions—Reform
- Greenaway, Mr. Lorne** (PC—Cariboo-Chilcotin)
Health and Welfare Department estimates, 1981-1982, main, 16:5-8; 17:14-8; 18:7-14, 26-7
Native people, James Bay agreement
M., 19:6
M. (Mr. Manly), 18:26-7
Proposed M., 18:12
Points of order, questioning of witnesses, 22:28-9
Points of order, report to House, M., 18:12
- Greenaway, Mr. Lorne—Cont.**
Social Development Ministry estimates, 1981-1982, main, 19:6, 16, 27-8
- Gross National Product**
Government expenditures, percentage, 52:12
See also Health care—Expenditures
- Group Surgical Medical Insurance Plan (GSMIP)**, *see* Health care—Private insurance
- Gurbin, Mr. Gary** (PC—Bruce-Grey)
Children, Commission for the International Year of the Child report, 11:6, 9-10, 14, 20-2, 35; 14:6-7
Consumer and Corporate Affairs Department estimates, 1980-1981, main, 3:20-1
Family Allowances Bill (C-132), 52:80
Health and Welfare Department estimates
1980-1981, main, 7:16, 23-6
1980-1981, supplementary (B), 9:23-6
1981-1982, main, 16:9, 29-31; 17:44-6; 18:17, 28
1982-1983, supplementary (B), 49:23-7
Native people, James Bay agreement, M. (Mr. Manly), 18:17, 28
Point of order, questioning of witnesses 49:23
Urea formaldehyde foam insulation study, 46:36-9, 58-9, 76-9, 87; 47:148-51
- HUFFI—Ontario**, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Urea formaldehyde foam insulation study
- Hahn, Mr. David** (Chairman, IYC Committee, UNICEF Canada)
Children, Commission for the International Year of the Child report, 11:1-17
- Hall (EMMETT) commission**, *see* Medicare
- Halliday, Mr. Bruce** (PC—Oxford)
Children, Commission for the International Year of the Child report, 15:1-4
Consumer and Corporate Affairs Department estimates, 1981-1982, main, 15:19-21
Consumer and Corporate Affairs Department estimates, 1983-1984, main, 67:18-21
Family Allowances Bill (C-132), 50:28-31; 51:30-2, 39-41, 52; 52:75-6, 83-4
Family violence, 24:6-7, 22-5; 25:22-5, 33; 26:34-6; 27:26-9; 28:18-9; 29:21-5; 30:5-11, 26, 35-9; 37:8
Health and Welfare Department estimates
1980-1981, main, 1:34; 4:7-11, 40; 6:5-9; 7:17, 20-3, 27-8
1980-1981, supplementary (B), 8:2-5, 9-10, 13; 9:14-20
1981-1982, main, 16:15-8; 17:39-41; 18:20, 27
1982-1983, main, 32:5-9, 27
1983-1984, main, 59:23-6; 60:19-25, 33-4; 61:17; 62:14-8; 66:11-4, 21
Native people, James Bay agreement, M. (Mr. Manly), 18:27
Old Age Security Bill (C-131), 53:24; 56:25-6
Organization meeting in relation to Standing Orders 69(2) and 69(4)(a), 57:9, 15-6; 58:9
Points of order
Agenda and procedure subcommittee report, M., 34:3
Bills, M. (Mr. Hawkes), 56:25-6
Ministers
Correspondence, 30:39
Meeting with member, 16:15-6
Questioning, 8:9-10
Questioning of witnesses, 24:6-7
Quorum, 57:15-6
Report to House, 30:26
Subcommittee, 15:1-4
References, *see* Hospitals—Rouyn

Halliday, Mr. Bruce—Cont.

- Social Development Ministry estimates
- 1980-1981, main, 5:30-1
- 1981-1982, main, 19:24-7
- 1982-1983, main, 33:17-20

Handicapped, see Disabled and handicapped**Hawkes, Mr. Jim (PC—Calgary West)**

- Consumer and Corporate Affairs Department estimates, 1981-1982, supplementary (C), 21:5-6, 18-20, 26, 35-8
- Consumer and Corporate Affairs Department estimates, 1982-1983, main, 38:19-21
- Family Allowances Bill (C-132), 50:6-13, 18-9, 36-40; 51:5-6, 18-22, 31, 37-8, 41-2, 46-51; 52:7, 15-7, 23, 29-30, 40-2, 59-63, 66-71, 77-9, 82, 85
- Family violence, 24:6, 29-30, 34; 26:37, 40-1; 27:12-5; 28:5, 22-3; 30:15-20, 24, 39-41
- Health and Welfare Department estimates
- 1981-1982, supplementary (C), 22:6, 10-4
- 1982-1983, supplementary (B), 49:7-13, 21, 25
- 1983-1984, main, 59:18-20; 60:15-8, 31-3; 61:4-8, 21-3; 62:5-8, 27-9; 63:5-7, 17-9
- Old Age Security Bill (C-131), 53:22-9; 54:12-7, 30-4, 43-6; 55:5, 10-4, 19, 24-30, 35-41, 47-56, 69, 80-4; 56:12-5, 19, 23-36
- Organization meeting in relation to Standing Orders 69(2) and 69(4)(a), 57:7-15, 19-24

Points of order

- Agenda and procedure subcommittee, 21:6
- M. (Mr. Schroder), 57:20-4

Amendments, 18:20

- Bills, clause by clause study, 55:5
- M., 56:23-6

Documents

- Appending, 52:40-1
- Briefs, 56:19
- Photocopying, 49:7
- Requesting, 47:96

Estimates, 22:6**Meetings, 21:5**

- Scheduling, 53:27; 54:45-6

- House recess period, M. (Mr. Lang), 39:22-3

Ministers, 30:39-41**Minutes, 47:42****Questioning of witnesses, 24:6**

- Relevancy, 54:13
- Rotation by party, 49:21
- Time limit, M., 52:66-70

Quorum, 57:14-5, 19**Reports to House, 47:98****Steering committee, M., 39:15-6, 20-1****Witnesses**

- Appearance before Committee, 51:5-6; 55:84
- M., 55:25-9, 35-9
- Recalling, 47:88-9, 93-5
- Expenses, Committee paying, 52:42
- M. 52:85
- Political parties submitting lists, M. (Mr. G. Scott), 39:33
- Scheduling, 52:41-2

- Social Development Ministry estimates, 1983-1984, main, 64:17-20
- Urea formaldehyde foam insulation study, 39:13-6, 20-3, 32-4; 47:6, 35-8, 49-54, 88-9, 93-102, 105-21, 128-31

Hawkesbury, Ont., see Hospitals**Hazardous products**

- Children, information, puppet shows, etc., 15:32
- Cribs, colonial style, deaths, etc., 15:11-3, 33
- Fireplace glass panels, 15:11, 14-5

Hazardous products—Cont.

- Legislation, 15:34
- Product accident alert system, 15:34
- Research council, establishing, 32:13-5
- Testing, reliance on foreign data, releasing information, etc., 15:11-4, 31-2; 15A:22-3; 32:12-5
- See also* Fisheries; Fluorocarbon aerosols; Food—Additives; Margarine; Meat; Packaging and labelling—Household; Pesticides; Urea formaldehyde foam insulation

Hazardous Products Act, 43:93, 45:5; 65:6-8**Heacock, Dr. R.A. (Director General, Extramural Research Program)**
Health and Welfare Department estimates, 1983-1984, main, 62:16**Health**

- Air quality, sealed buildings, pollutants, etc., 44:127; 45:32, 38; 46:71, 84, 89-90
- Annual physical examination, value, 4:7-8
- Canadians, comparing other countries, 49:13
- Individual Canadians, 62:19
- "Toxicologist", 46:27
- World Health Organization definition, 46:6, 47, 54-5
- X-rays, safety factors, 9:28
- See also* Acid rain pollutants; Urea formaldehyde foam insulation

Health and Welfare Department

- Administration costs, 62:23-5

Estimates

- 1980-1981, main, 1:12-34; 4:4-40; 6:4-26; 7:4-31
- 1980-1981, supplementary (B), 8:1-24; 9:1-29
- 1981-1982, main, 16:1-32; 17:4-47; 18:5-29
- 1982-1983, main, 31:8-29; 32:5-27; 36:4-28
- 1982-1983, supplementary (B), 49:5-28
- 1983-1984, main, 59:6-32; 60:5-35; 61:4-24; 62:4-29; 63:4-24; 66:4-24

Expenditures, 1:15; 8:1; 16:1-2, 26-7; 22:8-9; 31:9-10; 59:8

- Increase, social affairs envelope, effects, 59:8-9

Health promotion branch, budget, projects funded, 4:32-3**Health protection branch, role, 7:22, 31; 22:15-6****Objectives, 1:15****Staff, net increase static, 1:15****Staff, person years, 31:10-3; 31A:12; 59:8**

- See also* Government expenditures; Housing—Insulation; Native people—James Bay agreement; Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Family Allowances Bill—Family violence—Old Age Security Bill; Urea formaldehyde foam insulation

Health care

- Accessibility, 60:21-5
- Atlantic provinces, costs, 22:13
- Britain, comparison, 61:23; 62:8-9
- Canadian Medical Association task force, 59:21
- Costs, studies, 7:23-4
- Delivery, provincial responsibility, 36:18-20; 49:27
- Equipment, standards, 42:120
- Expenditures, percentage of GNP, 36:20; 49:16; 61:10-1
- Expenditures, public/private, 62:5-8
- Facilities, fire codes, 7:16
- Federal funding, 61:5-12
- Federal-provincial contributions, 7:29
- Federal/provincial responsibilities, 61:16
- Fiscal arrangements, cost sharing/block funding, 7:13-7, 27-8; 60:34
- Officials, *see* Urea formaldehyde foam insulation—Federal-provincial conference
- Ontario Medical Association newspaper advertisements, 60:23-4; 61:23-4

Health care—Cont.

Prevention emphasis/health promotion, 13:18-20; 46:85; 49:13-5

Lifestyles programs, 31:11, 18-9

Private insurance plans, GSMIP, etc., 62:5-7

Quality, 4:8-9, 34-6; 6:6-8; 16:15; 36:17-8

Technology, federal government involvement, 7:25-6

Workers

National associations, funding, 22:27-8

See also Doctors; Nurses

See also Children; Family violence; Hospitals; Medicare; Native people; Northwest Territories; Nursing homes; Senior citizens; Women

Health promotion, see Health care—Preventive

Health services

Costs, maintaining at low levels, 59:21

See also Native people; Voluntary organizations

Health survey, see Canada Health Survey

Heap, Mr. Dan (NDP—Spadina)

Family Allowances Bill (C-132), 50:31-5

Heart disease, research, 62:19-21**Henderson, Mr. Jack (Chairman, Kingston Chapter,**

HUFFI—Ontario)

Urea formaldehyde foam insulation study, 40:106-8, 120

Hicks, Dr. F.H. (Acting Assistant Deputy Minister, Medical Service, Health and Welfare Department)

Health and Welfare Department estimates, 1981-1982, main, 16:8, 13-4

Hnatyshyn, Hon. Ray (PC—Saskatoon West)

Point of order, motion, 19:17-8

Social Development Ministry estimates, 1981-1982, main, 19:17-20

Hockey

St. Louis Blues, franchise transfer to Saskatoon, refusal, Combines

Investigation Act jurisdiction, etc., 67:21-3

Violence, 28:15

Hogan, Dr. Timothy (Chair and Executive Director, Canadian

Psychological Association; Member, National Day Care Task Force)

Children, Commission for the International Year of the Child report, 12:17, 21-5, 28

Homemakers, see Family violence; Income tax—Spouse deduction; Pension Plan; Pensions; Quebec Pension Plan

Hospitals

Admissions, waiting lists, 36:17-9; 49:10-1; 59:19-21; 60:21-3

Beds, cutbacks, 49:17

Beds, private/semi-private, number restricted, 22:16-7

Hawkesbury, Ont., American Medical International contract, profit making administration, 59:31

Management, 61:8

Patient stays, 61:4-5, 8, 15-6, 21-2

Rouyn, Que., quality, Halliday remarks, 32:8-9, 27

Sunnybrook, Toronto, prosthetic services, 49:7, 21-3

House Of Commons

Legislation, delays, PC obstructionist tactics, de Corneille remarks, 35:21-2

See also Family violence; Public Service—Wage restraints

Housing**Insulation**

Cellulose, 44:101-2; 46:6-7

Housing—Cont.**Insulation—Cont.**

Contractors, standards, 47:38, 49

Health and Welfare Department task force, report, *Toxicology of thermal insulation*, etc., 46:7-8

Installers, regulating, 40:30

Materials available, 46:6-7

Standards, appointing inspectors, 15:26-8

See also Insurance; Urea formaldehyde foam insulation

Priority, 5:28-9

Senior citizens, funding, 33:23

Social Development Ministry role, 5:11-2

Starts, 5:28-9; 28:9

Women, violence victims, assistance, 26:33, 36-7; 28:9; 29:20

See also Native people

Housing finance, mortgages, see Urea formaldehyde foam insulation—Economic effects

Howie, Hon. J. Robert (PC—York-Sunbury)

Family violence, 24:10-5; 25:12-5; 26:19-20

Point of order, witnesses, M., 24:15

References, *see* Family violence—Committee

Hudecki, Mr. Stan (L—Hamilton West; Parliamentary Secretary to Minister of National Defence)

Children, Commission for the International Year of the Child

report, 10:23-4; 11:15-6, 28-30; 12:15-6, 26-7; 13:9, 26-7

Consumer and Corporate Affairs Department estimates

1981-1982, main, 15:28, 31-5

1981-1982, supplementary (C), 21:31-2

1982-1983, main, 38:9-12

Family violence, 25:25-8, 33; 28:14-6; 30:26-31, 39

Health and Welfare Department estimates

1980-1981, supplementary (B), 9:20-2

1981-1982, main, 16:18-20; 17:22-6; 18:15-6, 26

1981-1982, supplementary (C), 22:27-8

1982-1983, main, 31:26-8; 32:23-5

1982-1983, supplementary (B), 49:21-3

1983-1984, main, 63:11-4, 21-4

Native people, James Bay agreement, M. (Mr. Manly), 18:15-6, 26

Point of order, documents, M., 43:102

Social Development Ministry estimates, 1981-1982, main, 19:23-4

Social Development Ministry estimates, 1983-1984, main, 64:21-3

Urea formaldehyde foam insulation study, 42:94-5, 125-6, 133-4;

43:27-32, 57, 75-8, 103; 46:27-32, 51-4, 60-1; 47:86-8, 112,

124-9, 146-7

Hughboy, Mr. Walter (Chief, Band Council of Paint Hills, Grand Council of the Crees (Quebec))

Health and Welfare Department estimates, 1981-1982, main, 17:15

Human rights, see Children

Human Rights Act, amending, protection disabled and handicapped,

1:31-2; 33:18-9, 29-30

Charter of Rights, primacy, 33:29

Hunsley, Mr. Terrance (Executive Director, Canadian Council on Social Development)

Family Allowances Bill (C-132), 52:8-23

Old Age Security Bill (C-131), 54:25-45

INNOCAN Investment, see Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Urea formaldehyde foam insulation study; Urea formaldehyde foam insulation—Manufacturers/installers

Immigrants, see Family violence

Income

Average, 52:10-1

Income—Cont.

- Distribution, 52:11-2
- Canadian Council on Social Development report, 54:25-6, 34-7
- See also* Senior citizens
- Guaranteed annual, 22:23-4; 52:17, 21-2, 37-8; 64:25-6
- See also* Children; Family

Income security programs, see Social security programs**Income tax**

- Charitable organizations, donations, removing \$100 deduction, 14:11; 16:27
- Child care expense deduction, converting to tax credit, 52:13, 16-7
- Child care expense deduction, increasing, 12:22-3; 52:10
- Child tax credit
 - Eligibility, income testing, etc., 1:21-2, 29-30; 14:3, 12; 33:21; 50:29-30, 33; 51:19-20, 28, 47, 49, 51; 52:10, 62
- Increasing, 51:11; 52:30
 - Above poverty line, 51:22
 - Adding to base, 52:12, 16
 - From \$293 to \$343, legislation, expenditures, etc., 50:38; 51:37, 44, 47-9, 53-4; 52:28, 34, 40, 55, 60
 - See also* Family allowances—Restraint program
- Payment, monthly basis, 51:29; 52:29-30, 38-9
- Recipients, increasing, unemployment rate, relationship, etc., 51:47-9
- See also* Family allowances—Restraint program; Welfare—Benefits
- Child tax exemption
 - Abolishing, redirecting funds to tax credit/family allowances, 50:14-5, 29-33, 36-7; 51:11, 16, 19, 27, 30, 34, 43; 52:10, 13, 22, 52, 58, 65, 76; 59:17-8
- Men, benefits, 51:13; 52:25
- Quebec, 52:58, 65
 - Restraint program, 6 and 5 provisions, 50:15; 51:21-2, 37
- Divorce, maintenance payments, collecting through, 28:18, 27; 30:22
- High income earners, 55:68-9
- Indexing
 - Discontinuing, 3:20
 - Limiting, restraint program, 6 and 5 provisions, 54:8, 15; 55:45, 80
- Percentage of income, 52:11; 54:43
- Principal residence, capital gains, married couples, 64:20-1
- Senior citizens, exemptions, 22:13
- Spouse exemption, abolishing, redirecting funds, 51:22-3; 52:22
 - Pension for homemakers, establishing, 59:23
- Voluntary organizations, 33:25-6
- See also* Disabled and handicapped; Family allowances—Restraint program; Old age pensions

Indians, see Native people**Industry, see** Metric conversion**Industry, Trade and Commerce Department, see** Metric conversion**Inflation**

- Domestic/imported, 54:40
- Priority issue, 52:13
- Rates, projections, etc., 51:38; 51A:1; 52:44, 50; 55:80
- See also* Old age pensions—Restraint program
- See also* Bonds; Cost of living; Economic policy; Restraint program, 6 and 5 provisions; Senior citizens

Insulation, see Housing**Insurance**

- Housing insulation industry, risks, scientific studies, etc., 47:124-5

Insurance—Cont.

- Liability, bankrupt companies, insurers' obligations, 47:116-7, 129-30, 136
- See also* Urea formaldehyde foam insulation

Insurance Bureau of Canada, role, 47:122**Interest rates**

- Bank rate increases, 22:13
- See also* Bonds; Credit and credit cards; Pension Plan—Investment fund

International Conference on Gerontology, August 1980, financing assistance, 4:16**International Conferences, see** International Conference on Gerontology; World Rehabilitation Congress**International Year of Disabled Persons 1981**

- Background, purpose, 8:14-5
- Canada participation, organizing committee, 4:16-7; 9:8
- Grants, federal-provincial co-operation, 8:2-5, 14
- Projects, funding, 9:8

International Year of the Child 1979

- Background, 11:2; 13:2, 5-7, 10
- Saskatchewan projects, 13:4

Investment, foreign, mergers/takeovers, etc., 15:17, 25**Irwin, Mr. Ron (L—Sault Ste. Marie; Parliamentary Secretary to Minister of Justice, Attorney General and Minister of State for Social Development; Parliamentary Secretary to Secretary of State for External Affairs)**

- Point of order, motion, 19:18
- Social Development Ministry estimates, 1981-1982, main, 19:18

Iverson, Mr. B.J. (Assistant Deputy Minister, Social Service Programs Branch, Health and Welfare Department)

- Health and Welfare Department estimates, 1980-1981, main, 4:37-9; 6:15-6; 7:5-6, 9
- Health and Welfare Department estimates, 1980-1981, supplementary (B), 8:13-8, 22-4

Jaffe, Dr. Peter (London Family Court Clinic and the University of Western Ontario)

- Family violence, 27:4, 8-31

James Bay, see Committee—Travel; Native people**Jefford, Mr. Arthur L. (President, Jefford Industries Limited)**

- References, *see* Urea formaldehyde foam insulation—Manufacturers
- Urea formaldehyde foam insulation study, 44:96-117

Jefford Industries Limited, see Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Urea formaldehyde foam insulation study; Urea formaldehyde foam insulation—Manufacturers/installers**Jelly, Mr. Stephen (Public Service Alliance of Canada)**

- Old Age Security Bill (C-131), 56:15

Jerome-Forget, Dr. M. (Assistant Deputy Minister, Policy, Planning and Information, Health and Welfare Department)

- Health and Welfare Department estimates, 1983-1984, main, 66:23

Job creation programs, 64:18-9

- Funding, 54:41-2
- "Helping Canada Work", advertising campaign, unilingual billboards, etc., 33:6-9

Johnson, Dr. Laura C. (Member, Program Director, Social Planning, Council of Metropolitan Toronto, Toronto; Member, National Day Care Task Force)
Children, Commission for the International Year of the Child report, 12:18, 22-7

Jurisdictions, *see* Children

Justice, Administration of

Accused persons proven innocent, recourse for compensation from accuser, 3:21-2

Pardons, 5:32-3

See also Family violence—Legal recourse; Mentally retarded; Urea formaldehyde foam insulation—Homeowners—Responsibility/blame

Justice Department, *see* Urea formaldehyde foam insulation—Homeowners, Legal recourse

Kasper, Mrs. Karmel (Vice President, Professional Institute of the Public Service of Canada)
Old Age Security Bill (C-131), 54:10-1, 19-20

Kent, Mr. Jim (Director General, Canada Assistance Plan; Director General, Policy Planning and Information, Health and Welfare Department)

Health and Welfare Department estimates, 1981-1982, supplementary (C), 22:23-4

Health and Welfare Department estimates, 1983-1984, main, 60:17-9

Kerwin, Dr. L. (President, National Research Council)

Urea formaldehyde foam insulation study, 41:4-6, 10-1, 15-9, 22, 26-33, 37

Kilgour, Mr. David (PC—Edmonton-Strathcona)

Family violence, 24:29-34; 27:19-23

Point of order, meetings, 24:29

Killens, Mrs. Thérèse (L—Saint-Michel-Ahuntsic; Parliamentary Secretary to Minister of State for Mines)

Children, Commission for the International Year of the Child report, 10:16-9; 11:8-9, 33-5; 12:9-12; 13:15-7; 15:2-6

Consumer and Corporate Affairs Department estimates, 1981-1982, main, 15:28-9

Consumer and Corporate Affairs Department estimates, 1983-1984, main, 65:9-11; 67:13-5

Family Allowances Bill (C-132), 51:28-30, 54; 52:22, 64-5

Family violence, 24:16-8; 25:28-31; 26:23-6; 27:23-6; 28:19-21; 29:26-7; 30:21-5, 39-40; 37:4-9

Health and Welfare Department estimates

1980-1981, main, 1:13; 6:23-4

1980-1981, supplementary (B), 8:11, 16-8

1981-1982, main, 17:30-3; 18:21-3

1982-1983, main, 36:20-5

1983-1984, main, 61:19-20; 63:15-6

Old Age Security Bill (C-131), 55:17, 23

Organization meeting, 1:12-3

Organization meeting in relation to Standing Orders 69(2) and 69(4)(a), 57:6, 23-5

Points of order

Agenda and procedure subcommittee, M. (Mr. Schroder), 57:23-5

Documents, 12:9-10; 55:17

Election of Chairman, M., 57:7

Meetings, 15:5-6

Ministers, 30:39-40

Report to House, 37:4

Subcommittee, 15:2-3

Social Development Ministry estimates, 1980-1981, main, 5:21-2

Killens, Mrs. Thérèse—Cont.

Social Development Ministry estimates, 1981-1982, main, 19:10-2
Urea formaldehyde foam insulation study, 39:33

Kindercare, *see* Day care centres—Commercial

Knowles, Hon. Stanley (NDP—Winnipeg North Centre)

Health and Welfare Department estimates, 1980-1981, main, 1:13

Kristiansen, Mr. Lyle S. (NDP—Kootenay West)

Point of order, votes, 39:24

Urea formaldehyde foam insulation study, 39:24

Kushner, Mr. John (PC—Calgary East)

Social Development Ministry estimates, 1980-1981, main, 5:18-21

L'Association des victimes de Laval, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Urea formaldehyde foam insulation study

La Fédération des Comités de Victimes de la Mousse d'urée du Québec, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Urea formaldehyde foam insulation study

Labour force, mobility, provinces restricting, 3:10-1

Lachaine, Mr. R. (Director General, Health Resources, Health Services and Promotion Branch, Health and Welfare Department)
Health and Welfare Department estimates, 1980-1981, main, 4:7-8, 33-5

Health and Welfare Department estimates, 1983-1984, main, 62:7

Lalonde, Hon. Marc, references, 50:36

See also Family allowances—Universality

Lamer, Mrs. Nicole (La Fédération des Comités de Victimes de la Mousse d'urée du Québec)

Urea formaldehyde foam insulation study, 40:57, 68-9, 72-8, 82-3, 86-93

Lang, Mr. Peter (L—Kitchener; Parliamentary Secretary to President of the Treasury Board; Vice Chairman)

Children, Commission for the International Year of the Child report, 11:6; 14:20-1

Consumer and Corporate Affairs Department estimates, 1981-1982, main, 15:29-31

Consumer and Corporate Affairs Department estimates, 1981-1982, supplementary (C), 21:29, 33-4

Election as Vice Chairman, 1:8

Family violence, 24:27-9; 25:15, 19, 22-5, 28, 31-4; 26:45-6; 27:16-9

Health and Welfare Department estimates, 1980-1981, main, 1:26;

4:24, 34-5; 7:13-7, 26-9

Health and Welfare Department estimates, 1981-1982, main,

16:12-5; 17:41-3

Points of order

Meetings, 15:5

Scheduling, M., 39:21-2

Questioning of witnesses, 1:26; 4:24; 7:14-7

Steering committee, M. (Mr. Hawkes), 38:18-9

Witnesses, M. (Mr. G. Scott), 39:33

Social Development Ministry estimates, 1980-1981, main, 5:7-9

Urea formaldehyde foam insulation study, 39:14-5, 18-23, 33;

40:114-8; 41:19-22; 42:39, 95, 131-2; 43:37-9, 66, 72-5, 98,

121-3, 128; 44:22-4, 40-7, 63, 84-6, 123-7; 45:4, 27-30; 46:13-7,

45, 55-8, 79-81

Lang, Mr. Ron (Director, Research and Legislation Branch, Canadian Labour Congress)

Old Age Security Bill (C-131), 55:80

- Lapierre, Mr. Jean** (L—Shefford; Parliamentary Secretary to Secretary of State; Parliamentary Secretary to Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs)
Points of order, steering committee, M. (Mr. Hawkes), 39:18
Points of order, witnesses, M. (Mr. G. Scott), 39:33
Urea formaldehyde foam insulation study, 39:12-3, 18-23, 33; 42:55-8
- LaRocque, Judith** (Committee Clerk)
Family Allowances Bill (C-132), 51:5
Old Age Security Bill (C-131), 54:45
Urea formaldehyde foam insulation study, 39:24, 31; 40:6, 57-8; 42:5
- Law, Dr. Maureen** (Assistant Deputy Minister, Health Services and Promotion, Health and Welfare Department)
Health and Welfare Department estimates
1980-1981, main, 1:28-9; 7:6-9, 15-6, 21-5, 28
1981-1982, supplementary (C), 22:28
1983-1984, main, 59:20
- Lawyers**, license monopolies, report, 3:10
- Leatherdale, Barbara**, *see* Divorce
- Leduc, Mr. Gérald** (Secretary to Council, Medical Research Council)
Health and Welfare Department estimates, 1983-1984, main, 63:10
- Leukemia**, bone marrow research, 63:23-4
- Lewis, Miss Debra** (Canadian Advisory Council on the Status of Women)
Family violence, 24:11, 15, 18-33
- Lewis, Mr. Douglas** (PC—Simcoe North)
Children, Commission for the International Year of the Child, report, 15:6-9
Consumer and Corporate Affairs Department estimates, 1981-1982, main, 15:25-8
Health and Welfare Department estimates
1980-1981, main, 6:18-21; 7:4-9, 14-6, 27
1980-1981, supplementary (B), 8:12-6, 19-21; 9:3-7
1981-1982, main, 16:20-3
Organization meeting, 1:11
- Lieutenant governor warrants**, *see* Mentally retarded
- Liston, Dr. A.J.** (Director General, Drugs Directorate, Health and Welfare Department)
Health and Welfare Department estimates, 1980-1981, main, 7:11-3, 18-20, 23
Health and Welfare Department estimates, 1982-1983, main, 31:19-22, 29; 32:15, 26-7; 36:8-12
- Lithium carbonate**, *see* Drugs and pharmaceuticals
- London Family Court Clinic**, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Family violence
- London, Ont.**, *see* Family violence—Support services, Family consultant service
- London Police Force**, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted
- Lotteries**, *see* Medical research
- Lyngseth, Mr. D.M.** (Assistant Deputy Minister, Income Security Programs, Health and Welfare Department)
Family Allowances Bill (C-132), 50:8-10, 14-6, 21-2, 30
Health and Welfare Department estimates, 1980-1981, supplementary (B), 8:20-1
- Lyngseth, Mr. D.M.—Cont.**
Health and Welfare Department estimates, 1983-1984, main, 59:10-1; 66:5, 12-5, 18-9
- Macdonald Commission**, *see* Royal Commission on Economic Union and Development Prospects
- MacDonald, Hon. Flora** (PC—Kingston and the Islands)
Consumer and Corporate Affairs Department estimates, 1982-1983, main, 35:10, 18-22
Consumer and Corporate Affairs Department estimates, 1983-1984, main, 65:6-20; 67:4-7, 18, 23-4
Family Allowances Bill (C-132), 50:7-9, 19-26, 37-9; 51:9-12, 21-6, 30-1, 35, 43, 48-52; 52:7, 14-9, 23-4, 30-3, 46-50, 63-4, 69-73, 77-8, 81-4
Family violence, 26:20-3; 28:16-8; 29:11-4, 27; 37:5-9
Health and Welfare Department estimates
1981-1982, supplementary (C), 22:21, 24-7
1982-1983, main, 31:12-6, 23-5; 32:20-2; 36:5-7, 25-7
1983-1984, main, 59:8-13, 27-32; 60:5-9; 62:23-7
Old Age Security Bill (C-131), 53:5-13, 27-9; 55:33-9, 51-2, 58-61, 69, 73, 78-9, 82; 56:30-5
Organization meeting in relation to Standing Orders 69(2) and (4)(a), 57:6-7, 13-4, 18-21, 25-6; 58:6-9
Points of order
Agenda and procedure subcommittee, M. (Mr. Schroder), 57:19-21, 25-6
Bills, 52:81; 56:30-1
Chairman, 42:59
Documents, 40:70-1
Election of Vice Chairman, M., 57:7
Meetings
Delay in starting, 53:6
Order of reference/witnesses, 58:6-8
M., 58:8
Scheduling, 53:6, 27-9
M. (Mr. Skelly), 39:30-1
Smoking during, 51:23
Ministers, 35:20
Questioning of witnesses, 52:15, 63
Quorum, M., 57:13, 17
Amdt., 57:18
Report to House, M., 37:5
Subcommittee, 58:8-9
Witnesses
Appearance before Committee, M. (Mr. Hawkes), 55:33-7
Scheduling, 42:7-8
Statements, lengthy, 42:21-3
Social Development Ministry estimates, 1983-1984, main, 64:6-12, 23-5
Urea formaldehyde foam insulation study, 39:12, 24-7, 30-1; 40:6, 26-9, 37, 43-5, 55-6, 61, 70-2, 86-7, 118-21; 41:23-6, 40-1; 42:7-8, 14-6, 21-3, 27-9, 39-40, 59-63, 72-4, 83-7, 96-8, 104-5, 123, 127-30; 43:39-41, 99-102; 46:23-7, 46-9, 61-3; 47:9, 15-7
- Mackay, Mrs. Patricia M.** (Toronto, Member of the Board of Directors, Canadian Council on Children and Youth)
Children, Commission for the International Year of the Child report, 13:1-3, 13-7, 21-8
- Mackie, Mr. Campbell** (Federal Co-ordinator, UFFI Centre)
Consumer and Corporate Affairs Department estimates, 1983-1984, main, 65:23-4
References, *see* Urea formaldehyde foam insulation—UFFI centres
Urea formaldehyde foam insulation study, 42:76-106

- Malépart, Mr. Jean-Claude** (L—Montreal-Sainte-Marie; Parliamentary Secretary to Minister of Public Works)
Consumer and Corporate Affairs Department estimates, 1980-1981, main, 2:18-9
Family Allowances Bill (C-132), 52:75, 85
Health and Welfare Department estimates
1980-1981, main, 1:32-3; 4:16-8
1980-1981, supplementary (B), 9:7-9
1982-1983, main, 32:15-20
Social Development Ministry estimates, 1982-1983, main, 33:9-10
- Maltais, Mr. André** (L—Manicouagan; Parliamentary Secretary to Minister of Industry, Trade and Commerce and Minister of Regional Economic Expansion)
Consumer and Corporate Affairs Department estimates, 1982-1983, main, 38:21-2
- Manitoba**, *see* Day care centres; Social services
- Manly, Mr. Jim** (NDP—Cowichan-Malahat-The Islands)
Health and Welfare Department estimates, 1981-1982, main, 17:18-21, 39; 18:7, 14-20
Native people, James Bay agreement
M., 18:14-5, 19-20
M. (Mrs. Mitchell), 17:39
Points of order, amendments, debate, 18:16
Points of order, witnesses, expenses, M., 18:7
Social Development Ministry estimates, 1981-1982, main, 19:20-2
- Marceau, Mr. Gilles** (L—Jonquière)
Children, Commission for the International Year of the Child
report, 10:25-7; 11:14-5, 22-4; 12:30; 13:11; 14:9-11
Consumer and Corporate Affairs Department estimates
1980-1981, main, 2:29; 3:4-8, 25-30
1981-1982, main, 15:15-7
1981-1982, supplementary (C), 21:15-7
1982-1983, main, 35:11-4; 38:17-9
1983-1984, main, 67:15-7
Family Allowances Bill (C-132), 51:32-5; 52:53-9, 67, 82
Family violence, 26:37-40, 45; 30:31-3; 37:4-5
Health and Welfare Department estimates
1980-1981, main, 1:13, 27-30
1980-1981, supplementary (B), 8:21-2
1981-1982, main, 16:26-9
1981-1982, supplementary (C), 22:21-3
1982-1983, main, 31:16-9; 36:13-7
1982-1983, supplementary (B), 49:13-6
1983-1984, main, 59:20-3; 60:25-9; 62:19-24
Old Age Security Bill (C-131), 55:19, 23-5, 37, 67; 56:18-21, 24, 32
Organization meeting in relation to Standing Orders 69(2) and (4)(a), 58:5
Points of order
Bills, 52:82; 56:32
M. (Mr. Hawkes), 56:23-4
Documents, 40:49; 55:67; 56:18-9
Meetings, 3:27-9
Questioning of witnesses, 52:67
Report to House, additional copies, requesting, 37:5
M., 37:4
Witnesses
Appearance before Committee, M. (Mr. Hawkes), 55:25, 37
Expenses, M., 39:34
Statements, 42:22
Social Development Ministry estimates, 1980-1981, main, 5:25-7
Social Development Ministry estimates, 1982-1983, main, 33:13-7
Urea formaldehyde foam insulation study, 39:22, 34; 40:23-6, 47-9, 80-5; 41:6, 27-31; 42:22; 43:35-7
- Margarine**, fatty acids, dangers, report, 7:20
- Marijuana**
Decriminalization of simple possession, moving from Criminal Code to Food and Drugs Act, 1:19-23; 5:22-4, 33
Research cutbacks, 4:32-4; 5:22-4
- Massachusetts**, *see* Urea formaldehyde foam insulation—Health hazards
- Masse, Mr. Claude** (Associate Professor, Faculty of Law, University of Montreal)
References, *see* Urea formaldehyde foam insulation—Approval process—Homeowners, Legal recourse
Urea formaldehyde foam insulation study, 47:64-93; 47A:1-25
- McCauley, Mr. Gary** (L—Moncton; Parliamentary Secretary to Minister of Consumer and Corporate Affairs and Postmaster General)
Election as Vice Chairman, 58:4
Health and Welfare Department estimates, 1983-1984, main, 59:16-7
Organization meeting in relation to Standing Orders 69(2) and 69(4)(a), 57:12
Points of order, election of Vice Chairman, eligibility, 57:12
Points of order, election of Vice Chairman, M., 1:8
Social Development Ministry estimates, 1983-1984, main, 64:6-7
Urea formaldehyde foam insulation study, 40:29-30, 40-2, 88-90; 41:32-5; 42:38, 63-6, 80-3; 43:7; 44:6, 28-30, 44-5, 76-9, 95, 115-6; 47:24-7, 31
- McCormick, Ms. Norma** (Member and Director, Health Sciences Centre Day Nursery, Winnipeg; Member, National Day Care Task Force)
Children, Commission for the International Year of the Child
report, 12:19-21, 24-8
- McDonald, Ms. Lynn** (NDP—Broadview-Greenwood)
Family Allowances Bill (C-132), 50:13-7, 40-1; 51:22-3, 40-6
Point of order, meetings, 50:40-1; 51:23
- McDougall, Miss Pamela** (Deputy Minister, Health and Welfare Department)
Health and Welfare Department estimates, 1980-1981, main, 7:4-6, 11-4, 17-31
- McGrath, Hon. James A.** (PC—St. John's East)
Children, Commission for the International Year of the Child
report, 10:10-5, 23
Consumer and Corporate Affairs Department estimates, 1981-1982, supplementary (C), 21:29-31
Health and Welfare Department estimates, 1980-1981, main, 1:14, 18-23, 26
Health and Welfare Department estimates, 1981-1982, main, 18:12-3, 16-20, 23-5, 29
Native people, James Bay agreement, M. (Mr. Manly), amdt., 18:25
Organization meeting, 1:8-11, 14
Organization meeting in relation to Standing Orders 69(2) and 69(4)(a), 57:8-21; 58:4-5
Points of order
Agenda and procedure subcommittee, M. (Mr. Schroder), 57:19-21
Amendments, 18:18
Election of Vice Chairman, 57:8-10
Motion, 19:17
Questioning of witnesses, 1:26; 10:23
Quorum, 57:12-7
Witnesses, 42:22; 44:11
M., 43:96

McGrath, Hon. James A.—Cont.

- Social Development Ministry estimates, 1981-1982, main, 19:6-13, 16-8, 30
- Urea formaldehyde foam insulation study, 42:22, 47-51, 102-3, 120-5; 43:7, 28, 33-4, 93-7, 105-7; 44:11-7, 33-9, 43-4, 63, 71-6, 109-10

McKenzie, Mr. Dan (PC—Winnipeg-Assiniboine)

- Consumer and Corporate Affairs Department estimates, 1982-1983, main, 38:15-7
- References, 38:22

McMaster University, see Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Urea formaldehyde foam insulation study**Meat, nitrites, health hazards, etc., 6:21-3****Media, see Family violence—Publicity; Urea formaldehyde foam insulation—Health hazards, Psychological effects****Medical research**

- Agencies, 63:12
- Animals, use, 63:22-3
- Biotechnology, 9:12-4
- Canada status, world comparison, 36:13-4, 25
- Equipment, made in Canada, 9:22
- Expenditures, 9:6-7
- Funding, 33:26-8; 63:11-2
 - Historical background, 36:5-6
 - Increasing, 36:6
 - Insufficient, 63:8-9
 - Long term, 5 year plan, policies, etc., 5:30-1; 8:5-8; 9:4-5, 10; 22:28; 36:5-8
 - Lottery funds use, 61:12-8; 63:12-3
 - Public/private sectors, 9:11-3, 21-3, 26-8; 63:9-10
- Funds, allocation, Que., 36:13
- Projects, 36:14-5; 63:10-1, 15-6
 - Long/short term, priorities, 36:14
- Scientific inflation index, 8:6-8; 9:10-2; 36:6; 63:19
- Training, education, priority, 36:16-7
- Universities, funding cutbacks, effects, 36:25-7
- See also* Drugs, narcotic; Fox; Leukemia; Mental health

Medical Research Council

- Expenditures, 8:7; 9:3-7, 25; 18:6; 22:10; 36:4-5; 63:4-5, 17
- Funding
 - Alberta, 63:19
 - Applicants, age, 63:9-10
 - Increase, 32:20
 - Priorities, 63:4-9, 23-4
- Role, 61:15-7
- Scholars program, 36:6-7
- Science and Technology Department responsibility, 9:23-6
- Selection committees, 63:17-9

Medicare

- Accessibility, 16:12-3; 61:17-9
- Barriers, 59:19-21
- Consultations, government/medical profession, 6:6
- Crisis, Montreal *The Gazette* articles, 36:18-9
- Doctor/patient, direct responsibility, 16:29-31
- Doctors
 - Opting out, 1:17; 6:24; 16:3; 31:26-7
 - Wage demands, provincial disputes, 32:15
 - See also below* Extra billing/user fees
- Established programs financing, contributions per province, 22:20-1; 22A:1
- Established programs financing, renegotiating with provinces, 13:18-20; 16:4, 9-10; 31:10

Medicare—Cont.

- Extra billing/user fees, 1:17; 16:3, 9-10, 18-20, 31; 31:10, 26-7; 59:15, 30-1; 61:16-9
- Alberta, 59:13; 60:22-4, 31-3
- Controlling, May 1982 conference position, 59:13-6
- Doctors, high risk specialties, compensation, 31:26-7
- Doctors, wage demands, relationship, 59:17
- Quality/universality, effects, 32:15-6
- Federal funding, 1:15-6; 61:5-12
 - Block, 4:10; 31:16; 49:14-5
 - Increases, 22:18; 31:9; 59:8, 15-6
 - Ontario, 22:18
 - Quebec, 22:22
 - Revenue guarantees, Hall (Emmett) Commission report, etc., 22:17-20, 26-7
- Federal-provincial negotiations, 49:20, 24-5
- Funds, distributing, advisory committee, establishing, 32:25
- Hall (Emmett) Commission, 1:17, 20; 4:8-9; 6:5-6, 23-4; 7:23-4; 16:3, 12-3
 - The effect of physician extra billing on patients' access to care and attitudes toward the Ontario health system*, McMaster University study, 16:18-20
 - See also above* Federal funding
- Legislation, Canada Health Act, tabling, etc., 49:20; 59:13, 16
- Canadian Medical Association draft document, 59:13-4, 26
- Federal-provincial negotiations, 59:13-4, 25-7
- National standards, "minimum", "basic", 32:5-11
- Ontario
 - Policy changes, reduction public beds, Timbrell Dec. 2/81 statement, etc., 22:16-8
 - See also above* Federal funding
- Quality, doctors wage demands, relationship, 32:10-4
- Quebec
 - Above average costs, 31:17-8
 - See also above* Federal funding
- Restraint program, 6 and 5 provisions, effects, 59:9, 16
- Sweden, comparing, 16:16-7
- "Underfunding", 36:19-20; 59:16, 29-31
- Universality, 9:17-9, 26; 32:9-10; 50:27-8; 51:53; 53:20
- Questioning, redirecting funds to other areas, 33:19-20

Members of Parliament

- Men, attitudes, 55:72-3
- Salaries, reducing, restraint program, 6 and 5 provisions, 53:22-3; 54:18; 55:47, 53
- See also* Canadian Labour Congress; Family allowances—Legislation; Family violence—Publicity; Urea formaldehyde foam insulation—Application forms—Approval process, Political pressure

Mennie, Mr. W.A. (Director, Health Economics and Data Analysis, Health and Welfare Department)

Health and Welfare Department estimates, 1983-1984, main, 62:5-9

Mental health

- Research, funding, etc., 36:21-4; 63:15-6
- See also* Disabled and handicapped; Family violence

Mentally retarded, 8:16-7

- Lieutenant governor warrants incarcerations without due process, Emerson Bonnar case, etc., 33:30-2

Metric conversion

- Consumer and Corporate Affairs Department role, 2:8-9, 28
- Consumer protection, merchants raising prices for lesser quantities, complaints, inquiries, 2:16-8, 21-3
- Consumer reaction, complaints, 2:8
- Implementation, 2:20-1; 35A:12-6
- Document, tabling, 35:22-3

Metric conversion—Cont.

- Industry sector committee studying, government involvement, 2:17
- Industry, Trade and Commerce Department role, 2:33
- Packaging/labelling products, regulating, 2:16-7
- Point of sale conversion, protecting/educating consumer/merchant, 2:16-7
- Small business, effects, 2:20
- United States policies, 65:11-2
- Weigh scales, 2:14-5
- Workers metric tool conversion program, eligibility, criteria, 65:12-3
- 21 cities, Jan. 1/81, test period, 2:20-1

Metrication, see Metric conversion**Miller, Mr. Ted (NDP—Nanaimo-Alberni)**

- Consumer and Corporate Affairs Department estimates, 1980-1981, main, 3:29

Mississauga, Ont., see Nursing homes**Mitchell, Mrs. Margaret (NDP—Vancouver East)**

- Children, Commission for the International Year of the Child report, 10:29; 13:11-4, 23, 27-8; 14:13-6; 15:1-5
- Family Allowances Bill (C-132), 52:19-21, 34-8, 42-3, 50-3, 68-9, 74-6, 80
- Family violence, 24:4-5, 18-21; 25:19-22, 26, 31-3; 26:29-34; 28:12-4; 29:17-21, 31-2; 37:4-9
- Health and Welfare Department estimates
 - 1981-1982, main, 17:36-7
 - 1982-1983, supplementary (B), 49:28
 - 1983-1984, main, 60:10-4, 29-30; 66:4-11, 16-23
- Native people, James Bay agreement, M., 17:36-7
- Old Age Security Bill (C-131), 54:13-20, 24, 42-3; 55:32, 36-8, 47, 55-8, 69-72
- Organization meeting in relation to Standing Orders 69(2) and 69(4)(a), 57:7, 11-2, 16-9, 23-5; 58:6-10
- Points of order
 - Agenda and procedure subcommittee, M. (Mr. Schroder), 57:23-5
 - Election of Vice Chairman, 57:12
 - M., 57:7
 - Meetings, 15:5
 - Order of reference/witnesses, 58:7
 - Questioning of witnesses, 24:4-5; 52:74; 55:55
 - Quorum, M. (Miss MacDonald), 57:16
 - Amdt., 57:17
 - Report to House, 37:5
 - Subcommittee, 15:1-4
 - Witnesses, M. (Mr. Hawkes), 55:36-8
- Social Development Ministry estimates, 1983-1984, main, 64:12-7, 20, 25-6

Mitges, Mr. Gus (PC—Grey-Simcoe)

- Consumer and Corporate Affairs Department estimates, 1983-1984, main, 65:12-3
- Health and Welfare Department estimates, 1980-1981, main, 6:21-3
- Health and Welfare Department estimates, 1983-1984, main, 66:15-6

Moar, Mr. Andrew (Chairman, Cree Board of Health Services and Social Services of James Bay, Grand Council of the Crees (Quebec))

- Health and Welfare Department estimates, 1981-1982, main, 17:10-3, 23-4

Moffatt, Mr. M.E.K. (Staff physician, Montreal Children's Hospital,

- Consultant to Département de santé communautaire, Québec)
- Health and Welfare Department estimates, 1981-1982, main, 17:16-7, 26-30, 40-5

Montreal The Gazette, see Medicare—Crisis**Moodie, Mr. D. (Director, Program and Policy Co-ordination, Health and Welfare Department)**

- Health and Welfare Department estimates, 1983-1984, main, 66:21

Morrison, Dr. A.B. (Assistant Deputy Minister, Health Protection Branch, Health and Welfare Department)

- Health and Welfare Department estimates
 - 1980-1981, main, 4:11-2, 15-6, 40; 6:9-14, 20-6
 - 1981-1982, main, 16:25-6
 - 1983-1984, main, 62:10-3, 17-21
- Urea formaldehyde foam insulation study, 45:4-43

Morrissey, Mr. David (Scarborough and Windsor Chapters, HUFFI—Ontario)

- Urea formaldehyde foam insulation study, 40:105-6

Mortgage Insurance Co. of Canada, see Urea formaldehyde foam insulation—Economic effects**Morton, Ms. Mildred J. (Research Officer, Library of Parliament)**

- Family violence, 24:33-4; 26:26; 27:13

Mulvihill, Mr. Bill (Director, Underwriting Directorate, Canada Mortgage and Housing Corporation)

- Urea formaldehyde foam insulation study, 47:106-14

Municipalities, see Welfare—Federal-provincial**Munro, Hon. John C., references, 47:90**

- See also Native people—James Bay agreement, Meeting

Murdoch, Dr. Alan (Acting Director, Native Health Services, Medical Services Branch, Health and Welfare Department)

- Children, Commission for the International Year of the Child report, 14:16

Murphy, Mr. E.M. (Assistant Deputy Minister, Social Services Program Branch, Health and Welfare Department)

- Health and Welfare Department estimates
 - 1982-1983, main, 36:22-3
 - 1982-1983, supplementary (B), 49:8-9, 17-9
 - 1983-1984, main, 60:13, 17, 26; 62:14, 21-3; 66:5-16, 20-2

NEED, see New Employment Expansion and Development Program**NRC, see National Research Council****Nantel, Dr. Albert (Centre de toxicologie du Québec)**

- References, see Urea formaldehyde foam insulation—Research
- Urea formaldehyde foam insulation study, 43:9-41

Nantel, Mr. Yves (La Fédération des Comités de Victimes de la Mousse d'urée du Québec)

- Urea formaldehyde foam insulation study, 40:58-68, 74-81, 84-5, 89-91

Narcotic drugs, see Drugs, narcotic**National Action Committee on the Status of Women, see Federal-provincial relations—Fiscal arrangements;**

- Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Family Allowances Bill

National Day Care Task Force

- Role, 12:17

- See also Organizations/individuals appearing and briefs submitted

National Film Board, see Film Board

- National Pension Conference**, 1:16, 25-7; 5:16, 32; 9:9; 14:22; 16:4, 16; 55:62-3
- National Research Council (NRC)**, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Urea formaldehyde foam insulation; Urea formaldehyde foam insulation—Approval process—Remedial measures—Research
- Native people**
 Alcohol, drug abuse program, overpayments, 8:2
 Babies, breastfeeding, 17:26-8, 39
 Bégin visiting James Bay area, 17:39-40
 Children, 10:5-6, 23-4; 14:13, 16
 See also above Babies
 Conditions, 64:11
 Doctors, health care workers, availability, etc., 17:7-8, 12, 18, 23-5, 29, 40-1, 45-7
 Health care, preventive emphasis, 17:19-22, 25, 28-9
 Health services, 1:17-8; 16:13-4; 19:8; 31:11; 60:25
 Expenditures, 49:7; 59:8
 Jurisdiction, 19:23-4
 Universities, role, 17:24-5; 18:15-7
 See also below James Bay
 Housing, 5:11-2, 17-20; 18:22-3
 Indians, women married to non-Indians, status, discrimination, Charter of Rights, effects, 33:23-5
 James Bay agreement, health services, jurisdictions, federal aid, requesting, etc., 16:5-8, 30-2; 17:5-47; 18:7-29; 19:7-10, 13-6, 19-30
 Frith remarks, 19:30-1
 Frith touring area, investigations, etc., 19:30
 Health and Welfare Department assuming responsibility, M. (Mr. Greenaway), 19:6, 16-8, negated on recorded division, 4
 Health and Welfare Department assuming responsibility, proposed M. (Mr. Greenaway), 18:12-4
 Health minister/Que. health minister/Indian affairs minister, consultations, 19:30
 Meeting of health minister/Que. government/Cree Indians, Committee requesting, 17:35-9
 M. (Mrs. Mitchell), 17:36-7
 Steering committee referral, 17:37-9, agreed to, 3
 Indians/Indian affairs minister, Bégin convening, M. (Mr. Manly), 18:15-25, agreed to as amended on recorded division, 3-4
 Amdt. (Mr. McGrath), 18:25
 Nutrition, 17:26-7
 Sanitation services, water contamination, gastro-enteritis outbreaks, relationship, etc., 17:6-10, 14-6, 19-21; 18:7-9, 23-4, 28; 19:8-10
 Third world conditions, 18:12
 Tuberculosis outbreaks, 17:10-8, 25-6, 41-4; 18:9-12
 Vaccinations/immunization programs, 17:29-30
 Women
 Prenatal care, 17:28-9
 See also above Indians
 See also Family violence
- New Brunswick Advisory Council on the Status of Women**, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Family violence
- New Democratic Party**, *see* Women—Older
- New Employment Expansion and Development Program (NEED)**, 49:19
 See also Urea formaldehyde foam insulation—Removal, Quebec
- New Horizons Program**, 66:22
 Funding, 62:22-3; 66:15-6
- New Horizons Program—Cont.**
 Policies, restructuring, 4:17-8
 Projects, approval, Liberal members advance notice, letters sent to all members, 4:5-7, 19-21, 29-31
- New York City**, *see* Violence
- Newhouse, Dr. Michael** (McMaster University)
 References, *see* Urea formaldehyde foam insulation—Research
 Urea formaldehyde foam insulation study, 43:42-50, 58-63, 69-80
- Newspapers**, *see* Montreal *The Gazette*; Ottawa *The Citizen*; Toronto *Globe and Mail*; Toronto *Star*
- Nicholson, Miss Aileen** (L.—Trinity: Parliamentary Secretary to Minister of Consumer and Corporate Affairs and Postmaster General)
 Consumer and Corporate Affairs Department estimates, 1980-81, main, 2:26
 Consumer and Corporate Affairs Department estimates, 1981-1982, main, 15:21-2
- Non-Profit Corporations Bill—C-10**
 Churches, affecting, PC letters, 35:6
 Passage, delays, 35:14-5
- Norman, Dr. Geoff** (McMaster University)
 References, *see* Urea formaldehyde foam insulation—Research
 Urea formaldehyde foam insulation study, 43:50-60, 67-8, 74-7; 43A:1-13
- Northwest Territories**, health care, 61:22-3
- Nova Scotia**, *see* Teenage pregnancies
- Nurses**, shortage, 12:20, 27-8
- Nursing homes**, Extendicare Nursing Home, Mississauga, Ont., July 14/80 fire, 7:13-7
- Nutrition**
 Promotion, 60:26-7
 See also Children
- Oberle, Mr. Frank** (PC—Prince George-Peace River)
 Urea formaldehyde foam insulation study, 39:22
- O'Brien, Ms. Audrey** (Committee Clerk)
 Family violence, 30:26
- Obstacles report**, *see* Disabled and the Handicapped (Special) Committee
- O'Connell, Martin**, former Liberal Cabinet minister, *see* Drugs and pharmaceuticals—Patent Act
- Official Languages Act**, PC position, 38:22
- Official languages policy/bilingualism**, *see* Alberta; Education—Post secondary; Francophones
- Oil and oil products**
 Imports, replacement, "shut in" western crude, 55:82
 Petroleum compensation revolving fund, 50:11
- Oil industry**
 Consumer and Corporate Affairs Department investigating, findings, costs, releasing information, 2:12, 25-6; 3:15-6
 Price fixing allegations, Restrictive Trade Practices Commission referral, 15:23-4
- Oil Substitution Program**, 42:103
- Old age pensions**
 Eligibility, reducing to age 60 for unemployed, costs, 66:17-9

Old age pensions—Cont.

Funds, increasing, 1:15; 59:8

Historical background, 54:7

Increasing, 54:8

Indexing, 54:7

Resuming at rate prior to restraint program, "sunset clause", etc., 55:7-13, 52, 57

Survivors benefits, 8:23-4

See also below Restraint program

Legislation, 49:6

Amendments, government position, 56:27

House debate, closure, 55:26

Purpose, 53:15-6

Withdrawing, 55:6; 56:11-3

See also Old Age Security Bill (C-131)

Quarterly income tax payments, 62:26-7

Restraint program, 6 and 5 provisions, limiting indexing, etc., 49:6;

50:25-6; 51:10, 35; 52:44, 48; 53:6, 11-3, 17; 54:7-10, 27-8; 55:7, 63-5; 56:7-8

Benefits, reduction, inflation rate projections, etc., 53:9, 18;

54:7-8, 11, 29-31, 40; 55:10, 42, 68; 56:8, 14-5

Reimbursing, 53:17-8

Compensatory measure, establishing, 53:10, 15

Guaranteed income supplement, increasing to compensate, 54:7-8; 55:65 6

Inflation rate projections, basing on, 53:7-9; 54:29-32, 35;

55:17-8; 55:35-6

Pension base, eroding, long term effects, etc., 53:9-12; 54:35;

55:6-11, 14, 31, 52, 66, 79, 83; 56:10-1, 16, 22

Persons affected, income levels, GIS recipients, etc., 49:29;

52:73-5; 53:10; 54:7-8, 14-5, 28, 42, 45; 55:15, 20-4, 40-1,

49-51, 59-61, 64-8, 73-8; 56:8, 13-4, 22

British Columbia, 55:42-3

Quarterly indexing, inflation rate projections, effects, etc., 53:23-4;

55:59, 79; 59:11-3, 27

Savings anticipated, 53:6-8, 11, 21-2; 55:8, 20, 46, 79; 56:9, 14-7;

59:10-1, 27-8

Actuaries determining, 55:8, 18

Standard of living, effects, 55:15, 45

Tax legislation, comparing, 55:64

Universality, effects, 53:19-20; 55:57; 56:10-1, 15, 18

Women, effects, 51:35; 55:41, 71-2

Spouse allowance, 1:12; 8:2-4; 49:6; 66:17

Surtax, 51:10, 15; 55:68-71

Taxation, 55:7-8, 68

Universality, 50:27; 53:20; 54:7, 35

See also above Restraint program

Value, decline, 55:14-6, 66, 82; 56:10, 18

Old Age Pensions and Guaranteed Income Supplement

"Double indexing", 54:27-9, 43-5

Eligibility, income testing, etc., 54:42; 55:51, 74, 83

Expenditures, 31:22; 49:6

Increasing, funds, EPF reduction savings, applying, 31:14-5

Increasing, \$700 million cost, 31:14; 33:9

Indexing, 33:13

Payments, reductions, 8:2

Pension Plan/Quebec Pension Plan, relationship, 8:21-3; 55:65, 76-8; 56:15

Recipients, increasing by 35,000, restraint program effects, 53:10; 55:51, 67-8, 83; 56:9, 15

Recipients, women, 53:25

Restraint program, 6 and 5 provisions, long term effects, 55:45-6

See also above Recipients

Single persons/couples, 33:13

Supplement

Eligibility, informing through advertising campaign, 32:18-20

Increasing, 60:25-6

Old Age Pensions and Guaranteed Income Supplement—Cont.

Supplement—Cont.

Quebec government absorbing increase, recipients, effects, 33:22

\$35 increase, 1:16; 5:13; 6:16-7; 8:18-21; 22:10

See also Old age pensions—Restraint program

Old Age Security Bill (amdt.)—C-131. Minister of National Health and Welfare

Consideration, 53:5-29; 54:5-46; 55:8-84; 56:7-36; report to House without amdt., 56:36, carried, 5

Clause 1, 56:5, 32, carried

Amdt. (Mr. Hawkes), 56:28-32, negated on recorded division, 5

Clause 2, 56:5, 33, carried

Canadian Labour Congress, brief, negative attitude, 56:20-1

New clause M. (Mr. Dantzer), 56:33-6, negated on recorded division, 5

Title, 56:5, 36, carried

See also Reports to House

Ontario, *see* Atomic energy; Medicare; Pension Plan—Amending;

Poverty—Women; Urea formaldehyde foam insulation—Federal-provincial conference; Welfare—Benefits

Ontario Association of Interval and Transition Houses, *see*

Organizations/individuals appearing and briefs submitted

Ontario Medical Association, *see* Health care**Orders of reference, 57:3**

Children, Commission for the International Year of the Child, *For Canada's children: National agenda for action*, report, 10:iii

Estimates

1980-1981, main, 1:4

1980-1981, supplementary (B), 8:iii

1981-1982, main, 15:iii

1981-1982, supplementary (C), 21:3

1982-1983, main, 31:3

1982-1983, supplementary (B), 49:3

1983-1984, main, 59:3

Family Allowances Bill (C-132), 50:3

Family violence, 23:3

Old Age Security Bill (C-131), 53:3

Urea formaldehyde foam insulation, 39:3

Organizations/individuals appearing and briefs submitted

Children

Canadian Association for Young Children, 11:17-35

Canadian Commission for the International Year of the Child, 10:1-30

Canadian Council on Children and Youth, 13:1-29

Canadian Institute of Child Health, 12:1-17

National Day Care Task Force, 12:17-30; 12A:1-8

UNICEF Canada, 11:1-17

Family Allowances Bill (C-132)

Advisory Council on the Status of Women, 52:43-65, 72-6

Canadian Council on Social Development, 52:8-23

Health and Welfare Department, 50:6-42; 51:37-58; 52:83-5

National Action Committee on the Status of Women, 50:5-36

Ottawa Council for Low Income Support, 52:27-34, 38-42

Ottawa Women's Lobby, 52:28-40

University Women's Club, 52:28-40

Family violence

Advisory Council on the Status of Women, 24:8-33

Bissett-Johnson, Mr. A., 28:6-24

Dutton, Dr. D. G., 25:4-34

Erola, Hon. Judy, 23:7-18; 30:4-41

Film Board, 30:30-1

Health and Welfare Department, 31A:1-5, 12

London Family Court Clinic, 27:4, 8-31

Organizations/individuals appearing and briefs...—*Cont.*Family violence—*Cont.*

- London Police Force, 27:4-8, 15-20, 24
 New Brunswick Advisory Council on the Status of Women, 25A:1-26
 Ontario Association of Interval and Transition Houses, 26:15-22, 25-7, 32-6, 40-1, 44-6; 26A:6-36
 Regina Transition Women's Society, 26:4-7, 20-4, 27-8, 31-5, 40-2, 45; 26A:37-98
 Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes en difficulté du Québec, 26:4, 7-15, 21-5, 28-31, 36-46; 26A:1-5
 Status of Women Canada, 30:11
 University of Western Ontario, 27:4, 8-31
 Women's Research Centre, Vancouver, 29:4-32; 29A:1-28
Old Age Security Bill (C-131)
 Canadian Council on Social Development, 54:25-45
 Canadian Labour Congress, 55:62-83
 Economists, Sociologists and Statisticians Association, 55:5-22
 Health and Welfare Department, 53:5-29; 55:40-61
 Professional Institute of the Public Service of Canada, 54:5-25
 Public Service Alliance of Canada, 56:7-22
Urea formaldehyde foam insulation study
 Advisory Council on U.F.F.I., 40:7-31
 Alarie, Dr. Yves, 46:63-100
 L'Association des victimes de Laval, 40:69-92
 Association of Alberta Foam Fighters United, 40:31-58
 Bowles, Mr. A., 42:106-38
 Brewer, Mr. George, 42:43-75
 Centre de toxicologie du Québec, 43:9-41
 Cohen, Mr. David, 42:11-20, 24-5, 28-40; 42A:1-69
 Cohen, Mr. Harry, 43:104-29
 Dumont, Dr. Yves, 44:117-33
 Elliott, Mr. R.G., 44:71-87
 Forsyth, Mr. Bruce, 44:12-31
 HUFFI—Ontario, 40:95-121; 40A:60-6
 INOCAN Investment, 44:89-95
 Jefford Industries Limited, 44:96-117
 La Fédération des Comités de Victimes de la Mousse d'urée du Québec, 40:57-93; 40A:1-59
 McMaster University, 43:42-80
 National Research Council, 41:4-41
 Perrin, Mr. E.W., 44:32-7, 41, 45-50, 55-60, 69-70
 Rappelle, Mr. Walter, 42:15, 25-37
 UFFI Centre, 42:76-106
 Widman, Mr. Marcel, 44:32, 37, 40-3, 47, 57-8, 63, 68
 Wood, Mr. Brian, 44:12, 33-70

Orlikow, Mr. David (NDP—Winnipeg North)

Social Development Ministry estimates, 1980-1981, main, 5:15-7

Ottawa Council for Low Income Support

Welfare organizations, relationship, 52:34-5

See also Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Family Allowances Bill

Ottawa The Citizen, *see* Pension Plan—Homemakers**Ottawa Women's Lobby**, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Family Allowances Bill (C-132)**Ouellet, Hon. André (L—Papineau; Minister of Consumer and Corporate Affairs and Postmaster General; Minister of Labour)**

- Automobiles, 15:34-5
 Bank Act, 2:15
 Bankruptcies, 15:16-7, 27
 Bankruptcy Act, 3:5-6; 35:5-6
 Banks and banking, 2:7; 3:6
 Canadian General Standards Board, 43:95

Ouellet, Hon. André—Cont.

- Combines Investigation Act, 3:21; 15:24-5; 35:5
 Competition, 2:10; 3:21; 65:14-5
 Consumer and Corporate Affairs Department, 2:5-10, 19; 3:6-10, 15-7, 24; 15:20-1; 35:5, 11-2; 38:16-7
 Estimates
 1980-81, main, 2:4-11, 14-29; 3:4-24
 1981-1982, main, 15:9-35
 1981-1982, supplementary (C), 21:7-35
 1982-1983, main, 35:4-20, 23-5; 38:4-22
 1983-1984, main, 65:5-23; 67:4-25
 Consumer products, 43:90-3; 47:151-2; 65:22; 67:21
 Consumer protection, 2:7, 15; 38:19-21; 67:16-7
 Consumers associations, 2:9; 65:19-20
 Copyright, 15:22-3
 Copyright Act, 2:29
 Corporate Shareholding Limitation Act, 65:9-10
 Credit and credit cards, 3:19; 65:16-7
 Drugs and pharmaceuticals, 67:9-13, 24-5
 Food, 3:7, 11-2
 Government, 15:21
 Government expenditures, 15:29
 Hazardous products, 15:12-5, 31-4
 Hockey, 67:21-3
 Housing, 15:27-8
 Income tax, 3:20
 Investment, 15:25
 Justice, 3:22
 Labour force, 3:11
 Metric conversion, 2:8-9, 17-23; 35:23; 65:11-3
 Non-profit Corporations Bill (C-10), 35:6
 Oil industry, 2:25-6; 3:15-6; 15:23-5
 Packaging and labelling, 2:7, 27; 15:19-20
 Patent Act, 2:11
 Patents, 67:15-6
 Point of order, minister, 43:82
 Public Service, 38:16-7, 20
 References, 2:11-5; 47:145
See also Urea formaldehyde foam insulation—Committee study
 Small Loans Act, 2:10, 15; 3:5
 Standards, 43:86, 91; 47:151
 Trade, 65:18-9
 Trade Marks Act, 2:11
 Urea formaldehyde foam insulation, 3:23-4; 21:8-35; 35:6-14, 18-20, 24-5; 38:6-15, 18-9, 22
 Approval process, 43:86-9, 95-6, 99
 Political pressure, 43:84, 88-9, 104; 47:132, 137-43
 CHIP program, 43:95, 101-2
 Committee study, 43:82-3
 Compensation, 47:146-7
 Government response, 43:86; 47:144; 65:8, 23; 67:5-7, 18
 Hazardous Products Review Board, 43:83-4, 103; 47:143-4
 Health hazards, 43:98-9; 65:17-8
 Homeowners, 65:8
 Homeowners' associations, 47:145
 Insulation value, 43:100-2
 Liability insurance, 47:132, 148-9
 Removal, 47:144; 65:8-9; 67:13-5, 20
 Report, 67:4
 Research/studies, 47:144
 Responsibility/blame, 43:92, 96; 47:133-5, 149-50; 67:7
 Standards, 43:85-7, 100
 Testing, 65:12
 Tylenol, 43:92
 Urea formaldehyde foam insulation study, 43:81-104; 47:131-52
 Video cassettes, 65:11

Packaging and labelling

Household products, gasoline products, hazards, 15:19-20
 Products, prices not on labels/universal pricing code, 2:7, 27
See also Metric conversion; Women—Health care products

Patent Act

Amending, 2:11
See also Drugs and pharmaceuticals

Patents

Accessibility/availability, procedures, etc., 67:15-6
See also Consumer and Corporate Affairs Department—Revenues

Patten, Mr. Rick (Chairman, Advisory Council of U.F.F.I.)

Urea formaldehyde foam insulation study, 40:7-31

Patterson, Mr. Alex (PC—Fraser Valley East)

Old Age Security Bill (C-131), 56:31
 Point of order, bills, 56:31

Pearson, Mrs. Landon (Vice-Chairperson, Canadian Commission for the International Year of the Child)

Children, Commission for the International Year of the Child report, 10:1-10, 13-30

Pekeles, Dr. Gary (Department of Community Pediatric Research, Montreal Children's Hospital, McGill University)

Health and Welfare Department estimates, 1981-1982, main, 17:21-2, 25-8, 40-3, 46-7
 Medical Research Council estimates, 1981-1982, main, 18:18-9

Pension Plan

Amending, Ont. veto power, 33:11-2
 Disability pensions
 Contributions, 31:23
 Increasing, 31:11
 Provinces repaying interest, federal-provincial study, etc., 31:23-4
 Priority processing, 16:21-3
 Drop-out provision, 31:24-5
 Homemakers
 Bégin Ottawa *The Citizen* statement, 60:7-10, 16
 Canada Pension Plan Advisory Committee report, 60:7-9, 15-6
 Pension credit splitting, 31:25-6; 59:23; 66:14
 Protecting, 52:36-7, 51-2; 61:21
 Indexing, 8:23
 Investment fund, interest rates, 66:21
 Reforming, private sector role, 16:4
 Survivor benefits, 62:27
 Personal benefits, exceeding maximum allowable, capping, 66:14-5
See also Old age pensions and guaranteed income supplement; Public Service—Pensions; Quebec Pension Plan; Restraint program, 6 and 5 provisions; Senior citizens

Pension Reform (Special) Committee, mandate, 60:7-10; 66:19**Pensions**

Age 60, 61:19-21
 Average benefits, 54:6, 24
 Consultations, Advisory Council on the Status of Women, 53:25
 Homemakers, 31:10-1, 25; 59:23
 Income, differentiating from salaries, 55:6-7, 13, 52
 Income tested, 55:65-6
 Indexing, 55:65
 Above poverty line, 22:21-2; 31:14
 Trudeau remarks, 54:16
 Priority, 5:15-6
 Private, cost of living clauses, 53:18-9
 Private, indexing, 54:20-1; 55:56-7
 Problems, 1:16, 30-1

Pensions—Cont.

Public, 54:19; 55:64-5
 Public/private, extending, federal government involvement, 5:16-7, 32
 Reform, 31:10, 18-9; 33:11-2; 54:9-10, 19, 29-30; 60:26; 64:11
 Green paper, *Better pensions for Canadians*, tabling, recommendations, etc., 22:26-7; 31:19, 25-6; 33:11; 52:45, 74; 53:13-5; 54:9-12, 19-20; 55:56-7, 63
 Advisory Council on the Status of Women report, 52:47
 See also Pension Reform (Special) Committee
 Reports, 1:16, 20
 The retirement income system in Canada—Problems in alternative policy for reform, Committee referral requested, 1:20
 Studies, private sector coverage, 5:15-6
 Women, increasing to above poverty line, 31:19; 33:12-3
See also Disability pensions; National Pension Conference; Old age pensions; Old age pensions and guaranteed income supplement; Pension Plan; Pitfield; Public Service; Quebec Pension Plan; Senior citizens; Veterans

Pépín, Mrs. Lucie (President, Canadian Advisory Council on the Status of Women)

Family Allowances Bill (C-132), 52:43-6, 54-61, 64, 71-5
 Family violence, 24:8-18, 26, 29-33

Perrin, Mr. E. W. (Former Sales Representative, Borden Chemical)

Urea formaldehyde foam insulation study, 44:32-7, 41, 45-50, 55-60, 69-70

Pesticides, 46:38

Dangers, educating public, 6:12-3
 Environmental contamination, Environment Department report, 6:10-1
 Health hazards, IBT testing, publicizing results, etc., 4:11-6, 21-2, 27-9; 6:10-4; 16:23-6; 32:13-4
 Registration, 6:13
 Water contamination, 6:10-1

Peterson, Mr. Jim (L—Willowdale; Parliamentary Secretary to Minister of Justice, Attorney General and Minister of State for Social Development; Parliamentary Secretary to Minister of Economic Development and Minister of State for Science and Technology)

Family Allowances Bill (C-132), 51:14-8
 Old Age Security Bill (C-131), 55:84; 56:24-7, 32, 35-6
 Points of order
 Bills, M. (Mr. Hawkes), 56:24-5
 Witnesses, 55:84
 M., 56:36

Petro Canada

Funding, 63:5-8
 Government purchasing gas stations, redirecting funds to other areas, 49:10-3; 50:11-2; 52:78
 Subsidies, 50:13; 54:33

Petroleum compensation revolving fund, *see* Oil and oil products**Petroleum Incentives Program**, 49:17**Pitfield, Michael**, pension provisions, 56:14**Planned Parenthood Federation of Canada**, grants, 49:25-6; 60:10-2, 20**Police**, *see* Family violence—Legal recourse—Transition homes

Polowy, Dr. Hannah (President, Canadian Association for Young Children)
Children, Commission for the International Year of the Child report, 11:17-35

Polyurethane, 42:66, 70

Pornography

Not a Love Story, NFB film, 23:17; 24:33; 29:28
See also Family violence

Post, Mr. George (Deputy Minister, Consumer and Corporate Affairs Department)
Consumer and Corporate Affairs Department estimates, 1980-1981, main, 2:16-7; 3:8-9
Consumer and Corporate Affairs Department, estimates, 1981-1982, main, 15:12, 30-1

Post, Mrs. Shirley (Executive Director, Canadian Institute of Child Health)
Children, Commission for the International Year of the Child report, 12:1-3, 7, 10-6

Potter, Mr. Harley (Chairman, Pensions Committee, Economists, Sociologists and Statisticians Association)
Old Age Security Bill (C-131), 55:5-18, 21-2

Poverty

Consumer price index, special, establishing, 55:54
Level, reducing to 12%, 49:14
Level, \$8,970, 54:11
Lines, definitions, 54:27-9, 44; 55:73
Single-parent families, 52:14, 19, 28, 79
Statistics, 22:26-7; 22A:2-22; 51:9-10; 52:17
Women, 51:35-6; 52:33-4, 55-6, 73; 54:11-2, 17; 55:30, 56, 72
Ontario, 53:13-4, 17
See also Children; Family allowances—Restraint program; Old age pensions—Restraint program; Senior citizens

Procedure and decisions of the Chair

Acting Chairman, appointment, 33:4
M. (Mr. de Corneille), 34:3
Adjournment, 22:28
Agenda and procedure subcommittee
Establishing, M. (Mr. Hawkes), 39:15-21, negated on recorded division, 5
Establishing, M. (Mr. Weatherhead), 1:8-9, agreed to
Meeting, opposition members, absence, 47:105
Members, number, party representation, M. (Mr. Schroder), 57:19-26, agreed to, 4
Standing until Vice Chairman determined, 57:19-20, 23-4
Parliamentary secretaries, including, 57:22-6
Reports, 8:10-1; 12:18-9; 15:1-9; 22:5-7; 28:3-6; 54:3, 45-6
Agreed to, 39:7-9, 34; 46:3-4, 9
Consideration, amending, etc., 21:5-6, 36-8
M. (Mr. Halliday), 34:3, agreed to
M. (Mr. Hawkes), 50:6, agreed to
M. (Mr. Marceau), 1:12-4, agreed to
Part 1, agreed to, 39:13
Part 2, agreed to, 39:27
Part 3, agreed to, 39:29
Part 4, agreed to, 39:32
Resolutions, referring to without motions, 47:101-5
Amendments
Copies, advance delivery, 18:20-1
Debate, rotation by party, 18:18
Debate, scope, adhering to, 18:16
Bills
Amendments, admissibility, 52:81-3; 56:29-33
Amendments, order of consideration, 56:27-8

Procedure and decisions of the Chair—Cont.

Bills—Cont.
Clause by clause study, 52:43, 66; 55:5
Parliamentary secretary appearing at witness table, requesting, M. (Mr. Hawkes), 56:23-6, negated on recorded division, 4
Chairman, comments allegedly political, detracting from impartial role, 42:58-9; 47:42-3
Chairman, criticisms, 49:21
Debate/point of order, 35:21
Documents
Appending to minutes and evidence, 40:85-6, 91; 47:80-1, 85-6, 141-2
Agreed to, 12:17; 15:11, 32; 22:20-1, 27; 25:4; 26:13, 18, 34; 29:25-6; 31:8, 13; 35:7-8, 23; 40:61, 70-1, 107, 121-2; 42:12; 43:57; 44:21-2, 117; 46:12-3; 47:62-3; 51:38; 52:40-1; 54:30
Availability to Members, 28:24; 36:23; 47:92-3
Briefs, 14:1; 40:5
Advertising for submissions, deadline, 39:9-13, 26-7
Distribution, 5:4; 6:4; 12:17; 15:10; 40:62, 101-2; 46:8; 55:17
Both official languages, 12:9-10; 40:49-50, 57-8; 41:4-6; 47:63; 55:67; 56:7, 11-2, 18-9
Circulating in lieu of appending, 44:80
Photocopying, 49:7
Purchasing, 43:71-2
M. (Mr. Hudecki), 43:102, agreed to, 4
Requesting, 2:26; 3:28; 4:74; 7:20; 44:33-4, 62, 67; 45:14; 46:17; 47:8, 30, 36, 61, 88, 96; 49:17; 66:11
Tabling, 42:15-6, 25, 41-2; 44:85
Order of reference, beyond scope, appending to minutes and evidence instead, 35:23
Election of Chairman and Vice Chairman, Ms. (Mr. Rossi; Mr. McCauley), 1:8, agreed to
Election of Chairman, M. (Mrs. Killens), 57:6, agreed to, 4
Election of Vice Chairman
Eligibility, alternates, 57:7-8
Eligibility, official opposition, 57:8-12
M. (Miss F. MacDonald), 57:7, not in order
M. (Mrs. Mitchell), 57:7-9
M. (Mr. Schroder), 57:7, 12, stood, 4; 58:4, agreed to, 3
Estimates, report deadline, 21:5, 36; 22:6
Estimates, votes under consideration, adhering to, 49:20, 24
Exhibits, filing with Clerk, 4:5; 6:4; 13:iii; 29:25
Film, presentation, 12:17-8; 23:5
In camera meetings, 20:28; 23:4-5; 31:4-5; 34:3; 48:minutes
Members' research staff attending, *see* 48:minutes
Recording, *see* 48:minutes
Meetings
Adjourning, 55:36
Division bells ringing, 54:45
Cancelling, 12:30
Delay in starting, 1:18-9; 53:5-6
Extending hours, 2:21; 17:4; 21:35; 24:29; 26:37
Frequency, 9:2
Members, attendance, 49:5
Members, punctuality, 35:5, 26; 52:58; 56:12-3
Order of reference/witnesses, changing, 48 hour notice requirement, 58:6-8
M. (Miss F. MacDonald), 58:8, agreed to, 3
Scheduling, 12:29-30; 14:1; 15:4-6; 17:4; 21:5, 36-7; 23:5; 39:9-11; 46:5; 48:minutes; 50:6; 54:45-6
Additional, 47:95-6, 102-4; 53:6, 26-9
Block system, 35:25-6
House recess period, during, M. (Mr. Lang), 39:21-4, agreed to on recorded division, 5-6
Keeping to agenda, 42:42
M. (Mr. Skelly), 39:29-32, negated, 6

Procedure and decisions of the Chair—Cont.

Meetings—*Cont.*

Smoking during, 50:40-1; 51:23

Members

Alternates, member replacement, 24 hours notice, 57:8

Alternates, voting only when full complement of full members not present, 57:7-8

Punctuality, 57:16

Remarks, directing through Chair, 55:20; 59:13

Statements instead of questions, 24:17

Ministers

Appearance before Committee, 52:67; 55:29, 35

Requesting, 2:14, 24-6; 21:5-6; 22:6; 30:41; 35:20-1; 42:41-2; 43:82-3; 47:6

M. (Mr. Skelly), 3:26-9, withdrawn, 3

Time restraints, 43:81-2

Correspondence, appending, deleting references to location, 30:39-40

Meeting with member, 16:15-6

Questioning, 35:17-8

Allowing sufficient time, 8:9-10

Beyond area of responsibility, 22:11-2; 50:37

Length of answers, 35:20

Statement, use of Committee time, 4:5-6

Minutes and evidence, corrections, 65:3

Minutes and evidence, distribution, 26:18-9

Minutes, member incorrectly listed as having attended meeting, 47:42

Motion, notice, 19:6

Motion, order of reference, beyond scope, 19:16-8

Received with unanimous consent, 19:18

Order of reference, debate, beyond scope, 55:9, 47

Order of reference, extending to end of session, 58:6

Press release, authorization, 13:11

Printing, minutes and evidence

Additional copies, 15:10-1

In extenso, M. (Mr. Skelly), agreed to, *see* 48:minutes

M. (Mr. Marceau), 1:9-10, agreed to

Publications, purchasing, M. (Mr. Howie), 24:15, agreed to

Questioning of witnesses

Committee advisers, participation, 24:33; 43:123

Members, time allocation, sharing, 14:5-6; 30:24; 47:14; 52:15

Members using time as they *see* fit, 44:11

Order of reference, beyond scope, 1:26; 7:14-7; 10:23; 22:15;

35:23-4; 50:29, 39; 51:33; 54:10, 20

Political, minister should answer, not officials, 66:13

Member denied time to continue questioning, 24:4-8

Questioners, list, 35:25-6

Relevancy, 52:63, 70, 74; 53:22; 54:13, 21-2

Replies

Appended and/or forthcoming, 22:29-30

Tabling in House/Order Paper use, 62:24-5

Written, 46:43-6

Rotation by party, 4:22-7; 16:5; 22:24; 26:19; 36:7 49:21-3

Time limit, 1:14; 12:12; 22:28-9; 35:26; 38:15; 40:63, 68; 42:27;

43:89-90; 47:61; 55:55

Extending, M. (Mr. Hawkes), 52:66-70, withdrawn, 5

Vice Chairman, 42:95

Quorum

Lack, vote delayed, 19:6-13

Meeting and printing evidence without

Chairman and/or Vice Chairman, attendance, 57:14-5

M. (Mr. Weatherhead), 1:10, agreed to, 5

Party representation, 57:12-9

M. (Miss F. MacDonald), 57:13-9, agreed to as amended, 4

Amdt. (Miss F. MacDonald), 57:18-9, negated, 4

Amdt. (Mrs. Mitchell), 57:17-8, agreed to, 4

Procedure and decisions of the Chair—Cont.

Quorum—*Cont.*

Meeting and printing evidence without—*Cont.*

Party representation—*Cont.*

M. (Miss F. MacDonald)—*Cont.*

New Democratic Party abstaining, 57:19

Reports to House

Consideration, 12:29-30

Deadline, extending, 47:96-100, 103-4; 48:minutes

Draft, 47:6, 99

First, 9:iv, 28; second, 20:29; third, 34:3; fourth, 48:minutes; fifth, 48:minutes; sixth, 52:5, 85; seventh, 56:5, 36

Third

Additional copies, requesting, 37:4-5

Costs, 58:4-5

M. (Mr. Marceau), 37:4, withdrawn, 5

3000 copies, M. (Mr. Schroder), 58:4-5, agreed to, 3

10,000 copies, M. (Miss F. MacDonald), 37:5, 9, agreed to, 3

M. (Mr. de Corneille), 34:3, agreed to

Press conference, 35:26

Fifth

Adopting as amended, M. (Mr. Marceau), agreed to on recorded division, *see* 48:minutes

Amdt. (Mr. Berger), negated on division, *see* 48:minutes

Amdt. (Mr. Skelly), negated on division, *see* 48:minutes

Dissenting views, appending, M. (Mr. G. Scott), negated on division, *see* 48:minutes

Rescinding, *see* 48:minutes

Press conference, calling, *see* 48:minutes

Printing, special cover/tumble format, *see* 48:minutes

Recommendations

Including, M. (Mr. Berger), agreed to as amended on recorded division, *see* 48:minutes

Amdt. (Mr. K. Robinson), agreed to, *see* 48:minutes

Status, studying, researcher, 60:5

M. (Miss F. MacDonald), 60:3

Sixth, adopting, 52:5, 85; seventh, adopting, 56:5, 36

Recommendation, including with estimates, proposed M. (Mr. Greenaway), 18:3, 12-4

Subcommittees, establishing, 15:1-8; 21:23, 28-9; 39:9-13

M. (Mr. Blenkarn), 21:23, quorum lacking, not accepted, 25

Votes, correcting, 39:24

Witnesses

Appearance before Committee, 10:23; 11:7; 39:9-14, 32; 40:5;

42:138-9; 44:95, 101-4; 52:7, 41-2; 54:45; 55:16, 25-38, 61-2, 67, 84; 56:11-2, 19-20

Children, 10:2-3

Joint appearance, 44:11-2

M. (Mr. Hawkes), 55:25-39, agreed to, 3

M. (Mr. McGrath), 43:96

Ministers, former, 40:6, 57; 41:39; 42:6-8; 47:10-1

Recalling, 47:88-9, 93-5, 104

Expenses, Committee paying, 12:19; 24:15; 47:99; 52:42

M. (Mr. Hawkes), 52:85

M. (Mr. Howie), 24:15, agreed to

M. (Mr. Manly), 18:7, agreed to

M. (Mr. Marceau), 39:34, agreed to

M. (Mr. Peterson), 56:36, agreed to

Failure to appear, 47:94

Identifying correctly, 42:5-6; 44:48

Notifying, M. (Mr. Skelly), 39:25, agreed to, 6

Political parties submitting lists, 39:10-1, 14, 27-8; 42:9; 47:10-1

M. (Mr. G. Scott), 39:32-3, negated on recorded division, 7

Qualifications, 46:27; 47:22-4

Recognizing, not presently appearing before Committee, 44:68

Scheduling, 40:57; 42:6-11, 41-2; 51:5-6; 54:45

Additional meetings, 44:87-8; 47:95-6

Procedure and decisions of the Chair—Cont.

Witnesses—Cont.

Statements, lengthy, reducing time for questioning, 42:16, 20-4

Professional Institute of the Public Service of Canada

Retirees, number represented, benefits, etc., 54:22-3

See also Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Old Age Security Bill; Restraint program, 6 and 5 provisions

Progressive Conservative Party, see Constitution—House debate;

Family allowances—Legislation; House of Commons; Non-profit Corporations Bill (C-10); Official Languages Act; Public Service—Wage restraints; Restraint program, 6 and 5 provisions; Urea formaldehyde foam—Committee study, Witnesses

Property, see Urea formaldehyde foam insulation—Economic effects**Prud'homme, Mr. Marcel (L—Saint-Denis)**

Urea formaldehyde foam insulation study, 47:138-41

Public Service

Francophones, preferential hiring practices, recruiting program, etc., 38:15-20

Pensions, 54:24

Integrated with CPP, 54:22-3

Restraint program, 6 and 5 provisions, limiting indexing, legislation (C-133), 54:6, 10, 16-8, 21; 55:6

Wage restraints, 6 and 5 provisions, legislation (C-124) 53:23; 54:5-6, 16-8, 21

House debate, PC members absence, Donegani remarks "undisciplined party", Toronto *Star* article, 54:13-4

Protests, 54:20

See also Restraint program, 6 and 5 provisions

Public Service Alliance Of Canada, see Organizations/individuals

appearing and briefs submitted—Old Age Security Bill

Quebec, see Doctors; Family allowances—Restraint program; Family

violence—Transition; Income tax—Child tax exemption; Medical research—Funds; Medicare; Native people—James Bay agreement, Meeting; Social security programs—Benefits; Social services—Jurisdictions; Unemployment; UNICEF CANADA; Urea formaldehyde foam insulation—Government response—Homeowners—Homes—Public hearings—Removal; Video cassettes; Welfare—Benefits—Recipients; Young offenders

Quebec Pension Plan, 33:11

Homemakers, including, 59:22-3

See also Old age pensions and guaranteed income supplement

Queen's University, see Urea formaldehyde foam

insulation—Research

RAPCO Foam Inc., see Urea formaldehyde foam

insulation—Manufacturers/installers

Rape

Crisis centres, funding, cutbacks, 30:17

Legislation, delay, 23:9

Marital, 26:29

Rawson, Mr. Bruce (Deputy Minister, Social Development Ministry)

Social Development Ministry estimates, 1981-1982, main, 19:12

Real estate industry, see Bankruptcies**Regina Transition Women's Society, see** Organizations/individuals

appearing and briefs submitted—Family violence

Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes en difficulté du Québec, see Organizations/

individuals appearing and briefs submitted—Family violence

Reid, Mr. Joe (PC—St. Catharines)

Health and Welfare Department estimates, 1980-1981, main, 1:13-4

Organization meeting, 1:14

Urea formaldehyde foam insulation study, 45:18-22, 37-9; 46:33-6; 47:9-10, 28-32, 61-2

Reports to House

Children, Commission for the International Year of the Child report, 20:3-27

Family Allowances Bill (C-132), 52:3

Family violence, 34:3-33

Health and Welfare Department estimates, 1980-1981, main, 9:iii

Old Age Security Bill (C-131), 56:3

Urea formaldehyde foam insulation, 48:4-62

Research and development

Expenditures, 9:5-7

Social services, 9:7

See also Formaldehyde; Marijuana; Medical research; Urea formaldehyde foam insulation

Residency requirements, see Constitution—Mobility rights**Restraint program, 6 and 5 provisions, 50:12-3; 51:14-5, 23-4, 33-4;**

52:13; 54:9-10

Canadian Labour Congress position, "perverse fiscal policy", etc., 55:64, 74-6, 80-1

Consultations, Advisory Council on the Status of Women, 52:60-1; 53:24-6

Consultations, government departments, 50:22-3

Extending beyond 1984, 50:19-20

Extending to private sector, 54:19

Fiscal perversity, 56:9, 13

Ideology/purpose, inflation rate, reducing, etc., 50:8-9, 12-3, 34-7; 51:18, 45-6; 53:6, 11-2, 20-1; 55:17-9, 43-4, 53, 63; 56:9, 17-8; 59:10

Labour position, 55:6

Pension Plan, including, 54:10, 15-6

Professional Institute of the Public Service of Canada position, 54:21-2

Progressive Conservative position, 55:44, 47; 56:16

Public reaction, 55:6

Public servants, effects, 54:17-8

Redirecting to tax system rather than social security programs, 51:13; 52:54; 54:28-9

Savings anticipated, 50:8, 21-3, 36; 54:18-9, 33

Government expenditures exceeding, 55:19-20, 46-8

Senior citizens/women bearing responsibility, redirecting to high income earners, 52:71-3; 55:8-9, 21, 28, 44

Social security programs, applying to all, consistency, 54:15-6

Society, effects, 54:18

Success rate, 53:22

Welfare payments, increasing as result of, 50:19

Women, effects, 51:36; 52:45-8, 54, 61, 76; 53:24-5; 54:10-1; 55:41

See also Advisory Council on the Status of Women—Funding; Canadian Council on Social Development—Grants/funding; Family allowances; Income tax—Child tax exemption—Indexing; Medicare; Members of Parliament; Old age pensions; Old age pensions and guaranteed income supplement; Public Service; Senior citizens; Transfer payments to provinces

Restrictive Trade Practices Commission, see Oil industry

- Retirement age, flexibility, etc.,** 16:27-8
- Richardson, Ms. Carol** (Director, Ottawa Council for Low Income Support)
Family Allowances Bill (C-132), 52:27-34, 38-42
- Robinson, Dr. Elizabeth** (Family physician, Clinique du peuple de St. Henri, Montreal)
Health and Welfare Department estimates, 1981-1982, main, 17:17-8, 28-9, 40
- Robinson, Mr. Ken** (L—Etobicoke-Lakeshore; Parliamentary Secretary to Minister of Justice and Attorney General and Minister of State for Social Development)
Family Allowances Bill (C-132), 50:17-20, 40-1; 51:23-8, 32, 40-1; 52:69-75, 80, 83
Health and Welfare Department estimates, 1980-1981, main, 4:26
Old Age Security Bill (C-131), 54:13, 20-8, 37-42; 55:73-9, 84; 56:23-5
Points of order
Bills, M. (Mr. Hawkes), 56:23-5
Meetings, 50:41
Questioning of witnesses, 4:26
Questioning of witnesses, M. (Mr. Hawkes), 52:69
Social Development Ministry estimates, 1980-1981, main, 5:32-3
- Robinson, Mr. Svend** (NDP—Burnaby)
Consumer and Corporate Affairs Department estimates, 1983-1984, main, 65:13-7; 67:8-12, 25-6
Old Age Security Bill (C-131), 55:42-7, 53
- Roche, Mr. Douglas** (PC—Edmonton South)
Children, Commission for the International Year of the Child report, 10:20-2, 30; 11:6-8, 13; 12:19-21, 28-30; 13:22-5; 15:7-8
Points of order
Meetings, 12:29-30
Report to House, 12:29
Subcommittee, 15:7-8
- Rose, Mr. Mark** (NDP—Mission-Port Moody)
Family violence, 24:5-6
Point of order, questioning of witnesses, 26:5
- Rossi, Mr. Carlo** (L—Bourassa; Parliamentary Secretary to Minister of State for Multiculturalism)
Family violence, 26:42-5
Point of order, election of Chairman, M., 1:8
- Rousseau, Mr. Jacques** (Research Branch, Library of Parliament)
Urea formaldehyde foam insulation study, 43:123-4; 46:99; 47:152
- Rouyn, Que.,** *see* Hospitals
- Roy, Mr. Marcel** (L—Laval; Chairman)
Children, Commission for the International Year of the Child report, 10:3, 11, 14, 23, 27, 30; 12:5, 10-2, 16-9, 29-30; 13:9-11, 16, 22, 28-9; 15:1-4, 8
Consumer and Corporate Affairs Department estimates
1980-1981, main, 3:21-2, 26-7
1981-1982, supplementary (C), 21:5-6, 35-7
1982-1983, main, 35:4, 7-8, 14-26
Election as Chairman, 1:8
Family Allowances Bill (C-132), 50:6-7, 41; 51:23, 36, 55; 52:7-8, 15, 24, 41-3, 76-7, 81-5
Family violence, 23:6-7, 18; 24:4-8, 15-8, 22, 25, 29, 33-5; 25:4, 12; 26:4, 7-8, 13-5, 18-26, 30-40, 45-7; 27:4, 12-3, 31; 28:5-6, 21-4; 29:4, 20, 24-6, 32; 30:4-5, 8-11, 15, 20-6, 31-6, 39-42; 37:4-9
Health and Welfare Department estimates
1980-1981, main, 4:23-5; 6:16-7; 7:10-1, 14-5, 28
1981-1982, main, 16:8; 17:35-7
1981-1982, supplementary (C), 22:5-7, 11-5, 20, 24, 27-30
- Roy, Mr. Marcel—Cont.**
Health and Welfare Department estimates—*Cont.*
1982-1983, main, 31:26; 36:4, 7, 13-5, 21-8
1982-1983, supplementary (B), 49:9, 20-1, 25
Old Age Security Bill (C-131), 53:19, 26-8; 54:13, 20-2; 55:16, 22-40, 46-7, 61-2, 72-3, 84; 56:11-2, 19-20, 24-5, 29, 34
Urea formaldehyde foam insulation study, 39:8-14, 23-34; 40:5-7, 19, 49-50, 55-8, 61-5, 68-71, 74-5, 83-6, 91-4, 101-121; 41:4-5, 28-9; 42:5-12, 16, 20-3, 41-3; 43:5-9, 41, 81, 89-90, 102-4; 44:5-11, 21-2, 27-8, 31-3, 47, 60-2, 69-70, 80, 87-8, 95, 117, 123, 126-30, 134; 46:8, 12-3, 59; 47:6-11, 18-9, 27-8, 31, 39-42, 53-6, 71-2, 75, 94-106, 141-2, 150
- Royal Commission on Economic Union and Development Prospects** (Macdonald), 52:18
- Russell, Dr. Terry** (Regina, Member of the Board of Directors, Canadian Council on Children and Youth)
Children, Commission for the International Year of the Child report, 13:3-5, 13-4, 17-24, 27
- Raepple, Mr. Walter** (Former Co-ordinator of Information, Conservation and Renewable Energy Branch, Energy, Mines and Resources Department)
Urea formaldehyde foam insulation study, 42:15, 25-37
- St. Louis Blues,** *see* Hockey
- Samson, Mr. Pierre** (National President, Public Service Alliance of Canada)
Old Age Security Bill (C-131), 56:7-22
- Saskatchewan,** *see* Family violence—Transition homes/shelters; International Year of the Child 1979; Urea formaldehyde foam insulation—Approval process
- Saskatoon,** *see* Hockey
- Savard, Mr. Raymond** (L—Verdun-Saint Paul; Parliamentary Secretary to Minister of Public Works)
Health and Welfare Department estimates, 1980-1981, supplementary (B), 9:28
Social Development Ministry estimates, 1982-1983, main, 33:21-3
- Schellenberger, Mr. Stan** (PC—Wetaskiwin)
Health and Welfare Department estimates, 1981-1982, main, 17:33-8
Native people, James Bay agreement, M. (Mrs. Mitchell), 17:37-8
- Schroder, Mr. Jim** (L—Guelph; Parliamentary Secretary to Minister of State for Science and Technology and Minister of the Environment; Parliamentary Secretary to Minister of National Health and Welfare)
Children, Commission for the International Year of the Child report, 12:27-8
Consumer and Corporate Affairs Department estimates, 1983-1984, main, 65:17-8
Family Allowances Bill (C-132), 51:6
Health and Welfare Department estimates, 1983-1984, main, 63:21-3; 66:14-5
Old Age Security Bill (C-131), 56:26-7
Organization meeting in relation to Standing Orders 69(2) and 69(4)(a), 57:7, 17-20, 23-4; 58:4-5
Points of order
Agenda and procedure subcommittee, M., 57:19, 23
Bills, clause by clause study, M. (Mr. Hawkes), 56:26
Election of Vice Chairman, M., 57:7
Quorum, 57:17
Reports to House, M., 58:4-5
- Science and Technology Department,** *see* Medical Research Council

Scott, Mr. Geoff (PC—Hamilton-Wentworth)

Consumer and Corporate Affairs Department estimates

1980-81, main, 2:6-10; 3:8-12, 22-9

1981-1982, main, 15:10-5, 33-5

1981-1982, supplementary (C), 21:7-10, 34-5

1982-1983, main, 35:8-11, 23-6; 38:4-9

Health and Welfare Department estimates, 1980-1981, main, 7:17-20

Health and Welfare Department estimates, 1982-1983, main, 31:28-9

Points of order

Documents

Appending, 40:70; 47:62-3

Briefs, 40:101-2; 46:9

Briefs, 35:23

Meetings, 3:28

Minister, 43:81-2

Minutes and evidence, 15:10

Questioning of witnesses, 35:26

Vice Chairman, 42:95

Steering committee, M. (Mr. Hawkes), 39:18

Witnesses

Appearance before Committee, 44:11

Political parties submitting lists, M., 39:42

Scheduling, 42:6-11

Urea formaldehyde foam insulation study, 39:9, 17-8, 27-8, 32;

40:15-8, 35-7, 50-1, 62, 70-4, 101, 108-11; 41:6-10, 35-8;

42:6-11, 76-9, 88, 100-1, 105-6, 111-3, 134-5; 43:5-6, 18-21,

58-63, 81-4, 103, 110-2, 119-23, 127-8; 44:11, 24-7, 54-9, 89-90,

106-8, 128-30; 45:6-10, 15-6, 26, 31-2; 46:5-12, 32, 66-70, 82-7,

93-4; 47:10, 14, 17-9, 39-45, 62-4, 72-4, 131-4, 139-41

Secretary of State, see Women—Programs**Senate, see Children—Child at Risk****Senior citizens**

Abuse, 30:35-6

Benefits, indirect, 53:12-5

Budget, Nov. 12/81, effects, 22:11

Conference on aging, 31:12

Consumer price index, special, establishing, 22:10, 15; 55:14-5, 54-6

Cost of living, inflation, effects, etc., 54:54; 55:11-2, 56, 69-71

Health care, 55:70-1

Home care, benefits, costs, etc., 1:27-9; 5:27-8; 60:28-9

Income

Dependence on public sector, 54:6-8, 27

Distribution, 54:26-7, 34-5

Investment, 54:20

Pension Plan, contributions, 54:30-1

Poverty, 9:9-10; 22:26-7; 31:14; 53:10; 54:12, 38-9; 56:8

Increasing to above poverty line, 59:29-31

The income situation of elderly Canadians—Present and future, 54:11

Residences, rent increase, 6:18

Restraint program, 6 and 5 provisions, 55:45-6

Purchasing power, effects, 53:18-9, 28, 41; 55:41

See also Old age pensions

Support services, 55:70; 66:20-1

See also Day care centres—Alternatives; Housing; Income tax; New

Horizons Program; Restraint program, 6 and 5 provisions

Sexual offences

Legislation, Bill C-53, 30:23-4

See also Rape**Shannon, Ms. Kathleen** (Executive Producer, Studio D, National Film Board)

Family violence, 30:30-1

Shipley, Mr. N. LaVerne (Superintendent, Officer Commanding the

Uniformed Division, London Police Force)

Family violence, 27:4-8, 15-20, 24

Shirliffe, Mr. Cliff (Research and Analyst Engineer, National Research Council)

Urea formaldehyde foam insulation study, 41:6-15, 20-9, 34-41

Simard, Dr. René (President, Medical Research Council)

Health and Welfare Department estimates, 1980-1981,

supplementary (B), 9:6-7, 12-4, 21-2, 25, 28

Sinclair, Mr. J. (Assistant Deputy Minister, Medical Services, Health and Welfare Department)

Health and Welfare Department estimates, 1982-1983,

supplementary (B), 49:22-3

Health and Welfare Department estimates, 1983-1984, main,

62:15-7

Skelly, Mr. Ray (NDP—Comox-Powell River)

Consumer and Corporate Affairs Department estimates

1980-81, main, 2:11-3, 24-7; 3:13-7, 25-30

1981-1982, supplementary (C), 21:5-6, 11-5, 37-8

1982-1983, main, 35:8, 14-26; 38:12-5

Health and Welfare Department estimates, 1981-1982,

supplementary (C), 22:6-7, 24, 29-30

Old Age Security Bill (C-131), 53:23

Points of order

Agenda and procedure subcommittee, 47:105

Chairman, 42:59; 47:43

Documents, 42:41-2

Briefs, 47:63

Requesting, 44:33

Meetings, 39:21-2

M., 39:29-32

Ministers, 2:25-6; 21:5-6; 35:20; 42:41; 47:6

M., 3:26-9

Questioning of witnesses, 22:24, 29; 35:25-6

Committee advisers, 43:123

Vice Chairman, 42:95

Reports to House, 47:96-100, 103

Steering committee, M. (Mr. Hawkes), 39:16, 19-20

Witnesses

Identifying with proper group, 42:5-6

M., 39:25

Requesting, 42:138-9

Scheduling, 40:57; 42:41; 44:87-8

Statements, 42:20-4

References, *see* Urea formaldehyde foam insulation—Research, Norman/Newhouse

Urea formaldehyde foam insulation study, 39:9-16, 19-33; 40:5-6,

19-22, 28, 36-9, 51-7, 76-80, 93-4, 112-4; 41:11-5, 28, 38-40;

42:5-10, 20, 24, 29-34, 38-42, 51-5, 63-75, 88-90, 98-9, 113-8,

133-9; 43:6-8, 22-7, 52-3, 63-71, 79-80, 84-90, 103-4, 116-20,

123-8; 44:5-11, 17-22, 33, 36, 45-54, 66-70, 80-3, 87-95, 111-7,

130-1; 45:4, 10-5, 24-5, 30-5, 40-3; 46:18-23, 32-3, 43-4, 49-51,

72-6, 85-9, 96-9; 47:7-9, 19-24, 40-2, 45-53, 63-4, 76-9, 96-100,

103-5, 110-1, 135-9, 142-5

Small business, see Metric conversion**Small Loans Act**, amending, 2:10, 15, 29; 3:4-5**Smith, Mr. David** (L—Don Valley East; Parliamentary Secretary to President of the Queen's Privy Council; Minister of State for Small Businesses and Tourism)

Health and Welfare Department estimates, 1980-1981, main, 4:36-8

Smith, Mrs. Gail (Deputy Executive Director, UNICEF Canada)
Children, Commission for the International Year of the Child
report, 11:5-8, 12-6

Smoking, anti-smoking campaign, 62:19-26

Social affairs envelope, *see* Government expenditures

Social Development Ministry

Cabinet committee, role, 5:6
Establishing, justification, 5:19-20
Estimates
1980-1981, main, 5:4-34
1981-1982, main, 19:5-31
1982-1983, main, 33:4-32
1983-1984, main, 64:4-26
Expenditures, 5:13-4; 19:12; 33:4; 64:5
Finance and co-ordination branch, role, 5:6
Income support and transfer payments branch, role, 5:5
Minister, responsibilities, appointing full-time, Chrétien workload,
etc., 1:23-5; 5:11-3; 19:7-12, 10-2; 33:14-5
Person-years, forecast, 5:5, 32; 19:5, 12
Program delivery branch, role, 5:5-6, 9
Role, purpose, 5:5-7; 19:5-6; 33:4-5, 15; 64:4-5, 12-3
Taxation measures, relationship, 64:24-5
See also Housing

Social development policy

Benefits, extending, integrating, 5:10-1
Federal-provincial co-operation, 1:32-3; 5:6-7, 14-5
Voluntary organizations, participation, 5:10

Social policy

Conference, federal-provincial social affairs ministers, 9:7-8
Emerging issues, government awareness and study, 64:6-7, 14-6,
19-20
Expenditures, increasing, 9:7
Expenditures, priorities, 64:8-12
Funding, envelope system based on cabinet planning committees,
33:15-6
Jurisdictions, 33:17; 52:14
Reviewing, 14:17-8; 52:13
Technology, reconciling, 52:21; 64:25-6
United States, comparing, 31:26

Social security programs

Abuses, frauds, detecting, 5:26
Benefits, deductions by provinces for costs/taxes, Que. example, etc.,
32:16-9; 33:10, 22-3
Child/family benefits, 52:79
Amalgamating, departmental responsibilities, etc., 50:14, 24,
29-31, 36, 40; 51:20-1, 29-33, 41; 52:9-10, 30, 61-2
Graph, 51:38-43; 51A:2; 52:61
Reforming, 51:10-1; 52:9
Single-parent families, 52:13-4
See also Family allowances; Income tax—Child tax credit—Child
tax exemption
Costs, 52:12
Directing towards needy, 50:24
Government fulfilling responsibilities despite debts, etc., 52:12
Indexing, 51:24
Other countries, comparing, 49:16
Reviewing, 52:17-20
Universality, 9:17-9; 33:21; 51:29-30, 51; 52:8-9, 19-20, 57-8, 75
Alternatives, 54:36-7
Means/income/needs testing, comparing, 51:49-53
Surtax, applying, 59:28-9
See also Family allowances; Old age pensions

Social security programs—Cont.

Weakening, 52:45
See also Restraint program, 6 and 5 provisions; Senior citizens

Social services

Access, denials, legal costs, compensation, 66:6
Delivery, provincial responsibility, 49:26-7
Funding, block/cost sharing, jurisdictions, etc., 14:4, 18-21; 16:4;
49:14
Funding, requests, procedure, 30:17-8
Federal contribution, provinces acknowledging, 5:26-7; 6:14-6;
16:28-9
Jurisdictions
Quebec, 30:32-3
See also above Funding
Manitoba case, deductions from allowance, reducing to below
Assistance Plan requirements, legal action, etc., 66:4-6
Preventive emphasis, funding, 66:8-11
Programs, existing, expanding into other areas, 26:30-2
Universality, *see* Disabled and handicapped—Technical aids and
devices; Medicare; Social security programs
See also Voluntary organizations

Soft drink bottles, *see* Consumer protection

Spitzer, Dr. Frank (Chairman, Toronto Chapter, HUFFI—Ontario)
Urea formaldehyde foam insulation study, 40:96-101, 110-2, 116-21

Sports, *see* Hodkey

Spouses allowance, *see* Old age pensions

Standards

Definition, implying government approval, 42:129
Establishing/enforcing, procedures, CGSB role, etc., 43:86, 91;
46:33-4, 86-7; 47:45-9, 52-4, 61-2, 151
Health/safety criteria, expanding, 42:131-5; 43:95; 47:48
Publicizing, 47:54
See also Consumer products; Food; Housing—Insulation; Urea
formaldehyde foam insulation

Standards Board, *see* Canadian General Standards Board

Stoddard, Ms. Jennifer (Director, Research Division, Canadian
Advisory Council on the Status of Women)
Family Allowances Bill (C-132), 52:47-65, 72-6

Strikes and lockouts, *see* Atomic energy

Subcommittees, *see* Native people—James Bay agreement; Procedure
and decisions of the Chair

Supreme Court, *see* Divorce; Food

Sweden, *see* Medicare

Swermachuk, Ms. Michelle (National Action Committee on the
Status of Women)
Family Allowances Bill (C-132), 51:13, 17-20, 25-7, 31, 35-6

Tanzania, *see* Developing countries—UNICEF

Taxation

Collection, direct/indirect taxes, 22:10-3; 54:51; 55:12, 48
Loopholes/shelters, reducing, Nov. 12/81 budget measure, etc.,
52:12; 55:44, 48; 56:15
Reform, 52:52; 56:17
Regressive/progressive, 52:11; 54:43; 55:54-5
Tax credits, 51:14-5; 54:41
Clark government, previous, proposals, 54:43
See also Income tax; Old age pensions

Technology, *see* Employment; Social policy

Teenage pregnancies, 60:12; 64:16

Nova Scotia, legislation, denying social assistance to teenage mothers, contravening Assistance Plan regulations, etc., 66:5-6

Television, *see* Family violence; Video cassettes

Tell, Mr. Bill (Chairman, Etobicoke Chapter, HUFFI—Ontario)

Urea formaldehyde foam insulation study, 40:95-6, 108-11, 114-6, 120-1

Tessier, Mr. Claude (L—Mégantic-Compton-Stanstead;

Parliamentary Secretary to Minister of National Revenue)

Old Age Security Bill (C-131), 55:37

Points of order

Meetings, 42:42

Witnesses, 42:21

M. (Mr. Hawkes), 55:37

Urea formaldehyde foam insulation study, 40:45-7, 90-1, 94;

41:16-8; 42:11, 21, 42-3, 46-7, 66-7, 90-1, 105, 130-1; 43:113-5;

45:16-8, 39; 46:18

Tobacco, *see* Cancer; Smoking

Toronto, *see* Hospitals—Sunnybrook

Toronto Board of Health, *see* Women—Health care products

Toronto Globe and Mail, *see* Urea formaldehyde foam insulation—Approval process, Political pressure

Toronto Star, *see* Public Service—Wage restraints

Towers, Mr. Gordon (PC—Red Deer)

Consumer and Corporate Affairs Department estimates, 1980-81, main, 2:20-2, 28

Trade, free, Canadian economy, effects, 65:18-9

Trade Marks Act, amending, 2:11

Transfer payments to provinces, restraint program, 6 and 5 provisions, effects, 49:17

Tropical diseases, *see* Diseases

Trudeau, Rt. Hon. P.E., references, *see* Pensions—Indexing

Tylenol, *see* Drugs and pharmaceuticals

UFFI Centres, *see* Urea formaldehyde foam insulation

UNICEF

Donations, accountability, increasing, etc., 11:14-5

See also Developing countries

UNICEF CANADA

Background, role, 11:1-2

Quebec, role, 11:14

See also Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Children

Unemployment, 64:11

Priority issue, 52:13

Quebec, 55:19-20

Social effects, 49:8-12

See also Family violence—Economic conditions; Income tax—Child tax credit, Recipients; Old age pensions—Eligibility; Voluntary organizations; Youth

Unemployment countermeasures, *see* Job creation programs

Unemployment insurance, *see* Welfare—Recipients

United Nations, *see* Atomic radiation

United States, *see* Consumer products; Drugs and pharmaceuticals;

Family violence—Legal recourse; Metric conversion—Compulsary;

Social policy; Urea formaldehyde foam insulation

Universality, *see* Social security programs

Universities and colleges, *see* Medical research; Native people—Health services

University of Western Ontario, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted

University Women's Club, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Family Allowances Bill (C-132)

Urea formaldehyde foam insulation, 40A:1-66; 42A:1-69

Advisory Council

Establishing, role, ministerial pressure, etc., 38:6-8; 40:7-8, 19-23, 27-8, 32-7, 44, 50, 68-72, 76-9, 90, 104, 107-14; 42:40-1, 67; 47:136

Expenditures, 40:121

Information to homeowners, distributing, 40:27, 37-8

Membership, provincial representation, 40:37-8

Application, *see below* Installation—Standards

Approval process, participants, procedures, etc., 40:74; 42:12, 27, 30-4, 45, 99, 121-4, 138; 43:84-7; 47A:1-5

Canadian General Standards Board role, 40:10-1; 42:24, 27, 36

Chronology, 42:11-20, 24-5, 43-7; 42A:11-21; 46:49-50; 47:29

Energy, Mines and Resources Department role, 42:19-20, 24, 60, 125-6; 43:94; 44:14, 38, 73-4

Health and Welfare Department role, 42:17-8, 60, 75, 120; 45:4, 11, 22, 37

Health hazards, investigating, availability of information prior to approval, etc., 42:14-5, 26-7, 51, 59-60, 73-4, 111-2, 116-7, 120-6; 43:24-6, 65-8, 96, 99; 44:35, 40-7, 110; 45:10-1, 18-22, 37-9; 46:9, 12, 20, 85-7; 47:35, 44-5, 70-1, 134

Urethane insulation, 42:133

Industry role/pressure, 42:13-6, 117, 121-3, 137-8; 44:12-4, 17-9, 33-7, 48-50, 53-4, 97, 109-10; 45:40-3; 47:8, 19, 23-6, 31-2

Masse, Claude, newspaper articles, 42:55-7; 47:55-62, 68-9, 76; 47A:7-25

National Research Council role, 41:8-10, 13-8, 25-9, 39-41; 42:16-7, 36

Political pressure, Members of Parliament, correspondence, tabling, etc., 42:29, 45, 54-6, 63-6, 112; 43:84, 88-90, 103-4; 44:5-9; 47:7-9, 18-23, 26, 39-43, 73-6, 79-80, 96-7, 100, 132-43

Toronto, *Globe and Mail* Apr. 15/81 article, 42:65; 47:73

Safety/pre-market testing, 40:10-1, 25-6, 74; 44:38-42, 113; 45:37-8

See also below Manufacturers/installers

Saskatchewan government opposition, 42:113-6; 43:25, 65; 45:13; 47:45-6

See also below Canada Mortgage and Housing Corporation—Standards

Assistance programs, 40:14

Campbell report, 45:19, 22

Canada Mortgage and Housing Corporation role, issuing acceptance number, correspondence, etc., 42:18-9, 28-9, 35-6, 39, 43-5, 50-4, 60, 64-5, 136; 43:85-8, 99-102; 44:40-1, 48, 53, 60-1, 101-2; 47:8, 11-2, 19, 25-30, 36, 47, 70, 74

Withdrawal (May 28/79), reinstatement, Brewer resignation, etc., 42:46-51, 57-8, 63-4, 67; 43:87-8, 94-8, 101; 44:18-21, 25, 33-6, 40, 74-5, 82-3, 105; 47:12-3, 15-22, 25-6, 32, 47, 76, 82

Industry/CMHC May 31/79 meeting, 44:12-4, 17-9, 33-7, 48-50, 71-3, 83; 44A:1-2; 47:12-3, 16, 30

Manufacturers threatening legal action, 44:18, 48-9, 82-3; 47:41

RAPCO/CMHC officials meeting, 44:75-7

Urea formaldehyde foam insulation—Cont.

- Canada Mortgage and Housing Corporation role,....—*Cont.*
- Withdrawal (May 28/79), reinstatement, Brewer....—*Cont.*
- June 5/79 press release, 47:13-4
- See also below* CHIP—Consultations—Homeowners—Installation
- Centre de toxicologie du Quebec, role, 43:9-10
- CHIP program, 46:8-9, 35-6
- Alternate materials, government listing, 43:100-1
- "Catalyst" for pushing through approval, 42:24-5, 31-2, 62, 73, 116, 129
- Eligibility/conditions, NHA housing only, 42:46, 50, 61, 64
- Government "approval", CMHC responsibility, 42:19, 25-6, 33-6; 43:93-5, 101-2; 47:74
- Government brochures, 43:101
- RAPCO, economic effects, profits, etc., 44:76-7
- Committee, role, 40:104-5
- Committee study, 39:3-33; 40:5-122; 41:4-41; 42:5-139; 43:5-129; 44:5-134; 45:4-43; 46:5-100; 47:6-153; 48:5-62
- Compensation, 47:71
- Federal/provincial governments paying, 47:71, 77-8, 145-6
- Manufacturers/minister, consultations, 44:66-9, 86, 94
- United States, 43:106-7, 112-3; 47:146
- See also below* Government response
- Consultations
- Alberta, 40:35
- Canada Development Corporation/CMHC, 44:82
- Canada/U.S., 43:115-6, 119-21; 46:8
- Governments/homeowners, 40:35, 39-40
- See also below* Federal-provincial conference
- Co-ordination centre, review board study, etc., 21:10-8, 29; 35:6-7, 13; 38:8-9; 40:103
- Corrosive material, 47:30-1
- Disposal, waste products, 40:65
- Economic effects, property values, depreciation, etc., 21:23-5, 30; 35:19-20; 40:8, 34, 106; 44:102-4, 118; 46:65; 47:66, 106-7, 113; 65:7-9
- Home purchasing agreements, special clause, 40:64; 40A:15-7
- Mortgage renewal/insurance, 40:14, 40-2; 42:92-4; 44:102; 47:106-12
- Mortgage Insurance Co. of Canada, 47:112-4
- Mortgages, defaults, long term effects, 47:112-3
- Federal-provincial conference, calling, 35:15-7
- Federal-provincial conference, health officials, Ont. absence, 42:90-1
- Formula
- Borden Chemical, 44:51, 63
- Composition, changes, etc., 42:67, 119; 43:12-3, 17, 102; 44:17, 60
- Information, availability, 40:10-1; 42:68
- Government response, compensation, \$5000 subsidy, etc., 21:11-4, 21-3; 35:8-10, 13, 16; 38:18-9, 22; 40:13, 16-7, 28-9, 35, 65, 81, 101, 104; 42:102; 43:85-6; 44:103; 46:18; 47:79, 82-3, 136-7, 144
- Advertising campaign, 42:87-8; 65:7-8
- Application forms, 40:104
- Distributing to Members of Parliament, 67:18-9
- Cheques, processing, delays, etc., 65:23; 67:17-8
- Eligibility, 40:67, 95-6, 100; 47:83-4
- Quebec homeowners position, 40:77
- Registration, cut-off dates, etc., 40:53-5; 42:79, 87; 47:146; 65:22
- Extending to Dec. 31/83, 65:6-8; 67:5-7
- Retroactivity, 67:19, 25
- Row housing, 42:101-2
- Hazardous Products Review Board, chairman, political bias, 47:136-7, 143-4
- Hazardous Products Review Board, recommendations, 43:81-4, 93-4, 98, 102-3; 44:24, 56; 45:6, 18-9; 46:25, 48, 96; 47:68-9

Urea formaldehyde foam insulation—Cont.

- Health and Welfare Department, *see above* Approval process and *see below* Health hazards—Research—Standards
- Health/finance, primary concerns, 40:18
- Health hazards, CBC *Market Place* program, government ban, etc., 3:22-4; 6:20-1; 15:26; 31:8-20, 23-34; 35:9; 38:9-12; 40:8-11, 18, 33-4, 60-4, 84-5, 89, 92-3, 101, 116-9; 42:27; 43:14-6, 33-4, 42, 61, 98-9; 43A:1-13; 44:24-5, 62, 67, 79, 97, 100, 103-11, 128-9; 45:5-9, 19-21; 46:38-9, 65-6, 73-8
- Asthma, 43:46-7, 62-3
- Ban, exemptions, industrial use, 44:105, 116-7; 45:42-3; 46:42
- Cancer, relationship, 40:62-3, 75, 89, 116-7; 43:16, 40, 46-7, 98-9; 43:123; 44:24-5, 119, 126; 45:7-9, 15-23, 27-30, 36-7; 46:42-9, 80-1; 47:72, 86-8
- Dust particles, 43:13-4
- Expert advisory committee, 46:46-9
- Formaldehyde levels/other gases, determining, testing, etc., 40:117-8; 41:10, 17-22, 32-3, 36-7; 43:10-2, 22, 30-2, 36, 44-6, 49-50, 56-60, 73-8, 106-7, 113; 44:27, 56-8, 121-7, 130; 45:14-5, 28-9; 46:11-2, 25-6, 30-1, 82-3, 90-2; 47:29, 59-60, 66-7
- Health and Welfare Department role, 46:8
- Industry position, 44:24-7, 30, 37; 46:40, 71-2
- Levels, safety, "acceptable risk", 31:28-9; 35:9-10; 38:11-4; 41:11-2; 43:11-4; 44:25, 42-3, 59-60, 118, 121-3, 126-9, 134; 45:5-6; 46:9-10, 13, 37, 64-5, 69, 72, 79, 93, 98; 47:67
- Long term effects, 40:99, 119-20; 41:23; 43:27, 41; 45:7, 31; 46:26; 47:71; 65:17-8
- Massachusetts inquiry/ban, 42:122; 43:43-4; 45:8, 20; 46:67-8
- Persons affected, medical examinations, findings, etc., 40:73-6, 83-4, 105-6; 41:29-30; 42:91-5; 43:10-1, 14-6, 20-1, 28-9, 56-7; 44:25-6, 30, 64-5; 45:7, 25-6; 46:11, 36-7, 64-5, 70, 82-4, 89, 96-8; 47:65-6, 71-3
- High risk/sensitivity, additional assistance, etc., 45:34-5; 46:19-22
- Industry personnel, insurance claims, 47:125-8
- Physician, appointing, 38:22
- Psychological effects, fear/stress, media role, etc., 40:89; 41:29-30; 43:19-20, 43, 46-8, 58, 63, 72-3, 76-8; 44:109, 128; 45:39; 46:58-9
- Public health issue, treating as, 46:23
- Seasonal changes, effects, 43:21
- Scientific evidence, lack, 43:42-3, 47-8, 50-9, 72-6, 99, 103; 44:119-20; 46:28-31, 66-9
- UFFI/non-UFFI homes, New Jersey study, 43:43-4, 120
- See also above* Approval process
- Home/fire insurance, 47:110, 115, 122-3
- Homeowners
- Complaints to CMHC, 47:27, 112
- Legal recourse
- Class action, 47:84-5
- Crown privilege, 47:89-90, 95-6
- Federal/provincial governments suing on behalf of, 47:71, 77-8, 145
- Justice Departments working against, Masse remarks, 47:71, 75, 84-5
- Manufacturers/installers, insurance provisions, 44:66-9, 86-7, 93-4
- Masse role, 40:71-2
- Statute of limitations, bankrupt companies, etc., 35:14; 38:14-5; 40:51-2, 111; 47:66-7, 72-3, 77-8, 84-5, 137
- See also below* Responsibility/blame
- Quebec assistance plan, 43:10-4, 26-7; 47:82-3
- Relocation program, 35:16; 47:82-3
- See also above* Advisory council—Consultations
- Homeowners associations
- Establishing, role, etc., 40:9, 86-7

Urea formaldehyde foam insulation—Cont.

Homeowners associations—*Cont.*

Funding, 40:90; 47:145

See also above Advisory council

Homes, number affected, statistics, accumulating, etc., 40:8, 12, 30, 52-6, 59-60, 86, 99; 42:82-3; 43:42; 44:70, 133

Alberta, 40:43-4

Quebec, 43:40; 44:133; 47:93

Industry, government employees transferring to, 42:33-4

Industry pressure, *see above* Approval process

Installation, 42:66-7, 72-3; 44:52-3, 98-9, 105, 127; 46:63, 69, 90-1

Advertising, 42:50

Infra-red scan, 44:76

Manufacturers/installers non-compliance with CMHC regulations, 40:26, 60-2, 85; 42:45, 60-2, 72-3, 105, 127-8, 131; 43:36-7; 44:15-9, 50, 60-3, 74-5; 46:18; 47:66, 80-2

Legal action, 47:37

Manufacturers, training programs, etc., 44:15-6, 27-8, 61-2

New construction, 44:21, 34, 84-5

United States, comparing, 43:114

Insulation, value, shrinkage, "R" value, etc., 40:64, 74, 84; 41:6-7, 11, 18, 35, 39; 42:19-20, 26-7, 31-2, 43, 49, 62, 72-3, 124, 135; 43:93-4, 99-102; 44:14-5, 35, 49, 64, 72, 78-9, 102, 110; 47:29-30, 39, 50, 57-8, 69, 82

Gillespie/RAPCO correspondence, 43:99-100; 44:14

Insurance, *see above* Economic effects—Health

hazards—Home/fire insurance and *see below* Liability

insurance—Responsibility/blame, Manufacturers/installers

Legislation, Bill C-109, 35:9, 15, 18-9, 22-3; 38:7, 14; 40:12, 50, 58-60, 78-9, 90-2, 107

Regulations, discretionary powers, 40:15-6, 51

Liability insurance

Bonding in lieu of, 47:118

Landlords, 47:123

Manufacturers/installers, 47:115-7

Removers, 47:114-21, 131-2, 148-9

Long-term stability, 47:59

Manufacturers' association, establishing, 44:74

Manufacturers/installers

Ban, effects, 44:104; 47:146-7

Bankruptcies, disclosure of insurance, 47:129-30

Borden Chemical, 42:13-4, 50, 68; 44:24, 59-61, 66-70; 46:41

Staff, former, employment dates, 44:47

Testing, procedures, NRC grant, etc., 44:34-9, 46-7, 51-2

UFFI patents, sale to Bakelite Thermosets Ltd., 44:43-4, 54-5, 63-4, 68; 46:41

Canada Foam Limited, procedures, testing, etc., 44:21, 26-31

INNOCAN, corporate background, CDC involvement, etc., 44:89-93; 47:23-4

Insurance fund, 44:30-1, 63; 47:68

See also above Homeowners, Legal recourse

Jefford, Arthur, personal attacks/problems, 44:97, 103

Jefford Industries, installation, testing, procedures, etc., 44:97-101

RAPCO Foam Inc., 42:13-4, 50, 68

Corporate background, CDC involvement, etc., 40:74, 79-80; 44:56, 80-2, 90, 93; 47:38, 95-8

See also above Canada Mortgage and Housing Corporation—CHIP—Insulation value

Re-introducing product, guarantees, "stable product", etc., 46:12, 16, 40-1, 63, 71-4, 77, 94-6, 99

Safety/pre-market testing, 44:22-3

See also above Canada Mortgage and Housing

Corporation—Compensation—Installation—Liability insurance and *see also below* Responsibility/blame—UFFI centres

"National disaster", 40:60, 67, 93-4

Urea formaldehyde foam insulation—Cont.

Other countries, comparing, 21:27; 38:7; 40:97; 41:17; 42:60; 43:44, 60, 73; 44:121

See also below United States

Political pressure, *see above* Approval process

Public buildings/non-residential, 40:12, 99-100; 43:93; 44:115-6; 45:42; 46:82

Public hearings, Que., 40:59

Remedial measures, reducing exposure levels, etc., 42:25; 46:82

Air filtration/replacement, 44:99, 108-9, 114-5; 45:33

Borden Chemical role, 44:65-6

National Research Council procedure, 40:100; 45:25; 47:147; 65:24

Wall barriers, 46:90, 93

See also below Removal

Removal, hazards, costs, alternatives, etc., 21:21, 30, 34; 38:13, 18-9; 40:24-5, 30-1, 65-7, 71, 81-2, 113; 41:6-7, 14-7, 26, 32-4; 42:87-8, 96-103; 43:91-2; 45:31-5; 46:18-22, 48, 70-2; 47:79, 91-2, 119, 137; 47:147

Brick homes, 65:23-4

Canadian Home Renovation Plan, eligibility, 67:19

Certification of clearance, 65:7-9

Contractor registration program, 42:82, 100-1; 43:91; 47:144

Effectiveness, health problems, disappearance, long term study, etc., 43:77; 67:6, 19-20

Funding, redirecting from other areas, 40:121; 42:86

Inspectors, role, 42:93, 105

Massachusetts, compensation, 43:109

Remote areas, qualified persons lacking, 67:17-8

Quebec, NEED project, establishing, 67:13-5

Report

Recommendations, implementing, government position, etc., 65:6, 20-1; 67:4

See also Procedure and decisions of the Chair—Reports to House, Fifth

Research, studies, 21:19-20; 38:9-12; 40:84, 97-8; 41:23, 36; 42:11-2, 37-40, 94-5; 43:34, 45-6, 64, 73-4, 77-9, 105-6, 122-3; 44:122-7; 45:16-7, 27; 46:21, 62-3; 47:147

Canada, expertise, 41:32-3

Continuing, 45:17-8; 46:48-9

Health and Welfare Department, 45:4

International study, 45:15, 27

Mortgage/insurance companies, 47:112

Nantel study, 40:118-9; 43:17-8, 27-33, 37-41, 48, 56-7, 60, 67, 73; 45:15-7, 25-6, 31, 35-6, 39; 46:15, 26-7, 30, 55, 70; 47:65, 86-7, 144-5

National Research Council role, 41:5; 46:19-22

Norman/Newhouse study, control groups, etc., 43:47, 50-7, 61, 66; 46:66-8

Skelly remarks, "offensive presentation", 43:52-3, 63, 66

Queen's University, 40:120; 42:96; 43:79; 45:15-7, 28; 46:62

Random sampling/double blind studies, UFFI/non-UFFI homes, etc., 40:117-8; 41:20; 43:44, 48, 98-9, 122-3; 45:27; 46:13-5, 54-6, 67-9, 75-7, 80, 83, 98-9

Responsibility/blame, 40:67; 42:91; 47:149-50; 67:21

Courts determining, 40:48-9, 66

See also above Homeowners, Legal recourse

Federal government, 35:10-1, 24-5; 38:5-7; 40:9, 13-4, 28-9, 45-50, 65-6, 103; 42:11-2; 43:25-6, 92, 65-6; 47:132-5

Manufacturers/installers, 40:8, 26, 66; 42:70-2; 44:107, 110-1; 45:24; 46:63-4, 69-71, 92-4; 67:7, 21

See also above Installation

Minister responsible, post May 22/79 election, 42:30-1, 56-9; 43:96; 44:10-1, 37; 47:35-6, 41

Provinces, 40:9, 48-50, 66, 92, 103; 47:149-50

Alberta, 40:39-43, 51

See also above Approval process

Urea formaldehyde foam insulation—Cont.

- Standards, establishing, procedures, CGSB role, etc., 41:8, 11-3, 18-20, 23-6, 38-40; 42:12-3, 18-9, 24-6, 44, 52-3, 71-5, 109-14, 127, 130-1, 135-8; 43:85-7, 100; 44:16, 48-50, 53-4, 81, 109-11; 45:12, 40; 46:23-5, 86-7; 47:8-9, 44-51, 60-1, 69-70
- Application standard, 42:71-5, 124-5; 47:27-8
- Bowles correspondence, tabling, 42:24-5; 44:73-5
- Committee/working group, investigations, participants, etc., 42:109-13, 117-24, 132-7; 44:40-1
- Bowles role, 42:120-1
- Conflict of interest, 42:114, 117
- "Consensus" opinions, 42:108, 111, 115, 136; 44:111; 46:24, 39
- Health and Welfare Department representation, 45:4, 11, 22, 37; 47:49-53, 62
- Criteria/requirements, 42:112, 115, 125
- Enforcement, 42:62, 119, 128-31
- Failure to comply, designating as hazardous product, 45:40-2
- Health and Welfare Department Nov. 2/79 recommendation, correspondence, tabling, etc., 46:9, 12-3, 23-5; 46A:1-3; 47:43-4
- Inter-departmental committee, 47:46-8
- Performance standard, 46:63, 71-4
- Potential problems, CGSB knowledge, Masse brief, 47:55-62, 68-9
- Publicizing, 47:54
- United States, comparing, 43:114-5
- Use, 42:120
- Structural/fire hazards, 40:9, 34, 44-5, 64, 97; 41:26-7; 42:121; 43:94; 44:78-9, 84-6, 116; 46:47-8
- Testing programs, 21:8-13, 18-9, 22, 31-5; 31:5; 38:22; 40:56, 103, 111-6; 41:35; 42:85-6, 93; 44:24-5, 108; 65:12
- \$100 fee, abolishing, 42:81-2
- Tylenol, cyanide capsules, comparing, 42:130; 43:92-3
- UFFI centres
 - Access, telephone calls, public/staff relations, etc., 40:56-8, 103, 120; 42:76-81, 96
 - Establishing purpose, increasing bureaucracy, etc., 42:84-7, 91
 - Expenditures, 40:120; 42:79, 83-4
 - Federal co-ordinator, Campbell Mackie, appointment, qualifications, etc., 42:88-90
 - Homeowners' registration, 43:74
 - Manufacturers/installers, registering names, 46:41-2
 - Staff, person-years, 42:84
- United States
 - Consumer Products Safety Commission, ban, testing procedures, etc., 42:34-5, 38; 43:72, 75, 105, 108-13, 124-8; 44:55, 106, 115-6; 44A:3; 45:42; 46:40; 47:87
 - Formaldehyde Institute role, 43:127
 - Research, continuing, 43:109-10
 - Massachusetts, *see above* Health hazards
 - Number buildings affected, 43:106
 - Use, energy conservation program, 43:111-2
- See also* Reports to House and *See also above* Compensation—Consultations—Installation—Standards

VIA Rail Canada Inc., services, cutbacks, 22:15**Veterans**

- Atomic radiation victims, 22:29-30; 43:64
- Pensions, legislation, 5:25

Viau, Mr. R. (Chief, Flammability Hazards Division, Product Safety, Consumer and Corporate Affairs Department)

- Consumer and Corporate Affairs Department estimates, 1981-1982, supplementary (C), 21:26

Video cassettes

- Copyright, effects, legislation, 65:10-1
- Quebec tax, 65:10-1

Violence

- New York City, 23:9
- Society, acceptability, 23:9
- See also* Family violence; Hockey; Rape; Women

Voluntary organizations

- Funding, 16:27; 31:18-9; 32:20-3; 33:25-6; 36:5; 49:11-2; 60:10-1, 19-20; 62:27-8
- Grants, converting to classes of recipients, 49:7
- Health/social services, 4:36-9; 5:31; 6:18-20; 7:4-9; 32:21-2
- Funding, 59:22
- Unemployed, using as volunteers, 49:11
- See also* Children; Income tax; Social development policy; UNICEF

WHO, *see* World Health Organization**Wages and salaries, *see* Members of Parliament; Public Service****Walt, Mr. Gordon (Manager, Materials Evaluation Department, CMHC Technical Services, Canada Mortgage and Housing Corporation)**

- Urea formaldehyde foam insulation study, 47:11-41

Watson, Mr. Ian (L—Châteauguay)

- Point of order, witnesses, statements, lengthy, 42:21
- Urea formaldehyde foam insulation study, 42:20-1, 34; 46:89-93

Weatherhead, Mr. David (L—Scarborough West; Parliamentary Secretary to Minister of National Health and Welfare)

- Children, Commission for the International Year of the Child report, 11:6, 11-2; 13:30; 15:3
- Consumer and Corporate Affairs Department estimates
 - 1980-1981, main, 2:16-8, 27; 3:17-9, 24-5, 28-9
 - 1981-1982, main, 15:23
 - 1983-1984, main, 67:21-3
- Election as Chairman, 57:6
- Family Allowances Bill (C-132), 50:26-8; 51:39-40, 45, 53-4; 52:65-7, 70, 81-2
- Health and Welfare Department estimates, 1980-1981, main, 4:23
- Health and Welfare Department estimates, 1983-1984, main, 66:10, 13, 16, 22-3
- Old Age Security Bill (C-131), 56:30-3
- Organization meeting, 1:9-11
- Points of order
 - Bills, 52:81-2; 56:30-3
 - Meetings, 12:30
 - Scheduling additional with minister, 3:28
 - Smoking during, 50:41
 - Questioning of witnesses
 - Order of reference, beyond scope, 51:53
 - Rotation by party, 4:23
 - Time limit, extending, M. (Mr. Hawkes), 52:66-7
 - Subcommittee, 15:3

Welfare

- Benefits, Ont. increasing, 22:14
- Benefits, Que. deducting child tax credit/family allowances, 32:16-8
- Canadians, comparing other countries, 49:14
- Federal-provincial cost sharing, 22:14
- Municipalities, including, 66:16
- Recipients
 - Increasing, 60:17-9
 - Quebec, eligibility, calculation of assets, 49:20
 - Unemployment insurance exhaustees, 49:17-9; 60:18
 - Assets, car/house, calculation, 49:18-9
- See also* Family allowances—Restraint program; Ottawa Council for Low Income Support; Restraint program, 6 and 5 provisions

Wentzell, Mr. Carl (Advisory Council on U.F.F.I.)

- Urea formaldehyde foam insulation study, 40:18, 24-5

Wiberg, Dr. George Stewart (Head, Toxicological Evaluation Section, Bureau of Chemical Hazards, Environment Health Directorate, Health Protection Branch, Health and Welfare Department)
Urea formaldehyde foam insulation study, 46:5-45; 46A:1-3

Widman, Mr. Marcel (Former Engineer, Borden Chemical)
Urea formaldehyde foam insulation study, 44:32, 37, 40-3, 47, 57-8, 63, 68

Wife battering, *see* Family violence

Wilson, Miss Mary (Commissioner, Government of Manitoba; Member, Canadian Commission for the International Year of the Child)
Children, Commission for the International Year of the Child report, 10:10, 24, 28-9

Wirsig, Mr. Claus (President, Hospital for Sick Children Foundation, Toronto; Member, Canadian Institute of Child Health)
Children, Commission for the International Year of the Child report, 12:3-5, 8-9, 12-6

Women

Ages 60-65, assistance, 66:18-20

Committee, parliamentary, establishing, 30:23

Economic situation, 52:46

Advisory Council on the Status of Women study, 52:48-9, 53

Employment, 51:35-6

Health care products, labelling, 32:26

Health care products, Toronto Board of Health study, government response, 32:26-7

Older, NDP task force, 66:16-7

Political influence/power, 51:13-4, 18-9, 33-4

Population, percentage, 30:28

Programs, Secretary of State funding, 30:5

Separated from husbands, economic situation, 52:32, 62-3

Violence, tendencies, 28:15

Wife battering, *see* Family violence

See also Advertising—Sexual stereotyping; Advisory Council on the Status of Women; Children; Coordinator for the Status of Women; Day care centres; Divorce; Family; Family allowances; Homemakers; Housing; Native people; Old age pensions—Restraint program; Old age pensions and guaranteed income supplement—Recipients; Pensions; Poverty; Restraint program, 6 and 5 provisions—Senior citizens; Teenage pregnancies

Women's Research Centre, Vancouver, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Family violence

Wood, Mr. Brian (General Sales Manager, Borden Chemical; Former Head, Research and Development, Borden Chemical)
Urea formaldehyde foam insulation study, 44:12, 33-70

Wood, Ms. Diane (Social Policy Analyst, Status of Women Canada)
Family violence, 30:11

Workers metric tools conversion program, *see* Metric conversion

Workshops, sheltered, *see* Disabled and handicapped

World Health Organization (WHO), *see* Breast milk substitutes; Health

World Rehabilitation Congress, Winnipeg, June 22-27/80, Canadian contribution, 1:32

Young, Mr. Neil (NDP—Beaches)

Children, Commission for the International Year of the Child report, 10:15-6; 14:21-2

Health and Welfare Department estimates, 1980-1981, main, 1:23-7

Old Age Security Bill (C-131), 53:13-9, 22-4; 54:34-6, 44-5;

55:14-7, 23-4, 30-2, 39, 61-2, 83-4; 56:16-8, 25-32, 35

Points of order

Bills, amendments, admissibility, 56:31

Bills, M. (Mr. Hawkes), 56:25

Questioning of witnesses, 1:26

Witnesses, 55:61-2, 84

M. (Mr. Hawkes), 55:30-2, 36

Social Development Ministry estimates, 1981-1982, main, 19:13-6

Social Development Ministry estimates, 1982-1983, main, 33:11-3, 29-32

Young offenders

Cost sharing agreement with Que., 1:15

Legislation, 13:10, 17

Program, federal expenditures, 49:6-7

Youngson, Mr. Doug (Director, Technical Services, UFFI Centre)

Consumer and Corporate Affairs Department estimates, 1983-1984, main, 67:6, 18-9

Urea formaldehyde foam insulation study, 42:86, 100-1, 105

Youth

Unemployment, 64:16-7

See also Young offenders



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

BINDING SECT. SEP 20 1964

